

Géohistoire de l'Albanie moderne Une lecture des recensements de 1918 à 2011

Présentée le 24 septembre 2020

à la Faculté de l'environnement naturel, architectural et construit
Laboratoire de systèmes d'information géographique
Programme doctoral en architecture et sciences de la ville

pour l'obtention du grade de Docteur ès Sciences

par

Alain Nicolas JARNE

Acceptée sur proposition du jury

Prof. V. Kaufmann, président du jury
Prof. F. Golay, directeur de thèse
Dr N. Clayer, rapporteuse
Dr M. Lerch, rapporteur
Dr F. Graezer Bideau, rapporteuse

Résumé / Abstract

Dans cette thèse est constituée, décrite et exploitée dans une perspective géohistorique une base de données originale contenant l'enregistrement de la population au niveau local lors des quinze recensements conduits en Albanie entre 1918 et 2011. La précision de la spatialisation rend possible la comparabilité diachronique des données statistiques dans ce pays marqué par de nombreuses réformes administratives, permettant ainsi de porter un regard nouveau sur certains pans de son histoire. Sont décrites de manière détaillée les dynamiques et mutations spatiales à l'œuvre par-delà les quatre grands systèmes qui se sont succédés dans l'histoire moderne albanaise : l'intégration dans les réseaux ottomans, les années de l'affrontement géopolitique qui verront l'effacement des Empires au profit des États-Nations, le demi-siècle d'un communisme caractérisé par son introversion progressive et son développement territorial original, enfin l'inclusion brutale dans l'économie libérale qui produira émigration et déprise rurale, consacrant l'émergence irrésistible de la métropole-capitale. Les données sont modulées selon toute une gamme de régionalisations et typologies de territoire permettant de situer les mobilités et les différentes phases de l'urbanisation dans leurs contextes spatiaux, politiques et culturels. La cartographie occupe une place de choix, révélant des structures spatiales à des échelles inédites. La démarche est tour à tour nomothétique – observation et détection de régularités, de contrastes, de ruptures dans les taux de croissance visibles dans les différents agrégats et sur les cartes – et plus hypothético-déductive : de nombreuses hypothèses (repérage de chaînes migratoires, spécificité de la sous-urbanisation albanaise, existence d'une « migration détournée » vers les périphéries des villes à la fin du communisme, dimension politique de la métropolisation, etc.), suggérées par la littérature, sont revisitées à l'aune du corpus de la thèse. Les deux derniers recensements sont exploités pour reconstituer avec une grande finesse spatiale la succession des migrations entre les années 1950 et 2000. La forte historicité de la trajectoire albanaise est confrontée à quelques modèles classiques du paradigme de la modernisation : transitions démographique et mobilière ou émergence de la société-Monde. Le récit géohistorique prend la forme conventionnelle de la description d'une succession de systèmes spatiaux et des transitions entre ceux-ci. La fin de la thèse contient une proposition théorique différente centrée sur le concept de « géotype de mobilité ». Conçu comme une forme de mobilité historiquement signifiante et repérable par la régularité et la durée de sa signature spatiale, le géotype de mobilité se situe sur un gradient qui va de la reproduction sociale (par exemple la mobilité féminine lors de la mise en ménage) au changement radical (franchissement de limites sociales importantes, bouleversement de l'ordre des coprésences, comme lors d'une émigration lointaine). Cette propriété est qualifiée d'historité (dialectique de la reproduction et du changement social). Une telle approche alternative est introduite, ainsi qu'une discussion sur ses avantages – comme une conception plus riche du temps – et sa possible opérationnalisation dans le contexte d'une démarche géohistorique. Un calcul de l'historité est proposé sur la base des différentiels d'urbanité entre les origines et les destinations des migrations albanaises.

In this thesis, an original database is constituted, described and exploited in a geohistorical perspective, containing the registration of the population at the local level for the fifteen censuses conducted in Albania between 1918 and 2011. The precision of the spatialization makes possible the diachronic comparability of statistical data in this country marked by numerous territorial-administrative reforms, thus allowing a new look at certain aspects of its history. A detailed description is given of the spatial dynamics and mutations at work beyond the four major systems that have succeeded one another in Albania's modern history : integration into the Ottoman networks ; geopolitical confrontation that saw the disappearance of empires in favour of nation-States ; half a century of communism characterised by its progressive introversion and original territorial development ; and finally the brutal inclusion in the liberal economy that produced sharp emigration and rural decline, consecrating the irresistible emergence of the metropolis-capital. The data are modulated according to a whole range of regionalisations and typologies of territory, making it possible to situate mobilities and the different phases of urbanisation in their spatial, political and cultural contexts. Cartography plays a key role, revealing spatial structures on unprecedented scales. The approach is alternately nomothetic - observation and detection of regularities, contrasts and breaks in the growth rates visible in the various aggregates and on the maps - and hypothetico-deductive : many hypotheses suggested by the literature (identification of migration chains, specificity of Albanian underurbanization, existence of diverted migration towards the outskirts of cities at the end of communism, political dimension of metropolization, etc.) are revisited on the basis of the corpus of the thesis. The last two censuses (2001 and 2011) are used to reconstruct with great spatial accuracy the succession of migrations between the 1950s and 2011. The strong historicity of the Albanian trajectory is confronted with some classical models of the modernization paradigm : vital and mobility transitions or the emergence of the World-Society. The geohistorical narrative takes the conventional form of describing a succession of spatial systems and the transitions between them. The end of the thesis contains a different theoretical proposition centered on the concept of *mobility geotype*. Conceived as a historically significant form of mobility that is recognizable by the regularity and duration of its spatial signature, the *mobility geotype* lies on a gradient from social reproduction (e.g., marriage spatial patterns) to radical change (crossing of important social boundaries, disruption of the order of co-presences, such as during distant emigration). This property is referred to as *histority* (dialectic of reproduction and social change). Such an alternative approach is introduced, along with a discussion of its advantages - such as a richer conception of time - and its possible operationalisation in the context of a geohistorical approach. A *histority* calculation is proposed on the basis of urbanity differentials between the origins and destinations of Albanian migrations.

Géohistoire de l'Albanie moderne.

Une lecture des recensements de 1918 à 2011.

Ante-scriptum – Des rencontres qui font un parcours...	7
1. INTRODUCTION	9
1.1 L'Albanie entre 1918 et 2011 : une histoire mouvementée	9
1.2 Problématique	11
1.2.1 Moments théoriques, méthodologiques et monographiques	11
1.2.2 Trois questions de recherche	13
2. UN CADRE THEORIQUE : LA GEOHISTOIRE	15
2.1 L'approche géohistorique	15
2.1.1 Synchronie : les systèmes spatiaux	15
2.1.2 Diachronie : le temps dans la géographie	16
2.1.3 Géohistoire : la reproduction et le changement	18
2.1.4 Un modèle intégrateur pour la géohistoire	19
2.2 Brève géohistoire des maîtrises de la distance	22
2.2.1 Coprésence, de la ville à l'urbain	22
2.2.2 Les théories spatiales de la mobilité	25
2.2.3 Histoire du coût de la distance	28
2.3 Dynamiques du peuplement comme marqueurs géohistoriques	31
2.3.1 L'exemple de la France (Moriconi-Ebrard)	32
2.3.2 Référentiel épistémologique	34
2.3.3 Une succession de systèmes spatiaux	36
2.3.4 Mobilité et migrations en Albanie : état de l'art	38
2.4 Une géohistoire quantitative ?	40
2.4.1 Moment I : quantifier	42
2.4.2 Moment II : Inférer et interpréter	43
2.4.3 Moment III : Critiquer la pratique de la quantification dans sa discipline	44
3. METHODOLOGIE : RECENSEMENTS, FRONTIERES, CARTOGRAPHIE	47
3.1 Entre résidence et mobilités, la fixation de la spatialité par les recensements	47
3.2 Sources statistiques albanaises	50
3.2.1 Recensements/dénombrements antérieurs à l'Indépendance	50
3.2.2 Recensements/dénombrements de la Première Guerre mondiale	51
3.2.3 Recensements de l'entre-deux-guerres	56
3.2.4 Recensements de la période communiste	57
3.2.5 Recensements de la période démocratique	61

3.3 La spatialisation des recensements	62
3.3.1 La liste de toponymes de Franz Seiner	62
3.2.2 Les zones cadastrales contemporaines	62
3.2.3 Inscription spatiale des limites villageoises	63
3.2.4 Spatialisation des recensements récents	65
3.2.5 Cartographie topographique	66
3.4 La carte historique des villages albanais	67
3.5 L'exploitation des données	69
3.5.1 L'évolution intercensitaire de la population : difficulté de l'harmonisation	71
4. REGIONALISATIONS ET TYPOLOGIES DE L'ESPACE ALBANAIS	73
4.1 Différentiation des milieux	74
4.1.1 Grandes unités de paysage	74
4.1.2 Zones de potentiel agricole	77
4.2 Lieux de vies et partitions culturelles	79
4.2.1 L'unité des villages (fshati)	79
4.2.2 « Confédérations villageoises », zones tribales, micro-régions culturelles	80
4.2.3 Aires culturelles : Guègues et Tosques	83
4.2.4 Distribution des religions	85
4.3 Différentiations typologiques	90
4.3.1 Typologie des villes et villages pour la période communiste	90
4.3.2 Typologies statistiques de l'Instat	96
4.4 Proposition de régionalisation	100
4.4.1 Mirditë - Dukagjin - Malësi e Madhe / Montagne catholique	100
4.4.2 Shkodër - Lezhë / Plaine côtière du Nord	101
4.4.3 Luma - Krumë - Tropojë / Nord-Est	102
4.4.4 Mat - Dibër	103
4.4.5 Tiranë - Durrës / Région capitale	104
4.4.6 Elbasan - Çermenikë / Albanie centrale	105
4.4.7 Plaine côtière de la Myzeqe	106
4.4.8 Berat - Skrapar - Mallakastër / Toskëri	107
4.4.9 Lungara - Kurvelesh / Labëri	107
4.4.10 Himarë - Vurg - Çamëria / Labëri méridionale	108
4.4.11 Dropull - Pogon / Montagne du Sud-Est	108
4.4.12 Région de Korçë - Devoll / Plateau et montagnes orientales	109
4.5 Evolution du maillage administratif	112
4.5.1 À la fin de l'Empire ottoman	114
4.5.2 Guerres balkaniques et Première Guerre mondiale	120
4.5.3 Entre-deux-guerres	123
4.5.4 Période communiste et démocratie	126
5. UNE GEOHISTOIRE PAR LES SYSTEMES SPATIAUX	129
5.1 Dernières années de l'Empire ottoman	130
5.1.1 L'urbanisation au nord de l'Albanie	133
5.1.2 Synthèse géohistorique : une périphérie de périphérie	135
5.2 1918-1926 – L'organisation d'un espace national	136
5.2.1 Mouvements de population liés aux violences	136
5.2.2 La migration internationale	137

5.2.3	Un refuge pour les populations albanaises non nationales	141
5.2.4	Différences régionales de la croissance naturelle	143
5.2.5	Cartographie de l'évolution démographique	143
5.2.6	La nécessité des réformes agraires	146
5.2.7	Le mouvement vers les villes	146
5.2.8	Autres évolutions remarquables	147
5.2.9	Synthèse géohistorique	149
5.3	1926-1948 – Ébauche d'État moderne et Seconde Guerre mondiale	150
5.3.1	Une période marquée par le règne d'Ahmed Zogu et l'ascendant italien	150
5.3.2	Stagnation de l'agriculture malgré la réforme agraire	151
5.3.3	Développement du réseau routier et accessibilité	152
5.3.4	Timide décollage industriel	155
5.3.5	Centralisation : le développement de Tiranë	155
5.3.6	Cartographie de l'évolution démographique	160
5.3.7	Une hypothèse : la croissance avant et durant la Guerre	163
5.3.8	Dimension territoriale de l'Albanie des « partis » durant la Seconde Guerre	165
5.3.9	La « grande amitié » avec la Yougoslavie, 1944-1948	166
5.3.10	Problème de comparabilité diachronique des données d'après-guerre	167
5.3.11	Urbanisation et réforme agraire	171
5.3.12	Une frontière nationale encore poreuse	172
5.3.13	Synthèse géohistorique	174
5.4	1948-1960 – Accumulation socialiste primitive : l'industrialisation	176
5.4.1	Nouveau régime de géographicité : une « exclave d'empire »	176
5.4.2	La modernisation par l'industrialisation – plus stalinien que Staline	176
5.4.3	Une urbanisation importante dans un contexte de pénurie	180
5.4.4	Sous-urbanisation et urbanisation féminine différée	184
5.4.5	Progrès sanitaires et sociaux : la diffusion spatiale de la transition démographique	189
5.4.6	Collectivisation et structure régionale de l'agriculture	191
5.4.7	Synthèse géohistorique	194
5.5	1960-1991 – L'édification intégrale du socialisme	195
5.5.1	La rupture avec l'Union soviétique	196
5.5.2	Limiter les disparités : moins maoïstes que Mao	197
5.5.3	Les villes nouvelles : une « image spatiale de l'édification du socialisme »	199
5.5.4	L'équilibre ville-campagne et les équilibres régionaux	209
5.5.5	« Croissance urbaine nulle » : politiques multi-scalaires d'assignation spatiale	213
5.5.6	Les migrations internes	216
5.5.7	Structure par sexe de la migration interne	218
5.5.8	Structure et évolution de la migration	221
5.5.9	Migration vers les villes (urbanisation)	227
5.5.10	Mouvements ruraux	232
5.5.11	Orientation préférentielle des migrations	234
5.5.12	La diversité régionale de l'immigration	239
5.5.13	Évolutions intercensitaires de la population	241
5.5.14	La « forteresse assiégée », ou l'acmé d'un national-marxisme	250
5.5.15	Synthèse géohistorique – « un ami cher rend proche un voisin lointain »	251
5.6	La transition : suburbanisation sauvage et métropolisation	254
5.6.1	Les années 1990, géographie de la transition	254
5.6.2	Suburbanisation « sauvage » et prémisses de la métropolisation	258
5.6.3	« Une exception à l'exception » : l'émigration massive	264
5.6.4	Structure des flux migratoires 1989-2001	265
5.6.5	Structure par sexe de la migration	273
5.6.6	Nouvelles tendances 2001-2011	277
5.6.7	Migration interne, émigration et migration de retour	284

5.6.8	Sous-urbanité et ruralisation	287
5.6.9	Tiranë : la ségrégation comme miroir des fractures régionales	291
5.6.10	Migrations et territorialisation des bases électorales	300
5.6.11	Synthèse géohistorique	305
5.7	Synthèse géohistorique générale : ruptures et continuité	308
5.7.1	Quatre systèmes et trois ruptures	308
5.7.2	Les transitions albanaises à l'aune des modèles	309
5.7.3	Continuité : le déplacement du centre de gravité de la population	313
6.	UNE GEOHISTOIRE PAR LES GEOTYPES DE MOBILITE	315
6.1	Construire une géohistoire sur les mobilités	315
6.2	Des gradients d'urbanité	317
6.2.1	Une mesure de l'évolution de l'urbanité	320
6.3	Géotypes de mobilité : un continuum des formes possibles de mobilité	323
6.3.1	Propriétés des géotypes de mobilité	324
6.3.2	La typologie des mobilités de Petersen	325
6.4	Géotypes de mobilités albanais	327
6.5	Une possible mesure de l'historité d'après les différentiels d'urbanité	332
7.	CONCLUSIONS	339
7.1	Bref bilan des aspects méthodologiques et monographiques	340
7.2	Retour sur les questions de recherche	341
7.3	Conclusion personnelle	343
ANNEXES		345
I.	Cartes de référence	345
I.1	Cartes de référence de l'annexe I	345
I.2	Cartes de référence dans le corps du texte	345
II.	Traduction de noms de lieux dans les différentes langues	354
III.	Bibliographie	356
IV.	Attributs de la base de données de populations locales	373
V.	Base de donnée historique des populations locales	376
VI.	Notes de la base de donnée historique des populations locales	457

Ante-scriptum – Des rencontres qui font un parcours...

Ce travail de thèse, entrepris tardivement et un peu à la marge du monde académique, doit beaucoup à une succession de rencontres qui m'a finalement convaincu d'ouvrir le vaste chantier de ces données historiques locales albanaises. Le fil rouge de ce parcours est sans doute la cartographie. A l'origine, durant mes études d'histoire et de géographie (achevées en 1999), le goût développé, grâce aux cours de Micheline Cosinschi, pour la cartographie thématique. Après des travaux de fin d'études sur l'Inde, les rencontres avec Hans Steffen, alors cartographe de l'Office fédéral de la statistique, et Philippe Wanner, professeur de démographie à l'Université de Genève, donnent l'occasion de participer à différents projets ici en Suisse. Puis, dans le sillage de Philippe Wanner, impliqué dans un programme suisse de soutien à l'Office statistique albanais (Instat), c'est le premier voyage à Tiranë, en 2004, pour participer à la confection de l'Atlas du recensement de 2001 (*Shqipëria. Regjistrimi në Harta*). Un voyage qui sera, au cours des ans, suivi de nombreux autres, pour le travail, la découverte, le plaisir.

En 2006, Micheline Cosinschi me met en rapport avec le professeur Martin Schuler, qui est à la recherche d'un cartographe pour finaliser l'imposant *Atlas des mutations spatiales de la Suisse*. C'est dans cette rencontre déterminante que se situe l'origine de cette thèse. Après la publication de l'Atlas, six riches années de travail en commun à l'EPFL, d'abord dans le laboratoire Chôros de Jacques Lévy, puis à la Communauté d'études pour l'aménagement du territoire (CEAT), dont Martin Schuler avait repris le Secrétariat général, sont l'occasion de nombreux projets et de très belles expériences partagées. Parmi celles-ci, la poursuite du travail en Albanie, que Martin découvre à son tour. En marge des travaux à l'Instat, notre penchant commun pour la statistique historique nous amène à faire la connaissance du Professeur Arqile Bërxfholi, géographe, bon connaisseur de l'histoire aussi, et dépositaire, dans une collection de petits cahiers manuscrits, d'innombrables données accumulées au cours de sa carrière par un patient travail de saisie, aux archives nationales à Tiranë surtout. Une partie de ces données avaient fait l'objet de la publication de l'*Atlasi i Shqipërisë* (Atlas d'Albanie) en 2003, mais plusieurs cahiers demeuraient à exploiter, en particulier ceux qui restituaient la population de chacune des quelques 3000 localités albanaises telle que donnée (mais jamais publiée) par chacun des sept recensements de la période communiste (le premier en 1945, le dernier en 1989). Voyant notre intérêt, Arqile a accepté en 2008, en échange d'un soutien permettant entre autre la numérisation de ce corpus, d'envisager un travail conjoint sur ce patrimoine, et peut-être une publication commune. La saisie brute a été réalisée assez rapidement (grâce à Dorina Sharra, la fille de notre ami et interprète Viktor Sharra), mais demeurait à fournir tout l'effort de localisation des villages (y-compris ceux disparus), de cartographie et d'affinage de l'harmonisation des données. Avec l'idée aussi d'augmenter ce corpus de données antérieures, même partielles, et postérieures, grâce aux connections avec l'office statistique. Mais envisagé comme une activité « à temps perdu », sans financement ni échéances, le travail est demeuré en sommeil jusqu'en 2013. A ce moment, ayant moi-même dû quitter l'EPFL l'année précédente pour des raisons réglementaires (contrat de collaborateur scientifique non renouvelable) et Martin prenant sa retraite, la fenêtre d'opportunité pour mener à bien ce travail semblait singulièrement rétrécie. C'est alors que l'idée de remettre l'ouvrage sur le métier à travers la rédaction d'une thèse a émergé. Un tel projet n'était envisageable qu'avec l'accord de l'institution (l'EPFL) et de mon employeur, alors le Service de la mobilité de l'État de Vaud. Je dois ici remercier tous ceux qui, dans ma hiérarchie à l'État – Christian Liaudat, Federico Molina, Vincent Krayenbühl et Pierre-Yves Gruaz –, ainsi qu'à la direction du programme doctoral Architecture et sciences de la ville (EDAR) – Jacques Lévy et Vincent Kaufmann –, ont fait preuve de l'ouverture d'esprit et de la compréhension nécessaires à l'aménagement d'un cadre rendant possible le succès de cette entreprise inhabituelle.

Mais surtout, toute ma gratitude et mon amitié vont à François Golay, professeur et directeur du Laboratoire des systèmes d'information géographique de l'EPFL (LASIG), qui a accepté d'assurer la direction de la thèse d'un doctorant un peu « périphérique » et s'est d'emblée employé à faciliter la concrétisation du projet. Avec Martin Schuler, ils ont constitué un binôme de directeurs – Martin, s'il ne l'est pas formellement, l'est de fait – engagés et disponibles, qui m'ont soutenu avec rigueur, patience, discrétion et sans jamais faillir, m'aidant à surmonter, au moins provisoirement, les nombreux doutes qui jonchent les sentiers sinueux et incertains d'une telle recherche... Quant à Arqile Bërxfholi, il est décédé en avril 2017, quelques jours seulement avant la visite que nous avions fixée pour lui faire part de l'avance de notre travail et l'interroger sur certains aspects de sa saisie. Des questions demeureront sans réponse. Il conserve notre admiration pour ses réalisations et notre reconnaissance pour l'honneur de nous y avoir laissé prendre part.

Si seuls sont cités ci-dessus les « pivots » de ce parcours, je tiens aussi à remercier ceux dont l'enrichissant compagnonnage lors des projets a participé à ma découverte de l'Albanie – Werner Haug, Denise Efonyi-Mäder et Janine Dahinden ; les collègues albanais qui m'ont ouvert tant de portes – Milva Ekonomi, Emira

Galanxhi, Myhjidin Llagami, Edmond Lekaj, Elsa Dhuli ; ceux avec qui le travail continue – Martin Teichgraeber, Ervin Shameti, Mirela Deva, Nexhmijë Lecini et Ledjo Seferkolli ; ainsi que Siegfried Gruber, spécialiste de démographie historique qui, dans le cadre d'un projet du Professeur Karl Kaser de l'Université de Graz, a exhumé le recensement austro-hongrois de 1918 et nous en a très aimablement mis à disposition les résultats. Ces quelques années au contact des statisticiens albanais ont vu aboutir différents projets : une définition de l'urbain (Schuler et al. 2010), un atlas des agglomérations albanaises (Shameti et al. 2014), et plusieurs publications décrivant le processus d'urbanisation rapide de la transition (Jarne et Schuler 2017a et 2018, Jarne 2018). Un grand merci aussi aux relecteurs attentifs, Martin Schuler, Sylvain Boéchat et Eliane Pillevuit Jarne. Enfin, les acteurs qui chronologiquement apparaissent en dernier mais dont l'apport est crucial puisqu'ils ont constitué le jury qui a permis à ce travail d'être soumis à la critique par les « pairs » : je remercie infiniment pour leur lecture attentive, pour les discussions passionnantes et les nombreuses propositions Nathalie Clayer de l'EHESS à Paris (historienne), Florence Graezer Bideau de l'EPFL (anthropologue) et Mathias Lerch de l'Institut Max Plank (démographe).

Ce petit parcours-ci s'inscrit dans un plus grand, et s'il a pu y trouver place, je le dois d'abord à ma femme Eliane, qui a accueilli avec constance, bienveillance et patience mon entreprise et son impact sur la vie de famille. Nos deux filles Marion et Élise, pour qui cela ne constituait pas un véritable choix (la cadette, Élise, est contemporaine du début de la thèse), ont pourtant accepté, parfois avec un peu de déception, les nombreuses éclipses de papa « qui montait travailler sur sa thèse... ». À elles tout mon amour. Pour terminer ma mère, pour son indéfectible soutien moral et logistique et mon père, de qui quelque chose de l'ordre de l'inspiration sourd dans ce travail.

1. Introduction

1.1 L'Albanie entre 1918 et 2011 : une histoire mouvementée

L'Albanie occupe une position à la fois périphérique et stratégique. Elle est sur des voies de commerce anciennes, et est un espace de rencontre de peuples et de religions depuis l'Antiquité. Elle est aussi un territoire convoité, avec des routes et des ports stratégiques qui ont bien souvent été contrôlés par d'autres que les Albanais. Ouverte sur la Méditerranée, elle possède une pénétrante balkanique, la Via Egnatia, qui de Durrës et en longeant le fleuve Shkumbin mène au lac d'Ohrid puis à la Macédoine. A la limite de deux mondes après la division de l'Empire romain – le Nord tourné vers l'Italie et Venise, le Sud vers le Monde byzantin – elle devient ensuite l'extrême-occident de l'Empire ottoman durant quatre siècles, faisant de l'étroit détroit d'Otrante (qui la sépare de l'Italie) une importante limite culturelle et politique – entre Orient et Occident, entre Islam et Chrétienté. Dans une situation d'interface ou de ligne de fracture, elle ne se conçoit comme territoire qu'au tournant du 20^e siècle. Dans la rage des batailles des guerres balkaniques et de la Première Guerre mondiale, qui consomment l'effacement des Empires au profit du puzzle des États-Nations, de ces modestes étendues de côtes et de montagnes, maintes fois occupées et réoccupées, disloquées, émerge finalement un État reconnu souverain par les Puissances en juillet 1913. Les initiatives des patriotes albanais ont conflué avec le nécessaire compromis entre leurs voisins : l'Autriche-Hongrie, qui alors tenait encore les clés de l'équilibre dans les Balkans, constitue l'Albanie en état-tampon (Daniel 1996, 128) face aux ambitions d'accès maritime des Serbes ; et l'Italie, pour un temps, réserve ses appétits pour le contrôle de l'Adriatique. Les frontières établies « avec de gros crayons sur des mauvaises cartes » (Hall 1994, xix) par les diplomates européens pour circonscrire le nouvel État amputent l'aire de peuplement albanaise – aire linguistique et de solidarité ethnique¹ – de larges portions de territoire (au Kosovo et en Macédoine surtout) et de la moitié environ de sa population. Comme l'ensemble de ses voisins, et en référence au concept même, l'Albanie est donc un « État-nation imparfait » (Deslondes et al. 1998, 21) : il héberge des minorités « non-nationales », et surtout il n'héberge pas la totalité de son groupe national principal. On le pressent, les Albanais, ou même l'albanais (la langue), davantage que l'Albanie, méritent qu'on leur consacre une « géohistoire » – une histoire des dynamiques de l'espace social – s'inscrivant véritablement dans la longue durée². Celle-ci s'attacherait principalement à expliquer la permanence, ou la « résilience », de cette « *assabiyya* » albanaise antique³, de cette solidarité de clan, et de ces dialectes originaux comme préservés, dans les montagnes et les milieux balkaniques fragmentés, des innombrables aléas d'une position géographique d'« entre-deux » (Rey 1996)⁴.

Cette position ancienne et durable d'entre-deux des terres albanaises (et plus largement des Balkans) – celle du chevauchement des marges de sociétés plus fortes, de systèmes spatiaux plus établis – ne s'arrête pas avec l'accession par les Albanais au territoire et à l'État. Elle continue au contraire de participer à produire l'instabilité d'un siècle d'histoire moderne et d'en faire la richesse. Le rythme de celle-ci n'est pas comparable à celui de l'histoire des États d'Europe occidentale : en 1918, lors de son premier « vrai » recensement, l'Albanie ne connaît ni industrie, ni alphabétisation, ni la moindre amorce de transition démographique, et une partie de sa population vit encore dans un système social d'essence clanique. Depuis là, le film passe comme en accéléré, et les oscillations typiques des positions géographiquement médianes structurent le siècle en plusieurs périodes, dont le caractère contrasté interpelle le chercheur. Le fait de se concentrer sur l'histoire nationale⁵ et d'« oublier » un peu les Albanais ayant vécu et vivant hors du territoire de l'Albanie actuelle découle assurément du caractère limitatif

¹ Sur la question des définitions de l'identité albanaise, voir Clayer (2007), en particulier le chapitre I (pages 21 à 58) « Multiplicité et fluidité des mécanismes d'identification ».

² Pour une histoire des Albanais sur la longue durée et en français, voir le livre de Serge Métais (2006) « Histoire des Albanais. Des Illyriens à l'Indépendance du Kosovo », Paris : Fayard.

³ Grataloup (2015, 30) définit ainsi ce terme : « [...] mot d'arabe ancien qu'Ibn Khaldoun réinterprète dans la *Muqaddima* (les *Prolégomènes*) pour désigner ce qui fait la cohésion d'un groupe. Le mot est très difficile à traduire ; en première approche, on peut le comprendre comme le sentiment d'appartenance à la tribu, mais aussi les liens du sang, la solidarité du clan... Mais il n'est pas limité aux seuls liens familiaux même très élargis : on peut entendre par *asabiyya* tout l'idéal qui construit, reproduit et légitime la cohésion d'une société. Le fait que la notion ait été pensée pour une configuration très différente de la nation facilite aujourd'hui la généralisation de son usage à tous les types de cohésions sociétales. » Clayer (2007, 23) utilise ce terme pour désigner la conscience ethnique des Albanais, à la suite de Niazzi Berkes (1998), *The Development of Secularism in Turkey*, London : Hurst, page 319.

⁴ Sur la notion d'« entre-deux » géographique proposée pour l'Europe centrale et la Balkans par Violette Rey (1996), voir aussi le chapitre 5.6.10.

⁵ National est ici pris au sens de l'État-nation. Mais on se heurte à un écueil lexical lié au fait que les frontières de l'État recouvrent imparfaitement la réalité de ce qui est conçu comme la Nation. Dans l'Europe du Sud-Est, lorsqu'on évoque la « question nationale », c'est justement en général pour remettre en question les frontières des États ou plus communément pour discuter le statut des « minorités ».

du corpus statistique, mais pas uniquement. Il nous paraît aussi qu'il s'agit là d'une question de focale, et qu'en fin de compte, la langue ou l'identité ethnique, si elles constituent assurément des facteurs de cohésion et d'identification du groupe (traditionnellement semble-t-il surtout en opposition à l'altérité, au Serbe par exemple), ne sont pas les seuls. Dès lors qu'on l'observe à des échelles géographiques plus fines, l'« albanité » se fragmente, les identités paraissent se multiplier et se complexifier, justifiant l'intérêt qu'on leur porte. Et d'autre part, ces identités sont assurément gauchies et différenciées par presque un siècle d'histoires politiques cloisonnées voir divergentes. La longue période qui court de 1913 à 1991 marque par moments une certaine éclipse de l'irréductibilité albanaise au profit des préoccupations stato-nationales⁶. Cette thèse-ci porte donc bien sur un État, l'Albanie.

Comme le récit qu'on propose ici de l'histoire albanaise repose sur les données des recensements, la contrainte qui détermine l'espace national comme espace de référence se double de celle qui détermine les limites des périodes de référence aux années où de tels décomptes ont effectivement eu lieu. En géohistoire, la périodisation est au temps ce que la régionalisation est à l'espace : on s'efforce d'isoler des espaces-temps pertinents pour décrire une société, les limites entre les espaces et les moments étant susceptibles de correspondre à autant de fractures ou de bascules dans la vie sociale. La première de ces bascules inaugure la « modernité » albanaise : les défaites turques dans les Balkans consacrent le douloureux enthousiasme du processus de territorialisation d'identités nationales et religieuses qui durant quatre siècles avaient fonctionné comme autant de réseaux dans le cadre du système du millet ottoman (le terme ottoman *millet* désigne une communauté confessionnelle reconnue par l'État). On peut s'essayer, pour décrire cette transition et en dépit de l'incomplétude des données, à comparer les recensements de la fin de l'Empire ottoman à ceux réalisés par les armées occupantes entre 1913 et 1918. Cette étape décisive, grosse d'émancipation culturelle, accouche de cette mosaïque d'États-nations vouée à l'imperfection. Les conflits territoriaux entre nations constitueront une menace objective pour l'Albanie (telle que définie en 1913) jusqu'en 1948 au moins, lorsque se plaçant sous la protection de Staline, elle se soustrait au projet titiste de Fédération balkanique. Aujourd'hui encore, certains différends géopolitiques demeurent vifs, comme à la frontière grecque (Sintès 2015). La fin de la Seconde Guerre mondiale constitue assurément une charnière (soit 1944, fin des combats, ou 1948, rupture avec la Yougoslavie). Pour ce qui est de l'avant-guerre, on peut y distinguer deux temps : celui des conflits et de l'incertitude, qui se prolonge dans les années 1920 ; puis celui du début d'une véritable construction étatique sous la Monarchie, rendue possible par l'apaisement des conflits, rapidement infléchi – sans être abolie – par le protectorat puis la colonisation italienne. Nous ne cherchons pas à border précisément ces deux périodes : dans le cadre de notre travail, le relevé des populations locales existant pour 1926 donne le prétexte à telle limite. À partir de là s'amorcent véritablement les processus d'urbanisation et de centralisation qui marqueront le paysage albanaise jusqu'en 1960.

La période qui court de 1948 à 1960 est marquée par des transformations profondes et rapides. L'économie socialiste planifiée financée par l'URSS met une forte emphase sur l'industrialisation et autorise le déplacement massif de population rurale vers les villes, vers Tiranë surtout. La fréquence des recensements dans l'Albanie communiste (sept en quarante ans) donne toute latitude pour la périodisation. 1960 est indiscutablement une année-pivot, à la fois sur le plan géopolitique – rupture avec l'Union soviétique, entrée dans l'orbite chinoise –, mais aussi parce qu'elle marque à l'intérieur du pays le début de politiques à incidence spatiale déterminées : promotion d'une urbanisation décentralisée, restriction de la mobilité et développement rural. Les temps sont tout à la fois à la préoccupation de l'« équilibre entre la ville et la campagne » et des équilibres régionaux. Ces options, qui plus est dans un régime autoritaire, trouvent leurs concrétisations dans le paysage albanaise durant les trente années qui suivent. La dernière décennie du communisme albanaise, marquée par la rupture avec la Chine, l'isolement international et un profond repli, semble tout à la fois empreinte d'une certaine obstination idéologique, mais aussi laisse entrevoir l'érosion progressive de la « ferveur doctrinaire » dans l'expérience quotidienne douloureuse d'une économie exsangue. Si la rhétorique anti-chinoise y est aussi vigoureuse qu'avait pu l'être celle anti-soviétique vingt ans plus tôt, elle ne s'accompagne pas de réelle inflexion des politiques susceptible de se traduire dans la mobilité ou l'urbanisation, raison pour laquelle nous n'en faisons pas une période distincte.

Deux ans après le dernier recensement communiste de 1989 ont lieu les premières élections démocratiques de l'histoire albanaise. Encore une fois, ce pays, petit – 29'000 km², soit 70% de la Suisse, pour 40% de sa population (3 millions d'habitants) – et pauvre – le PIB à parité de pouvoir d'achat y demeure aujourd'hui cinq fois plus bas qu'en Suisse –, engage une transition profonde. De l'extérieur, la marque la plus visible de la brutalité de celle-ci est l'exil massif des jeunes Albanaise, surtout vers le Grèce et l'Italie. À l'intérieur, le collapse

⁶ Eclipse partielle bien-sûr, avec par périodes, et de manière particulièrement aiguë entre 1939 et 1948 par exemple, une résurgence vigoureuse de la « question nationale » au sens large.

industriel et le morcellement infini de la propriété suite à une décollectivisation réalisée à la hâte dans une société encore très majoritairement agraire ont entraîné, parmi d'autres facteurs, une déprise dramatique. La montagne s'est vidée au profit des villes et surtout d'une aire métropolitaine centrale hypertrophiée. Une société largement amputée de sa mobilité durant quarante ans, à la fois isolée dans ses frontières, puis interdite de migration interne vers ses villes, se mue en société hypermobile, par nécessité économique. Alors que depuis la guerre, le parcours original de l'Albanie se caractérisait par la contradiction criante des métriques idéologiques et spatiales – aussi proche politiquement et économiquement d'États lointains qu'elle était coupée à tous égards de ses voisins immédiats – l'Albanie doit renouer aujourd'hui avec son environnement. A part les liens forts développés par les émigrants, l'intégration dans ce contexte régional peu dynamique et potentiellement conflictuel demeure difficile, et le salut ne semble se dessiner que dans l'arrimage à l'Union européenne. Au moment où nous écrivons ces lignes, deux actualités rappellent les difficultés propres à l'« entre-deux » géographique évoqué au début de cette introduction. Tout d'abord, suite au veto d'Emmanuel Macron (octobre 2019) à l'ouverture des négociations d'adhésion des deux candidats que sont la Macédoine du Nord et l'Albanie, la perspective de demeurer encore durablement aux portes d'une Union européenne visiblement peu pressée d'intégrer ses marges. Ensuite le fait que les investissements en Albanie d'un pays voisin, la Grèce, se rétractent, et que dans le même temps, le principal projet étranger sur sol albanais aujourd'hui est le TAP (*Trans Adriatic Pipeline*), un gazoduc qui situe donc l'Albanie *entre* les producteurs de gaz de Bakou et des consommateurs ouest-européens...

1.2 Problématique

1.2.1 Moments théoriques, méthodologiques et monographiques

Ce travail s'efforce d'organiser un certain équilibre entre 1) les aspects théoriques – consubstantiels à l'exercice de la rédaction d'une thèse – ; 2) ceux méthodologiques, qui constituent une motivation centrale ; et 3) ceux enfin monographiques qui, par intérêt, par curiosité, par opportunité aussi, sont très présents dans les pages qui suivent.

Les « moments théoriques » sont au nombre de trois, le principal étant constitué du chapitre 2. Le début de celui-ci (2.1 et 2.2) pose le cadre en décrivant le contexte intellectuel dans lequel est envisagée la suite, soit une approche dite *géohistorique*. Ce premier volet théorique, rendu forcément très partiel par la grande généralité du propos, introduit les trois modalités de réglage de la distance sociale dont la géohistoire cherche à capter les dynamiques : 1) la fabrique de la coprésence au travers de l'urbain ; 2) la mobilité ; 3) la télécommunication (peu abordée dans un tel contexte historique). Quelques éléments de leur histoire sont donnés, celle de l'urbanisation et du coût de la distance en particulier. Puis nous rendons compte de l'analyse de Moriconi-Ebrard (2008) sur les dynamiques du peuplement françaises, au titre que cette étude est fondée sur des données voisines de celles constituant notre corpus (2.3.1 et 2.3.2). La question du potentiel de nos données au regard des connaissances actuelles justifie également un rapide état de l'art de la littérature centré sur les migrations et l'urbanisation albanaises (2.3.4). La fin du chapitre 2 propose de prendre un peu de recul sur les pratiques de la quantification dans les trois sciences sociales à la confluence desquelles se situe notre travail : la géographie, l'histoire et la démographie (2.4). Enfin au cours du chapitre sont également présentés deux modèles – qu'on pourrait dire géohistoriques – très généraux : celui déjà ancien de la transition mobilitaire de Zelinsky (1971) et celui plus centré sur l'évolution de l'espace de sociétés de Durand, Lévy et Retailé (1993, voir chapitre 2.1.4). Cette partie théorique principale constitue la trame de fond du « récit » géohistorique qui se déploie plus loin, au chapitre 5, et dont la synthèse (5.7) revient sur les deux modèles géohistoriques pour en commenter la pertinence dans le contexte albanais.

Le deuxième moment théorique est plus discret (aussi dans le sens de « discontinu ») : il émaille le chapitre 5 justement. Au gré des circonstances historiques et des thèmes abordés sont proposés des éléments de théorie, sur l'urbanisation décentralisée et les équilibres régionaux au chapitre 5.5, la métropolisation au 5.6, etc.

Quant au troisième moment, il comprend une proposition théorique originale de cette thèse (chapitre 6). Considérant que le parcours géohistorique qui constitue le corps de la thèse (chapitre 5) a été abordé de manière « classique », c'est-à-dire qu'il consiste en la description séquentielle d'une succession de « systèmes spatiaux » et des ruptures (ou transitions) entre ceux-ci (primat donné à l'espace), la proposition consisterait à centrer plus explicitement le récit sur les mobilités (place redonnée au temps). Il s'agirait alors de placer au cœur du récit

géohistorique le concept de « géotype de mobilité », qui est défini (6.1 et 6.3) et dont est esquissée une liste descriptive dans le contexte de l'histoire albanaise moderne (6.4). Quelques mesures de l'« historicité » – la capacité à produire du changement social – de ceux des géotypes de mobilité auxquels correspondent des données statistiques sont finalement proposées (6.2 et 6.5). Ce chapitre additionnel propose donc un regard alternatif à la chronique géohistorique conclue au chapitre 5.

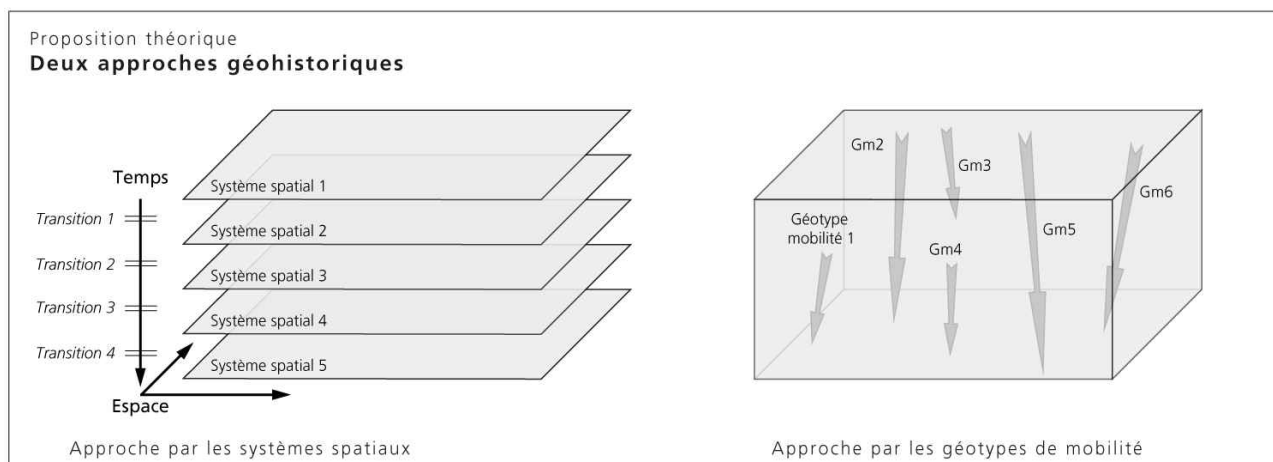


Figure 1.1 : Approche géohistorique par les systèmes spatiaux et par les « géotypes de mobilité ».

La préoccupation méthodologique est très présente dans ce travail, elle en est même d'une certaine manière à la source. Des rapports de travail avec les statisticiens albanais semblaient découler des constats comme celui de la pauvreté de l'information statistique spatialisée disponible en Albanie (en comparaison des autres pays européens), et surtout de l'impossibilité de la comparer dans le temps puisque les découpages administratifs auxquels elle se rapporte ne cessaient d'évoluer. Grâce à la rencontre avec Arqile Bërxfholi, l'opportunité s'est présentée de contourner cette difficulté « par le bas » en s'intéressant pour une fois à la maille de base, la trame du peuplement de l'Albanie, celle des villes et villages. Le chapitre 3 décrit les circonstances de l'exhumation de ce « patrimoine statistique » : les données, leur périmètre de validité, les modalités de leur acquisition, leur harmonisation puis leur cartographie, très largement inédite. Le tableau des populations historiques des villes et villages donné dans l'annexe V est en soi un résultat important. La spécificité de ces données – la conjugaison d'une grande richesse spatiale, d'une assez bonne résolution temporelle mais d'une certaine pauvreté thématique (de simples totaux de population, par sexe, à leur lieu de résidence) justifie le chapitre 4. On y propose toute une série de découpages du territoire Albanais, dont certains (définition de l'urbain et typologies de communes) issus des travaux menés avec Martin Schuler dans le cadre de la Coopération suisse auprès de l'Office national de statistique (Instat). Ces découpages – culturels (4.1), typologiques (4.2), liés à la différenciation des milieux (4.3) ou régionaux (4.4) – sont mobilisés ensuite pour « faire parler » les données à travers les contrastes d'évolution des différents types et régions. La cartographie systématique des taux de croissance intercensitaires de la population donne à sa manière une image de la « respiration » du pays (ou des « flux et reflux »).

Troisième aspect que prend cette thèse, celui d'une forme d'essai monographique géohistorique sur l'Albanie, essentiellement sur l'Albanie moderne (et telle que circonscrite dans ses frontières nationales, en raison de la nature limitative du corpus statistique). Au prétexte d'essayer de resituer les données dans leur contexte historique (historicité) et de se mettre en capacité d'interpréter une partie des évolutions traduites par la cartographie minutieuse d'évolutions démographiques parfois très locales, on a cherché dans la littérature des pistes pour l'explication. Forme d'essai dans le sens où la sélection des thèmes, le tri des hypothèses et le contenu des synthèses laissent leurs parts à la subjectivité et aux questionnements de l'auteur. S'il fallait évoquer la méthode ou la systématique, on pourrait dire que deux passages obligés jalonnent chaque séquence : comme le changement du nombre d'une population se décompose en soldes naturels et soldes migratoires, il s'agit au moins d'évoquer tour à tour la démographie et les migrations. Telle traversée, en terres mal connues, exige ses « main-courantes ». On peut citer Nathalie Clayer (2007) pour la période initiale (surtout le chapitre 4.4 qui fonctionne comme une introduction au territoire albanais à travers ses régions), Miranda Vickers (2014) pour son utile fresque (surtout mobilisée aux chapitres 5.2 et 5.3), Orjan Sjöberg (1989, 1990, 1992, 1994) et sa grande rigueur pour la période communiste (5.4 et 5.5), Julie Vullnetari (2007, 2012) pour les migrations, historiques aussi. Et tant d'autres (voir la bibliographie à l'annexe III). Parmi les écueils de la traversée, le risque d'une

approche trop idiographique (un risque et une richesse, porté aussi par une cartographie si détaillée), celui des œillères ou du caractère surplombant de l'approche retenue (la géohistoire au détriment de l'histoire, la démographie aux dépens du politique, etc.), celui la répétition et de la lassitude enfin, quand il s'agit encore et encore de renouveler la description d'une même carte (mais pour une autre période) avec un vocabulaire qui paraît élimé... Au gré du récit, quelques découvertes nous semble-t-il, sur le fond (comme le caractère genré de la sous-urbanisation durant l'industrialisation) ou sur les données (comme le malentendu sur l'attribution du domicile au recensement de 1950). Cette tentative de valorisation du corpus statistique prend aussi la forme de la cartographie. Plus de 200 cartes sont proposées, qui constituent un apport significatif de la thèse.

Dans la perspective monographique peut être suggéré, comme dans les guides touristiques, un parcours dans l'histoire et la géographie albanaises un plus « rapide », évitant les parties plus théoriques et méthodologiques. Celui-ci débute avec les sections 4.4 et 4.5, se poursuit par la lecture du chapitre 5 – en évitant certaines digressions (5.6.9 et 5.6.10 par exemple) – et se conclut par la synthèse de ce chapitre (5.7).

Enfin pour décrire un espace il faut nommer des lieux. Pour s'y retrouver dans les descriptions lorsque la nomenclature n'est pas directement visible sur les cartes thématiques, le lecteur peut se rapporter à différentes cartes de référence qui sont soit intégrées dans le texte, soit disponibles à l'annexe I7. L'usage des noms des unités administratives et des toponymes n'a pas fait l'objet d'une approche systématique explicite, il est possible que des graphies différentes subsistent dans le texte⁸. Quant aux noms dans les différentes langues, une liste sommaire des correspondances est donnée à l'annexe II.

1.2.2 Trois questions de recherche

Trois questions de recherche, ou hypothèses qu'il s'agirait vérifier, de valider ou d'invalider, peuvent être distinguées.

1. La première question concerne l'histoire albanaise elle-même et la force de sa coïncidence avec les modèles proposés dans la partie théorique. Où se situe la trajectoire de l'Albanie moderne sur un axe qui verrait à l'une des ses extrémités la parfaite congruence avec des modèles d'évolution a) démographique, b) de la mobilité et c) des relations entre groupes humains et à l'autre une originalité complète, une historicité intégrale. A cette question des éléments de réponse sont apportés dans la synthèse du chapitre 5 (5.7.2).
2. La seconde concerne le potentiel des données du corpus Bërxfholi étendu, à savoir leur capacité de soutenir la production de connaissances nouvelles sur certains pans de l'histoire albanaise. Plus que les seules données, la question concerne le dispositif entier tel que déployé dans cette thèse, à savoir 1) les données elles-mêmes ; 2) les procédures d'harmonisation et la capacité développée de faire communiquer entre-elles les données à différents niveaux géographiques ; 3) les différentes grilles de lecture de ces données que constituent justement tous ces niveaux géographiques d'analyse rassemblés (ou créés) et leur pertinence en tant que telles ; 4) la représentation enfin de ces données à travers certains tableaux et graphiques, mais surtout à travers cette cartographie désagrégée proposée tout au long du travail. La question posée est donc celle du réel potentiel de production de connaissance de ce dispositif, sachant que par ailleurs, les informations principales contenues dans ces données – les populations totales, celles urbaines et rurales, et celles des niveaux administratifs principaux (districts) – sont connues et sous-tendent de nombreuses analyses géographiques, démographiques et historiques.

⁷ A l'annexe I sont également répertoriées les cartes de référence présentes dans le corps du texte. L'ensemble propose une couverture assez complète des nomenclatures administratives successives, des noms locaux (villes et principaux villages), des noms régionaux et des principales rivières.

⁸ Il n'existe pas en Albanie de liste officielle des unités administratives dont la graphie serve de référence. Ce qui s'en approche le plus est la nomenclature telle que donnée sur le guichet cartographique de l'Autorité d'État pour l'information géospatiale (*Autoriteti Shtetëror për Informacionin Gjeohapësinor*, ASIG), l'institution légalement responsable de la toponymie. Cependant même ici, on trouve des incohérences, dans l'usage des majuscules ou des traits d'union dans les noms composés ou des lettres terminales par exemple (surtout a/ë/e). Et à ce jour le caractère officiel de ces données n'est pas évident, puisque des listes de villages produites par d'autres administrations, comme la Commission électorale, le service responsable de la mise en œuvre de la réforme administrative (*Ajencia për Mbështetjen e Vetëqeverisjes Vendore*, AMVV), le cadastre (*Ajencia Shtetërore e Kadastrës*, ASHK) ou l'Office statistique national (Instat) etc. comportent de nombreuses différences avec celle-ci. En plus des listes des institutions précitées, nous disposons pour notre travail des listes de certains recensements historiques et des cartographies anciennes, où les divergences sont plus grandes encore. Aux difficultés de la graphie s'ajoutent celle des langues et de l'albanisation de certains noms dans le cadre de l'appropriation nationale du territoire (voir Clayer 2011). Il existe un ouvrage de référence des noms géographiques (voir Lefe 2001), mais nous n'y avons pas eu recours dans le cadre de ce travail. La distinction des différences significatives de celles de simple convention dans les listes historiques de villages pourrait permettre de tracer l'évolution des usages.

3. Après l'approche « classique » (par les systèmes spatiaux) du chapitre 5, l'autre question de recherche concerne la proposition d'approche alternative que constitue le chapitre 6. Elle peut être déclinée en deux sous-questions :
 - a. La première concerne l'approche de manière générale (à savoir la géohistoire à travers la mobilité plutôt qu'à travers les systèmes spatiaux) : a-t-elle un caractère opératoire ? Quelle est sa plus-value par rapport à l'approche plus classique et systématique ? Est-elle reproductible à d'autres contextes ou d'autres époques ? En quoi est-elle nouvelle ? L'approche se cristallise autour du concept de « géotype de mobilité » : celui-ci fait-il sens, parvient-on à le définir et à l'opérationnaliser ? Une partie des réponses se dessine à travers le test dont il fait l'objet aux chapitres 6.2 et 6.5. Là, ce sont les propositions de définition de « gradients d'urbanité » et de mesure de l'« historicité » des migrations qui doivent être questionnées.
 - b. Ce test fait l'objet de la seconde « sous-question » de recherche. Il constitue une forme de lien entre le concept de géotype de mobilité et les données spécifiques de notre corpus : ce lien est-il correctement établi ? Le test restitue-t-il la richesse potentielle du concept ? A supposer qu'il le fasse, peut-on transférer des mesures telles que celles proposées à d'autres contextes, nationaux par exemple (les données disponibles le permettent-elles ?), et envisager une forme de comparabilité ?

Pour résumer, la première question concerne la place de l'histoire albanaise au regard de certaines théories géohistoriques, la seconde le potentiel d'acquisition de connaissances de notre « patrimoine statistique » et de son dispositif d'exploitation, la troisième questionne la pertinence, l'opérationnalisation et la reproductibilité d'une approche géohistorique par les géotypes de mobilité.

2. Un cadre théorique : la géohistoire

2.1 L'approche géohistorique

C'est l'historien Fernand Braudel qui a donné en France une forte visibilité au terme « géohistoire ». Son œuvre maîtresse, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II* (1949), contient une première partie intitulée « la part du milieu », que Braudel conçoit au travers du primat du temps quasi-immobile – le « temps-longs » –, celui des civilisations, qu'il associe à la géographie, dans le sens d'une relation homme-milieu proche des conceptions de Paul Vidal de la Blache. On parle parfois pour synthétiser l'apport de cet auteur de « multirythmie braudélienne », à savoir l'idée que des temps sociaux différents coexistent, comme autant de strates : celle de la longue durée de l'évolution des civilisations ou des structures familiales, celle cyclique et plus volatile des cycles économiques, celle des ruptures politiques et des révolutions. Sa position entre deux disciplines bien établies a suscité la critique⁹, mais a aussi, par sa sensibilité à la dimension spatiale de l'histoire des sociétés, constitué une influence importante pour la géographie française, qui déploie volontiers depuis les années 1980 des approches diachroniques dans le domaine de la géopolitique (Yves Lacoste), de la géographie culturelle (Paul Claval, Jean-Robert Pitte), de la modélisation spatiale (l'historien Bernard Lepetit ou le géographe Alain Reynaud) ou de la réflexion géohistorique plus générale et plus théorique (Christian Grataloup)¹⁰. La « porosité des acceptions » (Jacob-Rousseau 2009) du terme géohistoire peut aujourd'hui poser problème, en particulier dans la mesure où pour un non-géographe, il évoque essentiellement Braudel. Et à l'intérieur de la discipline, l'usage réfère parfois à des approches sectorielles cherchant à préciser les rapports entre des sociétés du passé et leur territoire, auquel cas il faudrait plutôt parler de « géographie historique », réservant l'usage de « géohistoire » à des approches plus orientées vers les dynamiques, comme l'est celle de Grataloup, qui en donne cette définition : « Etude géographique des processus historiques, la géohistoire consiste à mobiliser les outils du géographe pour composer une explication des événements et des périodicités, partant de l'hypothèse que la localisation des phénomènes de société est une dimension fondamentale de leur logique même » (in Lévy et Lussault 2013, 438).

2.1.1 Synchronie : les systèmes spatiaux

L'histoire est l'étude des sociétés dans le temps, la géographie celle des sociétés dans l'espace. Le temps et l'espace sont deux modes consubstantiels d'existence du réel qui peuvent cependant être distingués dans une perspective strictement analytique. On commence donc par décrire ici (2.1.1) les concepts propres à la dimension géographique – on a retenu l'espace, le lieu, le territoire et le milieu – dans une perspective essentiellement synchronique, pour y intégrer par la suite (2.1.2) la dimension historique, la dynamique.

Aborder la dimension de **Pespace** consiste essentiellement à considérer la position relative et la distance entre faits sociaux, à mettre l'accent uniquement sur la dimension spatiale humaine, en oubliant un temps le milieu naturel. On simule donc un milieu isotrope afin de focaliser sur le jeu des positions relatives, les systèmes et leurs dynamiques. La perspective est là dite horizontale, et ces interactions entre faits sociaux voisins sont abordés en particulier par les techniques de l'analyse spatiale. A ce titre, des modèles simples et robustes, ceux de Christaller et Von Thünen par exemple, sont souvent mobilisés en géohistoire. On parle volontiers de « **système spatial** » conçu comme ensemble de lieux différenciés et en interrelation. Une manière d'envisager le territoire est celle d'un système spatial doté d'une certaine autonomie et de fortes interactions entre ses lieux, autrement dit constitué de distances intra-sociétales faibles et de distances inter-sociétales importantes. Les lieux différenciés, pour qu'ils fassent système, doivent entrer en relation. L'éloignement a un coût social, historiquement variable. La nécessité de la proximité, qui évolue donc au gré de l'histoire de la maîtrise des distances, est constitutive de l'existence même des sociétés. La dynamique sociale crée les villes, lieux qui concentrent un maximum de densité et de diversité. Le couple ville-campagne est un modèle simple et polyvalent de lecture du social. L'espace est donc essentiellement un ensemble structuré de lieux complémentaires et plus ou moins hiérarchisés, reliés et donc plus ou moins interdépendants. On utilisera plus spécifiquement « système spatial » (tout espace en est un !)

⁹ Déjà au sein du jury de thèse où l'on a reproché à Braudel d'être « trop géographe » (Ribeiro 2012), ou pour son caractère trop déterministe ou structuraliste : « Un structuralisme négateur d'historicité qu'il convient de critiquer » selon Lévy (2008).

¹⁰ Voir l'entrée « Géohistoire » signée C. Grataloup dans le *Dictionnaire de la géographie [et de l'espace des sociétés]* (Lévy J. et Lussault M., 2013).

pour des espaces, ou ensembles d'espaces, fortement connectés et relativement stables, dans une configuration donc qui s'inscrit dans une certaine durée.

Pour décrire un espace, ou un système spatial, on travaille à un moment donné (arrêt sur image, synchronisme) et à une échelle donnée. C'est cette échelle qui définit ce qui est de l'ordre du lieu ou de l'espace. **Le lieu** a une distance nulle à l'échelle ou à la focale en question, c'est-à-dire qu'on ne s'intéresse pas à sa dimension interne. Autrement dit, le lieu n'a pas de spatialité interne, son expression géométrique est le point. Le réseau peut être compris comme un ensemble de lieux analysés en termes spatiaux (ce sont les positions relatives et les distances structurent l'explication). Les lieux sont donc à la base des espaces et des systèmes spatiaux. Les lieux et leurs différenciations sont des productions sociales, mais étant par définition dépourvus de distance interne, on les associe souvent à des espaces de faible étendue. Le terme « local » s'applique par exemple aux communautés villageoises. On considère que l'espace pertinent de l'agriculture traditionnelle est « local », en ce sens que les communautés sont autonomes, que les rares échanges se font à faible distance. Le lieu a un caractère particulièrement signifiant (d'un point-de-vue social, historique, culturel) : « un lieu n'est pas une donnée, mais le résultat d'une condensation » (Corboz 2001).

Le **milieu**, ou **environnement**, est une dimension souvent qualifiée de verticale (de l'atmosphère au sous-sol). Il s'agit d'envisager la Nature comme fait social, en tant que la façon dont les humains *composent* avec le milieu physique et biologique. La prise en compte trop exclusive de cette dimension mène au déterminisme géographique. On peut l'envisager en termes de contraintes – au déplacement, à l'agriculture (fertilité de sols), etc. – qui tout en étant bien réelles, n'agissent en fin de compte que comme un paramètre parmi d'autres, en fonction des caractères de la société concernée. Par exemple, le niveau de technicité atteint par une société modifie profondément la relation au milieu : capacités accrues de franchir l'espace (mobilité), ou de s'en affranchir (télécommunication), techniques agricoles, maîtrise des risques naturels, etc. Les paramètres environnementaux jouent sur les distances intra-sociétales et inter-sociétales, ce sont par exemple des éléments naturels qui souvent sont utilisés pour marquer les frontières entre les États (chaînes de montagnes, lacs, fleuves, déserts).

Le **territoire enfin** fait lui référence au besoin d'un groupe de maîtriser une portion de l'espace terrestre pour y assurer la proximité nécessaire à la reproduction sociale. Cet espace approprié par un groupe devient le support matériel et idéal de ses transactions, de ses productions, de ses représentations, de sa reproduction. Ce besoin de proximité se fonde sur une caractéristique propre à l'humain : la socialité (Diamond 2000). Et il y a une « nécessité territoriale » à construire une proximité suffisante pour reproduire une société particulière (Grataloup 2015a, 73) Dans cet espace spécifique s'accumulent artefacts liés aux richesses produites, lieux de savoir, de pouvoir, réseaux de transports, etc. Le territoire est une composante de la société, produit par elle constamment. Les groupes humains (territoires compris) se constituent aussi face à d'autres groupes, et de cette dynamique se dégagent des propriétés de cohésion, d'identité, d'altérité, d'opposition voire de conflit. La cohésion, la solidarité du groupe a pour dimension géohistorique la territorialité. « Le rôle existentiel, ontologique presque, de cette dimension territoriale pour chaque société, de sa territorialité, est à la base même de toute réflexion géohistorique » (ibid., 14-15).

2.1.2 *Diachronie : le temps dans la géographie*

La saisie du temps par la géographie est résumée ici de manière très succincte. On peut relever en préliminaire que la règle en géographie demeure plutôt la synchronie (frontière disciplinaire avec l'histoire) et que lorsqu'elle est présente, la notion de temps souffre souvent d'un défaut d'explicitation dans l'analyse géographique (Elissalde 2000, 224), en dépit de la référence constante à celui-ci, comme le signale le recours à des termes tels que « processus », « dynamiques », « mutations », « cycles », etc. Même dans la *Time Geography* de Hägerstrand, une des rares approches qui place le temps au cœur de sa réflexion, la saisie théorique du temps apparaît selon certains assez faible (voir Lévy et Lussault 2013, 989).

La recherche géographique naissante au début du XX^e siècle, définie a posteriori comme géographie « classique », est imprégnée de la notion de progrès et des théories darwiniennes étudiant la « coévolution » d'un organisme et de son environnement (Soubeyran 1997 ; Elissalde 2000). Pour Paul Vidal de La Blache et les fondateurs des *Annales de Géographie*, faisant à leurs débuts la part belle à la géographie historique, la transposition de la rigueur déterministe des sciences de la nature vers la géographie à travers l'étude des relations homme/milieu tient compte de la liberté et des incertitudes propres à la vie sociale. On qualifie souvent cette posture de « possibiliste ». Pour expliquer l'état présent d'un territoire, les géographes, dans les approches régionales ou les

monographies urbaines, ont généralement pour référence la méthodologie historique (Elissalde 2000, 227), définissant un déroulement chronologique, une succession de phases menant à la configuration actuelle. Dans ce contexte, le temps se déroule de façon linéaire et orientée (« flèche du temps »), il a essentiellement fonction de cadre général permettant l'enregistrement des événements. Les tentatives de généralisation inspirent la méfiance, le caractère scientifique se jugeant davantage à la rigueur de la description de la « personnalité géographique » propre d'un espace régional, où l'action cumulative du temps a « sédimenté » les traces du passé (idib., 227). L'approche est donc de préférence idiographique – elle met en valeur les différences et les spécificités davantage que les ressemblances et les continuités. Les critiques adressées à ces approches dites classiques vont du « réductionnisme » – la rétrospective se substituant à tout autre mécanisme explicatif (Bourdelaïs, Lepetit, 1986) – à « un nouveau déterminisme sans cause, un historicisme » (Graloup, 1996).

A partir des années 50 dans le monde anglo-saxon, puis progressivement en Europe, se constituent de « nouvelles géographies », au premier chef la *New Geography* proprement dite, quantitative, modélisatrice, calquée sur les sciences « dures » et leurs méthodes hypothético-déductives. Elle cherche à identifier, formaliser et tester au travers de l'analyse spatiale des lois générales de l'espace, avec des modèles comme ceux de Christaller, Von Thünen, Weber ou Zipf pour socle. Par rapport à sa devancière, l'analyse spatiale entretient un rapport au temps plus complexe, plus riche et plus explicite et qui continue d'évoluer aujourd'hui. D'une part de nombreux modèles intègrent la dimension temporelle – celui de la diffusion spatiale par exemple (Hägerstrand 1952) – sous la forme d'un temps physique mesuré, parfois selon la métrique de l'« espace-temps » et d'autre part, parce qu'existe un cadre général plaçant les structures spatiales dans des temporalités variables, et que « le repérage de leur durées multiples et la périodisation de leurs associations ou de leurs discontinuités sont aussi des objets d'étude de l'analyse spatiale » (Elissalde 2000, 231). La notion de durée (les « propriétés homéostatiques ») est indissociable de celle d'analyse spatiale, ne serait-ce que parce qu'une structure spatiale n'est identifiée que si elle a une certaine permanence (Durand-Dastès, 1984). La richesse de ces approches, qui se sont prolongées récemment avec le paradigme de l'auto-organisation et les outils de l'intelligence artificielle, est indéniable. Mais la critique peut tenir au caractère anhistorique de celles-ci, comme le relève Lussault (2013) à propos des chorèmes de Roger Brunet – qui se présentent comme des modèles structuraux dont la combinatoire permet de décrire et d'expliquer tous les espaces et à tous les temps : un « efficace escamotage de l'historicité ». On pourrait dire qu'aux lois de l'espace, l'analyse spatiale a su en somme intégrer des lois du temps et que si le temps y est bien présent et multiple, il ne s'agit pas d'un temps d'acteurs. Le regard porte sur les « systèmes spatiaux », envisageant comme le propose Elissalde (2000) d'observer le changement spatial au travers de « la durée variable des structures spatiales, les événements spatiaux, les phases de transition territoriale et les phénomènes de résilience ».

Proche de l'analyse spatiale par son recours à l'espace euclidien et au temps physique, attentive aux données et à leur cartographie, la *Time Geography* – chrono-géographie en français, une appellation qui n'a pas connu un grand succès – s'en distingue cependant par son centrage sur la question du temps et l'attention portée à l'individu et à des petits agrégats, comme la famille. Hägerstrand formalise la *Time Geography* dans les années 1970 (Hägerstrand 1970). Les trajectoires des individus (*paths*) entre différents lieux (*stations*) dans l'espace-temps sont représentées graphiquement, ainsi que les rencontres et connexions avec d'autres individus (*bundles*), à différentes échelles spatiales et temporelles. Ce centrage sur l'individu constitue une rupture importante avec les autres approches géographiques et l'analyse spatiale en particulier : alors qu'on y observe les individus dans des contextes séparés (en faisant ainsi ce que Hägerstrand appelle des « *dividuals* »), la *Time Geography* suit les cheminements à travers ces contextes et respecte ainsi l'intégrité des « *individuals* ». La *TG* a permis l'exploration de la dimension temporelle de la ville, et a trouvé un prolongement dans la simulation par systèmes agents.

Des « nouvelles géographies », on a évoqué l'analyse spatiale, arrivée des États-Unis dans les années 60. Dans la décennie suivante émergent d'autres géographies, très critiques dans le monde Anglo-Saxon avec la *New Geography*, comme la *Humanistic Geography* (phénoménologie) ou la *Radical Geography* (d'obédience marxiste). En France, on assiste à l'écllosion d'un foisonnement d'écoles, souvent en désaccord profond (géographie sociale, géographie politique, géographie de la perception, etc.), parfois ramenée à la notion de « tournant culturel » (Claval 2007a). Ce qui marque en particulier la discipline dans la période, c'est l'émergence de l'individu comme acteur, et celle du monde comme échelle pertinente (Lévy, Géopoint 2016), mais du point-de-vue des pratiques, c'est aussi le fort accent porté sur la théorie et sur l'histoire de la discipline. L'expression de « tournant géographique » porte l'idée d'une pratique de la géographie comme une véritable science sociale de l'espace, ce qui s'exprime bien par l'idée qu'à l'étude de l'espace a succédé celle des spatialités : ce sont les spatialités (des acteurs) qui produisent l'espace, et non l'inverse. Le temps y est décrit comme intégralement produit par les

sociétés, forcément pluriel, avec donc pour tout phénomène une historicité « totale et intégrale » (Lévy et Lussault 2013, 990).

2.1.3 Géohistoire : la reproduction et le changement

Dans la géohistoire telle que théorisée par le géographe Christian Grataloup (1996, 2006, 2015), la temporalité des sociétés, ou la façon dont est tissé le temps social, peut être ramenée de manière simple à l'articulation de la reproduction sociale et du changement, qui sont simultanément à l'œuvre dans toute société. Cet auteur propose à cet effet le concept d'*historité* comme « dialectique de la reproduction et du changement », une sorte de métrique du changement social. Envisager la dialectique entre d'une part les mécanismes sociaux qui assurent la reproduction des sociétés, comme les langues, les rapports de parenté, les intermariages, de manière générale les *structures* politiques, économiques et sociales ; et d'autre part ceux qui amènent le changement, essentiellement les capacités techniques accrues de maîtriser et de franchir la distance, est au cœur de l'étude de la temporalité des sociétés. En généralisant, on peut dire que logique spatiale et nécessité territoriale ont des historicités différentielles : les identités territoriales, leur résilience, se heurtent à des logiques spatiales (commerce, diffusion de l'information, etc.) plus fluides, s'exprimant à d'autres échelles, d'autres vitesses, « des rythmes spatiaux souvent rapides affrontés à la viscosité des temporalités territoriales » (Grataloup 2015, 74). Ainsi le besoin de proximité incarné dans le territoire est associé à la temporalité de la reproduction sociale (résilience), alors que mobilité et grandes distances le sont à la temporalité du changement (fluidité) (ibid., 31) et conséquemment qu'à l'espace global correspondent des temporalités rapides, à celui local une évolution lente (ibid., 205). Dans cette optique très générale, des propriétés géographiques comme la densité et la connexité sont potentiellement synonymes d'*historité*, alors qu'une société plus isolée se caractérise par des processus de transformation réduits, plus marquée par la reproduction et le rapport au milieu. Et naturellement, toute modification de la configuration des réseaux ou du coût de la distance est susceptible d'entraîner un bouleversement des logiques spatiales et donc un défi pour les territoires (ibid., 74). En ce sens, largement soutenus par l'innovation technique, les bouleversements des logiques spatiales prennent progressivement une dimension planétaire : « [...] ces mutations quantitatives (croissance des différents types de densités, démographiques, économiques, sociales, ...) et qualitatives (mutations des centres et des périphéries) ne contribuent-elles pas à faire progressivement passer les différents niveaux scalaires de l'humanité de l'espace au territoire ? Cela signifie, à terme, que s'ébauche une perspective de territoire mondial, en d'autres termes un « système-Monde » (Braudel 1979, Wallerstein 1984, Dollfus 1990) amené à produire une « société-Monde » (Lévy 1992).

Si l'on revient au *système spatial* comme entrée pour la compréhension d'une société à un moment donné, il faut relever les propriétés homéostatiques (capacités de régulation) dont celui-ci dispose pour se maintenir. Par exemple, la réponse d'une société dont la population croît davantage que n'autorise le milieu (en l'état des capacités techniques) peut être la migration. Mais cette capacité a ses limites et différents événements et évolutions peuvent entraîner des ruptures et des mutations des systèmes spatiaux. Ces évolutions peuvent être liées, souvent de manière connexe, à l'histoire (au sens « événementiel », politique), à l'évolution technoscientifique ou parfois aussi à des changements affectant le milieu (catastrophe naturelle, salinisation des sols, etc.). Dès lors qu'elles abordent la société dans une perspective diachronique, les sciences sociales ont tendance à se doter de modèles généralisant plus ou moins explicites – et plus ou moins partagés et débattus au sein des communautés scientifiques – qui indiquent d'une certaine manière un « sens de l'histoire » lié aux propriétés de cumulativité et d'irréversibilité prêtées à celle-ci (Lévy 2013, 506). La démographie par exemple s'est appuyée sur le modèle de la transition démographique reposant à la fois sur des progrès scientifiques (alimentaires, sanitaires, médicaux) et sociaux (l'éducation). L'histoire a produit des théories comme celle de Fukuyama (1992) sur la diffusion du modèle de la démocratie libérale et le développement d'un consensus international entraînant la « fin de l'histoire », ou celle d'Huttington (1996) sur le « choc des civilisations », à savoir le fait que les grandes fractures culturelles l'emportent désormais sur celles idéologiques, etc. De même la géohistoire dispose avec la proposition faite en 1992 par Durand, Lévy et Retailé dans le livre « Le monde : espaces et systèmes » d'un schème intégrateur.

2.1.4 Un modèle intégrateur pour la géohistoire

Le modèle diachronique proposé par Durand, Lévy et Retailé (1992)¹¹ essaye de mettre en communication des théories différentes, parfois divergentes, au travers de la notion transversale d'espace, qui peut fonctionner à la fois comme principe séparateur des sociétés et principe organisateur de celles-ci. La théorie repose d'abord sur quatre grands modèles correspondant aux différentes manières dont les groupes humains entrent en relation entre eux, reproduits ici sur la base des originaux (figure 2.1)¹². Ces modèles sont à la fois synchroniques, ils opèrent en même temps en différents lieux, et diachroniques, ils ont globalement tendance à se succéder. La lutte historique des hommes contre la distance et le constat par les auteurs d'une augmentation – à des rythmes divers, et avec des revers – des interactions sociales entre les habitants de la planète et de la coalescence des États les amène à proposer pour quatrième modèle celui de la société-Monde comme horizon historique dans une perspective diachronique.

Le premier système est celui de l'« ensemble des monde » qui décrit une réalité marquée par groupes humains s'ignorant pour l'essentiel, donc d'une certaine manière séparés par une distance infinie et que le concept de « communautés »¹³ permet de décrire efficacement. La communauté se caractérise par le fait que des codes biologiques, historiques et sociaux surdéterminent l'identité des membres du groupe, alors qu'au contraire, dans une société, l'individu, s'il est aussi soumis à de tels codes, peut s'en détacher et devenir autonome (Lussault, in Lévy et Lussault 2013, 931). Ou dans la définition de Lévy (1997), la communauté est un « groupe non choisi, auquel les individus délèguent leur destinée personnelle de manière automatique, globale et irréversible ». De tels groupes reposent sur une conscience forte de leur différence, de leur « extériorité » (Durand et al. 1993, 23). Ils ont largement été étudiés par l'anthropologie. On peut y rattacher les clans, tribus, ethnies, mais aussi les *classes* de la théorie marxiste, ou les *nations* qui reposent sur des identités holistiques fondées sur des mythes de l'origine religieux, biologiques (le sang, la race), physiques (le sol), etc. Dans le tableau, l'espace intra-sociétal est décrit comme « horizon », c'est-à-dire un espace de nature territoriale mais dont les limites, les *confins*, sont difficiles à déterminer, au contraire d'un pays, qui a lui des frontières. Les « aires culturelles », ou religieuses, peuvent également être considérées de cette nature. On le voit, ce système, comme ceux décrits ensuite, est transculturel.

Le second système, celui des « champ de force », est celui de la géopolitique et décrit essentiellement les relations internationales. Il utilise les ressources du précédent, le discours sur « la nation », mais a pour enjeu l'existence et l'intégrité territoriale des différents pays qui composent le monde. Le type de construction sociétale est qualifié d'« impériale » dans le tableau 2.1 en référence à la distinction faite par Braudel (1979) et Wallerstein (1984) entre les « économies-monde » et les « empires-mondes ». Ces termes s'appliquaient à de grands ensembles. Ceux qui, en plus d'une possible unité culturelle, religieuse, ou économique, étaient dotés d'une unité politique, sont qualifiés par ces auteurs d'*empires*, en référence à l'une de ces configurations historiques : l'Empire romain. D'autres ensembles sont fonctionnels culturellement et/ou économiquement, mais sont dépourvus d'unité politique, ce sont les *économies-mondes*. L'expression occultant les dimensions sociales et culturelles au profit de la seule dimension économique, Grataloup (1999) propose de lui substituer celle de « mondes polycentriques ». La base des réseaux urbains (villages, bourgades, petites villes) se distingue peu dans les deux types de systèmes, le sommet de la hiérarchie par contre oppose souvent une capitale d'empire dépassant de loin toute autre ville dans l'un, un plus grand équilibre et souvent une disjonction des fonctions dans l'autre, les pôles religieux par exemple y coïncidant rarement avec les centralités économiques (ibid., 205). L'Europe présente un exemple ancien et durable de monde polycentrique (dès le XI^e siècle environ), en particulier son axe central de Venise à Amsterdam, constitué d'une trame urbaine assez équilibrée¹⁴, dense, dans un environnement politique plutôt fragmenté où présidait la dynamique marchande. Cette « économie-monde » correspond dans les figures au « réseau hiérarchisé ». Il s'agit donc d'un modèle d'abord réticulaire, définissant une hiérarchie de centres entre lesquels s'organisent des flux qui peuvent accroître, maintenir et parfois réduire l'écart avec les périphéries. Mais ces flux ne se réduisent pas aux échanges marchands, ce qui est qualifié dans le tableau de *transaction* peut correspondre aussi à des interactions entre personnes, groupes ou organisations, portant par exemple sur la

¹¹ Nous ne discutons pas ici le contexte intellectuel de la production du modèle ou les conditions de sa pertinence théorique. Pour cela, on peut utilement se reporter à Lévy et al. (2008), aux pages 49 à 61, où l'actualité du modèle est rediscutée.

¹² La figure 2.1 superpose les figures 1 et 2 publiées par Lévy et al. (2008) aux pages 51 et 53. On y a ajouté la représentation symbolique de limites illustrant la territorialité « floue » et souvent équivoque, avec des recouvrements possible, du système de l'« ensemble de mondes », et celle très prégnante, exhaustive, univoque et enjeu central du second système, celui du « champ de forces ». L'absence de limites dessinées dans les systèmes 3 et 4 ne signifie pas l'absence de logique territoriale, mais bien la prévalence de la logique de réseau sur celle-ci.

¹³ Ce que Durkheim appelait dans *De la division sociale du travail* (1915) la « société traditionnelle », antérieure à la division du travail justement, et qui se fondait sur une « solidarité mécanique » impliquant des comportements collectifs et des activités de production faiblement différenciés. Cette solidarité reposait sur la proximité, la ressemblance et le partage d'une histoire et de valeurs communes aux communautés humaines.

¹⁴ Voir par exemple le cas du réseau des villes allemandes, qui inspirera Werner Christaller pour sa célèbre théorie des lieux centraux (1933).

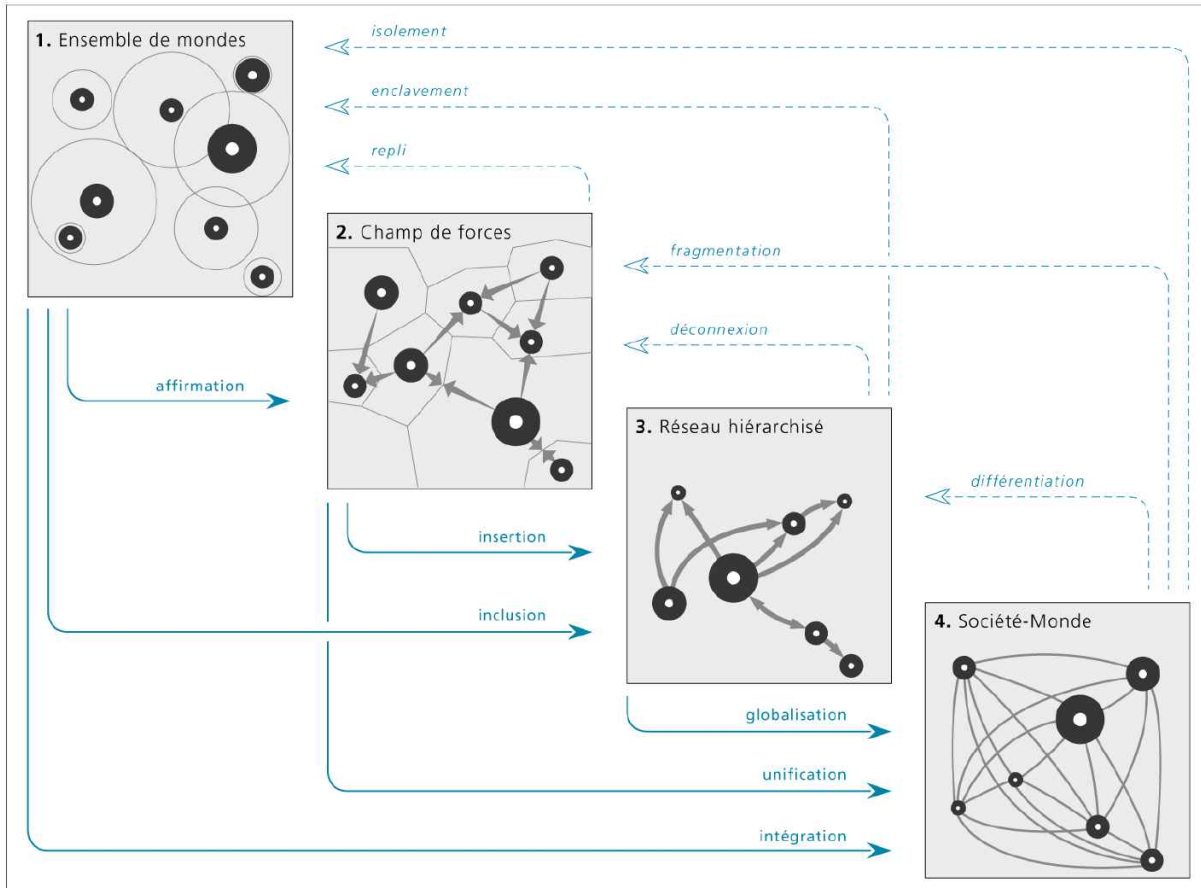
culture ou l'idéologie. On n'a plus affaire comme dans le cas des États à de la puissance territorialisée, mais plutôt à un réseau de lieux de mieux en mieux interconnectés, où il ne s'agit plus d'occuper des *aires*, mais d'activer des points (les « sommets ») et des liens entre eux (les « arêtes »). Même s'il conserve toujours une certaine base territoriale, ce système s'affranchit largement par déterritorialisation des contraintes classiques de la distance (Durand et al. 1993, 26).

Le quatrième système se veut un horizon, celui du monde comme *société* : la communauté culturelle, l'identité politique et l'intégration économique, structurées à l'échelle mondiale et réduisant à zéro dont les distances inter-sociétales (ibid., 26). Les signaux de l'émergence de ce système sont l'apparition de problèmes mondiaux (le nucléaire, le sida, l'urgence climatique, la gouvernance ou la taxation d'Internet, etc.), d'institutions mondiales (le FMI, l'ONU, le TPI, les ONG, etc.), d'une opinion publique internationale (émergeant après la guerre du Viêt-Nam, favorisée par l'ubiquité croissante des médias).

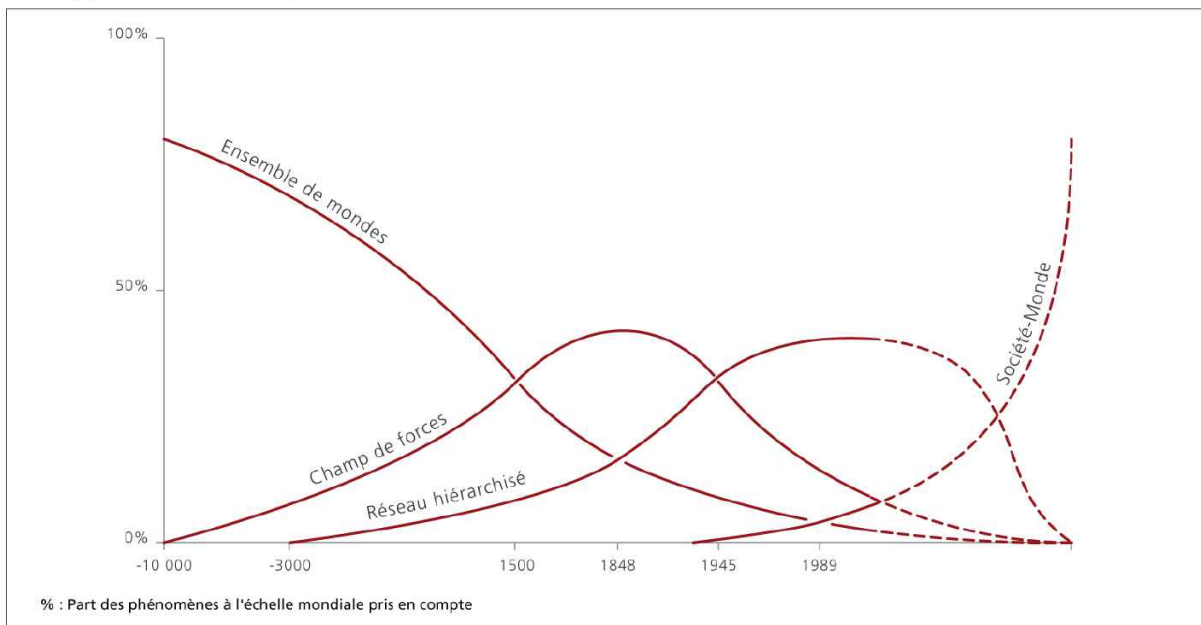
	Distance inter-sociétale	Échange (inter-) sociétal élémentaire	Espace intra-sociétal type	Type de construction sociétale	Production à l'échelle mondiale	Contenu	Limites
Ensemble des mondes	∞	Séparation	Horizont	Communautaire	–	Territoires	Floues
Champ de forces	$D1 \neq D2 \neq D3 \dots$	Domination	Pays	Impériale	Géopolitique	Territoires	Dures
Réseau hiérarchisé	$d = n$	Transaction	Network	Marchande	Développement inégal	Réseaux	Dures
Société-Monde	\emptyset	Communication	Rhizome	Systémique	Société	Réseaux	Floues

Tableau 2.1 : Quatre modèles de relations des groupes humains entre eux. D'après Durand, Lévy et Retaillé 1993, et Lévy et al. 2008.

Il faut bien distinguer dans le tableau les organisations territoriales, *horizont* et *pays*, au sein desquelles l'espace est faiblement hiérarchisé et où les distances kilométriques ont une forte pertinence, des espaces réticulaires, *network* et *rhizome*, plus ou moins vastes, denses, ou hiérarchisés, où une relation entre deux points est de nature discrète : elle existe ou n'existe pas. L'autre distinction concerne la nature des limites : franches pour les *pays* et les *networks*, indéterminée pour les *horizonts* et les *rhizomes*. La circulation marchande se prête à une organisation en networks soumis à des principes hiérarchiques simples, au contraire de la complexité du lien social (partiellement traduite dans les *réseaux sociaux*), qui permet des situations intermédiaires entre l'appartenance ou la non-appartenance, et s'apparente davantage à un espace de type rhizome (ibid., 29).



Une approche diachronique



Figures 2.1 et 2.2 : Interactions des modèles de relations et approche diachronique générale. D'après Durand, Lévy et Retaillé 1993, et Lévy et al. 2008.

L'agencement des systèmes du haut vers le bas sur la figure 2.1 indique une tendance diachronique du système de l'ensemble des mondes vers celui de la société-Monde. Les flèches qui relient entre eux les quatre sous-systèmes qualifient l'ensemble des transitions possibles des uns vers les autres, avec des mouvements historiquement plus fort de le sens de l'affirmation des États, de l'insertion dans des réseaux marchands ou de la globalisation, mais toujours possible en sens inverse (flèches en traitillé), à savoir des épisodes de différenciation, de fragmentation ou de repli. La figure 2.2 assume le positionnement des auteurs sur le déploiement historique des quatre systèmes et leur fusion à venir dans une société-monde, soit une culture unifiée, une économie intégrée et une forme d'État mondial, ce qui constitue une forme d'anhistoricisme, puisque un *sens de l'histoire* y est déterminé. Ce mouvement historique va du holisme vers l'individualisme, des territoires vers les réseaux, dans une tendance générale à la coalescence des espaces (fusions progressives dans des ensembles plus grands)¹⁵. L'histoire moderne, celle des États-nations, est traitée comme une étape « perturbant » le déroulement du processus, et durant laquelle les États, ayant su trouver un « bon équilibre entre prélèvement des richesses et encouragement à la production sur leur territoire », sont devenus des structures de plus en plus rigides qui ont bloqué l'évolution vers des sociétés plus vastes (ibid., 31). A notre point-de-vue, manque dans ce modèle la dimension du milieu. L'échelle logarithmique de l'axe des abscisses masque un fait important : les évolutions majeures prennent place dans un temps récent et très court à par rapport à l'histoire humaine et reposent dans une large mesure sur la capacité développée par les sociétés d'extraire et de transformer les énergies fossiles (depuis la révolution industrielle), en particulier de les convertir en mobilité. Cette capacité dépend dans une large mesure d'un stock fini. Le retour du « milieu » dans l'histoire des sociétés – écologie, augmentation des risques liés au changement climatique, décline de la disponibilité des énergies fossiles – est peut-être le marqueur probant d'une véritable postmodernité. En ce sens, le modèle de Durand et al. a une forte connotation *moderne*, décrivant une évolution des sociétés humaines comme détachée de la nature.

2.2 Brève géohistoire des maîtrises de la distance

Le développement des différentes techniques de maîtrise de la distance entre les groupes sociaux est au cœur des processus géohistoriques. Ces techniques sont au nombre de trois : la fabrique de coprésence au travers de la ville ; la mobilité ; la télécommunication (la troisième étant parfois considérée comme une sous-catégorie de la seconde). Elles se distinguent en ce que la première se déploie dans l'espace de la continuité et de la contiguïté, les deux autres dans l'espace de la connexité (des réseaux).

2.2.1 Coprésence, de la ville à l'urbain

On peut à la suite de Michel Lussault considérer quatre grands types principaux de définition simple de la nécessité de la ville, qui chacun propose à la fois une lecture de l'origine des villes et une interprétation des logiques et dynamiques de l'urbanisation (entendu comme processus de croissance démographique, d'expansion géographique, de mutations des formes et des paysages et d'évolution des fonctions) (Lussault 2006). Dans la première, la ville et l'urbanisation résultent avant tout d'une nécessité économique et fonctionnelle, où l'organisation urbaine (sociale, politique, spatiale) répond avant tout à la nécessité de la production de richesse. L'impératif économique y est la cause première des autres expressions de l'urbanité. Le second schéma explicatif postule plutôt la ville comme « organisation sociale destinée à maximiser l'interaction sociale » (Claval 1981), l'interaction pouvant inclure l'échange économique. Une variante proche considère la ville avant tout comme un groupement culturel, voir cultuel : « Le centre urbain primitif apparaît souvent davantage comme lieux de culte que comme foyer économique ou politique » (Racine 1993, 27). La troisième façon d'aborder la ville est de concevoir celle-ci comme résultant de l'impératif politique, administratif et institutionnel, comme lieu et relais de pouvoir, d'où s'exerce le contrôle social et le prélèvement de richesse sur les étendues voisines et qui en retour donne à celles-ci accès à des services plus rares et communs à plusieurs villages. Ces trois approches sont bien-sûr le plus souvent combinées de manière plus ou moins équilibrée, l'explication économique demeurant sans doute la plus présente, dans laquelle les villes de nature plus administratives sont parfois traitées comme autant d'écartés au modèle. La quatrième est l'approche par l'espace. La ville y est décrite comme une configuration spatiale fondée sur le choix initial de favoriser la coprésence, un des outils de gestion de la distance par les groupes humains. Dans une ville, individus et groupes accèdent à un maximum de réalités sociales en un

¹⁵ Même si sur ce point l'histoire internationale du 20^e siècle et son morcellement étatique marque un recul significatif : 40 États en 1930, 80 en 1960, 150 en 1985 et 200 en 2000 (Grataloup 2017, 379).

minimum de temps et de coût (social, économique, symbolique), ce qui englobe les nécessités des autres modèles : accroissement de l'efficacité économique, augmentation des interactions sociales, concentration du pouvoir. Les modalités de la gestion de la distance, par la coprésence ou par la mobilité, s'épousent et se combinent plus qu'elles ne s'opposent (ibid., 1224). Mais de manière très générale, les logiques de coprésence induisent de facto la densité et souvent la diversité, alors que la connexité et l'augmentation des capacités « mobilitaires » permettent l'expansion géographique, et potentiellement donc l'éclatement urbain avec l'affaiblissement des densités voire de la diversité.

De l'Antiquité à la fin de l'époque classique, le modèle de la cité domine. Parmi d'autres explications, les surplus dégagés par l'agriculture sédentarisée permettent une division accrue du travail, la création d'un artisanat puis de fonctions administratives ou militaires. La ville est un espace discret, clairement distinct dans le paysage agraire environnant. La typologie de Grataloup (1999) pour les villes d'avant la Révolution industrielle distingue les cités impériales des villes des « mondes polycentriques », les unes plus ancrées dans les territoires, les autres mieux intégrées dans les réseaux d'échanges. Plus généralement, la taille des villes et la densité du réseau urbain dépendent de la part de l'activité agricole dans la production de biens d'un côté, de la relation avec l'État et de la force de celui-ci de l'autre. Les mondes polycentriques correspondent aux contextes où l'agriculture et l'État sont en retrait, l'urbanisation y est forte et égalitaire (villes européennes dès la fin du Moyen-Age). Dans les contextes où l'agriculture demeure dominante, l'urbanisation est moindre, avec d'une part des marchés agricoles souvent modestes et dispersés, d'autre part des villes d'État ou de garnison, avec au sommet de la hiérarchie – et selon l'importance géopolitique de l'État – un réseau (ou une ville unique) macrocéphale. De profondes mutations commencent à toucher ces cités à partir du milieu du XVIII^e siècle (en Angleterre). Souvent, à la suite de Bassand (2008), on distingue trois phases en matière d'urbanisation, auxquelles on fait souvent correspondre les termes de *cité* pour la première, de *ville* (à laquelle on accole volontiers les qualificatifs de « bourgeoise » et/ou « industrielle ») pour la seconde, d'*urbain* pour la troisième, ce qu'on peut faire correspondre à la succession de l'ère agraire, l'ère industrielle et l'ère urbaine chez Lefebvre. En un peu plus de 150 ans, la ville se substitue donc à la cité, ce qui se marque par une évolution profonde des formes, des structures, des fonctions, et qui débute avec la révolution industrielle. De nouvelles élites économiques et culturelles apparaissent, les mentalités évoluent, et les villes connaissent un afflux démographique qui commence à remettre en cause la circonscription traditionnelle de la ville dans son enceinte (les murs tombent). Le développement des villes et les relations interurbaines apparaissent contraints par de nouveaux facteurs externes liés à la localisation des industries extractives et à la connectivité en termes de transport lourd (fluvial, maritime, ferroviaire). Dès le milieu du XIX^e siècle, face à cette croissance urbaine massive et aux nouveaux problèmes considérables (sociaux, économiques, sanitaires, politiques) qu'elle charrie, se développe une nouvelle science, l'urbanisme, qui se veut connaissance rationnelle des lois de l'urbanisation, technique de son contrôle, et théorie de l'aménagement vertueux fondé sur cette connaissance¹⁶. Les plans directeurs d'aménagement et d'urbanisme naissent à cette époque et sont appelés à devenir l'outil privilégié de l'action sur l'espace.

Ces modèles – ceux de la révolution industrielle et de la modernisation urbaine – connaissent une diffusion progressive du foyer anglais et européen vers le reste du monde¹⁷ et comme souvent, les datations sont européenocentrées. L'Empire ottoman s'éteindra sans avoir connu de véritable industrialisation. Par contre, dans le contexte de la politique de modernisation et de sécularisation dite du *tanẓimat* (dès la fin des années 1830), la pression politique et militaire des Puissances entraîne une volonté renforcée du pouvoir central de reprendre la main sur les périphéries de l'Empire en renforçant le rôle des villes comme relais permettant d'accroître le contrôle sur le territoire (Arnaud 2008). À la fin des années 1850, après que la guerre de Crimée eût illustré la mauvaise gestion des troupes stationnées dans les villes de la région, les réformateurs envisagent l'intérêt qu'il y aurait à un certain développement des pouvoirs locaux. Sont déployés progressivement jusqu'en 1877 des administrations municipales dans toutes les villes de l'Empire. À cela s'ajoute une pression économique liée à l'augmentation du commerce maritime et la diffusion des produits manufacturés européens qui entrent en concurrence avec ceux des artisanats et industries locales. De nombreuses villes de l'Empire connaissent alors de profondes mutations économiques, d'importantes transformations urbaines – passage de la « ville traditionnelle musulmane » à la ville moderne (ibid.) –, un renforcement de la gouvernance et souvent une croissance démographique substantielle. Ces transformations touchent d'abord les villes-pivots d'avec le monde occidental (les ports surtout), exposées au commerce et aux influences nouvelles. L'Albanie, qui est à ce moment à la périphérie d'un empire lui-même à maints égards périphérique, demeure à l'écart de ces modernisations (à l'exception peut-être de Manastir et Korçë, qui connaissent une certaine dynamique). Les chantiers de rénovation

¹⁶ On considère généralement la publication par Ildefons Cerdà de sa Théorie générale de l'urbanisation en 1867 comme l'acte fondateur de cette science nouvelle.

¹⁷ Voir à ce propos la carte de la diffusion de l'industrie dans le monde dans Grataloup 2015b, 211.

urbaine ne débute qu'après 1930 et encore surtout à Tiranë. Quant à l'industrialisation, elle ne se déploie véritablement que dans les années 1950.

La période de la ville industrielle « tentaculaire », avec Londres pour archétype, laissera des traces durables dans le tissu urbain de même que dans les perceptions, suscitant un rejet qui survit même à la désindustrialisation. Cet équilibre est également le contexte de l'élaboration de théories économiques et sociales (le marxisme) et de modèles urbains extraordinairement fertiles – la *Garden City* d'Ebenezer Howard, les utopies urbaines de Fourier ou Owen, dans un autre style l'urbanisme hygiéniste d'Hausmann, ou les « villages industriels » de Piotr Kropotkine, sur lequel nous reviendrons plus loin (au chapitre 5.5.2).

D'un point-de-vue morphologique, la ville conserve dans une large mesure à travers l'âge industriel les attributs qui faisaient la singularité de la cité : sa densité et la césure nette d'avec son voisinage – bien qu'ayant connu un « desserrement » et s'étant agrandie en banlieues et faubourgs au-delà de son enceinte, parfois de façon spectaculaire. Pourtant de nouvelles tendances fortes s'y affirment progressivement dès le début de 20^e siècle, comme la pratique du zonage fonctionnel, la périphérisation de certaines activités, la densification et la complexification des systèmes de transport, la multiplication des centralités et d'un point-de-vue social, l'émergence, plus précoce que dans les campagnes, de l'*individu* (ce qui se marque de façon très concrète par l'augmentation en ville des ménages individuels). La ville, comme objet concret et comme modèle, avec ses modalités particulières de vie commune, son idéologie largement associée aux modèles architecturaux mis en place au début de la période moderne, et ses frontières bien marquées, bascule progressivement vers une forme d'urbanisation sans limites, caractéristique d'un contexte de mondialisation. La datation de ce passage de la ville vers ce qu'on appellera désormais l'*urbain* (substantif) s'avère difficile dans la mesure où il n'y a pas de consensus scientifique sur ces questions, parce qu'aussi les charnières choisies peuvent varier selon l'approche (économique, sociale, morphologique), parce qu'enfin d'importantes différences historiques, économiques ou sociales existent entre les différentes régions et pays, mais aussi entre les villes, selon leur taille par exemple.

On considère souvent l'après-guerre comme le véritable démarrage de ce processus, aussi parce qu'il correspond au moment de l'accélération générale des processus de mondialisation. Cet éclatement et l'apparition de multiples discontinuités spatiales est produit par la dynamique des réseaux techniques, l'« hégémonie du réticulaire » (Choay 1994). Dans le contexte albanais ce phénomène est tardif : la ville sera maintenue à toute force dans ses « lignes jaunes »¹⁸ jusqu'à la chute du Mur, et c'est surtout à partir de 1997 qu'on observe son véritable éclatement principalement sous les coups de boutoir de l'installation « informelle » à ses marges des immigrants des régions rurales et montagneuses. Dans le contexte européen, on envisage souvent la succession d'une séquence-type de *suburbanisation* – qu'on associe au mode de production « fordiste » et qui consiste en un déplacement des frontières d'une ville augmentée de grands ensembles résidentiels plutôt denses – et d'une séquence de *périurbanisation*, associé à un contexte économique qualifié de « post-fordiste » (Benko 1996, Perlik 2001, Schuler et al. 2004) et qui consiste en une dissolution de la limite entre « ville » et « campagne » et qui marque l'intégration dans l'urbain de vastes ensembles divers parmi lesquels des zones pavillonnaires de très faible densité. La question de l'alignement des cadres conceptuels et temporels de l'urbanisation qui s'était posée vers la fin l'URSS lorsqu'on avait cherché à savoir si la « ville socialiste » n'était qu'un avatar un peu tardif de la ville « capitaliste » ou si elle constituait un modèle fondamentalement différent (Hamilton et French, 1979), cette question se repose de la même manière après 1989 : existe-t-il une ville « post-socialiste » (Hirt 2013) ? Ce qui revient à poser la question de la transférabilité des discours habituels sur l'urbain au contexte des pays ex-socialistes marqués par l'ensemble des phénomènes de la « transition » : décentralisation, développement tardif et rapide du commerce et des services, restitutions foncières et immobilières, désindustrialisation brutale, forte polarisation sociale, etc. Ce type de questionnement dépasse le cadre de ce travail qui s'inscrit davantage dans une perspective idiographique, eut égard aussi à l'originalité – ou l'historicité – forte de l'urbanisation albanaise¹⁹. Par contre, il faut encore ici pour conclure cette géohistoire ramassée de l'urbain dire un mot de la *métropolisation*.

Le terme de métropole est ancien, il désigne traditionnellement une organisation urbaine de grande taille et dotées de fonctions de commandement supérieures. Depuis trois décennies environ, le terme de métropolisation est mobilisé pour décrire le processus qui voit la concentration toujours croissante de la population urbaine (et générale) dans de tels ensembles. Afin d'insister sur le fait la forme urbaine dont on parle désormais est d'une autre nature que ce que désignait anciennement le terme de métropole, François Ascher (1995) a proposé celui

¹⁸ Les « lignes jaunes » marquaient dans l'Albanie communiste la division entre territoire rural et urbain et donc le maximum de l'extension urbaine autorisée. Voir Aliaj 2003, 27.

¹⁹ On peut par exemple pour de la période récente prendre à témoin Tosic (2003) qui dans son exercice de classification des villes postsocialistes crée une catégorie à part pour les villes albanaises, « proches du développement sauvage (unregulated) des villes du Tiers-Monde ».

de *métropole*. *Métropole* renvoie les images anciennes de la grande ville et de ses périphéries proches, de sa zone d'influence, de son rôle national et international, *métropole* y ajoute les caractères morphologiques et fonctionnels nouveaux et souvent observables que sont l'étalement, la discontinuité, l'hétérogénéité et la multipolarité (F. Ascher in Lévy et Lussault 2013, 666). L'émergence de telles configurations – où les densités urbaines baissent globalement mais augmentent dans le périurbain, où le tissu bâti est fragmenté, où des polarités nouvelles émergent et cassent le modèle radioconcentrique classique (en Europe du moins) – s'appuie sur le développement des transports et de télécommunications. Ceux-ci permettent d'une part une dilatation de l'aire des activités quotidiennes, entraînant l'étalement urbain et l'intégration dans les dynamiques métropolitaines de villes et villages distants, ainsi que de nouveaux pôles, souvent spécialisés (technopoles, « aéroville », parcs de loisirs, zones commerciales, etc.) et situés aux interconnexions des réseaux de transport. Dans les zones densément peuplées, cela prend la forme d'une augmentation massive des interactions entre les anciennes agglomérations²⁰. Si l'augmentation des capacités de mobilité et de télécommunication explique ces phénomènes de dilatation, de recomposition et de complexification aux échelles internes aux aires métropolitaines, elle explique aussi la concentration à l'échelle mondiale la population dans celles-ci. L'explication économique classique prévaut toujours – accumulation du capital, rendements d'échelle, division technique et sociale du travail – mais l'échelle change : l'intégration dans un réseau désormais mondial exige une nouvelle masse critique, une concentration d'infrastructures spécifiques permettant l'hypermobilité des capitaux, des biens et des personnes et l'hyperfluidité des communications, ainsi qu'une palette de services et de compétences propre à attirer les acteurs économiques « globaux ». Cette dimension de « ville globale » introduit selon certains (Sassen, 1991) une dualisation sociale exacerbée, entre ceux qui prennent part à l'activité métropolitaine globalisée – une élite hautement qualifiée et cosmopolite – et ceux qui en sont exclus, mais en dépendent largement. Outre cette fragmentation sociale et ses formes spatiales éventuelles (ségrégation), on reconnaît à ces configurations urbaines certaines spécificités, comme la concentration de l'emploi dans certains secteurs (finance, culture, enseignement supérieur, recherche, *entertainment*) ou la présence de réalisations architecturales spectaculaires signées des *stars* de l'architecture mondiale (Koolhaas, Foster, Nouvel, Gehry, etc.) comme autant d'éléments symbolisant l'appartenance au *club* des villes globales et positionnant les métropoles dans un système de concurrence. On peut considérer la métropolisation comme traduction urbaine de la mondialisation, et la métropole comme une configuration urbaine qui permet l'accès à l'échelle mondiale (de même que la ville était conçue comme le pivot ou le commutateur entre les territoires et l'État). En ce sens, sa taille n'est pas déterminante et un pays même modeste aura tendance à y concentrer ses ressources de telle manière à « exister » au niveau mondial. Une dernière caractéristique enfin de ces espaces urbains est la difficulté de leur gouvernance, autant en raison de leurs caractéristiques morphologiques et sociales (étendue, indéfinition territoriale, chevauchement ou inclusion des territoires institutionnels existants, mixité, complexité) que de leur interdépendance au sein de réseaux globalisés, qui compliquent la mise en œuvre de dispositifs institutionnels démocratiques et efficaces.

2.2.2 Les théories spatiales de la mobilité

L'autre outil de gestion de la distance entre les individus et les groupes sociaux est la mobilité. D'emblée le terme est rendu problématique par sa polysémie : pour ce qui nous intéresse ici, il peut désigner soit simplement le franchissement d'une étendue, donc n'importe quel *déplacement*, ou alors mettre en jeu la mobilité sociale, le changement social. Pour caricaturer, un sociologue ne s'intéressera pas a priori aux déplacements de population à « bilan social » apparemment nul (mouvements de populations rurales par exemple), un géographe sera peu enclin à étudier une ascension sociale dans un même espace (dans l'entreprise par exemple). Mais le plus souvent bien-sûr, l'un ne va pas sans l'autre. L'intérêt des sciences sociales s'est toujours porté davantage sur la mobilité en tant qu'impliquant un changement, dès les travaux de Sorokin et de l'École de Chicago, où les mobilités géographiques, résidentielles ou quotidiennes, sont pensées comme des facteurs de désorganisation ou de rupture d'équilibre, donc des vecteurs de changement (Kaufmann in Lévy et Lussault 2013, 677). Dans cet esprit, est défini comme mobilité « l'ensemble des déplacements impliquant un changement d'état de l'acteur ou du système considéré » (Bassand et Brühlart, 1980). Mais cette définition ne doit pas masquer le fait que selon l'échelle considérée, ce qui apparaît comme un changement d'état (je suis à la maison, je suis au travail) peut aussi être la marque de la stabilité d'un système (les flux pendulaires comme l'expression d'un équilibre potentiellement durable, entre nécessité de centralité pour l'emploi et aspiration individuelle à la « ruralité » résidentielle). Ce que les mêmes auteurs formulent par exemple en décrivant le « *système* de mobilité spatiale » comme « une des conditions du fonctionnement du système social » (Bassand, Brulhardt, Hainard et Schuler 1985, 26), puis « la

²⁰ Pour le cas du bassin lémanique en Suisse, voir les différents travaux de J.-Ph. Leresche, M. Bassand et D. Joye sur la « métropole lémanique » suite à la publication de *La métropole lémanique, une nouvelle dynamique urbaine*, IREC : Lausanne, 1991.

mobilité spatiale est un phénomène social total, c'est-à-dire qu'elle n'est jamais seulement un déplacement mais toujours une action au cœur de processus sociaux de fonctionnement et de changement » (Bassand 1986, cité par Gallez et Kaufmann 2015). D'un point-de-vue géohistorique, dans l'approche dialectique de la reproduction et du changement social donc, il paraît important de ne négliger aucune forme de mobilité spatiale. Tous les systèmes spatiaux intègrent de nombreuses formes de mobilités qui leur permettent de fonctionner et de durer, certains même sont fondés sur elles : sociétés nomades et/ou d'éleveurs par exemple. Nous utilisons donc ici le terme de mobilité au sens géographique, considérant que certaines opèrent davantage dans le sens de l'équilibre et de la reproduction de la société qui les pratique et d'autres dans celui de son changement et de sa transformation. En ce sens, on peut prendre le parti que toute forme de mobilité est d'abord caractérisée par son « historité », son effet stabilisateur ou déstabilisateur du système social. Après avoir décrit quelques étapes-clés de la captation du phénomène de la mobilité par la géographie, nous esquisserons une brève géohistoire des mobilités.

La mobilité, si elle paraît un phénomène spatial par excellence, est un sujet qui a été traité par de nombreuses sciences sociales sous des angles très divers, et dont certains segments ont connus des éclipses durable dans leur approche proprement spatiale. Le champ scientifique de l'étude des « migrations » constitue un bon exemple. La définition de la spécificité de la migration dans l'ensemble des mobilités est aujourd'hui généralement donnée par la quadripartition en fonction de la distance des déplacements et de leur temporalité, qui conduit donc à distinguer quatre formes : la *mobilité résidentielle* et la *migration* s'inscrivent dans une temporalité longue, respectivement dans et hors du bassin de vie, avec pour pendant dans une temporalité courte la *mobilité quotidienne* et les *voyages* (voir par exemple Kaufmann 2015, 44). Définir la migration d'un point-de-vue spatial par le franchissement d'un seuil plutôt que d'une certaine distance métrique paraît correct, mais peut-être la notion de « bassin de vie » ne rend-elle pas au mieux compte de ce qu'a été l'étude des migrations : il faudrait plutôt parler du franchissement d'un seuil sociétal. En effet, le « migrant » représente toujours une altérité forte, et l'enjeu pour la société qui l'accueille est généralement celui de son degré de « cuisson » (terme utilisé dans le monde Han, à comprendre comme métaphore de l'intégration²¹). Une temporalité importante de la migration est en ce sens celle du « temps de cuisson ». L'existence des « migrations » repose donc essentiellement sur l'existence de discontinuités sociétales (Grataloup 2017, 376), ce qui s'illustre bien dans la connotation actuelle du terme : la migration est avant tout *internationale* (si on veut parler d'autre chose, on doit préciser : « migration interrégionale », etc.). La frontière nationale linéaire et univoque propre au « puzzle » des États-nations d'inspiration européenne, devenue limite sociétale par excellence, a rabattu de manière très simplificatrice le statut du migrant à celui qui franchit une telle frontière²². La classification de la migration comme traitant spécifiquement de la mobilité entre États a été renforcée par les définitions légales et par la structuration d'appareils statistiques nationaux traitant de manières différenciées les déplacements internes et internationaux. La tendance est aujourd'hui au décloisonnement dans l'approche des différentes mobilités (voir le *mobility turn* de John Urry, 2000) et à une prise en compte accrue des espaces réellement pertinents, à témoin par exemple le développement important des études sur les espaces migratoires transnationaux. Comme le matériau de cette thèse est un corpus statistique national, la tension sera présente tout au long du travail entre un usage approfondi des données et la réévaluation de leur pertinence sociétale. Mais malheureusement sans parvenir à s'affranchir complètement du cadre : ce travail abordera avant tout, sous l'angle quantitatif du moins, ce qu'on appellerait dans le paradigme migratoire les *migrations internes*. Ce qu'on pourrait traduire dans un paradigme géohistorique, où la métrique est avant tout sociale, par « mobilités intra-nationales à forte historité », sans ignorer par ailleurs ces indicateurs de la stabilité d'un système spatial que sont les mobilités à faible historité (« mobilité résidentielle » ou « micro-mobilité »)²³.

Avant de poursuivre avec un très bref survol des théories spatiales de la mobilité, on donne encore ici un aperçu des grands paradigmes de l'étude des migrations (*Migrations Studies*), pour illustrer d'une part la richesse de la

²¹ Reynaud 1992, cité par Grataloup 2017, 376.

²² Rosental, dans son article « Les formalisations spatiales de la mobilité : fragments pour l'histoire longue d'une non-réception » (1997, 97) montre comment historiquement l'appropriation croissante par l'État des formes d'assistance sociale a fait perdre la signification sociale et économique du rattachement à la paroisse d'appartenance et a déplacé le débat politique de la question des migrations intérieures à celle de l'immigration étrangère. Avec la disparition de la dichotomie entre la résidence de fait et celle de droit (la paroisse) et celle des populations communales flottantes, la question de la nationalité se substitue à celle du lieu d'appartenance, de l'ancrage spatial. Rosental y voit une raison de la marginalisation relative du phénomène de la mobilité dans la littérature migratoire au profit des déplacements entre États.

²³ Cette distinction évoque celle en usage dans la démographie historique entre les années 1950 et 1980 qui aux migrations opposait la « micro-mobilité », comme par exemple chez Poussou (1970, p. 21-22) : « cette poussière de micro-déplacements n'entraîne souvent en zone rurale ni changement de milieu ni changement de genre de vie[...] A l'opposé, [...] le recrutement opéré par un centre minier, métallurgique, textile ou commercial sur les paroisses d'alentour, malgré la persistance de liens très forts avec le milieu originel, comporte un déracinement et correspond à une micro-migration ». Cette position est contestée par Rosental (1999, 46) au titre qu'elle consiste à prendre acte de la mobilité rurale tout en niant l'importance historique, ce qui permet de ne pas invalider le modèle alors dominant de l'« exode rural » en dépit de son caractère secondaire en termes quantitatifs.

production scientifique, mais aussi l'éclipse durable des formalisations de l'espace dans celles-ci, ce que l'historien Paul-André Rosental qualifie d'« histoire longue d'une non-réception » (Rosental 1997) par les sciences sociales. A la suite de King (2012)²⁴, on donne un aperçu retro-prospectif en reliant les « lois de Ravenstein » (1885), souvent repérées comme fondatrices dans le champ de l'étude des migrations, à leur postérité scientifique. Ces lois – des *régularités empiriques* devrait-on dire – sont résumables ainsi (King 2012, 12) :

1. Les migrants se déplacent principalement sur de courtes distances; ceux qui vont plus loin se dirigent vers les grands centres de l'industrie et du commerce.
2. La plupart des migrations vont des zones agricoles aux zones industrielles.
3. Les grandes villes se développent plus par migration que par accroissement naturel.
4. La migration augmente avec le développement de l'industrie, du commerce et des transports.
5. Chaque flux migratoire produit un contre-flux.
6. Les femmes migrent davantage que les hommes, du moins sur de plus courtes distances ; les hommes sont majoritaires dans les migrations internationales.
7. Les principales causes de la migration sont économiques.

De nombreux auteurs soulignent leur importance et leur pertinence, les observations ayant été largement vérifiées dans les études postérieures (voir White et Woods 1980, 39 ; Boyle et al. 1998, 59 ; Rosental 1999, 9 ; etc.). La première préfigure les modèles gravitaires (cf. Zipf, infra), les 2 et 3 traitent de l'exode rural et de l'urbanisation qui sera l'objet central de l'étude des migrations, la 4^e évoque le modèle à venir de Zelinsky sur la « transition mobilitaire » (cf. infra) ; la 5^e laisse entrevoir les études sur les migrations de retour voire les champs migratoires ; la 6^e évoque un objet – l'impact du genre sur la migration – qui sera négligé durant près d'un siècle pour n'être abordé que récemment, et la 7^e enfin est un poncif très discuté, qui vaut à Ravenstein d'être le plus souvent considéré comme un précurseur de la « push-pull theory »²⁵, voire d'être pointé du doigt pour son déterminisme économique (Samers 2010, 55-56). Le cas de Ernst Georg Ravenstein, géographe et cartographe allemand de la *Royal Geographic Society* de Londres, est emblématique : alors qu'on lui attribue une part de la paternité des approches macro-économistes et juristes (accès différentiels aux droits du pays d'accueil) qui ont constitué longtemps l'orthodoxie de l'explication des flux migratoires, lui-même était sensible à la grande diversité des flux qui composent tout mouvement migratoire, dans une approche plus inductive, comme en témoigne sa carte des « Currents of Migration », la toute première en son genre (voir Bahoken, 2013). Rosental (1997, 80) relève que le « capharnaüm graphique » de cette carte suggère que « Ravenstein, en pleine Révolution industrielle, écarte l'idée d'une attraction urbaine irrésistible pour mettre en évidence le primat des mouvements internes au monde rural et leur rôle dans la canalisation des mouvements vers les villes ». Assurément la cartographie constitue une des portes d'entrée pour saisir avec une certaine finesse la spatialité des mouvements, encore faut-il, pour mettre de l'ordre dans le « capharnaüm graphique », ne pas choisir pour unique critère de tri la taille de flux au lieu de départ, ce qui a pour effet de mettre en valeur exclusivement les flux concentrés vers les villes au détriment des flux dispersés ruraux, qu'on qualifie parfois de « micro-mobilité »²⁶.

La brève séquence des approches *spatiales* formalisée de la mobilité²⁷ commence avec G. K Zipf qui propose dans un article de 1946 son approche gravitaire dans une formulation *newtonienne* de l'espace. Simplement dit, celle-ci énonce que l'intensité des échanges de population entre deux points est positivement proportionnelle à leurs populations respectives et inversement proportionnelle à la distance qui les sépare. Cette proposition simple repose sur une vision ponctiforme et instantanée de l'appartenance spatiale, sur la conception d'un espace extérieur, objectif, égal pour tous, et sur des entités collectives purement quantitative, entre lesquelles n'existe aucune différenciation (à part le nombre) ni individualité. C'est une approche macro-sociale, anhistorique, située dans un espace isotopique qui s'intéresse aux flux et non aux migrants. Une approche voisine est celle de Stouffer (1940) qui présente les mêmes caractéristiques mais minimise (sans le faire disparaître) le rôle de la distance au profit de celui des *opportunités*, qui exercent une attraction différenciée selon les groupes et les

²⁴ King (2012) propose une utile revue des approches de la migration, classées en six sections : 1) « push-pull theory » et l'approche néoclassique ; 2) migration et développement ; 3) modèles historiques-structurels et de l'économie politique ; 4) rôle des systèmes et réseaux ; 5) la « nouvelle économie des migrations » ; et 6) les approches transnationales.

²⁵ La push-pull theory est un modèle simple qui considère conjointement des facteurs répulsifs de la zone d'origine de la migration (pauvreté, chômage, manque de terres cultivables, pression démographique, absence de perspectives matrimoniales, statut social insatisfaisant, répression politique, etc.) et des facteurs attractifs de la zone de destination (perspectives professionnelles, meilleur accès à l'éducation et aux soins, opportunités foncières, meilleur niveau de vie, etc.). Cette théorie a fait florès jusque dans les années 60. Elle s'inscrit dans le paradigme de l'économie néoclassique, et est centrée sur la maximisation de l'utilité et le choix rationnel au niveau individuel, sur l'inégale répartition du travail et du capital, les différences de prix entre régions et la mobilité du travail au niveau macro (King 2012, 13).

²⁶ Aux chapitres 5.4 à 5.6, on propose une cartographie qui tente de restituer la richesse des types de flux en ne se limitant pas à représenter les paires origine-destinations les plus importantes.

²⁷ Pour une approche plus riche, se reporter au beau livre de Paul-André Rosental (1999) *Les sentiers invisibles. Espace, familles et migrations dans la France du 19^e siècle*.

personnes. L'espace n'est plus uniquement une matière physique, mais est discontinu et structuré socialement en une infinité de configurations spatiales qui s'adressent de manière différenciées aux groupes et aux individus selon ce qu'ils recherchent. De la sorte on peut distinguer différents espaces d'opportunités selon le type de bien recherché, mais aussi selon les catégories sociales : plus vaste pour les élites, ou bien différenciés selon le fait qu'on soit blanc ou noir, comme le montre Stouffer à la fin de son article. Plutôt que l'espace structuré physiquement de Zipf, ou celui structuré socialement de Stouffer, Torsten Hägerstrand propose, par certains aspects de son travail, un espace structuré historiquement²⁸. Prenant pour point de départ un cas isolé qui réfute les cadres théoriques posées par Zipf et Stouffer, c'est à dire l'existence d'un champ migratoire durablement déséquilibré reliant la paroisse rurale d'Asby aux deux villes voisines, il fait de cette « exception » la règle. La comparaison inter-temporelle sur la longue durée (200 ans) montre la permanence – hors de quelques périodes brève où des destinations plus lointaines s'imposent (Stockholm, États-Unis) – des axes d'échange. Hägerstrand ne nie pas la dimension économique des migrations, il ne réfute ni la théorie gravitaire ni celle des *opportunités*, mais les envisage davantage comme des facteurs accompagnant de manière régulière les phénomènes migratoires. Il s'intéresse à l'articulation entre « l'échelle macroscopique des conditions favorables et l'échelle microscopique des décisions individuelles » (Rosental 1999, 96). Le poids des déterminations économiques n'opère que s'il est relayé par « des mécanismes spatiaux qui eux-mêmes sont le produit, solidifié au cours du temps, de dynamiques interpersonnelles » (ibid.). Hägerstrand propose une formalisation possible de la notion de « chaîne migratoire », du rôle, qu'on peut tracer à posteriori, du « premier migrant », puis la diffusion de l'information par l'interconnaissance et la création de réseaux de migrants²⁹. Face à cette diffusion au niveau microsocial qui constitue un des facteurs explicatifs de la décision de migrer existent, en particulier à des niveaux macrosociaux, certaines barrières culturelle ou institutionnelles : la mobilité se déploie dans des espaces structurés historiquement, anisotropes, aux frontières plus ou moins poreuses, voire parfois presque totalement étanches (Albanie communiste). « Hägerstrand, en conciliant une pratique statistique et modélisatrice avec une conception hétérotopique de l'espace, où chaque point est défini par une histoire longue, brouille les oppositions naturalisées par l'historiographie spontanée des sciences sociales, entre lecture statistiques et cartographiques, ou idiographiques et nomothétiques par exemple » (Rosental 1997, 94).

Le modèle d'Hägerstrand résume donc les « projets » des individus à trois types de « contraintes » : 1) « *capability constraints* », budget-temps et accessibilité ; 2) « *coupling constraints* », la nécessité de coordination avec les autres individus pour provoquer les rencontres ; 3) « *authority constraints* », limitations d'accès et façons de se comporter au sein d'un certain contexte (« *domain* »). La volonté de dépasser ce réductionnisme a suscité quelques-uns des prolongements théoriques, comme la notion « projet migratoire » de Rosental (1999), qui ajoute aux autres des explications liées aux trajectoires personnelles, à des configurations familiales ou locales potentiellement répulsives, à une maturation du projet dans le temps, à laquelle peuvent correspondre différentes étapes migratoires, bref à une épaisseur biographique qui permet de dépasser la migration conçue comme un simple phénomène de diffusion. Ce registre présente en outre les avantages de la symétrie explicative entre décision de migrer et décision de rester (la sédentarité), de la prise en compte de la diversité des trajectoires, et la possible adoption de la perspective du migrant lui-même. Mais dans notre perspective géohistorique, où l'on est amené moins à s'intéresser aux trajectoires individuelles ou aux histoires familiales que, à un niveau macro, à des groupes sociaux et à leurs spatialités, ces approches recèlent un potentiel méthodologique moindre, même si leur richesse conceptuelle peut, elle, participer à remodeler la perception de phénomènes anciens et par là renouveler leur historiographie. Par exemple, l'intérêt depuis les années 1980 pour de nouvelles approches et de nouveaux objets géographiques (champs, réseaux, systèmes migratoires et leur induration en « territoires circulatoires », Tarrus 1986) doit nourrir la réflexion sur les espaces et mobilités anciennes. L'étude des migrations, comme d'autres sciences sociales (anthropologie, sociologie, histoire), a été touchée par le *spatial turn*, c'est-à-dire un regain d'intérêt pour les questions d'espace.

2.2.3 Histoire du coût de la distance

« C'est au siècle suivant que la découverte, triomphant des préjugés et de la sottise, finit par entrer dans l'industrie fluviale, puis dans l'industrie océanique des transports. Aux navires à vapeur succédèrent les locomotives et les convois sur rails. Vers 1830, les pays initiateurs, Angleterre, État-Unis, France, Belgique, Allemagne, construisaient ou possédaient leurs premières voies ferrées, et bientôt, le riverain des chemins de fer,

²⁸ C'est du moins la lecture, stimulante, qu'en donne Paul-André Rosental qui estime que « l'approche historique, microscopique et dynamique des travaux d'Hägerstrand est parfois transformée, dans la littérature secondaire, en une vision formelle, macroscopique et figée » (1999, 95).

²⁹ Voir leur induration en ce qu'on appellera plus tard « territoires circulatoires » (Tarrus, 1989).

obéissant de plus en plus facilement à la sollicitation des voyages, s'accoutumait à la vitesse ; d'année en année, la mobilité des peuples s'accroissait en des proportions imprévues. La révolution qui s'est accomplie dans les mœurs par la facilité du déplacement tient du prodige : en un pays comme l'Angleterre où l'on en comptait durant toute l'année que deux millions de voyageurs en voitures publiques, c'est maintenant plus d'un milliard d'individus que transportent les chemins de fer à longue distance, et les autres véhicules en portent bien plus d'un deuxième milliard. Pour une part d'homme constamment grandissante, la vertigineuse vitesse est devenue la nécessité de la vie ». Ce texte du grand géographe anarchiste Elisée Reclus (1905) illustre bien le rôle central du coût décroissant de la distance dans l'histoire des sociétés humaines. L'évolution des réseaux de transport entraîne celle des territoires, de leurs centralités, de leurs axes, elles soulignent ou renversent les anciennes anisotropies, peuvent inverser l'ordre des proximités et de toutes les façons affranchissent progressivement les populations des contraintes classiques que la distance imposait aux sociétés rurales. Plutôt que s'attarder plus qu'il ne faut sur cette histoire de la distance, on voudrait présenter ici la proposition heuristique déjà ancienne de Wilbur Zelinsky (1971) sur la « transition de la mobilité ». Il s'agit d'un modèle théorique qui décrit cinq étapes (inspirées de l'exemple européen) affectant de manière semblable mais décalées dans les temps – dans l'idée d'une diffusion de la « modernité » – les sociétés humaines, s'inspirant du modèle bien connu de la transition démographique et conçu en complément à celui-ci. La première étape est la *Premodern Traditional Society* : migrations et mobilité résidentielle minimales, circulation limitée aux nécessités de l'agriculture, du commerce, du mariage ou des pratiques religieuses. Dans la seconde phase, la *Early Transitional Society*, développement de mouvements massifs du rural vers l'urbain, émigration vers des destinations étrangères attractives, mise en culture de fronts pionniers (nouvelles terres agricoles) s'il en existe dans le pays, éventuellement immigration d'experts et de professionnels qualifiés, émergence de différents types de circulations internes. La troisième phase, la *Late Transitional Society*, est marquée par le ralentissement des phénomènes caractérisant la première phase de transition (urbanisation, émigration, fronts pionniers) et l'accroissement et la complexification des circulations internes (typiquement les mouvements pendulaires). La *Advanced Society* (quatrième phase) se caractérise par un haut niveau de mobilité résidentielle, une urbanisation modérée, d'importants mouvements intra- et interurbains, une stabilisation voire un recul des fronts pionniers, l'immigration significative de travailleurs faiblement qualifiés en provenance de pays moins développés, la circulation internationale importante de personnes hautement qualifiées et une augmentation conséquente de la mobilité liée par exemple aux achats, loisirs, etc. Enfin, Zelinsky propose à titre prospectif (« [...] cela met fortement à contribution l'imagination, une simple extrapolation des tendances ne suffit pas » (p. 247)) une cinquième phase, celle de la *Future Superadvanced Society*, qui verrait un certain recul des mobilités résidentielles et quotidiennes grâce à l'amélioration des systèmes de communication et de distribution, où les changements de résidence seraient presque exclusivement intra- ou interurbains, où peut-être apparaîtraient de nouvelles formes de mobilité et enfin, où « un contrôle politique strict pourrait s'exercer sur les mobilités aussi bien internes qu'internationales » (p. 231). Ce dernier point fait référence à ce que Zelinsky qualifie de « niveau de saturation » (p. 248) au-delà duquel la mobilité deviendrait contre-productive d'un point-de-vue économique, social, psychologique voire physiologique³⁰. Cette « transition mobilitaire » se diffuse à deux niveaux : celui des États (diffusion de la « fièvre des migrations » comme « un feu de prairie » avec l'Angleterre comme foyer initial) ; et à l'intérieur des États, depuis les villes, « postes avancés du processus de modernisation, [...] situées à l'interface de deux mondes, d'où les pratiques de mobilité intensive et de contrôle des décès rayonnent vers le monde rural traditionnel » (p. 243).

³⁰ Zelinsky ne mentionne pas ici directement la dimension écologique, mais par contre un peu plus loin, dans l'hypothèse qui verrait le monde entier devenir une « Superadvanced Society » homogène, il pose la question de savoir si cela est « technologiquement et écologiquement possible, ou philosophiquement souhaitable » (p. 248).

TABLE I—TWO SEQUENTIAL SPATIOTEMPORAL PROCESSES AMONG MODERNIZING POPULATIONS

THE VITAL TRANSITION	THE MOBILITY TRANSITION
<p>PHASE A—<i>The Premodern Traditional Society</i> (1) A moderately high to quite high fertility pattern that tends to fluctuate only slightly (2) Mortality at nearly the same level as fertility on the average, but fluctuating much more from year to year (3) Little, if any, long-range natural increase or decrease</p>	<p>PHASE I—<i>The Premodern Traditional Society</i> (1) Little genuine residential migration and only such limited circulation as is sanctioned by customary practice in land utilization, social visits, commerce, warfare, or religious observances</p>
<p>PHASE B—<i>The Early Transitional Society</i> (1) Slight, but significant, rise in fertility, which then remains fairly constant at a high level (2) Rapid decline in mortality (3) A relatively rapid rate of natural increase, and thus a major growth in size of population</p>	<p>PHASE II—<i>The Early Transitional Society</i> (1) Massive movement from countryside to cities, old and new (2) Significant movement of rural folk to colonization frontiers, if land suitable for pioneering is available within country (3) Major outflows of emigrants to available and attractive foreign destinations (4) Under certain circumstances, a small, but significant, immigration of skilled workers, technicians, and professionals from more advanced parts of the world (5) Significant growth in various kinds of circulation</p>
<p>PHASE C—<i>The Late Transitional Society</i> (1) A major decline in fertility, initially rather slight and slow, later quite rapid, until another slowdown occurs as fertility approaches mortality level (2) A continuing, but slackening, decline in mortality (3) A significant, but decelerating, natural increase, at rates well below those observed during Phase B</p>	<p>PHASE III—<i>The Late Transitional Society</i> (1) Slackening, but still major, movement from countryside to city (2) Lessening flow of migrants to colonization frontiers (3) Emigration on the decline or may have ceased altogether (4) Further increases in circulation, with growth in structural complexity</p>
<p>PHASE D—<i>The Advanced Society</i> (1) The decline in fertility has terminated, and a socially controlled fertility oscillates rather unpredictably at low to moderate levels (2) Mortality is stabilized at levels near or slightly below fertility with little year-to-year variability (3) There is either a slight to moderate rate of natural increase or none at all</p>	<p>PHASE IV—<i>The Advanced Society</i> (1) Residential mobility has leveled off and oscillates at a high level (2) Movement from countryside to city continues but is further reduced in absolute and relative terms (3) Vigorous movement of migrants from city to city and within individual urban agglomerations (4) If a settlement frontier has persisted, it is now stagnant or actually retreating (5) Significant net immigration of unskilled and semiskilled workers from relatively underdeveloped lands (6) There may be a significant international migration or circulation of skilled and professional persons, but direction and volume of flow depend on specific conditions (7) Vigorous accelerating circulation, particularly the economic and pleasure-oriented, but other varieties as well</p>
<p>PHASE E—<i>A Future Superadvanced Society</i> (1) No plausible predictions of fertility behavior are available, but it is likely that births will be more carefully controlled by individuals—and perhaps by new sociopolitical means (2) A stable mortality pattern slightly below present levels seems likely, unless organic diseases are controlled and lifespan is greatly extended</p>	<p>PHASE V—<i>A Future Superadvanced Society</i> (1) There may be a decline in level of residential migration and a deceleration in some forms of circulation as better communication and delivery systems are instituted (2) Nearly all residential migration may be of the interurban and intraurban variety (3) Some further immigration of relatively unskilled labor from less developed areas is possible (4) Further acceleration in some current forms of circulation and perhaps the inception of new forms (5) Strict political control of internal as well as international movements may be imposed</p>

Tableau 2.2 : Parallélisme des transitions démographique et mobilière selon Zelinsky (1971).

Ce modèle historique est à certains égards visionnaire, sur le fond (par l'anticipation de la transformation ou de la substitution de certaines formes de mobilité par les télécommunications par exemple) et surtout par son caractère intégrateur. Son approche conjointe de toutes les formes de mobilité présage les paradigmes de la mobilité apparus dans les années 2000 (King 2012, 15) et pour les démographes, il permet d'intégrer la mobilité dans la théorie de la transition démographique, permettant de dépasser la fragmentation traditionnelle en articulant la migration aux autres mécanismes reproductifs, fécondité et mortalité (Piché 2013, 24). En ce sens, et au aussi parce qu'il propose un horizon hypothétique (celui d'une « homogénéisation » mondiale au sein d'une *Advanced* ou *Superadvanced Society*) il est à rapprocher du modèle géohistorique présenté précédemment. Comme lui, sa vocation est avant tout heuristique³¹ et la principale critique formulée à son encontre (outre qu'il peut être contredit par les faits, ce qui est propre à tout modèle) est sa position assumée dans un paradigme jugé aujourd'hui daté, celui de la modernisation, comme l'indique clairement la formulation qu'en donne Zelinsky : « Il y a des configurations définies et régulières dans l'augmentation de la mobilité personnelle à travers l'espace-temps dans l'histoire récente, et ces régularités sont une composante essentielle du processus de modernisation » (Zelinsky 1971, 221). A condition de considérer ce modèle pour ce qu'il est – une tentative de formaliser de manière très générale l'évolution de régularités empiriques au sein d'un canevas diachronique –, et non pour ce qu'il n'est pas – un modèle explicatif de l'évolution sociale à mettre en concurrence avec d'autres, comme la théorie de la dépendance³² –, il conserve selon nous sa pertinence. Comme le modèle de Durand, Lévy et Retaillé (1992, 2008) il met en scène l'évolution conjointe des trois techniques de gestion de la distance : la coprésence (au travers de l'urbanisation dans les phases 2 et 3), la mobilité et la télécommunication ; comme celui-ci c'est « un système de systèmes » qui envisage des états différents, avec la diffusion progressive des états « avancés » vers les autres ; mais à sa différence, il n'intègre pas explicitement les « reculades »³³ à cette évolution, exception faite du possible rôle régulateur de l'État en cas de « saturation » du système.

La variable qui explique le plus immédiatement la convergence dans ces modèles d'évolutions locales et régionales marquées par des *histoires* distinctes est le coût de la distance (sur un plan purement technique). Son abaissement agit à la fois puissamment sur les relations inter-sociétales et sur l'organisation intra-sociétale. L'horizon de tels modèles géohistoriques nous paraît être une forme de perfection des interactions humaines au travers de l'usage conjoint optimisé des trois techniques de gestion de la distance (coprésence, mobilité, télécommunication). La disparition des distances inter-sociétales y est programmée, avec elle celle des « migrants »³⁴ comme figures de l'altérité radicale, et plus généralement, ces modèles présagent, hors de la dynamique que seule pourra peut-être encore y insuffler l'évolution de la technique, de la « fin de la géographie »³⁵. Ces approches théoriques fortement nomothétiques ont avant tout valeur heuristique. Elles donnent un cadre à l'intérieur duquel il est possible de sélectionner, de hiérarchiser et d'interpréter des observations disparates. Et en ce sens, la richesse réside, comme toujours, dans les observations qui, dans un premier temps, constituent des « écarts au modèle »...

2.3 Dynamiques du peuplement comme marqueurs géohistoriques

Le paradoxe de cette thèse est qu'elle repose sur un corpus de données empiriques tout à la fois originales – au sens où personne n'en a fait usage auparavant pour ce pays (l'Albanie) à cette échelle (les villes et villages) sur cette période (le 20^e siècle) – mais par ailleurs parfaitement banales : des totaux de population où l'on distingue simplement les hommes des femmes. Il ne s'agit nullement ici de renverser la perspective : ces données sont à l'origine du projet, elles sont à considérer à la manière d'un « patrimoine » qu'on cherche à valoriser. Le traitement traditionnel de ce type de données démographiques par la géographie se fait dans le cadre de la

³¹ Même s'il a parfois repris, adapté est testé à l'aune de situations concrètes, par exemple par Skeldon (1977) pour le Pérou, ou Lerch (2016) pour l'Albanie. Il a également été repris et prolongé d'un point-de-vue théorique, par exemple par Mertens (1995), cité par Piché (2013).

³² Ce que suggère King (2012, 14) en relatant même la distance prise postérieurement par Zelinsky par rapport à son propre modèle, et une sorte de conversion à un modèle alternatif, la théorie de la dépendance, qui met l'accent sur le poids des décisions prise dans les pays riches, par les gouvernement ou les entreprises multinationales, pour expliquer les migrations. A notre sens, les deux ne s'opposent aucunement. Au contraire, le déploiement de la mobilité perpétue et déplace à d'autres échelles les centres et les périphéries, les « dominants » et les « dépendants ».

³³ Wilbur Zelinsky en est évidemment parfaitement conscient. La critique de l'orientation évolutionniste (dans une perspective postcoloniale) de la théorie de Zelinsky (voir Pinche 2013) n'atteint pas sa cible : l'évolutionnisme est ici technique.

³⁴ Du moins (dans un premier temps) des migrants terrestres : les extra-terrestres ont depuis longtemps vocation à incarner cette altérité radicale dans les sociétés avancées.

³⁵ En allusion ou non à la « fin de l'histoire » de Fukuyama, l'expression est parfois utilisée par des géographes dans des acceptions proches, comme Etienne Piguet, professeur spécialiste des migrations à l'université de Neuchâtel, qui a ainsi intitulé sa leçon inaugurale. La « fin de la géographie », c'est la fin de la différence, de l'altérité, de l'anisotropie, des frontières, etc. L'actualité présente surtout des écarts à ces deux modèles...

« géographie de la population », de la « démographie spatiale », etc., à savoir des approches fortement liées à la démographie, et qui s'en distinguent essentiellement par le recours à la cartographie, et par une sensibilité plus forte à la distribution spatiale et à l'évolution des phénomènes à différentes échelles. On aimerait ici, tout en recourant à des méthodes pour l'essentiel tirées de la géographie de la population, situer notre propos davantage dans le cadre de la géohistoire, c'est-à-dire déplacer le point nodal de l'explication du biologique, du politique ou de l'économique (qui sont très présents dans les différentes approches démographiques) vers le spatial, à travers ce que les recensements sont en mesure de nous dire des mobilités passées ou ce que les discontinuités des distributions dans l'espace (densités) et dans le temps peuvent dire de l'évolution des systèmes spatiaux et des ruptures successives³⁶.

Les données démographiques localisées brutes ne recèlent un pouvoir explicatif – ou du moins un appui à l'explication – que mises en relation à des espaces ou des territoires pertinents. Le recours à des agrégats existants exige donc d'en faire l'histoire (cf. chapitre 4.5 sur les découpages institutionnels), et celui-ci doit être complété par la création de niveaux géographiques analytiques permettant de confirmer ou d'infirmer des systèmes d'hypothèses constitués en amont (ou en parallèle) du traitement des données (cf. chapitres 4.1 à 4.4 sur les niveaux géographiques). Ainsi une évolution différentielle observée entre certaines « catégories d'espaces » ne constitue-t-elle jamais une explication, mais plutôt la possible confirmation empirique partielle de l'hypothèse explicative qui a présidé au découpage de l'espace dans une certaine durée (une typologie qui « fonctionne » par exemple). Cette activité de découpage de l'espace est donc centrale, de même que l'est celle du temps, la périodisation. On reviendra plus tard sur ces questions lorsqu'il s'agira de produire les différentes régionalisations, typologies ou périodisations. On veut plutôt maintenant illustrer les potentiels et limites de ce qui constitue une des deux approches principale de la partie empirique de la thèse, à savoir la discussion autour d'une série de cartes et de chiffres décrivant simplement l'évolution de la population dans les périodes intercensitaires successives à différents niveaux géographiques sur la longue durée. Des exemples de ce type d'approche sont finalement assez rares³⁷, il s'agit en général de séries de cartes publiées dans des atlas par exemple, accompagnées de descriptifs plutôt brefs³⁸. La France dispose à cet égard d'un patrimoine statistique exceptionnel, puisque la profondeur historique – 33 recensements et dénombremens de la population entre 1791 et 1999 – et la finesse du maillage – environ 36'000 communes – en font une combinaison unique au monde (Moriconi-Ebrard 2008, 249). Nous nous intéressons donc ici à l'analyse qui en a été proposée par François Moriconi-Ebrard en 2008, au titre qu'elle est un exemple intéressant du type de traitement possible de telles données. Et cela donnera aussi prétexte à situer le contexte intellectuel de la production de telles analyses.

2.3.1 *L'exemple de la France (Moriconi-Ebrard)*

En termes de méthodologie, le traitement de l'information statistique proposé est d'une grande simplicité. Il consiste essentiellement à calculer les « maxima » et « minima » de population (date à laquelle une commune compte respectivement le plus ou le moins d'habitants) et leur concentration selon les périodes ; la population moyenne des communes au sein d'un niveau supérieur (canton, département) ; et la comparaison de celle-ci avec la médiane de la même distribution, ce qui permet de dégager au sein de l'ensemble considéré une « dilatation » (croissance répartie entre toute les unités) ou au contraire une « compression » (croissance inégale, au profit d'agglomérations urbaines). Enfin des bilans et terme de gain, de perte, absolus ou relatifs. Ces traitements permettent de dégager, sur la base d'un échantillon constitué d'un peu moins de la moitié des communes françaises, une périodisation que l'auteur valide et nuance ensuite en l'appliquant aux régions précitées. Suite à l'observation d'un maximum de population majoritaire au niveau communal dans les années 1846-1851, Moriconi-Ebrard fait de ce moment la charnière entre une période croissance des campagnes françaises et celle du début de leur déclin. A contrario, la date de l'étiage et l'amorce d'une « dilatation » lui fait situer la fin de cette longue période de déprise rurale autour de 1975. Cette périodisation s'oppose à celle, classique, prêtée aux historiens : ceux-ci considèrent en général que la population des campagnes françaises culmine « à la fin du XIX^e siècle », et expliquent communément le début de l'« exode rural » par la « deuxième révolution industrielle » (p. 271). Pour Moriconi-Ebrard, cette différence de 40 ans est essentielle dans le sens où elle déplace le lieu de l'explication : le discours classique fait prévaloir l'économie, le sien place le point de rupture au « Printemps de

³⁶ Concrètement, on pourrait dire que dans les données à disposition nous intéressent d'abord les mouvements et les soldes migratoires, et subsidiairement les autres données démographiques, solde naturel etc.

³⁷ François Moriconi-Ebrard relève d'emblée dans l'article que nous abordons ici que « les Français montrent paradoxalement un certain désintérêt pour cette mine d'information (...) » (2008, 258).

³⁸ Voir par exemple l'*Atlas des mutations spatiales de la Suisse* (Schuler et al. 2007) qui propose aux pages 17 à 36 une belle série de cartes illustrant la dynamique démographique européenne entre 1940 et 2000, puis aux pages 77 à 93, les évolutions en Suisse, au niveau des communes, entre 1850 et 2000.

Peuples » et s'appuie donc sur une explication de nature sociale et politique. Plus loin (p. 296), l'analyse des trajectoires des communes de la région de La Rochelle selon leur taille et leur fonction lui permet d'amener l'élément explicatif central qui fait l'objet des principaux développements : les gains enregistrés par les communes sont proportionnels à leur hauteur dans la hiérarchie de l'encadrement du territoire. A contrario, les bourgades d'une certaine taille en 1851 mais dépourvues de fonction territoriale évoluent à la manière des villages et se dépeuplent progressivement. Et donc « la période de basculement observable vers 1850 n'est liée à aucun facteur démographique tel que la natalité [...] ou la mortalité. Ce phénomène dépasse également tous les facteurs anthropologiques [...]. Il transcende de même la diversité des milieux naturels [...], mais aussi bien les rentes de situation liées à une position supposée « privilégiée » [...]. Dans ce processus, seule émerge la responsabilité des fonctions attribuées par l'État [...]. » Ce qui dessine la spécificité des dynamiques spatiales de la France en regard de celles d'États voisins. Le basculement correspond à la prise en main du territoire par l'État moderne et à la structuration verticale des hiérarchies institutionnelles. Celle-ci détermine les parcours scolaires, les carrières dans l'administration ou la politique. La structure – l'étagement hiérarchique des institutions – demeure intangible, la mobilité géographique est le prix de la promotion sociale de l'individu. La comparaison avec l'Allemagne montre des différences essentielles : la structure fédérale et le statut inégalitaire (au contraire des communes françaises) mais perméables des localités (les communes peuvent devenir des villes (Städte), voire des Kreisstädte, aux prérogatives étendues) autorise de spectaculaires promotions hiérarchiques pour certaines villes, souvent dans le sillage de succès individuels (industriels par exemple). Cette structure inégalitaire produisant paradoxalement de la solidarité et de l'égalité ferait écho aux structures familiales. Reprenant une théorie d'Emmanuel Todd qui dit que « à l'échelon d'un État, les structures familiales dominantes déterminent les principes d'organisation politiques dominants » (p. 301), Moriconi-Ebrard l'applique aux modèles d'organisation du territoire. Un modèle français de « famille nucléaire individualiste et égalitaire » s'opposerait à l'« autoritarisme communautaire » qui domine dans la structure familiale allemande. Ainsi le « communautarisme » allemand expliquerait-il la forte solidarité aux niveaux de l'organisation intermédiaire et supérieure des territoires (p. 302). Au contraire en France, « la promotion de l'individu se joue [...] dans un cadre égalitaire : elle ne doit surtout pas entraîner la promotion du groupe. Ce faisant, elle s'est traduite, en pratique, par le creusement des inégalités territoriales » (p. 303). Enfin, spécificité distinguant la France de voisins européens (Espagne, Italie, Irlande, Ecosse, Portugal), la lenteur et l'étalement dans le temps du déclin, son « uniformité spatiale et historique » (p. 304).

A l'autre bout de cette longue période et de manière symétrique à la « crise autoritariste » qui l'avait initiée se déploie la « crise de l'autorité » qui y met un terme. Moriconi-Ebrard situe en 1975 la période charnière qui, si elle voit un ralentissement du rythme d'accroissement de la population qui avait marqué les trois décades précédentes (fin du baby-boom), voit aussi et surtout un accroissement remarquable du nombre de communes qui « sortent du grand sommeil » (p. 274). Ce contexte exclut l'explication démographique. Cette « spectaculaire inversion des dynamiques du peuplement » est le fruit d'une observation empirique des mouvements, mais s'accompagne selon l'auteur d'observations « structurales » : la période 1968-1982 peut être considérée comme celle de l'épuisement de l'autorité de l'État que marquent la crise de mai 1968 et les lois sur la décentralisation (1982). L'arrimage de la démonstration empirique sur ces observations structurales garantit largement la validité de l'hypothèse du caractère profond et historique de la mutation à l'œuvre. Spatialement, cette seconde mutation se traduit par une dilatation, à savoir un déclin des agglomérations densifiées durant la période précédente, au profit de « couronnes péri-urbaines de plus en plus étendues, puis d'axes interurbains et finalement [...] de certains types de localités qui étaient qualifiées il y a peu de « rural profond », mais qui sont précisément des lieux privilégiés du redéploiement de la nouvelle société occidentale » (p. 280). La véritable révolution à des mentalités serait celle du rapport non à la ville mais à la campagne, puisque les phénomènes vraiment saillants sont la perte durant 130 ans de la population des villages et son retournement spectaculaire en 1975. Cette vision est naturellement très étroitement dépendante de ce qu'on qualifie d'« urbain ». En particulier, le péri-urbain l'est-il ? Ou non ? A cette question, même s'il concède que toutes les interprétations sont possibles, Moriconi-Ebrard répond par la négative : « le fait même qu'on puisse considérer qu'un espace urbain puisse se constituer dans un mouvement centrifuge reste absurde » (p. 331), et c'est donc l'idée d'une « désurbanisation » qui l'emporte. Ainsi la croissance urbaine n'est-elle qu'apparente, liée à l'extension spatiale des agglomérations qui voient « de nouvelles communes passer à chaque recensement dans la catégorie urbaine, prélevant d'autant de populations à la catégorie rurale » (p. 299).

La description de ces trois périodes et deux renversements se révèle opérante, si l'on considère que le « schéma général [...] n'exclut nullement la diversité des réponses locales face à l'évolution de la population ». « De la même manière qu'une vague modère différemment un estran selon la nature et la taille des cailloux et des grains de sable, la vague invisible de la centralisation a engendré des formes différentes de peuplement selon les multiples configurations locales qu'elle rencontrait sur son passage, s'accrochant ici à des môles urbains, usant là imperceptiblement de gros bourgs chefs-lieux de cantons, déblayant ailleurs le sable des populations communes

rurales pour l'accumuler ailleurs. Ces configurations locales préexistaient à la mise en place de l'État moderne, et le long mouvement que nous observons les a tantôt accentuées, tantôt arasées, selon la place que chaque localité tenait dans l'échiquier du territoire national, régional ou local » (p. 315).

La région parisienne est traitée comme un cas particulier. L'essentiel de la croissance phénoménale de la population de l'agglomération procède de l'étalement continu du front des constructions. La première réforme des limites de Paris prend effet en 1859, mais les communes agrégées à la capitale à cette époque avaient déjà débuté leur croissance trente ans plus tôt, avant donc les événements de 1848-1851. Dans sa conclusion, Moriconi-Ebrard relève que c'est cette croissance « catastrophique » qui conduit les Français à élire le pouvoir fort que l'on sait. Le démarrage de Paris est donc contemporain de celui des villes de Province, mais le mécanisme propre à la capitale prend appui sur « des processus liés à des faits naturels, tels que la distance au centre de Paris, la densité, etc. » (p. 323) soit « un modèle de diffusion quasi purement mécanique de la géographie quantitative » (p. 333). La double pression attraction (vers le centre) – re-déversement (vers les banlieues et le péri-urbain) est à peine contrôlable par les pouvoirs publics et peut être au mieux « temporairement contrôlée par la création d'espaces protégés, de routes, de transports en communs » (p. 323). La période de « décollage » est essentiellement ce qui distingue les communes de l'agglomération entre elles, et celle-ci dépend largement de leur distance au centre. Pour le reste, l'agglomération se développe sur un substrat homogène, la taille actuelle des communes dépendant de leur extension spatiale, de leur mode d'occupation du sol (ce qui renvoie à l'époque à laquelle elles ont été urbanisées) et partiellement aussi à leur distance à Paris. Il s'agit d'une extension spatiale et non d'un éclatement, puisque le phénomène ne laisse quasiment aucune enclave. Quant à la dédensification, elle s'organise aussi du centre vers la périphérie, touchant au premier chef Paris, qui alors qu'elle s'était remarquablement maintenue jusque-là, s'effondre brutalement à partir de 1962. Ce dépeuplement ne concerne pas que Paris, mais 205 communes sur 458³⁹ dans l'agglomération parisienne. Cependant globalement l'agglomération, à extension constante (banlieues de 1962), continue de croître. Enfin le microphénomène du retour au centre est relevé, et associé à la crise de l'immobilier des années 90 et à la libération de terrains lors du « dernier acte de la désindustrialisation » (p. 325). De manière générale, le cas parisien est présenté comme à part, peu concerné somme toute par l'ère « radicalement nouvelle » des dynamiques du peuplement affectant la Province. La conclusion s'achève sur le constat que l'État n'est plus le maître de la dynamique du peuplement, que les stratégies résidentielles ne sont plus liées à la proximité du marché de l'emploi, ni à la rente agricole.

L'approche proposée par Moriconi-Ebrard est essentiellement empirique, dans un registre évoquant l'analyse spatiale ou l'histoire sérielle. Quant aux arguments essentiels mobilisés dans un registre plus explicatif, il réfèrent plutôt à l'histoire du droit, voire, selon l'auteur, à l'anthropologie, et sont faiblement théorisés.

2.3.2 Référentiel épistémologique

Le référentiel épistémologique principal est celui de l'*analyse spatiale*, qui place un espace conçu comme relatif au centre de son projet explicatif. Thérèse Saint-Julien décrit dans le Dictionnaire de la géographie (Lévy et Lussault, 2013) l'analyse spatiale comme une approche qui fait l'hypothèse que « [...] dans la formation des répartitions spatiales, et plus largement dans la constitution des systèmes géographiques, des règles interviennent pour expliquer ce qui relève de choix sociaux indépendants de la variété des milieux physiques. Ces règles sont intégrées dans des modèles qui rendent compte du fonctionnement et de l'évolution des systèmes spatiaux ». Et de citer parmi les objectifs de l'analyse spatiale la volonté de « mettre en évidence des formes d'organisation spatiales mises en œuvre par les sociétés, [...], de caractériser les processus de spatialisation qui sont à l'origine de ses structures [...], de cerner les *dynamiques des systèmes spatiaux* par l'approche spatiotemporelle en se préoccupant plus spécifiquement, moins de définir la nature des changements généraux, que d'identifier la manière dont les lieux s'approprient ces derniers et de reconnaître les processus qui sous-tendent ces dynamiques spatiales de différenciation » (p. 82). Ce qui caractérise assez bien l'approche de Moriconi-Ebrard, même si celle-ci est largement en retrait par rapport au potentiel des méthodes de l'analyse spatiale, ne serait-ce qu'en raison de la faible profondeur thématique souvent propre à la constitution de séries longues.

³⁹ Définition de l'agglomération selon GéoPolis, base de donnée constituée par FME pour comparer entre-elles les agglomérations du monde. Selon l'Insee, 396 communes en 1999, 412 en 2011.

Le caractère exceptionnel pour la discipline de la profondeur historique des données de peuplement françaises évoque aussi les approches de type histoire quantitative ou sérielle. Cette discipline, promue en France par l'École des Annales dans le sillage des travaux d'Ernest Labrousse, s'intéresse essentiellement à l'histoire économique et se caractérise par un large recours à des données chiffrées et des méthodes statistiques. Aujourd'hui souvent considérée comme objectiviste, par exemple en raison d'un recours insuffisamment critique à des catégories statistiques préconstruites suspectes d'anachronisme, elle fait place à une histoire sociale plus pragmatique. Il faut mentionner à ce titre Bernard Lepetit, à la fois pour son rôle dans ce « tournant critique », mais également parce qu'en tant qu'historien des villes et de l'espace urbain, il se situe dans le champ du travail de Moriconi-Ebrard et est cité par lui pour son analyse de la période qui précède (1740-1840). Ses compétences et ses centres d'intérêt ont permis à cet historien d'établir un dialogue fécond à la fois avec les géographes et les sociologues. Aux premiers il emprunte les outils de la modélisation géographique⁴⁰, aux seconds en particulier les notions venues de l'économie des conventions (Luc Boltanski, Laurent Thévenot) qui permettent de renouveler la compréhension des analyses fondées sur des statistiques, et de dépasser la critique du caractère non-transposable des définitions propres à une époque en interrogeant les conditions même de la création des catégories. Ce type d'argument s'est cristallisé par exemple en 1992 dans une controverse sur la constitution de « séries longues », en l'occurrence celles proposées par Marchand et Thélot dans leur livre *Deux siècles de travail en France* (1991) et dont la revue *Genèse* s'était faite l'écho. Dans les grandes lignes et entre autres acteurs, Alain Desrosières conteste la pertinence de comparer un taux d'activité à deux siècles d'écart, parce que la « nature de son identification, et donc de sa délimitation et de sa mesure éventuelle, n'est plus du tout la même » (Desrosières 1992, 97), en particulier en raison de l'apparition massive du travail salarié. Une forme d'incommensurabilité donc. Lepetit lui, bien que, comme dit plus haut, sensible aux approches critiques, prend en la circonstance le parti des historiens et plaide au contraire pour la constitution de séries longues, et en particulier pour « l'interprétation des choses » (modalités de la mesure de l'emploi) et non seulement « l'interprétation des interprétations » (représentations anciennes des catégories actives). Et de revendiquer l'anachronisme comme inhérent au métier d'historien : « l'analyse historique joue d'une distance herméneutique et se fonde sur le système de tension qu'elle organise entre les représentations d'hier et celles d'aujourd'hui » (Lepetit, 1992, 103). Bien que critique sur « l'historicité variable que les auteurs accordent implicitement [...] aux catégories », il rappelle un fait essentiel, à savoir que ce type de démarche prend son sens par rapport à sa finalité, et qu'en l'occurrence, elle atteint sa cible : montrer que sur le temps long, la « rupture » de 1974 (consécutive à la première crise pétrolière) n'en n'est pas une. A cette aune, Le travail de Moriconi-Ebrard trouve tout son sens, par la périodisation qu'il propose ainsi que la capacité de produire un discours sur la portée historique de certains phénomènes.

La spécificité des données de peuplement réside à la fois – on l'a dit – dans leur robustesse et dans la pauvreté de leur contenu. Si on considère qu'est fermement établi dans le temps le périmètre du comptage de la population (c'est le cas des limites communales en France), seule serait susceptible de varier la définition de l'association entre une personne et ce périmètre. La définition du domicile peut varier (*de facto*, *de jure*, en fonction d'une certaine durée – ou de la prévision d'une certaine durée – de présence, etc.). La question n'est pas discutée par Moriconi-Ebrard, en raison de la stabilité de la définition française peut-on penser. On pourrait entrer dans une discussion sur le sens et l'historicité de l'affectation univoque d'une personne à un domicile, en particulier dans des sociétés où la mobilité est omniprésente et multiple, mais néanmoins, il n'est sans doute pas exagéré d'affirmer que le décompte de personnes sur leur principal lieu de vie est une mesure relativement indépendante des conditions sociales et historiques et se prêtant à la mise en séries, fussent-elles longues. Le pendant est la pauvreté en termes de contenu. Que peut-on dire au bout du compte d'un nombre d'habitants sur un espace et de son évolution ? Outre des approches du type de l'analyse spatiale, l'intérêt peut apparaître dès lors qu'on se met en capacité a) de caractériser et nommer les espaces (chez Moriconi-Ebrard par exemple : urbain-rural, ou ville-hinterland, types de chefs-lieux, etc., mais naturellement, ce sont ces définitions même qui peuvent dès lors faire l'objet d'appréciations en terme d'historicité, voire de « procès en anachronisme ») et b) de faire la part entre le solde naturel d'une population et son solde migratoire, le second dégagé du premier permettant d'apprécier l'évolution de l'attractivité des espaces dans le temps. Cette seconde capacité, développée par exemple dans le sillage des démographes et de Pierre Georges par les « géographes de la population », est décrite par Moriconi-Ebrard comme accessoire dans le cas français, et en tant que telle, pas abordée. Quant à la discussion sur l'historicité des définitions territoriales, elle est relativement peu présente dans le texte et relève avant tout de la définition de l'urbain (pp. 282, 299 et 331). Ce qui s'explique naturellement par l'hypothèse centrale même : la permanence et l'influence prépondérante des fonctions d'encadrement territorial pour la période considérée.

⁴⁰ Grataloup (2015), p. 10. Voir en particulier Lepetit (1988), *Les villes dans la France moderne (1740-1840)*.

La question du répertoire explicatif est particulièrement ardue dans une approche embrassant si largement le temps et l'espace et centrée sur des données aussi basiques. L'historien François Furet (1971), cité par Lepetit (1989, 193), pose le problème en ces termes : « [...] la quantification permet d'arriver à des résultats certains, à une bonne description du phénomène localisé qui a été choisi comme objet d'étude. Mais l'interprétation des résultats ne présente pas le même degré de certitude que les résultats eux-mêmes ». De là, complète Lepetit, le fait « que les conclusions se ramènent à la transcription littéraire de la description chiffrée, ou que la description et son analyse ne communiquent pas ». C'est ce que Desrosières appelle des « zones de contact entre énoncés de registres différents » (Desrosières 2015, 158). Comment passer de données robustes et de leur description au registre de l'interprétation voire de l'explication ? Dans le cas de Moriconi-Ebrard, l'explication – « mise en relation d'un phénomène constaté et d'un énoncé qui en rend compte en se référant à d'autres réalités, concrètes ou abstraites, traitées comme conditions nécessaires et suffisantes à la manifestation du phénomène » (Lévy 2013, 158) – repose essentiellement sur les deux moments de la « crise autoritariste » (p. 269) et de la « crise de l'autorité » (p. 273) qui bornent la période originale qu'il décrit. Cette explication, nécessaire, est-elle suffisante ? Pour la fin de la période en particulier (1975) : quel est le rôle de la mobilité ? Le « redéploiement de la nouvelle société occidentale » dans le « rural profond » (p. 280) inclut-il l'emploi ? Quel lien entre crise de l'autorité et le développement des banlieues pavillonnaires ? etc.

La fécondité de cette tension entre une empirie assez brute et son appareil explicatif repose sur la richesse de ce dernier. Dans le cas de la description de la répartition et du mouvement de la population, les niveaux de l'explication sont médiatisés par un ensemble de partitions spatiales (ou spatiotemporelles) – ou zonages – correspondant aux différents registres explicatifs. L'exercice tel que pratiqué par Moriconi-Ebrard se caractérise par une certaine économie de tels registres, qui tient pour partie à la particularité française : « la lenteur et la régularité est la véritable spécificité du peuplement de la France » (p. 336). Il peut en aller tout autrement dans des contextes nationaux à l'histoire plus mouvementée, à l'urbanisation plus séquencée, aux définitions territoriales-administratives changeantes, aux mouvements de population massifs et brutaux, etc. Dans de tels cas, il paraît nécessaire d'élaborer un appareil explicatif susceptible de prendre en compte une variété de mouvements dans leur profondeur spatiale et sociale, voire psychologique, économique ou politique. Puis d'envisager leur part respective aux différents moments, leurs interactions, et de penser également un dispositif expérimental – fût-il rudimentaire – qui permettrait de confronter ces motifs à l'empirie : l'évolution générale de la population.

2.3.3 *Une succession de systèmes spatiaux*

Dans un premier temps en tous cas, pour structurer la description des évolutions intercensitaires de la population, on les aborde dans un cadre conceptuel qu'on peut caractériser comme la succession d'une série de systèmes spatiaux plus ou moins stables, et séparés par des phases de transition. Les structures spatiales qui participent au système s'inscrivent dans des temporalités variables, il s'agit donc d'en repérer les périodes, les durées, d'y déceler les discontinuités, voire les cycles. La durée est une condition nécessaire de la structure spatiale : « Toute localisation dotée d'une certaine permanence correspond au fonctionnement d'un système doté de propriétés homéostatiques [...]. Il est en général possible de montrer qu'une localisation est le résultat de processus diachroniques, d'une série de faits d'héritage. L'ensemble des mécanismes produisant des localisation aboutit à une différenciation spatiale » (Durand-Dastès, 1984a). La paire processus diachronique / propriétés homéostatiques de Durand-Dastès est à rapprocher de la dialectique changement / reproduction de Grataloup (2015), voire du couple circulation / iconographie de Gottmann (1958). L'espace géographique fonctionne selon une pluralité de temps, chacune des structures spatiales qui le composent se distinguant par sa propre périodisation, ses rythmes, et s'articulant par séquences avec d'autres pour produire des systèmes spatiaux aux configurations changeantes. Ces structures spatiales (conçues ici comme parties d'un système) ont une durée, on peut repérer leur émergence, l'intensité variable de leur activité, leur dissolution ou au contraire leur permanence par delà des systèmes spatiaux successifs. L'outillage conceptuel de la systémique (notions d'organisation, d'interaction, de rétroaction, d'autonomie, de régulation, d'adaptation, de différenciation, etc.) aide à appréhender les systèmes spatiaux, en insistant sur les rétroactions ainsi que sur les phénomènes de discontinuités par l'identification des « bifurcations » (Elissalde 2000, 232). L'idée n'est pas ici de mettre en avant une véritable approche systémique, mais d'exploiter le patrimoine de démarches et le lexique des notions transposables permettant de souligner les interactions et de dépasser une approche trop exclusivement stratifiée à laquelle on pourrait être amené en décrivant successivement – en sommant – différents espaces-temps, chacun pertinent certes, mais réduisant ainsi le tout à la somme des parties. Pour ce qui concerne l'appréhension du rôle des temporalités, l'épistémologie systémique, en dépassant la relation cause-effet, figure canonique de la science

classique (Thibault 2013, 974), récuse par là même la « flèche du temps » en mettant le « bouclage récursif » au cœur de l'intelligibilité de tout objet, qui est nécessairement en relation de causalité circulaire avec son environnement (Morin et Lemoigne, 1999), surtout en géographie où on a toujours affaire à des systèmes ouverts. Dans sa liste des processus diachroniques affectant les localisations et leur hiérarchie (en d'autres termes la différenciation de l'espace) dans une perspective systémique, Durand-Dastès (1984b) cite 1) les processus de **diffusion** par les lesquels une innovation apparue dans un lieu atteint d'autres lieux ; 2) **l'inertie**, processus qui fait qu'une activité se maintient dans un lieu après que les causes initiales de sa présence ont disparu ; 3) **l'héritage**, processus de localisation dans lequel les traces concrètes laissées par le passé sont une des causes qui interviennent dans le présent ; et 4) la **croissance cumulative**, processus par lequel un centre d'activité croît par l'effet de sa masse initiale, souvent dans une logique de rétroaction positive, et maintient ainsi son avantage. Une formalisation complémentaire est proposée par Elissalde (2000), qui envisage le « changement spatial » d'une part en termes de ruptures et de bifurcations, mais intègre aussi l'idée « d'un mouvement permanent, animé par des processus, eux-mêmes constitués d'enchaînements qui ne sont pas tous linéaires, mais également spirales » (p. 235). Les diverses manifestations temporelles (durées, rythmes, successions, répétitions) constituent un temps social qui, comme l'espace social, est en mouvement permanent. On peut cependant y distinguer une alternance de « systèmes spatiaux » et de périodes de « transition territoriale », qui diffèrent intrinsèquement par la présence ou l'absence de mécanismes d'auto-organisation. Il propose aussi la notion « d'événement spatial » pour renverser l'idée que ce sont les « événements historiques » (au sens par exemple de la chute du Mur) qui provoquent les changements structurels, mais que ce sont plutôt des « discordances observées entre les structures spatiales qui font entrer le territoire considéré dans une transition systémique » (ibid., 234)⁴¹.

Au moment de considérer un ensemble territorial (pays, région) comme un système complexe d'éléments en interaction, il faut tout à la fois repérer les changements dans les temporalités diverses des parties et dans celles du tout, dans l'idée de la « multirythmie » braudélienne, et pour ce faire multiplier les approches par différents zonages qui coexistent mais correspondent à des périodicités différentes⁴². Ces emboîtements changeants de zonages multiples constituent finalement la clé de voûte du dispositif qui permet l'interprétation des dynamiques démographiques variables dans l'espace et dans le temps. Une batterie de tels zonages est proposée pour l'Albanie (chapitre 4), auxquels sera rapportée systématiquement la population pour étayer le récit géohistorique du chapitre 5. Il s'agit de déterminer l'ensemble des échelles auxquelles coïncident le temps et l'espace – auxquelles ils « résonnent à l'unisson » (Bourdelaïs et Lepetit, 1986) – qu'on pourrait décrire le long d'un gradient qui irait de la structure (le temps longs, la permanence) à la conjoncture (l'événement, qui lui aussi à son échelle spatiale). Pour l'Albanie, on a considéré des partitions liées au milieu – montagne, colline, plaine – et qui ont, selon les périodes, une forte dimension sociale, économique, politique et symbolique ; des partitions de nature plutôt sociales et culturelles – villages, « confédération de villages », micro-régions et régions – aux différentes échelles ; des typologies de l'urbain et des régions fonctionnelles dans un sens plus économique. Le chapitre cinq propose donc une périodisation qui, bien que calée par nécessité sur les années des recensements, s'efforce de dégager des systèmes spatiaux dont on verra qu'ils se distinguent le plus souvent assez clairement les uns des autres. L'intérêt principal qu'on porte aux données se situant dans l'estimation et la caractérisation de la migration interne comme principal descripteur des systèmes spatiaux et de leurs transitions, on propose encore dans cette partie théorique une rapide revue de la littérature pour ce qui concerne spécifiquement les mobilités dans le contexte albanais.

⁴¹ Cette proposition met en scène une opposition interprétative classique entre des énoncés appartenant à des registres différents : la géohistoire d'un côté, l'histoire (politique) de l'autre. Pour une approche qui intègre les deux dimensions et tente de repérer les lieux où celles-ci se recoupent (par exemple les débats politiques autour de l'aménagement du territoire) ou s'opposent, voir par exemple l'article de Géraldine Trajent-Tran (2005) sur la géohistoire du choix de localisation de la capitale italienne. Elle plaide pour une investigation géohistorique systématique du thème des capitales, « fondée sur le va-et-vient du général et du particulier, qui favoriserait la compréhension des interactions entre géographie et politique ». Comme le commente Jacob-Rousseau (2009), « les résultats soulignent en filigrane la difficulté et même le caractère chanceux d'une géohistoire pratiquée à petite échelle spatio-temporelle et qui ferait fi de la dynamique propre à un système d'acteurs politiques ». Si la complémentarité des approches paraît à l'évidence nécessaire dans le cas de la discussion autour du choix d'une capitale, on pourrait étendre cette observation en relevant que les jeux d'acteurs devraient faire partie de l'étude de toute localisation déterminante aux échelles d'espace et de temps considérées pour l'étude. Sans perdre de vue que sa vocation plutôt nomothétique et ses échelles de prédilection détournent la géohistoire de l'analyse approfondie du jeu politique.

⁴² Ce qui correspond à l'approche du « second » Braudel (Bourdelaïs et Lepetit 1986, 25). Le « premier » Braudel, celui de *La Méditerranée* (1949), se servait de l'espace pour réintroduire en histoire une échelle temporelle alors négligée, celle du « temps long ». Le second Braudel, celui du *Capitalisme* (1979), propose une analyse de l'organisation économique de la France préindustrielle qui repose sur un double système : « des emboîtements, d'une part – des cellules élémentaires, de niveau approximativement cantonal, au marché national, en passant par le pays et la région –, et des zonages multiples, d'autre part : montagnes et plaines, Nord et Sud, intérieur et périphérie. A cet ordonnancement du territoire correspond un ordre complexe du temps. Les zonages multiples coexistent parce qu'ils correspondent à des périodicités différentes : l'opposition entre les périphéries actives et l'intérieur atone est multiséculaire, celle qui sépare le Nord dynamique au XVIII^e siècle du Midi n'a de signification qu'à une échelle séculaire » (Bourdelaïs et Lepetit 1986, 25).

2.3.4 Mobilité et migrations en Albanie : état de l'art

Si on observe sur une longue durée ce qui s'est publié sur la question des migrations internes/internationales des Albanais depuis le milieu du 20^e siècle, on relève une césure remarquable au tournant des années 1990. Elle fait suite à l'exceptionnelle émigration albanaise consécutive à la chute du régime communiste en 1991 – en 2000, on estimait à 800'000 les personnes ayant rejoint essentiellement la Grèce ou l'Italie, pour 2.5 millions d'habitants restés au pays, (Barjaba et King, 2005) – qui a entraîné un intérêt remarquable de la part des universitaires et a donné lieu à des publications pléthoriques. Russell King parle de « laboratory for the study of migration and development » (King, 2005), d'autres de « country on the move » (Carletto et al. 2006, Vullnetari 2012). La première moitié du siècle a été relativement peu étudiée, la période communiste voit de rares approches sur les migrations internes, la période récente sa passionne pour l'émigration, un peu aux dépens des migrations internes. Cette thèse doit participer à combler certaines de ces lacunes.

Les documents sur les migrations albanaises avant les recensements communistes sont rares. L'ouvrage de synthèse central est celui de Mark Tirta (1999), qui traite la période 1840-1940 et aborde à la fois les migrations internes dans un contexte d'émergence d'un marché à l'échelle nationale et d'augmentation des surfaces arables, et celles internationales, l'émigration, mais aussi l'importante immigration qui marque cette période en raison de l'intégration de régions albanophones dans des États voisins et des violences et exodes qui s'en suivent. Non traduit (résumé en anglais), il est partiellement repris dans l'état de l'art réalisé par Vullnetari (2007). Pour les migrations internes, le principal mécanisme décrit est celui qui voit la descente « en masse » des populations montagnardes vers les plaines (p. 176). Quant à Vullnetari (2007, 2012), elle est celle parmi les nouveaux spécialistes des migrations albanaises qui a marqué le plus d'intérêt pour la dimension historique, bien que celle-ci demeure clairement secondaire dans son travail. Elle est cependant l'auteur d'un état de l'art en anglais (2007) qui donne une synthèse claire des migrations durant l'entre-deux guerres, distinguant migrations forcées, économiques et internes. On peut enfin mentionner les travaux sur le recensement autrichien de 1918 (et accessoirement sur celui albanaise de 1930) qui donnent quelques éléments intéressants, dans la mesure où les échantillons saisis contiennent des informations inédites sur les lieux de domicile et de naissance. Les publications traitent essentiellement de la question du mariage (endogamie ou exogamie, intensité de la patrilocalité, etc. Gruber 2002, 2014 ; Kera et al. 2012), mais aussi sur la question de l'urbanisation ou de la migration de travail (Gruber 2005).

Pour la période communiste, on trouve des informations dans une série d'articles dans le champ de ce qu'on pourrait qualifier de « géographie de la population ». Fait de démographes ou des géographes, il existe une tradition d'exploitation assez standardisée des résultats des recensements successifs de la population en termes de distribution de la population, d'évolution de l'urbanisation, voir si possible de soldes naturels et migratoires régionaux. Du côté des articles publiés en Albanie, on peut mentionner Dibra et Vako (1965), qui reviennent sur l'évolution de la population depuis 1923 en distinguant l'urbain et le rural, puis concentrent leur propos sur les recensements de 1955 et 1960 : distribution régionale (districts) urbaine-rurale, taux de croissance, et en conclusion quelques éléments sur la taille des familles et son évolution. Puis pour les années 60, Geço (1970) se livre au même type d'exercice avec un focus sur l'urbanisation, mais avec un tour plus politique, expliquant en particulier la baisse de la croissance urbaine par la disparition de l'« accroissement mécanique » des villes (migrations), typique du « système des pays capitalistes » et de ses « contradictions antagonistes entre la campagne et la ville », s'inscrivant par-là dans une doxa marxiste stricte. Dans les années 1980, on peut mentionner les publications de Vladimir Misja, Ylli Vejsiu ou encore Arqile Bërxfholi (1981, 1982, 1984, 1986, 1987, etc.), qui valent à la fois pour les informations sur l'urbanisation, la démographie en général, les structures sociales et familiales, mais aussi comme source sur les conceptions du Parti et du « Guide » quant aux politiques démographiques et territoriales. On pense par exemple à l'article *La politique du PTA dans le développement des processus démographiques en Albanie* de Vejsiu (1986) ou à *Sur certaines questions de la politique du PTA visant à maintenir le peuplement des campagnes et à répartir les populations ouvrières sur tout le territoire du pays* de Papajorgji (1984). Ces sources sont accessibles et traduites pour partie, le reste étant partiellement restitué par Sjöberg (cf. infra). Mentionnons enfin l'importante synthèse *Popullsia e Shqipërisë (Studim demografik)* (Misja et al. 1987) ainsi que l'Atlas d'Albanie (Bërxfholi, Doka, Asche 2003), qui vaut tant pour sa profondeur historique que pour le fait qu'il soit le seul à proposer des données régionalisées, bien que celles-ci ne soient pas directement exploitables, présentées sous forme de cartes avec des discrétisations discutables.

Du côté de l'exploitation par des scientifiques étrangers des données publiées par la RPSSH, on trouve la belle carte de l'urbanisation de l'Albanie entre 1923 et 1965 de Breu (1968), qui a rassemblé les données existantes sur la population des villes. On peut mentionner aussi les articles du géographe français Michel Sivignon (1970, 1975

et 1983), qui en particulier introduit une claire différenciation au sein du réseau urbain entre a) Tirana ; b) les villes moyennes de la plaine orientale ; c) les deux ports en expansion rapide (Durrës et Vlora) ; d) les vieilles cités commerçantes et e) les petites villes nouvelles. Gabriel Jandot a lui produit une thèse en 1981 sur la hiérarchie urbaine en RPS d'Albanie, puis un livre, un essai très documenté sur le processus d'édification du « national-marxisme » albanais (Jandot 1994). Un article particulièrement intéressant pour notre propos est celui de Borchert (1975), qui met en relation les migrations internes et le développement économique régional pour la période 1965-1971. La capacité de produire une cartographie des mouvements internes tient au fait que sont disponibles pour cette période – et uniquement pour elle selon Sjöberg (1989) – les soldes naturels par district pour chaque année et que les migrations internationales étant nulles, la soustraction de ceux-ci aux soldes totaux donne les soldes migratoires. Des mouvements existent, des régions périphériques vers les plaines côtières, surtout au détriment du sud (Gjirokastër, Përmet, Vlorë) et de l'est (Librazhd, Dibër). Mais l'auteur le plus important pour cette période est sans doute Örjan Sjöberg (1989, 1990, 1992, 1994, 1999), de par l'accès documenté aux productions des scientifiques albanais (dont les auteurs susmentionnés) et l'acuité de ses questionnements. S'intéressant en démographe aux différenciations régionales, il détaille dans un premier article de 1989 l'information démographique – rare et de qualité inégale – disponible et ce qu'on peut espérer en tirer, en particulier dans le champ des migrations internes : « The general direction and timing of migratory movements as well as net shift in population due to these movements are obvious candidates for closer scrutiny » (1989, 120). Les pistes proposées en fin d'article consistent 1) à sortir du champ de la démographie pour envisager l'intérêt des données disponibles pour la compréhension de la mobilité générale durant la période communiste, et 2) des approfondissements sur la nature des marchés locaux de l'emploi, dont la structure pourrait permettre la compréhension des flux intra-régionaux (les moins documentés), et en particulier les déséquilibres de sex-ratio relatés par plusieurs auteurs. Un second article (Sjöberg 1992) entend relever certaines contradictions et proposer une refonte du modèle de la transition urbaine vers le socialisme, tel que proposé par Murry et Szelenyi (1984), en se basant sur le cas de Tiranë. Au concept de « pseudo-urbanisation » (les habitants des villages voisins travaillent en ville) qui aurait lieu au stade précoce de l'« *underurbanisation* » et qui disparaîtrait par la volonté de l'État et grâce à sa forte capacité de contrôle au stade ultérieur du « *zero urban growth* », Sjöberg oppose la « *diverted migration* » qui voit prospérer les banlieues de Tiranë, alors pourtant que l'Albanie constitue a priori un exemple rarement égalé de « *zero urban growth* », de restriction massive de la mobilité par l'État. La *diverted migration* serait cette migration discrète entre zones rurales (moins soumises à contrôle) afin d'élire domicile dans des coopératives plus proches des grandes villes. Enfin, en 1994 il propose une lecture des outils concrets mis en œuvre dans le cadre de ce qu'il qualifie de « *rural retention* », à savoir le système de contrôle et de mesures administratives mis en place par l'État autoritaire en vue de limiter au maximum les « mouvements mécaniques spontanés » de la population, à savoir les migrations internes non-planifiées. Cet article demeure la référence sur la question. Le chantier qu'a ouvert Sjöberg n'a pas véritablement donné lieu à de nouveaux travaux, faute de nouvelles données. Il nous paraît que plusieurs hypothèses émises par cet auteur sont susceptibles, sur la base de notre corpus, d'être discutées et enrichies de nouvelles interprétations.

Pour la période 1989-2001 qui est la plus bouleversée, on trouve également ce type d'approche chez Darquès (2004), Carletto et al. (2004), Zezza et al. (2005), Agorastakis et Sidiropoulos (2007). L'article de Darquès présente une bonne synthèse de l'évolution démographique et de l'urbanisation centrée sur la période en question, mais avec également une profondeur historique portant sur la période communiste. Il exploite les données statistiques disponibles auxquelles ont déjà recouru ses devanciers et évoque en particulier les difficultés d'une approche diachronique dans le contexte albanais : pénurie de données et réformes territoriales. Carletto et Zezza proposent en plus une estimation régionalisée (districts) de l'émigration entre 1989 et 2001, dont la cartographie (en particulier le contraste entre régions d'émigration intérieure ou internationale) sera souvent reprise. Agorastakis et Sidiropoulos décrivent la mobilité géographique en général, et son rôle dans la dynamique urbaine de la capitale. Enfin pour les données les plus récentes, Jarne et Schuler (2017a, 2018) proposent une approche centrée sur la réorientation des flux migratoires au cours de deux décennies (1989-2001 et 2001-2011) et l'émergence d'une véritable dynamique métropolitaine dans la région capitale, et Lerch (2016) aborde le lien entre l'urbanisation et la migration internationale, montrant comment les opportunités d'émigrer sont « descendues » de la capitale à travers la hiérarchie urbaine jusqu'aux zones rurales, réorientant partiellement l'exode rural vers l'étranger. Quelques rares articles, très descriptifs, décrivent les migrations internes récentes pour des régions ou des villes en particulier : Cila (2006) pour Bathore (périphérie de Tirana), Duri et al. (2013) pour Gjirokastër, Göler (2009) propose divers exemples régionaux, Kiri (2013) évoque Durrës, etc. Un article particulièrement intéressant est celui de Çaro (2013) qui montre comment, alors que c'est leur « désir de ville » qui les a amenés dans la banlieue de Tiranë (à Kamëz), les stratégies d'accès aux ressources des migrants ruraux se déploient essentiellement dans des « communautés de migrants », à certaine distance de la population urbaine

proprement dite : « thus there is an ongoing debate about whether this process entails the ruralisation of the city or the urbanisation of migrants » (Çaro 2013, 501).

Mais comme dit, l'essentiel de la littérature traite de l'émigration albanaise. On peut pleinement s'accorder avec les conclusions de Vullnetari (2012) relevant que « In contrast to the fast-growing knowledge on Albanian international migration, the significant transformations resulting from internal migration over the two last decades within Albania have yet to be analysed to their full potential ». En effet, si on observe pour les publications des 25 dernières années, on observe une large dominance d'articles explorant la dimension du lien entre pays de départ et d'arrivée au travers de l'analyse des champs migratoires, des migrations/réseaux sociaux transnationaux (Vullnetari 2012, 56), de l'inclusion/exclusion par la société d'accueil (surtout Italie et Grèce), etc. Sur une cinquantaine d'occurrences, un tiers environ concerne la Grèce, un autre tiers l'Italie. Les autres thématiques privilégiées concernent les envois de fonds (*remittances*) et les retours (une bonne vingtaine d'occurrences). Parmi les auteurs principaux, on peut citer Russel King (géographe, Université du Sussex), Julie Vullnetari (géographe, université de Southampton), Kosta Barjaba (sociologue, Université européenne de Tiranë), Nicolas Mai (sociologue, Université métropolitaine de Londres), ou encore Mathias Lerch (démographe, Institut Max Planck à Rostock). Sans entrer dans la description de ce corpus important, à la marge de notre travail, on peut tout-de-même citer l'ouvrage de référence récent de Vullnetari *Albania on the Move. Links between Internal and International migration* (2012), à la bibliographie très complète duquel on peut se référer pour les publications antérieures. Notre propre bibliographie (7.3) donne la liste des ouvrages sur lesquels nous nous sommes ponctuellement appuyés, surtout pour la rédaction du chapitre 5.

2.4 Une géohistoire quantitative ?

Trois particularités de cette thèse sont 1) son champ vaste d'un point-de-vue thématique et ce sur une période historique relativement longue (même si plus courte que celles couvertes par les classiques du genre comme les livres de Reclus, Braudel ou Grataloup) ; 2) son caractère multidisciplinaire ; 3) son recours étendu aux données quantitatives. Si l'usage de la quantification procure quelques facilités (surtout pour qui ne lit pas l'Albanais), il ne va en retour pas sans poser certaines questions, comme celle du statut de ces données dans une approche qui se situe au carrefour de trois disciplines – la géographie, l'histoire et la démographie. Il nous paraît en effet que l'usage qui est fait traditionnellement des « chiffres » dans les trois disciplines est assez différent, et nous essayons dans les pages qui suivent d'illustrer en quoi. Il n'est naturellement pas possible ici de décrire la richesse de la mobilisation par les nombreux paradigmes au sein de chacune de ces trois sciences sociales des données et méthodes statistiques, l'idée est plutôt, dans le sillage d'une communication de Desrosières⁴³, de décrire pour chacune des disciplines trois moments de la quantification : 1) quantifier (passer des mots ou des choses aux nombres), 2) inférer et interpréter (représentations, modes de généralisation) et 3) critiquer, retourner le regard sur la pratique de sa discipline.

⁴³ Desrosières A. (2014), *Prouver et gouverner. Une analyse politique des statistiques publiques*, Paris : La Découverte, p. 234-261.

	Histoire	Géohistoire	Géographie	Géo. de la population	Démographie
Place du quantitatif	Approches quantitatives rares (histoire sérielle, cliométrie)		Partiellement quantitative, paradigmes contrastés (par ex. phénoménologie vs. analyse spatiale)	Essentiellement quantitative (différents paradigmes – d’orientation malthusienne, politique ou biologique – tous quantitativistes)	
Quantification	Mobilisation de données historiques pour soutenir un propos		Recours à des « géodonnées », à la télédétection ou à des données démographiques de base (mais précisément localisées) pour nourrir les modèles	S’appuie principalement sur la (statistique officielle) (recensements, registres, panels, enquêtes)	
	Construction de séries temporelles (postulat de l’équivalence inter-temporelle)			Travail sur la dimension spatiale, données agrégées, changements d’échelles	Travail sur des groupes (âge, sexe, etc.). Très bonne connaissance des données-source et de leur potentiel (croisements)
Statistique inférentielle, interprétation	Rare, se cantonne généralement à la description. Ecole des Annales dans les années 1950 à 1970. Plutôt le fait d’approches historiques produites par des économistes	Méthodes inférentielles classiques des sciences sociales appliquées à des agrégats géographiques (zonages)	Méthodes spécifiques de l’analyse spatiale (localisation, topologie, interactions spatiales, processus, exploration multiscalaire, etc.) Event. mobilisable pour géographie historique, voire géohistoire (disponibilité des données)	Apport spécifique de la cartographie statistique	Dimension biologique très formalisée, s’appuyant sur des méthodes mathématiques rigoureuses, valorisations graphiques
		Autre dimensions (migrations, évolution des modes de vie, etc.) : méthodes classiques partagées avec les autres sciences sociales			
Critique de la quantification	Science interprétative, forte tradition de la critique des sources (et donc du possible anachronisme des séries longues). Prévalence d’un temps vécu sur un temps abstrait	Forte critique de la part d’une géographie plus « culturaliste » (phénoménologie) : caractère culturel des classifications (anatomismes), explications circulaires, hors du champ du social, etc. Prévalence d’un espace vécu sur un espace abstrait		Approche quantitative consubstantielle de la démographie, sa critique est très peu présente	
Registre	Plutôt descriptif		Plutôt descriptif	Plutôt prescriptif (projections démo.)	
Attitude	Plutôt relativiste (historiciste)		Plutôt objectiviste (réaliste)	Plutôt objectiviste (réaliste)	

Tableau 2.3 : Usage de la statistique dans différentes disciplines des sciences sociales.

Dans le tableau 2.3, on a représenté ces trois moments (quantification-interprétation-critique) pour trois disciplines (histoire, géographie et démographie) et deux paradigmes spécifiques de la géographie. Le premier – la géohistoire – qu’on peut situer entre l’histoire et la géographie, le second – la géographie de la population – qui se situe lui entre la géographie et la démographie.

2.4.1 *Moment I : quantifier*

On commence par la question de la quantification en démographie et en géographie de la population, dont les présupposés sont, la première visant à l'explication du social en le réduisant à des groupes d'individus vus au travers de certains caractères (âge, sexe, etc.), en combinant les variables et pour la seconde essentiellement, en focalisant sur la dimension spatiale tout en variant les perspectives par changement d'échelle. Le projet de la géographie de la population a été essentiellement de faire bénéficier la discipline des outils développés par les démographes⁴⁴. La démographie présente la caractéristique d'être dès son origine presque essentiellement quantitative et très proche, au niveau des outils et méthodes et aussi du point-de-vue institutionnel, de la « statistique officielle », de la construction comme de l'exploitation des recensements en particulier⁴⁵. Si historiquement, la démographie propose des variantes significatives (orientation économique ou malthusienne, orientation politique et nationaliste, ou celle, dominante aujourd'hui, d'essence biologique)⁴⁶, toutes ont en commun de s'appuyer sur les données quantitatives officielles (recensements, registres, panels, enquêtes, etc.). Pour ce qui concerne le premier « moment », la quantification, la démographie se distingue donc de l'histoire ou de la géographie par son excellente connaissance des sources officielles contemporaines, de leurs limites et des possibilités qu'il existe de les combiner pour dépasser l'information contenue dans chacune d'entre-elles (typiquement : recensements et registres). Ces approches sont rares chez les géographes (qui travaillent généralement sur des données agrégées spatialement) et chez les historiens : la variété des données, leur profondeur thématique, la capacité informatique de les croiser jusqu'au niveau du fichier individuel sont des outils relativement nouveaux. Le démographe se présente donc comme un expert de la qualité et du potentiel des données officielles, entraînant dans son sillage certains géographes. Si on raisonne à la suite de Thévenot et Desrosières en termes de conventions d'équivalences (Desrosières 2014, 36), on observe que celles qui préludent au recueil des données utilisées par les démographes sont élaborées hors du champ académique, mais en étroite collaboration avec celui-ci, puisque les démographes constituent traditionnellement l'ossature des offices de statistiques. Au vu de l'ampleur d'un projet de recensement et de ses conséquences éventuelles ou supposées, les catégories auxquelles recourent les démographes peuvent faire parfois l'objet d'un débat public et en tous les cas d'importants efforts d'harmonisation et de standardisation au niveau international. La robustesse des données recueillies fonctionne ensuite comme un encouragement au regard de nature souvent positiviste porté sur la société par les démographes.

Pour ce qui concerne l'histoire, celle qui recourt à la quantification est souvent qualifiée de « sérielle », en allusion au fait que ses promoteurs procèdent par construction de séries temporelles, postulant des équivalences inter-temporelles. Cette pratique prête le flanc, on le verra, à la critique, porteuse qu'elle est du risque de l'anachronisme. Se déployant dans un temps homogène abstrait, elle s'oppose à une histoire reposant sur le « temps vécu ». L'historien se distingue par son ancrage dans le travail d'archives et dans la tradition de la critique de celles-ci, mieux préparé de ce fait qu'un géographe par exemple – dont la discipline aborde souvent le monde de manière synchrone – à envisager les limites voire l'anachronisme qu'il peut y avoir à constituer des séries longues. Ainsi la réflexion diachronique que souhaite véhiculer la géohistoire ne peut-elle faire l'économie – pour tant qu'elle mobilise des données quantitatives – de ce travail critique. Mais la géohistoire n'est pas forcément quantitative, loin s'en faut. Si on la considère comme une science sociale, on pourrait même dire que nombre d'outils classiques se prêtant à la quantification lui sont refusés du fait qu'elle s'intéresse aux générations du passé (par exemple les questions fermées dans des enquêtes ad hoc). On pourrait décrire comme une « géohistoire quantitative » des approches de l'ordre de la modélisation spatiale basée sur des séries de données historiques, mais ces approches sont rares⁴⁷.

Considérant la diversité de la géographie, on focalise ici sur le paradigme de l'analyse spatiale (décrit au chapitre 2.3.2). Le projet de l'analyse spatiale est fondamentalement quantitatif et modélisateur. Dans ce contexte, le processus de quantification est secondaire, peu discuté si ce n'est sur un plan technique, souvent issu de processus plus ou moins automatiques (basés sur des « géodonnées » interprétées par des SIG, de la télédétection) ou de données démographiques basiques (densité de population, d'emplois, etc.). Les conventions d'équivalence sont déterminées dans le milieu scientifique, réévaluées de manière itérative. L'attention est sur le modèle, non sur la donnée, dont le caractère historiquement, socialement ou culturellement situé est marginal voire complètement ignoré.

⁴⁴ Voir l'article de Pierre Georges de 1950 « Géographie de la population et démographie », qui constitue un véritable manifeste de la démarche.

⁴⁵ La démographie est même issue de la statistique selon Georges, 1950, p. 296.

⁴⁶ Dictionnaire de la géographie, 2013, p. 257.

⁴⁷ On peut citer l'historien Bernard Lepetit, les géographes Alain Raynaud ou François Moriconi-Ebrard en France, Martin Schuler en Suisse.

2.4.2 Moment II : Inférer et interpréter

La seconde phase de la quantification des sciences sociales (au sens large) est celle de l'inférence et de l'interprétation (Desrosières 2014, 37), sur la base des nombres construits au cours de la première. Il s'agit de généraliser, de « faire parler les données », de comparer des ordres de grandeur, de tester des hypothèses ou de produire des images du monde qui entrent en cohérence avec le corpus propre à chaque paradigme ou discipline. Le cœur de la méthode démographique stipule que les individus restent soumis à des probabilités, variant avec l'âge, de décéder, de se marier, de se reproduire et de migrer. Elle se concentre sur des populations fermées où ces probabilités ne varient pas au cours du temps et définit alors des taux de reproduction, des taux de renouvellement et d'autres indices de fécondité ou de mortalité. C'est la dimension biologique, très formalisée, s'appuyant sur des méthodes mathématiques rigoureuses et valorisée graphiquement de façon systématique (pyramides des âges, etc.), qui constitue le cœur de la formation des démographes. Ce type de méthode qui remonte aux années 1910 a rapidement convergé vers les premières prévisions démographiques qui s'appuient sur la projection du devenir de chaque classe d'âge⁴⁸. La pratique de la « projection de population » demeure au cœur de l'activité démographique, et fonde dans une large mesure le caractère prescriptif de cette science. Autour de ce noyau dur sont abordées des problématiques que partage la démographie avec des sciences voisines (sciences sociales et politique, économie, anthropologie, géographie, médecine, etc.) : les migrations, les changements de comportement vis-à-vis du mariage ou de la procréation, l'évolution des modes de vie, l'impact des politiques de santé, etc. Dans ces domaines, les démographes recourent aux mêmes outils de statistique inférentielle que leurs confrères (corrélations, régression, etc.), voire l'analyse factorielle (issue de la psychologie). Le domaine des migrations nous intéresse en particulier, c'est peut-être le seul où l'apport des géographes de la population à l'analyse de type démographique est réellement tangible. De très nombreuses approches sont possibles⁴⁹, mais en particulier, pour ce qui concerne la dimension quantitative, on peut évoquer la capacité à définir des typologies spatiales permettant de restituer la spatialité des flux migratoires ou d'affiner les approches basées sur les déterminants micro-économiques de la migration en qualifiant de manière pertinente lieux d'origine et de destination, etc. Et enfin, de manière générale, la maîtrise de la cartographie statistique est également une compétence que le démographe peut aller chercher dans la discipline voisine⁵⁰.

Le recours à la statistique inférentielle est relativement rare en histoire. Dans la tradition française, l'histoire quantitative a connu son heure de gloire dans les années 1950 à 1970, dans le cadre de l'école des Annales, à la suite d'Ernest Labrousse, Fernand Braudel ou Pierre Chaunu. Ceux-ci ont peu investi les méthodes mathématiques et la statistique inférentielle, la laissant davantage aux économistes historiens pratiquant l'économétrie, ou à leurs confrères américains pratiquant la cliométrie (Desrosières 2014, 239). Les historiens quantitativistes prennent traditionnellement appui sur les agrégats des comptabilités nationales, les anciennes publications des offices de statistique, et produisent des séries longues à des fins de comparaison intertemporelle ou des énoncés globaux de nature macroéconomique. L'approche est le plus souvent descriptive, rarement inférentielle. S'il n'est plus dominant dans la discipline historique, ce courant continue pourtant de produire des livres qui ont souvent un statut d'ouvrages de référence⁵¹.

En géographie, le recours aux méthodes quantitatives est divers, mais ne constitue pas là non-plus le paradigme dominant. Les méthodes inférentielles classiques des sciences sociales ont été et sont largement utilisées en géographie humaine, mais souvent, au lieu de les appliquer à des individus (psychologie), à des groupes sociaux (sociologie), on les applique à des agrégats géographiques, soit en se basant sur des découpages officiels (communes, districts), soit en concevant des découpages adaptés au sujet de l'étude (régions de mobilité, économiques, etc.). Ainsi sont mobilisées par exemple la corrélation et la régression pour identifier des régularités dans l'organisation de l'espace, et pointer les résidus échappant à la règle. Les analyses factorielles ou méthodes de classification (CAH, etc.) sont également sollicitées. Mais ce qui est plus spécifique à la géographie est le recours à l'analyse spatiale. L'attention n'est plus ici portée prioritairement sur les attributs des lieux, mais sur la localisation elle-même, sur la topologie, les formes, les interactions spatiales, les processus (diffusion, dispersion, concentration, écoulement, attraction, répulsion), etc. Les recherches dans le domaine de l'analyse spatiale portent sur un spectre très large de méthodes au sein de nombreuses disciplines (biologie, physique, géostatistique, etc.) : les méthodes d'échantillonnage (métrologie in situ, enquêtes...), les méthodes de description

⁴⁸ *Dictionnaire de la géographie*, 2013, p. 257.

⁴⁹ Voir à ce propos Pigué 2014, op. cit.

⁵⁰ C'est dans une certaine mesure la genèse de notre implication auprès de l'Office statistique albanais, sollicité par des démographes genevois pour y réaliser un atlas statistique.

⁵¹ Voir par exemple pour la Suisse : Patrick Halbeisen, Margrit Müller, Béatrice Veyrassat (2012) (Hrsg.), *Wirtschaftsgeschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert*.

des systèmes (sciences cognitives, etc.), les méthodes de reconstitution de champs spatiaux et/ou temporels (géostatistiques, sur-échantillonnage), l'analyse des structures spatiales (morphométrie), les méthodes de construction, de spatialisation et de cartographie d'indicateurs environnementaux, la construction de métriques et d'indicateurs spatiaux, l'exploration multiscale, etc. L'usage de ces techniques largement issues des sciences physiques dans le champ des sciences sociales ne va pas sans poser question (cf. infra). Enfin, on mentionnera la cartographie thématique, qui pour les géographes quantitativistes est l'outil privilégié qui permet de passer d'une information séquentielle illisible (tableau de positions et leurs attributs) à une vision synoptique directement interprétable. La carte thématique ou statistique se distingue des autres outils de visualisation de données (graphiques divers) par le volume des données qu'elle peut restituer de manière lisible, moyennant le respect d'un certain nombre de règles de sémiologie. Au-delà de la cartographie, on parle de « géovisualisation » lorsqu'on a affaire à un dispositif de visualisation dynamique branché sur des bases de données et s'adressant directement, via l'œil, à la cognition humaine. La traduction graphique de la dimension spatiale de l'information statistique et les divers résumés chiffrés de cette dimension caractérisent l'approche géographique.

Enfin, si celui qui pratique la « géohistoire » est au sein de sa discipline préparé à recourir aux outils de la statistique mathématique, il buttera le plus souvent sur l'absence de données exploitables avant la seconde moitié du 20^e siècle. On trouve des cas de géographie historique se basant sur un corpus fini de données anciennes exploité au travers de méthodes modernes d'analyse, ou alors des études portant sur des séries longues mais rudimentaires de données spatialisées, comme c'est le cas du présent travail. Ici, au vu du caractère désagrégé des données, le recours aux outils de l'analyse spatiale était possible. Nous avons par exemple produit quelques calculs d'évolution de la concentration/dispersion de la population. Mais ceux-ci se sont avérés en fin de compte assez peu parlants (voir par exemple 5.4.6), moins que ceux sur l'évolution différentielle des types urbains. On peut aussi considérer comme de l'analyse spatiale rudimentaire les quelques calculs d'accessibilité, comme celui, basé sur la reconstruction d'un état ancien du réseau viaire, qui permet de comparer l'inscription territoriale que constitue la découpe administrative à celle spatiale formalisée par le temps de marche pour rallier le chef-lieu. Mais hors ces quelques cas marginaux, l'analyse spatiale n'est clairement pas au cœur de ce travail.

2.4.3 Moment III : Critiquer la pratique de la quantification dans sa discipline

La quantification en sciences humaines et sociales a toujours rencontré des critiques qu'on peut ranger dans deux catégories : critiques du discours scientifique par rapport aux normes internes à la discipline, ou critique liée aux usages sociaux ou experts des résultats en vue de l'action dans le champ public. Parmi les trois disciplines évoquées, la démographie est certainement celle qui est la plus concernée par ces usages externes et experts de la quantification et a contrario, celle peut-être qui a le moins investi dans la remise en question de sa pratique de la quantification. Résultat tangible et sorte de synthèse du travail du démographe, la projection de population est devenue un outil privilégié pour orienter et soutenir les politiques de prévoyance ou de santé publique, elle participe à calibrer les infrastructures de transports. La démographie est à ce titre à la fois prescriptive et exposée. Sa force prescriptive découle peut-être partiellement de la critique adressée par Hervé Le Bras : « l'économie [...] trouve dans le moule démographique le moyen d'une naturalisation, c'est à dire de passer de problèmes d'origine culturelle donc historiques à des situations biologiques intemporelles »⁵². Perçue comme robuste, sa quantification semble pouvoir servir de socle. Et la critique de relever par exemple l'incapacité de la démographie à intégrer les composantes culturelles et économiques de la migration dans ses projections, etc. À l'interne, la spécificité réside dans le caractère consubstantiel de la démographie et de la quantification. Certains démographes tentent d'infléchir la réflexion de leurs confrères vers une épistémologie de leur propre discipline, présentée par eux-mêmes comme trop souvent soumise au dogme quantitatif, sans véritable explicitation des présupposés fondant le recours aux chiffres et tables usuelles et sans grande réflexivité (Petit 2013). Ils plaident pour un usage accru des méthodes qualitatives et une démographie « compréhensive » (Bozon 2006) ou une démographie plus « interprétative » (Petit 2013) et plus ouverte sur les autres disciplines (anthropologie, sociologie, etc.). Mais l'évolution de la discipline est de fait surtout liée aux capacités accrues des ordinateurs, à des nouvelles méthodes et programmes statistiques, à la saisie directe de données, à la localisation satellitaire des populations, etc. (ibid., 1). Les incursions réflexives procèdent davantage de l'ouverture interdisciplinaire de certains chercheurs que d'un véritable paradigme en marche. La maîtrise de la production et du traitement élaboré des chiffres est au cœur du programme démographique, sa remise en question fondamentale n'est pas envisageable : il est difficile de « discuter l'indiscutable » (Desrosières 2010, 7).

⁵² *Dictionnaire de la géographie*, 2013, p. 257.

Il en va tout autrement dans les deux autres disciplines. L'histoire quantitative ou sérielle est souvent aujourd'hui considérée comme objectiviste, par exemple en raison d'un recours insuffisamment critique à des catégories statistiques préconstruites et suspectes d'anachronisme. On a déjà mentionné Lepetit et la controverse qui l'a opposé à Desrosières (1992) sur la question des séries longues et de l'historicité de la mesure, susceptible de produire une forme d'incommensurabilité selon le second (voir le chapitre 2.3.2). Par rapport à la démographie, l'histoire, science sociale profondément interprétative, sensible au contexte, à la critique des sources, est en mesure de tenir un discours basé sur les statistiques autant qu'un discours sur les statistiques elles-mêmes.

La critique qui porte la géographie sur la quantification paraît la plus riche des trois, peut-être parce qu'elle occupe une position intermédiaire : si historiquement, la géographie a voisiné les sciences de la nature (géologie, géomorphologie, climatologie, botanique, etc.), elle s'en est dans une large mesure affranchie au profit d'approches tournées vers les sciences sociales (certains ont parlé de « tournant géographique »⁵³). Ainsi les paradigmes sont désormais nombreux en son sein, le spectre du recours à la quantification est large et l'usage de la statistique et de la modélisation très varié. En retour, les discours critiques sur la quantification sont très présents, surtout dans les trente dernières années, en réaction à la pénétration en Europe de l'école dite de la « géographie quantitative », en provenance des États-Unis. Différents arguments de cette critique interne à la discipline peuvent être distingués : 1) Tout d'abord, sur l'approche de la statistique qui classe, organise, assigne, départage, certains géographes font l'observation qu'on peut situer au Moyen Âge occidental le moment où ce langage particulier vient progressivement détrôner la référence religieuse comme garant des métaphores fondatrices et garantes de l'ordre social⁵⁴. Corollaire : les statistiques ont une histoire, elles sont ancrées au politique en amont de toute problématique scientifique et donc, les catégories statistiques, représentations purement abstraites, sont elles-mêmes culturellement et historiquement situées et pas toujours transférables. Au risque de l'anachronisme viendrait s'ajouter celui de l'« anapopisme ». 2) La tentation de recourir aux chiffres pour légitimer la recherche, pour asseoir son caractère scientifique dans le sillage des « sciences dures », est présente dans les approches quantitatives. Les critiques les moins indulgents font observer que l'origine de l'école quantitative est à situer dans l'Allemagne des années 1930, et que, tournant le dos à la posture des sciences sociales, la pratique d'une telle géographie donne le primat à des « lois naturelles », à des modélisations excessives. Ce qui permet son exercice dans tout régime politique, fût-il coercitif et censeur. 3) La critique plus fondamentale de l'incapacité du quantitatif à fournir l'explication de ce qu'il décrit, ou au mieux à donner une « explication circulaire du social ». Ainsi les approches trop exclusivement quantitatives prennent-elles le risque de déboucher sur de longs inventaires, le moment de l'explication en sciences sociales requérant une approche centrée sur les acteurs et non uniquement sur des agrégats statistiques. D'où la nécessaire prise en compte de l'environnement « qualitatif » de toute quantification... Et enfin, 4) certains pointent le caractère exogène de nombreuses méthodes, en provenance des sciences naturelles ou d'autres sciences humaines (économie, psychologie, sociologie), et plaident pour le développement des méthodes d'analyse originales, propres aux questionnements de la discipline, utilisant des techniques permettant de construire de véritables objets géographiques (méthodes fractales, autocorrélation spatiale, krigeage, etc.)⁵⁵.

Desrosières (1993) proposait une approche de la description des controverses à propos de la statistique axée sur une paire d'oppositions. La première distingue deux registres du langage, celui de la description et de la science (« il y a ») face à celui de la prescription et de l'action (« il faut ») ; la seconde oppose deux attitudes sur la question du rapport à la réalité, l'une qualifiée de réaliste ou objectiviste, l'autre de relativiste ou historiciste. Les approches que nous avons très succinctement abordées paraissent pouvoir occuper trois des quatre « attitudes » qui se dégagent des combinaisons de la paire d'oppositions.

Le caractère prescriptif paraît s'appliquer surtout à la démographie : proche de la statistique officielle, de l'État et donc de l'exercice du pouvoir, en prise avec des thématiques essentielles pour les démocraties occidentales (coûts de la santé, vieillissement de la population, etc.), en mesure de fournir les projections si demandées. La démographie se caractérise aussi par des « investissements de formes » importants et des méthodes quantitatives robustes, peu d'intérêt pour la critique de sa démarche, et donc, par rapport aux autres disciplines, pourrait se voir qualifier d'objectiviste. À l'inverse de l'histoire, dont l'approche est par nature historiciste ou située, et donc la vocation est essentiellement descriptive. Pour le géographe, ces observations/hypothèses présentent l'intérêt de mettre en exergue le caractère différent de l'usage des statistiques dans les trois paradigmes envisagés dans sa propre discipline : la géographie de la population, comme la démographie, usant de la statistique de manière

⁵³ Voir Lévy, Jacques, *Le tournant géographique. Penser l'espace pour lire le monde*, Paris : Belin, 1999.

⁵⁴ François Moriconi-Ebrard (2013), dans le *Dictionnaire de la géographie*, p. 957.

⁵⁵ François Moriconi-Ebrard (2013), dans le *Dictionnaire de la géographie*, p. 832 et 959-960.

objectiviste dans un but plutôt prescriptif, la géohistoire, plus descriptive et relativiste, enfin l'analyse spatiale, nomothétique par nature, également objectiviste mais a priori sans grande vocation prescriptive.

On peut concevoir notre travail sur les données historiques albanaises comme une sorte de moyen terme, empruntant certains éléments aux différents courants (un peu d'analyse spatiale, un peu d'approche critique au travers des sources, quelques emprunts à la démographie). Si on s'en réfère à la notion de « paradigme », ou plutôt de « matrice disciplinaire », comme l'a définie Thomas Kuhn dans un second temps⁵⁶, cela pose problème. Ces matrices se distinguent en effet non seulement par leur manière de formaliser des lois scientifiques, mais aussi par leur conception du monde, les valeurs qui lient les chercheurs, le fond de méthodes et de résultats propres à chacune. De la difficulté que nous avons eu à situer clairement notre travail dans une « matrice disciplinaire » résultent sans doute nombre de faiblesses présentes dans l'exposé. Si le discours scientifique se construit dans une tension entre 1) sa pertinence par rapport à son objet ; 2) sa cohérence interne ; et 3) sa capacité de communiquer (avec d'autres approches scientifiques, ou un public plus large), nous ne pouvons à la fois tenir un discours transversal et bénéficier de la puissance et de la cohérence du corpus théorique et des outils propres à un paradigme spécifique. Cette forme d'interdisciplinarité pose la question du mode de sélection ou d'éviction des méthodes. Par exemple, pourquoi autant de cartographie, si peu d'analyse spatiale, et aucun recours à des statistiques inférentielles un peu plus sophistiquées (analyses factorielles par exemple) ? Il y a là probablement des pudeurs d'historien : s'il s'agit de critiquer les sources, il s'agirait de même de situer les méthodes. C'est un champ d'interrogations que nous n'avons pas maîtrisé : quel anachronisme peut-il y avoir ne serait-ce qu'à regarder l'Albanie du début du XX^e siècle par le prisme de l'« homme moyen » de Quételet, et de considérer sa mobilité par celui du domicile unique et ponctuel d'un recensement ? Ne pourrait-on pas formuler une règle qui dirait que plus la méthode est complexe (de la simple moyenne à l'analyse factorielle), plus la maîtrise de sa dimension historique et située est exigeante, plus son applicabilité à des contextes (historiques ou disciplinaires) éloignés de ceux de sa conception paraît sujette à caution ? Pour bien faire, il faudrait donc à la fois maîtriser les méthodes et leur histoire. L'usage, extensif celui-ci, de la cartographie dans ce travail – par opportunité et par goût – aurait aussi pu faire l'objet d'un questionnement plus poussé. Le rapport par exemple de la sémiologie graphique utilisée aux réalités sociologiques qu'elle est censée décrire n'est pas réellement discuté.

Pour se référer aux conclusions du tableau 2.2, ce travail se situe plutôt dans une perspective historiciste (relativiste), et à ce titre, le recours à des méthodes quantitatives ne devrait se concevoir hors d'un discours sur l'historicité de celles-ci. Discours que nous n'avons que partiellement tenu. Quant à la démographie, notre position extérieure à la discipline nous autorise peut-être certaines « audaces » un peu hétérodoxes (comme lorsque nous assimilons des cohortes successives à des périodes successives). Mais là encore, nous nous efforçons de tenir un discours laissant place, autant que possible, à l'historicité. Pour conclure cette partie théorique, nous formulons d'une part nos excuses aux « spécialistes » (tant disciplinaires que des contextes locaux et historiques évoqués) : c'est ici un discours transversal. Et d'autre part nous observons que, si la géohistoire trouve dans l'ouvrage de Grataloup (2015) une formalisation utile, manque peut-être encore la définition d'un cadre théorique intégrant davantage l'aspect du recours aux données quantitatives, qui sont désormais, et dans une durée qui devient « longue », au cœur de nos sociétés.

⁵⁶ Voir Kuhn T. (1979), *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion.

3. Méthodologie : recensements, frontières, cartographie

La volonté est d'articuler autant que possible ce « récit géohistorique » autour de la notion de mobilité au sens large, à la fois spatiale et sociale, en intégrant certaines formes quotidiennes ou résidentielles, mais surtout les migrations. Si leur histoire apparaît bien connue aux échelles régionales et internationales, bien que de manière inégale selon les périodes, les dynamiques à l'échelle locale ou infrarégionale sont moins connues. Elles font l'objet d'approches ponctuelles, mais un discours plus général, couvrant l'espace albanais sur une période longue, reste à tenir. Une difficulté centrale est l'accès à des données de qualité suffisante, comparables à fine maille et sur une longue période. C'est ce type de données qu'on s'efforce de rassembler pour ce projet. L'Albanie ayant connu de nombreuses réformes territoriales-administratives, dont la dernière qui a pris effet en 2015, les données publiées sont le plus souvent incomparables sur la durée, les espaces de référence n'étant pas les mêmes. Il faut descendre au niveau le plus fin – le village – pour pouvoir ensuite ré-agréger au gré des mutations.

Les questions qui se posent au moment de rassembler une information statistique diachronique sur la population d'un espace donné sont 1) l'extension spatiale des relevés (couverture partielle ou complète du territoire étudié) ; 2) la maille ou niveau géographique de base à laquelle l'information est disponible (individu, ménage, village, districts, etc.) ; 3) la qualité et la traçabilité de la spatialisation des données (dispose-t-on de documents qui permettent de connaître précisément le périmètre au sein duquel chaque décompte a été effectué) ; 4) la possibilité d'harmoniser spatialement les données dans le temps (spatialisations comparables, stabilité du maillage territorial-administratif) ; 5) la qualité et l'exhaustivité de l'information recueillie, liée en particulier à l'investissement consenti et donc aux buts dévolus aux dénombremments (et aussi au contexte politique) ; 6) la comparabilité des définitions, au premier chef celle du domicile, qui peut varier grandement (*de facto*, *de jure* par ex.) ; 7) la pertinence de catégories jugées semblables mais appliquées à une société en évolution, avec donc la possibilité d'un glissement des significations associées à ces catégories. L'Albanie représente à plusieurs égards un cas compliqué. Avant les années 1920, on ne dispose que de relevés partiels et de qualité variable. Par la suite, de nombreux recensements ont été organisés, en particulier après 1945, mais les évolutions du maillage administratif, l'inexistence de frontières précises et la difficulté de trouver de l'information cartographique à grande échelle et statistique à des niveaux fins (celle-ci n'ayant pas été publiée) concourent à rendre difficile la réunion et la mise en cohérence des données. Quant aux deux derniers recensements, ils sont théoriquement disponibles jusqu'au niveau individuel, mais là encore, l'accès n'est pas forcément aisé et la spatialisation comme la codification posent certaines difficultés. Heureusement, la tâche est rendue possible par la permanence à travers le siècle de l'usage, même dans une acception assez vague, du village comme maille de référence, ce qui permet d'envisager la réagrégation des données au gré des mutations. Le travail décrit donc ci-après le recueil de l'information statistique disponible au niveau des villages sur l'ensemble ou une large partie du territoire albanais entre 1913 et les années 2000, le travail de localisation de ces villages et enfin, celui de l'harmonisation des données associées à ceux-ci. On commence rappeler quelques difficultés inhérentes à la définition de la résidence par un recensement, puis on décrit l'information statistique constituant notre corpus.

3.1 Entre résidence et mobilités, la fixation de la spatialité par les recensements

Une opération de recensement naturalise une très forte association entre une personne ou un ménage et un lieu. Dès lors la discussion doit porter sur deux niveaux : il s'agit tout d'abord en termes de « technique statistique » de bien saisir la « définition du domicile » telle que véhiculée par le questionnaire du recensement et dans une perspective plus large, historique, sociologique ou géographique, d'essayer d'explicitier la nature du lien entretenu au sein d'une société entre cette résidence et l'individu ou le groupe. La seconde question apparaît tout particulièrement pertinente dans le cas de sociétés à fort potentiel de mobilité où l'affectation domiciliaire unique par une opération de recensement paraît en peine de restituer la réelle spatialité. Enfin dans une perspective diachronique se pose la question de la comparabilité dans le temps de l'une – la stricte définition lors d'un recensement – comme de l'autre – la signification sociale de l'affectation domiciliaire simple⁵⁷.

⁵⁷ Si l'acception dans ce contexte des termes lieu de « domicile » et de « résidence » paraissent proche, leur signification en termes de lien de l'individu à l'espace paraît distincte : le domicile (du latin *domus*, la maison) évoque un attachement, une dimension sociale voir affective, alors que la résidence évoque le simple fait de « rester » quelque part, témoignant d'une présence physique plus ou moins durable mais pas a priori associée à un attachement particulier au lieu.

En réalité, la gestion par un recensement, même traditionnel, du lien entre individu, groupe et espace est la plupart du temps de fait plus riche et nuancée. Les différentes catégories sur lesquelles est susceptible de renseigner un recensement sont en gros le lieu de présence au moment du recensement, sur celui de la résidence usuelle et celui de l'enregistrement légal. A cela s'ajoutent parfois des informations sur les lieux de la propriété foncière. Et surtout, en donnant classiquement lieu de naissance et souvent celui du domicile lors du précédent recensement et/ou une année avant le présent recensement ainsi que le lieu de travail, les données permettent de reconstituer une partie des mobilités individuelles ou familiales. Mais dans les faits, à supposer qu'elles existent, il est rarement possible d'accéder à ces informations et de les recouper, surtout pour les recensements anciens. Le plus souvent, hors d'études spécifiquement dédiées à la mobilité ou de possibles procédures de contrôle administratives, l'attribution domiciliaire simple est la règle à la publication des données. Il faut donc autant que possible revenir à la définition du domicile proposée dans le questionnaire, éventuellement consulter la documentation mise à disposition des agents du recensement pour évaluer les chances, au regard de la complexité réelle de types de résidences, que les déclarations saisies aient une qualité plus ou moins uniforme à l'intérieur d'un recensement et comparables ou non avec d'autres recensements. Cette question est surtout importante pour la comparaison. Certaines différences de définition n'excluent pas une exploitation diachronique des données, mais leur impact doit être discuté. On peut citer par exemple la différence entre le recensement albanais de 1989, qui considérait uniquement comme population résidente celle présente au moment du recensement, à celle de 2001 qui, conformément aux standards internationaux nouvellement embrassés étend la définition aux personnes absentes pour moins d'un an (*Instat. Census 2001 Enumerator Handbook*, p. 17). Des différences plus importantes peuvent apparaître, la plus courante étant celle qui voit le passage d'une définition de fait à une définition légale du domicile (ou l'inverse), comme cela a été le cas récemment en Grèce⁵⁸, interdisant toute comparaison, les flux se confondant avec les discrécances entre les deux types de recensements.

Parmi les données que nous avons pu rassembler au niveau des villes et villages, nous ne disposons d'une information plus détaillée que pour 1918 et 2001 (accès à des données individuelles). Le recensement autrichien de 1918, qui a fait l'objet d'une saisie d'une partie des fiches individuelles, donne la population absente, c'est-à-dire qui est présente sur les listes du recensement, dont le domicile légal est au village, mais qui de fait réside ailleurs au moment du relevé, décrivant ainsi une population fraîchement émigrée ou séjournant à l'étranger dans le cadre de migration de travail cyclique (*kurbet*). Pour l'échantillon saisi dans le cadre du projet de Kaser et al., cette émigration est de 4.9% en moyenne, et de 2.7% si l'on retranche la Gora de Ljuma et son fort taux d'absence, en particulier dans les villages peuplés de Goranis (Macédoniens), où il dépasse 30% en moyenne (jusqu'à 50% dans certains villages). Les totaux généraux publiés en 1922 semblent plutôt correspondre à la définition légale du domicile, mais sont inférieurs à ce qu'ils devraient être d'après l'échantillon de données individuelles⁵⁹. Hors les cas particuliers, la différence ne perturbe qu'à la marge la comparabilité intercensitaire des totaux de population, moins sans doute que les difficultés liées à la spatialisation des recensements (voir infra).

Pour la période communiste, la définition du domicile semble stable dans le temps (voir 3.1.4). Pour 1945, on ne dispose pas des questionnaires, mais la distribution de la population laisse envisager une attribution classique au lieu de résidence au moment du recensement. Pour 1950 par contre, d'importantes anomalies dans la répartition urbain-rural (déjà relevées par certains auteurs mais semble-t-il jamais expliquées, voir chapitre 5.3.9) nous font formuler l'hypothèse d'une attribution au domicile d'enregistrement plutôt qu'à celui de la présence effective, ce qui est un fait unique dans la série des sept recensements communistes et qui naturellement rend impossible la comparaison simple avec les valeurs précédentes et suivantes. Cette hypothèse est renforcée par le fait que 1950 et l'année de la mise à jour des registres d'état-civil d'entrée (Bërxfholi 2000, 107), négligés voir détruits durant la guerre, de l'entrée en vigueur de la nouvelle carte d'identité (Gjonca 1999, 56) et surtout que le questionnaire est le seul de la période à interroger sur les deux domiciles, *de facto* et *de jure* (cf. tableau 3.2). Il est donc hautement probable qu'à la fois les données publiées et celles relevées par Bërxfholi au niveau local, donnent bien le domicile administratif. On revient sur cette question aux chapitres 5.3.7 et 5.3.9 en essayant de tout-de-même d'exploiter autant que possible les données.

La différence entre la population telle que portée au registre et celle dénombrée lors des recensements prend des proportions remarquables après la chute du communisme. La population émigrée n'est pas rayée des listes

⁵⁸ Communication de Byron Kotzamanis au colloque *Demobalk* d'Ohrid, 2015.

⁵⁹ Les totaux de population au niveau des villages tels que publiés par Seiner dans son ouvrage de synthèse ne correspondent en effet le plus souvent ni à la population complète recensée, ni à celle présente, mais se situent quelque part entre les deux (pour l'échantillon saisi, la population publiée par Seiner avoisine les 128'100 personnes, celle portée sur les fiches individuelles est de 129'300, celle présente de 125'800).

administratives, par contre elle ne figure plus dans les recensements. Nous disposons pour deux dates (1994 et 1996) de totaux de population par villages tirés des registres qui donnent une population totale excédant d'un demi-million environ celle réellement présente sur le territoire (voir chapitre 5.6.2). Plus récemment, en 2007 plus de 4.25 millions de personnes étaient aux registres⁶⁰ alors que le recensement de 2011 donne moins de trois millions d'habitants. Cette divergence et plus généralement une connaissance médiocre de la réalité de la distribution de la population dans le territoire peuvent être considérées comme des facteurs de risque dans un système démocratique, ouvrant la porte à certaines formes de corruption ou de fraude électorale⁶¹. Pour résumer ce premier volet, on peut dire que pour les recensements et relevés d'avant-guerre demeure une certaine incertitude sur la nature exacte de la définition du domicile (nature hybride des recensements, difficultés de mise à jour des registres) qui pourrait faire l'objet d'investigation plus poussées⁶². La période communiste voit une convergence des deux types de localisations, à l'exception de 1950 où est considéré le domicile administratif, reflétant vraisemblablement un état antérieur de la distribution réelle de la population. Puis pour la période contemporaine, où on dispose d'un accès aux définitions précises mais qui voit diverger complètement les données issues des recensements et des registres.

Le second volet de la discussion sur la question du rapport entre la spatialité individuelle et la part de celle-ci prise en compte par un recensement n'est qu'esquissée. Pour Rosental (1997), à un niveau historique et sociologique, en recourant sans la discuter à la « résidence » telle que naturalisée est mise à disposition dans les recensements, les sciences sociales abdiquent toute autonomie dans le choix de la représentation du monde social auquel elles se réfèrent. Il illustre le fait que l'usage de cette catégorie est le fruit d'un processus socio-spatial et n'est qu'un moment dans la construction sociale de l'appartenance spatiale (ibid., 96-97). Elle repose donc, comme d'autres définitions, sur ce que Desrosières appelait des « conventions d'équivalence ». Elle présente cette spécificité d'être le plus souvent plus un enjeu dans l'arène politique et peu dans celle scientifique. De la même façon qu'on pourrait par exemple discuter longuement l'adéquation et la fortune historique de la conception moderne « westphalienne » de l'État-nation à la géographie culturelle et à la sociologie des Balkans post-ottomans, on pourrait questionner la pertinence voire les effets induits d'un recensement moderne et de l'assignation spatiale univoque qu'il véhicule dans une société à fort potentiel de mobilité et marquée encore par des formes de multirésidentialité prémodernes (pastoralisme, migrations de travail etc.). Plus avant, si l'on pense à la transcription graphique des résultats du recensement, ce type de « réductionnisme spatial », qui dans le cas de l'effort de construction d'États nationaux dans les Balkans a produit par exemple le florilège des cartes ethnographiques, ne produit-il pas dans le contexte de notre travail une cartographie trop « statique », ne rendant pas justice à la réalité des modes de vie d'alors ?

Les recensements intègrent depuis longtemps des données sur la mobilité, la mobilité résidentielle en particulier, comme le lieu de naissance, comparable avec le lieu de la résidence au moment du recensement. Avec le développement de l'informatique, l'usage de ce type d'informations, souvent enrichies du lieu du domicile au moment du dernier recensement et/ou un an avant le recensement, etc. permet de reconstruire les « histoires résidentielles » (Morrison 1980, 2) toujours plus précises, jusqu'au niveau des ménages ou des individus. Avec le temps se sont ajoutées d'autres sources de micro-données complémentaires, comme les enquêtes ménages, voire celles axées spécifiquement sur la mobilité, permettant d'approcher de manière plus nuancée la complexité des processus migratoires ou d'urbanisation (ibid., 2). Mais globalement on peut dire que la mobilité est peu traitée par les recensements, qui s'ils ont globalement su s'adapter aux formes modernes de mobilité (comme les mouvements pendulaires souvent très bien couverts), ont historiquement favorisé la notion d'ancrage et négligé les mobilités « traditionnelles ». Nous pouvons maintenant traverser l'histoire des recensements albanais pour nous faire une idée plus précise de leur apport potentiel.

⁶⁰ Communication d'Edmond Lekaj lors d'un entretien à Tiranë en décembre 2019.

⁶¹ La *Commission européenne pour la démocratie par le droit* (« Commission de Venise ») a publié en 2010 un « Rapport sur les possibilités de fraude électorale basées sur une manipulation de chiffres » (étude n° 583/2010). Elle mentionne que « pour traiter les allégations de fraude concernant l'inscription des électeurs, il faut disposer pendant la période pré-électorale d'informations officielles sur le nombre d'électeurs inscrits, à tous les niveaux administratifs » (p. 10). Plus loin : « Les informations officielles sur le nombre d'électeurs inscrits sont accessibles facilement dans les États où des recensements de population décennaux sont organisés régulièrement, et dans lesquels il existe un registre de la population opérationnel et tenu à jour. Sous réserve que ces deux conditions soient remplies, le registre de la population en âge de voter est un extrait du registre de la population, et le nombre de personnes en âge de voter peut être recoupé avec les informations statistiques tirées du recensement dans le but de vérifier les nombres totaux. » Enfin : « Cette situation est particulièrement problématique dans les situations d'après-guerre et dans les pays en transition, où il existe un grand nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays ou d'électeurs qui sont partis vivre dans un pays voisin. » Il est clair que la démocratie albanaise est fragilisée par cette situation.

⁶² Par exemple en analysant les données des fiches individuelles du recensement de 1930. Lors d'un entretien à Tiranë en juin 2017, Gentiana Kera, qui a eu l'occasion de travailler sur de telles données, nous confiait la difficulté de s'appuyer sur elles pour décrire l'urbanisation en raison du fait que le plus souvent, la population nouvellement urbaine y demeure enregistrée au village d'où elle vient.

3.2 Sources statistiques albanaises

Il existe à notre connaissance une petite vingtaine de recensements (couvrant tout ou partie du territoire albanais) entre la fin de la période ottomane et aujourd'hui, dont une douzaine (signalée par un « X » dans le tableau 3.1) s'est avéré exploitable au niveau des villages et des villes. Ces sources sont représentées sur la figure 3.1 en regard des grandes périodes de l'histoire albanaise moderne., et sont décrites dans les cinq chapitres qui suivent.

Histoire moderne albanaise

Périodisation et sources statistiques, 1913-2011

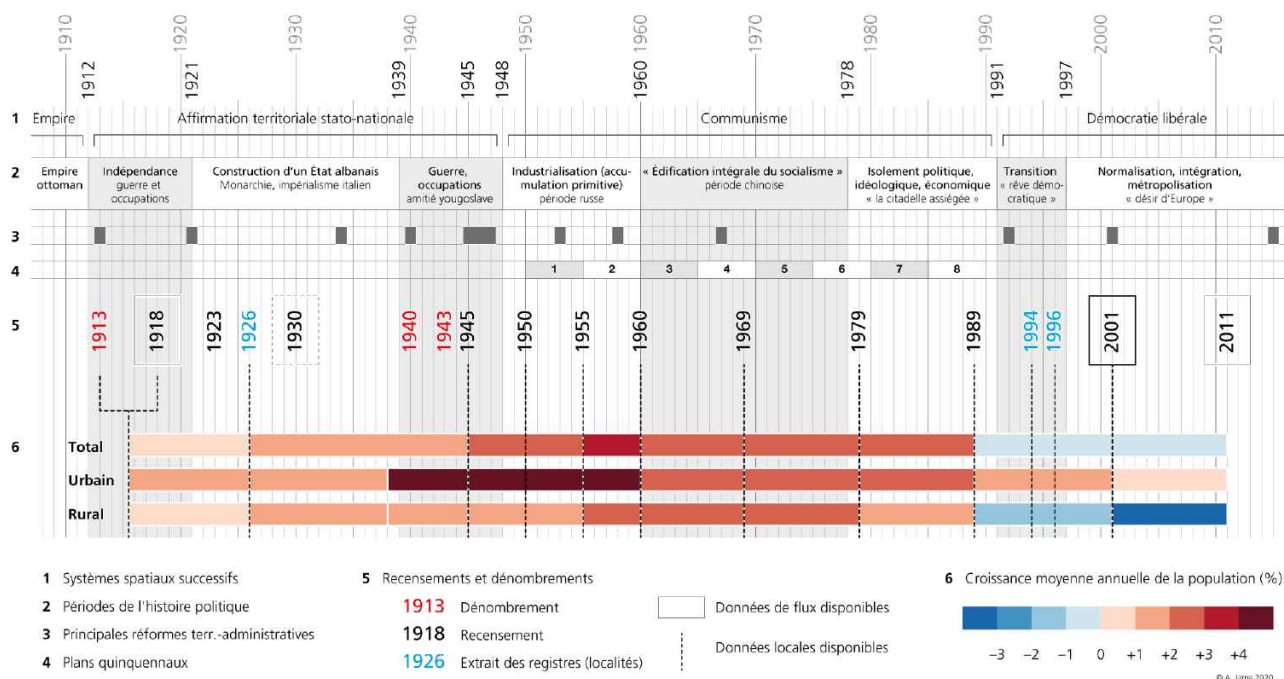


Figure 3.1 : Périodisation de l'histoire moderne albanaise, sources statistiques et croissance démographique générale.

3.2.1 Recensements/dénombrements antérieurs à l'Indépendance

La première source qui peut être mentionnée dans ce contexte est le recensement ottoman de 1881/1882-86⁶³. Premier recensement moderne organisé par l'administration de la Porte, il constitue par là même le premier recueil virtuellement systématique de données sur le territoire albanais⁶⁴. Malheureusement, les tables publiées aux niveaux des *kazas* (arrondissements)⁶⁵ laissent apparaître d'importantes lacunes. L'Albanie actuelle était à ce moment-là à cheval sur 4 *vilayets* (provinces), Işkodra (Shkodra), Kosova, Manastir et Yanya (Janina). Işkodra correspond à l'actuel nord-ouest de l'Albanie, à l'exception du kaza de Tuzi, aujourd'hui au Monténégro. Toute la partie nord-est manquante, soit 5 des 6 kazas du sançak d'Işkodra, à l'exception du kaza méridional de Krujë (Kroya, Akçahisar, Aktché-Hissar). Les 4 kazas de Draç (Durrës) ont été correctement décomptés, de même que l'unique kaza aujourd'hui albanais du vilayet de Kosova : Lume/Liouma. Par contre, dans le vilayet de Manastir à nouveau, 7 kazas de la partie nord-est manquent, dont 6 albanais. On dispose enfin de l'intégralité des résultats pour Yanya, dont les 10 (sur 19) kazas qui constituent le sud de l'Albanie actuelle. Bilan global, les 13 kazas du sud sont complets, alors que seuls 6 sur les 16 du nord ont été relevés. Les chiffres manquants du vilayet de Manastir sont partiellement disponibles au recensement de 1905/06 (au niveau des sandjaks), mais pour ce qui concerne le Nord catholique (Léch, Myrdite, Pouka et Uskudar), aucun relevé n'est disponible. On exploite succinctement ces données au chapitre 5.1.

⁶³ Les données locales des recensements ottomans ont été publiées par Karpat (1985). Pour le découpage territorial, voir la carte de Huber (1917).

⁶⁴ Il existe naturellement d'autres sources donnant les populations de villages albanais, comme les registres paroissiaux ou les observations de voyageurs ou de scientifiques étrangers. Dans sa monographie sur les tribus du nord albanais, Robert Elsie (2015) donne par exemple systématiquement les populations à différents moments selon les sources connues. On mobilise parfois ce genre d'information par la suite, mais globalement dans le cadre de ce travail, on se limite aux recueils systématiques de données.

⁶⁵ Les unités administratives en vigueur à l'époque ottomane sont décrites au chapitre 4.5.1.

3.2.2 Recensements/dénombrements de la Première Guerre mondiale

La première série de données disponible à la maille locale est constituée des relevés effectués par les puissances occupantes dans les différentes zones qu'elles administrent à l'époque de la Première Guerre mondiale. Ces relevés, de qualité inégale et aux visées différentes, présentent le grand intérêt de donner la population résidant dans les quelque 2500 villages qui constituent la trame de base du peuplement de l'Albanie. A l'exception de la ville de Vlorë et de son hinterland, soit une centaine de localités et de zones de front (Mokra, Skrapar), nonante pourcents du territoire environ est ainsi couvert. Le plus important recueil, par le territoire enquêté, la qualité et la profondeur thématique des données, est le recensement austro-hongrois de 1918. Les deux autres sources couvrent le sud et l'est du pays. Il s'agit de la « Statistique ethnologique de l'Épire du Nord » recueillie sous les auspices du grand quartier général hellénique en 1913 et publiée en 1919, et du « Tableau des villages administrés par la France dans les Confins albanais », publié par Bourcart en 1922 sur la base d'un recensement de 1918⁶⁶.

Année	Type*	Organisé par...	Villages**	Origine des données	Remarques
1913	D	Grand quartier général hellénique	X	Stat. ethnologique Épire du Nord (1919)	Couverture : « Épire du Nord » (sud-est de la diagonale Pogradec-Himarë)
1918	C	Adm. militaire austro-hongroise	X	F. Seiner (1922)	Couverture : Nord et Centre jusqu'à la Vjosë
1918	D	Adm. militaire française	X	J. Bourcart (1922)	Couverture : les « Confins albanais », en gros l'actuelle préfecture de Korçë
?	?	Adm. militaire italienne	-	-	Région de Vlorë, entre 1914 et 1920 ? Mentionné par Bërxfholi (2000, 105)
1923	C	État albanais	-	-	
1926	R	État albanais	X	T. Selenica (1928)	Contient l'affiliation religieuse
1930	C	Royaume d'Albanie	-	-	Résultats disponibles mais dispersés. Rares échantillons de données individuelles (quelques villages).
1940	C	Adm. militaire italienne	-	-	Mentionné par Bërxfholi (2000, 106)
1943	C	Adm. militaire allemande	-	-	Mentionné par Bërxfholi (2000, 106)
1945	C	RPSH	X	A. Bërxfholi	Population totale, femmes
1950	C	RPSH	X	A. Bërxfholi	"
1955	C	RPSH	X	A. Bërxfholi	"
1960	C	RPSH	X	A. Bërxfholi	"
1969	C	RPSH	X	A. Bërxfholi	"
1979	C	RPSH	X	A. Bërxfholi	"
1989	C	RPSH	X	A. Bërxfholli / Instat	Population totale, femmes, ménages
1994	R	République d'Albanie	X	Kotzamanis / Instat	Population, ménages
1996	R	République d'Albanie	X	Kotzamanis / Instat	Population, ménages
2001	C	République d'Albanie	X	Instat	Données complètes
2011	C	République d'Albanie	-	Instat	Instat n'a à ce jour pas publié les données à l'échelon local

* D = dénombrement ; C = recensement ; R = registre. ** X = disponible au niveau local.

Tableau 3.1 : Recensements albanais et leur disponibilité à la maille locale dans le cadre de notre projet.

Dans l'ordre chronologique, le premier relevé est celui des Grecs, qui, forts de leur victoire dans la seconde guerre balkanique, occupent le sud de l'Albanie actuelle en 1913. Le dénombrement se fait donc dans un contexte de conflit et de revendication territoriale, la visée essentielle étant la légitimation de l'occupation grecque, la dimension « ethnologique » consistant à dénombrer « Hellènes » et « Albanais » en se basant, comme l'a démontré Sivignon (1997), sur l'appartenance religieuse et non, comme le laisse supposer la notice, sur celle ethnique ou linguistique. Hors cet amalgame stratégique consistant à présenter les Orthodoxes comme des

⁶⁶ Voir dans la bibliographie Seiner (1922) et Bourcart (1922).

Grecs, la qualité des données est sujette à caution, mais les ordres de grandeur – qui peuvent être confrontés à ceux issus du recensement de l'administration française qui a eu lieu 5 ans plus tard, puisqu'on a une large superposition des territoires considérés (carte 3.2) – sont corrects. L'armée grecque doit se retirer en février 1914 suite à l'attribution de la région à l'Albanie (traité de Florence), mais un gouvernement provisoire autonomiste lui succède, qui poursuit le combat contre les Albanais musulmans, le menant au nord jusqu'à Berat. En octobre 1914, la Grèce réoccupe la région, jusqu'en 1916 où lui succèdent les Italiens.

Le second recensement considéré est celui que l'administration française diligente dans les « Confins militaires albanais ». Fin 1916, afin d'opérer une jonction entre le front français de Macédoine et le front italien en Albanie, les troupes françaises pénètrent en Albanie, établissent leur quartier général à Korçë et déploient une administration locale dans un territoire appelé à s'étendre au gré des campagnes successives. Cette administration française des Confins ou « République de Korçë » durera jusqu'à l'été 1920⁶⁷ et couvrira l'ensemble des anciens kazas de Kortcha et Starova, une partie de ceux de Berat, Skapari, Monastir et Elbasan. En 1918, l'administration recense sa population, soit quelque 122'000 personnes. Jacques Bourcart, géographe engagé dans la campagne puis revenu en Albanie après la guerre, publie ces résultats pour chaque village en 1922 en annexe de son livre « Les Confins albanais administrés par la France. 1916-1920 ». Il joint au décompte de la population ses propres observations sur la nature du bâti, l'origine des populations, l'étymologie des toponymes etc.

Le troisième et le plus important recensement de l'époque est celui mené par les Autrichiens dans le nord et le centre du pays. Après l'occupation initiale de ces territoires par les Serbes et les Monténégrins en 1915, l'entrée en guerre de la Bulgarie précipite leur retraite au profit des Austro-Hongrois qui occupent le pays jusqu'à la rivière Vjosë, au sud de laquelle sont les Italiens, qui occupent depuis 1914 l'îlot stratégique de Saseno, la ville et le port de Valona et son hinterland. Les intérêts austro-hongrois en Albanie avaient précédé l'entrée en guerre. Ils avaient soutenu son indépendance dans la perspective d'entraver l'accès à la mer de la puissance régionale concurrente montante, la Serbie, et leurs réseaux étaient déjà bien établis dans le Nord catholique. Dès leur arrivée, ils gèrent les terrains conquis comme une véritable colonie, en déterminant l'organisation territoriale-administrative (voir chapitre 4.5.2), construisant des routes, organisant poste et finances, et diligentant un recensement complet de sa population. Ce recensement se distingue de ceux décrits ci-avant en ce sens qu'il est mené par un véritable spécialiste des statistiques, Franz Seiner de Graz. Arrivé en 1917, fort de l'expérience d'avant-guerre des Consuls qui avaient collecté eux-mêmes ou encouragé le recueil de données scientifiques en Albanie et de celle engrangée lors des premiers relevés en 1916, celui-ci dirige de Shkodër l'opération soigneusement préparée. Les résultats de base au niveau des villages seront publiés en 1922 sous l'égide de l'Académie autrichienne des sciences, puis, faute de financement, le matériau sauvé de la destruction par la troupe en retraite, soit une large partie des fiches individuelles, sommeillera durant près de 80 ans dans 47 cartons d'archives, avant d'en être exhumé en 2000, partiellement saisi et exploité par une équipe constituée autour de l'historien et anthropologue Karl Kaser⁶⁸.

⁶⁷ Voir les travaux de Ștefan Popescu, (2004, 2013), op. cit.

⁶⁸ Voir les publications de Kera et surtout de Gruber citées en bibliographie. Siegfried Gruber nous a très aimablement transmis la base de données correspondant à l'échantillon des fichiers individuels digitalisés, exploité plus loin aux chapitres 5.1, 5.2 et 6.4 : Kaser K., Gruber S., Kera G., Pandejmoni E. (2016), *1918 Census of Albania*, version 0.2 [SPSS file], Graz.

Numrim i popullit-Listë Nr. 55.

Volkzählungs-Liste Nr.

Vend (Ortschaft) *Jshoni*

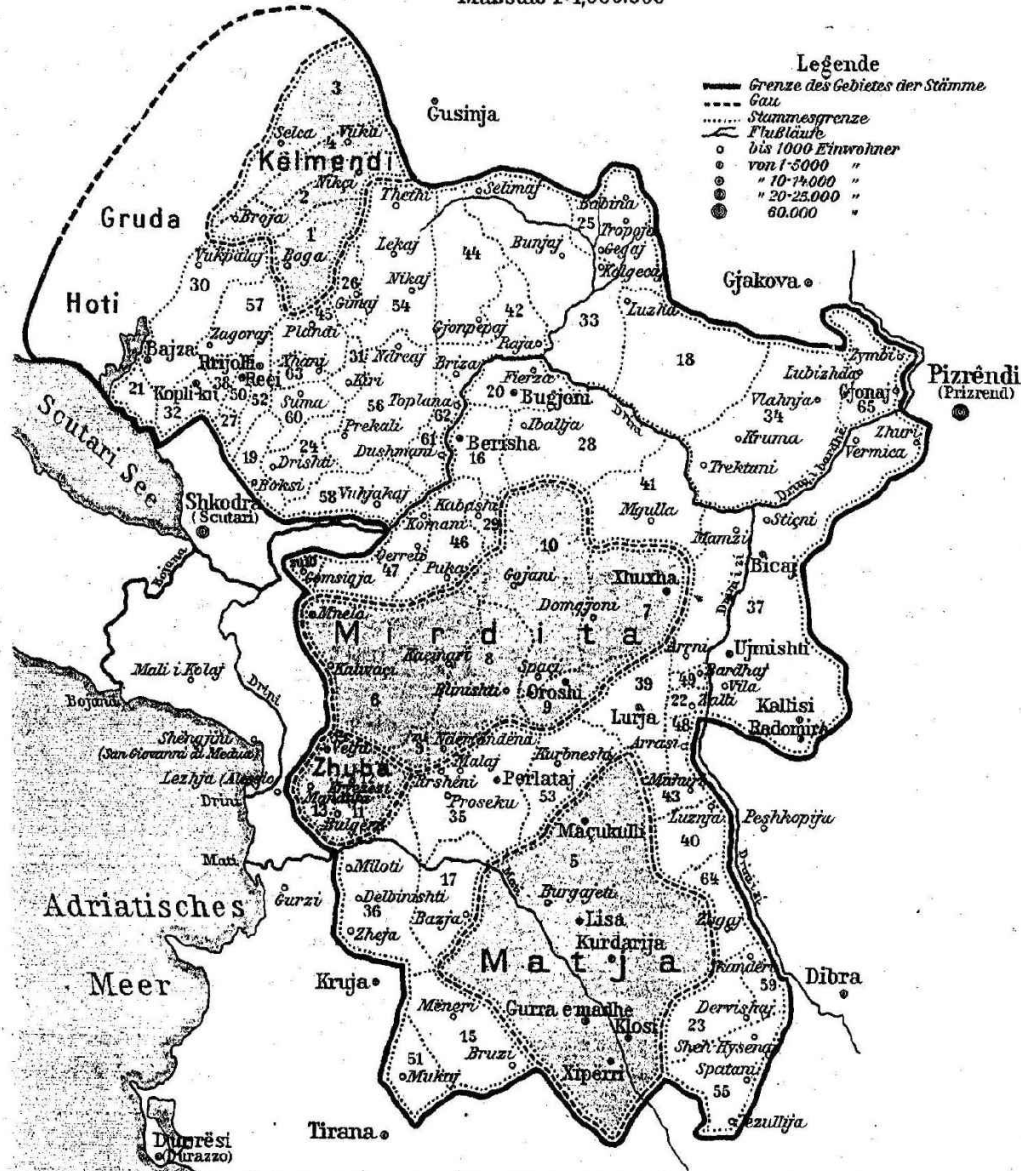
Mydyrjet (Landgemeinde) *Jshoni*

Llogaritja (No.)	Emri (Name)	Emri i familjes (Familienname)	Lloji (Sex)	Vitet (Age)	Vendi i lindjes (Place of Birth)	Vendi i arrijës (Place of Arrival)	Profesia (Profession)	Shënimet (Remarks)	Mundësi (Ability)		Vendi i lindjes (Place of Birth)	Vendi i arrijës (Place of Arrival)	Profesia (Profession)	Shënimet (Remarks)	Mundësi (Ability)	Vendi i lindjes (Place of Birth)	Vendi i arrijës (Place of Arrival)	Profesia (Profession)	Shënimet (Remarks)	
									Shkrim (Writing)	Lexim (Reading)										
2676	Rosidul Mely	Habmas/Doma	Pr	20	Jshoni	Jshoni														
	Primo	Jshoni	Pr	20	Jshoni	Jshoni														
	Kon	Jshoni	Pr	20	Jshoni	Jshoni														
	Kon	Jshoni	Pr	20	Jshoni	Jshoni														
2677	Rejwan Saha	Miska	Pr	20	Jshoni	Jshoni														
	Primo	Jshoni	Pr	20	Jshoni	Jshoni														
	Kon	Jshoni	Pr	20	Jshoni	Jshoni														
2678	Tafel Begu	Shirka	Pr	20	Jshoni	Jshoni														
	Primo	Jshoni	Pr	20	Jshoni	Jshoni														
	Kon	Jshoni	Pr	20	Jshoni	Jshoni														
2679	Abdulla Loh	Miska	Pr	20	Jshoni	Jshoni														
	Primo	Jshoni	Pr	20	Jshoni	Jshoni														
	Kon	Jshoni	Pr	20	Jshoni	Jshoni														
2680	Mustafa Saper	Kisha	Pr	20	Jshoni	Jshoni														
	Primo	Jshoni	Pr	20	Jshoni	Jshoni														
	Kon	Jshoni	Pr	20	Jshoni	Jshoni														
2681	Mehmed Canid	Salih	Pr	20	Jshoni	Jshoni														
	Primo	Jshoni	Pr	20	Jshoni	Jshoni														
	Kon	Jshoni	Pr	20	Jshoni	Jshoni														
2682	Reisid Molla	Byram	Pr	20	Jshoni	Jshoni														
	Primo	Jshoni	Pr	20	Jshoni	Jshoni														
	Kon	Jshoni	Pr	20	Jshoni	Jshoni														
2683	Mustafa Saper	Byram	Pr	20	Jshoni	Jshoni														
	Primo	Jshoni	Pr	20	Jshoni	Jshoni														
	Kon	Jshoni	Pr	20	Jshoni	Jshoni														
2684	Habibullah Osman	Molla	Pr	20	Jshoni	Jshoni														
	Primo	Jshoni	Pr	20	Jshoni	Jshoni														
	Kon	Jshoni	Pr	20	Jshoni	Jshoni														
2685	Mustafa Saper	Byram	Pr	20	Jshoni	Jshoni														
	Primo	Jshoni	Pr	20	Jshoni	Jshoni														
	Kon	Jshoni	Pr	20	Jshoni	Jshoni														

Illustration 3.1 : Questionnaire du recensement austro-hongrois de 1918.

Übersicht der Gliederung der albanischen Stämme (Bajraks, Fahnen) im vormals k.u.k. Besatzungsgebiet Albanien 1918

Entworfen von Franz Seiner
Maßstab 1:1.000.000



1. Boga 228-57	15. Bëna 1643-408	32. Koptiku 1455-355	49. Reçi (Dibra) 1429-346
2. Nikaj 685-178	18. Berishta 1013-216	33. Erasmigji 4903-1210	50. Reçi (Shkodra) 1474-311
3. Selca 852-180	17. Bishkashi (Bërnisha) 2104-417	34. Kruma 3876-1202	51. Kranaçija 423-73
4. Vukli 712-178	18. Dëgri 2044-507	35. Ethella 3952-793	52. Krijolli 1530-361
<i>Abwesende Angehörige</i>	19. Boksi 1498-281	36. Kurbini 2209-505	53. Sebita 1877-379
<i>des Gaus</i> 2202-508	20. Bugjoni 1198-256	37. Ljoma 17978-3724	54. Shala 2512-650
5. Matja 23.643-5401	21. Bruza e yje 675-161	38. Lohja 709-174	55. Sheh-Hysenaj (Zhrjani) 1760-318
6. Dibrri 5774-1254	22. Dardha 1198-238	39. Lurja 1605-284	56. Shkëri 2688-820
7. Fandi 3332-773	23. Dervishaj (Kryjku) 995-176	40. Luanja 1415-298	57. Shoshi 1293-337
8. Kishnëni 2430-537	24. Drishti 1202-253	41. Mali i zi 2628-578	58. Sllaku-Mazrrëka 2023-465
9. Oroshi 1100-228	25. Gashi-Shipshani 3628-770	42. Merturi 2211-522	59. Skandëri (Bomeshi) 2773-863
10. Spaci 4230-940	26. Gënjaj 565-196	43. Mshuri 1304-281	60. Suma 641-122
11. Bulgëri 763-165	27. Gërija 1044-234	44. Nikaj 1652-411	61. Temuli-Dushmani 939-216
12. Kryezëri 897-220	28. Ibajlja 3197-170	45. Planai 980-242	62. Toplana 254-63
13. Manatija 629-139	29. Kabashi 1494-345	46. Puka 1525-388	63. Xhani 435-105
14. Fejja 840-203	30. Kastrati 3280-812	47. Qerreti 2080-428	64. Zogaj 1656-247
<i>Abwes. Angehörige</i> 67-22	31. Kiri 534-125	48. Qiana 1338-296	65. Zymbi 11.140-1519

Die erste Zahl bezeichnet die Stammesangehörigen, die 2te (mit stehenden Ziffern) die Wehrpflichtigen.

Kartogr. Anstalt G. Freytag & Berndt, Ges.m.b.H., Wien.

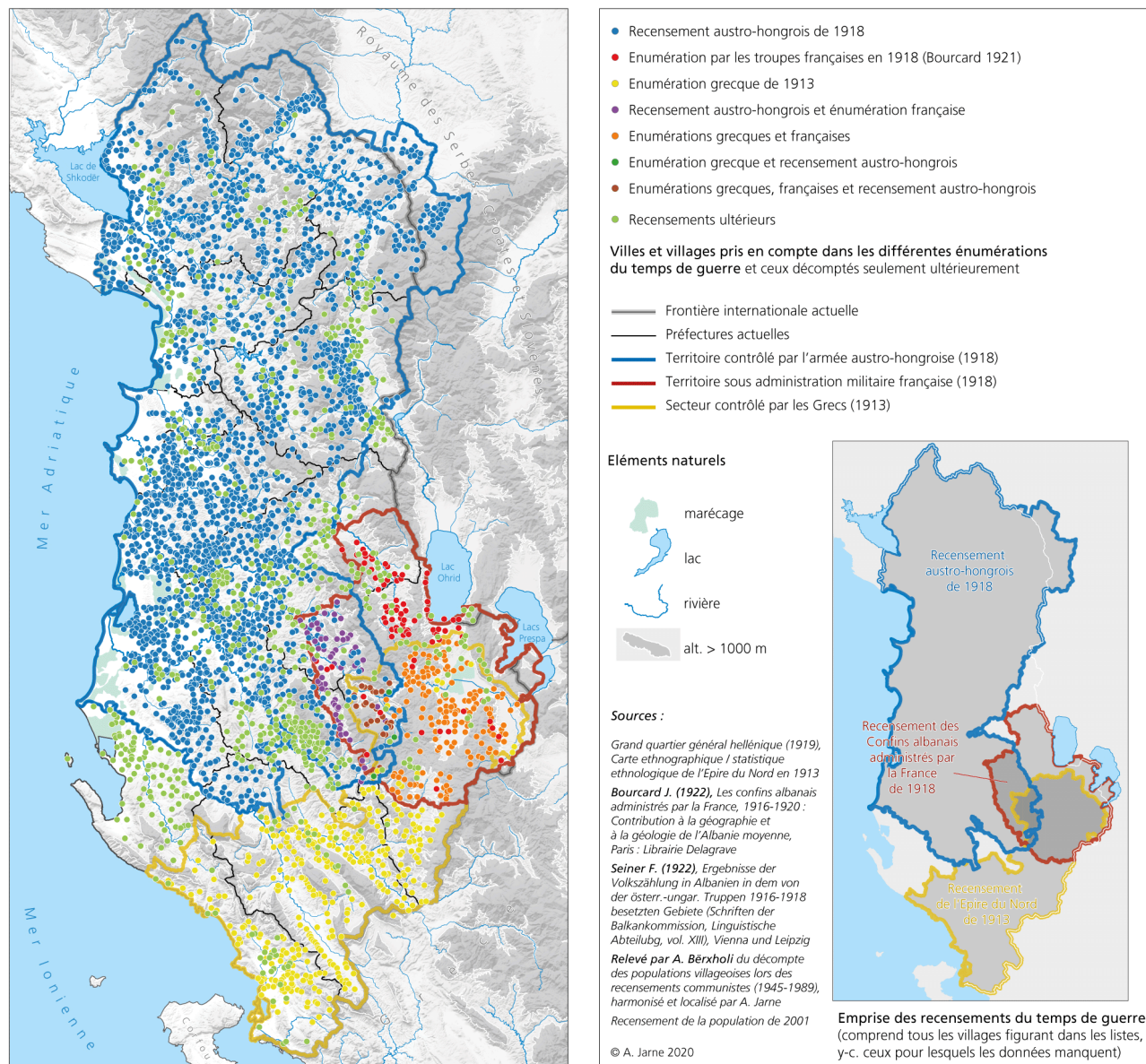
Carte 3.1 : Cartographie des territoires des clans du Nord albanais réalisée par Franz Seiner suite au recensement de 1918.

Peu exploitées par les chercheurs albanais (mal connues et réputées incomplètes)⁶⁹, ces données nous paraissent d'une grande richesse, et n'ont en outre jamais été spatialisées jusqu'au niveau local pour être comparées aux recensements voisins ou suivants. Principale lacune, la région de Valona/Vlorë (carte 3.1) aurait fait l'objet d'un recensement par l'occupant italien selon Bërxfholi (2000, 105), mais nous n'en avons pas trouvé trace à ce jour. Manquent également quelques zones de front (Skrapar en particulier). Ailleurs, une large partie des villages recensés uniquement ultérieurement sont en fait de nouveaux établissements : villes nouvelles, fermes d'État gagnées sur les lacs et marais, quartiers devenus villages, etc.

Base historique des villages albanais

Décomptes du temps de guerres et recensements ultérieurs

1913/18



Cartes 3.2 et 3.3 : Villes et villages décomptés par les recensements du temps de guerre, 1913/18.

⁶⁹ Voir à ce propos Bërxfholi (2000).

3.2.3 Recensements de l'entre-deux-guerres

Le jeune État albanais mène deux recensements durant l'entre-deux guerres, en 1923 et en 1930, dont les résultats n'ont pas été publiés en tant que tels⁷⁰. Certaines données originales de 1930 sont encore existantes, mais semble-t-il dispersées dans les anciens offices régionaux d'état-civil. Ces recensements avaient une méthodologie mixte qui combinait questionnaires et travail de mise à jour des registres. La collecte pour le recensement de septembre 1923 semble s'être étalée dans le temps, elle a été menée sans mesure de restriction de la mobilité. Le calcul de la structure par âge semble avoir été médiocre, les informations sur l'état-civil incomplètes, et les résultats de manière générale entachés de nombreuses erreurs (Bërxfholi 2000, 105). La population totale donnée est de 803'959 habitants pour 143'065 familles. Le recensement de 1930 comprenait 18 questions touchant aux relations familiales, au niveau d'éducation, à la profession, la religion ou la santé. La population totale aurait été de 835'850 habitants, mais Bërxfholi (2000, 106) mentionne aussi que certaines publications donnaient un total de 1'003'097 habitants. Faute d'un accès aux données locales de ces recensements, nous ne les décrivons pas plus avant⁷¹.

Un acteur important de la collecte statistique à cette époque est Teki Selenica. Engagé en tant qu'inspecteur du ministère de l'Intérieur à l'époque du recensement de 1923, il accède au poste de secrétaire général du Conseil des ministres et dirige le recensement de 1930. En 1928, il publie un livre qui constitue la principale source de données statistiques de cette époque, et dans lequel il restitue en particulier les données des registres de population pour 1926 au niveau de chaque village, y incluse l'affiliation religieuse⁷². A défaut des données issues de recensements, ce sont celles dont nous disposons pour ce travail. Comme l'a révélé le travail sur ces données, on y trouve quelques doublons, des erreurs dans l'attribution aux *krabina* et préfectures, des différences entre les valeurs publiées sous forme agrégée et désagrégée, et pour 118 villages il n'a pas été possible de déterminer de localisation avec certitude. Toutefois les données apparaissent de qualité et l'attribution des religions est en particulier très cohérente⁷³. Les tables de natalité et de mortalité paraissent elles de moindre qualité (voir 5.2.4).

The table is a handwritten record of a family census. It is organized into columns representing different demographic and administrative categories. The columns are numbered 1 through 23. The data is organized into rows, each representing a family unit. The entries include names, birth dates (day, month, year), and various identifiers. The handwriting is in Albanian script. A large checkmark is visible in the lower half of the table, indicating that the data has been verified or is complete.

Illustration 3.2 : Liste familiale du recensement de 1930 pour le village de Pigerasi (Vlorë).

⁷⁰ Selon Rothenbacher, F., *The Central and East European Population since 1850*, 2013.

⁷¹ Nous n'avons effectué personnellement le travail de recherche de ces données dans les archives, nationales ou régionales. Il est possible que des données exploitables dans l'esprit de notre travail soient accessibles, pour 1930, et peut-être aussi pour 1940 (recensement italien) ou 1943 (recensement allemand).

⁷² Selenica, Teki, *Shqipëria më 1927 = L'Albanie en 1927*, Tiranë : Shtypshkronja Tirana, 1928.

⁷³ A la fois dans ses structures spatiales et dans la comparaison avec les édifices religieux portés sur la cartographie italienne.

3.2.4 Recensements de la période communiste

La période communiste est la plus riche, puisque non moins de sept recensements ont été organisés entre 1945 et 1989 (1945, 1950, 1955, 1960, 1969, 1979 et 1989). Le rythme des débuts correspond à celui des plans quinquennaux, avec dans les années 1960 le passage à un rythme décennal, suite au report du recensement prévu en 1965, vraisemblablement en raison des difficultés rencontrées lors de la collectivisation des terres du Nord⁷⁴, ce qui rappelle le contretemps de même nature dans l'URSS des années 1930 (cf. infra). Le tableau 3.2 montre comment le questionnaire a évolué au gré des besoins des plans quinquennaux (par exemple la question sur le secteur d'activité), de l'agenda politique (disparition dans les années 1960, dans l'ambiance de la « révolution culturelle » albanaise, des questions sur la religion, les langues et la citoyenneté), ou de la situation économique (apparition de questions sur les logements et l'équipement des ménages dans le contexte de pénurie des années 1980). On observe aussi l'apparition très tardive – hors la question sur le lieu de naissance – d'une question permettant l'évaluation des mouvements migratoires (1989). Le mode de récolte des données saisies au niveau le plus local aux Archives nationales par Arqile Bërxfholi semblent cohérent puisque, à part en 1950 où l'information est plus riche, seule une adresse est demandée, celle « au lieu d'enregistrement » (*Adresa në vendin e regjistrimit*), ce qui laisse supposer la très bonne coïncidence générale après 1950 des lieux d'enregistrement et de résidence de la population. Les informations de spatialisation sont stables, avec en général le district (*rrethi*), la ville (*qyteti*) ou le village (*fshati*), le quartier (*lagja*), la zone (*zona*) et le secteur (*sektori*), la rue (*rruga*) et le numéro du bâtiment (*numri i shtëpisë*). Dès 1979 apparaissent aussi les villages unis (*fshat i bashkuar*), et dès 1989 l'information sur l'appartement (*apartamenti*) à l'intérieur de l'immeuble. Le relevé d'Arqile Bërxfholi est réalisé au niveau des villes et villages, avec une harmonisation au niveau administratif en force lors de la saisie qu'il a effectué, soit les 374 communes et municipalités (remplacées par 61 municipalités suite à la réforme territoriale de 2015). Certains niveaux inférieurs (quartiers urbains) sont parfois mentionnés en note, jamais donnés dans les tableaux.

Dans un petit fascicule publié en 2000, Bërxfholi donne les informations de base sur ces recensements communistes. Nous en restituons ici les grandes lignes. La Présidence du Conseil national de lutte antifasciste décide de tenir un recensement pour le 30 septembre 1945, aussi dans la perspective de l'organisation de l'élection de l'Assemblée constitutionnelle. Le questionnaire était divisé en deux formulaires (A et B), l'un de vingt questions destinées à chaque individu, l'autre destiné au ménage dans son ensemble. Les ménages collectifs (campus universitaires, camps militaires, hôpitaux, prisons, etc.) étaient également enquêtés. Des lacunes dans les données, l'évolution rapide de la structure démographique et la nécessité de mettre à jour les registres d'état-civil ont incité les autorités à répéter l'opération en 1950 déjà. Comme les registres avaient été soit endommagés ou détruits par la guerre, soit imparfaitement tenus, il était en outre nécessaire de les mettre à jour en s'appuyant sur le recensement. Il était aussi nécessaire de prendre la mesure de la migration vers les villes, très intense alors. Ce second recensement était constitué de dix formulaires en tout, avec un questionnaire individuel distinct pour les personnes nées avant 1939. Des questions concernant l'appartenance ethnique, la langue maternelle ou l'affiliation religieuse ont été posées à ce moment. Après une année entière de travaux de dépouillement et de vérifications, les principaux résultats ont été publiés, qui montraient une croissance annuelle de plus de 10'000 habitants et une augmentation relative de la part des moins de 15 ans dans la population.

⁷⁴ Bërxfholi (2000, 109) mentionne « le climat politique dans le pays lié aux problèmes rencontrés par les institutions gouvernementales durant les années 1960 ».

Principales questions des recensements	1930	1950	1955	1960	1969	1979	1989
Lieu de naissance	X	X	X	X	X	X	X
Lieu de résidence	X	X	X	X	X	X (1)	X (2)
Lieu d'enregistrement	-	X	-	-	-	-	-
Lieu x ans avant	-	-	-	-	-	-	X (3)
Questions démographiques de base	X	X	X	X	X	X (4)	X
Absence / présence de membres de la famille	-	X	X	X	X	X	X
Lieu où se trouvent les membres de la famille	-	X	X	X	X	X	
Citoyenneté (<i>shtëtesia</i>)	-	X	X	X	-	-	-
Nationalité (<i>kombësia</i>)	-	X	X	X	-	X	X (5)
Religion (<i>besimi</i>)	X	X	X	-	-	-	-
Langue	-	X	X	X	-	-	-
Alphabétisation	X	X	X	X	X	X	X
Scolarisation	-	X	X	X	X	X	X
Secteur d'activité	X	X (6)	X (7)	X (8)	X (8)	X (9)	X(9)
Lieu de travail	-	-	X	X	-	X	X
Sources de revenus / personnes à charge	-	-	-	X (10)	-	X	X
Revenu	-	-	-	-	-	-	X
Ménages collectifs	-	-	-	-	-	X (11)	X (12)
Questions sur le logement	-	-	-	-	-	-	X (13)
Equipement des ménages	-	-	-	-	-	-	X

1) Apparition de la référence spatiale au niveau du Fshati i bashkuar, le village uni.

2) Référence aux villages unis et aux villages spéciaux (Fshati i veçante). Selon Bërzholi, phénomène d'éclatement artificiel des familles pour raisons économiques (pour bénéficier de davantage de tickets de rationnement).

3) Lieu du domicile en 1979.

4) Dans le questionnaire famille, question sur le nombre de générations qui cohabitent.

5) A choix nationalité albanaise, grecque ou macédonienne.

6) A choix a) État ; b) Organisation sociale ; c) Coopérative ; d) Privé.

7) Première profession, spécialité, exercée combien de temps, profession actuelle, exercée depuis combien de temps, catégorie de qualification, secteur d'activité, lieu d'activité, travail individuel ou salarié.

8) Appartenance en termes de catégorie sociale : travailleur, employé de bureau, agriculteur ou employé de coopérative, agriculteur ou employé hors coopérative, artisan dans une coopérative, artisan individuel, commerçant au sein d'une coopérative, commerçant privé, bénévole, ecclésiastique sans travail (klerik i pa punë).

9) Intellectuel, coopérateur ou travailleur.

10) Nouvelles questions: a) Quelle source de revenus pour ceux qui ne travaillent pas, b) A la charge de qui sont ceux qui ne travaillent pas et n'ont pas de source alternative de revenus, et c) Type d'incapacité mentale ou physique.

11) Adresse de résidence temporaire (uniquement personnes séjournant à l'hôtel, en dortoir, dans les hôpitaux, maison de vacance, invitées, etc.)

12) Dans questionnaire individuel, détail des lieux de résidence des personnes absentes de manière provisoire ou durable.

13) Apparition de question sur le logement : propriété, date de construction, nombre de pièces, surface de la cuisine, présence de wc. Référence spatiale au niveau de l'appartement.

Tableau 3.2 : Evolution des questionnaires des recensements de 1930 puis de la période communiste.

A la demande de la Commission du plan, dont les travaux s'établissent dès 1950 sur une base quinquennale, et dans une période d'intense transformation sociale liée à l'industrialisation, un troisième recensement est organisé en 1955, le dimanche 2 octobre précisément. Pour la première fois, une importante campagne d'information et de sensibilisation au contenu et aux objectifs du recensement est organisée et un guide méthodologique est diffusé. Depuis 1945, le nombre de questions posées a doublé. Les résultats sont publiés fin 1956 et montrent que la croissance de la population et l'urbanisation se poursuivent et que la taille moyenne des familles régresse légèrement. En 1960 à nouveau, l'initiative du recensement est à porter au crédit de la Commission du plan. La documentation complète est constituée de trois brochures méthodologiques, six questionnaires destinés à la population et trois aux ménages. Au total 30 questions, parmi lesquelles apparaît celle sur le lieu de travail qui doit permettre d'évaluer les mouvements pendulaires dans un contexte marqué par la sous-urbanisation (industrialisation plus rapide que l'urbanisation, voir chapitre 5.4.4). Les résultats sont publiés à l'été 1961 et montrent que pour la première fois, plus de 30% de la population vit désormais dans des villes. La taille moyenne des familles a légèrement augmenté et s'établit à 5.3 personnes en ville, 6.1 en milieu rural. La Direction des statistiques (*Drejitoria e Statistikës*) demande à organiser le cinquième recensement en 1965, mais une décision du Conseil des Ministres en repousse l'exécution à 1969 (1^{er} avril), soit après que la seconde phase de

collectivisation des terres soit achevée. Le questionnaire est globalement allégé. Les questions concernant l'identité ethnique, linguistique ou religieuse sont abandonnées, par contre l'appartenance aux catégories socio-professionnelles est détaillée cette année-là : travailleur, employé de bureau, agriculteur ou employé de coopérative, agriculteur ou employé hors coopérative, artisan dans une coopérative, artisan individuel, commerçant au sein d'une coopérative, commerçant privé, bénévole, ecclésiastique sans travail (*klerik i pa punë*, puisque la pratique religieuse est interdite en 1967). La taille des familles continue d'augmenter, de même que la part de moins de 15 ans qui dépasse alors 42% de la population totale.

En 1977, la Commission du plan suggère l'organisation d'un nouveau recensement de la population et des logements en 1978. Celui-ci se déroulera finalement en janvier 1979, et les résultats sont publiés un an plus tard. La population urbaine atteint alors 33.5%. Les questions sur le logement ont semble-t-il été abandonnées et n'ont pas fait l'objet de publication. Au contraire, en 1989, le questionnaire sur le logement est riche. Le recensement voit aussi apparaître un volet sur l'équipement des ménages (radios, télévisions, machines à laver et réfrigérateurs). Pour la première fois, les statisticiens albanais collaborent avec les Nations-Unies dans la perspective de s'aligner sur les standards appliqués dans les autres pays européens, et une coopération comprenant la mise à disposition d'équipement technique est engagée, en particulier pour la phase de traitement des données. Ce dernier recensement du communisme a lieu au début avril, mais en dépit de la technologie mise à disposition, le traitement est plus long que par le passé et la publication intervient en 1991 seulement. La structure par âge poursuit une évolution entamée la décennie précédente et qui voit la population adulte (15 à 59 ans) gagner des parts : 50.4% en 1969, 55.6% en 1979 et 59.2% en 1989. La taille des ménages diminue, mais Bërxboli (2000, 111) attribue ce phénomène à une division artificielle des ménages dans le but, en des temps de pénurie où déclarer sa famille indépendante peut permettre d'accéder à certains produits rationnés.

Année	Date	Population			Rapport mascul.	Familles		Urbain	Rural	% urbain	% erreur villages	
		totale	hommes	femmes		total	taille m.				pop.	femmes
1945	15.sept	1'122'044	570'361	551'683	103.4	196850	5.70	238812	883232	21.3	+1.2	+1.2
1950	01.oct	1'218'943	625'935	593'008	105.6	211613	5.76	249783	969160	20.5	0.0	0.0
1955	02.oct	1'391'499	713'316	678'183	105.2	251756	5.53	383169	1008330	27.5	+0.1	-0.4
1960	02.oct	1'626'315	831'294	795'021	104.6	279805	5.81	502456	1123859	30.9	-0.5	+0.2
1969	01.avr	2'068'155	1'062'931	1'005'224	105.7	346588	5.97	650710	1417445	31.5	+0.2	+0.1
1979	07.janv	2'590'260	1'336'945	1'253'315	106.7	463333	5.59	866704	1723556	33.5	+0.6	-0.3
1989	02.avr	3'182'417	1'638'074	1'544'343	106.1	675476	4.71	1137562	2044855	35.7	+0.3	+0.7

Tableau 3.3 : Totaux officiels des recensements de la période communiste. Source : Bërxboli (2000).

La question de la qualité de ces données peut être abordée sous deux angles. Tout d'abord, il n'existe pas à notre connaissance d'étude historique critique des pratiques et de la production statistiques dans l'Albanie communiste. Ce type d'étude existe pour l'Union soviétique et on peut tenter certains parallèles. Par contre, la thèse du démographe Arjan Gjonca (1999) propose une analyse de plausibilité et de cohérence fondée sur les divers résultats publiés à partir des recensements communistes albanais. Mais auparavant il faut noter les légères différences entre les totaux officiels et ceux résultant de l'addition des données locales saisies dans le cadre de notre travail (colonnes de droite du tableau 3.3). Ces différences sont faibles, généralement inférieures à un pourcent. La meilleure correspondance est obtenue en 1950, année pour laquelle la somme de la population des villes et villages équivaut au total officiel à 500 personnes près. Au contraire en 1945 la somme des populations locales excède celle des totaux officiels de 13'000 personnes (1.2%). Les données de notre corpus peuvent comporter des erreurs de copie⁷⁵, alors que comparativement les totaux officiels risquent plutôt d'être péjorés par des erreurs d'addition (manuelle). A part pour 1945, ces différences s'inscrivent dans une marge d'erreur acceptable⁷⁶.

⁷⁵ Elles ont d'abord été saisies à la main par Arqile Bërxboli aux archives, puis numérisées par Dorina Sharra.

⁷⁶ Les tests de plausibilité dans nos données sont compliqués par le fait que les villages peuvent être associés de manière différente d'un recensement à l'autre. Pour réduire les erreurs, il faudrait comparer les totaux calculés à ceux officiels par districts par exemple. Mais il n'est pas sûr que cela permette de faire une réelle différence, dans la mesure d'une part où notre propre agrégation par districts (de la période communiste) se fonde sur une cartographie approximative, et d'autre part parce que les erreurs de copie sont fréquentes, y-compris dans les publications officielles. Bërxboli (2000) en relève plusieurs,

Si on se réfère à la position soutenue par Annah Arendt dans son très célèbre ouvrage de 1951 sur le système totalitaire, on doit remettre en question la teneur de la production statistique sous un tel régime : « Pour la période du règne incontesté de Staline à partir de 1929, les archives de Smolensk tendent à confirmer ce que nous savions déjà de source moins irréfutable. Cela est même vrai de quelques-unes de leurs étranges lacunes, spécialement celles qui concernent les données statistiques. Car cette absence prouve simplement qu'à cet égard, comme à tous les autres, le régime stalinien était impitoyablement cohérent : tous les faits qui ne concordaient pas, ou qui étaient susceptibles de ne pas concorder avec la fiction officielle – données sur les récoltes, la criminalité, les véritables incidences des activités « contre-révolutionnaires » par opposition aux ultérieures conspirations fictives – étaient traités comme si ce n'étaient pas des faits. En complète adéquation avec le mépris totalitaire pour les faits et la réalité, toutes les statistiques de ce genre, au lieu d'être rassemblées à Moscou depuis les quatre coins de l'immense territoire, étaient d'abord portées à la connaissance des localités respectives par leur publication dans la *Pravda*, les *Izvestija*, ou quelque autre organe officiel de Moscou, si bien que chaque région, chaque district de l'Union soviétique recevait ses données statistiques, officielles et fictives, absolument comme elle recevait les normes non moins fictives qui lui étaient allouées par les plans quinquennaux » (Arendt 2002, 21-22). Cette vision un peu simplificatrice ne pose pas la question de l'institution qui produit les chiffres, du fait que celle-ci est formée d'hommes et de femmes « qui ont été formés à la statistique, et non au totalitarisme comme système de représentation. De même, elle laisse de côté l'éventualité de tensions entre les différents milieux, lieux de décision et lieux d'application des décisions » (Mespoulet et Porter 2008, 10). Dans leur étude « Construire le socialisme par les chiffres : enquêtes et recensements en URSS de 1917 à 1991 », ces deux auteurs situent en particulier les défis politiques majeurs portés par le recensement qui a suivi la collectivisation : « On comprend aisément l'enjeu que représente, pendant les années 1930, la réalisation d'un recensement de la population. Le dernier a eu lieu en 1926. Or il est indispensable de disposer d'estimations actualisées de la population pour établir les plans quinquennaux : population active par branche d'activité, population rurale, urbaine, agricole, industrielle, nombre d'enfants en âge scolaire et de personnes âgées, toutes ces informations sont nécessaires au *Gosplan* et à toute forme administrative de l'économie. Le caractère massif et public d'un recensement démographique en fait, en revanche, un outil à double tranchant. D'un côté les chiffres doivent permettre d'affirmer le triomphe du socialisme, légitimer l'existence de ce nouveau type d'État et sa pérennité et attester les profondes transformations sociales d'un pays au seuil du communisme. Mais, d'un autre côté, il ne faut pas qu'ils dévoilent l'échec des choix politiques staliniens, en particulier l'immense traumatisme humain de la collectivisation forcée » (ibid., 127).

Sans entrer dans le détail, on peut relater ici les épisodes principaux pour faire le lien avec l'histoire, parallèle mais postérieure, des recensements albanais. Le recensement aura finalement lieu en URSS en 1937 (alors qu'il avait été prévu initialement en 1932). Les résultats montreront des déficits de population considérables dans certaines régions, en contradiction flagrante avec tout à la fois le discours du pouvoir et les projections qui avaient été construites sur la base du recensement de 1926. Les démographes produisent des explications liées à l'absence de décompte des décès dans les camps, la sous-estimation de la mortalité liée à la famine, l'émigration massive en Asie centrale (ibid., 137). Le directeur de l'office, Kraval, montre même une carte qui illustre sans ambiguïté le lien entre régions où les *koulaks* ont montré la plus grande résistance à la collectivisation et dépopulation. Le pouvoir réagit en accusant d'abord les statisticiens d'erreurs massives – ils auraient oubliés de décompter des ménages collectifs (ouvriers sur les chantiers) à concurrence de 4% (ce qui fait coïncider recensement et projections) – puis d'entreprise délibérée de sabotage. S'en suit une purge des responsables (la moitié sont fusillés) et un large renouvellement du personnel (ibid., 140). Un nouveau recensement est organisé en 1939. Il décompte de manière rigoureuse semble-t-il d'une part la population civile, d'autre part les contingents militaires et ceux sous responsabilité du NKVD (leur propre famille ainsi que les déportés, prisonniers et autres déplacés spéciaux). Mais ensuite les résultats sont « corrigés » en réaffectant sans justification les contingents spéciaux à d'autres régions que celles où ils avaient été comptés. Malgré cela, les résultats sont aussi mauvais. S'ils n'ont pas été massivement manipulés (les chiffres totaux n'ont pas été changés), la diffusion en est minime et ciblée dans le sens de la rhétorique du pouvoir. Il s'avère difficile de masquer les incohérences, comme les distorsions des rapports de masculinité liés au transfert des contingents spéciaux constitués essentiellement d'hommes, et toute publication de la répartition par âge, sexe ou nationalité fut interdite (ibid., 152). Ces épisodes illustrent la tension particulière entre les usages scientifiques et politiques des chiffres dans des régimes à la fois très planificateurs (gourmands en chiffres « scientifiques ») et totalitaires (soucieux d'exercer un contrôle complet sur ceux-ci).

et d'ailleurs dans son propre ouvrage, les totaux de population de 1930 et de 1945 sont corrects dans le corps du texte (p. 15 et 19), visiblement erronés dans la synthèse en anglais (p. 106).

La grande difficulté qu'il y a à manipuler des données démographiques sans que celles-ci en conservent la trace sous formes d'incohérences est un premier argument. Le second a trait aux différences entre l'histoire soviétique et celle albanaise. La période critique du déploiement du socialisme albanaise est probablement aussi celle de la collectivisation, ou plus exactement de la « seconde collectivisation », celle qui touche le nord du pays dans la seconde moitié des années 1960 (donc peu après la rupture avec l'URSS). Mais si celle-ci se voit opposer une résistance certaine, elle n'entraîne rien de comparable aux exécutions et à la famine qui ont accompagné la collectivisation de l'Ukraine par exemple. De plus, la collectivisation albanaise a lieu dans un contexte démographique extraordinairement dynamique, où il était donc possible d'en faire la publicité en l'associant aux progrès sociaux et sanitaires enregistrés. Enfin, la déportation et la mortalité dans les camps n'ont pas pris en Albanie les mêmes proportions qu'en URSS ; ni d'ailleurs l'émigration, aussi à cause de la petite taille du territoire, plus facile à circonscrire. Des raisons qui auraient pu pousser à manipuler les statistiques sont donc plus difficiles à identifier. On note que des localités hébergeant certains camps et prisons célèbres affichent une surpopulation masculine, ce qui tend à montrer le caractère assez brut des relevés où l'on semble ne pas avoir escamoté ce type d'information. A proximité de mines de cuivre et de pyrite se trouvait la prison politique de Spaç en Mirditë. Les deux villages voisins (Kodër-Spaç et Gurth-Spaç) affichent un surplus masculin durant le communisme qui culmine à 234 hommes en 1969 (sur une population totale de 924 personnes). A Burrel, dont la prison est également célèbre, on observe aussi une forte surpopulation masculine (de 600 hommes environ), surtout jusqu'en 1960. Mais dans ce cas le développement administratif et industriel de la localité participe sans doute aussi à l'explication⁷⁷.

Si on s'intéresse à la cohérence interne des données démographiques de l'époque, on peut se référer aux observations fournies par Gjonca dans sa thèse sur la transition de la mortalité en Albanie (1999, 56). En comparant les chiffres des recensements, par sexes, à ceux du mouvement naturel de la population (comparaison directe), il conclut que les sur- ou sous-comptes des recensements sont relativement faibles. Les résultats convergent avec ceux de la méthode d'estimation indirecte : il n'y a pas de régularités observables dans les sur- ou sous-comptes de la population entre les différents recensements, si ce n'est le fait que de manière générale les hommes sont légèrement sous-comptés et les femmes légèrement sur-comptées (dans une fourchette inférieure à un pourcent d'écart). La seule exception est dans la surestimation féminine de plus de 2% en 1969 par rapport à 1960⁷⁸. On le voit, ces incohérences sont légères et situées dans des marges d'erreur normales au vu du contexte. Les questions liées à la définition du domicile (chapitre 3.2) ou aux difficultés de la spatialisation des résultats (chapitre 3.3) sont sans doute plus sensibles pour notre propos.

3.2.5 Recensements de la période démocratique

Les deux recensements menés depuis le début de la transition (2001 et 2011) ont vu les questionnaires se développer et s'aligner sur certains standards internationaux, ils ont vu l'informatique s'introduire dans le traitement des données et multiplier les possibilités d'exploitation de celles-ci, ils ont vu de nombreuses collaborations s'établir entre experts étrangers et personnel local. Mais ils n'ont pas été exempts de difficultés non-plus, parmi lesquelles le débat autour de la prise en compte des minorités, les difficultés à évaluer correctement une population devenue très mobile, la spatialisation rendue ardue par l'indéfinition du territoire et la croissance rapide et anarchique des périphéries urbaines, le maintien difficile d'un groupe de statisticiens compétents dans un contexte marqué par l'émigration, les difficultés économiques, la volatilité politique et l'insécurité de l'emploi administratif qui en résulte. Si la coopération internationale a été bénéfique à de nombreux égards et a rendu possibles ces deux lourdes opérations, elle a pu participer aussi à morceler l'activité des professionnels albanaise, à fragiliser le lien avec le marché local de l'expertise et à introduire une forme de compétition entre institutions finalement peu favorable à la transparence et à la diffusion ou à l'échange de données. Nous sommes donc d'autant plus reconnaissants à ceux de nos confrères albanaise qui nous ont fait la confiance de mettre à notre disposition leurs données. Malheureusement, il n'a pas été possible d'obtenir la population villageoise de 2011, bien que relevée par le recensement : l'auto-déclaration n'a pas été traitée et l'Instat ne dispose pas à ce jour (ni les autres institutions) d'une cartographie au niveau des villes et villages⁷⁹ qui

⁷⁷ C'est l'interprétation que donne Bërsholi dans une note associée à la population de Burrel.

⁷⁸ Gjonca estime justement que les explications ne peuvent qu'être de l'ordre de la spéculation (62). Si on se risque à telle spéculation, on peut faire l'hypothèse que la collectivisation et le contrôle accru sur des populations septentrionales à structure fortement patriarcale a pu entraîner en 1969 la correction d'un sous-dénombrement féminin antérieur. Quant à la légère et généralisée sous-estimation des hommes, on peut avancer l'hypothèse d'un lien avec un sous-compte des ménages collectifs, largement masculins.

⁷⁹ La réalisation d'une telle cartographie est actuellement en discussion dans le cadre d'un module du projet SALSTAT (« *Strong Albanian Local Statistics* ») qui vise à renforcer la gestion spatialisée des données en vue du recensement de 2020.

aurait permis de faire l'attribution des coordonnées des immeubles aux localités. Le chapitre qui suit s'efforce de montrer que la question des difficultés de la spatialisation fine des données statistiques en Albanie est déjà ancienne et pourquoi elle n'est pas résolue par la simple modernisation des techniques.

3.3 La spatialisation des recensements

Le manque d'un enregistrement précis de l'inscription spatiale des frontières administratives est une problématique qui traverse toute l'histoire des recensements albanais, du travail de Seiner au recensement de 2011. L'orthodoxie du recueil de données statistiques qui voudrait que la base géographique soit constituée de secteurs de recensement eux-mêmes inscrits dans des unités administratives existantes est difficile à concrétiser.

3.3.1 *La liste de toponymes de Franz Seiner*

Franz Seiner se heurte à ce type de problème à son arrivée en Albanie en 1917. Le premier constat qu'il fait concerne la nécessité de créer un répertoire de lieux, ce qui n'existait pas (ou de manière très partielle), et qui lui paraît un élément indispensable pour organiser un recensement sérieux (Seiner 1922, 2). Ce répertoire comprend tous les villages ainsi que les hameaux, fermes isolées, moulins, etc. qui leur appartiennent, ce qui permet d'en déterminer de façon suffisamment précise les limites. Il utilise cette liste lors d'une campagne de numérotation des bâtiments, précédant le recensement proprement dit, où la population est décomptée grossièrement. Comparant le résultat brut à celui des dénombrements réalisés l'année précédente, il note une amélioration significative : des villages et des contrées entières avaient été « oubliés ». Un important travail de graphie est également réalisé de sorte à produire un document pouvant faire référence, ce qui est compliqué puisque de nombreux noms existent dans deux ou trois langues (turque, slave, grecque, italienne, surtout aux abords des frontières), et qu'ils sont prononcés de manière différente par les villageois (Kthella/Thkella, Rubigu/Robiku/Rrbiku, Leshi/Lezjia), etc. La version finale de la liste comprend 114 communes, 1794 villages et près de 4000 hameaux⁸⁰. Dans ces montagnes du nord où l'habitat est dispersé, il n'est pas rare de voir des villages composés de 8 ou 9 établissements portant des toponymes distincts. Seiner décrit plusieurs problèmes comme le recoupement de noms régionaux et locaux, le fait qu'ils sont souvent intervertis (même, déplore Seiner, lorsqu'on recourt à des informateurs instruits, prêtres ou missionnaires catholiques), ou comme une difficulté surtout propre au Nord, liée aux confusions résultant de l'attribution aux lieux des noms des *Fiz* (communautés parentales). Si, comme le relève Doja (1998, 62), « la structure sociale est souvent fondée sur une partition spatiale du territoire, habité par des groupes lignagers avec référence tribale », ce n'est pas une règle absolue, et surtout, dès le 19^{ème} siècle et l'intensification des processus démographiques et sociaux, des mouvements accrus de population créent « un écart entre les relations dérivant de la parenté et les rapports fondés sur le voisinage et le territoire ». La conséquence est qu'un nom associant une communauté lignagère à la vallée dont elle est issue peut être donné à des villages ou hameaux hors de celle-ci, que le nom d'un village peut être porté par une ferme du village voisin, et donc plus généralement que du croisement de ces héritages sociaux et spatiaux – des patronymes et des toponymes – résulte souvent une grande confusion, source de nombreuses erreurs. L'établissement de noms de lieux corrects n'a donc pu se faire que très progressivement. La quasi-totalité des villages a pu être localisée de manière plus ou moins certains, alors que seul un quart environ des hameaux et fermes a pu l'être, ce qui témoigne d'une forte évolution de ces « micro-toponymes ».

3.3.2 *Les zones cadastrales contemporaines*

Ce qui s'approche le plus aujourd'hui d'une définition territoriale des villages ce sont les « zones cadastrales ». Traditionnellement, deux systèmes cadastraux coexistaient. Le premier, essentiellement présent dans les villes, consistait en un simple registre des propriétés. Le second, en usage pour l'enregistrement des terres agricoles, y associait une carte cadastrale au 1:5000. Entre 1976 et 1991, la propriété privée est interdite par la loi. Dès 1991, le gouvernement entreprend de recouvrer l'information cadastrale et passe à cette fin une loi en 1994. Cette période correspond à celle de la redistribution des terres. Le territoire est divisé en zones cadastrales (environ 3000) qui disposent chacune d'un registre des propriétés qui associe une carte et un titre de propriété (« *kartella* »). Une zone cadastrale est la plus petite unité administrative à l'intérieur de laquelle l'enregistrement

⁸⁰ Tous mes remerciements vont à l'équipe de Karl Kaser et Siegfried Gruber, qui ont mis à disposition cette information numérisée avec une grande rigueur sur la base des archives viennoises.

foncier est réalisé, il comprend un village et ses terres agricoles (Kodderitzsch 1999, 34), ou une ville ou portion de ville. Après 1991, des commissions foncières villageoises élues ont été chargées de rétablir les frontières villageoises originales (De Waal 1995, 5), et la carte de zones cadastrales correspond au premier enregistrement de celles-ci. Cette carte est donc un document central pour reconstituer des frontières villageoises cohérentes. Mais elle n'est pas complète : elle ne couvre que 52% du territoire, dont l'essentiel des espaces peuplés (2520 villes et villages, soit environ 82% des localités, et 81% de la population de 2001 environ)⁸¹. Les plaines sont ainsi couvertes. Au contraire les zones cadastrales sont parfois complètement manquantes dans les régions montagneuses (surtout au nord et au sud-ouest), et là où elles existent, elles n'intègrent généralement pas les anciens communs – pâturages et forêts, devenus propriétés de l'État (De Waal 1995, 13) – et les surfaces improductives. Il n'est pas rare non plus que des zones se chevauchent. C'est la liste des zones cadastrales qui a servi à l'Instat de liste des villes et villages au moment de préparer le recensement de 2001⁸².

3.2.3 *Inscription spatiale des limites villageoises*

Il est intéressant de faire un petit détour par l'histoire pour comprendre cette situation qu'on trouve essentiellement dans les montagnes du Nord (soit une petite partie de l'Albanie). Avant le communisme, la gestion et la propriété des communs étaient réglées par le *Kanun*, sous le regard des anciens. Différents groupes détenaient la propriété, des fratries (*vllazni*) et des clans (*fi*). A partir d'une certaine distance aux habitations, forêts et alpages étaient la propriété commune des villages, et plus loin encore, les portions de territoire à l'écart des villages étaient propriété du *bajrak* (district)⁸³. Les sociétés montagnardes avaient une très forte et longue tradition de gestion collective de ces espaces. La procédure de définition des frontières répondait aux règles du *Kanun*. Dans le *Kanun* de Lekë Dukagjini (2001, 69), on peut lire par exemple : « Les limites des terres sont immuables. Les limites sont matérialisées par de grandes pierres pointues, fichées tant sur terre que dessous. On peut utiliser aussi un vieil arbre. La borne frontière a ses témoins autour d'elle. Ce sont 6 à 12 cailloux enterrés en-dessous et à l'entour ». Pour fixer les limites, plusieurs méthodes sont décrites pour accompagner les négociations des représentants des communautés : jet de pierre, portée du fusil, emplacement des monuments funèbres d'hommes ayant succombé à des querelles de bornage (« frontière gagnée par le sang »), hache enfoncée de telle manière que le contradicteur ne peut l'extraire, ou port de lourdes pierre permettant de reporter la frontière selon la distance parcourue⁸⁴. Ce système a prévalu jusqu'à la fin de la deuxième guerre. L'ordre socialiste s'étend alors aux montagnes du Nord, et prétend faire disparaître l'institution du *Kanun*, les structures patriarcales et la classe semi-féodale des *Bajraktars*⁸⁵. Mais les développements postérieurs à 1991 ont montré que de nombreux aspects importants des cultures locales ont survécu au communisme, et que les préceptes du *Kanun*, partiellement transformés et adaptés aux situations contemporaines, ont largement soutenu la réorganisation des sociétés montagnardes dans les années difficiles qui ont suivi la chute du régime. Ainsi en va-t-il de la mémoire des anciennes limites, qui a facilité à certains égards le retour à la propriété privée par rapport à

⁸¹ Nous n'avons pu obtenir cette géodonnée que tardivement (été 2019) du secteur de la cartographie de l'Agence nationale du cadastre (*Agjencia Shtetërore e Kadastrës*, ASKH), qui était auparavant intégré dans l'ancien ZRPP (*Zyra e Regjistrimit të Pasurive të Paluajtshme* – Bureau d'enregistrement des biens immobiliers). La digitalisation généralisée des limites basées sur cette carte a été réalisée auparavant, à partir de captures d'écran géoréférencées.

⁸² Malheureusement, faute de coordination, les deux listes ont évolué de manière différente entre le moment de la transmission et celui de la publication des résultats, il y a de part et d'autre des ajouts différents ou/et codés différemment, sources de confusion. Pire, pour le recensement de 2011, Instat a recodé alphabétiquement les villages en y incluant de nouveaux, alors qu'au cadastre on a conservé la numérotation originale, ce qui rend très difficile toute comparaison à cette échelle entre 2001 et 2011, puisque de nombreux villages portent le même nom.

⁸³ Voir le rapport final d'Haki Kola et Gazmend Zeneli « Enhancing Tenure Security Through Support the Communities to Improve the Laws on Transfer of State Public Property (Forest and Pasture) to the Communes », Tirana, 2008, p. 15. Ce type de système foncier complexe largement centré autour de l'unité villageoise était la règle dans l'Empire Ottoman, du moins jusqu'à la période du Tanzimat. Voir à ce propos Schull, Kent F. (éd.), Saracoglu, M. Safa (éd.) et Zens, Robert W. (éd.), *Law and legality in the Ottoman Empire and Republic of Turkey*, 2016, page 45 : « All in all, the Ottoman land regime recognized multiple layers of ownership. [...] In this complex land regime, villages constituted the defining units with regard to taxation and the award of new lands for almost the entire existence of the empire. A village was not only a place where people dwelt, but also an important fiscal/administrative, territorial and communal unit with defined boundaries of arable land, pastures, and tax liability. A settlement was registered as a village in the imperial Ottoman registers only if it had a cemetery, a water source, pastures (for draft animals and livestock), a meadow, a harvest floor, and fixed boundaries that could be verified by the testimony of reliable local witnesses. All of this was important to the survival of the village as an economic unit ».

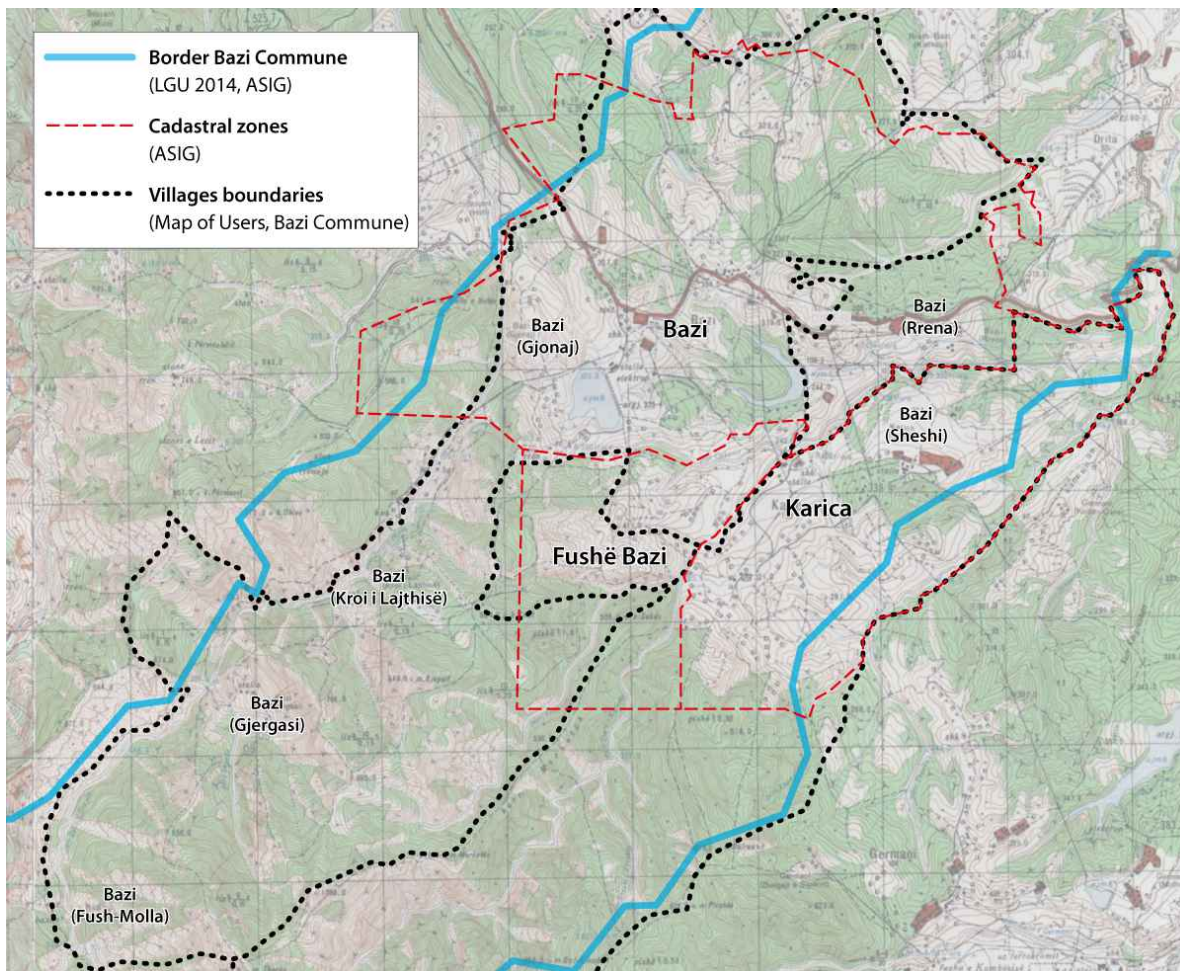
⁸⁴ *Kanun*, 90-91. On pense aussi à l'histoire racontée par un montagnard au prêtre Zef Pllumi, et que ce dernier rapporte dans ses mémoires : « Il me raconta alors qu'autrefois Sosh et Dushman s'étaient querellé pour une affaire de bornage dans les montagnes. Les anciens et les sages s'étaient réunis pour délimiter un territoire du clan, mais ils n'étaient pas tombés d'accord. Finalement, ils avaient pris la décision de faire appel aux Frères franciscains, car on ne pouvait trouver des gens plus justes que les Frères. Ils leur laissèrent donc décider du bornage. Ils étaient deux hommes de même âge et ils avaient une montre. Chacun devait partir de son église à six heures du matin et marquer la limite là où ils se rencontreraient. Les hommes de Dushman étaient de grands tricheurs. Ils réveillèrent le Frère deux heures avant et celui-ci se mit en route. D'église en église, il fallait marcher sept heures. Le frère de Sosh partit à six heures, comme il avait été décidé, mais quand il arriva, il tomba sur le frère de Dushman qui était déjà là. Il comprit que celui-ci avait triché ; il sortit son fusil et le tua. Les anciens se réunirent alors et divisèrent la route à quatre heures de l'église de Sosh et à trois de celle du Dushman. On savait qu'une histoire pareille n'était jamais arrivée auparavant, mais cette légende servait à prouver que l'homme, même s'il est doux et juste, n'accepte pas que quelqu'un viole son territoire. »

⁸⁵ Cf. Kola et Zeneli (2008) p. 34.

d'autres régions. Mais dans les communs, la contradiction entre la propriété officielle demeurée à l'État central après le communisme et la pratique des droits coutumiers, ainsi que l'incapacité de l'État à imposer de limites administratives claires entre les villages a été la cause de nombreux conflits (droits de pâture, exploitation forestière, etc.). Une difficulté importante réside selon Kola et Zeneli dans le principe de la reprise des limites entre les ex-coopératives comme frontières communales, plutôt que la reprise de frontières pré-communistes de la maille de base, les villages. Dans le cadre d'un projet de transfert de la propriété des communs de l'État aux communes, des inventaires de limites traditionnelles des villages ont été entrepris⁸⁶. Sur la carte 2, nous avons représenté le résultat d'un tel inventaire dans une partie de la commune de Baz (district de Mat), et superposé aux frontières des communes et zones cadastrales telles que publiées sur le portail de l'Autorité d'État pour l'information géospatiale (ASIG).

Les limites ont entre elles une cohérence partielle. Lorsque des frontières naturelles évidentes interviennent, on observe un chevauchement correct des zones cadastrales et des limites traditionnelles : c'est le cas du village de Karica qui est situé entre deux ruisseaux. Mais ce cas révèle par contre le caractère approximatif de la limite communale (en bleu), qui ne suit pas le cours d'eau au sud-est de Karica. Ailleurs, la superposition des limites traditionnelles et des zones cadastrales n'est pas si bonne. Fushë Bazi, qui n'apparaît en tant que tel qu'en 1992 (comme zone cadastrale) et en 2001 (dans le recensement), ne fait l'objet d'aucune mention sur la carte topographique, et les limites proposées sont très différentes, puisque celles correspondant aux usages traditionnels n'intègrent pas la majorité des habitations (attribuées à Bazi) qui sont considérées par la zone cadastrale. Les 122 personnes recensées en 2001 indiquent que la limite cadastrale est très vraisemblablement pertinente pour le recensement. Ailleurs, les divergences sont moins problématiques car concernant des zones non-peuplées, à l'exception du hameau de Rrena, attribué à Bazi par la zone cadastrale et la toponymie, mais situé hors du village tel que défini lors de l'inventaire du bornage. On relève enfin le bon recoupement de l'information toponymique, utilisée pour notre cartographie, et des limites traditionnelles pour les fermes isolées situées hors de la zone cadastrale (Fush-Molla, Gjergasi et Kroj i Lajthisë). On voit aussi bien sur la carte la logique des zones cadastrales qui concernent l'espace peuplé, celle des limites villageoises qui intègrent les communs villageois, et celle enfin des limites communales, qui dans la perspective de couvrir l'ensemble du territoire, se poursuivent dans les montagnes (en bas à gauche, hors de la carte) sur le versant est de Mali i Skenderbeut.

⁸⁶ Nous ne disposons de telles cartes que pour quelques villages, elles n'ont donc pu être utilisées pour la définition des frontières sur l'ensemble du territoire.



Carte 3.4 : Différentes conceptions des limites administratives locales. Source : Jarne et Schuler (2017b).

3.2.4 Spatialisation des recensements récents

La spatialisation par l'Instat des deux derniers recensements est évoquée dans les différents documents afférents à ceux-ci. Pour 2001⁸⁷, les problèmes dans la définition spatiale des secteurs de recensements relevés sont les suivants : difficulté d'obtenir des cartes ou de la documentation tirée du recensement précédent (1989, régime communiste), changement et indétermination des limites administratives, mouvements considérables de population et nombreuses constructions informelles aux marges des villes. Pour les zones urbaines, des cartes cadastrales en papier ont pu être obtenues, dans les zones rurales, de simples listes de chefs de ménages, mises à jour sur la base de celles élaborées pour le recensement de l'agriculture de 1998. Le plus souvent, la zone cadastrale correspond au village⁸⁸. La cartographie numérique (contours approximatifs des communes ; secteurs de recensement de Tirana ; points pour localiser les villages) n'a été réalisée qu'après la récolte des données. En 2011, la méthode a été améliorée et il a été largement recouru à la cartographie numérique pour la préparation et le recueil des données. Mais le problème des frontières villageoises n'a pas été davantage résolu : la génération des zones cadastrales s'est faite automatiquement sur la base d'estimations de population d'après des modèles numériques de surface, en tenant compte des obstacles naturels et des limites communales. Dans les deux cas, l'attribution de la population aux villages s'est faite sur le mode de l'auto-déclaration. Si l'*Enumerator Handbook* de 2001 ne le précise pas formellement, celui de 2011 signale : « As there are no formal boundaries for villages and town, you need to ask the respondent to provide the information about the location of the dwelling. » A notre connaissance, la cartographie de ces déclarations, possible pour 2011, n'a pas été faite : elle serait susceptible de donner des informations intéressantes sur la qualité de cette spatialisation.

⁸⁷ « Albania », Census Report 2001, mis à disposition par l'association Demobalk ; « Albania, Population and Housing Census 2001 in Albania », présenté par l'Instat au séminaire de la Conférence des statisticiens européens (2006), « Digital Mapping for the 2001 Population Census in Albania : Technical Aspects and Benefits », présenté par l'Instat à la Conférence des statisticiens européens (2003) ; et le « Census 2001 Enumerator Handbook » de l'Instat.

⁸⁸ Voir « Digital Mapping... » (2003), p. 2 : « To the administrative area of each village was assigned, generally, a single E.A ».

3.2.5 Cartographie topographique

Aucun recensement ne disposant dans sa documentation propre d'informations précises, complètes et accessibles sur la spatialisation (cartes, extraits cadastraux, etc.), nous avons donc produit la cartographie sur les bases géographiques suivantes : recueil de toponymes géoréférencés et cartographie associée⁸⁹, géodonnées récentes (maillages administratifs, zones cadastrales), et surtout cartographie topographique. Toutes les données géographiques utiles et disponibles ont été rassemblées dans un système d'information à référence spatiale. On s'est appuyé principalement sur deux familles de cartes topographiques : la cartographie italienne des années 30 au 1:50'000 et la cartographie albanaise de la seconde moitié de la période communiste au 1:10'000 (régions côtières) et 1:25'000 telle que désormais mise à disposition sur le portail de l'ASIG – Autorité albanaise pour l'information géographique⁹⁰.

L'Institut géographique militaire italien basé à Florence a produit entre 1928 et 1939 une série de 90 cartes environ au 1:50'000 couvrant la totalité du territoire albanais. Ces cartes ont été partiellement révisées en 1941-42 sur la base de photos aériennes de 1937. La majorité est basée sur les propres levés (*surveys*) de l'armée italienne et de très bonne qualité, à l'exception du sud-est (triangle Mallakastër-Korçë-Sarandë) où les Italiens ont conçu à la hâte en 1939, après l'entrée en guerre contre la Grèce, une cartographie provisoire basée sur d'anciens levés des armées françaises (1:50'000), autrichiennes (1:25'000) et italiennes (1:50'000) datant de la première guerre, ainsi que ceux de la Commission de délimitation des frontières (1922-1925), dans le but de compléter rapidement la couverture. Reportées sur le réseau trigonométrique italien et mises à jour de manière expéditive sur la base des photos de 1937, elles souffrent de défauts de précision, sont moins exhaustives en termes de contenu (les édifices religieux par exemple ne sont reportés que partiellement), et quelques villages sont même déplacés voire complètement absents... Le principal intérêt pour nous de ces cartes réside dans la toponymie. Celle-ci est très riche et permet de retrouver la trace d'une part de villages disparus, et d'autre part des nombreux villages dont les toponymes ont changé au cours du temps, principalement dans le cadre de la « nationalisation » de l'espace (Clayer 2011) ayant consisté à supprimer des noms jugés étrangers (Grecs, Turcs) au profit de noms albanais (sans compter ceux qui évoluent simplement au gré d'une graphie approximative). Pour les villes et les gros villages, c'est une forme « italianisée » des noms qui est le plus souvent donnée.

Les autres cartes consistent en la production albanaise des années 70 et 80 telle que republiées récemment sur le portail cartographique national⁹¹. Les feuilles au 1:25'000 ne sont malheureusement pas datées, et leur âge est à l'évidence assez variable. Elles proposent une vision récente du territoire⁹², qui intègre le plus souvent les profondes transformations du paysage qui ont marqué la période communiste : assèchement des marais et autres bonifications, urbanisation, grands barrages, etc. Si elles ne comportent pas d'indication de frontières administratives, leur toponymie très riche vient assez largement combler ce déficit en accolant à tous les micro-toponymes (décrivant des hameaux ou des fermes isolées) le nom du village auxquels ils sont associés. La double comparaison de ces associations avec les listes du recensement autrichien de 1916 pour les données anciennes, et avec la délimitation moderne des « zones cadastrales » pour les données récentes, permet de se faire une idée de la stabilité de la définition spatiale de frontières villageoises qui ne bénéficient pas d'inscription ferme et documentée dans le territoire. Ces comparaisons sont une des clés de l'harmonisation des données des recensements (cf. infra). Pour les plaines côtières, il existe en outre une cartographie au 1:10'000 encore plus riche en toponymes, parfois utile à la périphérie des villes ou dans les grandes plaines bonifiées, aux abords des coopératives agricoles.

⁸⁹ Open Street Map, Google Maps, gazeeters, etc.

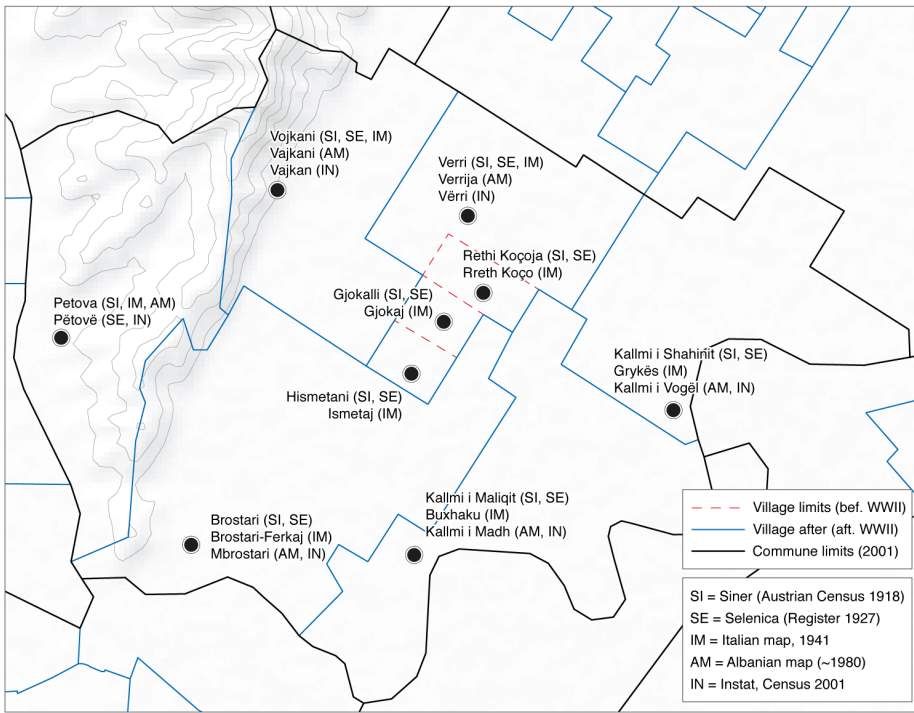
⁹⁰ On peut mentionner aussi la cartographie russe des années 1980, librement accessible sur internet, mais de résolution médiocre.

⁹¹ Pour une histoire très documentée de la géodésie et de la cartographie en Albanie, Voir PASHA M. (et al.), *Portreti gjeodezjik dhe hartografik i Shqipërisë*, Tiranë, 2003

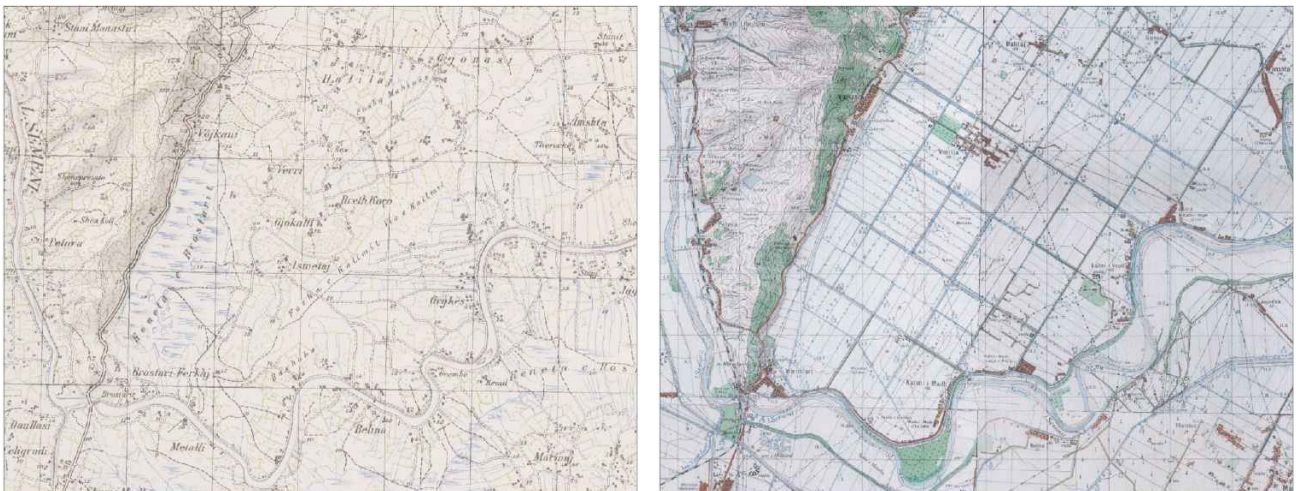
⁹² L'État albanais n'est aujourd'hui pas en mesure de publier des cartes topographiques à grande échelle, celles de la fin du communisme sont d'autant plus précieuses

3.4 La carte historique des villages albanais

Pour les besoins de notre travail de reconstitution, par exemple pour visualiser et comprendre les différences d'attribution de hameaux à des villages à travers le temps, il était indispensable de fixer des frontières aussi précises que possible sur une carte proposant une couverture complète du territoire (souhaitable pour l'édition de cartes choroplèthes également), sans trous ni superpositions. La carte digitalisée a pour unité de base le village tel que figurant au moins une fois dans les tables de la douzaine de dénombremments mobilisés pour ce travail. Elle compte un peu plus de 3350 unités, dont une soixantaine dans l'actuel Kosovo, recensées par les Autrichiens en 1918 (contre 2977 villages au recensement de 2001). Pour le codage, la référence est le recensement de 2001, d'une part parce que les données rassemblées par Arqile Bërxfholi rapportent l'information à ce niveau, d'autre part parce qu'on dispose à ce moment d'une codification des villages par l'Instat très proche de celle des zones cadastrales. La numérotation s'effectue donc en ajoutant un digit aux quatre des codes cadastraux (qui correspondent à la numérotation alphabétique initiale des villages). Par exemple le village de Buzëmadi, à la confluence des rivières Vjosë et Shushices au nord-est de Vlorë, porte le code 1341. Le polygone correspondant à son centre est codé 13410, alors que dans la *fusha e Buzëmadi* au sud, trois hameaux, disparus ou fusionnés depuis, apparaissent indépendamment dans les tableaux de 1927 : Glonçi (13411), Murtajasi (13412) et Tojkani (13413). C'est sur cette base qu'il est possible 1) d'agrèger de manière spécifique les données pour chaque recensement ou intervalle intercensitaire ou 2), dans les cas où l'unité recensée ancienne est plus grande que l'actuelle – lorsque des villages ou coopératives sont apparus, ou lorsque les données d'un recensement ancien ne sont disponibles que pour un groupe de village –, d'agrèger les polygones pour les faire correspondre à un territoire anciennement pertinent. Dans le premier cas, on peut associer l'ancien village à un nouveau par exemple en retrouvant son nom sur la carte italienne, ce qui peut permettre de le situer à l'intérieur d'une zone cadastrale, ou/et parce qu'il figure comme hameau sur la carte albanaise. Dans le second cas, les listes de Seiner sont souvent utiles, car lorsque des micro-toponymes de hameaux attribués à des villages peuvent être localisés sur les cartes italiennes, cela donne l'extension spatiale d'un ancien village et permet la comparaison avec les données plus récentes. Ces travaux sont fastidieux et naturellement, il reste en certains cas une marge d'incertitude et d'interprétation, qui fait d'ailleurs écho aux doutes que l'on peut avoir sur la capacité réelle, à certaines périodes en tous cas (en 1945 par exemple), de l'État albanaise d'aller enquêter réellement tous les habitants dans les lieux les plus retirés du territoire. Il est clair aussi que les difficultés rencontrées, en particulier avec les toponymes redondants, d'autres les ont rencontrées auparavant : on retrouve des erreurs chez Selenica en 1927, dans l'harmonisation de Bërxfholi, dans les matrices de migrations du recensement de 2001, certaines incohérences entre les noms des différentes cartes topographiques et avec les zones cadastrales, etc. Pourtant, en première analyse, la cohérence générale ne paraît pas trop affectée, et le plus souvent une forte congruence entre les différentes sources est observable. Lorsqu'il en va autrement, les cas sont documentés dans la base de données. Pour ce qui concerne la cartographie proprement dite, le parti a été pris de viser une couverture complète du territoire par les unités villageoises (ce qui, on l'a vu, ne correspond pas pleinement à la réalité foncière). Lorsque disponibles, les zones cadastrales constituent la référence principale, puis hors de celles-ci, on s'est inspiré 1) des limites administratives supérieures ; 2) des micro-toponymes ; 3) des frontières naturelles (rivières, lignes de crêtes, etc.). Dans les zones de plaine, le recours aux zones cadastrales induit des frontières villageoises calquées sur la trame orthogonale des grandes cultures bonifiées, ce qui ne correspond assurément pas à l'esprit des limites d'avant-guerre.



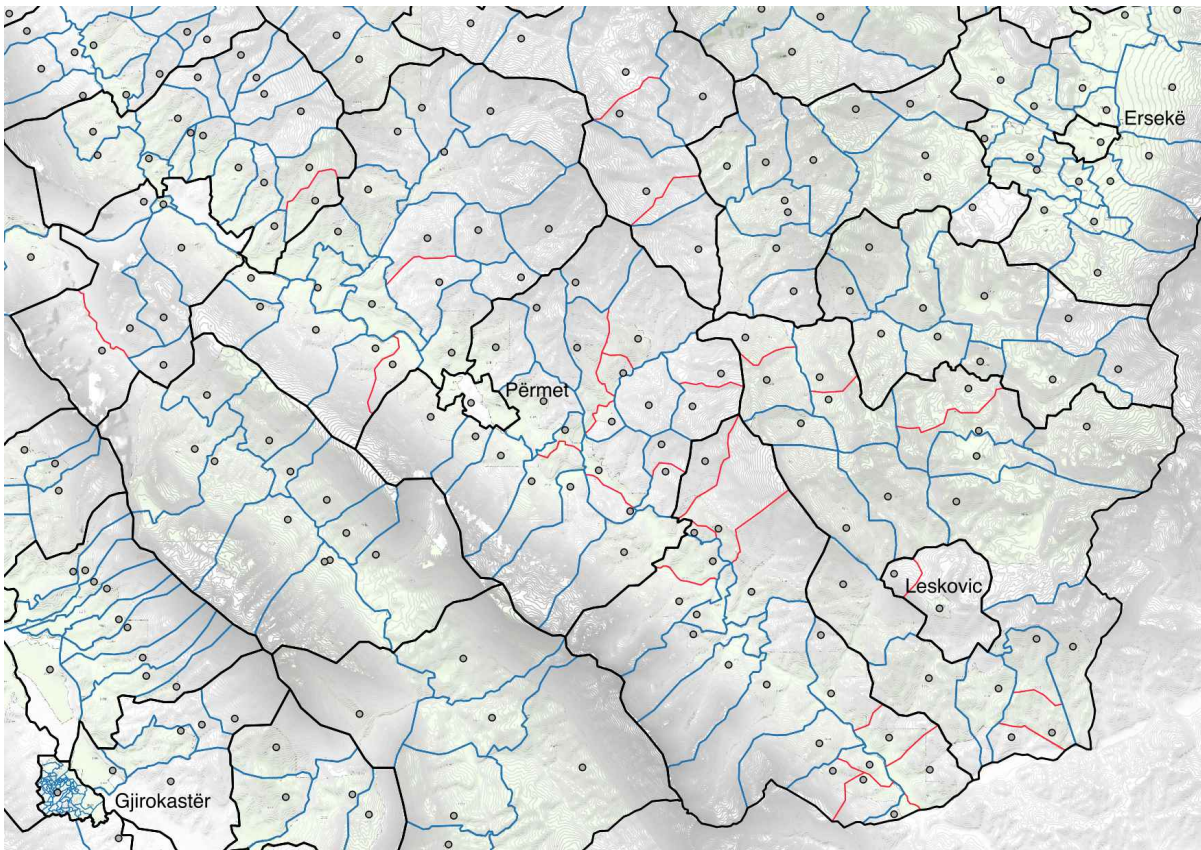
Carte 3.5 : Commune and village limits de Mbrostar (juste au nord de Fier). On peut voir l'évolution des toponymes, dont certains sont stables, d'autres non. Kallmi i Maliqit est nommé Buxhaku sur la cartographie italienne, puis devient Kallmi i Madh, etc. Il y a également des Kallmet près de Tirana et de Lezhë. Le village de Mbrostar prête à confusion : chez Siner (1918) et Selenica (1927), on trouve Brostari (commune de Bubullima), ainsi que Brostar Dhima et Brostar Ferko(ja) à Fier. Selon Bërzholi, il y a un Mbrostar i Fierit, probablement le Brostar Ferko de Selenica, compté avec Fier par la suite, qui est donc sur l'autre rive de la Semanit (au sud), ce qui semble indiquer que la carte italienne a reporté le faux toponyme (Brostari-Ferkaj au lieu de Brostari). Des confusions de ce genre sont assez fréquentes, voir le cas de Kozare (Berat), etc. Source : Jarne et Schuler (2017b).



Cartes 3.6 et 3.7 : Mbrostar en 1941 et vers 1980, après la bonification. Source : Jarne et Schuler (2017b).

L'illustration qui suit est un extrait de la carte historique des villages albanais pour le sud-est du pays. C'est une carte généralisée, où les polygones comptent en moyenne une trentaine de sommets. Au total, 3396 unités ont été digitalisées pour une centaine de milliers de sommets⁹³.

⁹³ Ces chiffres sont ceux de la cinquième version de cette carte, provisoirement stabilisée pour permettre la suite du travail. Mais cet état n'est pas définitif. A chaque étape, lors de l'analyse en particulier, il est possible de détecter des incohérences, de corriger des erreurs ou de produire des interprétations plus plausibles.



Carte 3.8 : Extrait de la carte historique des villages albanais : les lignes noires correspondent aux communes telles qu'elles se présentaient jusqu'en 2014. En bleu, les limites des villages recensés en 2001, en rouge, les limites d'anciens villages. On a également fait figurer l'emprise des zones cadastrales (en vert), ainsi que le relief, un des critères utilisés pour tracer les limites hors des zones cadastrales. Source : Jarne et Schuler (2017b).

3.5 L'exploitation des données

Le codage de la carte des villages albanais est volontairement basé sur les codes des villages tels que donnés par l'Instat sur la base des zones cadastrales (avec quelques erreurs) : le recensement de 2001 est la plus importante source de données pour notre travail, la liaison est facilitée. Dans le cadre de la collaboration avec l'Instat, les données individuelles nous avaient été transmises. L'exploitation principale de ces données est la constitution de matrices de flux entre lieu de naissance, de résidence en 1989 et en 2001.

L'autre base de données est celle complètement originale constituée dans le but principal de calculer les évolutions de la population et de produire de la cartographie. Elle contient 3354 unités correctement localisées en Albanie, dont 3072 correspondent à des unités soit listées par Bërzholi, présentes dans les registres (1994 ou 1996) ou dans le recensement de 2001. On a ensuite 277 unités recensées avant 1945 mais qui disparaissent ensuite, ainsi que 75 unités recensées avant 1945 mais situées aujourd'hui à l'étranger. Enfin, 182 unités mentionnées n'ont soit pas pu être localisées, soit constituent à l'évidence des erreurs, comme par exemple des doublons, fréquents chez Selenica (villages proches d'une frontière administrative, comptés une fois d'un côté, une fois de l'autre). Le tableau ci-dessous donne le détail pour les sources anciennes.

	Dénombrement en Épire du Nord (1913)	Recensement austro-hongrois (1918)	Dénombrement des Confins (1918)	Registre selon Selenica (1926)	Recensement de la population (2001)
En Albanie, avec population	555	1511	333	2511	3031
En Albanie, sans pop. attribuée	1	166	27	166	0
Localisé aujourd'hui à l'étranger	0	63	7	2	0
Non localisé ou erreur	12	54	10	118	5

Tableau 3.4 : Statistiques de localisation des différentes sources statistiques sur la carte historique des villages albanais.

Les valeurs ne sont pas données pour les relevés de Bërxfholi qui n'étaient pas basés sur le même principe : un certain nombre de hameaux y ont été directement agrégés, avec en général une mention en note. On voit que globalement, le résultat est bon, 95% (Selenica) à 98% (Epire du Nord) des villages ont pu être identifiés et localisés. Le recensement autrichien compte un nombre important de villages aujourd'hui à l'étranger : il s'agit de villages de Has (20) et de la Gora de Luma (40) aujourd'hui au Kosovo, et de trois villages de Dibër aujourd'hui en Macédoine. Les villages sans population donnée correspondent à deux situations qu'il n'est pas toujours possible de distinguer. Soit un village réellement vidé de sa population au moment du compte est mentionné, soit – c'est le cas essentiellement pour les Autrichiens – des villages jugés sous leur administration sont listés mais les données n'ont soit pas pu être acquises (lignes de front) soit ont été perdues. La préfecture de Berat compte ainsi de nombreuses lacunes, surtout à Skrapar, pour lequel aucune population n'est donnée.

Au niveau thématique, la base est constituée des éléments suivants : 1) codes ; 2) nomenclatures des différents sources ; 3) autres découpages administratifs et typologiques ; 4) données statistiques ; 5) clés d'agrégation intercentraires ; 6) notes ; 7) calculs. L'annexe IV donne la liste des attributs contenus dans la base de données.

Chaque source a en général sa propre codification, l'identifiant à cinq chiffres basé sur les numéros des zones cadastrales permettant de faire les jointures. Les nomenclatures correspondant aux niveaux administratifs supérieurs au moment des relevés sont données, sauf chez Bërxfholi qui a ramené l'ensemble des données au découpage de 2001 exclusivement. Pour Selenica, les indications souvent confuses, voire contradictoires, entre krahina (district), sous-préfecture (district central) et préfecture, ont nécessité le recours à d'autres sources (comme l'organisation territoriale autrichienne) pour essayer de rétablir un découpage cohérent. Pour compléter l'information disponible par les sources statistiques (1913/18, 1926, 2001 et 2015), des découpages administratifs ont été saisis sur la base de cartes suffisamment précises. Il s'agit de la « Harta e ndasive administrative me 1 dhetur 1942 XXI » publiée par l'Office statistique albanais, qui donne le découpage en communes, municipalités, sous-préfectures et préfectures pour la « Grande Albanie », et de la carte « Albania. Administrative Divisions, 1959 » de la CIA, qui donne les 26 districts (*rreth*) et 214 localités (*lokalitet*). Ces cartes ont été géoréférencées pour servir de base à la saisie des codes dans la couche des villages. On a utilisé du même procédé pour tenter de rapporter les données des recensements ottomans de 1881/82 et de 1905/06 aux données ultérieures en se basant sur la carte des divisions administratives de l'Empire ottoman de R. Huber d'après les Salnamés (annuaires officiels) de 1899 et 1917. Carte remarquable au niveau de l'Empire, elle manque de précision localement pour permettre un tel travail, qui n'est possible que par comparaison avec les limites ultérieures semblant stables, et encore, avec une marge d'interprétation. Outre comparer les populations au niveau le plus local, ces travaux permettent de comparer des variables thématiques publiées à des niveaux agrégés différents, ainsi que de ramener des thèmes ou découpages anciens à des données plus récentes (typiquement, comparer géographie des religions (1926) et migrations de la période communiste, etc.).

Outre les niveaux administratifs, la base contient certains découpages disponibles (zones tribales selon Seiner ; « régions naturelles » selon Bourcart) ainsi que des typologies de territoire (celles officielles de l'Instat, celle des gradients d'urbanité créée pour ce travail, etc.). La base de données qui l'accompagne donne les clés d'agrégation permettant pour chaque période d'obtenir la carte des unités en vigueur à tel ou tel moment, et permet de même la comparaison dans le temps. Elle indique quel village est apparu ou a disparu à quel moment et donne, lorsque c'est possible, la raison de l'absence, de l'apparition ou de la disparition dans les tables du recensement. Elle donne enfin la population – distinguée par sexe pour la période communiste – à chaque période et les taux de croissance pour les intervalles intercentraires.

3.5.1 L'évolution intercensitaire de la population : difficulté de l'harmonisation

L'harmonisation consiste à attribuer des codes d'agrégation aux données à la maille de base (villes et villages), de sorte à permettre la comparaison, soit au niveau le plus fin (plus petit dénominateur commun entre deux groupes de hameaux/villages), soit à des niveaux supérieurs, de nature administrative ou typologique. Pour ce qui concerne le plus petit dénominateur commun, le travail a été réalisé pour chaque période intercensitaire.

L'harmonisation des recensements débute avec les recensements ottomans de 1881/82/93 et 1905/06, dans la mesure où l'organisation territoriale est proche. Nous avons tenté l'exercice⁹⁴. Il en résulte une comparabilité pour un petit nombre d'unités, et encore la définition de l'emprise des kazas n'est-elle qu'approximative. Pour que la comparaison soit valable il faut retrouver tous les éléments suivants : 1) territoire entièrement en Albanie actuelle ; 2) territoire intégralement recensé soit en 1881/82, soit en 1905/6, ainsi que dans l'un des recensements de la période de la Première Guerre mondiale. Dans la province (vilayet) de Janina, le sandjak de Yanina compte deux kazas aujourd'hui partiellement albanais : ceux de Leskovic (compte des villages grecs au nord de la Vjosa) et Philiates (le chef-lieu et la majorité de la population sont aujourd'hui grecques). On ne peut donc pas dans le cadre de ce travail comparer avec des états ultérieurs du peuplement. Le sandjak d'Ergiri (Ergheri, Arghyrocastro, aujourd'hui Gjirokastër) est lui presque intégralement albanais. Seul exception, le kaza de Pogon (Vestino, Poghon) qui correspond à celui de la carte ethnographique de l'Épire du Nord (ci-après E. N.), augmenté d'Episkopi (Huber) et surtout du Pogon aujourd'hui Grec, autour de Vostina. Le kaza de Delvine est sans-doute très proche du découpage rendu par E. N. en 1913 (kaza de Delvinion), auquel nous avons ajouté le Haut Dropull (interprétation carte de Huber). Ergiri correspond sans doute à peu près au Gjinokastra de Selenica, ajouté de Libhova (Huber). Kurveles correspond aux sous-préfectures d'Himara et de Kurveleshi de 1926. Permedi (Përmet) et Tepedelen (Tepelenë) correspondent aux découpages de 1926, mais dans le second cas, l'absence de données complètes pour la fin de la période (à cheval sur E. N. et Seiner) interdit la comparaison. Dans le Sandjak de Berat également, les lacunes dans les données de Seiner ne permettent pas la comparaison, à part pour Lushnjë. Dans le vilayet de Manastir, Korytza et Starova paraissent exploitables. Le premier comprend les sous-préfectures de Korça et Bilisht de 1926, le second celle de Pogradeci. Les sandjaks de Dibre et Elbassan n'ont pas été comptés en 1881, on peut toutefois tenter la comparaison entre la population totale du Sandjak d'Elbassan comptée en 1905 et celle de Seiner. On ne le peut pas pour Dibre, car le kaza de Rekalër est aujourd'hui en Macédoine. Dans le vilayet de Kosova, seul Liouma paraît utilisable : il correspond probablement à peu près aux Kreise de Shistavec, Zhuri et Kruma chez Seiner. Enfin, dans le vilayet d'Iskodra (Shkodër), les kazas septentrionaux d'Uskudar (Shkodër), Pouka, Alessio et Oroch (Myrdite) n'ont jamais été décomptés, on peut donc comparer uniquement Kroya, ainsi que dans le sandjak de Draç (Durrës), les kazas de Draç, Tiran, Chyak (Shijak) et Kavaÿa, soit toute l'actuelle région capitale. Cette harmonisation compliquée permet de produire un tableau produit au chapitre 5 (tableau 5.1).

Mais l'essentiel du travail a concerné les données locales publiées au chapitre 7. Dans certaines régions, en particulier dans le Nord, les chiffres de population des villages pour les anciens recensements sont difficilement comparables. Le versant nord du fond de la vallée de Tropojë par exemple, au nord-est de Bajram Curri/Kolgecaj, est peuplé de manière assez continue, la définition des villages et de leurs limites est approximative et changeante, comme le montre la grande variabilité des totaux en comparaison intercensitaire. Pour un village du nom de Kovaçi, Seiner donne 398 habitants, 10 ans plus tard, Selenica en donne 991, alors que le recensement de 1945 en donne 293 ! Et dans ce cas, le village est difficilement localisable, il ne correspond à aucune zone cadastrale, et le seul toponyme correspondant dans la région laisse apparaître seulement deux bâtiments sur les cartes. De plus, l'attribution des hameaux (non comptés) aux villages est souvent différente sur la cartographie albanaise et dans la liste des toponymes de Seiner. Ces cas sont extrêmes, mais situent la difficulté de la tâche. Nous avons effectué le travail extrêmement fastidieux qui consiste à proposer une reconstitution pour l'ensemble du territoire de l'association la plus probable entre un hameau « oublié » par un recensement et celui de ses voisins avec lequel il a été le plus probablement décompté. Les informations disponibles qui fondent ces multiples hypothèses sont cartographiques – la contiguïté, la proximité, les micro-toponymes –, documentaires – les propositions et notes de Bërxfholi⁹⁵ – et enfin, produites par la cohérence statistique (les

⁹⁴ C'est la dernière agrégation que nous avons produite. Nous nous appuyons sur la carte de R. Huber (1917) des divisions administratives de l'Empire ottoman, ainsi que sur les découpages ultérieurs, en particulier ceux de la Carte ethnographique de l'Épire du Nord et celui produit sur la base de l'attribution par Selenica des villages aux niveaux supérieurs (1926).

⁹⁵ Bërxfholi a lui-même proposé de telles associations pour la période communiste, et les a parfois documentées sous forme de notes. Ces notes sont précieuses, mais nombre d'entre-elles révèlent toutefois des incohérences avec la cartographie. Le problème réside alors dans le fait que Bërxfholi n'indique pas si ses commentaires sont fondés sur un travail d'archive ou s'il s'agit de sa propre interprétation. Si c'est la seconde option, il est probable que dans la plupart des cas nos propres hypothèses soient plus plausibles, puisque nous disposons pour les formuler d'un matériel cartographique indiscutablement

fluctuations brutales dans des villages voisins), qui constitue souvent l'indice le plus probant pour associer les hameaux⁹⁶. Dans les quelques cas où cela s'avérait trop difficile ou incertain, tous les villages d'une commune par exemple ont parfois été agrégés. L'estimation du nombre d'agrégations nécessaires diffère selon qu'on compte ou non les hameaux précocement disparus, mais en gros c'est presque la moitié des villages qui sont comptés ensemble avant-guerre, environ un tiers durant la période communiste et une dizaine de pourcents entre 1989 et 2001. Au total, l'attribution de plus de 10'000 codes d'agrégation s'est révélée nécessaire. Ce travail est restitué dans les cartes de l'évolution de la population au niveau le plus local qui sont données de façon systématique pour chaque intervalle intercensitaire, ainsi que dans les accolades qui associent les villages dans le tableau des données (annexe V), complétées par des notes lorsque cela est nécessaire⁹⁷. Cette somme considérable de travail accouche finalement de propositions dont on ne peut assurer pleinement la justesse. Si le travail est sans doute perfectible (par des itérations successives), le gain nous paraît désormais marginal au regard de la qualité déjà obtenue, et de plus, il est clair que nombre de lacunes et d'erreurs ne sont simplement pas réductibles. A tout le moins, la précision atteinte est amplement suffisante pour permettre le calcul des taux de croissance pour une toute une série de zonages jugés pertinents pour l'analyse géohistorique et décrits dans le chapitre qui suit.

plus riche. Bërxfholi n'avait à disposition probablement « que » la cartographie communiste, ni les micro-toponymes de Seiner ni la cartographie italienne donc. Il ne disposait pas non-plus d'une infrastructure SIG permettant la superposition des différentes informations.

⁹⁶ On aurait pu éviter cet exercice pénible de deux façon : 1) concevoir une procédure de test automatisée reposant sur une matrice de contiguïté ; 2) produire une cartographie lissée spatialement, également fondée sur la contiguïté (ce qui aurait facilité la lecture des cartes). La première option paraissait assez complexe à mettre en œuvre et potentiellement opaque dans ses attributions, nous lui avons préféré la méthode manuelle, qui permet en outre de documenter le choix retenus. Et nous avons opté pour une cartographie brute : le morcellement (contraste fort entre voisins fortement croissants ou décroissants) qui résulte pour partie d'erreurs d'attribution rappelle les difficultés et limites propres à cette opération, maintien une certaine traçabilité (par référence aux tableaux) et situe les cartes comme une étape perfectible.

⁹⁷ Pour pouvoir associer les villages comptés ensemble par des accolades, encore faut-il que ceux-ci se succèdent dans le tableau. On a essayé d'optimiser cet ordre de succession (encore un travail extraordinairement fastidieux), mais cela n'est pas toujours possible (par exemple lorsque deux villages associés ne sont pas dans la même commune (« zone administrative » depuis 2015), ou lorsqu'ils ont été agrégés différemment dans les recensements successifs). Les notes indiquent normalement les cas où la liaison par accolade n'est pas possible.

4. Régionalisations et typologies de l'espace albanais

Ce chapitre s'attache à définir des espaces jugés pertinents pour distinguer, ordonner et décrire les évolutions et les mobilités dont notre corpus de données a enregistré la trace. Ce dans la perspective de la construction d'un objet de recherche cohérent, en particulier en appliquant les données quantitatives dont nous disposons à ces différents espaces. Nos travaux précédents s'appuient largement sur le croisement des approches qualifiées de régionales à celle qualifiées de typologiques⁹⁸. Avant de poursuivre, il paraît utile de clarifier les concepts et les mots utilisés pour désigner ces « espaces » : *région*, *type*, mais aussi *contrée*, *géon*, *chorotype*, ou *géotype*. Les termes de « géon » et de « chorotype » ont été d'abord utilisés en géographie par Roger Brunet (1987), puis repris par Jacques Lévy (1993), qui y a adjoint la notion de « géotype ». Chez Brunet, la construction théorique repose sur la notion de « chorèmes », pensés comme « structures élémentaires de l'espace géographique » (Brunet R., 1980), et qui correspondent à des lois de l'organisation spatiale : maillages et treillages, dissymétries, gravitation, fronts et affrontements, interfaces et synapses (Brunet R. et al., 1992). Chez Lévy, les *chorotypes* sont « les plus petites unités spatiales pertinentes », des agencements spatiaux élémentaires qui peuvent être génériques ou singuliers. Chez ce même auteur, les *géotypes* sont des agencements spatiaux plus complexes, compositions de plusieurs *chorotypes*. Un espace concret ne peut être qu'un *géotype*, générique (« la ville ») ou singulier (« Tiranë »). Dans ce dernier cas il s'agit d'un *géotype* particulier : le « géon ». Pour les deux auteurs, le *géon* est un « être géographique », davantage trans-scalaire chez Lévy, plus associé chez Brunet à une entité spatiale d'échelle moyenne, proche de certaines acceptions voisines des termes *région*, *contrée* voir *pays*. Il y a chez Brunet une volonté de revaloriser les approches par ce type d'espaces, qui se distinguent par « un ensemble de caractères, par un paysage différent, une population différente, un système différent, qui se décrivent et s'analysent après s'être sentis ou observés » (Brunet et al., 1992, 127), qui peuvent épouser les contours de limites administratives comme en être absolument distincts.

Dans les pages qui suivent nous proposons d'abord neuf partitions de l'espace albanais, puis au chapitre 4.5 nous revenons sur l'histoire de l'évolution du maillage administratif. Le chapitre a vocation à passer rapidement en revue et objectiver par la cartographie ces objets qui participent à fonder les représentations du territoire, elles-mêmes constitutives de la spatialité des Albanais (de leur rapport à l'espace). Mais la plupart de ces découpages ont été également rapportés à nos données démographiques pour permettre des calculs qui viennent ensuite étayer le discours tenu au chapitre 5. Les premiers découpages distinguent les milieux : altitudes, pentes moyennes, et aussi, sur la base d'une carte de 1937, les types d'économies agricoles, conçus comme fonction des milieux. Les seconds (chapitre 4.2) évoquent les lieux de vie et la partition plutôt sociale ou culturelle du territoire. Les anciennes « divisions ethnographiques » du territoire sont typiquement des *géons*, comme le sont à toute autre échelle les deux grandes régions guègue et tosqe. Ensuite viennent les typologies (chapitres 4.3). Elles décrivent des *géotypes*, à savoir des espaces éventuellement discontinus mais dotés de propriétés communes, avec ici les contraintes particulières qu'ils sont rattachés à une maille spécifique et doivent être décrits sur des bases conceptuelles et statistiques identiques et limitées. Au chapitre 4.4, est proposée une régionalisation originale du territoire. L'idée est double : d'une part on souhaitait produire une partition qui soit en gros à l'échelle des préfectures, mais qui soit affranchie des mutations administratives, et qui s'établisse davantage sur des critères culturels et de milieu que fonctionnels ou politiques ; d'autre part la description de ces régions donne le prétexte à une rapide introduction à la géographie de l'Albanie au début de la période moderne. Enfin, au chapitre 4.5 il est question de *maille*. Les partitions administratives successives y sont passées en revue, en tâchant d'y relever quelques éléments de signification dans une perspective géohistorique.

⁹⁸ Inspirés en cela par des travaux comme ceux de Schuler (1984) ou de Joye D., Schuler M., Nef R., Bassand M., (1988), ouvrages qui fondent la pratique des typologies de communes suisses. Ces regroupements basés sur la statistique officielle distinguent différents types de communes, alors que d'autres classifications en donnent le « contexte régional ».

4.1 Différentiation des milieux

Pour un géographe, parler de « milieu » peut équivaloir à exposer son flanc aux procès en déterminisme. D'un autre côté, l'attitude du « tout au social » a sa dimension historique et se développe avec la perception moderne de maîtrise de la nature par les sociétés humaines. On peut concevoir qu'il en va autrement pour les sociétés dites « traditionnelles » et que l'équilibre qui s'y installe entre charge démographique et rendement des sols est fragile. En cas d'aléas par exemple, le champ des réponses techniques ou sociales est étroit. Il paraît donc essentiel d'intégrer le milieu dans l'explication de la migration par exemple, non dans une perspective déterministe, mais comme un élément central à l'équilibre des constructions sociales, voire une réponse possible en cas de déséquilibre.

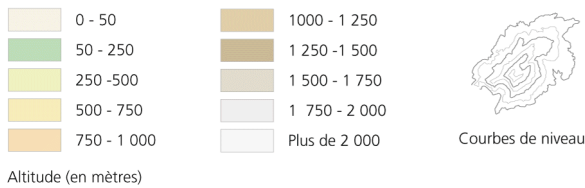
4.1.1 Grandes unités de paysage

Traditionnellement, la géographie albanaise distingue trois unités de paysage : la plaine, les collines, la montagne (Laçi 1997, 64). Les zones sont ainsi définies : (i) zones très montagneuses : les districts avec plus de 80% du territoire considéré montagneux ; (ii) zone à prédominance montagneuse : 50-80% de montagne ; (iii) zone à prédominance collinaire : 30-50% de montagne ; (iv) zone côtière et plaine : les districts côtiers et les plaines en dessous de 300m d'altitude ; (v) zone de Tiranë et Durrës, districts côtiers et de plaine mais considérés à part (Lerin et Marku 2010). Jandot (1981, 16) propose quelque chose d'approchant : plaines basses et collines, collines et plateaux, montagnes, etc. La statistique officielle contemporaine y fait également référence : la typologie des communes (en se basant sur la pente) ainsi que les canevas pour l'échantillonnage de certaines enquêtes (LSMS). De plus, la « montagne » (*malësi*) occupe une place de choix dans les imaginaires géographiques et la production des stéréotypes.

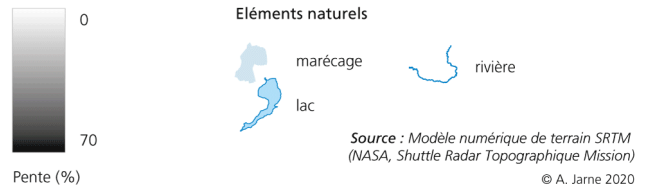
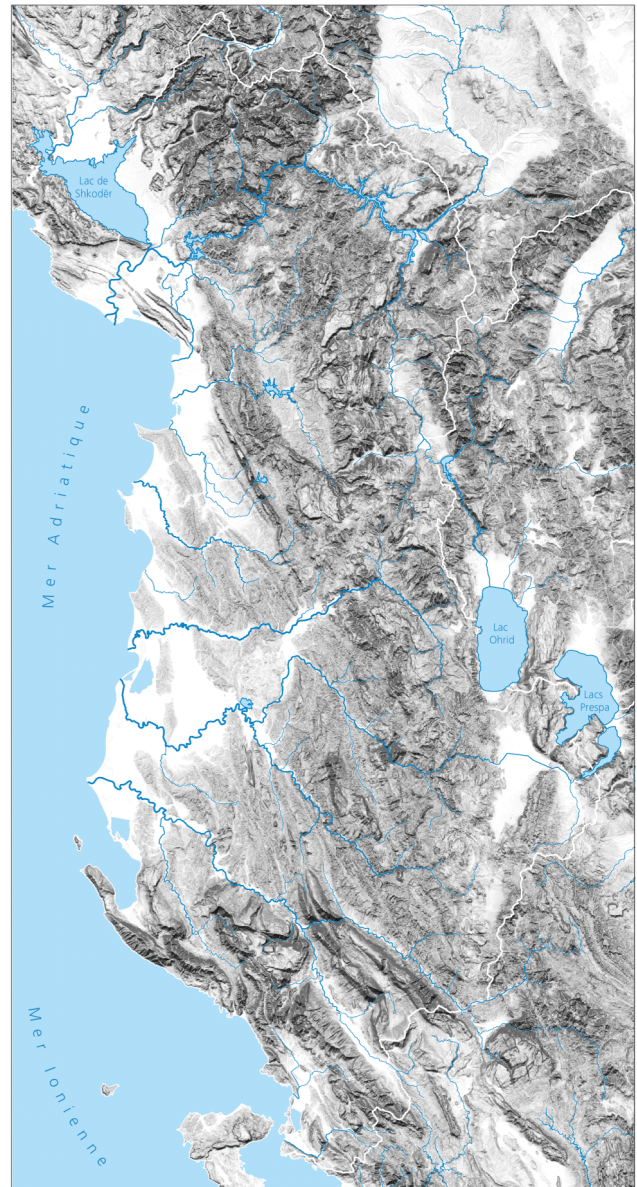
Les deux cartes orographiques – des altitudes et des pentes moyennes – illustrent à quel point l'Albanie est essentiellement un pays de collines et de montagnes⁹⁹. Les plaines sont rares. Plaines côtières d'abord, la Myzeqe entre Kavajë et Vlorë et sa continuation au nord de Tiranë à Shkodër, puis le long du lac jusqu'à Koplëku, en direction du Monténégro. La région côtière, d'abord « frange marécageuse, fiévreuse, déserte » (Ancel 1941, 21), est progressivement drainée dès les années 1920 et surtout durant le communisme, pour être vouée dès lors intégralement à l'agriculture intensive. On peut aussi mentionner la plaine de Vurg, de dimensions plus modestes, qui s'étend dans l'arrière-pays de Sarandë. Puis les plaines d'altitudes, qui apparaissent plus clairement sur la carte des pentes, celle de Korça, la principale, et sa voisine au sud des lacs Prespa, la plaine de Bilisht (Devoll), toutes deux à 800 mètres d'altitude. Certaines portions de vallées fluviales donnent également de grandes plaines arables : Drinos dans le Dropull, Vjosë à l'aval de Memaliaj, Osunit à l'aval de Berat, Devoll et Shkumbin au centre. Quelques régions, bien que montagneuses, offrent des reliefs modestes et sont propices à l'agriculture, Kolonjë au sud, Mat au nord de Tiranë, Dibër à l'est, Krumë (Has) au nord. Et partout les montagnes, qui ceignent les plaines côtières, ce qui poussait Jacques Ancel (*ibid.*, 22) à cette question : « Par delà le littoral trop bas ou l'intérieur trop abrupt, quelles terres reste-t-il à l'activité de l'« Homme des Rochers » (en albanais Shqipëtar) ? Prisonnier entre les marais et les verrous rocheux qui barrent les vallées elles-mêmes, le *fis*, la tribu, se cantonne en d'étroits pays. La vie se morcelle, mais tire parti du moindre coin. »

⁹⁹ Jacques Ancel (1941, p. 20) proposait même une étymologie fondée sur le latin « scopulus », le roc, qui ferait de Shqipëria les « Pays de Rochers ». Les interprétations plus classiques y voient plutôt un dérivé de l'indo-européen « skeide » (couper, séparer), donnant « scipio » qui désignait en particulier le bâton porte-emblème de la légion et son aigle impérial (donc le « Pays des Aigles »), ou « scio » (savoir, comprendre), décrivant la langue par opposition à celles barbares. Dans cette dernière acception, le « shqiptar » devient donc celui qui parle une langue claire, articulée. Voir POKORNY, Julius, *Indogermanisches etymologisches Wörterbuch*, 1957/1969, et GAFFIOT, Félix, *Dictionnaire latin français*, Hachette, 1934.

Altitudes



Pentes moyennes



Cartes 4.1 et 4.2 : Orographie et pentes moyennes.

Jacques Ancel, disciple de Vidal la Blache, offre de belles descriptions des « milieux » des Balkans et comme lui, sans sombrer dans un déterminisme excessif, on peut relever l'importance et la pertinence de la différenciation selon les milieux d'un point-de-vue géohistorique. Le gradient qui va de la plaine à la montagne est dans les grandes lignes le même que ceux qui vont de l'accessibilité à l'enclavement, du fort potentiel arable à la rareté des terres cultivables, de la pénétration des systèmes politiques centralisés successifs (ottoman, monarchique, communiste, démocratique) et de l'intégration à ceux-ci aux régimes particuliers d'autonomie, de refus du pouvoir central et/ou de désaffection de celui-ci pour ses marges et périphéries. Cette constante se double et se renforce d'une forte prégnance dans les représentations sociales des différences réelles et supposées entre plaine et montagne (*malësi*). Les stéréotypes associés aux montagnards sont souvent imbriqués avec ceux qui concernent

les distinctions Nord-Sud, Guègues-Tosques, arriération-civilisation¹⁰⁰. La montagne peut être perçue tantôt comme terre de refuge, tantôt comme privant les individus et les groupes des opportunités propres aux plaines. Historiquement, comme le relève Clayer (2007, 98-99) à propos de l'Albanie centrale, on observe ce gradient de la plaine où le pouvoir ottoman s'impose pleinement (circonscription, levée d'impôt, réformes), vers les collines qui voient les beys prendre le pas sur l'administration de la Porte, puis la montagne, domaine exclusif des beys ou des chefs spirituels de confréries mystiques musulmanes, où n'existaient ni tribunaux, ni routes, ni nouveaux impôts, ni recrutement. La carte de la distribution des principales confessions montre également une opposition fréquente (avec toutefois des exceptions notoires, voir chapitre 4.2.3 et carte 4.6) entre une plaine musulmane et une montagne chrétienne – valeur de refuge durant la période ottomane – catholique au Nord, orthodoxe au Sud.

Dans un questionnaire sur l'urbanité, même à des degrés très faibles, on peut aussi s'interroger sur le lien entre le type d'environnement et la forme du bâti. L'opposition classique pour les Balkans entre gros villages de plaines et hameaux montagnards a été mise en évidence par Jovan Cvijić comme par Paul Vidal de la Blache. Ce dernier rappelle à propos des hameaux de montagnes : « C'est de ces peuples que Constantin Porphyrogénète écrivait : ils ne peuvent souffrir que deux cabanes soient l'une près de l'autre²⁹ », un motif qui se retrouve aujourd'hui en Albanie : « Dans le Nord, les maisons sont dispersées, se souvient un cadre originaire de Lunxhëri, il y en a deux ou trois par ici, deux ou trois par là, à deux kilomètres de distance. Les gens s'appellent les uns les autres en criant, les mains sur les oreilles. » Un instituteur du Devoll explique de même : « Il y a une maison d'un côté de la montagne et une autre de l'autre côté. Ils vivent repliés sur eux-mêmes, avec leurs troupeaux, sans voir personne » (De Rapper 2004, 634-635).

Taille des localités (1927)							Tous les villages	Hameaux et fermes identifiés par Seiner (1918)**		
	<100 hab.	100-200 hab.	200-350 hab.	350-500 hab.	500-10000 hab.	>1000 hab.		Nombre de villages	Nombre de hameaux et de fermes	Nombre moyen de hameaux par village
Nombre total de villages*	545	727	589	274	257	107	2499			
% villages par classe de taille	21.8	29.1	23.6	11.0	10.3	4.3	100.0			
Villages par classes d'altitude										
Au-dessous de 100m	34.9	28.6	21.2	13.9	16.3	22.4	25.1	554	665	2.20
100-300m	18.0	18.4	15.3	13.9	10.9	15.0	16.2	309	674	3.18
300-600m	20.6	21.5	27.3	24.8	25.7	30.8	23.8	425	1200	3.82
600-1000m	20.4	24.3	28.7	38.3	37.0	28.0	27.5	351	938	3.67
Au-dessus de 1000m	6.2	7.2	7.5	9.1	10.1	3.7	7.4	102	259	3.54
	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	1741	3736	3.15

*Registres de 1926 selon Selenica, seulement les villages ayant pu être localisés

** Seulement les villes et villages localisés, soit 1741 sur 1794

Tableau 4.1 : Localités (villages et villes) par classes de taille et d'altitude.

Le tableau montre que les villages de petite taille sont, en 1927, plutôt en plaine, alors que les gros (à l'exception des villes), sont davantage présents au-dessus de 600 mètres. La plaine de la Myzeqe est emblématique, parsemée de petits villages plutôt compacts, souvent de population orthodoxe. Mais il ne faut pas envisager pour autant une équation univoque montagne = gros villages. Dans les montagnes du Nord, la population est effectivement très clairsemée et l'unité de comptage de celle-ci, le « village », est difficilement définissable et compte en réalité un nombre variable, souvent élevé, de hameaux et de fermes distincts. On pourrait donner comme indicateur approximatif de ce fait le décompte par des hameaux et fermes relevés pour chaque village par Seiner dans sa liste de toponymes de 1918. Si l'on en croit ce tableau, les villages de plaine ont, avec en moyenne deux hameaux/fermes par village, une structure significativement plus compacte que ceux des altitudes moyenne (300-600 mètres) par exemple, qui en comptent près de 4. Certaines régions de montagnes avoisinent une moyenne de 5 (Matja (Mat), Oroshi, Malcija e Gjakovës, Gramsh et Mallakastër), Shinapremtja (à l'est de Skrapar dans la haute vallée du Devoll) dépasse les 6.

¹⁰⁰ La réalité est plus nuancée, surtout contrastée régionalement, avec par exemple dans le Sud un image générale des villages de montagne, chrétiens, plus favorables que ceux des plaines, musulmans (voir de Rapper, 2004).

De fait pour l'Albanie la distinction porte plutôt sur la structure des villages (compacts ou dispersés) que sur leur taille, et sur une opposition générale entre une Géguerie aux hameaux dispersés et une Tosquerie aux gros villages compacts, plutôt qu'entre montagne et plaine (voir chapitre 4.2.3).

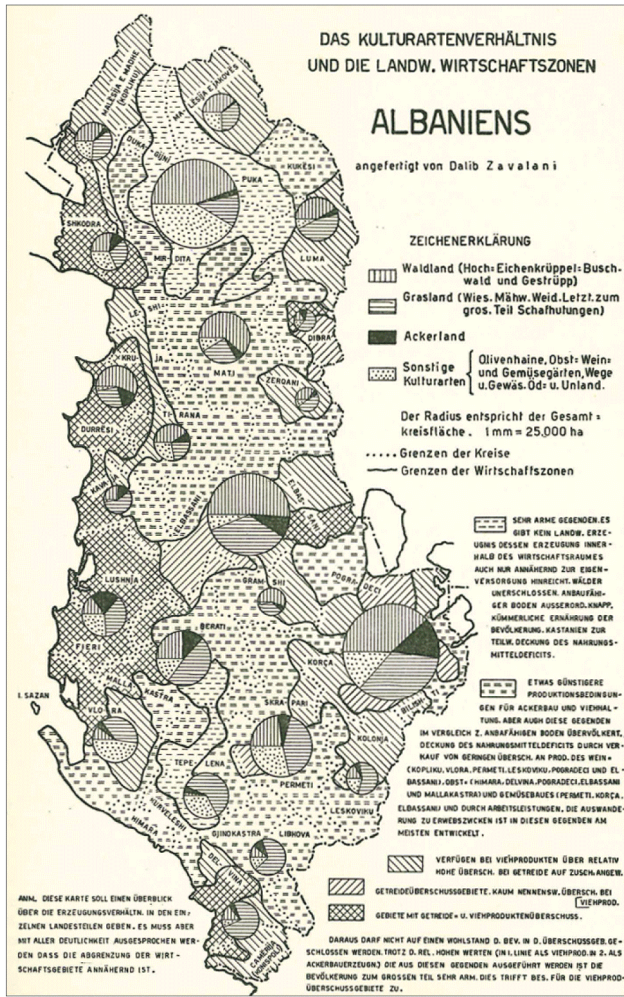
Plusieurs auteurs rendent l'évolution des populations ou la distribution des villages par classes d'altitude (Sjöberg, Bërxfholi, etc.), qui illustrent les variations importantes du motif général de la forte natalité montagnarde et de l'émigration vers les zones de plaine. Dans la première moitié du 20^e siècle, on observe également le déplacement de nombreux villages eux-mêmes du flanc des montagnes, souvent à mi-pente, vers les plaines. D'une logique initiale de forte autonomie des communautés villageoises, qui exigeait la recherche de complémentarité à très courte distance entre des terroirs aussi variés que possible (Grataloup 2015, 69) et où l'isolement relatif était davantage recherché que craint, on est passé à un système intégré à un niveau spatial supérieur, où le village peut tirer bénéfice aussi bien d'une meilleure accessibilité que d'un effort collectif de valorisation des terres agricoles de plaine. Ce déplacement du centre de gravité des villages n'est pas capté par les données des recensements, les populations demeurant au sein d'une même unité de comptage.

4.1.2 *Zones de potentiel agricole*

Les « unités de paysage » sont naturellement très liées à la disponibilité et à la qualité des terres, et donc aux potentiels de production des cultures et de l'élevage. En 1938, dans sa thèse soutenue à l'Université Friedrich-Wilhelm de Berlin, l'ingénieur-agronome Dalib Zavalani de Korçë relevait l'insuffisance, par rapport à la population, des espaces cultivés disponibles dans les régions montagneuses (90% du territoire selon lui). Et au contraire, le fort potentiel, très mal exploité alors, des basses plaines, et leur faible peuplement. L'incapacité de produire localement de l'alimentation en suffisance a largement contribué aux niveaux élevés de mobilité saisonnière et d'émigration, puis de mouvement vers les villes. Zavalani propose une typologie régionale des formes d'agriculture et de leur capacité à produire un surplus. Nous avons rapporté celle-ci à la population des localités de 1926 : 50'000 habitants (soit 7% de la population non-urbaine) vivaient alors sur les terres décrites comme très pauvres (dans le Nord montagneux, Mirditë, Pukë, Dukagjini), 280'000 (40%) dans des zones aux terres considérées moins pauvres, mais surpeuplées par rapport au potentiel agricole et sujettes à l'émigration de leur main-d'œuvre (la majorité des autres régions de montagne), 130'000 (19%) dans des régions orientées essentiellement vers l'élevage et en dégageant des surplus (par exemple la Çamëria, Kolonjë, Ljuma, Krumë, etc.), 78'000 (11%) dans des régions d'abord vouées aux cultures céréalières (Korçë, Elbasan, Dibër) et enfin environ 160'000 (23%) dans les plaines côtières susceptibles d'après Zavalani de dégager des surplus à la fois dans l'agriculture et l'élevage.

Dalib Zavalani (1937)

Types d'économies agricoles



Type 1 : Zone très pauvre. Il n'y a pas de produit agricole dans cette zone économique, pas même de quoi permettre un auto-alimentation suffisant. Forêts inexploitées, terres arables exceptionnellement rares, mauvaise alimentation de la population. Les châtaignes assurent une couverture partielle du déficit alimentaire.

Type 2 : Conditions un peu meilleures pour l'agriculture et l'élevage. Mais régions également surpeuplées en regard du potentiel des terres arables. Couverture du déficit de production alimentaire par la vente de légers surplus produits par l'élevage des porcs (Kopliku, Vlora, Permeti, Leskoviku, Pogradeci, Elbasan), des fruits (Chimara, Delvina, Pogradeci, Elbasan, Mallakastri) et produits maraîchers (Permet, Korca, Elbasan) et par la mise à disposition de main d'œuvre. L'émigration de la main-d'œuvre pour trouver du travail est répandue dans ces régions.

Type 3 : Surplus relativement important des produits de l'élevage, complété par une production céréalière.

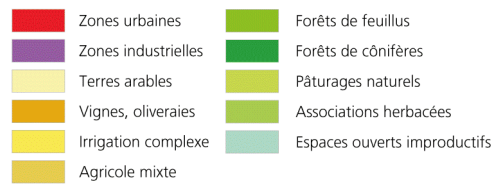
Type 4 : Zone de production céréalière excédentaire, complété d'élevage marginal

Type 5 : Zones à surplus de l'élevage et de la production agricole

Traduction des classes de la typologie de Zavalani

Corine Land Cover 2000

Couverture du sol



Principaux types d'occupation du sol visibles sur la carte

© A. Jarne 2020

Cartes 4.3 et 4.4 : Zones de potentiel agricole selon Zavalani (1937) et couverture du sol.

4.2 Lieux de vies et partitions culturelles

4.2.1 L'unité des villages (*fsbati*)

Le village est traditionnellement l'unité de base de l'organisation et de la vie sociale et économique, une position passablement affaiblie sous le communisme, lorsque durant la collectivisation, les anciennes limites des territoires villageois ont été fondues au sein des vastes coopératives, les « villages unifiés », ou fermes d'État¹⁰¹. Mais le village demeure malgré tout essentiel, il conserve un fort pouvoir d'identification pour ses habitants, au contraire des communes, héritières de l'organisation de la période communiste, qui ont fonctionné entre 1991 et 2015, pourtant conçues comme lieu de l'exercice du pouvoir local (De Rapper et Sintès 2008, 9). Ce rôle de la communauté villageoise est plus fort peut-être encore dans le Sud, en raison de la taille et de la compacité des villages. Le village est pourtant complètement oublié de la statistique officielle. Sans doute en raison du faible rôle politique qui est le sien, agrégé depuis la période communiste de manière centralisée, sans véritable consultation des communautés, en ensembles de niveau supérieur changeants auxquels sont déléguées des prérogatives variables. Aussi peut-être en raison de la difficulté d'en déterminer la liste et les limites territoriales, qui demeurent un enjeu sensible dans de nombreuses régions, ainsi qu'une pierre d'achoppement entre les administrations. Avec la réforme territoriale de 2015 placée sous le signe de la décentralisation, le village se trouve intégré dans un ensemble – la municipalité – encore plus vaste (une cinquantaine de villages en moyenne, contre moins de dix dans les anciennes communes) mais doté de prérogatives plus étendues. Il est difficile de présager de l'évolution du rôle du village dans cette nouvelle configuration, mais il est possible qu'avec des moyens d'exercer la puissance publique un peu plus étendus dans les municipalités, la décentralisation se répercute au niveau le plus local¹⁰². Pour ce qui est de la statistique, le recensement de 2011 représente l'étiage, aucune donnée au niveau du village n'a ni été publiée ni rendue disponible pour la recherche, comme cela avait été le cas en 2001.

Outre son intérêt pour la statistique historique (clé de la comparabilité de données), approcher les questions au niveau du village fait sens. Comme le relève l'anthropologue Albert Doja, « le village a tous les attributs d'une unité sociale fixée et sédentaire. A l'intérieur de cette unité dominant les contacts et les rapports directs entre ses membres. En même temps, le village jouit d'une autonomie très large. Les fondements de la solidarité des communautés villageoises consistent moins en l'appartenance à un groupe parental qu'en l'habitation dans une agglomération commune et certaines activités effectuées en commun. Les villages ont toujours constitué les communautés réelles dans la société albanaise, alors que le langage de la parente n'affecte en général que des groupes déjà d'un ordre purement nominal. Dans les séquences cérémonielles les plus générales des traditions de la naissance et de la socialisation, par exemple, la participation des voisins et des autres proches territoriaux est devenue une obligation rituelle. Les habitants du village sont mutuellement obligés de prendre part, généralement sans être invités, dans les cérémonies de célébration des moments les plus importants du cycle de la vie familiale, naissances, mariages, morts, organisées par leurs voisins, avec tous les droits et obligations rituelles résultant d'une telle participation » (Doja 1990, 78 et 95, et 1998, 66). Les villages sont donc le cercle le plus immédiat de l'appartenance, mais ils prennent également une dimension réelle et politique dans certaines situations, comme lors des opérations de partage foncier à la chute du communisme, où ceux-ci ont été perçus comme de véritables acteurs, unités concurrentes dans l'accès à la terre (De Rapper et Sintès 2008). Comme le relèvent De Rapper et Sintès, ceci est à mettre en rapport avec la « forte personnalité de ces entités villageoises ».

¹⁰¹ L'échelon communal apparaît en fait déjà à la fin des années 1920 et compte à ce moment environ 150 unités (voir 4.5.3). Durant le communisme, il passe de 315 à 539 unités en 1990 (4.5.4). Après 1991, on dénombre 374 puis 373 communes et municipalités, puis 61 municipalités dès 2015 (4.5.5). Plus que la faiblesse intrinsèque (et variable dans le temps) de cet échelon, c'est son instabilité qui empêche son ancrage dans les pratiques administratives et les représentations du territoire.

¹⁰² Par exemple le programme « Strong Albanian Statistics – SALSTAT » initié en 2018 par l'Instat avec le soutien de la Confédération suisse vise à renforcer les capacités en termes de statistiques (recueil et exploitation) des municipalités, ce qui pourrait permettre de réintégrer la maille villageoise comme un élément pertinent de gestion et de gouvernance à l'échelon local.

4.2.2 « Confédérations villageoises », zones tribales, micro-régions culturelles

Les « confédérations de villages », comme les a désignées Stahl (1986) à propos des Balkans en général, sont des « unités géographiques, culturelles, économiques et sociales formées au cours de l'histoire par un nombre relatif de villages » (Doja 1998, 63). Pour l'Albanie, Zojzi parle d'une « ancienne division régionale du peuple albanais » (1976, 7). Ces unités – contrées, pays ou *géons* dans l'acception de Brunet (1992, 239) – qui ne sont ni n'ont jamais été des unités politiques ou administratives clairement établies et dont la démarcation n'a, comme le concède Zojzi en 1976, « pas une importance spécifique propre pour la vie actuelle du peuple », présentent par contre un intérêt pour l'étude historique, voire géohistorique. Dans une tentative pas complètement convaincante de justifier, dans le contexte politique de l'époque de sa publication (1976), de l'intérêt d'un travail sur les régionalismes, Zojzi souligne que ces groupes n'ont entre eux que de petites différences (p. 7) et que la dynamique, le « sens de l'histoire » pourrait-on dire, va vers leur agrégation progressive, jusqu'à l'« aboutissement de la formation nationale du peuple ». Pourtant aujourd'hui ces régions – certaines davantage que d'autres – sont toujours présentes à l'esprit des gens. Ce sont ces noms-ci qui sont utilisés lorsqu'on demande par exemple à un habitant immigré à Tiranë d'où il vient, plutôt que celui d'un district ou d'une quelconque commune¹⁰³. De même dans la recherche sociologique ou anthropologique, où la zone cible, le « terrain », est identifié par ces régions¹⁰⁴. Sintès et De Rapper insistent sur l'importance de considérer la configuration particulière des villages au sein des microrégions (2008, 9). Doja y voit un processus certes dynamique, mais au sein duquel les spécificités régionales ne sont pas forcément en recul : « En conséquence d'une longue coexistence en proximité territoriale, des relations économiques et sociales serrées, de l'influence réciproque et des destinées historiques communes, les villages se sont forgés des consciences sociales et des traditions culturelles spécifiques. Les attributs de leur cohésion sont devenus plus marquants et relativement différents en passant d'une région culturelle à l'autre, parallèlement aux traits ethniques plus ou moins généraux qui constituent le fond commun de l'ensemble de la société traditionnelle albanaise. La dynamique historique des régions, leur élargissement ou leur morcellement, sont les indices d'une précarité évidente de la conscience régionale » (Doja 1998, 64). Le caractère pourtant semble-t-il relativement durable de ces référentiels n'est peut-être pas sans lien avec l'impermanence des définitions administratives du territoire qui leur font face, qui peinent ainsi à s'ancrer, de même qu'il doit sans doute beaucoup à tout l'arsenal de procédures d'assignation spatiale (voir chapitre 5.5.5) qui a caractérisé le régime communiste dès 1960. Les définitions culturelles du territoire sédimentent en effet de manière privilégiée dans les contextes de faible mobilité, d'homogénéité durable des groupes sociaux, de faible intégration dans les systèmes spatiaux de niveau supérieur. On peut observer cela à d'autres échelons¹⁰⁵ comme celui du *fisi* - territoire associé à un groupe de filiation (*fis*), devenu *bajrak* (« bannière ») au 18^e siècle, unité territoriale, administrative et militaire. A cet échelon-là aussi on observe une mixité accrue des lignages, soit un écart croissant entre les relations dérivant de la parenté et celles fondées sur le voisinage, au fur et à mesure qu'on s'approche des zones de campagne, des grandes vallées, des carrefours des voies de communications et des centres urbains (Tirta 1983, cité par Doja 1998).

¹⁰³ Bien qu'une certaine confusion soit possible, puisqu'il est fréquent que les unités administratives reprennent les noms de ces régions, qu'il s'agisse de communes, qui ne constituent souvent qu'une partie de la région de même nom (par exemple Lunxhëri dans le Sud), ou de districts, qui peuvent excéder l'acception territoriale originale (comme Kurbin au nord de Tirana).

¹⁰⁴ Voir par exemple les nombreux travaux De Rapper sur la Lunxhëri, étudiée comme un ensemble, et comparée aux régions voisines de Kurvelesh, Pogon, Dropull ou Zagori.

¹⁰⁵ Si toutefois le terme d'« échelon » est adapté : au contraire du strict emboîtement de niveaux administratifs, les interpénétrations des territoires associés à la famille, au clan, à la région, etc. sont complexes, fluides et souvent floues par nature.

D'après Zojsi (1976)

L'ancienne division régionale ethnographique

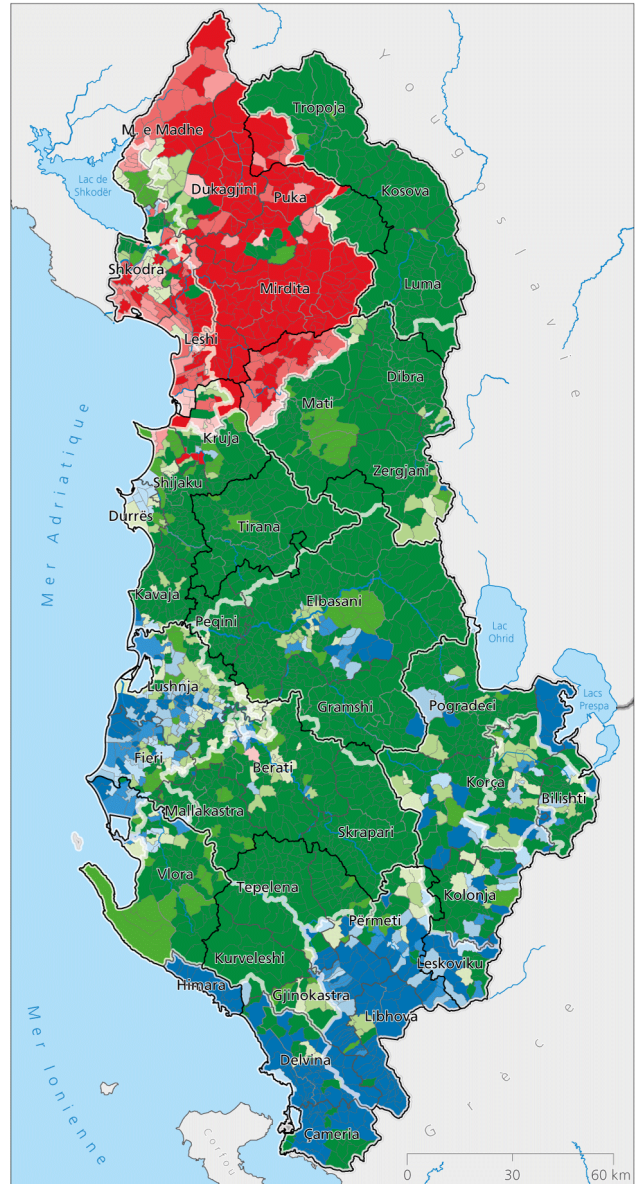


- | | |
|---|--|
| 1 Montagne catholique (Mirditë–Dukagjini) | 8 Toskëri (Berat–Skrapar–Mallakastër) |
| 2 Plaine côtière du Nord (Shkodër–Lezhë) | 9 Labëri (Lungarë–Kurvelesh) |
| 3 Nord-Est (Luma–Krumë–Tropojë) | 10 Côte ionienne (Himarë–Vurg–Çamëria) |
| 4 Mat–Dibër | 11 Montagne du sud-est (Dropull–Pogon) |
| 5 Région capitale (Tiranë–Durrës) | 12 Montagne orientale (Kolonjë–Mokra) |
| 6 Albanie centrale (Elbasan–Çermenikë) | 13 Plateau oriental (Korçë–Devoll) |
| 7 Plaine côtière de la Myzeqe | |
- Grandes régions historiques-culturelles

Sources : Carte 1 – R. Zojsi. (1976), « L'ancienne division régionale ethnographique du peuple albanais », *Ethnographie albanaise* / Carte 2 – T. Selenica (1928), *Shqipëria më 1927 = L'Albanie en 1927*

Teki Selenica / *Shqipëria më 1927 = L'Albanie en 1927*

Appartenance confessionnelle au niveau local



- | | | | |
|---|---|--|--|
| ■ 100 | ■ 100 | ■ 100 | — En blanc : grandes régions historiques-culturelles |
| ■ 90 | ■ 90 | ■ 90 | — Frontière internationale |
| ■ 70 | ■ 70 | ■ 70 | — Préfecture / Prefektura |
| Musulmans | Orthodoxes | Catholiques | — Sous-préfecture / Nënprefektura |
| Confession la plus représentée localement et sa part dans la population (%) | | | — Districts / Rrethët |
| | | | — Limites administratives de 1927 |

Cartes 4.5 et 4.6 : Division régionale ethnographique, régions culturelles (voir chapitre 4.4) et appartenance confessionnelle en 1926.

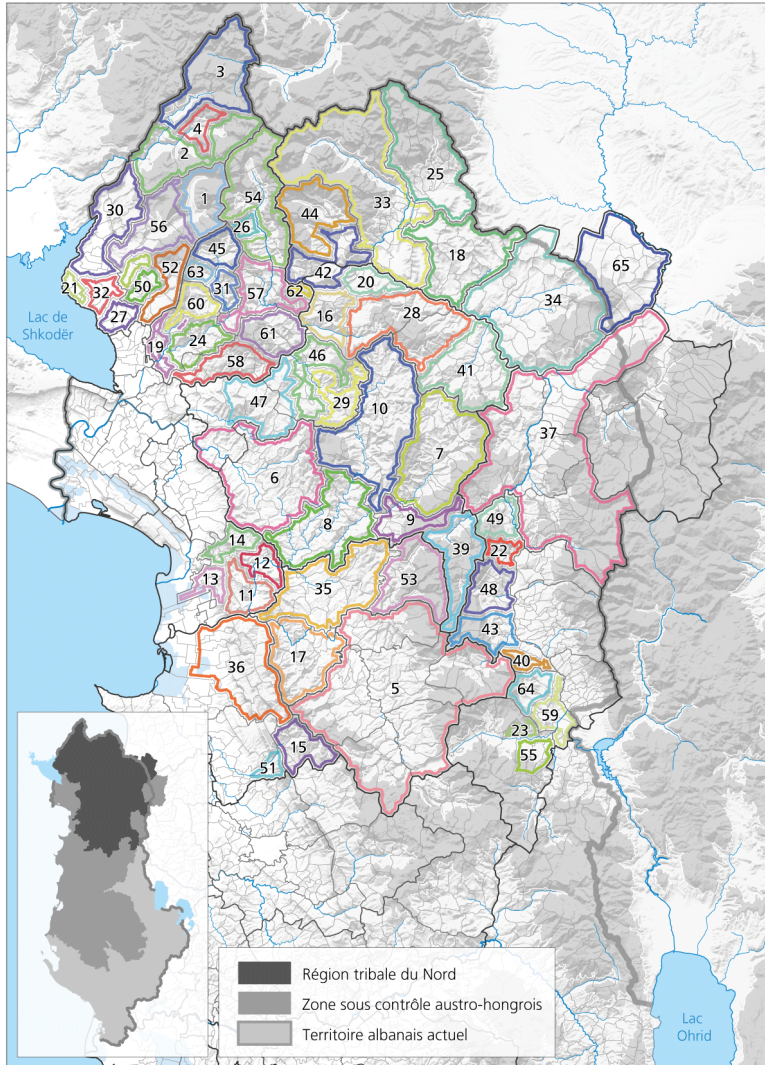
La relation entre unité lignagère et territoire dans l'Albanie du Nord mérite quelques explications. A l'étranger, le terme « tribal » est le plus souvent utilisé pour caractériser l'organisation sociale et spatiale dans le Nord de l'Albanie et jugée en certains endroits intacte à l'arrivée du communisme lors de la seconde guerre mondiale (Elsie 2015, 1). Il faut commencer par clairement distinguer la notion de *fis*, groupe de filiation, dont les liens avec un ancêtre éponyme sont souvent fictifs ou imprécis, mais admis par les membres du groupe. Celui-ci a une origine, connue ou reconnue, souvent datée en nombre d'années ou en générations, et porte l'histoire de l'établissement du fondateur dans la région qu'occupe le *fis*, et des divisions ou fusions avec d'autres groupes (Doja, 1999). Fondé sur les relations de sang, l'intermariage y est interdit. Sur les fondements du *fis* se construit

au 18^e siècle le *bajrak* (bannière), unité administrative, qui dès lors porte une connotation territoriale forte. Observateurs avisés, Nopsca (cité par Elsie, p.5) comme Seiner (1921) relèvent que plusieurs combinaisons de ces concepts existent, que *fis* et *bajrak* peuvent coïncider, qu'un grand *fis* peut inclure plusieurs *bajrak*, mais que généralement, selon Seiner, tous les membres d'un *bajrak* proviennent d'un même *fis*, ce que contredit Nopsca avec la notion de tribu polyphylétique, groupant donc plusieurs *fis*. Dans sa considérable anthologie des tribus albanaises (2015), Robert Elsie a une acception large du terme de « tribu », correspondant tour à tour à celle de *fis*, de *bajrak*, mais recouvrant aussi des régions ethnographiques « avec une identité et une histoire distinctes, qui ne sont pas des tribus à proprement parler mais souvent considérées comme telles » (p. 5).

De très nombreuses approches historiques, ethnologiques, anthropologiques de l'Albanie font référence, de manière plus ou moins structurée, aux territoires associés à ces groupes familiaux, claniques ou plus généralement « ethnographiques ». Zojzi, dans sa synthèse de 1976, cite par exemple Hecquard, Ippen, Seiner, Cozzi, Cardignano, dont il estime les apports soit partiels (concentrés sur les régions tribales septentrionales), soit proposant une structuration qui excède celle de la réalité. Trente ans plus tard, Doja cite Zojzi, mais aussi Krasniqi (1977), Tirta (1983), ou Hyso (1988), relevant l'importance de leurs apports, mais leur incohérence aussi (Doja 1998, 63). Il est donc a priori difficile de dégager une forme de territorialisation univoque de ces structures par nature fluides. De telles approches, médiatisées par la cartographie, ont été proposées par Zojzi pour les groupes ethnographiques (carte des « Régions ethno-historiques et culturelles en Albanie », 1976), par Seiner (« Übersicht der Gliederung der albanischen Stämme (Bajraks, Fahnen) im vormals k.u.k Besatzungsgebiet », 1921), ou récemment par Elsie (2015), respectivement pour les « bannières » et les « tribus » du Nord exclusivement. Chez certains auteurs, comme Bourcart, un lien fort est fait entre ces territoires régionaux historiques et la configuration physique, la géomorphologie voire la géologie. Dans sa description des Confins albanais administrés par la France (1922), celui-ci préfère se caler sur les « régions naturelles », ou « pays », plutôt que sur celles administratives. « Ces territoires correspondent à ceux des anciennes *tribus*, dont les noms subsistent parfois : « Opari », « Skrapari » ; elles sont encore vivantes pour les Albanais. Le nom du pays s'accole à celui du village : Krushova e Gorës, Krushova e Kolonjës (Krushovas de la Gora, de la Kolonja) ou aux noms d'hommes quelquefois, Abdyl Hasan Gorës [...]. Plus que partout ailleurs en Europe, ces pays sont des régions naturelles, unités géologiques et morphologiques. En Albanie, les communications sont rares et difficiles, les conditions de vie sont très primitives ; la géographie humaine, la géographie botanique, la morphologie et la géologie sont en étroite dépendance » (Bourcart 1921, 172). La prépondérance de l'intérêt pour la géographie physique chez Bourcart explique pour partie la force de ce type de lien et un certain déterminisme se dégageant de ses descriptions locales.

Bourcart n'est pas seul à faire ce type de lien entre le « milieu » et les structures sociales et économiques qu'il observe en Albanie. Dans un article de 1995 et à propos de la Mirditë, Clarissa de Waal estime que la nature du terrain, pentu et rocailleux, a empêché l'émergence d'une véritable classe terrienne et que le contrôle des ressources locales très limitées pouvait difficilement servir de base pour une hiérarchisation sociale : « Material poverty was matched by institutional poverty » (De Waal 1995, 9). Elle reprend la théorie de la pénurie absolue (*total scarcity*) de Black-Michaud qui explique l'émergence et la perpétuation de « sociétés de vendetta » (*feud societies*) dans le Bassin méditerranéen et au Moyen-Orient par « a set of ecological, technological and historical circumstances which causes an endemic insufficiency of material goods and resources and prevent the acquisition and long-term accumulation of wealth by individual or groups. This in turn inhibits the development of social stratification and an attendant power structure based on economic differentiation » (Black-Michaud 1975, 122). Cet extrême dénuement, ce manque endémique de ressources naturelles, empêche la concentration et le contrôle des ressources par certains, substituant à la stratification sociale sur base économique une sélection par l'honneur : « In feuding societies honour and power are synonymous » (ibid., 178). Les témoignages recueillis par Durham (1909) et Hasluck (1954) indiquent que de l'avis même des montagnards, le développement économique ne peut reposer que sur l'action d'un gouvernement assez fort pour juguler la vendetta. Ce qu'est parvenu à réaliser, selon une opinion communément partagée, le régime totalitaire d'Enver Hoxha (De Waal 1995, 9).

Territoires tribaux du Nord albanais



Nom de la tribu	Habitants	Ménages	Taille mén.	% catho.
1 Boga	230	34	6.8	100.0
2 Nikçi	685	93	7.4	90.2
3 Selca	854	162	5.3	99.9
4 Vukli	714	129	5.5	100.0
6 Dibri	5793	805	7.2	99.9
7 Fândi	3353	504	6.7	100.0
8 Kushnëni	2478	318	7.8	99.5
9 Oroshi	1166	156	7.5	100.0
10 Spaçi	4194	597	7.0	96.0
11 Bulgëri	772	123	6.3	100.0
12 Kryezezi	897	138	6.5	100.0
13 Manatija	636	99	6.4	100.0
14 Velja	843	130	6.5	100.0
16 Berisha	1017	172	5.9	99.6
17 Bishkashi (Rrânxha)	2187	471	4.6	90.0
20 Bugjoni	1210	210	5.8	99.2
26 Gimaj	565	103	5.5	100.0
31 Kiri	538	87	6.2	100.0
35 Kthella	3904	829	4.7	84.7
42 Merturi	2224	357	6.2	98.5
44 Nikaj	1659	292	5.7	99.3
45 Plandi	982	171	5.7	100.0
54 Shala	2493	428	5.8	100.0
57 Shoshi	1309	269	4.9	100.0
58 Shllaku-Mazreku	2015	275	7.3	99.0
61 Temali-Dushmani	939	181	5.2	100.0
62 Toplana	273	55	5.0	100.0
63 Xhani	438	62	7.1	100.0
21 Buza e ujit	755	119	6.3	22.1
28 Iballja	2722	423	6.4	66.6
29 Kabashi	1495	223	6.7	48.1
30 Kastrati	3112	467	6.7	84.3
36 Kurbini	4060	465	8.7	46.9
38 Lohja	583	71	8.2	29.3
46 Puka	1538	237	6.5	58.5
47 Qerreti	1984	316	6.3	83.0
52 Rrijolli	1417	187	7.6	24.5
53 Selita	1875	391	4.8	64.4
56 Shkreli	1480	214	6.9	75.1
60 Suma	644	95	6.8	59.8
5 Matja	24 015	4056	5.9	0.3
15 Bëna	1644	317	5.2	0.0
18 Bityçi	2080	360	5.8	2.1
19 Boksi	1500	158	9.5	1.7
22 Dardha	1203	230	5.2	0.0
23 Dervishaj (Krajika)	999	151	6.6	0.0
24 Drishti	1202	169	7.1	0.9
25 Gashi-Shipshani	3688	702	5.3	0.5
27 Grizha	1050	130	8.1	4.7
32 Kopliku	1429	203	7.0	8.9
33 Krasniqi	4960	888	5.6	1.6
34 Kruma	5250	622	8.4	0.0
37 Ljuma	18 322	3277	5.6	0.5
39 Lurja	1619	269	6.0	11.6
40 Luznja	1439	262	5.5	0.0
41 Mali i zi	2553	402	6.4	0.6
43 Muhuri	1333	242	5.5	0.0
48 Qidna	2143	424	5.1	0.0
49 Reçi (Dibra)	1438	242	5.9	0.0
50 Reçi (Shkodra)	1326	165	8.0	11.8
51 Rrânxhija	799	169	4.7	0.0
55 Sheh-Hyseraj	1787	310	5.8	0.0
59 Skandëri (Homeshi)	2870	634	4.5	0.0
64 Zogaj	1679	334	5.0	0.0
65 Zymbi	7347	860	8.5	11.6

Tribus catholiques

Tribus mixtes

Tribus musulmanes

Limites administratives de 1918

- Frontière albanaise actuelle
- Bezirke
- Kreise
- Landegemeinde

Éléments naturels

- marécage
- lac
- rivière
- alt. > 1000 m

© A. Jarne 2020

Sources : Seiner F. (1922), Ergebnisse der Volkszählung in Albanien in dem von der österr.-ungar. Truppen 1916-1918 besetzten Gebiete (Schriften der Balkankommission, Linguistische Abteilung, vol. XIII), Vienna und Leipzig

Carte 4.7 : Territoires tribaux du Nord albanais selon Franz Seiner.

4.2.3 Aires culturelles : Guègues et Tosques

La division de l’Albanie entre Nord et Sud et le peuplement de ces régions par des « ethnies » distinctes, les Guègues au Nord du fleuve Shkumbin et les Tosques au Sud, est un truisme très fréquemment mobilisé pour décrire une forme de fracture qui opposerait, en termes historiques, culturels ou politiques, les deux régions. Hall par exemple (1994, 26) décrit d’abord les Guèges : « La géographie physique de l’Albanie a contribué de manière significative, au moins jusqu’à très récemment, à la séparation culturelle des Albanais en deux sous-groupes distincts. Le nord de la rivière Shkumbin et de manière plus caractéristique le haut-pays enclavé du nord-est est dominé par les Guègues. Caractérisés par Coon (1939, 601) comme de type physique « dinarique », « grands, au nez convexe et au visage allongé », ils font partie du même groupe anthropologique que les autres populations montagnardes qui s’étendent au nord et à l’ouest aussi loin que la Suisse. Vivant dans de petits établissements dispersés, l’organisation sociale des Guègues repose sur la loyauté traditionnelle au clan ». Suit une description de

la vie dans les clans, des règles du *kanun*, des vendettas etc. Plus loin il décrit les Tosques : « Habitant des villages dans les plaines et les bassins versants au sud du fleuve Shkumbin, les Tosques sont beaucoup plus susceptibles d'avoir été exposés aux influences étrangères, surtout grecques et italiennes. [...] Sous l'Empire, les Chrétiens étaient exclus des fonctions gouvernementales de telle sorte que les Orthodoxes du Sud qui n'étaient pas convertis ont poursuivi des activités artisanales (organisés en corporations), commerciales et des professions libérales, reflétant une société globalement plus établie, plus orientée économiquement et ouverte sur l'extérieur qu'au Nord » (Hall 1994, 28).

Pour Gilles de Rapper (2004, 626), la reconnaissance de ces deux groupes « fait partie d'un savoir commun sur l'Albanie développé à partir du XIX^e siècle et souvent reproduit depuis, sans interrogation sur sa pertinence actuelle ». Il s'agit selon l'auteur d'un « lieu commun dont la valeur heuristique est faible » (ibid, 629). Cette distinction serait d'abord le fait du regard d'une culture savante étrangère portée sur l'Albanie, où l'opposition Guèges-Tosques est mobilisée en tant que cause ou explication de certains développements historiques. Les savants albanais ont eux plutôt abordé ce couple comme produit de l'histoire, le situant comme une étape dans un processus de fusion d'unités plus petites et aboutissant à la formation du territoire national (voir par exemple Zojsi 1976). Ils rappellent qu'il s'agit là d'exonymes, de noms qui leur ont été attribués par d'autres. De Rapper montre que, à tout le moins dans le Sud, cette terminologie n'est pas véritablement utilisée par la population et que, au contraire d'ensembles de plus petite taille (voir 4.2.2), elle ne constitue pas un niveau d'identification. Le seul champ dans lequel les appellations Guèges et Tosques sont couramment usitées est linguistique, où elles désignent les deux grands groupes dialectaux. Plutôt que de parler de Guègerie et de Tosquerie et de les envisager comme des unités géographiques clairement délimitées, les Albanais réfèrent plutôt au « Nord » (*veri*) et au « Sud » (*jug*), mais plus dans la perspective d'espaces marqués de manière différentielle que de véritables territoires, avec une limite entre les deux plutôt culturelle que géographique (De Rapper 2004, 633). Les stéréotypes associés au Nord et au Sud viennent se combiner avec ceux associés à la montagne et à la plaine, au haut et au bas (comme dans les noms de villages – Cingar i Sipërm/Cingar i Poshtëm – ou de régions – Dropull i Sipërm/Dropull i Poshtëm, etc.). En général, ceux du Nord sont associés à la montagne (parfois qualifiés péjorativement de *malok*, de *mal*, la montagne), ceux du Sud plutôt à la plaine. Mais en fait les systèmes d'opposition décrits par De Rapper¹⁰⁶, s'ils s'appliquent globalement au Nord et au Sud, peuvent voir leur logique s'inverser localement sur fond de différence religieuse par exemple. Dans le Devoll, région mixte, les musulmans (carte 4.16 et 5.5), qui sont établis dans la plaine, occupent par rapport aux orthodoxes une position équivalente à celles des *malok* dans l'opposition entre Nord et Sud. De l'avis des chrétiens comme de leur propre point de vue, ils sont en position d'infériorité culturelle, car ils n'ont pas connu au contraire des orthodoxes, l'émigration, et n'en ont pas rapporté ni les connaissances ni les richesses (ibid., 639). Les déclinaisons locales sont multiples. Pour les lunxhotes orthodoxes (près de Gjirokastër), ce sont les Labes musulmans un peu au nord qui sont perçus comme violents et emportés, mais pour un musulman de Shkodër, c'est aux *Malisores* catholiques que s'applique cette sorte de stéréotypes. On peut rejoindre de Rapper qui note que « les interprétations locales de l'opposition entre Nord et Sud apparaissent [...] insuffisantes pour rendre compte de la réalité des différences entre Nord et Sud, et invitent à reconsidérer la problématique de la diversité régionale en Albanie » (ibid., 626).

Peut-être davantage qu'une opposition culturelle binaire s'agit-il de deux espaces entre lesquels historiquement les interactions ont été faibles, intégrés dans des réseaux et tournés vers espaces économiques distincts. En l'absence de réelle circulation, on assiste à la cristallisation d'iconographies, sous forme de stéréotypes entre autres. Même aux périodes récentes, les échanges entre les deux régions ont été rares. Durant le communisme, des instituteurs, ingénieurs ou agronomes du Sud ont eu l'occasion de travailler pour des périodes limitées dans le Nord. Après 1991, ce sont plutôt des gens du Nord qui, sur le chemin de l'émigration vers la Grèce, ont eu à traverser les régions méridionales, s'y arrêtant parfois pour des récoltes ou autres travaux agricoles, palliant ainsi l'absence des hommes de l'endroit, eux-mêmes à l'étranger. Et surtout, les échanges se sont faits à l'interface des deux systèmes, c'est à dire dans la région capitale. La superposition de cette situation d'interface et de la fonction de pôle du pouvoir du nouvel espace national commun a produit cette étonnante alternance politique entre des hommes et des réseaux issus du Nord et du Sud : Fan Noli état du Sud, de Thrace, orthodoxe et de culture grecque, Ahmed Zogu du Nord (de Mat), Enver Hoxha du Sud (Gjirokastër), Ramiz Alia du Nord (Shkodër), Fatos Nano est né à Tiranë mais s'est appuyé sur des réseaux sudistes (voir 5.6.9), Sali Berisha est du Nord (Tropojë) (Kaser 2001, 633). L'histoire récente a participé à produire une forme d'induration des iconographies – y-compris durant le communisme où persiste un « problème du Nord », avec cette forme de résistance à la

¹⁰⁶ Le plus souvent l'opposition Nord/Sud coïncide avec les paires d'oppositions suivantes : montagne/plaine, violence/douceur, sauvagerie/raffinement, arriération/culture, enclavement/ouverture, saleté/propreté, pauvreté/richeesse, générosité/égoïsme, tradition/émancipation, etc.

« modernisation » (Blumi 1999, 307)¹⁰⁷ – et qui culmine en 1997, lorsqu’avec avec un Sud au bord de la sécession, les médias occidentaux raniment l’opposition Guègues-Tosques comme clé de lecture principale du conflit¹⁰⁸. Aujourd’hui, le fait que s’affirme, dans les grandes lignes, l’opposition Nord-Sud dans les scores électoraux des deux grandes forces politiques albanaises (voir chapitre 5.6.9) maintient sur le devant de la scène ce discours sur les Guègues et les Tosques. Il faut cependant veiller à varier les échelles d’analyse – les réseaux d’influence politiques fonctionnent en réalité à d’autres niveaux – et à ne pas sur-interpréter la dimension culturelle de ces structures spatiales, à l’explication desquelles l’économie, l’histoire récente et la personnalisation de la politique prennent leur part¹⁰⁹.

Si la lecture de l’espace albanais à travers cette opposition à deux termes est à la fois pratique et réfère en effet aux trajectoires historiques contrastées deux espaces faiblement interconnectés, nous préférons dans la suite de ce travail à l’usage des termes « Guègues » et « Tosques » celui de « Nord » et « Sud » et surtout, nous tâchons d’adopter plutôt la vision de régionalismes locaux et plus nombreux, correspondant à des échelles auxquelles les systèmes d’identification sont plus forts, qui ne sont pas structurés par la seule opposition Nord-Sud, mais par un emboîtement d’oppositions qui comprend, outre celle-ci, les différenciations plaine/montagne, musulmans/chrétiens voire ville/campagne.

4.2.4 *Distribution des religions*

Les cartes de la distribution des religions (4.6 et 4.9) en 1927, basées sur le contenu des registres tels que publié par Selenica, présentent un grand intérêt géohistorique. Le principe de leur construction – qui illustre par la couleur quelle est la communauté la plus présente et par son intensité la prépondérance de celle-ci – permet d’appréhender à la fois leur territorialité et leurs métissages aux zones de contact. La dimension spatiale de la diffusion de l’Islam le long des voies de la conquête, dans les lieux économiquement ou stratégiquement importants pour le pouvoir Ottoman, celle de certains gradients vers les côtes ou les montagnes, de la mixité des villes et des lieux d’échanges s’imbrique avec une histoire plus locale et circonstancielle¹¹⁰ pour former l’image que nous nous proposons de décrire ici.

Historiquement, l’Albanie est un très vieux terreau chrétien, puisque Saint Paul, venant de Jérusalem, prêcha en Illyrie. En 58, une importante communauté chrétienne existait à Durrës (Dyrrachium), l’un des plus anciens évêchés du monde (Daniel 1989b, 269). En 1054, le schisme officialisa le rattachement de l’Eglise catholique du Nord, de rite latin, à Rome et de celle du Sud, de rite grec, au patriarcat de Constantinople, selon la coupure géographique de la Via Egnatia et du fleuve Shkumbin. Cette limite demeure clairement visible aujourd’hui, entre territoires restés catholiques et orthodoxes au sein d’une matrice musulmane. L’islam est introduit par les conquérants ottomans au XV^e siècle mais se répand en Albanie surtout à partir du XVIII^e siècle, d’abord sur les marges orientales et dans les milieux urbains, ainsi que dans les plaines et bassins fluviaux méridionaux, lieux d’établissement des propriétaires fonciers récompensés de leur enrôlement dans les armées du sultan. Les montagnards restent généralement fidèles à leur foi chrétienne. Parmi les chrétiens, les orthodoxes bénéficient au sein de l’Empire d’une situation privilégiée grâce à leur lien avec le patriarcat qui siégeait à Constantinople. La situation des catholiques était davantage liée au contexte géopolitique du moment. En 1699 par exemple, après la défaite de la Turquie à la bataille de Zenta, les prêtres obtinrent l’autorisation de célébrer la messe. De même qu’au milieu du XIX^e siècle, après la guerre de Crimée, l’Autriche fut en mesure d’étendre une sorte de « protectorat culturel » (ibid. 270) s’étendant au Nord albanais au travers de subsides aux écoles confessionnelles

¹⁰⁷ Odile Daniel adosse sa description de l’espace albanais à l’opposition Guègues-Tosques et souligne combien la « Guéguerie rebelle » s’est opposée au régime : « Les Guègues ont été considérés par les pouvoir communiste comme hostiles à la nation. Ils ont presque été traités en ennemis, jugés réfractaires à l’idéologie stalinienne. Les camps d’internement les plus durs se trouvaient dans le Nord : camp des mines de cuivre de Spaç, sinistre prison de Burrël où sur la porte il était inscrit : « D’ici on ne revient pas ». Or les Guègues, par les liens maintenus avec l’Occident malgré de nombreux aléas, et bien qu’un dixième seulement soient considérés comme catholiques, ont permis que l’Albanie ne se soit pas complètement absorbée dans l’orbite orientale jusqu’à en oublier ses origines. Forts de ce rôle, les Guègues sont très solidaires entre eux et attachés à leur territoire, un espace vécu chargé d’une histoire spécifique par rapport à la l’espace tosqe du Sud » (Daniel 1996, 131-132).

¹⁰⁸ Après cet épisode, dans une enquête de 2000, deux tiers des Albanais interrogés estimaient qu’il y avait en effet des différences entre le Nord et le Sud, et 44% estimaient que ces différences étaient d’abord économiques. Cité par Kaser 2001, 633.

¹⁰⁹ L’approche trop exclusive par ce type d’échelle produit des conclusions un peu réductionnistes comme celles de van Stokkum (2014) qui estime qu’à l’opposition traditionnelle Nord-Sud a succédé récemment une opposition en l’Est (pauvre) et l’Ouest (riche). On pourrait sans doute montrer que l’opposition est-ouest est déjà ancienne (liée au recentrage consécutif à la désolidarisation d’avec les réseaux orientaux dynamiques du contexte ottoman, puis à la modernisation, qui dès la Monarchie ou au moins dès l’après-guerre, rayonne depuis Tiranë), de même qu’on pourrait s’essayer à déconstruire le lien entre l’« ancienne » division Nord-Sud et sa forme politique contemporaine.

¹¹⁰ Par exemple l’influence de Baba Tahir, dont l’action semble être à l’origine de la renaissance vers 1850 de la Confrérie bektashie au sud de Berat et de sa forte diffusion dans les montagnes de la région, surtout Skrapar, et jusqu’à Tepelenë. Voir Clayer 2007, 50.

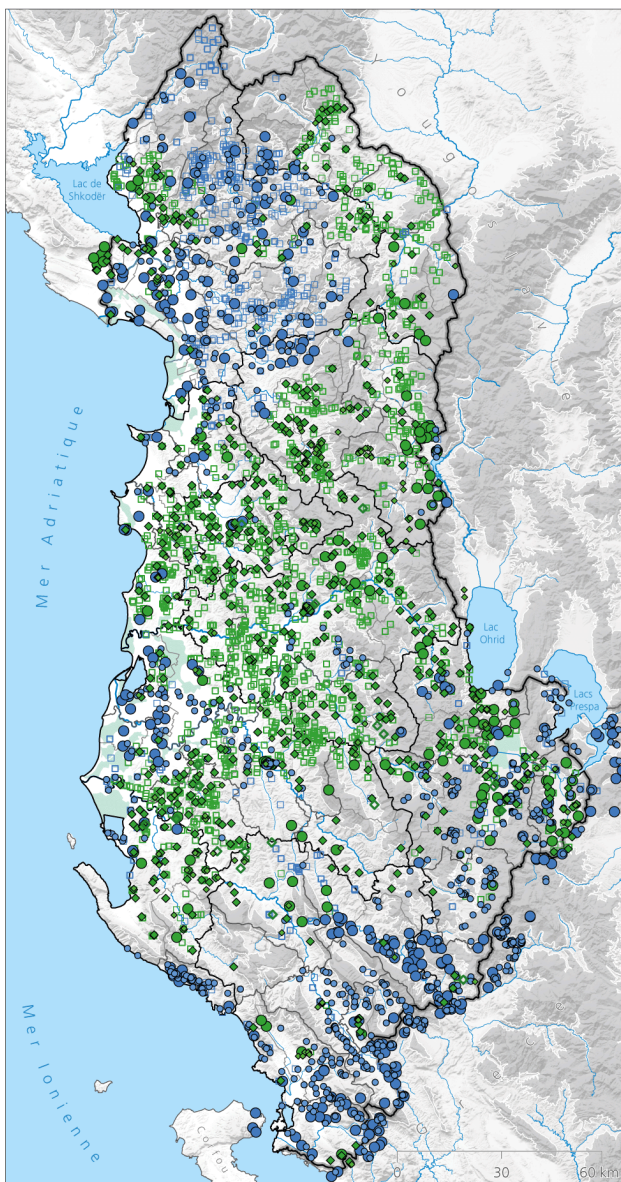
et à différentes congrégations, de la formation du clergé, de l'envoi de missionnaires, etc., parfois d'ailleurs dans une forme de concurrence avec les Italiens, également très présents. Les nombreuses congrégations (Franciscains et Jésuites en particulier) qui s'établirent en Albanie laissèrent un héritage important dans la vie sociale et culturelle des Albanais du Nord. L'orthodoxie ne s'est affirmée dans sa différence d'avec le catholicisme qu'à partir du XVIII^e siècle (ibid. 271). Véhicule de l'hellénisme, elle propage le grec comme langue de la liturgie et de l'éducation. A partir de la seconde moitié du XIX^e siècle se développe dans le Sud la revendication de l'ouverture d'écoles en langue albanaise, puis d'une indépendance religieuse qui ne se concrétisera qu'en 1908 à Boston avec la création d'une Eglise albanaise autocéphale, finalement reconnue par le Synode en 1937. Enfin l'islam perce essentiellement à partir du XVIII^e siècle (ibid. 272). Les nombreuses conversions ont des motivations économiques et sociales : exemple du succès des propriétaires terriens convertis favorisés par le sultan ; système du *devshirme* qui prélève des enfants albanais pour les éduquer à la cour et en faire des janissaires ; albanais enrôlés et qui se convertissent pour accéder aux honneurs ; pression fiscale plus lourde pour les chrétiens ; restriction d'accès aux centres des villes et aux métiers de l'artisanat ; enfin le fait que certains étaient peu attachés à l'Eglise orthodoxe, qui pouvait être perçue comme véhiculant une culture et une langue étrangères s'opposant aux manifestations de la culture albanaise. L'islam albanaise est sunnite et sa principale spécificité est le fort développement des confréries mystiques (« islam du *tekkë* », du nom de l'établissement où ont lieu les cérémonies rituelles, voir Clayer 2007, 47), surtout dans les régions montagneuses et enclavées. Les deux confréries les plus puissantes sont les Halvetis et les Bektachis, La doctrine bektashie, fortement hétérodoxe et syncrétiste, connaît un grand succès dès la seconde moitié du XIX^e siècle, jusqu'à regrouper plus de 20% des musulmans (21% en 1942, plus que 4% au recensement de 2011), ce qui est parfois interprété comme la manifestation d'une émancipation vis-à-vis de l'islam sunnite ou d'une orthodoxie trop compromise avec Istanbul par l'entremise du Patriarcat (Daniel 1989b, 273).

La carte 4.6 montre ce contraste entre une catholicité compacte au nord, et une orthodoxie plus clairsemée au sud, sauf dans les régions ethniquement grecques (Himarë, Delvinë, Dhivër, Haut-Dropull et Pogon) et macédoniennes (Pustec) où l'ensemble des villages est orthodoxe. Ainsi les régions de Permët, de Leskovic, de Kolonjë, de Korçë et de la Myzeqe sont-elles mixtes. La dernière dessine, de la même façon mais dans une mesure moindre que le Nord catholique, une sorte de sorte d'enclave, à la façon d'une « klippe » détachée de son substrat hellénique. Au sud comme au nord, la plaine et surtout la ville, amènent une certaine mixité à l'intérieur même des localités – dans ce cas, souvent, les communautés vivent dans des quartiers distincts (De Rapper 2008) – alors que dans les montagnes toute la population d'un village professe une même religion. Même dans la montagne orthodoxe partiellement gagnée à l'islam, le contraste est fort entre les communautés converties et celles, comme les « sanctuaires orthodoxes » de Voskopojë, Vithkuq, Grabovë ou Llenga, qui demeurent chrétiennes. Plus on monte vers le nord, plus ces villages orthodoxes sont isolés et cachés dans la montagne, comme en retrait des voies de la conquête. La plus septentrionale de ces communautés vit dans la montagne de Shpat au sud d'Elbasan, où en 1926 existaient une demi-douzaine de villages complètement ou majoritairement orthodoxes. Ces communautés sont dites « krypto-orthodoxes », c'est-à-dire qu'elles professent extérieurement l'islam tout en respectant dans le cadre familial les préceptes chrétiens (ibid., 46)¹¹¹. Dans la Myzeqe, les villages orthodoxes sont surtout d'anciens çiflik dispersés dans la plaine insalubre au voisinage des grands paluds, alors que les villages musulmans occupent généralement des positions de piedmont plus favorables. Si l'Est entre Leskovic et Pogradec apparaît comme une mosaïque, la Myzeqe (ainsi que la plaine entre Krujë et Koplik au nord) laissent plutôt apparaître des gradients. Les villages côtiers de la Myzeqe sont orthodoxes, ceux du cœur de la plaine mixtes avec un part musulmane croissante, jusqu'aux villages de piedmont puis des collines, complètement musulmans. Cette mixité est liée à la structure sociale plus complexe de la plaine – faite de villages libres, de grands domaines et de çifliks – et au mélange des populations lié à l'immigration (Lab, Tosk, Valaques). Au nord de Krujë, là où la plaine redevient chrétienne, on observe une gradation d'une plaine mixte vers une montagne exclusivement catholique. La région de Shkodër fait figure de contre-enclave (ou plutôt de tête de pont) musulmane dans l'enclave catholique, en partie à cause d'une immigration consécutive au détachement du Monténégro de l'Empire (1878). A la mixité et à une certaine porosité de la plaine et des premier contreforts de la Malësia e Madhë (grande montagne) fait écho la compacité du « bastion catholique » montagneux et la frontière franche qui le sépare sur son flanc oriental des clans musulmans de Ljuma, de la Mali i Zi (montagne noire) et de la Malësi e Gjakovës (montagne de Gjakovë). Cette césure rappelle que si la religion fait certes référence à un degré de croyance ou de pratique, la dimension principale ici consiste plutôt en l'affirmation d'une identité communautaire fondée sur une appartenance religieuse (Clayer 2007, 44). La décision

¹¹¹ « De leur côté, les Chrétiens ne croient pas acheter trop cher l'impartialité ou la faveur du préfet par quelques révérences du côté de la Mecque. Ils observent Carêmes et Ramazan, baptisent et circoncisent leurs fils et pratiquent également mal la religion de Mahomet en public et celle de Jésus-Christ à domicile. Et tout le monde vit en paix sur cette indifférence. En politique, un pareil sentiment les unit : pourvu que le gouvernement n'intervienne pas dans leurs querelles de famille, ils sont satisfaits » (Bérard 1897, 16).

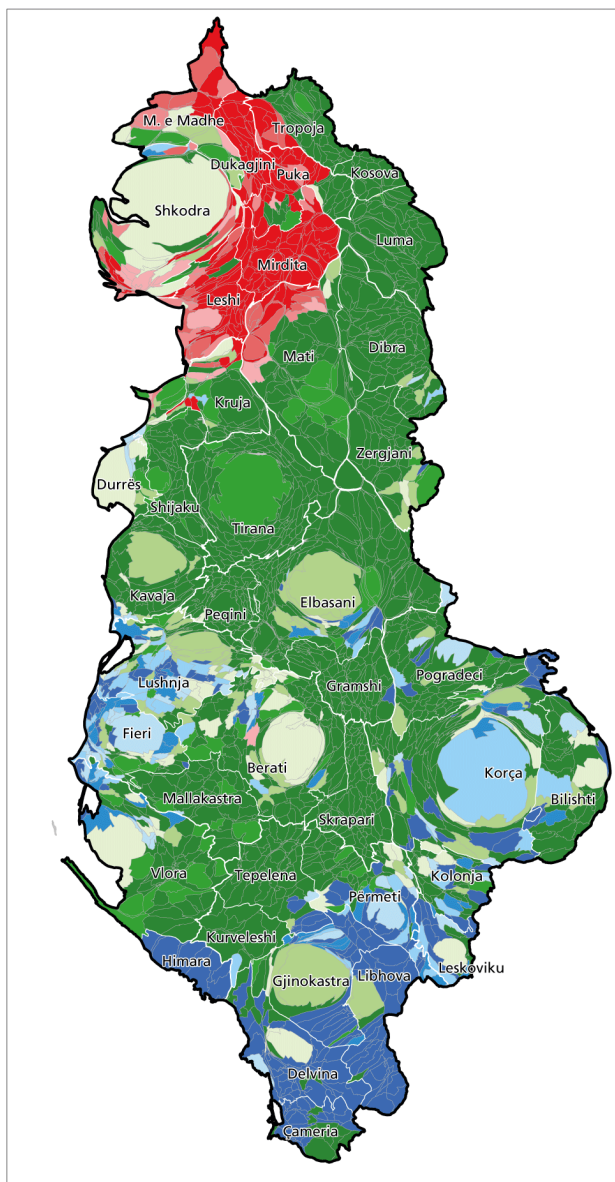
de la conversion engageait souvent le clan dans son ensemble, ou du moins le village. Les exceptions à la règle de la fermeture sociale entre les communautés chrétiennes et musulmanes que constituaient les mariages mixtes pouvaient amener de jeunes femmes chrétiennes dans des familles musulmanes (l'inverse n'étant pas admis), mais alors elle devenaient musulmanes, ce qui ne les empêchait pas a priori de poursuivre à domicile la pratique de rites chrétiens. Une autre contre-enclave apparaît autour de Pukë, relais ottoman sur l'important axe Shkodër-Prizren, comme un point d'appui pour franchir la montagne catholique¹¹².

Cartes italiennes (années 1940) et russes (années 1980)
Lieux de culte, cimetières et symboles religieux



- Mosquée avec minaret
 - Mosquée
 - ◆ Marabout
 - ◆ Teqe
 - Cimetière musulman
 - Tombe musulmane
 - Église
 - Cimetière chrétien
 - Croix / tombe individuelle
 - Frontière internationale
 - Préfecture / Prefektura
 - Sous-préfecture / Nënprefektura
 - Districts / Rrethët
- Lieux de cultes, cimetières et symboles religieux

Teki Selenica / *Shqipria më 1927 = L'Albanie en 1927*
Anamorphose de l'appartenance confessionnelle



- | | | |
|-------|-------|-------|
| ■ 100 | ■ 100 | ■ 100 |
| ■ 90 | ■ 90 | ■ 90 |
| ■ 70 | ■ 70 | ■ 70 |
- Musulmans Orthodoxes Catholiques
- Confession la plus représentée localement et sa part dans la population (%)

Sources : Carte 1 – cartes topographiques italiennes et soviétiques / Carte 2 – T. Selenica, *Shqipria më 1927 = L'Albanie en 1927*

© A. Jarne 2020

Cartes 4.8 et 4.9 : Lieux de culte et anamorphose sur l'appartenance confessionnelle en 1926.

¹¹² La carte communale de la part musulmane dans la population en 2011 (Instat 2014a, 57) laisse même entrevoir un corridor le long de cet axe où les musulmans représentent 10% ou plus de la population.

La carte en anamorphose (4.9) illustre très bien le fait qu'en sus d'une forte dimension territoriale, le caractère urbain des lieux détermine nettement la coprésence des différentes religions. Cette mixité, consubstantielle de la ville, est réelle dans les deux métropoles d'alors, Shkodër (8000 chrétiens pour 15'800 musulmans) et Korçë (4600 musulmans pour 15'000 chrétiens), ainsi que dans toutes les localités d'une certaine importance, à l'exception de la citadelle devenue musulmane de Krujë, et surtout de Tiranë, qui en 1926, bien que déjà, depuis peu, capitale, ne comptait qu'un millier de chrétiens pour 11'500 musulmans.

La distribution des religions telle que présentée pour 1926 s'inscrit dans un mouvement historique qui d'abord voit une double dynamique : 1) depuis la fin du XVIII^e siècle, accélération des conversions à l'islam ; 2) avec l'institutionnalisation du système des *millet*, renforcement des identités définies par l'appartenance confessionnelle (Clayer 2007, 44) et des frontières entre les communautés. Puis la dynamique change. Comme l'explique Clayer, « depuis le XIX^e siècle, le discours dominant tendant à valoriser une identité nationale albanaise minimise tant les identités religieuses que le phénomène de clôture entre communautés confessionnelles, parce qu'ils semblaient être des obstacles à l'affirmation de cette identité nationale » (2004, 45). D'une certaine manière, à partir de ce moment, et à plus forte raison après la fin de l'Empire ottoman, la conversion à l'Islam cesse d'être un enjeu et les dynamiques qui sont susceptibles de venir modifier la carte des religions sont dès lors davantage liées à la migration ou à des différentiels de reproduction naturelle entre les communautés. Mais aussi, d'un régime « traditionnel » ou l'identité du groupe proche surdétermine celle de l'individu, l'Albanie voit l'émergence d'autres échelles sociales très prégnantes, celle de l'État d'abord, puis de l'individu justement, valorisée surtout après 1991. L'influence de l'État est remarquable durant la période communiste, durant laquelle la congruence d'une idéologie fortement hostile à la religion (« l'opium du peuple », la marque du passé) et d'aspirations nationalistes – où celle-ci fait figure d'obstacle au développement d'une « albanité » – produit un véritable acharnement à détruire toute religion (Daniel 1989, 276). À la chute du communisme, la religion revient dans le jeu au travers d'une part de son instrumentalisation par les politiques et d'autre part, par l'utilisation de la politique et du nationalisme par les dirigeants religieux (Clayer 2001). À l'échelle régionale, l'insertion, même relative, dans un espace albanais partagé avec des citoyens du Kosovo et de Macédoine presque exclusivement musulmans, produit un déplacement du centre de gravité des définitions identitaires vers le Nord et pourrait impliquer un plus grand poids de l'Islam dans la formulation de l'identité nationale albanaise (ibid., 181)¹¹³.

La question sur la religion, après une longue absence, a été à nouveau posée dans le recensement de 2011, de manière facultative et plus ouverte que dans le passé. L'Atlas du recensement (Instat 2014a) illustre à travers quatre cartes une territorialité des religions qui demeure dans ses grandes lignes inchangée¹¹⁴. Mais la principale évolution est due : c'est la force de l'adhésion à celles-ci qui laisse apparaître des structures spatiales nouvelles, héritées du communisme. La carte 4.10 intègre les personnes qui ont refusé de s'associer à une religion, se déclarant croyants sans religion (5.5%), athées (2.5%) ou laissant la question sans réponse (13.8%)¹¹⁵. La carte révèle une adhésion aux religions traditionnelles en forte baisse dans le sud du pays, et complètement intacte dans le nord. En terres catholiques ou à Kukës, respectivement un et trois habitants sur mille se déclarent athées, contre 60 et 63 à Vlorë et Gjirokastrë. Ceux qui disent croire mais n'appartenir à aucune religion sont 0.3% à Shkodër et 11% à Vlorë. Une partie de l'explication tient sans doute à la pénétration différente des principes laïcs portés par le régime surtout après 1967 et à l'identification régionale à ce régime, ou au contraire au refus de celui-ci et au repli sur les valeurs traditionnelles.

Cette baisse différente de l'adhésion religieuse explique probablement une partie du recul de l'orthodoxie. Les autres facteurs sont la diminution de la natalité et l'émigration, qui ont touché, pour l'une de façon plus précoce et pour l'autre de façon plus massive, la communauté orthodoxe du Sud. Ce recul est important : de presque 21% de la population au milieu du siècle, l'église orthodoxe n'en représente plus que 6.7% en 2011. Dans le même temps, l'islam passait de 69% en 1942 à 56.7% de la population, le catholicisme de 10.3% à 10.0%. Mais si la part de chacune dans l'ensemble des adhérents aux religions traditionnelles est considérée, la répartition passe de 69% pour les musulmans, 20.7% pour les orthodoxes et 10.3% pour les catholiques à 77.8%, 8.9% et 13.3 %, ce qui semble indiquer que les catholiques restent les plus fermement attachés à leur confession. Le graphique 4.1 compare les réponses données (pour ceux qui se sont prononcés sur la question de la religion) en 1927 et en

¹¹³ Et à un niveau supérieur, les relations avec l'UE ou la Turquie jouent également un rôle important.

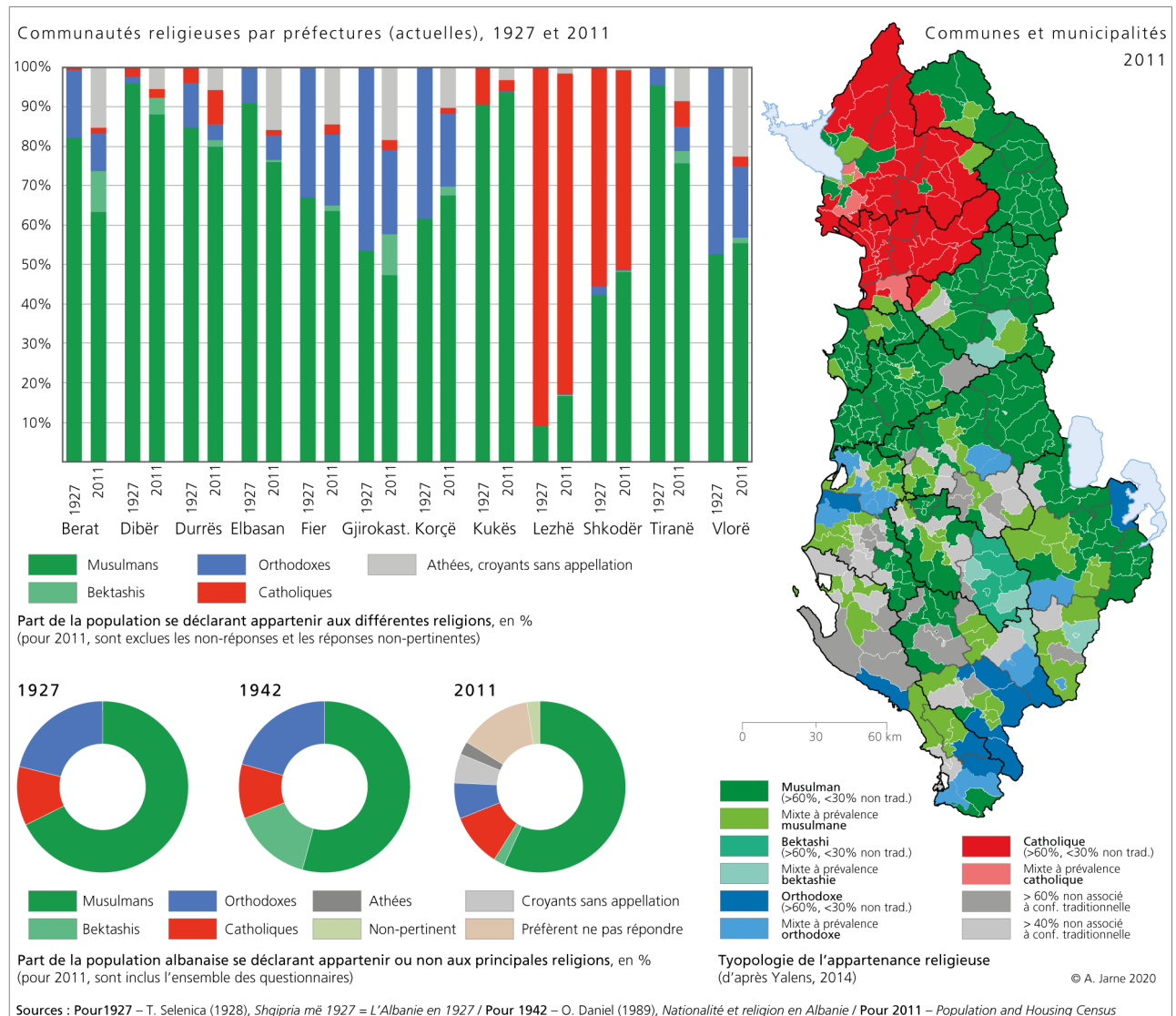
¹¹⁴ À l'exception sans doute du recul territorial du bektashisme, dont les adeptes, comme les concepteurs des recensements, peuvent apprécier de manière diverse leur appartenance à l'islam. Ni les Autrichiens en 1918, ni les registres tels que publiés par Selenica ne distinguent le bektashisme de l'islam, nous n'en connaissons donc pas la distribution spatiale précise au début du siècle. Mais en 2011, les habitants du bastion du bektashisme qu'est Skrapar sont à peu près les seuls, avec quelques communes de la préfecture de Gjirokastrë dans lesquelles ils sont minoritaires, à se déclarer encore bektashis, et ceux-ci ne représentent plus que 2.1% de la population, contre 21.5% en 1942 (Daniel 1989, 269).

¹¹⁵ On ne dispose pas des données au niveau communal. La carte est reprise d'une carte publiée en ligne (Yalens, 2014) dont la distribution est cohérente avec les valeurs publiées par Instat au niveau préfectoral.

2011¹¹⁶. On observe partout le recul de l'orthodoxie, ainsi qu'une augmentation de la mixité, à la fois du fait de personnes qui se détournent de leur foi, mais qui se marque aussi par l'augmentation de la part de musulmans là où ils n'étaient pas ultra-majoritaires (Gjirokaštër, Korçë, Lezhë, Shkodër ou Vlorë) et par l'apparition de petites communautés catholiques, probablement urbaines, là où elles étaient inexistantes un siècle auparavant (Fier, Gjirokaštër, Tiranë, Vlorë, etc.).

Albanie 1927, 1942 et 2011

Evolution de la distribution des religions



Figures 4.1 et 4.2, carte 4.10 : Évolution de la distribution des religions, 1926-2011.

Dans la suite de ce travail, lorsqu'il s'agira d'appréhender des différenciations ayant partie liée avec les identités religieuses, il sera possible de s'appuyer sur la distribution villageoise telle que relevée en 1926, ce qui permettra de distinguer par exemples les villages « traditionnellement orthodoxes » d'autres, chrétiens, au sein d'une même région.

¹¹⁶ La comparaison est possible par la réagrégation des données villageoise de 1927 au niveau des préfectures de 2011, niveau auquel ont été publiées les données du dernier recensement.

4.3 Différentiations typologiques

La notion de géotype telle que définie plus haut est un élément discursif. Si on veut la tester empiriquement dans un dispositif quantitatif, elle doit être traduite en typologie, ou en régionalisation en cas de contiguïté (attention : une classe de la typologie n'est pas un géotype ! Elle peut en être une réduction, utile au test et à la définition ou à la précision d'un géotype). Pour l'Albanie, une base existe, la typologie des communes et municipalités (2001 et 2011) publiées par l'Instat selon une méthodologie de seuils statistiques appliquée aux données des recensements. Nous proposons de conserver cette typologie, aussi parce que n'ayant pas obtenu les données au niveau des localités pour le recensement de 2011, il ne paraît pas pertinent d'investir dans un travail à ce niveau de précision.

Pour la période communiste, la classification proposée au niveau des villages repose largement sur la définition fonctionnelle des unités institutionnelles très strictement traduite dans le territoire à cette époque. Répondant à la doxa aménagiste évoquée par Lénine, reprise par Milioutine et d'autres, le principe appliqué en Albanie consiste à favoriser les nouvelles implantations (industrielles, coopératives agricoles modèle) et à les distinguer du village à proximité duquel elles s'érigent, plutôt que de développer/industrialiser les localités existantes. En travaillant au niveau des villes/villages, on tire pleinement profit de ces contrastes, alors qu'au niveau communal ou municipal, ils sont partiellement lissés (par exemple, une municipalité, c'est-à-dire une commune urbaine, selon la définition en vigueur jusqu'en 2015, était constituée d'une ville, adjointe ou non d'un certain nombre de villages). Outre sa granularité – le niveau spatial – se pose la question de la durée de pertinence d'une telle typologie. La rapide évolution territoriale entre 2001 et 2011 par exemple a nécessité des adaptations de la typologie de l'Instat, dans le sens d'une prise en compte accrue du caractère métropolitain de la région capitale et de l'abandon de certaines catégories en raison du déclin prononcé de branches économique. C'est en ce sens qu'il paraît nécessaire de proposer au moins deux typologies, l'une pour la période communiste correspondant aux fonctions assignées aux localités et au compartimentage du territoire, l'autre pour la période démocratique¹¹⁷, intégrant l'étalement urbain produit par la mobilité retrouvée.

Davantage que décrivant l'espace, il faut plutôt comprendre ces typologies comme des supports au test de certaines hypothèses, au cadrage temporel des géotypes (« quand a commencé la suburbanisation ? »), à l'analyse différenciée des flux migratoires (« d'où vient la population de telle nouvelle coopérative agricole ? »), etc.

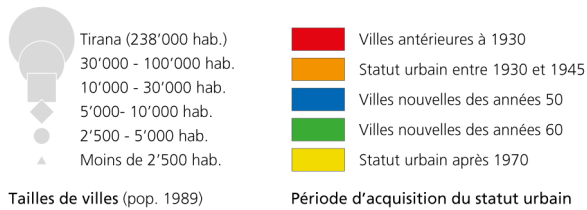
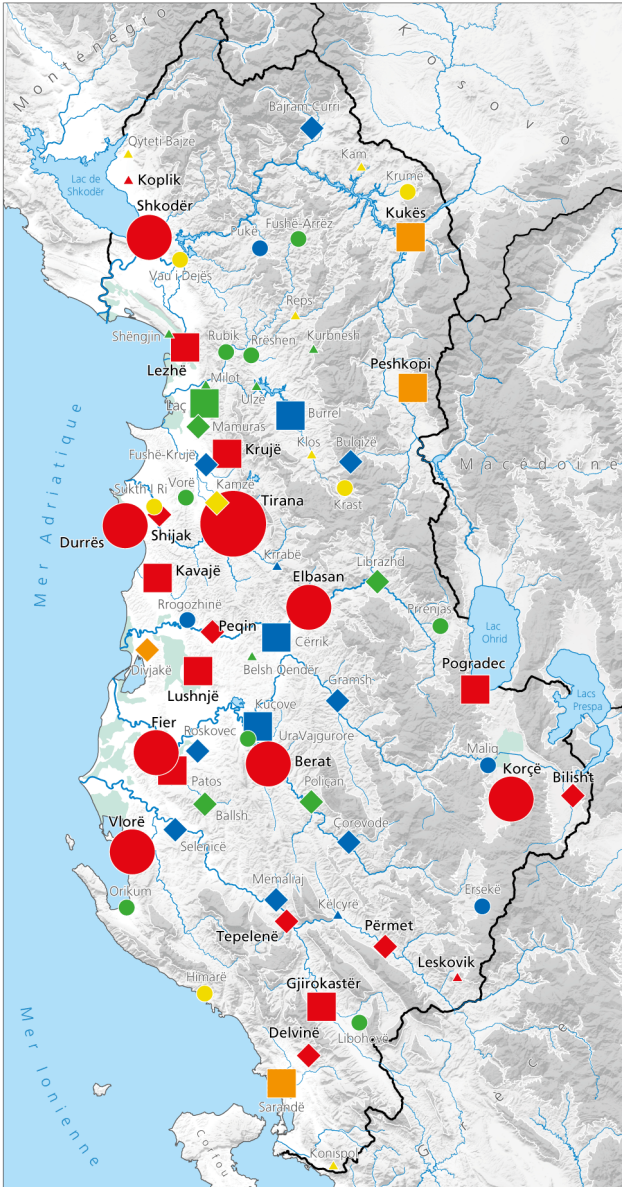
4.3.1 Typologie des villes et villages pour la période communiste

La typologie a été conçue de manière simple, avec une méthode de seuils statistiques – comme celles de l'Instat – de manière à conserver une certaine cohérence. Comme l'idée est de pouvoir la traduire en gradients d'urbanité, les notions de densité et de diversité sont cardinales. L'idée est aussi d'obtenir une classification simple et évocatrice, dont les classes se rapprochent de géotypes identifiés. Les 11 classes sont définies sur la base de la taille des unités (population en 1989), de leur statut urbain – villes antérieures au communisme et villes nouvelles –, de l'activité économique (2001), de la mixité sociale (mixité religieuse, 1926, et part de l'immigration masculine entre la naissance et 1989), des grandes unités paysagères (plaine, colline, montagne) et de l'accessibilité, qui d'un point-de-vue géohistorique, nous paraît constituer une dimension importante d'un possible développement urbain.

La typologie compte 11 classes : Tirana est rangée à part (urbanité spécifique rapidement après sa désignation de capitale de l'Albanie) ; les autres villes existantes en 1945 sont divisées en deux catégories selon leur taille, soit 7 villes d'importance nationale de plus de 30'000 habitants en 1989 (Shkodër, Fier, Durrës, Elbasan, Vlorë, Korçë et Berat) et 16 de plus petite taille ; les 38 « villes nouvelles » de la période communiste sont réparties en villes industrielles (16) et villes à orientation plus administrative (22) en fonction de la part de l'emploi dans les secteurs secondaires et tertiaires (2001) ; quelques localités (55) d'une certaine importance, sans statut urbain mais d'économie mixte, ont été ensuite rassemblés sous le terme de « bourgs industriels et tertiaires » ; puis une catégorie regroupe les grandes coopératives et fermes d'État de plaine (63) ; et enfin les villages agricoles (2850) sont répartis en quatre classes avec l'idée d'un gradient d'urbanité décroissant, déterminé par des combinaisons de taille, de mixité et d'accessibilité.

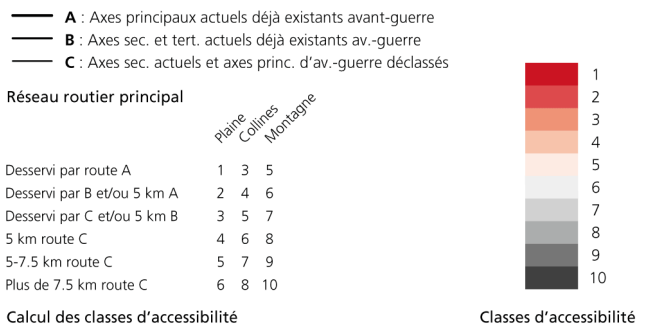
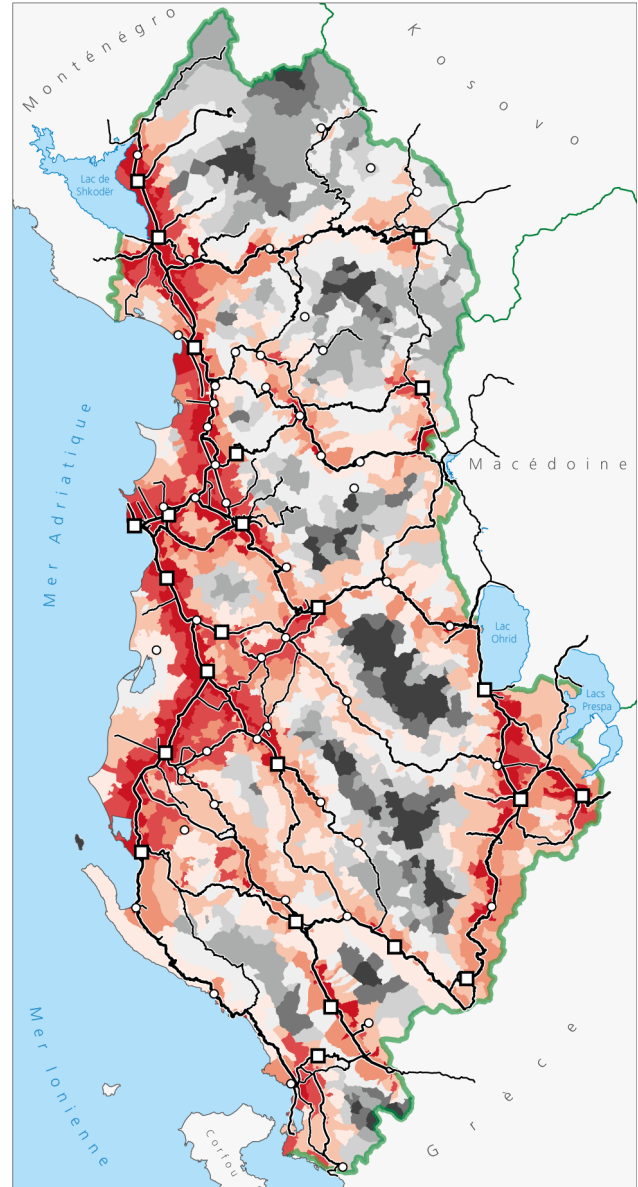
¹¹⁷ Il ne paraît pas utile d'en créer une pour la période d'avant-guerre, les données sur les flux de cette période étant rares et semble-t-il pas exploitables.

Albanie
Villes (par taille et période)



© A. Jarne 2020

Albanie 1930-2000
Réseau routier et accessibilité moyenne



Cartes 4.11 et 4.12 : Réseau urbain albanais et accessibilité moyenne du territoire.

Le caractère urbain « officiel » d'une localité est donné par plusieurs sources et auteurs pas toujours concordants¹¹⁸. La compilation que nous en avons faite donne 24 villes anciennes, soit considérées comme telles avant le socialisme, et 49 nouvelles, dont une petite dizaine devenues villes à la chute du socialisme ou plus récemment, qui ne sont donc pas à proprement parler des « villes nouvelles » dans l'acception socialiste du terme, mais plutôt des localités ayant accédé à ce statut pour diverses raisons. Pour certaines des villes, le caractère urbain est vraiment peu évident, bourgades industrielles ou résidences de mineurs n'ayant jamais dépassé le millier d'habitants (Kam, Bajzë, Belsh Qendër, Klos, Reps, Ulzë, Kurbnesh, etc.). Pour recevoir un statut urbain dans la typologie, nous avons fixé un seuil minimum de 2000 habitants en 1989. Cette trame urbaine est décrite en détail dans la partie 5.5. Dernière condition pour être classée ville, la majorité des emplois doit être autre qu'agricole. L'orientation économique est également utilisée pour distinguer deux types de villes nouvelles (plutôt industrielles ou plutôt tertiaires) et pour distinguer certains villages ruraux d'économie légèrement plus mixte que les autres. Aucune donnée plus ancienne n'étant disponible, nous avons donc utilisé les statistiques des 2001, ce qui est globalement pertinent, la structure régionale de l'emploi n'ayant pas fondamentalement changé dans la première décennie postsocialiste¹¹⁹. La cartographie classique des secteurs d'activité (primaire, l'agriculture ; secondaire, l'industrie, ici avec l'extraction minière ; et tertiaire, les services, administrations etc.) est ici particulièrement pertinente, elle révèle la très forte concentration de l'activité secondaire et tertiaire dans les villes et le caractère presque exclusivement rural de toutes les autres localités. Cette spécialisation fonctionnelle des territoires, encore très largement valable en 2001 en dépit des migrations internes, découle d'une politique strictement appliquée durant une trentaine d'années de développer en parallèle villes et monde rural, mais de manière cloisonnée, en restreignant très fortement les mouvements entre les unes et l'autre. En 2001, l'activité économique extra-agricole dans les villages ne représentait toujours que 18% de l'ensemble (3% d'industrie, 15% de services)¹²⁰. L'agriculture représente encore la moitié de la population active, l'industrie 7% et les services 43%. La présence d'emplois industriels est légèrement supérieure dans les villes nouvelles de la période socialiste (15%) que dans les villes anciennes (13%), mais certainement la différence était-elle plus élevée avant l'effondrement brutal des industries après 1991, qui a touché les régions périphériques de manière plus profonde¹²¹, et décimé les villes monofonctionnelles. Seules exceptions à ce lien fort entre statut urbain et orientation économique, quelques chefs-lieux de districts demeurés très agricoles (Roskovec, Konispol, Belsh, Leskovik), et surtout Divjake, qui conserve en 2001 67% d'emplois agricoles¹²² et donc dans la typologie n'apparaît pas comme urbaine.

Un élément central dans une perspective géohistorique est l'accessibilité, qui participe à déterminer la fluidité des logiques spatiales (diffusion culturelle, déploiement des activités économiques) – et leur rythme souvent rapide – dans leur interaction avec la « viscosité » des identités territoriales (Grataloup 2015, 74). Dans le contexte albanais, il s'agit là d'une question essentielle dans la mesure où le caractère enclavé de certaines régions montagneuses a de tout temps été très fort, et surtout, où cet enclavement s'est maintenu très longtemps, voire même s'est aggravé à certaines périodes en raison du déficit d'entretien d'un réseau routier assez précaire et pour sa plus grande partie ancien. Mais les difficultés pour se déplacer d'une région à l'autre ne concernent pas uniquement les régions de montagne : les très mauvaises communications ont longtemps limité le commerce à des marchés locaux d'importance mineure. Dans son rapport de 1922, Albert Calmès rapportait à la Ligue de Nations le fait suivant : le commerce existant en Gjirokastër et Shkodër, dans un sens comme dans l'autre, passait par l'Italie, faute de liaison entre ces deux villes. De même, Gjirokastër devait acheter des céréales en Italie, les surplus produits dans la plaine de Korçë ne pouvant être acheminés vers le sud (op. cit. p. 8). La description de l'état des communications sera succinctement proposée pour chaque période par la suite, mais pour la typologie des villages, la mesure de l'accessibilité est proposée sur une base unique. Ce principe est défendable à l'argument de la stabilité de la structure du réseau entre la fin des années 30 et les années 2000. Trois types d'axes ont été considérés : les axes principaux actuels et qui existaient déjà avant-guerre (type A), les axes de seconde catégorie actuels ajoutés des axes tertiaires actuels déjà existants à l'époque italienne (type B) et

¹¹⁸ Ces sources sont 1) la définition officielle telle que donnée dans les fichiers du recensement de 2001; 2) celle de Bërzholi dans sa saisie manuelle ; 3) celle de Borchert (1965, 9) ; 4) celle de Rugg (1994, 64) et celle de Jandot (1981, 22). On discute plus avant la question de la liste des villes nouvelles et des dates de leur apparition au chapitre 5.5.3.

¹¹⁹ Exception faite de la périphérie des grandes villes. La perte de substance de l'industrie dans les régions périphériques altère les effectifs, pas fondamentalement la structure.

¹²⁰ L'activité économique est ici mesurée au domicile des actifs, ce qui veut dire que dans les 18%, on trouve des navetteurs travaillant en ville, ce qui renforce encore cette vision d'un territoire hyperspécialisé.

¹²¹ L'emploi industriel s'est largement relocalisé de manière dispersée dans les plaines, mais ce mouvement n'est devenu clairement perceptible qu'après 2010. Voir Jarne et al. (2014), p. 56.

¹²² Mais certains chiffres illustrent aussi les limites de l'exercice d'utiliser des données postérieures à la période. Kam, entre Krumë et Bajram Curri, est une bourgade minière nouvelle qui s'est développée tardivement et a culminé à presque mille habitants en 1989 et peut-être 300 emplois de mineurs environ. Elle aurait obtenu le statut de ville après 1992 selon Bërzholi. Les mines ont fermé, et Kam ne comptait plus que 77 habitants selon le recensement de 2001, avec 18 emplois agricoles et 6 tertiaires.

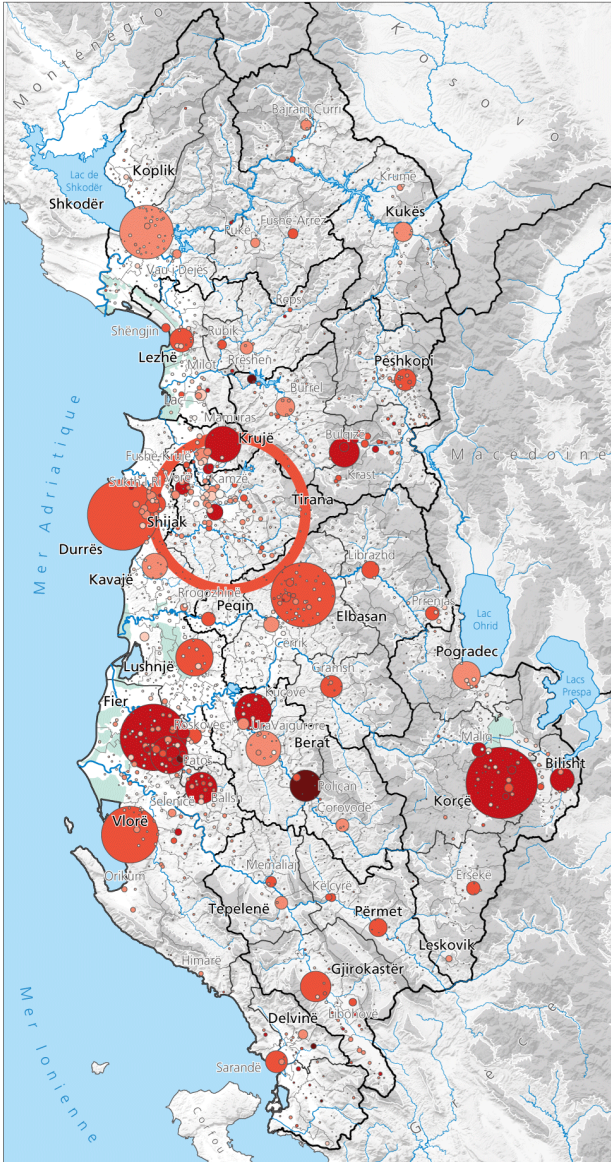
enfin les axes secondaires actuels plus récents et ceux d'avant-guerre aujourd'hui déclassés (type C), associés donc à des régions ayant connu respectivement un gain ou une perte d'accessibilité. Le branchement du réseau viaire local sur ces axes régionaux a été mesuré par la distance du centre du village à ceux-ci, dégageant six classes d'accessibilité décroissante (voir légende carte 4.12). Puis une pénalité de deux points pour les zones collinaires et de quatre pour les zones montagneuses a été ajoutée, pour rendre approximativement compte à la fois de la difficulté d'accès et de circulation, ainsi que de la distance aux villes, situées en plaine. Une image « moyenne » de l'accessibilité des villages est ainsi donnée, d'où se dégagent une série de régions montagneuses à l'enclavement ancien et persistant (Divhri, Zagorie, Dangellia, Ostravica, Tomorrëza, Mokra, Mali Spathit, Gurakuq, Fandi, Shala etc.), les régions de plaine dont les lieux sont bien interconnectés (plaine côtière et celle de Korçë-Devoll, ainsi que Sarandë-Gjirokastër), et les grands axes de communication entre ces régions, axes est-ouest (route Shkodër-Kukës, Lezhë-Dibër par Mat, Durrës-Pogradec par la vallée du Shkumbin (ancienne Via Egnatia), et plus au sud les liaisons entre Vlorë et Sarandë, par la côte, entre Vlorë et Gjirokastër par la vallée de la Vjosa ou encore, à l'est, entre Korçë et Gjirokastër par la Kolonjë et Përmet.

Pour distinguer les villages sur un axe de l'urbanité, une mesure représentative de la mixité de la population locale est proposée. La mixité est résumée par la mixité religieuse en 1926 (religion minoritaire supérieure à 30%), ou la part de l'immigration masculine entre la naissance est 1989 supérieure à 50%. Cette prime à la mixité bénéficie à deux types de localités. Celles situées dans les plaines aux interfaces des espaces compacts dominés par les différentes confessions (catholique au Nord et Nord-Ouest, orthodoxes dans la Myzeqe, au Sud et au Sud-Ouest, musulmans ailleurs, voire carte 4.6), au sud de Shkodër, au sud du fleuve Mat, au nord de Durrës, au sud de la Myzeqe et au nord de Korça essentiellement. Pour ce qui est de la mixité consécutive à l'immigration de la période communiste (cartes 5.101 et 5.102), elle prend également place dans les plaines et les vallées et en particulier au cœur et aux marges des plaines dont les grands marais (Tërbuf, Laçaj et Maliq) ont été progressivement drainés et mis en culture, ainsi qu'aux abords des villes et dans certaines grandes vallées, comme le Dropull (Gjirokastër). Il s'agit souvent de nouveaux villages¹²³, les « nouveaux établissements », créés de toutes pièces en vue de loger les ouvriers des coopératives et fermes d'État à proximité de leur lieu de travail¹²⁴.

¹²³ La faiblesse de cet indicateur est qu'il est basé sur des données postérieures à la période, il met en valeur surtout les derniers villages créés, où le rapport entre la population née sur place et celle immigrée est très élevé.

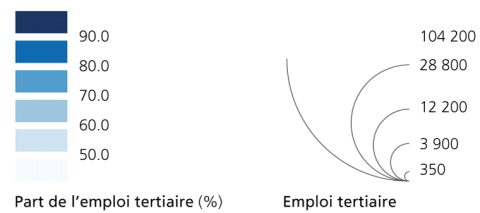
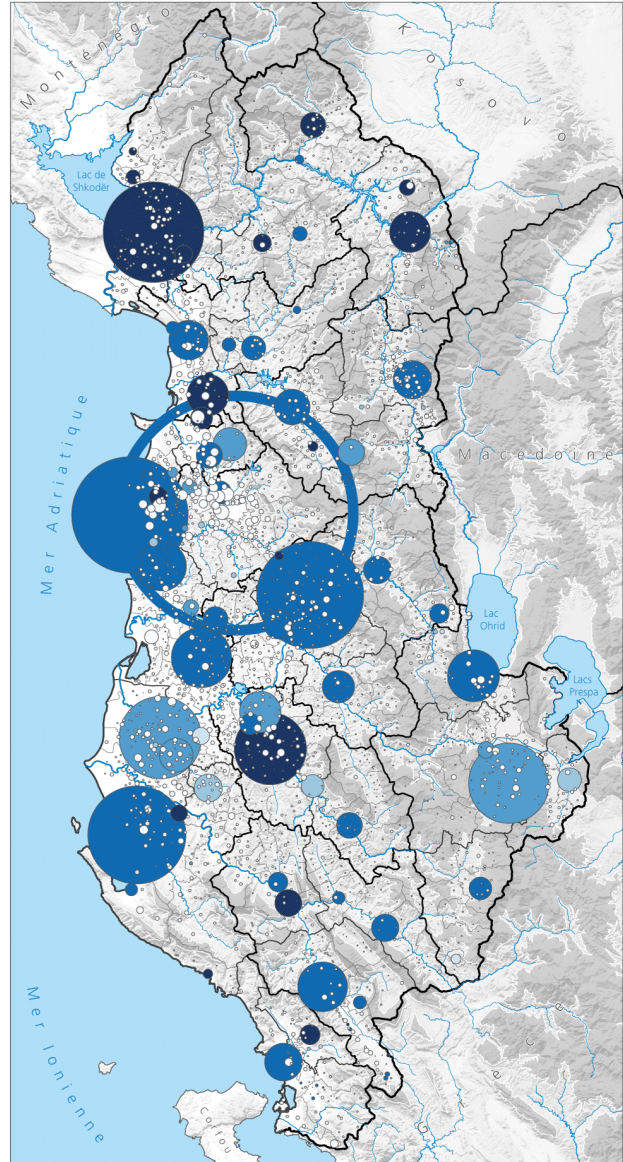
¹²⁴ De Rapper (2006, 12) cite l'exemple des villages d'Asim Zenel, d'Andon Poçi, de Valare et de Bullo, auxquels on peut ajouter Arshi Lengo, dans la vallée du Drin, conçus comme modèles du système coopératif. Ils ont été peuplés d'habitants des villages voisins, ou parfois de villages plus lointains, comme dans le cas d'Asim Zenel dont les habitants viennent du Kurvelesh.

Villes et villages albanais, 2001
Emplois dans le secteur secondaire



Source : Recensement de 2001

Villes et villages albanais, 2001
Emplois dans le secteur tertiaire

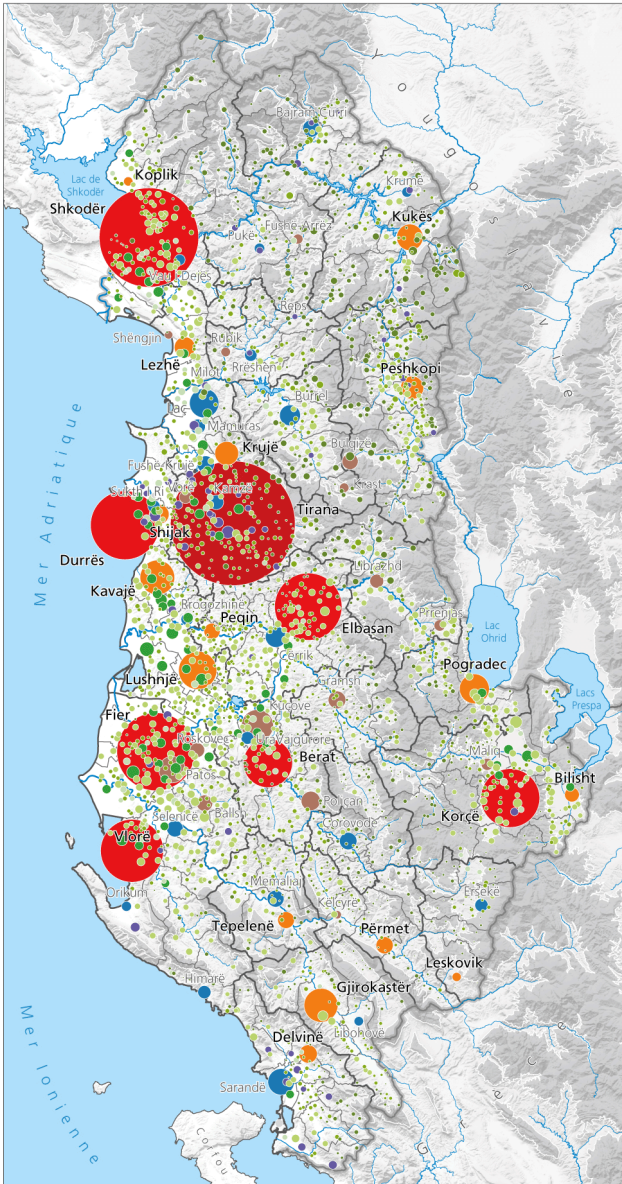


© A. Jarne 2020

Cartes 4.13 et 4.14 : Emplois dans les secteurs secondaires et tertiaires en 2001.

Albanie communiste (1945-1991)

Typologie des localités (carte en symboles)

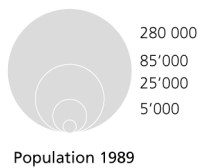


Limites administratives de 1959

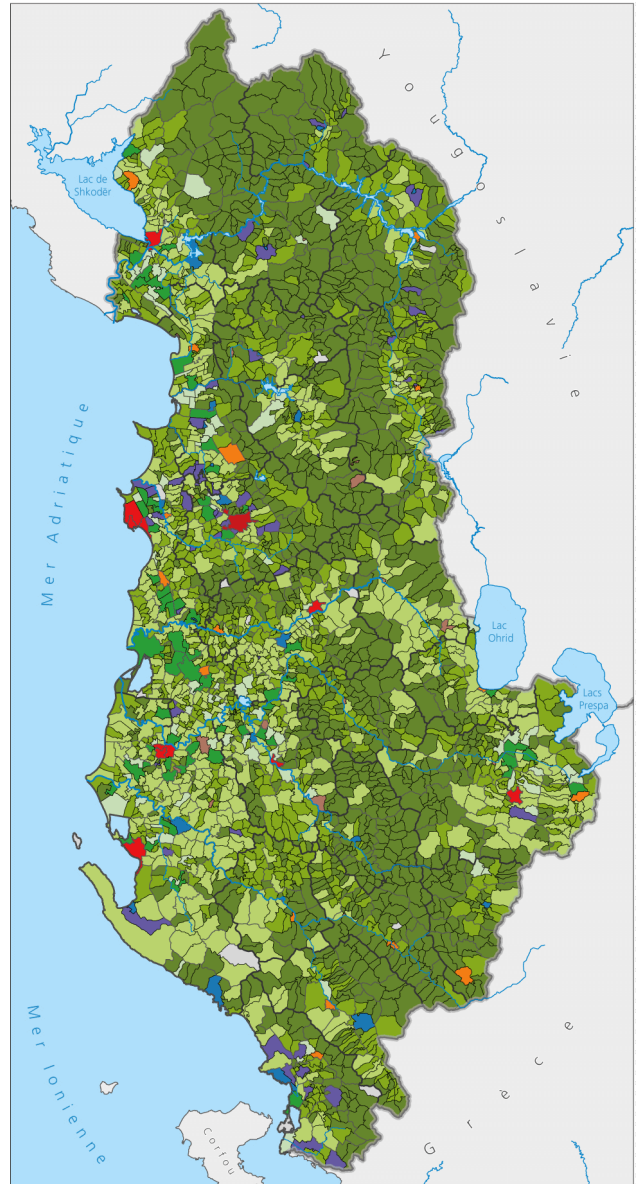
- Frontière internationale
- Districts / Rrethe (26)
- Localités / Lokalitet (214)

Éléments naturels

- lac
- rivière
- alt. > 1000 m



Typologie des localités (carte choroplèthe)



- | | | |
|--|--|---|
| | 1 - Villes antérieures au communisme | 10 - Capitale |
| | 2 - Villes nouvelles et bourgades d'économie mixte | 11 - Grandes villes |
| | 3 - Coopératives et villages agricoles | 12 - Villes moyennes |
| | | 21 - Villes nouvelles industrielles |
| | | 22 - Villes nouvelles administratives |
| | | 23 - Bourgs industriels ou tertiaires |
| | | 31 - Grandes coopératives agricoles de plaine |
| | | 32 - Bourgs agricoles mixtes et accessibles |
| | | 33 - Bourgs agricoles |
| | | 34 - Villages agricoles |
| | | 35 - Hameaux enclavés |

© A. Jarne 2020

Cartes 4.15 et 4.16 : Typologie des villes et villages sous le communisme (symboles proportionnels et carte choroplèthe).

4.3.2 Typologies statistiques de l'Instat

Les **typologies statistiques** ont été introduites en Albanie d'après le modèle suisse (Schuler 1984, Joye et al. 1988, Schuler et al. 2005) afin de proposer une définition de l'urbain plus en phase avec une réalité à laquelle ne correspondait plus l'ancienne définition institutionnelle héritée du communisme, et aussi pour fournir une base simple et robuste pour la composante territoriale de l'analyse statistique. Elles s'appliquent à la maille des communes et municipalités (374 en 2001) qui est la plus fine à laquelle soit diffusée de l'information statistique à ce jour. La première version de la typologie (Schuler, Jarne, Shameti et Seferkolli 2010) a été publiée en 2010 sur base du recensement de 2001 en tant que proposition méthodologique dans une publication¹²⁵ clôturant un projet triennal de renforcement des statistiques démographiques et sociales en Albanie¹²⁶. Puis elle a été mise à jour avec les résultats du recensement de 2011 et publiée dans le cadre des analyses post-censitaires (Shameti, Dhuli, Jahja, Jarne, Schuler et Vokopola 2014). Hors de son usage à l'Instat, elle a été reprise dans quelques articles scientifiques (Lerch 2016, Jarne et Schuler 2017a et 2018, Jarne 2018) ainsi que dans le projet de territoire albanais « *Shqipëria 2030* » de l'Agence nationale d'aménagement du territoire (*Agjencia Kombëtare e Planifikimit Territorit*, AKPT). La description qui suit est reprise des publications de l'Instat.

Cette approche typologique distingue – au premier niveau – les communes urbaines et rurales, c'est-à-dire les communes situées dans les agglomérations et les autres, situées en dehors des zones urbanisées. À ce niveau, une définition de l'agglomération sera proposée.

Au sein des deux groupes, c'est-à-dire au sein des agglomérations ainsi qu'au sein des zones rurales du pays, la structure des communes peut être très différenciée. Dans les agglomérations, la typologie propose une distinction entre centres et communes suburbaines, qui peuvent être différenciées par des critères morphologiques ou fonctionnels. En conséquence, il doit y avoir une approche de définition des centres, par taille, par fonction ou par rôle institutionnel. Pour l'extension des centres aux agglomérations, une taille minimale doit être définie, ainsi que des critères permettant (ou empêchant) l'attribution d'une commune voisine à un centre. Même si aucune commune ne remplit les conditions pour être considérée comme suburbaine, le centre lui-même peut être considéré comme urbain. Au sein des agglomérations, la distinction entre communes urbaines peut se faire selon des critères morphologiques ou sociaux, tels que la densité et le type de peuplement, ou les groupes sociaux et de revenus.

En dehors des agglomérations, les communes sont définies essentiellement sur la base de leur structure économique. Étant donné que la pendularité dans les zones rurales en Albanie est faible, la structure de la population active correspond assez bien aux modèles d'emploi. La structure économique peut être de nature très différente : communes à activité essentiellement agricole, communes à activité industrielle importante ou communes à activité tertiaire. En outre, les communes rurales peuvent également présenter des combinaisons entre les trois secteurs. Étant donné que la plupart des communes albanaises avec un secteur tertiaire dominant sont définies comme centres, peu de communes rurales ont une part élevée d'activité tertiaire. L'analyse empirique montre que pour l'Albanie, seuls certains types très spécifiques de branches tertiaires sont situés en dehors des agglomérations : le tourisme, l'énergie, ainsi que certains secteurs de l'administration publique, tels que la défense ou la santé. Au sein du secteur secondaire, l'exploitation minière est très souvent localisée dans les zones rurales et définit un modèle économique très spécifique.

La première étape de la proposition de classement des communes albanaises concerne la définition des centres. Trois critères sont utilisés :

- i) Le statut administratif : capitales des préfectures, capitales de district et définition administrative des villes (municipalités urbaines) ;
- ii) taille : population selon le recensement de 2001 ;
- iii) La centralité économique (indice de Davies).

Le statut administratif est défini par le contexte régional. Chaque région possède une capitale et certaines fonctions administratives. Les plus petits centres peuvent avoir moins de 5000 habitants et ne pas disposer de toutes les fonctions liées à ce statut. La taille exprimée en nombre d'habitants n'est pas en soi un critère suffisant

¹²⁵ Instat (2010), *Socio-demographic statistics in Albania : selected topics and future developments*, Tiranë, aux pages 129 à 159 pour la version en anglais, 133-163 pour celle en Albanais

¹²⁶ Il s'agit du projet DESSA (« Developing Demographic and Social Statistics in Albania »), financé par la coopération suisse et encadré par l'Office fédéral de la statistique (OFS) et le Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population (SFM).

pour définir l'urbanité. En fait, beaucoup de communes rurales albanaises ont des populations importantes parce qu'elles couvrent un vaste territoire. En combinant le statut administratif et la taille, nous obtiendrons une approximation, en particulier en combinaison avec le troisième critère, la « centralité ».

Quant à la centralité économique, elle peut être définie comme une spécialisation spatiale. Selon le concept des effets d'agglomération, les services spécialisés sont concentrés dans certains endroits centraux, où la proximité d'autres services augmente la valeur ajoutée de l'entreprise. La rareté des services (notamment des services à plus forte valeur ajoutée) produit une forte concentration spatiale. Toutes les municipalités albanaises sont classées en fonction de leur structure d'emploi en 2001 sur la base de la classification européenne NACE. L'indice de centralité de Davies est la mesure pour chaque unité spatiale d'une valeur correspondant à la somme des travailleurs dans chaque groupe tertiaire, où chaque groupe a été pondéré par l'inverse de sa fréquence totale dans toutes les unités spatiales.

$$C_i = \sum_j (N_{ij}/N_j)$$

i = unité spatiale (ici : communes)

j = activité économique (groupes NACE du secteur tertiaire)

N_j = nombre total d'emplois dans l'activité j pour toute l'Albanie

N_{ij} = nombre d'emplois dans l'activité j pour l'unité spatiale i

En résulte une classification des centres en quatre types :

- Une catégorie distincte pour Tiranë ;
- Une deuxième classe comprenant les autres centres d'importance nationale : les capitales de province de plus de 40'000 habitants – Durrës, Elbasan, Shkodër, Vlorë, Fier, Korçë, Berat et Gjirokastrë ;
- Deux groupes comprennent les petites capitales de préfectures et les capitales de district (avec plus de 5000 habitants). La condition d'appartenance à ce groupe est la taille de la population (entre 5000 et 40'000 habitants). Le premier de ces groupes compte 17 capitales à structure tertiaire (<30% d'emploi industriel). Ces villes sont essentiellement situées dans les régions côtières et dans la partie sud du pays ;
- Le deuxième groupe de capitales de préfecture ou de district est défini par l'emploi industriel élevé (>30%). Neuf villes appartiennent au groupe : Kuçovë, Kukës, Krujë, Burrel, Gramsh, Bulqizë, Ballsh, Bilisht et Barjam Curri. Ces villes sont essentiellement situées dans les zones de montagne.

Aux centres ainsi définis sont ensuite adjoints des communes de couronne. En Albanie, l'étalement urbain a été pendant assez longtemps réduit. A part certaines banlieues industrielles qui avaient vu le jour dans les années 1950, le schéma morphologique des villes albanaises était resté assez régulier jusqu'en 1991 : zones urbaines plus ou moins densément occupées mais avec un continuum clair de la zone bâtie. L'immigration rurale des années 1990 ainsi que l'établissement de certains habitants du centre dans des communes voisines a dessiné des banlieues nouvelles. L'intensité de la connexion entre celles-ci et le centre peut être définie par différents concepts d'urbanisation et mesurée par différents types d'indicateurs. La littérature distingue les approches suivantes :

- Critères morphologiques : plusieurs approches de classification de la structure du bâti peuvent être utilisées et souvent combinées, comme le calcul de la part des bâtiments à plusieurs étages par rapport aux maisons individuelles, des mesures simples de densité, ou des approches considérant la continuité du tissu bâti (actuellement, la méthodologie proposée par Eurostat combine densité et continuité).
- Critères fonctionnels : interactions entre les acteurs du centre et des communes environnantes. L'indicateur le plus utilisé dans ce domaine est le trajet domicile-travail. Les flux migratoires ou les interactions sociales peuvent également être utiles.
- Critères structurels : au moins historiquement, la population urbaine et non urbaine est intégrée dans des activités économiques très différentes. Cette situation est encore dominante en Albanie, car l'agriculture est encore la principale activité économique dans les zones rurales, les distinguant clairement des villes.
- Critères institutionnels : l'attribution politique et administrative de la fonction centrale peut concerner le centre seul («villes» disposant de compétences spécifiques et élargies par rapport aux communes rurales),

mais dans certains cas celle-ci s'étend à une « région urbaine ». Ce n'était pas le cas au moment de l'élaboration des typologies (la municipalité d'alors ne comprenait le plus souvent que la ville-centre, parfois un ou deux villages avoisinants, comme Uznovë, intégré dans la municipalité de Berat), et ça ne l'est probablement toujours pas aujourd'hui, puisque – bien que le périmètre des municipalités ait été parfois considérablement augmenté autour des centres (Tiranë se voit adjoindre 146 villages au sud !) – celles-ci ne sont pas distinguées en termes de statut urbain ou rural (toutes les municipalités ont le même statut).

- Critères de dynamisme, d'intensité, de mixité ou de différenciation spatiale. L'urbanité peut être définie comme des lieux dans lesquels le degré d'interaction est particulièrement élevé. Habituellement, l'intensité est fortement liée à la croissance et au changement.

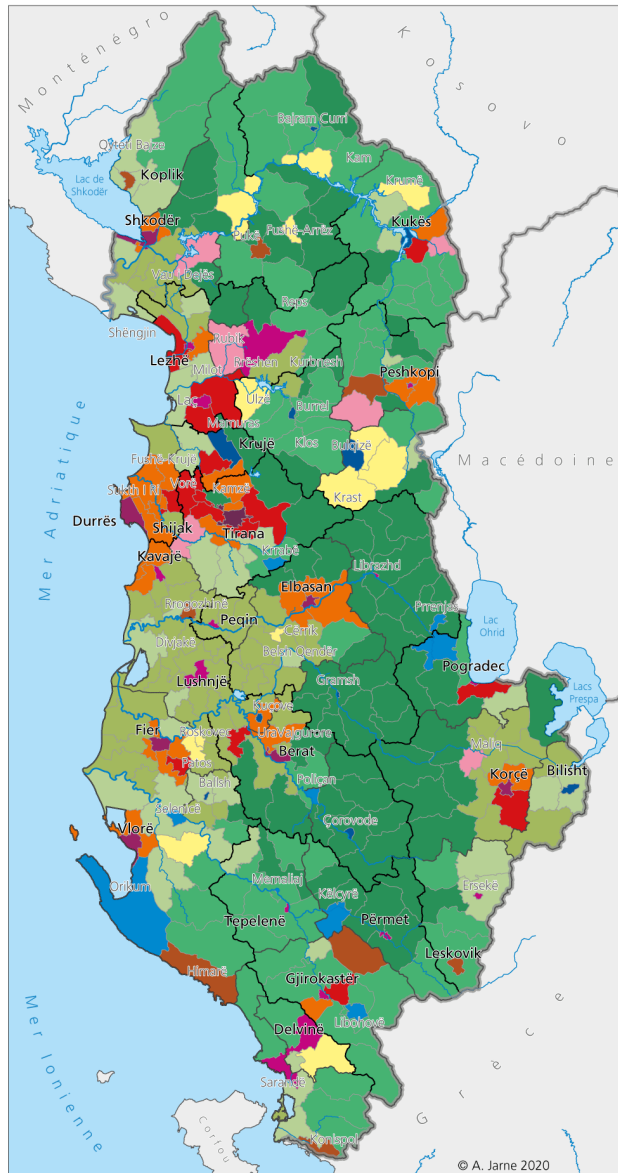
Une combinaison de ces différentes approches (en fonction de la disponibilité des données) a permis de définir des communes comme suburbaines, qui associées à des centres, forment 16 agglomérations, dont deux qualifiées de bipolaires : Fier-Patos et Berat-Kuçovë. Dès sa première version, la typologie considère une zone métropolitaine, constituée des agglomérations de Tiranë (13 communes), de Durrës (9) et de Kavajë (2). Dans la seconde version, cette différenciation est également introduite dans la typologie à travers la distinction entre suburbain et suburbain métropolitain. Une autre différenciation introduite sur la base de l'observation d'importantes inégalités socio-économiques entre les banlieues distingue celle de « statut élevé » – en général lieu d'établissement des urbains venus du centre, typiquement Dajt – des autres, qui correspondent le plus souvent aux banlieues d'immigration rurale – typiquement Paskuqan.

Les communes qui ne sont pas des centres ni ne font partie d'agglomérations sont considérées rurales. Les communes rurales sont réparties, sur la base de l'activité économique, en deux grands groupes, à savoir les types économiques spécifiques et ceux agricoles. Les communes dont l'activité extra-agricole dépassait un certain seuil ont été considérées industrielles ou d'économie mixte, et parmi celles-ci, les types économiques spécifiques qui sont apparus pertinents dans le contexte albanais ont été isolés : l'activité touristique embryonnaire et la production énergétique (extraction minière ou hydro-électricité).

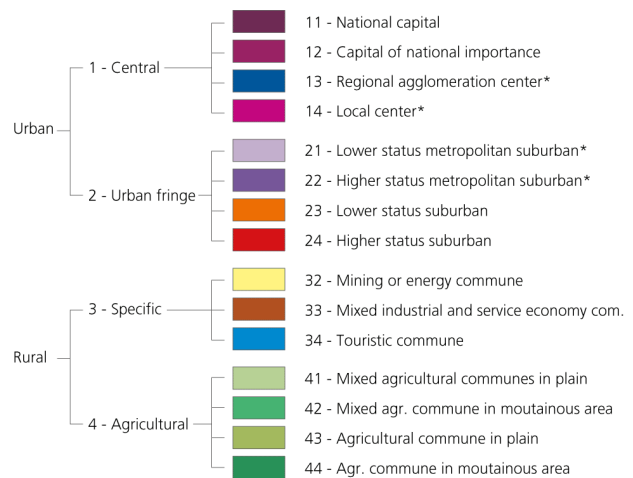
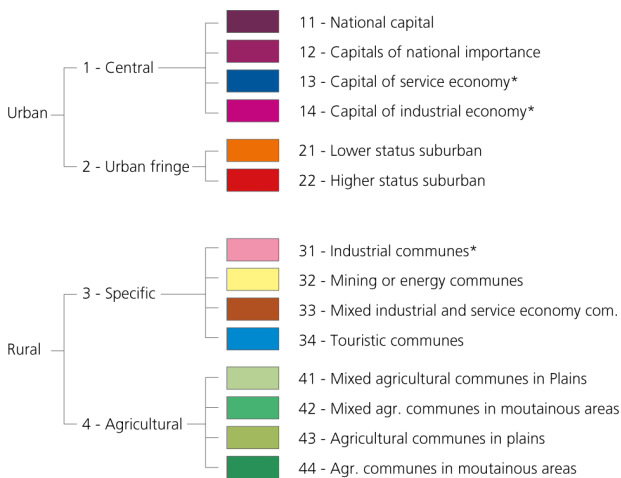
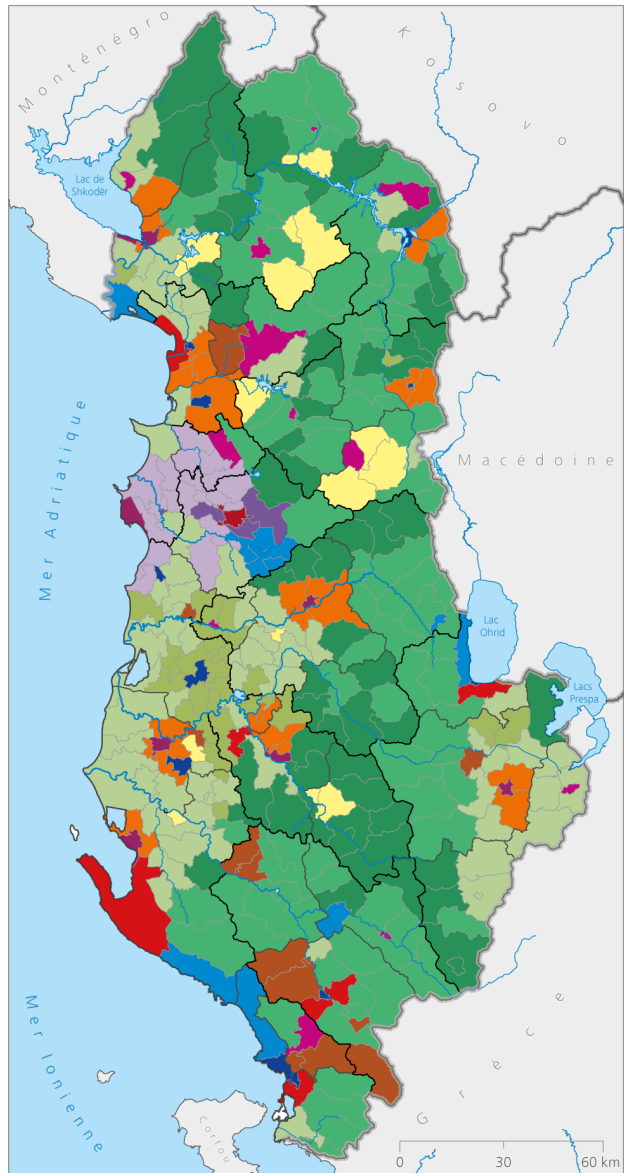
Quant aux communes proprement agricoles, elles ont été séparées en quatre groupes, sur la base a) de l'exclusivité de l'activité agricole d'une part et b) de la nature de cette activité (types de production, système d'irrigation, cheptel bovin etc). En raison du manque de données disponibles, on a opté plus simplement pour une distinction basée sur le contexte géographique, qui entretient un lien fort avec la nature des productions. L'altitude ne constituait pas un critère pertinent – la haut-plateau céréalière de Korçë par exemple se situe à des altitudes moyennes supérieures à des zones collinaires impropres au même type de culture intensive –, c'est donc la pente moyenne qui a été considérée pour distinguer communes agricoles de plaine ou de montagne.

Les adaptations de la typologie entre les deux recensements, outre celles appliquées aux communes suburbaines, ont concerné les types industriels. Le déclin prononcé de l'industrie et la confirmation de l'abandon du modèle de la concentration décentralisée au profit de celui d'une certaine diffusion (mais concentrée dans les grandes plaines, dans les agglomérations et à proximité des grands axes routiers) a provoqué l'abandon du type des communes industrielles non-urbaines. Les petits centres ne sont plus distingués non-plus selon la part de leur activité industrielle devenue marginale, mais selon leur taille et leur importance régionale. A l'usage, ces typologies semblent s'avérer pertinentes, c'est-à-dire discriminantes sur nombre d'indicateurs démographiques, économiques et sociaux. On y a beaucoup recouru dans ce travail, surtout bien-sûr au chapitre 5.6 traitant la période récente.

Typologie des communes et municipalités 2001



2011



Typologies statistiques des communes et municipalités développées avec l'Instat suite aux recensements de 2001 et 2011 (Schuler et al. 2010, Shameti et al. 2014)

Elaborées sur la base des recensements, de photo aérienne (continuité du bâti) et d'un modèle numérique de terrain (pentes)

* Les classes avec un astérisque ont été adaptées entre 2001 et 2011 (autre conception des petits centres, ajout du suburbain métropolitain, suppression du type «Industrial communes»)

Cartes 4.17 et 4.18 : Typologies des communes et municipalités pour les recensements de 2001 et 2011.

4.4 Proposition de régionalisation

Cette proposition vise à se donner la capacité de produire sur la durée des valeurs agrégées régionales qui 1) ne dépendent pas de niveaux administratifs changeants et donc chacun associé à une période précise (voir cartes 4.30 à 4.35) ; 2) qui soient parlantes et correspondent donc à des ensembles culturels et/ou morphologiques assez bien identifiés ; 3) respectent les découpages administratifs lorsqu'ils paraissent avoir un sens aussi du point-de-vue culturel. Dans son livre sur les origines du nationalisme albanais (2007), Nathalie Clayer ne procède pas autrement lorsqu'elle décrit tour à tour six grands « ensembles socio-politiques » (p. 62) afin de bien illustrer des « configurations régionales différentes ». Les régions décrites ici sont de plus petite taille – les milieux, plaine et montagne, y sont distingués, même lorsqu'ils constituent clairement un système (comme la Malësi et la plaine de Shkodër), car leurs évolutions démographiques sont très différentes à certains moments, avec en particulier des mouvements migratoires vers les plaines. Dans cette perspective sont considérées ici comme régions la Myzeqe ou le plateau de Korçë. En général, les régions décrites sont encloses à l'échelon supérieur dans celles distinguées par Nathalie Clayer. Parmi les critères, à la taille (équivalente à celle de préfectures), la distinction des grands unités de paysage et le respect si possible de limites administratives importantes, s'ajoute le principe d'épouser les frontières religieuses les plus nettes et de ne pas diviser les aires décrites comme « régions ethnographiques » par Zojsi (1976). La carte des régions est visible une fois superposée aux micro-régions (géons) de Zojsi (carte 4.5), une fois aux aires religieuses et au découpage préfectoral de l'entre-deux-guerres (carte 4.6). La description que nous faisons ci-dessous des 13 régions fonctionne comme une introduction au territoire de la future Albanie vers le tournant du siècle. Elle repose pour partie sur le travail de Nathalie Clayer, mais aussi sur les statistiques ottomanes, celles du temps de guerre et certaines descriptions ou études de l'époque (Louis-Jaray (1913, 1914), Godart (1922), Bourcart (1921, 1922), Bérard (1897) ou Von Hahn (1854).

4.4.1 Mirditë - Dukagjin - Malësi e Madhe / Montagne catholique

La première région est le Nord montagneux catholique, qui comprend les régions montagneuses des préfectures de Shkodër et Lezhë, moins le district de Kurbin, traditionnellement tourné vers Krujë, et ajouté des communes d'Ulëz et Bazi, fief des Bushkashis, qui sont à Mat, mais largement catholiques, et distincts des Mati donc (Elsie 262). C'est une région d'exception, très distincte des autres régions albanaises (Clayer 2007, 62). Elle abrite 42 des 65 groupes tribaux répertoriés par Seiner. Elle comprend également une très forte majorité catholique. A la fin de l'Empire ottoman, cette région faisait partie du *sandjak* de Shkodër, l'un des deux du vilayet d'Işkodra, l'autre étant celui de Draç (Durrës) au sud. La limite entre les deux *sandjak* étant le *kaça* (district) de Krujë, intégré dans Shkodër jusqu'en 1902, puis dans Draç ensuite (ibid.). Marche de l'Empire, le sandjak de Shkodër était le « verrou de le Gegëri », rempart des possessions ottomanes en Europe¹²⁷. Les habitants bénéficiaient d'un statut d'exception (*müstesna*), selon lequel les musulmans n'y étaient pas soumis à la conscription, ni au service militaire, et ne payaient pas la plupart des impôts. Toute la région était organisée en *bajrak*, y-compris la plaine. Trois zones peuvent être distinguées dans le *sandjak* : la ville de Shkodër, de loin la plus importante et la plus cosmopolite de l'Albanie d'alors, les plaines alentours, et le domaine des *Malisor*, littéralement des « montagnards ». Nous avons donc ici distingué celui-ci de la plaine autour de Shkodër. Par rapport au sandjak de Shkodër, nous avons également retranché à l'est les régions musulmanes de la Malsia e Gjakovës (du nom de la ville de Gjakovë, à l'est, dans la plaine de Kosovo)¹²⁸. Ce qui donne un ensemble cohérent, intégralement montagnard, peu accessible, à structure clanique et presque exclusivement catholique. Globalement, les effectifs des catholiques et des musulmans étaient voisins sur l'ensemble du sandjak¹²⁹, mais à l'intérieur de celui-ci, les différences étaient très nettes entre la plaine réellement mixte, Shkodër et ses 66% de musulmans et la montagne, catholique au centre, musulmane à l'est. A l'interface entre plaine et montagne (à l'ouest), la rupture est peu nette (carte 4.6), ce qui témoigne peut-être d'échanges et d'une certaine mobilité, mais aussi d'un essor de l'islam dont on retrouve la trace dans la conversion de la population de certains villages à la fin de la période ottomane¹³⁰. A l'est par contre, la limite est le plus souvent nette, catholique jusqu'à Shala, Nikaj, Merturi, Bugjoni, musulmans

¹²⁷ Kornrumpf 1971 : 99, cité par Clayer 2007 : 63.

¹²⁸ Les cartes administratives donnent la Malsia e Gjakovës dans le vilayet d'Işkodra, mais on trouve sous la plume de certains auteurs ces régions musulmanes associées au vilayet de Kosova (par exemple Clayer 2007, p. 65).

¹²⁹ La part des catholiques était estimée à 70% par leurs autorités ecclésiastiques, à 50% par une statistique ottomane de 1910 (Bartl 1968 : 38, cité par Clayer 2007 : 64). Selon nos propres calculs, basés sur l'attribution des villages recensés par les autrichiens en 1918 aux unités administratives ottomanes, la part des catholiques était à ce moment légèrement postérieur de 55%, contre 44% de musulmans. Il se trouvait en outre environ 2000 orthodoxes de le *kaça* de Shkodër, dont la moitié en ville.

¹³⁰ Bartl (1968, 40-48), cité par Clayer (2007, 67) montre comment une partie des clans de Grudë, Kastrat, Sumë et de la Malësi e Vogël passent à l'Islam entre 1878 et 1912.

dès Krasniqi ou Bytiçi. Sans entrer dans le détail des clans, on peut distinguer dans cette montagne catholique trois grandes régions du nord au sud, Malësi e Madhe, la « grande montagne » (et Malësi e Vogël, la petite, qui en est parfois distinguée) au nord du Drin, Dukagjin autour de Pukë, et la Mirditë au sud.

La population de la région est de l'ordre de 60'600 personnes en 1918, elle semble beaucoup augmenter jusqu'en 1926 (69'100). La présence catholique est très forte, et stable au début du 20^e siècle : 90% selon le recensement autrichien de 1918, 89% selon les chiffres de Selenica en 1927. La région ne compte aucune localité qui puisse être considérée comme ville, et seuls cinq gros villages excèdent 1000 habitants en 1918 (Rrijolli, Oroshi, Perlataj, Xhuxha et Berisha). La densité, avec 17 hab./km² en 1927, est la plus faible d'Albanie (avec celle du Nord-Est). L'activité économique est exclusivement agricole, à 99.4% en 1918. Sans être situées à des altitudes importantes, les terres agricoles sont rares et de mauvaise qualité, les plus mauvaises d'Albanie selon la classification de Zavalani, en particulier dans la partie septentrionale, et 85% de la population vit sur des terres dont il estime qu'elles ne permettent pas de dégager un surplus. Hors des chemins muletiers, les voies de communication sont inexistantes au début du vingtième siècle. Mais l'enclavement du nord de l'Albanie a son histoire. La piste qui relie Prizren à Shkodër par Kukës et Pukë était une voie romaine (on lui doit semble-t-il l'étymologie de Pukë, de « via publica »), et essentielle à l'époque ottomane, comme en témoignait l'aujourd'hui disparu Pont des Vizirs à Kukës¹³¹. Il est intéressant de relever l'enclave musulmane de Pukë, en pleine montagne catholique. La conversion partielle à l'islam peut s'expliquer par le fait que dans l'Empire la foi musulmane est un marqueur d'urbanité et que cette étape importante sur l'ancienne route commerciale a vu la fondation d'une ville et de fortifications à la fin du 17^e siècle, dans le but de protéger les convois contre les attaques de tribus voisines (Elsie, 179).

Cette « route du Drin » faisait le lien entre l'Occident et le bassin méditerranéen et les villes « de l'intérieur » de la Turquie d'Europe : Prizren, Skopje, Pristina, Sofia ou Belgrade. Shkodër était alors le grand port d'importation, le marché de transit vers l'intérieur (Louis-Jaray 1913, 170). La voie fut progressivement délaissée¹³². Des projets de ligne ferrée le long du Drin ont été envisagés, en particulier en 1875-78, mais interrompus par la guerre russo-turque (ibid., 171). Cette liaison, très directe et ne présentant selon les ingénieurs de l'époque de problèmes techniques réels que sur une courte portion dans le coude du Drin, a largement perdu de son sens par la suite, avec l'ouverture des bouches du Danube à la navigation, la construction des lignes ferroviaires vers Constantinople et Salonique. Les voies commerciales se sont durablement détournées de Shkodër, la faute à la « négligence du pouvoir et à la politique d'isolement de l'Albanie » (ibid., 170). Dans les années 1930, une route a été construite qui reprenait l'ancien tracé de la route du Drin, avec une portion nouvelle, plus directe mais extrêmement sinueuse, entre Spaç et Kukës. Jusqu'à l'ouverture récente de l'autoroute Durrës-Kukës (*Ruga e Kombit*), la « route de la Nation », cette route, très détériorée, était la principale liaison vers le Nord-Est de l'Albanie. Le tracé de la nouvelle autoroute et plus oblique, par la vallée de la Fani, pour connecter plus directement Tiranë, nouveau centre de gravité du pays, laissant Shkodër encore un peu plus à la marge.

4.4.2 Shkodër - Lezhë / Plaine côtière du Nord

Dans la région de Shkodër justement ont été intégrés tous les villages de plaine de l'ancien sandjak de Shkodër, plus l'actuelle municipalité de Kurbin, alors sur Draç, aujourd'hui attribué à la préfecture de Lezhë, et religieusement mixte. Cette plaine d'un peu plus de 80 kilomètres de longueur s'étend dans l'axe nord-sud entre la Montagne catholique albanaise à l'est et le lac de Shkodër, le massif d'Ana Malit puis la Mer Adriatique à l'ouest, sur une largeur de 10 à 20 kilomètres. Elle comprend au début du siècle passé trois localités généralement considérées urbaines : Kopliku au nord, puis Shkodër au sud-est du lac, et enfin Lezhë, située peu avant l'embouchure du Drin, dans une position de verrou due à la montagne de Kakarriq. Si Shkodër connaît un certain déclin¹³³, elle demeure au tournant du siècle, et de loin, la plus importante ville d'Albanie avec 23'000 habitants (1918), contre 15'000 environ pour la seconde, Korçë. La particularité de cette ville est d'être à la fois une ville ottomane importante, majoritairement musulmane (2/3), bastion du sunnisme, en même temps que la

¹³¹ Ses vestiges sont dans la partie ennoyée en 1976. Louis-Jaray (1913, 109) le décrit comme « célèbre dans toute la Turquie comme l'un des ponts les plus grandioses et les plus fameux que jamais les sultans construisirent ». Son importance est prépondérante, puisque (110) « toutes les pistes qui relient Scutari et l'Adriatique à Prizren et au-delà passent par le pont ». A cette époque (1913), cet ouvrage de 600m de long est déjà dans un état déplorable.

¹³² En 1805, Pouqueville (p. 253-256) décrit les trois jours de voyage de Prizren à Shkodër. C'est un pays « infesté de brigands », ou en raison de la difficulté des chemins, « il est très pénible de voyager ». Louis-Jaray : « tous les travaux d'art que j'ai aperçus, que rend nécessaire l'usage des voies de communication, sont tous des œuvres anciennes, qui, visiblement, ne sont plus entretenues depuis de nombreuses années et qui peu à peu des détériorent, tombent en ruines et témoignent de l'incurie actuelle » (110)

¹³³ Bourcart (1921) donne 50'000 habitants, Shkodra (1988, 22) 40'000, sans citer de date ou de source précise.

capitale catholique, parfois qualifiée de Vatikani i dytë (deuxième Vatican). La population y est assez fortement ségréguée, les six quartiers chrétiens hébergent 91% des catholiques, contre seulement 9% répartis dans les 13 quartiers à majorité musulmane¹³⁴.

Dans la plaine en général, la population est mixte, majoritairement musulmane dans et autour de Shkodër (sorte d'enclave en terre catholique), et catholique au sud. Les musulmans sont en bonne partie des immigrés récents des régions voisines du Monténégro (des *mubadjir*, voir Clayer 2007, 64), albanophones ou slavophones, surtout originaires de Podgorica et d'Ulcinj, comme l'indique le recensement de 1918 à travers l'information sur le lieu de naissance des habitants¹³⁵. On trouve également sur la carte des appartenances religieuses quelques villages à majorité orthodoxe un peu au nord de Shkodër : il s'agit de la petite région ethnographique de Vraca où résident depuis trois siècles des familles orthodoxes slavophones serbo-monténégrines¹³⁶.

Cette basse plaine alluviale, jugée très propice à l'agriculture comme à l'élevage par Zavalani, en particulier dans sa partie nord (80% de la population rurale de la région en 1926), alors que la partie au sud de Lezhë, partiellement couverte avant-guerre de grands marais côtiers, est caractérisée comme plus exclusivement adaptée à l'élevage (20% de la population rurale de la région en 1926). Mais ce potentiel n'est que faiblement réalisé au début du vingtième siècle en raison de la quasi-absence de valorisation. Un voyageur décrit après la Première guerre mondiale : « L'eau stagnante, malsaine, luit partout, et des ruines de villages attestent de la victoire de la malaria sur l'homme ; de ci de là des groupements de huttes de tziganes. Alessio, la cité où mourut et fut enseveli Scanderberg devient déserte » (Godart 1922, 60). A l'époque ottomane cette région connaissait une certaine dynamique autour de Shkodër, ville de commerce sur la route Prizren, ville de garnison aux marches de l'Empire, capitale des catholiques albanais. Mais malgré cela, comme en témoigne dans le temps long le maintien de la religion catholique, il s'agit d'une région plutôt isolée, ayant une faible émigration et relativement peu de contacts avec l'extérieur (Clayer 2007, 74). Au tournant du siècle un déclin s'amorce avec l'isolement croissant qui caractérise l'Albanie indépendante et le recentrement autour de sa nouvelle capitale Tiranë.

4.4.3 Luma - Krumë - Tropojë / Nord-Est

Le Nord-Est couvre approximativement les actuels districts montagneux de Tropojë, Has et Kukës, mais avec une limite tenant compte de la frontière nette entre les religions. Sont ainsi regroupées les clans exclusivement musulmans de Krasniq, Gash, Bytiç, les régions de Kruma, Mali i Zi et Ljuma, et les villages orientaux d'Iballja (les autres étant catholiques). La cohérence historique d'un tel découpage fait question : si on s'en tient aux limites administratives ottomanes telles que reprises et interprétées de la carte de Huber, la région ici définie apparaît chevauchant trois vilayets (Işkodra pour le nord, Kosova pour le centre et Manastir pour le sud). Mais la partie la plus septentrionale, qui apparaît clairement chez Huber dans le kaza de Shkodër, fait plus vraisemblablement partie de celui de Diakova, dans le vilayet de Kosova. C'est ce qu'indiquent d'autres sources, comme Clayer (2007, p. 74 et suivantes), et donc cette région du Nord-Est correspond bien à la partie albanaise dans l'ancien vilayet de Kosovo¹³⁷ et correspond également aux préfectures de Kosova (1927) ou Kukesi (1942) telles que définies après l'Indépendance. Cette difficulté de poser la limite correspond bien au fort enclavement de ces régions montagneuses, dont les liens économiques, faibles, se développent vers l'ouest – Shkodër – mais surtout vers l'est, avec les villes de Prizren, Gjakov et Pej dans la plaine de Kosova, haut-lieu de l'immigration des montagnards du nord de l'Albanie. C'est une région à forte identité musulmane, où les immigrés chrétiens tendent à se convertir (Clayer 2007, 77). Par rapport aux enjeux propres à cette province ottomane sensible, frontalière et mixte qu'est le vilayet de Kosovo – qui outre le Kosovo actuel, comprend des régions aujourd'hui au Monténégro et en Serbie, comme le fameux Sandjak de Novipazar, ainsi que le nord de l'actuelle Macédoine, y-compris sa capitale Skopjë – la Montagne de Gjakovë, comme le sandjak de Shkodër, se démarque par son caractère enclavé. Elle est peuplée de Malisor pauvres, souvent poussés à l'émigration. La désuétude de l'axe Shkodër-Prizren évoquée ci-dessus, puis le déclin de Prizren suite à la création de la voie ferrée Salonique-

¹³⁴ Recensement de 1918.

¹³⁵ Shkodër seule comptait environ 2400 habitants nés au Monténégro, dont 80% à Podgorica ou Ulcinj (recensement de 1918), auxquels il faudrait ajouter les enfants nés après l'installation des familles en Albanie.

¹³⁶ La population de cette communauté, de 700 à 800 personnes à la fin du 19^{ème} siècle (Clayer 2007, 65) a varié au gré des migrations, avec par exemple des phases importantes d'émigration dans les années 20 et 30, puis lors de la guerre de Yougoslavie dans les années 90, et de retour depuis (voir <https://en.wikipedia.org/wiki/Vraca>).

¹³⁷ Au sud, où il est assez difficile de tracer une frontière entre Dibër et Luma, nous avons considéré l'actuelle limite entre les districts de Dibër et Kukës. A l'ouest, nous avons épousé la frontière religieuse qui distingue très nettement les clans. Nous n'avons pas intégré Nikaj et Mertur, catholiques, bien que Clayer les donne dans le vilayet de Kosovo (74), qu'ils appartiennent à la montagne de Gjakova ((Malësia e Gjakovës) et qu'ils soient dans les découpages plus récents généralement associés à Tropojë (chez Selenicë ou dans le découpage en vigueur aujourd'hui).

Skopje-Mitrovica (au profit de Pristina), puis la mise à la marge du Kosovo lui-même par l'ouverture de la voie Skopje-Belgrade le contournant par l'est, et enfin la fracture produite par la nouvelle frontière internationale entre l'Albanie et la Yougoslavie : toute la séquence historique semble renforcer cet isolement dans lequel est plongé de Nord-Est de l'Albanie. Dès lors, la ville de Kukës, à la confluence du Drin Blanc et du Drin Noir, près de l'ancien Pont des Vizirs, est appelée à devenir l'unique véritable centralité de cette région périphérique. Village de 200 habitants à la fin de la première guerre, elle devient une petite ville après 1945 et passe de 1000 à 13'000 habitants durant le communisme.

Comme la Montagne catholique, le Nord-Est est au début du 20^{ème} siècle exclusivement agricole : seule 1% de la population vivait en 1918 de revenus tirés d'autres activités (recensement de 1918). Mais par rapport à celle-ci, il jouit de conditions plus favorables. Région essentiellement montagneuse, elle compte cependant quelques plaines (au sud de Kukës, à l'est de Kolgecaj /Bajram Curri) et des contrées moins accidentées (Has, rive gauche du Drin Blanc à l'amont de Kukës) propice à l'élevage bovin voir à quelques cultures céréalières (deux tiers de sa population vit sur des sols de ce type). Malgré cela, le Nord-Est est la région où l'on observe, avec 17 hab/km², la plus faible densité de population (à la fois population totale et population rurale) de toute l'Albanie, légèrement derrière la Montagne catholique.

4.4.4 Mat - Dibër

Ces territoires correspondent à peu près à la partie albanaise du sandjak de Debar, qui comprenait alors quatre kazas : ceux de Mat à l'ouest et du Bas-Debar (Radomir) au nord, aujourd'hui en Albanie, celui de Rekalari à l'est, dans l'actuelle Macédoine du Nord, et celui du Haut-Debar, partagé, qui abrite le chef-lieu Dibra aujourd'hui en Macédoine du Nord. Il s'agit d'un ensemble de régions isolées, de transition, qui n'est l'hinterland d'aucune métropole (comme le Nord catholique l'est à Shkodër, ou le Nord-Est à Prizren), et n'était pas accessible au début du siècle en moins de trois jours de voyage, ni depuis la côte Adriatique, ni depuis quelque lieu connecté au réseau ferroviaire à l'intérieur de la péninsule¹³⁸. Zone de transition aussi entre le « noyau albanais » (auquel Mat, qui se situe dans la vallée de la rivière éponyme qui connecte Dibër à Krujë et Tirana, peut à certains égards être rattaché) et les régions slavophones qui s'étendent vers l'est. Cette région est presque exclusivement musulmane (98%, en 1918 comme en 1927), on y trouve en 1927 trois villages orthodoxes, dont deux à proximité de la frontière au nord de la ville de Dibra, Kërçishti i Poshtëm (Kerçishti i Eperme est musulman) et Herbel. Un peu au sud, on trouve la région du Gollobordë (« Montagne pelée »), musulmane et slavophone (avec une minorité orthodoxe et un village pleinement orthodoxe, Vërnica) et au nord-est, à Rekalari en Macédoine, on trouve des populations orthodoxes albanophones, ce qui témoigne d'une certaine fluidité des identités dans cette région à l'interface entre Albanais et « Bulgares ». L'histoire a voulu que cette région isolée, dotée de son identité spécifique, se trouvât coupée en deux par la frontière telle que déterminée en 1913 à la Conférence des Ambassadeurs. Il s'agit du cas peut-être le plus emblématique de rupture de l'accès des paysans à leur marché traditionnel consécutif au travail des commissions de délimitation de la frontière albanaise. La ville de Dibra, marché le plus important de la région, a été attribuée à la Serbie, alors que les campagnes voisines l'ont été à l'Albanie (voir Guy 2008, 465), ce qui a causé de nombreuses difficultés, la volonté initiale de garder ouvert l'accès n'ayant été suivie d'effet. Le village de Peshkopi, un peu au nord mais toujours dans la plaine, a pallié au déficit de centralité côté albanais, il est passé d'un millier d'habitant en 1918 à 13'000 en 1989, tandis que Dibra, qui aurait compté 12'000 habitants (10'800 musulmans, 1'200 orthodoxes) vers 1900 (Bartl 1968, cité par Clayer 2007 p. 90) en comptait moins de 5000 en 1945 (les deux localités sont aujourd'hui de taille équivalente). Côté albanais, on peut distinguer à Dibër les deux rives du Drin : la rive orientale de plaine ou de piémont appelée *Topallti*, autour de Peshkopi au nord jusqu'au Gollobordë au sud, où le pouvoir ottoman, en plus de celui des beys et oulémas, se fait partiellement sentir ; et la rive occidentale, la Malësia, où l'organisation sociale repose sur les familles élargies et est régulée par la loi coutumière (clans Reçi, Dardha, Lurja, Qidna, Muhuri, Luznja, Zogaj, Skandëri, Dervisahj et Sheh-Hysenaj, du nord au sud, tels que recensés par Seiner). Le découpage administratif – à l'époque ottomane comme aujourd'hui – associe les deux types, plaine et montagne, en consacrant une distinction entre le Nord et le Sud, le Haut et le Bas Debar, soit les districts de Bulqizë et Dibër (l'inverse à l'époque, où le Haut-Debar s'appelait Dibre et la Bas-Debar Debrëziri ou Radomir, du nom d'un grand village au flanc du Mont Korab). A l'ouest de Bulqizë, passé le Col de Buall, on entre dans la vallée de la rivière Mat qui donne son nom à la région. La vallée est orientée nord-nord-ouest, puis la rivière oblique vers l'ouest pour percer la Mali i Shkënderbeut vers la mer, alors que l'axe de la vallée se prolonge vers les basses régions de la Mirditë (Rreshen) où se fait la transition vers la Montagne catholique. Mat, bien qu'administrativement, sous l'Empire

¹³⁸ D'après le consul autrichien en poste à Bitola, cité par Clayer (2007, 89).

comme aujourd'hui, rattaché à Dibër, est tout proche de l'Albanie centrale, et très présent dans l'histoire moderne albanaise, en particulier parce que la puissante famille Zogolli, sous l'autorité héréditaire de laquelle la vallée était placée, a donné à la monarchie albanaise son roi : Ahmed Zogu.

4.4.5 *Tiranë - Durrës / Région capitale*

La région capitale correspond aux actuelles préfectures de Tiranë et Durrës. Au nord, la limite correspond bien à la limite de la portion de plaine côtière majoritairement catholique (jusque vers Mamurras) et la plaine de Krujë (Fushë-Kruja), musulmane. Au sud, on a respecté la limite historique constituée par le fleuve Shkumbin, qui séparait alors le vilayet d'Işkodra au nord de celui de Yanya au sud et respectivement la préfecture de Tiranë de celle de Vlorë aujourd'hui. Il faut bien prendre la mesure du fait que cette région centrale de l'Albanie contemporaine n'avait pas du tout ce statut auparavant. Assez isolées dans le contexte de l'Empire car à l'écart des grands axes de communications, ces contrées étaient caractérisées par la faible présence d'« élites modernisantes » (Clayer 2007, 101), le faible niveau général de l'éducation et l'absence de grandes villes. Si Tiranë, Durrës et Elbasan sont les trois plus grandes villes d'Albanie à la fin du communisme, elles ne sont que des villes de second plan au temps de l'Empire, aucune d'elles ne dépasse 10'000 habitants au tournant du siècle (respectivement 10'250, 10'100 et 4'175 en 1918), alors que Shkodër et Korçë en comptent respectivement 23'100 et 15'450 (1918) et qu'au même moment, une ville comme Bitola (aujourd'hui en Macédoine du Nord) dépasse les 50'000 habitants (Clayer 2007, 124). Le sandjak de Draç (Durrës) était tout au sud du vilayet d'Işkodra, il se composait de quatre kaza, Draç (Dratch, Durrazzo, Durrës) étant le kaza central, mais le moins peuplé (seulement 5000 habitants en 1882, 12'000 après la guerre) et Tiranë le plus peuplé (un peu plus de 30'000). Les deux autres sont Shijak (Sirak, Chyak) et Kavaya. La plupart des habitants sont musulmans (le plus souvent sunnites) surtout à Tiranë (97%), alors qu'à Durrës, une certaine mixité existait, qui est allée s'amenuisant (63% de musulmans en 1882, 75% en 1918). Petit chef-lieu portuaire et à ce titre plutôt cosmopolite, « Durrazzo présente un bizarre mélange de bâtisses turques et de boutiques italiennes, entre des créneaux francs et byzantins », selon la description qu'en fait Victor Bérard en 1890. A ce moment, la ville est sous forte influence des Italiens, à qui elle doit sa « renaissance » vingt ans plus tôt, alors que le bazar voisin – Exo Bazari (Marché du Dehors) – est « un champ de foire aux baraques mouvantes, toiles volantes, abris provisoires, qui se peuple chaque matin des caravanes de l'intérieur. Les Albanais catholiques de Tiranna s'y rencontrent avec les Albanais orthodoxes et musulmans de Kawaja, les beys d'Elbassan ou de Bérat avec les Koutzo-Valaques du Pinde et de Gortcha. » (Bérard 1897, 8-9). Quant à Tiranë, les voyageurs la décrivent alors comme une bourgade paisible, agréable, un peu à l'écart des routes : « Aucune des villes que j'ai vues en Albanie ne présente un caractère aussi intéressant. Fondée par un musulman, elle est restée à peu de chose près ce qu'elle était il y a trois ou quatre siècles ; on n'y sent pas comme dans les autres villes les transformations ou les adaptations ; c'est la ville dans laquelle un musulman trouve ce qu'il recherche : l'eau, les fleurs, les beaux fruits, un climat agréable, où la vie peut être facile » (Degrand 1901, 184-185). La petite ville de Krujë (env. 4000 habitants), qui domine la plaine un peu au nord, est traditionnellement un bastion du bektachisme. La société de l'Albanie centrale, hors une bande littorale où l'autorité du gouvernement ottoman est plus prégnante, s'organise essentiellement autour des beys, sorte de seigneurs locaux et grands propriétaires fonciers. Dans la région de Tiranë, les trois-quarts des terres arables sont propriété des beys et la majorité de celles-ci appartient à la seule famille Toptani. Les beys possédaient la terre (sous forme de grands domaines agricoles, les *çiflik*), commandaient aux hommes, exerçaient la justice, réglaient les vendettas, etc. Leur influence, fonction aussi de leurs appuis à Istanbul, excédait le plus souvent celle des fonctionnaires locaux de la Porte et se déployait hors leurs terres, dans les villages des régions montagneuses voisines, où l'administration ottomane était quasi-absente. Là-haut, le pouvoir des beys n'était contesté en certains lieux que par celui des chefs des confréries mystiques musulmanes (typiquement, les *baba* bektachis).

Cette désormais « région capitale » était alors de peu d'intérêt pour l'Empire, le rendement des terres y était faible, le commerce entravé par le banditisme, les villes petites et dépourvues d'élites, les communications très difficiles : elle ne constituait, comme les autres régions albanaises, que l'une parmi cette « incongrue collection de régions économiques et de marchés locaux plus isolés les uns des autres que s'ils n'étaient séparés par des frontières ». Son destin particulier et son écrasante prépondérance dans l'Albanie d'aujourd'hui ne doit pas occulter le fait que dans le contexte géopolitique dans la fin de l'Empire ottoman, si elle a certes ses spécificités, elle ne se situe en aucun cas à un autre niveau par rapport aux autres régions à majorité albanophone.

4.4.6 Elbasan - Çermenikë / Albanie centrale

La région d'Elbasan s'organise autour de la vallée du fleuve Shkumbin. La ville d'Elbasan y est située à mi-chemin entre la côte adriatique et le lac Ohrid, sur l'ancienne Via Egnatia (voie égnatienne) qui reliait Dyrrachium (Durrës) à Byzance à travers l'Illyrie et la Macédoine. Pour Bérard (1897), cette situation, semblable à celle de Tepelen sur la Vjosa ou de Berat sur l'Osum, est plus prometteuse du fait de l'importance de la voie ouest-est percée dans la montagne albanaise par le Shkumbin. Au moment où il l'emprunte en 1890, il ironise sur l'état de cette route et sur l'incurie et la corruption du pouvoir ottoman qui avait prévu en 1867 de la reconstruire entre Durazzo et Monastir : « Après vingt années de travail, trois kilomètres de macadam, à peu près achevés, témoignent des bonnes intentions de l'autorité »¹³⁹. De par sa position et son organisation, la région d'Elbasan fait pleinement partie de l'Albanie centrale, du « noyau albanais ». Mais il faut relever qu'à l'époque ottomane, cette région aujourd'hui centrale – de nos jours la plus peuplée et la plus dynamique d'Albanie – était fragmentée administrativement : Tirana et Durrës était à la marge sud du vilayet d'Işkodra, la plaine de la Myzeqe à l'extrême nord de celui de Yanya, et Elbasan à la pointe ouest de celui de Manastir. Et pour ce qui concerne Elbasan, ce rattachement est assez surprenant, dans la mesure où comme le relève Clayer (2007, 95), il fallait quatre jours pour rallier Manastir d'Elbasan, alors qu'en une journée on pouvait se rendre à Kavajë, Durrës ou Tirana. La plaine s'étend d'Elbasan vers le sud-ouest, puis à Çerrik prend une orientation vers le sud, laissant le Shkumbin et donnant sur une petite plaine située sur le cours médian du fleuve Devoll (région de Mollas). Hors de ces quelques plaines alluviales basses, la région est constituée de collines et montagnes de plus en plus hautes quand on va vers l'est. En descendant le Shkumbin, on trouve sur sa rive droite les montagnes de Bërzeshhtë, Çermenikë et Krrabë, et leur faisant face sur sa rive gauche celles de Polis, Shpat et Vërçë à l'est du Devoll, de Sulovë, Dumre et Darçi à l'ouest. Comme le reste de l'Albanie centrale, la région est largement musulmane (90%), avec une certaine mixité autour d'Elbasan, ainsi qu'une majorité de villages partiellement ou complètement orthodoxes dans le massif de Shpat (soit une vingtaine de villages). Cette mixité est décrite par Bérard pour la ville d'Elbasan et ses environs : « La ville et la population actuelle se composent de trois bourgs, de trois peuples juxtaposés et comme de trois couches concentriques : au cœur, dans les murs d'une ancienne forteresse, dans le « castro », les Albanais chrétiens, – 150 à 200 familles, 750 à 800 individus – ; autour du castro, une épaisseur d'Albanais musulmans, – 500 à 600 maisons, 2000 à 3000 individus – ; en dehors, un revêtement de 160 à 180 maisons (environ 800 autres Chrétiens) valaques »¹⁴⁰.

La population de la région, comme de toute l'Albanie centrale, était peu nombreuse à s'expatrier de manière durable. Le *kurbet* par contre – la migration temporaire – était présent selon le diplomate autrichien Johann Georg von Hahn dans tous les villages de montagne musulmans, dont une partie non-négligeable de la population masculine partait pour deux à cinq ans, le plus souvent à Istanbul, travailler comme jardinier ou travailleur agricole. Les départs avaient lieu plusieurs fois l'an par groupes formant des caravanes de *kurbetçi*. On trouve aussi mention de nombreux Albanais de la Çermenikë travaillant à Salonique (Clayer 2007, 103), etc.

¹³⁹ Bérard 1897, p. 12. Victor Bérard est un helléniste et érudit français qui fait de nombreux séjours dans l'Empire ottoman. Lui-même élu du Jura et sensible à la marche des affaires publiques, il déroule toute une explication, teintée d'ironie, pour expliquer l'état de cette voie pourtant en dépit de son importance. Nous la restituons ici pour illustrer le désintérêt prêté à l'administration de la Porte pour la question des communications : « Une grande route doit réunir quelque jour Durazzo à Monastir ; elle est en construction depuis 1867. Après vingt années de travail, trois kilomètres de macadam, à peine achevés, témoignent des bonnes intentions de l'autorité. Trois kilomètres en vingt ans ne contenteraient point nos impatiences européennes ; mais chez les Turcs, voici comment une route se construit. Un consul ou un voyageur *franc* se plaint un jour qu'entre Durazzo et Monastir le voyage est impossible, et les journaux de Londres et de Paris déclarent que la Turquie est la dernière des nations. La Porte décide en grand conseil qu'une route carrossable sera ouverte. Les gouverneurs de l'Albanie et de la Macédoine montrent aux consuls européens, résidant près d'eux, de grandes lettres où le Ministre ordonne de convoquer les chefs des villages, et l'on répartit la corvée, suivant la plus stricte justice. L'Europe est satisfaite, la Porte l'est aussi, et les gouverneurs le sont bien davantage. Car une route à construire est le plus beau cadeau qu'un ministre puisse faire à ses amis. Le gouverneur convoque les corvéables, envoie ceux de Durazzo dans la montagne, à deux jours de leur ville, et installe les montagnards aux portes de Durazzo. Les corvéables se plaignent de cet échange, mais le gouverneur tient à son idée. Comme il a des gendarmes, les corvéables seront forcés d'obéir. Ils envoient alors leurs chefs pour négocier une entente : « Effendi puissant et bon, nous ne pouvons travailler si loin de chez nous. Nous sommes d'ailleurs ignorants et paresseux. Toi, qui sais et qui veux, charge-toi de faire la route : nous paierons tes ouvriers. » Le gouverneur, qui a bon cœur au fond, accepte l'argent. Il en donne un quart à ses préfets, une moitié à son ministre, et garde le reste pour son harem... La route est ajournée jusqu'au printemps qui vient. Chaque année, la même scène recommence. En vingt ans, les villages ont payé quelques millions et les gouverneurs ont construit trois kilomètres de route. « A quoi bon d'ailleurs ce macadam ? me disait un préfet d'Asie. Si on suivait l'Europe dans tous ses caprices, la vie se passerait à faire des routes, puis à les transformer en chemins de fer, et ces chemins de fer à leur tour en voitures électriques. Mieux vaut attendre et ne se décider que quand on connaîtra le dernier mot du progrès. » »

¹⁴⁰ Bérard (1897, 43) donne donc au total un peu plus de 4'000 habitants. En 1918, les Autrichiens en dénombrent 10'100. Ils ne relèvent aucun Valaque, mais 870 Tsiganes, peut-être une confusion. La part des orthodoxes, visiblement supérieure à 30% en 1890, tombe à 17% en 1918. Bérard relève que cette structure urbaine, où le castro central est demeuré chrétien, est présente à l'identique à Bérat.

4.4.7 Plaine côtière de la Myzeqe

La Myzeqe est la plus grande plaine côtière d'Albanie, généralement considérée limitée au nord par le fleuve Shkumbin, au sud par la Vjosë. D'un point de vue morphologique, elle dépasse quelque peu ces limites, incluant Kavajë au nord, Vlorë au sud¹⁴¹. Mais la première a toujours été liée administrativement à Tiranë (vilayet d'Işkodra), la seconde étant considérée en pays Lab. La Myzeqe constituait l'extrémité méridionale du vilayet de Yanya (Ioannina, Janina), s'étendant au sud jusqu'à Preveza, soit la partie la plus septentrionale de la Turquie d'Europe. Le vilayet était subdivisé en quatre sandjak : Berat, Ergiri (Gjirokastër), Yanya et Prévéza. Les deux premiers sont aujourd'hui albanais, les deux autres essentiellement grecs. Le vilayet de Ioannina, si sa structure politique s'apparente à celle de l'Albanie centrale du fait du caractère décroissant de la présence du pouvoir ottoman de la plaine vers les montagnes, s'en distingue cependant par l'autorité de celui-ci généralement plus présente (ici l'imposition, la conscription et les réformes sont effectives).

La plaine de la Myzeqe s'étendait alors principalement dans le kaza de Lusne (Lushnjë) au sein du sandjak de Berat. Telle que nous l'avons définie, elle abrite en 1927 autant d'orthodoxes que de musulmans, les premiers étant majoritaires dans les villages aux abords du littoral et cédant graduellement le pas aux populations musulmanes au fur et à mesure qu'on s'en éloigne, dessinant ainsi une sorte d'enclave côtière chrétienne. Les orthodoxes sont surtout établis à Fier et Divjakë, ainsi que dans de petits villages au milieu de la plaine. Les villages à majorité musulmane sont eux souvent à proximité des reliefs qui structurent celle-ci. La plaine, vouée à l'agriculture, était constituée de domaines de la famille impériale et surtout de çiflik propriétés des beys et agas, en particulier issus de deux puissantes familles de la région, les Vrioni et les Vlora, dont on estime qu'à elles seules elles possédaient la moitié des terres du sandjak de Berat (Clayer 2007, 111). « Les villages fuient l'intérieur des plaines, où l'on rencontre seulement quelques tchifliks, groupes de fermes appartenant au bey. Ils sont très nombreux sur les pentes des montagnes » observait Bourcart (1921, 44). La Myzeqe est peuplée de différentes populations albanaises. Le terme de Lalë désigne les habitants autochtones de la plaine, minoritaires. Une grande partie de la population serait originaire des montagnes du sud (Labes et Tosques) progressivement installée sur ce qui n'était d'abord que des pâturages d'hiver (Zojsi 1976, 16). Puis au cours du 20^{ème} siècle, des nombreux réfugiés çams (région albanophone au nord de l'Épire grecque, voir infra) et des Kosovars sont également venus peupler cette grande plaine (Mitrushi 1976, 136). On trouve également depuis longtemps de nombreux Aroumains (aussi appelés Valaques ou Koutso-Valaques), souvent commerçants, ou bergers transhumants, présents en plaine l'été, de même que des tsiganes¹⁴².

Les terres de la Myzeqe étaient réputées fertiles, permettant potentiellement selon Zavalani la production de surplus tant dans les cultures que dans l'élevage. De plus les surfaces sont promises à d'importantes extensions, puisqu'un cinquième environ des 1500 km² la plaine de la Myzeqe était à l'époque couvert de marécages ou de lacs de très faible profondeur, dont le plus grand, le lac Terbuf (*Këneta Terbufit*), se situait au nord. Avec un peu plus de 30 habitants/km², la densité rurale était assez proche de celle de la plaine côtière du nord ou de Mat et Dibër, mais bien inférieure à celle de la plaine de Korçë (45 hab./km²).

Outre Vlorë – petite ville portuaire tout au sud de la Myzeqe à l'entrée du pays Lab, ancien centre du sandjak, peuplée de 6000 habitants (60% de musulmans, 40% d'orthodoxes) en 1926 – on dénombre trois autres villes : Lushnjë, Divjakë et Fier. Les deux premières sont de petites villes de marché au cœur de la plaine agricole. La première est célèbre parce qu'y a eu lieu au début 1920 un congrès qui a désigné Tirana capitale du jeune état albanais. Elle comptait 1'700 habitants en 1918, dont 350 orthodoxes environ. Plus petite encore, Divjakë était peuplée de 900 habitants dont 98% d'orthodoxes. Fier est une agglomération alors nouvelle fondée par la famille Vrioni au sud de la Myzeqe, à proximité du site de la cité grecque antique d'Apollonia d'Illyrie. Elle compte 1'500 habitants en 1918, dont deux tiers d'orthodoxes, plus un millier dans les villages voisins qui vont fusionner par la suite. Elle deviendra rapidement la première ville de la Myzeqe. En 1926, la population est dénombrée au sein de 13 quartiers ou anciens villages. Le centre abrite 800 musulmans pour 600 orthodoxes environ, alors que les faubourgs comptent aussi 800 musulmans, mais 2200 orthodoxes, majoritaires dans la plupart des cas.

¹⁴¹ Traditionnellement, les villages côtiers de Spille, Rreth-Greth et Shelk sont considérés appartenant à la Myzeqe, bien qu'au nord du Shkumbin (Mitrushi 1976, 135).

¹⁴² Les « Walachen » sont présents dans les catégories du recensement de 1918, mais en tant que nationalité, non que langue parlée. La plupart des habitants parlant aroumain étant de nationalité albanaise, ils ne sont pas comptés comme « valaques ». On les retrouve par contre parmi les orthodoxes. Dans la tradition alors florissante des « cartes ethnographiques », il en existe qui, dans un mouvement nationaliste de revendications territoriales des Macédo-Roumains (ou Koutzo-Valaques), prétendent décrire précisément leur répartition. Celle de A. D. Anastasiu par exemple (1919, « Carte ethnographique des Macédo-Roumains ») est contestable pour ses choix sémiologiques et l'exagération visuelle de la présence valaque sur le territoire, mais elle illustre cependant cette réalité de leur concentration dans les plaines d'Albanie centrale et de la Myzeqe, et à l'est autour de Moscoploe et Frasari (Frashëri).

4.4.8 Berat - Skrapar - Mallakastër / Toskëri

La ville de Berat est située sur le cours de la rivière Osuni, qui prend sa source dans la région de Kolonjë puis traverse le massif de Skrapar. A la sortie de celui-ci, lorsque que la rivière rejoint la plaine, dans un défilé situé une quinzaine de kilomètre à l'amont de sa confluence avec la Semani, se trouve Berat. Aujourd'hui la principale « ville-musée » albanaise – c'est-à-dire que l'importance patrimoniale de celle-ci ayant été reconnue à l'époque communiste, ses édifices, y-compris religieux, ont été préservés –, Berat était sous l'Empire le chef-lieu du sandjak. Outre la Myzeqe, celui-ci comprenait deux régions montagneuses, au sud de Vlorë une partie du pays Lab, et au nord de la Vjosa, autour et au sud de Berat, une partie de la Toskëri¹⁴³. La région telle que nous l'avons définie ici correspond à la montagne tosque musulmane, limitée au nord par la Myzeqe ; à l'est par la Vjosa (au-delà, c'est le pays Lab) ; à l'ouest par les montagnes de l'Ostrovica, limite historique avec le vilayet de Monastir ; au sud par la limite assez nette qui sépare les régions ethnographiques de Mallakastër et Dëshnicë, musulmanes, de celles de Lunxherië et Zagorië, orthodoxes. Ainsi délimitée, la région est très largement musulmane (91% en 1926), à l'exception de la vallée de l'Osuni autour de Berat où demeure une minorité orthodoxe, et de neuf villages à majorité orthodoxe, autour de la localité d'Ura Vajgurore. Une spécificité de l'islam du Sud de l'Albanie est qu'il est principalement composé de Bektashis, un ordre islamique mystique¹⁴⁴ qui s'est largement répandu dans le triangle Berat-Permët-Gjirokastër dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle. Quant aux orthodoxes, comme dans la Myzeqe, le Pinde, à Permët et Ioannina, une large part de ceux-ci sont des Valaques, mais tendant à s'albaniser et à perdre leur langue.

Autour de Berat, la région comprend les montagnes de Mallakastër, Spirag, Dëshnicë, Qarishtë, de Skrapar et de la Tomoricë, essentiellement constituées de « villages libres » musulmans, dominés par des familles de beys locaux ou des baba bektashis. De Berat vers le sud, une route traverse Skrapar (Poliçan, Çorovodë) et va mourir dans les montagnes de Dangellia, l'autre mène à Konitza par Këlcyrë et Përmet, mais est de moindre importance : le principal axe nord-sud Fier-Tepelenë-Gjirokastër passe à l'ouest de Berat, dans la vallée de la Vjosë, marginalisant ainsi sa situation. Avec 10 à 15'000 habitants à la fin du 19^{ème} siècle (Clayer 2007, 109), Berat était la seconde ville du vilayet, derrière son chef-lieu Ioannina et ses quelque 20'000 habitants. Au contexte économique sud-albanais déjà rendu difficile par la perte de la Thessalie (1881) par les Turcs, par la guerre gréco-turque (1897), par le développement du réseau ferré trop à l'est, vient s'ajouter pour Berat cette situation localement peu favorable. Tout cela concourt à expliquer un déclin progressif, qu'on voit à la comparaison entre le recensement ottoman de 1882 et ceux de 1918 et 1926, où il semble que le kaza a perdu au moins 30'000 habitants¹⁴⁵, un phénomène qui se prolonge dans la période moderne par le développement moindre de Berat au regard de ses voisines Vlorë et Fier.

4.4.9 Lungara - Kurvelesh / Labëri

Le pays lab comprend la partie côtière délimitée du nord à l'est par le cours de la Vjosë (de Vlorë à Gjirokastër), s'étendant au sud jusqu'au lac de Butrint environ, correspondant à peu près à l'actuelle préfecture de Vlorë. Nous avons distingué ici la partie nord comprenant l'arrière-pays de Vlorë, Dukat et Kurvelesh, de la partie sud comprenant Himarë, Rrëzomë et Vurg. Le nord est essentiellement musulman, le sud orthodoxe ; le nord est une région montagneuse d'émigration, le sud est côtier, comprend des plaines et présente dans la période récente un bilan migratoire plus équilibré.

La région labe septentrionale telle que nous l'avons définie est donc musulmane (à 93% en 1926), son islamisation est plutôt tardive, surtout dans la région de Tepelenë (Zojzi 1976, 17) et partiellement structurée autour de la confrérie des Halvetis (Clayer 2007, 109), dont le pouvoir est particulièrement prégnant autour de Tepelenë (Clayer 2007, 112). Les rares villages mixtes ou orthodoxes sont observés autour des deux villes qui bornent la région : dans l'arrière-pays de Vlorë (plaine de la Shushicë) au nord, et dans une moindre mesure aux abords de Gjirokastër, au sud, qui est une ville mixte, à la frontière des pays labes et tosques. Les Lab habitent

¹⁴³ Sont généralement associées au groupe dialectal « Tosque » les populations albanophones au sud du fleuve Shkumbin. Mais au sens strict, le pays Tosque inclut les régions de Berat, Mallakastër, Tepelenë, Përmet et Gjirokastër, les autres populations albanophones méridionales se partageant entre Lab (à l'ouest) et Chams (au sud).

¹⁴⁴ Fondé en Anatolie au XIII^{ème} siècle, c'est là et dans les Balkans que le bektashisme est essentiellement présent, et qu'il a joué un grand rôle dans l'islamisation des populations. Depuis les années vingt, suite aux réformes kémalistes, le siège mondial est installé en Albanie.

¹⁴⁵ Selon la comparaison que nous avons faite, la perte est même de 57'000 habitant entre 1882 et 1918, soit près de la moitié de la population. Une partie de la différence est imputable à un probable problème de limite de kaza : Huber donne la région de Fier (portion de la Myzeqe entre la Semani et la Vjosë) dans le kaza de Lusne, elle était peut-être dans celui de Berat. Il manque aussi quelques villages (ligne de front) dans le recensement de 1918.

une région montagneuse et reculée, ils ont longtemps été sujets à cet égard au mépris de leurs voisins. Les traditions et l'attachement aux lois coutumières s'y sont perpétués davantage qu'ailleurs au sud. Hors de VlORÉ (intégrée ici dans la région de la Myzeqe, mais dont une partie de la Labëri constitue l'arrière-pays), les deux seules villes sont Gjirokastër et Tepelenë. La seconde est célèbre pour avoir donné le célèbre Ali Pacha, dit « de Tepelena », ou alors « de Ioannina », dont il avait fait sa capitale. Au tournant du siècle la bourgade compte 300 habitants. Quant à Gjirokastër, il s'agit d'une ville d'une dizaine de milliers d'habitants (8500 musulmans et 1500 orthodoxes en 1926), relativement dénuée d'importance économique ou politique, car située dans une région pauvre (Clayer 2007, 110). De plus la voie principale pour relier Ioannina au nord du vilayet passait par Permët et Tepelenë. Par contre les Gjirokastrites ont la réputation de disposer d'une bonne éducation et d'avoir donné de nombreuses personnalités à l'élite albanaise naissante. Cette réputation trouve ses fondements dans les importants efforts consentis par le gouvernement ottoman pour développer le réseau scolaire à la fin du 19^{ème}, en réaction au développement du réseau grec dès le milieu du siècle. Cette forme de compétition (ibid., 116) a fait que les musulmans du vilayet de Ioannina disposaient en moyenne d'un niveau d'éducation bien supérieur à ceux des autres vilayets (Işkodra, Kosova), même s'il demeurait souvent inférieur à celui des orthodoxes de la province. Ces élites musulmanes albanaïses étaient particulièrement issues de Gjirokastër et de la bourgade de Libohovë située une douzaine de kilomètres au sud, de l'autre côté de la plaine. Après des études à Istanbul, on pouvait retrouver ces jeunes hommes occupant des fonctions civiles, militaires ou religieuses (cadis, oulémas) à travers tout l'Empire, faisant preuve d'une mobilité que n'avaient pas leurs confrères gègues.

4.4.10 *Himarë - Vurg - Çamëria / Labëri méridionale*

Le sud du pays Lab comprend la région côtière hellénophone d'Himarë, derrière elle la vallée de la rivière Kalasë (région appelée Rrezomë chez Zojsi), et la plaine de Vurg (qui signifie « marais ») au sud de Sarandë. On y ajoute la petite partie albanaïse de la Çamëria autour de Konispol. La Çamëria est la région côtière qui s'étend de Konispol à Preveza, associée à la population albanoophone majoritairement musulmane des Chams. Ce territoire disputé, comme le reste de l'Épire, demeurée ottomane après l'indépendance grecque, s'est vu essentiellement attribué à la Grèce lors de la Conférence de Londres en 1913. L'ancienne Çamëria constitue aujourd'hui les provinces grecques de Preveza et de Thesprotia, ce dernier nom étant celui désormais utilisé par ses habitants pour désigner leur région, plutôt que Çamëria qui évoque l'irrédentisme albanaïse. Les Çams, au contraire de leurs voisins Labs, pratiquaient un islam sunnite strict.

La région que nous avons définie est à 65% orthodoxe selon le recensement de l'Épire du Nord de 1913, à 70% en 1926 selon Selenica, avec les quelques villages musulmans concentrés dans les montagnes au nord de Delvinë et dans la Çamëria albanaïse autour de Konispol. Parmi les villages orthodoxes, Himarë et les sept villages voisins (Dhërmi/Drimades, Pilur/Pilouri, Kudhës/Koudesi, Qeparo/Kiparon, Vuno/Vouno, Iliaz/Iliates, Palasë/Palasa), complètement hellénophones, longtemps réfractaires au pouvoir ottoman, ont obtenu et préservé un statut particulier leur garantissant d'importants privilèges fiscaux, et n'ont eu de cesse de chercher à rejoindre l'État grec, y compris après l'attribution de la région à l'Albanie en 1913. En 1927, les 1786 habitants d'Himarë étaient encore tous orthodoxes. Seules les deux autres bourgades de la région, Sarandë (Porto Edda, Santi Quaranta) et Delvinë connaissent une certaine mixité. Sarandë est un petit port non loin de l'île de Corfou (392 musulmans, 426 orthodoxes), et de l'autre côté de la plaine, au pied de la Mali i Gjer, Delvinë est à l'époque la principale localité de la région avec ses 3010 habitants, parmi lesquels 1930 musulmans (contre 1100 sur 2300 en 1913).

La plaine côtière de Vurg, encore largement marécageuse dans sa frange orientale au début du 20^e siècle, reflétait la situation agraire complexe de l'époque. Les anciennes terres d'Ali Pacha, confisquées d'abord par l'État, avaient été partiellement affermées ou vendues à des villageois, à des beys ou des institutions religieuses, ce dont la toponymie reportée sur la carte italienne témoigne dans les années 1930 (Memusbej, Karalibej, Kasim Alaibej, et pour les monastères, Aios Ioros, Shën Mari, Aios Nicolas, Baba Hoxha, Aia Sofia etc.).

4.4.11 *Dropull - Pogon / Montagne du Sud-Est*

Au nord-est de la Çamëria, le long de la frontière grecque dans une succession de trois vallées obliques se situe ce qu'on pourrait appeler la « Montagne orthodoxe », constituée d'ouest en est de régions ethnographiques du Dropull, de la Lunxhëri, du Pogon, de la Zagori et de la Dangëlli. Le Dropull et la Lunxhëri sont situés sur les flancs des montagnes de part et d'autre de la large vallée du Drinos, un affluent de la Vjosë (à Tepelenë). La

Lunxhëri fait face à Gjirokaštër. De l'autre côté des montagnes de Lunxhëri vers l'est se trouve la vallée plus inaccessible de la Zagori se poursuivant au sud par le Pogon. Enfin, une troisième vallée, celle du haut cours de la Vjosë autour de la ville de Permët, avec en rive droite les montagnes de la Dangëlli, et plus au sud Leskovik. A l'exception la Dangëlli à majorité musulmane et de quelques villages isolés, l'essentiel de la population est orthodoxe (70% en 1913, 81% en 1927). A l'époque ottomane, cette région faisait partie du vilayet de Ioannina, l'essentiel dans le sandjak d'Ergiri/Gjirokaštër (kazas de Pogon, Permët, Tepelenë, Argyrocastron et un peu de Delvinë), alors que Leskovik était intégrée dans le sandjak central de Ioannina (à 60 kilomètres au sud). Nous avons suivi au nord la limite assez nette entre les religions, qui correspond bien aux régions ethnographiques décrites par Zojsi.

Si l'on excepte Gjirokaštër et Tepelenë situées à ses marges, la ville la plus importante est Permët (2820 habitants en 1913, 54% de musulmans), à laquelle on peut adjoindre les bourgades de Libohovë (1850 hab., 82% de musulmans) et Leskovik (2340 habitants, 68% musulmans). Tendanciellement, la montagne est plus orthodoxe que la plaine et les villes. Il s'agit donc d'une région très peu urbanisée (8% en 1926) et presque exclusivement orientée vers l'agriculture et l'élevage. Or les terres sont pauvres et la presque totalité de la population d'alors (95%) vit un contexte agricole excluant selon la classification de Zavalani la production d'un quelconque surplus, excepté l'exportation de main-d'œuvre. Et en effet, se trouvent ici clairement les populations traditionnellement les plus tournées de l'Albanie vers la pratique du *kurbet*. Cette très forte mobilité, saisonnière ou de plus longue durée, était particulièrement présente dans les régions de Zagori, Pogon et Lunxhëri, où les hommes, surtout les orthodoxes, avaient depuis plusieurs générations l'habitude de partir travailler dans différentes provinces de l'Empire (Clayer 2007, 118) comme jardiniers, marchands, bouchers. Un exemple frappant est donné par Dhimitër Beduli (cité par Clayer, 2007, 118), lui-même parti à Athènes, pour son petit village natal de Skore dans le Pogon. En 1913, sur 130 hommes, seuls 34 se trouvaient au village, dont 18 rentrés temporairement du *kurbet*. Sur les 96 alors émigrés, 89 étaient à Istanbul, 9 en Amérique, 6 à Alexandrie, 2 à Salonique, 1 à Gjirokaštër, 1 à Athènes, 1 au Pirée, 1 à Odessa. Dans la Lunxhëri, cette pratique, orientée d'abord très largement vers Istanbul et se développant largement dans le cadre de réseaux familiaux, se détourne à partir de la première guerre mondiale vers la Grèce et les États-Unis (De Rapper 2003, 2). Elle participe beaucoup à l'enrichissement culturel et matériel de la région.

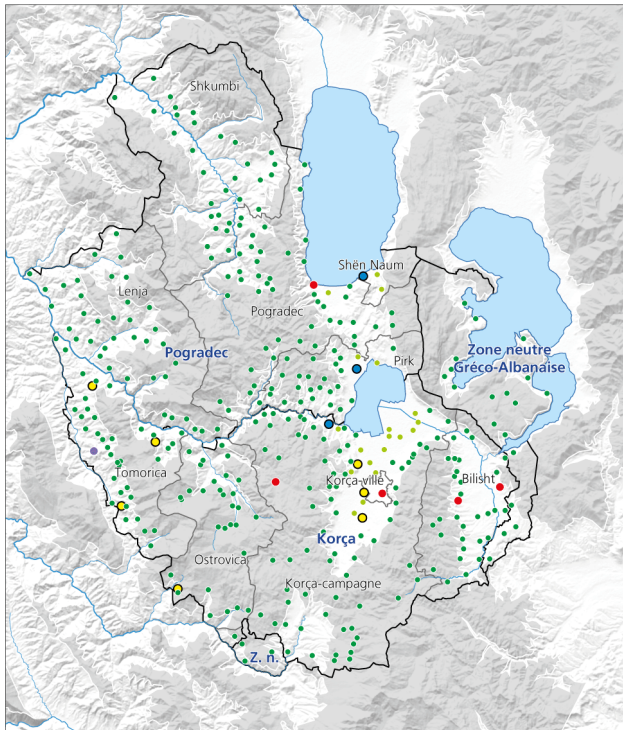
4.4.12 Région de Korçë - Devoll / Plateau et montagnes orientales

La dernière région décrite ici correspond à l'ancien sandjak de Goricë (Korçë), au sein duquel on a distingué la plaine, celle de Korçë et celle du Devoll autour de Bilisht, de la montagne (Montagne orientale, Kolonjë-Mokra). Par commodité on décrit les deux ensemble. La montagne est assez hétérogène avec, du nord au sud, la Mokra, la région de Pogradec (Starova) à l'ouest et au sud du lac d'Ohrid, les quelques villages macédoniens (autour de Pustec/Liqenas) au bord des lacs Prespa, la Gora (Gora de Niça et de Moschopole) à l'ouest de Korçë, la montagne d'Opari, puis au sud la Haute-Kolonja et la Kolonja. Cette région toute entière a la particularité de faire partie du vilayet de Manastir, comme le sandjak d'Elbasan, mais au contraire de celui-ci, le sandjak de Korçë est réellement tourné vers la Macédoine et vers Manastir/Bitola. Le développement important de cette ville en fait la métropole régionale la plus importante de la frange occidentale des possessions ottomanes à la fin du 19^e siècle. Bitola était le centre d'un vilayet, mais elle était également le siège de la III^e armée et abritait à ce titre une importante garnison. Et surtout, son raccordement ferroviaire en 1894 bénéficia à toute la région en la rapprochant des deux plus grandes villes de l'Empire, Salonique et Istanbul, favorisant ainsi échanges économiques et flux migratoires. La région dans son ensemble a connu d'importantes transformations socio-économiques, sans équivalent ailleurs en Albanie. L'urbanisation spectaculaire de Bitola voit celle-ci accueillir jusqu'à 60'000 habitants à la fin de la domination ottomane (Clayer 2007, 124), sa population extrêmement diverse se répartissant dans de nouveaux quartiers très hétérogènes sur les plans linguistiques et religieux. Elle était alors en particulier le principal point de contact entre albanais gègues et tosques, de Debar, de Korçë ou de Permët. Côté albanais, la ville de Korçë a profité de cette conjoncture favorable, de même que ses environs, « la région la plus riche et la plus peuplée d'Albanie » selon Bourcart (1921, 10). Elle est desservie par l'unique véritable réseau d'Albanie de la fin de l'Empire¹⁴⁶, qui relie Bitola à Ioannina par Korçë et Leskovik. Véritable carrefour entre ces villes et celles d'Ohrid, Florina, Pogradec, Berat ou Vlorë, Korçë devient un marché important et sa population dépasse 15'000 habitants lors du recensement de l'Épire du Nord en 1913 (11'453

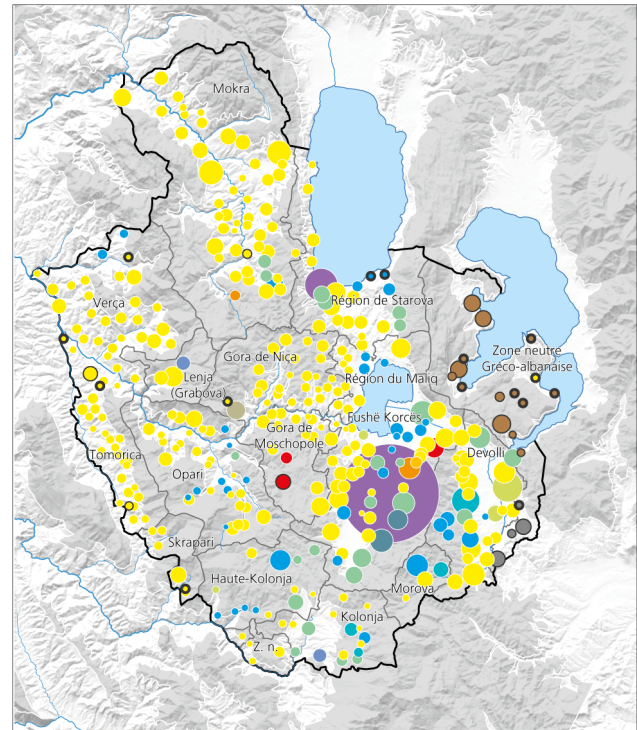
¹⁴⁶ C'est la seule qui est indiquée comme telle dans le Stieler Handatlas de 1891, hormis quelques tronçons discontinus aux abords de Fier, Berat et Shkodër.

« Hellènes », 4000 « Albanais »¹⁴⁷) et même 23'000 sous l'administration française juste après la guerre. La région est donc bien intégrée à l'Empire, les réformes y sont déployées, les impôts levés, la conscription y touche une large part de la population masculine musulmane.

Confins albanais, 1918
Origine des localités



Confins albanais, 1918
Nature de la population



- Agglomération urbaine
- Village naturel (avec église ou mosquée)
- Çiflik, ferme ou groupe de fermes
- Teqë, monastère d'exploitation agricole
- Monastère ou ancien monastère
- Magasins

Types de localités (Bourcart)

Korça	territoire	Fushë Korçës	région
Korça-campagne	district		«naturelle»

Albanais musulmans (M)

Albanais orthodoxes (O)

Koutzo-Valaques (roumains) (V)

Bulgares macédoniens et Bulgares anciens (B)

Turcs ou tziganes (T)

Nature de la population (Bourcart, 1922)

Population

- 23 244
- 10 000
- 5000
- 1000

● 1918 (Bourcart, 1922, op.cit.)

○ 1926 (Selenica, 1927, op. cit.)

● pop. pas connue

Sources

© A. Jarne 2020

Cartes 4.19 et 4.20 : Nature des populations des Confins albanais selon Bourcart.

Les cartes ci-dessus ont été réalisées sur la base des données recueillies par Jacques Bourcart dans les Confins albanais sous administration française. Elles présentent l'intérêt d'illustrer par un exemple local – avec ses spécificités certes, mais aussi sa portée plus générale – ce que peut être dans l'Albanie du tournant du siècle la distribution des différents type de localités urbaines ou rurales dans leur intrication avec les groupes ethniques et religieux présents sur le territoire.

En plus de Korçë, sont désignées comme agglomérations urbaines Pogradec, Bilisht (Biglista), Hoçishte et Voskopojë (Moschopole). Pogradec est une bourgade qui partage avec Korçë la caractéristique d'héberger à la fois des communautés musulmanes, orthodoxes et valaques. Elle est avec Ohrid et Struga, en Macédoine, l'une des trois petites villes qui bordent le lac Ohrid. Elle demeure de taille très modeste (2489 habitants en 1918), à peine supérieure aux deux gros villages du Devoll, Bilisht et Hoçishte, également considérés urbains (2000 habitants environ chacun). Ceux-ci connaissent aussi une certaine mixité, avec une minorité orthodoxe à Bilisht (25%), une minorité musulmane à Hoçishte (15%). La dernière localité que Bourcart qualifie d'urbaine n'est ni mixte ni située en plaine, caractéristiques habituellement propres aux villes. Il s'agit de Voskopojë qui, au

¹⁴⁷ Comprendre « orthodoxes » et « musulmans ». Sur la question de ce qualificatif d'« hellènes » associés à des orthodoxes largement albanophones, voir Sivignon (non daté), « La cartographie comme mauvaise action. Quelques réflexions à propos des Balkans ».

moment où Bourcart la décrit, n'a plus rien d'une ville, mais est au bénéfice de son passé glorieux de cité valaque importante (Moscopole), avec son université et surtout, son imprimerie, la première des Balkans (hors d'Istanbul). Prospère jusqu'au 18^e siècle, son déclin progressif la ramène à 1568 habitants en 1913¹⁴⁸. Une grande partie des habitants ayant quitté Voskopojë sont partis pour l'étranger ou pour Korçë.

La plupart des autres localités sont désignées comme « villages naturels », ou « villages libres » musulmans, dominés par des familles de beys locaux ou des baba bektashis. Sur les 339 villages, 256 sont musulmans et constituent l'essentiel de la population des montagnes, alors que la majorité des villages orthodoxes sont en plaine ou à proximité (Morova). Les villages de plaine sont de deux types : çiflik ou ancien çiflik (plus souvent orthodoxes) ou gros bourgs se distinguant par la mixité religieuse qui est souvent présente, en particulier aux abords de Korçë. En montagne, la mixité est exceptionnelle, la très large majorité des villages est de confession musulmane exclusive au nord, mêlés à de plus en plus de villages exclusivement orthodoxes au fur et à mesure qu'on descend vers le sud (Opari, Haute-Kolonja autour de Vithkuq, montagnes du Devoll, Morova et Kolonja). On trouve enfin quelques localités constituées autour de teqe bektashis (Melçan, Vrepska) ou plus rarement de monastère orthodoxes (Shën Naum). Tout à l'est, dans ce qui constituait alors la zone neutre gréco-albanaise, on trouve une dizaine de villages qualifiés alors de « bulgares » et constituant aujourd'hui la minorité « macédonienne » d'Albanie. Le principal, Pustec, a été rebaptisé Liqenas (« Les Lacs ») en 1973, le nom slave original étant redevenu officiel en 2013¹⁴⁹. Plus au sud dans la zone neutre, Bourcart indique autour de Trestenik une série de villages peuplés de turcophones et de tziganes¹⁵⁰.

Globalement, la montagne de Pogradec est donnée à 69% musulmane par Selenica (1926), contre 58% pour la plaine de Korçë et le Devoll. Cette plaine est la plus densément peuplée d'Albanie, y-compris et de loin, en termes de densité rurale : avec 46 habitants/km², elle devance largement la Myzeqe est ses 33 hab./km². Près de 80% de la population de la plaine vit sur des terres favorables aux cultures céréalières, alors que dans la montagne, les terrains jugés favorables à l'élevage dominant (45% de la population). Un quart environ de la population peuplerait alors des terres insuffisamment productives. La région est de manière générale assez fortement touchée par l'émigration et la pratique du kurbet, même si dans des proportions moindres que certaines régions voisines (Pogon etc.). Ce phénomène migratoire touchait de manière préférentielle les chrétiens, l'administration décourageant les départs des musulmans qui constituaient le réservoir de recrues pour l'armée (les chrétiens n'étaient pas astreints au service). D'une certaine manière, cette inégalité des chances au départ renforça l'altérité musulman-chrétien et eut un certain impact démographique marqué par l'augmentation relative de la présence musulmane (Clayer 2007, 127). Ce fait semble confirmé par la comparaison du recensement ottoman de 1881 et du relevé de Selenica (1926). Dans le kaza central de Korçë (qui inclut tout la plaine, le Devoll, et à l'ouest les montagnes jusqu'à y-incluse l'Ostrovica), on trouve en 1881 50% de musulmans, contre 60% en 1926.

¹⁴⁸ La population de Moscopole à son apogée, avant le premier pillage en 1769, est le sujet d'estimations très diverses, de 3500 à 50'000 voire 70'000 habitants (Bourcart donne le chiffre de 60'000 habitants). Ces estimations élevées témoignent davantage de l'importance avérée de son imprimerie et de la place de cette cité dans la mémoire collective en tant que « capitale valaque » d'importance balkanique que d'une réalité historique. Pour l'historien Max Demeter Peyfuss, auteur d'un livre sur l'imprimerie de Moscopole, celle-ci « n'était sûrement pas une des plus grandes villes des Balkans au 18^e siècle » (Peyfuss 1996, 36). Les historiens albanais s'accordent généralement sur un chiffre de 5 à 7000 habitants.

¹⁴⁹ Depuis 2015, avec la réforme administrative, Pustec a été promue au rang de municipalité. Avec 3290 habitants en 2011, c'est la moins peuplée des 61 municipalités albanaises.

¹⁵⁰ Il ne donne pas d'explication supplémentaire sur ces quatre villages (Ponçara, Koril, Trestenik et Kapishtica). On n'a pas trouvé ailleurs d'informations à ce sujet, on peut juste relever que certaines cartes donnent en effet une présence turcophone assez importante dans la région à l'époque, comme la « Carte ethnographique de l'Albanie » publiée par la délégation de la colonie albanaise de Turquie en 1913 (in « Jeta Sociale Në Shqipëri (1654-1912) », Tiranë, 2006, p. 230).

4.5 Evolution du maillage administratif

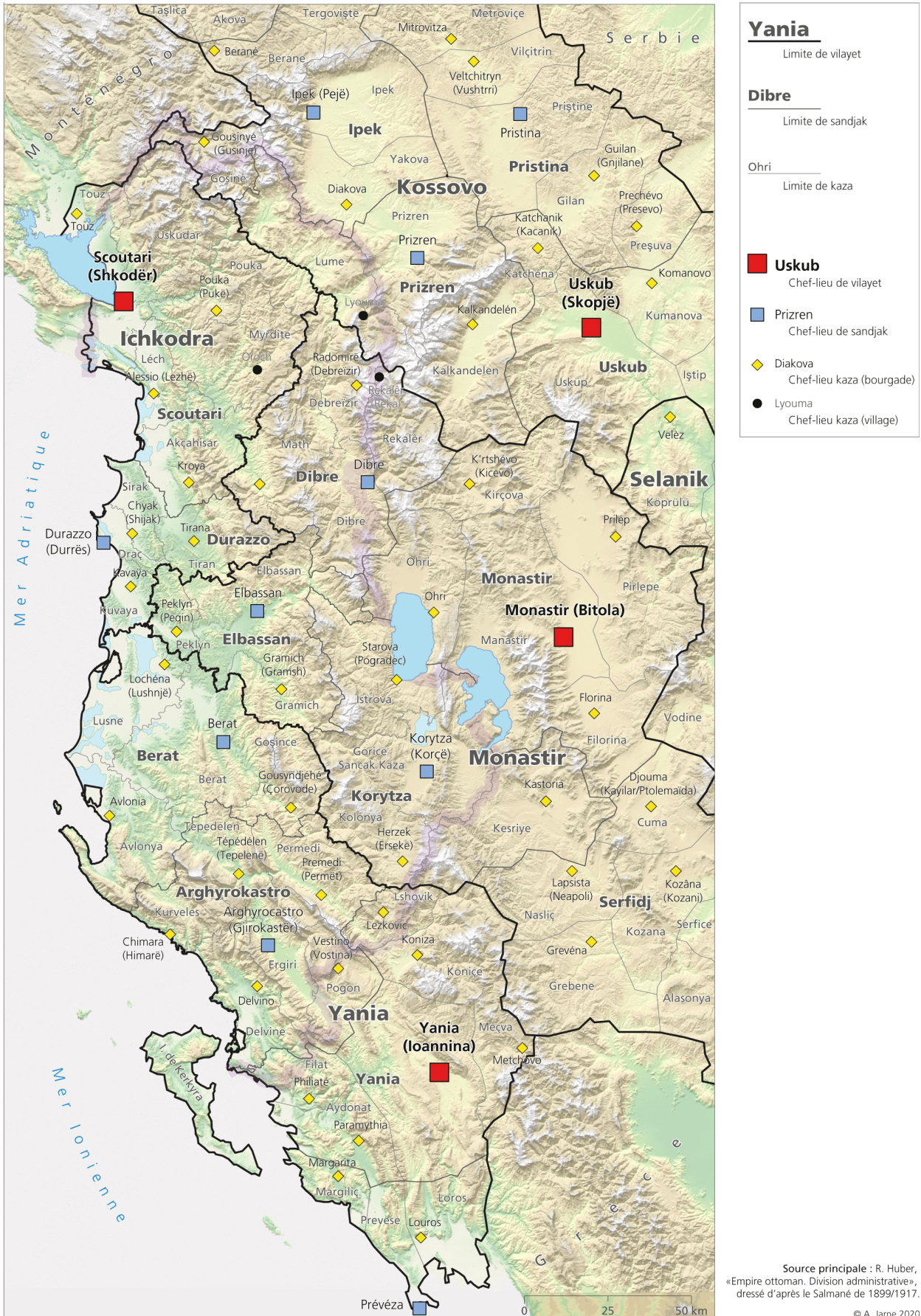
L'évolution constante du maillage administratif albanais, s'il représente un obstacle aux comparaisons statistiques historiques et une difficulté cognitive pour le chercheur, est également en soi un objet d'histoire dont nous proposons ici un survol rapide. Un certain nombre d'états de ce maillage nous sont bien connus et peuvent être décrits dans leurs différences, d'autres sont simplement mentionnés. Nous avons pu intégrer dans la liste des villages une dizaine de références assez précises. Pour certaines, faute d'avoir pu faire un travail d'archive permettant peut-être d'associer les villages aux régions sur la base de documents officiels, nous avons eu recours à des sources cartographiques secondaires ; c'est le cas pour le découpage de la fin de l'Empire, pour ceux de 1942 et de 1959¹⁵¹. Les autres sont attribués sur la base des tables des recensements (Épire du Nord, Confins albanais, recensement autrichien, Selenica, recensements de 2001 et de 2011).

Le maillage est cet « ensemble des filets qui situent les lieux dans les mailles de l'appropriation et de la gestion du territoire, et principe de partition opératoire et socialisée de l'espace » (Brunet 1993, 312) qui découpe l'espace, de la parcelle à l'État. Au niveau le plus fin le maillage représente une partition du sol entre les familles en vue d'en exploiter les ressources (parcelles, domaines agricoles, etc.). Au niveau supérieur, celui des hameaux, des villages ou des territoires tribaux, il constitue la base spatiale d'un groupe social, d'une communauté, partition élémentaire d'une population. Aux niveaux qui nous intéressent ici, ceux des découpages administratifs, la maille est une unité qui doit permettre aux relais du pouvoir de l'État d'être à la bonne distance du citoyen, au sein d'une étendue qu'ils aient les moyens et si possible la légitimité de maîtriser. Ainsi s'interpénètrent une dimension spatiale forte régie par la distance et par la masse, dotée d'un centre auquel chacun doit parvenir en une journée de marche par exemple¹⁵² et dont l'expression formelle pourrait être le cercle (« Kreis », « raion », « circonscription ») ou l'hexagone ; et une dimension territoriale non moins essentielle, qui vient « altérer » en quelque sorte – ou composer avec – l'accessibilité, faisant du maillage un produit autant qu'un vecteur de l'histoire. Un maillage complètement anhistorique verrait des formes simples, des hexagones travaillés uniquement par la topographie, les barrières naturelles, les côtes. La pertinence spatiale d'un maillage pourrait se résumer à un temps de parcours optimal de chacun des habitants vers son chef-lieu, les écarts à cette règle pourvoyant les historiens d'autant de questions. Les dérogations à la « règle spatiale » peuvent en effet trouver de nombreuses explications. Par exemple, dans la volonté de relégation, la mise à distance, ou au contraire, le contrôle accru sur certains groupes sociaux ; dans la sédimentation dans le temps long d'identités spécifiques, de groupes à forte cohésion, ou d'« iconographies » comme disait Gottman, qu'on cherche soit à ménager, soit à disloquer ; dans les options stratégiques d'une circonscription plus puissante manifestant sa volonté de contrôler un passage ou un accès ; dans l'issue plus fortuite d'un combat ou d'une négociation ; dans des calculs électoraux (« *gerrymandering* ») ; etc. Sans avoir ici les moyens d'étudier véritablement cette histoire, on en donne les grandes lignes, car ces maillages sont pour partie les inscriptions des systèmes spatiaux successifs, ils illustrent leurs différences et témoignent des grandes bascules de l'histoire albanaise contemporaine.

¹⁵¹ Dans de tels cas, les cartes ont été géoréférencées dans un SIG, puis les villages attribués aux différents niveaux. On s'est efforcé de dégager une cohérence en s'appuyant sur les découpages mieux connus de périodes immédiatement antérieures ou postérieures. Mais il va de soi que des imprécisions sont présentes, liées à la définition et à la qualité des documents cartographiques eux-mêmes, mais aussi à un certain flou quant à l'attribution de certains villages aux niveaux supérieurs.

¹⁵² Pour les nahie (communes) ottomanes, il était par exemple précisé qu'on devait pouvoir accéder au chef-lieu en trois heures. Pargoire (1898), 96.

Organisation administrative des vilayets occidentaux



Carte 4.21 : Organisation administrative des Balkans occidentaux à la fin de la période ottomane.

4.5.1 À la fin de l'Empire ottoman

L'Empire ottoman se dote dans la seconde moitié du 19^{ème} siècle¹⁵³ d'une division administrative à cinq niveaux. La trentaine de millions d'habitants que compte l'Empire en 1900 est répartie dans 29 vilayets, dont 6 en Europe. Ces vilayets de la « Turquie d'Europe » sont de taille très inégale, les orientaux plus importants (Andrinople dépasse 1.2 millions d'habitants, Salonique 860'000) ; les occidentaux plus modestes, l'Albanie actuelle étant essentiellement située dans les vilayets de Monastir (530'00), Janina (510'000) et Shkodër (200'000). Au Nord, le vilayet de Kossovo compte plus de 850'000 habitants. Les vilayets sont divisés en sandjaks, puis en kaza (arrondissements), en nahié (communes), puis en karié (villages). L'extrait de la carte de Huber montre cette division administrative, les chefs-lieux, le nombre de sandjak, kaza, nahié et villages de chaque vilayet et leur population. A leur tête, on trouve les fonctionnaires suivants :

<i>Vilayet</i>	<i>vali</i> (gouverneur)
<i>Sandjak</i> (province)	<i>mutessarif</i> (préfet)
<i>Kaza</i> (arrondissement)	<i>caïmacam</i> (sous-préfet)
<i>Nahié</i> (commune)	<i>mudir</i>
<i>Karié</i> (village)	<i>moukhtar</i>

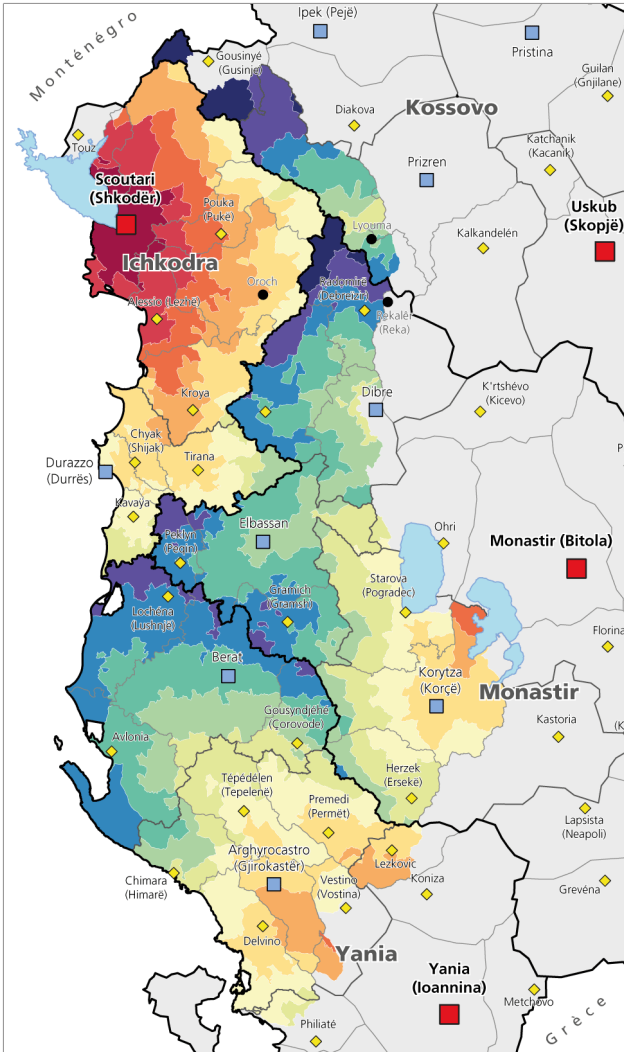
Les chefs-lieux des vilayets sont aussi ceux des « merkez-sandjak » (sandjak central) et les chefs-lieux des sandjaks ceux des « merkez-kaza » (kaza central). La marche occidentale de l'Empire est caractérisée par le faible investissement du littoral adriatique. A part Shkodër, à la tête d'un vilayet de taille minuscule (le moins peuplé de l'Empire !¹⁵⁴), duquel on a encore retranché Krujë, toutes les capitales sont à bonne distance, au-delà des montagnes qui séparent l'Albanie centrale du reste des quatre vilayets, les communications s'établissant essentiellement de Salonique vers le nord, vers Monastir et Skopjë. Les cartes 4.22 et 4.23 illustrent cette situation particulière de la marche albanaise de l'Empire. La première montre pour le territoire albanais actuel les temps nécessaires pour se rendre (à pied) dans le chef-lieu du vilayet de résidence. Si l'on excepte le petit vilayet centré sur Shkodër, aussi bien le littoral méridional, l'Albanie centrale autour d'Elbasan et le Nord-Est se trouvent à plus de trois jours de marche des grandes centralités. De la plaine de la Myzeqe, tout au nord du vilayet, il fallait quatre voire cinq jours pour se rendre à Ioannina, capitale excentrée vers le sud. De même pour les montagnes de Radomirë, entre Peskopi et Kukës, situées aux confins du vaste vilayet de Monastir, ou pour la vallée de Valbona (fief des Krasniqi), bien loin du chef-lieu du Kossovo, Skopjë. Si l'isolement des régions montagneuses est réel, celui de l'Albanie centrale tient davantage au découpage administratif qui la prétérite grandement. La carte 4.23 superpose le découpage administratif et les temps de parcours vers le chef-lieu *le plus proche* de chaque village albanais. Du Nord-Est (Liouma, Tropojë), il était plus rapide de se rendre à Shkodër qu'à Skopjë, comme de Radomirë ou de Mat, plus proche de Shkodër que de Monastir. Ces régions toutefois étaient effectivement tournées vers la plaine de Kossovo (Diakova, Pej, Prizren) pour la première, vers Dibër pour la seconde. Par contre, l'Albanie centrale est fractionnée entre trois vilayet, au détriment toujours de celui de Shkodër. Elbasan, située sur le principal axe est-ouest reliant la Macédoine à la mer, elle-même plus proche de Shkodër, est sous le contrôle de Monastir. Le sandjak de Berat, qui comprend la Myzeqe, à équidistance de Shkodër et de Ioannina, est attribué à la seconde. Tout ceci renforce la situation isolée du « sandjak catholique » de Shkodër au sein de l'Empire.

¹⁵³ Entre 1864 et 1868, voir la « Géographie administrative » de l'Empire ottoman de J. Pargoire dans les « Echos d'Orient » de 1898, 95-103.

¹⁵⁴ Durant quelques années (1867-1877), le vilayet de Shkodër comprenait les kazas de Prizren et Dibër. En 1877, Dibër échoit à Monastir et Prizren au vilayet de Kossovo.

Albanie ottomane, vers 1900

Accessibilité au chef-lieu du vilayet



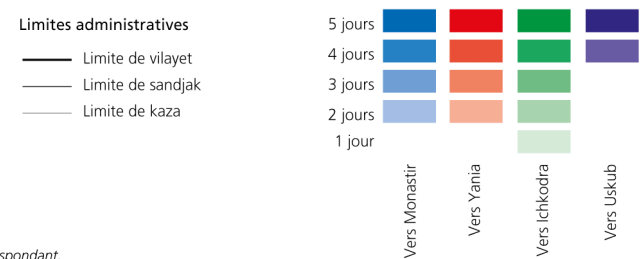
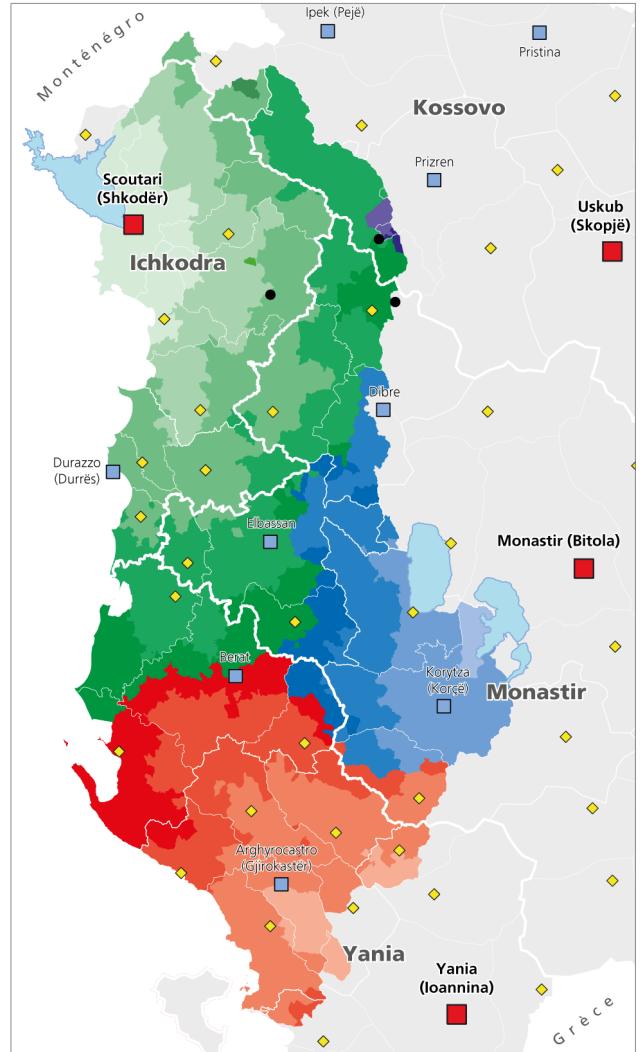
Temps de marche pour se rendre au chef-lieu de son vilayet

Les temps de marche ont été calculés pour le centre de chaque village puis attribués au polygone correspondant. Le calcul a été fait sur la base du réseau viarie de l'époque et en tenant compte des pentes.

© A. Jame 2020

Albanie ottomane, vers 1900

Chef-lieu de vilayet le plus proche



Temps de marche pour se rendre au chef-lieu de vilayet le plus proche

Cartes 4.22 et 4.23 : Accessibilités dans l'Albanie ottomane.

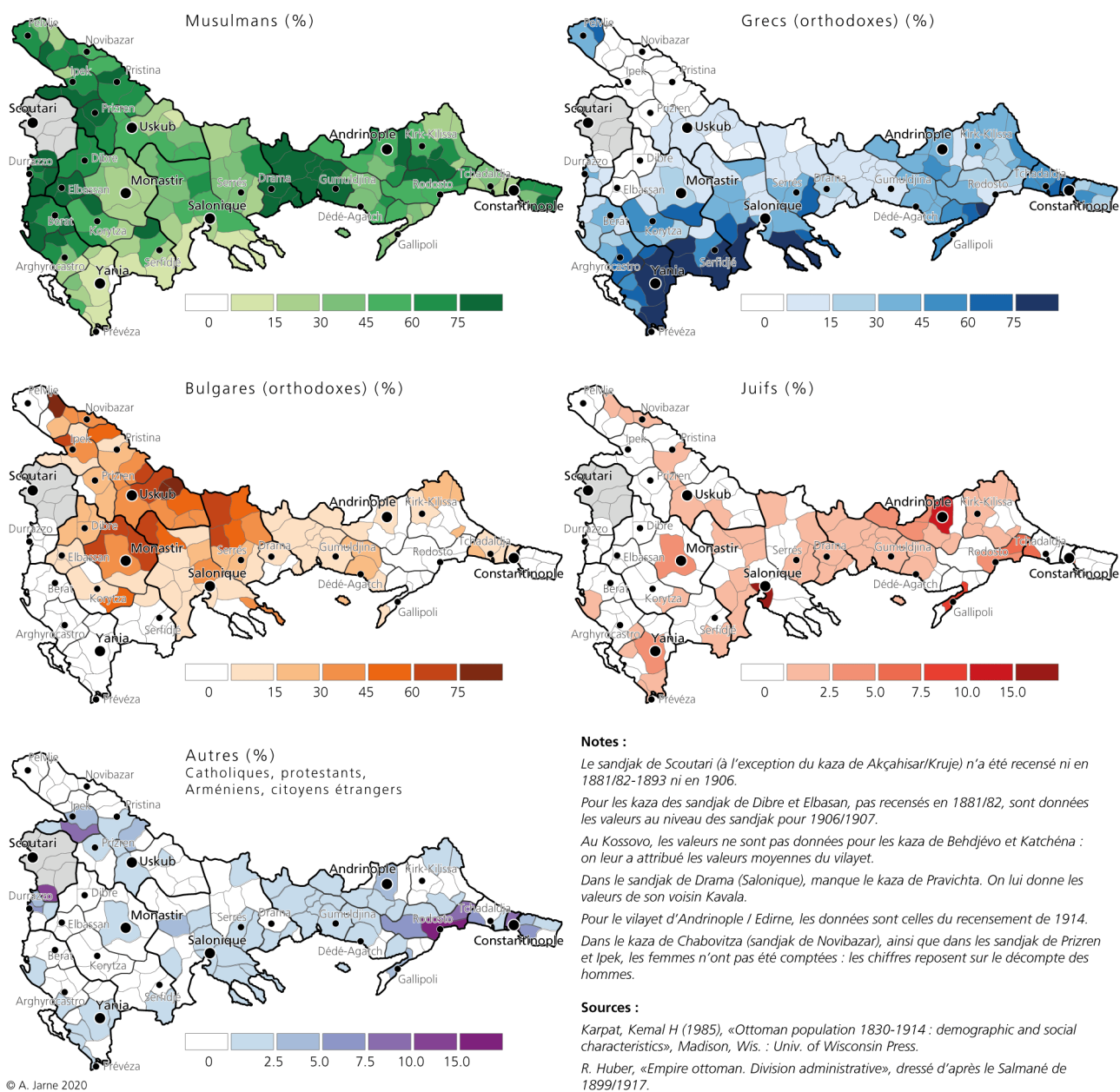
Mais il faut nuancer la qualification de cette situation, même si bien réelle, de marge. L'Empire ottoman connaît une sorte de double régime administratif, territorialisé d'une part au travers de l'administration esquissée ci-avant, et davantage réticulaire au travers du système du *millet*, qui était une forme d'auto-administration des groupes humains non-musulmans vivant dans l'Empire (Castellan 1991, 118).

Georges Prévelakis, dans un livre récent sur la géopolitique de l'identité grecque (Prévelakis, 2016), décrit bien cette double réalité¹⁵⁵ : « Cet espace ottoman n'avait rien de commun avec l'espace moderne occidental d'entités homogènes nationales qui s'est mis en place au XIX^e siècle. C'était avant tout un espace discontinu de réseaux à l'image d'une éponge, avec des zones de densités très inégales. Les villes étaient des pôles militaires et

¹⁵⁵ Texte tiré d'une recension du livre de Prévelakis : M. Bruneau, « Géohistoire et géopolitique de l'identité grecque selon Georges Prévelakis », compte rendu de lecture, in *Anatoli* 7/2016, p. 293-309.

commerciaux, des nœuds de communications au sein d'un double réseau de routes maritimes et terrestres. Elles reliaient des lieux distincts, des petites unités topographiques séparées dans l'espace : vallées, plateaux, plaines littorales ou îles. Les espaces montagneux les moins densément peuplés abritaient un genre de vie d'élevage semi-nomade fondé sur la transhumance saisonnière des troupeaux entre montagnes et plaines, pré-ottomans dans les Balkans, turcomans en Asie Mineure (à partir du XI^e siècle). Les plaines marécageuses où sévissait la malaria, domaines des grandes propriétés et de paysans asservis, étaient relativement sous-peuplées. Entre les deux, sur les piémonts se concentraient les villages les plus prospères, à l'agriculture arborée ou céréalière, et avec un artisanat bien développé grâce à la circulation alimentant ces carrefours routiers. [...] Des unités régionales n'ont pas pu se constituer dans ces milieux hétérogènes, à l'opposé de ce qui s'est développé dans les grandes plaines de l'Europe occidentale où l'espace géographique s'est mieux hiérarchisé entre les trois échelles spatiales du local au national en passant par le régional. L'échelle ottomane intermédiaire entre les échelles impériales et locales était celle des ensembles religieux qu'étaient les *millet*. Ils remplaçaient l'État dans le domaine social ou culturel et facilitaient les transactions commerciales dans le cadre de leurs réseaux inspirant la confiance entre leurs membres. [...] L'espace ottoman a pris la forme d'un système de territoires réticulaires. Les langues n'étaient pas plus que les religions distribuées en unités homogènes dans l'espace. Le bilinguisme voire le plurilinguisme, les langues savantes des religions (grec, arabe), rendaient la situation complexe, à l'opposé du monolinguisme territorial occidental. »

Catégories ethno-religieuses liées au système du millet dans les kaza européens



Notes :

Le sandjak de Scoutari (à l'exception du kaza de Akçahisar/Kruje) n'a été recensé ni en 1881/82-1893 ni en 1906.

Pour les kaza des sandjak de Dibre et Elbasan, pas recensés en 1881/82, sont données les valeurs au niveau des sandjak pour 1906/1907.

Au Kosovo, les valeurs ne sont pas données pour les kaza de Behçevô et Katchëna : on leur a attribué les valeurs moyennes du vilayet.

Dans le sandjak de Drama (Salonique), manque le kaza de Pravichta. On lui donne les valeurs de son voisin Kavala.

Pour le vilayet d'Andrinople / Edirne, les données sont celles du recensement de 1914.

Dans le kaza de Chabovitza (sandjak de Novibazar), ainsi que dans le sandjak de Prizren et Ipek, les femmes n'ont pas été comptées : les chiffres reposent sur le décompte des hommes.

Sources :

Karpat, Kemal H (1985), «Ottoman population 1830-1914 : demographic and social characteristics», Madison, Wis. : Univ. of Wisconsin Press.

R. Huber, «Empire ottoman. Division administrative», dressé d'après le Salmané de 1899/1917.

© A. Jarne 2020

Cartes 4.24 à 4.28 : Distribution des religions dans les Balkans ottomans.

Les cartes 4.24 à 4.28 découlent de cette conception ottomane centrée sur les religions. Elles correspondent aux catégories jugées alors pertinentes et donc recensées à la fin du 19^e siècle, c'est-à-dire les communautés religieuses reconnues par le pouvoir ottoman. L'appartenance confessionnelle n'avait pas alors valeur territoriale, partout les orthodoxes « grecs » (qui ne sont pas les Grecs « ethniques », mais bien les chrétiens liés au Patriarcat de Constantinople) étaient sous l'autorité du patriarche pour ce qui touchait à la religion, la famille, l'enseignement ou la bienfaisance. Le millet avait la charge des écoles, hôpitaux et hospices, des tribunaux ecclésiastiques. Le principal millet historique était le Rûm Millet (hérité de l'Empire romain d'Orient) qui encadrait les populations chrétiennes orthodoxes, qu'elles fussent serbes, albanaises, grecques, bulgares ou valaques. A l'époque des recensements coexistait le millet « Bulgare » qui regroupait les orthodoxes de l'Exarchat, autocéphale suite au schisme de 1870/72. Des deux autres millet historiques, l'Arménien et le Juif, le second était très présent dans les Balkans, dans les villes surtout (Gallipoli, Edirne, Salonique, dans une moindre mesure Ioannina et Monastir). Le Millet Arménien regroupait à l'origine tous les autres chrétiens d'Orient (assyriens, coptes, syriaques, catholiques et bogomiles), mais de nouveaux millet virent le jour, dont le Catholique latin (1844). Les musulmans quant à eux n'appartenaient pas à un millet et étaient considérés d'un seul tenant. Cette

échelle intermédiaire des millet, réticulaire dans son fonctionnement, a on le voit une forte dimension spatiale : diffusion du Millet Bulgare du nord vers le sud au détriment du Millet Grec, dimension fortement urbaine du Millet Juif, constitué à l'origine de Juifs sépharades chassés d'Espagne au XV^e siècle et qui ont joué un rôle important dans la cohésion économique et le développement de l'Empire (Prévélakis 2016). Caractère isolé enfin de l'Islam albanais (comme de ceux serbe et bosniaque), coupé de Constantinople par une « ceinture orthodoxe ». Si d'une certaine manière la confession musulmane d'une large part de la population albanaise pouvait constituer un atout dans le contexte de la superposition des différents réseaux, elle devient un facteur d'isolement régional après la chute de l'Empire. A cette échelle, Constantinople était la métropole albanaise. Au moment où elle cesse de l'être, l'Albanie entreprend d'en constituer une : Tiranë. Pour les populations albanaises de la « Serbie du Sud » (Kosovo et Macédoine), cette rupture a pour effet le départ pour Constantinople des élites citadines, devenues citoyennes de second rang face aux chrétiens orthodoxes et catholiques, Serbes, Croates et Slovènes (Clayer 2001).

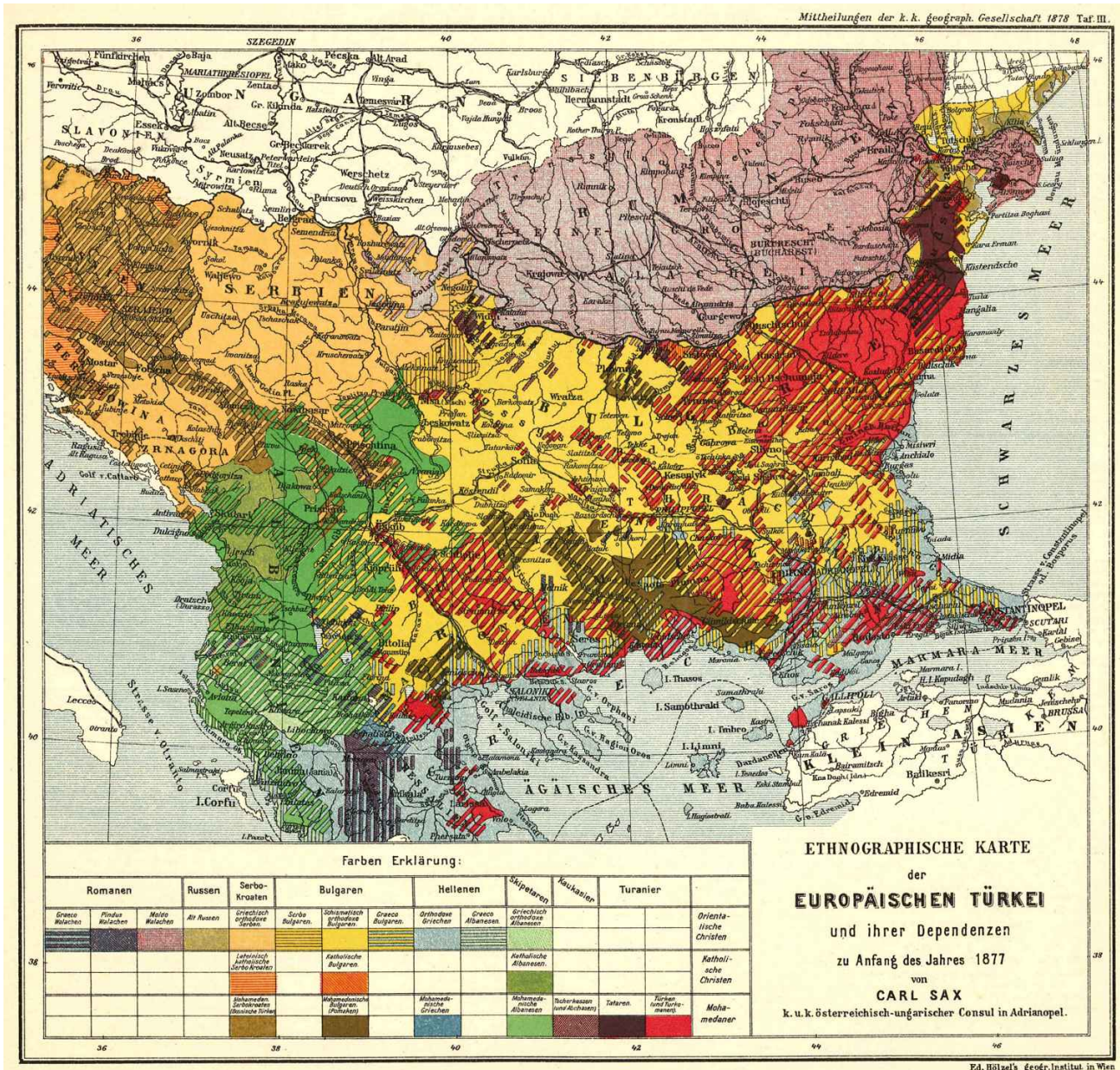
Un empire, ne serait-ce qu'en raison de sa taille, ne peut être une construction géopolitique monosociétale. Là où d'autres ont joué sur l'homogénéisation (l'Empire chinois), l'Empire ottoman a joué sur la diversité de sociétés qui le composaient. Au XIX^e siècle, le système de territoires réticulaires qu'est l'Empire ottoman entre en concurrence avec les nationalismes naissants, dans un mouvement inauguré par la Révolution grecque de 1821. L'État « westfalen¹⁵⁶ » consacre la territorialisation des identités religieuses, les mythes de la race, le développement des « iconographies » nationales (ou « romans nationaux »). Les populations des Balkans, dans un jeu complexe avec leurs voisins et les Puissances, se dessinent progressivement des iconographies nationales basées sur les cultures et les langues. Comme cela avait été le cas de l'Allemagne, devenue archétype, il s'est agi d'abord de concevoir une Nation, puis de la doter d'un État et de la rassembler de manière compacte sur un territoire. Ensemble, Nation, État et Territoire concentrent les ressources naturelles et humaines en vue de l'accomplissement d'un même destin national (Prévélakis 2016). L'extrême complication de ce passage d'un tissu complexe, perméable et mouvant au pavage univoque et étanche de la carte moderne est remarquablement illustré par la grande tradition des « cartes ethnographiques » des Balkans, difficile exercice, à forte dimension politique, auquel se sont livrés, parmi tant d'autres, plusieurs grands géographes du tournant du siècle (Reclus, Kiepert, Cvijic). Nous choisissons d'en présenter sommairement deux, d'une part pour illustrer cette complexité, mais aussi pour permettre au lecteur peu familiarisé de se faire une idée plus précise du contexte régional. La première est celle de Carl Sax, consul austro-hongrois en poste à Andrinople. Sa carte de 1877 et le tableau qui l'accompagne montrent bien la double difficulté qui consiste à définir d'abord des catégories pertinentes puis à les appliquer au territoire. Lui-même bon connaisseur de la région, mais s'appuyant également sur les données recueillies auparavant par d'autres¹⁵⁷, Sax reprend à Kiepert la technique de visualisation des hachures alternées qui permet de traduire la fréquente mixité des identités locales et applique celle-ci à des groupes fondés sur la conjugaison des langues et des appartenances confessionnelles. Cette approche est à la fois novatrice et adaptée au contexte mais, comme souvent, sa mobilisation ne répond pas exclusivement à des motivations d'ordre scientifique. En effet, du principe qui consiste à considérer déterminante la combinaison de la langue et de la religion découle un morcellement important qui va dans le sens de la politique austro-hongroise en Macédoine en contrant la légitimité de l'idée d'une Grande Bulgarie. Pour ce qui concerne les Albanais, Sax les distingue selon leur confession et crée dans le sud la catégorie des Gréco-Albanais, qui désigne les populations orthodoxes qui feraient un recours équivalent aux deux langues. La seconde carte est celle de Bottlik, elle s'inscrit également dans la tradition autrichienne puisque construite récemment sur la base de la compilation de documents pour partie inédits des archives de la Double monarchie à Vienne¹⁵⁸. Au cœur de la comparaison des deux cartes, on trouve la notion d'échelle. Les auteurs de la seconde disposaient visiblement de la connaissance au niveau de chaque ville et village, ce qui permet une représentation d'une grande précision, mais qui nie l'idée de la *mixité* – pourtant présente au sein de certaines familles, de villes et de villages, en particulier aux zones de contact entre

¹⁵⁶ Le traité de Westphalie (1648) met fin à la guerre de Trente Ans et érige les bases de l'État-nation comme socle du droit international. Ce nouvel ordre consacre la concordance entre la religion du souverain d'un territoire et de celle de ses sujets, une forme de territorialisation durable des identités religieuses.

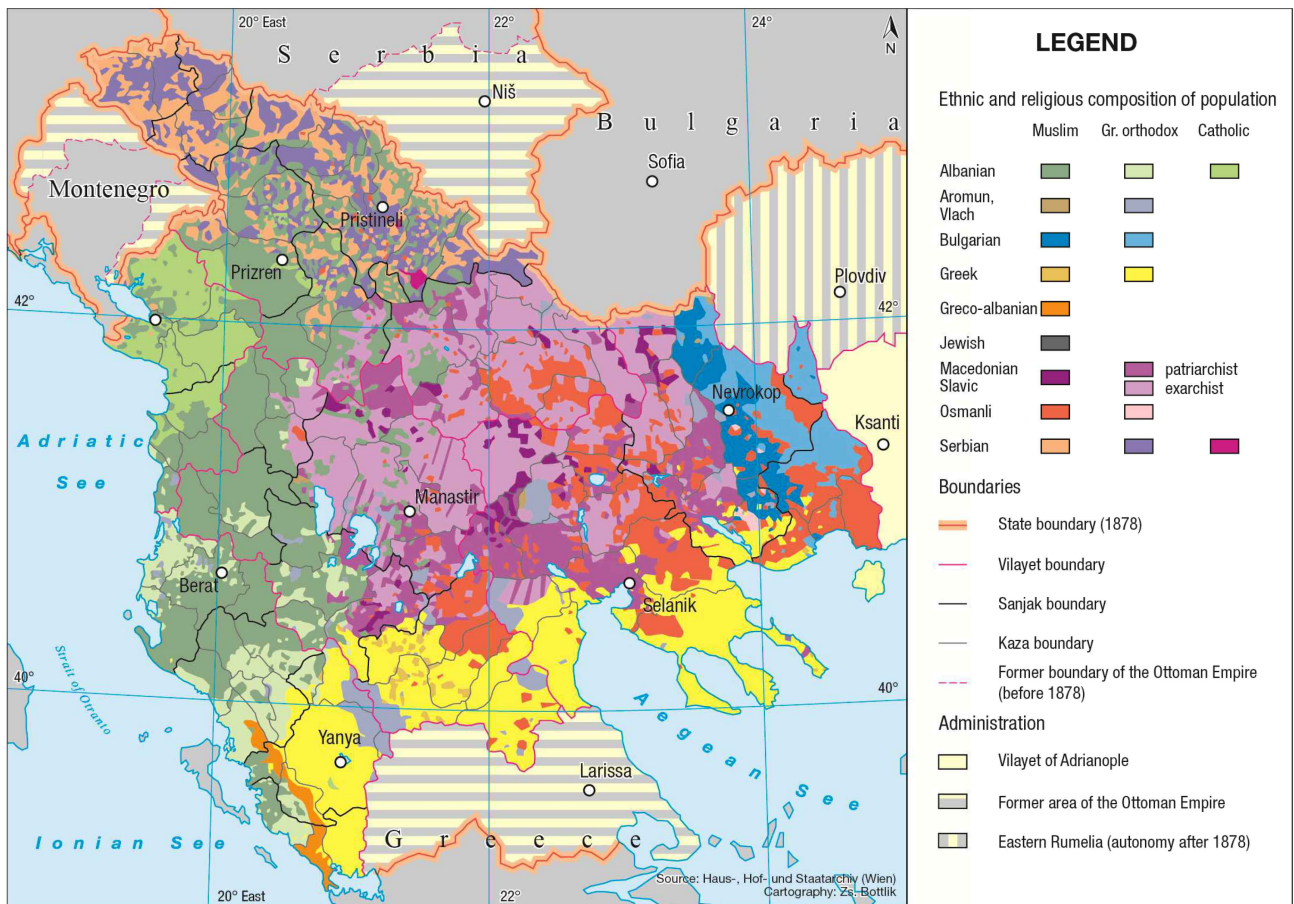
¹⁵⁷ Boué, Lejean, von Hanh, Kanitz, Kiepert. Voir à ce propos les articles récents (non datés, peut-être de 2017 ou de 2018) de Demeter, Bottlik et Csaplár-Degovics sur l'histoire, la conception graphique, et les buts politiques successifs assignés par les différents protagonistes à cette cartographie ethnographique des Balkans.

¹⁵⁸ Les sources de cette cartographie demeurent un peu mystérieuses, les auteurs relevant dans leurs articles, par ailleurs eux-mêmes non datés, que dans la collection de cartes du Ministère des Affaires étrangères où Kristián Csaplár-Degovics a découvert ces archives ne demeurent que les documents cartographiques eux-mêmes, aucune date, métadonnée, référence aux sources. Ces cartes proviennent des fonds Szapáry (ÖStA, HHStA, AB XIX. Nachlass Szapáry, Kt. 3b) et Kral (ÖStA, HHStA, AB XIX/84. Nachlass Kral, K2). Pour ce qui concerne l'Albanie, au vu de la précision de la cartographie des religions, il est probable que la source soit le recensement de 1918 et les travaux préparatoires de Franz Seiner, sachant de plus qu'à ce moment, August Ritter von Kral, le diplomate dans le fond archivistique duquel les cartes ont été découvertes, se trouvait être l'administrateur de l'Albanie occupée (1916-1918). Il était un très bon connaisseur de cette région, précédemment consul à Shkodër et membre de la Commission de contrôle administrant l'Albanie en 1913-1914, et promoteur d'une langue albanaise unifiée.

les religions – au profit de celle de la *majorité*. Sax pallie à une connaissance plus diffuse en appliquant les hachures de manière exagérée dans les régions où son information fait défaut. Ainsi la région albanaise clairement musulmane est-elle limitée, s'étendant essentiellement de la Çermenikë vers le nord. Sont mis en valeurs les chevauchements, qui répondent à une certaine logique historique, voire politique : influence de l'hellénisme jusqu'au fleuve Shkumbin, du catholicisme occidental au-delà. La carte de Sax exagère de manière générale l'influence chrétienne en Albanie, et de manière singulière, l'influence catholique dans l'Albanie centrale. Mais le cas contraire se présente aussi : Sax connaît mais surestime par exemple la diffusion de l'islam autour de l'ancienne voie Shkodër-Prizren.



Carte 4.29 : Carte ethnographique de Carl Sax (1877).



Carte 4.30 : Carte ethnographique de Bottlik (carte récente décrivant la situation vers 1900).

4.5.2 Guerres balkaniques et Première Guerre mondiale

Cette période de cristallisation des identités nationales dessine progressivement les frontières des États modernes, par-delà les guerres balkaniques et la première guerre mondiale. Les frontières albanaises sont établies à la suite de la seconde guerre balkanique. Une ligue balkanique se constitue en 1912 qui réunit – brièvement – Bulgares, Grecs, Serbes et Monténégrins, décidés à se partager la partie européenne de l'Empire, régions albanophones comprises. Dans un contexte de politique nationaliste répressive du gouvernement Jeune Turc, cette ligue déclare donc la guerre en octobre 1912. Les Albanais s'étaient d'abord soulevés contre les Turcs, déjà en 1911 pour les tribus catholiques du nord, puis en septembre 1912. La plupart des régions albanophones étaient alors tombées aux mains des rebelles (Kosovo, centre et sud de l'Albanie). L'attaque soudaine de l'Albanie par le Monténégro marque l'ouverture des hostilités. D'abord désireux de ne pas s'engager dans le conflit, mais voyant les armées de la ligue pénétrer profondément dans leurs territoires, les Albanais se rangent du côté des Turcs. Les Serbes et les Grecs ont convenu de se partager l'Albanie au niveau du fleuve Shkumbin, ce qui n'est pas acceptable pour l'Autriche-Hongrie, désireuse de limiter la montée en puissance de la Serbie et de lui interdire l'accès à la mer, ainsi qu'à son allié russe. C'est donc sous les auspices austro-hongrois que se tient à Vlorë le 28 novembre 1912, alors que les armées serbes s'approchent de Durrës, le congrès qui proclame l'indépendance de l'Albanie. L'Autriche-Hongrie fait savoir aux Serbes qu'elle n'acceptera pas qu'ils occupent la côte. En décembre 1912, la Serbie et le Monténégro signent un armistice avec la Porte, alors que les Grecs refusent et continuent leur progression dans le sud de l'Albanie. A ce moment, les Serbes sont solidement implantés dans le Nord, en Mirditë surtout. Shkodër, assiégée par les Monténégrins, demeure, à part Istanbul, l'unique possession ottomane en Europe. La Conférence des Ambassadeurs de Londres s'ouvre en décembre 1912¹⁵⁹ avec pour but d'établir le statut international de l'Albanie, son organisation et ses frontières. La première

¹⁵⁹ Elle réunit les six grandes puissances européennes signataires du traité de Berlin en 1878, à savoir l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Autriche-Hongrie, la Russie et l'Italie.

question sera réglée par la défaite turque, l'idée d'une province ottomane indépendante est abandonnée au profit d'une « Principauté souveraine héréditaire et neutre sous la garantie des grandes puissances ». La question des frontières ne sera réglée qu'en décembre 1913 par le Protocole de Florence. Fruits de marchandages entre les Puissances et leurs alliés régionaux, ces frontières ne satisfont au final ni les aspirations des Albanais, ni les revendications de leurs voisins. La Serbie, qui après la défaite ottomane du printemps 1913 avait occupé toute la moitié nord de l'Albanie, se voit refuser son débouché maritime, les Monténégrins sont délogés de Shkodër qui s'était rendue en avril 1913 et les Grecs se voient refuser les villes de Korçë, Gjirokastër et Sarandë qu'ils considèrent épirotes et dont ils ne se retireront qu'en juin 1914 (pour y revenir en octobre). Mais le prix payé par les Albanais est très élevé. Sous pression franco-russe, l'Autriche-Hongrie concède aux Serbes privés d'accès à la mer les régions majoritairement albanaises autour des villes de Dibër (Macédoine), de Pejë, de Prizren et de Gjakovë (Kosovo). Au sud, c'est la majorité de la Çamëria albanaise qui revient à la Grèce. Au final, seuls 800'000 des 1,5 millions d'Albanais que comptaient les Balkans ottomans se retrouvent dans le nouveau territoire qui leur est dévolu (Stark 1994, 210).

L'impact de cette nouvelle donne géopolitique sur les dynamiques internes des régions albanaises est intéressant. À l'est, l'axe Monastir-Korçë-Ioannina tombe en désuétude, la situation économique de la région s'en ressent. Plus au nord, le sandjak de Dibër est partagé en deux, la ville elle-même passe à la Serbie, la vallée du Drin, dont elle était le marché, revient à l'Albanie. Les communications nord-sud entre Peshkopi et Pogradec sont coupées, puisque l'axe Struga-Debar échoit aux Serbes. Mais la région peut-être la plus concernée par la fracture arbitraire que constitue la nouvelle frontière est le Nord-Est, où la Malësi i Gjakovës est coupée de Gjakovë, les régions de Krumë et de Luma de Prizren. Les tribus de ces régions ont protesté contre l'interdiction qui leur était faite désormais d'accéder à leurs marchés ancestraux, de nombreuses violations de cette frontière étant enregistrées¹⁶⁰. Au sud enfin, la fermeture de la route de Ioannina vers Sarandë prive les populations désormais grecques de leur débouché maritime, mais péjore aussi l'accès à la mer des habitants de Korçë, Permët ou Kolonjë, puisque la route menant à Santi Quaranta (Sarandë) contournait les montagnes du Pogon par le sud, par le territoire grec donc.

L'organisation territoriale sera à l'ordre du jour dès 1913 dans les réunions du gouvernement provisoire dirigé par Ismail Kemal à Vlorë. Celui-ci a émis l'idée d'un système fédéral à l'exemple suisse, avec des régions qu'on appellerait des « cantons » (Bërxfholi 2014). Mais un tel dispositif, jugé de nature à renforcer des régionalismes problématiques, a été rapidement rejeté au profit d'une conception plus centralisatrice. Il faut dire qu'au moment où ont lieu ces discussions le gouvernement Kemal est très isolé et ne dispose pas du support des tribus majoritairement catholiques du Nord, qui ont le sentiment d'être tenues à l'écart d'institutions reposant sur les grands propriétaires terriens du Centre et du Sud et sur des élites citadines. Les Serbes, mais aussi les Turcs espérant restaurer la suzeraineté ottomane sur l'Albanie, encouragent les révoltes. La découverte par les services de Kemal d'un complot et l'exécution du chef de la délégation turque qui s'en suit entraînent l'éviction de Kemal par la Commission Internationale (Vickers 2014, 78). Mais auparavant, en 1913, le gouvernement Kemal avait promulgué une loi sur l'administration civile de l'Albanie¹⁶¹ qui entérinait la vision centralisatrice : le pays serait partagé en 10 préfectures (*prefektura*), elles-mêmes subdivisées en sous-préfectures (*nënprefektura*) puis en *kerahina*. Des préfets et sous-préfets nommés par le gouvernement central disposeraient des pouvoirs exécutifs, sous le contrôle d'un Conseil administratif constitué de 6 chefs de services de la préfecture et de 2 membres élus par la population pour une durée de deux ans. Cette loi ne sera cependant pas mise en œuvre. Avec la régence imposée par les Puissances est promulgué en avril 1914 un « statut » à 7 provinces, puis à 8, validé en 1921 par le Congrès de Lushnjë¹⁶². Ce système perdurera jusqu'à fin 1924, à l'avènement de la République albanaise. Mais dans les faits, avec les guerres et les occupations étrangères du territoire albanais, différentes administrations plus ou moins provisoires seront mises en œuvre. C'est sous ces administrations qu'ont lieu les recensements qui constituent la première série de notre corpus, raison pour laquelle nous les décrivons succinctement.

Le chaos et les dissensions qui caractérisent l'Albanie d'avant-guerre augmentent encore avec le départ du Prince de Wied, placé à la tête du pays par les puissances et dont le règne ne durera que six mois (avril-septembre 1914). Avec la guerre, l'Albanie entre dans un véritable état d'anarchie, le Nord fonctionnant de manière autonome sous

¹⁶⁰ Dans les mois suivant le retrait d'Albanie des Serbes par exemple, les montagnards cherchent à récupérer les troupeaux que ceux-ci ont volés dans leur retraite (Vickers 2014, 77).

¹⁶¹ « Kanunin e Përtashëm të Administratës Civile të Shqipërisë » du 23 novembre 1913.

¹⁶² Le Congrès de Lushnjë se déroule au début 1920 et rassemble des délégués venus des différentes provinces albanaises. L'objet de la réunion est d'affirmer la souveraineté albanaise dans un contexte où le territoire albanais est encore largement occupé, suite à la guerre, par différents pays étrangers : Grèce, France, Yougoslavie, Italie. C'est à cette occasion que Tiranë est choisie pour capitale de l'Albanie, après qu'Elbasan ait été pressentie par le gouvernement de Kemal puis Durrës choisie par la régence du prince de Wied.

les bannières des différents chefs de clans, le Sud en proie aux raids des « Epirotes », et le Centre qui voit différents groupes rebelles en lutte pour le pouvoir, dont celui d'Essad Pasha. Celui-ci, soutenu par les Serbes et les Italiens, prend Durrës et se proclame chef du gouvernement fin 1914, ne parvenant à contrôler une partie de l'Albanie centrale qu'avec le soutien des Serbes, qui réoccupent le Nord et le Centre au printemps 1915. En avril 1915, les Alliés entérinent le démembrement de l'Albanie dans un traité secret conclu à Londres et rendu public par les Bolcheviques en 1917 (Vickers 2014, 83). Selon ce traité, le tiers nord du territoire défini en 1913 reviendrait aux Serbes et aux Monténégrins, le tiers sud aux Italiens et aux Grecs, le tiers central restant constituant un « État islamique albanais » sous mandat italien. Mais l'action conjuguée de l'Autriche-Hongrie et de la Bulgarie (entrée en guerre en octobre 1915) force les Serbes à se retirer d'Albanie. En 1916, l'Albanie apparaît complètement fragmentée : le Nord et le Centre sont sous contrôle austro-hongrois, au sud la Grèce a repris possession de l'Épire du Nord (dont elle sera chassée par les Italiens en 1917), l'Italie tient le port stratégique de Vlorë et l'île de Sasseto (« Gibraltar de l'Adriatique »), enfin la France a marché de Thessalonique sur Korçë, proclamant dans les « Confins albanais » une « République de Korçë ».

Principaux soutiens à la création d'un État albanais durant leur occupation, les Austro-hongrois investissent de manière importante dans la construction de routes, de chemins de fers légers, ainsi que dans l'organisation territoriale-administrative et la tenue d'un recensement. Le premier niveau du découpage territorial austro-hongrois est constitué de 6 provinces (*Bezirke*), dont l'une, Tiranë, partagée en deux. Ce niveau se caractérise par l'importance donnée justement à cette province centrale de Tiranë, qui réunit les anciens sandjak de Durrës (vilayet de Shkodër) et d'Elbasan (vilayet de Manastir), montrant une volonté claire d'en finir avec le fractionnement de l'Albanie centrale (« Tirana (Süd) » s'étend même jusqu'à l'Ostravica, soit au niveau de Korçë). Que cette province centrale soit appelée « Tirana » donne à penser que le transfert de la capitale de Durrës vers cette ville avait été envisagé, celle-ci constituant une position défensivement plus forte, protégée d'une attaque maritime par un rideau montagneux. Les Austro-Hongrois considéraient de part et d'autre du fleuve Shkumbin une Ober-Albanien (Shqipëria e sipërme) et une Unter-Albanien (Shqipëria e poshtëme) correspondant aux régions dialectales guègues et tosques (Seiner 1922, 6). Le fait d'incorporer le sud tosque du sandjak d'Elbasan dans la province de la capitale était le symbole fort du pont jeté entre les deux aires culturelles, allant dans le sens des efforts de l'administration austro-hongroise pour fédérer un État viable, ce qui expliquait également sa volonté d'unifier la langue albanaise. Au niveau administratif inférieur, celui des Kreise (28), Elbasan et Peqin sont eux-mêmes divisés entre zone nord et zone sud. Au nord de Tiranë, la province de Krujë s'étend également plus vers l'est que l'ancien kaza, ramenant la vallée de Mat de l'orbite de l'Albanie centrale, tandis que les régions du nord-est, alors réparties entre les vilayet de Kosovo et de Monastir, sont rassemblées en une seule province, Zhuri, s'étendant de Dibër au sud à Nikaj-Merturi au nord. Cette province, comme sa voisine à l'ouest (Pukë), a cette caractéristique de ne posséder aucune ville (Kukës est à l'époque un petit village de 200 habitants, Peshkopi en compte 900). Shkodër quant à elle devient une province de taille plutôt réduite, Mirditë et Dukagjin ayant été retranchés, ne demeurent que la plaine jusqu'à Lezhë et la Malësi e Madhe (Grande Montagne). Au sud, la province de Berat correspond à l'ancien sandjak du même nom, à l'exclusion des terres au sud de la Vjosë (kaza d'Avlonya/Vlorë) tenues par les Italiens. Ces 6 (7) préfectures sont à leur tour divisées en 28 cercles (*Kreise*), 114 communes (*Landgemeinden*) et 1794 villages.

Le changement majeur introduit par la brève administration austro-hongroise concerne donc le centre de l'Albanie, dont on a cherché à faire le cœur de la nouvelle nation albanaise. Les administrations des autres occupants se sont déployées sur des aires plus restreintes. Les Grecs reprennent l'organisation ottomane. Les départements de Korytza et Argyrocastron correspondent à la portion occupée (la presque intégralité) des sandjaks du même nom, auxquels s'ajoutent une portion des kazas de Pogoniu et de Philiates, soit la partie congrue du vilayet de Ioannina qui se trouve dans les limites de 1913. Au total, la zone grecque recensée en 1913 compte 569 villages, répartis dans 11 kaza et 3 départements. De la même façon, les Italiens, qui occupent d'abord Valona et son hinterland, puis tout le Sud depuis 1917, maintiennent le cadre administratif hérité de l'Empire ottoman (Dorlhac et Jesné 2017, 16). Vlorë et Gjirokastër sont les chefs-lieux de deux préfectures, subdivisées en sous-préfectures (correspondant aux anciens kazas), elles-mêmes subdivisées en municipalités. Les Italiens, comme les Grecs, abandonnent l'échelon local à la gestion coutumière, les municipalités étant dirigées par un *muftar* nommé par la population et assisté par un conseil de notables. Cependant, les Italiens sont favorables au développement d'un échelon administratif communal, qui serait de nature à rapprocher les populations dans le contexte d'un pays extrêmement rural comme l'Albanie. Francesco Fazi, successivement Commissaire général pour les affaires civiles des territoires occupés au sud des frontières de Londres, puis Commissaire civil de la préfecture de Gjirokastër, avait été l'un des promoteurs du mouvement communal en Italie à la fin du 19^e siècle (ibid.). Pour lui, le renforcement du sentiment d'appartenance au sein de corps intermédiaires, typiquement au sein de territoires d'échelle communale ou municipale, est de nature à renforcer la

confiance dans l'État et à accompagner ainsi l'intégration des communautés musulmanes ou orthodoxes dans la nouvelle Nation. Les Français enfin partagent en 1917 leur zone d'occupation en deux territoires correspondant aux anciens kazas de Starova (Pogradec) et Korytza (Korçë), augmentés des territoires contrôlés aux marges : montagnes de Shebenik au nord, en rive droite de la Shkumbin, moitié du kaza de Gramsh (rive droite du fleuve Devoll) frange orientale de la Tomorrëza à l'ouest, moitié septentrionale du kaza de Herzek au sud. À l'est, une douzaine de villages autour de Pustec constituent la zone neutre gréco-albanaise, tous sont aujourd'hui albanais. La zone septentrionale est le « Territoire de Pogradetz », la zone méridionale la « République de Kortcha ». Les deux territoires sont à leur tour divisés chacun en cinq districts, comptant au total 5 villes et 372 villages. Au total 120'000 habitants environ, dont deux tiers de musulmans (Popescu 2015, 37).

4.5.3 Entre-deux-guerres

L'armistice ne marque pas la fin des occupations étrangères en Albanie et en 7 ans, depuis la proclamation de son indépendance, aucun progrès n'a été fait quant à la reconnaissance internationale de l'État albanais. En 1920 au Congrès de Lushnja est établie une régence composée de quatre membres : un représentant sunnite, un bektashi, un orthodoxe et un catholique. Tiranë est choisie pour capitale. L'idée d'un protectorat italien est rejetée et un ultimatum est lancé à ceux-ci, qui continuent d'occuper les régions de Vlorë, Himarë et Tepelenë. En septembre 1920, les Italiens se retirent, conservant néanmoins l'île de Sazan (Sasseno). En décembre, l'Albanie est admise à la Société des Nations et en 1921, la question des frontières est définitivement réglée et se solde par le maintien quasi à l'identique de ce qui avait été décidé en 1913. Les villes et villages albanais du Kosovo sont acquis au Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes (qui deviendra Yougoslavie en 1929), Shkodër et Korçë reviennent à l'Albanie. Les Serbes, qui avaient encore réoccupé le Nord jusqu'à Lezhë (50 km de Tiranë) en octobre 1921, se retirent sous la pression internationale.

En dépit de son indépendance politique fraîchement acquise, l'Albanie demeure fracturée par les régionalismes qui avaient déjà miné son unité avant-guerre. Le gouvernement est perçu comme distant, affaire de quelques grands propriétaires terriens musulmans de la région de Tiranë, soucieux avant tout d'éviter des réformes foncières qui viendraient les déposséder de leurs terres. Le Nord catholique, qui voulait Shkodër pour capitale, poursuit son existence clanique en marge de l'État, la Mirditë se soulève. Concernant l'organisation territoriale de l'État, elle est fondée sur les huit préfectures que sont Berat, Dibër, Durrës, Elbasan, Gjirokastër, Korçë, Shkodër et Vlorë. Vlorë gagne le statut de préfecture, elle qui n'était pas un sandjak sous l'Empire. Tiranë est une sous-préfecture à statut spécial (Berxholi 2014). Après 1925 et la promulgation de la République par Ahmed Zogu, Tiranë devient une préfecture, ainsi que Kosovo, qui se détache de Dibër. Mat, associé par les Autrichiens à Tiranë, revient à Dibër. La nouvelle préfecture capitale de Tiranë est de taille modeste au regard de ce qu'en avaient fait les Autrichiens ; c'est la plus petite et la moins peuplée du pays. Elle ne comprend que la capitale et les villages environnants, soit l'équivalent de l'ancien kaza ottoman. La préfecture de Durrës contient elle quatre sous-préfectures : Durrës, Kavajë, Shijak et Krujë. Au total, les sous-préfectures sont au nombre de 39. Il s'agit de districts centraux, autour d'une municipalité¹⁶³, auquel peuvent être adjoints des *krahina*, districts ruraux, au nombre de 69 au total. L'analyse détaillée des tableaux produits par Selenica montre une certaine confusion à la fois dans l'attribution des villages aux niveaux supérieurs¹⁶⁴, entre les niveaux géographiques¹⁶⁵, entre les noms¹⁶⁶, ce qui rend difficile la cartographie des frontières des différents échelons sur la base de l'attribution des villages aux sous-préfectures et *krahina*. Dans la nouvelle province de Kosovo par exemple, Selenica donne une sous-préfecture répondant au nom de Kosovo d'une part et une *krahina* du nom de Hasi (Kruma) d'autre part, toutes deux peuplées 5876 habitants répartis dans 680 foyers au sein de 25 villages. Cela tient sans doute au statut mal défini des districts centraux des préfectures les plus rurales. Has se trouve au centre de cette nouvelle préfecture (entre Luma et Tropojë), mais son centre, Kruma, ne compte que 286 habitants en 1926. Berxholi (2014) donne Kukës (189 habitants en 1926) comme sous-préfecture, mais l'analyse de Selenica désigne plutôt Kruma¹⁶⁷. Cette indéfinition témoigne des difficultés inhérentes à la gestion d'un territoire mal maîtrisé par une administration

¹⁶³ Pouvait accéder au statut de municipalité une localité d'au moins 250 familles (Berxholi 2014).

¹⁶⁴ La liste des unités territoriales administratives dans les tableaux de synthèse ne correspond pas exactement à celles qui figurent dans la liste des villages, où pour chacun est donné la sous-préfecture ou la *krahina* à laquelle il appartient. Les tableaux n'ont pas toujours le bon nombre de lignes : par exemple (p. 494), le tableau des 69 *krahina* ne compte que 67 lignes.

¹⁶⁵ Il est fréquent par exemple que soient confondues les préfectures et sous-préfectures du même nom. Un village est attribué à Berat, il devrait être dans la sous-préfecture de Berat. Mais il est possible qu'en fait Berat désigne la préfecture et que le village soit dans la *krahina* de Roskovec, elle-même dans la préfecture de Berat. Comme il y a dans chaque préfecture une sous-préfecture du même nom, l'erreur est fréquente.

¹⁶⁶ Par exemple entre Gashi, Tropoja et Malsi e Jakovës qui désignent la même *krahina*, ou entre Kopliku et la Malësia e Madhe.

¹⁶⁷ Alors qu'en 1942, Kukës est devenue une municipalité.

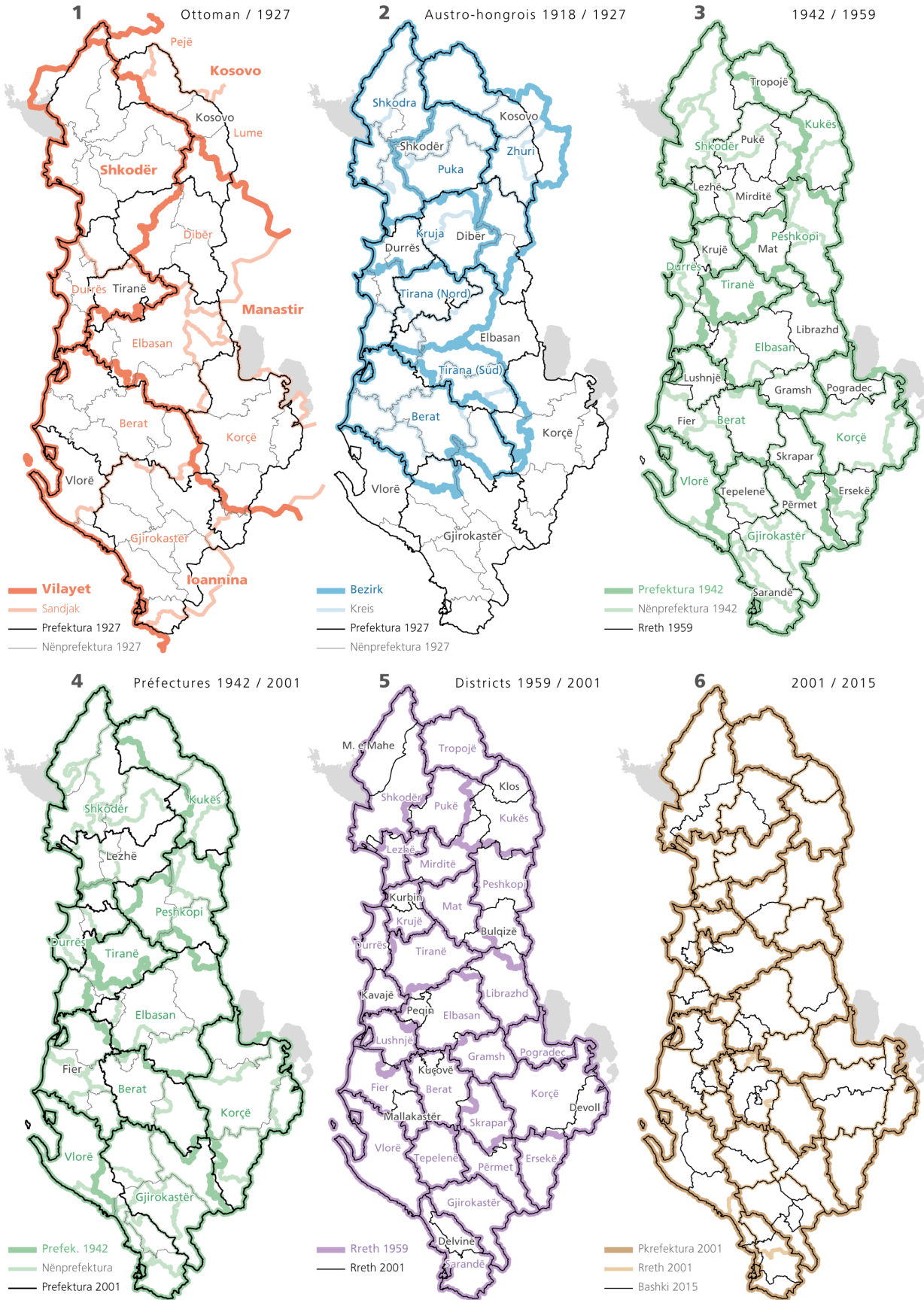
embryonnaire, dans un contexte instable, avec des moyens réduits. Elle invite aussi à la prudence quant à l'usage des chiffres produits sur ces bases territoriales : les totaux régionaux publiés dans les tableaux de l'époque correspondent rarement à la somme des unités censées constituer lesdites régions. Ces problèmes sont fréquents dans les zones les plus distantes de la capitale et les plus inaccessibles, comme la Mirditë. Dans le cas de la Gora¹⁶⁸ de Luma, seule la moitié des villages est correctement renseignée, les autres étant attribués à Kosovo (la préfecture) ou parfois même à la Gora de Pogradec (distante de 140 kilomètres).

L'organisation des années 1920 trouve ses sources dans la vision centralisatrice du gouvernement Kemal en 1913. Les échelons régionaux sont sous le contrôle du gouvernement central : les préfets sont choisis par le Ministère de l'Intérieur et nommés par le Président de la République (plus tard le roi) et seuls deux des huit membres du Conseil administratif sont des élus. A l'échelon local, dans les villes et bourgs, le Conseil municipal est élu pour trois ans. A partir de 1928 entre en force une innovation importante : l'ajout de la commune comme échelon local. Elle rassemble un groupe de villages sous l'autorité d'un maire et d'un conseil communal, qui est l'assemblée des chefs (*kyeplaku*) des différents villages. Les changements dans les découpages administratifs demeurent par la suite très fréquents¹⁶⁹, mais ne bouleversent pas fondamentalement les principes institutionnels élaborés en 1913. Une carte assez précise, disponible aux archives nationales, montre l'état en 1942, alors que l'Albanie était sous contrôle italien. Une année auparavant, les territoires yougoslaves largement peuplés d'albanais avaient été annexés, si bien que les cartes de cette période (1941-1944) montrent une Albanie augmentée d'une bonne partie du Kosovo, de la vallée de Tetovo, du Debar macédonien, d'Ulcinj et du Tuzi au Monténégro. Si l'on exclut ces régions, on dénombrait alors 10 préfectures, 40 sous-préfectures, 24 municipalités et 82 communes. On y voit que les différences avec l'état en 1927 (Selenica) sont minimes et concernent le Nord. La préfecture de Shkodër retrouve la taille du sandjak d'alors et inclut la presque totalité des populations de confession catholique. Cela n'avait pas été le cas précédemment : le découpage autrichien les répartissait dans quatre préfectures (Shkodër, Pukë, Krujë, Kosovo), celui de 1927 laissait hors de Shkodër les tribus catholiques de Nikaj et Merturi, et celles majoritairement catholiques de Kthella, Bishkashi et Selita.

¹⁶⁸ La Gora désigne la montagne dans les langues slaves.

¹⁶⁹ Selon l'historique des mutations publié sur le site web de la réforme administrative de 2015, les états successifs sont les suivants. 1934 : 10 préfectures, 30 sous-préfectures, 160 communes. 1940 : 10 préfectures, 30 sous-préfectures, 23 municipalités, 136 communes. 1945 : 10 préfectures, 61 sous-préfectures, abolition des communes et municipalités. 1946 : 10 préfectures, 39 sous-préfectures, introduction partielle des *localités*. 1947 : les localités remplacent complètement les communes, les sous-préfectures deviennent des districts (*rrethe*). 1953 : la région (*qarku*) remplace la préfecture, et on compte 26 districts. On trouve des informations divergentes dans la publication d'Instat *The Population of Albania in 2001* (2002, 14).

Principales mutations des divisions territoriales-administratives



© A. Jarne 2020

Les noms sont donnés pour le premier niveau géographique. En couleur, les anciens noms ; en noir, ceux des nouvelles unités. Les différents niveaux géographiques ont été reconstitués sur la base de l'interprétation de sources diverses (cartes, tableaux de recensement, synthèses historiques) par agrégation des villes et villages. De minimes changements dans les frontières peuvent ne pas être significatifs.

Cartes 4.31 à 4.36 : Mutations des divisions territoriales-administratives.

4.5.4 Période communiste et démocratie

L'après-guerre voit plusieurs changements de structure, de nombre et de noms des unités (les sous-préfectures deviennent des districts (*rrethbe*), au nombre de 47 entre 1947 et 1949, puis les préfectures des cercles (*qarke*), au nombre de 10 entre 1953 et 1956, puis de 4 entre 1956 et 1958, les communes des localités (*lokalitete*), etc.), mais les changements déterminants de conception n'apparaissent qu'à la fin des années 1950. En 1958, le niveau régional est abandonné au profit des 26 districts selon une découpe existant depuis les années 1940. Durant quelques années, Tiranë est comptée à part, comme un vingt-septième district. Le niveau inférieur est constitué de localités, au nombre de 203 (Bërxfholi 2014), qui seront opérantes de 1947 à 1967¹⁷⁰. La carte utilisée pour répartir les villages dans les localités en donne elle 214 en 1959. Cette nouvelle trame apparaît plus régulière, plus structurée, organisée autour de centralités mieux définies. Les villes sont intégrées dans leur hinterland rural, dans l'idée de leur destin commun, du refus affirmé d'une quelconque opposition ville-campagne. Les districts demeureront en l'état jusqu'en 1992, date où certains seront partagés afin de créer 10 nouveaux districts. En 1968 apparaît un nouvel échelon local reflétant l'organisation de l'agriculture autour des fermes collectives. Les villages unifiés (*fshatra të bashkuara*), de 315 initialement (Bërxfholi 2014)¹⁷¹, augmenteront progressivement, au fur et à mesure des développements de l'agriculture collectivisée. On en trouve ainsi 438 en 1982¹⁷² et 539 en 1990. Il s'agissait d'associations de type avant tout organisationnel plutôt que territorial, pouvant à l'occasion regrouper des villages n'étant pas voisins. Dans les grandes villes également apparaît une nouvelle unité, les quartiers. On trouve 65 villes et 178 quartiers en 1968, 67 villes et 306 quartiers en 1990. A tous les échelons (district/*rreth*, ville/*qytet*, village uni/*fshatra të bashkuara*, quartier/*lagja* et village/*fshat*) on trouve un Conseil populaire élu pour trois ans. Cette organisation évolutive prévaut jusqu'à la chute du communisme.

En 1992 est passée une première loi qui prescrit 36 districts, 44 municipalités et 313 communes, puis une seconde qui consacre le retour d'un échelon préfectoral. Les communes (rurales) sont largement récupérées de l'organisation des coopératives agricoles¹⁷³. Les préfectures sont désormais au nombre de 12. On retrouve les préfectures à peu près telles qu'on les avait laissées en 1958, avec deux ajouts : Fier, qui ôte à Berat Mallakastër et la Myzeqe, et Lezhë, qui outre les environs de la ville, soustrait à Shkodër la Mirditë et à Durrës le Kurbin autour des villes de Laç et Mamurras. Autres changements majeurs, Tiranë comprend désormais le district de Kavajë, donc la côte au sud de Durrës jusqu'au fleuve Shkumbin. Enfin Vlorë s'étend considérablement au sud et reprend à Gjirokastër le district de Sarandë. Au niveau des districts, dix nouvelles unités sont créées autour de centres locaux retranchés d'anciens districts¹⁷⁴. Dans son article de 2014, Bërxfholi critique cette organisation à différents égards : 1) de vastes territoires sont brutalement mis sous gestion de chefs-lieux ne disposant pas de l'expérience ou des moyens d'une telle politique (typiquement, la côte ionienne sous l'administration de Vlorë ou la Mirditë sous celle de Lezhë) ; 2) le partage des districts a entraîné la création d'unités trop petites pour être viables économiquement (le Devoll autour de Bilisht, la Malësi e Madhe autour de Kopliku, etc.) ; 3) ce sont des considérations électoralistes qui auraient présidé à ces changements. Cette organisation a tenu une quinzaine d'années, avec lors des recensements 309 communes (308 en 2011) et 65 municipalités, 36 districts et 12 préfectures.

Mais les unités communales ont rapidement été jugées trop petites – dans un contexte où les plus faibles se sont de surcroît très fortement dépeuplées dans les années 1990 et 2000 – pour exercer correctement leurs assez larges prérogatives. Au recensement de 2011, 75% des communes avaient moins de 5000 habitants. A l'exception de Bushat et Barbullus en 2003, aucune fusion volontaire n'a été observée en 22 ans de fonctionnement. En parallèle à l'observation de ce manque de ressources et de cet éclatement des capacités de gestion des services publics, le rôle de coordination et de support aux communes par les régions a été jugé peu clair et peu efficace¹⁷⁵. Un projet de refonte a été conduit en 2014 avec pour objectifs le renforcement de la décentralisation et de l'efficacité du service public (au travers d'économies d'échelle). Dans une volonté générale de fusion des niveaux des municipalités, des communes et des districts, cinq variantes ont vu le jour qui toutes s'inscrivaient dans le

¹⁷⁰ Voir Sjöberg (1992a, 102), qui lui-même se basant sur Ismet Elezi (1985), « Ndarja administrative tokësore në RPSSH », *Drejësia popullore*, viti XXXVIII:4, 16-24. La publication d'Instat *The Population of Albania in 2001* (2002, 1.4) donne 192 localités en 1955, 114 en 1960 et 104 en 1969.

¹⁷¹ 437 selon le site de la réforme territoriale <http://www.reformaterritoriale.al/>.

¹⁷² *Albania. General Information*, 1984, op. cit., p. 102.

¹⁷³ Voir le *Report on the Bill « On the territorial and administrative division of local government units in the Republic of Albania »* de 2014.

¹⁷⁴ Has est retranché à Kukës, Malësi e Madhë à Shkodër, Kurbin à Krujë, Kavajë à Durrës, Peqin à Elbasan, Bulqizë à Dibër, Kuçovë à Berat, Mallakastër à Fier, Devoll à Korçë, Delvinë à Sarandë.

¹⁷⁵ Voir *Administrative and Territorial Reform. Analysis of the Local Government Situation in Albania*, April 2014, p. 6. Disponible sur www.reformaterritoriale.al.

cadre des « critères techniques » suivants¹⁷⁶ : 1) une nouvelle unité doit constituer une *aire fonctionnelle* distincte ; 2) son centre doit être accessible à la population ; 3) la continuité territoriale doit être assurée ; 4) sa population doit être d'au moins 10'000 habitants, de 30'000 dans les régions plus densément peuplées ; 5) il doit exister une tradition et des liens historiques entre ses habitants. La base de travail est le découpage des districts en vigueur, avec toutefois la possibilité de rassembler des portions de différents districts si elles constituent clairement une aire fonctionnelle¹⁷⁷. Des exceptions peuvent être envisagées pour les minorités ethniques (cas de Pustec ou d'Himarë). Ce dispositif dénote un primat – comme cela avait été le cas lors de la réforme de 1968 – des critères d'efficacité, celui économique en particulier, sur les considérations historiques. Mais avec les délais très courts de réalisation du projet (entre octobre 2013 et juillet 2014) et le recours limité à la statistique¹⁷⁸, les variantes produites manquaient sans doute d'un étayage scientifique solide. Ces variantes proposaient entre 30 et 63 municipalités, et c'est finalement une variante à 61 qui a été retenue après des consultations qui semblent davantage avoir porté sur la nécessité d'une réforme que sur son contenu¹⁷⁹. La communication autour du projet donne à voir les cartes des variantes, mais hors les critères susmentionnés, elle est avare d'informations sur les méthodes. Le cas de Tiranë est emblématique : il n'est pas évident d'envisager que Kamëz ou Vorë constituent des aires fonctionnelles distinctes de Tiranë, pourtant elles en sont séparées pour les variantes à partir de 37 et respectivement 47 unités. L'organisation territoriale de l'aire métropolitaine capitale qui concentre l'essentiel des enjeux nationaux est assurément un problème complexe, mais cependant on ne trouve pas trace dans la documentation afférente au projet des raisons, ou des priorités, qui ont prévalu pour couper par exemple Kamëz et Paskuqan de la municipalité de Tiranë. D'où encore une fois les soupçons de manipulation à des fins électorales – le *gerrymandering* – dont certains observateurs étrangers font état, question qui sera abordée dans le chapitre sur l'urbanisation de la capitale. Les anciennes communes et municipalités (374) ne sont pas complètement abandonnées, puisqu'elles demeurent des « secteurs administratifs » infra-municipaux, dans un souci de maintenir une certaine proximité avec les citoyens.

Si hors de la question du fractionnement de l'aire métropolitaine le résultat semble cohérent, la question qui demeure est celle de la pertinence du choix exclusif de cet échelon « moyen », à mi-chemin entre le district communiste et les communes/municipalités qui avaient suivi. Pour ce qui est de l'efficacité, on peut s'interroger sur la distance du citoyen à l'offre de services qui devrait, comme le faisait remarquer le maire d'Elbasan lors de la consultation, plutôt être réduite qu'augmentée. Et cette taille moyenne ne suffit sans doute pas à assurer une dynamique économique dans les régions les moins urbanisées, comme le relevait déjà Bërzholi à propos de la découpe en 36 districts. À l'époque communiste le maillage fin des villes et des villages unis, même s'il avait d'abord une vocation d'organisation des activités agricoles et industrielles – voire de contrôle de la population – qui n'ont plus ni l'une ni l'autre lieu d'être dans un régime libéral et démocratique, assurait tout-de-même une certaine animation locale de la vie sociale et culturelle. L'option prise en 2014 peut donc être perçue comme entérinant une situation déjà largement existante suite aux mouvements migratoires internes qui ont complètement transformé l'Albanie dès la fin des années 1990 : la désaffection des zones de montagne et des villages enclavés.

Ce survol de l'histoire territoriale-administrative moderne montre comment l'Albanie a essayé d'adapter son organisation à travers deux bouleversements des systèmes spatiaux régionaux majeurs : la désintégration de l'Empire ottoman au profit d'un isolement régional dans un espace aux frontières souvent inadaptées, puis à la réouverture de ces frontières, une bascule complète de la structure interne du peuplement (la métropolisation). On observe un va-et-vient entre une dimension spatiale centrée sur l'accessibilité (1958, 2015) et une dimension historique héritée, des hésitations répétées sur les « bonnes » échelles de la gouvernance ou de l'efficacité économique, une volonté variable d'implication au niveau le plus local, une fluctuation dans la désignation des différents échelons, enfin une documentation parfois lacunaire ou contradictoire sur l'organisation exacte et l'attribution des unités locales¹⁸⁰. Cette histoire riche reflète les difficultés économiques et politiques qu'a connues l'Albanie dans son premier siècle d'existence.

¹⁷⁶ Voir *Administrative and Territorial Reform. Technical Criteria for the new Administrative and Territorial Division*, April 2014. Disponible sur www.reformaterritoriale.al.

¹⁷⁷ Dans la variante retenue, seules trois municipalités sont à cheval sur d'anciens districts : Kuçove, Himarë et Finiq.

¹⁷⁸ Les données du recensement de 2011 sur les flux pendulaires par exemple n'ont pas été utilisées pour la définition des aires fonctionnelles.

¹⁷⁹ Voir *Report on consultation tour « Administrative and Territorial Reform in Albania »* (2014), disponible sur www.reformaterritoriale.al.

¹⁸⁰ Nous n'avons pas dans le cadre de cette thèse effectué de recherche approfondie dans les archives administratives. Mais la comparaison des sources dont nous disposons (tableaux des recensements, cartes, synthèses historiques) révèle de nombreuses contradictions, des erreurs et passablement de confusion. Une question qui n'est pas réglée aujourd'hui probablement, puisque la Coopération suisse lance avec l'Instat un projet visant à la bonne gestion de la liste des unités territoriales, à l'enregistrement structuré de ses mutations, à l'augmentation de la comparabilité entre les différents échelons, dans l'espace et dans le temps.

5. Une géohistoire par les systèmes spatiaux

Dans ce chapitre sont décrits l'urbanisation et les grands changements dans les équilibres régionaux pour six périodes de l'histoire albanaise moderne. Pour ce faire est mobilisée la donnée la plus simple qui soit : la répartition spatiale de la population. Les commentaires qui peuvent être faits et les conclusions qui peuvent en être tirées ont tendance à attribuer les différences entre les évolutions relatives des différentes unités à la composante démographique qu'est la migration (solde migratoire) plutôt qu'à celle de l'évolution naturelle de la population (rapport entre les naissances et les décès, solde naturel), et cela en raison de l'orientation générale donnée à ce travail plutôt axé sur la mobilité¹⁸¹. Pour chaque période sont proposées quelques informations sur ce qui est connu en matière de mouvement naturel de la population (différences régionales, entre urbain et rural, entre différents groupes sociaux, etc.), de manière à nuancer le cas échéant les descriptions qui feront suite¹⁸². Le dispositif mobilisé pour décrire ces évolutions de population pour chaque période comprend une cartographie des taux de croissance¹⁸³ en général à deux niveaux, celui d'agréats de villages les plus fins possible (plus petit dénominateur commun entre les deux moments considérés¹⁸⁴), et celui d'un niveau régional pertinent pour la période en question, en général le second niveau administratif connu en vigueur lors du recensement (par exemple sous-préfectures, krahina ou districts). La carte des villages est déclinée en deux variantes, l'une dite *choroplèthe*, ou la teinte correspondant au taux de croissance est appliquée à un polygone représentant le territoire villageois, l'autre dite en *symboles proportionnels*, où la même teinte est appliquée à un cercle dont la surface est proportionnelle à celle de la population du village à la fin de la période considérée. La première met en valeur les régions rurales et de montagne, puisque l'impact visuel est lié à la superficie des territoires et non à leur peuplement. La seconde rend justice à l'urbain et aux gros villages, les hameaux y sont eux à peine visibles. Outre la cartographie seront utilisés pour les descriptions des périodes les taux de croissance calculés pour toute une série d'agréats de la maille de base correspondant aux différentes typologies et régionalisations. L'ensemble demeure plutôt descriptif, les hypothèses se situant en amont, au moment de la constitution des typologies.

La périodisation, qui est au temps ce que la régionalisation est à l'espace¹⁸⁵, permet de structurer un discours sur le passé. La périodisation des histoires nationales est généralement assez convenue, souvent calquée sur le temps politique. Pour l'histoire moderne de l'Albanie, on considère généralement 1) la fin de l'Empire, période réforme et de modernisation (du Tanzimat¹⁸⁶ au mouvement Jeune-Turc¹⁸⁷) et du développement de la conscience nationale albanaise ; 2) période des guerres et de l'Indépendance albanaise, qu'on peut faire débiter en 1912 (guerre balkanique) et s'achever en 1920 (reconnaissance de l'Albanie par la Ligue des Nations) ; 3) de 1921 à 1945, le début de la construction nationale, l'influence puis l'occupation italienne, la guerre ; 4) de 1945 à 1960, l'« édification du socialisme », sous l'égide de la Yougoslavie, puis de l'Union Soviétique¹⁸⁸ ; 5) de la rupture avec les Russes à la fin du communisme (1991), patronage chinois jusqu'en 1978, puis isolement diplomatique dans les années 1980 ; 6) la période démocratique. A ce type de séquences fondées sur l'histoire politique peuvent correspondre des séquences de l'histoire démographique, de celle du peuplement ou de l'urbanisation du territoire national. Si ce n'est pas toujours le cas¹⁸⁹, cela fonctionne relativement bien pour l'Albanie, les

¹⁸¹ Cela signifie qu'on attribue a priori un écart entre deux villages voisins plutôt à des différentiels de migration que de croissance naturelle. Par contre l'hypothèse de différences de solde naturel est envisagée au niveau régional et dans la distinction entre urbain et rural.

¹⁸² Il était initialement prévu d'estimer localement les soldes naturels sur la base des données connues au niveau régional et urbain/rural afin de pouvoir obtenir, par soustraction, les soldes migratoires. Faute de temps, et aussi par ce que les données existantes ne permettent sans doute pas d'obtenir quelque chose de satisfaisant (cf. Sjöberg 1989), l'idée a été abandonnée. Il est par contre fait recours plus loin à l'information sur les lieux de naissance et de domicile en 1989 tirés du recensement de 2001 pour estimer ces mouvements de la période communiste.

¹⁸³ Sont utilisés de manière systématique des taux de croissance moyens annuels, c'est-à-dire rapportés au nombre d'années séparant les deux recensements considérés, pour permettre toutes les comparaisons.

¹⁸⁴ Tous les villages ne sont pas décomptés systématiquement Cf. chapitre 3.4.1.

¹⁸⁵ « Pas d'ère sans aire – et réciproquement », comme l'écrivait Christian Grataloup dans un article consacré à la question de la périodisation (2003). Les périodes sont des découpages temporels qui permettent de « mettre de l'ordre » dans le passé, comme les régions, les aires, permettent de le faire dans l'espace. Toutes deux sont objets d'histoire, et l'une ne va jamais sans l'autre : toute délimitation d'une aire s'accompagne de bornes chronologiques, comme toute période n'a sa pertinence que dans un espace donné.

¹⁸⁶ La période des Tanzimat (« réorganisation » en langue ottomane) à strictement parler débute en 1839 et s'achève en 1876 avec la promulgation de la Constitution.

¹⁸⁷ Mouvement moderniste, réformateur et nationaliste né en 1889 et arrivé au pouvoir en 1908.

¹⁸⁸ Certains auteurs assimilent plutôt la période yougoslave (1944-1948) à celle de la guerre qui précède plutôt qu'à celle soviétique qui suit (voir Mèhilli 2017).

¹⁸⁹ François Moriconi-Ebrard par exemple, se basant sur les données de 33 recensements et dénombrements de la population française entre 1791 et 1999, montre que le début du déclin de la campagne française remonte au milieu du 19^e siècle plutôt qu'à la fin comme le considèrent généralement les historiens, et du coup associe cette inflexion au « Printemps des Peuples » plutôt qu'à la deuxième révolution industrielle, donnant plus de poids à une explication de

contrastes entre les périodes telles que classiquement définies incluant des pratiques de mobilité également différenciées. Mais pour le démontrer, encore faut-il disposer de données aux moments charnières entre ces périodes, et se méfier de la tendance qui consiste à fabriquer des charnières là où on dispose de données. Pour le début de l'histoire moderne, quelques enseignements peuvent être tirés de la comparaison des recensements ottomans de 1881/82 avec ceux du temps de guerre (1913/1918), mais leur portée est limitée en raison, outre de la qualité des données, du contexte du recueil de l'information. La guerre a amené de nombreux déplacements de population, souvent subis, parfois sur de courtes périodes, parfois plus durables, et le « coup de sonde » d'un recensement au cœur de ces périodes troublées (sans compter les difficultés du recueil lui-même, les éventuels biais liés à des enjeux politiques, etc.) n'est souvent pas représentatif de tendances concernant l'ensemble de la période. La composante migratoire de l'évolution de la population est plus volatile et sensible aux conjonctures successives que ne l'est la composante naturelle, dont l'inflexion s'inscrit dans la plus longue durée. Cette difficulté s'applique donc aussi à la première période pour laquelle on dispose des données au niveau des villages, qui va de la guerre à 1926. Cet intervalle correspond cependant assez bien aux années chaotiques du début de l'histoire nationale albanaise, et des différences se font jour entre celui-ci et le suivant, qui correspond au renforcement de la monarchie albanaise et au développement de l'économie avec le soutien italien. Font suite aux données publiées par Selenica en 1927 celle du recensement de 1945. Là encore, la situation est particulière du fait de la guerre finissante et de la surpopulation urbaine qui en résulte. La qualité des données est également sujette à caution, puisque le nouveau régime communiste n'exerçait pas à ce moment un réel contrôle sur l'ensemble du territoire. Les résultats du recensement de 1945 doivent donc être traités avec précaution. En revanche, grâce à la décision initiale de caler la fréquence des recensements sur celle des plans quinquennaux, on bénéficie au travers des chiffres de 1950, 1955 et 1960 de données précises pour cette période d'industrialisation et d'urbanisation intenses¹⁹⁰. Et la nette rupture, en 1960, de ces tendances, est également très bien restituée par la comparaison avec les données ultérieures, qui donnent elles une bonne vision du second chapitre du communisme albanais, fait d'une urbanisation contenue et complètement maîtrisée par l'appareil d'État. Enfin, le recensement de 1989 a lieu l'année même de la chute du Mur, alors que l'Albanie avait commencé à se réformer et s'ouvrir à ses voisins en 1988 et qu'elle organisera ses premières élections libres en 1991. Pour la période contemporaine, on dispose de nombreuses données supplémentaires, au premier chef la comparaison des lieux de domicile entre 1989 et 2001, ainsi qu'entre 2001 et 2011. On le voit, la distribution dans le temps de ces recensements semble permettre de documenter de manière plutôt pertinente la périodisation classique de l'histoire moderne albanaise. Des périodes ayant a priori une bonne cohérence interne peuvent être décrites par des recensements conduits à des moments qui se situent à proximité de leurs bornes, les exceptions étant peut-être la longue période 1926-1945 et l'inflexion de 1939, voire la période 2001-2011, où la crise financière de 1997 et la migration de masse qu'elle amorce marque également une rupture qui n'est pas enregistrée par un recensement (on essaiera dans ce cas d'utiliser un relevé des registres).

5.1 Dernières années de l'Empire ottoman

L'analyse détaillée des sources statistiques antérieures à l'indépendance albanaise sort du cadre de ce travail. Tirta (1999) a produit une analyse de cette période. Nous proposons cependant ici deux brèves analyses afin de dire rapidement quelques mots des dynamiques en cette période de déclin de l'Empire ottoman. Nous avons tout d'abord fait l'exercice qui consiste à comparer les données des recensements ottomans à celles ultérieures (voir partie 3.4.1 sur la comparaison intercensitaire), puis exploité l'information du recensement austro-hongrois sur les lieux de naissance pour décrire l'évolution démographique des quelques villes du nord de l'Albanie.

Selon Tirta (1999), la seconde moitié du 19^e siècle et la première du 20^e sont de moments d'intenses migrations, qu'il s'agisse d'émigration ou des mouvements internes, des montagnes vers les vallées et les plaines¹⁹¹, des lieux inaccessibles vers la proximité des axes de communications, des marchés et des centres urbains (Tirta 1999, 176). Migrations liées à la mauvaise situation économique, l'insécurité, et la surpopulation des certaines régions au regard de leurs ressources. Le fait que les réformes économiques du Tanzimat rendent accessibles à la propriété privée de nouvelles terres explique également les mouvements vers la plaine et le développement des cultures céréalières. Même si les chiffres proposés dans le tableau 5.1 demandent à être consolidés, l'impression générale

nature sociale et politique qu'à celle économique (Moriconi-Ebrard 2008, 171). C'est un exemple de la manière dont une analyse sur le peuplement peut permettre de discuter les périodisations traditionnellement convenues.

¹⁹⁰ Même si, on l'a vu et on y revient au chapitre 5.3.9, les données de 1950 ont visiblement une définition du domicile différente des autres recensements.

¹⁹¹ Une carte des « Mouvements de population des montagnes albanaises vers les basses-terres » (« *Lëvizjet migruese nga malësitë Shqiptare në ulësira* ») est donnée par Tirta (1999, 58) sur la base de l'origine connue des habitants d'un certain nombre de villages. On y voit des flux de courte et moyenne distance vers les plaines (surtout la Myzeqe), quelques flux de plus grande portée, des monts Gramos vers Durrës ou de la Çamëria vers la région de Vlorë.

qui ressort de ce qui peut être comparé est celle d'une certaine stabilité. La plupart des kazas montrent de faibles évolutions annuelles (entre -0.3% et +0.3%), au nord et au centre (Lumë, Krujë, Tiranë, Kavaya, Shijak) comme au sud (Starova/Pogradec, Gjirokastrë, Kurvelesh), l'excédant naturel alimentant l'émigration. Quelques exceptions cependant, parmi lesquelles Durrës, dont la population augmente de manière importante et aussi, au sud, Korçë, mais surtout Delvinë qui croît fortement. Au contraire de Përmet et Tepelenë, qui perdent respectivement 5'000 et 10'000 habitants. Ces chiffres sont à prendre avec prudence, puisque l'agrégation des données des villages de 1913/18 et de 1926 pour correspondre aux kazas ottomanes s'est faite sur la base de cartes insuffisamment précises. Lorsque dans deux régions voisines l'une perd beaucoup et l'autre gagne, la qualité de cette agrégation est à questionner. C'est par exemple le cas pour Berat et Lushnjë. Sur la carte de Huber¹⁹², le nahiye de Fier est clairement dans le kaza de Lushnjë, mais il semblerait qu'auparavant, celui-là était dans le kaza central de Berat (voir note 23 du tableau 5.1). Malgré ces réserves sur la comparabilité des données, on peut avancer que Berat perd assez fortement, sans doute au profit de Lushnjë et de la Myzeqe.

Vilayet (Province)	Sandjak	Kaza	Population 1882	Population 1906	Population 1913/18	Population 1926	1882 - 1913/18	1882 - 1926	1905 - 1913/16	1905 - 1926	% Musulmans 1882	% Musulmans 1913/18	% Musulmans 1926	Notes
ÏSKODRA (SCUTARI)			250'000		203'213	225'225								1
11	Ïskodra (Scoutari, Uskudar)													
111	Akçahisar (Kroya, Aktché-Hissar)		14'192		16'154	14'348	0.35	0.02			87.3	76.2	83.3	2
112	Touz													3
113	Scoutari (Uskudar)				60'912	80'949								4
114	Pouka				14'825	15'002								4
115	Alessio (Léché)				16'480	15'723								4
116	Oroch (Myrdite)				17'779	19'257								4
12	Draç (Durrazzo, Dratch)		73'180	89'776	77'063	79'946	0.14	0.20	-1.26	-0.58				
121	Draç Central Kaza (Durrazzo, Dratch)		4'780		11'396	12'104	2.38	2.09			63.1	75.1	73.3	2
122	Tiran (Tirana)		32'471		33'987	34'343	0.12	0.12			97.1	97.7	97.1	2
123	Kuvaya (Kavaÿa)		19'652		17'778	19'052	-0.27	-0.07			86.0	91.4	90.7	2
124	Sirak (Chyak)		16'277		13'902	14'447	-0.43	-0.26			90.7	94.6	95.1	2
KOSOVA			721'087	671'654										
21	Uskup (Skopje, Uskub, Skoplie)		272'331	268'729										5
22	Prištine (Pristina)		197'687	193'095										6
23	Yenipazar (Novibazar, Yenibazar)		84'725	85'682										7
24	Taçlica (Tachlidja)		37'710											7
25	Ipek		34'039	29'702										8
26	Prizren		94'595	94'446										9
261	Prizren Central Kaza		43'552								81.5			6
262	Lume (Liouma)		14'022		14'142	12'650	0.02	-0.23			100.0	99.9	100	10
263	Kalkandelen (Kalkandelén)		44'032								66.3			5
MANASTIR			664'399	824'828										
31	Monastir		327'073	358'317										11
32	Goricë (Korytza, Goridjé)		165'727	183'570										
321	Goricë Central Kaza (Korytza, Goridjé)		65'368		74'445	80'040	0.35	0.45			50.1		60.4	12
322	Kesriye (Kastoria, Kezrié)		60'900								21.5			13
323	Istrova (Starova)		24'134		21'847	23'710	-0.27	-0.04			87.5		83.7	12
324	Kolonya (Hërzek, Kolonia)		15'325								62.1			14
33	Serfice (Serfidjé)		171'599	200'986										
34	Dibre			43'081										
341	Dibre													15
342	Radomir (Debreizir)													15
343	Rekalër													5
344	Math													16
35	Elbassan			62'394	63'770	79'893			0.18					17
351	Elbassan				39'698	54'122					85.4		89.4	16
352	Gramich				12'984	15'358					97.0		97.0	16
353	Peklyn				11'088	10'413					99.9		99.3	16
YANYA (JANINA)			516'477	516'766										
41	Yanya (Yania)		164'340	164'340										
411	Yanya Central Kaza (Yania, Yanina)		85'558								5.6			13

¹⁹² Dressée sur la base des salnamés (registres administratifs) de 1899 et 1917.

412	Aydonat (Pardonythia, Aïdonat)	14'592					27.4			¹³
413	Filat (Philiaté, Polhovitché)	24'210					41.1			¹⁴
414	Meçva (Metchova)	5'099					0.0			¹³
415	Lshovik (Lezkovik)	18'311					25.9			¹⁴
416	Koniçe (Konitza)	16'570					8.6			¹³
42	Ergiri (Arghyrocastro, Ergheri)	142'247	142'547							
421	Ergiri C. Kaza (Arghyrocastro, Ergheri)	30'690	32'543	31'269	0.18	0.04	38.4	48.3	46.0	¹⁸
422	Delvine (Delvino)	19'990	29'850	34'141	1.26	1.20	29.4	19.2	21.6	¹⁸
423	Tepedelen (Tépédélien)	25'915		15'798		-1.09	75.9		95.1	¹⁹
424	Kurveles (Peraghet, Kourvelech)	15'704	15'950	18'313	0.05	0.34	67.1	61.2	53.8	¹⁸
425	Pogon (Vestino, Poghon)	21'072					4.5		0.0	¹⁴
426	Permedi (Premedi)	28'876	23'809	23'165	-0.60	-0.49	63.9	51.6	54.7	¹⁸
43	Berat	156'992	156'981	152'093					-0.16	
431	Berat Central Kaza	107'843	50'131	62'229	-2.05	-1.21	66.9	84.4	84.4	²⁰
432	Goşince (Skrapéri, Gousyndjché)	7'815		13'633		1.24	96.6		100.0	²¹
433	Avlonya (Avlonia)	29'615		36'679		0.48	84.4		79.3	²²
434	Lusne (Lochéna)	11'719	38'554	39'552	3.27	2.74	97.3	47.1	48.8	²³
44	Prévéza	52'898	52'898							¹³

Notes:

- 1) Karpat estime la population du vilayet de Scutari, pas recensé dans sa plus grande partie, à 250'000 personnes pour 1882.
- 2) Comparable avec le recensement autrichien de 1918.
- 3) Aujourd'hui au Monténégro.
- 4) Pas recensé, ni en 1881/82 ni en 1905/06.
- 5) Aujourd'hui en Macédoine du Nord.
- 6) Aujourd'hui au Kosovo.
- 7) Aujourd'hui entre le Monténégro et la Serbie.
- 8) Aujourd'hui essentiellement au Kosovo.
- 9) Aujourd'hui à cheval entre le Kosovo, la Macédoine du Nord et l'Albanie.
- 10) Comprend probablement les habitants de la partie de la Gora de Luma aujourd'hui au Kosovo. Était aussi incluse dans le recensement autrichien, mais manque en 1926, ce qui explique la légère baisse de la population.
- 11) Aujourd'hui en Macédoine du Nord, à part le kaza de Florina, en Grèce.
- 12) Comparable avec le recensement des Confins albanais.
- 13) Aujourd'hui en Grèce.
- 14) Aujourd'hui à cheval entre la Grèce et l'Albanie.
- 15) Pas recensé en 1881/82, à cheval entre Albanie et Macédoine du Nord aujourd'hui, ce qui interdit de comparer la somme au niveau du Sandjak entre 1905/06 et 1918.
- 16) Pas recensé en 1881/82.
- 17) Pas recensé en 1881/82. Recensé au niveau du Sandjak en 1905/06, mais seulement partiellement pour ce qui concerne les femmes (31882 hommes pour 7692 femmes recensées). La valeur donnée ici correspond au double du nombre d'hommes. Quelques villages manquants dans le recensement autrichien de 1918.
- 18) Comparable avec le recensement de l'Épire du Nord.
- 19) Kazas partagée entre les secteurs recensés par les Grecs en 1913 et par les Autrichiens en 1918. Villages manquants chez les Autrichiens. Seulement comparable avec 1926.
- 20) Comparable avec le recensement autrichien de 1918, malgré quelques villages manquants qui expliquent une petite partie de la baisse de la population. Voir aussi la note 23.
- 21) Zone de front, pas de données pour la période 1913/18.
- 22) Zone occupée par les Italiens de 1914 à 1920, un recensement semble avoir été mené, je n'en ai pas trouvé la trace.
- 23) La forte augmentation enregistrée entre les recensements de 1881/81 et ceux de la guerre est probablement aussi liée à un problème de définition territoriale. Le kaza de Lusne comprend en 1906 le nahije de Fier (carte de Huber), mais probablement était-il intégré en 1881 dans le kaza central de Berat. Si l'on retranche la population de Fier des valeurs données dans le tableau pour 1918, on obtient pour Lushnjë une croissance entre 1882 et 1918 de +2.0%, et de -1.4 pour Berat, avec pour cette dernière 76% de musulmans, ce qui apparaît déjà plus plausible.

Tableau 5.1 : Population des circonscriptions ottomane de la fin de l'Empire à la Première Guerre mondiale.

5.1.1 L'urbanisation au nord de l'Albanie

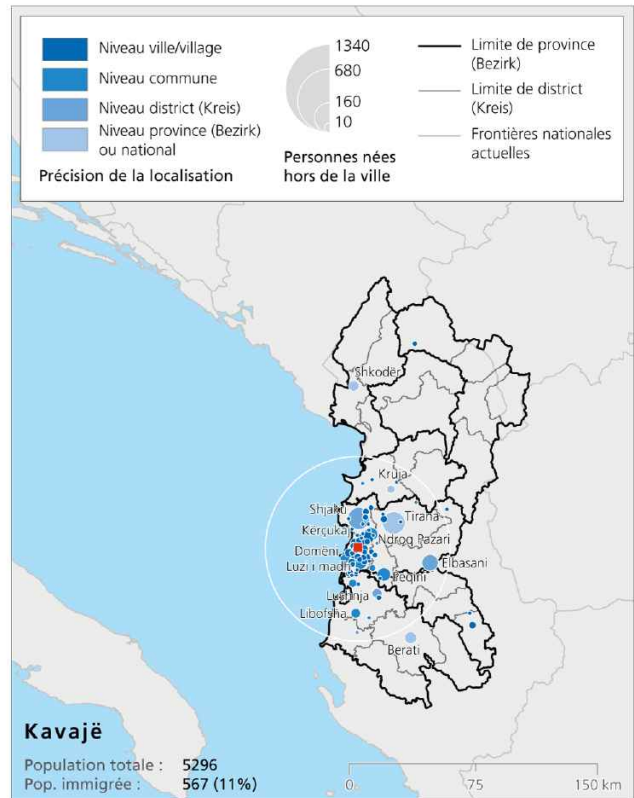
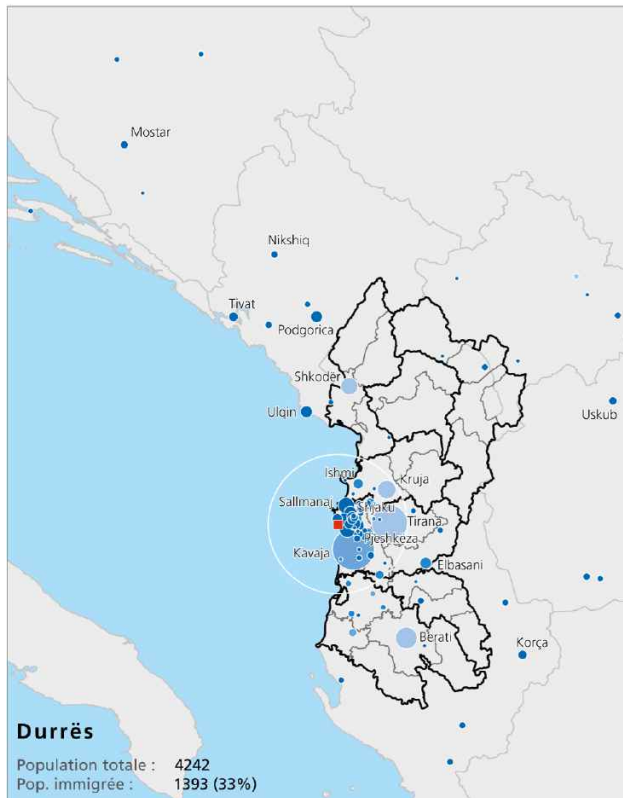
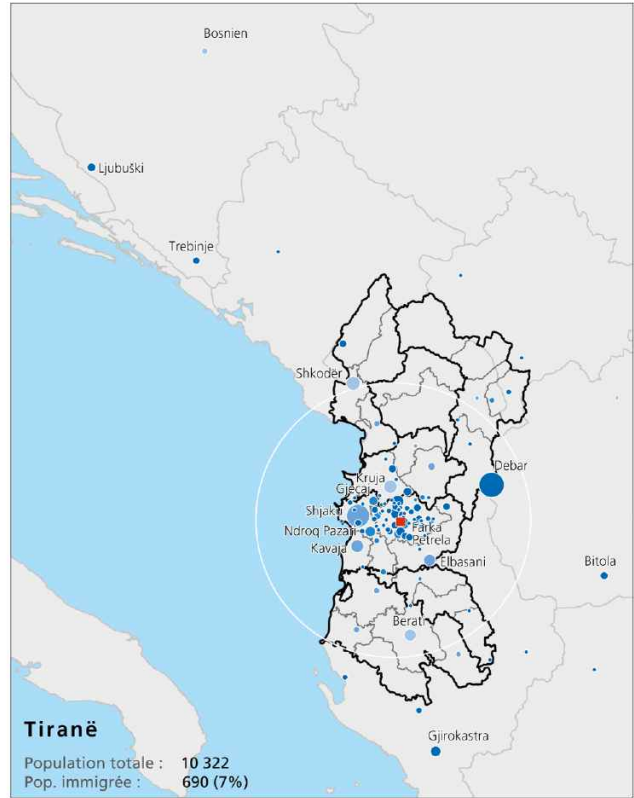
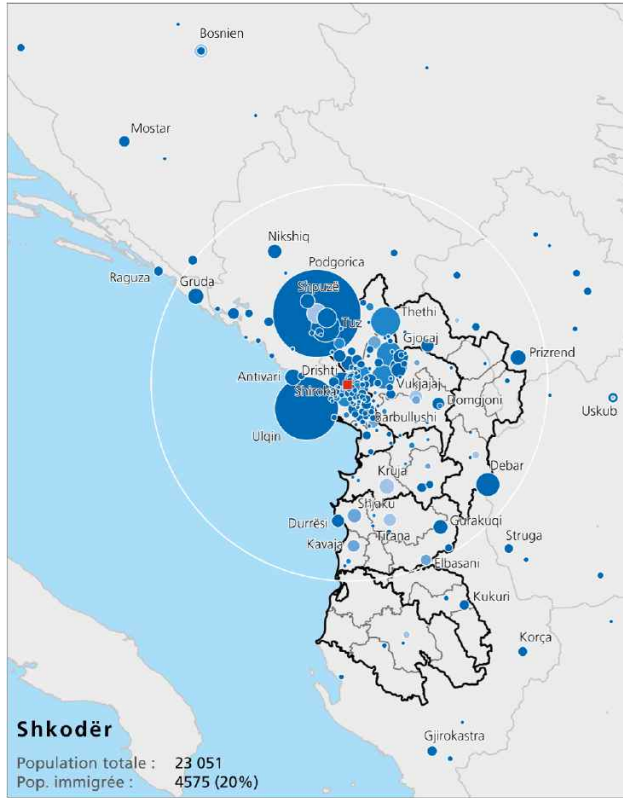
Cette stabilité du système spatial de la fin de l'Empire est confirmée par une brève analyse de l'urbanisation durant cette période basée sur les résultats du recensement austro-hongrois¹⁹³. Les lieux de naissance des habitants de 1918 sont connus pour les villes de Shkodër, Tiranë, Durrës, Krujë et Kavajë. Il est clair que manquent les personnes ayant quitté le territoire dans les années ayant précédé le relevé, les Turcs surtout¹⁹⁴. Ces données laissent entrevoir une faible immigration. Dans les villes du centre, Tiranë et Kavajë, selon cette source, seuls respectivement 7% et 11% des habitants sont nés hors les murs. La valeur est plus élevée pour Durrës (33%), ce qui confirme les résultats évoqués plus haut. Mais comme on peut le voir sur les cartes 5.2 à 5.4, les bassins de provenance des nouveaux citadins sont plutôt compacts autour des villes : à Kavajë, 86% des immigrés proviennent de l'intérieur de la préfecture, 70% à Durrës et 55% à Tiranë. Dans ce dernier cas, on observe une immigration de Dibër (111 personnes) qui situe sans doute à cette période les débuts de la communauté dibriote appelée à prospérer dans la future capitale. Un fait significatif réside dans l'immigration quasi-inexistante en provenance du sud de l'Albanie (elle se développera dans les années 1920 avec l'arrivée des fonctionnaires par exemple), ce qui souligne l'idée des faibles interconnexions à ce moment entre mondes « toskes » et « guègues ». A Shkodër par exemple, on trouve en 1918 en tout et pour tout 14 Gjirokastrites, 12 Korçars, et 5 originaires d'autres villes du Sud. Par contre l'immigration de l'étranger est beaucoup plus significative : elle l'est à Tiranë en termes relatifs (164 personnes qui représentent 23% de l'immigration), mais surtout à Shkodër, où 2800 personnes, soit 12% de la population et 62% de l'immigration, sont nées à l'étranger. On voit que Shkodër à cet instant précis demeure la grande ville nord-albanaise, sa population représente le double de celle de Tiranë, l'immigration (donc le rythme de l'urbanisation) y est six fois plus élevée et le bassin de recrutement des nouveaux citadins est sans comparaison avec les trois autres villes. Pour autant cela ne doit pas masquer la situation générale de déclin de Shkodër (due à sa marginalisation spatiale) et le fait que l'immigration y prend un tour conjoncturel lié au retrait de l'Empire ottoman. Les nouveaux habitants de Shkodër sont pour l'essentiel des *muhadjir* – musulmans slavophones et/ou albanophones – venus surtout de Podgorica et d'Ulcinj après 1878 (indépendance du Monténégro). En 1897, les *muhadjir* de Shkodër étaient estimés à quelque 5000 personnes (Clayer 2007, 64). Les membres de cette communauté qui en 1918 déclaraient être nés au Monténégro sont plutôt ceux issus d'une seconde vague d'émigration après que, en 1906, le gouvernement eût rendu obligatoires le service militaire, la scolarisation et le jour de repos du dimanche (ibid.). Les natifs du Monténégro sont 2140 à Shkodër en 1918 (77% de l'immigration), mais cela ne représente donc qu'une partie d'une communauté bien établie.

On peut distinguer globalement deux types d'apports de population urbaine : un apport local et diffus, lié à l'attractivité des villes et qui constitue la véritable urbanisation ; un apport davantage lié à la conjoncture, comme l'apport de populations musulmanes fuyant les nouveaux états chrétiens (qui explique le maintien de Shkodër ou la migration de Dibër vers Tiranë et Shkodër), ou la migration de Kavajë et Tiranë vers Durrës, qui a certainement aussi une dimension conjoncturelle associée au bref statut de capitale de cette dernière (1913-1920). Mais selon les chiffres de Karaczay (tableau 5.3), la plupart des villes pour lesquelles on dispose d'une estimation de la population au milieu du 19^e siècle ont plutôt perdu la population, surtout au centre (Durrës, Kavajë, Krujë, Peqin, Shkodër et Vlorë), alors que Tiranë a stagné et qu'Elbasan et Gjirokastrë semblent avoir doublé leurs populations. Ces quelques chiffres donnent donc l'image d'une société globalement en équilibre démographique – forte natalité, forte mortalité, éventuel surplus mobilisé par l'émigration – et où l'évolution de la population urbaine est davantage liée à la conjoncture politique qu'à une véritable urbanisation, encore embryonnaire. Les migrations internes semblent attestées surtout par l'évolution constatée dans la Myzeqe (kaza de Lusne) et à Durrës, mais pour le reste, la population est stable et les équilibres régionaux demeurent.

¹⁹³ Les lieux de naissance des habitants de Shkodër, Tiranë, Durrës, Kavajë et Krujë sont connus grâce à la saisie complète des fiches individuelles pour ces villes.

¹⁹⁴ La population de Shkodër semble avoir beaucoup baissé au tournant du siècle, puisque Sami Frashëri l'estimait à 37'000 habitants en 1880 (Gawrych G. George (2006), *The Crescent and the Eagle: Ottoman rule, Islam and the Albanians, 1874–1913*, London : IB Tauris, pp. 29, 217), et que Karaczay donnait un ordre de grandeur semblable 40 ans avant : 40'000 habitants en 1842 (voir tableau 5.3).

Migration vers les grandes villes du nord de l'Albanie



 Niveau ville/village	1340 680 160 10	— Limite de province (Bezirk)
 Niveau commune		— Limite de district (Kreis)
 Niveau district (Kreis) ou national		— Frontières nationales actuelles
 Niveau province (Bezirk) ou national		

Précision de la localisation Personnes nées hors de la ville

La taille des symboles proportionnels est comparable entre toutes les cartes. Les grands cercles à contour blanc et sans fond représentent la population née sur place. Lorsqu'on ne connaît pas la localisation précise, le point est situé sur la localité la plus peuplée de l'unité. La population immigrée est en réalité un peu supérieure aux chiffres donnés, puisque un certain nombre (une minorité) de lieux codés «Shkodër» peuvent correspondre au district ou même à la province plutôt qu'à la ville

Cartes 5.1 à 5.4 : Urbanisation du nord de l'Albanie à la fin de l'Empire ottoman.

5.1.2 Synthèse géohistorique : une périphérie de périphérie

Depuis la révolution industrielle, l'Empire ottoman, qui peine à moderniser ses structures, apparaît de plus en plus comme un espace périphérique, l'Albanie se situant d'une certaine façon à la périphérie de la périphérie. L'espace ottoman était un espace discontinu, constitué d'unités régionales hétérogènes. Si au tournant du 20^e siècle le sud-est de l'actuelle Albanie, autour de Korçë, apparaît relativement bien connecté dans une région encore dynamique, le centre et le nord sont désormais à l'écart des routes commerciales. Les grandes plaines de l'Albanie centrale apparaissent fragmentées entre trois vilayets, à bonne distance des chefs-lieux. D'un statut de région intégrée à l'Empire au début du 18^e siècle (à l'exception de la Dalmatie et des comptoirs vénitiens d'Épire), la façade orientale des Balkans se désagrège progressivement : indépendance de la Grèce (sans la Thessalie et l'Épire) et autonomie de la Serbie en 1830, indépendance du Monténégro en 1878, brève possession bulgare de la Macédoine, Thessalie acquise par la Grèce en 1881, Bosnie-Herzégovine et Sandjak de Novi Pasar occupés par les Austro-Hongrois. A cette dynamique de déclin ottoman répond celle de l'affirmation des nationalismes, parmi lesquels, tardif, se développe le nationalisme albanais. Celui-ci se déploie dans un espace mal défini, où l'appartenance religieuse est encore fluide et marquée par les conversions, où l'attachement aux groupes ethniques lui aussi évolue, à travers par exemple des processus de turcisation, d'albanisation, de grécisation ou de slavisation, facilités par le multilinguisme ou la communauté de religion (Clayer 2007, 22). C'est une société complexe, marquée par la multiplicité des mécanismes et des niveaux d'identification (identités ethno-linguistiques, familiales et lignagères, locales et régionales, socioprofessionnelles, religieuses). L'émergence de l'État albanais a été brièvement évoquée aux chapitres 4.5.1 et 4.5.2.

Comme le décrit Clayer (2018a, 123), le processus de construction stato-national, outre les échelles internes, doit être vu comme « à l'intersection d'une multiplicité d'espaces sociopolitiques supranationaux ». C'est-à-dire qu'il ne s'agit pas d'envisager simplement un processus qui verrait le passage d'une souveraineté impériale à une souveraineté stato-nationale dans le cadre du contexte géopolitique de l'affaiblissement puis la chute des Empires (ottoman, austro-hongrois et russe) et de la réalisation du principe des nationalités. Le territoire, comme espace socialement investi et construit, se définit progressivement dans un processus complexe, « dont les modalités spatiales et temporelles sont multiples et se situent à différentes échelles » (ibid., 124). Clayer identifie quatre tels espaces : l'espace ottoman, l'espace balkanique, l'espace adriatique, l'espace européen et transatlantique. Le premier, l'espace ottoman, est souvent perçu comme cadre négligeable parce qu'en voie de disparition inéluctable. C'est pourtant l'espace où s'inscrivent de nombreux acteurs, l'espace de l'évolution de la relation entre la société provinciale albanaise et le centre ottoman, celui de la multiplication des réseaux éducatifs, de l'évolution du rapport entre chrétiens et musulmans (ibid., 125-131). L'espace balkanique est un espace d'interactions sociales et politiques, de migrations, de dynamiques frontalières, de réseaux économiques et du développement d'irrédentismes (ibid., 131-135). L'espace adriatique est également important, à la fois comme espace de circulation économique, entraînant une dissociation d'avec les territoires situés plus au centre de la péninsule (Kosovo et Macédoine), mais aussi comme espace de la compétition italo-austro-hongroise, facteur déterminant dans l'émergence d'une entité nationale albanaise (ibid., 135-138). Enfin la question albanaise est une question européenne. La souveraineté albanaise est garantie par les grandes puissances, la définition des frontières se fait sous leur supervision, les langues européennes, pratiquées par les élites, permettent d'accéder aux courants culturels et politiques qui innervent alors sociétés continentales, et même la définition de l'islam albanais, édulcoré et euphémisé dans le discours, se développe sous le regard européen. Enfin au-delà de cet espace européen, on peut considérer un espace transatlantique, destination d'importants flux migratoires au tournant du siècle, les États-Unis devenant un soutien politique, le lieu de mobilisations importantes dans le champ albanais, de même que celui de la tentative de créer une église orthodoxe albanaise autocéphale (ibid., 139-141). On observe bien un processus transnational et multiscale de développement de l'identité nationale albanaise et de sa territorialisation.

Le chapitre 5 s'ouvre sur la première des périodes traitées sur la base des données de notre corpus, celle qui couvre la période qui va de la guerre à 1926 et décrit les prémisses de l'organisation d'un nouvel espace national albanais.

5.2 1918-1926 – L'organisation d'un espace national

Avant de décrire les différentes cartes qui donnent à voir l'évolution régionale ou locale de la population pour la période, sont abordés quelques éléments de contexte concernant 1) les déplacements internes consécutifs aux violences avant, pendant et après la Première Guerre ; 2) la migration internationale ; 3) la croissance naturelle (natalité et mortalité) de la population. Les données dont on dispose pour ce faire consistent en estimations indirectes, générales et éparses qui ne permettent pas un croisement avec les chiffres de population de notre corpus. Le but est de se forger tant que possible une idée de la distribution de ces événements dans le temps et dans l'espace pour ensuite construire des hypothèses sur la distribution observée de la croissance.

5.2.1 *Mouvements de population liés aux violences*

Dans le sud, le printemps 1914 voit le retrait des troupes régulières grecques, sitôt remplacées par des bandes de *komitadjis* constituées de Crétois et de soldats grecs déserteurs (Durham 1920, 261 ; Godart 1922, 265) qui massacrent, pillent et incendient plus de deux-cents villages sur une bande d'une trentaine de kilomètres au nord de la zone de peuplement orthodoxe. Plusieurs sources donnent la liste de ces villages partiellement ou complètement détruits et rendent possible leur cartographie. La carte 5.5 restitue les informations produites par Selenica (1927) et Bourcart (1922), la majorité des points concernent les violences de 1913-1914, mais pas tous : les six villages donnés détruits dans la zone neutre gréco-albanaise par exemple l'ont été entre 1915 et 1917¹⁹⁵. Ces violences ont entraîné d'importants mouvements de réfugiés relatés par des observateurs étrangers, comme Edith Durham décrivant ces « foules de femmes et d'enfants réfugiés mourant de faim dans les oliveraies des environs de Vlorë¹⁹⁶ », dont elle estime le nombre à 70'000 personnes (Durham 1920). Dans le sud encore, des combats entre armées régulières ont également causés la fuite des villageois, comme sur la ligne de front de Skrapar. A l'est à Dibër, 157 villages sont détruits en 1920 par des bandes armées par les Yougoslaves¹⁹⁷. Godart (1922, 235) rapporte qu'à Kastrati, 1200 maisons ont été brûlées, 1500 moutons, 600 bœufs et 1200 vaches prises par les Serbes. M. Marcuard, délégué du Comité international de la Croix-Rouge estime que 40'000 personnes¹⁹⁸ ont fui le Nord de l'Albanie pour trouver refuge en plaine dans les villes de Tiranë, Kavajë, Krujë, Shijak et Elbasan, où 10'000 environ seraient morts de maladies et de privations, 20'000 environ, ayant pu sauver du bétail, auraient regagné progressivement les montagnes, les 10'000 restant demeurant toujours en plaine fin 1921, à Tiranë surtout, dans des conditions misérables¹⁹⁹. Dans le même compte-rendu du rapport de M. Marcuard sur la situation des réfugiés à ce moment, on apprend que dans le Sud, la population chassée par les Grecs en 1913 a pu regagner ses villages et a la possibilité d'y « refaire sa vie ». Il évoque enfin Tepelenë, qui après avoir été incendiée en 1914, a subi ainsi que les villages des environs un tremblement de terre en 1920, mais dont les habitants n'ont pas quitté les lieux et sont occupés à reconstruire leurs maisons. On le voit par ces quelques exemples, ces départs forcés massifs, suivi ou non de retour, dans des intervalles variables et selon des configurations très locales qu'il est difficile de documenter, rendent parfois hasardeux le commentaire des cartes de la période.

¹⁹⁵ Outre les listes de Selenica en 1927 et de Bourcart en 1921, on trouve aussi une carte de N. Lako, reprise par Godart dans son livre de 1922. Il existe également une carte disponible à la Bibliothèque nationale de France qui liste les pillages et incendies dont auraient été victimes les villages orthodoxes : « Épire du Nord. Destructures dans la région habitée par les Grecs (Albanie du sud) ». Non signée, non datée, celle-ci était probablement un outil de propagande destinée à influencer la position de l'État français.

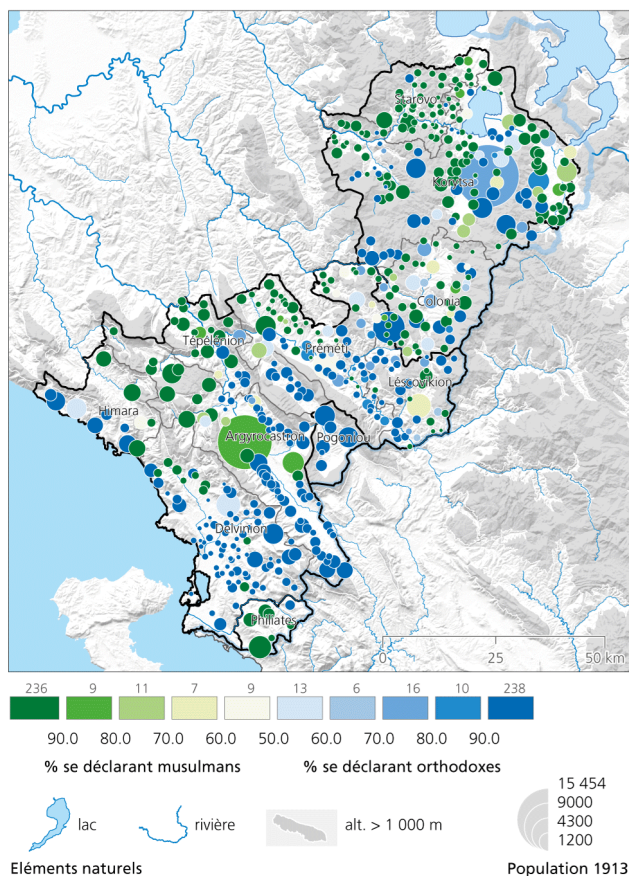
¹⁹⁶ Lettre d'Edith Durham à Harry Hodgkinson datée du 11 janvier 1939, citée par Vickers 2014, p. 85.

¹⁹⁷ *Official Journal of the League of Nations*, December 1921, 1191, cité par Swire, *Albania, The Rise of a Kingdom*, New-York 1971, p. 335, et Vickers (2014), 94.

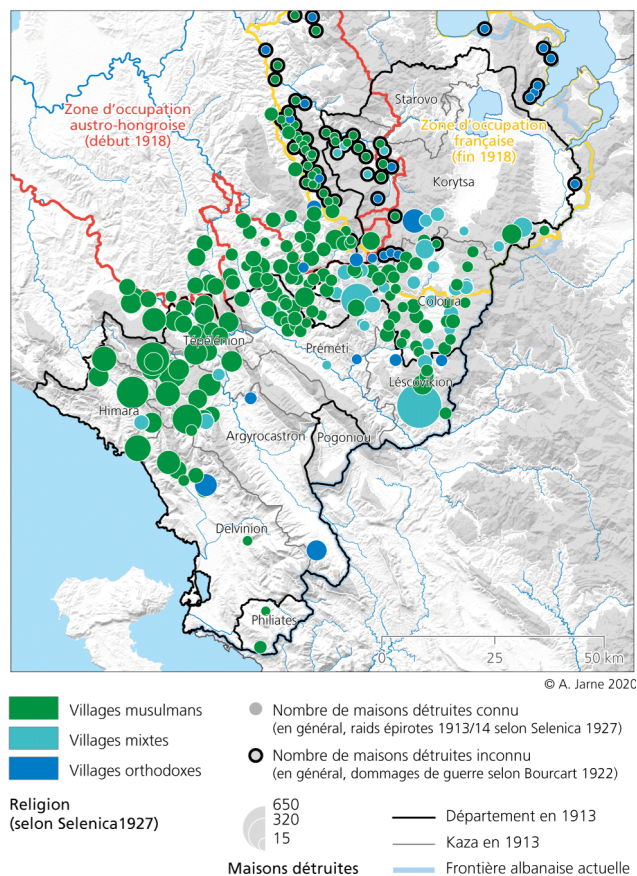
¹⁹⁸ Tirta (1999, 182) donne le chiffre de 55'000 personnes fuyant les violences à Dibër, de part et d'autre de la nouvelle frontière.

¹⁹⁹ M. Marcuard dans le *Journal de Genève* du 22 septembre 1921, cité par Godart (1922), 226.

Recensement de l'«Épire du Nord», 1913
Religions («Albanais» et «Hellènes»)



Raids des milices grecques et dommages de guerre
Villages détruits en Albanie du sud en 1913/14/17



Cartes 5.5 et 5.6 : Religions et violences en «Épire du Nord».

5.2.2 La migration internationale

La migration internationale est également fortement affectée par les bouleversements géopolitiques. L'émigration albanaise était essentiellement dirigée vers la Turquie, où 250'000 à 300'000 albanais résidaient à la fin des années 1920 (Tirta 1999, 139), mais aussi vers la Roumanie, l'Égypte, la Bulgarie ou la Russie. Avec la chute de l'Empire, le développement des transports et les nouvelles opportunités économiques, d'autres destinations, plus lointaines, ont désormais la faveur des Albanais : les États-Unis et l'Australie²⁰⁰. Dès les années 1880 se développent progressivement ces nouvelles chaînes migratoires qui reposent sur le fond culturel de l'ancienne migration saisonnière est qui touchent les mêmes régions du pays, dont Korçë est l'épicentre. Les migrants sont essentiellement de jeunes hommes orthodoxes qui partent pour gagner de l'argent et dans leur majorité prévoient de revenir au pays (Vullnetari 2007, 15). Cette émigration économique se double avec les guerres balkaniques des départs de nombreux réfugiés, comme ceux, musulmans, qui fuient la dévastation des villages du Sud en 1913-14, provoquant aux États-Unis par exemple un afflux significatif²⁰¹. Mais après ces guerres le flux s'inverse, et à l'été 1914 déjà de nombreux retours sont observés (*Federal Writers' Project* 1939, 54), et davantage encore après la première Guerre, puisqu'entre 1919 et 1925 20'000 à 30'000 Albanais des États-Unis rentrent au pays avec leurs économies (*Federal Writers' Project* 1939, 65 ; Vickers 2014, 106), ce qui témoigne de leur confiance en l'avenir de l'État albanaise, et de l'idée peut-être qu'ils pourront y exercer quelque influence (Swire 1971, 407). Parmi eux, Fan

²⁰⁰ Mais aussi au Canada, en Argentine, au Brésil etc. On dispose de certaines estimations des populations albanaises résidant dans ces différents pays de destination, mais il ne s'agit pas forcément de personnes ayant quitté l'Albanie au tournant du siècle. D'une part il s'agit d'Albanais « culturels » et non nationaux, qui peuvent donc venir de Macédoine, du Kosovo etc., comme dans le cas de la communauté albanaise de Roumanie qui s'est substantiellement renforcée après la première Guerre en accueillant des nombreux albanais musulmans de Yougoslavie ; et d'autre part ces « Albanais » peuvent être des communautés anciennes (comme les Arvanites en Grèce) voire des migrations issues de ces communautés anciennes, comme dans le cas des 40'000 Albanais d'Argentine (Tirta 1999, 141) dont une majorité seraient des Arbëresh, soit des Albanais établis en Italie aux XVe et XVIe siècles.

²⁰¹ L'émigration albanaise vers les USA à cette période est bien documentée grâce à une enquête réalisée sur place en 1939, le *Federal Writers' Project of Massachusetts*, Boston étant le cœur de la diaspora albanaise aux États-Unis. Voir Trix (2001), et Vullnetari (2007), chez qui nous reprenons les informations issues de cette étude.

Noli, brièvement Premier ministre en 1924. Mais le chaos qu'ils trouvent à leur retour, le manque d'opportunités, la confiscation – avec l'ascension de Zogu – du pouvoir par une élite musulmane, font qu'un tiers d'entre eux repart rapidement, et cette fois-ci dans la perspective de s'établir à l'étranger. A la première vague masculine succèdent ainsi les départs de familles entières, voire de villages entiers (*Federal Writers' Project* 1939, 67), ce qui poussera le gouvernement albanais à interdire le départ des femmes dans l'idée de ne pas contrarier la reprise démographique nécessaire suite aux guerres et à l'émigration. La fin des années 1920 et le début des années 1930 connaissent les migrations les plus importantes vers les États-Unis, malgré l'introduction de quotas d'immigration dans ce pays dès 1921. Dans les années 1930, l'immigration sera essentiellement liée au regroupement familial. L'introduction de ces quotas américains semble avoir accéléré l'émigration vers l'autre destination privilégiée des Albanais, l'Australie, surtout entre 1924 à 1928 (Vullnetari 2007, 18). L'importance globale de l'émigration n'est connue que par des estimations, Bërxfholi donne 20'000 départs entre 1921 et 1923, 100'000 entre 1930 et 1945 (Bërxfholi 2005a, 69-70), au total 150'000 entre 1926 et 1945 (Bërxfholi 2005b, 170). Cette émigration est essentiellement issue des provinces de Korçë et Gjirokastrë, mais plusieurs observateurs relèvent que l'Albanie centrale est aussi concernée²⁰².

La digitalisation par l'équipe de Karl Kaser d'environ 140'000 fichiers individuels du recensement de 1918²⁰³ permet également d'apporter quelques informations sur les migrations dans le centre et le nord du pays, moins bien connues et documentées. Il y avait dans le questionnaire une question sur la présence au lieu de domicile au moment du recensement, et sur le lieu où se trouvaient effectivement les personnes absentes et les motifs de leur absence. Parmi les raisons principales mentionnées²⁰⁴ on trouve le travail (dans le bâtiment, ou comme berger, pâtissier, etc.), l'émigration politique ou la scolarisation à l'étranger, et à l'intérieur du pays l'enrôlement dans l'armée ou la gendarmerie. Les absents sont surtout de hommes jeunes. Au total 6.1% des hommes et 0.8% des femmes étaient absents au moment du recensement, avec de fortes différences régionales (Gruber 2004)²⁰⁵. On voit que les villages frontaliers ont des valeurs plus élevées et des destinations plus orientées vers l'étranger, singulièrement dans les villages hébergeant des minorités ethniques. Ceux-ci sont particulièrement nombreux dans l'échantillon, avec le cas flagrant de la Gora (de Luma, au nord-est), qui se trouve être peuplée de Slaves, et qui plus est sur la frontière (actuellement majoritairement au Kosovo) et naturellement tournée vers Prizren et Tetovo (actuelle Macédoine du Nord). Dans cette région culturelle aujourd'hui à cheval sur trois pays, un tiers des habitants masculins n'étaient pas présents lors du recensement, et les trois-quarts des villages avaient au moins 20% d'absents, jusqu'à 60% dans le village de Krushevo. Les absents étant le plus souvent annoncés par grands groupes de même profession et déclarés à la même destination. On peut donner quelques exemples pour la Gora : dans le village de Buça, environ 190 habitants présents, et 50 absents, dont 30 bergers en Turquie et 13 ouvriers en Amérique ; à Leshtana, pour 245 présents, 69 confiseurs en Bulgarie (ce qui inclut l'actuelle Macédoine du Nord où se trouvaient en réalité probablement ces gens) et une dizaine de soldats de l'armée turque ; à Zapluzha 461 présents, 65 en Turquie comme bergers ou soldats ; à Borja on trouve autant de présents que d'absents (440), ceux-ci étant dispersés en Bosnie (plus de 100 à Sarajevo) et au Kosovo dans une variété de métiers, dont beaucoup de pâtisseries ; le village de Krushevo – 83 présents, 125 absents – est tourné vers la Turquie (80), alors que ceux de Milka et Restelica le sont vers la ville proche de Tetovo, avec en plus pour Restelica plus de 70 villageois en Asie mineure ; enfin le plus gros village de la région, Shishteveci, est peuplé de 554 habitants (dont 500 Goranis), et compte 356 absents dont une centaine à Tetovo, les autres à Ferizoviç/Ferizaj au Kosovo (40), et une trentaine de personnes à Prizren, autant en Grèce, dans l'armée turque ou à Alexandrie, etc. La Gora fait clairement figure d'exception dans le nord de l'Albanie, tant par l'ampleur de cette migration saisonnière (ou de durée supérieure) que par son orientation vers l'étranger. Quelques villages ont des profils proches, situés entre Dibra et Peshkopi et peuplés d'une majorité de Macédoniens, avec là une émigration moindre (souvent 5 à 10%), mais non moins tournée vers l'étranger (dont Dibra, toute proche). Enfin tout au sud, quelques villages, comme les trois du Kreis de Kuçaka (Lubizhda, Rogova et Shalqini), à une trentaine de kilomètres au nord-est de Korçë, complètement peuplés d'Albanais, qui ont aussi ce type de profil, plus classique dans cette région et vers le sud, avec dans ce cas précis une large majorité de boulangers. Ailleurs souvent l'émigration est moindre – généralement inférieure à 5% – et interne. On peut citer les cas de la périphérie des villes, représenté par Skhodër, où les personnes absentes, peu nombreuses, sont souvent

²⁰² Vickers (2015, 103) cite le rapport de Harry Eyres au Foreign Office., qui s'inquiète d'« une émigration chrétienne considérable de l'Albanie centrale et du sud ». Voir aussi Sjöberg 1992a, 35.

²⁰³ Voir Gruber (2001). Siegfried Gruber nous a aimablement transmis cette importante base de données pour en faire un traitement cartographique.

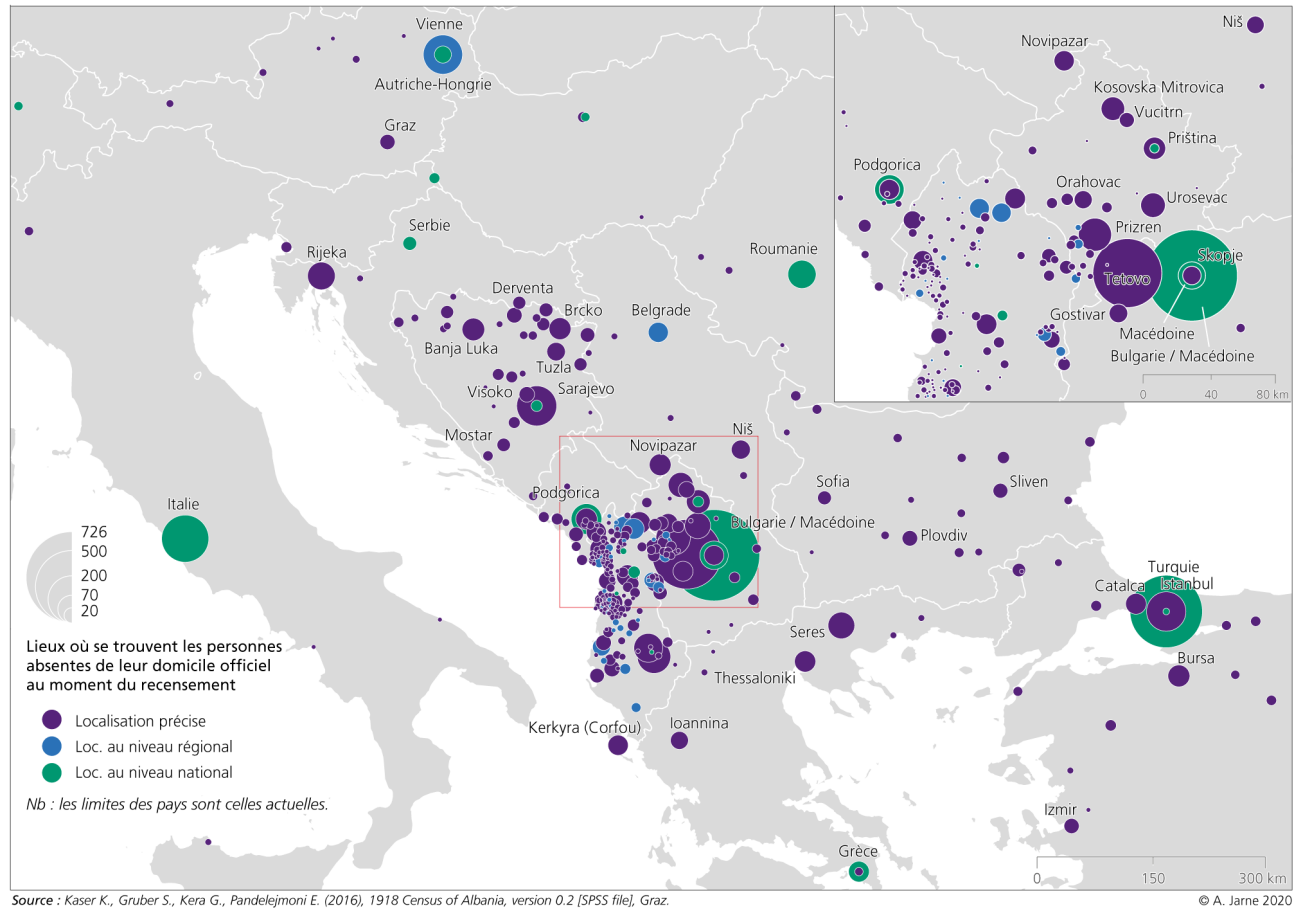
²⁰⁴ Seule un peu moins de la moitié a répondu à cette question (Gruber 2004).

²⁰⁵ Il est cependant assez probable que cet échantillon soit biaisé pour être constitué, contrairement à ce qui est annoncé dans les principes d'échantillonnage, préférentiellement des villages habités par des minorités. Il s'agit là sans doute d'une erreur. On constate par exemple que tous les villages de la Gora de Luma sont dans l'échantillon (dont ils représentent 70% de la population rurale !), alors qu'il s'agit là d'une population très spécifique (slave), et qui plus dans un contexte frontalier inhabituel, et donc très peu représentative de la population nord albanaise.

provisoirement dans la ville-centre²⁰⁶, et aussi ce cas particulier constitué de huit villages de Mallakastër, à proximité de la ligne de front avec les Italiens, dont les quelques 270 absents (5% de la population) sont presque exclusivement des enrôlés dans l'armée. L'émigration en provenance des villes elles-mêmes est de l'ordre de 1% à Elbasan et Krujë, 2% à Kavajë et Tiranë, 4% à Shkodër et 7% dans la ville portuaire de Durrës et certains villages voisins. Elle se caractérise par une très grande variété de professions, dont certaines très spécialisées, qui surtout dans le cas de Shkodër sont diffusées dans l'arrière-pays (marchands, prêtres et imams, secrétaires, vendeurs d'alcool, etc.). Durrës est elle tournée vers Corfou et l'Italie, Kavajë vers les bourgades voisines, de même que Tiranë. Shkodër, comme Tiranë, compte également passablement d'étudiants à l'étranger, préférentiellement à Vienne pour ceux de Shkodër, en Italie pour ceux de Tiranë.

Centre et nord de l'Albanie, 1918 (échantillon)

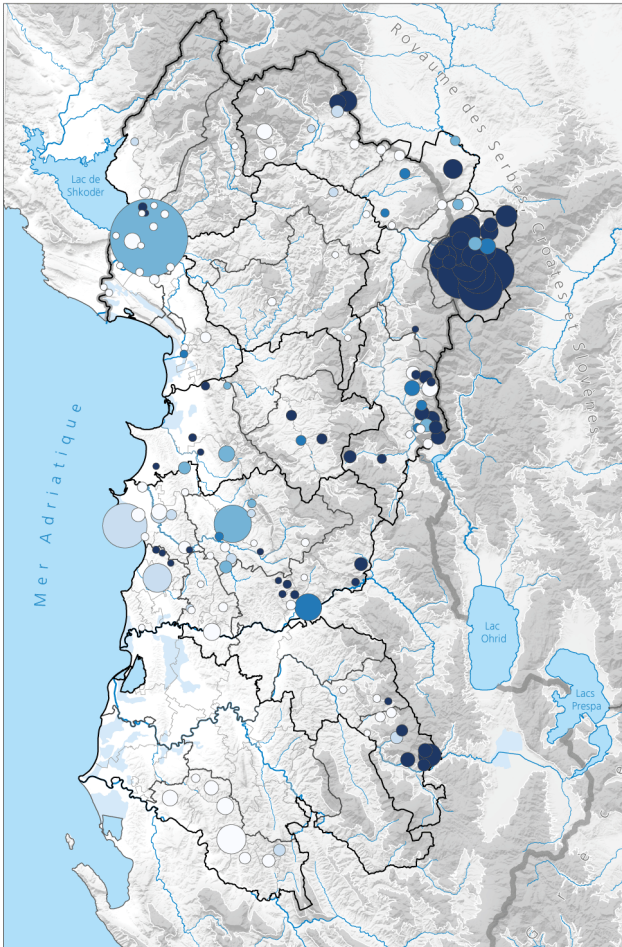
Emigration albanaise connue selon le recensement autrichien de 1918



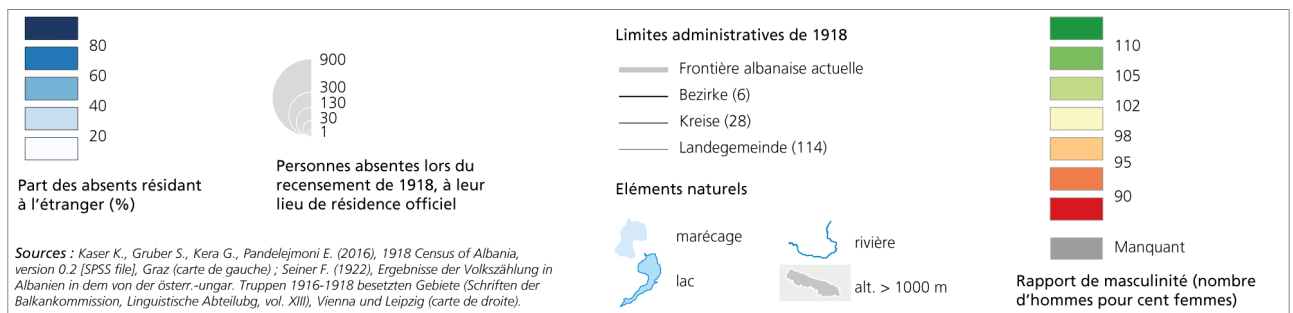
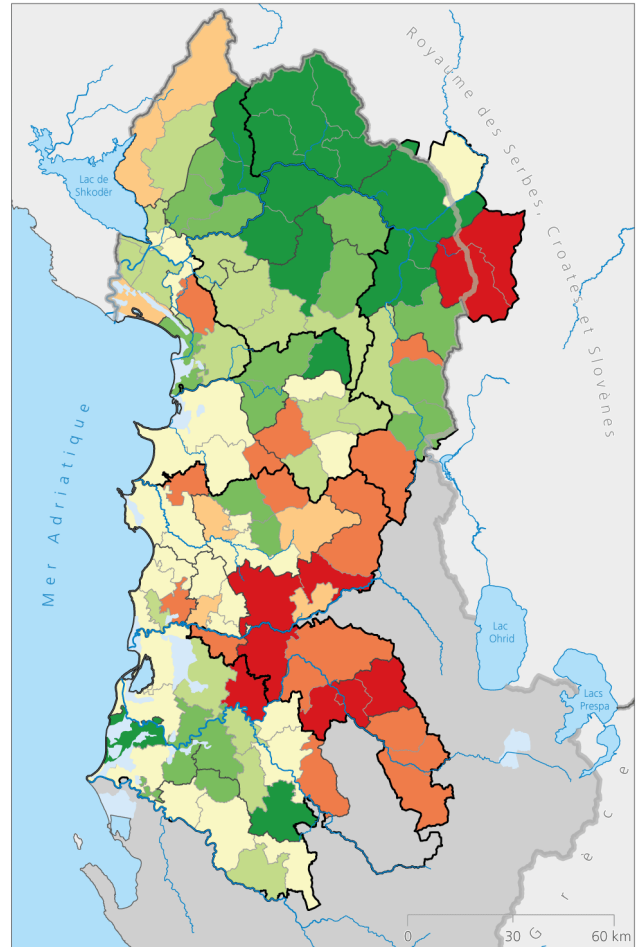
Carte 5.7 : Émigration temporaire en Albanie centrale et septentrionale (1918).

²⁰⁶ Avec une exception intéressante dans le cas de Shkodër, à savoir les deux villages qu'on voit apparaître en bleu foncé sur la carte 5.8 au nord de Shkodër. L'un et l'autre font encore une fois partie d'une minorité, celle monténégrine de Vrakë, et les rares personnes absentes se trouvent au Monténégro (comme les cinq membres d'une famille d'Omar et e Vrakës (Omaraj) qui se trouvent au Monténégro).

Villes et échantillon de villages albanais, 1918
Personnes absentes lors du recensement



Communes albanaises, 1918
Rapport de masculinité



Cartes 5.8 et 5.9 : Émigration temporaire en Albanie centrale et septentrionale (1918) au lieu de résidence, et rapport de masculinité par communes.

5.2.3 Un refuge pour les populations albanaises non nationales

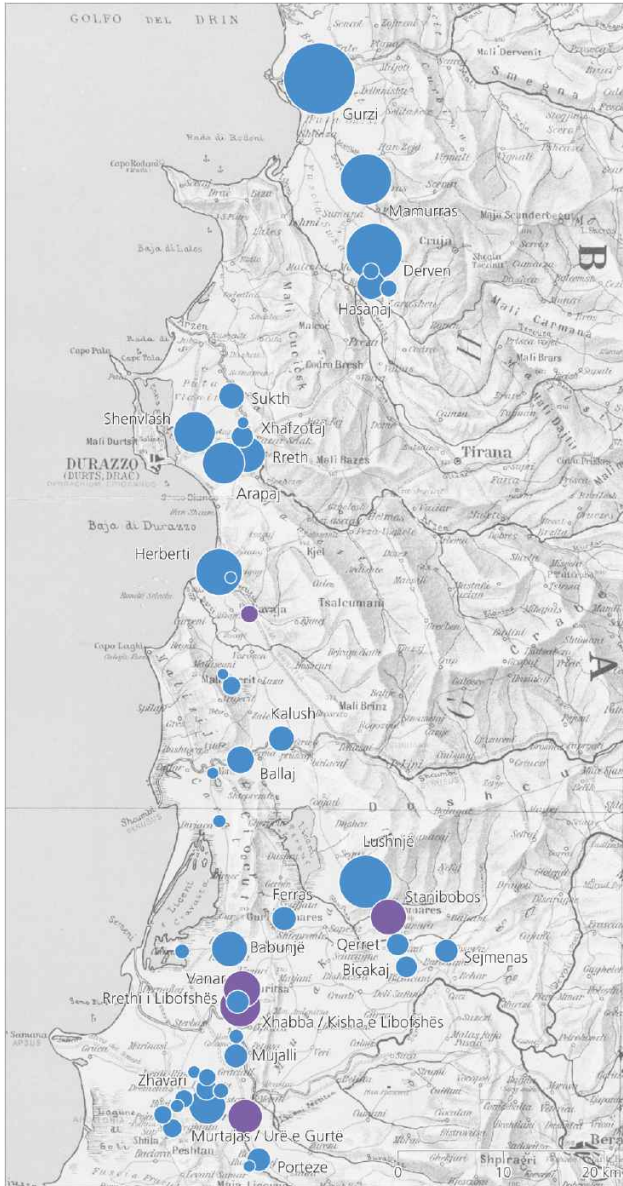
Certains s'inquiètent du déséquilibre créé par la conjugaison d'une importante émigration majoritairement chrétienne et d'une immigration plutôt musulmane (Vickers 2014, 103). Mais l'immigration, si l'on exclut les retours, est plutôt faible. Elle comprend au sud les Çams fuyant la Grèce, au nord les Albanais fuyant le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Les Çams musulmans, majoritaires surtout au nord de la Çamëria, victimes de violences dans les années 1913-1914, expropriés sans compensation, pour certains déportés vers les îles de la mer Egée, se sont vu assimilés à des Turcs par les autorités grecques désireuses de les envoyer en Turquie dans le cadre des échanges de population prévus par le traité de Lausanne (1923). En 1924, une Commission de la Ligue de Nations statue que les musulmans grecs d'origine albanaise doivent être exclus des échanges de population entre la Grèce et la Turquie, et en 1926, le gouvernement grec déclare que ce processus d'échange est terminé. Mais durant les années 1920, une forte pression s'exerce sur les Çams musulmans pour les pousser à l'exil, des villages entiers sont vidés de leurs habitants qui se réfugient en Albanie, en Turquie ou aux États-Unis (Vickers 2002, 5), remplacés par des immigrants grecs orthodoxes en provenance d'Asie mineure. De même quelques milliers d'Albanais de Yougoslavie ont pu franchir la frontière vers l'Albanie après que les troupes Serbes s'en soient retirées. Hadri²⁰⁷ estime par exemple qu'entre 1924 et 1935, 3013 familles totalisant 11'738 personnes sont passées du Kosovo à l'Albanie. Selenica livre une statistique des immigrants des années 1925 à 1927 (carte 5.10) et les villages dans lesquels ils ont été installés. La plupart de ces familles (près de 90%) s'installent dans les plaines côtières, dans les régions de Krujë, Durrës, Kavajë, Lushnjë et Fier. En seulement 3 ans, ce sont selon cette statistique environ 4000 personnes qui trouvent asile dans ces régions où la vie est difficile²⁰⁸, parfois dans des villages spécialement construits à leur intention, comme Herberti, au nord-est de Kavajë, ou Xhebbë près de Libofshë²⁰⁹. Tirta (1999, 182) ajoute qu'une partie des 30'000 à 40'000 personnes déportées entre 1913 et 1923 du Monténégro, du Kosovo et de la Macédoine vers l'Anatolie seraient revenues en Albanie. Il estime que l'immigration totale vers l'Albanie après son indépendance avoisine 60'000 à 70'000 personnes (Tirta 1999, 183). Le gouvernement avait passé en 1925 une loi sur « l'installation des émigrants » dans la perspective de distribuer des terres d'État à ceux-ci, mais Civici (1997, 160) note que peu de migrants en ont véritablement bénéficié, et que ce sont surtout des grands propriétaires, des hauts fonctionnaires ou des commerçants s'inscrivant comme « paysans revenant au pays » qui se sont accaparés ces terres. On trouve mention sur les cartes topographiques italiennes de terres destinées aux immigrants (par exemple à Mamurras : *Tokët i Emigrantave, Tokët i Kosovarëve*).

²⁰⁷ Hadri A. (1968), « Pozita dhe gjendja e Kosovës në mbretërinë e Jugosllaviosë », in *Gjurm. Alb.* no 2, cité par Tirta (1999, 182).

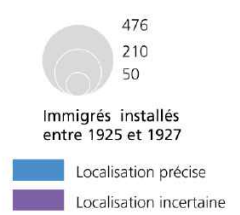
²⁰⁸ Beden, au sud de Kavajë, l'un des villages cité par Selenica, apparaît dans la biographie de Zef Pllumi « Vivre pour témoigner » où ce prêtre, qui a connu la plupart des camps de travail forcé communistes, décrit l'enfer vécu lors des travaux d'assainissement des marais : « Le nom de Beden n'existe pas sur les cartes géographiques, même les plus précises, mais il est très connu, et restera connu dans l'histoire des souffrances humaines du XX^e siècle » (p. 200).

²⁰⁹ Herberti a été financé par Lady Carnarvaron, active par ailleurs dans différents projets liés à l'éducation, la santé, la lutte contre la malaria. Elle a donné à ce village destiné aux réfugiés kosovars le nom de son fils (Zavalani 2015, 205). Il a été recensé en tant que tel en 1926 (135 habitants). Plus tard fusionné à son voisin Stan i Ri pour former Qerret. Quant à Xhebbë, il a été semble-t-il été construit sous le patronage de l'association caritative « Save the Children Fund » d'Herbert Williams Sams, citoyen néo-zélandais.

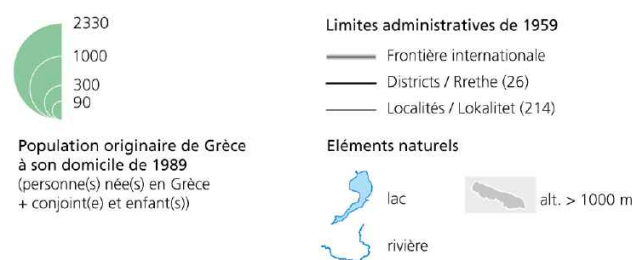
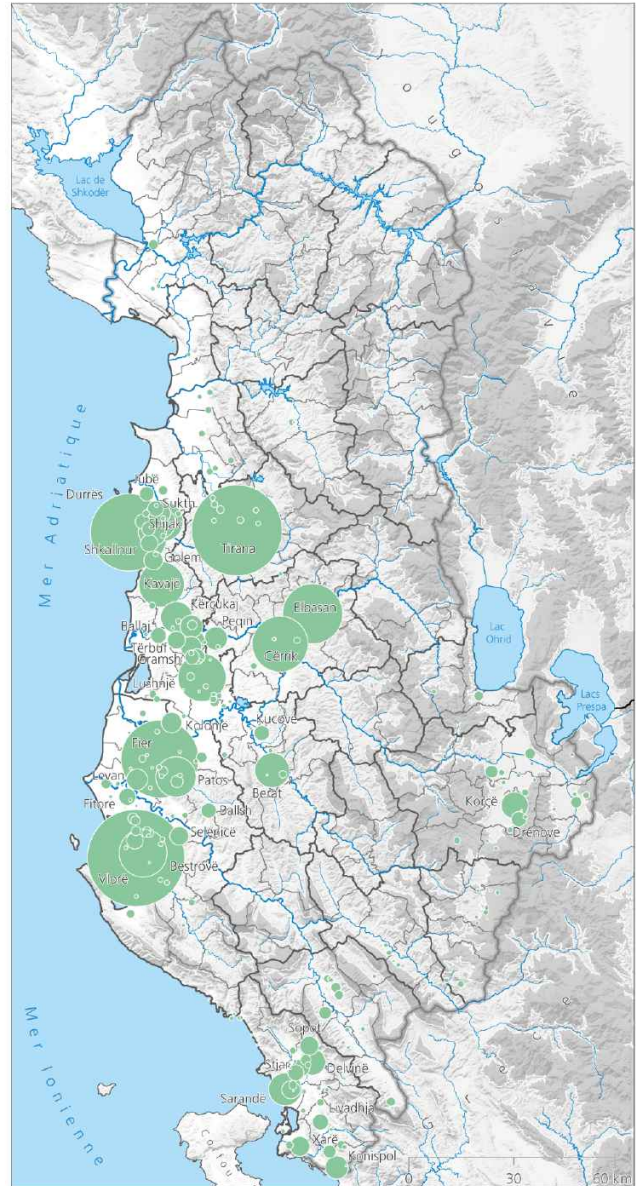
Régions côtières
Immigrés installés durant les années 1925 à 1927



	Village	Familles	Habitants
Zona e Durrësit	6	185	581
Zona e Krujës	6	322	1153
Zona e Lushnjës	14	27	1019
Zona e Kavajës	9	139	508
Zona e Fierit	18	160	585
<i>Population établie ailleurs en Albanie (ne figure pas sur la carte)</i>			
Zona e Delvinës	1	45	180
Zona e Kolonjës	?	33	175
Zona e Shkodrës	1	30	174
Zona e Beratit	2	16	98
Zona e Leskoviqit	1	25	150
Zona e Vlorës	1	4	16



Recensement de 2001
Population née en Grèce



Source : Teki Selenica, «Shqipëria më 1927 = L'Albanie en 1927». Fond de carte : Achille Dardano, extrait de la «Carta corografica dell'Albania e regioni contermini del Montenegro, Serbia et Grecia», 1916.

Source : recensement de 2001 © A. Jarne 2020

Cartes 5.10 et 5.11 : Réfugiés albanais de l'étranger dans les années 1920 et natifs de Grèce présents en 2001.

5.2.4 Différences régionales de la croissance naturelle

La croissance moyenne pour l'ensemble du pays restera dans cette période troublée la plus faible de l'histoire de l'Albanie moderne jusqu'à la dernière décennie du siècle et son émigration massive : 0.8% annuels²¹⁰, 0.5% même entre 1923 et 1930 selon les résultats des recensements, contre 1.6 à 3.3% dans toutes les périodes suivantes. Cela s'explique par l'émigration importante, aussi par une mortalité très élevée et une natalité moindre que celle que connaîtra l'Albanie dès les années 1950²¹¹. Selenica (1927, CXV-CXVII) donne les naissances et les décès pour les 39 sous-préfectures pour les années 1922 à 1927. Malheureusement, le travail sur ces données montre que leur qualité est probablement insuffisante pour autoriser leur usage. En effet, la variabilité des données d'une année à l'autre est très importante, et le nombre global de décès et de naissances annoncés est très bas. Avec une natalité de 12.3‰ pour les années 1922-23 et de 15.2‰ pour 1926-27, respectivement une mortalité de 9.7‰ et 11.2‰, on est loin au-dessous des chiffres donnés par Vejsiu (1984, 85) pour 1938 : 34.7‰ et 17.8‰. Comme de plus les structures régionales de la natalité et de la mortalité évoluent de concert, on a le sentiment que les cartes illustrent davantage des différences régionales de la qualité des registres plutôt qu'un véritable contenu démographique.

La résultante des naissances et des décès, la croissance naturelle, serait de 0.25% en moyenne sur la période 1922-1927 (1.69% en 1938), alors que la croissance moyenne annuelle calculée sur la base des populations totales données est de 0.6%, ce qui indique une forte sous-déclaration des naissances, supérieure à celle des décès. Il faut donc plutôt considérer des niveaux proches de ceux donnés par Vejsiu pour 1938, avec une mortalité plus élevée. La structure régionale de la natalité et de la mortalité durant l'entre-deux guerres s'approche sans doute de ce que donnent à voir les cartes de l'Atlas démographique d'Albanie publié en 2003 sur la base de données de 1932²¹² : une natalité forte en Albanie centrale (à part Tiranë) et à Tropojë au nord, faible dans la montagne catholique, à Tiranë et dans les régions d'émigration du sud-est (Korçë, Bilisht, Skrapar). Quant aux mortalités élevées, on les trouve également en Albanie centrale hors Tiranë et Durrës, ainsi que dans le nord, un peu plus côté ouest (Malësi e Madhë, Tropojë, Pukë, Mirditë) qu'à l'est, et dans le centre-sud (Mallakastër, Tepelenë, Kurvelesh). Le sud-est, de Pogradec à la Çamëria, mais surtout Mat, Fier, Durrës et Tiranë connaissent des mortalités moindres (inférieures à 20‰). Résultante, la croissance naturelle est importante à Elbasan, dans la plaine entre Krujë et Lezhë ainsi que l'extrême sud, et se dessinent deux poches de faible croissance dans les montagnes de Tepelenë, Berat et Skrapar au sud, Mirditë et Pukë au nord, ainsi qu'à Zergjani. Le facteur le plus important de cette différenciation est le niveau très élevé de la mortalité dans les régions les plus enclavées.

5.2.5 Cartographie de l'évolution démographique

La cartographie au niveau des villages des évolutions de population pour la période 1913/18-1926 est la plus complexe. Elle repose sur quatre sources différentes, dont seule une est un véritable recensement (l'austro-hongrois). L'une d'elle, le dénombrement de l'Épire du Nord par les Grecs, est sujette à caution. En plus, les trois sources de la période de guerre ne sont pas toutes de la même année, puisque le relevé grec date de 1913, le recensement autrichien du 1er mars 1918 (Gruber 2002, 3), celui de l'administration française de la même année, probablement entre octobre et décembre²¹³. La comparaison des chiffres de ces deux décomptes immédiatement successifs donne une idée de la marge d'erreur : sur 31 villages comptés deux fois, 9 ont une différence de moins de dix pourcents entre les deux comptes, 11 entre dix et vingt pourcents, et 11 une marge supérieure à vingt pourcents. La différence la plus grande concerne le village de Kukur dans lequel les Autrichiens relevaient 532 habitants, et quelques mois plus tard les Français 130. Que cette différence soit réelle – on imagine une partie de la population quittant le village dans le sillage des armées austro-hongroises – ou fruit d'une erreur quelconque, le fait est que partout sur les territoires, et à plus forte raison aux abords de la ligne de front ainsi que dans le Nord et le Sud disputés respectivement par les Serbes et les Grecs, des tels changements brutaux de population sont concevables. En plus de cela, on doit faire des hypothèses, lorsqu'une localité manque, sur les manières différentes dont celle-ci a pu être groupée à des voisines dans les comptages successifs. Cela concourt à expliquer le caractère morcelé de la carte choroplèthe de l'évolution locale de la population. Des évolutions très contrastées

²¹⁰ Calcul basé sur les régions recensées durant la guerre, à l'exclusion donc de Vlorë et Skrapar, comparées aux chiffres de Selenica (1926).

²¹¹ Bourcart (1921, 52) écrit : « Malgré les guerres et la vendetta la population s'accroît rapidement, l'Albanais étant très prolifique. Malheureusement une terrible mortalité infantile réduit ce trop rapide accroissement ».

²¹² Bërçholi, Doka et Asche (2002), cartes des pages 43, 49 et 55, sur la base du fond d'archive AQSH 249 de 1932.

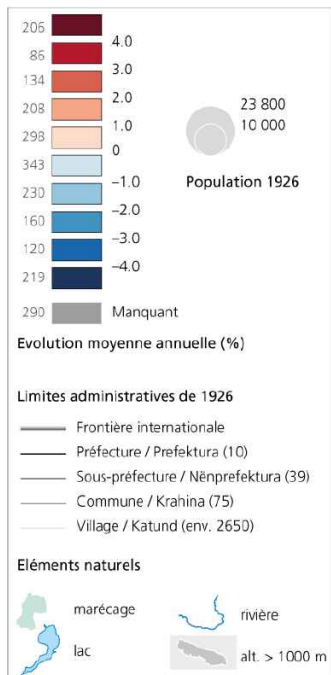
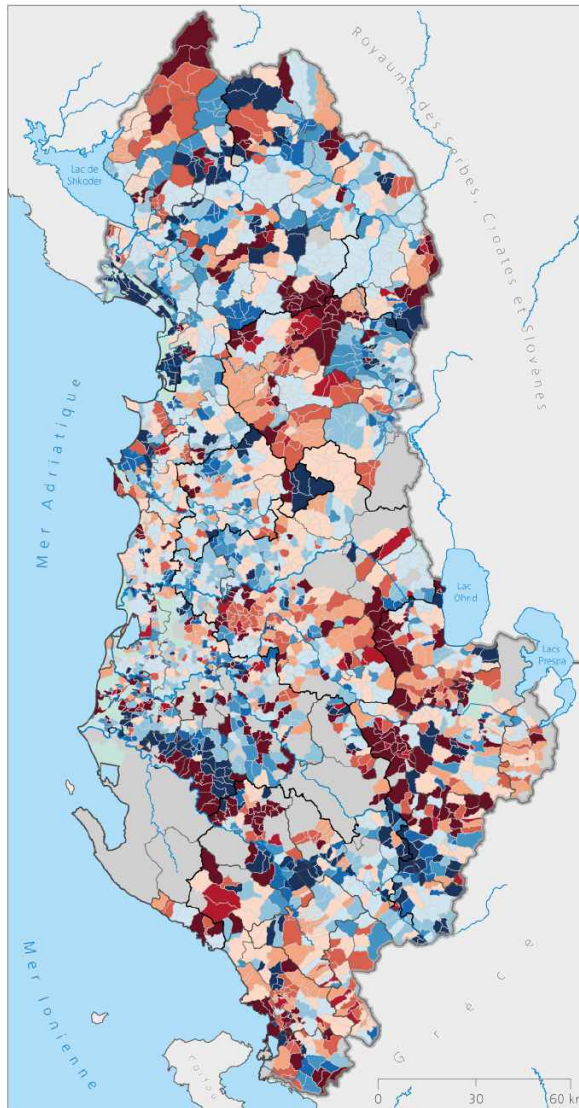
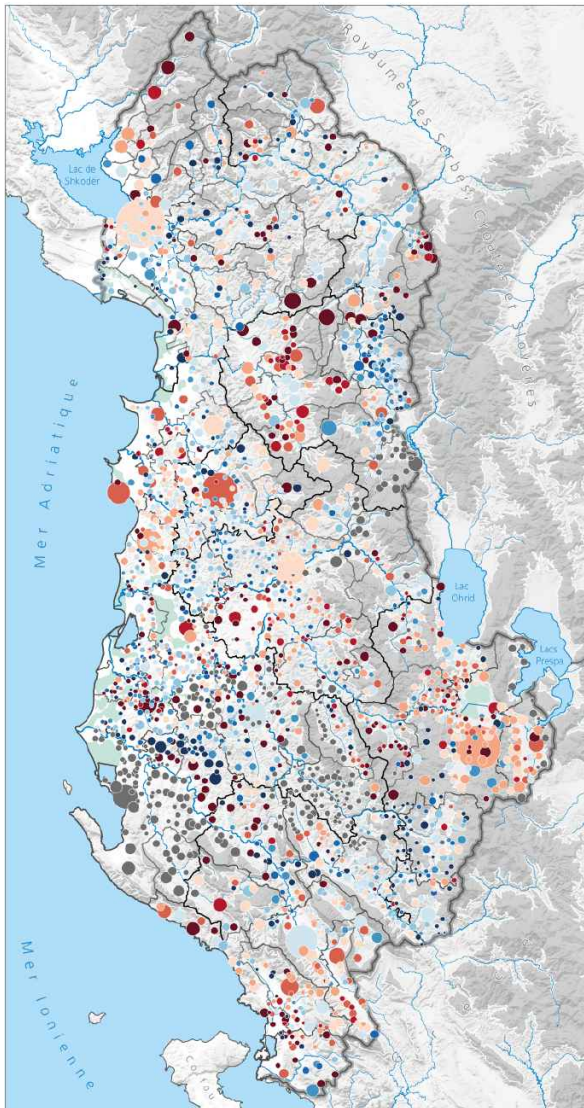
²¹³ Bourcart (1922, 291) parle du recensement de 1918, mais ne donne pas la date. Comme les villages de la Tomorrëza ont été comptés à la fois par les Français et les Autrichiens, on en déduit provisoirement que le décompte français a eu lieu après la retraite autrichienne, qui a pris effet en octobre 1918.

Variation moyenne annuelle de la population

1913/18-1926

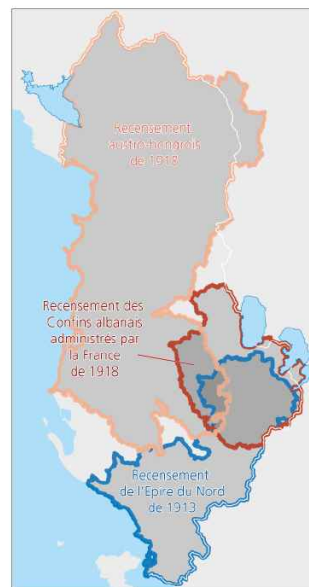
Villages albanais - carte en symboles

Carte choroplèthe



Valeurs agrégées

Régions	
Mirditë - Dukagjin - M. e Madhe	+ 0.6
Plaine de Lezhë - Shkodër	- 0.4
Luma - Krume - Tropojë	+ 0.2
Mat - Dibër	+ 1.6
Tirana - Durrës	+ 0.1
Elbasan - Çermenika	+ 1.8
Plaine de la Myzeqeje*	+ 1.6
Lungara - Mallakastër - Kurvelesh*	+ 1.5
Berat - Skrapar*	+ 3.1
Montagnes de Pogradec*	+ 1.8
Plaine de Korçë - Bilisht	+ 2.2
Dhropull - Pogon - Kolonjë	- 1.1
Himara - Vurg - Çamëria	+ 1.1
Urbain-rural	
Urbain*	+ 1.5
Rural*	+ 0.7
Religion	
Villages musulmans*	+ 1.1
Villages orthodoxes*	+ 0.3
Villages catholiques	- 0.5
Milieu	
Plaine*	+ 0.6
Collines*	+ 0.9
Montagnes*	+ 1.1
Potentiel agricole (Zavalani)	
Terres agricoles très pauvres*	+ 0.8
Terres agricoles pauvres*	+ 1.3
Surplus de l'élevage*	+ 0.6
Surplus de l'agriculture*	+ 0.5
Terres agricoles riches*	+ 0.2



Emprise des recensements du temps de guerre (comprend tous les villages figurant dans les listes, y-compris ceux pour lesquels les données sont manquantes)

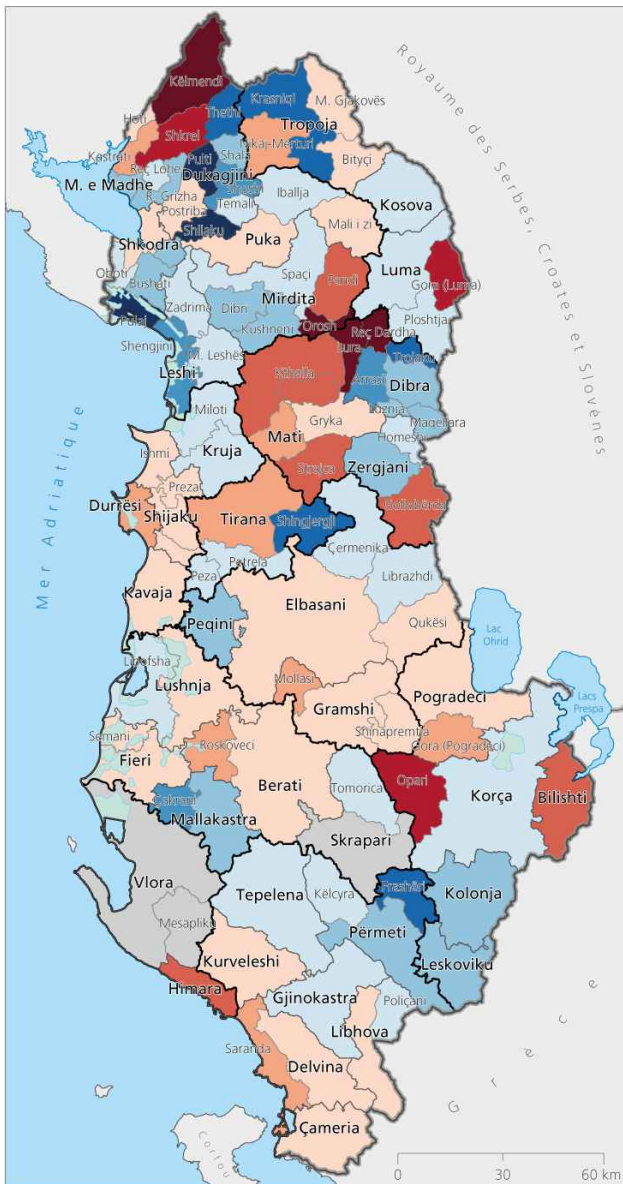
* Données incomplètes en 1913/18 : calculé sur la base des valeurs connues.

Cartes 5.12 à 5.14 : Variation de la population 1913/18-1926.

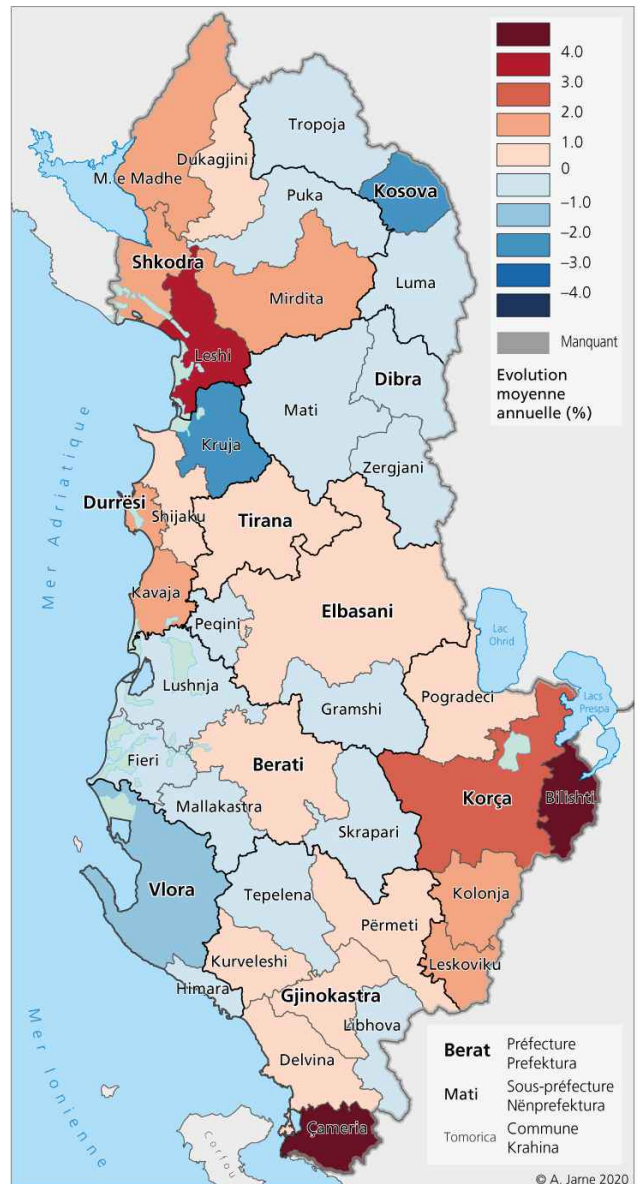
sur des zones contiguës peuvent être liées à des erreurs dans l'agrégation, mais il demeure difficile de distinguer ce type d'erreur de données manquantes (villages « oubliés », cela arrive) ou d'événements réels. Sur les chevauchements des zones d'occupation, on a considéré d'abord les données autrichiennes – les plus robustes –, puis les françaises, enfin les grecques. Pour ces dernières, la croissance moyenne annuelle est calculée sur la période 1913-1926, pour les autres les années de référence sont 1918 et 1926.

Quant aux cartes régionales proposées, l'une repose sur l'agrégation des données disponibles au niveau des sous-préfectures et krahina (1913/18-1926), l'autre est tirée de tableaux de synthèse par sous-préfectures publiés par Selenica (1922-1927). Bien qu'elles ne décrivent pas exactement le même intervalle de temps, certaines différences entre elles semblent contradictoires et liées à des erreurs dans les données.

Sous-préfectures et krahina
Variation de la population, 1913/18-1926



Sous-préfectures
Variation de la population, 1922-1926



Cartes 5.15 et 5.16 : Variation de la population à l'entre-deux-guerres.

Ce qui frappe au premier abord, c'est que le grand phénomène migratoire interne – documenté par exemple par Tirta (1999) –, à savoir ce mouvement général et progressif de la population des montagnes vers les plaines et les villes, qui avait commencé dans la seconde moitié du 19^e siècle dans le contexte de l'introduction des réformes du Tanzimat où étaient mises à disposition de propriétaires privés de nouvelles terres (Tirta 1999, 176), n'apparaît pas clairement sur les cartes. La descente des montagnards de le Malësi ou de Dukagjin vers les plaines

de Shkodër, celle des Mirdites vers Lezhë et la Zadrima etc. semble marquer un temps d'arrêt : presque tous les villages entre Tiranë et Shkodër perdent de la population entre 1918 et 1926, si bien que la variation moyenne annuelle pour la population rurale de la plaine de Lezhë-Shkodër²¹⁴ s'établit à -1.8% annuels. Ce premier constat peut être généralisé dans une certaine mesure aux autres régions basses : les abords de Tiranë perdent aussi (-0.7%), la Myzeqe stagne (+1.2%), de même que la plaine de Korçë-Pogradec (+1.7%, ce qui est inférieur aux montagnes voisines). Au niveau national, on observe nettement une croissance supérieure dans les zones de montagnes que dans celles de plaines : celle-ci s'établit à 0.0% pour la population rurale de plaine, à 0.9% pour celles des collines, à 1.1% pour celle des montagnes. C'est le seul moment de l'histoire albanaise moderne où ce phénomène est observé. Même dans les décennies du contrôle presque total des mouvements par l'État, dans les années 1960 et 1970, existe un gradient des croissances de la population rurale de la montagne vers la plaine. Trois explications peuvent être mobilisées : 1) les difficultés d'accéder aux bonnes terres durant cette période ; 2) l'urbanisation aux abords des grands centres ; 3) l'émigration.

5.2.6 *La nécessité des réformes agraires*

La première explication fait référence à l'histoire des réformes agraires. Ces nécessaires réformes ont été l'enjeu central de la vie politique qui se développe durant le bref épisode démocratique de 1921 à 1924, le seul qu'ait connu l'Albanie avant la chute du communisme en 1990. Lors des élections de 1921, des nombreuses factions émergent deux partis : le parti démocratique, ou parti populaire, à la tête duquel des personnalités comme Fan Noli (ancien évêque de Boston), Luigj Gurakuqi (leader catholique), Hassan Pristina ou Bajram Curri ont une vision occidentale et libérale, mais souvent déconnectée des réalités albanaises d'alors ; et le parti progressiste de Shefqet Verlaci, en fait très conservateur, parfois qualifié de « parti des beys » car représentant les intérêts des grands propriétaires et farouchement opposé aux réformes (Vickers 2014, 96). Durant ces années, certaines associations et comités, secrets ou non, comme le *Krahë kombëtar* (le « Bras national ») et la *Bashkimi*, (l'Union) jouent également un rôle déterminant sur la scène politique albanaise (Clayer 2018b). Les années qui suivent sont marquées par l'influence croissante dans le gouvernement de ces grands propriétaires terriens d'Albanie centrale, très actifs pour le maintien de leurs privilèges, profitant des lacunes de la législation pour étendre de manière arbitraire et parfois brutale leurs domaines aux terres de villages libres. Ces beys sont un reliquat du féodalisme, eux-mêmes descendants d'officiels ottomans, vivant du travail de paysans le plus souvent misérables qui doivent leur reverser un tiers de leur revenu. Dans le reste du pays la frustration est grande, dans le Nord catholique qui voulait Shkodër pour capitale, dans le nord-est qui connaît de fréquentes famines à cause de la fermeture de la frontière, et dans le sud orthodoxe qui voit son ancienne prospérité nourrir le budget d'un « gouvernement de Tiranë » auquel il ne prend pas part et qui n'organise pas la redistribution des ressources de manière satisfaisante. Après la révolte mirdite de 1920, c'est en 1924 la « Révolution de Juillet », conduite dans le nord par Bajram Curri, et qui porte Fan Noli au pouvoir. Les réformes agraires – le transfert de la propriété aux paysans – sont au cœur du programme radical de modernisation du gouvernement Noli. Mais le caractère autocratique de celui-ci, son incompetence et son manque de vision politique, et surtout l'échec des réformes promises²¹⁵ ouvre après moins d'une année les portes du pouvoir à Ahmed Zogu. Celui-ci établit un régime autoritaire et conservateur, cherchant avant tout à instaurer l'ordre sur tout le territoire, et qui à nouveau prend appui sur les grands propriétaires fonciers en déclarant l'inviolabilité de la grande propriété (Civici 1997, 160). La démonstration des difficultés considérables de l'agriculture à cette époque est d'une certaine manière synthétisée par la relation inverse qu'on observe entre potentiel agricole et évolution démographique : la population rurale croît le plus sur les terres agricoles les plus pauvres (+0.8 et +1.3% annuels pour les deux catégories inférieures de Zavalani), le moins sur les terres le plus riches (+0.2%).

5.2.7 *Le mouvement vers les villes*

Outre le frein à l'installation des montagnards en plaine que constitue ce conservatisme foncier ainsi que les tensions interrégionales et intercommunautaires²¹⁶, la faible croissance rurale des grandes plaines est aussi liée au

²¹⁴ Les régions utilisées ici correspondent à notre propre régionalisation en 13 unités, cf. chapitre 4.4. De même, tous les chiffres donnés dans ce qui suit sont calculés sur la base de l'agrégation des valeurs des villes et villages selon les différentes typologies et régionalisations établies pour ce travail.

²¹⁵ Il confiera plus tard : « En insistant sur les réformes agraires j'ai provoqué la colère de l'aristocratie terrienne, et en échouant à les rendre effectives, j'ai perdu le support des masses paysannes ». Cité par Vickers (2014, 110).

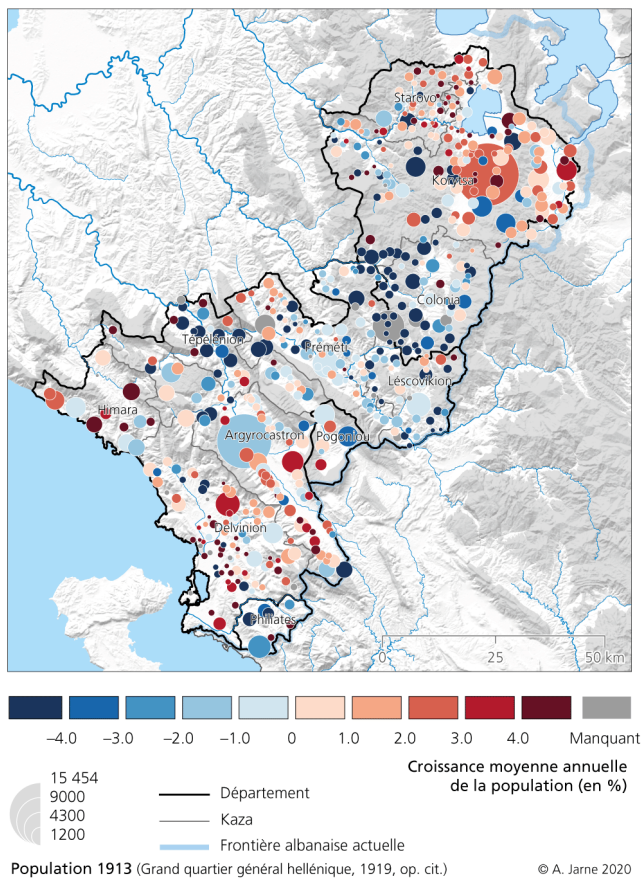
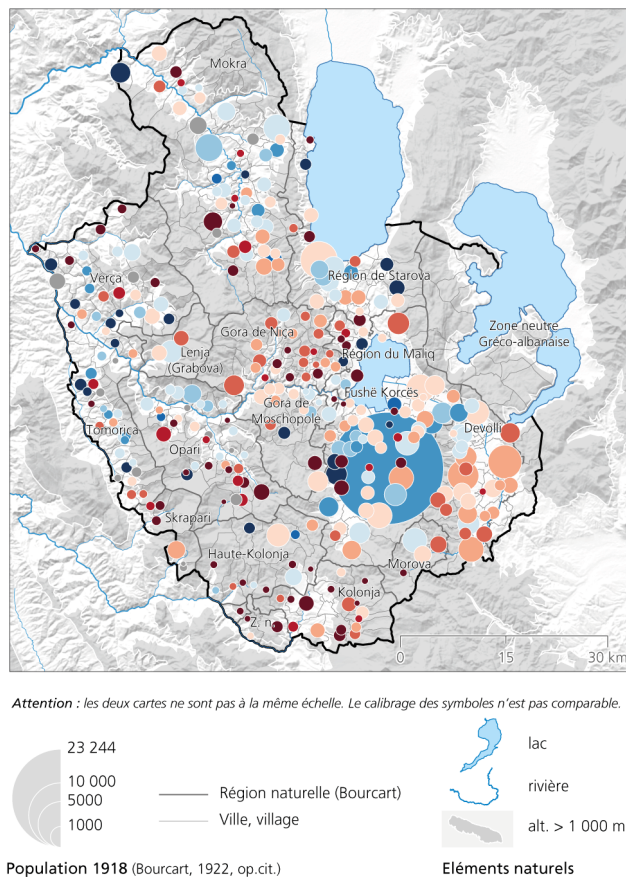
²¹⁶ Dans le nord, il est intéressant de relever que dans la montagne (Mirditë-Malësi e Madhe-Dukagjin) la population des villages catholiques croît (+0.6%) et que celle des rares musulmans (autour de Pukë) décroît (-3.3%), alors que dans la plaine voisine (Lezhë-Shkodër) c'est l'inverse, les villages catholiques perdent (-4.2%) et les musulmans gagnent (+0.6%).

mouvement vers les villes de paysans depuis les villages voisins de celles-ci. La carte en symboles laisse apparaître de telles structures – centre en croissance, voisinage en perte – aux abords de Tiranë, de Fier, de Lezhë, de Shkodër, d’Elbasan, voire de Kavajë ou de Lushnjë, qui toutes sont en croissance, forte pour certaines (Lezhë +10.7%). Dans le Myzeqe, c’est à cette période qu’on observe le développement d’un embryon de réseau urbain autour de Kavajë (+1.8%), Fier (+7.2%) et Lushnjë (+3.7%). Ces mouvements vers les villes avaient commencé plus tôt, également ailleurs dans le pays, des villages de la vallée du Drin vers Gjirokastrë ou dans la plaine de Korçë, (Tirta 1999, 178). Ils se sont développés sur un substrat de relations économiques étroites entre celles-ci, villes de marché, et les villages agricoles voisins. Mais dans le sud du début des années 1920 ce phénomène semble atténué, comme à Gjirokastrë, qui connaît une décade alors que les villages alentours sont en croissance, ainsi qu’à Korçë, qui perd 3750 habitants entre 1918 et 1926. En fait, les grandes villes les plus dynamiques à ce moment sont déjà Tiranë et Durrës, bien que cette observation doive être prise avec prudence en raison du contexte. Le cas de Korçë illustre bien la volatilité du décompte des populations urbaines : la ville hébergeait 15'453 habitants selon le décompte grec de 1913 ; 23'243 selon celui de l’administration militaire française en 1918, et 19'491 selon Selenica en 1926. Selon qu’on considère l’un ou l’autre compte, la croissance est de +1.8% ou de -2.2%. Si la troupe et les réfugiés sont décomptés ou non, et selon le moment précis du recensement, les effectifs considérés peuvent être significativement différents. Le problème est le même pour toutes les villes qui ont reçu massivement des réfugiés, en particulier Vlorë et Tiranë, et même, cette problématique de la ville-refuge peut s’étendre en temps de guerre à l’ensemble des villes, de même que les différentiels liés à l’enrôlement de soldats campagnards stationnés en ville. Pourtant le fait que la croissance urbaine se concentre à Tiranë et Durrës fait tout-à-fait sens, elle préfigure la dynamique de centralisation qui prendra puissamment effet dans les trois décennies qui suivent. Cette croissance est aussi alimentée par le retour des émigrés (des États-Unis particulièrement) et par ceux parmi les réfugiés de Dibër qui se sont installés. Le déclin des villes du sud (Korçë, Gjirokastrë, Berat, Permët, Leskovik) n’exclut pas l’immigration rurale locale, mais témoigne d’un bilan migratoire négatif, en raison de départs vers Tiranë, Durrës, Elbasan, et surtout vers l’étranger.

5.2.8 *Autres évolutions remarquables*

Les régions frontalières sensibles connaissent des situations variées. Au sud, il est possible que l’augmentation importante de la population de certains villages (sous-préfectures de Çamëria, Delvinë et Himarë) soit liée à un certain apport de population çame grecque (ce que donne à penser la carte 1922-1927 au niveau des sous-préfectures), mais cette hypothèse semble infirmée par le fait qu’en moyenne à ce moment, la population des villages orthodoxes de la région augmente davantage (+2.4%) que celle des villages musulmans (-0.9%), alors que la population çame est essentiellement musulmane, à plus forte raison celle qui cherche refuge en Albanie. On peut de même se poser la même question pour les krahina les plus septentrionales, surtout Kelmend (+9.5%), mais aussi Kastrati, Hoti ou Shkrel, qui ensemble passent de 7000 à 12'000 habitants entre le décompte autrichien de 1918 et 1926. Il s’agit de groupes tribaux partagés par la nouvelle frontière, une partie de l’augmentation de la population du côté albanais peut s’expliquer par l’arrivée d’habitants des villages attribués au Monténégro²¹⁷. Au nord-est dans l’arrière-pays de Prizren, la situation économique difficile, en raison de la fermeture de la frontière mais aussi suite à la destruction des villages de la Luma par les Serbes en 1912, entraîne un déclin démographique, à quelques exceptions près. La plus frappante est celle de la Gora de Luma, peuplée de Gorani, population de langue slave propre, qui se répartit dans 30 villages, dont 9 côté albanais (19 sont aujourd’hui au Kosovo, 2 en Macédoine). Ces villages ont connu une croissance moyenne annuelle remarquable, de l’ordre de 4%, entre le recensement autrichien et 1926. Il pourrait s’agir d’hommes n’ayant pas été comptés dans les totaux publiés par Seiner (1922) parce qu’absents au moment du recensement, et revenus au village ensuite. Cette hypothèse est étayée par le fait que dans la Gora, comme à Has, la main-d’œuvre migrante était un facteur économique important, un tiers des hommes et 6% des femmes étant déclarés absents en 1918 (Gruber 2004), le rapport de masculinité s’établissant à 797 hommes pour 1000 femmes. Dibër enfin se dépeuple suite au drame de 1920, peut-être aussi parce que privée de son marché, la ville de Dibra. Dibër perd quelques 4000 habitants, soit 15% de sa population.

²¹⁷ C’est surtout vrai pour la vallée de Vermosh, la plus septentrionale d’Albanie, qui se prolonge à l’est vers Gusinjë et Plav. La petite ville de Gusinjë faisait partie du territoire revendiqué par le clan albanais catholique des Kelmend, attribuée lors du Congrès de Berlin (1878) à la Principauté du Monténégro. D’après combat ont alors marqué cette vallée (« the frontier floated on blood » a pu écrire Edith Durham) que les Albanais ne voulaient pas céder, et qui est demeurée ottomane jusqu’à ce que finalement les Monténégrins la reprennent en 1912 lors de la première guerre balkanique.

Croissance moyenne annuelle de la population**Croissance moyenne annuelle de la population**

Cartes 5.17. et 5.18 : Croissance de la population selon les recensements grec et français.

L'effet des dévastations du dramatique épisode de l'Épire du Nord sur les évolutions démographiques au sud est bien visible, puisque le relevé de l'administration militaire provisoire grecque est antérieur aux violences de 1913-14. Les sous-préfectures de Kolonja, Leskoviku, Përmeti et la krahina de Frashëri se dépeuplent fortement, surtout les villages musulmans et mixtes. Vers l'ouest, la géographie de la déprise continue d'épouser celle des villages détruits : Tepelenë, Kurvelesh, ouest de la préfecture de Gjirokastrë et nord de celle de Delvina. Au total, la population des villages endommagés ou détruits dans le périmètre du recensement grec, presque tous musulmans, passe de 58'000 à 47'000 entre 1913 et 1926. Les villages musulmans de la région Dropull-Pogon ont perdu en moyenne durant cette période -5.1% annuellement, contre seulement -0.9% pour les villages orthodoxes, qui sont stables dans la Lunxhëri et gagnent même dans le Haut-Dropull, malgré l'émigration. Si on considère le nombre de réfugiés très élevé estimé en 1914 dans la région de Vlorë, on voit que ces villages musulmans se sont partiellement repeuplés, ce qu'on observe au nord de Kolonjë où les villages recensés par les Grecs et par les Français passent de 5800 à 3000 habitants entre 1913 et 1918, puis remontent à 4400 en 1927. Les chiffres donnés par Selenica pour 1923 et 1927 montrent aussi une plus forte croissance dans les sous-préfectures de Leskovic et Kolonja. Plus à l'ouest, les plaines de Vurg près de Sarandë accusent même une forte croissance. Là encore, entre 1913 et 1926, les villages musulmans perdent en moyenne (-0.9% annuels pour la région Himarë-Vurg-Çamëria), les orthodoxes gagnent (+2.4%). Pour la région de Korçë, on dispose du triple compte. Si on somme les 184 villages pour lesquels ces données sont disponibles, on voit que, sans compter la ville de Korçë, les plaines les plus prospères (Korçë et Devoll) ont une croissance modérée durant la guerre (+1.8%), plus faible ensuite (+0.4%), alors que la montagne (nord de Kolonjë, Ostravica, Opari et Gora) perd durant la guerre (-2.8%) et regagne ensuite (+2.7%), ce qui constitue le mouvement inverse de la ville de Korçë, qui gagne 8000 habitant durant la guerre et en reperd 4000 ensuite. C'est l'illustration d'un mouvement de balancier typique de période de guerre²¹⁸. C'est peut-être ce même mouvement de balancier qui explique les structures très nettes observables à Mallakastër, juste au nord de la Vjosa, limite des zones d'occupation

²¹⁸ Bourcart (1922, 291) relève en 1920 que la population des campagnes a augmenté d'environ 1/3 depuis 1918, celle des villes de 1/20.

autrichienne et italienne, où le recensement de 1918 indique d'importantes levées de troupes dans les populations villageoises²¹⁹.

La dynamique de l'Albanie centrale est en règle générale plus mesurée, avec cependant certains contrastes régionaux difficiles à expliquer, comme par exemple à Elbasan où les régions collinaires au sud, comme le massif de Dumre (région de Belsh), sont en forte croissance, alors que celles au nord sont en perte. Plus au nord, la région de Mat a également une dynamique positive, alors que la côte au niveau de Lezhë et Shëngjin semble être désertée, ce qui confirme l'impression de Bourcart sur villages des zones basses affectés par la guerre et ravagés par la malaria²²⁰. Quant à la montagne catholique enfin, qui se replie sur elle-même durant cette période, elle connaît des situations contrastées, dont une partie est imputable aux grandes difficultés de compter et d'agrèger de manière cohérente ces populations dispersées dans les montagnes. La forte croissance de l'est géographique de la Mirditë (et son centre politique), la région d'Orosh, bien visible sur la carte des villages, repose par exemple sur l'attribution à celle-ci des 1469 habitants de la localité de « Vreni i Oroshit » mentionnée par Selenica, qu'on n'a pas pu localiser avec précision, et qui se correspond à aucun enregistrement chez Seiner. Chez Seiner par contre, on trouve 533 habitants à Spaçi, dont on ne retrouve pas la trace chez Selenica. Mais si l'on se réfère plutôt aux rares villages voisins qui figurent dans les deux tables, on observe en général un léger recul. Ces difficultés considérables péjorant la comparabilité s'amouindrissent dans la période qui suit 1927, où les structures spatiales se dégagent avec beaucoup plus de clarté et de cohérence.

5.2.9 Synthèse géohistorique

La disjonction territoriale des nationalités et des citoyennetés est au cœur des mutations qui affectent les Balkans au début du XX^{ème} siècle. En réaction aux frontières produites par les marchandages diplomatiques des Puissances et de leurs alliés régionaux à l'issue de la seconde guerre balkanique, tout un ensemble de forces émergent qui visent au regroupement des nationalités, à leur couplage avec les citoyennetés. Ces forces peuvent s'exprimer dans la volonté de déplacer certaines frontières et de (re)conquérir des territoires jugés nationaux (comme l'Épire du Nord pour les Grecs), mais pas seulement. Enchâssées dans la mosaïque des États-nations se dessinent progressivement les « minorités nationales », qui se constituent peu à peu en protagonistes des négociations, qui peuvent manifester une volonté propre d'agglomération à leur État-parent, par la sécession ou par l'exode, ou se voir contraintes de quitter un territoire où elles ne sont plus les bienvenues aux yeux de la nationalité globalement majoritaire (même si localement minoritaire), comme ce fut le cas pour les Chams. L'émergence rapide et très prégnante de l'échelle que constituent ces nouveaux État-nations n'oblitére pas les échelles inférieures. Globalement, l'Empire avait la forme d'une juxtaposition d'*horizons* (petites aires territoriales aux frontières floues) et de réseaux (*networks*) plus vastes. L'« extrusion » que constitue l'application des nouvelles frontières vient d'une part casser les réseaux de niveau supérieur (qui avaient déjà bien perdu en vigueur les décennies précédentes) et d'autre part entraîne l'inclusion des horizons dans les nouveaux territoires. Celle-ci ne va pas sans poser problème même lorsque, comme dans le cas albanais, un soin particulier est mis à associer à la construction du pouvoir les différentes composantes de la nouvelle société (régions, religions, etc.). Les montagnes du Nord albanais en sont l'exemple typique : minorité religieuse, historiquement proche des Slaves, mal intégrée au processus d'élaboration politique, la Mirditë fait brièvement sécession. Les différents mécanismes d'adaptation à la disjonction territoriale nation/état – guerres de conquête, sécessions, exodes et nettoyages ethniques – participent largement à produire la mobilité de la période. Celle-ci se caractérise par son hétérogénéité, son « événementialité » et ses saccades qui la rende difficilement connaissable par le dispositif que constituent des recensements successifs, conçus pour donner une série d'images photographiques et tracer des changements d'état s'inscrivant de manière relativement régulière dans une certaine durée (comme l'urbanisation). Outre ces mobilités suscitées directement par la question territoriale, il en est qui le sont plus indirectement. En de nombreux endroits, le caractère arbitraire de la frontière entraîne la rupture de réseaux de communication et d'aires de marché. Rupture entre villes désormais étrangères – la liaison Bitola-Korçë-Janinë –, entre régions situées en Albanie mais connectées par l'extérieur (accès à Sarandë de l'est, liaison Peshkopi-Dibër), et entre régions rurales et leurs villes de marché, autour de Dibra, Prizren ou Gjakovë. Ces ruptures ont des répercussions immédiates, mais surtout elles participent à déterminer pour longtemps, par le mécanisme de la migration en chaîne associé au déficit urbain de ces régions désormais enclavées, les *patterns* des migrations à venir.

²¹⁹ Selon les données individuelles saisies dans le cadre du projet de l'équipe de Karl Kaser : Kaser K., Gruber S., Kera G., Pandelejmoni E. (2016), *1918 Census of Albania*, version 0.2 [SPSS file], Graz.

²²⁰ Citation déjà mobilisée plus haut : « L'eau stagnante, malsaine, luit partout, et des ruines de villages attestent de la victoire de la malaria sur l'homme ; de ci de là des groupements de huttes de tziganes. Alessio, la cité où mourut et fut enseveli Scanderbeg devient déserte » (Godart, 1922, p. 60).

5.3 1926-1948 – Ébauche d'État moderne et Seconde Guerre mondiale

La définition de cette période est rendue problématique par le fait qu'elle englobe la seconde Guerre, ce qui pose la question de son hétérogénéité, à l'exemple de la croissance urbaine conjoncturelle en temps de guerre entre autres ruptures de tendances. Mais la difficulté réside dans l'absence d'un relevé complet de la population des localités avant la guerre, qui aurait permis de scinder la période en deux. Les quelques données dont on dispose pour 1938 permettront cependant de montrer que la croissance de la population urbaine est surtout un phénomène de la guerre, et non une constante sur toute la période. Le discours qui suit prend donc appui sur les données du relevé publié par Selenica en 1927 et les résultats du premier recensement communiste qui a eu lieu en 1945. La période a tout-de-même une certaine cohérence historique : elle correspond au règne de Zogu, à la montée en puissance de l'Italie dans l'économie albanaise et au programme de modernisation conjoint. Zogu arrive au pouvoir en 1925, la même année l'Italie obtient un monopole sur les concessions commerciales et le transport maritime (Vickers 2014, 112), prolongé l'année suivante par un pacte d'amitié et d'entraide mutuelle, suivi une année plus tard (1927) d'une alliance défensive. Puis l'Italie occupera militairement l'Albanie de 1939 à 1943. Suivra une brève occupation allemande et les quatre années de collaboration étroite et ambiguë avec le voisin yougoslave. On traite cet épisode yougoslave (1944-1948) dans ce chapitre, suivant en cela l'argument de Mëhilli (2017) qui considère que celui-ci s'inscrit davantage dans le prolongement d'un état de guerre et d'incertitude que d'une véritable normalisation. Sur la question des données, en plus des limites déjà mentionnées propres à la publication de Selenica, on peut s'interroger sur la qualité d'un recensement mené fin septembre 1945 déjà, quelques mois seulement après que les révoltes dans le Nord aient été réduites²²¹. Et surtout, le problème de la définition du domicile dans le recensement de 1950 (voir chapitre 5.3.10) rend malheureusement les données inutilisables dans la perspective de caractériser l'évolution démographique à l'échelon local pour ces tout débuts du communisme sous auspices yougoslaves.

5.3.1 Une période marquée par le règne d'Ahmed Zogu et l'ascendant italien

Le personnage central de l'entre-deux-guerres est Ahmed Zogu²²². A la tête de l'État de sa prise du pouvoir en 1924, avec le soutien yougoslave, à sa fuite devant l'armée italienne en 1939, il exerce d'abord comme Premier Ministre, puis dès 1928 comme « Roi des Albanais ». La révision de la Constitution en 1928 le dote d'un large pouvoir qu'il exerce, sous des dehors de monarchie constitutionnelle, en souverain omnipotent, pour partie grâce à un onéreux clientélisme. C'est durant son règne que l'Albanie se dote progressivement de l'outillage législatif et administratif d'un État moderne, même si dans l'ensemble les éléments les plus progressistes – ce qui concerne l'émancipation des femmes par exemple – pénètrent difficilement une société rurale pauvre, très peu alphabétisée et dispersée dans des territoires peu accessibles. Il bénéficie du soutien économique italien – la Ligue des Nations ayant refusé son aide et entérinant ainsi l'hégémonie italienne en même temps que la dépendance albanaise –, mais sait aussi s'appuyer sur d'autres forces, comme les Anglais (concessions pétrolières, organisation des forces de police albanaises) ou des fondations privées (Rockefeller investit massivement dans la lutte contre la malaria). Pourtant, en dépit d'une certaine habileté voire de courage en certaines circonstances (refus de reconduire le « pacte de Tirana » avec l'Italie en 1931), la pénétration de l'Italie dans l'économie albanaise, qui sans elle serait en état de banqueroute permanent, devient telle qu'en 1938 les Italiens contrôlent tous les secteurs essentiels de l'État albanaise. La constante insolvabilité de l'Albanie est utilisée comme moyen de pression politique par Mussolini pour obtenir de nouvelles concessions (Zavalani 2015, 199). A l'apogée, 170'000 italiens sont actifs en Albanie, jusqu'à 82% des importations et 92% des exportations se font de et vers l'Italie (Vickers 2014, 130). Parmi les succès de la monarchie, outre les travaux publics et un embryon d'essor industriel sur lesquels nous reviendrons, on peut mentionner la consolidation et le respect des nouvelles frontières, le rétablissement d'un certain ordre dans le pays en prenant appuis sur une police formée et soutenue par les Anglais, le recul du brigandage et des vendettas, l'essor du système éducatif et la création d'hôpitaux dans les grandes villes. Malgré son caractère dictatorial, parfois très brutal (comme lors de la répression de la révolte de Fier en 1935), le régime est en général jugé par les historiens comme ayant été plus adapté aux réalités politiques albanaise d'alors, au « manque de maturité » de la population et d'expérience politique des cadres, que n'avaient su l'être les principes

²²¹ Pllumi (2014, 35) décrit par exemple la violence de la prise de Kelmend par Mehmet Sehu en 1945, région la plus septentrionale d'Albanie et qui refusait de se soumettre à l'ordre communiste.

²²² Sur cette période, voir en particulier Bernd Jürgen Fischer (1984), *King Zog and the Struggle for Stability in Albania*, New-York : Columbia Univ. Press.

démocratiques importés de l'Occident²²³. Quant à l'occupation italienne, cinq buts assignés à celle-ci sont généralement mentionnés dans la littérature (Sjöberg 1992a, 22) : 1) installation de colons italiens ; 2) production de matières premières pour l'industrie italienne ; 3) élargissement du marché de consommation des produits italiens ; 4) captation de capitaux d'investissements non-Italiens ; 5) objectif stratégique en vue d'une expansion dans les Balkans.

5.3.2 *Stagnation de l'agriculture malgré la réforme agraire*

La profondeur des réformes agraires ayant pris place sous le régime de Zogu est diversement appréciée par les historiens. Vickers met en avant son incapacité durable à mettre en œuvre ces réformes, et l'insatisfaction des paysans à cet égard (2015, 126). La réforme de la loi agraire de 1930, qui visait à remédier à la domination des beys dans les grandes plaines du centre et du sud, n'aurait pas donné de résultat. Entre l'élaboration de celle-ci et son entrée en force tardive, les latifondiaires auraient mis en œuvre différentes stratégies pour se soustraire à l'expropriation du tiers des surfaces prévu par la loi : morcellement des propriétés au sein des familles, falsification des registres, conversion en pâturages, ceux-ci étant exemptés, etc. Par contre la politique favorise l'installation de paysans sur les vastes terres vierges des anciens çifliks d'État ottomans repris par l'État albanais. Mais comme le relève Zavalani (2015, 206), c'est un processus lent, qui n'est pas accompagné d'amélioration des pratiques culturales ou de bonification des terres, et qui donc en aucun cas ne permet d'amener – en dépit du potentiel agricole des nouvelles terres – la production au niveau de l'autosuffisance alimentaire. L'Albanie des années 1930 continue d'importer l'équivalent de 10 à 15% de sa production céréalière, les famines demeurent récurrentes dans les districts montagneux du Nord, les efforts et les idées nouvelles – ouverture d'un collège d'agriculture à Kavaja, fermes modèles, propositions de jeunes ingénieurs agronomes formés à l'étranger – ne parviennent pas à pénétrer le monde agricole. De faits, les paysans demeurent dans une situation très difficile : exposés aux éléments (en particulier les inondations et sécheresses), soumis aux prêteurs et aux marchands de semences, peu soutenus par l'État bien que lourdement taxés. Le pouvoir des beys n'est pas véritablement entamé, tout au plus l'État encadre-t-il davantage la relation de ceux-ci avec leurs fermiers, la loi empêchant désormais par exemple leur éviction arbitraire (Zavalani 2015, 206). La réforme agraire a donc été un échec, puisqu'au final, seuls 8100 ha ont été concernés, soit 2% environ de la surface agricole utile (Sguri et al. 2011, 26), un peu plus de la moitié pris aux domaines privés, le reste à ceux de l'État (Civici 1997, 161). Par contre, la structure foncière a passablement évolué dans le sens d'un morcellement des latifundia et l'émergence d'une « petite bourgeoisie foncière », celle-ci comprenant les héritiers du partage des grands çifliks, mais aussi une classe de marchands en mesure de racheter des terres. Entre 1912 et 1945, les latifundia de l'État sont passés de 15 à 13% des terres arables, ceux des églises de 4 à 2%, ceux privés de 37 à 13%, et donc globalement ces grands domaines ont baissé de moitié, de 55% à 27% des terres arables (Civici 1997, 161)²²⁴. Mais la terre demeure essentiellement aux mains de grands et moyens propriétaires, qui souvent n'y investissent pas en raison de taux de retour limités, d'importantes surfaces demeurant donc en friche. Une statistique de 1938²²⁵ montre que 91% des exploitations sont aux mains de petits propriétaires (119'500 exploitations, surface moyenne 1.1 ha) et de paysans sans terre (21'500), et que celles-ci occupent seulement 33% des surfaces arables. Pour ce qui concerne les grandes plaines, il faut évoquer encore la question de la malaria qui y sévissait et faisait des ravages considérables. L'État albanais pouvait tenter d'y remédier soit en entreprenant d'importants travaux de drainage et d'assainissement des zones marécageuses, soit en développant des politiques sanitaires. Mais celui-ci, exsangue et sans soutien à cet égard de son allié italien, confie la tâche à la Fondation Rockefeller, qui investit d'importantes sommes et mène sur un mode militaire une campagne contre la malaria qui s'avère très efficace (Zavalani 2015, 209). De manière générale cependant, de par le retard pris dans les réformes et le caractère primitif de son agriculture, l'Albanie demeure un cas isolé en Europe centrale et dans les Balkans (Berend 1985, 203). Avec l'amorce de la bonification des basses-terres et donc le développement des terres arables à proximité des régions densément peuplées, l'avant-guerre inaugure à la fois un mouvement migratoire et une mutation de l'agriculture de l'élevage vers la production céréalière (Sjöberg 1992a, 31).

²²³ Voir Vickers 2014, p. 111. Pour Zavalani (2015, 221), Zog a été « l'homme du destin à ce stade de l'évolution albanaise », après les échecs successifs de la monarchie étrangère (Prince de Wied) et de l'ébauche démocratique suite à la révolution de juin 1924 (Fan Noli). Zavalani mentionne à titre de comparaison la dictature « bienveillante, éclairée et couronnée de succès » de Mustafa Kemal Atatürk en Turquie.

²²⁴ Même s'il n'est pas toujours aisé de comprendre le terme de « latifundia » dans les différentes sources. Pour les statistiques de 1938, cela désigne les 7 grands domaines (surface moyenne de 20 ha) qui n'ont pas été démantelés à ce moment-là, alors que pour Civici (1997) cela désigne aussi les 2563 héritiers des grands domaines morcelés, eux-mêmes comptant sans doute pour la majorité parmi les 4715 « gros propriétaires » (surface moyenne 19 ha) de la statistique de 1938.

²²⁵ Annuaire statistique de la RPSA, 1959, cité par Civici (1997, 161).

5.3.3 Développement du réseau routier et accessibilité

Le développement du réseau routier a été un axe central de la politique de modernisation de l'entre-deux-guerres. Il s'agit à la fois de permettre au commerce de se développer, mais aussi à l'État de pénétrer plus avant le territoire, de mettre sous son contrôle les régions reculées, d'y collecter les taxes, de faire reculer le banditisme et les vendettas (Vickers 2015, 119)²²⁶. Bourcart (1921, 256-257) décrit précisément l'état des communications en 1921. Avant la guerre n'existait que la grande route turque de Ioannina et Sarandë à Monastir, la route d'Elbasan à Ohrid (très endommagée durant la guerre), quelques pistes pavées comme celle de Berat à Ioannina par Përmet, voire des voies romaines, utilisées telles quelles, comme celle de Tiranë à Dibër. La première Guerre voit déjà de nombreuses améliorations, surtout dans les secteurs français et italiens (les autrichiens ayant plutôt développé les chemins de fer à voie étroite) : route de Korçë à Florina, route de Sarandë à Monastir refaite et élargie, routes de Sarandë à Vlorë, de Vlorë à Gjirokastrë, de Vlorë à Berat, jonctions de Tepelenë à la route de Korçë (par Përmet), de Korçë à Pogradec, de Pogradec à Dibra ou Ohrid par Struga (inachevée), amorces de la route du Devoll (entre Korçë et Elbasan, par Gramsh). Enfin côté autrichien, la route Shkodër-Tiranë/Durrës, avec la branche de la Buna et celle de Lezhë au port de Shëngjin. Bourcart décrit le programme qui devrait être mis en œuvre, et qui à peu de choses près sera celui financé par la SVEA (*Società per lo Sviluppo Economico dell'Albania*), l'établissement créé pour garantir les prêts italiens pour le développement de l'Albanie. Il s'agit selon lui de refaire d'abord la route d'Elbasan vers Korçë et Pogradec, d'empiercer les routes de la Myzeqe vers Vlorë et Berat, de finir la route du Devoll (par Gramsh), de refaire les routes de Berat à Përmet et de Tepelenë à Përmet (pour pallier à la perte de la portion grecque de la route entre Sarandë et Korçë). Il pense également nécessaire de relier Tiranë à Elbasan par la montagne (Krrabë), ou alors par Kavajë et Durrës. Enfin, par la suite, il plaide pour une liaison transversale Shkodër-Prizren par Vau i Dejës et Pukë, qui sera effectivement réalisée par les Italiens²²⁷, d'abord jusqu'à Pukë pour l'exploitation des mines de cuivre, plus tard jusqu'à Kukës. En plus de ces axes essentiels, les routes construites ou améliorées, généralement par la firme italienne *Azienda Strada Albania* (Fischer 1999, 66), comprennent selon la cartographie au 1 : 50'000 la route nord-sud de Pukë à Rrëshen à travers la Mirditë, la route de Milot à Burrël, qui ne longe pas le fleuve Mat mais la Fani au nord par Rubik et Rrëshen, ainsi qu'une route de Krujë à Burrël, puis de là une route vers Peshkopi et une autre au sud vers Dibra par Bulqizë. Un nouvel axe relie également Dibër à Librazhd, et à proximité, à l'ouest, une route extrêmement sinueuse dessert l'arrière-pays montagneux de Tiranë (Shëngjergj) et descend ensuite sur Elbasan. Tout à l'est, une route dessert le Devoll (Bilisht) de Korçë par le nord ou par le sud, et au sud, une route est construite sur la côte entre Vlorë et Sarandë (par Himarë), qui se poursuit encore jusqu'à Konispol. A l'exception du nord, au-delà de l'axe Shkodër-Prizren, de quelques vallées (Skrapar), de la liaison Kukës-Peshkopi (construite durant la guerre) et de la vallée du Devoll entre Gramsh et Korçë (finie durant la guerre), le réseau structurant est donc établi au début de la seconde guerre²²⁸. Certaines régions peu densément peuplées demeurent à l'écart de cette desserte (surtout au nord-est Krumë et Tropojë), ainsi que d'autres où cette mauvaise accessibilité empêche encore les Italiens d'exploiter comme ils le souhaiteraient les ressources minières²²⁹. Un important effort est encore produit par les Italiens après l'annexion de l'Albanie²³⁰. En 1939 est annoncé un programme pour 15'000 kilomètres de routes modernes, qui consiste surtout en l'amélioration d'axes existants qui, s'ils servent les desseins stratégiques de Mussolini en facilitant les déplacements vers la frontière grecque²³¹, ont également d'importantes fonctions commerciales (Fischer 1999, 68). Ces chantiers sont de grands pourvoyeurs d'emplois puisque qu'on estime qu'en 1940 environ 30'000 Albanais travaillaient sur les routes et les ponts sous la supervision d'ingénieurs italiens (ibid).

²²⁶ En 1921, Bourcart écrivait : « Mais à mesure que les routes gagneront l'intérieur, la tranquillité du pays sera plus facile à assurer, le commerce renaitra ; les produits d'exportation pourront arriver à la côte, les exploitations minières et forestières deviendront possible ; en échange les produits étrangers atteindront la montagne et l'intérieur. Cette œuvre devrait marcher de pair avec la pacification et la réorganisation administrative » (Bourcart 1921, 259).

²²⁷ Il propose également une liaison longitudinale de « Scutari au Mati et au Shkumbi, facile et sans col élevé » (p. 257) dont on peine à saisir le tracé. Entre la vallée du fleuve Mat et celle du Shkumbin, soit entre Burrël et Librazhd, il faut franchir la Çermenika à des altitudes avoisinant les 1400 mètres.

²²⁸ Il faut relever que des incertitudes demeurent sur l'état réel de certaines de ces liaisons en raison des sources discordantes. Ces sources sont la cartographie italienne au 1:50'000 (cf. chapitre 3.2.5), mais dont les feuilles ne sont pas toutes de la même date, la carte du Regno d'Albania de l'Instituto Geographico de Agostini de Novara (1939), et celle de Erich von Luckwald (1942). La carte de De Agostini donne une route à Skrapar, Luckwald rien, la route dans la vallée du Devoll est donnée existante en 1939, en construction en 1942, etc.

²²⁹ Fischer (1999, 66) note que le réseau routier tel qu'il existait en 1939 permettait l'exploitation du pétrole et du chrome, mais pas celle d'autres minerais comme le cuivre, le fer ou le bitume.

²³⁰ Mussolini garanti en 1939 des prêts à hauteur de 22 millions de livres sur 5 ans pour le développement économique de l'Albanie, soit beaucoup plus que les quelque 8 millions alloués depuis le début de années 20 (Fischer 1999, 67).

²³¹ Dans le même ordre d'idée, la volonté des Italiens de développer le réseau vers l'est avait attisé la suspicion du gouvernement yougoslave (voir Vickers 2014, 122).

Les cartes 5.19 à 5.24 montrent l'accessibilité du territoire albanais vers 1940, alors que le réseau routier est quasiment achevé. Les cartes en tons de bleu illustrent les temps de parcours pour se rendre à pied, avec mulets ou en charrette²³² – ce qui constitue alors les modes de déplacement de la quasi-totalité de la population – vers la ville d'une certaine importance la plus proche (villes de plus de 4000 habitants vers 1940). Deux versions sont proposées, l'une en tenant compte des villes des pays voisins (ce qui correspond à la situation entre 1941 et début 1944 par exemple), l'autre non. On voit bien sur ces cartes à quel point les villes des plaines côtières du centre, de Krujë à Vlorë, constituent un système urbain, en opposition aux autres (Korçë, Gjirokastër, Shkodër), qui forment des bassins isolés les uns des autres. La fracture entre l'est et l'ouest du pays est particulièrement visible. Lorsque la frontière vers le Kosovo a été fermée, les villages du nord-est se sont trouvés privés de tout accès à une ville : il ne fallait alors pas moins de 47 heures, soit six jours de marche, pour accéder des plus éloignés d'entre eux à Shkodër !

Les cartes dans les tons de rouge donnent un aperçu de l'accessibilité routière²³³ aux villes à différents niveaux de la hiérarchie urbaine. La position centrale de la capitale, autour de laquelle s'organise la desserte routière, fait que toutes les grandes villes du pays (jusqu'à Shkodër, Vlorë, Korçë, à l'exception peut-être de Gjirokastër) sont désormais accessibles dans la journée, ce qui constitue en soi un progrès considérable et assoit la capacité du gouvernement central à administrer ses provinces. Les cartes suivantes illustrent l'absence de centralité de premier ordre dans le sud-ouest, qui peut cependant s'appuyer sur un réseau de petites villes anciennes, et au nord-est où avant le développement de Kukës et Peskopë, strictement aucune ville n'était à portée. Sur la dernière carte on voit dans les tons foncés apparaître les zones rurales qui n'étaient pas desservies par la route. L'édification des quelques petites villes nouvelles (comme Bajram Curri) et de quelques routes très sinueuses durant le communisme ne viendront pas fondamentalement changer la donne, ces régions demeureront les plus enclavées du pays.

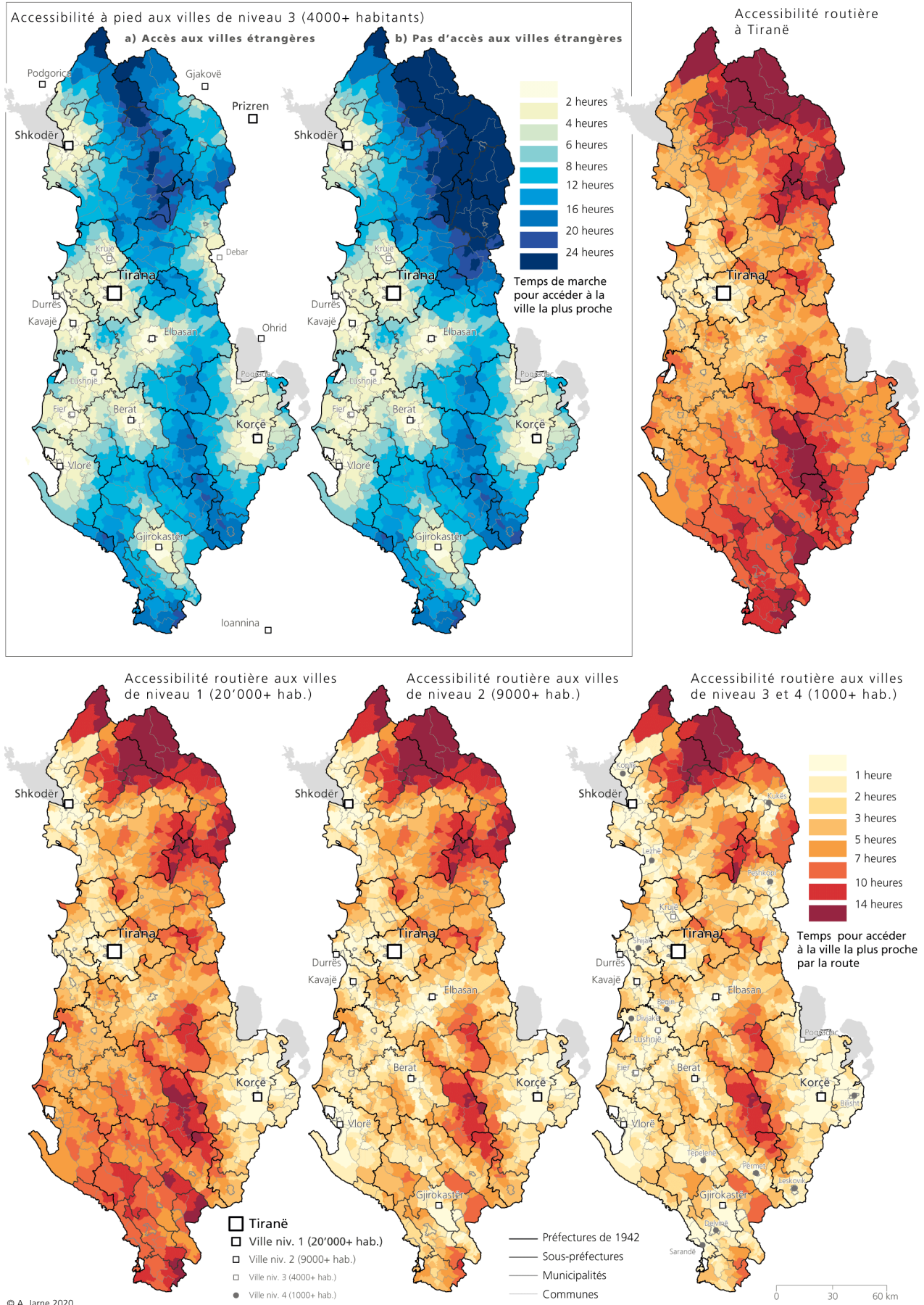


Illustration 5.1 : « Les moyens de transport en Albanie ». Carte postale envoyée par un soldat de l'Armée d'Orient : « Tout le transport se fait de cette façon, même l'évacuation des blessés ou malades au moyen de cacolets qui se fixent de chaque côté du mulet, c'est le meilleur moyen, lorsqu'on a le palu, d'avoir le mal de mer en plus. Je ne parle pas du nombre de fois qu'un mulet tombe au fond d'un ravin ou d'un précipice ».

²³² Temps de parcours calculé sur la base du réseau viaire principal reliant les villages entre eux. Ce réseau a été digitalisé sur la base de la cartographie italienne des années 1930, jusqu'au niveau des simples sentiers lorsqu'un village n'était relié au monde par rien d'autre. On a considéré une vitesse de marche de 5 km/h sur les routes, 4 sur les chemins muletiers, 3 sur les sentiers. Il a été tenu compte des grands dénivelés, sur la base de courbes de niveau de 100 mètres. Les valeurs sont calculées d'un centre de localité à l'autre, et le résultat détermine la couleur attribuée au polygone représentant le village.

²³³ On a considéré des vitesses modestes, soit 30 km/h sur les routes de 1^{ère} et 2^{ème} classe, 20 km/h sur les routes de 3^{ème} classe, les temps de marche étant utilisés pour l'accès à tous les villages non connectés par la route.

Albanie - état du réseau viarie de 1940
Accessibilité aux centres urbains



Cartes 5.19 à 5.24 : Accessibilité à pied et routière aux villes albanaises vers 1940.

5.3.4 *Timide décollage industriel*

L'industrie albanaise naissante se concentre autour de l'exploitation des ressources naturelles. Développée progressivement par quelques entreprises étrangères (les Français exploitant le bitume de Selenicë près de Vlorë, l'*Anglo Persian Co.* le pétrole de Kuçovë depuis 1926), elle passe progressivement en mains italiennes. En 1939, Zelone Belini publie dans un rapport à l'intention de Ciano et Mussolini l'inventaire de ces ressources et l'état de leur exploitation²³⁴. Le pétrole tout d'abord est exploité depuis 1926 autour de Kuçovë (devenue « Petrolia ») par l'APIPI (*Azienda Italiana Petrolio Albania*), puis également par la suite dans la région de Patos depuis 1935, après que le gouvernement albanais eut transféré la concession de l'*Anglo Persian Co.* aux Italiens. A Kuçovë, on trouvait en 1938 445 puits pour une production annuelle de 150'000 tonnes, acheminée jusqu'à Vlorë par un oléoduc de 74 kilomètres et d'une capacité de 1000 tonnes/jour (Zavalani 1944, 85). Ce pétrole n'était pas de très bonne qualité (base asphaltique, haute teneur en soufre), mais on estime que durant la guerre, il couvrait entre 10 et 30% des besoins italiens (Fischer 1999, 67). L'Albanie par contre dispose des seuls gisements de chrome (utile à la production d'acier) sur les territoires tenus par les Italiens, dont la production suffit à leurs besoins (Fischer 1999, 67). Il est exploité dans la région de Pogradec, et envoyé à raison de 20 à 25'000 tonnes/an vers l'Italie dès la fin 1939. Un important gisement de fer existe également à Pogradec, jugé dans le rapport de Belini d'une grande pureté, propice à la fabrication de tout type d'acier, et relativement facile à exploiter car proche de la surface, et en vue de l'extraction et du traitement duquel est créée la société Ferralba (Zavalani 1944, 80). Mais celle-ci ne dépassera pas le stade de la prospection, en raison des coûts de transport et de la qualité finalement médiocre du minerai²³⁵. Les autres minerais comprennent le cuivre découvert dans la région de Pukë (le long de la route entre Shkodër et Prizren) et le bitume de Selenicë. L'intérêt stratégique de l'Italie et sa volonté d'intégrer plus avant l'Albanie dans son espace économique se manifeste aussi par les investissements réalisés dans l'amélioration des ports (surtout Durazzo/Durrës, mais aussi Santi Quaranta/Sarandë, Valona/Vlorë et San Giovanni di Medua/Shëngjin), ainsi que la construction de pistes d'aviation pour un réseau de lignes aériennes intérieures en étoile autour de Tiranë (aéroports à Shkodër, Kukës, Korçë, Vlorë, aérodromes secondaires à Berat et Peshkopi, plus une ligne Durrës-Kukës et une Korçë-Vlorë), ainsi que des lignes internationales de Tiranë vers Rome et Salonique²³⁶.

5.3.5 *Centralisation : le développement de Tiranë*

Parler d'urbanisation sous la Monarchie, c'est parler avant tout du développement de Tiranë. Les totaux de population intermédiaires dont on dispose pour 1938²³⁷ semblent en effet indiquer que sur la période 1926-1938, les taux de croissance de l'urbain se situent autour de 2% annuels, ce qui correspond exactement à la croissance nationale²³⁸. Par contre Tiranë, qui avait stagné jusque vers 1923, commence alors son évolution spectaculaire de 10'800 habitants en 1923 à 12'600 en 1926 puis plus 25'000 en 1938, soit des croissances annuelles de 5 à 6%. Si l'on retranche la population de Tiranë de l'urbain, on voit que celui-ci ne croît que d'environ 1% annuels, soit la moitié de ce que connaissent alors les campagnes. Par contre, entre 1938 et 1945, l'Albanie voit fléchir fortement sa croissance globale, qui tombe à 1.1%, alors que l'urbain (hors Tiranë) connaît une croissance forte (5 à 7% annuels) et Tirana explose (+13.2% annuels), sa population passant à 59'900 habitants en 1945. Pendant ce temps, la population rurale est stable à 900'000 habitants environ. Cette forte urbanisation durant la guerre est un phénomène connu²³⁹, mais il est cependant possible que son ampleur soit pour partie liée à une sous-évaluation de la population urbaine en 1938 : il y a souvent un temps de latence dans les données administratives, entre le moment où une personne se déplace effectivement vers une ville et celui où cette information est répercutée

²³⁴ Dont l'essentiel est retranscrit par Zavalani (1944). Le rapport de Belini, qui est le sous-secrétaire aux affaires albanaises, est jugé plutôt optimiste (voir Fischer 1999, 66).

²³⁵ Voir l'article de Lorenzo Iaselli « Le relazioni finanziarie tra Italia e Albania (1925-1943). Il ruolo della Banca Nazionale d'Albania », in *L'Albania indipendente e le relazioni italo-albanesi (1912-2012)*, Roma : Edizioni Nuova Cultura, 2012, 157-184.

²³⁶ C'est du moins le réseau décrit par l'une des cartes d'une série de 10 publiées en 1939 par l'ingénieur Francesco Pollastri intitulée « Albania. Vie e mezzi di comunicazione ».

²³⁷ Probablement tirés de sources administratives (registres). Ils sont cités par Dibra et Vako (1965, 255), Meksi et Iaquina (1991, 682), Darques (2004, 564), etc.

²³⁸ Si l'on fait le calcul en comparant les chiffres de Selenica pour 1926 à ceux de l'urbain institutionnel de 1938 selon Dibra et Vako (1965, 255), on obtient une croissance de l'urbain de 1.56% annuels, contre 1.98% pour l'ensemble de la population. Si en revanche on prend pour 1938 les chiffres publiés par l'Instat et repris par Darques (2004, 564), où l'urbain est constitué des localités de plus de 5000 habitants, on obtient une croissance annuelle de 2.05%. La différence provient peut-être du fait que quatre villes avaient été semble-t-il déclassées de leur statut urbain en 1938, passant de 23 en 1923 à 19 (Dibra et Vako 1965, 257).

²³⁹ Voir Sjöberg (1989 p. 106 et 1992a p. 35).

dans les registres²⁴⁰. Le fort développement de Tiranë depuis que celle-ci a été choisie pour capitale entraîne le basculement « d'une structure urbaine spontanée et chaotique vers une structure plus développée, moderne, fondée sur des études et des plans d'urbanisme » (Aliaj et al. 2003, 28), correspondant entre autre au désir du roi Zog d'en faire une capitale européenne moderne. L'influence italienne est très forte, sur les plans d'urbanisme comme sur l'architecture, en particulier celle des bâtiments administratifs²⁴¹. De cette époque datent le boulevard nord-sud imaginé par Brasini – qui portera successivement les noms de « Zogu I », « Vittorio Emanuele » ou « Via dell'Impero », puis plus tard « Boulevard des Martyrs de la Nation » –, ainsi que la grande rocade (plus de huit kilomètres sur 30 à 40 mètres de large) et les axes radiaux qui connectent la nouvelle capitale au reste du pays. Ces grands chantiers nécessitent un apport important de main-d'œuvre, ce qui, avec le développement de l'activité administrative et commerciale, participe à l'augmentation massive de la population de Tiranë.

	A Albanie		B Urbain institutionnel		C Urbain (5000+)		D Tiranë		E Urb. inst. sans Tiranë (B-D)		F Urb. 5000+ sans Tiranë (C-D)		G Rural (inst.) (A-B)		H Rural (5000-) (A-C)	
Population																
1910/13/18			117 254 ¹	3	87 920 ¹	4	10 383 ¹	4	10 6871		77 537					
1923	803 959 ²		127 595 ³		97 586 ⁴		10 845 ⁴		11 6750		86 741		676 364		706 373	
1926	822 127 ⁵		132 937 ⁵		102 218 ⁵		12 595 ⁵		12 0342		89 623		689 190		719 909	
1938	1 040 353 ⁶		160 000 ³		130 441 ⁴		25 079 ⁴		13 4921		10 5362		880 353		909 912	
1945	1 122 044 ⁷		238 812 ³		210 133 ⁴		59 900 ⁸		17 8912		15 0233		883 232		911 911	
Evolution moyenne annuelle (%)																
1918-1923			1.70		2.11		0.87		1.78		2.27					
1923-1926	0.75		1.38		1.56		5.11		1.02		1.10		0.63		0.63	
1926-1938	1.98		1.56		2.05		5.91		0.96		1.36		2.06		1.97	
1938-1945	1.09		5.89		7.05		13.24		4.11		5.20		0.05		0.03	
Part de la population albanaise (%)							*									
1923			15.9		12.1		1.3 8.5		14.5		10.8		84.1		87.9	
1926			16.2		12.4		1.5 9.5		14.6		10.9		83.8		87.6	
1938			15.4		12.5		2.4 7 25.		13.0		10.1		84.6		87.5	
1945			21.3		18.7		5.3 1		15.9		13.4		78.7		81.3	

* part de l'urbain (%)

Notes:

- 1 Recensements austro-hongrois de 1918, français de 1918, grec de 1913, Tirta (1999, 89) pour la population de Vlorë en 1910 (4934 habitants).
- 2 Dibra et Vako (1965) et Bërxfholi (2000) donnent 803959, Selenica (1927) donne 814380. La première valeur est celle du recensement, alors que Selenica donne sans doute une valeur tirée des registres, la différence pouvant s'expliquer par le fait que dans le second cas demeurent sur les listes de personnes en réalité en exil.
- 3 Dibra et Vako (1965)
- 4 Instat, cité par Darques (2004, 564)
- 5 Selenica (1927). Ce n'est pas le total publié, mais celui des unités retenues (localisées, à l'exclusion des probables doublons).
- 6 Dibra et Vako (1965). Meksi et laquinta (1991) donnent 1'010'300.
- 7 Dibra et Vako (1965) et Bërxfholi (2000)
- 8 Pihet (2000)

Tableau 5.2 : Population urbaine et rurale, 1918-1945.

²⁴⁰ C'est aussi ce qu'il est ressorti d'un entretien avec Gentiana Kera (à l'université de Tiranë en juin 2017) à propos du possible usage de données du recensement de 1930 pour reconstituer les déplacements vers les villes. Selon elle, dans ce recensement, fondé sur les registres des familles, les nouveaux habitants des villes sont souvent enregistrés avec leur famille, dans leur village d'origine.

²⁴¹ Voir à ce propos dans Aliaj et al. (2003) le second chapitre qui parle de l'architecture et du développement urbain entre 1920 et 1938 (pp. 27-51).

	1910/13	1918	1923	1926	1930	1938	1945	1910/18-1926	1926-1938	1938-1945
Berat ¹		9006	8505	8681	10 403	9534	12 309	-0.46	1.18	3.72
Bilisht ²	1641	2044	2312	2253	2562	2453	2838	1.22	1.07	2.10
Delvinë	2300		3110	3010	3463	3455	3486	2.09	1.74	0.13
Durrës ³		4175	5175	5175	9734	10 506	17 986	2.72	9.25	7.98
Elbasan		10 102	10 399	10 235	13 796	12 718	14 701	0.16	2.75	2.09
Fier ⁴		2536	1510	4422	3674	4795	7286	7.20	1.02	6.16
Gjirokastrë	11 590		9578	10 184	10 836	8820	9371	-0.99	-1.78	0.87
Kavajë		5453	6307	6307	8208	7272	9672	1.84	1.80	4.16
Korçë	15 453	23 243	25 598	19 491	22 787	21 221	24 602	-2.18	1.07	2.13
Krujë		3861	4027	4027	4835	3708	5928	0.53	-1.03	6.93
Kukës ⁵		213	186	189	815	1191	1017	-1.48	25.87	-2.23
Leskovik ⁶	2415		2211	2210	1931	2740	1341	-0.68	2.72	-9.70
Lezhë		724	637	1637	1037	750	1167	10.74	-9.30	6.52
Libohovë ⁷	1850		2593	2593	2410		1612	2.63	-0.91	-5.58
Lushnjë ⁸		1687	2264	2254	3813	4258	5678	3.69	8.28	4.20
Peqin		1608	1905	1563	1869	1825	2317	-0.35	1.96	3.47
Peshkopi		913	893	893	2029	1414	2006	-0.28	5.91	5.12
Përmet	2824		2788	2788	3312	2805	1346	-0.10	0.08	-9.96
Pogradec		2489	2312	2527	3425	3632	4862	0.19	4.64	4.25
Sarandë ⁹	170		818	818	1901	1848	1560	12.85	10.72	-2.39
Shijak		1028	1152	1234	2016	2250	2610	2.31	7.80	2.14
Shkodër ¹⁰		20 885	23 784	23 785	29 209	25 293	34 335	1.64	0.77	4.46
Tepelenë		617	275	324	471	370	435	-4.83	1.67	2.34
Tirana ¹¹		10 383	16 513	12 595	30 806	25 079	59 950	2.44	8.99	13.26
Vlorë ¹²	4934		6210	5942	9106	9948	15 832	1.17	6.65	6.86
Total urbain		127 050	141 062	135 137	184 448	170 295	244 247	0.44	2.93	5.29
Urbain sans Tiranë		116 667	124 549	122 542	153 642	145 216	184 297	0.35	2.14	3.46

Sources :

1910/13 : Chiffres du recensement grec de l'Épire du Nord en 1913, Tirta 1999 (89) pour Vlorë.

1918 : Chiffres du recensement austro-hongrois de 1918, tels que publiés par Seiner en 1923.

1923 : Chiffres publiés par Tirta (1999, 89), qui considère que les chiffres donnés par Selenica dans son livre de 1927 sont ceux du recensement de 1923, alors que Bërzholi les donne comme des valeurs de 1926. On retranscrit ici à titre indicatif les valeurs publiées par Tirta, qui souvent sont les mêmes ou proches de celles de Selenica, et parfois significativement différentes (surtout Korçë et Tiranë).

1930 : Chiffres publiés par Tirta (pour le détail des sources primaires, voir Tirta 1999, 89) pour le recensement de 1930 et qui indiquent un pic d'urbanisation surprenant. Tiranë par exemple aurait perdu 5000 habitants dans les années 1930. Selenica (Bërzholi 2000, 106) parle à propos du recensement de 1930 de publications qui donnent un total de plus de 1 million d'habitants pour l'Albanie, contre 836 000 pour le total communément admis. On peut se demander si certains chiffres surfaits de 1930 n'incluent pas des personnes émigrées de fait mais présentes sur les listes familiales (voir le formulaire du recensement présenté au chapitre 3.2.3). On ne tient pas compte de ces chiffres de 1930.

1938 : Voir Tirta (1999, 89), qui tire ces chiffres de « Vjetori statistikor i RPSH », Tiranë 1964, 66-67.

1945 et 1950 : Chiffres des recensements tels que relevés par A. Bërzholi.

Notes :

1 1918 Berat seul 9006, avec Gorica 9120. 1926 : Berat seul 8504, avec Uznovë 8681. Pour 1945, Tirta donne 11 911.

2 Pour 1913/18, Tirta donne 1141.

3 Pour 1945, Tirta donne 14 183.

4 En 1918, 1493 si l'on ne compte que Fier ; 2536 si l'on compte aussi les villages qui seront fusionnés dès 1945 (Tirta donne 1493). En 1926 1450 Fier seul, 4422 au total.

5 Pour 1945, Tirta donne 1070.

6 En 1913, 2337. 2415 si l'on compte Melesini avec.

7 Tirta ne donne pas la valeur de Libhovë en 1938. Pour les croissances, on a utilisé la valeur donnée pour 1930 à la place.

8 Pour 1945, Tirta donne 5478.

9 Pour 1945, Tirta donne 1520.

10 Pour 1945, Tirta donne 23 099.

11 Tirana seul 10 251, avec Shkoza 10383. Tirta donne 10 225.

12 Pour 1945, Tirta donne 12 716.

Tableau 5.3 : Population des villes d'Albanie, 1910/13-1950.

Si l'on détaille sur la base du tableau 5.3 l'évolution de la population des autres villes²⁴², on observe d'abord la très grande irrégularité des croissances urbaines. Avant la guerre, les croissances sont généralement faiblement positives (1 à 2% annuels), sauf quelques cas de déclin (Gjirokastër, Krujë, Lezhë, Libohovë) et quelques très fortes croissances, surtout dans les villes du centre (Tiranë, Durrës, Shijak, Lushnjë et Vlorë doublent). Certains relais excentrés connaissent aussi une belle croissance, surtout Sarandë, ainsi que Peshkopi et Kukës. La guerre entraîne de fortes pertes dans certaines petites villes du Sud (Leskovic, Përmet, Libohovë, Sarandë), mais ailleurs, surtout dans les grandes villes, la croissance est forte voir très forte (Tiranë, Durrës, Krujë, Fier et Vlorë connaissent des taux supérieurs à 6% annuels, quoique là encore il faille se méfier du passage de données des registres en 1938 à un véritable recensement en 1945). Mais aucun n'égale ni même n'approche (à part Durrës) la croissance en accélération de Tiranë avant et durant la guerre.

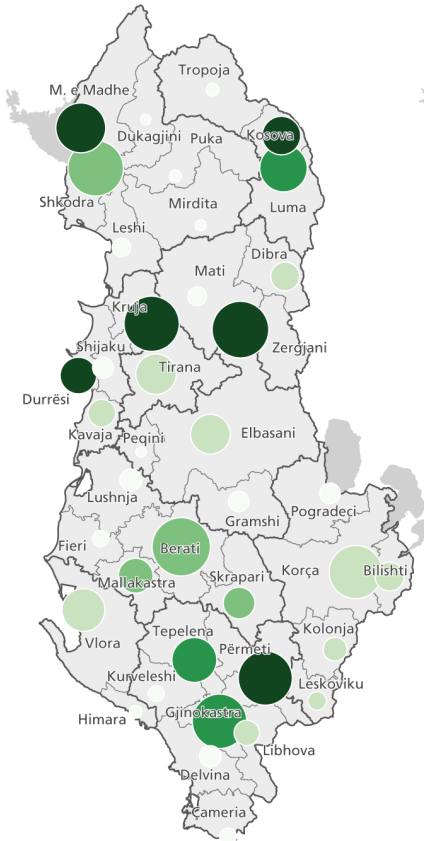
C'est donc à cette époque que l'Albanie devient un état profondément centralisé. En 1923, Tiranë représentait 8% environ de la population urbaine albanaise. Vingt ans plus tard, en 1945, elle héberge à elle seule 25% des citoyens. L'équilibre de la répartition des fonctions économiques entre les villes albanaises décline progressivement au profit d'un modèle où Tiranë concentre de plus en plus d'activités, en particulier ce qui touche aux fonctions administratives. Les cartes 5.25 à 5.29 illustrent l'état de la centralisation en 1927, alors que celle-ci en est à ses débuts. Les activités énumérées (hors agriculture) par Selenica (1927) pour chaque préfecture et sous-préfecture ont été ventilées en cinq catégories. L'indicateur donne (en pour-milles) la part de l'activité nationale présente localement²⁴³. On voit que les activités liées à l'administration (qui comprend la justice, la police, les postes etc.) sont encore peu répandues à ce moment – moins de 5000 personnes dans tout le pays – mais qu'elles sont les mieux réparties sur le territoire, ce qui est conforme à la logique. La concentration relative (à la population) souligne déjà fortement le rôle central précoce de Tiranë (et Durrës). Les autres lieux où la densité relative de l'activité administrative est importante ne sont pas les autres grandes villes, comme Korçë, mais bien plutôt des régions périphériques où des relais sont nécessaires (Kosovë, Leskovic). Cette prépondérance de la région capitale commence aussi à marquer l'activité économique (artisanale, manufacturière, de commerce), mais là par contre, les autres villes majeures sont encore fortes : Elbasan, Shkodër et surtout Korçë et Berat. La région de Berat occupe plus de 8000 actifs dans ces domaines, Korçë près de 7000 (dont passablement de métiers spécialisés), pour seulement 4400 à Tiranë. La carte des très rares professionnels de la santé (180 en tout à en croire ces statistiques) montre une forte concentration urbaine, et une absence totale de ces services dans les régions montagneuses, en particulier au nord et au nord-est. Les villes du Sud, ainsi que Vlorë, Korçë et Shkodër rivalisent encore avec Tiranë. Les deux dernières cartes enfin illustrent le fait qu'à ce moment précis, cette centralité nouvelle de Tiranë n'affecte pas encore tous les aspects de la vie nationale albanaise. L'éducation surtout, qui demeure l'apanage des villes du Sud : les préfectures de Korçë et Gjirokastër, qui n'hébergent que 32% de la population, produisent 63% des diplômés de l'école primaire, 73% de ceux du secondaire, et 76% des universitaires. Enfin, la nature même de l'activité des ecclésiastiques (encadrement, accompagnement) et le caractère multiconfessionnel du pays (avec donc plusieurs villes hébergeant les cadres des églises chrétiennes, plus hiérarchisées) font que les forces des différents acteurs religieux sont à ce stade distribuées sur l'ensemble du territoire.

²⁴² Le premier tableau des chiffres de l'urbain (5.2) est basé sur différentes sources qui donnent des valeurs globales pour l'urbain. Le second (5.3), basé sur les données de notre propre corpus ainsi que sur Tirta (1999, 89), détaille les populations connues pour les localités considérées urbaines avant 1945. Des différences peuvent se faire jour, liées par exemple à la liste considérée (Sarandë, Peshkopi ou Kukës considérées ou non urbaines), aux limites des villes (Gorica fait-elle partie de Berat, depuis quand les villages qui constitueront Fier doivent-ils être considérés, etc.). Par exemple, pour la période 1926-1938, selon les sources et manière de calculer, la croissance urbaine (sans Tiranë) peut-elle être de 0.96, de 1.36 ou de 2.14% annuels.

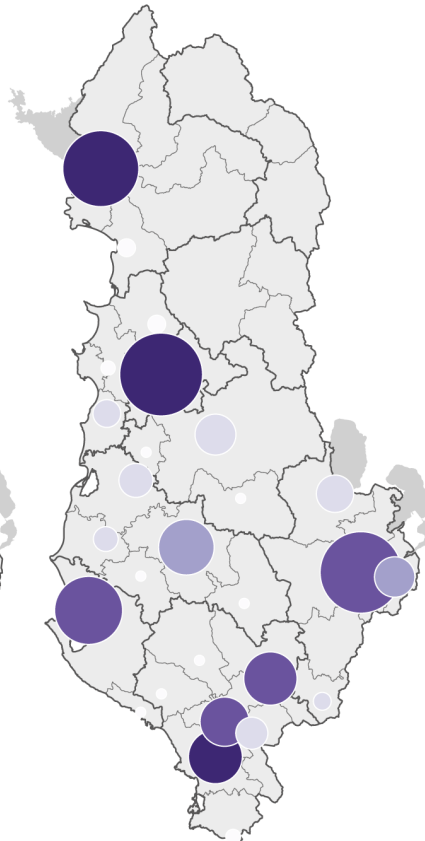
²⁴³ Il s'agit en fait de la moyenne des coefficients de localisation (part locale de l'activité globale) de chacune des activités listées à droite sur la carte. En procédant ainsi, on donne le même poids à tous les secteurs, quelque soit le nombre d'emploi qu'ils représentent, ce qui renforce les activités rares et considérées à ce titre plus centrales.

Préfectures et sous-préfectures albanaises 1927
Répartition de différentes fonctions centrales

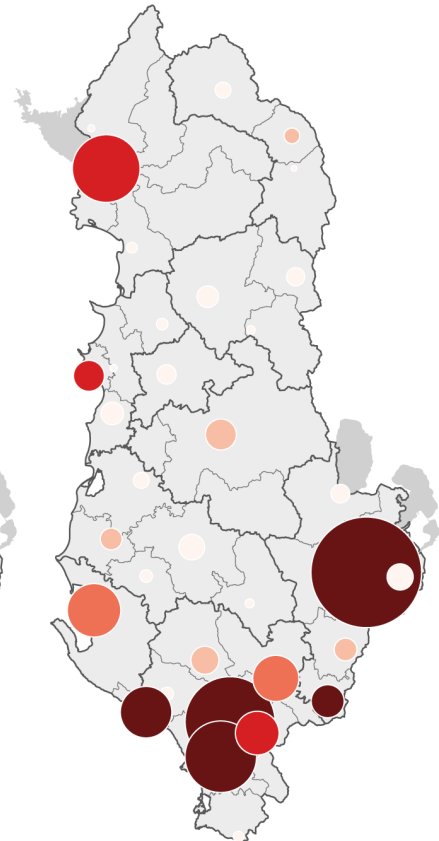
Fonctions religieuses



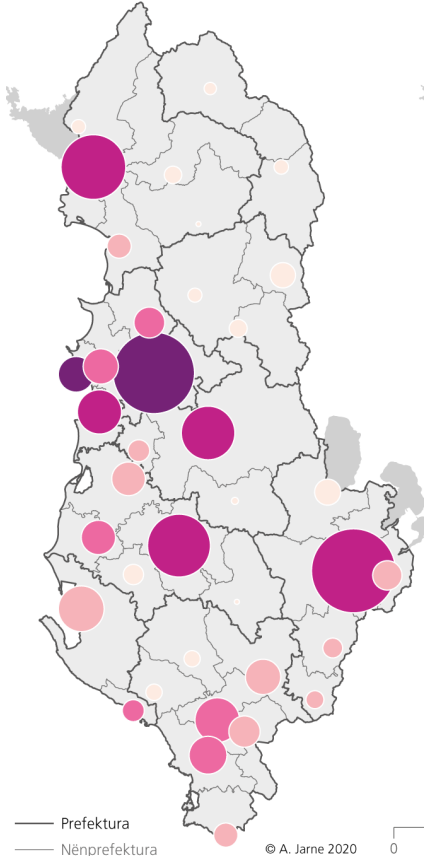
Métiers de la santé



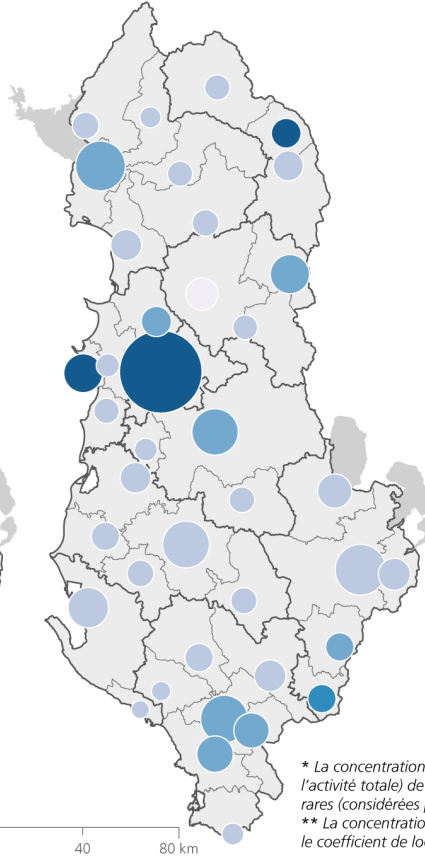
Formation scolaire / académique



Artisanat, commerce, industrie



Activités liées à l'administration



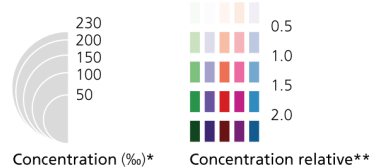
Fonctions religieuses (2427) : imams (1306), babas (65), saints (122), dervish (297), prêtres (628), évêques (3), métropolites (6).

Métiers de la santé (180) : médecins (97), dentistes (22), sages-femmes (9), pharmaciens (52).

Formation (diplôme obtenu) (63'507) : primaire (60572), secondaire (1773), universitaire (442), en formation à l'étranger (720).

Artisanat, commerce, industrie (54'989) : moulins (9213), imprimerie (107), machines (300), automobile (978), scieurs (291), distillateurs (300), briquerie (369), plithar (221), stamnar (164), fours à chaux (1406), bottiers (2155), tailleurs (1407), menuisiers (679), forgerons (1094), orfèvres (195), selliers (366), relieurs (22), confiseurs (361), broderie (1177), négociants (2009), contremaitres (1927), cochers (789), transporteurs (12'040), boulangers (1384), cafés (1544), barbiers (834), tanneurs (222), horlogers (150), bouchers (1297), cordonnier (584), textile (4001), maréchaux ferrants (375), matelassiers (133), charbonniers (1623), marchands de tabac (1159), brasseries (1171), hôtels (464), auberges (382), armuriers (104), selliers (41), bâtisseurs (417), peintres (144), épiciers (913), étainiers (365), chapeliers (112).

Activités liées à l'administration (4568) : gendarmes (2234), sous-officiers (400), officiers (70), administration (259), finance (318), justice (198), instruction publique (832), travaux publics (53), postes et télégraphes (204).



* La concentration est la moyenne des coefficients de localisation (part locale de l'activité totale) de chacune des catégories déclinées ci-dessus. Les activités plus rares (considérées plus centrales) ont un poids équivalent à celles plus répandues.
 ** La concentration relative est le ratio de la concentration d'une activité sur le coefficient de localisation de la population. Source des données : Selenica (1927)

Cartes 5.25 à 5.29 : Répartition des activités économiques en 1927.

5.3.6 Cartographie de l'évolution démographique

La carte de l'évolution pour cette période apparaît très structurée. La croissance est très forte, supérieure à dans les grandes plaines de la zone littorale, de Vlorë à Shkodër (+2.9% annuels dans la région de la Myzeqe, +4.1% autour de Tiranë, +2.0% dans la plaine de Lezhë-Shkodër). Cette évolution ne concerne pas que l'urbain, mais aussi les villages de ces plaines où les taux de croissance sont les plus élevés parmi les régions rurales albanaises. Autour de Shkodër, le rural (+2.2%) gagne même davantage que l'urbain (+2.0%). Autour de Fier, au nord de Durrës, dans la plaine au pied de Krujë et à Kurbini et à Kakarriq au sud de Shkodër, de très nombreux villages dépassent les 5% de croissance annuelle, et les krahinë²⁴⁴ (rurales) de Kurbini, Mamurrasi, Fieri, Shenavlashi doublent leur population durant ces vingt années. D'autres régions rurales plus accidentées sont en croissance, avec un gradient de la montagne vers la plaine. Tout au sud par exemple, dans la région Himarë-Vurg-Çamëria, les villages de la zone de montagne perdent 0.3%, ceux des collines gagnent 1.5% et ceux de la plaine 3.0%. Le même phénomène de migration rurale de courte distance des montagnes vers les plaines s'observe à Elbasan et dans la Çermenika (+1.5%, +2.0%, +2.8%), à Berat et Skrapar (+1.8%, +1.6%, +3.0%), et ailleurs dans une moindre mesure. Globalement, durant cette longue période, la population rurale des plaines augmente de 60% (de 178'000 à 284'000, 2.9% annuels), celle des zones collinaires de 18% (0.9% annuels), celles des montagnes de 6% seulement (0.3% annuels). Ce déversement important s'est sans doute accentué avec la guerre, comme cela a été le cas de l'urbanisation, peut-être en partie à cause de la guérilla rendant plus dangereuses les zones montagneuses (Sjöberg 1992a, 35, 51).

Dans le Sud orthodoxe, ainsi que dans le Kurvelesh musulman, la population décroît fortement en raison de l'émigration essentiellement. Les krahinë de Pogon, Leskovik ou Labovë perdent ainsi 40% de leur population, de même que les municipalités (urbaines) de Leskoviku, Libohovë ou Permeti, qui perd plus de la moitié de ses quelque 3000 habitants. Ces départs concernent essentiellement les populations orthodoxes, comme le montre l'important différentiel dans la région Dropull-Pogon : la population des villages musulmans²⁴⁵ augmente d'un millier environ (1.4% annuels), celle des villages orthodoxes diminue de 12'500 personnes (-1.6% annuels). Durant cette période en Albanie la population des villages majoritairement orthodoxes stagne (96'000 personnes), alors que les villages à dominante catholique gagnent 12'000 habitants (+0.9% annuels), ceux à dominante musulmane 184'000 (+1.8% annuels). Pour le Kurvelesh, on peut imaginer que la perte de population est partiellement liée à des mouvements vers la Myzeqe, destination traditionnelle dans les basses terres²⁴⁶. Cette décline concerne aussi, dans une mesure moindre, les montagnes du Nord catholique (Mirditë, Pukë, Dukagjin, Malësi e Madhë, +0.6% annuels) ainsi que Mati à son sud. Pour la Montagne catholique, dont on sait par ailleurs que la natalité y était un peu plus faible qu'ailleurs (Bërzholi et al. 2003, 48), l'explication réside sans doute essentiellement dans un mouvement vers la plaine littorale où se trouvaient traditionnellement les pacages hivernaux. Cette plaine autour de Lezhë connaît alors avec 2.2% annuels (contre 1.2% au niveau national) la seconde plus forte croissance rurale (après la Myzeqe) et gagne 20'000 habitants sur vingt ans. Si l'on applique à la Montagne catholique le taux moyen national, on voit qu'il y « manque » 10'000 habitants en 1945, alors que la plaine elle en compte 10'000 « de trop »... En dépit de l'insuccès des réformes agraires, il semble donc que la sécurité retrouvée, les progrès dans la lutte contre la malaria (Myres et al. 1945, 192, Vullnetari 2007, 21) et le contexte d'un régime monarchique plus favorable aux montagnards du nord que les pouvoirs précédents a permis l'installation en plaine de plusieurs milliers de familles. Pour la sous-préfecture de Mati (musulmane), qui perd 1500 de ses 30'000 habitants, on peut faire l'hypothèse de quelques départs liés à la forte représentation des natifs de la même région que le roi Zogu dans les arcanes du pouvoir et de l'administration, comme dans l'armée ou la gendarmerie. Toute la façade est du pays, de Kolonjë à Kukës, se maintient et connaît une croissance proche de la moyenne nationale. Les pertes dans certains villages de montagne du nord-est pourraient s'expliquer par l'installation de familles paysannes parmi les plus pauvres de cette région dans la plaine du Kosovo suite à l'expulsion par la division SS albanaise « Skanderbeg » de 10'000 familles slaves (Vickers 2014, 145).

En se basant sur le tableau de la population des villes (5.3), on observe que la croissance de l'urbain épouse celle des différences régionales durant la période 1926-1938. Les villes du centre (Elbasan, Berat, Peqin) comme celles de l'est (Peshkopi, Pogradec, Korçë et Bilisht) connaissent des croissances proches de la moyenne nationale (en moyenne respectivement 2.0 et 1.7% annuels), les villes du nord (Lezhë, Shkodër, Kukës) stagnent, (+0.8% annuels), celles du sud (Delvinë, Gjirokastër, Leskovic, Libohovë, Sarandë, Tepelenë) perdent 2000 habitants (-1.1% annuels). Dans le même temps, les villes de la Myzeqe (Fier, Lushnjë, Vlorë) gagnent 6000 habitants

²⁴⁴ Définition de 1942.

²⁴⁵ Il s'agit de la somme des villages peuplés de plus de 90% de musulmans selon Selenica (1927).

²⁴⁶ On voit par exemple ce type de mouvements sur la carte présentée par Tirta (1999, 58).

(+5.3% annuels), et celles de la région de Tiranë (Durrës, Kavajë, Krujë, Shijak et Tiranë) 19'500 (+6.6% annuels). La logique régionale – la « littoralisation » – est la composante principale de la dynamique d'urbanisation. On voit bien ce phénomène sur la carte des croissances à l'échelle des communes et municipalités : les villes montrent un comportement similaire, bien que plus marqué, que leur hinterland. On pourrait citer comme exceptions à cette règle trois localités qui prennent à cette époque une certaine importance dans des régions périphériques et dépourvues de centralités : Peshkopi, Kukës et Burrel. Les deux premières viennent combler un manque lié à la nouvelle frontière et à la perte de Dibra et Prizren, la troisième, Burrel (à Mat) n'a pas alors de statut urbain, mais connaît une forte croissance, probablement durant la guerre, et est considérée municipalité sur la carte de 1942.

On a dans un premier temps essayé d'expliquer cette très forte urbanisation (et la désurbanisation qui semble suivre) par le contexte de guerre, comme par exemple le stationnement résiduel de troupes à Tiranë lors du recensement qui s'est tenu le 30 septembre 1945, soit moins d'une année après la libération de Tiranë (17 novembre 1944). Mais comme on le verra plus loin, ce n'est pas le cas, l'urbanisation du temps de guerre est structurelle et ne se démentira pas par la suite. La structure de l'urbanisation demeure donc la même durant la guerre qu'avant, mais à des niveaux supérieurs, de l'ordre de un point de pourcentage annuel supplémentaire. Les villes du Nord et de la région capitale connaissent une accélération plus forte encore de l'urbanisation durant la guerre. Au nord, la croissance urbaine passe de 0.8 à 4.3% annuels, dans la région capitale de 6.6 à 10.2%. Les villes albanaises auraient ainsi gagné plus de 70'000 habitants entre 1938 et 1945. Le corpus de données saisi par Bërsholli pour la période 1945-1989 donne la population par genre, ce qui permet de calculer le rapport de masculinité pour tous les niveaux géographiques. On peut ainsi observer pour 1945 une forte distorsion de la répartition par genre dans le sens d'une surreprésentation masculine dans les villes. Le rapport de masculinité en 1945 est de 132 hommes pour 100 femmes à Tiranë, de 114 dans les autres grandes villes et de 112 dans les villes moyennes, et de 99 dans les villages (104 au niveau national). La surreprésentation masculine dans les villes albanaises à la fin de la guerre s'élève à une vingtaine de milliers d'hommes, dont 8200 à Tiranë et 2600 à Durrës.

	Population		Croissance moyenne annuelle (%)	Rapport de masculinité
	1938	1945	1938-45	1945
Tirana	25'079	59'950	13.3	132
Shkodër	25'293	34'335	4.5	117
Korçë	21'221	24'602	2.1	107
Durrës	10'506	17'986	8.0	134
Vlorë	9'948	15'832	6.9	126
Elbasan	12'718	14'701	2.1	105
Berat	9'534	12'309	3.7	106

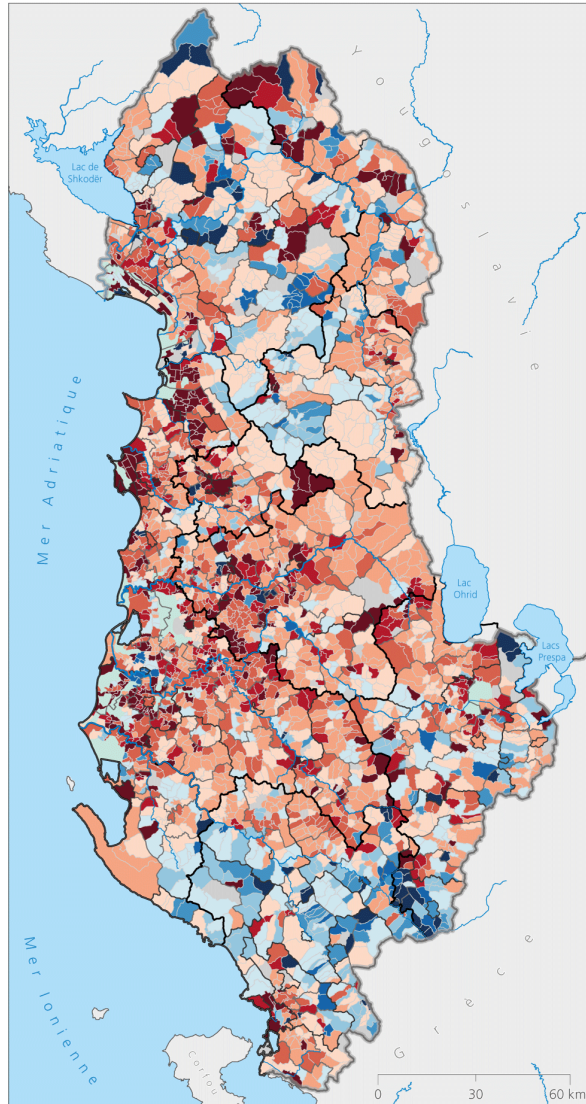
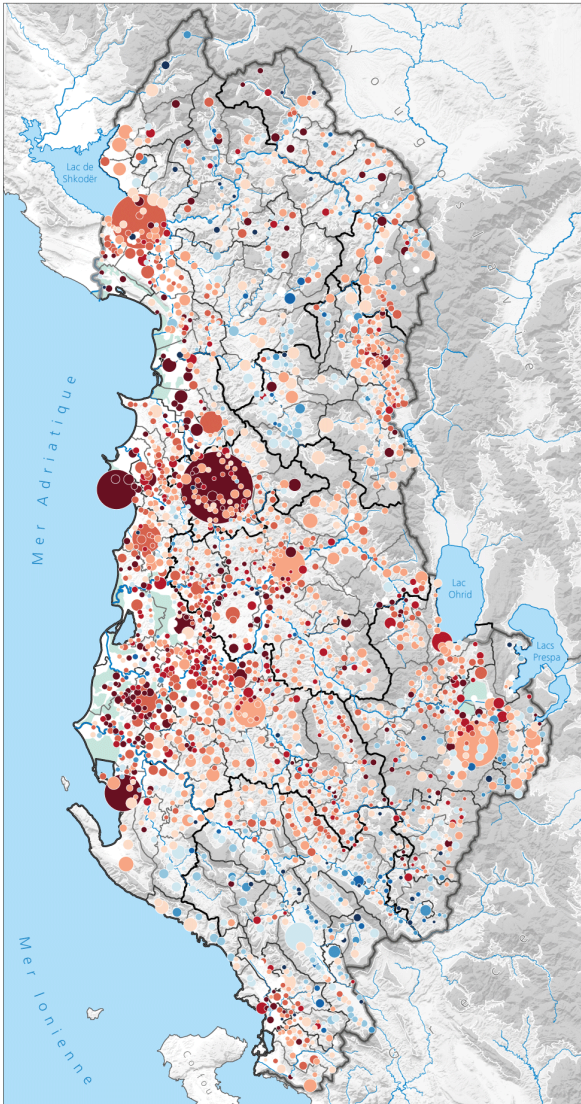
Tableau 5.4 : Évolution de la population et rapport de masculinité dans les villes albanaises durant la Seconde Guerre mondiale.

Variation moyenne annuelle de la population

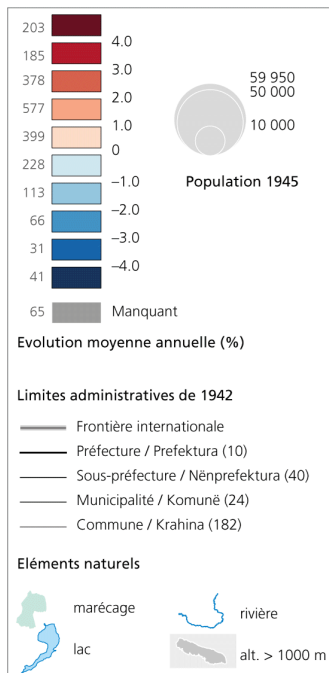
1926-1945

Villages albanais - carte en symboles

Carte choroplèthe



© A. Jarne 2020



Valeurs agrégées

Albanie + 1.6

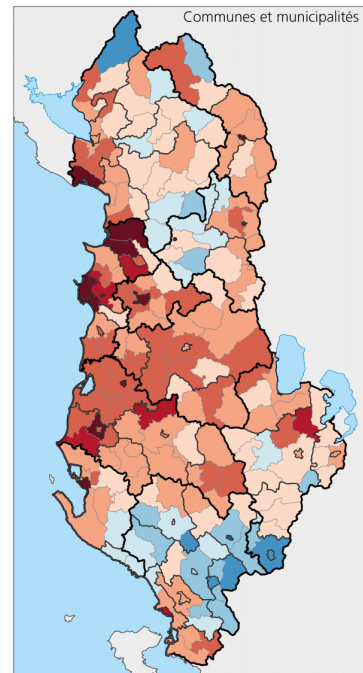
Régions	Valeur
Mirditë - Dukagjin - M. e Madhe	+ 0.6
Plaine de Lezhë - Shkodër	+ 2.0
Luma - Krume - Tropojë	+ 1.0
Mat - Dibër	+ 0.7
Tirana - Durrës	+ 4.1
Elbasan - Çermenika	+ 2.0
Plaine de la Myzeqe	+ 2.9
Lungara - Mallakastër - Kurvelesh	+ 0.6
Berat - Skrapar	+ 1.8
Montagnes de Pogradec	+ 1.3
Plaine de Korçë - Bilsht	+ 1.2
Dhropull - Pogon - Kolonjë	- 1.1
Himara - Vurg - Çamëria	+ 1.0

Urbain-rural	Valeur
Urbain	+ 3.3
Rural	+ 1.2

Religion	Valeur
Villages musulmans	+ 1.8
Villages orthodoxes	+ 0.0
Villages catholiques	+ 0.9

Milieu	Valeur
Plaine	+ 2.9
Collines	+ 0.9
Montagnes	+ 0.3

Potentiel agricole (Zavalani)	Valeur
Terres agricoles très pauvres	+ 0.2
Terres agricoles pauvres	+ 0.5
Surplus de l'élevage	+ 1.2
Surplus de l'agriculture	+ 1.7
Terres agricoles riches	+ 2.3



Cartes 5.30 à 5.32 : Variation de la population, 1926-1945.

5.3.7 Une hypothèse : la croissance avant et durant la Guerre

Les hypothèses qui seront défendues plus loin, au chapitre 5.3.10, permettent de proposer la carte 5.33 comme décrivant la croissance avant-guerre et la 5.34 comme décrivant la croissance durant la guerre. En bref les hypothèses sont les suivantes : 1) le domicile considéré par le recensement de 1950 est le lieu d'enregistrement légal et non celui *de facto* au moment du recensement ; 2) le recensement de 1945 donne lui le domicile *de facto* ; 3) les migrations du temps de guerre n'ont pas été portées aux registres. Si les effectifs sont bien ceux de 1950 (incluant ceux qui sont nés durant la guerre), l'hypothèse est que la distribution de la population dans le territoire est elle plus proche de ce qu'elle était avant la guerre. Les cartes donnent l'évolution moyenne annuelle de coefficients de localisation pour ces périodes « virtuelles » 1926-1939 et 1939-1945, « 1939 » étant donné par 1950²⁴⁷. Les teintes différentes des autres cartes de variation de la population (vert-violet plutôt que bleu-rouge) rappellent que les valeurs n'indiquent pas ici une évolution de la population, mais un changement dans sa répartition spatiale. Une teinte de vert signifie qu'une commune héberge une part plus faible de la population albanaise après qu'avant, mais il est possible que la population ait augmenté en valeur absolue. On voit que la carte décrivant l'avant-guerre montre des structures très proches de celle couvrant l'ensemble de la période (5.32), mais que par contre celle du temps de guerre diffère à plusieurs égards. Elle montre une tendance à l'urbanisation encore plus générale (incluant le Sud, Gjirokastër par exemple, ainsi que Korçë et Vlorë), ce qui de manière générale ne contredit pas trop les données du tableau 5.3. Mais surtout, elle donne à voir une bande littorale dont la croissance est faible, en général légèrement inférieure à la valeur nationale. Ce qui semble indiquer de façon assez nette que la migration des régions montagneuses vers les basses-terres s'est arrêtée durant la guerre, voire même peut-être que la montagne, à tout le moins dans le Nord, et à l'instar des villes, a pu constituer un refuge, par exemple dans des régions comme la Mirditë où l'activité des partisans semble avoir été nulle²⁴⁸. Cette observation paraît coïncider avec la dimension régionale de l'engagement politique qui se dessine durant la guerre et qui est décrite au chapitre suivant (5.3.8) : 1) l'image de la décrue du Sud en temps de guerre peut être associée à l'engagement parmi les partisans, à la constitution des structures d'encadrement politique exportées au centre et nord dès la fin de la guerre²⁴⁹, aux premiers mouvements de main-d'œuvre à destination des grands chantiers et usines de Tiranë peut-être ; alors que 2) le gain visible dans certaines régions montagneuses du Nord pourrait correspondre lui au repli à la fin et dans l'immédiat après-guerre des populations les plus hostiles au communisme qui conquiert alors le territoire albanais depuis le Sud et par les plaines.

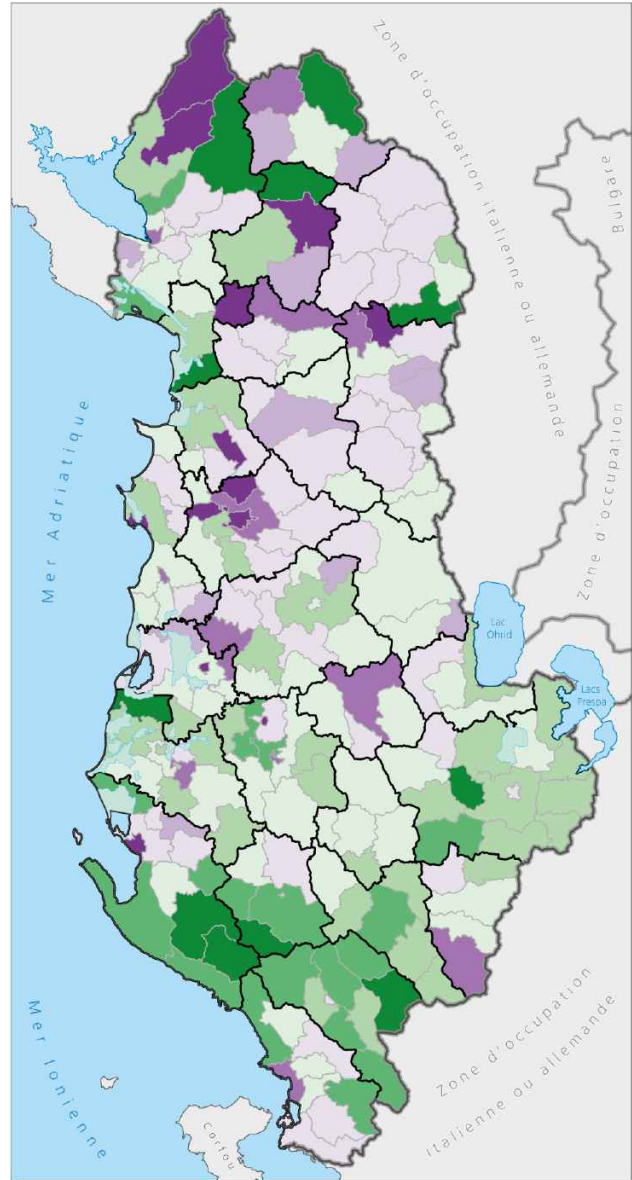
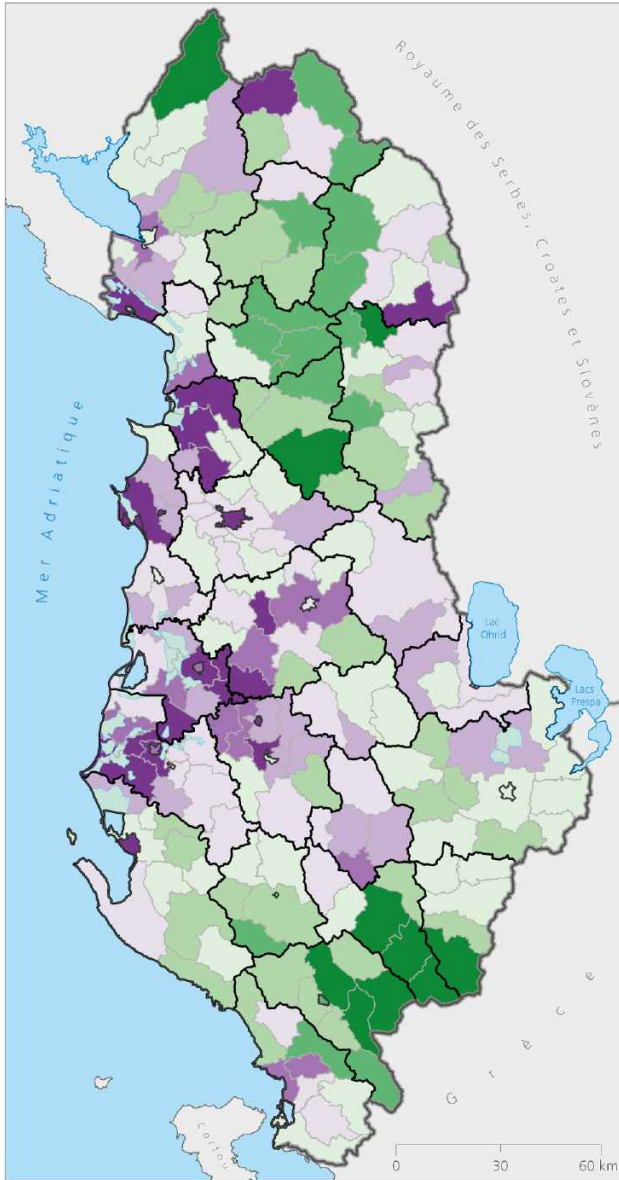
²⁴⁷ La consolidation de cette hypothèse passerait entre autres par une investigation plus poussée sur la manière de tenir les registres à la fin des années 1930.

²⁴⁸ Du moins si l'on se réfère aux cartes des manœuvres des partisans (p. 44) et de la création d'unités combattantes (p. 103) de l'album commémoratif *La guerre de libération nationale du peuple albanais contre les envahisseurs fascistes*, publié par le Comité pour les Relations culturelles et l'Amitié avec les Pays étrangers (non daté), et traduit dans les langues suivantes (dans l'ordre) : russe, chinois, anglais, français et espagnol.

²⁴⁹ Zef Pllumi (2014, 57) qui s'était rendu à l'été 1945 à Lekbibaj, au nord du Drin non loin de Fierzë, décrit une réunion au centre administratif de ce village de montagne septentrional : « Cette administration était vraiment ridicule. Le président et le secrétaire étaient originaires des régions de Kurvelesh ou de Lunxheri. Ces deux hommes, qui étaient originaires de ces deux régions de l'extrême sud du pays, étaient chargés d'administrer une zone du Nord ! Presque tous ses membres étaient des partisans (des militaires) ».

Hypothèse d'évolution de la répartition de la population
Lokalitet **Avant-guerre (~1926-1939)**

Durant la guerre (~1939-1945)



Variation annuelle moyenne
approximative du coefficient
de localisation de la population



Baisse de la part de la
population albanaise que
représente la localité

Augmentation de la part de
la population albanaise que
représente la localité

NB : La population de «1939» est
en fait celle du recensement de
1950 dont on estime par hypothèse
que, ayant été publiée au domicile
de jure plutôt que *de facto*, elle
est plus proche de la distribution
d'avant-guerre (registres pas mis à jour)

Limites administratives de 1959

- Frontière internationale
- Districts / Rrethe (26)
- Localités / Lokalitet (214)

Sources : Selenica (1927),
recensements de 1945 et 1950

© A. Jarne 2020

Cartes 5.33 et 5.34 : Hypothèse d'évolution de la répartition de la population avant et durant la Seconde Guerre mondiale.

5.3.8 Dimension territoriale de l'Albanie des « partis » durant la Seconde Guerre

Comme la période décrite ici englobe l'immédiat après-guerre – lorsque le recensement de 1945 est organisé, l'Albanie est libre depuis près d'une année –, il faut parler ici encore de la dimension régionale de la victoire et de l'organisation du nouveau pouvoir. Après l'invasion de l'Albanie en 1939, l'Italie, sous prétexte de libérer les Albanais de l'Épire grecque de l'oppression, lance un ultimatum puis attaque la Grèce en octobre 1940. Cette aventure militaire désastreuse, épisode bien connu, voit les armées italiennes repoussées et les Grecs occuper le sud-est de l'Albanie (Korçë et Gjirokastrë). La Grèce est désormais l'alliée continentale du Royaume-Uni. Face aux hésitations du Royaume de Yougoslavie dans le contexte balkanique de rivalité entre le Reich et l'Union soviétique, et aux problèmes rencontrés par son alliée italienne, l'Allemagne, soutenue par l'Italie et la Hongrie, attaque le 6 avril 1941. Le 17 avril, Belgrade capitule. La Yougoslavie est démembrée et de 1941 à 1943, une large part du Kosovo échoit au protectorat d'Albanie. Si l'opinion publique albanaise est hostile à l'occupation italienne, celle kosovare la perçoit plutôt comme libératrice car permettant son retour dans le giron albanais. De nombreuses exactions sont commises alors contre des Serbes, surtout contre les colons récents installés au Kosovo. Comme dans la Yougoslavie voisine, la résistance s'organise en Albanie. Le mouvement communiste, uniquement représenté jusqu'à la fin 1941 par quelques groupes d'intellectuels et d'étudiants des villes du sud (Vickers 2014, 138), se structure et s'étoffe sous l'impulsion yougoslave. Il recrute dans les milieux intellectuels, mais aussi – à défaut d'une classe ouvrière – parmi les paysans pauvres négligés par les pouvoirs d'avant-guerre à qui il fait miroiter des perspectives de réformes agraires et de justice sociale. Face aux communistes, deux partis nationalistes, l'un conservateur et républicain, le *Balli Kombëtar* (BK, Front national), l'autre monarchiste s'inscrivant dans la continuité du règne d'Ahmet Zogu, le parti *Legalitet*. Dès le début, les communistes instrumentalisent le sentiment national et parviennent à présenter un front uni avec les forces conservatrices, ce qui leur assure une plus grande acceptabilité auprès des populations. Ils avancent « masqués » sous l'égide de la LNC (*Lëvizja Nacionalçlirimtare*, Mouvement national de libération), créé suite au congrès de Pezë en septembre 1942, auquel participaient en plus des communistes des représentants du BK et le chef de *Legalitet*, ce qui assoit la légitimité nationale du mouvement et facilite le soutien militaire des Alliés aux partisans. En 1943, dans une ambiance d'enthousiasme suivant la chute de Mussolini, la tentative de fédérer le BK et le LNC échoue, en partie en raison de divergences sur la question du Kosovo. Le rattachement du Kosovo fait partie intégrante du programme du BK, alors que chez les communistes partagés, la faction d'Enver Hoxha, soutenue par les Yougoslaves, l'emporte. Tito, qui avait d'abord promis l'autodétermination après-guerre pour le Kosovo, s'est dédit, et les communistes albanais s'en accommodent. La guerre civile qui s'amorce fin 1943 sous l'impulsion des communistes et dans la perspective du contrôle du pays après la guerre tourne à l'avantage des partisans, armés par les Anglais ainsi qu'aux dépens de l'armée italienne déliquescence. Forts donc de l'armement anglais, de l'encadrement yougoslave, ainsi que de l'attentisme voire de la collaboration balliste avec l'occupant allemand en 1943-44, les partisans l'emportent en 1944.

Ces partis ont une forte dimension territoriale. Le PCA (Parti communiste albanais) émane du Sud, ses cadres sont le plus souvent des exilés rentrés au pays au début de la guerre. Il rencontre davantage de succès dans la société tosque, spécialement sa composante chrétienne, où la structure clanique et l'influence des chefs locaux a disparu, et où les intellectuels sont auréolés d'un grand prestige (Zavalani 2015, 256). Au contraire, il peine à pénétrer le nord du pays. En 1943, avant l'arrivée des Allemands, les communistes occupent tout le sud du pays. Le relatif désintérêt communiste pour le projet de grande Albanie – outre bien-sûr la nécessité de ménager l'alliance avec les yougoslaves – est aussi à rapprocher d'une perspective nationale portant d'abord sur l'avenir du centre et du sud du pays, dans laquelle la question kosovare apparaît secondaire. Le rejet par Enver Hoxha de la collaboration avec les ballistes et *Legalitet* ravive sous de nouveaux motifs politiques les vieilles divisions régionales, culturelles, religieuses et claniques (Zhelyzkova 2000, 28). Le PCA aurait à cette époque été composé de trois-quarts de Tosques, ce qui fait dire à Vickers (2014, 156) que la victoire communiste entérine le transfert du pouvoir des Gègues aux Tosques. Les cadres ballistes représentent l'ordre social d'avant-guerre, les élites économiques, intellectuelles et militaires issues essentiellement des basses-terres de l'Albanie centrale, mais fortes également dans le Sud, soucieuses du maintien de la structure foncière. Les monarchistes puisaient eux leurs principaux soutiens dans le Nord, de Mat à la Montagne catholique fidèle au principe du « chef », inquiète de la montée en puissance d'un pouvoir communiste tosque dont elle se sentait exclue²⁵⁰. Relevons encore que le soutien des Allemands à l'inclusion du Kosovo dans l'Albanie explique l'adhésion de nombre de membres guègues du BK et de *Legalitet*.

²⁵⁰ Lors du référendum de 1997 sur la question de la restauration de la monarchie en Albanie, les districts de Kavajë, Mat, la Mirditë ainsi que la Malësi ont voté majoritairement en faveur du oui (Pihet 1998, 55).

D'un point-de-vue symbolique, le PCA représentait l'arrivée d'un ordre nouveau qui allait s'imposer au détriment de l'ordre ancien, féodal et patriarcal, qui prévalait encore dans les montagnes du Nord. La destruction par les partisans du palais de Gjon Marka Gjoni, le *kapedan* de Mirditë, a valeur d'avertissement en ce sens. Cette géographie des affiliations régionales et locales durant la guerre est demeurée prégnante tout au long de l'époque communiste – les habitants des villages ballistes faisant office de traîtres et de collaborateurs, ceux des villages favorables aux partisans de héros et de libérateurs – et continue d'être mobilisée encore parfois aujourd'hui. Ce qu'on qualifie parfois, par analogie avec les dossiers sur les individus et les familles, de « biographies » villageoises ont par exemple resurgi lors de la décollectivisation de terres dans le cadre de conflits opposant des villages « nationalistes » estimant avoir été malmenés et dépossédés durant la dictature et des villages « communistes ». Le célèbre village de Lazarat, voisin de Gjirokastër, était du côté des nationalistes dans une région acquise aux partisans, il s'est distingué après la guerre civile de 1997 par son opposition frontale au gouvernement central socialiste, et est devenu une véritable zone de non-droit active dans la culture du cannabis jusqu'à l'intervention militaire de 2014. Ses habitants mettent en avant leur stigmatisation politique et l'absence d'opportunités durant la dictature²⁵¹.

Cette géographie politique et les dégâts humains de la guerre civile²⁵² participent peut-être à expliquer partiellement certaines évolutions démographiques. En plus du mouvement vers la plaine et de l'émigration de l'entre-deux guerres, un nombre non-négligeable²⁵³ de cadres et de militants des partis nationalistes et leurs familles ont quitté le nord de l'Albanie en 1944.

5.3.9 La « grande amitié » avec la Yougoslavie, 1944-1948

A la suite de l'historien Elidor Mëhilli, on peut considérer qu'à de nombreux égards, la période de l'immédiat après-guerre ne rompt pas avec l'état de guerre (Mëhilli 2017, 45). La violence qui marque ces années ne doit pas selon lui être interprétée comme spécifiquement balkanique et liée à une forme d'ethnocentrisme – les autres pays du bloc de l'Est ne connaissent-ils pas alors aussi des purges sanglantes ? – mais plutôt comme résultant d'un contexte géopolitique dont les leaders des petits états en particulier ne parviennent pas à contrôler la violence et qui souvent entraîne un souci obsessionnel de la conspiration, des « ennemis de l'intérieur ». De fait, sur le plan géopolitique, l'Albanie est alors très vulnérable. A la Conférence de paix de Paris en 1946, les Grecs font valoir leurs prétentions sur l'Épire du Nord, soutenus en cela par les Américains. Les relations avec l'Ouest sont à leur étiage suite à un grave incident avec la Marine britannique dans le détroit de Corfou en mai 1946. Les options sont rares, et en juillet l'Albanie signe avec la Yougoslavie un « Traité d'amitié, de coopération et d'aide mutuelle ». Tito, qui signe un traité semblable avec la Bulgarie, a des plans pour une Fédération balkanique incluant l'Albanie, la Bulgarie et la Grèce. Malgré une entente fragile et perçue de manière contrastée au sein du Parti communiste albanais et de la population, le soutien yougoslave, financier, technique, organisationnel, est important pour relever l'Albanie qui au sortir de la guerre demeure le pays le plus arriéré d'Europe. Même si les dégâts sont moindres que dans d'autres pays, on estime tout-de-même que la guerre a fait quelque 28'000 morts et a vu la destruction d'un tiers environ des bâtiments, la disparition d'un tiers du cheptel, la destruction ou la mise hors d'état de quasiment toutes les routes, des ponts et des rares usines (Vickers 2014, 157). Mais sur le terrain, sur des chantiers comme celui du chemin de fer Tirana-Durrës, la collaboration s'avère difficile, de nombreux problèmes émergent sur des questions concrètes de hiérarchie, de compétence, de division du travail, de niveau salarial. Les travailleurs albanais considèrent souvent que les techniciens yougoslaves se comportent comme des occupants, quand ils ne les soupçonnent pas de sabotage, alors que ceux-ci se plaignent de l'inefficacité, du manque d'engagement et d'organisation des locaux, et déplorent cette méfiance à laquelle, à l'instar des quelques spécialistes italiens non-encore rapatriés, ils doivent le plus souvent faire face. Officiellement cependant, la ligne demeure claire, comme en témoigne le slogan qui dit que « l'alliance, la convention économique et plus généralement la relation et la coopération entre notre peuple et le peuple de la Nouvelle Yougoslavie sont des relations d'un nouveau type, profondément fraternelles et démocratiques, d'une forme qui ne peut exister entre pays capitalistes » (cité par Mëhilli 2017, 41). Sous-entendu, un type de relation qui ne saurait à ce moment-là donc être comparée avec l'alliance précédente, celle avec l'Italie fasciste d'avant-guerre.

²⁵¹ De fait aucune migration vers Tiranë n'y est en effet enregistrée durant le communisme. Voir par exemple sur la carte 5.74 le bas niveau de l'émigration de manière générale sur la rive gauche du Drino, du Haut-Dropull à Lazarat, ou encore la carte 5.93 qui montre que de ces villages, personnes n'a émigré ni à Tiranë, ni dans ses environs durant cette période.

²⁵² Zavalani estime que la guerre entre partis albanais a peut-être coûté davantage de vies humaines que la lutte contre les occupants, il cite le nombre de 3000 morts pour le seul Balli Kombëtar. Soixante villages auraient été détruits par les expéditions punitives allemandes (Zavalani 2015, 271).

²⁵³ Plusieurs milliers selon Vickers (2014, 155).

Au sein du Parti, la ligne pro-yougoslave est incarnée par Koçi Xoxe, Ministre de l'Intérieur et responsable de l'organisation du Parti communiste, qui souhaite une intégration de l'Albanie à la Yougoslavie. En 1947, Enver Hoxha, qui bien que cumulant les fonctions de Premier ministre, ministre des Affaires étrangères, ministre de la Défense, commandant en chef des Forces armées et secrétaire général du Parti, voit sa position affaiblie sous la pression de Xoxe et des Yougoslaves, à l'occasion d'une première rencontre avec Staline. A son retour, son discours à la population de Tirana témoigne de la fascination exercée : « Nous avons vu des choses étonnantes en Union Soviétique », « des usines parmi les meilleures et les plus modernes du monde », un exemple d'ordre et de discipline, et surtout de volonté politique. Sans les Soviétiques, les Albanais seraient promis à « un destin funeste ». Ils sont liés aux Soviétiques « par le sang » (cité par Mëhilli 2017, 43). Après la visite d'Hoxha à Moscou, Belgrade met davantage la pression sur le gouvernement albanais, relève les défauts de la planification et les blocages dans l'intégration des deux économies, et estime qu'existe désormais au sein du PCA une ligne anti-yougoslave. Début 1948, Hoxha condamne encore vigoureusement ces éléments anti-yougoslaves et se déclare toujours favorable à l'unification des économies. Il nomme même Tito secrétaire du Parti albanais. Mais les tensions entre les factions en Albanie font écho aux désaccords croissants entre Moscou et Belgrade. Staline, contrarié par l'indépendance de la politique étrangère yougoslave, apprend de la bouche d'Hoxha que Tito s'apprête à positionner deux divisions yougoslaves en Albanie pour parer à une possible attaque « impérialiste » grecque. Au printemps 1948 la situation bascule rapidement. La Yougoslavie est débarquée du Kominform en juin, Hoxha fait volte-face et l'Albanie devient le premier État communiste à attaquer ouvertement les « traîtres » titistes. En juillet, les accords sont rompus et le personnel yougoslave est sommé de quitter le territoire dans les 48 heures. Entre autres problèmes, le pays se trouve privé de soutien technique, et selon un observateur français, l'essentiel des compétences disponibles se trouve entre les seules mains de quelques 500 spécialistes italiens, par ailleurs désireux de quitter l'Albanie. Cette précarité, doublée de la disjonction territoriale d'avec l'Union soviétique, n'échappe pas à l'Occident qui voit là l'occasion de détacher le wagon albanais du train soviétique²⁵⁴. Mais le PCA résiste au schisme et cet épisode assoit durablement le pouvoir d'Enver Hoxha.

5.3.10 *Problème de comparabilité diachronique des données d'après-guerre*

Un recensement est mené en 1945 (dans la perspective de l'organisation de l'élection de l'Assemblée du peuple l'année suivante), un autre en 1950. L'intervalle intercensitaire est donc tel qu'il permet théoriquement l'association avec l'épisode du patronage yougoslave (1944-1948). La capacité de l'État albanais à mener un recensement dès 1945 est étonnante, et sans qu'on soit en mesure ici de jauger précisément la qualité de celui-ci, on peut relever que des questions comme le nombre élevé de sans-abris (population possiblement provisoirement déplacée) et de réfugiés, la qualité désastreuse des communications et les poches de résistance dans le Nord²⁵⁵ ont dû considérablement compliquer l'organisation de l'opération de même que potentiellement péjorer la qualité de la collecte. Les cartes des évolutions intercensitaires de 1945-1950 et de 1950-1955 montrent des contrastes et des structures tout-à-fait surprenants, témoignant de mouvements de population très différents des périodes précédentes et suivantes. L'élément le plus frappant est la désurbanisation importante qui frapperait une majorité des villes entre 1945 et 1950, en particulier celles du centre : Tiranë qui perd presque 15% de sa population (-3.0% annuels), Durrës (-3.2%), Krujë (-2.3%), Lezhë (-1.5%), Peqin (-3.7%), Lushnjë (-5%), Kavajë (-1%), mais aussi ailleurs dans le pays Vlorë (-2.1%), Pogradec (-2.5%), Delvinë (-4.8%) et Peshkopi (-6.6%). A en croire ces évolutions, on serait là face au seul moment de recul de l'urbain dans l'histoire albanaise moderne (5% de perte de substance - 12'000 personnes - soit -1% annuel). L'autre fait significatif de cette courte période serait le repeuplement massif du Sud. Les régions rurales de Dropull, Pogon, Lunxhëri, Kolonjë, Kurvelesh, Himarë ou Zagorië connaissent une très forte croissance, alors qu'elles étaient en déclin depuis le relevé de 1913. Puis la période suivante, de 1950 à 1955, montre des évolutions fortement contraires, avec des taux d'urbanisation incroyables : plus de 11% annuels sur cinq ans, et une population urbaine qui passe de 202'000 habitants à 344'000. Dans le même temps le Sud aurait reperdu massivement sa population. La région Dropull-Pogon aurait connu une croissance de +4.4% annuels entre 1945 et 1950, puis de -3.8 entre 1950 et 1955. Un mouvement de balancier d'une telle ampleur est difficilement explicable et est sans doute lié à un défaut de comparabilité de données.

²⁵⁴ La CIA estime à 80% les Albanais défavorables au régime de Hoxha, et bien qu'elle ne voie pas de véritable intérêt stratégique en Albanie, elle décrit dans un rapport secret (déclassifié en 2007) les opérations qui pourraient permettre d'y évincer les communistes. L'intérêt principal du plan décrit évoque avant l'heure une sorte de théorie des dominos (la crainte de la contagion spatiale du communisme d'un État qui bascule vers ses voisins) à l'envers : l'exemple albanais encouragerait les mouvements de la lutte anticommuniste dans les autres pays du bloc de l'Est.

²⁵⁵ Un rapport déclassifié de la CIA daté de 1949 évoque des mouvements de résistance désunis et des actions de guérilla sporadiques dans les régions de Dibër, Mirditë, Hoti, Pukë et Fani.

Comme on ne dispose d'aucune métadonnée sur le relevé des populations villageoises fait par Bërxfholi aux Archives nationales²⁵⁶, le doute subsiste sur la cohérence diachronique de certaines séries. Nous n'avons pas retrouvé le questionnaire de 1945, mais celui de 1950 renseignait sur 1) le lieu de naissance, 2) le lieu de résidence et 3) le lieu d'enregistrement²⁵⁷. L'idée du recensement de 1950 était en outre de mettre à jour les registres d'état civil mis à mal durant la guerre, ce que le recensement de 1945 n'avait pas permis de faire (Bërxfholi 2000, 107), avec donc une préoccupation particulière pour le lieu dans lequel les enquêtés figuraient au registre (domicile *de jure*, par opposition à celui auquel on réside réellement, le domicile *de facto*, voir tableau 3.2). A l'observation de ce mouvement de balancier autour du recensement de 1950, on peut donc faire l'hypothèse que pour cette année-là, à la différence de 1945 et 1955, les données publiées correspondent au lieu d'enregistrement et non à celui du domicile au moment du recensement. Ce qui voudrait dire qu'en raison de l'absence d'une mise à jour des registres sur une assez longue période, l'ensemble des mouvements de la population avant et en tous cas durant la guerre ne sont pas pris en compte dans cette série, et que la distribution géographique de la population telle que donnée pour 1950 s'apparente plutôt à celle de la fin des années 1930. La carte de l'évolution de 1945-1950 serait ainsi en fait un négatif de l'évolution précédant 1945. Le calcul des indices et leur cartographie pour la période 1945-1955 donnent une image beaucoup cohérente, qui s'inscrit dans une continuité historique²⁵⁸. On part donc pour la suite de l'idée que les résultats de 1950 au niveau des villes et villages ne sont pas directement exploitables, perdant ainsi la possibilité de distinguer l'évolution démographique de la période yougoslave de celle du début de la période russe. Les cartes des périodes 1945-1950 et 1950-1955, probablement fausses, sont données (5.35 à 5.40) pour illustrer le propos qui précède.

Lorsqu'il décrit cette courte période, Sjöberg (1992a, 52) observe un déclin brutal du rapport de masculinité de l'urbain entre l'état de déséquilibre de 1945 (119 hommes pour 100 femmes) et le retour à l'équilibre en 1950 (103 hommes pour 100 femmes). Il relève que le nombre d'hommes résidant dans les villes diminue même en valeur absolue : « Presumably, the agrarian reform of 1946 and quite possibly measures associated with the restructuring of the economy played a role here, while wartime conditions are likely to have brought about the rather extreme urban sex distribution [...] in the first place » (ibid.). Sa source est l'annuaire statistique de 1958²⁵⁹. Ce document, ainsi que certaines études qui en reprennent les données, considèrent valable la distribution rural-urbain selon le recensement de 1950²⁶⁰, comme Danermark (1993) qui mentionne le « retour à la campagne » après la guerre, Borchert (1975, 183), Bërxfholi (2000, 27) ou Vullnetari (2007, 23) qui commentent la formidable croissance urbaine des années 1950-1955. D'autres auteurs escamotent ces chiffres, mais sans donner d'explications²⁶¹. Le déplacement régulier du centre de gravité de la population albanaise vers le nord-ouest au cours du siècle et la basse constante de l'altitude moyenne de résidence sont également des arguments qui portent à considérer la distribution de la population du recensement de 1950 comme plutôt représentative de l'avant-guerre (voir la carte 5.173).

²⁵⁶ Arqile Bërxfholi est décédé le 10 avril 2017, quelques jours avant l'entretien où nous devions essayer d'éclaircir les questions qui avaient émergé suite à l'harmonisation des données. Les doutes qui subsistent sur les données devraient faire l'objet d'un travail d'archive que nous n'avons pas eu l'occasion de mener à ce jour.

²⁵⁷ La plupart des questionnaires des recensements de la période communiste sont données en annexe de l'ouvrage de Bërxfholi *Regjistrimet e përgjithsme të popullsisë në shqipëri (vështrim historik)* de 2000.

²⁵⁸ Toutes les tendances générales vont clairement dans le sens de cette hypothèse : l'urbanisation (graphiques 5.3 et 5.4), le déplacement graduel du centre de gravité de la population et la baisse constante de l'altitude moyenne de résidence (carte 5.173), etc.

²⁵⁹ *Annuari statistikor i RPSH 1958*, Tirana : Drejtora e Statistikës, p. 23.

²⁶⁰ La vérification n'a pas été possible pour l'échéance de la fin de la thèse. Il faudrait pouvoir consulter l'annuaire lui-même, et les précédents, pour voir si à un moment ou un autre le problème est documenté ou même simplement mentionné. Et consulter aussi bien-sûr ce qu'il peut rester de la documentation du recensement lui-même. A part Sjöberg, d'autres auteurs qui ont utilisés les données des recensements afin de décrire l'urbanisation ont utilisé celui de 1950. Sivignon (1975, 335) propose un graphique qui intègre les données (fausses) de 1950, sans les commenter ; Danermark (1993, 78-79) donne aussi les chiffres et explique que « During World War II people were for different reasons pushed into the towns. The urban population increased to 21.3%, but immediately after the war some of these people moved back to the countryside » ; Breu (1968) ne donne pas les résultats de 1950 dans le tableau détaillé par villes des pages 307 et 308, mais les donne sans commentaire dans le tableau de synthèse de la page 310. Borchert (1975, 183), Bërxfholi (2000) ou Vullnetari (2007, 23) commentent la croissance urbaine extraordinaire de 1950-1955, et l'expliquent par la migration rural-urbain et l'augmentation du nombre des villes.

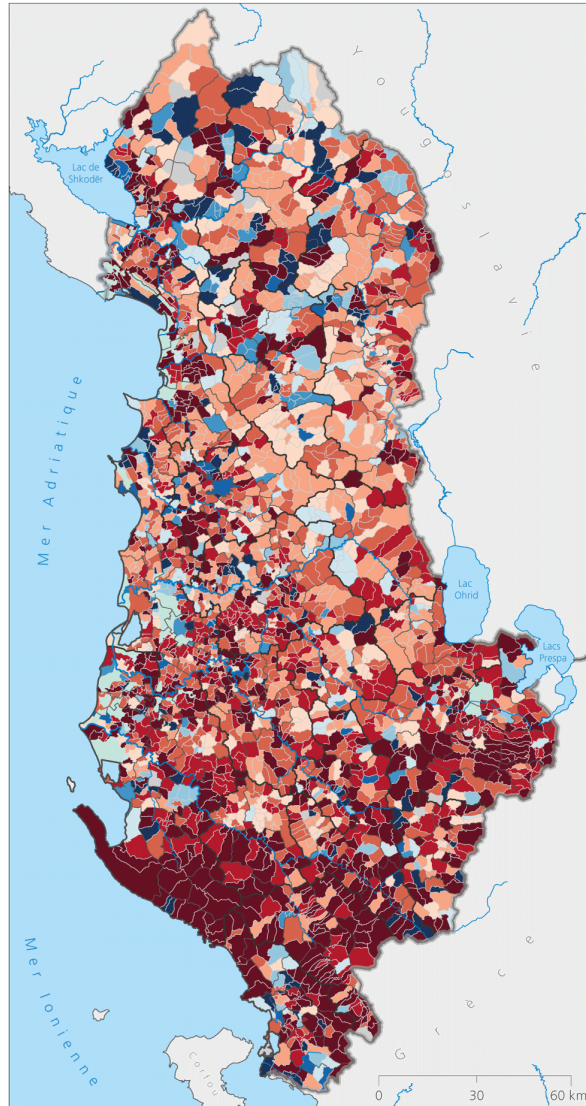
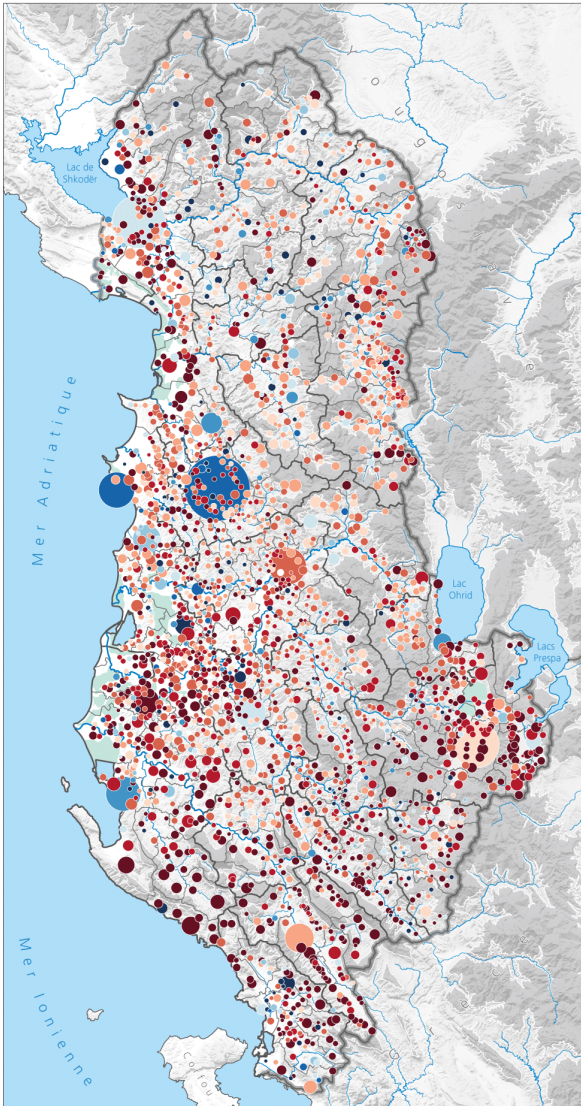
²⁶¹ C'est le cas par exemple de Borchert (1975, 180), Jandot (1981, 20), Meksi et Jaqita (1991, 682), Dibra et Vako (1965, 267), Danermark 1993 (78), Misja et al. (1987, 347-349), Carrière et Sivignon (1982, 168).

Variation de la population - données erronées (mauvaise attribution du domicile en 1950)

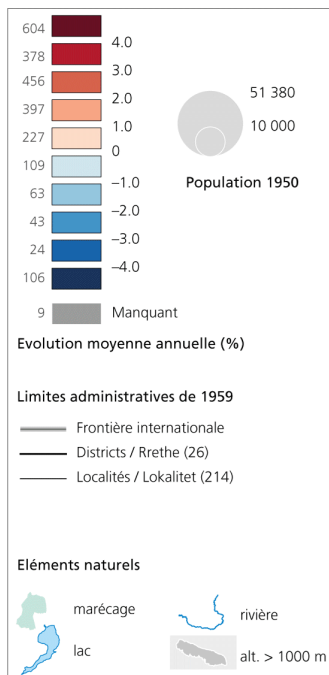
1945-1950

Villages albanais - carte en symboles

Carte choroplèthe

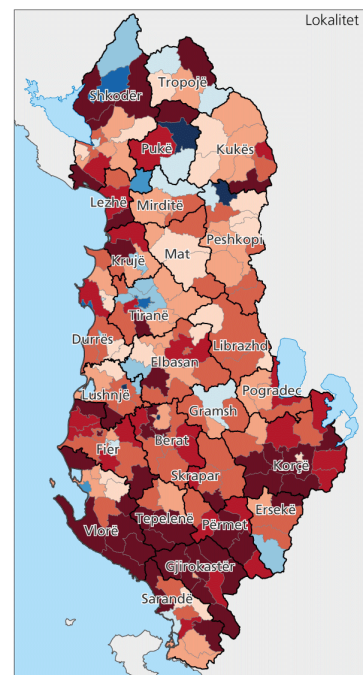


© A. Jarne 2020



Valeurs agrégées

Albanie	+ 1.9
Régions	
Mirditë - Dukagjin - M. e Madhe	+ 1.6
Plaine de Lezhë - Shkodër	+ 2.1
Luma - Krume - Tropojë	+ 2.2
Mat - Dibër	+ 1.2
Tirana - Durrës	- 0.4
Elbasan - Çermenika	+ 1.9
Plaine de la Myzeqeje	+ 1.7
Lungara - Mallakastër - Kurvelesh	+ 3.2
Berat - Skrapar	+ 2.3
Montagnes de Pogradec	+ 2.4
Plaine de Korçë - Bilisht	+ 2.9
Dhropull - Pogon - Kolonjë	+ 4.4
Himara - Vurg - Çamëria	+ 2.6
Urbain-rural	
Urbain	- 1.0
Rural	+ 2.7
Religion	
Villages musulmans	+ 1.7
Villages orthodoxes	+ 4.5
Villages catholiques	+ 2.3
Milieu	
Plaine	+ 1.1
Collines	+ 2.7
Montagnes	+ 2.5
Potentiel agricole (Zavalani)	
Terres agricoles très pauvres	+ 2.9
Terres agricoles pauvres	+ 2.7
Surplus de l'élevage	+ 2.4
Surplus de l'agriculture	+ 3.1
Terres agricoles riches	+ 2.6



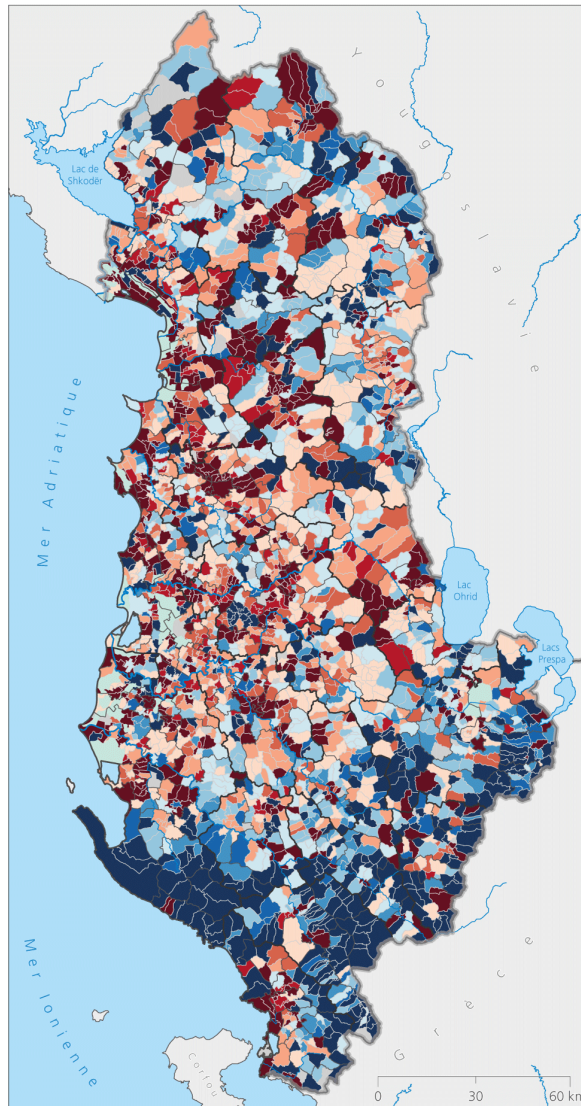
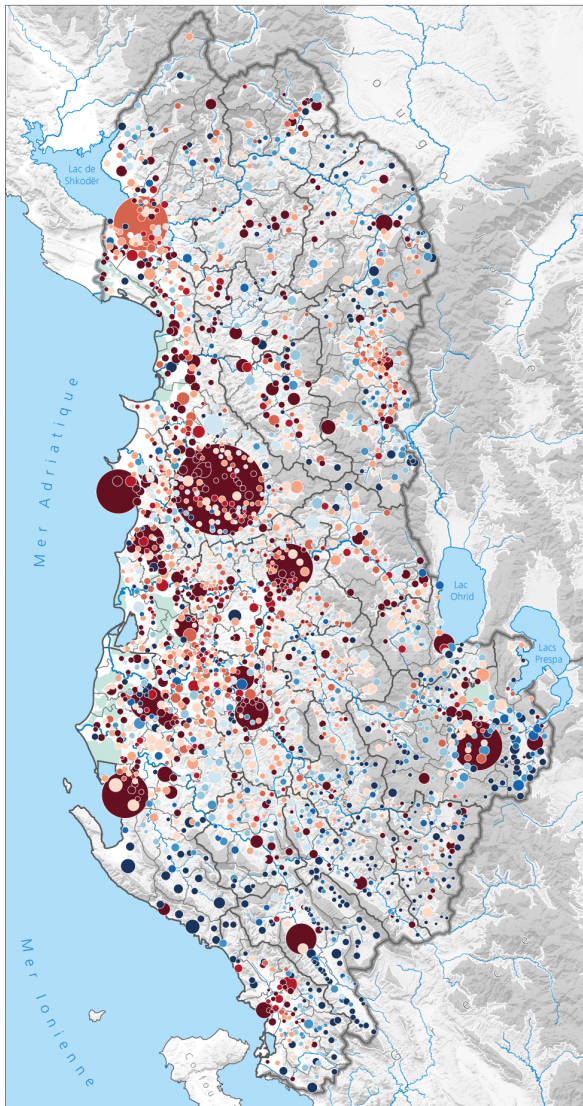
Cartes 5.35 à 5.37 : Variation de la population, 1945-1950.

Variation de la population - données erronées (mauvaise attribution du domicile en 1950)

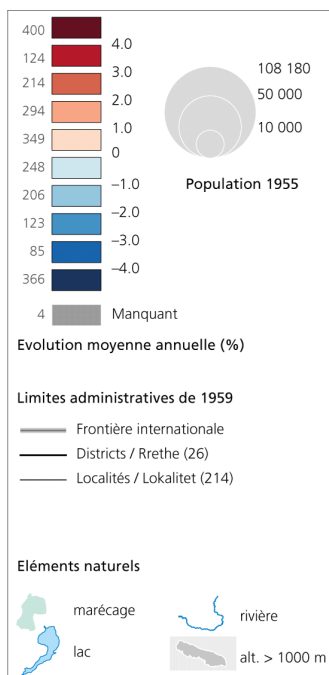
1950-1955

Villages albanais - carte en symboles

Carte choroplèthe



© A. Jarne 2020



Valeurs agrégées

Albanie + 2.7

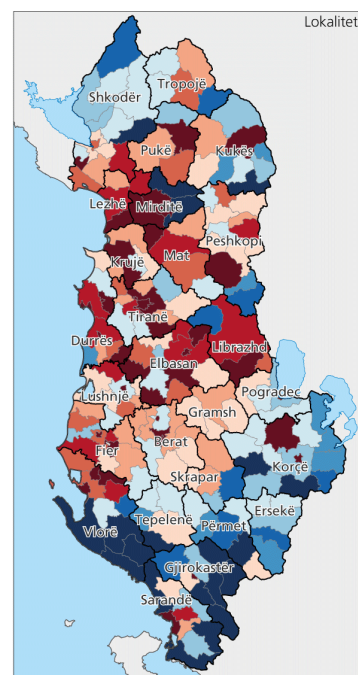
Régions	
Mirditë - Dukagjin - M. e Madhe	+ 0.5
Plaine de Lezhë - Shkodër	+ 2.1
Luma - Krume - Tropojë	+ 0.7
Mat - Dibër	+ 1.1
Tirana - Durrës	+ 8.4
Elbasan - Çermenika	+ 4.1
Plaine de la Myzeqe	+ 5.3
Lungara - Mallakastër - Kurvelesh	+ 0.8
Berat - Skrapar	+ 1.4
Montagnes de Pogradec	- 0.7
Plaine de Korçë - Bilsht	+ 1.0
Dhropull - Pogon - Kolonjë	- 3.8
Himara - Vurg - Çamëria	- 0.7

Urbain-rural	
Urbain	+ 11.3
Rural	+ 0.1

Religion	
Villages musulmans	+ 2.5
Villages orthodoxes	- 2.3
Villages catholiques	+ 1.0

Milieu	
Plaine	+ 6.3
Collines	- 0.4
Montagnes	- 1.3

Potentiel agricole (Zavalani)	
Terres agricoles très pauvres	- 0.8
Terres agricoles pauvres	- 1.2
Surplus de l'élevage	- 0.6
Surplus de l'agriculture	+ 0.6
Terres agricoles riches	+ 1.8



Cartes 5.38 à 5.40 : Variation de la population, 1950-1955.

5.3.11 Urbanisation et réforme agraire

Les doutes exprimés sur la nature du domicile considéré pour le recensement de 1950 rendent donc difficiles un discours sur l'urbanisation de l'immédiat après-guerre. Si on ne peut pas avancer de chiffres, on peut par contre citer certains éléments qui donnent à penser que la période de forte croissance urbaine pourrait ne débuter qu'à la toute fin des années 1940, voire au début des années 1950 : 1) l'important exil des classes moyennes et supérieures urbaines soupçonnées ou accusées d'avoir collaboré avec les occupants²⁶², ou leur relégation hors des villes²⁶³ ; 2) les tensions politiques et les « changements maniaques » (Méhilli 2017, 52) qui marquent les années 1940 (en particulier les purges d'après 1948), qui sont caractérisés par une grande violence, où du jour au lendemain un propriétaire perd ses biens en vertu d'une nouvelle loi et est ainsi de facto banni de la ville, où un fonctionnaire voit son comportement, hier louable, aujourd'hui durement sanctionné, etc. ; 3) la lutte pour l'espace urbain (réquisitions des administrations) et la pénurie de logements²⁶⁴ ; 4) le fait que les grands projets industriels qui structurent l'urbanisation ne débutent que vers 1949 (cf. infra) ; 5) les difficultés économiques et celles, considérables, d'approvisionnement des villes (Vickers 2014, 159), dont heureusement peut-être la population demeurait très minoritaire à ce moment (22.2% en 1945). Ce dernier point fait écho aux problèmes rencontrés par l'agriculture dans cette phase de transition vers la mise en œuvre d'une économie socialiste.

La transition de l'économie passe par la nationalisation des industries et le déploiement d'une agriculture à grande échelle. Le monde agricole albanais de l'après-guerre est marqué par trois politiques importantes : 1) le soutien économique de l'UNRRA ; 2) les réformes agraires de 1945 et 1946 ; 3) les débuts de la collectivisation. Entre 1945 et 1947, l'Albanie reçoit de l'UNRRA pour 26 millions de dollars de tracteurs, fertilisants, semences, bétail etc. Ce soutien important²⁶⁵, qui a sans doute évité au pays une famine majeure (Vickers 2014, 159), ne suffit cependant pas et le rationnement est décrété durant l'année 1945, la pénurie touchant durement certaines régions. En 1945 et 1946, l'Albanie connaît une réforme agraire en deux phases. Dans l'idée que « la terre est à ceux qui la travaillent », une première loi étatique sans indemnisation les grands domaines, laissant à leur propriétaires 20 à 40 ha de terres, puis une seconde en 1946 limite la propriété à cinq hectares²⁶⁶ par famille, balayant ainsi la grande propriété du paysage agricole albanais (Sguri et al. 2011, 28). La surface des terres ainsi étatisées est considérable – plus de 170'000 ha (Civici 2003, 132) –, ce qui est proportionnellement bien supérieur à ce qu'ont connu les autres pays balkaniques, puisque cela représentait près de 45% de la surface agricole utile, contre moins de 10% en Yougoslavie, Roumanie et 2.1% en Bulgarie (Tomasevich 1958, cité par Sguri et al. 2011, 28). Ces terres sont transférées à 70'000 familles pauvres ou sans terre, avec en plus la moitié environ des 500'000 oliviers expropriés et quelque 6000 animaux de trait (Sjöberg 1992a, 85). L'intensité et la rapidité de cette réforme a permis le développement d'un lien fort entre le nouveau pouvoir et une population très majoritairement rurale, à l'inverse de ce qui s'était passé en 1924 lorsque les réformes avortées de Fan Noli lui avait valu la perte du soutien populaire. Les autres objectifs d'une telle réforme étaient, comme ailleurs en Europe de l'Est, l'éviction d'une classe politique jugée dangereuse, une autonomisation provisoire des communautés permettant de diminuer la pression sur le gouvernement dans une période de pénurie – une forme d'agriculture de survie –, et peut-être localement une certaine augmentation de la production consécutive à l'éviction de grands propriétaires abstentionnistes. Mais d'un autre côté, le morcellement de la terre et le noviciat de certains agriculteurs n'allaient pas entraver ce qui constituait l'horizon de la politique agricole : la collectivisation. Si celle-ci débute dès 1946 dans les plaines côtières – la première ferme collective ouvre à Krutjë près de Lushnjë en 1946 (Jandot 1994, 162) – sur une base essentiellement volontaire, elle ne se développera réellement que dans la seconde moitié des années 50, pour s'achever en 1967 avec la disparition complète de la propriété agricole privée. Occupant d'abord les terres des çifliks propriétés de l'État et celles des fermes commerciales précédemment en main étrangères, les fermes coopératives ne sont encore en 1954 qu'au nombre de 150, regroupant 8900 familles et occupant 5% environ de la surface agricole utile. La fin des années quarante

²⁶² Selon le rapport de la CIA, « Virtually the only surviving members of the middle and upper, or ruling, classes of Albania are those now in exile ; the « exiles » comprise professional of commercial people, artisans, and a few former land owners. » (p. 9)

²⁶³ A propos des économies socialistes, dans les pays de l'Est en particulier : « La destruction de l'ancienne bourgeoisie a exigé sa dispersion géographique loin des principaux centres urbains : tel fut généralement le processus, même s'il n'a pas eu partout le pouvoir d'entraîner une baisse de la population dans l'absolu » (Murray et Szelenyi, 1988, 24).

²⁶⁴ Méhilli (2017, 32) décrit comment à l'après-guerre le plan d'urbanisme devient un outil aux mains du pouvoir pour déplacer physiquement certains groupes ou types de population (comme « une catégorie de familles pour qui il n'est pas nécessaire de vivre ici »). Les plans étant évolutifs, les catégories indésirables peuvent toujours être étendues. A Tirana par exemple, l'enjeu est de faire place aux officiers de l'armée, aux spécialistes yougoslaves ou soviétiques, aux employés de l'administration et du Parti, déclenchant une véritable « lutte pour l'espace ».

²⁶⁵ L'UNRRA est l'Association des Nations Unies pour le secours et la reconstruction, largement financée par les États-Unis, qui opère de 1945 à 1947 puis laisse place au plan Marshall. Les montants touchés par l'Albanie sont proportionnellement 3 à 4 fois supérieurs à ce qui a été versé en moyenne aux pays européens.

²⁶⁶ Le principe d'une limite maximale allouée aux familles est le même dans tous les pays de l'Est, mais la limite albanaise des 5 hectares semble être la plus basse de toutes (Tomasevich 1958, cité par SGURI et al. 2011).

est donc surtout le moment des réformes agraires, qui concernent avant tout les plaines où s'étendaient les grands domaines.

Les réformes agraires trouvent sans doute un écho dans l'évolution de la population rurale au travers de la poursuite des migrations vers des grandes plaines. Entre 1945 et 1955, les taux de croissance ruraux montrent des gradients des montagnes vers les plaines plus forts encore qu'à l'avant-guerre (montagnes : +0.6%, collines +1.1%, plaines +3.7%). De la même manière, les zones agricoles telles que définies par Zavalani voient des croissances faibles pour les terres pauvres ou orientées vers l'élevage (de l'ordre de +1% annuel), et deux fois plus élevées pour les basses-terres dont l'économie agricole est mixte ou orientée vers l'agriculture. D'un point-de-vue régional, les populations rurales de la plaine de Lezhë-Shkodër connaissent leur plus forte croissance historique (+2.6% annuels), avec vraisemblablement une importante migration des montagnards catholiques qui descendent en plaine, préférentiellement dans des villages catholiques, comme l'indique la différence de contraste entre villages catholiques (montagne : +1.0% ; plaine + 3.2%) et villages musulmans (montagne : +2.3% ; plaine + 2.4%)²⁶⁷. La bande littorale entre le fleuve Mat au sud et la Bojana au nord se peuple tout particulièrement. Les grandes plaines centrales (alentours de Tiranë et Myzeqe) connaissent des croissances rurales élevées par rapport aux autres régions (supérieures à 2% annuels, contre 1.4% en moyenne nationale), mais bien en-deçà de ce qu'elles connaîtront dans les années qui suivent. Quant à la plaine de Korçë, elle stagne à +1.4% annuels, peut-être en raison de son caractère périphérique (le Devoll surtout) et de l'accent mis sur le développement industriel de Maliq (*kombinat* sucrier).

5.3.12 Une frontière nationale encore poreuse

A ce moment, la frontière albanaise est encore poreuse, en particulier au sud où elle est sous forte pression²⁶⁸. Et donc, en plus de l'émigration constituée de ceux qui fuient le régime tant qu'ils le peuvent, une certaine immigration y est observée. Tout d'abord plusieurs milliers de réfugiés et de combattants communistes blessés (Vickers 2014, 165) dans la guerre civile qui fait rage en Grèce trouvent refuge en Albanie. Après les ultimes batailles dans les monts Grammos, ce qu'il reste des forces et des cadres communistes passent la frontière albanaise. A cela s'ajoute la question çame. La pression sur ces populations albanaises majoritairement musulmanes du nord de la Grèce, qui s'était aggravée depuis 1936 avec l'arrivée au pouvoir de Ionannis Metaxas, atteint des niveaux de violence exceptionnels à la fin de la guerre. En 1940, les Italiens avaient rallié les Çams à leur combat contre la Grèce en leur promettant l'unité nationale de toutes les populations albanaises. Certains Çams avaient alors collaboré aux exactions à l'encontre de villages grecs. En octobre 1944, lorsque les Allemands quittent la Grèce, un certain nombre de Çams les suivent dans leur retraite. Mais les Çams demeurés en Grèce, surtout les Musulmans, sont dès lors regardés comme des ennemis de l'intérieur, et dans l'année qui suit sont les victimes d'un nettoyage ethnique organisé par la guérilla royaliste aux ordres de Napoléon Zervas. 68 villages

²⁶⁷ On verra plus loin l'importance de ces mouvements des tribus catholiques vers les plaines où elles possédaient des pâturages d'hiver. L'exemple du clan catholique des Kelmend est éclairant sur ce mécanisme. Celui-ci partageait des pâturages de plaine avec les clans Shkreli et Rrjollli à Mali i Rencit, zone de collines littorales entre l'Adriatique et les marais de Kakarriq, juste au nord de Shëngjin. Edith Durham décrit leurs mouvements saisonniers : « Each autumn the tribesmen migrate with herds of goats, cattle, and sheep to seek winter pasture on the plain near Alessio [Lezhë], were the tribe owns land, the women carrying their children and their scant chattels upon their backs ; and toil back again in summer to the pastures of the high mountains, a long four days' march with the weary beasts » (Durham M. E. (1909), 83-84, citée par Elsie R. (2015), 20). Le baron Franz Nopcsa décrit également ces transhumances : « Among the transhumant shepherds that are common throughout the Balkans are the Kelmendi, as well as the Hoti, Kastrati, Boga and Shkreli. To the sake of their herds they are forced to have two homes : winter quarters on the plains and summer quarters up in the mountain pastures. According to Hecquard, these mountain tribes have been spending the winter on the broad plain of the Boyana, Drin and Mat rivers along the Adriatic since 1847. It must, however, be noted that not all of the tribesmen change residence, only those who do not have suitable winter pastureland in their own territory. Of the Kelmendi, it is probably more than a third of them who move. In early september, the various families begin to trek down to the plains of Shkodra and Lezha. Their movements can be traced from the Montenegrin border near Gucia [Gusinje] right down to the lofty fortress of Kruja, a distance of 140 kilometers as the crow flies. Everywhere one looks on the otherwise monotonous plain of Shkodra one can see the shepherds and their flocks, including some quite interesting and picturesque groups. Whenever there is a lack of fodder in the mountains, the members of other tribes, too, such as the Shala and even the Rugova highlanders from the region of Peja (Pejë/Peć) move down to the Adriatic coast. In the winter of 1908, I encountered Rugova tribesmen and their herds in the region around Durrës. Although it is rather difficult to calculate just how many people wander as nomads each year in search of winter fodder, I would think there are at least 4000 to 5000 of them. I rely in this calculation on the estimation that of the 5000 tribesmen of Kelmendi, almost half of them take part in the trek and that their exodus is increased substantially by the other, though smaller tribes – the Hoti, kasrtati, Shkreli, and Boga. The flocks of animals and shepherds are bottled up for several weeks in and around Trush near Shkodra until they take to the hills between Zadrina and the sea, or regain their winter quarters along the banks of the Mat river » (Nopcsa B. F. (1910), 57-58, cité par Elsie R. 2015, 20-21).

²⁶⁸ Réagissant à la demande grecque lors de la Conférence de Paris en 1946 de rediscuter la frontière au détriment des Albanais, Enver Hoxha dit : « Depuis la libération de mon pays, les monarcho-fascistes grecs ne font que nous provoquer à notre frontière sud ; ils se livrent presque chaque jour à des attaques armées contre nos gardes-frontières, contre notre peuple travailler et épris de liberté, contre nos ports et notre littoral. [...] Je déclare solennellement que ni la Conférence de Paix, ni la Conférence des Quatre, ni aucune autre conférence ne peuvent remettre en discussion les frontières de notre pays en deçà desquelles il n'y a pas un pouce de terre étrangère » (Hoxha E. (1985), *Deux peuples amis*, Tiranë : 8 Nëntori, cité par Sintès et De Rapper 2008, 249). La guerre civile grecque dure jusqu'en 1949, la frontière est fréquemment traversée par des combattants, chacun craint une invasion (ou une libération, pour les albanais hellénophones ou certains opposants au régime).

auraient alors été détruits entre juin 1944 et mars 1945, près de 3000 Çams tués, et 28'000 se seraient réfugiés en Albanie (Vickers 2002, 6)²⁶⁹. On ne dispose pas d'une connaissance complète des destinations précises de ces populations de réfugiés. Le fait qu'ils soient perçus comme des collaborateurs des fascistes rendait leur accueil compliqué dans l'Albanie d'après-guerre. Nombre d'entre eux, disposant du statut de réfugiés, ont bénéficié d'une aide d'urgence de l'UNRRA et ont été logés dans des camps précaires à Vlorë, Fier, Durrës, Kavajë, Delvinë et Tiranë (Elsie 2012, 4). D'autres auraient trouvé asile dans des villages de la côte ionnienne abandonnés par leurs habitants lors des combats contre les forces de l'Axe puis entre les nationalistes grecs du Front de libération de l'Épire du Nord et les Albanais du Balli Kombëtar²⁷⁰, d'autres encore s'établissant dans des villages traditionnellement musulmans ou dans de nouveaux villages (Vickers 2002, 7). L'État albanais a tenté d'encourager les retours en Grèce à travers les campagnes du Comité antifasciste des immigrants çams, mais cet espoir, entretenu par de nombreux Çams, a été vain. L'immigration çame fait écho à la question plus large des modalités de l'intégration des groupes sociaux non-autochtones dans les communautés villageoises à cette époque, surtout dans le sud du pays. Dans la région frontalière proche de la Baie de Butrint par exemple, un village constitué à l'origine d'immigrés çams (Vickers 2002, 7), Vrinë, situé dans la plaine marécageuse, jouxte les villages orthodoxes anciens de Xarë et de Mursi. Religieusement homogènes en 1926, ils connaissent aujourd'hui une mixité où domine toujours la confession originale, mais où s'ajoutent des groupes issus des autres communautés ainsi que des Valaques et des Roms sédentarisés durant le communisme²⁷¹. La faible connaissance dont nous disposons de l'histoire précise et locale de l'établissement des populations çames sur le territoire albanais, de la chronologie fine ou de leur prise en compte dans les recensements (comme réfugiés déjà, ou seulement après la normalisation de leur situation) ne nous permet pas de faire un lien direct avec les croissances démographiques observées dans la période 1945-1955. Mais sans doute l'essentiel de cette immigration est-elle venue grossir les rangs des villes (dont elle pourrait expliquer un quinzaine de pourcents de la croissance environ), le reste se répartissant possiblement dans des villages musulmans ou mixtes proches de la frontière²⁷². Le recensement de 2001 donne une image approchante de la répartition spatiale des Çams en 1989 à travers la déclaration du lieu de naissance. On peut en effet imaginer qu'une large part de natifs de Grèce sont des Çams arrivés vers la fin de la seconde guerre mondiale. En tout 6281 personnes résidant en Albanie en 2001 sont nées en Grèce – 21'488 en comptant conjoint(e) et enfant(s) –, ce qui en fait de loin l'origine étrangère la plus représentée (plus de 50% de l'ensemble). Comme on peut le voir sur la carte 5.11, leur distribution est très largement urbaine, et presque exclusivement concentrée dans les zones côtière centrale entre Vlorë, Elbasan et Durrës, à l'exception quelques dizaines de familles demeurant dans l'extrême Sud ou dans le bassin de Korçë. Cette distribution de 1989 peut bien-sûr pour partie résulter de migrations internes durant le communisme.

²⁶⁹ D'autres ont fui vers la Turquie, ou été internés sur des îles de la Mer Egée.

²⁷⁰ Vickers (2002) donne l'exemple de Borsh, l'un des trois villages musulmans de la côte ionnienne.

²⁷¹ De Rapper (2008, 8) donne l'exemple de Karjan, en Lunxhëri, une dizaine de kilomètres au nord de Gjirokastër. Le groupe le plus ancien sont les chrétiens orthodoxes. Les données de 1913 donnent 195 orthodoxes, celles de 1927 donnent 198 orthodoxes et 5 musulmans. Puis des musulmans sont arrivés lors de l'avancée allemande de 1943 depuis les alentours de la ville de Tepelenë, avec pour motifs évoqués la pauvreté, la surcharge démographique et les cycles de vengeance, et se sont installés dans les quartiers bas du village. Enfin les Valaques, derniers venus, dans les années 50, abandonnant leur mode de vie semi-nomade sur ordre d'Enver Hoxha, et s'établissant dans des villages se situant sur leur parcours, comme en Lunxhëri. Malgré une longue vie commune et les prétentions du pouvoir à gommer ces différences au profit d'une narration nationale albanaise fortement intégratrice (voir Clay 2007), la rivalité et une endogamie assez stricte demeurent.

²⁷² A l'exemple peut-être de villages comme Çarçovë, qui comprenait quelques musulmans avant-guerre et voit passer sa population de 223 habitants en 1945 à 553 en 1955, ou du village musulman de Vrepeckë, immédiatement frontalier, qui passe de 194 habitants en 1945 à 301 en 1955, ou encore de Vrinë dont nous avons déjà parlé. Ces hypothèses demandent confirmation par l'histoire locale.

5.3.13 Synthèse géohistorique

L'État albanais s'émancipe difficilement de la tutelle étrangère après la Première Guerre mondiale, et jusqu'en 1948 sa souveraineté demeure fragile face aux États voisins, Grèce, Yougoslavie et Italie. À l'intérieur, cette souveraineté diffuse progressivement dans un territoire où les configurations locales et régionales restent déterminantes, dans un contexte où la nouvelle centralité, Tiranë, demeure un temps en concurrence avec d'autres pôles auparavant plus importants qu'elle (Shkodër, Elbasan, Vlorë, Berat, Gjirokastër, Korçë). « Le faible développement des infrastructures de communication implique la forte inscription des rapports de force sociopolitiques au niveau local autour de figures de pouvoir religieuses et non-religieuses. Les tentatives de nationalisation de la société qui caractérisent l'Albanie de l'entre-deux-guerres, de même que de nombreux autres États de l'époque, sont donc fortement dépendantes de l'intrication des différentes échelles d'exercice du pouvoir, et en particulier de leur interprétation au niveau local » (Clayer 2014, 417). Dans son article de 2014²⁷³, Clayer étudie en particulier la dimension spatiale de l'articulation entre école, religion et construction étatique qui, dans ce terreau d'hétérogénéité régionale du multiconfessionnalisme de la société albanaise, entraîne une territorialisation des politiques scolaires mettant en exergue en particulier des différenciations dans les dimensions nord/sud et ville/village (ibid., 416). Les politiques de laïcisation de l'enseignement sont propagées du centre mais – entre héritages de ségrégation confessionnelle et idéaux nationaux d'union, de fraternité et de laïcité – trouvent donc des inscriptions locales contrastées. Les conflits se développent souvent autour des bâtiments scolaires, dont l'appropriation, qui devient un enjeu matériel et symboliques pour l'État albanais, se fait aux dépens des communautés locales et des institutions religieuses pour lesquelles les écoles, souvent placées près des lieux de cultes, constituaient des marqueurs des espaces confessionnels. Clayer (2014, 433) relève encore à cette époque « un ensemble de pratiques de gouvernement qui revient régulièrement pour lesquelles l'espace est une variable déterminante. Il s'agit des pratiques dites de 'transfert' et 'd'éloignement' (*largim* en albanais, de *larg* qui signifie loin), et parfois 'd'internement' (*internim*), c'est-à-dire en réalité d'envoi dans un lieu isolé ». En usage dans le champ de l'enseignement mais pas seulement, ces pratiques visent d'une part à neutraliser un acteur jugé subversif en coupant ses liens sociaux, mais aussi en l'envoyant dans un lieu où le contexte – en particulier le contexte confessionnel – l'empêchera de développer des liens et des activités du même type (prosélytisme, agitation sociale, etc.). Ce type de neutralisation est aussi appliqué à travers la désignation systématique, lorsqu'un échelon communal entre en force à la fin des années 1920, d'un fonctionnaire nommé étranger au territoire dont il a la charge, ou par l'affectation de préfets catholiques aux provinces méridionales.

À différents titres, l'espace occupe donc une place importante dans les dynamiques de nationalisation et de laïcisation de l'entre-deux-guerres. Si son franchissement conserve dans l'Albanie d'alors un coût élevé (malgré les dimensions modestes du territoire) et peut donc constituer un frein au déploiement de l'État national en raison de la résistance de poches de médiocre accessibilité, l'espace est aussi utilisé par le pouvoir comme une ressource afin de maintenir l'ordre et d'exercer un contrôle social²⁷⁴. Objet de conflits aux différentes échelles, l'espace est travaillé par des projections spatio-temporelles différentes, qui traduisent également des dynamiques de changement dans le temps. En paraphrasant Clayer (2014, 438), on peut dire que les anciens réflexes associés à l'espace-temps ottoman, à l'espace-temps grec, les perceptions en pleine mutation des espace-temps de la communauté locale ou de l'État-nation albanaise, l'espace-temps enfin de l'expansion italienne se croisent dans des discours idéologiques destinés à 'inventer' et manipuler l'espace, qui devient un élément des rapports de pouvoir, par exemple entre les autorités ecclésiastiques – locales ou nationales – et les fonctionnaires de l'État, ou au sein même de la communauté, voire plus tard dans la négociation avec les zéloteurs des intérêts italiens.

La guerre marque, avec la victoire communiste qui se dessine dès 1943, le basculement des alliances vers l'est. Dans une situation très fragile au sortir du conflit, l'Albanie se tourne vers ce qui semble sa seule option à ce moment-là : la Yougoslavie. Mais la relation est très ambiguë, la Yougoslavie apparaissant comme à l'origine et la garante d'un socialisme albanais synonyme d'émancipation et d'ouverture internationale en même temps que comme puissante voisine héritière d'ambitions territoriales encore très présentes dans les esprits, et dont le projet titiste de Fédération balkanique a pu apparaître comme la réactivation, en dépit du discours officiel yougoslave

²⁷³ Clayer (2014), « Les espaces locaux de la construction étatique à l'aune du cas albanais (1920-1939) », op. cit.

²⁷⁴ « Le contrôle de l'espace est l'une des manifestations les plus directes du pouvoir, dans un contexte politique et socio-économique. Le statut et les fonctions des lieux, des frontières et des différenciations sont en quelque sorte tous liés à des rapports de force et à l'exercice de l'autorité. L'espace est organisé par les règles, des représentations, et *de facto* par le contrôle ; il est 'inventé' et manipulé pour devenir une partie des mécanismes de pouvoir, pour s'inscrire dans des systèmes administratifs et des discours idéologiques. Cela implique que le statut et l'organisation de l'espace ne sont pas statiques, mais plutôt continuellement formés par les changements dans les configurations politiques et sociales ». Extrait de Van Leeuwen R. (1996), « The Control of Space and Communal Leadership : Maronite Monasteries in Mount Lebanon », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, 79-80, cité par Clayer N. (2014, 437).

sur le rapprochement volontaire et l'autodétermination des peuples. Dans ce théâtre de la coalescence des États balkaniques et des modalités de leur possible fusion dans l'Union soviétique, les acteurs politiques oscillent entre la construction et l'assise de pouvoirs locaux et leur intégration dans un cadre spatial et idéologique beaucoup plus vaste. Les positions et les stratégies se développent dans un emboîtement d'échelles territoriales qui partent des régions albanaises, avec par exemple leur sensibilité différente à la question kosovare ou leur implication inégale de le pouvoir communiste, passent par la nature des relations voulues avec la Yougoslavie, et finalement, à travers elle ou indépendamment d'elle – satellite ou « sous-satellite » ? –, avec l'Union soviétique. La compréhension des enjeux est certainement très variable, ne serait-ce qu'entre la population et les élites politiques. Dans la sphère politique, cette relation à deux niveaux représentait avant tout un espace d'opportunité (et de risque aussi) changeant dans la perspective de l'accès au pouvoir. Pour nombre de travailleurs albanais par contre, la collaboration avec les Yougoslaves s'est sans doute avérée concrètement difficile, empreinte de suspicion, alors que le schisme d'avec la Yougoslavie donne l'opportunité d'un lien plus direct avec l'Union soviétique qui représente l'espoir d'un changement, un chemin vers la modernité, à l'abri des conflits régionaux. Encore qu'il soit difficile à cet égard de se départir du « récit national » – qui constitue justement le lien entre les élites ayant accédé au pouvoir et la population – tel que prestement refondu à la suite de l'épisode yougoslave. Cette réécriture légitimante de l'histoire consiste à la fois à donner une nouvelle explication du passé (rôle « réel » des yougoslaves parmi les partisans, leurs ambitions cachées, leur politique colonialiste tout comme les Italiens, les sabotages, etc.), à instrumentaliser le présent (le lien systématiquement fait entre les « ennemis de l'intérieur » et les voisins impérialistes ou la « clique titiste »), à redéfinir l'avenir (désormais placé sous le patronage bienveillant de l'Union soviétique de Staline). Un tel « mini-changement » de régime d'historicité se matérialise classiquement dans des purges visant ceux qui ne sont plus dans le bon camp, ou du bon côté de l'histoire²⁷⁵, qui est résolument désormais celle qui mène de la lutte antifasciste au stalinisme.

²⁷⁵ En 1949, à l'issue d'un procès secret, Koci Xoxe est jugé coupable de crime contre l'État et exécuté.

5.4 1948-1960 – Accumulation socialiste primitive : l'industrialisation

5.4.1 Nouveau régime de géographicité : une « exclave d'empire »

Si on suggère pour la bascule de 1948 un changement de régime d'historicité, on peut à plus forte raison parler d'une nouvelle « géographicité », c'est-à-dire une refonte de la manière de concevoir l'espace, de le percevoir, une nouvelle manière de produire de l'unité et de la diff rence²⁷⁶. En septembre 1948, le premier accord économique est conclu, et en 1949, Enver Hoxha se rend une seconde fois à Moscou. L'Albanie, l'état socialiste qui fait peut-être face aux conditions les plus difficiles en raison de son niveau de vie très bas et de son arriération relative – un pays préindustriel de paysans, de bergers et de petits commerçants, largement analphabète et dépourvu de classe ouvrière – se lance résolument dans la voie stalinienne d'une économie planifiée hautement centralisée. A rebours d'une historiographie qui insiste sur l'isolement et le nationalisme de l'Albanie communiste, projetant sur les débuts du communisme albanais une situation qui prévalait vers sa fin, M hilli (2017) insiste au contraire sur la dimension internationaliste, l'ouverture sur un monde nouveau, sur « l'expérience soviétique comme un modèle de compression du temps et de l'espace » (p. 12). Le socialisme de type soviétique a donné non seulement la vision d'un possible futur, mais a aussi été le moyen de répondre aux aspirations du pays pour une place dans le monde²⁷⁷. L'Albanie est devenue une sorte de laboratoire pour la collaboration et la confrontation transnationale durant la guerre froide. Le socialisme pouvait donner à un ouvrier albanais le sentiment d'un socle commun avec quelqu'un vivant à l'autre bout de la planète (connectant les Balkans à l'Asie de l'Est), produisant ainsi « une nouvelle carte mentale » (M hilli 2017, 4). Le socialisme a produit une culture commune, mentale et matérielle, à travers les frontières nationales – les soviétiques encouragent les contacts internationaux à vaste échelle : campagnes de travail (stakhanovisme), sociétés amicales, diplomatie culturelle, programmes d'aide technique, échanges d'étudiants, prototypes industriels, schémas d'urbanisme – sans toutefois assurer une unité politique ni même, comme le montre l'histoire albanaise, déboucher forcément sur davantage d'ouverture. Si   la manière d'un empire, le monde socialiste émerge comme point de référence et espace d'interaction, la situation géographique particulière de l'Albanie, son statut d'« exclave » (sa déconnexion territoriale ²⁷⁸) et son environnement régional menaçant, ont produit chez les leaders albanais une insécurité et le besoin de tisser des liens plus étroits avec Moscou. Cette alliance est pour un petit pays avide de modernisation à la fois la promesse d'un développement industriel, mais aussi celle d'intégrer un régime d'échange tel que l'Albanie n'en a plus connu depuis l'Empire ottoman, voire de participer à une véritable expérience civilisationnelle construite sur une modernité non-capitaliste. La distance géographique enfin n'est pas étrangère à la nécessité accrue de rappeler sans cesse aux Albanais leur place dans le monde socialiste au moyen d'un appareil discursif hypertrophié et omniprésent. Durant une douzaine d'années, le terme universaliste de « soviétique » prendra un sens fort pour les Albanais à travers la conjonction d'une économie centralisée, du règne d'un parti unique et des injonctions omniprésentes à l'industrialisation. Cette référence soviétique fournira aux administrateurs et aux fonctionnaires un lexique tout prêt basé sur un récit préexistant du progrès, fondant leur autorité et discréditant les alternatives. Réplique à peine adaptée de l'original, la « méthode soviétique » (*metoda sovjetike*) doit permettre à chacun de se remodeler, de devenir un Albanais plus «  volu  » (M hilli 2017, 128).

L'idée d'un changement de régime de géographicité est pertinente à d'autres échelles (si ce n'est à toutes les échelles). Au cœur de la vie quotidienne des Albanais apparaissent des lieux nouveaux, susceptibles de bouleverser l'ordre des mobilités, des coprésences et des règles de sociabilité traditionnelles, et qui sont lourdement promus par la propagande : les usines (« *kombinat* ») et les fermes collectives.

5.4.2 La modernisation par l'industrialisation – plus staliniens que Staline

L'extraordinaire emphase mise par l'économie planifiée albanaise sur l'autosuffisance à travers l'industrie correspond à la fois une étape classique dans les pays socialistes – le premier stade, celui d'une l'industrialisation massive suivie de l'urbanisation, dès les années 1920 en URSS – et une étrangeté à ce moment-là dans un petit

²⁷⁶ Parmi les trois définitions de la géographicité données par Denis Retaillé dans le Dictionnaire la géographie (Lévy et Lussault 2013, 433) on pense ici à la troisième (qui est parallèle au concept d'historicité) : « Dimension du social par où s'exprime le réglage des distances, la production de l'unité et de la différence avec l'espace terrestre comme médiateur ».

²⁷⁷ Dans cette optique de sortir un pays faible et pauvre de son isolement, la perspective d'intégrer un Empire centré sur Rome quelques années plus tôt n'entre pas forcément en contradiction avec celle d'être partie prenante du puissant monde socialiste.

²⁷⁸ Le voyage vers Moscou se faisait par bateau jusqu'à Odessa puis en train jusqu'à Moscou, ce qui prenait une semaine environ.

pays comme l'Albanie. Cette idée fixe d'un saut rapide dans la modernité sur le modèle soviétique est proprement albanaise. Lors de la visite de la délégation albanaise en 1949, Staline fait savoir qu'il estime que les politiques de style soviétique adoptées trop hâtivement en Albanie y ont été bâclées, et que dans le contexte d'un pays pauvre et essentiellement agricole, une alliance avec la bourgeoisie est nécessaire dans un premier temps, de même que, vu la rareté des terres arables, un report dans le développement des kolkhozes pour éviter de s'aliéner les paysans pauvres (Mëhilli 2017, 49). A plusieurs reprises, la recommandation de ne pas adopter « mécaniquement » les politiques soviétiques est faite aux Albanais. En 1951, Staline demande à Enver Hoxha : « Avez-vous planté le maïs que je vous ai donné ? Ou l'avez-vous jeté par la fenêtre ? » (cité par Mëhilli 2017, 95)²⁷⁹. Mais en dépit des mises en garde, la planification albanaise des années 1950 s'apparente largement à une copie de celle soviétique des années 1930²⁸⁰. Pour les dirigeants albanais, le socialisme était essentiellement compris comme la construction mémorable et spectaculaire d'un État moderne, et les précautions soviétiques n'étaient pas acceptables, vécues comme un refus de les laisser accéder à cette modernité socialiste que pourtant ils méritaient (n'avaient-ils pas eux aussi mené leur propre lutte antifasciste ?). En dépit donc de la vision des soviétiques, mais grâce à leur aide massive, l'accent est mis sur l'industrie. Un plan biennal est élaboré pour les années 1949 et 1950, puis sept plans quinquennaux qui se succéderont sans interruption jusqu'en 1985.

La notion de planification renvoie de manière générale à l'idée de maîtrise d'un processus pour une entité dotée d'une forte intentionnalité. Elle entre en scène dans les économies socialistes après un premier épisode de nationalisation des biens et des moyens de production. Elle trouve ses fondements dans une rationalité d'ordre linéaire qui, sur la base de bilans et d'études prospectives, fixe des échéances et des objectifs (de production entre autres) et énonce les moyens de les atteindre. Cette manière de se projeter dans l'avenir, et le fait que la population est appelée tout entière à travailler à la réalisation de ces objectifs, signifie une rupture importante dans la manière de concevoir le temps social, et comme l'explique Jandot (1994, 155) : « Il s'agit en fait d'assurer, par une gradation dans l'opinion, le passage d'un état d'esprit « annuel » – voire celui du fatalisme sans souci du lendemain tel qu'il existait en ce pays à demi musulman – à un état d'esprit pluri-annuel, prévisionnel, à long terme ». A cette conception moderne de la maîtrise du temps s'ajoute une conception forte et extrêmement volontariste de la maîtrise de l'espace. Cette organisation de l'espace national, à l'instar de l'aménagement du territoire qui à l'époque gaullienne devait participer à « la grandeur de la France », se veut la traduction territoriale des principes du socialisme. « Parce que les paysages organisés, urbain comme rural, sont les expressions matérielles de l'édification d'un système politique, la planification de l'aménagement du territoire exprime parfaitement en Albanie la volonté d'édification d'un État socialiste. Diffusion progressive d'un même modèle urbain, création progressive d'un même système collectiviste d'agriculture, mise en place progressive d'un même paysage, sont les vecteurs de cette volonté. La minutieuse évolution, la progressivité de cette transformation de l'espace, la rigoureuse organisation de ces changements sont la marque indéniable d'une volonté planificatrice, vers la construction volontariste d'un État socialiste » (Jandot 1984, 28). Si l'aménagement du territoire est la réponse moderne habituelle de États-nations à la question de l'interaction entre le nécessité territoriale (construire une proximité suffisante pour reproduire une société particulière) et la logique spatiale (construire un système de lieux complémentaires et hiérarchisés permettant à la société de fonctionner) (Gataloup 2015, 73), il prend sans doute dans les économies socialistes une dimension particulière de par la nature de l'implication des populations. D'une part le travail volontaire (*puna vullnetare*) engage la jeunesse dans la construction des voies ferrées²⁸¹ ou les grands travaux agricoles, la population en général dans la construction des terrasses, à Vlorë ou Ksamil, dans la construction de logements etc. D'autre part les prisonniers²⁸² arrêtés par la *Sigurimi* étaient affectés aux tâches les plus rudes, à la mine, ou au drainage des grands marais²⁸³. La transformation radicale du pays est donc également profondément inscrite dans le vécu et la mémoire de tous les Albanais des générations qui l'ont faite.

²⁷⁹ Mikoyan s'inquiète des réactions de la population face à ces usines soviétiques flambant neuves mais qui ne produisent rien, comme Staline il insiste sur le fait que les planificateurs albanais doivent d'abord se soucier de faire pousser des céréales, des citrons, des olives et des oranges (Mëhilli 2017, 95). Après la mort de Staline (1953), Beria aussi est très critique, lâchant que « pas même Rockefeller ou Morgan ne pourrait se permettre d'entretenir une telle bureaucratie qui se nourrit sur le dos de la paysannerie » (ibid.).

²⁸⁰ « L'organisation d'une économie strictement indépendante est la nécessité clairement annoncée, vers un ensemble calqué dialectiquement et pratiquement sur l'exemple soviétique, celui des années de l'édification stalinienne s'entend... » (Jandot 1994, 154).

²⁸¹ Zavalani (2015, 297) rapporte par exemple que 70'000 jeunes gens et jeunes filles, enthousiastes et « encore pleins d'illusions sur la nouvelle ère », ont participé entre 1947 et 1949 à la pose des voies reliant Tiranë à Durrës et Durrës à Peqin.

²⁸² Il y avait autant de groupes distincts de prisonniers que de motifs invoqués par la *Sigurimi* (police secrète) pour les arrêter : le « groupe du clergé catholique réactionnaire », le « groupe de l'UDB » (police secrète yougoslave), les « groupes grecs », les « groupes tchames » ; les « groupes de Gomulka » (communiste polonais accusé alors de « déviationnisme »), les « groupes des socio-démocrates » ; les « terroristes » ; les « saboteurs de l'économie », les « saboteurs du pétrole ». Voir Pllumi (2014, 645).

²⁸³ Voir par exemple le témoignage du père franciscain Zeff Pllumi (2014) qui a passé 28 années dans les prisons et les camps de travaux forcés albanais et donne donc un panorama sans doute assez complet du petit « archipel du goulag » albanais.

La carte 5.41 illustre le déploiement de cette industrie lourde dans le temps et dans l'espace. L'inventaire est tiré des nombreuses listes ou albums de photos qui énumèrent les « principales réalisations » des plans successifs²⁸⁴, et celui-ci débute avec trois usines construites avant la mise en œuvre du premier plan quinquennal (1951-55) : la sucrerie de Maliq (près de Korçë), la centrale hydro-électrique « Lénine » à Selitë (un projet initié par les italiens, pour approvisionner Tiranë), et le complexe textile « Staline » à Tiranë. Ce dernier, le « *Kombinat* », est un projet de grande envergure appelé à devenir la vitrine du régime. De conception russe, construit essentiellement par des ouvriers albanais sur les terres humides d'Yzberish à 5 kilomètres au sud-ouest du centre de Tiranë, ce complexe entre dans l'histoire officielle du socialisme albanais comme un défi colossal relevé en deux ans seulement. Mais l'un des problèmes rencontrés après son inauguration est très emblématique : il n'y avait pas de coton en suffisance, et les machines soviétiques sont d'abord restées silencieuses, puis ont tourné au ralenti durant des années (Mëhilli 2017, 102). Outre la production, la construction de telles usines avaient un autre but avoué : celui de *fabriquer des travailleurs*. L'usine est appelée à transformer le paysan ignorant et peu qualifié en un ouvrier conscient et compétent, un « homme nouveau », et à donner ainsi enfin à l'Albanie sa classe ouvrière. Yzberish et son *kombinat* deviennent donc durant les années 1950 une sorte de laboratoire de l'Albanie nouvelle, un microcosme rural en quête d'urbanité. Outre la production industrielle, et celle « d'hommes nouveaux », l'usine revêt une fonction symbolique essentielle : elle est le pivot, la manifestation concrète et spectaculaire du mythe de développement, de la modernité socialiste. Peu importe finalement, dans l'espace clos que deviendra l'Albanie, la modernité réelle de ces infrastructures ou leur rusticité, leur rentabilité ou leur productivité en comparaison des standards européens : ces machines représentent le progrès et l'autonomie, elles sont chères aux Albanais et motifs de fierté. Gabriel Jandot (1994, 177-178) décrit cette « polysémie » du tissu industriel : « édificateur d'un espace, édificateur d'une pensée, édificateur d'une politique, bien plus encore que l'agriculture socialisée, outil pratique destiné à contrôler ces campagnes si difficiles à persuader [...]. Avec l'édification d'un tissu industriel, même si sa qualité intrinsèque demeure médiocre, le pouvoir communiste albanais entre dans l'écriture de l'Histoire à partir d'une Idée. L'édification industrielle relève déjà tout autant du mythe révolutionnaire que de l'aménagement du territoire. Avec la création d'un tissu industriel, Enver Hoxha met au monde un 'prolétariat' à partir duquel l'Histoire commence à être écrite, puisque, selon la théorie, c'est du prolétariat urbain que naît la conscience de classe, donc la lutte des classes, donc la victoire de la 'classe ouvrière'... Comment cette dernière pourrait-elle vaincre si elle n'existait pas ? D'où l'aspect polysémique de ces semis industriels, édificateurs tangibles du temporel, mais aussi édificateurs du spirituel ».

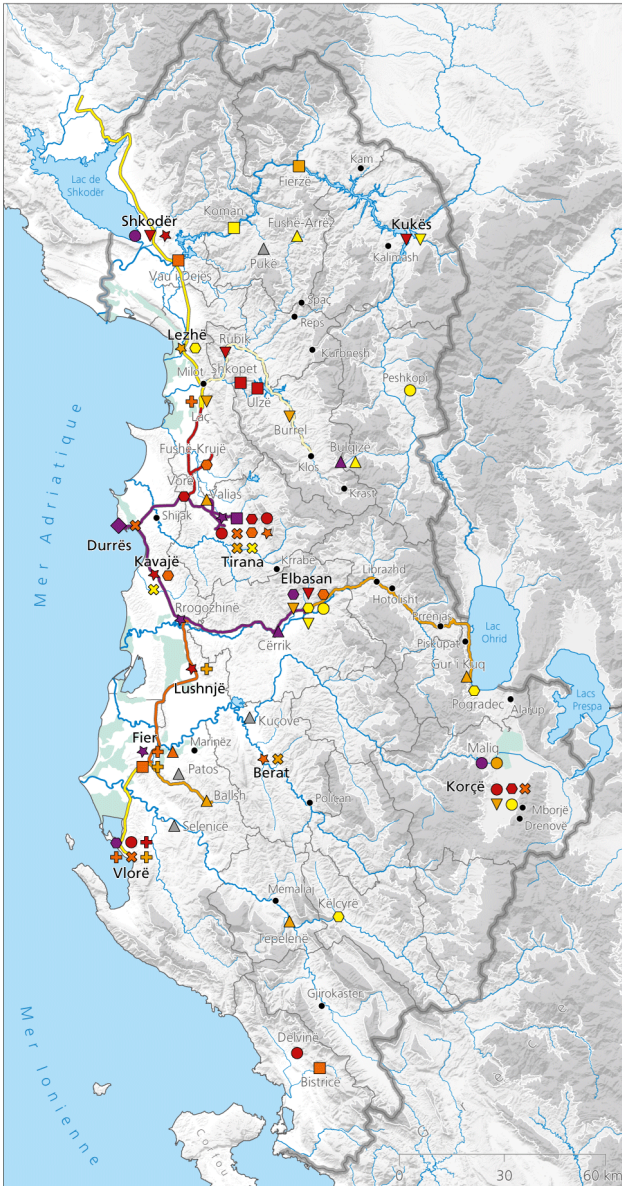
Les deux plans quinquennaux qui couvrent les années 50 visent donc à la « construction de la « base économique du socialisme », c'est à-dire l'industrie lourde, et subsidiairement l'industrie légère et alimentaire « dans le but de résoudre les problèmes les plus urgents, tels la satisfaction des besoins les plus élémentaires de la population en produits alimentaires et textiles » (Louchez 1984, 3). La carte 5.41 montre comment l'industrie se développe dans une première phase dans les grandes villes – *kombinat* textile « Staline » et centrale hydro-électrique « Lénine » près de Tiranë, ainsi que les grands studios de cinéma « Shipëria e re » (Albanie nouvelle), cimenterie « V. I. Lénine » à Vlorë, *kombinat* du bois « Nako Spiru » à Elbasan, etc. – ou dans les plaines côtières (Rrogozhinë, Fier, Cërrik). Son déploiement est accompagné de celui du réseau ferré – essentiellement voué au transport de marchandises – qui relie avant 1950 Tiranë, Durrës et Peqin, puis s'étend vers le sud dans un second temps, et enfin vers le nord dans les années 1980, en parallèle à l'industrialisation tardive de l'axe Tiranë-Shkodër²⁸⁵. Certains des *kombinat* des débuts sont très imposants, leur construction comme leur exploitation requièrent une abondante main d'œuvre, ce qui explique l'essentiel de l'urbanisation d'alors. Pour le seul *kombinat* Staline d'Yzberish, 3500 travailleurs et employés étaient attendus pour 1953, plus des deux-tiers appelés à loger sur place, et avec d'ici la fin de la décennie l'apparition d'une cité satellite de près de 14'000 habitants (Mëhilli 2017, 104)²⁸⁶. D'un point-de-vue théorique, la voie suivie par les Albanais est celle de l'« accumulation socialiste primitive », choisie à la fin des années 1920 par Staline en dépit des recommandations de Boukharine (qui prônait la « croissance urbaine nulle », cf. infra), et qui consiste à mobiliser tous les moyens disponibles en faveur de l'accumulation dans les industries urbaines : ponction des surplus d'origine agricole (si disponibles) et économies drastiques en matière d'investissement d'infrastructure (le logement par exemple) et de salaire (Murray et Szelenyi 1988, 26), ainsi que dans le cas albanais, appel à la solidarité du monde socialiste.

²⁸⁴ Voir par exemple la description par Louchez (1984) des plans quinquennaux. Pour un état exhaustif de la distribution des ressources et des industries en 1967, voir le tome 2 (l'atlas) de *An Economic Survey of Albania* de G. Hemy (1967). On trouve chez Hall (1994, 112) une bonne carte de la distribution des industries dans l'Albanie d'après-guerre.

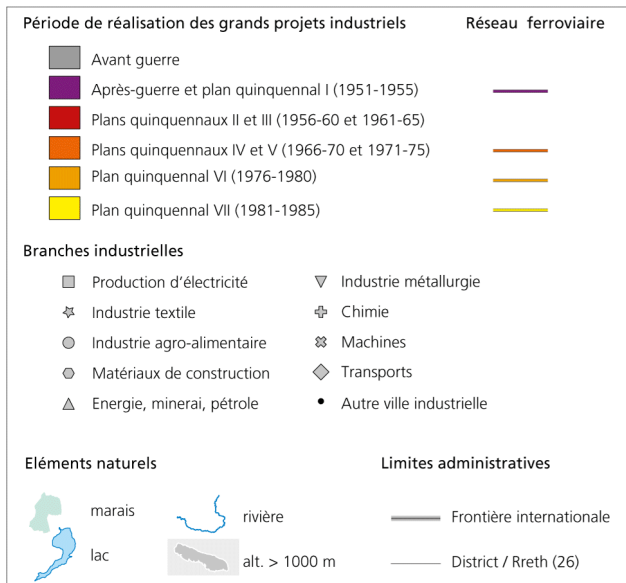
²⁸⁵ En 1986 est inaugurée la prolongation de cet axe vers Podgorica et sa connexion au réseau yougoslave, qui a entre-autres permis l'exportation de 10'000 tonnes de ferro-nickel vers la Tchécoslovaquie (Hall 1994, 127). Tombée en désuétude après 1991, la ligne en Shkodër et Podgorica ouvre à nouveau en 2003. Elle n'est plus en service aujourd'hui.

²⁸⁶ Le *kombinat* est situé dans la plaine voisine du village d'Yzberish, mais le territoire correspondant à l'usine et à la ville satellite destinée à ses employés a été intégrée dès le début dans le territoire de la municipalité de Tiranë, comme celui d'autres satellites comme Shkzoza à l'est par exemple (*kombinat* des tracteurs « Enver Hoxha »). Ces nouvelles populations ouvrières ont donc été dès le début décomptées avec celle de Tiranë.

Principaux projets industriels et développement du réseau ferré
Industrialisation de l'Albanie communiste, 1947-1985



© A. Jarne 2020



Principales «réalisations» industrielles

- Plan biennal : 1948-1949**
- Voies ferrées Durrës-Peqin, Durrës-Tiranë
 - Port de Durrës
 - Kombinat textile «Staline» à Yzberish (Tiranë)
- Plan quinquennal I : 1951-1955**
- Sucrerie de Maliq
 - Centrale hydro-électrique «Lénine» à Selitë (Tiranë)
 - Studios cinématographiques «Shqipëria e re» à Tiranë
 - Kombinat de traitement du bois «Nako Spiru» à Elbasan
 - Fabrique de ciment «V.I. Lénine» de Vlorë
 - Usine de traitement du pétrole de Cerrik
 - Fabrique de tabac à Shkodër
 - Fabrique de coton à Fier
- Plan quinquennal II : 1956-1960**
- Fabrique de coton à Rrogozhinë
 - Verrerie à Tiranë
 - La centrale hydro-électrique «Karl Marks» d'Ulzë
 - Kombinat de produits alimentaires «Ali Kelmendi» à Tiranë
- Plan quinquennal III : 1961-1965**
- Raffinerie de pétrole de Cerrik
 - Briqueterie de Vorë
 - Installations frigorifiques à Tiranë, Korçë, Delvinë, Vlorë
 - Centrale hydro-électrique «F. Engels» de Shkopet
 - Kombinat de bonneterie à Korçë
 - Tréfilerie à Shkodër
 - Papeteries à Kavajë et de Lushnjë, fabrique de sacs de ciment de Shkodër
 - Unité métallurgique à Elbasan
 - Unité métallurgique à Gjegjan
 - Usine d'enrichissement du cuivre à Rubik
- Plan quinquennal IV : 1966-1970**
- Fabrique de soude à Vlorë
 - Kombinat textile de Berat
 - Centrales hydro-électriques à Bistricë, Sarandë
 - Usine «Traktori Enver Hoxha» à Tiranë
 - Fabrique de briques de silicate à Tiranë
 - Usine de soude à Vlorë
 - Cimenterie de Fushë-Krujë
 - Usine d'engrais azotés «Gogo Nushi» à Fier
 - Usine de superfosphate à Laç
 - L'usine de traitement du pétrole à Fier
 - Cimenterie à Elbasan
 - Usine d'instruments «Petro Papi» à Korçë
 - Usine d'ampoules électriques à Vlorë
 - Centrale thermo-électrique à Fier
- Plan quinquennal V : 1971-1975**
- Verrerie à Kavajë
 - Fabrique de lainages à Tiranë
 - Voie ferrée Elbasan-Prenjas
 - Centrale hydro-électrique à Vau i Dejës
 - Atelier d'assemblage de téléviseurs à Durrës
- Plan quinquennal VI : 1976-1980**
- Centrale électrique à Fierzë
 - Fabrique de matières plastiques à Lushnjë
 - Usine de pièces de rechanges pour l'industrie textile à Berat
 - Usine d'urée à Fier
 - Mine et usine d'enrichissement du charbon à Valias
 - Mine et usine d'enrichissement du ferronickel à Gur i Kuq
 - Raffinerie de pétrole à Ballsh
 - Usine de chlorure de polyvinyle à Vlorë
 - Papeterie de Lezhë
 - Plusieurs unités du complexe métallurgique «L'Acier du Parti» à Elbasan
 - Centrale hydroélectrique «La Lumière du Parti» de Fierzë
 - Voie ferrée Prenjas - Gur i Kuq
 - Usine de ferrocrome de Burrel
 - Nouvelle sucrerie de Maliq
 - Usine de fonte du cuivre à Laç
 - Usine d'enrichissement du cuivre à Rehovë
- Plan quinquennal VII : 1981-1985**
- Mine de phosphorites et usine de granulation à Guzman
 - Usine de matériaux réfractaires à Elbasan
 - Aggrandissement de l'usine d'enrichissement du chrome à Bulqizë
 - Usine d'enrichissement du chrome à Kalimash
 - Usine d'enrichissement du cuivre à Fushë-Arrëz
 - Aggrandissement de la fabrique de clous et boulons à Kavajë
 - Briqueteries à Pogradec et Kelyçrë
 - Aqueduc à Peshkopi
 - Voie ferrée Laç - Shkodër
 - La fabrique de traitement des fruits à Peshkopi
 - Usine de fermentation du tabac à Korçë
 - Aggrandissement de la fabrique des instruments agricoles à Tiranë
 - Briqueterie à Lezhë
 - Aggrandissement des établissements frigorifiques à Elbasan
 - Usine de traitement des aliments pour le bétail à Elbasan
 - Nouvelles unités du complexe sidérurgique «L'Acier du Parti» à Elbasan
 - Barrage et centrale hydroélectrique «Enver Hoxha» à Koman

Carte 5.41 : Industrialisation et développement du réseau ferré dans l'Albanie communiste.

5.4.3 Une urbanisation importante dans un contexte de pénurie

Les chiffres de l'urbanisation de la période 1945-1960 sont les plus élevés de l'histoire albanaise. En termes absolus très clairement, puisqu'il s'agit en même temps des années de plus forte poussée démographique générale dans le pays (+3.0% annuels, et même +3.3% entre 1955 et 1960). L'Albanie a gagné 153'000 citadins entre 1945 et 1955, 127'000 entre 1955 et 1960, soit une croissance annuelle de 5.0% et 5.7% respectivement. En termes relatifs aussi : la part de l'urbain dans la population passe de 16.2% en 1926 à 22.2% en 1945, 28.7% en 1955 et 32.2% en 1960. Cette augmentation relative de l'urbain s'effondre ensuite après 1960 : 0.07 point de pourcents annuels entre 1960 et 1969. Les années 1950 sont donc celles d'une urbanisation rapide. Ce phénomène touche les villes de manière différente, et décalée dans le temps, selon un pattern suivant celui de l'industrialisation. On observe une bonne correspondance entre le développement précoce des grands projets industriels et la croissance des villes concernées : agrandissement du port de Durrës, divers kombinats à Tiranë, cimenterie de Vlorë, traitement du bois à Elbasan, fabrique de coton à Fier. Mais le fait distinctif de cette période est que l'urbanisation y est généralisée : si les « villes nouvelles » décollent en effet ce moment-là, l'essentiel des mouvements vers les villes demeure à destination des grandes villes des plaines côtières, qui pour la plupart croissent fortement entre 1945 et 1955 déjà. A elles seules, les cinq principales – Tiranë, Durrës, Elbasan, Fier et Vlorë – captent plus de 160'000 nouveaux citadins entre 1945 et 1960, soit près de 11'000 par an et 60% de l'ensemble, contre 8500 par an et 40% de l'ensemble dans les années 1960-1989. Les autres grandes villes albanaïses connaissent des fortunes diverses, mais dans l'ensemble suivent le mouvement de l'industrie qui se développe du centre vers la périphérie, les crédits alloués par le gouvernement étant progressivement orientés vers les provinces, ainsi que la main-d'œuvre (Mëhilli 2017, 160) : Korçë, Berat, Pogradec voire Peshkopi ne connaissent leur pic d'urbanisation que vers la fin des années 1950. Les situations de Gjirokastrë et de Shkodër sont sans doute particulières. Gjirokastrë souffre de son éloignement, aucune liaison ferroviaire n'est envisagée²⁸⁷, l'implantation industrielle y est irrationnelle pour des raisons logistiques. D'autre part, et de manière connexe, Gjirokastrë et sa région sont le lieu d'une forte émigration à destination des villes du centre, de Tiranë en particulier. Quant à Shkodër, outre l'effet de la distance, certes moindre que pour Gjirokastrë, sans doute son caractère de « capitale catholique », chef-lieu d'une région difficile à soumettre et contrôler, aura-t-il joué en sa défaveur aux débuts de l'industrialisation²⁸⁸.

En parallèle à l'accroissement des centres urbains existants commence à se constituer tout un réseau de « villes nouvelles » liées pour l'essentiel au déploiement de l'activité industrielle, mais aussi à la distribution des fonctions administratives, et sur l'histoire desquelles nous reviendrons dans la partie suivante. Mais en terme purement quantitatifs, on peut relever que 13 de ces villes apparaissent au début des années 1950 (Qyteti Stalin, Patos, Cërrik, Selenicë, Memaliaj, Maliq, Burrel, Bulqizë, Ersekë, Rrogozhinë, Çorovodë, Pukë, et Krabë) et 4 autres vers la fin de la décennie (Bajram Curri, Gramsh, Librazhd, Ulzë). Elles totalisent 31'000 habitants en 1955, 43'000 en 1960, ce qui représente 8% de l'urbain et 3% de la population, avec une taille moyenne modeste de 2500 habitants. Certaines connaîtront un développement important : Burrel (chef-lieu du district de Mat, industrie textile), Cërrik (industrie pétrolière, centrale thermique), Qyteti Stalin (industrie pétrolière) ; d'autres ne dépasseront jamais les 2000 habitants (Këlcyre, Krrabë). Ces nouvelles implantations sont réparties dans tout le territoire, comblant d'un point-de-vue purement spatial les lacunes du réseau urbain existant.

Dans un pays encore profondément rural, le contraste que représentent ces villes nouvelles peut apparaître – aux yeux d'observateurs étrangers par exemple – comme témoignant d'une réalité socialiste contradictoire,

²⁸⁷ Voir la carte du développement du réseau ferroviaire par exemple chez Jandot (1981, 101 ; 1984, 27). Le développement du réseau ferroviaire albanaïse est pour l'essentiel tardif. Les villes de Tiranë, Durrës et Peqin sont connectées en 1948, Elbasan en 1951, Fier en 1968, Ballsh en 1974, Pogradec en 1979, Lezhë en 1981, Shkodër en 1982 et Vlorë en 1984.

²⁸⁸ Dans l'Albanie communiste, le catholicisme est associé l'obscurantisme, au capitalisme et à l'impérialisme. « En ce qui concerne le haut clergé, son influence présentait les aspects suivants: les hauts dignitaires catholiques étaient des gens sans patrie, entièrement subordonnés au Vatican, jusque dans les moindres choses, indépendamment de leurs différents «ordres», jésuites et franciscains entre autres. [...] L'Eglise catholique, avec sa hiérarchie, était on ne peut plus obscurantiste et conservatrice, mais elle savait aussi faire preuve de souplesse quand son intérêt l'exigeait, toujours en alliance avec les régimes réactionnaires, comme ceux du prince Wied et d'Ahmet Zogu (elle ne manqua pas de s'aboucher même avec le régime bourgeois-démocratique de Fan Noli) et soumise à tous les envahisseurs de l'Albanie, fussent-ils austro-hongrois, fascistes italiens ou nazis allemands. [...] La religion musulmane et son clergé, à l'opposé de la religion catholique, ne constituaient pas un obstacle sérieux à la lutte contre l'occupant italien. Le clergé musulman, avant l'occupation du pays, mais encore plus après, était faible, dépourvu de toute expérience qui pût nous inquiéter. [...] Les hodjas étaient tous des ignorants, incapables de propager la philosophie, l'éthique ou la morale coraniques, les croyants ne comprenaient pas le Coran, qui était récité par cœur en arabe. Bien que conservateurs dans leurs coutumes, les hodjas n'étaient pas en mesure d'exercer une influence quelconque à travers la pensée islamique, ni assez politiques pour le faire. [...] Dans la secte des bektachis également, une bonne partie des muhibs étaient traditionnellement des patriotes et ils ont lutté pour la libération de l'Albanie. La religion chrétienne orthodoxe, avec son clergé et ses pratiquants, se trouvait elle aussi dans une situation analogue » (Hoxha E. (1984), *Quand on jetait les fondements de l'Albanie nouvelle*, Tiranë : 8 Nëntori, édition électronique sur www.marxisme.fr, p. 8). Le clergé catholique a fait l'objet de persécutions beaucoup plus intenses que les autres. D'après un rapport du Comité national pour une Albanie libre, sur 93 ecclésiastiques en 1945, en 1953 10 sont libres, 24 ont été assassinés, 35 sont incarcérés, 10 sont morts ou ont disparu, 11 ont été enrôlés et 3 ont pu fuir à l'étranger (Vickers 2014, 169).

imparfaite. Mais cette nouvelle réalité matérielle du socialisme peut aussi être perçue de manière plus dynamique, comme un horizon désirable. Dans les grandes villes aussi les contrastes sont encore très forts à la fin des années 1950. Tiranë par exemple est un assemblage de constructions vernaculaires en son centre, de traces ottomanes évidentes, de structures administratives italiennes, entouré de sites en développement financés avec des crédits étrangers et dont les chantiers sont encadrés par du personnel soviétique, tchèque ou est-allemand.

Les autorités sont en peine de répondre au contexte de très forte demande en logement urbain, suscitée par le développement industriel. Outre les problèmes économiques, les difficultés auxquelles fait face le secteur de la construction découlent aussi du postulat fondamental que celui-ci n'est qu'une branche du plan industriel, et qu'en son sein il n'a pas la priorité²⁸⁹. D'une certaine manière, l'exercice de la planification centrale a précédé celui de la planification urbaine. Les Italiens en avaient introduit les principes mais ceux-ci n'ont pas été pris au sérieux par le régime avant la fin des années 1950, et à l'exception de Tiranë, Durrës et Elbasan, les villes ne disposent que de plans italiens ou d'esquisse d'avant-guerre. Plus les constructions sortent de terre de manière désordonnée, plus il devient difficile de les intégrer dans des plans coordonnés. Dans les années 1950, la capitale est le lieu de la majorité des projets de construction. Les besoins en logements ont entraîné une rapide réquisition des terrains et la mobilisation de brigades de volontaires pour construire des immeubles bon-marché. Mais en l'absence de plan directeur, les constructions industrielles et résidentielles sont dispersées dans le périmètre urbain, le déploiement des réseaux (routes, eaux, égouts, électricité) ne s'effectuant qu'après-coup. Les autorités peinent à réagir à ce « do-it-yourself socialism » (Mëhilli 2017, 162), et leur problématique est finalement similaire, bien qu'exacerbée par l'arriération du pays, aux autres pays communistes : il s'agit au travers de campagnes massives de construction de logements bon-marché de donner au socialisme une forme matérielle, si possible distincte et socialement avancée par rapport à l'Occident.

Dans les années 1950, l'Union soviétique tourne le dos à l'architecture stalinienne jugée extravagante et dilapidatrice²⁹⁰ au profit d'une architecture fonctionnelle et rationalisée, fondée sur la reproduction à l'infini d'un nombre restreint de modèles et la production en masse d'éléments préfabriqués, la standardisation permettant entre autre l'abaissement des coûts. En Albanie par exemple, le travail de Strazimiri, l'architecte en vue qui avait pensé les logements des ouvriers attenants au kombinat d'Yzbersish, et qui était cité comme exemple du style soviétique, est accusé du jour au lendemain de « formalisme » (trop d'étages, trop d'attention portée aux façades, pas assez au confort des logements). L'Albanie adopte partiellement les nouveaux principes à travers les *projekte tip* ou l'appel à la simplification (*thzeshitëzim*), mais n'a pas les moyens de l'industrialisation de la production des composants de la construction (à travers la préfabrication par exemple), et donc continue de faire recours à des matériaux désuets – comme les *qerpiq*, briques de terre crue de production locale et bon-marché, ou *populit*, des panneaux composites de déchets de bois et de ciment introduits par les Italiens avant-guerre (Mëhilli 2017, 179) – et à des méthodes de constructions traditionnelles et grandes consommatrices de main-d'œuvre. Malgré la préoccupation qui émerge dans les milieux de l'urbanisme de l'uniformité et de la monotonie des paysages urbains créés, en quelques années les *projekte tip* se répandent à travers tout le pays. Souvent, face à l'urgence et au manque de moyens, les façades sont laissées brutes. En 1960, le gouvernement rend obligatoires l'usage de certains matériaux (pierres pour les fondations et dalles de béton armé) et le crépissage de la façade côté rue. Un débat s'en suit sur les couleurs. Le jaune vif adopté dans un premier temps est fustigé par le Premier ministre Mehmet Shehu qui exige du gris ou des tons clairs reflétant plus de frugalité et de modestie socialiste (Mëhilli 2017, 180). Le recours à de la main-d'œuvre peu qualifiée et aux brigades de volontaires participe à expliquer le fait que les immeubles s'élèvent rarement au-dessus de deux étages.

²⁸⁹ A témoin la refonte administrative de 1953 qui intégrait le Ministère de la construction dans celui de l'industrie et des mines, réforme désastreuse détricotée dès l'année suivante (Mëhilli 2017, 164).

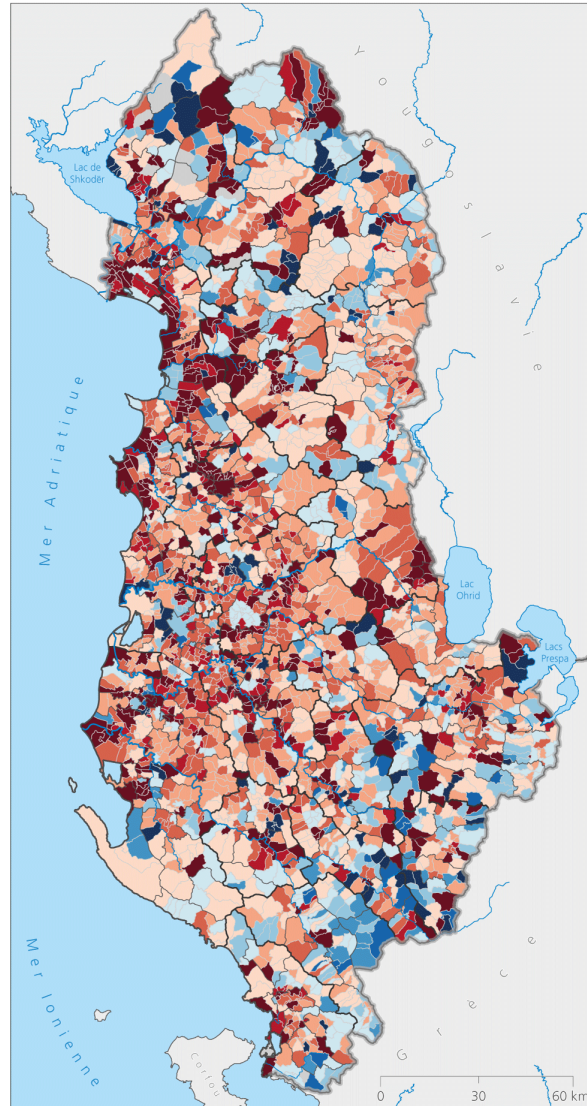
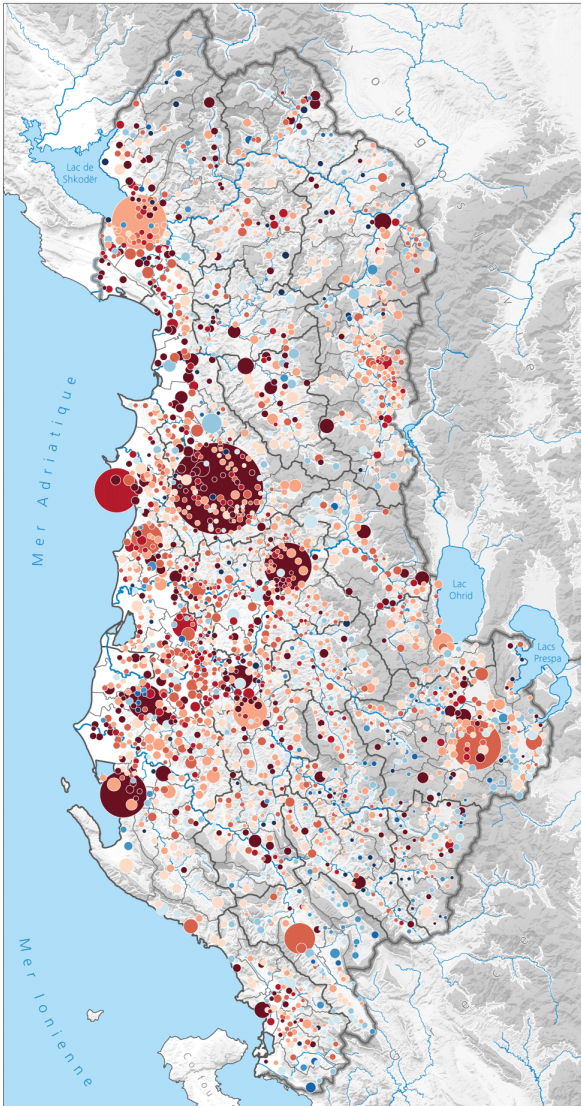
²⁹⁰ Dont Khrouchtchev dénonce la « gigantomanie », ouvrant d'une certaine manière la voie d'une première « déstalinisation », celle de l'architecture (voir Mëhilli 2017, 169).

Variation moyenne annuelle de la population

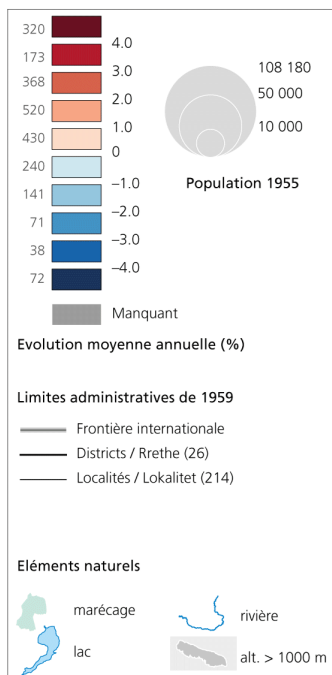
1945-1955

Villages albanais - carte en symboles

Carte choroplèthe

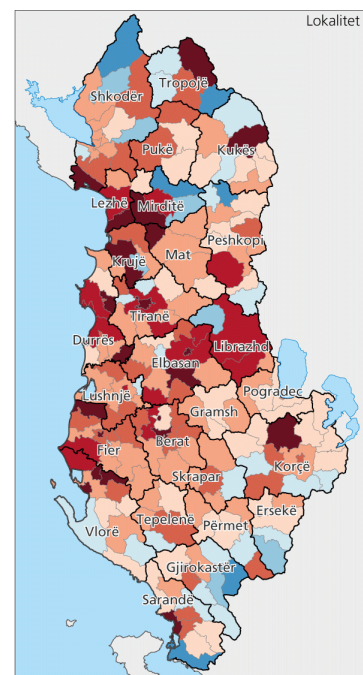


© A. Jarne 2020



Valeurs agrégées

Albanie	+ 2.3
Régions	
Mirditë - Dukagjin - M. e Madhe	+ 1.1
Plaine de Lezhë - Shkodër	+ 2.1
Luma - Krume - Tropojë	+ 1.4
Mat - Dibër	+ 1.2
Tirana - Durrës	+ 3.9
Elbasan - Çermenika	+ 3.0
Plaine de la Myzeqe	+ 3.5
Lungara - Mallakastër - Kurvelesh	+ 2.0
Berat - Skrapar	+ 1.9
Montagnes de Pogradec	+ 0.8
Plaine de Korçë - Bilisht	+ 1.9
Dhropull - Pogon - Kolonjë	+ 0.2
Himara - Vurg - Çamëria	+ 0.9
Urbain-rural	
Urbain	+ 5.0
Rural	+ 1.4
Religion	
Villages musulmans	+ 2.1
Villages orthodoxes	+ 1.0
Villages catholiques	+ 1.7
Milieu	
Plaine	+ 3.7
Collines	+ 1.1
Montagnes	+ 0.6
Potentiel agricole (Zavalani)	
Terres agricoles très pauvres	+ 1.0
Terres agricoles pauvres	+ 0.7
Surplus de l'élevage	+ 0.9
Surplus de l'agriculture	+ 1.8
Terres agricoles riches	+ 2.2



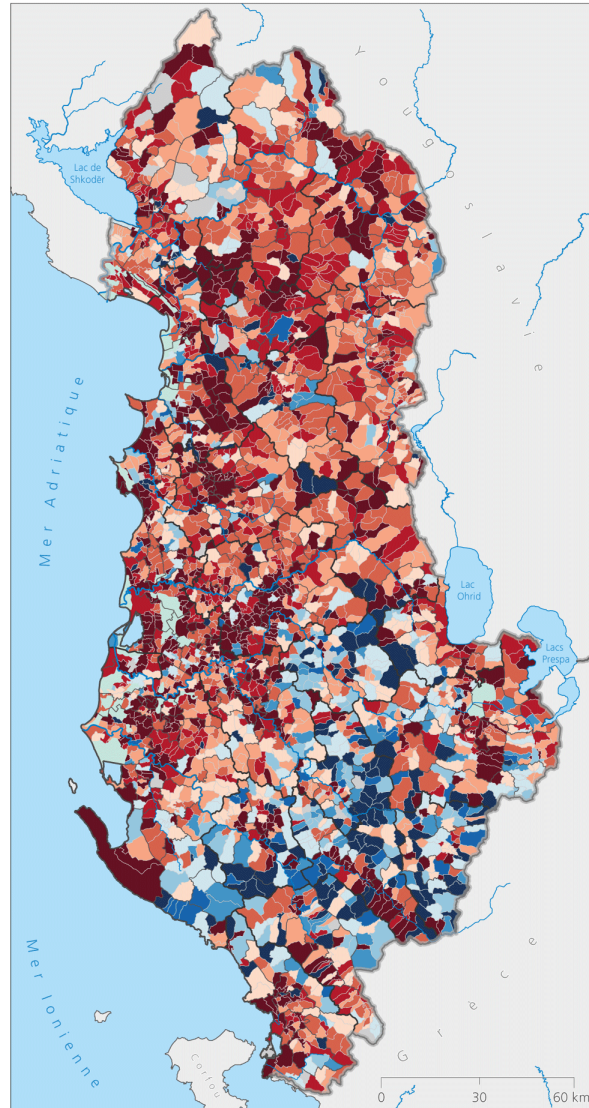
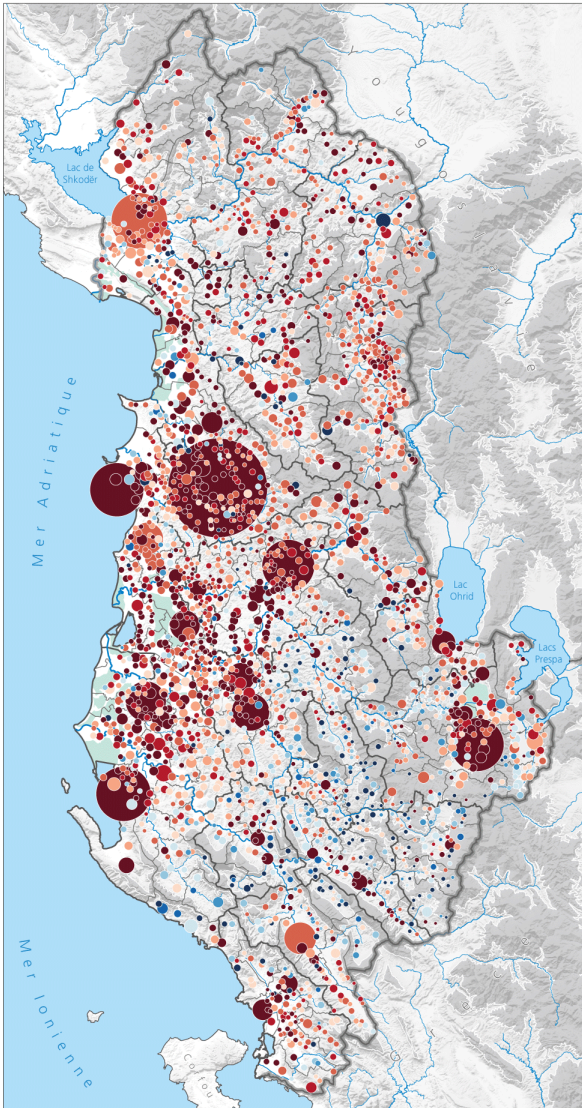
Cartes 5.42 à 5.44 : Variation de la population, 1945-1955.

Variation moyenne annuelle de la population

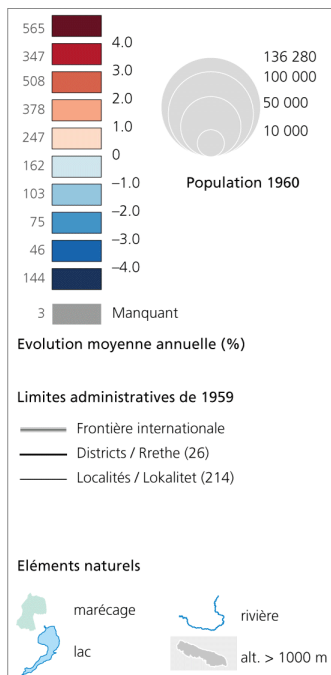
1955-1960

Villages albanais - carte en symboles

Carte choroplèthe

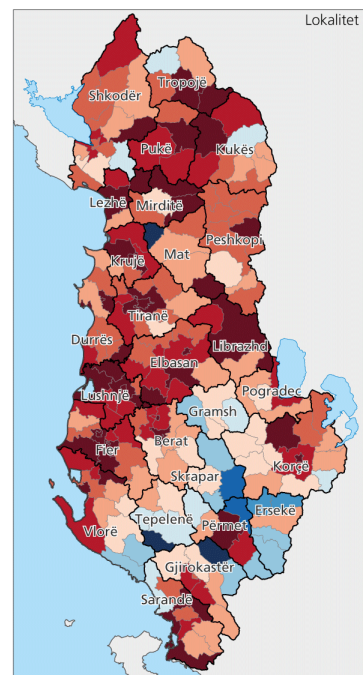


© A. Jarne 2020



Valeurs agrégées

Albanie	+ 3.3
Régions	
Mirditë - Dukagjin - M. e Madhe	+ 2.7
Plaine de Lezhë - Shkodër	+ 2.5
Luma - Krume - Tropojë	+ 2.3
Mat - Dibër	+ 2.2
Tirana - Durrës	+ 4.6
Elbasan - Çermenika	+ 3.6
Plaine de la Myzeqeje	+ 5.3
Lungara - Mallakastër - Kurvelesh	+ 2.0
Berat - Skrapar	+ 2.1
Montagnes de Pogradec	+ 2.0
Plaine de Korçë - Biliisht	+ 3.3
Dhropull - Pogon - Kolonjë	+ 0.6
Himara - Vurg - Çamëria	+ 3.0
Urbain-rural	
Urbain	+ 5.7
Rural	+ 2.3
Religion	
Villages musulmans	+ 2.7
Villages orthodoxes	+ 1.8
Villages catholiques	+ 2.5
Milieu	
Plaine	+ 4.6
Collines	+ 2.0
Montagnes	+ 1.3
Potentiel agricole (Zavalani)	
Terres agricoles très pauvres	+ 2.5
Terres agricoles pauvres	+ 1.3
Surplus de l'élevage	+ 1.8
Surplus de l'agriculture	+ 3.0
Terres agricoles riches	+ 3.2



Cartes 5.45 à 5.47 : Variation de la population, 1955-1960.

5.4.4 *Sous-urbanisation et urbanisation féminine différée*

Le corollaire de l'« accumulation socialiste primitive » est donc la « sous-urbanisation » (Murray et Szelenyi 1988, 26). La primauté donnée au développement industriel par rapport aux infrastructures entraîne un retard du développement urbain, et la nouvelle classe ouvrière d'anciens cultivateurs convertis dans l'industrie ne trouve pas à se loger à proximité de son lieu de travail. Le caractère structurel de cette sous-urbanisation assujetti donc une part grandissante de la population nouvellement prolétarisée aux migrations alternantes ville-campagne, ou alors à des conditions de logement temporaires et précaires. A la différence d'une pendularité de type post-urbaine qui associe un lieu de travail du secteur tertiaire urbain avec une banlieue à l'infrastructure très développée, les mouvements caractéristiques de la sous-urbanisation sont de type préurbain, ils concernent une population peu qualifiée qui se trouve maintenue pour un certain temps à l'écart des commodités infrastructurelles et du niveau de vie de centres urbains. Pour ce qui concerne ces navetteurs, réputés beaucoup moins nombreux que dans les autres pays du Bloc de l'Est (Hall 1990, 362), on dispose de quelques monographies décrivant le phénomène et de rares chiffres : au début des années 1980, on estimait à 120'000 (soit 6.3% de la population rurale) les personnes ayant des logements en zone rurale mais des emplois urbains²⁹¹. Par contre, on dispose avec l'évolution du rapport de masculinité d'un indicateur indirect de cette sous-urbanisation et de sa progressive résorption, par exemple au travers du regroupement familial rendu possible par la construction tardive de logements. Ces chiffres montrent un déséquilibre initial en faveur des hommes, qui résulte de l'addition du déséquilibre parmi les ouvriers voués à la construction et de celui de la force de travail initiale des usines elles-mêmes. On ne peut donc pas mesurer la part de sous-urbanisation traduite en mobilité alternée, mais évaluer celle qui, en parallèle ou à la suite de celle-ci, se matérialise par la séparation des familles (ou le report des mariages) et des conditions de vie plus ou moins durablement précaires.

En 1954, le secteur de la construction est masculin et la moitié des ouvriers sont saisonniers et peu qualifiés. Sur 9600 travailleurs des entreprises nationales de construction, on trouve un tiers environ de « spécialistes », un tiers de « jeunes volontaires »²⁹², quelque 1330 prisonniers, et seulement 400 femmes (Mëhilli 2017, 100, 164). Le gouvernement encourage hommes et femmes à rejoindre les brigades de volontaires, ce qui, avec la mobilisation des prisonniers politiques et autres détenus qui se poursuit durant des décennies participe à maintenir des coûts de construction très bas. Les conditions de vie des prisonniers sont dures, celles des travailleurs ordinaires guère meilleures. Ils vivent le plus souvent dans des baraquements et ne peuvent pas faire venir leur famille, que leurs gages suffisent à peine à nourrir, et dont ils restent séparés pour de longues périodes (ibid., 165). Ingénieurs et ouvriers voyagent à travers le pays de chantier en chantier, ils ont souvent une préférence pour les chantiers à proximité des grands centres (les conditions de vie pouvaient y être plus avantageuses et les droits des travailleurs mieux respectés), les grands projets industriels (travail mieux rémunéré) ou le travail pour les privés autorisés à construire leur logement²⁹³. Les camps des travailleurs peuvent être importants, comme celui de la construction du kombinat d'Yzberish, qui était constitué de vingt longues baraques, divisées en trois dortoirs distincts hébergeant chacun une trentaine d'ouvriers²⁹⁴ (soit environ 1800 personnes vraisemblablement). Dès 1945, les recensements sont dotés d'un questionnaire spécifique destiné aux ménages collectifs (« formulaire B » en 1945, pour les campus, les camps militaires, les prisons, les hôpitaux, etc.) et la population de ces camps y est relevée, comme l'indique clairement l'exemple d'Ulzë, sur le fleuve Mat. La construction d'un barrage dans les années 1950 (mis en service en 1957) a nécessité l'installation de plus de 2'000 personnes, recensées sur place en 1955. Parmi celles-ci, 266 femmes seulement. Avec la fin du chantier, la population a progressivement diminué, pour atteindre au recensement de 1969 environ 400 habitants dont la moitié de femmes.

Lelaj (2013, 54) décrit le développement de la ville minière de Bulqizë, située dans les montagnes entre Tiranë et Dibër. Après la découverte du chrome et sa brève exploitation par les Italiens entre 1940 et 1942, l'exploitation redémarre en 1948. Les résultats sont prometteurs et en 1952 Enver Hoxha s'adresse aux villageois des environs : « La mine de chrome de Bulqizë, grand trésor de notre peuple, ne va cesser de grandir. Là travailleront des centaines et des milliers de travailleurs. Dans le futur se développera un grand centre ouvrier, où le travail sera mécanisé et où les travailleurs logeront dans des appartements confortables... [Ainsi] camarades paysans vous devez être fiers d'y envoyer travailler vos meilleurs fils, et de réaliser ainsi les objectifs que nous nous sommes

²⁹¹ Skenderi et Vejsiu (1983, 162), cités par Hall (1990, 362), qui ajoute que « with no private ownership of cars and a somewhat rudimentary national public transport system, the physical nature of such commuting is somewhat less sophisticated than elsewhere ».

²⁹² Dont l'engagement est pour partie lié à la perspective d'obtenir un logement dans l'immeuble (Mëhilli 2017, 166).

²⁹³ Incapable de répondre à la demande, le gouvernement autorise certains à construire leur propre maison, surtout des paysans. Cette pratique culmine à la fin des années 50, et en 1961, les logements construits de cette manière sont six fois plus nombreux que ceux construits par l'état (34'010 contre 5266, Mëhilli 2017, p. 166-167).

²⁹⁴ D'après l'article « Kombinati i Tekstilit 'Stalin' vepër e madhe e planit dyvjeçar » du journal *Bashkimi* du 19 juillet 1950, p. 3, cité par Mëhilli 2017, 105.

fixés. Votre mine de Bulqizë n'aura jamais à souffrir d'une pénurie de main-d'œuvre »²⁹⁵. Dans un premier temps, des baraques de bois préfabriquées abritent les spécialistes – géologues, ingénieurs – et les ouvriers qualifiés, ainsi que la sécurité, un personnel susceptible de provenir de toute région d'Albanie. Les mineurs ou pousseurs de wagonnets eux viennent à pied, à mulet ou à cheval des villages voisins de Zerqan, Shupenzë, Fushë-Bulqizë, Ostren, Gjoricë etc. Plus tard un transport systématique est organisé, des bus reliant chacun des villages aux installations minières. Le travail à la mine était perçu par les paysans comme correctement et régulièrement rémunéré, et permettant de faire face aux difficultés rencontrées dans un contexte de collectivisation de l'agriculture. Lorsque Bulqizë apparaît dans les tables des recensements en 1955, elle compte déjà 1971 habitants²⁹⁶. Les premières constructions en dur apparaissent dans les années 1950 et comprennent les bâtiments administratifs de la mine, un dortoir pour les ouvriers hautement qualifiés, quelques blocs de trois appartements pour les familles des militaires et du personnel administratif, une cantine et une prison. Dans les années 1970, la localité au pied de la montagne est devenue une petite ville : plus de 300 appartements y ont été construits pour les employés de l'administration de la mine, mais aussi pour les docteurs, enseignants, chauffeurs de camion, officiels, militaires et leurs familles. Des équipements urbains sont présents (crèche, poste, hôpital, centre culturel) ainsi que deux écoles, dont l'une vouée à la formation des mineurs. Ceux-ci, à l'exception des célibataires qui disposent d'un dortoir en ville, vivent encore dans leur majorité dans les villages voisins et se rendent au travail en bus. A cette époque, le personnel de la mine s'élevait à 1950 travailleurs, dont 1390 étaient des « travailleurs libres » et 580 des « travailleurs forcés ». Trois des sept zones de la mine constituaient le *kampi* (camp de travail et prison) où étaient actifs 407 prisonniers (politiques ou non) et 120 travailleurs libres (Lelaj 2013, 55).

Dans le cas de Bulqizë, les facteurs de « sous-urbanisation » apparaissent triples : 1) dans un premier temps, localité pionnière constituée essentiellement d'hommes ; 2) large mobilisation d'une main d'œuvre forcée, maintenue dans un habitat rudimentaire et bénéficiant d'équipement médiocres ; 3) maintien d'une large part de la force de travail dans le voisinage rural. Cela se traduit dans les chiffres de l'évolution du rapport de masculinité qui passe de 1046 (1799 hommes et 172 femmes) en 1955, 336 en 1960, 146 en 1969 et 105 en 1979. Dans les années 1970, alors que l'on revient à l'équilibre de genre, la population totale reste faible en regard du nombre des employés de la mine (2132 habitants en 1970 puis 3503 en 1979, pour une main-d'œuvre de près de 2000 personnes), puis augmente davantage par la suite pour accueillir 6493 habitants à la fin du communisme (1989). Durant toute cette période, le système de navettes depuis les villages continue donc de fonctionner. Les mêmes mécanismes opèrent dans les autres villes nouvelles, même si de façon moins spectaculaire et avec un rattrapage sur une période plus courte. On peut citer Burrel, Cërrik, Krrabë, Malik, Memaliaj, Patos, Milot, Rubik, Shëngjin, et parmi les villes un peu plus récentes, Kurbnesh, Laç ou encore Poliçan. Globalement, si on considère l'évolution pour une vingtaine de bourgades industrielles créées entre 1945 et 1960, on obtient un rapport de masculinité moyen de 164 hommes pour 100 femmes au premier relevé, 119 au deuxième, 113 au troisième et 104 au quatrième (ce qui correspond à la valeur nationale²⁹⁷). Ce phénomène ne se limite pas aux villes nouvelles, il touche de la même façon Tiranë (de 132 à 101 sur 25 ans, de 1945 à 1969), dans une moindre mesure les autres grandes villes (de 114 à 101), et même les grandes coopératives agricoles et fermes d'État de plaine qui, dans un mouvement plus tardif, voient leur rapport de masculinité culminer en 1960 à 111 puis décroître. La conséquence de ce phénomène est que la phase d'urbanisation contenue qui caractérise les trois décennies suivant 1960 présente entre autres caractères celui d'un « rattrapage » féminin. Celui-ci est perceptible dans les croissances moyennes annuelles par genre, avec des taux systématiquement inférieures à ceux masculins jusqu'en 1955, puis l'inverse, un rattrapage dégressif, pour toute la période qui couvre 1955 à 1979, pour ne retrouver des croissances équilibrées que dans les années 1980²⁹⁸.

²⁹⁵ Hoxha E. (1972), *Vëpra 10*, Tiranë : Naim Frashëri, p. 54, cité par Lelaj O. (2013, 53).

²⁹⁶ L'exploitation ayant commencé en 1948, du personnel vivait probablement sur place en 1950, mais il a sans doute été attribué au lieu d'enregistrement.

²⁹⁷ La surreprésentation masculine dans la population est une constante de l'histoire moderne albanaise. Elle s'explique sans doute dans un premier temps par les conditions de vie et sanitaires très difficiles des femmes dans une société profondément patriarcale, les morts en couche, puis se perpétue durant le communisme en raison du poids élevé des jeunes adultes dans la population (voir Meksi et Iaquinta 1991, p. 683). Depuis 1945 elle oscille entre 104 et 107 hommes pour 100 femmes, l'équilibre ne se réalisant qu'en 2001 suite à une émigration préférentiellement masculine.

²⁹⁸ On ne parvient par contre pas à retrouver de manière cohérente cette immigration préférentiellement féminine dans la matrice des déplacements entre la naissance et 1989 selon le recensement de 2001. L'immigration dans les villes s'avère plus nettement féminine en effet, mais l'émigration également. Les soldes migratoires sont plutôt féminins à Tiranë, plutôt masculins dans les autres villes. Le découpage en quatre cohortes pour évaluer les évolutions ne permet pas de mettre en valeur une bascule qui verrait des soldes migratoires des cohortes âgées plus masculins, et des soldes migratoires de cohortes jeunes plus féminins. Par contre un gradient du taux de masculinité parallèle au différentiel d'urbanité de l'origine et de la destination du flux s'établit clairement : plus l'origine est rurale et montagnarde, plus le flux vers la ville est masculin ; plus le flux s'établit entre des lieux d'urbanité équivalente, plus il est féminin. Ce point est développé plus loin.

Croissance moyenne annuelle (%) et différence H-F (points de %)	1945-1955			1955-1960			1960-1969			1969-1979			1979-1989		
	H	F	H-F	H	F	H-F	H	F	H-F	H	F	H-F	H	F	H-F
Tirana	5.7	4.4	1.3	4.4	5.2	-0.8	0.7	2.4	-1.6	1.9	2.1	-0.2	2.4	2.2	0.2
Grandes villes	3.7	2.6	1.1	5.6	6.2	-0.6	1.3	2.1	-0.8	2.8	2.8	0.0	2.5	2.3	0.2
Villes moyennes	2.8	1.6	1.3	4.3	5.0	-0.7	2.5	3.4	-0.8	2.3	2.6	-0.3	3.0	2.8	0.2
Villes nouvelles industrielles	(16.6)	(11.2)	5.4	5.2	9.4	-4.2	6.7	6.8	-0.1	2.8	3.7	-0.9	3.4	3.4	0.0
Villes nouvelles administratives	(12.4)	(6.9)	5.5	7.6	9.6	-2.1	5.3	6.1	-0.8	3.1	4.2	-1.1	3.6	3.5	0.1
Bourgs industriels ou tertiaires	1.5	1.2	0.2	2.3	2.5	-0.3	3.8	3.4	0.4	3.0	3.1	-0.1	2.5	1.4	1.0
Grandes coopératives de plaine	2.7	2.1	0.6	5.7	3.4	2.3	2.9	3.4	-0.6	2.7	2.7	0.0	1.4	2.1	-0.7
Bourgs agricoles mixtes et accessibles	1.8	0.9	0.9	4.4	2.8	1.6	5.5	5.8	-0.2	2.1	2.2	-0.1	4.0	2.6	1.4
Gros villages agricoles	1.8	1.2	0.6	3.0	2.4	0.6	3.1	2.7	0.3	2.0	2.0	0.0	1.8	1.8	0.1
Villages agricoles	1.7	1.1	0.6	2.2	1.8	0.3	2.9	2.3	0.6	1.9	1.9	0.0	1.9	1.6	0.4
Hameaux enclavés	0.3	0.3	0.0	1.8	0.7	1.0	1.9	1.3	0.6	1.9	1.8	0.1	1.5	1.2	0.3
Albanie	2.3	1.5	0.8	3.5	3.1	0.4	2.6	2.6	0.0	2.2	2.3	-0.1	2.2	2.0	0.2

Tableau 5.5 : Urbanisation différentielle par sexe et par période.

Rapport de masculinité (hommes pour 100 femmes)	1945	1955	1960	1969	1979	1989
Tirana	132	121	116	101	99	101
Grandes villes	114	112	109	101	101	103
Villes moyennes	112	118	113	105	102	104
Villes nouvelles industrielles	148	140	115	115	105	106
Villes nouvelles administratives	116	137	124	116	104	105
Bourgs industriels ou tertiaires	108	104	103	106	105	102
Grandes coopératives agricoles de plaine	100	100	111	106	106	99
Bourgs agricoles mixtes et accessibles	96	100	108	106	105	105
Gros villages agricoles	100	100	103	106	106	104
Villages agricoles	100	100	101	107	107	104
Hameaux enclavés	97	96	101	107	108	102
Albanie	103.3	104.3	106.0	105.5	104.8	102.9
<i>Albanie (officiel)</i>	<i>103.4</i>	<i>105.2</i>	<i>105.6</i>	<i>105.7</i>	<i>106.7</i>	<i>106.1</i>

Tableau 5.6 : Rapport de masculinité selon les recensements de la période communiste.

Le tableau 5.6 montre l'évolution des rapports de masculinité, également dans le sens d'une résorption des différences entre les types de localités. Il a été calculé sur la base des données locales, en excluant celles où le décompte des femmes était manquant. Le rapport de masculinité national calculé de cette manière diffère de celui publié dans les annuaires statistiques officiels et paraît de prime abord plus cohérent : la surmortalité féminine était caractéristique du passé et s'est maintenue un certain temps après la Libération, mais a probablement disparu au tournant des années 1960 (Meksi et Iaquina 1991, 683). L'idée d'un pic de la surreprésentation masculine en 1960 et sa progressive décline apparaît donc plus logique que le maintien, voire l'augmentation, de la part des hommes, qui aurait culminé en 1979 à presque 107 hommes pour 100 femmes selon les données officielles²⁹⁹. Les auteurs susmentionnés avaient évoqué la possibilité d'un léger sous-enregistrement de la population féminine, hypothèse qui nous paraît également plausible, même si nous ne sommes pas en mesure d'expliquer précisément l'origine d'une telle erreur³⁰⁰. On peut toutefois décrire l'évolution historique du rapport de masculinité comme le passage d'une forte surreprésentation masculine au

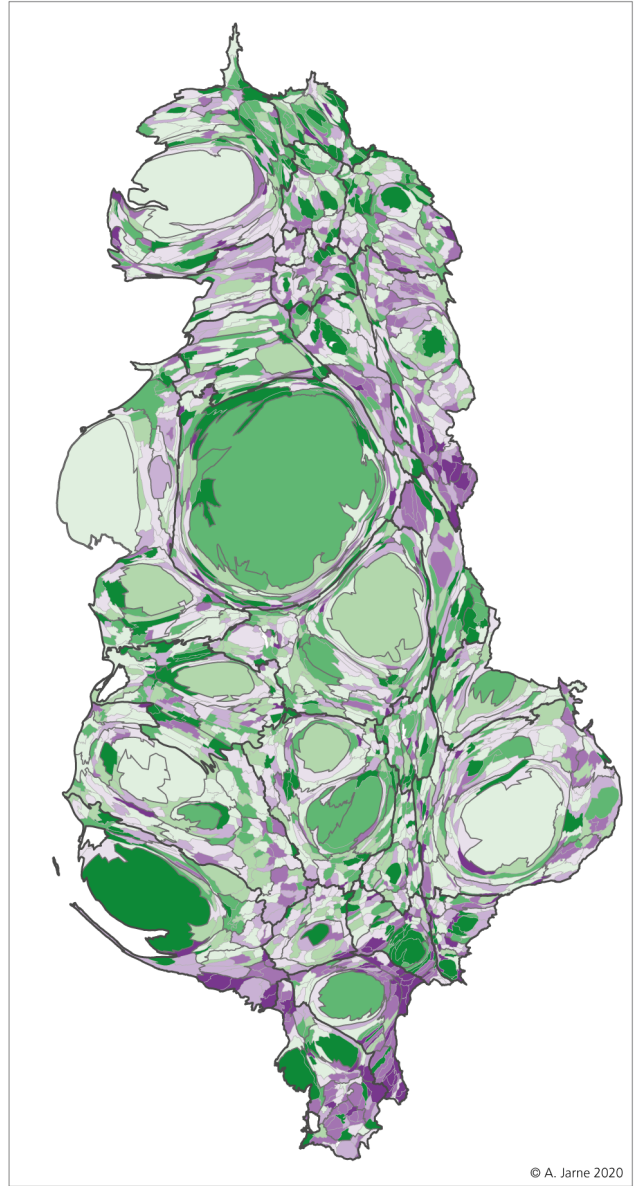
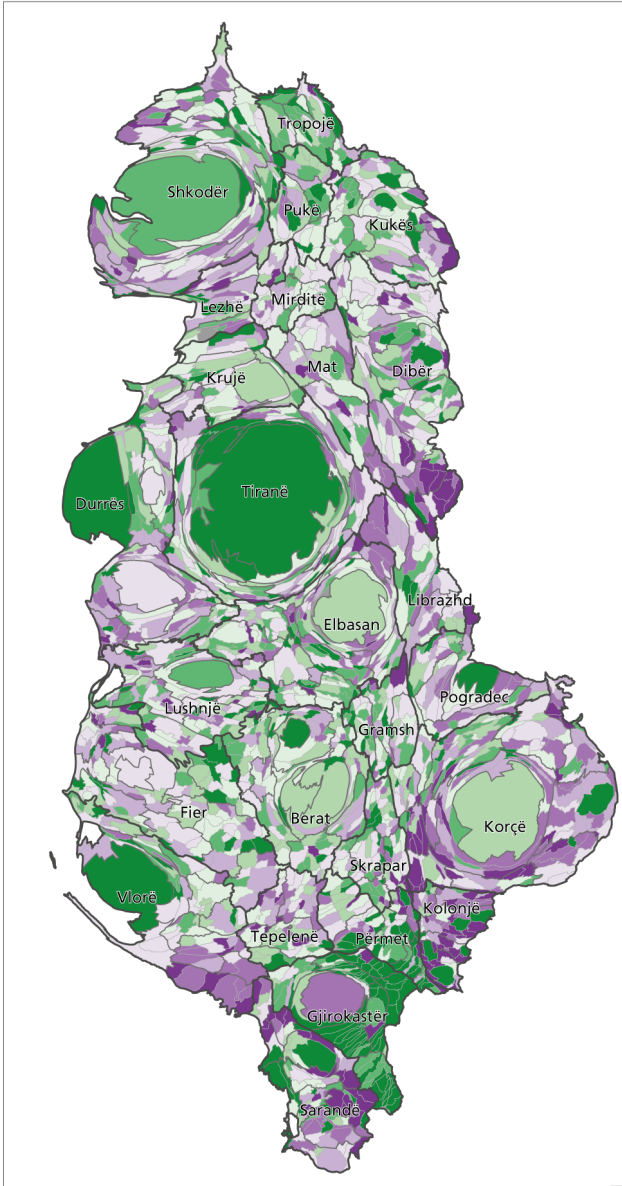
²⁹⁹ Calculées sur la base du *Vjetari i Statistikor i R P SH 1971-1972*, 24, et d'un tableau de synthèse historique proposé dans la publication *The Population of Albania in 2001* (Instat 2002, 2.2). Ce second tableau contient des erreurs de copie, au moins pour les données des années 1960 et 1989.

³⁰⁰ Pour 1955, la somme des populations villageoises donne environ 6000 hommes de moins que les données officielles. Pour 1979, soit l'année pour laquelle Meksi et Iaquina (1991, 683, note 1) soupçonnaient un sous-enregistrement des femmes, la somme des populations villageoises donne 22'500 hommes de moins que le décompte officiel. Pour 1989, on observe que la population des villages où aucune femme n'a été enregistrée somme 61'000 habitants, et donc si on exclut ces localités, le rapport de masculinité change considérablement, à la baisse. Il est clair que l'office statistique en 1989 a pu faire dans ses décomptes ou ses additions manuelles des erreurs, de même que Bërsholli lors de la saisie aux archives, ou nous-mêmes à la numérisation ou l'harmonisation des données. Il est donc difficile de se prononcer sur la plus grande justesse de l'une ou l'autre série, au-delà du sentiment que celle que nous proposons est plus cohérente. Il faut aussi mentionner ici la discussion approfondie de Gjonça (1999, 55-66) sur la qualité des données des recensements de la période communiste. Une analyse diachronique de la structure par âge et par sexe des recensements successifs, et la comparaison de ces chiffres à ceux des mouvements naturels de la population le mène à la conclusion que la couverture générale de recensements est étonnamment bonne, mais que probablement la population féminine de 1960 et 1969 a été sous-évaluée. Hypothèse qui donnerait également des résultats cohérents sur la durée, puisque le rapport de masculinité connaîtrait un pic dans les années 1960 et une décline ensuite, mais à des niveaux plus élevés que ceux présentés dans le tableau 5.6.

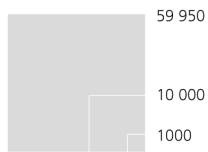
début du siècle – 107 hommes pour 100 femmes en 1923 (Instat 2002, 2.2)³⁰¹ – ; en probable légère régression dans l'avant-guerre (106 en 1930, *ibid.*) – ; un rééquilibrage conjoncturel durant la guerre en raison d'une surmortalité masculine (103 en 1945) ; un pic de surreprésentation masculine en 1960 (autour de 106) ; un rééquilibrage progressif grâce à la suppression de la surmortalité féminine (autour de 103 en 1989) ; enfin pour la première fois de l'histoire albanaise une surreprésentation féminine en 2001 (99.4) en raison d'une émigration largement masculine. Les cartes 5.48 et 5.49 illustre la répartition spatiale par genre à la fin de la guerre et son évolution dans le contexte de l'industrialisation des années 1950. Les hommes sont très fortement surreprésentés dans les villes, en particulier à Tiranë, Durrës, Vlorë, Sarandë, Delvinë, Petrolia/Kuçovë, Peshkopi, dans une moindre mesure à Shkodër ou Lushnjë, etc. Les femmes sont en plus grand nombre dans les régions d'émigration. En 1960, les contrastes se sont quelque peu atténués, les fortes surreprésentations masculines demeurant une réalité à Vlorë, dans les petites villes du Sud, à Peshkopi, à Kukës et à la périphérie de certaines villes comme Tiranë et Lushnjë. Le Sud rural montre un important dépeuplement masculin, comme les montagnes de Gollobordë à l'est et de nombreux village entre Dibër et Kukës. Plus au nord, Tropojë et Pukë connaissent eux une surreprésentation masculine³⁰². Les trois décennies qui suivent seront marquées par la progressive « féminisation » des villes, la « masculinisation des campagnes » et l'atténuation des disparités régionales (carte 5.140).

³⁰¹ Le recensement autrichien donne des résultats proches en 1918. Si l'on supprime l'effet du *Kurbët* en appliquant les taux d'absence par sexes tels que connus grâce à l'échantillon de données individuelles saisies (soit 6.1% d'absents chez les hommes et 0.8% chez les femmes) à l'ensemble des populations villageoises présentes, on obtient un rapport de masculinité de 105.8 hommes pour 100 femmes, relativement voisin de celui publié en 1923 pour l'ensemble du territoire albanaise.

³⁰² Il faut aussi mentionner pour la période récente le rôle que peuvent jouer dans les équilibres de genre les avortements sélectifs, et pour les périodes précédentes, la possibilité d'un certain nombre d'infanticides de petites filles. Hall (1994, 83) écrit à propos de la société albanaise traditionnelle : « female infanticide was not unknown », mais ne mentionne pas de source. Galaty et al. (2013, 80-81 et 102), dans une étude très fouillée sur la vallée septentrionale de Shala, apportent « la preuve des infanticides féminins dans les montagnes albanaises, une pratique qui correspond à d'autres exemples ethnographique de sociétés tribales connaissant la vendetta » (102). La forte préférence culturelle pour l'héritier mâle (Hall 1994, 83) et les inconvénients économiques d'une descendance féminine expliquent pour partie ce phénomène. Galaty et al. avancent l'hypothèse que l'infanticide féminin vient compenser la pression imposée à la société par la pratique de la vendetta, qui avec l'émigration, concourt à éroder les effectifs masculins (Galaty et al. 2013, 102). Des notes manuscrites du recensement de 1918 donnent pour la vallée de Tethi un rapport de masculinité infantile de 128 garçons pour 100 filles (la norme biologique s'établissant autour de 105 pour 100), rapport décroissant avec l'âge en raison des morts masculines violentes, pour s'établir autour de 117 pour 100 à l'âge adulte (*ibid.*). On peut imaginer la reproduction résiduelle de telles pratiques en certains lieux jusque dans les années 1960.

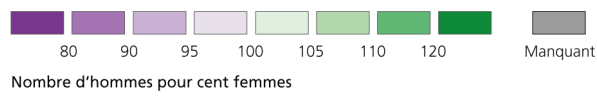


© A. Jarne 2020



Population 1945

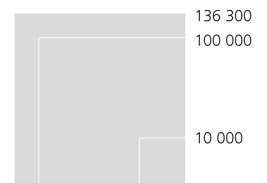
Sources : recensement de 1945 et 1960



Nombre d'hommes pour cent femmes

— Districts
 — Localités

Limites administratives 1959



Population 1960

Cartes 5.48 à 5.49 : Rapport de masculinité en 1945 et 1960.

5.4.5 Progrès sanitaires et sociaux : la diffusion spatiale de la transition démographique

La période communiste correspond à celle de la transition démographique albanaise et est donc caractérisée par une croissance naturelle remarquable. La paix retrouvée, l'amélioration des services médicaux, des équipements collectifs (crèches), une structure par âge favorable et des politiques natalistes³⁰³ sont les éléments généralement mobilisés pour expliquer ce phénomène (Sjöberg 1992a, 41). La natalité très élevée (plus de 40 naissances pour 1000 habitants à la fin des années 1950), la transition tardive de la fécondité – depuis 1965 seulement, soit 15 ans après les pays voisins (Lerch 2013, 3) –, la baisse de la mortalité et l'émigration presque nulle concourent à une croissance générale sans commune mesure en Europe : la croissance moyenne annuelle culmine à 3.3% entre 1955 et 1960, la population triple quasiment entre 1945 et 1989 (de 1.107 mio à 3.170 en 1989), et la densité de population, de la plus faible des Balkans en 1965 devient la plus forte en 1989 (Meksi et Iaquina 1991, 681). Cet épisode est bien documenté dans la littérature démographique³⁰⁴, sa dimension spatiale l'est moins. La transition démographique – phénomène géohistorique par excellence – a connu une diffusion mondiale depuis son foyer ouest-européen. Il s'amorce dans les Balkans du sud, comme dans le Maghreb, en Amérique latine ou en Asie, après la seconde guerre mondiale³⁰⁵. On peut également envisager la spatialité du processus au niveau du territoire albanais : il se diffuse des plaines marécageuses méridionales vers les montagnes du nord-est, comme le montre la série diachronique de cartes de la croissance naturelle (5.50 à 5.53). Le fait que la transition démographique démarre en gros dans la plaine de la Myzeqe évoque une explication classique des changements brutaux de régime démographique : un progrès sanitaire, souvent exogène (Grataloup 211, 201), même sommaire (par exemple les campagnes d'épandage de DDT)³⁰⁶. L'élimination de diverses maladies, la malaria, mais aussi la tuberculose ou la syphilis, permet un recul de la mortalité générale, mais aussi une hausse de la natalité, puisque ces progrès sont alors particulièrement remarquables chez les femmes âgées de 20 à 39 ans. Entre 1950 et 1960 en Albanie, la mortalité dans cette classe d'âge est divisée par des facteurs compris entre 2.2 et 4.6 (Meksi et Iaquina 1991, 680).

Les principales variables de la différenciation régionale sont 1) le différentiel d'urbanisation ; 2) la pénétration des politiques de santé ; 3) le rythme du changement des comportements (âge au mariage, fécondité), 4) la structure par âge. Dans les années 1961-1965, le taux brut de mortalité était 70% plus élevé dans les campagnes qu'en ville, une différence ramenée à 20% à la fin des années 1970. De même la baisse de la fécondité accompagne classiquement la modernisation de la société, et donc les districts les plus urbains connaissent des croissances naturelles inférieures à leur voisins plus ruraux. Hors l'urbanisation, la différenciation spatiale et temporelle de la transition démographique s'inscrit globalement comme un gradient fonction de l'accessibilité des lieux. Celle-ci détermine d'une part la diffusion des politiques de santé et d'autre part celle de l'évolution des comportements. La faible croissance du district reculé de Mirditë en 1950 est sans doute liée à la persistance d'une très forte mortalité, infantile entre autres. En 1977, la mortalité infantile d'un groupe de districts du nord (Dibër, Librazhd, Kukës, Pukë, Tropojë) était encore 76% plus élevée que celles des districts les mieux classés (Gjirokastrë, Kolonjë, Korçë, Përmet, Sarandë, Tiranë) ; la diffusion des programmes de santé atteint tardivement ces régions. La fécondité générale reste extrêmement élevée jusque dans les années 1970 (6.06 enfants par femme en 1950 ; 6.85 en 1960, 5.16 en 1970, 3.62 en 1980 et 3.16 en 1987) (Meksi et Iaquina 1991, 687). Là encore, la diffusion de la « famille socialiste » est contrariée dans les régions où le modèle patriarcal de la famille élargie est bien ancré. En 1980, les taux de fécondité des districts du Nord-Est (Librazhd, Dibër, Kukës, Pukë) s'étagent encore entre 2.5 et 3.0, alors que ceux des districts du Sud-Est et de Tiranë sont inférieurs à 1.4, ceux des plaines côtières inférieur à 1.7 (Vejsiu et Bërxfholi 1987, 65-66). Dernière importante variable explicative de ces différenciations, la structure par âge. La faible croissance générale du Sud, Gjirokastrë et Ersekë surtout, s'explique par des niveaux

³⁰³ Hoxha poursuit les politiques natalistes de l'avant-guerre. C'est dans à leur rôle traditionnel de mères que les femmes sont le plus encouragées. Pour six enfants, elles reçoivent une « Médaille des mères », pour neuf une « Médaille de la gloire », pour douze une « Médaille de mère héroïque » (Vickers 2014, 186).

³⁰⁴ Voir les ouvrages de Misja et Vejsiu (1985, 1987), de Meksi (1991, 1996), de Gjonça (2001), de Lerch (2013), etc.

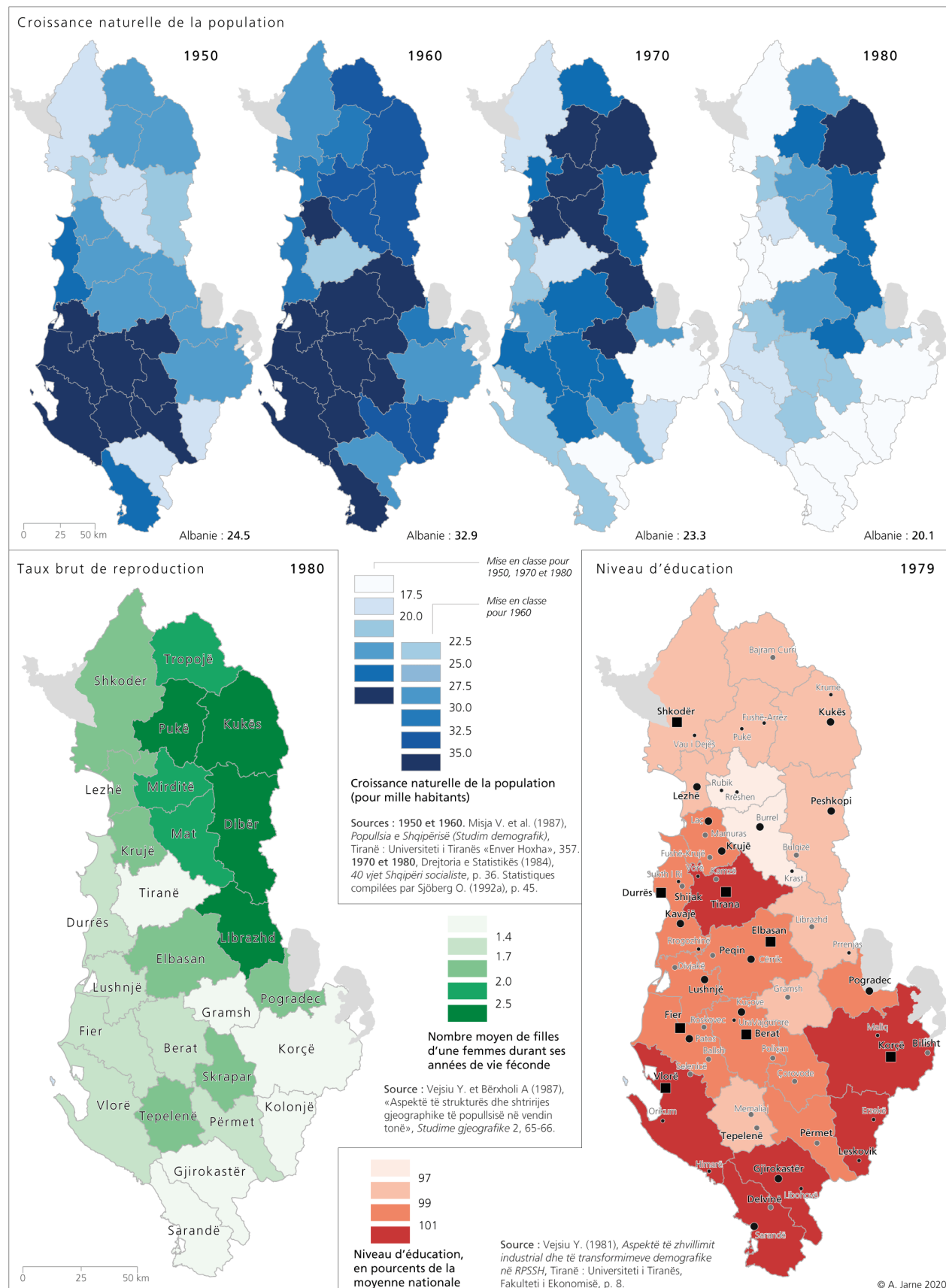
³⁰⁵ Voir la carte de sa diffusion mondiale dans Grataloup C. (2007, 220).

³⁰⁶ La spectaculaire baisse de la mortalité est expliquée ainsi par Meksi et Dalla Zuanna (1994) : « [...] l'impact des changements politiques sur la société albanaise est conditionné par la structure de celle-ci. Par exemple, les aides soviétiques au lendemain de la guerre ont touché une société arriérée dans laquelle des interventions socio-sanitaires peu coûteuses pouvaient avoir des effets spectaculaires sur la mortalité. C'était le cas de la lutte contre la malaria, facilitée en outre par des efforts entrepris dans le même sens dès l'avant-guerre. La combinaison unique d'une société montagnaise balkanique traditionnelle et du module collectiviste a donc pu contribuer à un fort recul de la mortalité. De même, l'amélioration des conditions d'hygiène et de santé ainsi que la diffusion de pratiques médicales efficaces dans la lutte contre les maladies infectieuses, au sein d'une société encore rurale fondée sur une agriculture de type traditionnel, conduisent aujourd'hui à une mortalité adulte plus faible que dans des pays beaucoup plus riches, lourdement frappés par une mortalité de « bien-être » (tumeurs, maladies cardiovasculaires, accidents de la circulation). Symbole de la rencontre d'une société traditionnelle et de modules de développement importés, l'écart entre les mortalités masculine et féminine témoigne d'une condition très défavorable longtemps faite aux femmes. La forte surmortalité des petites filles et de leur mère conduisait encore en 1960 à une espérance de vie à la naissance plus faible pour les femmes que pour les hommes. Mais les trente années suivantes ont renversé le sens de cet écart, deux ou trois fois plus vite que dans la plupart des autres pays. » Sur ce thème, voir aussi Gjonça (2001).

d'éducation supérieurs induisant une fécondité moindre, mais surtout par un âge moyen de la population plus élevé lié à l'émigration des jeunes.

Albanie communiste 1950-1980, par districts

Indicateurs démographiques



Cartes 5.50 à 5.55 : Indicateurs démographiques 1950/1980.

Globalement, les années 1950 sont des années de forte croissance économique. Les années 1958 et 1959 seront regardées rétrospectivement comme un « âge d'or », les aides et les capitaux continuant d'affluer du Bloc de l'Est en même temps que le crédit chinois commençait se développer (Vickers 2014, 174). Des progrès importants sont réalisés dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'alphabétisation, et le niveau de vie en général s'améliore. Un système de sécurité sociale est établi en 1953, le nombre de médecins passe de 149 à 477 dans la décennie, la malaria est pratiquement éradiquée, enfin l'Université de Tiranë ouvre en 1957. L'espérance de vie passe de 53.5 ans à 64.9 ans³⁰⁷. Pour ce qui concerne l'éducation, essentielle au processus de modernisation du pays tout comme à la dissémination de l'idéologie communiste, elle est développée très rapidement sur le modèle soviétique au travers de la formation d'enseignants et de la construction de nouvelles écoles (500 prévues par la réforme de 1946). Les différences initiales entre les localités urbaines et rurales sont progressivement réduites, même si elles demeurent, aussi en raison de la structure différente de l'emploi. Au niveau régional, l'avantage historique des districts du Sud persiste, ceux-ci demeurent, avec Tiranë, au-dessus de la moyenne nationale, alors que les districts du Nord, Mat et la Mirditë surtout, connaissent un retard persistant durant tout le communisme. La quasi-éradication de l'analphabétisme demeure une réussite majeure du régime d'Enver Hoxha : en 1963, chaque Albanaise et Albanais était obligé suivre huit années d'école obligatoire (Vickers 2014, 190). La fin de la décennie est aussi marquée par la deuxième étape de la collectivisation de l'agriculture : une collectivisation massive et forcée.

5.4.6 *Collectivisation et structure régionale de l'agriculture*

Initiée en douceur – en 1954, on ne trouve encore que 150 fermes collectives auxquelles participent moins de 9000 familles, soit 5.4% de la surface agricole utile (Civici 1997) – la collectivisation de l'agriculture albanaise prend un tournant décisif en 1956. A l'issue du premier plan quinquennal, les incitations (quotas de production raisonnables, taxation avantageuse, création de « Stations de Machines Tracteurs » (SMT), programmes d'irrigation) s'étant révélées peu efficaces, le Congrès du PTA de mai 1956 décide de passer à une seconde étape, soit la collectivisation complète des grandes plaines et des régions collinaires, et l'initialisation du processus dans les régions plus montagneuses. Le Parti était sans doute inquiet de voir le renforcement de la position économique des paysans non-collectivisés, a priori des « ennemis de classe » (Zavalani 2015, 300), ainsi que désireux – maintenant qu'il se sentait assez fort – d'intégrer pleinement l'agriculture dans le système de l'économie planifiée (Sguri et al., 2011, 29). La mutation s'est faite de manière rapide si ce n'est brutale : entre 1954 et 1957, le nombre des fermes collectives, de familles impliquées ainsi que la surface agricole collectivisée doublent chaque année. En 1958, 100'000 familles vivent sur 1935 fermes collectives, occupant 60% environ de la surface agricole. Ces fermes collectives demeurent de taille modeste, elles occupent environ une cinquantaine de familles sur 150 hectares, des valeurs inchangées depuis la mise en route de la collectivisation dix ans plus tôt. A ce moment, les grandes plaines côtières sont presque intégralement collectivisées (Sjöberg 1992a, 87) et débute une phase de rationalisation au travers du regroupement de certaines fermes (plus que 819 unités en 1966), la taille de celles-ci augmentant jusqu'à une moyenne de 480 ha et 220 familles, en même temps que se poursuit, à un rythme réduit, la collectivisation du reste des terres agricoles. Dans la seconde moitié des années 1960 commence une troisième phase de la collectivisation durant laquelle 490 nouvelles coopératives sont formées dans les districts montagneux du Centre et du Nord, ainsi que 20 de plus dans les régions déjà collectivisées. La résistance a parfois été importante, comme en Mirditë, où l'agriculture de subsistance, la mauvaise qualité des sols et la grande dispersion de l'habitat se prêtaient en effet mal à la rationalisation logistique et aux économies d'échelle (De Waal 1996, 10). En 1967 l'ensemble des terres est collectivisée, le secteur agricole privé a disparu, à l'exception de *Pobor*, le lopin individuel, quelques mètres carrés de jardin clos entourant les maisons rurales traditionnelles des coopérateurs sur lesquels les familles sont autorisées à cultiver et élever de quoi subvenir à leurs besoins. Comme on le voit sur le graphique 5.1, il est décidé, une fois achevée la collectivisation, de réduire *Pobor* de moitié, de 9% de la surface des kolkhozes en 1960 à 4.5% en 1967, avec interdiction désormais d'y élever du bétail. En parallèle aux coopératives agricoles se développent un certain nombre de fermes d'État qui occupent 14% de la surface agricole utile en 1960, un peu plus de 20% après 1970 (Jandot 1994, 164). Le paysage agraire d'après 1967 est ainsi constitué de fermes collectives ordinaires, de fermes collectives « de type supérieur » (regroupements), de fermes d'État, ainsi que de « stations de machines et tracteurs » (SMT) qui concentrent, en général par district, les machines agricoles destinées aux fermes qui n'en sont pas directement pourvues. Le district de Gjirokastrë dans les années 1970 par exemple compte une ferme d'État, un coopérative de type

³⁰⁷ De nombreux indicateurs démographiques, les chiffres de l'évolution de l'équipement, du développement de l'économie, du commerce etc. durant la période communiste sont donnés dans la synthèse officielle *40 vjet Shqipëri socialiste* (40 années d'Albanie socialiste) publié en 1984 par la Direction des statistiques auprès de la Commission du Plan. Une version numérique est disponible en ligne sur www.marxisme.fr. Les chiffres de l'évolution de l'espérance de vie par sexe figurent à la page 13, ceux du nombre des médecins p. 67.

supérieur et sept coopératives de type courant (Sivignon 1977, 11). La ferme et la coopérative de type supérieur occupent l'essentiel de la plaine du Dropull, les coopératives regroupent les villages des montagnes avoisinantes. Dans le district de Durrës, on trouve 4 fermes d'État, 4 coopératives de type supérieur, 11 coopératives ordinaires, et 2 SMT pour desservir ces 19 unités.

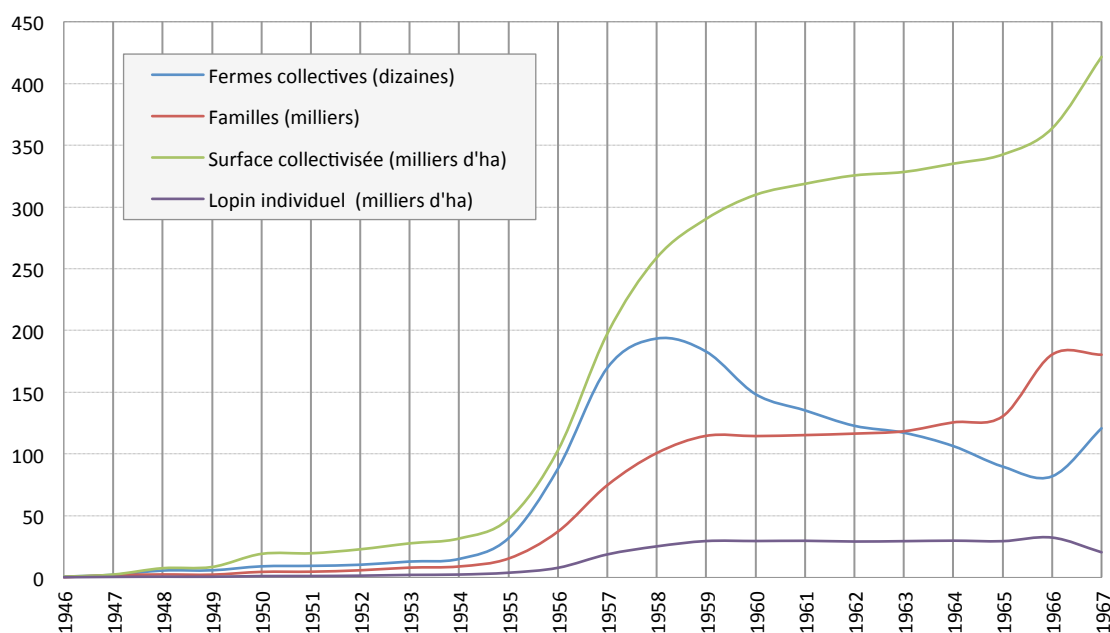


Figure 5.1 : Collectivisation de l'agriculture, 1945-1967. Source : Sjöberg 1992a.

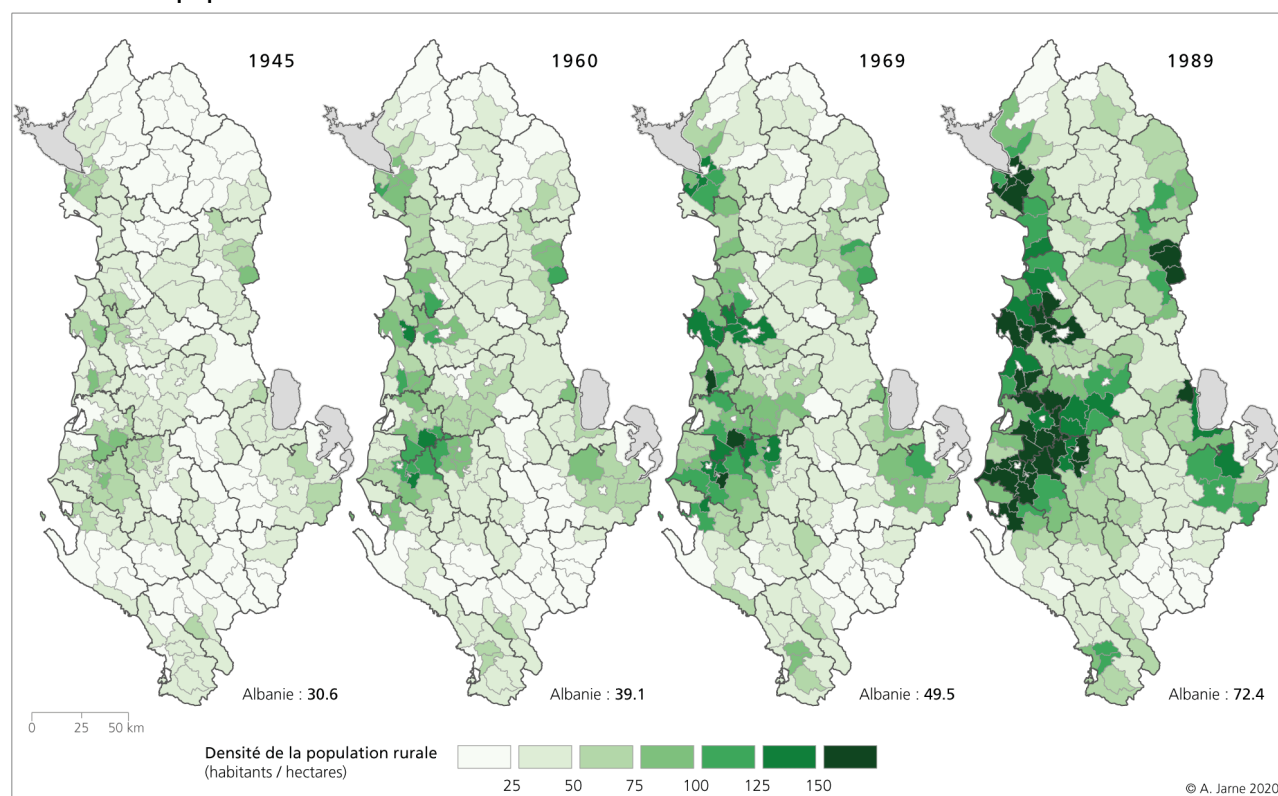
Si on s'intéresse à la structure du peuplement, on voit que ces réformes ne modifient pas les équilibres locaux ni n'infléchissent le mouvement historique de densification agricole des grandes plaines. Souvent les villages restent là où ils étaient, les coopérateurs demeurant par exemple dans leurs anciennes maisons sur les coteaux alors que sont bâties dans la plaine gagnée sur les marais les nouvelles installations coopératives. En fonction du niveau de développement agricole antécédent et de la surface des terres agricoles gagnées grâce à l'assainissement, on observe plus ou moins de constructions nouvelles, voir le développement de petites villes agricoles comme Kamzë, Sukth, Mamurras ou Fushë Krujë dans la région de Tiranë. Dans les régions gagnées sur les grands lacs marécageux – comme lac Tërbuf qui occupait tout la largeur de la plaine, du sud du Shkumbin jusqu'au niveau de Lushnjë, sur plus de 8000 hectares, ou le Maliq près de Korçë – on peut observer les plus fortes croissances de population rurale, supérieures à ce qu'elles sont dans le cœur de la Myzeqe par exemple. De même pour les bandes côtières : « Un parcours dans la plaine de Fieri à la mer, convainc que ce pays était complètement vide il y a une vingtaine d'années : les seuls bâtiments sont les bâtiments d'exploitations et des immeubles d'habitation assez semblables à nos HLM, le tout dépendant d'une ferme d'État. Le paysage agraire est de plus en plus neuf à mesure qu'on s'approche de la côte » (Sivignon 1977, 10). Ce type de croissance remarquable est largement endogène, s'appuyant sur la transition démographique précoce et la très faible émigration vers les villes – puisque la main-d'œuvre est requise sur place –, mais aussi sur une part d'immigration. Par exemple pour les localités existantes (Grabian, Dushk) ou nouvelles dont les habitants sont appelés à cultiver les terres gagnées de Tërbuf, il existe un apport de main-d'œuvre en provenance en particulier de villages des montagnes de la Cermenikë (Kostenj et Neshtë surtout³⁰⁸) au nord de Librazhd, à quelque 70 kilomètres de là. Entre 1955 et 1960, des croissances par *lokalitet* supérieures à 5% annuelles ne sont pas rares : autour de Tiranë, de Mamurras, de Lushnjë, dans la vallée du Shkumbin autour de Cërrik ou aux environs de Fier. Globalement, la population rurale de la Myzeqe gagne 4.1% annuels, celle la région de Tiranë 3.2%, les autres régions autour du centre et du nord, ainsi que la plaine de Korçë, autour de 2.5%, alors que les régions du sud stagnent, surtout le Sud-Est (Dropull-Pogon), qui perd 0.1% entre 1945 et 1955, et gagne 0.1% entre 1955 et 1960. Pour Vullnetari (2007, 24), l'explication de l'intense émigration qui touche le Sud à cette époque est à chercher dans la collectivisation, qui voit l'appropriation sans compensation par l'État des terres des paysans dès lors dépourvu de leurs moyens

³⁰⁸ C'est ce qu'indiquent les résultats du recensement de 2001 à travers la comparaison des domiciles à la naissance et en 1989. Voir dans le chapitre suivant les explications sur l'usage de cette matrice.

d'existence. S'il est vrai que la collectivisation a touché le Sud avant les montagnes du Nord, d'autres éléments doivent être ajoutés. Le Sud possède peu de grandes plaines alluviales – exceptions faite du Dropull vers Gjirokaštër, de la Vjosë près de Përmet et de la modeste région côtière de Vurg, qui toutes trois connaissent une belle croissance entre 1955 et 1960 – ou de régions marécageuses sur lesquelles gagner des terres, dont la mise en valeur et l'exploitation serait en mesure d'absorber un surplus démographique. Il possède par ailleurs peu de ressources minières, son réseau urbain est faible, et est déconnecté du réseau industriel qui se déploie alors dans l'Albanie centrale. On peut voir une dimension culturelle également : le type de réponse traditionnelle qu'appelait dans ces régions la rareté des surfaces arables, le *keurbet*, est en quelque sorte réactivé sous la forme d'une émigration plus forte qu'ailleurs, à destination des villes du centre surtout. On peut imaginer aussi que la forte implication des populations du Sud dans les réseaux de partisans, leur accès aux villes dans le contexte de la guerre, les liens familiaux ou sociaux avec des apparatchiks ont amorcé de façon privilégiée des chaînes migratoires. La croissance rurale a donc une forte dimension régionale qui prévaudra tout au long de la période communiste, dans le sens d'une augmentation des densités des plaines côtières, du bassin de Korçë et de la vallée du Shkumbin essentiellement (voir les cartes 5.56 à 5.59) et d'une émigration des montagnes, du Sud surtout. Dans les régions en forte croissance, la taille moyenne des villages triple entre 1945 et 1989 pour atteindre un millier d'habitants, à part à Korçë qui hérite d'une plaine agricole auparavant prospère et où les villages étaient déjà plus peuplés (plus de 500 habitants en moyenne en 1945, contre 300 ailleurs). Par contre n'observe pas de phénomène de concentration significatif. Si l'on divise la taille moyenne des villages par leur taille médiane, on observe que cet indicateur simple de concentration est stable dans l'Albanie rurale d'après-guerre, tout au plus peut-on observer un léger pic en 1960 dans la Myzeqe ou la plaine de Korçë. Cela signifie que la trame du peuplement rural change peu, quelques nouveaux villages apparaissent, qui peuvent parfois en regrouper d'anciens³⁰⁹, mais leur taille demeure raisonnable et la croissance est assez homogène.

Albanie communiste 1945-1989, par communes (lokalitet)

Densité de la population rurale



Cartes 5.56 à 5.59 : Évolution de la densité de population rurale, 1945-1989.

³⁰⁹ Par exemple la ferme d'État « Perlat Rexhepi » près de Shkodër décrite par Sivignon en 1977. Fondée en 1945 à partir de terres largement en friche expropriées appartenant à des habitants de Shkodër, on trouve sur son territoire trois « petits villages misérables dont les habitants fournissaient en bois de chauffage la ville de Shkodër ».

Un dernier fait qu'il faut mentionner à propos de l'évolution de la population rurale après la guerre est celui de la pénurie locale de main d'œuvre masculine. Papajorgji (1985, 177) note une telle pénurie dans les districts du nord à laquelle il faudrait répondre par une mécanisation accrue. Sjöberg (1989, 113) cite le cas Grapsh (Gjirokastrë), où la force de travail dans la coopérative est constituée de 72% de femmes. Guxho (1985, 99-104) évoque également la question de la part croissante prise par les femmes dans le travail agricole. Logiquement, cette question devrait se poser de façon plus aiguë dans les districts du Sud qui ont connus une émigration importante et qu'on sait davantage masculine (voir plus loin la carte 5.72). En effet, si l'on calcule le rapport de masculinité rural pour les 13 régions historiques-culturelles³¹⁰, on observe un niveau singulièrement bas en 1945 dans la montagne orthodoxe (Dropull-Pogon) de seulement 73 hommes pour 100 femmes, qui remonte à 91 et 93 en 1955 et 1960, puis s'équilibre dès 1969. La côte ionienne connaît également des valeurs basses dans les années 1950. Le sud-est (Korçë et les montagnes avoisinantes) est à 92 environ en 1945, puis 98 en 1955. Ailleurs en Albanie, le Centre et le Nord-Ouest (Tiranë, Mat, Shkodër) connaissent également un niveau bas, ponctuel, en 1955 (autour de 98 femmes pour 100 hommes). Mais aussi, là où l'emploi industriel ou minier se développe rapidement, on observe également dans le Nord de très forts taux d'engagement féminins dans le travail agricole, comme à Pukë où en 1981 70.7% du travail de la coopérative est assuré par les femmes, contre 52.4% au niveau national (Sjöberg 1992a, 117 et 137). De Waal estime même qu'en Mirditë, où le développement industriel a permis la maintien de la population rurale sur place, les femmes représentaient globalement 70 à 75% de la force de travail agricole (De Waal 1996, 10). A la ponction de main-d'œuvre masculine rurale par l'activité industrielle en développement répondent donc le travail féminin d'abord, la mécanisation ensuite.

5.4.7 Synthèse géohistorique

Les années 1950 constituent une sorte d'âge d'or du communisme albanais. Encore auréolé de la victoire des Partisans, le régime s'attèle à l'édification du socialisme tant dans l'espace matériel que dans celui symbolique. La priorité à l'industrialisation, cette volonté mal acceptée par les Soviétiques, doit tout à la fois procurer à la population rurale un horizon de modernité légitimant le pouvoir socialiste, transformer et prolétarianiser la société, et aussi sans doute, au sortir de temps difficiles, engager l'Albanie dans la voie d'une autonomie accrue. « Le stalinisme a été le moyen de sortir de l'isolement, le moyen d'articuler les intérêts nationaux albanais dans le langage de l'internationalisme prolétarien » (Méhilli 2017, 62). A propos de la relation entre les Soviétiques et l'Europe de l'Est en général : « En ses débuts au moins, le modèle a pourtant pu susciter du respect, sinon de l'admiration : il ne reproduisait pas le modèle des systèmes de domination coloniale ; il donnait à chaque pays une forme d'autonomie en le dotant d'un ensemble presque complet d'activités « de base ». La dépendance existait certes pour l'approvisionnement en énergie (surtout en hydrocarbures) et en matières premières à l'égard du Grand Frère soviétique, principal pourvoyeur ; mais l'échange semblait reposer sur des règles « de coopération et d'entraide » évaluées en monnaie inconvertibles et selon une asymétrie inverse de celle de l'économie capitaliste, puisque c'est l'URSS qui fournissait des produits de base et l'Europe de l'Est des biens manufacturés » (Brunet et Rey 1996, 33). L'Albanie connaît à cette époque une relativement forte croissance économique et enregistre le début des progrès sanitaires et de certaines avancées sociales (alphabétisation). Mais craignant de se voir dépassée par le rythme de son urbanisation, elle commence à envisager d'associer de façon plus étroite dans la planification les développements industriels et les mouvements de population. A un temps social marqué par la perception annuelle et cyclique vient s'ajouter un temps linéaire, maîtrisé et planifié. Cette transition vers la modernité s'inscrit aussi et peut-être de manière plus que jamais dans le paysage albanais à ce moment-là : aux abords des villes sont érigés les premiers *kombinat*, alors que les villes elles-mêmes sont encore d'abord un témoignage de l'ancrage dans le passé. A Tiranë à la fin des années 1950, le centre est toujours occupé par le bazaar, qui est vu par les élites communistes comme une plaie, comme la marque du despotisme ottoman, comme une insulte en tant que manifestation de l'institution du marché. La dernière demande, insistante, de la nomenklatura albanaise à son alliée soviétique concerne l'édification en lieu et place de celui-ci d'un Palais de la Culture (Méhilli 2017, 188). Les Albanais achèveront seuls l'édifice au début des années 1960. La ville socialiste émerge ainsi dans un contexte marqué par le manque d'urbanistes, la pénurie de main-d'œuvre, le brassage démographique, les exigences et les résultats du plan, les innovations technologiques et l'imitation des modèles étrangers (ibid., 161).

³¹⁰ Données de la base historique des populations locales (BHPL), initialement livrées au niveau des villages par Bërsholi.

5.5 1960-1991 – L'édification intégrale du socialisme

Le fait de considérer qu'on change d'époque en 1960 est un lieu commun de l'historiographie albanaise. D'abord conçue comme géopolitique et idéologique – l'Albanie rompt ses relations avec l'URSS et bascule dans le giron de la Chine maoïste –, la rupture se marque aussi sur le plan de l'aménagement du territoire et de la vie sociale. La distinction faite entre la « construction de la base économique du socialisme » (de 1945 à 1960) et l'« édification intégrale du socialisme »³¹¹ (de 1960 à 1985 ou 1991) réfère au passage d'un premier temps d'établissement des structures (administration, réseau scolaire, armée), de nationalisation, d'industrialisation massive et de forte poussée urbaine dans les grands centres vers un second temps, celui de la collectivisation intégrale, de l'exacerbation de la planification, d'un redéploiement industriel plus décentralisé, de la révolution culturelle et de la diffusion d'un « modèle de vie ouvrier » (Jandot 1991, 154), et de l'établissement d'un réseau de « villes nouvelles » pour diffuser une urbanité d'un type spécifique jusque dans les régions les plus reculées. On peut envisager cette succession comme s'inscrivant dans la continuité, comme le suggère Jandot : « En fait, ces deux périodes ne sont pas séparées par un 'virage', mais s'inscrivent dans la continuité d'un pouvoir qui s'appuie de façon intangible sur les mêmes principes politiques, sur les mêmes bases matérielles, sur le même dirigeant. La seconde période est le prolongement de la première, avec l'amplification de la pression politique du Parti et de la pensée sur un espace et sur des hommes » (Jandot 1991, 154). Mais on peut aussi y voir une véritable rupture, de l'ampleur de celle qu'on observe sur la courbe de l'urbanisation comparée de l'Albanie, de l'URSS et de la Chine (figure 5.2). Après le démarrage industriel classique échelonné pour les trois régions, la Chine connaît une véritable désurbanisation lors de la Grande famine et de la Révolution culturelle, suivie en cela dans une mesure moindre par l'Albanie d'Enver Hoxha, ce qui illustre remarquablement le fait que l'Albanie d'une part emboîte le pas aux Chinois, applaudissant la Révolution culturelle comme « une contribution valable à la théorie du socialisme scientifique », mais d'autre part s'efforce d'éviter les bouleversements sociaux, les excès et le chaos qui caractérisent le programme de Mao (Vickers 2014, 188). Ce phénomène est unique en Europe de l'Est. A la chute du Mur, le niveau d'urbanisation de l'Albanie avoisine les 36%, dépassé même par les moins développées des républiques ex-yougoslaves qui, dans l'ensemble, gagnent 20 points de pourcentage entre 1960 et 1990, contre 6 pour l'Albanie (de 30 à 36%). D'un point-de-vue géohistorique, les fortes restrictions à la mobilité, les freins à l'urbanisation et la fin des échanges avec les Pays de l'est constituent sans aucun doute des facteurs déterminant une historicité sensiblement différente, un rythme du changement social ralenti. Si on fait le lien avec la théorie de l'urbanisation socialiste de Murray et Szelenyi, on peut y voir les signes d'un basculement de la stratégie soviétique d'« accumulation socialiste primitive » à celle maoïste de la « croissance urbaine nulle », privilégiant des modèles de croissance plus organiques, davantage soucieux d'un équilibre entre agriculture et industrie. On pourrait encore isoler comme sous-ensembles la période qui court de 1976 à 1985, soit de la rupture des relations avec la Chine à la mort d'Enver Hoxha, et la suivante, jusqu'à la fin du communisme en 1991. La fin du règne d'Enver Hoxha est marquée par le repli et l'isolement diplomatique, par l'exacerbation la plus outrancière du roman national et de l'exemplarité du socialisme albanaise, par la volonté de résistance (au capitalisme, au révisionnisme), où l'Albanie ne doit plus compter que « sur ses propres forces ». Enfin les dernières années du communisme, où l'Albanie de Ramiz Alia desserre l'étau et commence de se réformer peu avant la chute de Mur.

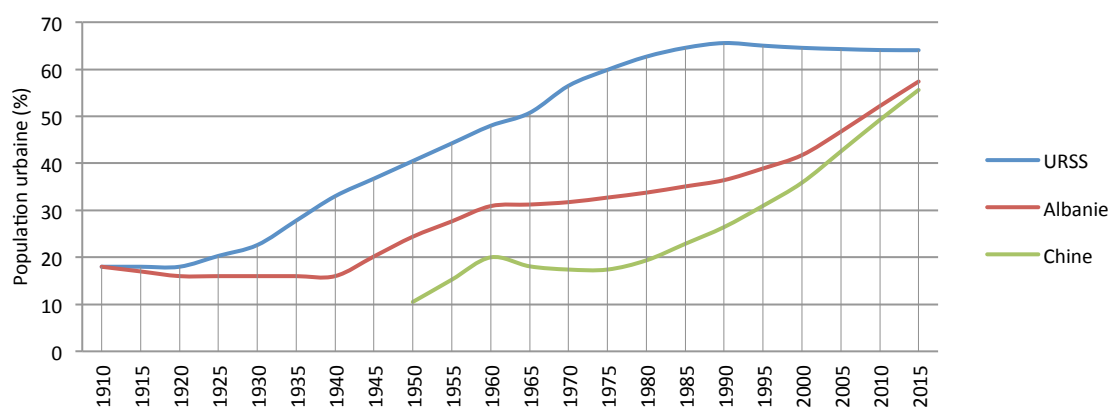


Figure 5.2 : Comparaison de l'urbanisation en Albanie, en URSS et en Chine. Compilation de diverses sources (avant 1960), Banque Mondiale (dès 1960).

³¹¹ Voir par exemple Omari L. et Stefanaq P. (1988), *Histoire de la construction socialiste en Albanie*, Tiranë.

Après un bref rappel historique des circonstances et de la dimension géopolitique de la rupture avec l'Union soviétique de Khrouchtchev, on détaillera les composantes de l'historité propre à cette époque, soit une forme d'urbanisation rurale, les différentes échelles des politiques d'assignation spatiale, l'obsession des équilibres spatiaux et l'orientation des modestes flux migratoires internes.

5.5.1 *La rupture avec l'Union soviétique*

Avec la mort de Staline en 1953, les leaders communistes albanais ont le sentiment de perdre leur protecteur et vivent cette période dans l'angoisse de perdre le parapluie soviétique qui assurait leur sécurité vis-à-vis des convoitises de leurs voisins grecs et yougoslaves. En effet les relations s'améliorent entre l'Union soviétique et la Yougoslavie, Tito est réhabilité et reçu en héros à Moscou alors même que s'engage la « déstalinisation », qui prend un tour officiel en 1956 avec le rapport de Khrouchtchev sur le culte de la personnalité. Ce rapprochement avec la Yougoslavie est perçu par les dirigeants albanais comme une menace pour l'indépendance de leur pays en même temps que pour leur position personnelle, héritée du conflit violent qui les avait opposés quelques années plus tôt à la faction pro-yougoslave (emmenée par Koci Xoxe). Ce sont des années compliquées pour Enver Hoxha, qui cède à la pression de Moscou et promet le rétablissement de bonnes relations avec la Yougoslavie, mais ne peut se permettre de réhabiliter Xoxe. En octobre 1956 Hoxha fait une première fois le déplacement à Pékin. En novembre, l'invasion par l'Armée rouge de la Hongrie suite à l'insurrection sonne le glas du rapprochement entre l'Union soviétique et la Yougoslavie et vient en quelque sorte sauver une nouvelle fois Hoxha. Cette tentative de l'Union soviétique de réintégrer dans son giron le turbulent élève yougoslave visait à restaurer l'unité et la discipline en Europe de l'Est. Elle a ravivé les angoisses géopolitiques albanaises et instillé la méfiance dans les relations entre les deux pays.

Pour ce qui concerne les grandes orientations économiques, la voie choisie par l'Albanie – industrialisation massive et grandes cultures céréalières –, dès l'origine tournée vers l'idée de l'autosuffisance, avait divergé d'emblée de l'opinion manifestée par les leaders soviétiques (Staline ou Beria), sans toutefois empêcher l'aide de l'URSS³¹². La vision de Khrouchtchev à cet égard ne se distingue pas tellement de celle de ses prédécesseurs, mais son expression se durcit et se double de la critique d'un désir excessif d'indépendance économique. Lors d'une longue visite d'État en Albanie en 1959, il énonce à plusieurs reprises cette volonté de voir celle-ci intégrer plus avant l'économie soviétique, d'abandonner certaines productions jugées inappropriées et insuffisamment rentables au profit d'autres, plus orientées vers l'exportation et les besoins de l'URSS. A propos du pétrole albanais, qu'il juge de mauvaise qualité : « Bon, bon, répéta Khrouchtchev, mais votre pétrole est lourd, il renferme du soufre. Est-ce que vous faites bien vos calculs ? Il va vous falloir le traiter et un litre d'essence vous coûtera plus cher qu'un kilo de caviar. Il faut bien considérer la question du point de vue commercial. Il n'est pas dit que vous deviez tout produire vous-mêmes. Vos amis sont là pour vous aider ! » (Hoxha 1980, 135). Il minimise l'importance de ressources minières en général³¹³. De passage à Sarandë, il conseille de cultiver des oranges et des citrons, dont l'Union soviétique a grand besoin. « Ne gaspillez pas votre sol et votre climat merveilleux à cultiver du maïs et du blé. Ces cultures ne vous apporteront pas de revenus substantiels. [...] Quant au blé, nous vous en fournirons. Les rats chez nous dévorent autant de blé qu'il vous en faut » (ibid., 136). De même pour l'industrie métallurgique : « [...] Un jour de production dans notre pays répondra à vos besoins pour plusieurs années ». Autant de « conseils » qui irritent profondément Enver Hoxha : « En d'autres termes, il voulait faire de l'Albanie une colonie à cultures fruitières, que l'Union soviétique révisionniste exploiterait tout comme les États-Unis exploitent leurs colonies de plantations de bananes et d'autres arbres fruitiers en Amérique latine » (ibid., 136).

Le volet géopolitique du contentieux est encore attisé en mai 1960 par la promesse faite par Khrouchtchev au leader libéral grec Sophocle Vénizelos de discuter avec les Albanais la question du traitement de la minorité grecque lors de la Conférence de Bucarest le mois suivant. Hoxha et Shehu perçoivent cette position comme un soutien implicite aux revendications territoriales de la Grèce et boycottent la rencontre prévue à Bucarest. C'est à ce sommet justement qu'éclatent au grand jour les dissensions entre la République populaire de Chine et l'Union

³¹² Le modèle de la construction du système socialiste repose sur trois postulats : 1) Ne pas dépendre de l'économie mondiale ; 2) Compter sur ses richesses propres ; 3) Organiser les complémentarités dans le cadre du COMECON, surtout avec l'URSS dont les ressources naturelles ont été déclarées inépuisables (Rey 1990, 575).

³¹³ Enver Hoxha accuse les experts soviétiques, géologues et pétroliers, venus prospecter de produire systématiquement deux rapports : l'un exact décrivant les richesses du sous-sol albanais, l'autre faisant état de résultats négatifs. Le premier est destiné à Moscou, le second au Ministère de l'Industrie et des Mines albanais (Hoxha 1980, 137).

soviétique. L'une des critiques adressées par Khrouchtchev à Mao n'est sans doute pas sans fondement : ce nationalisme dont il l'accuse, le leader chinois l'instrumentalise en effet dans le contexte des rivalités internes au parti – ainsi que le fait alors Hoxha en Albanie – en pointant du doigt ses ennemis personnels (Deng Xiaoping et Liu Shaoqi) comme autant d'agents au service d'une puissance étrangère désormais ouvertement taxée de révisionniste : l'Union soviétique. La rupture entre Tiranë et Moscou est ainsi enclenchée par le schisme chinois, qui fait suite à de longues disputes concernant la frontière commune et d'importantes différences dans les politiques à l'égard de l'Occident et du Tiers-Monde (Vickers 2014, 78). Suite à Bucarest, Moscou met sur Tiranë une pression inacceptable en cessant la livraison de blé alors que l'Albanie sortait de plusieurs épisodes de sécheresse, d'inondations et de tremblements de terre – en 1959, l'Albanie avait dû importer d'URSS 48% de sa consommation totale de blé (Sjöberg 1991, 93). Ce sont les Chinois qui volent au secours des Albanais en achetant à leur intention du blé en France. En novembre, Enver Hoxha et Mehmet Shehu se rendent cette fois-ci au sommet de Moscou et dénoncent violemment l'attitude soviétique et l'abandon par Khrouchtchev de la lutte contre l'impérialisme, se plaçant définitivement aux côtés des Chinois.

Du point-de-vue du petit groupe qui reste au pouvoir aux côtés d'Enver Hoxha suite aux purges qui accompagnent ce glissement géopolitique, l'alliance chinoise, outre la continuation du soutien technique et de l'aide économique, fonctionne comme une protection politique contre les nombreuses tentatives – dont plusieurs réelles, d'autres supposées et amplifiées – de renverser son régime. Pour l'Union soviétique, l'intérêt stratégique seul – matérialisé dans la base de sous-marins en Méditerranée de Porto Palermo – ne suffisait pas à compenser la dissipation de l'alliance idéologique née du conflit géopolitique avec Tito pour justifier à tout prix le maintien de l'Albanie dans sa sphère. Quant au bénéfice pour les Chinois de cette alliance, il est politique, l'Albanie fonctionnant comme tête de pont européenne des options idéologiques chinoises, défiant ainsi l'hégémonie soviétique en Europe de l'Est et pourvoyant les maoïstes occidentaux d'une devanture exemplaire. L'aide économique chinoise sera considérable, supérieure à celle prévue par les anciens alliés soviétiques et est-européens et destinée à la construction d'usines, à la fourniture de tracteurs et de machines agricoles, de biens de consommation.

5.5.2 Limiter les disparités : moins maoïstes que Mao

Bien qu'il n'y soit pas toujours fait référence de manière directe, l'Albanie d'après 1960 est ainsi très inspirée par le modèle de développement de Mao Zedong. Dans la partie théorique de sa thèse sur la « Hiérarchie urbaine en R.P.S d'Albanie », Gabriel Jandot, qui a travaillé en bonne collaboration avec les autorités albanaises³¹⁴ dans la période qui suit immédiatement la rupture en 1978 avec Pékin (publiée en 1981), ne fait presque aucune référence aux Chinois, à de rares exceptions près, lorsque par exemple il mentionne que « [...] l'installation de 'micro-industries' dans tous les districts [...] semble avoir été fortement influencées par la Chine » (Jandot 1981, 139). De fait, sur un plan théorique, l'utopie maoïste se fonde d'abord sur le modèle soviétique de l'équilibre rural-urbain. Mais au moment où Mao commence à critiquer vers la fin des années 1950 le renoncement par la planification soviétique aux utopies de développement équilibré du territoire et de décentralisation du pouvoir, commence alors à se dessiner une « voie chinoise », qui ne consiste pas à élaborer des principes nouveaux, mais au contraire à revenir aux principes fondateurs en les radicalisant. Ces principes sont ceux de Marx et Engels, qui étudiant la société industrielle et ses origines, avaient proposé un certain nombre de réflexions sur la relation inégale ville/campagne comme ressource pour l'« accumulation primitive » du capital ; sur l'organisation de la ville comme espace fonctionnel différencié, y compris à travers l'étude du desserrement industriel comme moyen d'échapper aux coûts d'agglomération ; enfin sur les avantages de la concentration, qui poussent la ville à croître sur elle-même. Ils associent ville et capitalisme et prédisent que le couple ville/campagne ne résistera pas au changement du mode de production : ils prévoient une répartition uniforme des forces de production sur tout les territoires (Lévy et Lussault 2013, 644). La neuvième des dix mesures proposée dans le *Manifeste du parti communiste* (1848) est libellée ainsi : « Combinaison du travail agricole et industriel, mesure tendant à faire disparaître la distinction entre ville et campagne ». Plus tard Engels réfère directement aux utopies de Fourier et Owen pour qui la suppression de la division entre ville et campagne est également la première condition de l'abolition de la division du travail elle-même. Chacun doit prendre part aussi bien à l'agriculture qu'à l'industrie,

³¹⁴ Dans la dédicace, il remercie « [...] le Professeur Pandi Geço et l'Architecte Klement Kolaneci, dont l'aide et l'amitié ont été déterminantes ». Pandi Geço était le géographe en vue de l'époque, chef du Département du géographie à la Faculté d'ingénierie civile de l'Université polytechnique de Tiranë, auteur entre autres d'une Géographie physique de l'Albanie (1963), d'une Géographie économique de l'Albanie (1970), co-auteur d'un Dictionnaire des termes de la géographie (1975) et spécialistes des régionalisations. Klement Kolaneci était un grand architecte albanais, directeur de l'Institut d'urbanisme et d'architecture de Tiranë, auteur de nombreux bâtiments de prestige comme le Palais des Congrès de Tiranë ou la « Pyramide », qu'il cosigne avec sa femme Pranvera Hoxha, la fille d'Enver Hoxha.

et ce au sein de communautés de taille modeste et réparties sur le territoire. Engels exprime un anti-urbanisme profond à l'égard des grandes villes : « La suppression de l'opposition de la ville et de la campagne n'est donc pas seulement possible. Elle est devenue une nécessité directe de la production industrielle elle-même, comme elle est également devenue une nécessité de la production agricole et, par-dessus le marché, de l'hygiène publique. [...] La suppression de la séparation de la ville et de la campagne n'est donc pas une utopie, même en tant qu'elle a pour condition la répartition la plus égale possible de la grande industrie à travers tout le pays. Certes, la civilisation nous a laissé, avec les grandes villes, un héritage qu'il faudra beaucoup de temps et de peine pour éliminer. Mais il faudra les éliminer et elles le seront, même si c'est un processus de longue durée. Quelles que soient les destinées réservées à l'Empire allemand de nation prussienne, Bismarck peut descendre au cercueil avec la fière conscience que son souhait le plus cher sera sûrement exaucé : le déclin des grandes villes »³¹⁵.

Ce type de pensée décentralisatrice a évidemment une histoire postérieure beaucoup plus riche que ne le laisse supposer la référence constante et tardive à Marx et Engels, dont la mobilisation s'apparente davantage à l'exposition de l'étendard usé d'une orthodoxie communiste que de ressources théoriques qui seraient demeurées pertinentes. Le discours justifiant la forme de l'urbanisation par les autorités albanaises de l'époque sont en effet teintés d'un « messianisme socialiste », d'une « ferveur doctrinale » (Frélastre 1983, 256) d'une rare intensité, et les auteurs albanais citent d'abord Hoxha, puis directement ou par l'intermédiaire de ce dernier, Marx, Engels, Lénine et Staline³¹⁶. Ils considèrent généralement l'Albanie comme dépositaire d'un socialisme authentique face aux multiples « révisionnismes », au premier rang desquels celui de la « mafia Khrouchtchevite »³¹⁷. A contrario, la référence assidue à ces textes datés tend peut-être à montrer que l'aménagement du territoire albanais s'est appuyé sur la praxis chinoise avant que sur ceux-là. Parmi les promoteurs de la pensée décentralisatrice on pourrait citer Ebenezer Howard (la cité-jardin), les libertaires Patrick Geddes ou Lewis Mumford, les « désurbanistes » actifs en Union soviétique – Ernst May (Magnitogorsk), Bruno Taut (Auflösung der Städte), Nikolai Milioutine (la ville linéaire) – ou ailleurs dans le monde, Frank Lloyd Wright (Broadacre City) ou même Henry Ford aux États-Unis qui, persuadé que l'avenir de la démocratie américaine était dans les campagnes, développa pour contrer l'expansion des grandes villes un concept de village agro-industriel. Jandot n'en mentionne aucun dans sa thèse. Par contre, il insiste sur l'importance pour comprendre l'urbanisme albanais d'un héritage intellectuel, d'ailleurs commun à la plupart des penseurs précités : celui du prince anarchiste russe Pierre Kropotkine (1842-1921), ami de Geddes et d'Elisée Reclus.

Dans son œuvre, Kropotkine manifeste un rejet de la grande ville capitaliste, œuvre d'une culture dévoyée, produisant de la ségrégation, de la misère économique et morale, ruinant l'esprit d'entraide, et reposant sur un modèle de domination géographique écrasante du milieu agricole environnant. Sa vision alternative envisage la raison économique, mais surtout sociale : il s'agit pour lui de trouver « le milieu approprié au développement le plus riche de la coopération entre les humains » (Garcia 2012, 453). La refonte du paysage urbain est centrée autour de l'idée de l'intégration des tâches entre ville et campagne par le maintien, l'extension, la dissémination de petites industries décentralisées, les « *industrial villages of the future* »³¹⁸. Ce mode de déconcentration urbaine scelle l'union de l'agriculture et de l'industrie, prêche pour la mixité et la relative indépendance du tissu industriel local, et doit favoriser la réformation de la société : « Pour des réformateurs sociaux il faut la lutte, la proximité des centres intellectuels, le contact continu avec la société qu'on cherche à réformer »³¹⁹. Il s'agit enfin de favoriser l'émergence de ce qu'on appellera plus tard un « homme nouveau » par « une combinaison intelligente des travaux industriels avec l'agriculture intensive, ainsi que du travail intellectuel avec le travail manuel »³²⁰, ce que Kropotkine appelle « division temporaire » du travail, qui trouve dans l'Albanie communiste un écho dans la pratique du « travail volontaire » (*puna vullnetare*). Mais à ce modèle universaliste de l'essaimage de petites villes industrielles, Kropotkine oppose la nécessité de respecter les particularités de l'espace régional. Il s'agit donc en définitive de « penser l'inclusion de la ville à l'intérieur d'un milieu régional dont elle doit exprimer la particularité au sein d'un réseau fédéré de communautés » (Garcia 2012, 455). Ce que Garcia dans sa thèse qualifie « d'écologie urbaine » de Kropotkine a selon lui une certaine postérité qu'il situe chez les critiques sociaux et

³¹⁵ Engels F. (1878), *Monsieur E. Dühring bouleverse la science*. L'allusion ironique à Bismarck fait référence à un discours de 1852 au Landtag de Prusse où celui-ci avait exprimé la haine des junkers à l'égard des villes, foyers du mouvement révolutionnaire. On peut oser un lien entre les visions de cette « ville insurrectionnelle » chez Bismarck (la « ville-socialiste » qui se soulève contre l'ordre établi) et chez Mao (la ville comme creuset des intellectuels contestataires et possible foyer de la contre-révolution).

³¹⁶ Et ce jusque dans les années 1980, voir par exemple *Albania Today* n° 1 (68)/1983.

³¹⁷ *Albania today* no 2 (69), 1983 p. 25.

³¹⁸ C'est le titre d'un article qu'il publie dans la revue *The Nineteenth Century* en 1888.

³¹⁹ Citation par Jandot (1981, 4) de l'ouvrage de Kropotkine *La science moderne et l'anarchie*.

³²⁰ Voir la préface de « Champs, usines et ateliers [...] », Kropotkine (1910), p. XIV.

pourvoyeurs d'utopies urbaines Patrick Geddes (1854-1932), lui-même héritier des préraphaélites John Ruskin et William Morris, ou encore chez Lewis Mumford (1895-1990) ou Paul Goodman (1911-1972).

D'un point-de-vue politique, la proposition de Jandot et Frélastre (l'influence de Kropotkine) peut surprendre. La formulation – « les idées de Kropotkine animent bien davantage encore la pensée albanaise » (Jandot 1981, 5) – donne à penser que la référence a été suggérée par ses confrères albanais (Kovaleci, Geço ou d'autres). La mobilisation d'un penseur anarchiste déjà ancien dans une Albanie se proclamant gardienne du temple stalinien (Staline lui-même voyait en Kropotkine un précurseur du révisionnisme), d'un penseur favorable à l'autogestion (alors qu'Hoxha vilipendait l'expérience yougoslave³²¹) donne l'impression d'un bricolage intellectuel, d'une forme de pragmatisme que résume à sa manière Jandot (1981, 127) : « [...] le système albanais sait s'adapter aux circonstances, sait ne pas s'égarer dans une projection dogmatique d'une théorie idéologique ». Cela rappelle aussi un fait : après la rupture d'avec le Bloc de l'Est, les milieux de l'architecture et de l'urbanisme albanais sont coupés des développements intellectuels de la discipline, ils n'ont plus accès aux universités, peinent à se procurer des revues scientifiques, les partages d'expériences avec les collègues étrangers s'arrêtent net, et la profession entre dans une forme d'isolement et de dépendance vis-à-vis des Chinois. On peut faire l'hypothèse que plutôt que s'appuyer sur un corpus théorique et doctrinaire propre, la pratique de l'aménagement du territoire en Albanie entre 1960 et 1985 procède essentiellement d'une forme de mimétisme d'avec la praxis chinoise, et que la mobilisation des auteurs classiques a légitimé cette action davantage qu'elle ne l'a directement structurée.

Pour comprendre, peut-être faut-il donc non-seulement comme le suggère Jandot relire Kropotkine, mais également faire le parallèle entre les concrétisations des politiques d'aménagement sur le territoire albanais avec leurs équivalentes chinoises. Ces manifestations de la volonté de maîtriser l'espace sont abordées ici en trois temps : 1) la poursuite de l'urbanisation (les villes nouvelles) ; 2) la maîtrise de la mobilité ; 3) le discours et la réalité sur la réduction des inégalités spatiales. Le discours sur l'urbanisation dans cette période sera aussi l'occasion d'introduire les données du recensement de 2001 telles qu'exploitées pour donner une image géographiquement fine de l'orientation des flux de la mobilité résidentielle durant le communisme.

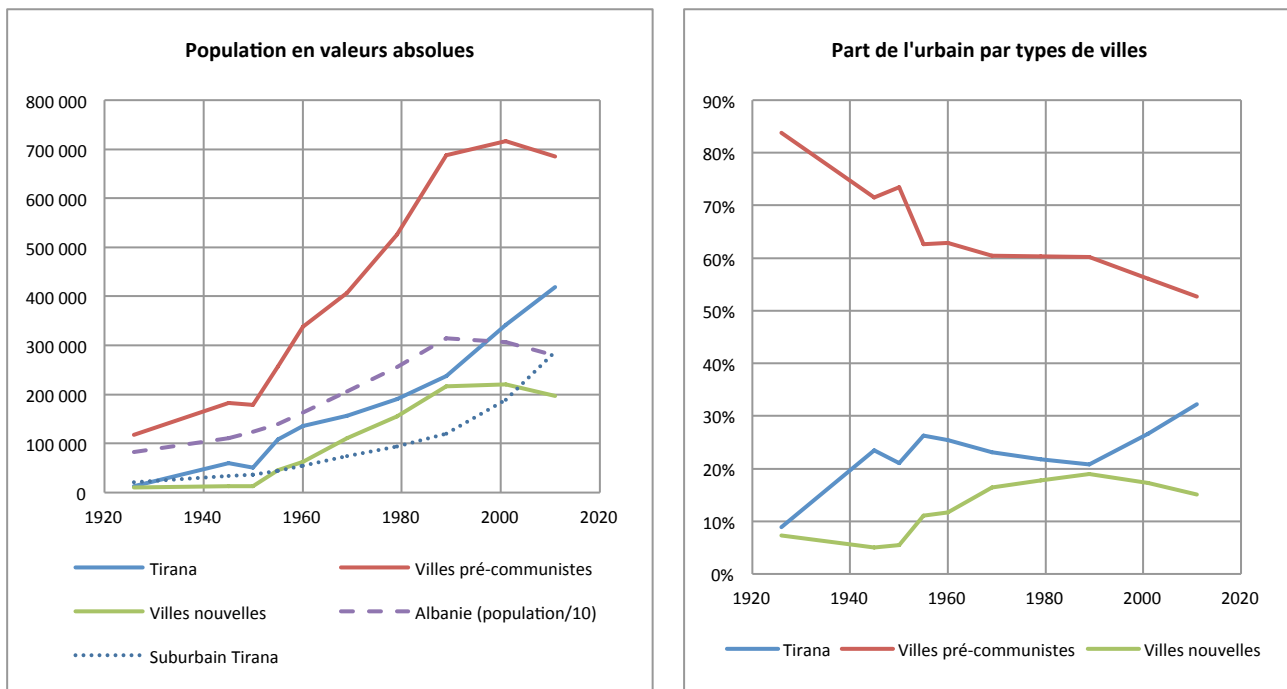
5.5.3 *Les villes nouvelles : une « image spatiale de l'édification du socialisme »*

Nous commençons par une vue générale de l'histoire de croissance de l'urbain au travers d'une mesure rétrospective basée sur la liste des localités³²² considérées urbaines en 2015 en distinguant trois grandes catégories : Tirana, les villes anciennes (26), et les villes nouvelles (44). Nous utilisons également la typologie de territoire de l'Institut national de statistique (Instat) au niveau des communes et municipalités (2001, 2011) qui donne une définition du suburbain (Shameti et al., 2014).

La montée en puissance de Tiranë et des grandes villes avant 1960, puis la stagnation (croissance inférieure à celle du pays) de la « métropole discrète » de la période communiste, enfin la reprise de la tendance après 1990 sont spectaculaires. Les villes nouvelles sont un phénomène de la période d'industrialisation, dans les années 1950 essentiellement. Par la suite, elles gagnent des parts dans l'urbain aux dépens de Tiranë, mais leur croissance est à peine supérieure à celle de la population albanaise en général. Les villes d'avant le communisme gagnent le plus en valeur absolue ; néanmoins hors la période de stagnation (1960-1990), elles n'ont cessé de perdre au profit de Tiranë. Aujourd'hui, la population cumulée de ces 26 villes surpasse à peine celle de Tiranë et ses banlieues.

³²¹ Enver Hoxha à propos du système « révisionniste » d'autogestion ouvrière : « En fait, ce n'était pas un système nouveau, et ce n'était ni un système socialiste, ni une création yougoslave. Il tirait son origine du proudhonisme et de théories anarchistes, comme celle de Bakounine et Kropotkine, si durement démasquées en leur temps par Marx, plus tard par Lénine, puis encore par Staline. » *Enver Hoxha Rapport d'activité du comité central du Parti du Travail d'Albanie, Présenté au VIII^e Congrès du PTA le 1^{er} novembre 1981, Édition numérique, p.80.*

³²² La population des localités (villages et villes) depuis 1945 est connue grâce à *Base historique des populations locales*, sur la base de la saisie effectuée par A. Bërzholi. La définition de la population urbaine et son décompte sur la durée en Albanie se heurte aux problèmes suivants : 1) mutations des niveaux institutionnels ; 2) à certaines périodes, intégration de population rurale dans des unités urbaines (une municipalité urbaine peut contenir, outre sa ville, des villages, unités rurales) ; 3) pour la période récente, inadéquation entre les définitions administratives et statistiques de l'urbain et la réalité de la suburbanisation ; 4) ajout de nombreuses unités urbaines durant la période communiste (« villes nouvelles ») ; 5) difficulté d'accès aux données.



Figures 5.3 et 5.4 : Urbanisation de l'Albanie, par types de villes. Sources : recensements (compilation de l'auteur). Attention : 1950 est traité ici comme les autres relevés, alors qu'il ne décrit pas le domicile de la même façon (voir 5.3.10).

Les trois décennies qu'on traite ici voient donc une croissance urbaine moyenne (2.8% annuels sur la période 1960-1989), une urbanisation faible (alimentée d'abord par la croissance naturelle), et surtout une urbanisation très sélective : la population des « villes nouvelles » représente une part croissante de la population urbaine, mais qui demeure malgré tout modeste (elle culmine autour de 24% en 1989). Cependant, ce phénomène, même si relativement marginal en termes quantitatifs, et intéressant car il témoigne d'une vision déterminée du développement territorial et constitue l'inscription spatiale d'options idéologiques fortes. Les calculs d'évolution de la population des villes nouvelles peuvent être équivoques. Dans les données, l'apparition d'une ville nouvelle peut correspondre aux cas de figure suivants :

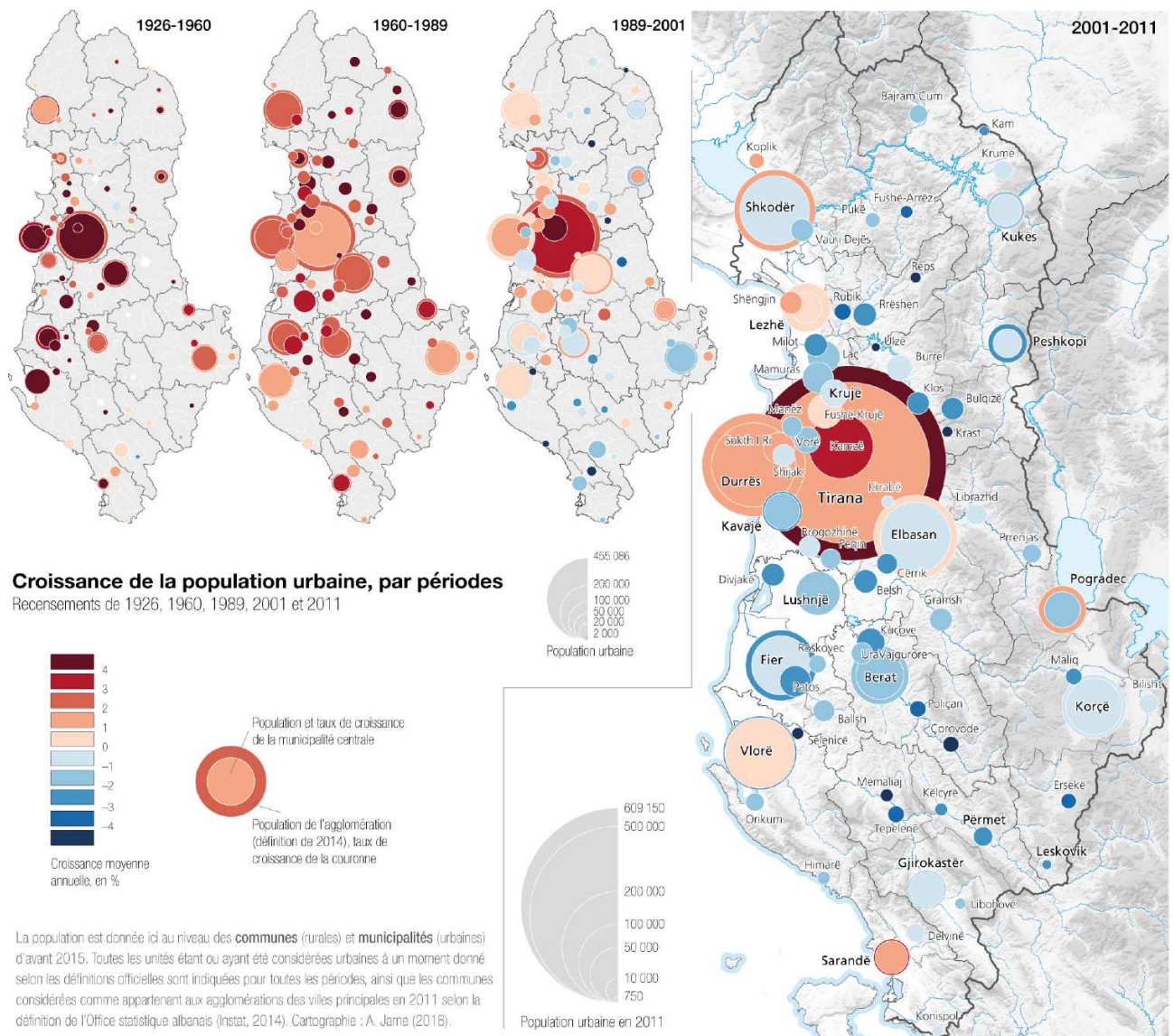
- 1) Site nouveau, nom nouveau (*Patos*)
- 2) Village existant devient une ville et garde le même nom (*Kukëës*)
- 3) Site d'un village existant, changement de nom (*Kolqecaj* devient *Bajram Çurri*)
- 4) A côté d'un village existant, même nom mais unités distinctes (*Rrogzëhinë* devient *Rrogzëhinë Fshat*, la ville nouvelle est *Qyteti Rrogzëhinë* ou simplement *Rrogzëhinë*)
- 5) Scission d'un village existant en une partie rurale, une urbaine (*Belësh* scindé en *Belësh* et *Belësh-Qendër*).

La date à partir de laquelle il faut prendre en compte une localité correspond à son apparition dans les tables, ou au moment où elle reçoit le statut urbain. Cette seconde date n'est pas toujours claire et peut différer selon les sources³²³. On trouve aussi des cas, surtout en 1950, où certaines villes nouvelles existent de fait mais où leur population n'apparaît pas dans les tables³²⁴. Des différences peuvent donc se faire jour entre certaines données publiées ailleurs et celles présentées ici. Les sources officielles donnent la population urbaine en fonction de la définition du moment, ce qui pose à la comparaison le problème des seuils, puisqu'une partie de l'augmentation de population est liée à l'ajout de nouvelles localités. Dans la typologie des localités nous utilisons une définition unique pour toute la période. Enfin bien-sûr, le tout dépend de la définition officielle de ce qu'est une ville. Selon Aliaj (2003, 27), les critères étaient multiples : dominance de l'activité industrielle, présence d'une administration, importance économique régionale, style de vie et une population minimum de 2000 à 5000 habitants. Danermark (1993, 77) donne les mêmes critères, mais relève que si le critère de taille est mentionné, aucune valeur limite n'est donnée. Selon Jandot (1981, 18) le statut était accordé à toute agglomération rassemblant plus de 50% de population active non-agricole, sans aucun critère de taille, ce que semble confirmer le fait qu'on trouve dans les

³²³ Ces sources sont principalement les notes de Bërzholi dans la base historique des populations locales, la liste de Breu (1968, 307-308) pour la période courant jusqu'à 1965, Jandot (1984, carte de la page 22), etc. A la suite de Breu, c'est Sjöberg (1990, 211-223) qui donne les informations les plus précises, en particulier celles fondées sur les décrets publiés par le Conseil des Ministres annonçant les changements dans le statut donné aux localités.

³²⁴ En l'occurrence pour 1950 parce qu'étant nouvelles, l'intégralité de leur population est probablement encore enregistrée dans le village d'origine.

listes des localités considérées urbaines bien qu'ayant plafonné à un millier d'habitants (Klos, Rreps, Kam). Le tableau 5.7 donne la population des villes albanaises pour la période 1913/18-2001, avec en notes la genèse territoriale des villes nouvelles. Les situations sont diverses, et on comprend que la décision d'intégrer les installations industrielles dans les villages existants ou de les en distinguer conditionne la définition de l'urbain et les effectifs des villes.



Cartes 5.60 à 5.63 : Croissance de la population urbaine par périodes. Source : Jarne (2018).

Ville	Statut urbain	Notes	Typologie Bërxh./Sjô.	Population										
				1916	1926	1945	1955	1960	1969	1979	1989	2001		
Villes anciennes	Berat		a	C2	9120	8504	12309	14943	19868	26793	35939	46210	40072	
	Durrës		b	C1	4175	5175	17986	25579	39870	49184	66368	82719	98792	
	Elbasan		c	C1	10102	10235	14701	29218	38035	39094	61136	80650	86148	
	Fier		d	C2	2536	4422	7286	15296	22637	27522	39097	52257	56164	
	Gjirokastrër			C2	11590	10184	9371	12322	14111	15166	19376	24207	20601	
	Kavajë			IM	5453	6307	9672	12757	14189	17628	20882	25156	24776	
	Korçë			C1	15453	19491	24602	31833	39363	45109	52625	63623	55017	
	Krujë			C2	3861	4027	5928	5107	6254	7172	9607	13011	12333	
	Lezhë			C3	724	1637	1167	1609	2458	4033	6890	10348	14420	
	Lushnjë		e	C2	1687	2254	5678	8070	12529	18085	22033	29821	32572	
	Përmet			C3	2824	2788	1346	2369	3391	4286	5257	7313	7726	
	Pogradec			C2	2489	2527	4862	5643	7764	9751	12692	19272	23762	
	Shkodër			C1	20885	23785	34335	38564	43305	52165	64734	79920	82131	
	Tirana			C1	10383	12595	59950	108183	136275	156011	190173	238057	341453	
Vlorë		f	C1	4934	5942	15832	28212	41423	45499	55209	71662	77652		
Années 1920	Bilisht	1923	1	IA	1641	2253	2838	3491	3797	4058	4569	5528	6729	
	Delvinë	1923	2	IA	2300	3010	3486	3207	5153	5343	6631	8142	4100	
	Peqin	1923	3	IA	1608	1563	2317	3069	3942	4728	5830	6568	7267	
	Tepelenë	1923	4	C3	617	324	435	1100	1913	3661	4834	6980	6539	
	Leskovik	1923/1958	5	A	2415	2210	1341	1451	1386	1600	1950	2378	1991	
	Shijak	1923	6	IA	1028	1234	2610	3265	4241	6002	7688	9459	8097	
	Kukës	1925	7	C3	213	189	1017	3896	3018	6979	9495	13511	16621	
	Peshkopi	1925	8	C2	913	893	2006	2524	3514	5625	7634	12320	14017	
Villes nouvelles des années 1950	Kuçove	1951	9	IM		272	2382	7821	10993	13994	17216	21709	18038	
	Bajram Curri	1955	10	C3	553	370	297	696	1315	2812	4786	7378	6546	
	Burrel	1955	11	C3				2141	2577	3682	7237	10343	12123	
	Cërrik	1955	12	IA	578	692		2533	4757	7132	8432	10487	9406	
	Memaliaj	1955	13	IS				1875	2948	4433	5117	7079	4748	
	Patos	1955	14	IS				2997	4803	8418	12019	15884	14518	
	Sarandë	1957	15	C2	170	818	1560	3444	6043	7405	10757	15673	12536	
	Bulqizë	1958	16	IS				1971	1525	2132	3503	6493	8780	
	Çorovode	1958	17	C3				912	1329	3301	5159	7501	6634	
	Ersekë	1958	18	C3	214	201	698	962	1599	2397	3303	4626	5499	
	Krrabë	1958	19	IS				891	1012	1050	1050	1440	1433	
	Maliq	1958	20	IA	10	34	96	1441	2214	3189	3230	3906	3894	
	Pukë	1958	21	C3	583	445	796	976	1289	1865	2216	3028	3251	
	Rrogozhinë	1958	22	IA	753	697	1142	1962	2805	2282	3072	3980	3373	
Selenicë	1958	23	IS		451	760	3182	3829	5407	5797	6824	3949		
Ulzë	1958	24	IA				2057	992	363	380	415	495		
Villes nouvelles des années 1960	Gramsh	1960	25	C3	384	368	438	994	1463	3334	5301	7706	10533	
	Librazhd	1960	26	C3					1369	2216	4126	5018	7216	
	Rrëshen	1961	27	C3		1094	1157	966	1042	1421	2694	4080	5456	
	Shëngjin	1961	28	IS	29	14	44	472	643	1199	1636	2065	2172	
	Fushë-Arrëz	1962	29	IA						1511	1653	2863	2780	
	Kurbnesh	1962	30	IS						1379	947	931	180	
	Prrrenjas	1962	31	IS				568	1257	2710	2489	3535	4334	
	Ura Vajgurore	1962/1970	32	IA				287	657	1956	2955	4289	5500	
	Rubik	1962	33	IS		110	122	578	573	1548	1964	2577	2675	
	Këlcyrë	1963	34	A	1660	420	724	924	1718	1128	1403	2033	2134	
	Orikum	1963	35	IA					1008	1333	2175	2832	2189	
	Laç	1965	36	IM					368	5471	9556	12892	16174	
	Fushë-Krujë	1967	37	IA						2117	3075	7266	7039	
	Polican	1967	38	IS		196	272	402	380	2409	6217	8961	6623	
Konispol	1968	39	A	2000	1378	1922	1308	1585	1721	1905	2207	2017		
Libohovë	1968	40	A	1850	2593	1612	1233	1265	2299	2037	2536	2317		
Himarë	1969	41	A	1000	1786	2069	2633	2524	2895	1667	4601	1390		
Milot	1969	42	A	699	672	1252	2371	2527	2520	2345	1728	1774		
Roskovec	1969	43	A		199	432	772	1384	3547	4851	5565	5484		
Années 1970	Ballsh	1970	44	IS	243	179	428	755	919	1697	4518	6655	9154	
	Vorë	1970	45	IA	400	422	663	446	533	1165	1779	2873	3591	
	Reps	1970	46	IS							623	1101	929	
	Klos	1971	47	IA							655	1079	1330	
	Mamurras	1972	48	A						2904	4514	5759	5507	
	Krumë	1972	49	A							1793	2968	3215	
	Belsh Qendër	1979	50	A							570	1036	1793	
	Krastë	1979	51	IS							780	2576	1207	
1980	Fierzë	1982	52	IS							1962	1906	893	
	Koplik	1984	53	A	1429	1388	1050	1508	1675	1622	1656	2448	3126	
	Kamzë	1989	54	A	579	406	480	2830	3636	3690	5231	5437	6104	
V. récentes	Bajzës	apr. 1992	55		1519	1607	361	581	610	493			952	
	Divjakë	1995	56		1084	992	1509	1644	1911	3074	4279	5326	5764	
	Kam	apr. 1992	57							373	291	940	77	
	Sukth I Ri	apr. 1992	58			67	149	2478	4604	761	3175	4077	4824	
	Vau i Dejës	apr. 1992	59				396	314	410	2008	1589	3258	3667	

Tableau 5.7 : Population des villes albanaises selon la base historique des populations locales (BHPL) et date probable d'obtention du statut urbain (en grisé : population avant l'obtention de ce statut). Légende de la typologie : voir figure 5.5.

Notes du tableau 5.7

a) **Berat** – La BHPL comporte des différences avec les données publiées dans les annuaires statistiques pour 1945 (11 911), 1955 (14 374) et 1960 (18 686) (Vjetari statistikor i R. P. SH. 1963).

b) **Durrës** – La BHPL comporte des différences avec les données publiées dans les annuaires statistiques pour 1945 (14 183) (Vjetari statistikor i R. P. SH. 1963).

c) **Elbasan** – La BHPL comporte d'importantes différences avec les données publiées dans les annuaires statistiques pour 1955 (23 616) et 1960 (38 035) (Vjetari statistikor i R. P. SH. 1963).

d) **Fier** – La BHPL comporte d'importantes différences avec les données publiées dans les annuaires statistiques pour 1955 (9647) et 1960 (14 391), sans doute liées au fait que Bërxfholi donne rétrospectivement le total de tous les quartiers et villages qui constituent Fier à la fin du communisme, alors que les données officielles considèrent différents stades d'agglomération (Vjetari statistikor i R. P. SH. 1963).

e) **Lushnjë** – La BHPL comporte des différences avec les données publiées dans les annuaires statistiques pour 1945 (5478) et 1955 (8585) (Vjetari statistikor i R. P. SH. 1963).

f) **Vlorë** – La BHPL comporte des différences avec les données publiées dans les annuaires statistiques pour 1945 (12 716) (Vjetari statistikor i R. P. SH. 1963).

1) **Bilisht** – Gros village rural (1641 habitants en 1918), devient centre de sous-préfecture durant l'entre-deux-guerres. Statut de ville au recensement de 1923.

2) **Delvinë** – 2300 habitants en 1913. Statut de ville au recensement de 1923.

3) **Peqin** – 1608 habitants en 1918. Statut de ville au recensement de 1923. Terminus de la première étape de la construction du réseau ferré (1947).

4) **Tepelenë** – Statut urbain attesté dans tous les recensements depuis 1923, mais pas mentionnée comme ville dans la réforme de 1949 (Sjöberg 1990, 222).

5) **Leskovik** – Statut de ville au recensement de 1923, puis plus par la suite. Retrouve ce statut en 1958 (Sjöberg 1990, 217).

6) **Shijak** – 1028 habitants en 1918. Statut de ville au recensement de 1923.

7) **Kukës** – Kukës devient capitale de la préfecture de Kosovë en 1925 (statut urbain). Kukës i Vjetër (l'ancienne Kukës) était située à la confluence du Drin i Zi (Drin noir) et du Drin i Bardhë (Drin blanc). Dès 1962 commence sur une butte voisine la construction de Kukës i Ri (la nouvelle Kukës). A la fin des années 1970, suite à la construction d'un barrage à Fierzë, Kukës i Vjetër est immergée.

8) **Peshkopi** – Le village de Peshkopi devient au début des années 1920 capitale de la préfecture de Dibër (statut urbain) après la perte de la ville de Dibra, en Macédoine.

9) **Kuçove** – Production pétrolière dès 1925 (appelée "Petrolia" par les Italiens), 272 habitants dénombrés en 1926, 2382 en 1945. Devient Qyteti Stalin en 1951 et jusqu'en 1991.

10) **Bajram Curri** – Ancien village de Kolgecaj (553 habitants en 1918, 370 en 1926). Reçoit le nom de Bajram Curri en 1952, le statut de ville en 1958.

11) **Burrel** – Burrel existait auparavant comme village. Il est recensé en 1918 (384 habitants) et en 1926 (358). A la fin des années 1930, une prison y est construite, qui deviendra célèbre sous le communisme. En 1945, 1139 personnes parmi lesquelles seulement 236 femmes sont dénombrées à Burrel, soit un surplus de presque 670 hommes (probablement des prisonniers, leurs gardiens et peut-être des ouvriers). En 1955 et 1960, la population de ce qui est désormais une ville est comptée avec celle du village (Fshat Burrel). Dès 1969, les populations sont distinguées (639 habitants au village en 1969). La limite géographique entre ville et village est difficile à tracer. Chef-lieu de la sous-préfecture de Mat à l'entre-deux-guerres, statut urbain au milieu des années 1950.

12) **Cërrik** – Cërrik existant comme village au début du siècle : 358 habitants (1918) puis 428 (1926). Confusion avec les territoires des villages voisins de Beliku et Thana. Disparaît des tables en 1945 et 1950. Statut urbain au milieu des années 1950.

13) **Memaliaj** – La ville de Memaliaj a été construite sur un site nouveau dans un méandre à proximité du village du même nom. La population du village a toujours été comptée à part (300 habitants en 1913, 243 en 1955, 1374 en 1989). Statut urbain au milieu des années 1950.

14) **Patos** – Ville pétrolière sur un site nouveau à proximité du village de Dukas. Statut urbain au milieu des années 1950.

15) **Sarandë** – Capitale du district de Sarandë depuis 1957.

16) **Bulqizë** – L'importante ville minière de Bulqizë compte déjà 1971 habitants en 1955, mais comme souvent, le statut urbain tel que publié dans la gazette officielle (Gazeta Zyrtare) apparaît un peu plus tard (en 1958). Elle se développe de part et d'autre de la vallée sur le territoire du village de Vajkal (compté à part), alors que l'ancien village de Bulqizë, situé légèrement en aval, devient Fushë Bulqizë (Bulqizë de la plaine).

17) **Çorovode** – Çorovode (Cerevoda) est un hameau visible avant-guerre sur les cartes italiennes. Le hameau voisin de Zhaban (Giavani), qui compte 58 habitants en 1926 et 121 en 2001, est compté le reste du temps avec Çorovode. Statut urbain en 1958.

18) **Ersekë** – Considérée urbaine dès 1958. 214 habitants en 1913, 201 en 1926.

19) **Krrabë** – Etablissement nouveau, mine de lignite à flanc de montagne. Statut urbain en 1958 (Sjöberg 1990, 215). Perd son statut urbain en 1967 (Breu 1968, 312).

20) **Maliq** – Le village de Maliq et celui voisin de Krastafilaku comptent respectivement 10 et 41 habitants (1913), 15/27 (1918), 34/54 (1926). En 1945 ils sont comptés ensemble (96), puis en 1955 apparaît la ville de Maliq (fondée en 1950 sur le site de l'ancien Krastafilaku), alors que Fshat Maliq conserve 215 habitants (1955), et 915 en 1989.

21) **Pukë** – Ancienne bourgade, 583 habitants en 1918 (avec le village voisin de Lajthizë), puis 445 (1926) et 796 (1945). Dans les années 1950 et 1960, un seul Pukë, puis dès 1979, distinction entre la population urbaine et celle du village (1008 habitants en 1979, 1430 en 1989). Statut urbain en 1958.

22) **Rrogozhinë** – La ville nouvelle de Rrogozhinë reprend la partie basse du territoire du village de Rrogozhinë (753 habitants en 1918, puis 697 (1926), 1142 (1945), 1962 (1955) et 2805 (1960). Dès 1969, comptés séparément, Fshat Rrogozhinë conservant la moitié de la population environ (1875 habitants en 1969, 2902 en 1989). Statut urbain en 1958.

- 23) **Selenicë** – Ancien village (451 habitants en 1926, 760 en 1945) devenu ville en 1958.
- 24) **Ulzë** – Existait auparavant comme hameau du village de Bushkash, puis de Kokerdhok (1950). Apparaît en 1955 lors de la construction du barrage et de l'usine hydro-électrique Karl Marx avec 2057 habitants, pour revenir à 415 en 1989. Statut urbain au plus tard en 1958.
- 25) **Gramsh** – Avant-guerre, Gramsh était partagé en deux hameaux, l'un au bord du Devoll, l'autre sur les hauteurs. Ensemble ils comptaient 384 habitants (1918), puis 368 (1926) et 438 (1945). Centre de la sous-préfecture de Gramsh. En 1955 et 1960, la population de la nouvelle ville de Gramsh comprend encore celle du hameau du haut, comptée à part seulement depuis 1969 (187 habitants, 287 en 1989). Statut urbain en 1960.
- 26) **Librazhd** – Le centre de l'ancien village de Librazhd est 6 kilomètres au nord-est dans la montagne, décompté dès 1926 par Selenica (500 habitants). Par la suite il devient Librazh Katund (synonyme de fshat, village). Dès 1950 apparaît Librazhd Qendër, sur le site d'un hameau appelé auparavant Balloni, à 3 kilomètres au nord-est de la future ville. En 1955 apparaît Librazhd (la ville) dans la vallée, au bord du Shkumbin. Statut urbain en 1960.
- 27) **Rrëshen** – Capitale de la Mirditë, ancien village devenu ville en 1961.
- 28) **Shëngjin** – Petit port décompté dès 1918 (29 hab.), statut urbain probablement en 1961.
- 29) **Fushë-Arrëz** – Baraquements de mineurs installés dès 1949 à proximité du village du même nom, statut urbain en 1962. Décompte séparé dès 1979.
- 30) **Kurbnesh** – Mines en service dès 1956, urbain depuis 1962. Décompte distinct de Kurbnesh et de Kurbnesh Fshat dès 1979.
- 31) **Prrenjas** – Localité de mineurs créée en 1958, ville dès 1962. Décompte distinct de Prrenjas et de Prrenjas Fshat dès 1969.
- 32) **Ura Vajgurore** – Sur le site de l'ancien village de Qelbësira devenu Guri i Bardhë (la pierre blanche). Comptés séparément dès 1955, ensemble en 2001. Statut urbain reçu d'abord en 1962, puis à nouveau en 1970 (Sjöberg 1990, 223). Ura Vajgurore signifie "le pont du pétrole": c'est là que l'oléoduc de Petrolia (Qytet Stalin, Kuçovë) franchit l'Osum.
- 33) **Rubik** – Village décompté dès 1926. Mine de cuivre. Statut urbain dès 1962.
- 34) **Këlcyrë** – Lieu stratégique et de commerce, contrôle les gorges dont elle tire son nom: recensée comme "Klissoura" (du latin clausura, qui a donné cluse) par les Grecs en 1913 qui y dénombrent 1990 habitants. Puis en 1926 (420), 1945 (724), 1955 (924) et 1960, la population du bas (la ville du nouvelle) et du haut ("Castello" sur la carte italienne) sont comptées ensemble. Statut urbain en 1963. A partir de 1969 sont distingués Këlcyrë (la ville) et Fshat Këlcyrë (908 habitants en 1969, 1446 en 1989).
- 35) **Orikum** – Statut urbain au plus tard en 1963, apparaît dans le recensement de 1960. Auparavant compté avec le village de Dukat.
- 36) **Laç** – Laç est un village déjà existant en 1918. La ville de Laç apparaît pour la première fois au recensement de 1960, le village devient Laç Fshat. Le statut de ville est donné en 1965.
- 37) **Fushë-Krujë** – Auparavant un village, pas toujours distingué des villages voisins de Hasan et Arameras (808 habitants en 1918, puis 783 (1926), 1511 (1945). En 1955 et 1960, une certaine confusion dans le décompte d'Arameras, de Fshat Fushë-Krujë et de Fushë-Krujë. En 1960, 1758 habitants sont attribués à Fshat Fushë-Krujë, dont près de la moitié habite la "ville". Statut urbain en 1967 (ferme d'État).
- 38) **Polican** – Se développe sur le site du petit village de Poliçan. Statut urbain en 1967, peut-être en 1969.
- 39) **Konispol** – Bourgade agricole devenue ville en 1968.
- 40) **Libohovë** – Ferme d'État installée dans une bourgade comptant déjà 1850 habitants en 1913. Devient une ville en 1968.
- 41) **Himarë** – Centre de la sous-préfecture d'Himarë à l'entre-deux-guerres, statut urbain en 1969.
- 42) **Milot** – Village compté dès 1916, devenu urbain en 1969, avec décompte distinct de Milot, Fushë Milot (Milot de la plaine) et Mal Milot (Milot de la montagne) dès 1989.
- 43) **Roskovec** – Village décompté dès 1926 (199 hab.), ferme d'État devenue ville en 1969.
- 44) **Ballsh** – Ballsh est un village décompté dès 1918, centre de la sous-préfecture de Mallakastër. Il reçoit le statut urbain après 1960 selon Bërxfholi, en 1970 selon Sjöberg (1990, 212).
- 45) **Vorë** – Ferme d'État devenue ville (statut urbain en 1970). Auparavant village de l'autre côté de la plaine, décompté dès 1918. Dès 1955, décompte séparé de l'ancien village (qui devient Muçaj) et de Vorë. En 2001 s'ajoute Kodër Vorë (Vorë de la colline).
- 46) **Reps** – Hameau du village de Blinisht devenu ville en 1970 selon Bërxfholi (absent chez Sjöberg) suite à l'ouverture de mines de cuivres à proximité. La population culmine à 1101 habitants en 1989.
- 47) **Klos** – Situé au bord de la rivière Mat, le site de Klos prenait anciennement quelques maisons comptées avec des villages situés sur les hauteurs (avec Dullinjas, qui deviendra Klos Katund, ou plus vraisemblablement avec Bejn). Apparaît en 1979, urbain depuis 1971. Aurait dû être le terminus d'une voie ferrée au départ de Milot, dont la construction, entreprise en 1989, est abandonnée en 1994 (les mines ont fermé) alors que le gros œuvre est réalisé (terrassement, ouvrages d'art). Seul le tronçon Milot-Rrëshen sera brièvement mis en service dès 1989 pour les marchandises, puis pour les passagers, entre 1995 et 1997 seulement.
- 48) **Mamuras** – Ferme d'État Skënderbeu devenue ville en 1972, décomptée comme village dès 1918. Décompte distinct dès 1969 entre Mamuras, Fushë Mamuras et Shpërdhet.
- 49) **Krumë** – Centre de la préfecture de Kosovë entre 1921 et 1925 (Sjöberg 1990, 217), ouverture d'une ferme d'État puis statut urbain en 1972 (Sjöberg) ou un peu plus tard, après 1975 (Bërxfholi). Dès 1979, décompte distinct de deux Krumë, la ville et le village.
- 50) **Belsh Qendër** – Ancien village important (1142 habitants en 1918), devenu ville en 1979 selon Bërxfholi. Pas mentionnée comme ville par Sjöberg (1990). Belsh et Belsh Qendër sont comptés séparément dès 1979.
- 51) **Krastë** – Etablissement des ouvriers d'une mine de chrome sur les hauts du village de Gjon, lui-même décompté dès 1945 (auparavant compté avec Peshk). Les baraquements apparaissent en 1970 selon Sjöberg (1990, 216), mais probablement l'exploitation commence-t-elle avant, puisque la population de Gjon double entre 1960 et 1969 (de 783 à 1493) puis chute en 1979 (943), année où Krastë apparaît dans les tabelles (780 habitants). Statut urbain en 1979.
- 52) **Fierzë** – Fierzë reçoit le statut de ville en 1982 (1979 selon Bërxfholi). C'est la ville des ouvriers du barrage du même nom qui héberge 1962 habitants lors du premier décompte en 1979. Elle est construite à l'aval du barrage, en face (de l'autre côté du Drin) de l'ancien village qui conserve le même nom.
- 53) **Koplik** – Centre de la sous-préfecture de Malësia e Madhe à l'entre-deux-guerres, 1429 habitants en 1918. Statut urbain en 1984.
- 54) **Kamzë** – Importante ferme d'État "Ylli i Kuq" (l'Etoile rouge) proche de Tiranë, qui connaît une importante immigration dès les années 1950 (en particulier du Sud) et devient une ville en 1989.

55) **Bajzë** – Bajzë devient une ville après 1992. Le village d'Ivanaj a été partagé en deux dès 1945 pour créer Bajzë au centre, mais ce toponyme n'apparaît sur aucune carte topographique, entretenant une certaine confusion dans le décompte des populations (comptées ensemble en 1979 et 1989).

56) **Divjakë** – Gros village agricole (1084 habitants en 1918), reçoit le statut urbain tardivement, après 1992 (1995 probablement).

57) **Kam** – Établissement de mineurs (chrome) construit à proximité du village de Kam (devenu Kam Fshat). Apparaît dans les tables en 1969, 940 habitants en 1989, se vide ensuite (77 habitants en 2001). Statut urbain tardif, après 1992 semble-t-il (Bërzholi).

58) **Sukth I Ri** – Sukth i Ri (la nouvelle Sukth) correspond à la partie du village de Sukth (qui conserve le même nom) située sur la rive droite de l'Erzen et devenue ville après 1992.

59) **Vau i Dejës** – Vau i Dejës était le nom d'un village ancien. A la suite de la construction du barrage et de l'usine hydroélectrique (entrée en service en 1973), l'ancien village de Qyrsaçi a été immergé, ses habitants ont été déplacés dans un hameau de Vau i Dejës du nom de Laç pour former Laç-Qyrsaçi. Cette localité est aujourd'hui partagée en deux, la partie ouest portant le nom de Vau i Dejës. Cette confusion explique que les deux localités sont généralement comptées ensemble.

Recensement	1918	1926	1945	1955	1960	1969	1979	1989
Nombre de villes	15	23	24	29	41	58	66	69
Population urbaine (milliers)	106	132	241	380	522	670	877	1153
Taux d'urbanisation (%)	14.6	16.0	21.8	27.4	32.0	32.5	34.1	36.4
Taille moyenne des villes (milliers)	7.1	5.7	10.5	13.1	12.7	11.6	13.3	16.7
Taille médiane des villes (milliers)	4.9	3.0	5.7	3.9	3.8	3.9	4.8	6.6
Dispersion de l'urbain (moyenne/médiane)	1.4	1.9	1.8	3.4	3.3	3.0	2.8	2.5
Population des villes anciennes (avant 1945, en milliers)	106	132	241	362	468	555	711	909
Population des villes nouvelles (après 1945, en milliers)	0	0	0	18	54	114	167	244
Villes nouvelles en % de l'urbain	0.0	0.0	0.0	4.8	10.3	17.1	19.0	21.2
Villes nouvelles en % de la population albanaise	0.0	0.0	0.0	1.3	3.3	5.6	6.5	7.7
Villes anciennes en % de la population albanaise	14.6	16.0	21.8	26.1	28.7	27.0	27.6	28.7

Tableau 5.8 : Statistiques de l'urbanisation durant le communisme. Tableau réalisé d'après la date d'obtention du statut de ville et non d'après celle de leur apparition dans les tables des recensements.

Quant au tableau 5.8, il propose une synthèse chiffrée des données de l'urbanisation³²⁵. On voit que la population urbaine est multipliée par 5 durant la période communiste, ce qui fait plus de 900'000 nouveaux citoyens, avec un taux d'urbanisation qui passe de 21.8% à 36.4%. On voit que si entre 1945 et 1955 peu de villes apparaissent officiellement (5), en fait la plupart des villes qui obtiendront le statut urbain (publication dans la *Gazeta Zyrtare*, la gazette officielle, voir Sjöberg 1990, 201-223) à la fin de la décennie ou au tout début de la suivante existent déjà (une quinzaine en tout). En tout 35 villes nouvelles voient le jour en deux décennies (1950 et 1960), soit davantage que le nombre des villes existant auparavant. Dans les deux décennies suivantes, le rythme décline nettement, autorisant une croissance de la taille moyenne des villes et une concentration de l'urbain après une phase de dispersion culminant en 1955-1960. Au total 46 nouveaux établissements urbains ont été créés – ou on gagné ce statut – durant le communisme, totalisant 244'000 habitants en 1989. Si en termes de dynamique le transfert de l'urbanisation des anciennes villes centrales vers ces villes nouvelles parfois périphériques est bien réel – ces villes inexistantes en 1945 représentent plus de 20% de l'urbain en 1989 – leurs habitants ne comptent pourtant que pour 1/3 des citoyens supplémentaires de la période, soit à peine plus que Tiranë seule (244'000 nouveaux citoyens dans les villes nouvelles, contre 178'000 pour Tiranë et 490'000 pour les autres villes historiques). De plus, la taille moyenne de ces villes nouvelles atteint péniblement 5310 habitants à leur apogée en 1989, une moyenne qui va décroissant pour les générations successives (presque 8000 pour les villes nouvelles d'avant 1960). Quant aux villes anciennes, après leur forte poussée entre 1945 et 1960, leur part dans la population albanaise demeure parfaitement stable durant trente ans (elle recule même dans les années 1960). Ce qui ne signifie pas qu'elles ne connaissent aucune immigration, les taux de natalité y étant inférieurs aux campagnes. Sjöberg (1990, 203) estime qu'un tiers environ de la croissance urbaine totale est due à l'immigration.

La création et la localisation de ces villes nouvelles répondent à différents enjeux. Une bonne part est directement liée à l'industrie extractive et sur le modèle soviétique, repris par les Chinois, la ville industrielle est créée sur le site même de l'exploitation minière³²⁶ : Mborja, Krrabë, et Memaliaj (charbon), Prenjas (fer), Kukës,

³²⁵ Les chiffres sont des valeurs recalculées sur la base des données de la BHPL et peuvent différer légèrement de totaux publiés par ailleurs.

³²⁶ Voir Banja et Toçi (1979), 134-135 : « Setting up the industry near the sources of raw materials, near the thermo-energetic sources and the centres of consumption of the production, reduction of transport, lowering of the social expenses of the production, uniforming distribution of industry in various

Rubik, Rreps (cuivre), Qytet Stalin, Cërrik, Patos ou Ballsh (pétrole), Selenicë (bitume), Bulqizë, Kam, Klos, Krastë (chrome), etc. D'autres villes industrielles voient leur localisation moins exclusivement déterminée par les conditions naturelles, davantage par leur position sur le réseau ferré (Laç, Librazhd, Prrenjas, Vorë), voire par leur site un peu à l'écart (Poliçan ou Gramsh pour l'industrie de l'armement). Outre ces villes industrielles, un certain nombre de bourgades agricoles, souvent nées de fermes d'État et du mouvement de concentration des coopératives (Sivignon 1975, 334) sont portées au rang de villes (dépendant aussi de la présence d'une industrie de première transformation) : Maliq, Kamëz, Fushë-Krujë, Mamuras, Milot, Roskovec, Ura Vajgurore³²⁷. Enfin, un certain nombre de villes nouvelles ont avant tout un rôle de chef-lieu régional, de relais du pouvoir dans des régions reculées (Çorovodë pour Skrapar, Burrel pour Mat, Ersekë pour Kolonjë) ou de remplacement de centralités perdues lors de la définition des frontières nationales (Kukës et Krumë pour remplacer Prizren, Bajram Çurri pour Gjakovë, Peshkopi pour Dibra). Ces villes à orientation plutôt administrative sont également le plus souvent dotées d'industries, ne serait-ce qu'au nom du développement équilibré du territoire. Bërzholi (1985, 216) proposait en 1985 une classification fonctionnelle des villes, reprise et adaptée en 1990 par Sjöberg (195-199). Sont distingués les chefs-lieux des districts car ceux-ci concentrent un certain nombre de fonctions centrales : administration de niveau national ou du district, hôpitaux, services publics comme les écoles secondaires ou des institutions culturelles d'importance, certains services commerciaux également. Ces centres sont distribués en trois catégories selon leur taille. Pour les autres villes, sont distinguées celles où une branche industrielle (minière par exemple) est clairement dominante, celles qui cumulent des fonctions industrielles et des fonctions agricoles, et celles où domine l'activité agricole, les *agrovilles* pourrait-on dire. Enfin Kavajë, Qytet Stalin et Laç forment ensemble la catégorie des villes d'industrie mixte.

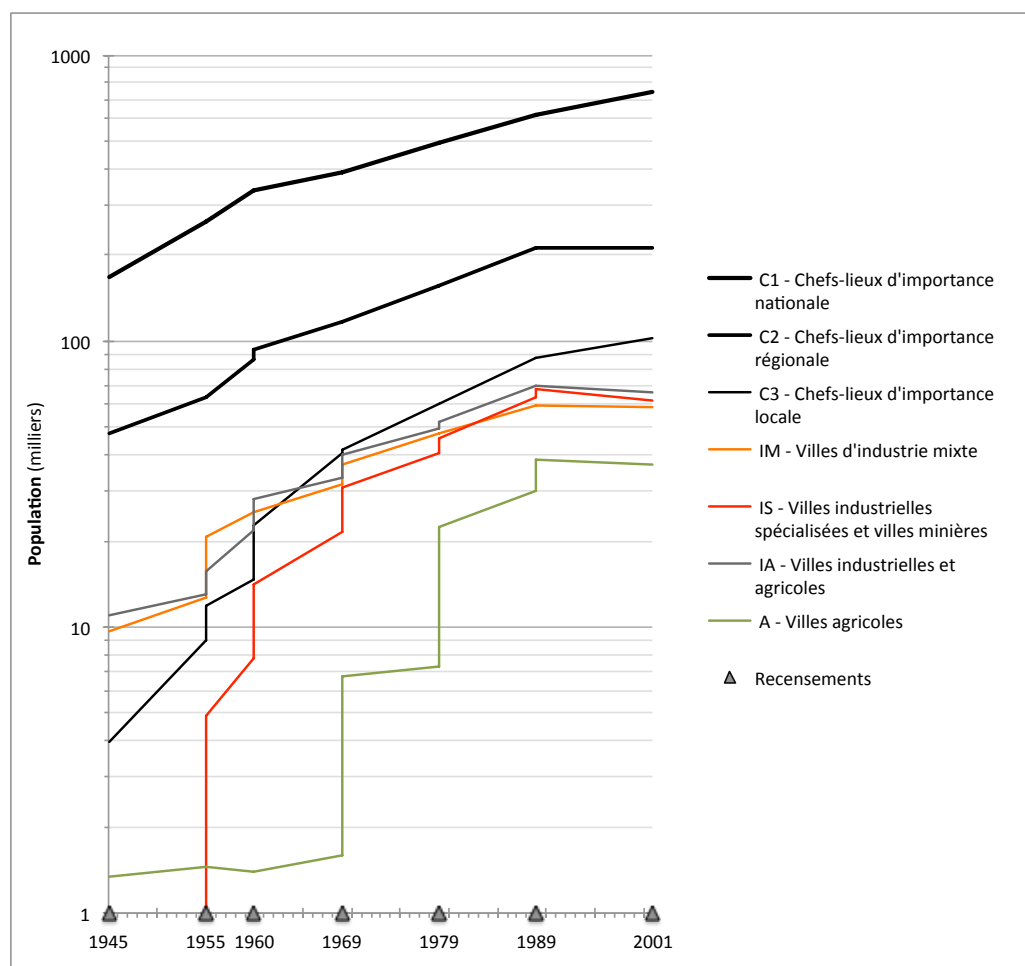


Figure 5.5 : Evolution de la population selon les fonctions des villes (typologie de Bërzholi, complétée par Sjöberg). Les traits verticaux indiquent l'évolution de la population due à l'apparition de nouvelles villes par décret, ceux obliques l'évolution de la population d'une « cohorte » de villes. Graphique inspiré de celui de Sjöberg (1990, 199). Pour voir quelles villes appartiennent à quel type, se rapporter au tableau 5.7.

districts of the country and abolishing the backwardness inherited from the past, specialised and complex development of industry in every district, its development in harmony with agriculture and a powerful support for the intensification of the agricultural production and the all-around progress of the countryside ».

³²⁷ Il semblerait que la part de la population économiquement active employée dans le secteur d'État a pu être un critère d'attribution du statut urbain, si celle-ci dépassait 80%. Ce qui peut expliquer la désignation urbaine de certaines fermes d'État (Sjöberg 1990, 175).

La figure 5.5 illustre la croissance de ces différents types de villes entre 1945 et 2001. La population des localités devenues urbaines au cours de la période intercensitaire est ajoutée sous la forme d'une barre verticale au droit de la date du recensement dans lequel elle apparaît pour la première fois. Cela permet de distinguer la croissance de la population urbaine liée à la dynamique propre des villes de chacune des catégories de celle liée à l'ajout par décret de nouvelles unités. On voit qu'aux environs de la réforme de 1958 (entre 1955 et 1961 pour être précis), neuf localités sont promues pour servir de chefs-lieux aux districts qui constituent dès ce moment l'échelon administratif et politique intermédiaire (Bajram Curri, Burrel, Sarandë, Çorovode, Ersekë, Pukë, Gramsh, Librazhd, Rreshën). La croissance de ces nouveaux centres est très forte dès l'après-guerre et dans les années 1960 (mais leur taille initiale est souvent très modeste). Le recensement de 1955 (on n'a pas considéré 1950) consacre l'apparition des villes à orientation plus ou moins exclusivement industrielle et/ou minière, celles spécialisées de Memaliaj et Patos connaissant une forte croissance dès la fin des années 1950. Dans les années 1960 s'opère une importante inflexion pour ce qui concerne la nature des fonctions des localités promues : aux villes minières et industrielles succèdent les villes à vocation agricole (6 apparaissent au recensement de 1969). Ce changement correspond à celui de la réorientation générale des priorités sectorielles vers l'agriculture. La population de ce type particulier demeure minoritaire dans le paysage urbain, et si elle connaît une très forte augmentation relative des années 1960 aux années 1980, celle-ci procède de l'ajout de nouvelles unités plutôt que de la dynamique des villes existantes, elle-même inférieure à la moyenne de l'urbain. Cette faible croissance des « agrovilles » existantes en regard des autres types, particulièrement frappante dans les années 1970, est cependant à relativiser : la plupart des bourgades agricoles portées à cette époque au rang de villes sont situées dans le Sud (Këlcyrë, Konispol, Himarë, Libohovë) globalement peu dynamique. Himarë par exemple perd à cette époque plus de 1200 habitants (sur 2900), dont nombre quittent pour Vlorë ou Orikum. Cela pose plutôt une fois encore la question des critères peu clairs qui présidaient à l'élection des localités urbaines en général, des agrovilles en particulier. A cette même époque, un certain nombre d'importantes installations agro-industrielles se développent dans les grandes plaines sur des bases neuves (marais et lacs drainés) et qui auraient pu, autant que les bourgs miniers dix ou vingt ans plus tôt, prétendre au rang de villes. Ainsi la coopérative de 1^{er} ordre « 29 Nëntori » (29 novembre) constituée, de part et d'autre de l'ancien lac de Tërbuf (759 habitants en 1960, 1794 en 1969, 3329 en 1979 et 4071 en 1989) et de Plug (face à Lushnjë, 445 en 1955, 1261 en 1960 et 1790 en 1969) ; ou celle de Sheqeras près de Korçë (521 en 1960 et 2049 en 1969) ; et surtout Divjakë (1911 en 1960, puis 3074, 4269, enfin 5326 en 1989), qui n'est promue ville qu'en 1995. Parmi les possibles explications, celle du statut différent du travailleur des fermes d'État – considéré comme appartenant de ce fait à la classe ouvrière (Sjöberg 1990, 202) – par rapport à celui des coopératives, mais aussi probablement une volonté d'étendre le réseau urbain dans les régions où celui-ci était inexistant³²⁸ plutôt que de le développer encore dans les grandes plaines où il se trouve déjà finement maillé, afin d'améliorer la desserte des arrière-pays et d'illustrer ainsi la dissémination des valeurs urbaines.

Le devenir de ces villes nouvelles dépend à la fois du cumul des fonctions et de leur situation plus ou moins excentrée. Certaines d'entre-elles n'auront été que de fugaces et modestes établissements monofonctionnels de mineurs, d'autres ont connu un succès plus important, huit dépassant les 10'000 habitants en 1989. Il s'agit de villes industrielles situées dans ou à proximité immédiate des plaines centrales : Kuçovë (21'709), Patos (15'884), Laç (12'892) ou Cërrik (10'487) ; ou de chefs-lieux desservant des régions importantes, excentrées et pas trop touchées par l'émigration : Sarandë (15'673), Kukës (13'511), Peshkopi (12'320) et Burrel (10'343). Quant aux autres, et en dépit de leur faible importance (liée aussi à la sous-urbanisation), même les petites villes des régions de montagne ont exercé une certaine attraction, par les emplois et les services qu'elles proposaient, et ainsi opéré comme horizon et comme pivots de la politique d'édification d'une société égalitaire, lieux de l'« éducation intégrale » (Frélastre 1983) des paysans et des montagnards. La définition d'alors de l'urbain, excluant semble-t-il le critère de la taille, permet aussi de porter par décret sur la carte un réseau finement maillé propre à véhiculer cette « image spatiale de l'édification du socialisme »³²⁹, une forme d'armature urbaine peut-être surévaluée à des fins idéologiques. « Ce n'est plus le rural qui va vers les villes pour en imiter le mode de vie, mais la présence urbaine qui est implantée de façon diffuse dans les campagnes » écrivait Jandot en 1984 (140). Aujourd'hui nombre de ces micro-villes dépérissent, reliquats d'une époque et d'un système déchu, archipels de petits HLM de briques, desservis par des routes défoncées et éparpillés dans la montagne en déshérence.

Le développement de cette « image spatiale du socialisme » à travers un réseau de villes de taille raisonnable et bien réparties dans le territoire est rendu possible par deux types de politiques à incidence spatiale

³²⁸ On a vu que le Sud, pour des raisons d'accessibilité et à cause de ses moindres ressources minières, a été tenu à l'écart du mouvement d'industrialisation et d'urbanisation de l'après-guerre. Le fait qu'il apparaisse dans un second temps « favorisé » dans l'attribution des nouvelles villes pourrait donc procéder d'une volonté de rééquilibrage du réseau urbain.

³²⁹ C'est le sous-titre de la thèse de Jandot (1981).

complémentaires, défendue pour la première – la volonté d'équilibre en la ville et la campagne – avec une grande « ferveur doctrinale » ; appliquée pour la seconde – les restrictions de mobilité et procédures d'assignation spatiale – avec toute la rigueur et la détermination que rend possible la forte concentration et la verticalité du pouvoir.



Illustrations 5.2 : Villes nouvelles – Bulqizë (photo A. Jarne, 2010).

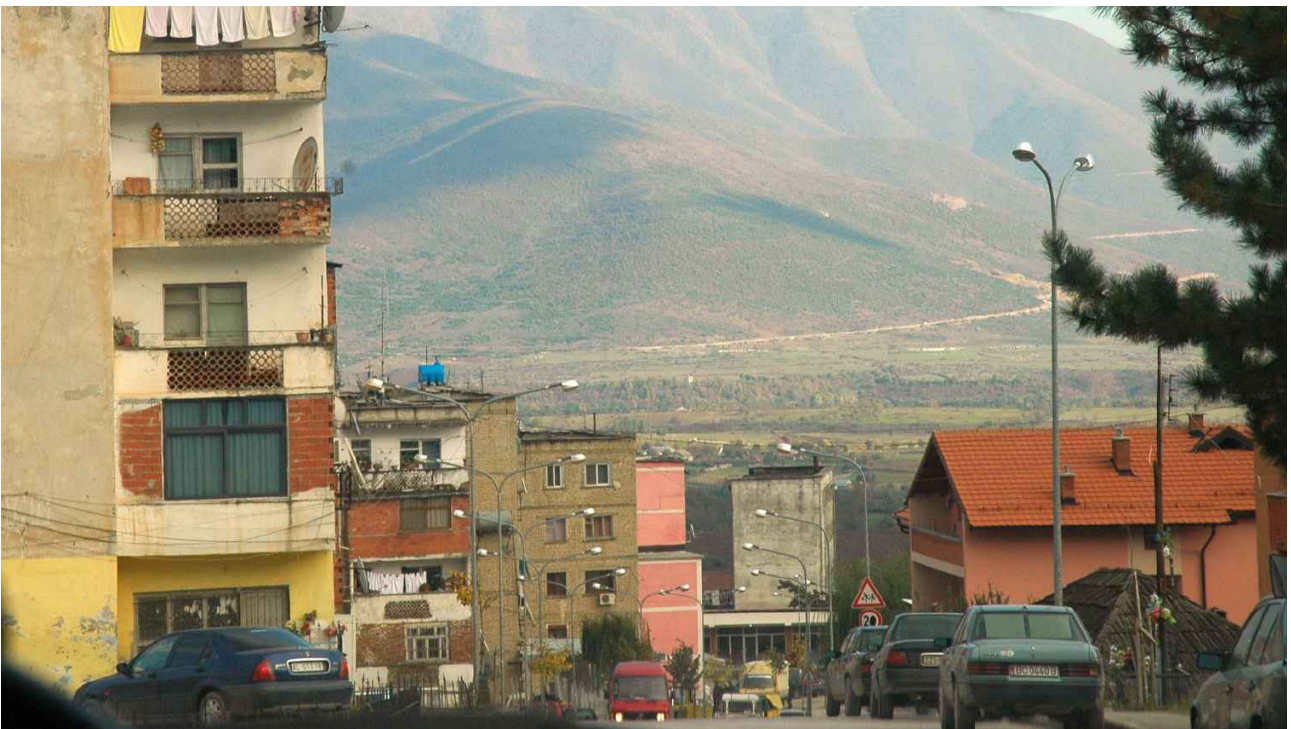


Illustration 5.3 : Villes nouvelles – Bajram Curri (photo A. Jarne, 2010).



Illustration 5.4 : Villes nouvelles – Gramsh (photo A. Jarne, 2017).

5.5.4 L'équilibre ville-campagne et les équilibres régionaux

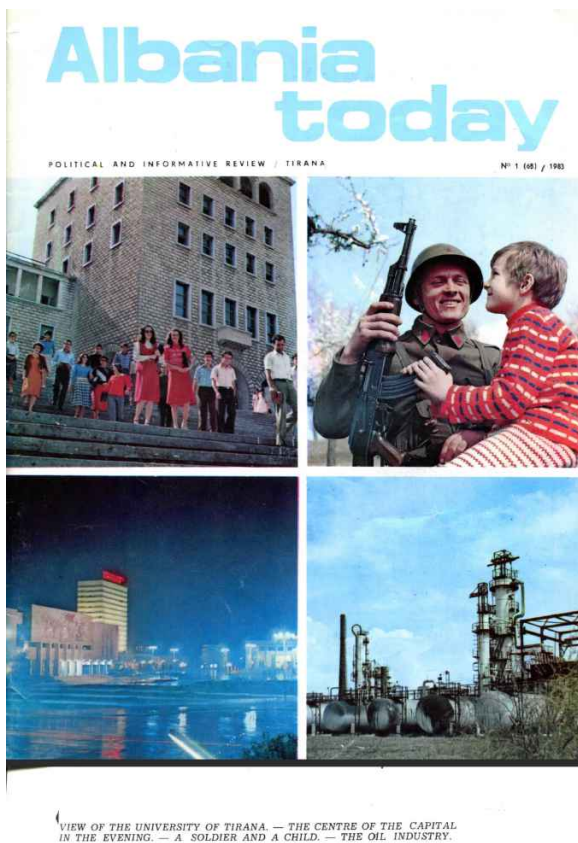
A partir de 1960, la question des inégalités spatiales de développement est donc au cœur des préoccupations du Parti. La principale clé de lecture des disparités est celle qui est portée par le discours politique et la propagande, les disparités entre la ville et la campagne³³⁰. Mais l'attention est aussi fréquemment portée sur le niveau régional par l'intermédiaire de zones géographiques (*zonat gjeografike*) et surtout des « niveaux hypsométriques » (*niveleve hypsometrike*), qui permettent de distinguer les évolutions affectant les plaines, les régions collinaires ou montagneuses³³¹, en général sur la base approximative de groupes de districts, avec cette volonté de promouvoir « le développement harmonieux des centres habités aussi bien dans l'aspect de l'extension horizontale que dans celle verticale » (Misja et Naço 1970, 60)³³². Enfin le niveau régional administratif des districts, bien qu'important pour la mise en œuvre des politiques dès la fin des années 1950, ne semble avoir au mieux que tardivement – à partir du neuvième Congrès du Parti du Travail d'Albanie en 1986 – été considéré comme important en tant que niveau d'analyse des différences régionales du développement économique ou du niveau de vie (Sjöberg 1992a, 103). Les auteurs étrangers qui ont essayé d'évaluer l'impact de la volonté d'égalisation régionale des conditions de vie ont recouru généralement aux statistiques disponibles par districts (Jandot 1984, Danermark 1993, etc.). Le premier constat qui s'impose est que les distributions des productions agricole et industrielle montrent une très forte concentration (cartes 5.64 et 5.65), ce qui a fait l'objet de critiques et de débats en Albanie, et fait dire à certains commentateurs étrangers que c'était là la démonstration que la polarisation industrielle n'est pas

³³⁰ Dans le *Portrait of Albania* (1982), à la page 499 : « Socialist and communist society cannot be built without first solving the problem of narrowing the essential distinctions between town and countryside. This can be achieved through the solution of a number of contradictions of an antagonistic and non-antagonistic character. It goes through three phases: the first phase is that of the revolutionary transformations which lead to the liquidation of the centuries-old antagonistic contradiction between town and countryside – this phase has been overcome; the second has as its main objective the overcoming of the backwardness in the countryside and the narrowing of the essential distinctions between town and countryside (Albania is going through this second phase at present – the narrowing of distinctions constitutes one of the essential tasks of the present phase of the construction of complete socialist society); the third phase is that of the complete liquidation of all distinctions between town and countryside. This task remains to be carried out in the future. »

³³¹ Voir par exemple les publications d'Arqilë Bërsholi, d'Ylli Vejsiu, de Valdimir Misja, de Vasil Naço, comme Misja et al. (1987), Bërsholi (1987), Vejsiu et Bërsholi (1987), etc.

³³² Cette manière de procéder n'est pas toujours très heureuse en ceci qu'elle associe par exemple la grande plaine de Korçë (env. 900 mètres d'altitude) aux régions montagneuses. Les limites considérées sont en général 300, 600 et parfois 1000 mètres, ce qui donne trois ou quatre classes. Lorsque trois classes sont utilisées, cela donne 5 districts au-dessous de 300 mètres, 6 entre 300 et 600 mètres, 15 au-dessus de 600 mètres (Misja et Naço 1987, 54-55), donc une définition de la montagne large et hétérogène.

uniquement le fruit du jeu des forces du marché puisqu'elle opère même dans un système marqué par une interprétation très égalitaire du Marxisme³³³. En effet en 1970, les cinq districts les moins développés comptabilisaient 0.5% du produit industriel, contre 80% dans les cinq districts de tête (Sjöberg 1992a, 100), et le rapport entre le district à l'agriculture la plus productive (Fier) et celui à l'agriculture la moins productive (Tropojë) s'élève à 13 pour 1. Jandot (1984, 137) tente d'atténuer ce constat en proposant, puisque la taille même des districts est hétérogène, de rapporter la production à la population (carte 5.66). Mais la démonstration n'est guère concluante. L'héritage – que ce soit celui des structures sociales et du milieu (Sivignon 1987, 97-103) ou de la forme initiale du développement industriel – est donc celui d'une forte polarisation³³⁴. Mais la dynamique par contre va bien dans le sens d'une réduction de cette polarisation. En 1980, soit dix ans plus tard, la part des districts dont l'industrie est la plus faible (Gramsh, Kolonjë, Librazhd, Përmet et Skrapar) compte désormais pour 1.9%, contre seulement 56.6% pour les cinq plus forts (Durrës, Elbasan, Fier, Shkodër et Tiranë), et le ratio entre le premier et le dernier district en termes de production agricole n'est plus que de 8 pour 1. On a là l'ébauche d'une démonstration de la progressive résorption de la polarisation économique.



VIEW OF THE UNIVERSITY OF TIRANA — THE CENTRE OF THE CAPITAL IN THE EVENING. — A SOLDIER AND A CHILD. — THE OIL INDUSTRY.

THE CONSTRUCTION OF SOCIALISM IN THE COUNTRYSIDE AND THE NARROWING DOWN OF DISTINCTIONS BETWEEN CITY AND COUNTRY by DEKO RUSI

The collectivization of agriculture in Albania opened broad horizons for the all-round development of productive forces in the countryside. Thanks to the new cooperativist order, the self-denying work of the working peasantry and the all-round assistance of the socialist state, agriculture has made great progress and life in the Albanian countryside has been radically transformed

THE MANY YEARS' EXPERIENCE OF THE PARTY OF LABOUR OF ALBANIA OF THE SOCIALIST REVOLUTION HAS FULLY PROVED THE CORRECTNESS OF THE TEACHINGS OF MARXISM-LENINISM THAT THE SOCIALIST TRANSFORMATION OF AGRICULTURE IS AN INDISPENSABLE PROCESS FOR THE TRIUMPH OF THE NEW SOCIALIST ORDER. IN ITS REVOLUTIONARY STRUGGLE FOR THE TRIUMPH OF SOCIALISM IN THE COUNTRYSIDE, THE PARTY OF LABOUR OF ALBANIA HAS WORKED OUT ITS STRATEGY AND TACTIC ON THE BASIS OF THE MARXIST-LENINIST THEORY AND IMPLEMENTED THEM IN ACCORDANCE WITH THE CONCRETE HISTORICAL CONDITIONS IN WHICH SOCIALISM IS BEING BUILT IN ALBANIA.

From the beginning of all its revolutionary activity for the socialist transformation of the countryside, the PLA has hitherto constantly proceeded from the fundamental principle of the un-

interrupted strengthening of the alliance between the working class and the working peasantry — an indispensable condition for the preservation and strengthening of the dictatorship of the proletariat and the construction of socialism.

The socialist transformation of agri-

culture in our country raised the question: What stand would be maintained towards the big landowner-bourgeois economies and the small economies of the working peasants? The method of revolutionary violence was to be used towards the former, but the dictatorship of the proletariat could not use this same method of revolutionary violence towards the peasantry — the ally of the working class. The transformation of the small private economies into large-scale socialist economies could be done only on the basis of the free will of the peasants.

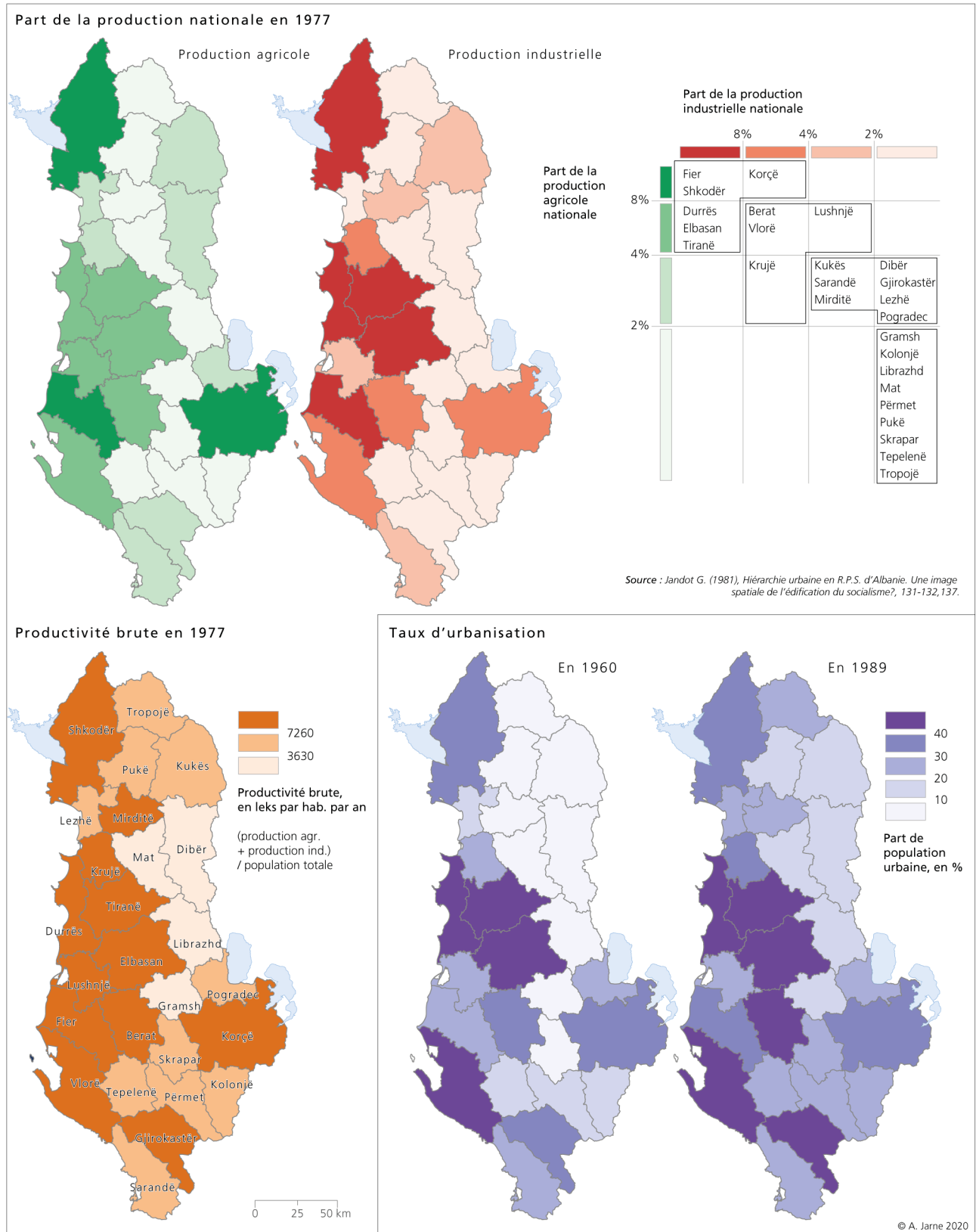
For the difficulties it entails and its complexity, the solution of the agrarian question requires a long period of time over which the necessary ideological,

Illustration 5.5 : Description dans *Albania Today* (1983) des politiques de l'aménagement du territoire à l'intention des lecteurs étrangers.

³³³ Mihailovic (1972), cité par Sjöberg (1992a, 100) : « The case of Albania is interesting since the polarization of industrialization has taken place under social conditions altogether different from those of capitalism. The fact that the same tendencies have appeared in the process means that polarization is not just a product of the spontaneous interplay of market forces, but is a regular phenomenon which cannot be changed by the socialist system either. This fact favours the thesis put forward above that polarization is inevitable at very low levels of development ».

³³⁴ « L'Albanie a hérité du passé un bas niveau du développement de l'industrie qui même du point-de-vue territorial était dispersée de manière non rationnelle » (Misja et Naço 1987, 70).

Disparités de développement entre districts



Source : Jandot G. (1981), *Hiérarchie urbaine en R.P.S. d'Albanie. Une image spatiale de l'édification du socialisme?*, 131-132,137.

Cartes 5.64 à 5.68 : Disparités de développement entre districts.

Danermark (1993, 80-81) relève le sérieux avec lequel la question des inégalités géographiques était considérée, systématiquement discutée et commentée par exemple dans les rapports quinquennaux au Congrès du PTA. Il liste les mesures qu'on peut considérer comme allant dans le sens de la réduction de ces inégalités : 1) allocation des investissements industriels ; 2) électrification de tous les villages ; 3) raccordement de chaque village au réseau

routier ; 4) nouveau réseau de distribution d'eau ; 5) extension du réseau de santé et amélioration de la qualité des soins ; 6) création des coopératives agricoles et fermes d'État ; 7) évolution plus favorable des salaires de l'agriculture que de ceux urbains ; 8) obligation faite aux étudiants universitaires de se déplacer dans différentes régions durant 3 à 4 ans après leurs études. Il observe que les disparités régionales sont communes dans les pays socialistes, et que si elles y sont parfois en augmentation, ce n'est pas le cas dans l'Albanie des années 1960 à 1980. Il reprend à Misja et al. (1987, 43) un tableau qui propose la comparaison des coefficients de variation (écart-type divisé par la moyenne) mesurant la dispersion relative des scores des districts pour toute une série de variables à trois moments : en 1960, en 1970 et en 1983. Tous ces indicateurs montrent une évolution allant dans le sens de la réduction des inégalités entre districts, faible mais réelle pour la mortalité et la mortalité infantile, plus significative pour l'amélioration des réseaux scolaires et de santé par exemple.

Indicateur	1960	1970	1983
Production industrielle par habitant	62	53	48
Nombre d'étudiants du secondaire pour 1000 habitants	89	44	21
Taux de mortalité	22	21	14
Taux de mortalité infantile	33	29	20
Biens de consommation	39	27	23
Lits d'hôpital par habitant	68	53	37
Habitants par km ²	66	63	60
Habitants par km ² de surface agricole	47	39	33

Tableau 5.9 : Evolution du coefficient de variation de différents indicateurs entre 1960 et 1983. Source : Misja et al. (1987, 43).

Le tableau 5.10 montre l'évolution pour les districts groupés selon leur taux d'urbanisation en 1960. Les districts les plus urbanisés alors (Tiranë 73%, Durrës 53% et Vlorë 49%) ont enregistré en moyenne une légère baisse (la population rurale y a crû davantage que l'urbaine) entre 1960 et 1989, alors que le groupe de dix districts les moins urbanisés (moins de 10%) passent dans le même temps de 8% à 16%. Le coefficient de variation connaît donc une baisse significative pour ce qui concerne l'urbanisation également.

Taux d'urbanisation des districts	1945	1955	1960	1969	1979	1989
Vlorë, Durrës, Tiranë	47.2	57.0	61.2	56.9	57.8	59.0
Korçë, Gjirokastrë, Berat, Shkodër, Elbasan	29.9	34.1	36.5	35.5	37.0	38.6
Ersekë, Tepelenë, Përmet, Lushnjë, Krujë, Pogradec, Sarandë, Fier	15.1	18.8	23.2	25.4	27.8	30.6
Pukë, Tropojë, Kukës, Dibër, Skrapar, Gramsh, Librazhd, Mirditë, Mat, Lezhë	2.7	7.3	7.6	11.3	13.3	16.1
Coefficient de variation (dispersion)	94.6	79.1	73.7	58.2	53.2	46.7

Tableau 5.10 : Taux d'urbanisation des districts durant le communisme.

Pour ce qui concerne enfin les politiques agricoles, le tableau est plus contrasté. La collectivisation s'achève en 1967 avec les districts montagneux du Centre et du Nord. Dès ce moment, la politique agricole consiste à concentrer les investissements dans l'agriculture de montagne, et à favoriser les régions montagneuses lors de la distribution des fertilisants, des semences améliorées et des insecticides (Sjöberg 1992a, 95)³³⁵. Plusieurs taxes sont abolies et les prix de nombre de produits sont abaissés. Les coopératives des districts qui en étaient jusqu'alors dépourvues (Librazhd, Tropojë, Mirditë, Skrapar) sont dotées de SMT (*Stacionet e makinave traktorëve*, stations de machines et tracteurs), les machines étant mise à disposition à des prix préférentiels dans les zones de montagne. Les faveurs dont font l'objet les nouvelles coopératives de montagne n'empêchent pas de fortes résistances à la collectivisation, surtout lorsqu'il est question d'appliquer la nouvelle règle de la diminution drastique de la surface du lopin privé dans des régions où sont encore bien présentes les familles patriarcales élargies (Kukës, Tropojë). Cette attention nouvelle portée dès le milieu des années 1960 aux régions rurales périphériques et de montagne s'étend aux années 1970, avec des prix préférentiels pour les produits agricoles, et aussi par l'électrification qui est réputée atteindre chaque village albanais à la fin de 1970 (ibid. 96). Mais toutes les réformes ne s'inscrivent toutefois pas dans cette dynamique d'égalisation des niveaux de vies. L'une des principales innovations du moment concerne l'introduction de la « coopérative agricole de type supérieur »

³³⁵ C'est à cette époque que sont construites les grandes usines d'engrais chimiques à Fier (1964-66) puis de superphosphates à Laç.

(*koopërativa bujqësore e tipit të lartë*, KTL), inspirée de la commune populaire chinoise, produit de la fusion de plusieurs coopératives préexistantes, et dont la première ouvre en 1972. Outre les économies d'échelle autorisant une augmentation de la mécanisation ainsi que les avantages liés à la diversification et à la complémentarité des productions agricoles, ces nouvelles structures bénéficient d'un engagement supérieur de l'État et de salaires minimums garantis, ce qui diminue significativement les écarts entre le niveau de vie des coopérateurs et celui des employés d'état. Mais par contre le fait qu'un certain niveau de production et d'équilibre financier soient requis préalablement à l'élévation au rang de coopérative de type supérieur a clairement un effet discriminatoire à l'encontre des unités de production montagnardes, moins viables. De la même façon, au début des années 1980 et dans une perspective d'autosuffisance alimentaire, une politique d'intensification de l'agriculture dans les zones les plus productives est mise en œuvre sans considération pour les équilibres régionaux : les investissements sont concentrés dans les plaines des districts de Fier, Lushnjë, Berat, Durrës, Tiranë et Korçë. On voit que si les régions périphériques font l'objet d'une certaine attention entre le moment de leur collectivisation à la fin des années 1960 et 1980 environ, les politiques qui leur sont favorables sont possiblement annulées par d'autres (celles des KTL), et surtout, la préoccupation pour les équilibres régionaux dans le monde rural est éclipsée par la perspective de l'insécurité alimentaire que fait planer l'isolement du pays après 1978.

Mais enrayer la dynamique du « mouvement mécanique de la population » (*lëvizja mekanike e popullatës*, l'exode rural) a nécessité d'autres mesures que celles incitatives et d'allocation industrielles ou d'infrastructure. Au tournant des années 1960 se met en place un dispositif administratif visant à limiter au strict nécessaire la mobilité résidentielle de la population albanaise.

5.5.5 « Croissance urbaine nulle » : politiques multi-scalaires d'assignation spatiale

La vocation première des politiques de restrictions de la mobilité est d'endiguer l'afflux des paysans dans les villes. On peut voir plusieurs raisons à cette volonté de « rétention rurale » (Frélastre 1982 ; Sjöberg 1994, 205), au-delà ou en plus des raisons idéologiques :

- Le coût élevé et/ou l'incapacité de développer les logements et les infrastructures urbaines nécessaires
- La conservation de la force de travail à la campagne lorsque les politiques incitatives ne suffisent pas pour maintenir le niveau de production
- La plus forte capacité d'absorption de surplus de main-d'œuvre de l'emploi agricole par rapport à l'emploi industriel, le plein-emploi constituant un impératif politique.

Peuvent être distinguées les mesures positives qui consistent à accroître l'attractivité en développant les zones rurales (électrification et développement du réseau routier par exemple³³⁶), à réduire les disparités, à créer des opportunités d'emploi hors des villes, à proposer des incitations économiques (fiscales ou autres) à demeurer à la campagne, etc., de celles de nature restrictive, comme contrôler la mobilité des gens au moyen d'un système d'enregistrement et d'autorisations, dont l'effet est plus fort et plus rapide. Bien que tous les pays socialistes aient recouru à tout ou partie de l'arsenal des mesures anti-urbaines, la plupart ont connu une augmentation significative de leur taux d'urbanisation (même s'ils sont demeurés, par rapport aux pays occidentaux, dans un certain état de sous-urbanisation), à l'exception de quatre d'entre eux : la Chine, Cuba, le Vietnam et l'Albanie (Sjöberg 1994, 207), où l'urbanisation a été réellement contenue, voire où une véritable désurbanisation a eu lieu, comme en Chine.

La simultanéité du déploiement des mesures restrictives en Chine et en Albanie est frappante. Sans que nous puissions ici produire des informations concrètes sur l'influence chinoise réelle dans les milieux politiques et de la planification albanais, nous pouvons rapidement évoquer l'urbanisation chinoise de la période pour donner la mesure de ce parallèle³³⁷. La Chine connaît entre 1949 et 1958 une forte urbanisation, sous l'effet de l'industrialisation et des encouragements initiaux à repeupler certaines villes décimées par l'occupation japonaise. Mais à la fin des années 1950, elle fait face à deux types de problèmes : les déséquilibres régionaux entre le peuplement et le tissu industriel lié aux ressources minières, et surtout un afflux massif et incontrôlé de paysans en ville qui aiguise la pénurie de logements et d'approvisionnement, la saturation des services collectifs et le chômage. Des premières mesures avaient été prises dès le début de la décennie, mais étaient demeurées

³³⁶ Si l'ossature du réseau routier a été développé par les Italiens, la desserte fine a été passablement améliorée durant le communisme. D'après les chiffres officiels, le réseau routier aurait totalisé 3100 kilomètres en 1950 (dont 181 asphaltés, soit 6%) et 7450 en 1990 (dont 2850 asphaltés, soit 62%). Sources : données de l'Annuaire statistique de 1991 et du rapport de la Commission du plan de 1989, compilées par Hall 1994, 126.

³³⁷ L'essentiel du passage qui suit est inspiré d'un article non signé et non daté : *Territoires et villes en Chine maoïste, 1949-1976*, publié par le Laboratoire Urbanisme Insurrectionnel, et qui repose entre autres sur le livre de John W. Lewis *The City in Communist China* (1971).

inefficaces, des millions de ruraux les contournant illégalement pour venir s'établir en ville. En 1958 – la même année qu'en Albanie – est introduit le *hukou*, livret d'enregistrement qui lie une personne à son lieu de naissance. Il se décline en *hukou* rural, *hukou* non-agricole et *hukou* urbain. Fournir le bon *hukou* était indispensable pour trouver un logement, un emploi, accéder au système de santé et d'éducation, ce qui rendait impossible de migrer de la campagne vers la ville sans autorisation officielle et hors du cadre des migrations voulues par le système autoritaire de planification. La migration horizontale (entre localité de même niveau hiérarchique) ou verticale descendante (vers une localité de plus petite taille) était tolérée, moyennant l'aval des localités de départ et d'accueil. La stricte application des « règlements sur l'enregistrement des ménages » de 1958 est effective en 1964 – comme en Albanie – entérinant le contrôle complet des migrations par les autorités. A la différence de l'Albanie, le contrôle de la croissance des villes en Chine a passé, outre l'organisation à grande échelle des migrations urbain-rurales, par l'abaissement du taux général de natalité. Des politiques strictes de contrôle des naissances (*wǎn xī shǎo*, « mariage tardif, naissances peu rapprochées et peu nombreuses ») appliquées dès 1970 entraînent une baisse de la fécondité de femmes chinoises de 5.75 enfants par femme en 1970 à 2.75 en 1978, avant la mise en œuvre de la « politique de l'enfant unique » en 1979. A la même époque, les femmes albanaises ont en moyenne 5.16 enfants (1970) puis 3.62 (1980), soit une baisse significative mais sans commune mesure avec celle vécue en Chine.

L'entrée en vigueur du *hukou* correspond au moment du Grand Bond en avant (deuxième plan quinquennal) qui vise à résoudre le sous-développement industriel et économique par une mobilisation massive de la population (propagande, coercition) autour d'un projet qui peut être qualifié de révolutionnaire, décentralisateur, autarcique et ruralisant. Le Grand Bond en avant s'inscrit dans le refus d'une certaine modernité, une hostilité marquée pour la déstalinisation krouchtévienne, et surtout la promotion du modèle de la grande commune populaire, unité de base de la société, voulue largement autonome. A la fin de 1958, 750'000 coopératives agricoles sont ainsi regroupées en 23'500 communes, à la fois agricoles et industrielles, en théorie auto-suffisantes. Le deuxième « bond en avant » a consisté à doter ces communes d'une industrie légère, et d'une certaine manière obtenir ainsi l'industrialisation sans l'urbanisation, en réponse à une inflation démographique urbaine alarmante. Différentes politiques de développement agricole, de ruralisation des cadres et étudiants, de renvoi à la campagne des nouveaux travailleurs urbains entraînent entre 1961 et 1964 un premier reflux de la population urbaine vers les campagnes, puis la Révolution culturelle entraîne dès 1968 un second reflux, celui des gardes rouges et surtout de millions des jeunes citadins « instruits » contraints de s'exiler à la campagne.

Comme la Chine, l'Albanie a renforcé à la fin des années 1950 les restrictions administratives à la mobilité. C'est un fait bien connu et mentionné par tous les auteurs traitant de cette époque (Teich 1967, 17 ; Carrière et Sivignon 1982, 152 ; Frélastre 1982, 27 ; Daniel 1989, 24 ; etc.), mais c'est encore Sjöberg qui en propose l'analyse rigoureuse dans un article de 1999 *Rural Retention in Albania: Administrative Restrictions on Urban-bound Migration*. Il dénombre 6 types de mesures administratives propres à contrôler et restreindre la mobilité résidentielle des Albanais, les migrations vers les villes surtout :

- 1) Le permis de réinstallation (*lejë e shpërnguljes*) : outre l'enregistrement habituel auprès des autorités locales lorsqu'on emménage, il était nécessaire de demander avant de déménager une autorisation auprès des autorités locales (Conseil de ville, de quartier ou de village) en cas de mouvement horizontal (village à village, ville à ville) ou descendant (de ville à village), et auprès du Conseil exécutif du district en cas de mouvement souhaité d'un village vers une ville.
- 2) Le passeport intérieur (*pasaportizimi*) : document répandu dans les pays communistes pour contrôler la migration, introduit d'abord en Union Soviétique dans les années 1930. Il remplace en Albanie l'ancien passeport en 1958. Celui-ci est désormais composé de deux documents, le passeport individuel et le livre du ménage (*libra shtëpie*), qui lie les détenteurs d'un passeport au ménage (familial ou non) dans lequel ils sont enregistrés. En 1964, les règles sont durcies par un décret qui a pour objectif explicite la réduction de l'exode rural.
- 3) Le permis de résidence en ville (*lejë e banimit*) : équivalent d'un visa. Les citoyens vivant dans les villes ou les centres industriels et miniers (les employés et leur famille) devaient disposer d'un tel permis, qui garantissait que leur transfert avait bien été approuvé.
- 4) L'allocation des logements : répandue dans les économies planifiées, elle est en particulier efficace dans le contexte de pénurie et de sous-urbanisation albanaise. Le chef de ménage ne peut déposer une demande que s'il est employé ou au bénéfice d'une pension, ce qui exclut les ruraux. Le Conseil populaire local décide de l'attribution en accord avec les normes annuelles de production de logements.
- 5) Le rationnement : dans une économie exsangue, l'accès aux bons de rationnement, même en temps de paix, devient une question vitale. L'Albanie y a eu recours après la guerre jusqu'en 1957, puis à nouveau

dans les années 1980. Ceux-ci étaient distribués aux habitants par quartiers ou villages, probablement sur la base des registres d'État-civil (*Zyra e Gjendjes Civile*). Vouloir s'approvisionner ailleurs qu'à sa résidence officielle passait par le recours au marché noir, cher et peu sûr.

- 6) Restrictions de main-d'œuvre : la gestion volontariste de la main-d'œuvre a aussi un impact sur la migration. Le principe général veut que la jeunesse rurale s'engage dans les activités agricoles, celle urbaine dans les activités industrielles (ou tertiaires). La législation albanaise, surtout à partir des années 1960, renforce le rôle de l'État au travers du *plan tekniko-industrial financiar* qui détermine les besoins en main-d'œuvre de chaque entreprise ou usine. En outre les employés doivent disposer d'une carte de travail (*librezua e punës*) qui détaille le lieu de travail, la durée d'embauche, la profession et les qualifications.

Ainsi sont créés des territoires d'assignation multiscalaires, du quartier où sont valides les tickets de rationnement, passant par la ville où sont attestés emploi et logement, jusqu'au territoire national, ceint de frontières hermétiques. Les mesures anti-urbaines sont initiées dès le début des années 1950, mais malgré cela de nombreux « éléments suspects » accèdent à la ville par le biais de diverses stratégies : décrocher un emploi subalterne juste pour obtenir un passeport, se marier, venir loger dans l'appartement d'un cousin ou d'une connaissance dans l'armée ou l'administration, etc. (Méhili 2017, 165). A l'inverse, lorsqu'un cadre est muté pour soutenir l'effort de production d'une mine ou pour enseigner dans une coopérative lointaine, il peut arriver qu'il opte pour un divorce de pure forme, de sorte que sa femme conserve un appartement à Tiranë. La tendance est au durcissement des mesures à partir de 1957, lorsque le gouvernement commence à blâmer les paysans qui viennent dans les villes, n'y sont pas productifs et créent la pénurie de logements (ibid.).

A un autre niveau enfin, la population albanaise est assignée à un territoire national de plus en plus hermétiquement clos. La fermeture de la frontière est effective dès la rupture avec la Yougoslavie. Après la rupture avec l'Union Soviétique en 1960, l'Albanie ne peut plus compter sur un voisin extérieur et doit se concevoir une défense autonome. La frontière est encore renforcée au début des années 1980 alors que, les Chinois partis, l'Albanie se trouve isolée diplomatiquement. Elle lance un vaste programme de fortification et de militarisation de la frontière : le *klon* est une barrière de barbelés électrifiée de trois mètres de haut construite en retrait de la frontière, avec de part et d'autre des bandes de 4 mètres le large bien dégagées, et au-delà sur un kilomètre environ une zone interdite (*zonë e ndaluar*) où toute personne non-autorisée est abattue sans sommation (De Rapper et Sintès, 2006, 252-254)³³⁸. Le contrôle des déplacements à proximité de la frontière était plus strict, l'accès aux villages bordiers soumis à autorisation. Les fuyards étaient considérés « traîtres à la patrie » et passibles de la peine de mort, leur famille emprisonnée ou internée, les éventuels complices locaux condamnés à l'exil intérieur (*internim*) dans une région éloignée de la frontière (ibid.). Enfin, autre élément de la fortification du pays à ce moment d'acmé de la paranoïa hoxhaïenne, les fameux chapelets de petits bunkers dispersés dans le territoire – 180'000 selon Kaser (2001, 629), plutôt 400'000 selon Vickers (2015, 184) – et qui peuvent apparaître aussi comme un dispositif concret fixant à la manière de rivets les populations au territoire. Ce système sans doute irrationnel en terme de défense (ibid.)³³⁹ a par contre cet effet à la fois psychologique et matériel d'accrochement au terrain, dans le sens de la doctrine militaire de l'« autonomie de l'action » (Jandot 1994, 180). Encore une fois, il s'agit de « compter sur ses propres forces » grâce à « l'aménagement systématique de retranchements individuels et collectifs, avec une assimilation constante de l'individu à son pays : *'Chacun de nous est une forteresse assiégée'* » (ibid.).

Si la mobilité résidentielle apparaît très contrainte, la mobilité générale dans la société albanaise est également faible, mais cependant pas inexistante. D'abord les moyens de la mobilité sont très limités : les véhicules privés sont interdits, les bus existent mais demeurent peu nombreux³⁴⁰, le chemin de fer se développe lentement, répond d'abord aux besoins industriels et n'atteint Vlorë ou Shkodër que dans les années 1980 (chapitre 5.4.2). La mobilité intérieure de courte durée comprend surtout les visites aux familles, les camps de travail volontaire destinés aux jeunes, les excursions journalières (en train à la plage, de Tiranë à Durrës par exemple) et le tourisme de vacances. Les statistiques du trafic interurbain passent de 67 millions de personnes-kilomètres en 1950 à 2180

³³⁸ Pour Misja, Vejsiu et Bërxfholi. (1987, 382), la disparition du phénomène de l'émigration a d'autres explications : « L'émigration étrangère est aujourd'hui un phénomène inconnu pour la population de l'Albanie, car tous les facteurs qui la stimulaient dans le passé ont été éliminés après le triomphe de la révolution populaire et de l'édification du socialisme ».

³³⁹ Irrationnel en ce sens que la stratégie militaire favorise en général la mobilité et la concentration des forces plutôt que la dispersion et l'ancrage des défenses.

³⁴⁰ Les statistiques économiques extrêmement complètes publiées par l'industriel anglais Crosfield Chemicals (Hemy 1967, op. cit.) donnent les importations de véhicules pour l'ensemble du pays entre 1950 et 1965 : en tout 314 deux-roues motorisés (dont 138 d'Allemagne de l'Est et 116 de Tchécoslovaquie), 405 voitures (dont 205 d'URSS et 99 de Pologne) et 59 bus (dont 33 de Tchécoslovaquie et 15 de Hongrie). Par comparaison et pour la même période sont importés 2662 tracteurs et 2091 camions, ce qui établit clairement l'ordre des priorités. 142 véhicules avaient survécu à la guerre (Bërxfholi et Qiriazhi 1986, cités par Hall 1994, 125). Les années 1970 voient les vieux bus dotés de nouvelles carrosseries de conception chinoise et les années 1980 voient le contingent étoffé de bus de seconde main en provenance d'Europe de l'Ouest (Hall 1994, 125).

en 1989, avec une part modale du ferroviaire qui culmine à 67% en 1970 (Hall 1994, 127). Si les publications officielles relèvent que le nombre de voyageurs a été multiplié par 1000 entre 1938 et 1980 (Drejtoria e Statistikës 1984), ces chiffres demeurent très modestes en comparaison internationale. Rapportés à la population totale et en incluant la mobilité intra-urbaine, chaque Albanais aurait parcouru en moyenne environ 500 km en 1970 et 700 km en 1980, contre 9000 et 12'500 pour un Suisse aux mêmes moments³⁴¹. La statistique indique enfin qu'en 1950 chaque habitants quitte sa ville 1 fois par an, 3.5 fois en 1960 et 14.1 fois en 1983³⁴². Quant au tourisme intérieur, il s'agit essentiellement d'un tourisme balnéaire qui se concentre d'abord sur les plages proches de Durrës, ainsi que sur la côte ionienne (Himarë, Sarandë) et plus tardivement au nord (Patok, Shëngjin) où des infrastructures sont créées dans les années 1970 et 1980 (Hall 1994, 79)³⁴³. A l'intérieur des terres, Pogradec au bord du lac Ohrid est réputée et bien équipée. Des stations de montagnes proposent également un hébergement touristique, comme Theth tout au nord, Dajt surplombant Tiranë, Qafë Shtamë et plus au sud les coteaux de Korçë et Voskopojë. La plupart sont des complexes subventionnés, destinées aux travailleurs et aux enfants (pionniers), et développés par des syndicats ou des entreprises coopératives. Des tournus sont organisés pour permettre à chaque famille d'en profiter, en général un fois tous les deux ans. Les hébergements individuels demeuraient rares et très chers aux standards albanais (comme les hôtels d'Albturist, réservés aux étrangers et à une élite) jusque dans les années 1980 où s'est développée la pratique de la location d'appartements. D'après les chiffres, il apparaît que le tourisme demeure cependant globalement réservé essentiellement à une frange de la population urbaine, puisque moins de 2% des Albanais profite annuellement des infrastructures les plus accessibles, les complexes pour travailleurs et pionniers³⁴⁴.

L'ensemble des mesures – celles restrictives voire coercitives limitant la mobilité de chacun et celles positives visant à promouvoir l'équilibre ville-campagne – a de fait pour conséquence une raréfaction drastique de la mobilité résidentielle durant le communisme. On s'attache dans le chapitre suivant à donner la mesure de cette décreue et à décrire la structure des flux résiduels au moyen d'une exploitation inédite des données du recensement de 2001.

5.5.6 *Les migrations internes*

Les migrations internes de la période communiste sont connues dans les grandes lignes, mais peu de données sont disponibles sur leur volume exact ou sur l'orientation des flux. Nous proposons d'abord ici une rapide synthèse de ce qui a été publié, puis y ajoutons une exploitation originale du recensement de 2001, qui interrogeait à la fois sur le lieu de naissance et celui du domicile en 1989, permettant de dégager une image nouvelle, géographiquement très précise, mais fondée sur des données partielles, dont la pertinence et les ordres de grandeur peuvent être évalués par comparaison avec les données de l'époque. Nous présentons donc une cartographie abondante, dans l'idée de valoriser au mieux l'information inexploitée de ce recensement et de produire un discours nuancé sur ces migrations. Nous nous limitons cependant à une cartographie de synthèse au niveau de l'Albanie. La compréhension plus intime des différenciations régionales et locales des structures spatiales de l'émigration et de l'immigration nécessite le recours à une cartographie davantage désagrégée pour permettre d'expliquer les écarts aux dynamiques générales décrites sur la base des cartes de synthèse. Nous avons donc constitué un jeu de quelque 700 cartes (flux entrants et sortants pour 374 communes et municipalités) que nous ne publions pas, mais sur lesquelles repose la description de certains exemples de régimes archétypiques ou au contraire des cas distincts et originaux.

On peut distinguer les migrations rurales, des régions agricoles à faible productivité vers celles dont la productivité est en augmentation, de celle des campagnes vers les villes (l'urbanisation). Tout d'abord on sait que l'intensité des migrations a diminué avec le temps, au fur à mesure que se durcissait le contrôle par l'État de la mobilité résidentielle. Pour ce qui concerne l'urbanisation tout d'abord, on peut lire que dans les années 1951 à

³⁴¹ L'Office fédéral de la statistique suisse estime à près de 60 milliards de personnes-kilomètres les prestations de transport de personnes en 1970, 80 milliards en 1980. La comparabilité n'est pas parfaite, les chiffres albanais ne comprennent que l'offre opérée par le Ministère des transports dans laquelle manque le transport informel (« auto-stop », pratique répandue) et peut-être aussi certains déplacements collectifs opérés par les véhicules de coopératives ou de syndicats. Demeure le fait que la mobilité durant le communisme albanais et plus de dix fois inférieure à celle que connaissent alors les Suisses.

³⁴² Ce qui semble indiquer une multiplication des trajets courts.

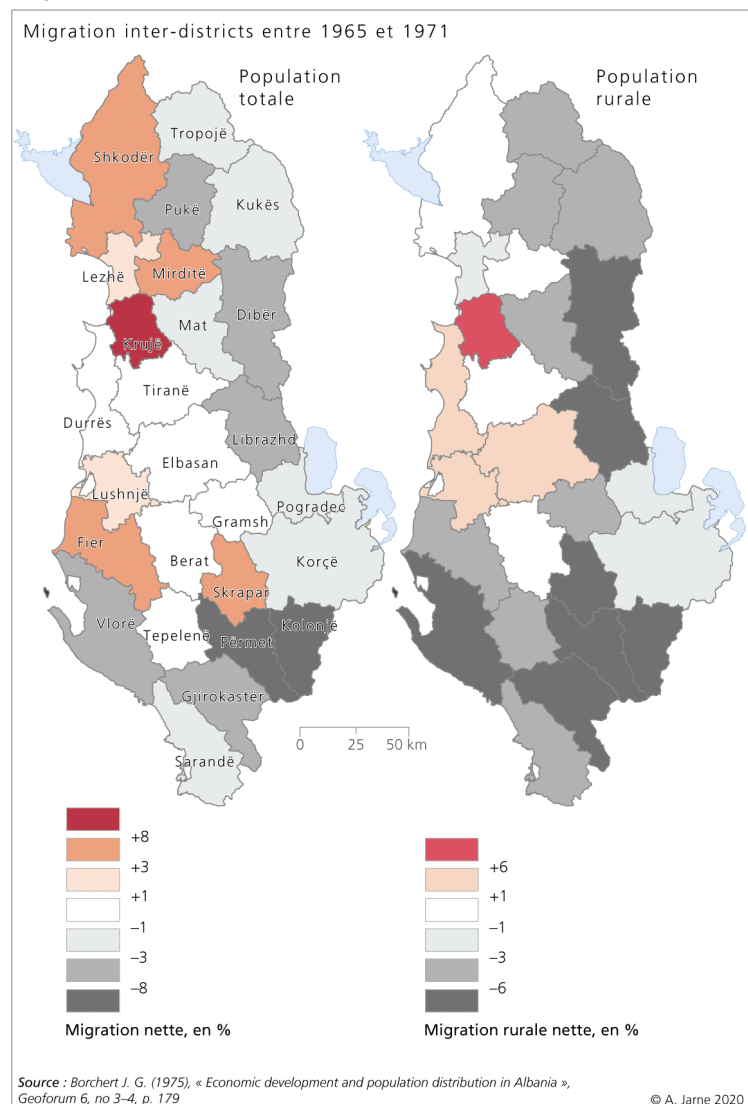
³⁴³ Les informations sur le tourisme intérieur sont reprises du chapitre 3.3.4 de Hall (1994, 77-82), qui propose en outre une carte des infrastructures touristiques (figure 3.3, p. 78).

³⁴⁴ En 1950, 8000 travailleurs et pionniers profitent des centres de vacances (soit 0.7% de la population), 60'000 en 1990 (1.9%) (Annuaire statistique de 1991, 128, cité par Hall 1994, 81).

1955, 82% de la croissance urbaine s'explique par l'immigration (Geço 1970, 161-182), alors qu'environ un tiers du croît naturel rural (130'000 personnes) serait parti en ville dans les années 1950 (Sjöberg 1992a, 57). Dès la fin des années 1950 l'immigration baisse, et la croissance naturelle prend le dessus pour expliquer la croissance urbaine. Le taux de migration vers les villes est de 3.5 pour 1000 habitants dans les années 1960, 2.7 dans les années 1970. Depuis le milieu des années 70, ce type de migration tombe à 6000-7000 personnes par an, et au milieu des années 80, à 2.0 pour 1000³⁴⁵. Backa (1986, 77) donne les chiffres pour les intervalles intercensitaires 1960-1969 et 1970-1979 : un peu plus de 30% de la croissance urbaine s'explique par l'immigration (soit 54'400 personnes entre 1960 et 1969, 66'600 entre 1970 et 1979), ce qui donne une émigration des campagnes correspondant à 20% de leur croît naturel. Selon Sjöberg (1992a, 57), l'urbanisation se serait poursuivie sur un rythme semblable, avec environ 1/5 de la croissance naturelle rurale absorbée par les villes pour la période 1980-1987.

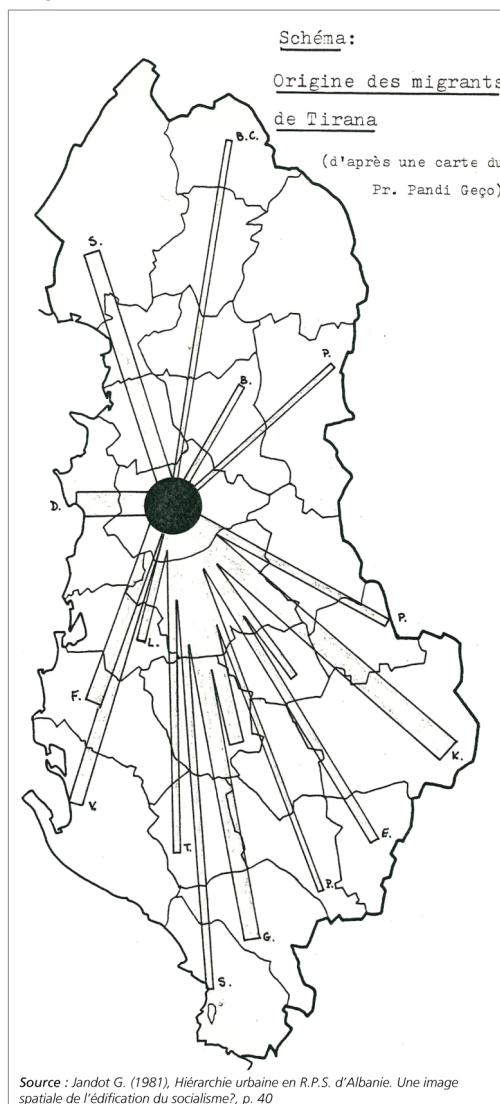
Albanie communiste

Migration interne entre districts



Albanie communiste

Migrations vers Tiranë



Cartes 5.69 à 5.71 : Migrations inter-districts selon Borchert (1975) et vers Tiranë selon Geço (dans Jandot 1981, 40).

Les migrations internes ont une forte dimension régionale, comme le montre Papajorgji (1985, 175-176) en relevant que la part de l'émigration rurale est très différente selon les districts : elle représente par exemple 45.3% de la croissance naturelle à Përmet, contre seulement 23.3% à Mat. Borchert (1975, 179-180) calcule pour la période 1965-1971 les migrations entre les districts en soustrayant la croissance naturelle à la croissance totale³⁴⁶.

³⁴⁵ Chiffres tirés de publications de Misja et Vejsiu (1982, 13), de Skenderi et Vejsiu, (1983, 161 ; 1984, 34), donnés par Gjonça (2001, 35).

³⁴⁶ Ce que, selon Sjöberg (1989), les données existantes ne rendent possible que pour cette période précise. A cela s'ajoute évidemment l'exigence d'un système clos, ce qui est le cas de l'Albanie à ce moment (immigration et émigration internationale nulles).

On a reproduit les deux cartes de la migration nette, pour la population totale (5.67) et celle rurale (5.68), qui résultent de ce calcul. Les districts du sud et du nord-est sont clairement émetteurs, les grandes plaines réceptrices, avec des spécificités sans doute conjoncturelles (Krujë, et Skrapar qui est probablement faux sur la carte de gauche). A droite, une carte de flux – chose rare – de Pandi Geço reprise par Jandot (1981, 40), montre les origines multiples, mais largement sudistes, des migrations vers Tiranë. Jandot a conscience que la mixité de la capitale a quelque chose d'exceptionnel dans l'Albanie communiste « où l'on se fixe généralement sur son terroir » (ibid., 39), faisant de celle-ci un carrefour et le creuset de l'« Albanais nouveau, homme de culture intellectuelle et manuelle, profondément pétri d'idéologie » (ibid.). Pour lui, cette migration a débuté dans les années 1960 (ce qui est de toute évidence erroné), et concerne essentiellement de jeunes hommes, plutôt issus de montagnes sous influence de la culture grecque.

On le voit, l'information disponible sur la mobilité durant le communisme est clairsemée, et à ces quelques chiffres et cartes nous ajoutons maintenant l'interprétation des données du recensement de 2001. Premier recensement albanais saisi sous forme digitale, il autorise des exploitations de données plus larges que ceux de la fin du communisme. Les données de localisation saisies par l'intermédiaire des questionnaires sont riches et précises, mais toute cette information n'a pas forcément d'équivalent cartographique. Pour les principales villes, le lien peut-être être généralement fait avec des géodonnées au niveau des immeubles ou des secteurs de recensement³⁴⁷ ; mais pour les zones rurales, seule est disponible l'information au niveau des communes. Nous exploitons donc ici le potentiel des données au niveau local (villes et villages) en faisant le lien entre les données du recensement et notre propre cartographie. En particulier, nous exploitons l'information sur la localisation précise des individus à trois moments : 1) au moment de leur naissance ; 2) en 1989 ; 3) en 2001. Le différentiel entre le domicile à la naissance et celui en 1989 est susceptible d'informer sur les migrations de la période communiste. L'exercice souffre cependant des limitations suivantes : 1) la population étudiée n'est pas complète, il y manque les personnes décédées et celles ayant émigré ; 2) un biais est introduit par le fait que l'émigration massive d'après 1991 concerne majoritairement les hommes des régions côtières ; 3) seul un mouvement est enregistré, on ne connaît pas les domiciles « intermédiaires » en cas de déménagements multiples ; 4) la qualité de la localisation n'est pas avérée, puisque l'Instat n'a ni nettoyé ni exploité cette information basée sur l'auto-déclaration. Cependant, si ces limitations rendent difficile la quantification des flux, elles ne péjorent pas de manière rédhibitoire l'image de la structure de ceux-ci. Nous avons travaillé sur quatre cohortes âgées de plus de plus de 35 ans 2001, soit 1.05 millions de personnes. Sur la question de la mortalité, celle-ci n'induit a priori pas d'important biais de la répartition spatiale de la migration. La cohorte âgée (66 ans et plus en 2001) comprend 133 milliers d'individus, celle des 56 à 65 ans 221, celle des 46 à 55 ans 296, enfin la cohorte jeune (36 à 45 ans) 433. Quant à l'émigration d'après 1991, elle concerne essentiellement la cohorte suivante, les jeunes âgés de 20 à 35 ans en 2001³⁴⁸, et donc sa structure spatiale n'affecte qu'à la marge la représentation des migrations antérieures. Le fait de ne connaître qu'un mouvement entre la naissance et 1989 est plus problématique, en particulier pour les cohortes âgées. En effet – en plus du simple fait qu'avec l'âge les probabilités de changements multiples de domicile augmentent – celles-ci ont connu le régime de mobilité d'après-guerre, plus libéral que par la suite. Et donc il paraît pertinent d'imaginer des trajectoires ascendantes du type d'une première migration du Sud vers Vlorë ou Fier dans les années 1950, puis plus tard d'une seconde vers Tiranë. Cependant, le régime globalement très restrictif de la mobilité ajouté au caractère centralisé des cursus académiques et des formations les plus qualifiantes semble prémunir contre un biais de cette nature trop important. On imagine aussi des trajectoires classiques passant par Tiranë pour aboutir dans d'autres villes ou coopératives, dans le contexte du système de la rotation des cadres, ce dont témoigne semble-t-il une part marginale mais croissante de mouvements des villes vers les campagnes (3.5% des mouvements pour les hommes de la cohorte âgée, 6.7% pour les plus jeunes).

5.5.7 Structure par sexe de la migration interne

Un phénomène important et rarement abordé dans les publications concernant cette époque (faute de données) est la forte différenciation des migrations par genre³⁴⁹. De manière très générale, la migration féminine est plus importante en termes quantitatifs, mais davantage marquée par les courtes distances, liée qu'elle est à la mise en

³⁴⁷ Instat n'a ni fait de cartographie thématique à ces échelles, ni diffusé de données. Cependant, des couches correspondant aux immeubles et aux secteurs de recensements existent pour les principales villes, codées de manière conforme au recensement. Elles auraient été saisies dans le cadre d'un projet américain de digitalisation a posteriori de la cartographie du recensement (échange avec † M. Llagami, 2004).

³⁴⁸ Voir par exemple chez Lerch (2014, 10) la superposition des pyramides des âgés de 1989 et 2001 qui illustre le « trou » causé par l'émigration, ou dans Instat (2015a, 13) la pyramide des âges à l'émigration.

³⁴⁹ Voir par exemple Jarne et Schuler (2017, 364-365) pour la période 1989-2001.

ménage (patrilocalité). On observe de manière systématique un gradient du rapport de masculinité de la migration parallèle à celui du différentiel d'urbanité entre l'origine et la destination du déplacement. C'est-à-dire que la part masculine est très faible voire nulle dans les flux entre villages par exemple, et majoritaire dans les déplacements des villages de montagne vers les villes. Ce fait est décrit dans le tableau 5.11 qui donne le rapport de masculinité des déplacements (naissance-1989) entre communes/municipalités selon la typologie agrégée de l'Instat (2001).

Rapport de masculinité (H pour 100 F)			Destination du déplacement						
			5	10	15	20	30	40	45
Origine du déplacement	5	Tirana		65	57	53	59	60	57
	10	National Centers	68	56	51	52	55	53	53
	15	Regional Centers	88	74	64	52	50	32	37
	20	Suburban Communes	77	67	63	24	22	12	13
	30	Industrial and Service Economy Communes	105	82	78	41	36	25	19
	40	Agriculture Communes of Plains	96	84	74	33	37	17	19
	45	Agriculture Communes of Mountainous Areas	124	114	101	66	65	44	15
		Intra-communal ou statique	103	109	130	186	156	203	162

Tableau 5.11 : Rapport de masculinité des migrations intercommunales entre le lieu de naissance et celui du domicile en 1989, par types agrégés de communes/municipalités.

On voit que la part des hommes parmi celles et ceux qui restent dans la même commune est systématiquement plus élevée, dans tous les types de territoires, mais de manière beaucoup plus nette dans les zones les plus rurales (où l'on possède sa maison), et marginale dans les zones urbaines (globalement, 153 hommes pour 100 femmes qui restent). Et par contre lorsqu'ils se déplacent, les hommes sont majoritaires dès lors que la différence de gradient d'urbanité est la plus significative : 124 hommes dans le groupe de ceux qui ont quitté la montagne pour la capitale, 109 pour une grande ville, ou même 101 pour une petite. Dès lors qu'il s'agit de déménager entre deux villages, alors les hommes ne sont plus que 15 pour 100 femmes. La surreprésentation masculine au sein de certains flux est liée à celle générale au sein de la société albanaise de l'époque, et à ce qui a été dit de la sous-urbanisation. Globalement à cette échelle, 42% des flux masculins vont du rural à l'urbain (23% pour les femmes), alors que 57% de ceux des femmes se font à l'intérieur du domaine rural (contre 32% pour les hommes)³⁵⁰. On peut traduire ce phénomène en affirmant que les déplacements à forte historicité (potentiel de changement social) engagent les ménages entiers, voir dans des certains cas des hommes seuls, et ceux à faible historicité (donc qui participent de la reproduction sociale), plutôt des femmes. Pour cette raison, nombre des calculs qui suivent ont été faits sur la population masculine seule, qui traduit bien la mobilité des ménages, et exclut la grande majorité des mouvements liés au mariage. Mis en carte, ce rapport de masculinité des migrations internes fait ressortir des structures qui deviendront familières au gré des cartes suivantes : les régions de forte émigration masculine sont celles de forte émigration en général, surtout le tiers sud de l'Albanie, sous une ligne qui relie Pogradec à Vlorë, y-inclus Gramsh, ainsi que les montages du centre, de Librazhd à Mat. Cette émigration a pour première destination les villes, qui toutes connaissent une immigration dont le caractère masculin est plus ou moins fortement marqué, toujours majoritaire. Quant aux régions de flux intercommunaux plutôt féminins (tons jaunes et clairs sur les cartes), ce sont celles de faible émigration et où le mouvement féminin lié à la patrilocalité demeure la règle (grandes plaines agricoles et le Nord en règle générale). La composition par sexe connaît des effets de cohorte qui sont liés à l'évolution de l'intensité de la migration interne, qui fait l'objet de la section suivante : le taux de masculinité de la migration intercommunale³⁵¹ est globalement de 48 hommes pour 100 femmes, il est de 56 pour la cohorte la plus âgée (probabilité supérieure de migrer dans les années 1950), puis de 55, 52 et 39 pour la cohorte jeune (probabilité supérieure de migrer dans les années 1980).

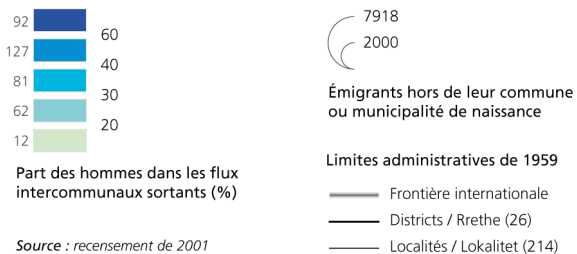
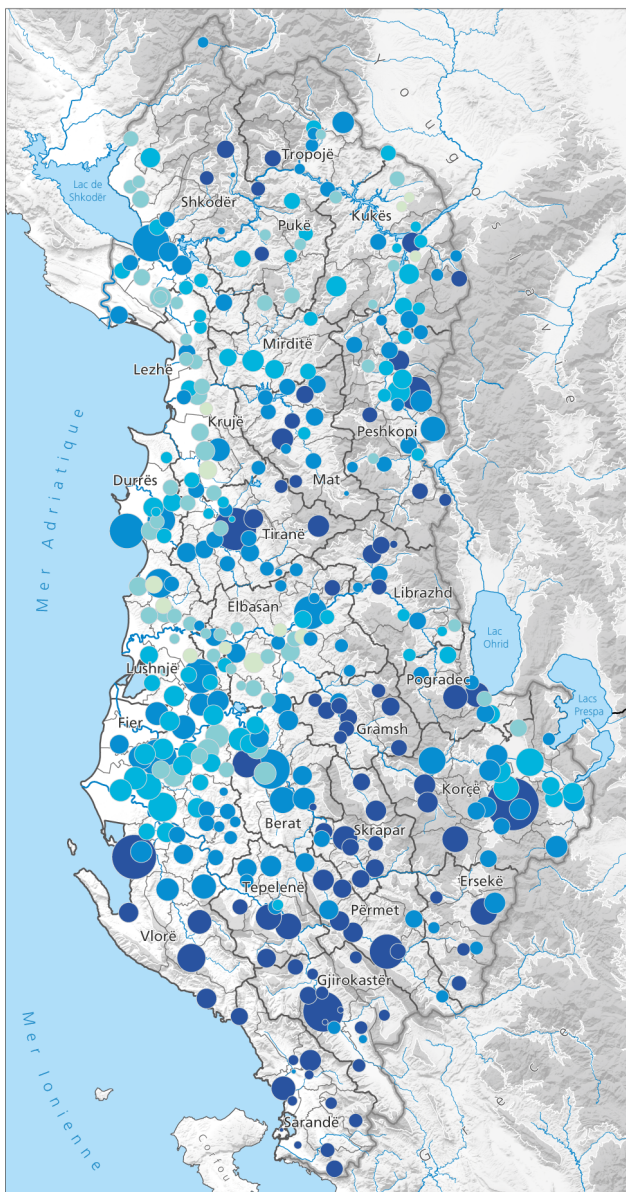
Cette baisse de la part des hommes dans les flux internes est liée à la baisse générale de la mobilité consécutive aux mesures décrites aux sections 5.5.3 et 5.5.4, ainsi que possiblement à un certain « rattrapage » féminin, celui

³⁵⁰ Les différences seraient encore plus marquées si l'on envisageait des distances plus courtes, entre villages plutôt qu'entre communes.

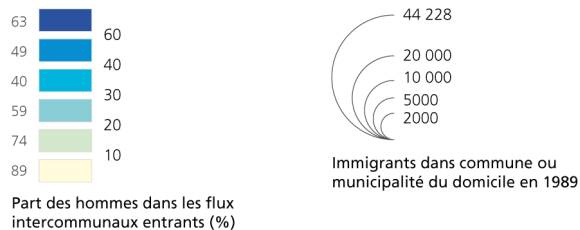
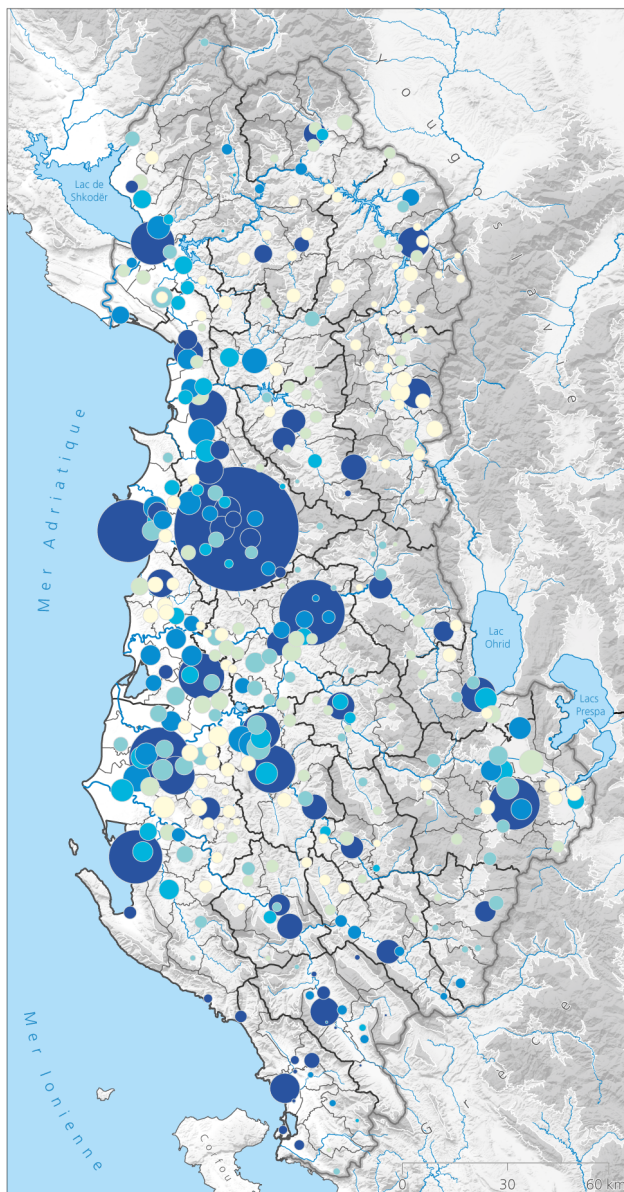
³⁵¹ L'intensité de la migration, et donc sa composition par sexe, dépend bien-sûr de la maille choisie pour l'analyse. Les chiffres de cette section sont basés sur la maille des communes et municipalités des années 1990 et 2000 (héritée de la structure de l'agriculture collectivisée). Plus on choisit une maille fine, plus la mobilité mesurée augmente, surtout celle féminine, de courte distance. Les analyses des sections suivantes sont souvent à l'échelle des villes et villages.

du regroupement familial. La mobilité horizontale et féminine liée au mariage demeure, l'exode rural plus largement masculin diminue.

Communes et municipalités entre la naissance et 1989
Rapport de masculinité de l'émigration interne



Rapport de masculinité de l'immigration interne



© A. Jarne 2020

Cartes 5.72 et 5.73 : Rapport de masculinité des migrations internes.

5.5.8 Structure et évolution de la migration

A la baisse de la mobilité décrite dans la littérature fait écho celle enregistrée dans les cohortes successives selon le recensement des 2001. Le découpage en cohortes est le suivant :

Classes d'âge en 2001	Migration la plus probable
65 ans ou plus	années 1950
55-64 ans	années 1960
45-54 ans	années 1970
35-44 ans	années 1980

Le tableau 5.12 donne la combinatoire au niveau de la typologie agrégée de l'Instat (2001) des effectifs par sexes et par cohortes pour les flux internes, entrants et sortants. Les deux premières colonnes donnent l'effectifs des femmes et hommes qui sont demeurés dans la même commune entre leur naissance et 1989 (ils ont pu changer de village à l'intérieur de celle-ci). Les colonnes 3 et 4 donnent les populations qui ont quitté une commune/municipalité pour une autre de même type, les 5 et 6 celles qui ont quitté un certain type, les 7 et 8 celles qui ont gagné un certain type. Les ratios des quatre colonnes de droite rapportent les populations entrant ou sortant d'un type à celles qui demeurent dans un même type (en changeant de commune ou non), ce qui signifie qu'en l'occurrence les mouvements « horizontaux » sont apparentés à une absence de déplacement. On comparant les sexes, on retrouve la démonstration du tableau précédent : les femmes se déplacent davantage (sous-représentées dans les populations statiques des deux premières colonnes, surreprésentées partout ailleurs). Si on compare dans le temps (c'est-à-dire les cohortes), on observe une diminution systématique de la mobilité relative : les effectifs mobiles conservent les mêmes ordres de grandeur, mais leur part par rapport à ceux qui ne bougent pas diminue fortement. Ce constat est valable pour tous les types mais dans des proportions variables. La décade la plus spectaculaire concerne les petites centralités – dont on voit qu'elles fonctionnaient au début du communisme vraisemblablement comme pivots de la mobilité des régions rurales vers les grandes villes (à la fois des niveaux d'immigration et d'émigration importants) – et qui perdent progressivement ce rôle. Les communes rurales, émettrices, voient leur émigration (relative) divisée par deux, à des niveaux très élevés pour les communes agricoles de montagne (de près de 50% et plus de 60% pour les hommes et les femmes à respectivement 26% et 46%), plus modestes pour celles de plaine. Quant aux destinations, les villes, le déclin de l'immigration s'y fait sentir en fonction de leur taille. Dans les centres régionaux qui demeurent en croissance, l'immigration triple de volume mais diminue un peu moins que de moitié en pourcentage. Dans les grands centres, la décade relative est du même ordre de grandeur, mais le gain effectif est moindre. Mais c'est à Tiranë que le recul relatif est le plus marqué : si la capitale continue d'accueillir une dizaine de milliers d'immigrants par cohorte (soit par décennie), ceux-ci ne représentent plus qu'une part minoritaire par rapport à la population statique pour la cohorte jeune (environ 40%), alors qu'il comptent pour plus du double de celle-ci pour la cohorte la plus âgée, constituée probablement des immigrants d'avant 1960. La mobilité féminine montre une évolution parallèle à celle des hommes, mais à des niveaux plus élevés et avec en général une diminution un peu moins prononcée.

Certaines catégories de la typologie ne sont a priori pas pertinentes pour la période hoxhaïenne – les communes « suburbaines » sont un phénomène postsocialiste, et les communes d'économie industrielle et de service ont été qualifiées comme telles sur la base de statistiques de 2001. Pourtant dans un cas comme dans l'autre, elles paraissent se distinguer sur le plan migratoire des communes agricoles. La classe des communes suburbaines connaît par exemple une immigration significativement plus importante que les communes agricoles de plaine, classe à laquelle elles devraient appartenir³⁵². On peut y voir un lien avec l'hypothèse de la migration détournée (*diverted migration*, Sjöberg 1992b) : comme il était très difficile d'obtenir un permis de résidence urbain, une stratégie pouvait consister à opter pour une migration « horizontale » vers une coopérative située à proximité immédiate d'une ville, de sorte à bénéficier autant que possible des services offerts par celle-ci et augmenter les opportunités d'y accéder ultérieurement. On peut y voir aussi l'effet plus spécifique de l'attractivité de la région de Tiranë-Durrës qui concentre l'essentiel des communes qui seront classées suburbaines après 2001 (20 sur 47).

³⁵² Cette classe comprend en 2001 47 communes jouxtant les villes albanaises et constituant avec elles des agglomérations. Sur les 47, 20 constituent les périphéries des seules Tiranë et Durrës. Ces communes suburbaines sont présentes dans les plaines, et avant de connaître une immigration massive après 1992, elles étaient des communes agricoles. Voir Schuler et al. (2010).

Types de communes / municipalités	Cohortes âge en 2001	Restent dans la commune		Flux internes au type		Sortants		Entrants		Part des sortants (%)		Part des entrants (%)	
		H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
Tiranë	65+	2256	2476	0	0	109	236	4676	5215	4.8	9.5	207.3	210.6
	56-65	4485	4391	0	0	290	505	5824	6381	6.5	11.5	129.9	145.3
	46-55	9050	8207	0	0	823	1253	5522	6409	9.1	15.3	61.0	78.1
	36-45	12561	12439	0	0	723	1231	4660	5541	5.8	9.9	37.1	44.5
Centres d'importance nationale	65+	5949	5748	414	648	1477	2301	4399	4929	23.2	36.0	69.1	77.1
	56-65	10734	9229	608	1039	2001	3207	6719	7383	17.6	31.2	59.2	71.9
	46-55	17773	15481	1044	1749	2945	4856	7241	8483	15.7	28.2	38.5	49.2
	36-45	25260	24144	806	1707	2801	5107	6285	8423	10.7	19.8	24.1	32.6
Centres d'importance régionale	65+	3448	2984	226	318	2541	3467	2825	3537	69.2	105.0	76.9	107.1
	56-65	6068	4555	434	542	3332	4599	5278	5951	51.2	90.2	81.2	116.8
	46-55	10206	6979	689	1064	4033	5768	7036	8279	37.0	71.7	64.6	102.9
	36-45	17007	13730	813	1451	3715	6806	7465	10117	20.8	44.8	41.9	66.6
Communes suburbaines	65+	5643	3480	248	946	1194	2690	1829	3363	20.3	60.8	31.0	76.0
	56-65	10607	5725	443	1852	2066	4698	3116	5829	18.7	62.0	28.2	76.9
	46-55	13728	7024	648	2340	2514	5812	3522	7482	17.5	62.1	24.5	79.9
	36-45	23138	12338	737	3521	2587	8287	4315	10594	10.8	52.3	18.1	66.8
Communes d'économie industrielle et de service	65+	2881	2220	56	126	1253	2119	883	1579	42.7	90.3	30.1	67.3
	56-65	4929	3182	90	176	1996	3140	1486	2709	39.8	93.5	29.6	80.7
	46-55	5894	3499	96	213	1969	3779	2103	3597	32.9	101.8	35.1	96.9
	36-45	10199	6402	96	431	2286	5839	2189	5227	22.2	85.5	21.3	76.5
Communes agricoles de plaine	65+	13620	7535	872	4269	3257	5411	1426	3774	22.5	45.8	9.8	32.0
	56-65	23587	11810	1504	7052	5181	8828	2434	6170	20.6	46.8	9.7	32.7
	46-55	29739	13758	1605	8848	6075	10996	2645	7562	19.4	48.6	8.4	33.5
	36-45	45655	22250	1845	14126	6108	13784	3116	12140	12.9	37.9	6.6	33.4
Communes agricoles de montagne	65+	13508	9216	450	3199	6569	7803	362	1630	47.1	62.9	2.6	13.1
	56-65	23999	14625	910	5551	10554	12163	563	2717	42.4	60.3	2.3	13.5
	46-55	26556	16163	1058	6340	10567	12822	857	3474	38.3	57.0	3.1	15.4
	36-45	41611	25411	1393	10270	11009	16508	1199	5520	25.6	46.3	2.8	15.5

Tableau 5.12 : Mouvements migratoires (naissance-1989) entre différents types de communes et municipalités, par cohortes. Source : recensement de la population, 2001.

Cohortes	Valeurs absolues					Valeurs relatives				
	65+	56-65	46-55	36-45	total	65+	56-65	46-55	36-45	total
Rural vers urbain	9415	15201	16282	15805	56703	46.8%	47.5%	43.7%	40.7%	44.2%
Rural vers rural	5350	9296	10191	12299	37136	26.6%	29.0%	27.4%	31.7%	29.0%
Urbain vers urbain	4671	6525	9045	8126	28367	23.2%	20.4%	24.3%	21.0%	22.1%
Urbain vers rural	666	1005	1717	2556	5944	3.3%	3.1%	4.6%	6.6%	4.6%
Mobiles	20102	32027	37235	38786	128150	30.3%	28.0%	25.2%	18.4%	23.8%
Sédentaires	46163	82310	110400	172453	411326	69.7%	72.0%	74.8%	81.6%	76.2%
Total	66265	114337	147635	211239	539476	100%	100%	100%	100%	100%

Tableau 5.13 : Évolution de la structure urbaine/rurale des flux masculins au niveau des villes et villages. Source : recensement de la population, 2001.

Le tableau de synthèse 5.13 chiffre la décre de la mobilité masculine, qui représente 30.3% des effectifs de la cohorte âgée, contre plus que 18.4% de la plus jeune. Il montre aussi l'évolution de sa structure, qui si elle reste dominée par les flux du rural vers l'urbain, voit la part de ceux-ci – ainsi que la part des flux interurbains – diminuer respectivement de 46.8% et 23.2% à 40.7% et 21.0%. Au contraire des déplacements vers le domaine rural qui représentent dans les cohortes jeunes une part accrue de la mobilité (38.3% chez les 36-45 ans contre 29.9% chez les plus de 65 ans). Les politiques d'égalisation du niveau de vie et de restriction de la mobilité se reflètent donc parfaitement dans l'intensité et la structure des flux tels que connaissables grâce au recensement de 2001.

La perception de la migration est étroitement dépendante de l'échelle de l'analyse. Le simple volume de flux est inversement proportionnel à la finesse de la maille géographique. Si plus de 128'000 hommes (24%) se déplacent entre villes et villages, ils ne sont plus que 117'000 (22%) entre communes et municipalités et 63'000 (12%) entre les 26 districts. La difficulté réside dans l'imbrication de la dimension régionale et de celle du gradient d'urbanité. Les chiffres ci-dessus montrent que le volume de la migration intra-régionale (essentiellement les mouvements vers les centres régionaux) et la migration inter-régionale sont sensiblement les mêmes³⁵³. Jusque-là on a insisté plutôt sur la dimension urbaine-rurale au motif qu'elle est fortement liée au genre. Mais la dimension régionale est essentielle également. Pour illustrer la structure générale de la migration, nous proposons donc les chiffres au niveau des 26 districts – ce qui donne la dimension régionale, puisque les districts incluent des villes et leur hinterland – et de façon complémentaire la cartographie au niveau du niveau intermédiaire des 374 communes et municipalités, qui distingue à l'intérieur des districts le rural et l'urbain, et dont les unités disposent d'effectifs encore suffisants pour autoriser une décomposition en cohortes. Par la suite, nous distinguerons de manière spécifique migration urbaine et migration rurale. Les valeurs par districts montrent la très forte différenciation régionale entre districts d'émigration et districts d'immigration. Pour la cohorte la plus âgée, l'émigration du district méridional de Përmet excède la population restée sur place (103%), et à l'opposé, l'immigration à Tiranë est aussi nombreuse que la population née sur place. Si la part de l'émigration à Përmet va diminuer drastiquement au gré des cohortes (« plus que » 30% pour la cohorte jeune), elle s'établit tout-de-même globalement à près de 58%, cependant qu'à Tiranë et toutes cohortes confondues, les immigrés représentent 44% des natifs. Si ces deux cas sont extrêmes, ils ne sont pas isolés. Au total 18 districts présentent un solde négatif pour seulement 6 districts d'accueil. Outre Përmet, Ersekë (Kolonjë), Tepelenë, Skrapar et Gjirokastrë présentent les soldes les plus fortement négatifs qui dépassent le quart de la population masculine native. Les trois districts centraux (Tiranë, Krujë, Durrës) captent à eux seuls la moitié de toute l'immigration interdistricts, et Tiranë seule le tiers. Deux districts, Sarandë et Pogradec, passent du statut de région d'émigration à région de légère immigration pour la cohorte jeune. Le cas de Sarandë est unique : il s'agit du seul district avec une migration intense mais relativement équilibrée, et d'ailleurs le seul au sud à connaître une immigration significative et avec de plus une tendance à l'augmentation, comme en prélude aux développements contemporains. Dans le contexte du rééquilibrage voulu des flux migratoires, une légère augmentation de l'immigration n'est pas chose rare dans le haut du tableau (trié par solde migratoire croissant), mais plutôt dans le Nord : Peshkopi, Tropojë, Kukës, Pogradec ou la Mirditë.

³⁵³ Il ne s'agit pas d'une mesure classique de l'émigration, de l'immigration ou de leur solde, où l'on rapporte la différence des entrants et des sortants à la population moyenne, puisque le dénominateur est la population « statique » de chacune des cohortes : la structure est semblable, mais ici les ordres de grandeur sont supérieurs.

Districts Cohortes	Émigration					Immigration						
	35+ (abs./rel.)	65+	55-65	45-55	35-45	35+ (abs./rel.)	65+	55-65	45-55	35-45		
Përmet	3677	57.6	103.1	85.2	53.6	29.8	389	6.1	6.6	4.8	6.5	6.4
Ersekë	2127	49.3	83.8	74.9	43.2	26.3	379	8.8	7.2	8.8	9.7	8.7
Tepelenë	2991	40.4	77.8	54.6	39.4	23.5	667	9.0	13.2	8.5	10.6	7.1
Skrapar	2435	35.7	71.7	46.5	35.9	19.3	582	8.5	6.6	10.4	9.0	7.6
Gjirokastrë	3433	34.0	70.1	48.3	31.9	14.5	850	8.4	8.8	9.9	9.2	6.9
Gramsh	1832	26.4	49.0	37.5	26.4	15.4	366	5.3	5.7	4.3	5.6	5.5
Peshkopi	4694	19.9	28.2	23.7	20.6	15.7	354	1.5	1.0	1.0	1.8	1.7
Korçë	7498	20.5	25.3	21.6	24.3	15.1	1945	5.3	8.3	6.7	5.4	3.2
Sarandë	2158	27.3	42.2	35.7	26.2	13.7	1177	14.9	12.1	13.7	17.5	15.4
Mat	1781	15.6	19.3	18.6	17.0	12.5	433	3.8	3.2	3.9	5.1	3.2
Pukë	946	13.2	14.6	14.5	12.7	12.3	232	3.2	2.8	2.3	3.9	3.4
Vlorë	4301	17.0	24.5	24.0	18.1	9.9	1966	7.8	10.7	9.6	9.0	4.9
Kukës	1726	11.4	13.8	11.8	13.5	9.5	449	3.0	2.2	2.0	3.7	3.3
Mirditë	987	14.1	17.5	18.1	14.0	10.9	446	6.4	4.0	7.1	8.0	5.8
Librazhd	1453	12.6	14.6	13.4	11.9	11.9	738	6.4	6.2	6.0	8.1	5.5
Tropojë	621	10.0	11.0	10.8	10.0	9.3	241	3.9	2.1	3.1	5.3	4.0
Pogradec	1494	12.7	20.8	15.6	14.1	7.9	1097	9.3	6.7	7.5	12.0	9.4
Shkodër	2415	6.1	8.0	6.8	6.9	4.4	1653	4.2	4.4	4.7	4.6	3.5
Berat	3149	11.2	18.8	14.8	12.1	7.2	3536	12.6	21.1	17.2	14.4	7.3
Lushnjë	2263	10.4	13.9	13.9	12.4	6.7	2911	13.4	20.6	18.6	14.1	8.8
Fier	2895	7.7	13.2	9.6	8.6	4.7	4702	12.5	18.9	17.1	13.5	8.0
Durrës	2263	6.6	6.9	6.2	7.9	5.7	5683	16.6	30.2	23.5	16.2	9.3
Elbasan	2350	6.6	9.4	8.4	6.9	4.9	5955	16.7	25.8	22.0	20.2	10.0
Lezhë	578	6.6	6.2	6.7	7.9	5.8	1841	21.1	26.1	24.6	22.9	16.7
Krujë	941	6.4	11.2	7.6	6.8	4.5	3591	24.3	34.2	34.6	23.9	17.8
Tiranë	2200	4.6	3.8	5.0	6.3	3.5	21025	43.8	100.3	68.5	40.2	23.6
Albanie	63208	13.3	20.7	17.0	14.2	8.8	63208	13.3	20.7	17.0	14.2	8.8

Tableau 5.14 : Émigration et immigration masculine entre la naissance et 1989 au niveau des 26 districts. Source : recensement de la population, 2001.

Districts Cohortes	Solde migratoire					Intensité des migrations						
	35+ (abs./rel.)	65+	55-65	45-55	35-45	35+ (abs./rel.)	65+	55-65	45-55	35-45		
Përmet	-3288	-51.5	-96.5	-80.4	-47.2	-23.4	4066	63.7	109.7	89.9	60.1	36.2
Ersekë	-1748	-40.5	-76.6	-66.1	-33.5	-17.6	2506	58.0	91.1	83.7	52.9	35.0
Tepelenë	-2324	-31.4	-64.6	-46.1	-28.8	-16.3	3658	49.4	91.0	63.1	50.0	30.6
Skrapar	-1853	-27.1	-65.1	-36.1	-27.0	-11.7	3017	44.2	78.4	57.0	44.9	26.8
Gjirokastrë	-2583	-25.6	-61.3	-38.4	-22.7	-7.6	4283	42.4	78.9	58.2	41.2	21.4
Gramsh	-1466	-21.2	-43.3	-33.2	-20.8	-9.9	2198	31.7	54.8	41.8	32.0	20.8
Peshkopi	-4340	-18.4	-27.2	-22.7	-18.8	-14.0	5048	21.4	29.2	24.7	22.4	17.4
Korçë	-5553	-15.1	-17.0	-14.9	-18.9	-11.9	9443	25.8	33.7	28.3	29.7	18.3
Sarandë	-981	-12.4	-30.1	-22.0	-8.7	1.6	3335	42.3	54.3	49.4	43.7	29.1
Mat	-1348	-11.8	-16.1	-14.6	-11.9	-9.3	2214	19.4	22.5	22.5	22.0	15.6
Pukë	-714	-9.9	-11.8	-12.2	-8.8	-9.0	1178	16.4	17.4	16.8	16.6	15.7
Vlorë	-2335	-9.2	-13.7	-14.5	-9.1	-5.1	6267	24.7	35.2	33.6	27.1	14.8
Kukës	-1277	-8.5	-11.7	-9.7	-9.9	-6.2	2175	14.4	16.0	13.8	17.2	12.8
Mirditë	-541	-7.7	-13.5	-10.9	-6.0	-5.1	1433	20.4	21.4	25.2	21.9	16.7
Librazhd	-715	-6.2	-8.4	-7.4	-3.8	-6.4	2191	18.9	20.7	19.5	20.1	17.5
Tropojë	-380	-6.1	-9.0	-7.7	-4.7	-5.3	862	13.9	13.1	13.9	15.3	13.2
Pogradec	-397	-3.4	-14.2	-8.1	-2.1	1.5	2591	22.1	27.5	23.2	26.1	17.3
Shkodër	-762	-1.9	-3.6	-2.1	-2.3	-0.9	4068	10.4	12.4	11.6	11.5	7.9
Berat	387	1.4	2.3	2.3	2.3	0.1	6685	23.7	39.9	32.0	26.5	14.4
Lushnjë	648	3.0	6.7	4.6	1.7	2.2	5174	23.8	34.5	32.5	26.5	15.5
Fier	1807	4.8	5.6	7.4	4.9	3.3	7597	20.3	32.1	26.7	22.1	12.8
Durrës	3420	10.0	23.3	17.2	8.3	3.6	7946	23.2	37.1	29.7	24.2	15.0
Elbasan	3605	10.1	16.4	13.6	13.3	5.1	8305	23.3	35.3	30.5	27.0	15.0
Lezhë	1263	14.5	19.8	17.9	15.0	10.8	2419	27.7	32.3	31.3	30.9	22.5
Krujë	2650	17.9	23.0	27.0	17.2	13.3	4532	30.6	45.4	42.3	30.7	22.2
Tiranë	18825	39.2	96.5	63.6	33.9	20.1	23225	48.4	104.1	73.5	46.5	27.0
Albanie	0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	126416	26.7	41.4	34.1	28.4	17.6

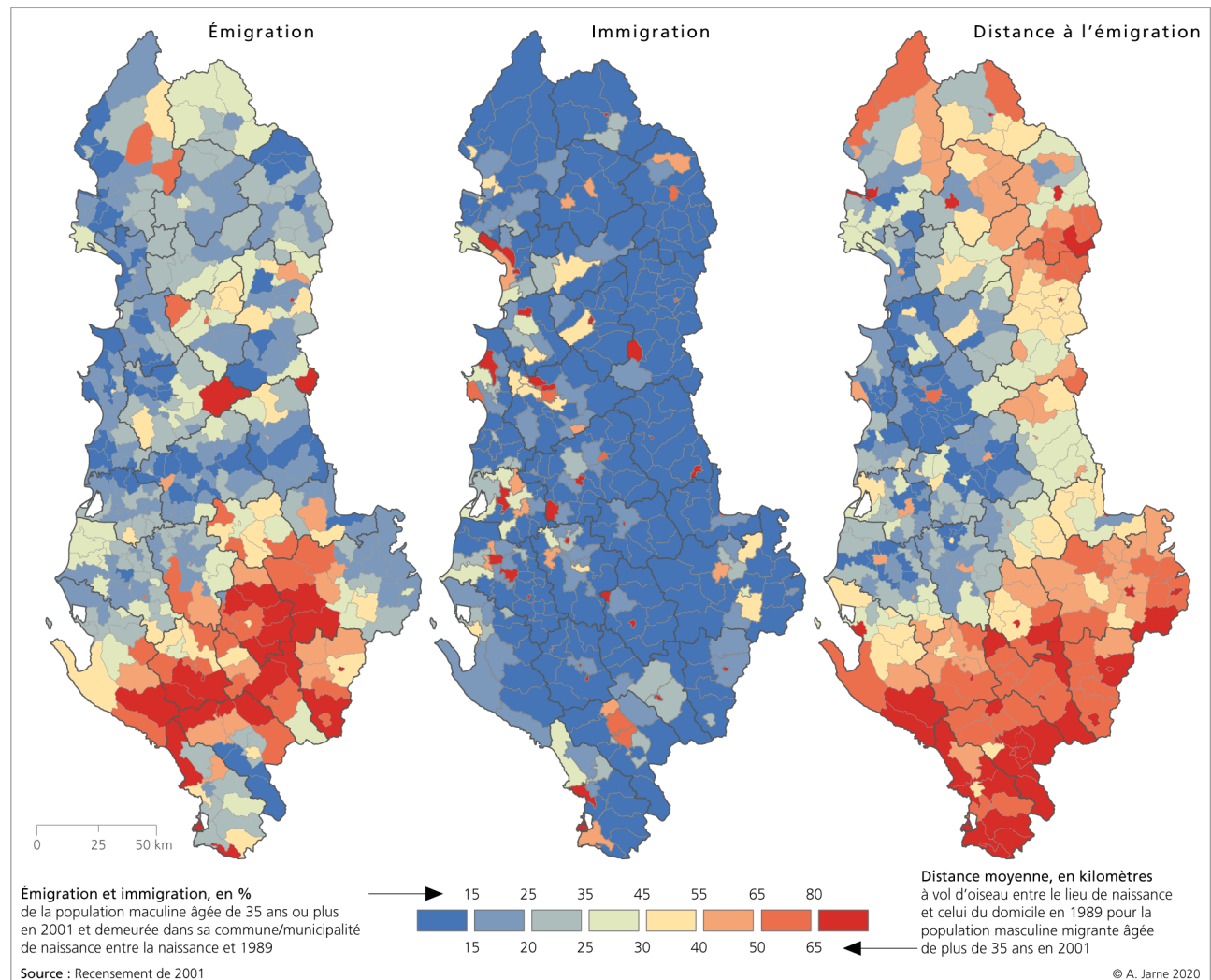
Tableau 5.15 : Solde migratoire et intensité des migrations masculines entre la naissance et 1989 au niveau des 26 districts. Source : recensement de la population, 2001.

Les trois cartes 5.74 à 5.76 donnent la structure spatiale générale. A la comparaison des cartes 5.74 et 5.75, on mesure tout le contraste entre une émigration dont la structure est avant tout régionale, et une immigration d'abord urbaine. On voit très nettement se dégager cette grande région d'émigration méridionale qui recouvre le

sud du district de Vlorë, celui de Tepelenë, le sud de Berat, Skrapar, Gramsh, l'est montagneux des districts de Pogradec et de Korçë, Kolonjë, Përmet et le nord de Gjirokastrë. Hors de ce bloc compact, les communes de Konispol (à l'extrême sud), celles montagneuses de Shëngjergj à l'est de Tiranë, d'Ulëz à Mat, de Trebishti à l'est de Bulqizë ou de Pulti au nord-est de Shkodër sont aussi parmi d'autres des communes traditionnelles d'émigration. Pour ce qui concerne le Sud, De Rapper (2003, 8) décrit la dégradation des conditions de vie en Lunxhëri (dans la vallée du Drin, face à Gjirokastrë) dès la fin de seconde guerre mondiale, en raison des destructions lors de la retraite allemande, de l'état de guerre avec la Grèce, de la fermeture de la frontière et des routes du *kurbet*. Les départs ne sont plus possibles et l'aide envoyée par les émigrés de plus en plus difficile à obtenir. Ne pouvant plus compter sur ceux de l'extérieur, les Lunxhotes se tournent alors vers ceux d'entre eux qui dès après l'Indépendance avaient choisi d'aller s'installer dans les villes d'Albanie centrale (Fier, Durrës, Tiranë) où ils exerçaient pour beaucoup les professions d'artisans ou de commerçants. On assiste donc dans la plupart des villages du Sud, après celle de l'émigration des années 1920 et 1930, à une nouvelle vague de départs, mais vers les villes du centre cette fois-ci. La Lunxhëri, et de manière plus générale le Sud hellénisé de l'Albanie, est souvent décrit dans la littérature³⁵⁴, mais le tableau est pour partie valable pour les régions montagneuses, de population musulmane, situées plus au nord et où l'impact de l'émigration a été plus fort encore (Kurvelesh et Skrapar). Parmi les régions de très faible émigration, on peut relever les plaines de Lezhë, la vallée du fleuve Shkumbin (axe Librazhd-Elbasan-Rrogozhinë), Has (Krumë) au nord-est où la conjonction de la distance et de meilleures terres agricoles que leurs voisins semble avoir maintenu une économie relativement close et autosuffisante, peut-être un peu à l'image de ce qu'on observe à l'autre bout du pays, dans le Dropull.

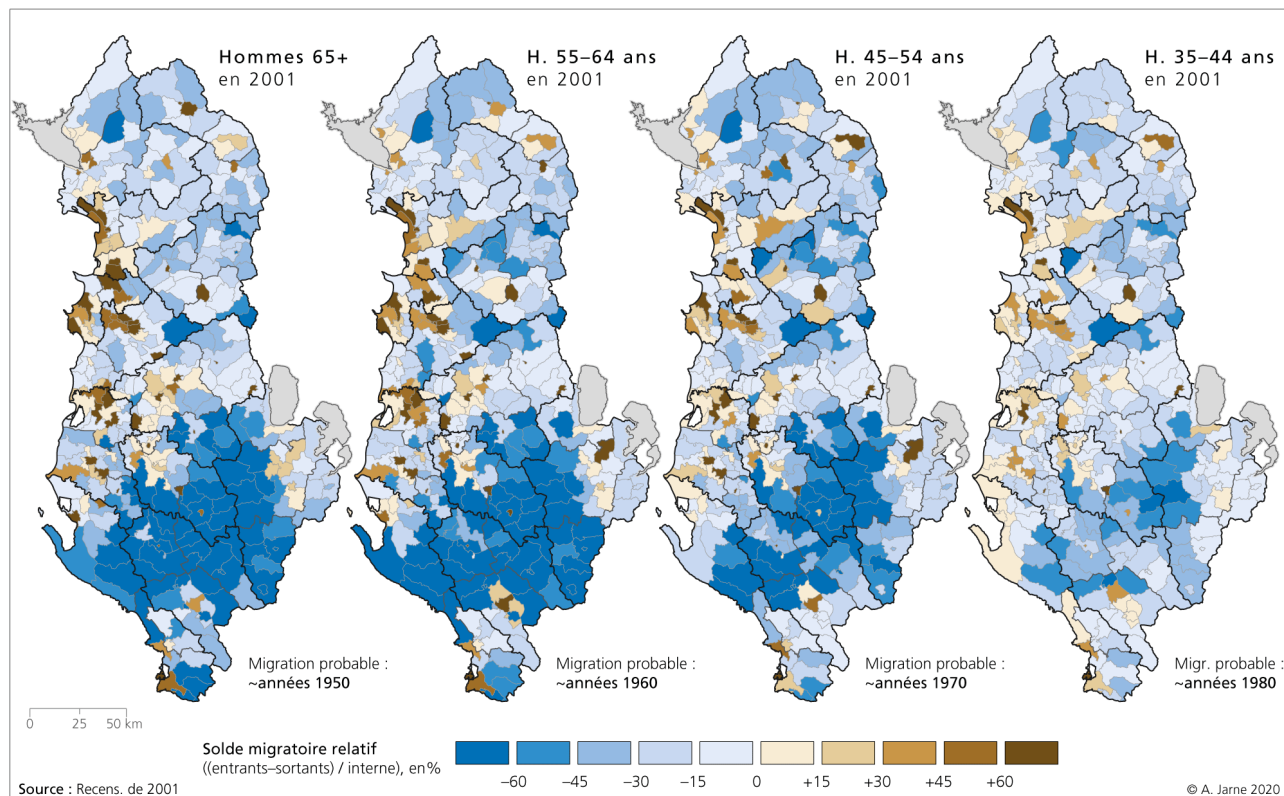
Albanie, communes/municipalités

Structure de la migration durant le communisme



Cartes 5.74 à 5.76 : Émigration et immigration durant le communisme.

³⁵⁴ Il a fait en particulier l'objet de nombreux livres et articles en français ou en anglais de Gilles de Rapper et Pierre Sintès. Voir la bibliographie.

Solde migratoire interne, par cohortes

Cartes 5.77 à 5.80 : Évolution du solde migratoire par cohortes.

Nous avons enfin essayé de faire un lien sommaire entre les migrations interrégionales et leur évolution, la religion pratiquée au village de naissance et le niveau d'éducation. Les observations à ce propos dont on trouve trace dans la littérature font mention 1) d'un niveau d'éducation supérieur dans le Sud ; 2) d'une émigration touchant préférentiellement les villages orthodoxes. En calculant au niveau de chacune des treize régions morphologiques-historiques l'émigration à partir des villages traditionnellement musulmans ou chrétiens³⁵⁵, on observe en effet de façon systématique une émigration plus importante chez ceux chrétiens, y-compris dans le Nord catholique. Mais de forte qu'elle était historiquement – dans la cohorte âgée, 23 musulmans quittant leur région de naissance pour 100 y demeurant, contre 36 chrétiens –, la différence s'est fortement réduite : respectivement 9% et 10% d'émigrants dans les villages musulmans et chrétiens pour la cohorte jeune. Dans la Montagne orthodoxe (région de Dropull-Pogon) par exemple, l'émigration de la cohorte âgée des villages chrétiens s'élevait à 91%, contre 53% pour les villages musulmans (18 et 19% pour la cohorte jeune). De la même façon que la différenciation de l'émigration selon la religion du village de naissance s'est estompée dans le temps, celle touchant les niveaux d'éducation a aussi presque disparu. Selon les chiffres de notre échantillon – qui n'est constitué que des localités religieusement homogènes en 1926 –, il n'y a pas de différence significative entre les niveaux d'éducation (mesuré par le nombre moyen d'années d'école suivies) dans les villages musulmans ou chrétiens. De telles différences peuvent se faire jour régionalement (par exemple niveau généralement supérieur chez les orthodoxes de la Myzeqe ou de la région de Korçë, légèrement inférieur chez leurs coreligionnaires de la côte ionienne), mais au niveau national, des écarts sont plutôt observables entre cohortes, ainsi qu'entre émigrants et restés. Ainsi le nombre moyen d'années d'école s'élevait-il à 4.8 pour les hommes demeurés dans leur région pour la cohorte âgée, contre 7.8 ans pour ceux ayant émigré. Au gré des cohortes, le niveau d'éducation s'élève et la différence entre ceux qui restent et ceux qui émigrent s'amenuise : 6.9 et 9.7 années pour les 56-65 ans, 9.3 et 10.9 pour les 46-55 ans, 9.9 et 11.1 pour les 36-45 ans. Anciennement, la différence pouvait être très importante, puisque la plupart des hommes sédentaires des villages du Centre et du Nord avaient suivi quatre années d'école, alors que ceux qui arrivaient du Sud dans les villes des plaines ou à Tiranë en avaient suivi plutôt 8 à 10.

³⁵⁵ Il s'agit toujours de l'émigration masculine exclusivement, et considéré uniquement pour les villages qui en 1926 comptaient plus de 90% de la population de même confession. Il s'agit donc d'une approximation, et pour un effectif partiel. Au total, les calculs portent sur 370'000 hommes environ.

5.5.9 Migration vers les villes (urbanisation)

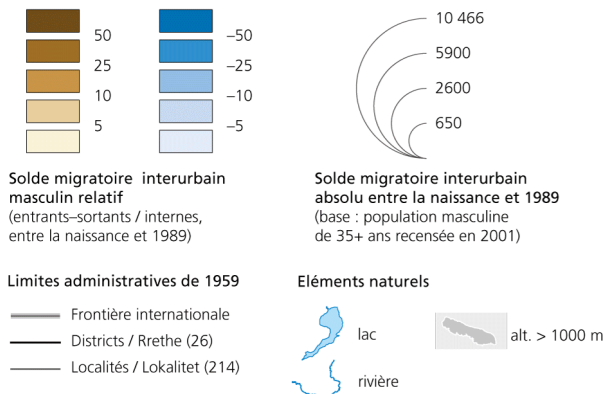
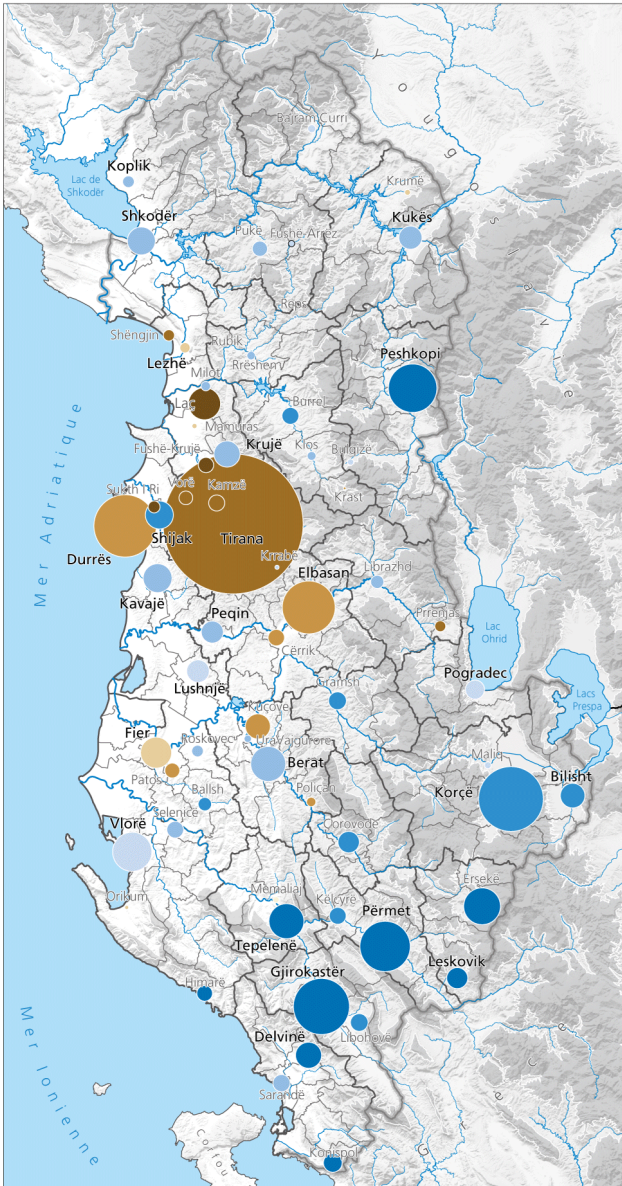
Afin de mieux comprendre la migration de la période communiste³⁵⁶, les flux urbains peuvent être distingués de ceux ruraux. Les flux vers les villes peuvent à leur tour être distingués selon leur origine urbaine ou rurale. La carte de droite (5.82) décrit l'urbanisation en combinant l'émission rurale et la réception urbaine. Les surfaces ou symboles en brun désignent les villages dont l'émigration se fait très majoritairement à destination des villes, les symboles en bleu illustrent le volume de l'immigration rurale en ville et sa part dans l'immigration totale. Le procédé graphique qui consiste à superposer les deux informations met en lumière le rapport spatial qu'entretiennent les bassins d'origine des futurs citadins et la localisation des villes elles-mêmes (par exemple la différence frappante entre Çorovodë et Gramsh : toutes deux sont peuplées d'immigrés ruraux, mais la première est au cœur d'une zone d'émigration, la seconde pas du tout).

Deux types d'exode rural apparaissent clairement : celui local qui amène les paysans des campagnes voisines d'une ville à celle-ci (autour d'Elbasan, Fier, Shkodër, Prrenjas, Librazhd, Tiranë, Kavajë, Peqin, etc.) ; et celui régional qui voit les habitants de plus vastes étendues émigrer vers les centres locaux, mais aussi vers des villes plus distantes. Ce second cas est celui de Sud et du Nord-Est (Dibër, Has, Tropojë). Les montagnes frontalières de Tropojë par exemple ont connu une émigration largement orientée vers la nouvelle ville de Bajram Curri, mais aussi vers Tiranë, Shkodër et Durrës. Certains groupes de villages se détachent par le caractère très largement urbain de leur émigration. Outre Tropojë, on peut mentionner Luma (Shishtavec) au nord-est (vers Kukës), à l'est Ostren (vers Dibër, Bulqizë et Tiranë) et Klenjë (vers Elbasan, Tiranë et Durrës), au sud Kurvelesh et Këlcyrë (vers Tiranë et Tepelenë), le Dropull (vers Tiranë et Gjirokastër) ou la côte ionienne (vers Tiranë, Sarandë et Vlorë). À l'arrivée, du côté des villes on peut distinguer 1) les grandes villes du Centre dont l'immigration est mixte (Tiranë, Durrës et Elbasan) ; 2) celles des plaines (de la Myzeqe, mais aussi Korçë, Bilisht, Pogradec, Sarandë, Lezhë, Shkodër etc.) qui connaissent aussi une immigration mixte mais déjà plus largement rurale ; 3) enfin les villes de la montagne et/ou de la périphérie dont l'immigration est presque exclusivement rurale. Les six villes d'immigration mixte sont toutes voisines de Tiranë : Durrës (58.2% d'immigration d'origine urbaine), Tiranë (55.0%), Sukth i Ri (46.3%), Elbasan (41.0%), Shijak (39.3%) et Fushë-Krujë (33.5%). À l'opposé toutes les villes nouvelles de montagne – Fierzë (2.4%), Bulqizë (5.0%), Klos et Reps (6.3%) –, les bourgs agricoles de plaine – Koplik (1.1%), Divjakë (5.8%), Roskovec (7.1%) – ou les centralités importantes mais périphériques – Bajram Curri (5.7%), Peshkopi (7.8%), Burrel (9.7%), Kukës (11.1%) – connaissent une immigration essentiellement rurale. On distingue donc assez clairement une hiérarchie urbaine à trois niveaux que n'est pas liée seulement à la taille des villes, mais surtout à leur localisation régionale qui détermine la force de leur intégration dans le réseau urbain albanais. Le cas particulier des migrations interurbaines (carte 5.81) illustre mieux encore ce fait.

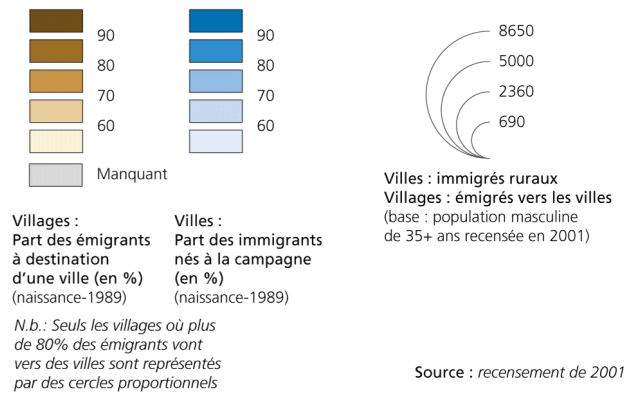
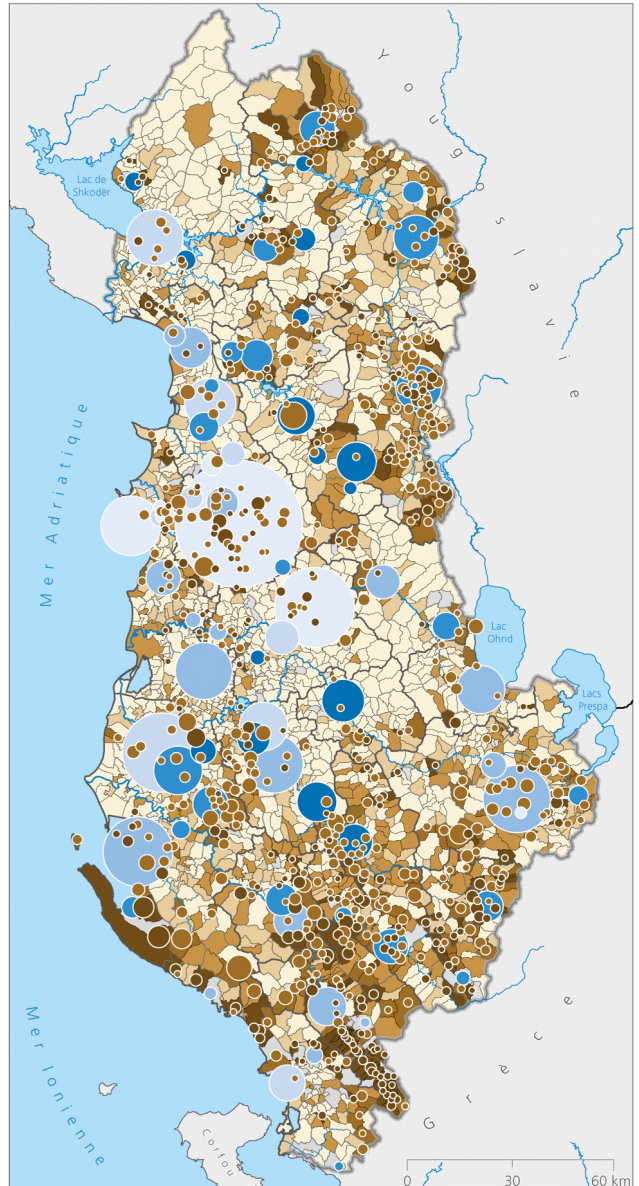
En apparence, les villes du Sud-Est alimentent la croissance de Tiranë, Durrës, Elbasan et Laç. Cependant, comme les symboles sont proportionnels aux soldes migratoires, des villes connaissant à la fois une immigration et une émigration urbaines fortes sont escamotées, ainsi que bien-sûr les villes qui se sont presque exclusivement construites sur l'immigration rurale. Dans la réalité, on aurait plutôt 1) les villes du sud-est fortement émettrices ; 2) les villes de la Myzeqe qui connaissent tendanciellement une assez forte intensité des migrations mais des soldes faibles (les entrants du Sud-Est compensant les émigrants vers la capitale) ; 3) la zone centrale autour de Tiranë, de solde interurbain fortement positif ; 4) les villes du nord, davantage à l'écart des échanges interurbains. Si on fait une sorte de classement des villes selon l'intensité et le solde de la migration interurbaine, les émettrices que sont Përmet, Tepelenë et Ersekë viennent en tête. En terme d'intensité, la somme des flux entrants et sortants compte pour 166% de la population sédentaire à Përmet, pour 143% à Tepelenë et 129% à Ersekë. 1482 hommes originaires de Përmet se trouvaient dans d'autres villes albanaises en 1989, alors que seuls 135 citadins d'ailleurs résidaient à Përmet. Les plus grandes pourvoyeuses d'émigration urbaine sont Korçë (2937 hommes) ; Gjirokastër (1929) et Vlorë (1836), Berat (1378) et Peshkopi (1364), celles qui accueillent prioritairement sont Tiranë (11'424), Durrës (2887) et Elbasan (2391). Parmi les grandes villes, Vlorë et Fier sont celles qui présentent les bilans migratoires interurbains les plus équilibrés. Fier a perdu 1018 citadins et en a gagné 1490, Vlorë en a perdu 1835 et gagné 999. Enfin Shkodër apparaît nettement à l'écart des échanges interurbains : les migrants urbains (entrants et sortants) n'y représentent que 15% de la population masculine sédentaire (contre 34% à Vlorë, 39% à Kukës, 46% à Fier, 48% à Tiranë ou 81% à Peshkopi par exemple).

³⁵⁶ Pour comprendre plus intimement les différenciations régionales et locales des structures spatiales de l'émigration et de l'immigration, nous avons produit une cartographie suffisamment désagrégée, au niveau des 374 communes et municipalités, soit une collection de quelque 700 cartes (flux entrants, flux sortants). Nous ne publions pas ici ces cartes, mais c'est sur cette

Villes albanaises durant le communisme
Solde migratoire interurbain



Albanie communiste
Urbanisation



Cartes 5.81 et 5.82 : Urbanisation et solde migratoire interurbain.

Les cartes des flux principaux par cohortes (5.83, 5.84, 5.87 et 5.88) ne permettent peut-être pas aussi bien que celles qui précèdent, construites sur des indicateurs, de discriminer villes et villages pour comprendre quelle part ils prennent à la migration, mais par contre d'un point-de-vue cognitif, elles sont de puissants outils pour prendre la mesure des volumes des migrations et des différences régionales. En outre elles relient les origines et les destinations, ce qui apporte une information supplémentaire. Cependant, pour qu'elles demeurent lisibles, il est nécessaire de limiter le nombre de flux représentés, soit en ne descendant pas au-dessous d'un certain seuil de taille, soit en ne conservant que les principales destinations à partir de chaque unité (ce qui est fait ici). Dès lors bien-sûr, et selon l'analogie gravitaire, seuls les flux vers l'urbain et les flux interurbains principaux apparaissent, les autres étant par nature trop dispersés. Pour cette raison nous nous intéresserons plus loin spécifiquement à la mobilité rurale. Les cartes des cohortes âgées soulignent, mais avec un impact visuel très fort, ce fait connu de l'historiographie albanaise qu'est le profond déséquilibre nord-sud des migrations durant le communisme. La dense linéature qui relie le Sud à la capitale masque pratiquement tous les traits représentant les autres flux migratoires. Ce qui frappe surtout c'est la remarquable dispersion : chaque village semble envoyer son contingent de migrants directement vers Tiranë. Cette impression s'atténue au fil des cohortes, les filaments des mouvements ruraux s'estompent en comparaison des mouvements originaires des villes comme Korçë, Gjirokastër, Vlorë, Sarandë ou Përmet qui eux se maintiennent. Du Nord ne jettent une passerelle significative vers la capitale que Kukës, Peshkopi et Shkodër.

Parmi les grandes villes, d'autres que Tiranë disposent dès les cohortes anciennes d'importants bassins d'apport (Korçë, Vlorë, Fier), alors que Elbasan, Durrës, Lushnjë ou Berat se développent visiblement un peu plus tard. Progressivement apparaissent puis s'étoffent les flux vers les villes nouvelles : Burrel, Bulqizë, Bajram Curri, plus tard Rrëshen, Gramsh, Poliçan, Memaliaj, Çorovodë et d'autres. Le procédé qui consiste à associer cohortes et périodes apparaît donc pertinent au regard de la chronologie connue du déploiement du réseau urbain secondaire. Certaines vallées semblent étonnamment dépourvues d'émigrants. En fait il s'agit plutôt de cas d'émigration dispersée, à destination de communes rurales (Fan, Shkrel, Pult, Shalë, de nombreux villages de la Malësi e Madhë dans le Nord) ou urbaines (Zagori, Dropull, et de nombreux villages de montagne dans le Sud).

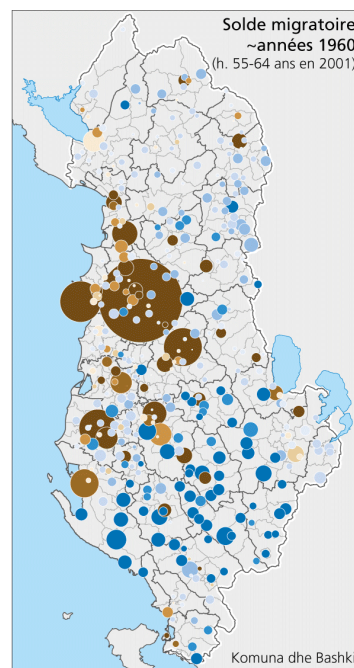
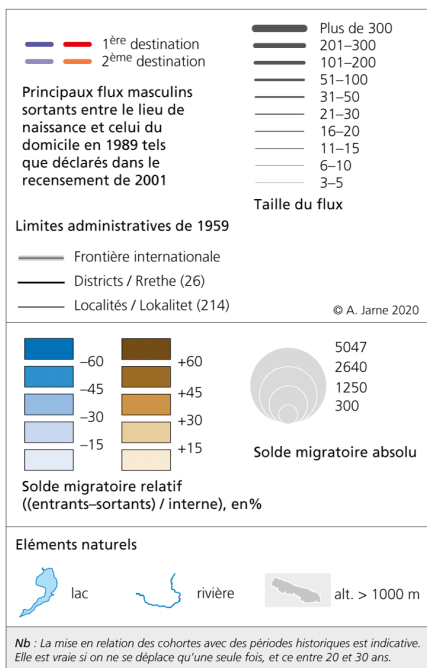
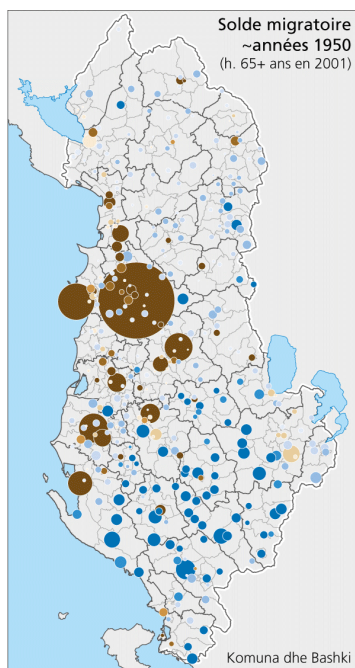
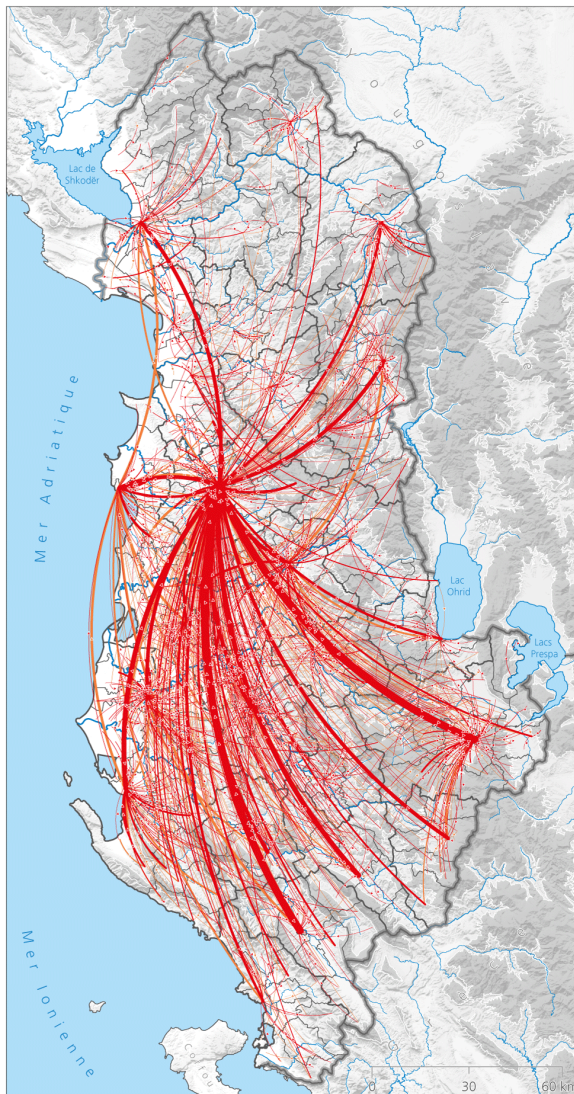
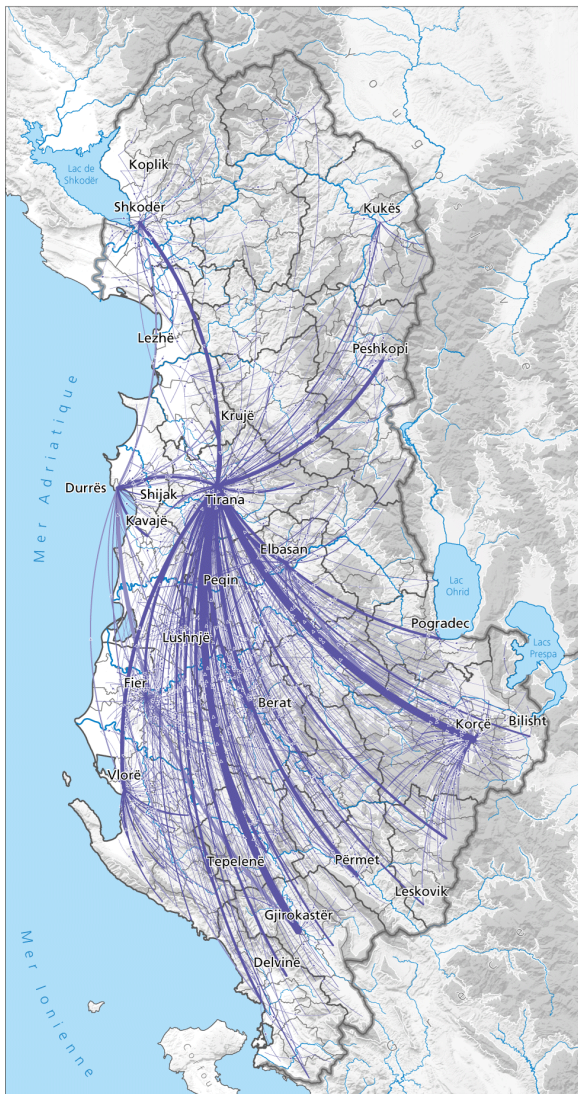
Sous les cartes de flux sont proposées de petites cartes des soldes migratoires (les mêmes que la série 5.77 à 5.80, mais en symboles proportionnels), sur le même principe que la carte des soldes interurbains (5.81), mais en considérant l'ensemble de la migration (masculine). Apparaissent nettement les villes à fort solde positif (en brun) et les régions rurales à fort solde négatif (en bleu). Quelques villes présentent également un déséquilibre entre une faible immigration rurale et une forte émigration : ce sont les petites villes du Sud (Konispol, Leskovik, Libohovë, Delvinë, Himarë). Exerçant déjà une attraction supérieure, Gjirokastër et Përmet connaissent tout-de-même une immigration de moitié inférieure à leur émigration (786 entrants, 1618 sortants à Përmet, respectivement 1031 et 2069 à Gjirokastër). Les autres villes se font discrètes sur ces cartes-là en vertu de leur caractère de relais équilibré entre une émigration rurale locale et une émigration urbaine de portée nationale. De grandes villes disparaissent ainsi quasiment des radars, Korçë (3153 entrants, 3276 sortants), Peshkopi (1225/1550), Berat (2547/1595), Shkodër (2464/1444), plus tard Vlorë (3612/2219) lorsque se tarit quelque peu, après 1960, l'immigration importante des montagnes de Lungara et de la vallée de la Shushicë voisines.

Migrations internes durant le socialisme (selon le recensement de 2001)

Années 1950 et 1960

Hommes de 65+ ans en 2001 | Migration : ~années 1950

Hommes de 55 à 64 ans en 2001 | Migration : ~années 1960



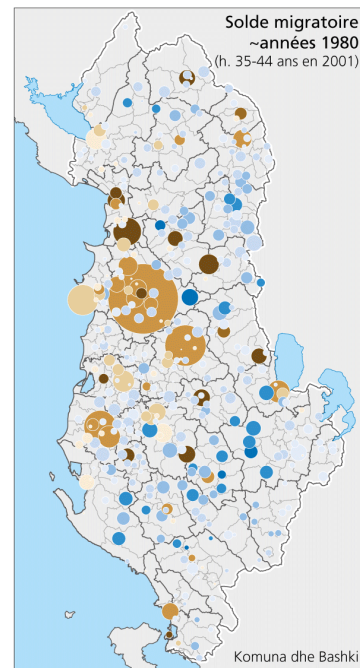
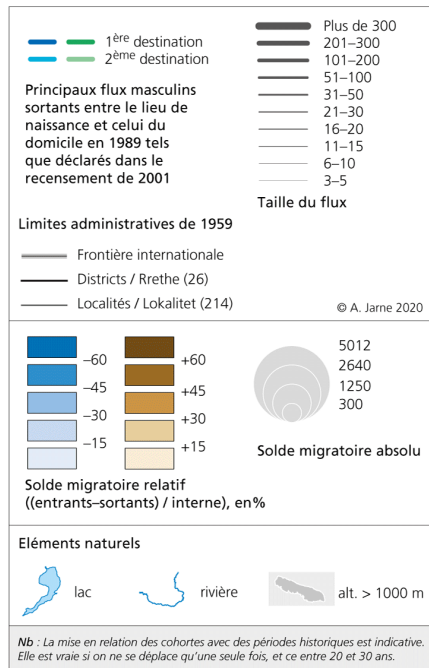
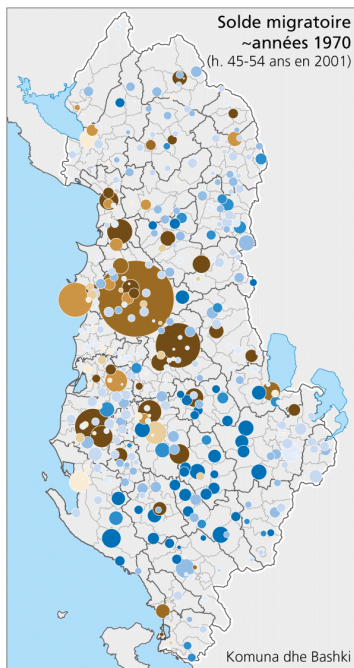
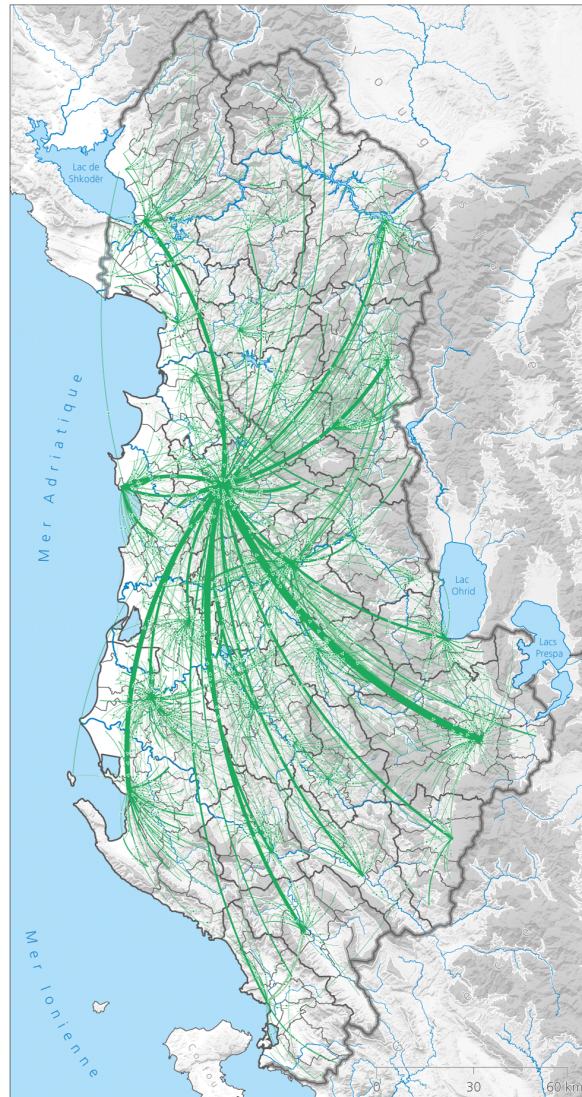
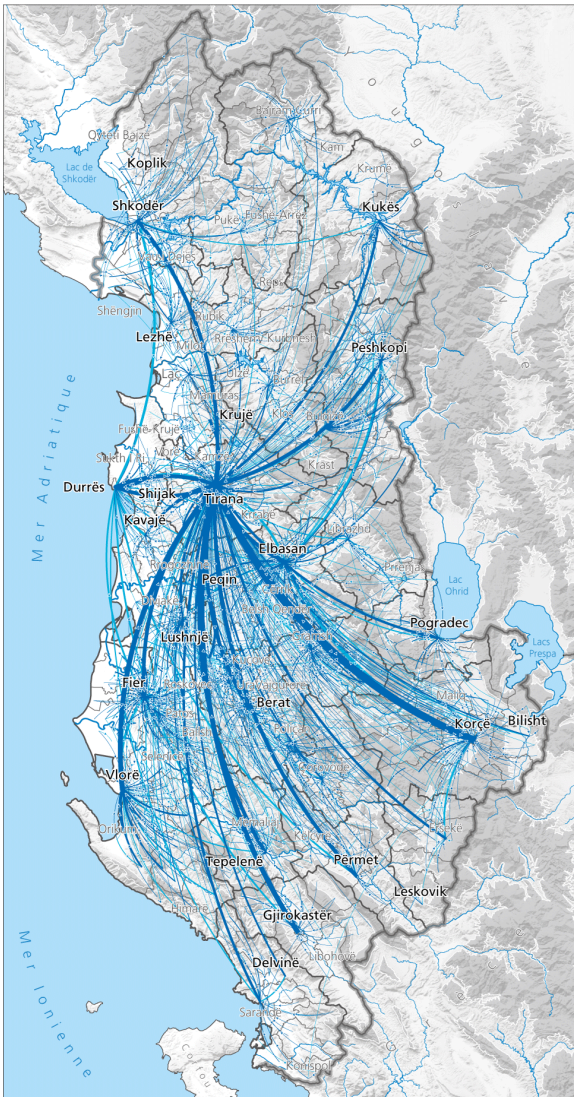
Cartes 5.83 à 5.86 : Carte de flux et soldes migratoires pour les cohortes âgées.

Migrations internes durant le socialisme (selon le recensement de 2001)

Années 1970 et 1980

Hommes de 45 à 54 ans en 2001 | Migration : ~années 1970

Hommes de 35 à 44 ans en 2001 | Migration : ~années 1980



Cartes 5.87 à 5.90 : Carte de flux et soldes migratoires pour les cohortes jeunes.

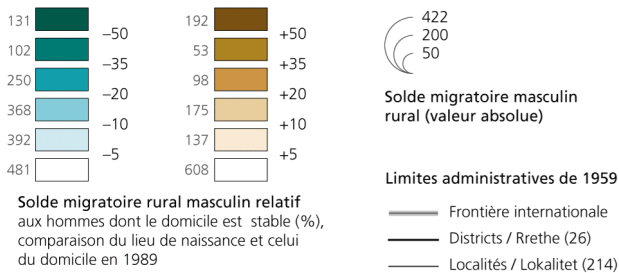
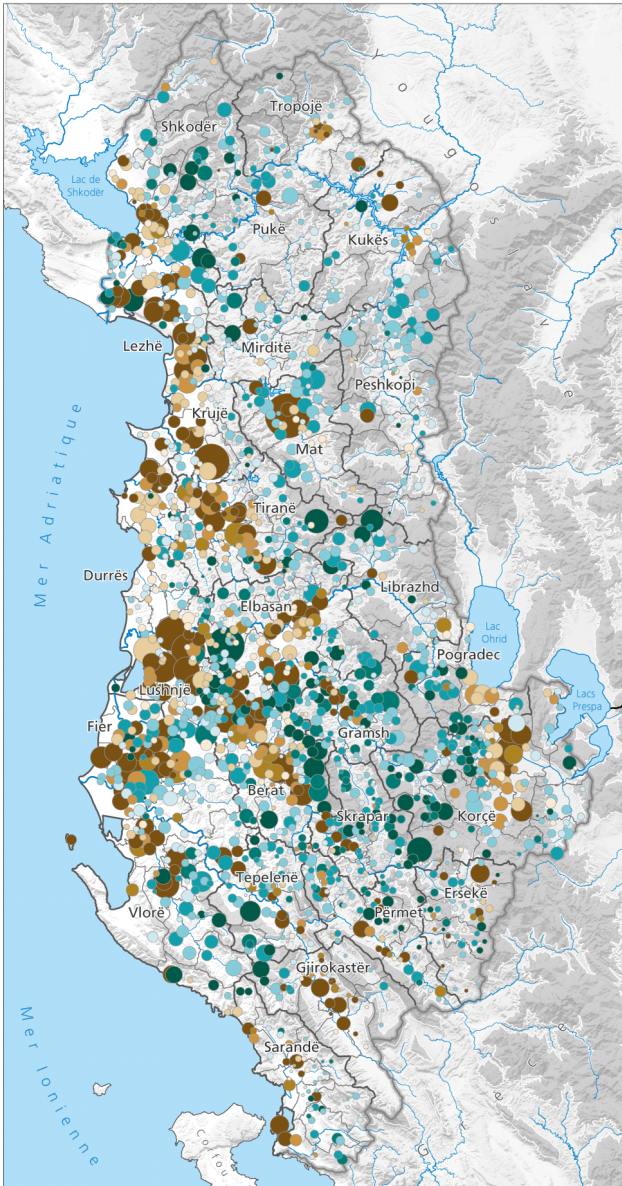
5.5.10 *Mouvements ruraux*

Cette section consiste presque exclusivement en la description de la carte 5.91 qui présente les soldes migratoires ruraux³⁵⁷. La carte 5.92 a pour seule fonction d'illustrer, avec des données de 2001 (après donc, déjà à ce moment, une forte perte de substance de l'agriculture de montagne), à la fois la très forte concentration régionale de l'activité agricole dans les plaines et sa grande dispersion locale en une multitude de petits villages. Il est relativement rare de trouver une cartographie des soldes migratoires ruraux, les mouvements de cette nature étant supposés constituer une « micro-mobilité » généralement isotrope, dominée par une multitude de déplacements, majoritairement féminins, s'annulant au bout du compte les uns les autres. Mais dans le contexte des grandes mutations du monde agricole dans l'Albanie communiste, on peut s'attendre à des migrations rurales structurées 1) par le mouvement historique amorcé à l'entre-deux guerres de descente des paysans, voire même des villages, vers les plaines ; 2) par des phénomènes de concentration liés à la collectivisation et à l'assainissement des marais ; 3) par un apport souvent diffus, comme à Levan, entre Fier et la côte adriatique, où l'agriculture recrute d'abord dans la commune voisine de Frakull, puis prélève de petites quantités de population dans l'ensemble des communes du Sud.

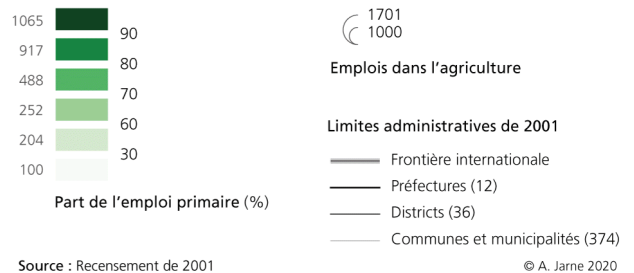
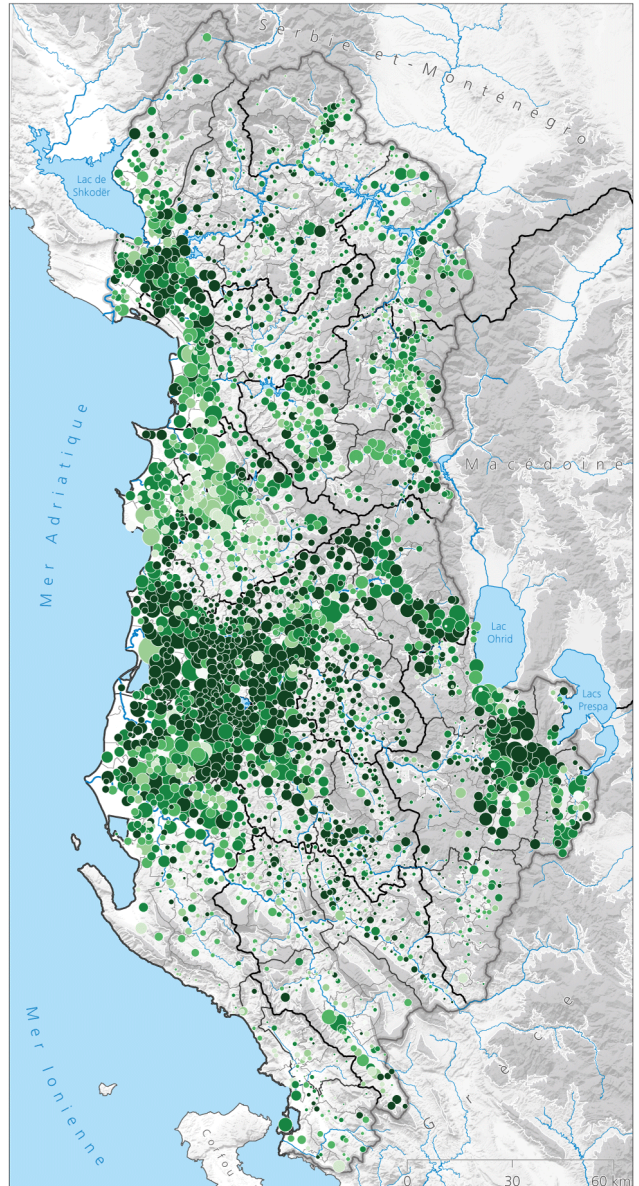
Dans le Sud, dans un contexte qui a vu un fort exode rural vers les villes du Centre, se distinguent deux cas d'immigration rurale : la vallée du Drino devant Gjirokaštër et de manière modeste la plaine de Vurg, surtout au sud de celle-ci Ksamil, la presqu'île qui sépare la lagune de Butrint de la Baie de Corfou. Ksamil a constitué une vitrine de l'agriculture albanaise, un « monument au travail » (*monument i punës*), avec sa bourgade nouvelle et ses terrasses « à la chinoise » (De Waal 1996, 3) grâce auxquelles 130 ha plantés d'orangers et 220 ha plantés d'oliviers ont été gagnés, par le travail volontaire. D'une certaine manière, Ksamil évoque le village chinois idéal de Dazhai, vitrine de la politique maoïste, où selon l'histoire officielle, des paysans ne comptant que sur leurs propres forces avaient remodelé le paysage, construisant des terrasses au flanc des montagnes au prix d'effort surhumains. Dans la vallée du Drino, le solde positif est lié à l'établissement de population rurale (surtout des bergers originaires du Kurvelesh) dans de nouveaux établissements comme Asim Zenel, Andon Poçi, Valare ou Bulo destinés à rapprocher les ouvriers des coopératives et fermes d'État de la plaine (De Rapper et Sintès 2006, 12). Les villages du versant ont connu une importante émigration, mais plutôt urbaine, à l'exemple de la Lunxheri. De Rapper (2003, 8) mentionne pour la Lunxhëri l'établissement de nombreux Valaques : « Située sur les routes de transhumance entre la côte ionienne et les montagnes du Pinde septentrional (Kolonjë), la Lunxhëri était fréquentée depuis longtemps par des pasteurs valaques, lorsque la sédentarisation de ces derniers a été décidée par le régime communiste dans la deuxième moitié des années 1950, alors que la collectivisation de l'agriculture s'accélérait. [...] La raison de leur installation massive en Lunxhëri semble avoir été le départ vers les villes, à la même époque, de nombreux Lunxhotes qui cherchaient à éviter le travail dans les coopératives ainsi qu'à obtenir une promotion sociale en choisissant les carrières de l'enseignement, de l'armée, ou de la fonction publique ». On observe pour la commune de Lunxhëri une immigration rurale éclatée. Pour celle voisine d'Antigon, l'immigration rurale est plus compacte, en provenance du Kurvelesh musulman, à une trentaine de kilomètres au nord-est. Le Sud connaît donc une immigration rurale certes assez faible, mais d'origine relativement diverse (voir aussi la carte 5.102), constituée d'immigrants de quelque distance venus d'une certaine manière remplacer les locaux partis pour les villes du centre.

³⁵⁷ Il s'agit des mouvements entre les localités qui ne sont pas considérées urbaines, les villages. La différenciation fonctionnelle entre localités agricoles et industrielles permet d'imaginer qu'une majorité des mouvements décrits ici concernent bien l'activité agricole (à l'exclusion de celle des villes nouvelles à base agricole, autour de fermes d'État). Cependant il est clair qu'une partie, sans doute congrue, des migrations considérées est liée à des activités autres qu'agricoles et pratiquées dans les villages. Dans le cas de Fshat Burrel à Mat par exemple, l'immigration rurale importante est surprenante au vu du contexte (l'endroit ne se prête pas davantage à l'agriculture que les terres des villages voisins). Comme la limite entre Burrel et Fshat Burrel est assez incertaine, que la prison de Burrel était semble-t-il sur le territoire de ce qui est devenu Fshat Burrel, on peut supposer que l'immigration concernait en fait des activités autres qu'agricoles.

Villages albanais, entre la naissance et 1989
Solde migratoire des mouvements ruraux



Villes et villages albanais, 2001
Emplois dans le secteur primaire



Cartes 5.91 et 5.92 : Emplois et migrations dans le monde agricole.

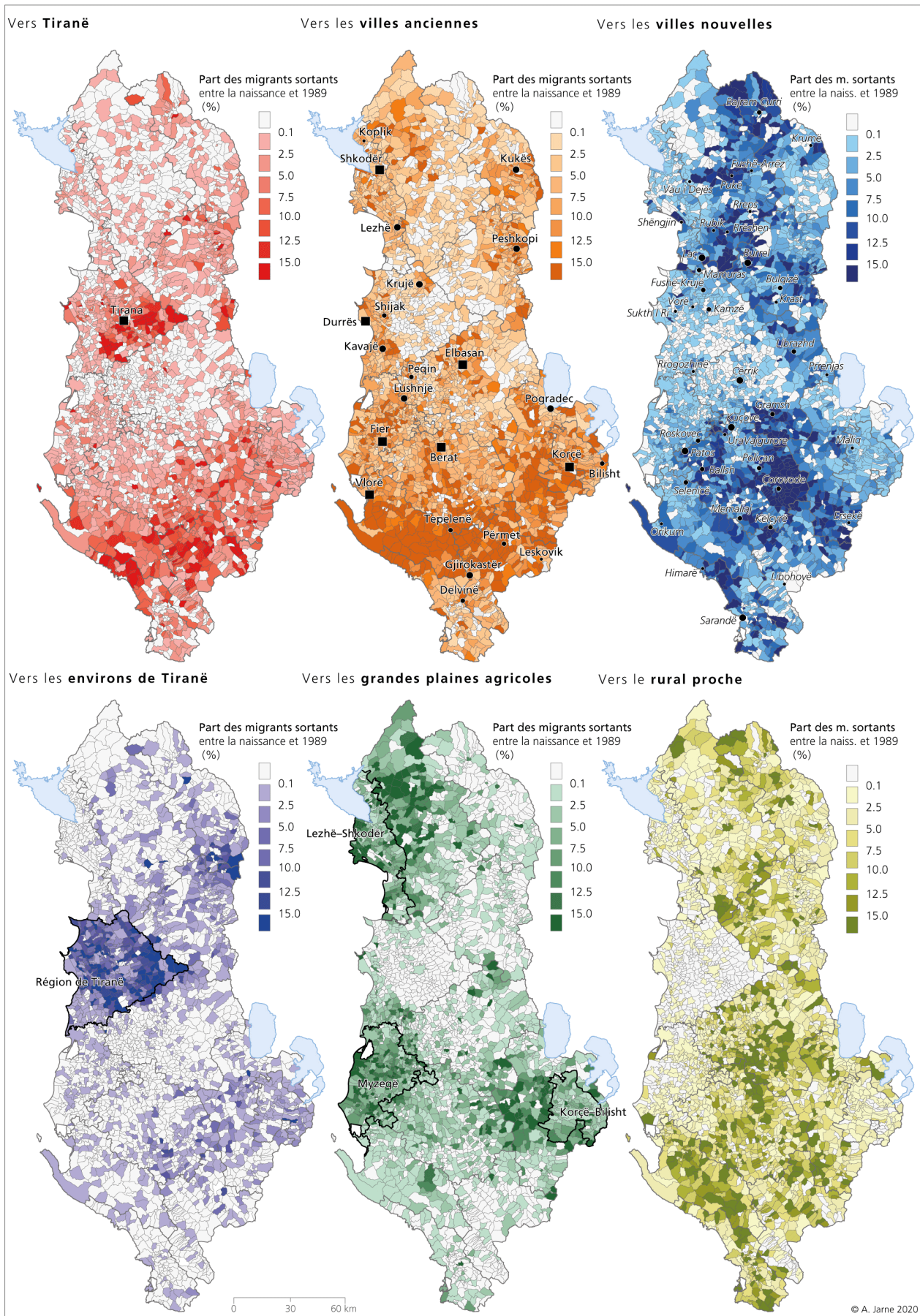
5.5.11 Orientation préférentielle des migrations

En guise de synthèse à cette partie sur les migrations internes des quatre décennies de socialisme, nous proposons une série de cartes fondée sur une typologie spatiale simple. La cartographie agrégée et synthétique d'une information matricielle est complexe : quel que soit le procédé, une quantité importante d'information est perdue. Lorsqu'on traite de l'orientation des flux, on est contraint à des procédures de sélection qui systématiquement occultent une mobilité rurale dispersée en une multitude de vecteurs qui doivent être abandonnés au profit de relations prééminentes établies avec des centralités dont la masse fait l'attraction. Pour éviter ce phénomène, nous avons regroupé les communes rurales par régions, ce qui ensemble leur donne une masse susceptible de concurrencer les villes dans la hiérarchie des flux sortants. Les 6 types présentés ci-dessous sont une combinaison des 13 régions morphologiques-historiques et de la typologie urbain-rural (les limites des régions ainsi que les villes apparaissent sur les cartes). La régionalisation présente en particulier l'avantage d'isoler les trois grandes plaines agricoles, ce qui donne une chance de faire apparaître des bassins migratoires élargis visant à alimenter en main d'œuvre ces zones à fort potentiel. La population de référence est toujours la même (les hommes âgés de plus de 35 ans en 2001), et le niveau de référence celui des villes et villages. Les 6 destination-types sont les suivants :

- 1) Migration vers Tiranë. À elle seule, la capitale accueille 20'773 immigrants, soit 16.2% de l'ensemble. Cette part s'élève à 23.4% pour la cohorte âgée, à 12.1% pour la cohorte jeune. L'urbanité spécifique de la capitale et la puissante attraction qu'elle a suscitée dans les années 1950 justifie pleinement de l'isoler comme destination-type.
- 2) Migration vers les villes anciennes. Prises comme un ensemble, les villes d'avant la Seconde Guerre constitue le premier attracteur avec 40'399 immigrants, soit 31.6% du tout. Bien que le groupement désigne un type de destination et non une ville spécifique, la cartographie doit laisser apparaître des structures auréolaires autour des villes.
- 3) Migrations vers les villes nouvelles. Les villes nouvelles attirent une part croissante des flux entrants, de 13.7% pour la cohorte âgée à 19.4% pour la plus jeune. Les structures concentriques devraient être plus locales et plus marquées, surtout pour celles de ces villes qui émergent dans des contextes profondément ruraux.
- 4) Migrations vers les environs de Tiranë. On a choisi d'isoler la partie rurale de la région centrale autour de Tiranë et Durrës comme une destination-type. C'est le type le plus faible : les villages qui le constituent accueillent 7755 immigrants (6.1%), dont une bonne moitié sont des migrants internes à la région. Cependant ce type nous paraît pouvoir mettre en valeur, en vertu de l'attractivité propre à la région capitale, certaines structures qui pourraient préfigurer les grands mouvements migratoires des années 2000.
- 5) Migrations vers les grandes plaines agricoles. Il s'agit de l'ensemble des villages des plaines de la Myzeqe, de Lezhë-Shkodër et de Korçë. Ceux de la première reçoivent 9189 immigrants (soit 7.2% de l'ensemble, dont 55% à l'interne de la région), ceux de la seconde 4630 (3.6% du tout, dont 58% à l'interne), ceux de la troisième 2553 (2.0% du tout, dont 65% à l'interne). Soit 16'372 immigrants vers ces villages ruraux, 12.8% du total de tous les immigrants. Comme ces plaines sont distantes les unes des autres, le fait de les considérer ensemble ne devrait pas péjorer la représentation distincte de leurs bassins d'apport respectifs.
- 6) Migrations vers le rural proche. Il s'agit de l'ensemble des destinations qui n'ont pas été considérées jusque-là, soit les villages qui ne se trouvent ni dans la région de Tiranë ni dans l'une des trois grandes plaines. Ce type concerne 19'825 déplacements qui représentent une part croissante des mouvements : 12.9% dans la cohorte âgée, 18.2% dans la plus jeune. Ce type devrait permettre de mettre en valeur les régions où la migration se fait de manière prépondérante vers des plaines alluviales proches.

Il est clair que les effectifs sont faibles. Au total quelque 128'000 mouvements pour 3052 villes et villages, avec une distribution très asymétrique. En moyenne chaque ville ou village émet 42 migrants. La médiane se situe elle à 21, et l'émigration de plus d'un quart des villages, soit près de 800, est inférieure à 10 hommes. Le risque est d'obtenir une cartographie morcelée de laquelle ne se dégage aucun *pattern* clair. On voit pourtant que ce n'est pas le cas, et même les cartes 5.99 et 5.100, pourtant encore scindées en cohortes, demeurent interprétables. Quant à la portée et la signification de ces effectifs, ils correspondent certes à une mobilité restreinte voulue par l'État albanais, mais il ne faut pas négliger le fait qu'on ne parle ici que d'une partie de la population. Si on rapporte la part des hommes mobiles, qui est de l'ordre d'un quart (tableau 5.12), à la population totale de 1989, on obtient un chiffre de l'ordre de 800'000, sans doute surfait mais plus proche de la réalité.

Grandes orientations des migrations masculines durant la période communiste



Cartes 5.93 à 5.98 : 6 types d'orientations des migrations durant le communisme.

Les cartes 5.93 à 5.98 déclinent les 6 destinations-types. Elles décrivent exclusivement l'orientation des migrations, sans tenir compte de leur intensité. À l'extrême, un village dont les six émigrants opteraient pour six types différents apparaîtrait six fois dans la classe supérieure. Le dispositif est complété par les cartes 5.99 et 5.100, qui superposent l'information des précédentes en distinguant la cohorte la plus âgée de la plus jeune, donnant ainsi une vision très locale de la possible réorientation dans le temps de certains flux migratoires. La couleur est donnée par le type de destination dominant, la progression de l'intensité de la couleur référant à la gradation de l'ascendant de ce type dominant. Il faut encore insister sur le caractère inhomogène du découpage régional : celui-ci distingue volontairement les trois grandes plaines de leur hinterland montagneux, mais ne fait pas cette distinction dans les autres régions, comme Tiranë ou Elbasan. Ce qui explique que les migrations vers Tiranë et ses plaines apparaissent compactes à l'intérieur du périmètre régional, alors même que celles vers Korçë ou Shkodër en « débordent »... Ces précautions liminaires énoncées, les cartes peuvent être décrites en commençant par l'urbain.

La première carte fait ressortir le caractère très régional de l'émigration vers Tiranë. Sa concentration est évidente dans le Sud, suivant le pattern général de l'émigration vers les villes du centre, et plus discrète à Dibër, à l'est. Quelques groupes de villages montrent une prépondérance forte de cette destination : aux environs d'Himarë (village musulmans de Kuçi ou Fterra sur les hauteurs, orthodoxes de Piqeras ou Vuno sur la côte), des petites villes de Përmet (Zagorië, Dhëmbel) ou de Leskovik. La région de Gollobordë, à cheval sur la frontière Macédonienne à l'est de Tiranë, se détache également de ses voisines par une émigration plus nettement tournée vers les villes (surtout les villages de Klenjë, Vërnice, Gjirovec et Stëblevë). Les 24 villages (6 du côté macédonien) qui constituent cette région ethnographique sont peuplés essentiellement de slavophones musulmans (Pomaks ou « Musulmans bulgares ») ou orthodoxes (« Orthodoxes macédoniens » ou « bulgares »), et d'une minorité albanophone musulmane, localement majoritaire (comme à Vërnice). Coupée en deux par la frontière, une part importante de la population albanaise de cette communauté désormais transnationale a émigré vers les villes relativement proches de Peshkopi ou Elbasan, ou vers celle, un peu plus distante, de Tiranë. Il faut relever la signification particulière, dans un État où de nombreuses institutions demeurent très centralisées, de la migration vers la capitale. De plus, si mobilité spatiale et mobilité sociale ont le plus souvent partie fortement liée, ce couple prend une tonalité particulière dans une société marquée par la prégnance des « biographies villageoises », c'est-à-dire l'héritage des profondes fractures qui ont divisé les communautés durant la guerre, entre les partisans communistes et les nationalistes³⁵⁸. Des systèmes d'allégeance pouvaient se cristalliser au niveau des quartiers d'une même localité – comme à Libohovë (De Rapper et Sintès 2006, 11)³⁵⁹ –, mais le plus souvent ils se formaient au niveau de villages. Ainsi certains, qui étaient du « bon côté » durant la guerre, se voient favorisés, et d'autres, vaincus, « traîtres à la patrie », stigmatisés par leur « mauvaise biographie ». Cette trame peut se retrouver dans la géographie de la migration vers la capitale, celle-ci constituant un puissant ascenseur social. De Rapper et Sintès (2006, 12) donnent les exemples contrastés de Labovë (Lunxhëri), brûlé par les Allemands en raison de la présence de partisans, favorisé durant le communisme, aussi grâce à la présence d'un de ses habitants occupant de hautes fonctions à Tiranë ; et à 15 kilomètres de là, de l'autre côté du Drino, Lazarat, engagé avec les nationalistes, porteur d'une « mauvaise biographie ». Le premier voit plus de 30% de sa population masculine émigrer à Tiranë et 14% à Gjirokastër, alors que pour Lazarat, seuls respectivement 0.5% et 1.4% de ses natifs (3 et 8 hommes) ont l'opportunité de se rendre à Tiranë ou à Gjirokastër, ville pourtant adjacente. Cette donnée historique, associée au jeu des chaînes migratoires, participe sans doute à expliquer le caractère morcelé de l'émigration sudiste vers Tiranë. Quant à l'immigration proche, elle provient des montagnes situées à l'intérieur du district au sud de la ville (Pezë, Petrelë, Shëngjergj). Les plaines situées au nord seront davantage marquées par l'immigration, surtout vers Paskuqan et Kamëz (carte 5.75).

La structure spatiale de l'émigration vers les autres villes anciennes comprend deux types de zones à quotient élevé : les montagnes du sud, de façon très compacte, et des zones concentriques de proximité qui pourvoient les effectifs les plus importants. Dans le cas de villes de piedmont, la migration de proximité est prélevée au-delà de la plaine agricole fertile immédiatement voisine, dans les montagnes qui la bordent, créant une sorte d'effet *donut* – le cas de Shkodër est le plus frappant, ainsi que ceux de Berat ou Pogradec. L'émigration des montagnes du Sud est d'abord à destination des villes du Centre et de Tiranë, mais atteint même Shkodër de façon conséquente. Entre ces auroles se déroule une émigration diffuse plus généralisée, présente aussi dans les régions n'arrosant

³⁵⁸ Ce terme de *biographie* pouvait s'appliquer à des individus et leurs familles, ou à des groupes plus larges, quartiers ou villages par exemple. De Rapper (2006, 1) le définit ainsi : « Dans la société albanaise de l'époque communiste (1944-1991) et, d'une certaine manière, aujourd'hui encore, chaque individu est défini, jugé et classé par ce que l'on appelle sa 'biographie' (*biografi*). Il s'agit d'une évaluation, en termes politiques, de la personnalité, des actes et des antécédents familiaux d'un individu, évaluation qui détermine en grande partie l'attitude des autorités, et aussi celle de son entourage, à son égard ».

³⁵⁹ De Rapper (2006, 15) relate que dans le Devoll, certaines familles changeaient à la fois de nom (au profit du matronyme) et de quartier afin de se désolidariser d'un lignage engagé contre les communistes durant la guerre.

pas Tiranë : la Myzeqe, l'extrême Sud et le Nord-Ouest du pays. Unique région se détournant presque complètement de ce réseau des villes anciennes, la colonne montagneuse qui s'élève de Mat au centre à Tropojë au nord constitue la seule région albanaise où l'urbanisation a reposé exclusivement sur le fragile réseau de villes nouvelles, minières pour l'essentiel. Les cartes 5.99 et 5.100 qui donnent l'orientation préférentielle (la destination la plus prisée) montrent que dans les régions périphériques d'exode rural (le Sud et Dibër), la première destination est soit Tiranë (tons de rouge), soit les autres villes (tons d'orange), et ce de manière très tranchée (les tons foncés indiquent une forte surreprésentation de la destination principale). Dans la cohorte jeune, l'émigration de longue distance vers Tiranë à presque complètement disparu, au profit de destinations rurales ou des villes de Sarandë et Himarë. Le nombre de villages orientés vers Tiranë était de 367 dans la cohorte âgée et de 173 pour la jeune, alors qu'il passe de 901 à 970 pour les villes anciennes, et de 391 à 586 pour les nouvelles.

La carte des villes nouvelles (en bleu) montre un contraste saisissant entre leur attractivité forte et exclusive dans les zones de montagne – dont Çorovodë et Bajram Curri sont les exemples les plus nets – et leur complète absence d'attractivité locale dans les plaines (Cërrik, Rogozhinë, Kamzë). La distance moyenne entre leur lieu de naissance et celui de leur domicile en 1989 est de 15.5 km et 18.5 km pour les immigrés de Çorovodë ou Poliçan, de 38.4 km pour ceux de Cërrik et de 55.1 km pour ceux de Kamzë. La main d'œuvre agricole des plaines est cheillée aux coopératives, l'immigration nécessaire aux industries voisines est donc recrutée dans les montagnes plus distantes. Cërrik s'approvisionne dans tous les districts accidentés situés à son sud, à Gramsh d'abord mais jusqu'à Sarandë, alors que Çorovodë recrute exclusivement à Skrapar, et Poliçan, plus bas dans la vallée, à Berat et Skrapar. Encore relativement diffus pour la cohorte âgée (à part pour la Mirditë, Tropojë et Librazhd), les bassins de ces villes se dessinent plus clairement pour la cohorte jeune. L'émigration de plus de 20% des villages albains est alors tournée vers ces nouvelles agglomérations qui deviennent effectivement le premier outil de l'inflexion des modes de vie dans les zones enclavées.

La carte violette de l'émigration vers le rural de la région de Tiranë montre une attractivité comparativement faible : hors de la grappe de villages de la région de Reçi entre Kukës et Peshkopi (déjà traitée à la section 5.5.9), ce rural central n'attire – hors de la région elle-même – de nulle par les migrants de façon prépondérante. Mais tout-de-même, la trame discrète des villages d'où quelques familles quittent pour la région capitale évoque très nettement la distribution de l'émigration dans les années 1990. Ces régions émettrices – centrée sur Skrapar et Dibër – sont les mêmes d'où partiront alors des milliers de familles pour s'établir dans la nouvelle banlieue de Tiranë, à Paskuqan et Kamzë surtout. Seule Tropojë au nord-est, qui durant le communisme se recroqueville autour de sa petite ville de Bajram Curri, manque au tableau.

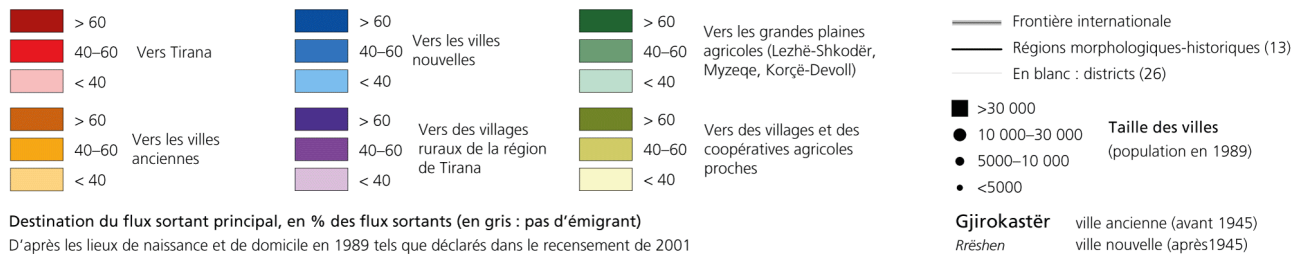
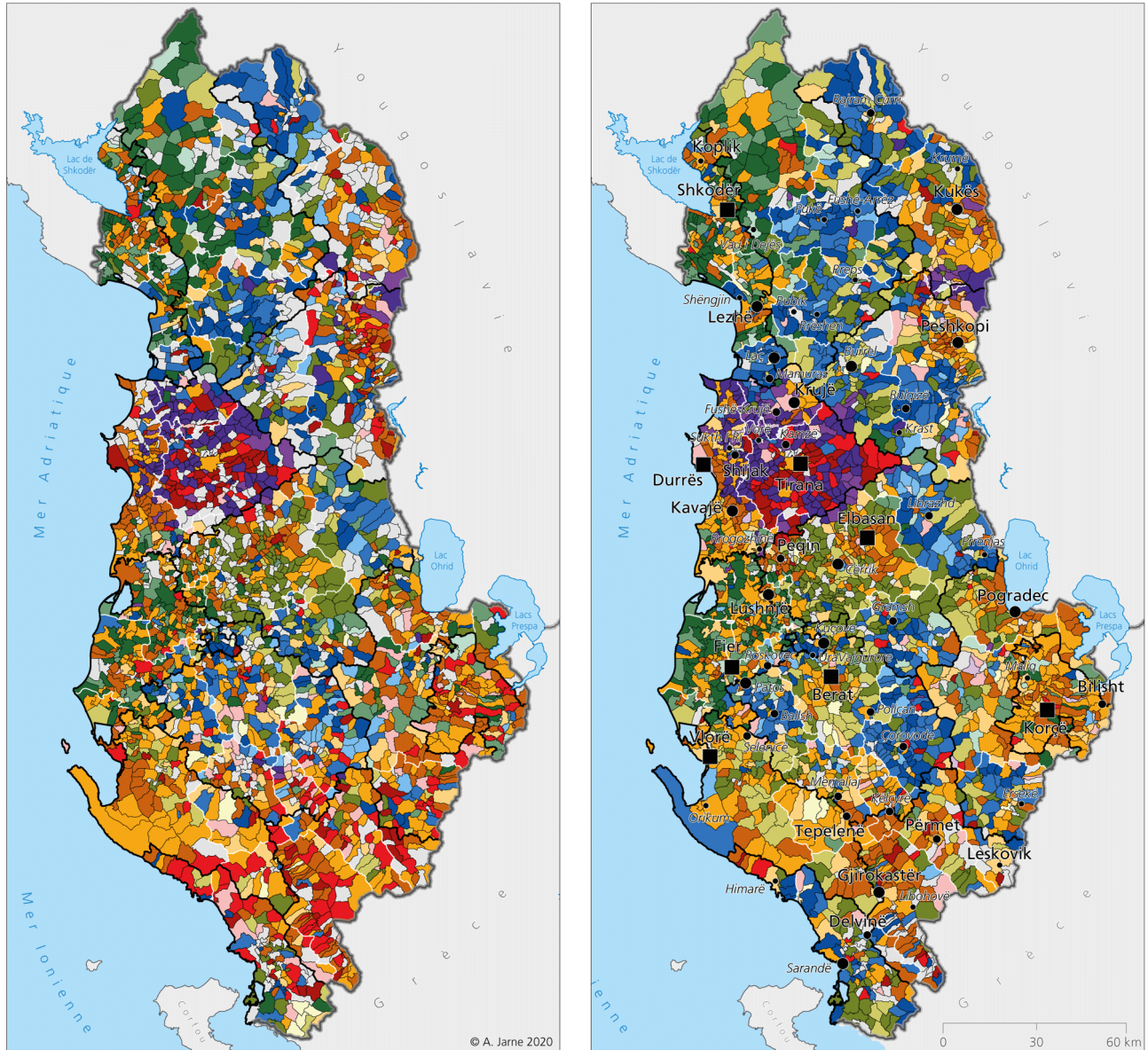
La carte 5.97 donne l'émigration orientée vers les trois grandes plaines agricoles : la Myzeqe, la plaine de Lezhë et le bassin de Korçë. A l'intérieur des deux premières, la faible migration se partage entre les villes et les coopératives ou fermes d'État proches. Mais pas à Korçë, où l'émigration est plus clairement à destination des villes. La main-d'œuvre perdue dans cette émigration est compensée par l'arrivée de montagnards en provenance de l'est montagneux du district (Gora, Opari, Ostravicë). Le mécanisme est le même pour les trois régions. Les villages des plaines de Korçë-Devoll et la Myzeqe connaissent un solde migratoire négatif : l'apport de montagnards représente 10% à 12% des ruraux sédentaires présents, alors que la perte à destination des villes en représente 18% à 20%. Pour la plaine du nord-ouest, la situation est différente : immigration et émigration s'équilibrent presque parfaitement. Les immigrants ruraux proviennent presque exclusivement de la Montagne catholique (73%), les émigrants vont presque exclusivement dans les propres villes de la région (71%, et seulement 7% vers Tiranë et Durrës). Même si l'apport est quantitativement modeste, cette plaine constitue le débouché migratoire exclusif d'une vaste région, la moitié nord-ouest de la Montagne catholique (Dukagjin, Malësi e Madhë, Shllaku, Postriba, Boga, Vermosh etc.) dont les émigrants s'établissent dans les campagnes (58%) plutôt qu'à Shkodër ou Lezhë. La plaine de Korçë et la Myzeqe constituent des systèmes plus ouverts, surtout à l'immigration pour la Myzeqe – dont le bassin est très diffus – et à l'émigration pour Korçë (seulement 38% de l'émigration à destination des villes de la région), alors que le bassin de recrutement est lui assez compact à l'est. Le faible apport exogène de main-d'œuvre agricole pour une Myzeqe rurale en déficit migratoire est surprenant, d'autant que c'est la région où le plus de terres arables ont été gagnées sur les lacs et marais (+18%, contre 11% et 7% à Lezhë et Korçë³⁶⁰). Au final, dans un contexte de très forte croissance démographique, la population rurale augmente logiquement le plus dans la plaine du nord-ouest (+2.5% de croissance moyenne annuelle entre 1960 et 1989), un peu moins dans la Myzeqe (+2.2), et le moins à Korçë (+1.6%, soit moins que dans les montagnes voisines).

³⁶⁰ Propres calculs approximatifs basés sur la comparaison des cartes topographiques.

Orientation préférentielle des migrations durant le communisme (selon le recensement de 2001)

Hommes de 65+ ans en 2001 | Migration : ~années 1950

Hommes de 35 à 44 ans en 2001 | Migration : ~années 1980



Cartes 5.99 et 5.100 : évolution de l'orientation préférentielle des migrations durant le communisme.

Enfin la dernière carte (5.98) montre la distribution de l'émigration vers le rural, la description en a été faite à la section 5.5.9. Ce type de destination est surtout surreprésenté dans les montagnes autour d'Elbasan, une région où l'urbanisation est faible : les flux vers l'urbain n'y équivalent qu'à 12% des ruraux sédentaires, le chiffre le plus faible d'Albanie après la plaine de Lezhë (9%), bien en deçà dans campagnes du Sud où ces chiffres dépassent 30% et atteignent même 43% de la Montagne orthodoxe (Dropull-Pogon). Sur les quelques 46'000 hommes natifs des villages ruraux de la région d'Elbasan dans notre cohorte, seuls 3700 vont vers les 7 villes que compte la région, surtout vers Elbasan et Gramsh, 2000 vers la Myzeqe et environ un millier ailleurs. Les mouvements principaux mènent les montagnards dans les plaines voisines des fleuves Devoll et Shkumbin. Si l'orientation

préférentielle des flux reste globalement stable entre la cohorte âgée et la plus jeune (cartes 5.99 et 5.100), on voit cependant que suite aux restrictions drastiques imposées aux mouvements vers les villes, dans de nombreuses régions les mouvements de courte distance entre villages deviennent prépondérants. Ils concernent respectivement 352 villages pour la cohorte âgée et 554 pour la cohorte jeunes. La comparaison des deux cartes illustre assez bien l'évolution de la mobilité : disparition des flux prépondérants de longue distance vers Tiranë (à part pour les mouvements interurbains), renforcement des villes nouvelles comme polarités locales, augmentation des flux ruraux de courte distance comme expression d'une mobilité résiduelle prédominante.

5.5.12 La diversité régionale de l'immigration

Afin de distinguer les lieux d'une immigration simple et locale (les paysans des montagnes s'installant dans la plaine voisine) d'une immigration aux origines plurielles, nous proposons pour conclure cette partie sur la mobilité résidentielle durant le communisme une mesure de la diversité régionale de l'immigration au moyen de l'indice de Shannon (Shannon, 1948)³⁶¹.

$$H' = - \sum_{i=1}^S p_i \log_2 p_i$$

H' : indice de diversité de Shannon

i : l'une des 26 origines possibles

S : richesse spécifique, soit le nombre total d'origines possibles (26)

p_i : proportion d'une origine i par rapport au nombre total d'origines S dans une localité, et qui se calcule ainsi :

$$p_i = n_i / N$$

où n_i est le nombre d'habitants originaires de i et N l'effectif total (habitants masculins d'une ville ou d'un village, toutes origines confondues).

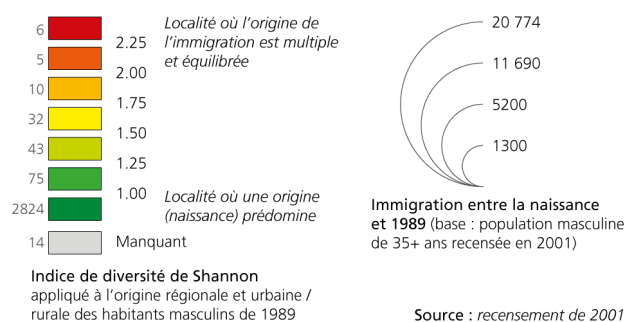
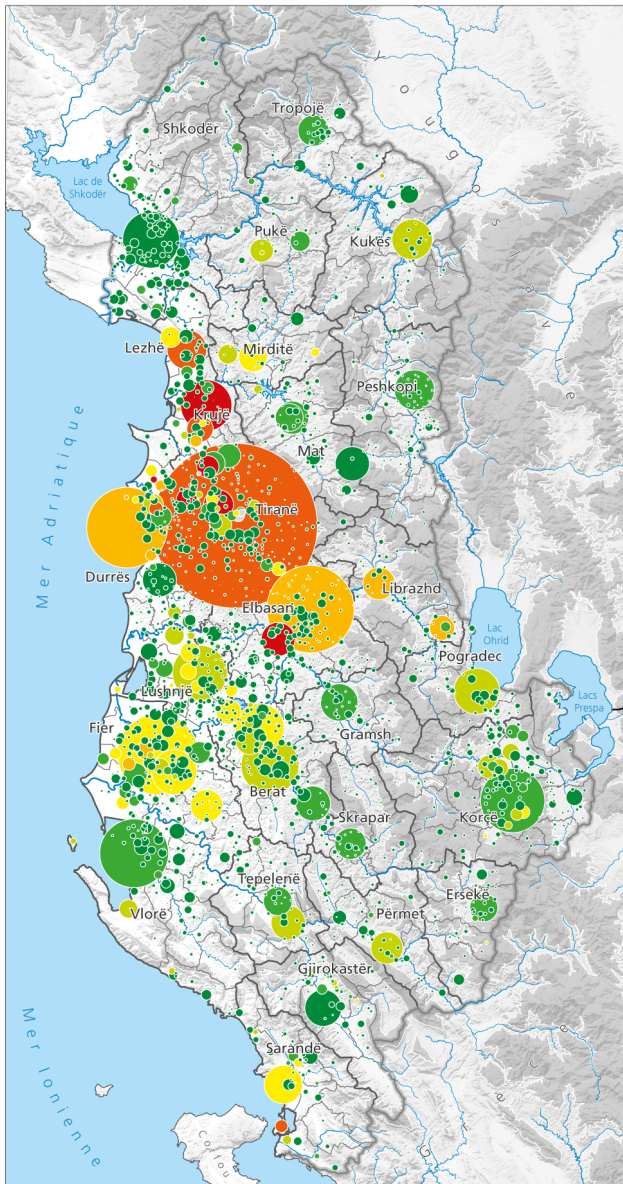
H' vaut zéro lorsqu'un lieu connaît une immigration nulle ou d'une seule et même origine, et augmente à mesure que s'accroît le nombre des origines différentes. Pour un nombre d'origines donné, il est au maximum lorsque toutes sont également représentées. Les origines des migrations ont été réparties dans 26 classes correspondant aux treize régions historiques-morphologiques où l'on distingue à chaque fois le rural de l'urbain. Les deux cartes 5.101 et 5.102 donnent le résultat au niveau local sur la base de la population masculine de plus de 35 ans enregistrée en 2001 et dont le lieu de naissance est connu. La carte de gauche présente une mise en classe des valeurs de l'indice et une calibration des symboles proportionnels aux immigrants qui permet une lecture de la diversité au niveau de l'urbain (presque toutes les villes ont des valeurs au-dessus de 1), celle de droite ne donne que les lieux de résidence ruraux de 1989, avec une classification adaptée (94% des villages ont des valeurs inférieures à 1). Afin de bien montrer la structure de l'immigration, c'est celle-ci qui sert au calibrage des symboles (si la population totale avait été utilisée, toute l'immigration serait masquée par la nuée de cercles verts représentant les villages avec peu ou pas d'immigration et qui constituent la majorité).

La mixité urbaine (en termes d'origine des populations) dessine un axe de long du fleuve Shkumbin (ancienne via Egnatia) de Prrenjas à Cërrik par Librazhd et Elbasan, et surtout elle caractérise les villes centrales de Tiranë, Durrës, Laç et Lezhë. Un peu moins centrales et (donc) un peu moins mixtes, les villes de la Myzeqe viennent ensuite, d'abord celles très industrielles de Fier, Patos, Ballsh et Qyteti Stalin (Kuçovë), puis Berat et Lushnjë. Rrëshen et surtout Sarandë apparaissent comme très mixtes en regard de leur position excentrée. Parmi les grandes villes anciennes, la distance au centre du pays apparaît comme un puissant facteur de réduction de la mixité, surtout pour Shkodër et Gjirokastër, ainsi que pour Vlorë et Korçë, où elle se combine avec la très forte attractivité régionale de ces deux grands centres (ce qui fait que l'immigration du reste du pays, pourtant assez importante et diverses, est masquée dans le calcul). Kavajë (ville de marché peu industrialisée) et Bulqizë (ville minière recrutant presque exclusivement sur place et à Dibër) se révèlent également très peu mixtes. La diversité

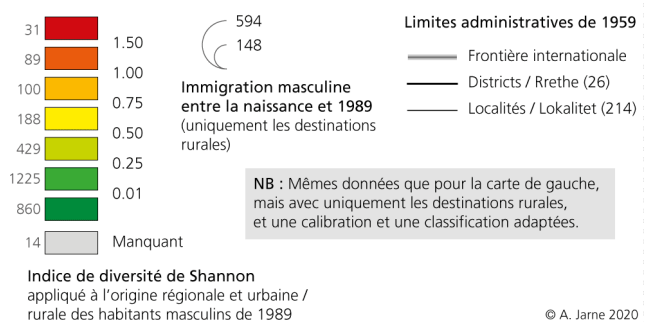
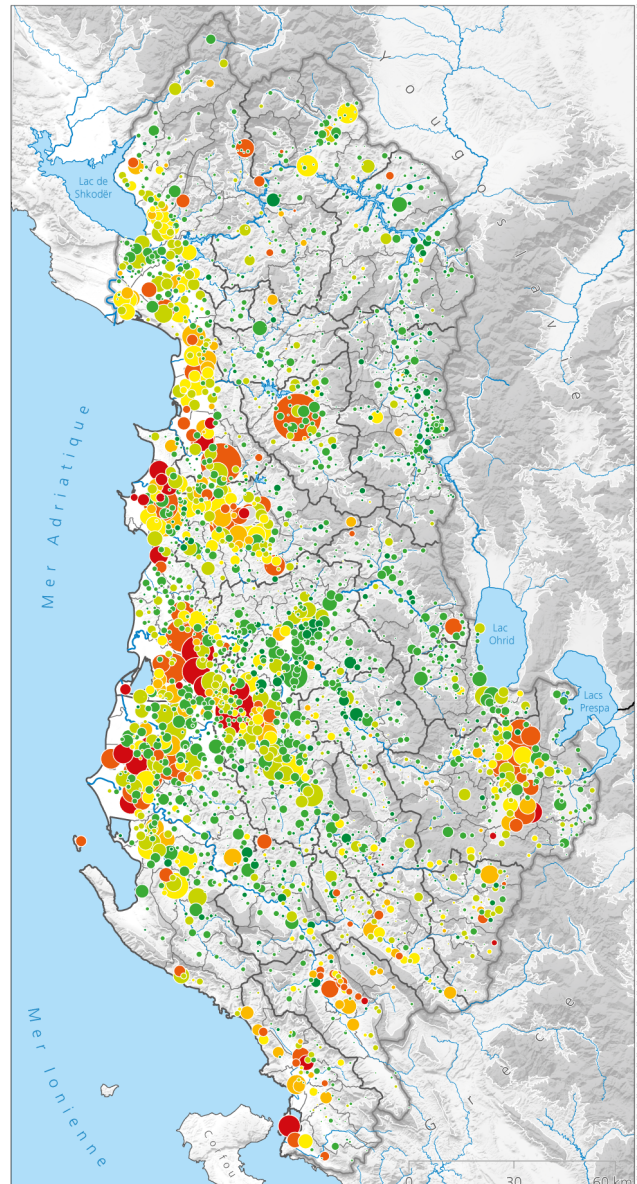
³⁶¹ Il s'agit d'un indice surtout utilisé en biologie où il sert à mesurer la diversité spécifique d'un milieu, à savoir un composé de la richesse spécifique (nombre d'espèces) et de l'équitabilité spécifique (répartition des individus au sein des espèces). Il est fondé sur la notion d'entropie.

dans les villages montre des structures déjà décrites (carte 5.91, solde migratoire rural). En vert apparaissent les régions d'immigration rurale très locale : hautes vallées du Shkumbin et du Devoll (Gramsh), région de Dibër et du Devoll (Bilisht), marges des grandes plaines, comme la région frontalière d'Ana Malit (« flanc de la montagne » de Taraboshi) près de Shkodër, ainsi que le cœur de la Myzeqe – entre les anciens marais de Tërbuf et de la Semani – et surtout les basses plaines du Devoll et du Shkumbin au sud d'Elbasan.

Villes et villages de l'Albanie communiste (1989)
Diversité régionale de l'immigration



Villages de l'Albanie communiste (1989)
Diversité régionale de l'immigration vers le rural



Cartes 5.101 et 5.102 : Diversité locale de l'immigration durant le communisme.

5.5.13 Évolutions intercensitaires de la population

Les cartes de l'évolution moyenne annuelle de la population entre les quatre recensements de cette période (1960, 1969, 1979 et 1989) montrent des degrés et des structures qui résultent essentiellement de la combinaison de trois facteurs : 1) le niveau général de la croissance naturelle qui bien que déclinant demeure très élevé (il culmine à 32.9 en 1960, puis s'établit à 23.3 en 1970 et 20.1 en 1980) ; 2) les politiques d'égalisation des niveaux de vie et de stricte limitation de la mobilité qui induisent une évolution démographique relativement homogène entre les régions ainsi qu'entre les villes et les campagnes ; et 3) le phénomène de la diffusion spatiale de la transition démographique, en gros du sud-ouest vers le nord-est, qui fait que la grande région de Luma-Krumë-Tropojë connaît la plus forte croissance démographique sur la période 1960-1989 (+3% annuels), en dépit de son solde migratoire légèrement négatif. Avant de décrire cette période de croissance généralisée – +2.6% annuels entre 1960 et 1969, +2.3% entre 1969 et 1979, +2.1% entre 1979 et 1989 – on peut s'arrêter quelques instants sur les régions qui font exception. Le Sud-Est en général connaît les croissances les plus médiocres (+1.1% pour la Montagne orthodoxe, +1.6% pour le bassin de Korçë), en conséquence surtout de l'hémorragie de jeunes adultes partis après-guerre qui a durablement affecté la pyramide des âges et donc la croissance naturelle. Pourtant, pour trouver des valeurs négatives (perte de population), il faut descendre au niveau local (même au niveau des 26 districts, on ne trouve pas une seule valeur négative sur toute la période). Sur les 215 localités (*lokalitet*), 9 perdent de la population dans le premier intervalle intercensitaire, 5 dans le second et plus que 3 dans le troisième. Parmi ces localités, seule une est en décroissance durant toute la période, et même durant toute l'histoire moderne albanaise : la Zagori. Il s'agit d'une petite vallée qu'on appelle Pogon au sud-est (frontalier de la Grèce) et Zagori au nord-ouest. On y accède par une cluse cisailant la *Mali i Lunxheriës* au niveau de Libohovë. Sur neuf villages que compte la Zagori, quatre situés en bout de vallée n'étaient accessibles que par des sentiers. La Zagori a connu rapidement après la guerre une importante émigration vers Gjirokastër, Tiranë, Durrës, Tepelenë et Përmet. Mais des cas comme la Zagori demeurent exceptionnels. Au niveau des villages par contre, on relève une augmentation du nombre de cas de décreue démographique (310 pour 1960-1969, puis 375 et 412) liée, outre à une surmortalité due à la structure par âge très défavorable, peut-être à la reprise dans certaines régions d'une migration rurale des montagnes vers les plaines. En effet, le différentiel de la croissance rurale entre plaines, collines et montagnes, qui avaient atteint son niveau historiquement bas entre 1969 et 1979 (1.9% en montagne, 2.3% en plaine), remonte quelque peu entre 1979 et 1989 (1.4% en montagne, 2.0% en plaine). Autre élément semblant attester la reprise d'une mobilité de courte distance, le fait que le coefficient de variation appliqué aux taux de croissance des villes et villages, à son étiage entre 1960 et 1979, remonte lui aussi quelque peu entre 1979 et 1989 (caractère plus « morcelé » de la carte). Mais il s'agit bien de différenciations très locales, car le même coefficient de variation appliqué aux niveaux agrégés est en baisse constante. Au niveau des 214 localités (1.22 pour 1945-1955, puis 1.01, 0.58, 0.53 et 0.49 pour 1979-1989) comme à celui des 26 districts (0.61 pour 1955-1960, puis 0.30, 0.25, et 0.16 pour 1979-1989).

Cette égalisation des taux de croissance est une caractéristique forte de la période. Les tendances demeurent les mêmes qu'auparavant, mais les différences sont singulièrement atténuées. Cela s'applique aux gradients d'accessibilité ou d'urbanité, aux classifications basées sur les grandes unités de paysage (pente, altitude), aux zones de potentiel agricole ainsi qu'aux régionalisations. Seul type d'espace dérogeant, mais de moins en moins, à ce principe : les villes nouvelles. Celles-ci, de même que certaines grosses bourgades agricoles de plaine, dans l'esprit d'une politique ciblée et volontariste, conservent une croissance significativement supérieure aux autres territoires. Le tableau 5.16, qui donne les taux de croissance pour les principales classifications, permet de s'en faire une idée. Cette homogénéisation est d'autant plus notable qu'elle se fonde sur une situation de départ démographiquement déséquilibrée : les régions et types qui ont connu une immigration après-guerre disposent a priori d'une structure par âge plus favorable en 1960, et de plus pour certains doivent connaître une immigration de regroupement familial consécutive à la sous-urbanisation de la décennie précédente. Outre les contraintes jugulant la mobilité, cela est rendu possible par un différentiel sans doute considérable des comportements féconds, en particulier entre villes et montagnes. Sachant que le taux de fécondité approche de 7 enfants par femme en 1960 (Meksi et Iaquina 1991, 687) puis décroît rapidement par la suite, on conçoit qu'un décalage temporel dans l'adoption d'attitudes nouvelles entraîne rapidement des écarts quantitatifs importants. L'installation en ville d'un jeune couple d'origine rurale exerce sans doute une pression importante et immédiate sur son comportement fécond, ne serait-ce qu'en raison de la dissipation des solidarités familiales, de l'évolution des mentalités liée à l'éducation (diffusion du modèle de la « famille socialiste » aux dépens de celle patriarcale) et des contraintes afférentes à la pénurie de logement et aux difficultés économiques (l'enfant comme charge plutôt que comme soutien).

	Population							Croissance moyenne annuelle (%)							
	1926	1945	1955	1960	1969	1979	1989	1926-1945	1945-1955	1955-1960	1960-1969	1969-1979	1979-1989	1945-1960	1960-1989
Albanie	822	1107	1387	1631	2059	2574	3170	1.6	2.3	3.3	2.6	2.3	2.1	2.6	2.3
Urbain	133	245	398	525	676	880	1161	3.3	5.0	5.7	2.9	2.7	2.8	5.2	2.8
Rural	689	862	989	1106	1383	1694	2009	1.2	1.4	2.3	2.5	2.1	1.7	1.7	2.1
Typologie urbain-rural															
Tirana	13	60	108	136	156	190	238	8.6	6.1	4.7	1.5	2.0	2.3	5.6	1.9
Grandes villes	78	127	184	245	285	375	477	2.6	3.8	5.9	1.7	2.8	2.4	4.5	2.3
Villes moyennes	43	55	71	89	116	147	196	1.3	2.6	4.6	2.9	2.4	2.9	3.3	2.8
Villes nouvelles industrielles	1	4	21	29	52	72	100	6.0	16.8	7.0	6.8	3.3	3.4	13.5	4.4
Villes nouvelles administratives	8	9	27	41	68	96	137	0.4	11.6	8.5	5.7	3.6	3.6	10.5	4.2
Bourgs industriels ou tertiaires	17	29	35	39	53	72	88	2.9	1.7	2.4	3.6	3.1	2.0	1.9	2.8
Grandes coopératives agr. de plaine	29	46	62	78	103	134	159	2.5	2.9	4.6	3.1	2.7	1.7	3.5	2.5
Bourgs agricoles mixtes et accessibles	20	28	32	39	63	78	109	1.7	1.6	3.6	5.6	2.1	3.4	2.3	3.6
Gros villages agricoles	217	281	336	383	495	603	723	1.4	1.8	2.7	2.9	2.0	1.8	2.1	2.2
Villages agricoles	152	195	230	254	321	387	461	1.3	1.7	2.0	2.6	1.9	1.8	1.8	2.1
Hameaux enclavés	243	270	279	297	343	414	475	0.5	0.4	1.2	1.6	1.9	1.4	0.7	1.6
Potentiel agricole (Zavalani)															
Terres agricoles très pauvres	51	54	60	68	83	103	121	0.2	1.0	2.5	2.3	2.2	1.7	1.5	2.0
Terres agricoles pauvres	270	296	318	340	414	495	578	0.5	0.7	1.3	2.2	1.8	1.6	0.9	1.8
Surplus de l'élevage	126	157	172	188	237	292	352	1.2	0.9	1.8	2.6	2.1	1.9	1.2	2.2
Surplus de l'agriculture	77	106	127	147	184	228	272	1.7	1.8	3.0	2.5	2.1	1.8	2.2	2.1
Terres agricoles riches	150	233	290	340	453	562	682	2.3	2.2	3.2	3.2	2.2	2.0	2.5	2.4
Régions historiques-morphologiques															
Mirditë - Dukagjin - Malësi e Madhe	63	71	79	90	116	145	171	0.6	1.1	2.7	2.8	2.2	1.7	1.6	2.2
Plaine de Lezhë - Shkodër	64	93	114	129	176	222	283	2.0	2.1	2.5	3.5	2.4	2.5	2.2	2.8
Luma - Krume - Tropojë	38	46	53	60	82	110	143	1.0	1.4	2.3	3.6	3.0	2.7	1.7	3.0
Mat - Dibër	79	89	100	111	143	181	222	0.7	1.2	2.2	2.8	2.4	2.0	1.5	2.4
Tirana - Durrës	79	169	248	311	381	477	589	4.1	3.9	4.6	2.3	2.3	2.1	4.1	2.2
Elbasan - Çermenika	73	106	143	170	208	282	358	2.0	3.0	3.6	2.2	3.1	2.4	3.2	2.6
Plaine de la Myzeqe	81	140	198	256	327	406	504	2.9	3.5	5.3	2.8	2.2	2.2	4.1	2.4
Lungara - Kurvelesh	89	99	121	134	175	215	258	0.6	2.0	2.0	3.1	2.0	1.9	2.0	2.3
Berat - Mallakastër - Skrapar	44	62	75	83	110	143	177	1.8	1.9	2.1	3.1	2.7	2.2	1.9	2.6
Mokra – Kolonjë	39	50	55	60	74	91	107	1.3	0.8	2.0	2.4	2.0	1.7	1.2	2.0
Plaine de Korçë - Bilisht	60	76	92	108	129	149	173	1.2	1.9	3.3	2.0	1.4	1.5	2.4	1.6
Dropull - Pogon	78	63	64	66	73	79	91	-1.1	0.2	0.6	1.0	0.9	1.4	0.3	1.1
Himara - Vurg - Çamëria	34	41	45	52	65	75	95	1.0	0.9	3.0	2.5	1.4	2.4	1.6	2.1
Gradient d'accessibilité															
Très accessible	199	352	519	661	822	1043	1326	3.0	4.0	4.9	2.4	2.4	2.4	4.3	2.4
	74	120	163	195	277	352	433	2.6	3.1	3.6	4.0	2.4	2.1	3.3	2.8
	95	116	137	158	196	250	319	1.0	1.7	2.9	2.4	2.5	2.5	2.1	2.5
	141	169	191	213	270	330	399	1.0	1.2	2.3	2.7	2.0	1.9	1.6	2.2
	83	93	107	114	141	170	201	0.6	1.4	1.3	2.4	1.9	1.7	1.4	2.0
	83	95	101	110	138	169	197	0.7	0.7	1.7	2.5	2.0	1.6	1.0	2.0
	52	63	66	70	83	99	112	1.0	0.4	1.3	1.9	1.8	1.2	0.7	1.6
	56	59	58	64	76	98	113	0.3	-0.1	1.9	1.9	2.6	1.5	0.6	2.0
	24	24	25	26	31	35	38	-0.1	0.5	0.7	2.0	1.2	0.9	0.6	1.4
Très enclavé	15	17	20	19	25	29	32	0.7	1.3	-0.5	2.7	1.6	1.0	0.7	1.7
Grandes unités de paysage (pente)															
Plaine (<15)	300	516	739	924	1191	1517	1917	2.9	3.7	4.6	2.9	2.4	2.4	4.0	2.5
Collines (15-30)	313	370	414	458	564	690	828	0.9	1.1	2.0	2.4	2.0	1.8	1.4	2.1
Montagne (>30)	209	221	235	250	303	368	426	0.3	0.6	1.3	2.2	2.0	1.5	0.8	1.9
Classes d'altitude															
<100m	194	320	440	556	743	944	1192	2.7	3.2	4.8	3.3	2.4	2.4	3.8	2.7
100-300m	135	222	320	390	477	617	780	2.7	3.7	4.0	2.3	2.6	2.4	3.8	2.4
300-600m	193	212	234	256	327	402	486	0.5	1.0	1.8	2.8	2.1	1.9	1.3	2.2
600-1000m	247	291	327	362	433	517	601	0.9	1.2	2.0	2.0	1.8	1.5	1.5	1.8
>1000m	53	62	66	68	79	94	111	0.8	0.7	0.6	1.7	1.8	1.6	0.6	1.7

Tableau 5.16 : Taux de croissance moyens annuels pour différentes typologies et régionalisations. Définitions : voir chapitre 4.

Pour la première période, les régions côtières et le Nord-Est affichent des croissances rurales remarquables. Si la Myzeqe apparaît globalement un peu en retrait (+2.8%) par rapport à la plaine de Lezhë (+3.5%) ou au Nord-Ouest (+3.6%), le volume de la croissance fait impression : +42'000 personnes en 9 ans. Le développement s'y poursuit de manière très marquée dans la plaine du Tërbuf et à l'ouest vers Divjakë, ainsi que dans la zone située entre le fleuve Semani et les premiers reliefs du massif de Mallakastër. En termes relatifs, l'évolution est également très significative dans les plaines fluviales des districts montagneux qui accueillent une importante immigration régionale. Dans le Sud (Vurg, Çamëria), la vallée du Drino, les plaines au sud de Vlorë (Shushicë, Gorish), celles autour de Kukës ou de Tiranë, la rive du lac au nord de Shkodër, connaissent des taux supérieurs à 4% annuels, en général deux points environ au-dessus des montagnes voisines. De nombreux villages des zones collinaires sont également très dynamiques (Mirditë, Ktella), et un chapelet de villages se développe de manière importante le long de l'Osun à travers Skrapar jusqu'à Berat. C'est de très loin la période de la plus forte croissance rurale de l'histoire albanaise (2.26% annuels entre 1955 et 1960, 2.51% entre 1960 et 1969, 2.05% entre 1969 et 1979) : les campagnes accueillent près de 31'000 habitants supplémentaires chaque année. C'est également le moment où la croissance rurale s'approche le plus d'une croissance urbaine qui a plongé de 5.70% annuels à 2.85%. Cette croissance urbaine, outre le fait qu'elle est divisée par deux au passage des années 1960, marque le basculement que l'on sait en faveur des villes nouvelles, selon un gradient inverse entre la taille des villes et leur croissance (en moyenne, plus les villes sont petites plus elles prospèrent). Les villes de Kukës, Çorovodë, Bajram Curri, Gramsh, Vorë, Poliçan, Prenjas, Roskovek, Poliçan Rubik ou Ura Vajgurore se développent de façon importante dans cette décennie. A l'inverse, parmi les villes anciennes d'une certaine importance, toutes accusent un brutal coup d'arrêt de leur développement. Si Fier (+8.2% annuel entre 1955 et 1960, +2.2% entre 1960 et 1969), Berat (+5.9%, +3.4%), Lushnjë (+9.2%, +4.2%), Durrës (+9.3%, +2.4%), Kavajë (+2.2%, +2.4%) et Shkodër (+2.3%, +2.1%) conservent une croissance proche de la moyenne nationale, Tiranë (+4.7%, +1.5%), Vlorë (+8.0%, +1.0%) Korçë (+4.3%, +1.5%), Gjirokastër (+2.7%, +0.8%) et surtout Elbasan (+5.4%, +0.3%) entrent en léthargie.

La décennie qui court du recensement de 1969 à celui de 1979 s'inscrit dans la suite du mouvement de baisse générale des niveaux de croissance et de leur égalisation. Dans le rural, c'est le point historiquement culminant de cette homogénéisation des dynamiques : alors que les autres types de villages agricoles redescendent à une croissance qui était la leur à la fin de la guerre (autour de 2% annuels), les hameaux enclavés (tableau 5.17) voient eux remonter la leur de 0.4% annuels entre 1945 et 1955 à 1.2% entre 1955 et 1960, 1.6% dans les années 1960 et 1.9% dans les années 1970. Le maintien à tout prix de ces populations dans des contextes agricoles difficiles est à l'époque porté au crédit des politiques nationales. Avec le recul il constitue peut-être la manifestation la plus saillante de ce qu'on a qualifié de « rétention rurale ». Au niveau urbain, la dynamique des villes nouvelles se normalise autour de +3.5% annuels, alors que Tiranë et les grandes villes reprennent quelques couleurs. Les décalages dans les pics de croissance sont, pour les villes nouvelles, liés à l'âge de la ville (la croissance, relative bien-sûr, mais souvent absolue aussi, est la plus forte dans les deux premières décennies), et pour les autres villes essentiellement à l'historique du déploiement des industries. Certaines des villes nouvelles des années 1950 – Bajram Curri (+5.5%), Burrel (+7.0%), Bulqizë (+5.1%), Çorovodë (+4.6%) – poursuivent leur développement, ainsi qu'à plus forte raison celles des années 1960 : Gramsh (+4.7%), Rrëshen (+6.6%), Laç (+5.7%) ou Poliçan (+9.9%). Fier est l'une des grandes villes dont la population s'accroît significativement à cette période (+3.6% annuels). Cela correspond à la poursuite du développement du réseau industriel vers le sud, stimulée par la découverte à la fin des années 1950 d'un important gisement pétrolier à Marinëz (10 kilomètres à l'est de Fier, le long du fleuve Semani), qui participeront à faire de cette région le centre de l'industrie pétrochimique albanaise. Le chemin de fer enjambe alors la Myzeqe depuis Rrogozhinë et arrive à Fier en 1968, qui se trouve donc généreusement dotée par le 4^{ème} plan quinquennal (1966-1970) : production d'engrais azotés, traitement du pétrole, centrale thermique. De là une ligne ferroviaire est tirée plus au sud à travers le massif également pétrolifère de Mallakastër jusqu'à Ballsh (1975), où une grande raffinerie, construite avec des technologies déjà désuètes à l'époque, est achevée en 1978 au fond de la vallée de la Gjanicë. Les années 1970 marquent le maximum de la production pétrolière (250'000 tonnes en 1974), pour une industrie qui emploie alors quelque 25'000 personnes. La petite ville de Ballsh connaît la plus forte poussée urbaine de l'époque (+10.3% annuels), de 1700 à 4500 habitants. A part Fier, l'autre grande ville qui progresse fortement est Elbasan qui devient le centre de l'industrie lourde. La localisation avait été choisie précocement³⁶², mais la première unité métallurgique est une réalisation du 3^{ème} plan (1962) et le développement de l'ensemble de cet immense complexe plusieurs fois retardé aboutit à la fin des années 1970 seulement (6^{ème} plan), grâce à l'expertise et au financement chinois. Le kombinat « l'Acier du Parti » devient dès ce moment, proche de la rupture avec les Chinois, un puissant symbole

de l'autarcie albanaise (« hier tu rêvais d'une charrue et d'un marteau, aujourd'hui tu fonds ton propre acier »³⁶³). Il faut relever que le décompte de la population de ces deux grandes villes semble poser problème. En effet, les chiffres saisis par Bërxfholi sont beaucoup plus élevés pour 1955 et 1960 que ceux publiés dans les annuaires statistiques³⁶⁴. Pour Fier, l'explication tient probablement à la manière de tenir compte de l'agglomération des quartiers et villages qui constituent progressivement la ville³⁶⁵ : Bërxfholi les agrège tous d'emblée, les données officielles de manière progressive. Quant à Elbasan, peut-être s'agit-il d'une différence liée au décompte par les recensements du personnel affecté à la construction du site et sa non prise en compte dans les totaux officiels³⁶⁶, ou de simples erreurs de copie. On peut encore relever les totaux étranges de Himarë et des villages voisins (Pilur, Kudhës, Qeparo, Vuno, Iljaz etc.) pour 1979. Tous marquent une importante décrue, puis regagnent la population perdue en 1989 (Himarë : 2895 habitants en 1969, 1667 en 1979, 4601 en 1989). Cela a l'apparence d'une erreur, mais le fait qu'elle s'applique de manière systématique à une dizaine de villages contigus, ce pour les hommes comme pour les femmes, laisse perplexe³⁶⁷.

La dernière décennie du communisme telle qu'enregistrée par les recensements de 1979 et de 1989 voit la poursuite de la baisse généralisée des croissances rurales. Les districts qui conservent des valeurs élevées sont ceux qui, en raison d'une transition démographique plus tardive, connaissent encore des taux croissance naturelle supérieurs à 30‰ en 1980 (cartes 5.48 à 5.52), surtout Kukës, dont l'émigration est faible (+2.6‰ de croissance rurale moyenne annuelle). Librazhd (+2.1‰), Gramsh (+2.2‰), Pukë (1.8‰) et surtout Peshkopi (+1.6‰) connaissent des soldes migratoires plus défavorables. Ce dernier district montre la plus faible croissance rurale des cinq districts à forte croissance naturelle. Mais d'après les valeurs données dans les tableaux 5.14 et 5.15, il connaît aussi le solde migratoire le plus défavorable. Peshkopi souffre en effet pour la cohorte jeune d'une émigration importante (de l'ordre de celle de Korçë ou Gjirokastrë), d'une immigration inexistante (la plus faible du pays) et conséquemment d'un solde migratoire parmi les plus négatifs d'Albanie, juste après les trois districts d'émigration méridionaux (Përmet, Tepelenë, Ersekë). Le fait que l'explication intégrant 1) la croissance naturelle (sur la base des registres en 1980) ; 2) la croissance totale (recensements de 1979 et 1989) et 3) les soldes migratoires reconstruits sur la base du recensement de 2001 fonctionne semble fournir un argument partiel quant à la cohérence des données mobilisées et de leur interprétation. D'autre part, de fortes croissances rurales caractérisent également les quatre districts centraux dont le solde migratoire est le plus favorable du pays : Elbasan (+2.3‰ annuels), Krujë (+2.2‰), Tiranë (+2.2‰) et Lezhë (+2.0‰). Au total, les campagnes albanaises hébergent 325'000 personnes de plus en 1989 qu'en 1979, ce dans un contexte géopolitique et économique difficile. Quant aux villes, leur croissance s'inscrit absolument dans la continuité de la décennie précédente. La dynamique d'accélération de la croissance de Tiranë se poursuit (+2.3‰ annuels), elle connaîtra son *momentum* entre 1989 et 2001 (+3.1‰, dans ses limites municipales d'avant 2015). La croissance urbaine générale est stabilisée autour de +2.8‰ annuels, à des niveaux proches du double des croissances rurales. Les différences entre les différents types de villes sont minimales. La croissance des villes anciennes s'établit entre 2 et 3‰ annuels, celle des villes nouvelles entre 3 et 4‰ généralement. L'axe Tiranë-Lezhë apparaît plus dynamique que les autres régions de plaine, ce qui correspond au déploiement plus tardif de l'industrialisation, contemporaine de la mise en service de deux parmi les derniers axes du réseau ferroviaire national, entre Laç et Shkodër (1981)³⁶⁸, puis entre Milot et Rrëshen (1989). Vorë (+4.6‰), Fushë Krujë (+9.0‰), Milot (+7.9‰)³⁶⁹ ou Lezhë (+4.2‰) connaissent des croissances particulièrement significatives. Autrement, parmi les villes importantes (10'000 habitants et plus), les plus dynamiques sont des villes excentrées – Kukës (+3.8‰), Peshkopi (+4.9‰), Sarandë (+3.8‰) ou Pogradec (+4.3‰). Globalement, la période 1979-1989 marque donc la poursuite du rattrapage urbain des périphéries, caractérisées par une croissance rurale faible et une croissance urbaine encore manifeste : district de Peshkopi (+1.6‰/+5.4‰) ; de Mat (+1.5‰/+4.8‰), de Pogradec (+1.8‰/+4.3‰), etc. A l'est, Korçë connaît une forme de marasme, sa population progresse moins que dans tout autre district (y compris Ersekë ou Gjirokastrë), que ce soit dans les villes (Korçë, Maliq et Bilisht +1.9‰) ou dans les campagnes (+1.0‰).

³⁶³ Maxime en légende de la photographie illustrant le démarrage de la production indigène d'acier le 24 octobre 1976 dans l'album *40 vjet Shqipëri socialiste / 40 years of socialist Albania*, Tiranë : 8 Nëntori.

³⁶⁴ Les annuaires (1963 et 1971-1972) donnent pour 1955 et 1960 respectivement 23'616 et 29'786 habitants à Elbasan, Bërxfholi 29'218 et 38'035. A Fier les annuaires donnent 9487 et 14'391, Bërxfholi 15'296 et 22'637.

³⁶⁵ Brostar Ferko, Metalli, Sheqi i Madh, Sheqi i Vogël, Çeligradi, Brostar Dhima, Bishanaka, Shkoza, Kisha, Pasha, Fier Çifçi et Bejlik.

³⁶⁶ On sait que le complexe occupait déjà plus de 7'000 ouvriers en 1967, 12'000 dans les années 1970 (Bici 2007, 93-94), mais on ignore le nombre des ouvriers affectés à la construction du site. Il est peu probable que la différence de 8000 personnes entre les deux sources pour 1960 s'explique par la seule prise en compte ou non de ces ouvriers. Mais ces différences n'affectent pas les taux de croissance des années 1970.

³⁶⁷ Il faudrait consulter les annuaires statistiques des années 1980 pour voir si les totaux d'Himarë coïncident avec ceux relevés par Bërxfholi.

³⁶⁸ Les lignes de Vorë vers Fushë-Krujë (cimenterie) et Laç (superphosphates) avaient été inaugurées en 1963 déjà. Au sud, l'extension de la ligne de Fier à Vlorë date également du début des années 1980.

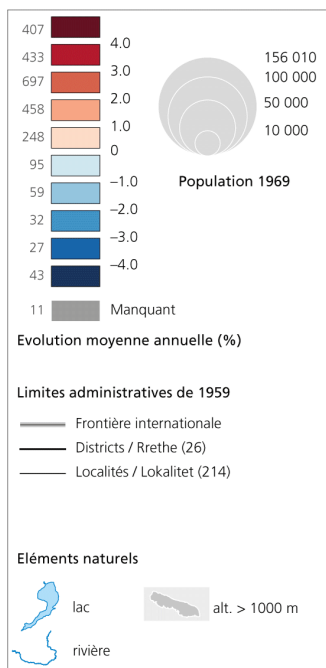
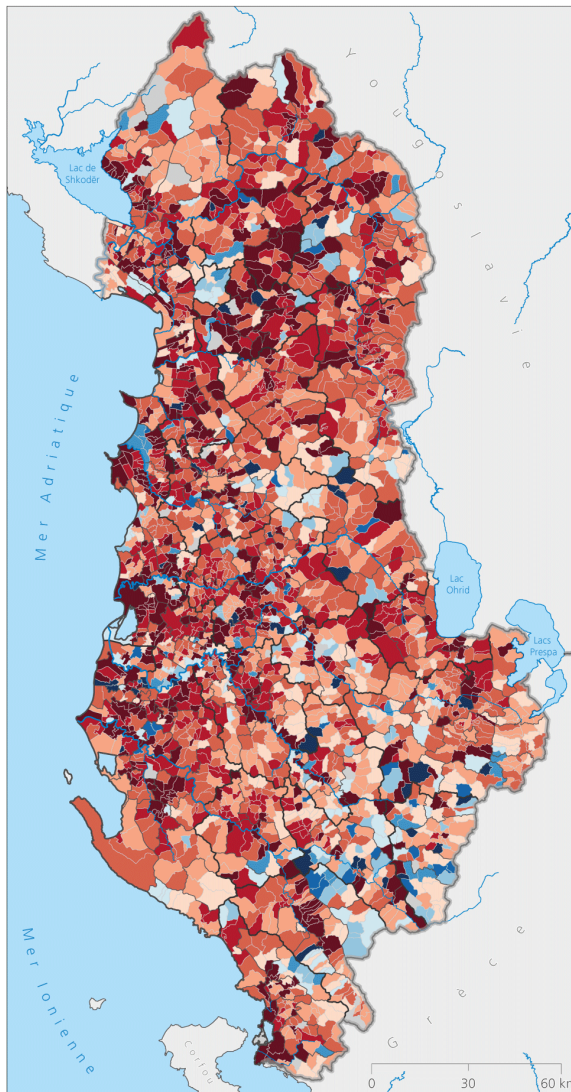
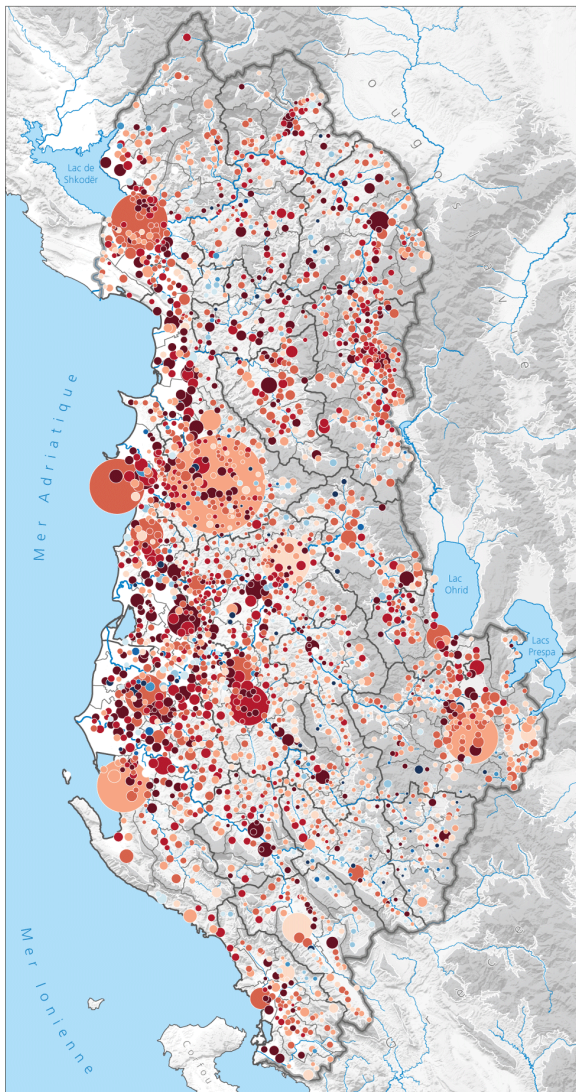
³⁶⁹ Pour Milot, le taux de croissance est calculé en comparant Milot en 1979 (2345 habitants) à la somme de Milot (1728 hab.), Fushë Milot (1596) et Mal Milot (1709) qui apparaissent dans le recensement en 1989.

Variation moyenne annuelle de la population

1960-1969

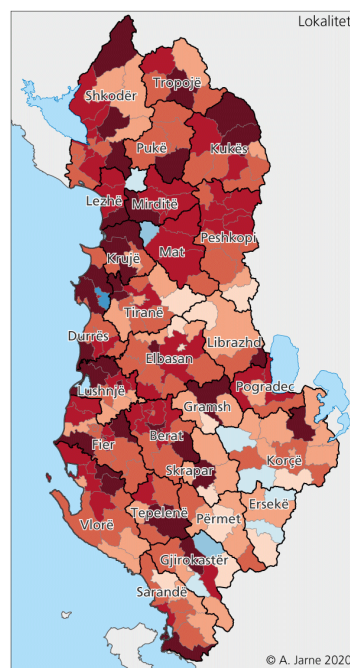
Villages albanais - carte en symboles

Carte choroplèthe



Valeurs agrégées

Albanie	+ 2.6
Régions	
Mirditë - Dukagjin - M. e Madhe	+ 2.8
Plaine de Lezhë - Shkodër	+ 3.5
Luma - Krume - Tropojë	+ 3.6
Mat - Dibër	+ 2.8
Tirana - Durrës	+ 2.3
Elbasan - Çermenika	+ 2.2
Plaine de la Myzeqeje	+ 2.8
Lungara - Mallakastër - Kurvelesh	+ 3.1
Berat - Skrapar	+ 3.1
Montagnes de Pogradec	+ 2.4
Plaine de Korçë - Bilisht	+ 2.0
Dhropull - Pogon - Kolonjë	+ 1.0
Himara - Vurg - Çamëria	+ 2.5
Urbain-rural	
Urbain	+ 2.9
Rural	+ 2.5
Religion	
Villages musulmans	+ 2.7
Villages orthodoxes	+ 2.2
Villages catholiques	+ 3.4
Milieu	
Plaine	+ 2.9
Collines	+ 2.4
Montagnes	+ 2.2
Potentiel agricole (Zavalani)	
Terres agricoles très pauvres	+ 2.3
Terres agricoles pauvres	+ 2.2
Surplus de l'élevage	+ 2.6
Surplus de l'agriculture	+ 2.5
Terres agricoles riches	+ 3.2



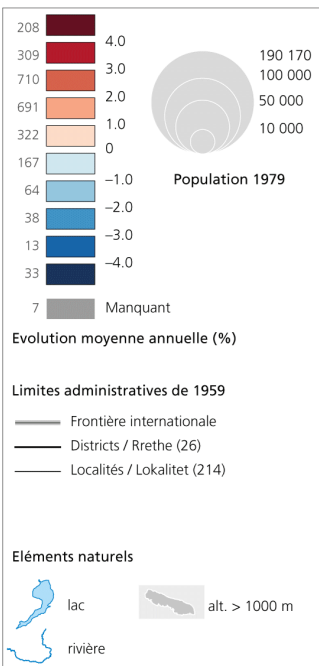
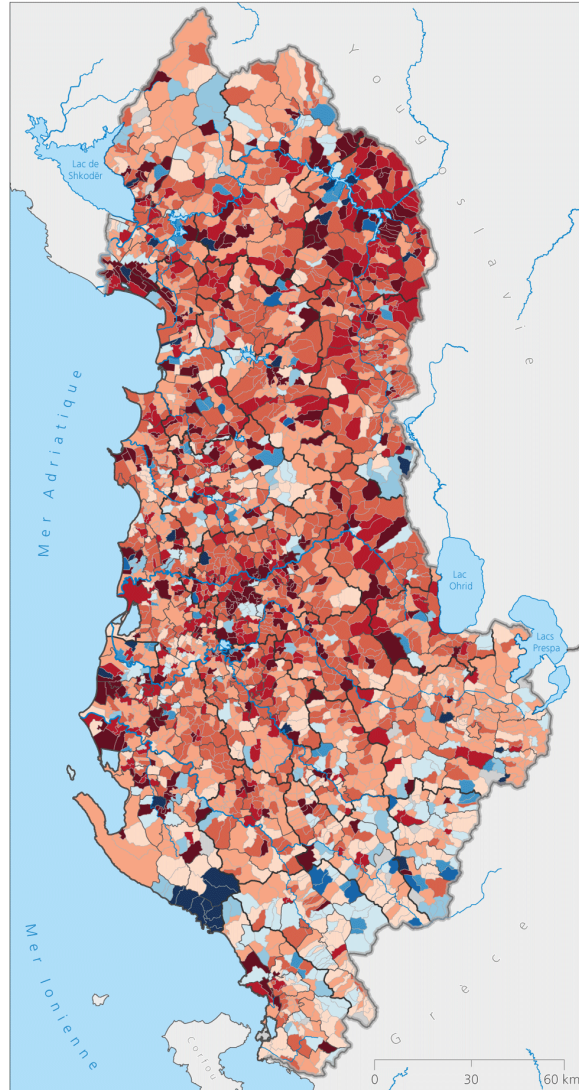
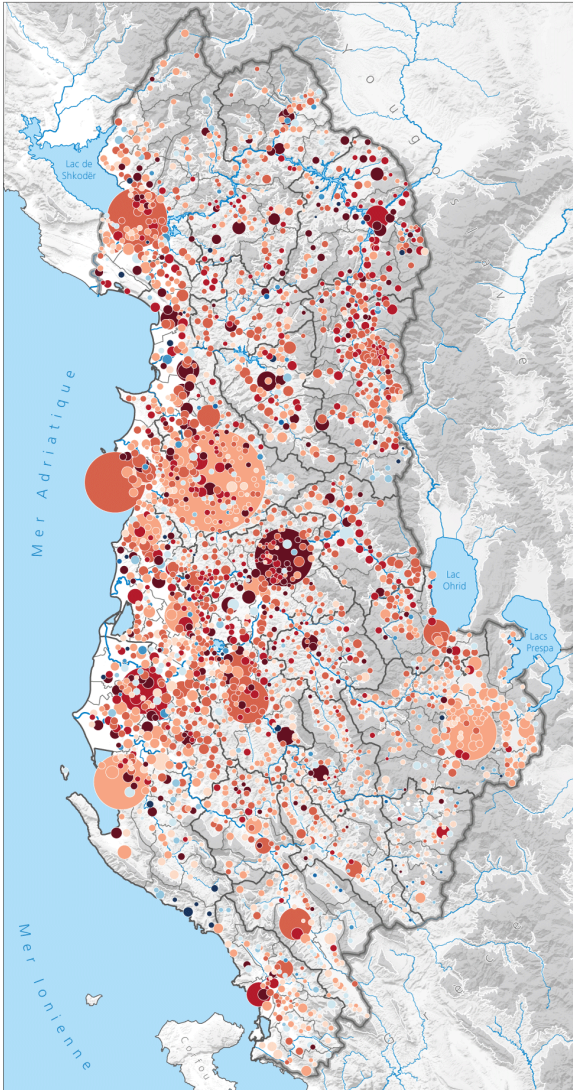
Cartes 5.103 à 5.105 : Variation de la population, 1960-1969.

Variation moyenne annuelle de la population

1969-1979

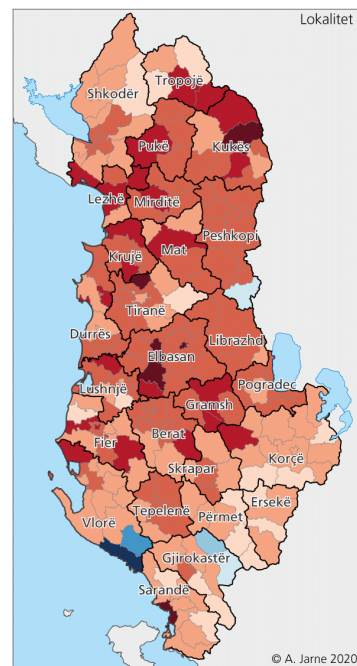
Villages albanais - carte en symboles

Carte choroplèthe



Valeurs agrégées

Albanie	+ 2.3
Régions	
Mirditë - Dukagjin - M. e Madhe	+ 2.2
Plaine de Lezhë - Shkodër	+ 2.4
Luma - Krume - Tropojë	+ 3.0
Mat - Dibër	+ 2.4
Tirana - Durrës	+ 2.3
Elbasan - Çermenika	+ 3.1
Plaine de la Myzeqeje	+ 2.2
Lungara - Mallakastër - Kurvelesh	+ 2.0
Berat - Skrapar	+ 2.7
Montagnes de Pogradec	+ 2.0
Plaine de Korçë - Bilisht	+ 1.4
Dhropull - Pogon - Kolonjë	+ 0.9
Himara - Vurg - Çamëria	+ 1.4
Urbain-rural	
Urbain	+ 2.7
Rural	+ 2.1
Religion	
Villages musulmans	+ 2.3
Villages orthodoxes	+ 1.2
Villages catholiques	+ 2.4
Milieu	
Plaine	+ 2.4
Collines	+ 2.0
Montagnes	+ 2.0
Potentiel agricole (Zavalani)	
Terres agricoles très pauvres	+ 2.2
Terres agricoles pauvres	+ 1.8
Surplus de l'élevage	+ 2.1
Surplus de l'agriculture	+ 2.1
Terres agricoles riches	+ 2.2



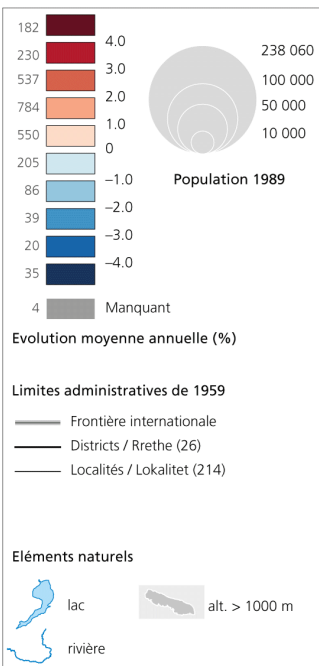
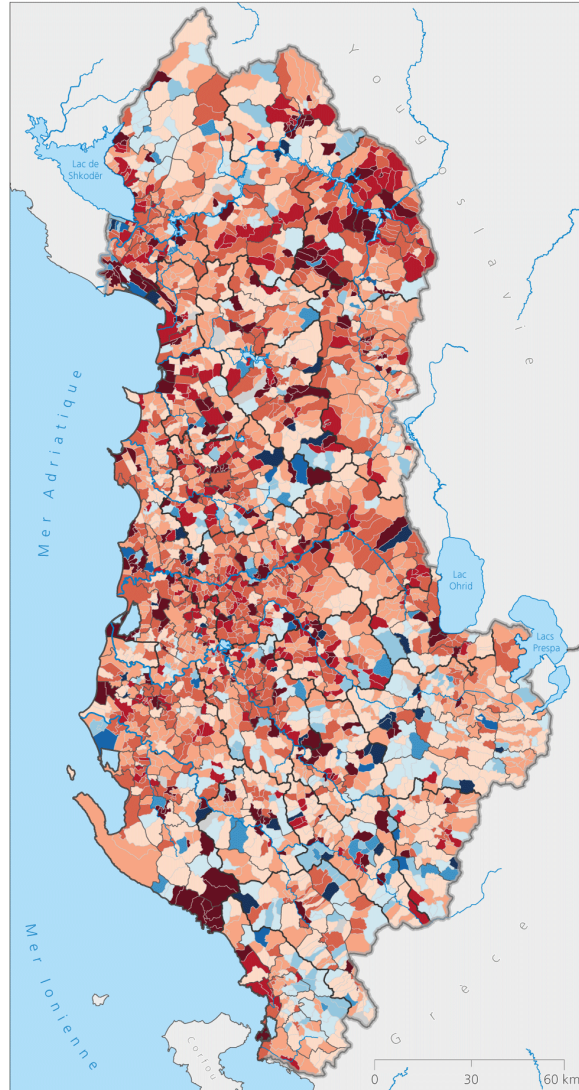
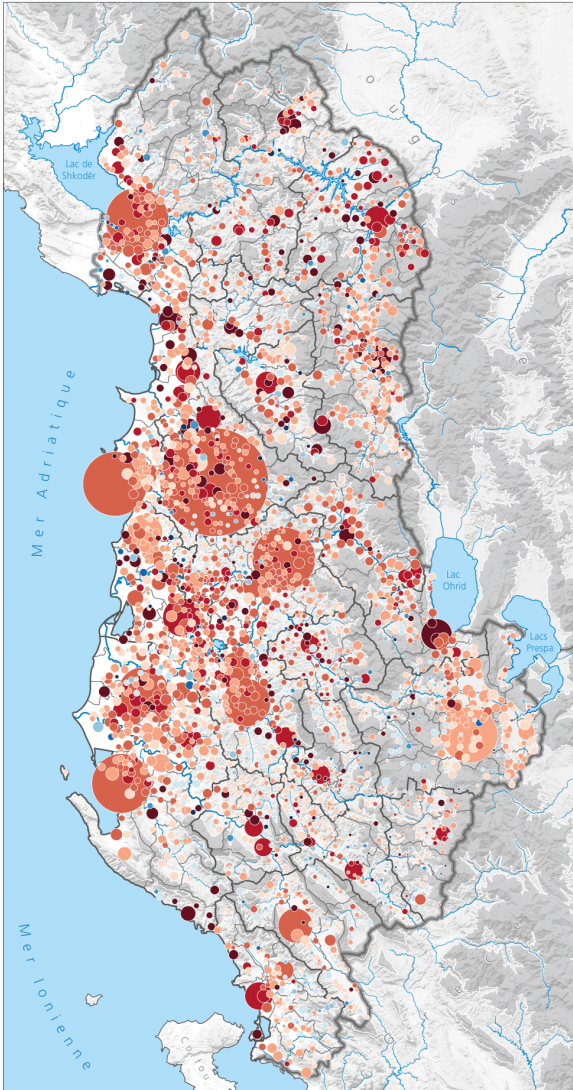
Cartes 5.106 à 5.108 : Variation de la population, 1969-1979.

Variation moyenne annuelle de la population

1979-1989

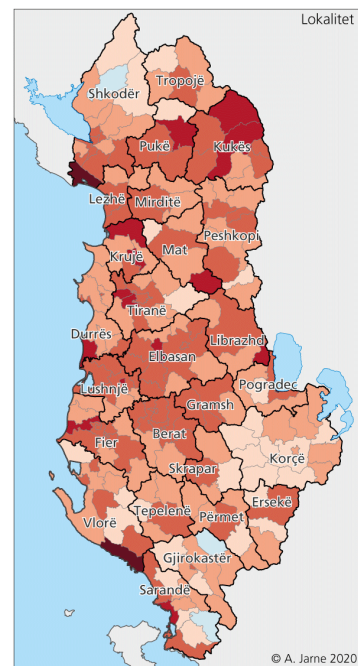
Villages albanais - carte en symboles

Carte choroplèthe



Valeurs agrégées

Albanie	+ 2.1
Régions	
Mirditë - Dukagjin - M. e Madhe	+ 1.7
Plaine de Lezhë - Shkodër	+ 2.5
Luma - Krume - Tropojë	+ 2.7
Mat - Dibër	+ 2.0
Tirana - Durrës	+ 2.1
Elbasan - Çermenika	+ 2.4
Plaine de la Myzeqeje	+ 2.2
Lungara - Mallakastër - Kurvelesh	+ 1.9
Berat - Skrapar	+ 2.2
Montagnes de Pogradec	+ 1.7
Plaine de Korçë - Biliisht	+ 1.5
Dhropull - Pogon - Kolonjë	+ 1.4
Himara - Vurg - Çamëria	+ 2.4
Urbain-rural	
Urbain	+ 2.8
Rural	+ 1.7
Religion	
Villages musulmans	+ 2.0
Villages orthodoxes	+ 1.6
Villages catholiques	+ 1.9
Milieu	
Plaine	+ 2.4
Collines	+ 1.8
Montagnes	+ 1.5
Potentiel agricole (Zavalani)	
Terres agricoles très pauvres	+ 1.7
Terres agricoles pauvres	+ 1.6
Surplus de l'élevage	+ 1.9
Surplus de l'agriculture	+ 1.8
Terres agricoles riches	+ 2.0



Cartes 5.109 à 5.111 : Variation de la population, 1979-1989.

Une dernière observation concerne l'hypothèse d'une amorce de suburbanisation durant le communisme comme résultat d'une « migration détournée » (*diverted migration*, Sjöberg 1992b). En gros, l'idée de Sjöberg consiste à dire que les deux modèles d'urbanisation décrits par Murray et Szelenyi (1984), soit la sous-urbanisation (*underurbanisation*, développement urbain en deçà de l'industrialisation dans la phase de l'« accumulation socialiste primitive ») et la stratégie de croissance urbaine nulle (*zero urban growth strategy*) d'inspiration maoïste ne sont pas forcément contradictoires. On peut en effet considérer que ces deux modèles – s'appliquant pour l'un à la première phase d'urbanisation socialiste en Albanie, pour l'autre à la seconde – ont en fait coexisté après 1960, si l'on envisage qu'un nombre importants de candidats à l'émigration vers les villes, devant l'impossibilité d'obtenir un permis de résidence urbain, ont tout-de-même migré vers des destinations alternatives, situées à proximité des villes, mais hors des limites de celles-ci. Sjöberg relève à juste titre le caractère arbitraire et problématique des définitions statistiques de l'urbain. Dans l'Albanie communiste, la « ligne jaune », limite fixée au développement des municipalités, ceignait strictement l'urbain existant, ajouté de modestes réserves à bâtir. Donc des villages, ou des fermes d'État, pouvaient se trouver à faible distance de la limite morphologique de l'urbain dense et profiter peut-être de l'attractivité du centre. Sjöberg teste son hypothèse sur le cas de Tiranë, et conclut, sur la base entre autres des hautes densités observées dans les villages proches sous la juridiction de fermes d'État, que ces « établissements périurbains ont connu une croissance substantielle liée à une immigration non-planifiée » (Sjöberg 1992a, 14). Alimehmeti (1986, 14-15) reporte qu'au milieu des années 1980 environ 9000 pendulaires convergent quotidiennement des campagnes voisines vers Tiranë. En comparant pour les grandes villes les valeurs de croissance des centres à celles des couronnes, puis celles-ci à la dynamique moyenne des communes agricoles de plaine, on fait les constats suivants : 1) à part à Tiranë, les couronnes croissent de manière générale légèrement moins que les centres³⁷⁰, et à des niveaux tout-à-fait comparables à des communes de plaine ordinaires ; 2) à Tiranë et depuis 1955, la population des villages de la couronne augmente systématiquement davantage que celle du centre, et ce à des niveaux légèrement supérieurs aux communes rurales de plaine ; 3) cette « suburbanisation » par « migration détournée » ne semble pas augmenter à la fin de la période – elle est au contraire plutôt un phénomène de la fin des années 1950³⁷¹ – et demeure stable entre 1969 et 1989³⁷². Comme ailleurs, l'évolution de la population peut être saccadée, avec des villages effectuant des bonds à certains moments, comme ceux de la commune de Paskuqan (immédiatement au nord de Tiranë) dans les années 1960 (+9.5%) et 1980 (+4.3%) ou de la commune de Farkë, aussi dans les années 1960 (+5.8%). Mais globalement, à part Tiranë bien-sûr et Fier peut-être, on n'observe pas dans les années 1970 et 1980 véritablement de croissance suburbaine significative, comme l'indique le tableau 5.17 qui donne le détail pour quelques grandes villes³⁷³.

Quant à l'argument de la densité, s'il a du sens, c'est plutôt sur la longue durée. En effet, la concentration plus grande de la population dans les villages aux abords des villes n'est a priori pas une invention du socialisme, comme le montre la comparaison des cartes 5.112 et 5.113 qui donnent la densité de population locale pour 1945 et 1989. La classification est construite sur huit quantiles d'environ 380 villes et villages chacun, ce qui permet de comparer la structure spatiale des distributions à des périodes distinctes en dépit de niveaux de densité très différents. La concentration de la population rurale est en 1945 déjà supérieure à la moyenne dans les villages autour de Fier, de Shkodër, de Durrës ou d'Elbasan, mais pas de Tiranë. En 1989, ce différentiel de densité entre les couronnes des grandes villes et les autres communes rurales de plaine n'a pas évolué significativement, si ce n'est pour Elbasan peut-être, mais surtout pour Tiranë, qui d'une part exerce une attraction supplémentaire, mais surtout connaissait donc au départ des densités moindres dans ses villages adjacents. On a donc le sentiment que la *diverted migration* telle que décrite par Sjöberg n'est pas une réalité ayant affecté de manière tellement plus significative la couronne des grandes villes que les autres communes agricoles de plaine. Pour investiguer plus avant cette question, il serait utile de se mettre en capacité de distinguer de façon systématique les villages intégrés dans des fermes d'État de ceux faisant partie de coopératives, puisque les conditions différentes de l'emploi – en général plus favorables dans les premières – pourraient expliquer en partie l'attractivité plus grande de certaines couronnes urbaines (si les fermes d'État y sont surreprésentées)³⁷⁴.

³⁷⁰ Mais de manière marginale : sur la carte 5.59, on voit que pour la période 1960-1989 prise dans sa globalité, centres et couronnes apparaissent systématiquement dans la même classe.

³⁷¹ A ce moment on ne peut pas encore vraiment parler de *diverted migration*, puisqu'on se situe en amont des restrictions apposées à la mobilité résidentielle. Il s'agit plutôt d'un niveau général élevé de migrations vers les régions urbaines.

³⁷² La carte 5.59 illustre cette exception que constitue Tiranë. Il s'agit d'une application a posteriori de la typologie des communes et municipalités de 2011 à la période communiste. On voit que parmi les agglomérations ainsi définies, seule Tiranë connaît en moyenne pour la période 1960-1989 une croissance inférieure dans les communes d'agglomération que dans la municipalité centrale.

³⁷³ On pourrait aussi formuler l'hypothèse d'une spécialisation maraîchère à haute intensité de main-d'œuvre des franges urbaines dans la période économiquement difficile des années 1980. Mais les cartes topographiques semblent indiquer, du moins à Tiranë et Fier, que les zones maraîchères (serres) étaient largement situées à l'intérieur des lignes jaunes (ce qui n'exclut pas le navettage).

³⁷⁴ Nous avons sollicité cette information auprès du cadastre (*Agjencia Shtetërore e Kadastrës* - ASHK), mais n'avions pas reçu de réponse au moment de la publication. On aurait pu aussi relever cette information sur les cartes topographiques qui en général (mais pas systématiquement semble-t-il) indiquent sous le nom de certains villages « NB » ou « NBSH » (pour *Ndërmarrja bujqësore shtetërore*, « entreprise agricole publique », soit les fermes d'État).

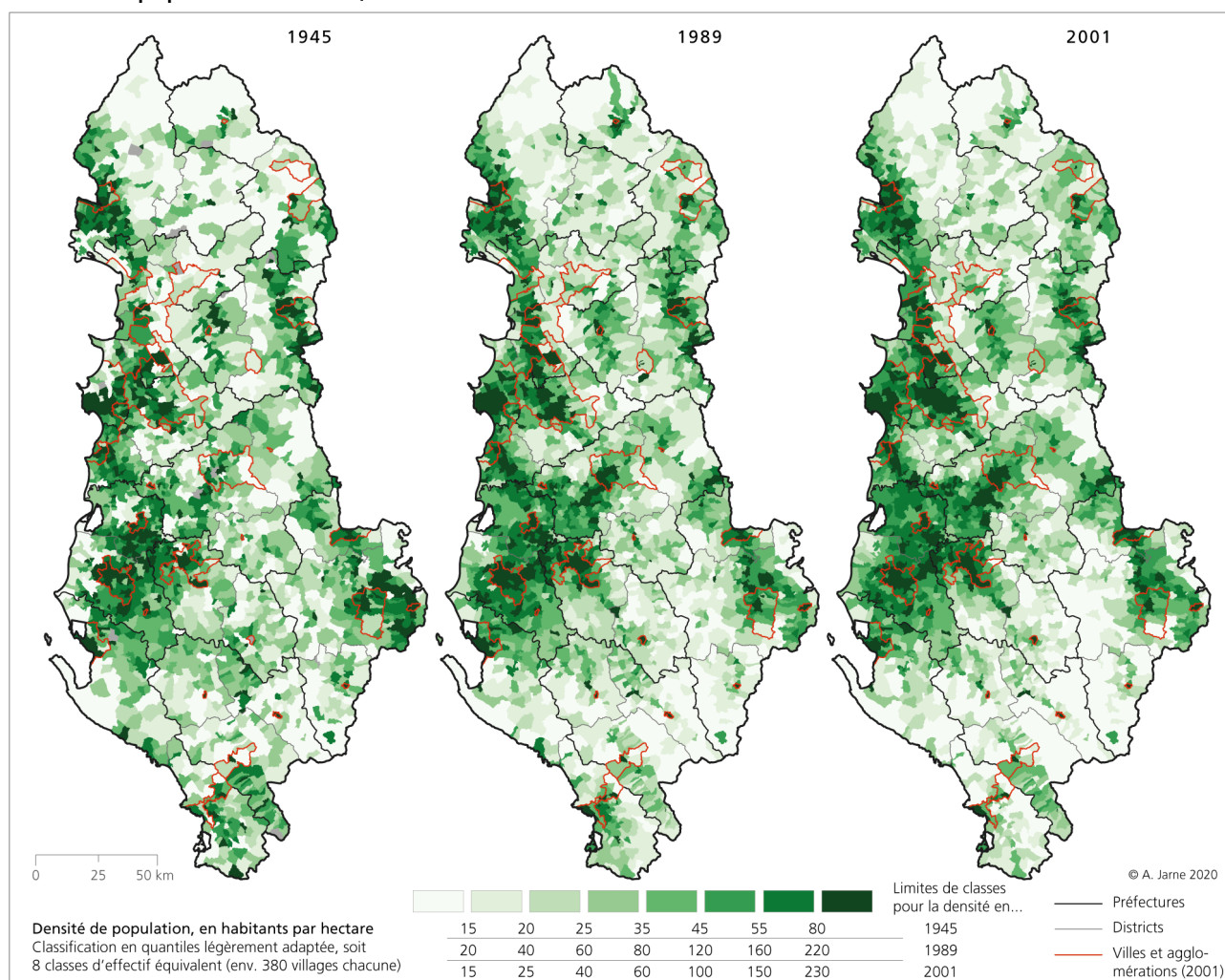
	Population							Croissance moyenne annuelle (%)					
	1945	1955	1960	1969	1979	1989	2001	45-55	55-60	60-69	69-79	79-89	89-01
Tiranë Centre	59950	108183	136275	156011	190173	238057	341453	6.1	4.7	1.5	2.0	2.3	3.1
Couronne*	9890	13582	18354	25452	33006	42930	97712	3.2	6.2	3.7	2.6	2.7	7.1
Durrës Centre	17986	25579	39870	49184	66368	82719	98792	3.6	9.3	2.4	3.0	2.2	1.5
Couronne*	10110	13966	15425	24082	27505	32596	37668	3.3	2.0	5.1	1.3	1.7	1.2
Vlorë Centre	15832	28212	41423	45499	55209	71662	77652	5.9	8.0	1.0	2.0	2.6	0.7
Couronne*	7578	10111	11324	15160	18450	22483	16708	2.9	2.3	3.3	2.0	2.0	-2.4
Fier Centre	7286	15296	22637	27522	39097	52257	56164	7.7	8.2	2.2	3.6	2.9	0.6
Couronne*	14075	17963	22227	26590	34332	43277	42693	2.5	4.4	2.0	2.6	2.3	-0.1
Shkodër Centre	35463	39355	44072	53078	65774	81140	83273	1.0	2.3	2.1	2.2	2.1	0.2
Couronne*	9574	11863	13699	18174	22763	28064	32362	2.2	2.9	3.2	2.3	2.1	1.2
Communes agricoles de plaine (hors agglomérations, définition de la typologie de 2011)								1.7	2.8	3.1	2.1	1.9	-0.6

*Communes constituant les couronnes. Pour **Tiranë** : Paskuqan, Kamëz, Kashar, Vaqarr, Farkë ; pour **Durrës** : Katund i Ri, Rashbull, Xhafzotaj ; pour **Vlorë** : Qendër Vlorë, Shushicë ; pour **Fier** : Qendër Fier, Dermenas, Mbrostar, Zharrëz, Portëz ; pour **Shkodër** : Rrethinat, Guri i Zi, Berdicë.

Tableau 5.17 : Croissance des couronnes urbaines durant le communisme.

Albanie, villes et villages

Densité de population en 1945, 1989 et 2001



Cartes 5.112 à 5.114 : Densité de population en 1945, 1989 et 2001.

5.5.14 La « forteresse assiégée », ou l'acmé d'un national-marxisme

La période chinoise aura tout d'abord été caractérisée par la distance géographique considérable séparant les deux alliés. Cette distance rend les échanges économiques hautement improductifs et se double d'une distance culturelle qui semble n'avoir été que partiellement et difficilement surmontée³⁷⁵. Les spécialistes chinois ont toujours résidé dans des quartiers réservés, équipés de leurs propres restaurants, et leurs contrats albanais ne dépassent généralement pas six mois. Ajoutée à l'absence de réelle alliance militaire, cette distance n'est pas favorable non-plus à la sécurité albanaise vis-à-vis des menaces régionales. La distance, bien que moindre, avec l'Union soviétique, avait constitué un facteur d'angoisse en 1948 (quand l'ennemi yougoslave était aux portes de l'Albanie), puis de soulagement en 1960 (voisine, l'Union soviétique aurait pu être tentée d'annexer l'Albanie). À l'aune des distances séparant l'Albanie de son nouvel allié, l'Union soviétique apparaît désormais proche et menaçante, surtout après l'agression de 1968 en Tchécoslovaquie, qui amène les Albanais à se retirer officiellement du Pacte de Varsovie. Ce jeu fluctuant des distances géopolitiques, la crainte des soviétiques³⁷⁶, la détérioration depuis le milieu des années 1970 des relations avec la Chine, qui en sortant elle-même progressivement de son isolement – Nixon fait une visite en Chine en 1972 – est amenée à réévaluer la pertinence de son soutien à son minuscule allié balkanique, tout cela concourt d'une part à une certaine détente à l'échelon régional³⁷⁷, ainsi qu'au développement d'autre part d'une forme de repli et de paranoïa d'État qui caractérise en particulier les dernières années du règne d'Enver Hoxha. Mais l'engagement dans cette voie qualifiée par Jandot de « nationale-marxiste » remonte bien au début des années 1960, c'est celle d'un socialisme qui, si sa vocation demeure internationaliste, se construit sur le repli sur son territoire (Jandot 1994, 238). Hoxha tente de réduire ce paradoxe dès 1964 : « Le principe qui consiste à compter sur ses propres forces est un principe marxiste-léniniste, révolutionnaire et internationaliste... La question de la révolution et de l'édification socialiste est, au premier chef, une question intérieure de chaque pays ». C'est une période de durcissement doctrinaire, initiée par le 5^{ème} Congrès du PCA en 1964 qui inaugure une ère nouvelle, celle d'une « révolutionnarisation plus poussée », qui s'inscrit dans le sillage chinois et que pour cette raison on qualifie souvent par analogie de « révolution culturelle ». Celle-ci se décline en de nombreux objectifs : émancipation de la femme et développement de « rapports socialistes » au sein de la famille, lutte systématique contre la religion et autres « coutumes rétrogrades », révolutionnarisation de l'école, en particulier au travers de l'enseignement de l'histoire, de l'aguerrissement physique et de la préparation militaire, promotion d'une culture nationale séculière (folklore), remise en cause des comportements bureaucratiques, et même dans un registre plus anecdotique publication épisodique de listes de prénoms « illyriens » ou « modernes » à donner aux enfants en remplacement de ceux à connotation religieuse³⁷⁸. L'espace culturel et intellectuel est verrouillé, la littérature ou le cinéma étrangers en sont progressivement bannis au profit d'une production indigène (le *Kinostudio Shqipëria e Re* (Studio cinématographique Albanie nouvelle) débute son activité en 1952) soumise à la censure de l'État, qui contrôle strictement tous les aspects de la communication et de l'information. « L'Albanie devient un désert culturel excessivement terne et stérile » (Vickers 2014, 191). La production intellectuelle est dominée jusqu'à l'asphyxie par les écrits d'Enver Hoxha lui-même, réputé avoir rédigé près de 50'000 pages (Jandot 1994, 250), dont une large majorité directement liée à son travail « édificateur ». Ce caractère consubstantiel de la théorie, du discours et de l'action dont est tout à la fois dépositaire le « Guide » fait qualifier par Jandot (1994, 288) le régime hoxhaïen de « logarchie », dans le sens d'un pouvoir fondé sur le Verbe. Le nationalisme comme référence affective au passé y est omniprésent. Le pouvoir albanaise va recourir à tous les outils classiques de la construction des identités nationales : les ancêtres fondateurs, la langue, l'histoire continue, les héros, les monuments, un folklore auquel toute la nation émergente doit se conformer, qui n'exclut pas des particularismes régionaux qui, après avoir été découragés et brimés, sont récupérés en tant qu'illustration de la richesse et de l'identité nationale (Thiesse 1999). Ce nationalisme ne peut reposer exclusivement sur un mythe des origines, sur le sang ou la race, concepts qui entrent trop frontalement en conflit avec les valeurs communistes et buttent sur la réalité de la

³⁷⁵ Voir par exemple le témoignage cité par Vickers (2014, 189) ou le traitement qui est réservé à la question dans la littérature, comme dans le roman « Le Concert » de Kadaré, qui fait a posteriori le récit de la rupture entre l'Albanie et la Chine dans les années 1970.

³⁷⁶ « L'impérialisme américain est l'ennemi principal. L'impérialisme révisionniste soviétique de fraîche date est, pour les peuples et pour la révolution, un ennemi tout aussi dangereux, rusé et agressif »

³⁷⁷ L'Albanie s'efforce dès lors de développer des rapports plus amicaux avec ses voisins italiens, grecs, roumains et yougoslaves, ces derniers passant abruptement du statut de principale menace à celui d'allié potentiel face aux soviétiques (Vickers 2014, 184). L'Albanie s'engagea même à intervenir militairement si l'URSS envahissait la Yougoslavie ou la Roumanie (Métais 2006, 327). Le rapprochement est aussi rendu possible par la disgrâce d'Alexander Rankovic, Ministre de l'intérieur puis Vice-président de la Yougoslavie, et dont les politiques pro-Serbes avaient poussé à l'exil plus de 200'000 Albanais du Kosovo entre 1956 et 1966 (Vickers 2014, 184). A la fin de années 1960, la Fédération concède au Kosovo le statut de province, une université est ouverte à Pristinë, des manuels scolaires sont importés d'Albanie. En 1974, la nouvelle constitution Yougoslave élargit les prérogatives des républiques et provinces autonomes comme le Kosovo.

³⁷⁸ Mode des prénoms qui illustre cette dualité nationale-marxiste où les Illir (les Illyriens sont les « ancêtres » des Albanais, dont ils occupaient le territoire dans l'Antiquité) côtoient les *Marenglen* (contraction de Marx-Engels-Lénine)...

dispersion des populations albanophones. Il se construit davantage sur la référence au sol – le peuple des montagnes qui a toujours résisté à ses ennemis – et le mythe du dépôt tutélaire d'une doctrine communiste ailleurs pervertie par le révisionnisme. À l'inverse du nationalisme, le marxisme est tout entier tourné vers un futur, une promesse de bonheur et de satisfaction des besoins de chacun, et convoque l'utopie comme description des lendemains qui chantent³⁷⁹. La voie de ce syncrétisme, Staline lui-même s'y était engagé dès 1934 en multipliant les références à la Nation ou à la Patrie (Jandot 1994, 287). Hoxha lui l'exploite d'emblée. Après la mort de Mao en 1976 et la fin du programme d'aide chinois en 1978, le pays se recroqueville et se consacre à sa survie en autonomie : « l'Albanie s'est infligée un degré d'isolement idéologique et politique pour lequel on trouve difficilement un parallèle moderne » (Vickers 2014, 194). La « citadelle assiégée » – cette Albanie qui se décrit comme victime du double blocus impérialiste et révisionniste – évoque les images anciennes d'un fort attaqué par le Turcs, celle de la citadelle de Skanderbej à Krujë ou de la *kullë* albanaise, cette tour fortifiée où les montagnards s'abritaient de la vendetta.

5.5.15 Synthèse géohistorique – « un ami cher rend proche un voisin lointain »

L'histoire du socialisme albanais a pour dimension géopolitique des alliances toujours plus distantes – environ 400 kilomètres à vol d'oiseau (600 par la route) de Tiranë à Belgrade, 2000 ou 3000 kilomètres jusqu'à Moscou, près de 10'000 jusqu'à Pékin – où le contenu idéologique prend de plus en plus le pas sur celui matériel et stratégique. Les espoirs déçus d'un internationalisme socialiste sous tutelle soviétique cèdent la place à un nationalisme défensif farouche, où la soif d'autonomie et l'obstination idéologique albanaises culminent dans le repli caractérisant les dernières années du communisme, qui n'a en fin de compte pas su être ici cet « étouffoir des nationalismes » (Métais 2006, 280). D'une certaine façon on pourrait dire que pour l'Albanie les distances et topologies idéologiques surplombent et annulent les distances et topologies spatiales, voire même que c'est l'inverse de la distance plutôt que la distance elle-même qui participe à régler l'ordre des échanges et des alliances. Comme le disait Mao à propos de l'Albanie : « Un ami cher rend proche un pays lointain. La Chine et l'Albanie sont séparées par des milliers des montagnes et de rivières mais nos cœurs sont étroitement liés »³⁸⁰. À la différence de la modernité occidentale, dont la diffusion a opéré principalement par contiguïté, le modèle soviétique a suivi une diffusion programmée, volontariste, qui s'est répartie assez uniformément dans les territoires (Brunet et Rey 1996, 35). L'Albanie en 1960 refuse cet ordre soviétique, récuse une intégration plus grande et y tourne le dos au profit d'une voie singulière dans le sillage chinois, poussant très loin, ainsi que sa nouvelle protectrice, son autodéfinition par le territoire (Grataloup 2015, 206). On peut y voir autant une utopie socialiste qu'une dystopie née de la géopolitique. À l'intérieur du pays aussi, c'est une nécessité territoriale univoque – imposer à toutes les régions un modèle unique destiné à façonner une société nouvelle – qui prend le pas sur toute logique territoriale alternative et surtout sur toute logique spatiale. Si le principe spatial de la diffusion continue de régler dans une certaine mesure l'extension ferroviaire et industrielle, l'espace comme dimension du social est lui étouffé sous les contraintes imposées à la mobilité et sous les multiples injonctions à demeurer là où l'on est. Seuls sont légitimes les mouvements voulus par l'État pour accompagner les développements industriels et agricoles. Le territoire est mis en coupe réglée au travers d'un maillage homogène de districts dont la taille est efficace pour le contrôle, la surveillance territoriale, la centralisation (Rey 1990, 573), mais sans doute trop petit pour assurer le fonctionnement économique, peu soucieux des configurations du passé et des systèmes réels de relations entre les lieux. Le remaniement administratif s'assortit d'une croissance urbaine très sélective, concentrée sur les petites villes industrielles et bourgades chefs-lieux, qui ne se constituent jamais véritablement en réseau, faute de véritables échanges économiques, mais livrent cette « image spatiale du socialisme » un peu figée, à savoir avant tout une organisation industrielle décentralisée dessinée au sommet de l'État en même temps qu'un outil de diffusion de l'idéologie. La dynamique du réseau urbain régional, déjà fractionnée par le dessin des frontières et entamée par les conflits, est encore infléchie et déformée par une politique qui se voue toute entière à son atomisation en un semi de petites unités régulières (au nombre de 74 lorsque sont déboulonnées les statues). Les mécanismes d'agglomération, qui font de la ville le lieu de l'innovation et du changement social, sont cassés pour fabriquer la « ville socialiste », soit une ville volontairement dépourvue de toute fonction d'accumulation et de production de richesse (ibid.). L'industrialisation hyperplanifiée a privilégié la production de biens d'équipements aux dépens des biens de consommation et des activités tertiaires, entérinant le « triomphe du stock sur le flux » (Brunet et Rey 1996, 33) : hypertrophie des infrastructures de production mais retard des infrastructures de circulation, des équipements de

³⁷⁹ Voir l'ouvrage collectif *Albanie utopie* (Combe et Ditchev 1996).

³⁸⁰ *China Reconstructs*, vol. XX, janvier 1971, 45-46, cité par Vickers 2014, 189.

transport, de commerce, de télécommunications, et médiocrité des services à la population comme le logement et la mobilité. L'explosion de la sphère des productions matérielles caractérise la période, et avec elle la profonde altération de milieu et la transformation du paysage. La mutation qui a pris place en une quarantaine d'années est d'abord visible dans les paysages agraires, ainsi qu'à travers les grands conglomérats industriels et l'urbanisme des villes. La mainmise du Parti unique sur tous les organes de l'État, sa maîtrise complète des activités de domination et de planification, a eu pour effet visible le développement de grandes structures, d'entreprises agricoles et industrielles géantes (aux normes albanaises), dont la performance est plus immédiatement visible et sur lesquelles s'exerce plus aisément le système du pouvoir. Les grandes plaines agricoles bonifiées, avec leurs infrastructures d'accès et d'irrigation, leurs villages redessinés et densifiés, leurs agrovilles, leur mise en culture homogène, constituent le principal legs paysager, uniforme, monotone et durable du communisme. Les kombinats industriels qui ont été la gloire du système, les symboles d'une modernité prométhéenne, celle du « socialisme réel », et qui devaient transformer la société (et l'ont fait dans une large mesure), demeurent également, mais la symbolique est altérée. Ils sont désormais rapidement associés à ce marquage non intentionnel de la société socialiste qu'est la profonde dégradation de l'environnement (gigantisme techniquement mal maîtrisé, fortes concentrations industrielles, mauvaise qualité des sources énergétiques aussi liée à la volonté d'indépendance, manque de moyens, etc.). Quant aux villes, outre leur monumentalité, passagère, elles se distinguent peut-être avant tout par le rapport entre l'espace privé – les logements exigus – et celui public, traité comme prioritaire, des grands parcs et des larges boulevards. Mais plus que tout, l'héritage des trois décennies d'après 1960 est celui de la singularité de la distribution spatiale de la population. La logique et la marche forcée vers un équilibre démographique qui se serait manifesté dans l'équité géographique de la population sur le territoire, rendue possible par la distribution universelle et dispersée des services minimaux et les restrictions drastiques de mobilité, se fonde sur le dogme implicite de l'équipotence des lieux et fait le plus souvent fi de toute considération spatiale (déséquilibres d'accessibilité, de connectivité), des différences de potentiel agricole, etc. Dans un État qui refuse toute forme de régulation autre que celle exercée d'en haut par le Parti, et interdit à ce titre la mobilité, la « rétention rurale » est devenue une bombe démographique à retardement.

La confrontation de l'expérience du socialisme à l'albanaise à l'option théorique qui associe la mobilité, la circulation, au changement, et à l'inverse, l'immobilisme à la reproduction à l'identique, à l'induration des « iconographies », ne va pas sans mettre en avant certains paradoxes. La question se pose du hiatus entre la rhétorique de la modernisation omniprésente dans le discours du communisme albanais et la réelle transformation sociale ayant pris place dans une société spatialement largement immobilisée. L'industrialisation et l'urbanisation décentralisées, présentées comme les « coins » permettant à la modernité de pénétrer la montagne, peuvent aussi bien être décrites comme un soutien économique minimal autorisant le maintien sur place de la population et permettant en fin de compte – qui plus est dans un contexte de migrations alternées et de sous-urbanisation – la perpétuation du contrôle social exercé par l'institution traditionnelle sur la population des régions enclavées. Dès lors, à rebours des intentions déclarées et du discours progressiste, certaines politiques territoriales, à l'instar de celle pro-nataliste, pourraient procéder davantage, sinon d'une alliance objective (illustration 5.6), du moins d'une convergence d'intérêt entre le pouvoir central et le patriarcat montagnard. La force de l'institution traditionnelle, celle du kanun en particulier, marquera l'expérience de la décollectivisation dans certaines régions, comme la Mirditë (voir chapitre 5.6.1). La préservation d'une connaissance profonde des traditions orales, même parmi les jeunes générations (De Waal 2005, 108), y montrera que le communisme, en dépit de l'idée qu'il aurait éradiqué ces fonds de coutumes et de pratiques, ne les a peut-être pas atteintes véritablement, voir même a participé à leur maintien, permettant plus tard leur « résurgence ». Le couplage des restrictions à la mobilité, d'une politique pro-nataliste, du déficit de logements en raison de la priorité donnée à l'industrialisation, ainsi que les conditions de grande pauvreté qui ont marqué surtout les années 1980 ont favorisé le maintien fréquent sous le même toit d'au moins trois générations, perpétuant le modèle de la « famille élargie », dans les régions rurales mais fréquemment aussi en ville (ibid.). Dans ce contexte, sachant de plus que dans le Nord la véritable pénétration des valeurs communistes dans la société, qu'on peut situer à la collectivisation de la fin des années 1960, est tardive et donc brève (une vingtaine d'année), on conçoit que le « clan », même si dans une forme altérée, ait survécu à la « dictature du prolétariat » grâce à la transmission dans le cadre familial. La « retraditionalisation » observée dans les banlieues de Tiranë n'est peut-être qu'un déplacement, hors des foyers et des montagnes. Le sentiment est que l'explosion de la mobilité dont il est question dans le chapitre suivant aura plus rapidement et plus sûrement raison de la tradition qu'un demi-siècle de dictature communiste.



Illustration 5.6 : Sur cette peinture de Zef Shoshi de 1976, typique du réalisme socialiste et baptisée « Proche du peuple » (littéralement « genou à genou avec le peuple », *Gju më gju me popullin*), on voit Enver Hoxha siégeant dans une assemblée villageoise mixte, vraisemblablement dans la vallée de Theth. Il partage le siège du bajraktar, discute amicalement et fume avec lui (ce sont les seuls). De part et d'autre, également installés, deux hommes en costumes de ville, peut-être des ingénieurs, encadrent le leader albanais. Derrière eux, groupés, les hommes du village, et devant – l'avenir ? –, un jeune garçon portant un livre et un foulard rouges écoute sagement le Maître. Les femmes sont sur les côtés, en costumes traditionnels et couvertes, sauf deux, du même côté que le garçon, qui s'affichent tête nue dans des tenues plus modernes. Plutôt qu'un combat contre l'arriération, cette image évoque plutôt une forme de compromis ou même d'alliance entre tradition et modernité.

5.6 La transition : suburbanisation sauvage et métropolisation

5.6.1 Les années 1990, géographie de la transition

En mars 1991 ont lieu les premières élections démocratiques en Albanie. Les communistes les remportent, adossant leur victoire au vote rural alors que les villes ont davantage soutenu le Parti démocratique. Un vaste mouvement de manifestations, de grèves, de vandalisme et d'émeutes culmine avec une grève générale qui met l'économie à genou et entraîne la mise en place d'un gouvernement de coalition dès juin 1991. Rapidement et brutalement sont mis en œuvre les différents aspects de ce qu'il est convenu d'appeler la transition : libéralisation de l'économie, désindustrialisation, décentralisation, développement du commerce et des services, restitutions foncières et immobilières, etc. Dernier État européen à divorcer d'avec le communisme, l'Albanie de Ramiz Alia, le successeur d'Enver Hoxha, s'était engagé dès le début de 1990 sur la voie de réformes graduelles, mais c'est une transition chaotique qui commencera en 1991, marquée par une orgie de destruction de l'infrastructure collective, par l'arrêt brutal de toute activité industrielle, par une réforme agraire rapide et radicale et par le début de l'exode pour des centaines de milliers d'Albanais. La décollectivisation débute dès 1991.

La collectivisation avait été achevée en 1967. Des différentes politiques visant à augmenter la production agricole dans la perspective de l'autosuffisance alimentaire – collectivisation, extension de la surface arable (qui double entre 1959 et 1989 grâce à la construction des terrasses, à l'assèchement des marais, à l'irrigation et à la désalinisation des franges côtières) (De Waal 2004, 20) et « rétention rurale » de la population – celle qui consiste à réduire le lopin se poursuit jusqu'au début des années 1980. La vente des produits du lopin sur le marché libre était déjà interdite à la fin des années 1960, et tout commerce privé est rendu illégal en 1981. Au milieu des années 1980, les familles travaillant sur les fermes d'État ainsi que 16% de celles des coopératives ne disposent plus d'aucune terre propre, alors que 45% des coopérateurs possèdent moins de 500m² (De Waal 2004, 20). Si les terres arables ont doublé, la population, elle, dans le même temps, a presque triplé. En 1989, les terres arables disponibles ne représentent que 0.2 ha/hab. (Sjöberg 1989, 8). La politique visant la suppression complète du lopin³⁸¹ s'infléchit à la toute fin du régime, après qu'aux difficultés existantes se soient ajoutés plusieurs épisodes de sécheresse consécutifs (1983-85, 1987-88). On peut voir comme une amorce de décollectivisation la redistribution de quelques terres des coopératives aux familles (0.2 ha / famille redistribués jusqu'en 1990) et les encouragements à produire leurs propres légumes (Sjöberg 1991, 128-129). Dès décembre 1990 commence dans certaines régions le démantèlement des infrastructures collectives (Civici 1997a).

Après les élections démocratiques de mars 1991 et les troubles qui ont suivi, le gouvernement de coalition par intérim passe une loi pour la privatisation des terres des coopératives (80% des terres arables albanaises) en juin 1991. Cette loi est élaborée, passée et mise en œuvre très rapidement. Elle a un impact déterminant sur une large part de la population albanaise, puisqu'à ce moment 63% de la population vit en zone rurale, et 50% de la population active est engagée dans les activités agricoles (*Vjetari Statistikor* 1991, cité par De Waal 2004, 21). Par rapport à celles menées dans les autres pays d'Europe de l'Est, la réforme agraire albanaise est rapide et extrêmement radicale. La loi établit le principe de la liquidation de l'organisation collective et de la répartition *për frymë* (par habitant). Une commission locale élue rétablit les limites originelles du village, puis les terres de la coopérative sont distribuées aux familles de telle manière que chaque habitant résidant sur place (y compris les enfants) reçoive la même surface (De Waal 1995, 5). Les fermes d'État demeurent telles quelles. Cette désocialisation égalitaire mais brutale – on passe entre 1991 et 1993 de 560 grands domaines collectifs d'une superficie moyenne de 1060 ha à 465'000 micro-exploitations d'un peu plus d'un hectare (Biba et Kerçuku 2013, 78) – visait à diminuer dans l'urgence la charge du gouvernement à un moment où l'Albanie ne parvenait pas à satisfaire les besoins alimentaires de sa population (Pashko 1993, cité par Sguri et al. 2011, 29) et débouche sur un modèle d'agriculture de survie, où l'exploitation agricole repose exclusivement sur les familles dans un contexte de délabrement rapide de toute l'infrastructure collective (réseaux d'irrigation, d'accès, de distribution, ouvrages de lutte contre l'érosion, etc.). En 1993 une autre loi prévoit une indemnisation pour les anciens propriétaires, sans remettre en question le principe de la loi de 1991 (Deslondes et Sivignon 1995, 146). En dépit des difficultés, la terre est partagée entre près de 400'000 familles paysannes qui héritent ainsi de domaines de 0.6 à 3 ha, soit 0.22 ha/hab., probablement la plus petite surface cultivable par habitant d'Europe (Wheeler 2003, cité par Sguri et al. 2011, 30). Le principe égalitaire et centré uniformément sur la maille villageoise ne va pas sans poser de nombreux problèmes, ne serait-ce que parce que les villages ont tout-de-même passablement évolué

³⁸¹ Cette politique est particulièrement dure. Comme le note Shnytzer (1991, 46, cité par De Waal 1985, 3), dans quasiment tous les pays communistes, un marché libre portant sur le commerce de la production du lopin était toléré. L'Albanie a tenté dans les années 1980 d'éradiquer ce « vestige du capitalisme ».

durant le socialisme : nouvelles surfaces mises en culture, regroupement ou changement de statut des coopératives, établissement de nouvelles populations favorisant l'émergence de conflit entre « anciens » groupes sociaux et ceux établis dans le village ou sur son territoire historiques durant le communisme (dans le Sud sédentarisation des Aroumains ou déplacement de population de Kurberësh vers des terres laissées vacantes par l'émigration (De Rapper 2003), dans le Nord, transferts de population suite à la construction des barrages, etc.). De plus, la situation était de fait assez contrastée entre les différentes régions, qu'il s'agisse du statut précédent de la propriété (terres collectives plutôt héritées des grands domaines latifondiaire dans le Sud, souvent arrachées de haute lutte aux familles et aux clans dans le Nord), de la disponibilité de pâturages (plus grande dans le Sud (De Waal 1995, 3), mais partout amputée des communs, propriété de l'État après 1991), de l'histoire de la collectivisation (plus ancienne et mieux acceptée dans le Centre et le Sud, plus récente et parfois farouchement combattue dans le Nord), ou des structures foncières et de l'habitat. De Waal (1995, 2004) montre comment en Mirditë les dispositions légales ont été complètement ignorées au profit d'une redistribution aux propriétaires d'avant 1967. D'une part le principe de distribution aléatoire des parcelles était inadapté au contexte de forte dispersion spatiale des fermes, d'autre part la mémoire des limites traditionnelles était toujours bien présente chez les anciens, la forte hostilité à la collectivisation et son caractère tardif (seulement 25 ans plus tôt, en 1967) ne lui ayant pas permis de véritablement s'enraciner dans les mœurs. Enfin, l'expérience d'agriculture collective en Mirditë a lieu dans une région et à une période où les migrations sont quasi-nulles, la composition des populations villageoise demeurant inchangée. A un moment de défaut complet de la puissance publique dans l'Albanie rurale et périphérique, c'est le droit coutumier qui est mobilisé pour rétablir l'ordre ancien : le canon de Lek Dukagjin (établi au XV^e siècle) fournit toutes les règles pour la redéfinition des limites, leur marquage et la gestion des conflits consécutifs (*sipas kanunit*, selon le Kanun, plutôt que *sipas ligjit*, selon les lois du Gouvernement, De Waal 1995, 11, 2004, 24). Le cas de la Mirditë n'est pas isolé, Lemel (1998, 124, cité par De Waal 2004, 24) rapporte le même type de phénomène dans les districts du nord-est (Kukës), Deslondes et Sivignon (1995, 146) pour certains villages de la Myzeqe (comme Pojan), ainsi que le cas de Pendavinj dans le bassin de Korçë, où la commission locale a organisé les voisinages en fonction des liens familiaux.

Pour les familles rurales, le contexte au début des années 1990 est donc marqué par la pénurie, l'extrême fractionnement des terres, l'incapacité d'investir, la détérioration des infrastructures, parfois leur confiscation (y compris certaines routes) par d'anciens propriétaires, l'absence de débouchés et de filières, la perte des emplois extra-agricoles et le chômage, la défaillance des institutions et de l'État et l'insécurité qui peut en résulter³⁸². Dans cette situation, et surtout dans les régions collinaires et montagneuses, il est impossible de satisfaire aux besoins vitaux d'une population qui a triplé durant le communisme. En de nombreux endroits les industries minières, le secteur de l'énergie ou certains emplois publics, ceux liés à la gestion forestière par exemple, constituaient un apport indispensable à la survie économique et au maintien des communautés locales. L'effondrement du système entraîne la disparition d'une majorité de ces emplois, plongeant les familles dans la précarité. Pour la Mirditë en 1991 par exemple, De Waal (2004, 28) calcule que pour une famille ordinaire, soit un couple et ses six enfants, les 200 à 500 mètres carrés de terres reçues (contre 1.6 ha en moyenne nationale) suffisent à produire de quoi nourrir chacun durant trois mois au mieux. La carte 5.117 illustre les grandes disparités de l'héritage foncier par les familles dans les différentes régions albanaises, le Nord-Est apparaissant spécialement préférentiel, en raison de sa forte démographie aussi, qui a pour effet d'augmenter la charge des familles dans un contexte où les ressources ne sont pas extensibles (voir la carte voisine, 5.116, qui montre le rapport de dépendance des jeunes, soit le rapport du nombre d'enfants à la population en âge d'activité). Parmi les stratégies de ces familles rurales, trois émergent rapidement qui, le plus souvent combinées, permettront la survie dans les années difficiles qui suivent. La première consiste à exploiter les anciens communs qui sont restés dans un premier temps aux mains de l'État (comme pâturages, pour leurs ressources forestières, herbes médicinales ou autres). La seconde consiste à envoyer un ou plusieurs membres de la famille dans les plaines où ils s'installeront de manière « informelle » sur les terres vacantes des anciennes fermes d'État, pour y cultiver le plus souvent des céréales. La troisième est l'émigration, le plus souvent illégale, pour une durée plus ou moins importante, vers la Grèce surtout, ou vers l'Italie. L'émigration vers la Grèce est massive et immédiate chez les Albanais du Sud, pour qui, surtout s'ils sont orthodoxes et à plus forte raison s'ils sont hellénophones, les procédures et l'intégration sur le marché du travail sont facilitées, mais elle est réelle également dans les régions plus centrales voir méridionales comme la Mirditë

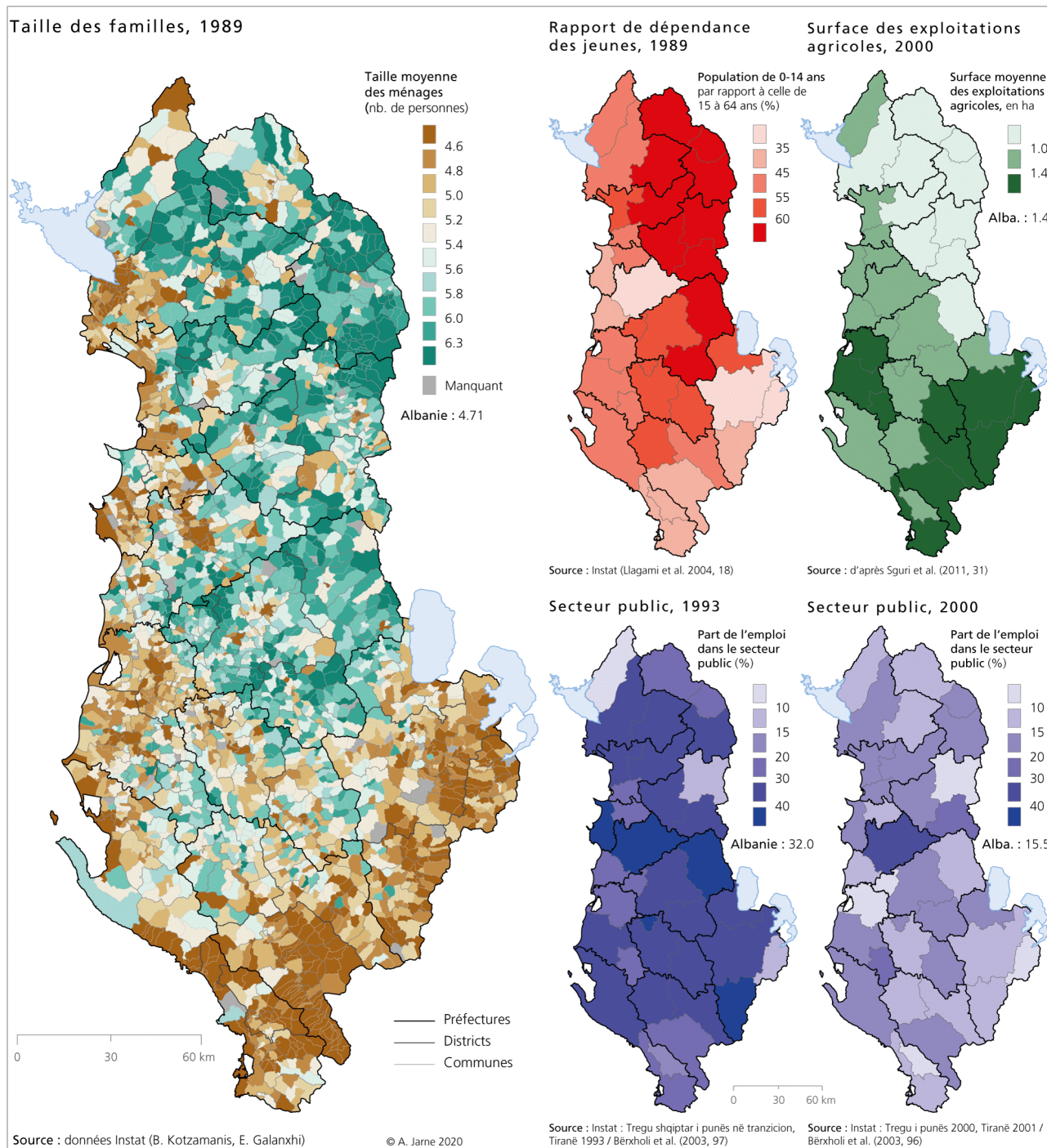
³⁸² A ce titre, il faut mentionner le cas de la résurgence des vendettas, qui sous leur forme traditionnelle ou parfois davantage liée au crime organisé, forcent nombres d'hommes, ainsi que souvent leurs familles, soit à se terrer, soit à s'exiler pour se soustraire à la vengeance de leurs ennemis. Si ce phénomène n'est pas central dans l'explication de l'émigration, il n'est pas complètement marginal non-plus, puisqu'il concernait semble-t-il encore quelque 2200 familles en 2000 (Rapport de la Mission nationale de réconciliation mandatée par Sali Berisha en 1994, cité par Kaser 2011, 633). Nous avons eu l'occasion d'interviewer en 2005 une de ces « familles cloîtrées ». Suite à un contentieux sur l'usage de l'eau d'irrigation dans un village de la Malësi, un homme avait, dans un accès de rage, tué une femme d'une famille voisine. La menace d'une « reprise du sang » par celle-ci avait contraint toute la famille du meurtrier à l'exil, bien que celui-ci se fût rendu à la justice, eût été jugé et condamné. Son frère était en fuite dans le pays, alors que sa mère, sa femme, sa belle-sœur et les enfants des deux familles vivaient cachés, enfermés dans une maison de la banlieue de Shkodër, s'interdisant d'en sortir pour travailler où aller à l'école, et subsistant grâce à l'aide d'une association.

(au début des années 1990, De Waal (1995, 12) rapporte qu'un tiers des familles de Mirditë ont ou ont eu un fils en Grèce).

La question agraire n'est pas seulement omniprésente dans l'Albanie postsocialiste au travers de la distribution des surfaces précédemment collectives, les problématiques de la gestion des anciens communs et du devenir des 160 anciennes fermes d'État sont au cœur des stratégies de survie et des mouvements migratoires qui marquent cette période. Le laissez-faire du gouvernement face à l'afflux massif de montagnards tirant profit du statut foncier peu clair des vastes surfaces des fermes d'État pour s'y installer, surtout à proximité des villes, aura à la fois constitué une forme d'opportunité essentielle pour les immigrants, mais aussi un substrat favorable au développement d'une forte corruption et un levier pour de futurs chantages électoraux autour du thème de la légalisation de ces terrains, une fois bâtis.

Si on ne peut aborder ici toutes les dimensions de la « transition », on peut dire quelques mots du collapse de l'industrie et généralement de l'érosion de l'emploi public, qui tous deux procuraient les ressources indispensables aux populations montagnardes et périphériques. La chute des exportations de pétrole, de chrome et d'électricité, la pénurie de matières premières, l'obsolescence des technologies industrielles, des réseaux et le retrait de l'État précipitent la fermeture des usines conçues par les Chinois ou les Russes. Si l'emploi résiduel, voire les rentes d'État destinée à amortir le choc du chômage de masse, permettent dans un premier temps le maintien d'une partie de la population, le mouvement amorcé paraît inéluctable et se poursuivra dans les années 2000 pour aboutir à la complète relocalisation de l'emploi industriel (voir plus loin la carte 5.149 qui illustre de manière frappante ce phénomène). D'une part celui-ci quitte la montagne, où les politiques communistes volontaristes l'avaient fait pénétrer, au profit de la plaine, mais aussi, à l'exception des environs des Tiranë, il se déconcentre, délaissant les grands conglomérats périurbains compacts au profit d'une certaine dispersion, adoptant le plus souvent une configuration en chapelets le long des axes routiers principaux. Quant à l'emploi public en général, il était encore supérieur à 30% en 1993 et sa répartition était remarquablement homogène dans le territoire. Il représentait plus de 30% de l'emploi dans 15 des 35 districts. En 2000, après en particulier durant les années Berisha marquées par une politique économique d'orientation néo-libérale (jusqu'en 1997), l'emploi public chute de moitié et marque une très forte concentration dans la capitale (comparer les cartes 5.118 et 5.119). Quant à la carte de la taille des familles en 1989, elle donne une sorte d'arrêt sur image de l'état de distribution spatiale du développement social après 45 années de communisme et avant que les grandes mutations décrites ci-après ne déploient leur effets dans le territoire : on relève que le changement des modes de vie a déjà solidement pris pied sur la bande littorale, dans le semi des villes, et surtout qu'il caractérise de façon très distinctive au sud le domaine orthodoxe.

Disparités démographiques, de la structure agricole et de l'emploi public



Cartes 5.115 à 5.119 : Disparités géographiques pour différents indicateurs-clé aux débuts de l'ère démocratique.

5.6.2 Suburbanisation « sauvage » et prémisses de la métropolisation

L'évolution de la population albanaise durant cette décennie, les parts respectives des mouvements internes et de l'émigration ainsi que les phénomènes les plus marquants que sont la baisse de la natalité, l'émigration massive, l'abandon des montagnes et le renforcement de la région capitale ont déjà été largement décrit dans la littérature (voir par exemple Darques (2004), Carletto et al. (2004), Zezza et al. (2005), Agorastakis et Sidiropoulos (2007), Jarne et Schuler (2017a, 2018), etc.). Nous essayons d'apporter ici pour dimension supplémentaire une description plus fine basée sur la maille villageoise et les agrégats typologiques, ainsi qu'une tentative d'ébaucher une décomposition de la séquence de cette évolution démographique en comparant, de part et d'autre de l'événement que constitue l'effondrement du système financier pyramidal (1997) réputé avoir relancé les migrations, les distributions de la population tirées des recensements à celles des registres.

Si l'on envisage la population albanaise dans son ensemble, les phénomènes marquants la décennie sont la baisse de la natalité et l'émigration massive, qui conjugués ont produit l'effondrement du solde naturel, diminuant de moitié entre 1990 et 2000 : +64'000 en 1990 (Darques 2004, 569), +35'000 en 2000 (*Vjetari Statistikor 1995/2004*, 38). Le taux brut de natalité, qui s'élevait à 25.7‰ dans la période 1986-1988 – il avait culminé à 41.7‰ à la fin des années 1950 et régulièrement décro depuis (Meksi et Iaquina 1991, 686) – se situait à 16.7‰ en 2000 et 12.4‰ en 2011. Sur la période 1989-2001, le cumul des soldes naturels donne +611'000 personnes (Darques 2004, 569). Dans le même intervalle, la population albanaise telle que donnée par les recensements marque un retrait de 95'000 habitants (-3%), le cumul de deux pourvoyant une estimation de l'émigration durant ces douze années : environ 706'000 personnes. Ce qui correspond bien aux chiffres du Département albanais de l'émigration qui estimait qu'en 1999 environ 800'000 albanais vivaient à l'étranger (Barjaba 2000, Vullnetari 2007, 36). Si l'estimation chiffrée de l'émigration se heurte à l'absence de statistiques directes, celle des mouvements internes n'est pas dépourvue d'écueils. Se basant sur les registres, Bërxfholi (2005b, 169) estimait que dans les années 1992 à 2000, plus de 150'000 personnes en moyenne avaient changé de domicile par an, donc presque 1.4 millions sur la période, soit 40% de la population de 2000. Au contraire de ces chiffres qui incluent les mouvements multiples, le recensement de 2001 donne une « photographie » à travers la comparaison des domiciles en 1989 et 2001. Tout dépend dès lors de la définition qu'on veut donner de la « migration » interne : entre 1989 et 2001, 355'230 albanais ont changé de district (Carletto et al. 2004, 27), 443'725 ont changé de commune/municipalité, 502'538 ont changé de ville/village, soit respectivement 15.4%, 19,3% et 21.8% de la population dont on connaît le domicile au deux dates. On pourrait aussi considérer comme migration un déplacement dans la hiérarchie urbaine (ou les niveaux d'urbanité) : par exemple, si l'on considère les huit classes de la typologie agrégée des communes et municipalités (Shameti et al. 2014), 380'084 personnes ont changé de type, etc. En tout état de cause, à en croire Bërxfholi, les déplacements enregistrés par le recensement ne constitueraient qu'environ un tiers de ceux qui ont effectivement eut lieu³⁸³.

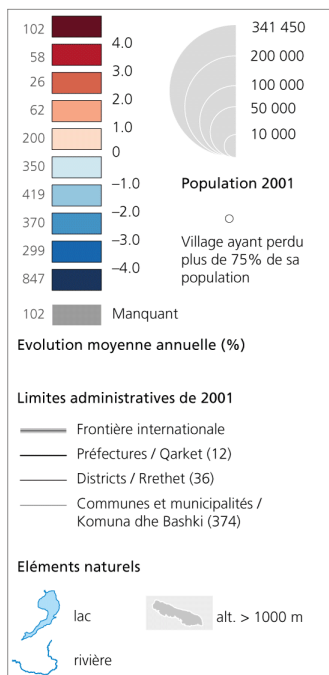
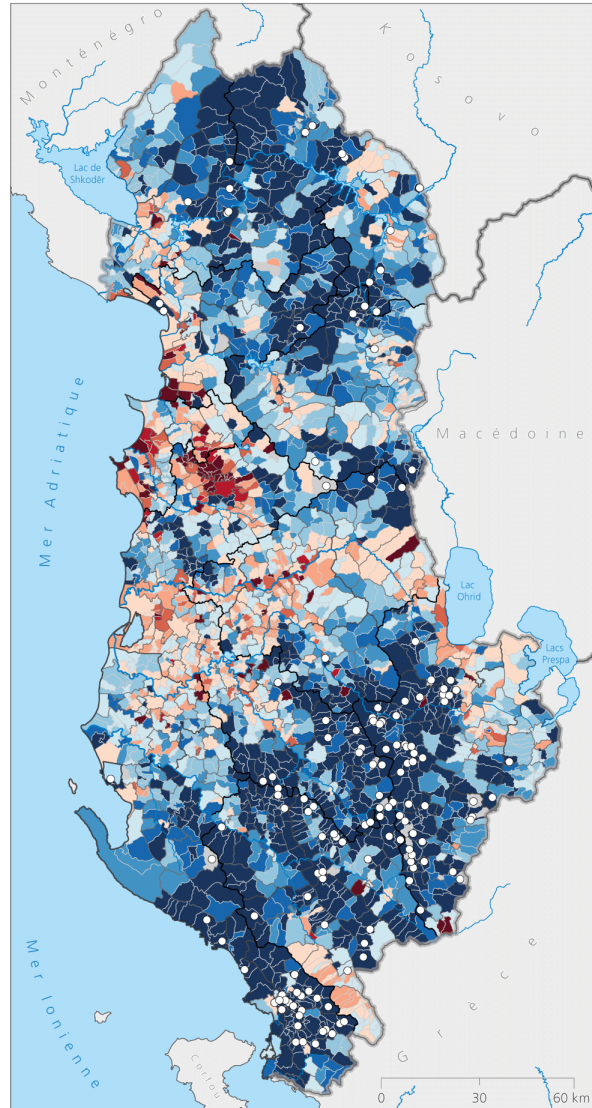
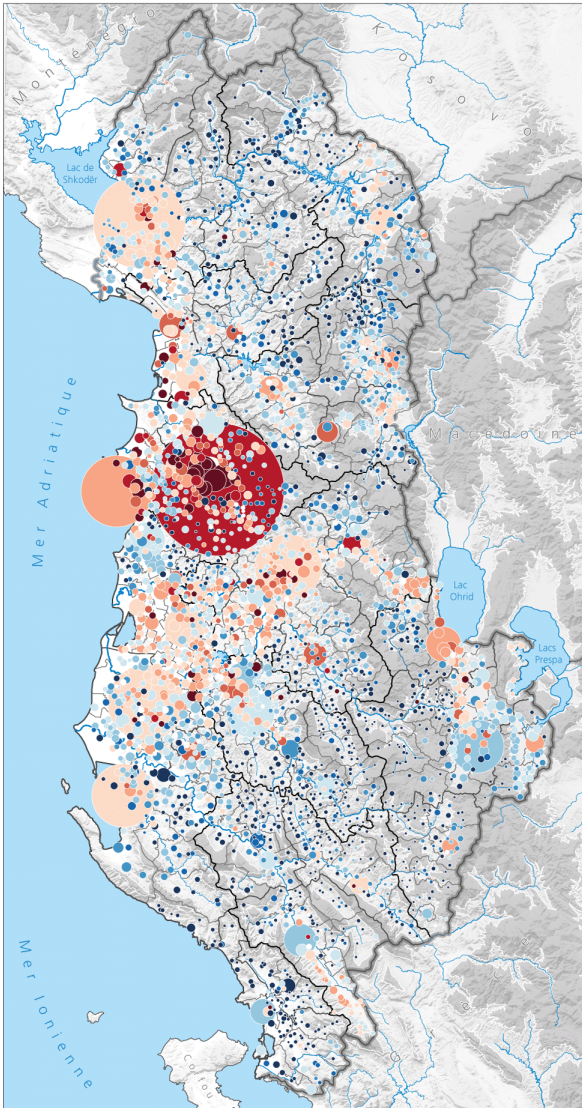
³⁸³ Même si ce constat semble en contradiction avec les valeurs données par l'enquête LSMS de 2008, qui indique que seule une minorité de l'échantillon a effectuée plusieurs mouvements (Lerch 2016).

Variation moyenne annuelle de la population

1989-2001

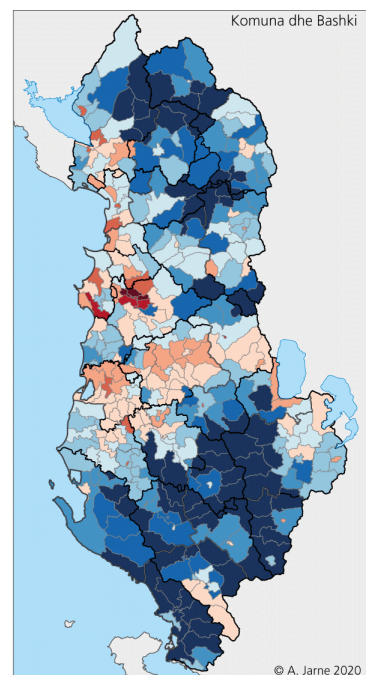
Villages albanais - carte en symboles

Carte choroplèthe



Valeurs agrégées

Albanie	-0.3
Régions	
Mirditë - Dukagjin - M. e Madhe	-2.8
Plaine de Lezhë - Shkodër	+0.3
Luma - Krume - Tropojë	-2.1
Mat - Dibër	-1.4
Tirana - Durrës	+2.3
Elbasan - Çermenika	+0.0
Plaine de la Myzeqeje	+0.1
Lungara - Mallakastër - Kurvelesh	-2.4
Berat - Skrapar	-1.4
Montagnes de Pogradec	-1.6
Plaine de Korçë - Bilsht	-0.8
Dhropull - Pogon - Kolonjë	-2.5
Himara - Vurg - Çamëria	-5.4
Urbain-rural	
Urbain	+0.9
Rural	-1.1
Religion	
Villages musulmans	-0.1
Villages orthodoxes	-2.9
Villages catholiques	-1.6
Milieu	
Plaine	+0.8
Collines	-1.8
Montagnes	-3.2
Potentiel agricole (Zavalani)	
Terres agricoles très pauvres	-4.2
Terres agricoles pauvres	-2.2
Surplus de l'élevage	-0.9
Surplus de l'agriculture	-0.4
Terres agricoles riches	-0.1



Cartes 5.120 à 5.122 : Variation de la population, 1989-2001.

La marque dans le territoire de la décrue démographique et des mouvements internes est tout-à-fait inédite dans l'histoire albanaise (carte 5.120 à 5.122). Elle prend la forme contrastée d'une formidable perte de population dans toutes les zones collinaires et montagneuses, d'une stabilité dans les plaines, d'une légère croissance dans les villes et d'une poussée importante réservée à la région métropolitaine. L'abandon de la montagne suit parfaitement les gradients de pente – -3.2% annuel dans les zones montagneuses, -1.8 dans celles collinaires, +0.8% dans celles de plaine –, d'altitude et d'accessibilité. Environ 600 villages (20%) perdent la moitié ou plus de leur population (en bleu foncé sur la carte 5.121), et parmi ceux-ci 145 perdent plus des trois-quarts de leurs habitants (petits ronds blancs). 81% de ces villages quasi-abandonnés sont situés dans les quatre préfectures méridionales (Berat, Gjirokastrë, Korçë, Vlorë), 71% sont des villages agricoles de montagne. Les plus fortes concentrations se situent dans la montagne musulmane de Kolonjë et dans les villages orthodoxes au sud de Delvinë. Comme les montagnes et le Sud sont fortement touchés par l'émigration, les villages traditionnellement orthodoxes, ainsi que dans une moindre mesure ceux catholiques, connaissent en moyenne nationale des pertes significativement plus importantes que leurs homologues musulmans : respectivement -3.6% annuels, -2.2% et -0.8% annuels pour les villages exclusivement orthodoxes, catholiques et musulmans (-2.9%, -1.6% et -0.1% si l'on considère aussi les villages avec une petite minorité, de moins de 10%, en 1927). Au caractère périphérique et souvent proche des frontières de la localisation de ces communautés viennent s'ajouter pour expliquer leur forte émigration la plus grande proximité culturelle avec la Grèce ou l'Italie, ainsi que, dans le cas de la Grèce, les facilités administratives accordées aux orthodoxes et aux hellénophones (Sintès 2010). Ainsi sur la côte Ionienne par exemple (région culturelle d'Himarë-Vurg-Çamëria), l'évolution de la population des villages orthodoxe (-8.2% annuels) se distingue-t-elle fortement de celles des villages musulmans (-3.3%). A l'échelle régionale, neuf des trente-six nouveaux districts connaissent des pertes remarquables : 6 méridionaux (Delvinë -7.3% annuels, Sarandë -4.5%, Tepelenë et Skrapar -3.7%, Përmet -3.6% et Kolonjë -3.0%) et trois septentrionaux (Tropojë -3.7%, Pukë -2.9% et Mirditë -2.6%).

Pour ce qui concerne les destinations de la migration interne, on peut décrire les mouvements marquant la décennie de manière générale, ou tenter de décomposer en sous-périodes en comparant les données locales des recensements et des registres. De manière générale d'abord, on voit qu'en moyenne les différents types de villes stagnent de manière assez uniforme : +0.4% annuels pour les villes d'importance nationale³⁸⁴, +0.0% pour les villes d'importance régionale et +0.3% pour les centres locaux. Sur un axe régional par contre, l'urbain méridional connaît visiblement un bilan migratoire plus défavorable puisque la majorité des villes s'y distingue par des pertes importantes, prenant l'apparence d'un véritable exode à Himarë (4601 habitants en 1989, 1390 en 2001, soit -9.5% annuels) ou à Delvinë (-5.6% annuels), d'une légère décrue ailleurs (entre -0.5% et -2.0% à Gjirokastrë, Korçë, Leskovik, Përmet, Tepelenë, Sarandë, Orikum ou Konispol). Pendant ce temps, en règle générale, les petites villes isolées du nord croissent encore (Kukës +1.7%, Peshkopi +1.1%, Bulqizë +2.5%, Burrel +1.3%, Pukë +0.6%, Klos + 1.8% etc.). Si ces bourgades à vocation de centre régional ou local tiennent, d'autres, à vocation plus exclusivement industrielle, s'effondrent déjà (comme Kam -18.8%, Krastë -6.1%, Kurbnesh -12.8%, Selenicë -4.5% ou Memaliaj -3.3%). Les grandes villes de la côte et du centre connaissent en général une croissance positive modeste (entre 0 et 1% annuels), à l'exception du bipôle Berat-Kuçovë (respectivement -1.2 et -1.5%).

Mais en plus des mouvements internes vers les villes apparaissent à cette période des flux significatifs vers leurs marges, ce qu'on peut qualifier dès lors de *suburbain*, une forme d'urbanité jusque-là inconnue en Albanie. Sa prise en compte par les typologies développées en collaboration avec Instat (Schuler et al. 2010, Shameti et al. 2014) fait de celles-ci des outils tout-à-fait adaptés pour décrire les évolutions démographiques de cette période. Les deux catégories qui distinguent le suburbain pour 2001 connaissent globalement des croissances positives, au contraire de la moyenne des communes agricoles de plaine. En qualifiant le suburbain métropolitain, la typologie du recensement de 2011 isole les communes dont la population connaît la dynamique la plus forte de la première décennie démocratique, équivalente à celle du centre de Tiranë. Il s'agit des communes « suburbaines métropolitaines pauvres » (*suburbane metropolitane me status të ulët*), un groupe de vingt communes dont les deux principales, Kamëz et Paskuqan, d'anciennes fermes d'État, sont situées juste au nord de Tiranë et supportent l'essentiel de l'établissement « informel » des milliers de migrants venus du Nord-Est. Ce groupe gagne 70'000 habitants (+3.1%), dont 52'000 rien qu'à Kamëz et Paskuqan où la population quintuple en douze ans. Outre Tiranë, les couronnes de Durrës, Shkodër, Lezhë, Pogradec, Elbasan et Berat montrent des dynamiques similaires mais à des niveaux bien moindres (carte 5.60). Parmi les grandes villes, Tiranë et Shkodër se singularisent par une croissance plus forte de leurs couronnes (+7.6% et +1.2% annuels, tableau 5.17) que de leurs centres (+3.1% et +0.2% annuels).

³⁸⁴ Selon la typologie de 2011 (Shameti et al. 2014).

Code	Type de commune / municipalité	Nombre de communes/municipalités	Population 1989	Population 2001	Population 2011	Part de la population albanaise en 1989 (%)	Part de la population albanaise en 2001 (%)	Part de la population albanaise en 2011 (%)	Croissance moyenne annuelle 1989-2001 (%)	Croissance moyenne annuelle 2001-2011 (%)
11	National Capital	1	238'057	341'453	418'495	7.6	11.1	14.9	3.05	2.06
12	Capitals of national importance	7	478'261	501'087	492'033	15.2	16.3	17.6	0.39	-0.18
13	Regional centers of agglomerations	11	224'233	227'114	199'831	7.1	7.4	7.1	0.11	-1.27
14	Local centers	18	143'252	141'567	117'725	4.6	4.6	4.2	-0.10	-1.83
21	Lower status metropolitan suburban	20	160'436	233'641	286'481	5.1	7.6	10.2	3.18	2.06
22	Higher status metropolitan suburban	4	38'654	41'065	93'693	1.2	1.3	3.3	0.51	8.60
23	Lower status suburban	24	201'734	212'721	193'865	6.4	6.9	6.9	0.44	-0.92
24	Higher status suburban	7	47'148	42'733	44'161	1.5	1.4	1.6	-0.82	0.33
32	Non-urban mining or energy communes	15	93'573	75'305	49'753	3.0	2.5	1.8	-1.79	-4.06
33	Mixed industrial and tertiary communes	14	72'863	58'716	38'072	2.3	1.9	1.4	-1.78	-4.24
34	Non-urban tourism oriented communes	10	54'216	43'700	41'109	1.7	1.4	1.5	-1.78	-0.61
41	Mixed agrarian in plains	73	520'371	490'314	376'445	16.6	16.0	13.4	-0.49	-2.61
42	Mixed agrarian in mountains	83	434'860	314'086	209'441	13.8	10.2	7.5	-2.67	-3.97
43	Agrarian in plains	29	170'938	164'472	129'400	5.4	5.4	4.6	-0.38	-2.37
44	Agrarian in mountains	57	262'938	181'301	109'634	8.4	5.9	3.9	-3.05	-4.91
	Albanie	373	3'141'534	3'069'275	2'800'138	100.0	100.0	100.0	-0.19	-0.91

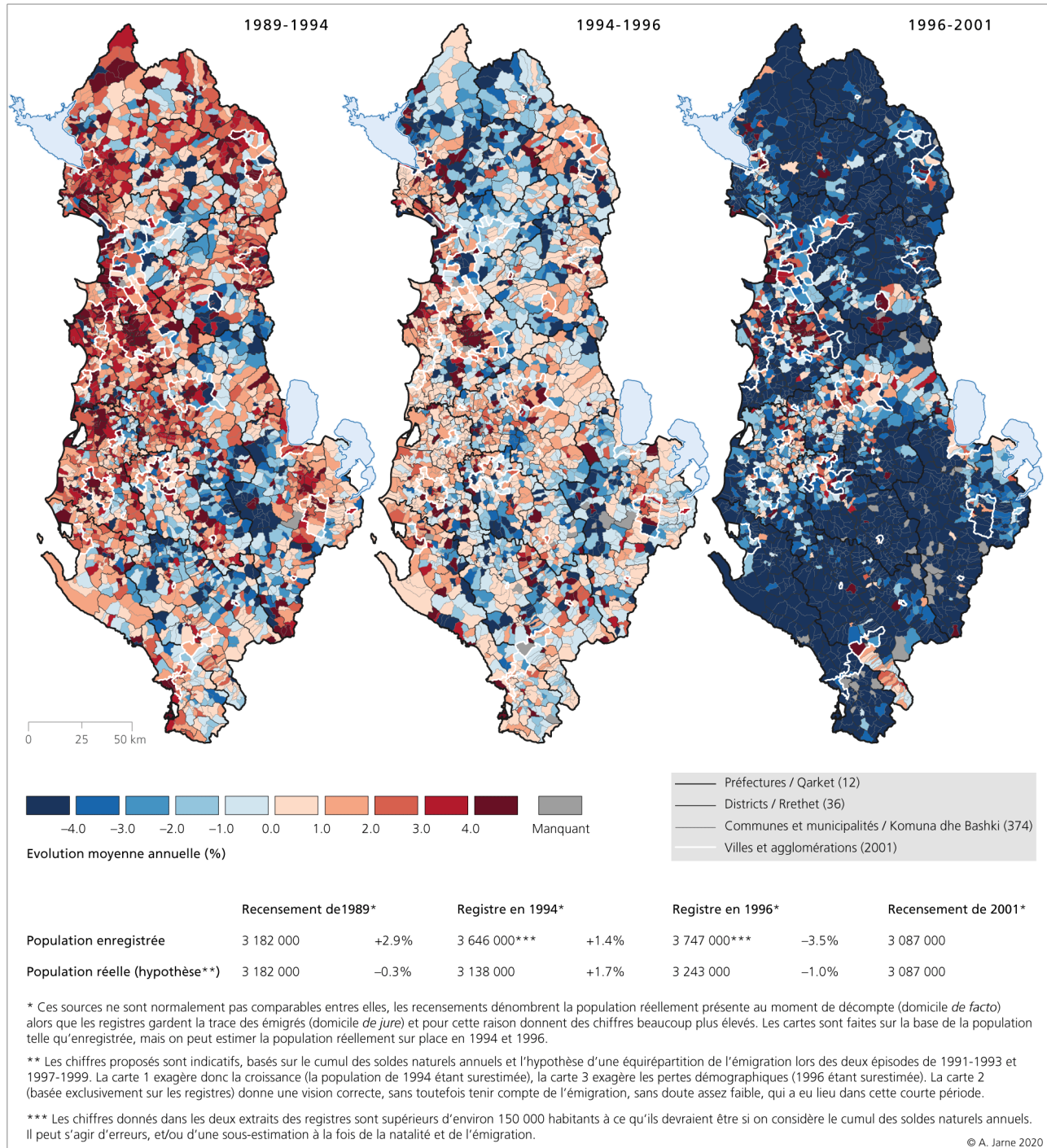
Tableau 5.18 : Variation de la population selon les types de communes, 1989-2001 et 2001-2011.

Les cartes 5.123 à 5.125 décrivent l'évolution générale de la population en comparant des données locales tirées de sources différentes : les recensements (1989 et 2001) et les registres de population (1994 et 1996)³⁸⁵. Il s'agit d'évaluer la possibilité de tenir un discours sur une différenciation de l'évolution au sein de cette première décennie démocratique marquée par une très forte mobilité. En l'occurrence, l'effondrement des pyramides financières en 1997 a-t-il altéré de manière visible le processus de redistribution spatiale de la population sur le territoire albanais tel qu'amorcé dès 1990 ? C'est la migration interne qui détermine évidemment principalement l'évolution de la population à ce moment, et selon Carletto et al. (2004, 7), celle-ci connaît deux pics importants, entre 1990 et 1993 d'une part, et surtout en 1996-1998. Hors de ces deux épisodes, les mouvements internes auraient été stables (Vullnetari 2007, 62). Les trois cartes, si les données sur lesquelles elles se fondent étaient comparables, permettraient de distinguer entre elles ces différentes sous-périodes. Mais les deux types de sources se laissent difficilement comparer. Si l'on considère qu'en 1989 la population portée aux registres doit correspondre à celle du recensement, on peut envisager deux types de divergences par la suite : 1) la population des registres augmente au gré de la croissance naturelle, mais l'émigration, a fortiori celle illégale, n'est pas retranchée (les émigrés conservent un domicile *de jure* en Albanie) ; 2) la distribution à l'intérieur du pays n'est correcte que si les registres sont mis à jour lors de déménagements, ce qui n'est vraisemblablement pas toujours le cas. On pourrait donc considérer normal un total général issu d'un registre qui équivaldrait à la population du recensement de 1989 (3'182'000 habitants) augmentée de la croissance naturelle de la population des années qui suivent. Mais dans ce cas déjà, une véritable comparaison des distributions spatiales serait difficile (entre 1989 et 1994 par exemple), puisqu'en particulier les régions qui combinent immigration nationale et émigration internationale (la côte) apparaissent en plus forte croissance qu'elles ne le sont réellement. Et de plus, les totaux des deux séries tirées des registres (1994 et 1996) apparaissent plus élevés encore – de 155'000 personnes environ³⁸⁶ – qu'ils ne devraient l'être en considérant le croît naturel connu. Au total, la population telle que donnée dans ces listes excède sans doute d'environ 500'000 celle réellement présente à ce moment dans le pays.

³⁸⁵ Cette brève partie répond aussi à un principe d'opportunité : nous avons obtenu par l'intermédiaire d'Emira Galanxhi, alors responsable des statistiques démographiques à l'Instat, deux listes de la population des villes et villages albanais tirées de registres pour 1994 et 1996, constituées par le démographe grec Byron Kotzamanis. Il nous semble que c'est l'occasion ici de discuter leur éventuel intérêt.

³⁸⁶ Darques (2004, 569), indique pour la période de 1989 à 2001 que la statistique des naissances et des décès donne un bilan positif de 611'000 personnes, soit un total théorique de 3'793'000 habitants portés aux registres en 2001 si l'on considérait qu'aucun émigrant n'en avait été retiré. En soustrayant la croissance naturelle connue (*Vjetari Statistikor 1994/2004*, 38) des années entre 1995 et 2001 à cette valeur théorique, on obtient pour 1996 une population de 3 593 000. La somme des villes et villages de la liste obtenue donne 3 747 000 habitants, soit près de 155'000 de trop. Par contre, la différence entre les deux séries des registres (1994 et 1996) est elle tout-à-fait cohérente, puis qu'elle correspond en moyenne à 50'700 habitants par an, ce qui correspond au solde naturel (50'758 en 1996 par exemple, *Vjetari Statistikor 1994/2004*, 38).

Variation moyenne annuelle de la population en comparant recensements et registres



Cartes 5.123 à 5.125 : Variations de la population selon les recensements et registres pour la période 1989-2001.

La première des trois cartes dégage une image cohérente de la répartition des croissances. Clairement, les secteurs en hausse sont exagérés (pour les raisons susmentionnées), mais par contre, la présence de plusieurs régions montagneuses en fort déclin indique que les mutations semblent avoir été dans une large mesure correctement portées aux registres lors de déménagements à l'intérieur du pays (les baisses seraient minorées par une absence d'enregistrement correct). Ces grappes de villages en bleu sont clairement les lieux d'une émigration intérieure massive et précoce : montagne à l'ouest de la plaine de Korçë (Ostravica, Opari, Mokrra), Dangellia au nord de Permët, Luftinja à l'ouest de la vallée bektashi de Skrapar, Çermenika et Gollobordë au nord-est d'Elbasan, le sud de la Mirditë (Ktella), Luçon au sud de Bulqizë. Le cas de Skrapar illustre bien le phénomène qui semble se produire alors : les montagnes environnantes perdent fortement alors que la vallée, pourtant passablement enclavée elle-même, gagne significativement, et singulièrement son centre, la ville de Çorovodë (+5.2% annuels

entre 1989 et 1994). Ce type de migration de courte distance se produit partout ailleurs semble-t-il, vers les vallées et plaines voisines, et surtout vers les petits centres qui connaissent alors de loin les plus fortes croissances. En effet, en considérant les définitions de l'urbain de l'Instat (Shameti et al. 2014), on voit la bascule très forte entre la première et la seconde partie de la décennie : si Tiranë et le suburbain métropolitain dominent largement le paysage de l'intervalle intercensitaire dans son ensemble – +3.1% annuels alors que le reste de l'urbain stagne –, au début des années 1990 ce sont bien les centres régionaux et locaux qui connaissent une croissance fulgurante : ceux-ci augmentent respectivement leur population de +5.8% et +7.5% annuels, devant même Tiranë et sa région. Les petites villes, en particulier celles proches de ces régions en déshérence, affichent des taux remarquablement élevés (Permët +5.7% annuels ; Kolonjë +8.8%, Çorovodë +5.2%, Pogradec +6.4%, Burrel +10.4%, Gramsh +15.7%, Bulqizë +17.2, etc.). Comme les ordres de grandeur de l'émigration (internationale) sont sensiblement les mêmes pour les différents types de villes (autour de 15% de la population de 1989, chapitre 5.6.7), on en déduit que cette différenciation initiale du mouvement vers l'urbain est pertinente. Dans un second temps, après 1996, la décrue est généralisée puisqu'on passe « artificiellement » de 3.75 millions selon les registres en 1996 (probablement environ 500'000 de plus qu'en réalité) à 3.09 millions au recensement de 2001. Cependant là encore le différentiel entre les tailles de villes est pertinent : Tiranë stagne à -0.2% (elle croît en vérité), les villes d'importance nationale perdent passablement (-3.4%), les autres considérablement (centres régionaux -6.2%, centres locaux -7.1%). Le phénomène d'une migration interne qui prend dans un premier temps appui sur l'armature urbaine locale puis dans un second temps sur celle régionale ou nationale est connu, par contre on peut déterminer ici une datation plus précise pour ce renversement : c'est bien à partir de 1997 qu'il s'opère. De même que le développement suburbain métropolitain, qui débute certes avant 1997, mais dont la croissance se distingue du reste du territoire surtout à partir de 1996. Le *lower status metropolitan suburban* (qui recouvre surtout la grande banlieue nord d'immigration de Tiranë) est la seule parmi les 15 catégories à afficher une croissance positive (+2.0% annuels) entre 1996 et 2001. Corolaire de ce mouvement « dans un second temps » vers les banlieues informelles de Tiranë, les régions d'origine de ces flux (l'axe Tiranë-Mat-Dibër et au nord-ouest Kukës et Tropojë) apparaissent sur la carte 5.118 en assez forte croissance bien qu'elles ne soient, au contraire des régions côtières et centrales, ni des lieux d'immigration interne ni spécialement d'émigration internationale. Dans ce cas, il semble que les événements déclencheurs du grand mouvement vers la métropole sont plutôt l'effondrement des pyramides et la grave crise des réfugiés du Kosovo en 1999³⁸⁷.

La carte du milieu, beaucoup moins contrastée témoigne de la situation que vit l'Albanie entre 1993 et 1996, soit une certaine accalmie sur le front à la fois de l'émigration internationale et des mouvements internes³⁸⁸. La représentation des régions en croissance est conforme à la réalité (comparaison de mêmes sources), soit une stagnation, avec une croissance moyenne légèrement positive dans les communes agricoles de plaine (+1.0% annuels) et légèrement négative dans celles de montagne (-0.6%), contre respectivement -0.6% et -3.0% sur la décennie en raison de l'émigration. Le suburbain métropolitain marque une forte croissance (+4.4% annuels), surtout en raison de l'apparition de la localité de Bathore en 1996 (commune de Kamëz) qui compte directement 10'000 habitants (presque 17'000 en 2001) alors qu'elle était absente du registre deux ans plus tôt. Le déclin généralisé de la Montagne catholique enfin semble débiter à ce moment (à part la Mirditë où cela a débuté plus tôt), sous la forme d'une émigration assez mixte orientée essentiellement vers la banlieue de Shkodër et la plaine voisine, ainsi que vers l'étranger.

La troisième carte (5.125) illustre surtout la non-comparabilité des données, puisque la population de 1996, gonflée d'environ 500'000 émigrés, y est comparée à celle de 2001 où ne sont prises en compte que les personnes présentes au moment du recensement. On voit cependant émerger de cette marée bleue les quelques régions qui ont résisté à l'émigration ou qui ont vu une immigration locale compenser une partie des départs vers la Grèce et l'Italie. Il s'agit d'un grand axe transversal de Pogradec par la vallée du Shkumbin et Elbasan jusqu'à Divjakë, de la Myzeqe centrale autour de Fier et Lushnjë (sans les régions côtières), des agglomérations de Durrës et de Tiranë (séparées par un rideau de villages en déclin à la limite des préfectures) et d'un prolongement vers Lezhë, ainsi que de régions pourtant plus enclavées mais dont le peuplement s'est maintenu (Mat-Bulqizë et surtout la vallée du Drino au sud de Gjirokastrë, où l'émigration vers la Grèce a été moindre que dans les autres régions frontalières voisines).

³⁸⁷ Ces réfugiés kosovars en Albanie, au nombre de 480'000, fuyant les bombardements de l'OTAN, sont installés en mars 1999 dans des camps autour de Kukës. Nombre d'entre eux repartent dès le mois de mai, voir de juin lorsque la paix revient. A la fin de l'année, tous ont quitté l'Albanie, et donc ils n'apparaissent pas dans le recensement de 2001.

³⁸⁸ Le caractère morcelé de la carte (les localités isolées montrant une très forte croissance) est lié à la courte durée de l'intervalle (un événement ponctuel y tient une place accrue) ainsi qu'il témoigne sans doute d'un certain nombre d'erreurs d'agrégation, à laquelle nous avons apporté un soin moindre que pour les cartes de comparaison des recensements.

5.6.3 « Une exception à l'exception » : l'émigration massive

En vertu de la théorie push-pull et du fait que la plupart des grandes migrations ont des motivations économiques, on pouvait penser que la chute du Mur, à cause de la possibilité nouvellement offerte de quitter leur pays à des populations au niveau de vie considérablement moindre que leurs voisins immédiats, entraînerait des migrations massives des pays du Bloc de l'Est. Cela n'a pas été le cas, sauf en Albanie. L'absence d'exode en Europe de l'est apparaît donc comme une exception à la théorie, et l'Albanie comme une exception à cette exception (King et al. 2013, 2). Dès juin 1990, l'accès au passeport est libéralisé et immédiatement après les ambassades occidentales sont prises d'assaut par environ 5000 personnes qui y cherchent refuge. Dans les premiers mois, environ une vingtaine de milliers d'Albanais quittent le pays (Vullnetari 2007, 32), sur des embarcations de fortune vers l'Italie et surtout par la montagne vers la Grèce. L'année suivante côté italien, une première vague massive de « boat people » est accueillie par les autorités (soit 25'000 personnes en mars 1991), mais les émigrants suivants sont refoulés au motif que des élections démocratiques ayant eu lieu, ils ne peuvent plus prétendre au statut de réfugiés. L'exode vers l'Italie se poursuit dès lors de manière clandestine. Cependant la destination principale est la Grèce, de laquelle des opérations de rapatriement des immigrants illégaux sont organisées, comme en décembre 1991 où une centaine de milliers de personnes sont ainsi reconduites en Albanie (Barjaba et King 2005, 10). Dans un contexte de chômage massif, de pénurie alimentaire et de chaos institutionnel (Vickers 2014, 219), on estime à 300'000 environ le nombre de ceux qui ont quitté le pays entre 1991 et 1993 (Carletto et al. 2006, 770). Entre 1993 et 1996, une « thérapie de choc » néo-libérale est mise en place par le gouvernement Berisha (Vullnetari 2007, 33) ; les départs vers l'étranger se poursuivent mais de façon moins massive, concernant des familles touchées par le chômage et pour qui l'émigration constitue la seule issue. Le développement d'un puissant « ethos anticommuniste » (ibid., 33), en particulier dans l'administration publique, jette l'opprobre et souvent prive de travail quantité de fonctionnaires dont on estime qu'ils étaient liés aux communistes. Bon nombre choisissent l'exil. De Rapper (2006, 49) observe que la « biographie » (*biographi*), c'est-à-dire l'usage du contexte et des antécédents familiaux pour la promotion ou au contraire la stigmatisation des individus, demeure, comme sous le communisme, un outil central de la construction de l'État et de la consolidation du pouvoir.

A ce moment, au milieu des années 1990, l'envoi de fonds (*remittances*) par les membres de l'imposante diaspora – soit environ 400'000 Albanais résidant à l'étranger, dont presque 90% en Grèce (Vullnetari 2007, 33) – devient non seulement central pour la survie des familles restées, mais également pour le redressement économique du pays en général³⁸⁹. La partie de cet argent qui excède les stricts besoins immédiats est investie dans des plans d'épargne à très haut rendement proposés par des institutions bancaires privées. En 1996, les Albanais sont pris d'une véritable fièvre de l'investissement, nombre d'entre eux engageant par exemple le logement hérité du communisme. Les taux d'intérêt incroyables, qui peuvent s'élever à 35 pourcents (Vickers 2014, 234), voir 50 pourcents par mois (Jarvis 2000, cité par Vullnetari 2007, 33), attirent cette année-là le dépôt de l'équivalent de la moitié du PIB (Korovilas 1999, 409). Ces schémas « pyramidaux » (le paiement des intérêts faramineux repose sur l'apport indispensable et croissant de nouveaux fonds) ne sont pas contestés par le gouvernement, qui même dans une certaine mesure les cautionne. Tout au plus font-ils l'objet, fin 1996, de quelques mises en garde de la part des institutions financières internationales (FMI et Banque mondiale). Vers la fin de l'hiver, c'est le prévisible effondrement, qui cause en mars 1997 la chute du gouvernement. Le chaos dans lequel sombre le pays, quelques temps au bord de la guerre civile, entraîne une seconde émigration massive vers l'Italie et la Grèce. Comme depuis le début des années 1990 des réseaux de migration secondaire se sont déployés de ces deux pays vers d'autres, l'immigration albanaise de la fin de la décennie concerne aussi la France, l'Allemagne la Belgique ou le Royaume-Uni, ainsi que, sur un fond historique ancien, les États-Unis, le Canada ou l'Australie. Les départs vers ces dernières destinations sont en particulier nombreux après qu'en 1999 la guerre en Yougoslavie ait précipité un demi-million de réfugiés du Kosovo vers le nord de l'Albanie, déstabilisant encore un peu davantage l'économie locale. A la fin de cette première décennie démocratique (1999), il est estimé qu'environ 750'000 albanais vivaient à l'étranger, dont 67% en Grèce et 27% en Italie (Barjaba, 2000)³⁹⁰.

³⁸⁹ Korovilas (1999), cité par Vullnetari (2007, 33), estime que ces remittances s'élèvent à environ 700 millions de dollars par an et constituent un quart du PIB national. Les données de la Banque Mondiale (Migration and Remittances Data, téléchargées en octobre 2019) donnent des valeurs un peu moindres, avec un pic à 551 millions de dollars en 1996, une valeur qui ne sera par la suite dépassée qu'en 2000.

³⁹⁰ Ces chiffres reposent sur une compilation de données documentées et d'autres estimées (comme les chiffres à destination de la Grèce). Vullnetari (2007, 35) considère la méthode d'estimation peu transparente, mais souligne que ce sont les chiffres les plus cités et qu'ils ne sont généralement pas remis en cause.

Dès le début des années 2000, l'émigration se stabilise. De mouvements massifs, illégaux, masculins, liés à des situations de crise, et orientés vers la Grèce et l'Italie, l'émigration se mue progressivement en mouvements de volume globalement moindre, enregistrés³⁹¹, largement plus féminins, avec une plus forte concentration de jeunes adultes³⁹² et des destinations plus variées (Instat 2014c, Vullnetari 2015). Dans les pays d'accueil, la situation des migrants des premières vagues a évolué, aussi grâce aux régularisations, cette mobilité sociale s'accompagnant d'une mobilité spatiale vers des zones plus urbaines. En Grèce, cela a entraîné une demande nouvelle pour de l'emploi rural avec à la clé une migration saisonnière (circulaire) et régularisée avec le sud de l'Albanie (Vullnetari 2015, 147). La fin des années 2000 marque un fléchissement de l'émigration, qu'on peut en particulier associer à la crise grecque : en 2011, l'émigration vers la Grèce représente moins de la moitié de ce qu'elle était en 2005, celle vers l'Italie seulement 60% par rapport à six ans plus tôt (Instat 2014c, 36). On voit indirectement ce fléchissement au travers de l'estimation par la Banque Mondiale de l'envoi de fonds vers l'Albanie : entre 1999 et 2008, ces *remittances* augmentent de façon importante et régulière (de 408 millions en 1999 à 1866 en 2008), puis chutent à 1282 mio en 2013 pour se stabiliser ensuite.

La description des migrations de la partie suivante ne prétend apporter aucune nouveauté sur la mesure du volume de celles-ci ou de leur séquence temporelle, mais par contre, elle propose de combiner l'information connue sur les migrations internes à l'estimation locale de l'émigration pour dégager une image spatialement précise de la combinaison des deux et de manière générale de l'orientation et de la réorientation des flux.

5.6.4 Structure des flux migratoires 1989-2001

Pour tout ce qui concerne l'émigration, les calculs proposés dans ce chapitre sont des estimations qui peuvent être considérées globalement pertinentes du point-de-vue de leur distribution dans le territoire, mais dont les effectifs, de même que le rapport entre migration intérieure et émigration, sont à considérer avec toutes les précautions succinctement évoquées en introduction du chapitre 5.6.2. Le même principe a été appliqué aux données à notre disposition pour les intervalles intercensitaires 1989-2001 et 2001-2011³⁹³. L'émigration entre 1989 et 2001 est estimée localement en comparant la somme de population (âgée de 12 ans et plus) qui a déclaré en 2001 résider dans une localité en 1989 à celle qui avait été effectivement recensée dans cette même localité en 1989. La différence entre les deux représente en théorie la somme de la mortalité et de l'émigration. On affecte ensuite de manière uniforme 60% de cette somme à l'émigration, 40% à la mortalité, pour obtenir une émigration de l'ordre de 500'000 personnes³⁹⁴. Si cette estimation est grossière et peut être localement problématique³⁹⁵, elle permet cependant globalement de bien saisir la spatialité de l'émigration en dégageant des images cartographiques cohérentes et une différenciation selon les gradients d'urbanité en apparence pertinente. Les cartes 5.126 à 5.131 donnent la distribution spatiale des indicateurs synthétiques de la migration. On y retrouve essentiellement des structures déjà décrites au chapitre 5.6.2. La carte de l'émigration à l'étranger (qui rapporte l'émigration étrangère à l'émigration totale et non à la population) montre un gradient évident des zones côtières vers l'intérieur des terres, ainsi qu'une domination sans partage des destinations étrangère (la Grèce) dans l'extrême sud du pays. La carte de l'émigration totale donne à voir en gros les mêmes structures que celles de l'émigration intérieure, en y ajoutant une bande littorale correspondant sans doute au choix largement répandu ici de franchir l'Adriatique vers l'Italie. Elle met aussi en valeur quelques zones rurales frontalières où l'exode a été

³⁹¹ Plusieurs programmes de régularisation des migrants ont été menés en Grèce (1998, 2001, 2005 et 2007) et en Italie (1995, 1997 et 2002) (Vullnetari 2015, 145).

³⁹² Voir les pyramides des âges des émigrants pour les périodes 1989-2001 et 2001-2011 dans la publication de l'Instat *Migration in Albania* (Instat 2014c).

³⁹³ On a travaillé sur la base du plus petit dénominateur commun entre les données de 2001 et de 2011 à notre disposition. Un accès complet aux données aurait peut-être permis d'affiner le modèle par exemple en tenant compte de la distribution spatiale de la mortalité sur la base des classes d'âge.

³⁹⁴ Ce qui est sous-estimé, puisque l'émigration a plutôt été de l'ordre de 700'000 personnes, et que le taux appliqué donne une mortalité théorique de 6%, alors que selon l'Instat (*Vjetari Statistikor 1994/2004*, 38) elle serait plutôt de l'ordre de 5.3% en 2001. Mais ce qui nous intéresse ici est la spatialité de cette émigration.

³⁹⁵ Lorsqu'on fait ce calcul au niveau des quelques 3000 villages et villes pour lesquels on dispose à la fois de l'information pour 1989 et 2001, on observe que dans un peu moins de 13% des cas (398 localités), la population qui déclare en 2001 avoir vécu en 1989 dans un certain village est supérieure à celle qui y avait été recensée en réalité, ce qui est de fait impossible. La majorité de ces différences est toutefois due à l'apparition (légitime ou sous forme d'erreur) de nouvelles localités (265 des 398 cas). Pour le reste, soit moins de 5% des observations, on peut concevoir trois types d'erreurs : 1) problème dans la déclaration, soit simple erreur, soit volonté de ne pas déclarer un déplacement lorsqu'il conduit à une installation illégale sur un nouveau territoire ; 2) problème de différence dans la définition territoriale entre 1989 et 2001, ou tout autre erreur du côté du recensement (confusion entre villages de même nom) ; 3) problème lié à l'agrégation de données villageoises décomptées une fois ensemble, une fois séparément. La commune de Paskuqan par exemple, juste au nord de Tiranë, était constituée de 2 villages jusqu'en 1989, et de huit dans le décompte du recensement de 2001. Les habitants de celles considérées des « nouvelles » localités en 2001 qui ont dit qu'ils y résidaient déjà en 1989 produisent des valeurs négatives pour six localités, alors qu'à l'inverse, le village de Babru semble connaître une forte émigration qui est essentiellement un artefact : la différence est surtout due au fait que des personnes enregistrées à Babru en 1989 ont été attribuées par exemple au nouveau Kodër Babru en 2001.

étonnamment modeste, comme la vallée du Drino au sud, ou les montagnes de Kelmend au nord. Outre le gradient côtes-plaines-collines-montagnes et les différenciations nord-sud, le gradient d'urbanité (ou hiérarchie urbaine, voir Lerch 2016) apparaît très pertinent pour décrire la migration. La dimension régionale décrit le mieux l'émigration, alors que les mouvements internes semblent s'organiser de manière très structurée selon les gradients d'urbanité.

	Population		Immigration			Emigration*						Solde migratoire				Intensité		
	1989	2001	abs.	rel.	% rural	Interne		Internat.		Total		% étr.	Interne		Total*		int.	tot.*
						abs.	rel.	abs.	rel.	abs.	rel.		abs.	rel.	abs.	rel.		
CAP	238	341	89	37.4	42.7	3	1.4	34	14.1	37	15.5	91.2	86	36.0	52	21.9	38.7	52.8
NCTR	478	501	78	16.3	64.8	27	5.7	84	17.6	111	23.2	75.6	51	10.6	-33	-7.0	21.9	39.5
RCTR	224	227	36	16.1	67.4	29	12.9	35	15.4	64	28.4	54.4	7	3.1	-28	-12.3	29.0	44.5
LCTR	143	142	27	19.0	91.3	31	21.7	21	14.9	52	36.6	40.7	-4	-2.7	-25	-17.6	40.7	55.6
LMSUB	160	234	66	41.0	71.9	18	11.1	27	16.6	44	27.7	60.0	48	29.9	21	13.3	52.0	68.7
HMSUB	39	41	9	22.9	72.5	6	16.3	7	17.3	13	33.5	51.4	3	6.6	-4	-10.6	39.2	56.5
LSUB	202	213	28	13.8	80.4	23	11.6	30	14.9	53	26.5	56.3	4	2.2	-26	-12.7	25.3	40.2
HSUB	47	43	5	10.1	80.9	3	7.3	10	20.4	13	27.7	73.7	1	2.8	-8	-17.6	17.4	37.8
MINEN	94	75	7	7.5	91.1	16	17.0	17	18.5	33	35.5	52.2	-9	-9.5	-26	-28.0	24.4	43.0
INDTER	73	59	5	6.2	87.4	8	10.6	15	20.4	23	31.0	65.7	-3	-4.4	-18	-24.8	16.8	37.2
TOUR	54	44	6	10.4	87.2	6	10.2	13	23.3	18	33.5	69.5	0	0.2	-13	-23.1	20.6	44.0
MAGRP	529	488	47	8.9	88.6	68	12.8	87	16.4	155	29.2	56.2	-21	-3.9	-108	-20.3	21.7	38.1
AGRM	435	314	18	4.2	93.5	109	25.1	68	15.7	177	40.7	38.4	-91	-20.9	-159	-36.6	29.2	44.9
AGRP	171	164	15	8.9	91.7	25	14.3	24	14.2	49	28.5	49.7	-9	-5.4	-34	-19.6	23.2	37.4
AGRM	263	181	9	3.5	94.3	72	27.4	40	15.4	113	42.8	35.9	-63	-24.0	-103	-39.3	30.9	46.3
	3150	3067	444	14.1	70.7	444	14.1	511	16.2	955	30.3	53.5	0	-	-511	-16.2	28.2	44.4

Tableau 5.19 : synthèse par types de communes et municipalités (2011) des données de la migration interne et internationale pour la période 1989-2001. Les colonnes avec * reposent sur l'estimation de l'émigration. Abréviation des types : se référer au tableau 5.18.

Le tableau 5.19 donne par types de communes et municipalités (2011) les chiffres des migrations internes et l'estimation de l'émigration. Sont données les valeurs absolues (en milliers) et relatives, c'est-à-dire en l'occurrence rapportées à la population de départ (1989). Cette information est complétée par les deux tableaux (5.20 et 5.21) donnant les origines-destinations pour les deux dernières périodes intercensitaires.

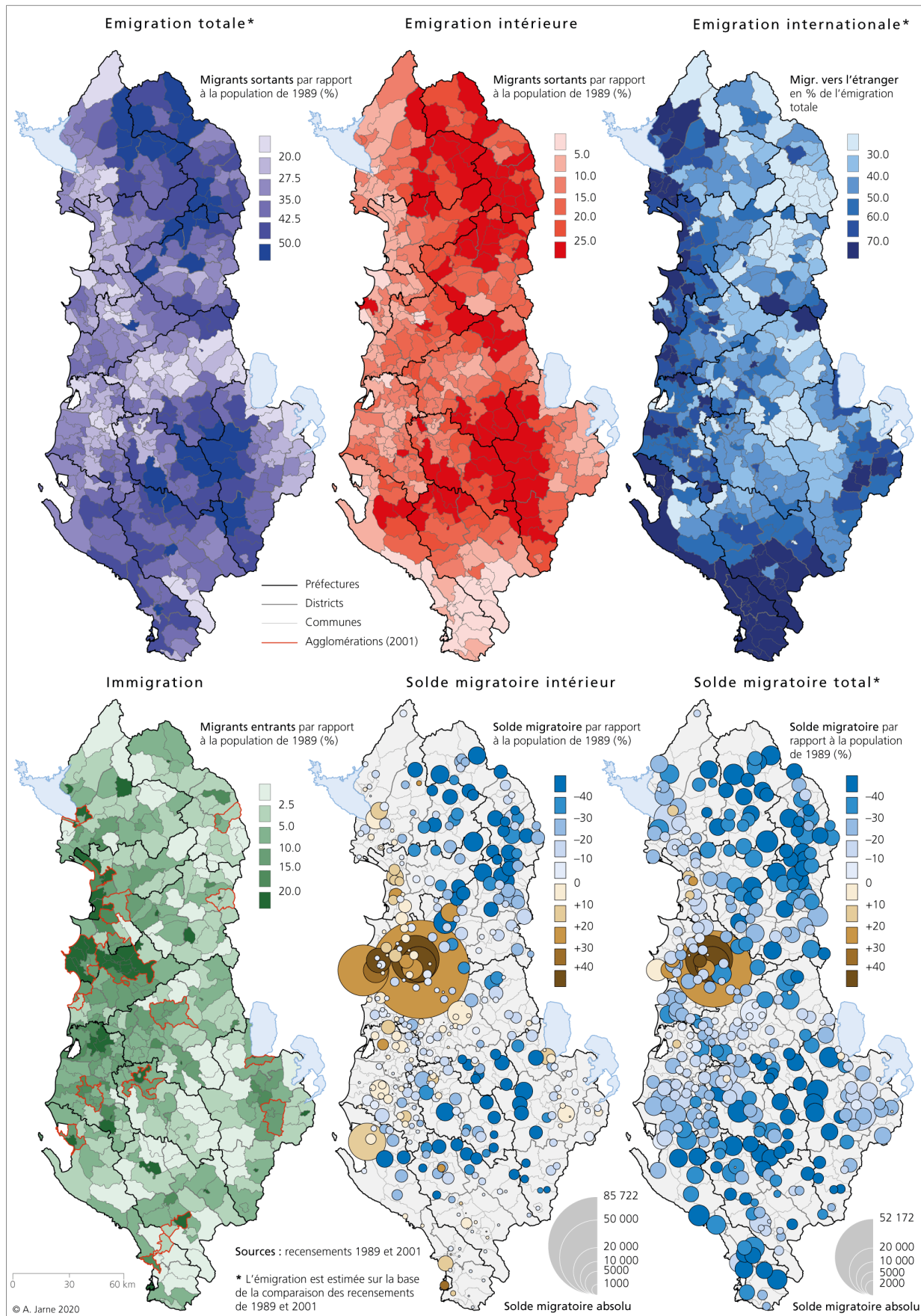
La mesure de la part de la population de 1989 ayant quitté l'Albanie ne distingue par exemple pas les différents types urbains et ruraux entre eux : partout elle touche 14 à 24% des résidents, sans structure apparente. Par contre, l'émigration intérieure montre un gradient des centres locaux (21.7% de départs internes, 36.6% au total), à ceux régionaux (12.9/28.4%), nationaux (5.7/23.2%), jusqu'à Tiranë dont l'émigration interne est quasi-nulle et celle internationale comparable à la moyenne des autres localités (1.4/15.5%). Les gradients d'urbanité croissants amènent l'amenuisement des possibilités de trajectoires socialement ascendantes et donc l'augmentation de la proportion, parmi ceux qui quittent une ville, d'émigrants vers l'étranger : ils sont 40.7% dans les centres locaux, 54.4% dans ceux régionaux, 75.6% dans les grandes villes et 91.2% à Tiranë. La répartition des destinations intérieures est sensiblement la même quelque soit la taille des villes : en moyenne une petite moitié vers Tiranë, et un cinquième vers d'autres grandes villes, le reste dans des plus petites villes ou des banlieues métropolitaines. Le même type d'observation peut être formulé à propos de la distinction entre communes rurales de plaine et de montagne : l'émigration vers l'étranger y est équivalente, mais celle interne significativement supérieure dans les régions montagneuses (26%, contre 13% pour la plaine).

La différenciation pour ce qui concerne les départs vers l'étranger est elle avant tout régionale : dans certains districts méridionaux, ceux qui sont partis représentent plus de 30% de la population de 1989 (35% à Sarandë et même 40% à Delvinë), alors que dans d'autres ils avoisinent les 10% seulement (Kukës 9%, Mat 10%, Dibër et Gramsh 11%). Si l'on rapporte les départs vers l'étranger à ceux internes, on voit que les ressortissants de Sarandë et Delvinë sont partis presque exclusivement à l'étranger (91 et 92% des émigrants), mais que c'est aussi le cas de quelques districts qui ont connu une faible émigration nationale, comme Durrës (77% vers l'étranger) ou Gjirokastër (79% vers l'étranger). La migration interne n'est pas dépourvue bien-sûr non-plus d'une dimension régionale, définie essentiellement par l'intensité des migrations vers la région capitale : Kukës et Tropojë perdent ainsi de 35% de leur population de 1989, Dibër 32% et Gramsh 31%, très largement au profit du suburbain métropolitain. La très faible émigration interne concerne les districts du Sud (Delvinë et Sarandë 4%, Gjirokastër 5%) et ceux situés au sommet de la hiérarchie urbaine (Tiranë 6%, Durrës 7%). De manière plus surprenante, les communes rurales et pour moitié montagneuses de la Malësi e Madhe connaissent également une émigration interne faible : moins de 4000 personnes, soit 9% de la population de 1989 seulement.

Si l'on envisage les choses sous l'angle des soldes migratoires, internes d'abord, on voit que globalement les types ruraux perdent 200'000 habitants au profit de ceux urbains. On peut distinguer trois catégories : 1) les types urbains bénéficiaires (à Tiranë, le solde est de +86'000, soit 36% de la population de 1989, et de respectivement +51'000 (11%) et +48'000 (30%) dans les villes d'importances nationale et dans le suburbain « défavorisé » de la région métropolitaine) ; 2) les types au bilan relativement neutre (communes rurales et suburbaines de plaine, petites villes) ; 3) les types en déficit, soit les communes rurales de montagne (agricoles mixte -21%, agricoles -24%) ainsi que le type spécifique lié à l'extraction minière et la production d'énergie (-9%). Ces soldes (et leur cartographie) masquent naturellement un phénomène : les situations où immigration et émigration sont élevées, ce qui donne des soldes faibles en dépit d'une forte intensité migratoire. C'est le cas en particulier des centralités locales (pour la plupart des villes nouvelles des régions montagneuses) qui ont des bilans très faibles (-3%), mais connaissent une forte intensité, puisque la somme des entrants et de sortants s'élève à 41% de la population de départ (« intensité » dans le tableau 5.19), soit davantage que tout autre type de ville, y-compris Tiranë. Le rôle de « pivots » de la migration joué par ces petites centralités dans les années 1990 est décrit dans la littérature (par exemple chez Lerch, 2016³⁹⁶), nous y reviendrons lorsque sera évoquée la « ruralisation » des villes durant cette période. Quant aux soldes migratoires totaux (incluant l'émigration internationale) tels qu'estimés, ils sont largement négatifs pour tous les types à l'exception de Tiranë (+22%) et de ses banlieues nord (+13%), et pour tous les districts à l'exception de Tiranë (+20%) et de Durrës (0%). On peut relever que là où cet exode frappe le plus durement, il le fait dans des proportions identiques dans les districts d'émigration interne (Tropojë -44%, Pukë -40%, Kukës -39%) et dans ceux tournés vers l'étranger (Delvinë -41%, Devoll -36%).

³⁹⁶ Les petites villes sont vues comme les points d'entrée dans les réseaux internationaux de migrants : « The locational advantages and the early development on international migrant networks in cities attracted men from rural areas to engage in step-wise movements toward foreign countries » (Lerch 2016, 25).

Communes et municipalités albanaises
Indicateurs synthétiques de la migration entre 1989 et 2001



Cartes 5.126 à 5.131 : Indicateurs synthétiques de la migration entre 1989 et 2001.

De même que cela a été fait pour la période communiste (cartes 5.99 et 5.100), est proposée pour les années 2000 la cartographie en six catégories des destinations des flux migratoires. Y sont distingués les flux vers 1) les deux centres métropolitains que sont Tiranë et Durrës (23% des flux internes), 2) vers les autres localités métropolitaines, y-compris les petites villes comme Shijak ou Kavajë (16%), 3) vers les autres villes, anciennes et nouvelles ensemble (23%), 4) vers les banlieues de ces villes (8%), 5) vers des communes rurales (31%) et enfin, 6) vers l'étranger. Contrairement aux cartes de la période communiste, sont donnés ici les flux totaux (pas seulement masculins), ce qui a pour effet principal d'accentuer la représentation de la migration rurale de courte distance (5.136). Les cartes sont d'abord présentées séparément (5.132 à 5.137), puis combinées (5.138 et 5.139).

La carte des migrants vers Tiranë et Durrës, qui représentent environ 115'000 personnes soit 23% de l'émigration interne, donne à voir le *pattern* saisissant d'une forte concentration des origines dans les centres régionaux et locaux des régions montagneuses. La part des flux sortants (hors émigration) dirigée vers la capitale n'est pas plus élevée que dans les autres types de villes (voir le tableau 5.20), par contre celle-ci y représente une part plus grande de la population de 1989, puisque l'émigration interne est plus forte ici qu'ailleurs. Trois villes se distinguent par leur apport à la population de Tiranë à la fois en termes absolus et relatifs. Ce sont Peshkopi (3935 personnes, 30.5% de sa population de 1989), Kukës (3275/21.8%) et Bajram Curri (2210/36.2%). Il existe aussi une migration rurale vers les centres de Tiranë et de Durrës (pour Tiranë, environ 40'000 personnes, soit 42% de l'immigration), essentiellement originaire de communes agraires-mixtes de montagne, en particulier du Sud musulman (entre Tepelenë et Pogradec) et du Nord-Est. Pour le Sud, il s'agit du bassin historique des grandes migrations de l'après-guerre, amputé de la partie la plus méridionale et de la côte ionienne, orthodoxe et tournée vers la Grèce, ainsi que du Kurvelesh, tourné vers Vlorë. Quant au Nord-Est, il avait connu aussi certaine migration vers Tiranë à l'époque (surtout Dibër). Dans les années 1990, la région est économiquement sinistrée, encore en fort croît démographique (carte 5.123), elle hérite du foncier le plus ingrat du pays (carte 5.117), est dépourvue d'une assise urbaine significative, elle est privée de débouché vers l'est et est géographiquement et culturellement (parce que musulmane) éloignée des destinations usuelles des migrations à ce moment (Grèce et Italie), et enfin, dans ce contexte déprimé, elle accueille la majorité des réfugiés kosovars en 1999 (surtout dans les environs de Kukës).

La seconde carte montre une distribution non moins frappante (5.133). Elle représente les personnes qui ont déménagé vers le suburbain métropolitain, surtout vers Kamëz et Paskuqan. On peut dire que cette immigration est presque exclusivement septentrionale – à l'exception de la vallée du Devoll au nord de Gramsh – et musulmane. En effet, à part quelques villages du district religieusement mixte de Pukë, ce sont les districts de Dibër, Kukës, Has et Tropojë qui alimentent les banlieues nord de Tiranë. La plus forte intensité se retrouve dans les montagnes de part et d'autre du Drin noir entre Peshkopi et Kukës, soit exactement la même région que durant le communisme (carte 5.96). Globalement d'ailleurs l'ensemble de la distribution est très voisine, ce qui ajoute aux explications concernant la situation du Nord-Est dans les années nonante celle de la réactivation de chaînes migratoires en veille.

Dans cette région du Nord-Est, la maigre attractivité des villes dessine les auréoles assez compactes d'une immigration très locale (carte 5.134), mais parfois importante, comme à Peshkopi (26% de sa population de 1989). Au contraire, dans la Mirditë ou le Dukagjin (près de Shkodër) catholiques, peu enclins à migrer vers la région capitale, ce type d'émigration vers les villes voisines est dominant, surtout à destination de la plaine (Lezhë 37%, Shkodër). Mais c'est sur le pourtour de la Myzeqe qu'on trouve le plus nettement ce type de migration vers l'urbain voisin, comme au sud dans la montagne du district de Vlorë ou à Mallakastër. La première destination de ces flux est Vlorë, qui reçoit presque 16'000 nouveaux arrivants, moins que Durrës ou Tiranë, mais loin devant Fier qui vient ensuite (8400). Vlorë est adossée à son arrière-pays montagneux, alors que Fier est dans la plaine, et que dans celle-ci, c'est le plus souvent l'émigration qui est choisie plutôt qu'un déménagement dans un centre proche. Il faut aussi mentionner certaines petites régions où les flux, s'ils sont moindres en termes absolus, sont significatifs en termes relatifs et très fortement orientés – durant cette première décennie – vers les centres régionaux : dans le district de Gramsh par exemple, l'émigration rurale nationale touche un quart des habitants (soit 7000 personnes), parmi lesquels 2600 trouvent refuge dans la modeste ville éponyme (représentant 34% de ses quelque 8000 habitants de 1989). Le même phénomène s'observe ailleurs, surtout à Kolonjë (à Ersekë le chef-lieu l'immigration représente 28% de la population de 1989), à Mallakastër (Ballsh 36%) et à Mat (Burrel 44%). Cependant cet apport parfois important des montagnes voisines correspond assez exactement à la place laissée libre par le départ des résidents de ces petites centralités vers les grandes villes : le bilan migratoire intérieur des centres régionaux et locaux est presque nul (+3 et -3% de leur population de 1989). Ce qui signifie que l'installation des arrivants a pu se faire sans nécessiter de constructions nouvelles, ce que vient confirmer la statistique de logements. Celle-ci montre que les petits centres, qui avaient été les plus dynamiques durant trois

décennies, connaissent la plus forte baisse de construction de logements du pays : 9400 sont construits entre 1981 et 1990 contre 4800 seulement la décennie suivante. A titre de comparaison, dans les communes agricoles de plaine, la construction a passé dans le même temps de 25'200 à 30'900 logements. La problématique est tout autre évidemment dans les villes de plus grande taille. Là, le solde migratoire interne est très fortement positif (+11% dans les villes d'importance nationale, +36% à Tiranë), compensé par l'émigration internationale, sauf à Tiranë, où le solde migratoire global semble avoisiner les +22%, et dans quelques autres villes (Durrës +5%, Pogradec +3%). Mais l'émigration internationale libère moins de logements, souvent conçue comme provisoire et n'engageant pas, du moins dans un premier temps, l'ensemble des familles. Les centres urbains répondent dans une certaine mesure à la très forte pression de la demande, plus de 32'000 logements sont construits en dix ans à Tiranë et 34'000 dans l'ensemble des autres grandes villes, mais c'est largement insuffisant pour faire face à l'exode rural massif. Un chaos de banlieues qualifiées d'« informelles » se développe alors autour de Tiranë, Durrës et des quelques autres grandes villes. Si l'on en dresse la liste en se basant sur la migration émergente dix communes de solde global nettement positif (visible sur la carte 5.131) ; six dans la zone métropolitaine : Paskuqan (le solde migratoire représente 307% de la population de 1989), Kamëz (201%), Bërksull (45%), Kashar (24%), Rashbull (23%), Sukth (20%) ; quatre proches d'autres villes : Kolsh (34%) et Shënkoll (11%) à côté de Lezhë, Rrethinat (10%) à côté de Shkodër et Perondi à côté de Kuçovë (6%)³⁹⁷. Des *suburbs* informels voient bien-sûr le jour ailleurs aussi, comme en témoigne la hausse générale de la construction de logements : +257% dans le suburbain métropolitain, +63% hors la métropole. Mais la carte 5.135 illustre le fait que hors de la région capitale, cette immigration vers les communes classées suburbaines par Instat demeure un phénomène modeste en comparaison des autres mouvements (seulement 8% des mouvements internes)³⁹⁸. Parmi les agglomérations globalement dynamiques, on peut distinguer celles où la croissance se fait d'abord à l'intérieur de la « ligne jaune » (Fier, Vlorë, Peshkopi, Durrës), celles où elle est partagée (Tiranë, Lezhë, Shkodër, Pogradec), et celle où la suburbanisation, même modeste, domine (Berat et Elbasan) (carte 5.63). Les régions où des mouvements vers de telles banlieues apparaissent significatifs sont au final très rares, on peut citer surtout le nord du district de Shkodër (Malësi). La question se pose de la pertinence de la définition du suburbain pour l'analyse des migrations internes, puisqu'en moyenne, à l'exception des exemples mentionnés ci-dessus, nombre de communes ont des comportements à cet égard semblables aux autres communes de plaine (tableau 5.19)³⁹⁹. C'est ce qu'illustre la dernière carte concernant les migrations internes, qui montre les origines de la migration à destination rurale. Cette migration a la caractéristique d'être largement féminine et de courte distance (ce qui est illustré encore une fois au chapitre 5.6.5) ; elle constitue le socle de la mobilité et apparaît relativement dominante là où les autres types de mobilité sont plus rares, dans des régions d'émigration modérée donc⁴⁰⁰. Il est également difficile de commenter la carte de l'émigration, sauf à dire qu'à elle seule elle représente autant voire davantage de personnes que toutes les autres ensemble (ce qui justifie une calibration des symboles ainsi qu'une discrétisation spécifiques) et que sa distribution est prégnante sur l'ensemble du territoire – pour près de 80% des localités les émigrés auraient représentés plus de 10% de la population de 1989, et pour 15% plus d'un tiers de celles-ci. Ces villages à très forte émigration sont dispersés dans le territoire – à l'exception des districts de Sarandë et Delvinë –, suggérant l'idée que si l'orientation de la migration interne est structurée par une forte dimension géographique, celle de la migration internationale répond davantage à des stratégies familiales ou villageoises.

³⁹⁷ Ces communes sont toutes (à l'exception de Kashar) classées par Instat dans le suburbain « pauvre », à savoir un suburbain d'immigration rurale. Une catégorie de suburbain « riche » (toutes proportions gardées) émerge dans certaines agglomérations à cette période et se développera de façon significative dans la décennie suivante : là l'extension de l'aire jugée urbaine est davantage liée au déploiement d'activités économiques (par exemple celles liées au tourisme à Aliko près de Sarandë) ou au déplacement de la population urbaine du centre vers des sites de qualité en couronne (comme Dajt près de Tiranë)

³⁹⁸ Et encore, il s'agit là de tous les mouvements à destination d'un village classé suburbain, incluant donc les mouvements internes parfois importants entre villages d'une même agglomération.

³⁹⁹ La migration n'était en effet qu'un élément parmi d'autres de la définition du suburbain (voir chapitre 4.3.2).

⁴⁰⁰ Durant le communisme, quelques grands mouvements ruraux, par exemple vers des fermes d'État érigées dans des terres gagnées, avaient un sens économique spécifique. Ce n'est plus le cas dans la période démocratique, où l'activité agricole est centrée sur la famille.

% des flux sortants (1989-2001 2001-2011)																Total
	National capital	Center of national importance	Regional agglomeration centers	Local centers	Lower status metropolitan suburban	Higher status metropolitan suburban	Lower status suburban	Higher status suburban	Non-urban mining or energy oriented local units	Mixed industrial and tertiary local units	Non-urban tourism oriented local units	Mixed agricultural in plains	Mixed agricultural in mountains	Agricultural in plains	Agricultural in mountains	
	CAP	NCTR	RCTR	LCTR	LMSUB	HMSUB	LSUB	HSUB	MINEN	INDTER	TOUR	MAGRP	MAGRM	AGRP	AGRM	
CAP	0 0	27 4	10 1	5 1	23 37	11 54	2 0	1 0	1 0	1 0	3 1	15 1	1 1	1 0	1 0	1 11
NCTR	50 44	20 12	6 4	2 1	4 11	1 12	4 6	1 1	1 1	0 0	1 1	10 6	1 1	1 1	1 1	6 12
RCTR	44 31	22 13	4 2	2 1	10 20	1 9	3 6	1 6	1 0	1 1	1 1	7 4	2 3	2 3	0 0	7 14
LCTR	43 30	22 17	9 5	1 1	10 17	1 11	2 3	0 1	1 1	1 1	1 1	3 4	5 5	0 1	1 3	7 11
LMSUB	27 6	9 3	3 1	1 1	45 60	5 4	3 2	0 0	0 0	0 3	0 0	5 17	1 2	1 1	0 1	4 5
HMSUB	72 37	7 10	1 1	0 1	13 23	3 5	0 2	0 0	0 0	0 0	2 7	1 5	0 2	0 5	0 3	1 1
LSUB	7 3	23 16	19 19	2 2	10 7	1 1	9 21	1 1	1 1	1 2	0 0	15 15	4 4	5 2	4 6	5 5
HSUB	6 8	20 12	28 24	1 1	2 2	1 5	7 13	0 1	1 0	1 1	2 2	15 16	4 6	5 6	8 4	1 0
MINEN	16 10	18 13	7 9	9 6	16 9	1 5	9 9	1 1	3 3	1 1	1 1	8 20	8 9	1 1	1 3	4 3
INDTER	18 10	18 10	20 13	8 3	4 4	1 3	6 18	1 1	2 1	3 4	2 1	10 9	7 7	1 13	1 5	2 1
TOUR	29 15	13 6	10 5	5 4	7 20	8 11	2 5	2 2	1 5	0 0	5 6	9 7	6 10	2 1	1 3	1 1
MAGRP	9 7	27 17	8 4	6 5	6 6	1 3	10 15	1 3	3 3	2 1	1 1	17 20	4 5	4 10	2 2	15 11
MAGRM	15 3	11 6	7 5	11 6	23 21	3 2	6 11	1 3	2 1	1 1	2 5	8 19	5 11	3 4	2 4	25 14
AGRP	6 6	16 10	19 9	3 2	7 5	1 2	8 7	2 3	1 1	3 3	1 0	17 22	2 5	14 17	1 8	5 3
AGRM	11 2	16 9	5 3	8 6	18 19	3 4	8 18	1 2	2 2	1 1	1 2	13 13	6 12	3 3	4 5	16 9

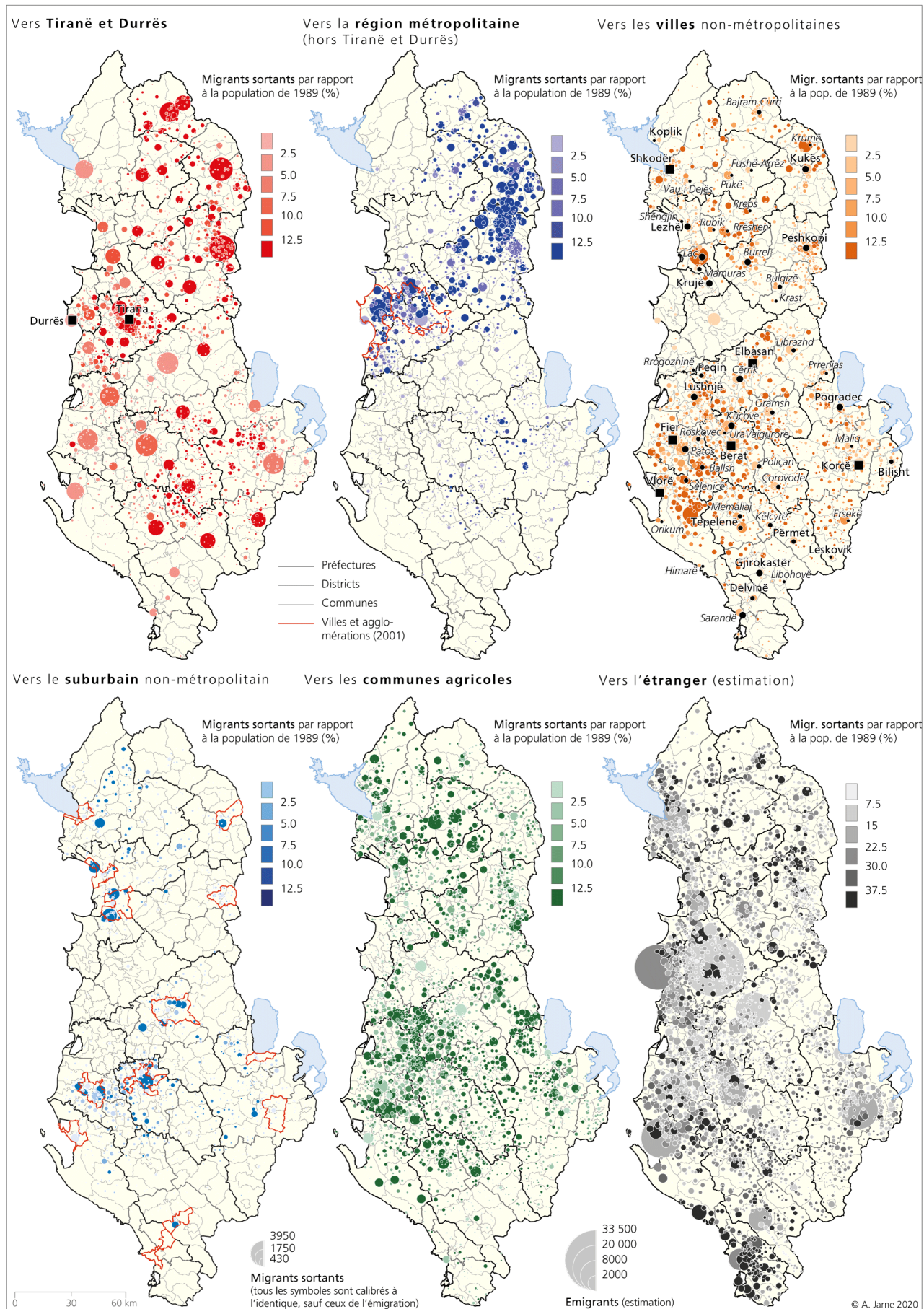
Tableau 5.20 : Matrice des flux de type à type en % des flux sortants, 1989-2001 et 2001-2011.

% des flux entrants (1989-2001 2001-2011)																
	National capital	Center of national importance	Regional agglomeration centers	Local centers	Lower status metropolitan suburban	Higher status metropolitan suburban	Lower status suburban	Higher status suburban	Non-urban mining or energy oriented local units	Mixed industrial and tertiary local units	Non-urban tourism oriented local units	Mixed agricultural in plains	Mixed agricultural in mountains	Agricultural in plains	Agricultural in mountains	
	CAP	NCTR	RCTR	LCTR	LMSUB	HMSUB	LSUB	HSUB	MINEN	INDTER	TOUR	MAGRP	MAGRM	AGRP	AGRM	
CAP	0 0	1 4	1 3	1 2	1 21	4 52	0 1	1 1	0 1	1 2	2 4	1 1	0 1	0 1	0 1	
NCTR	15 34	7 13	5 9	2 4	1 7	2 12	4 9	3 4	3 7	2 5	4 6	6 7	1 2	1 3	3 3	
RCTR	14 28	8 16	3 6	2 4	4 14	4 11	3 10	7 39	2 4	4 11	7 9	4 5	3 7	4 13	1 2	
LCTR	15 21	9 18	7 13	2 3	5 10	4 11	3 4	2 5	6 8	5 9	3 6	2 4	8 12	1 2	2 12	
LMSUB	5 2	2 1	2 2	1 2	12 16	9 2	2 1	0 0	0 1	1 15	1 1	2 8	1 2	1 1	1 3	
HMSUB	5 2	1 1	0 0	0 0	1 1	2 0	0 0	0 0	0 0	0 0	3 4	0 0	0 0	0 1	0 1	
LSUB	2 1	7 7	12 19	2 3	4 2	2 0	7 12	7 3	3 2	4 11	1 1	7 7	4 3	8 3	10 11	
HSUB	0 0	1 0	3 2	0 0	0 0	0 0	1 1	0 0	0 0	1 0	1 1	1 1	1 1	1 1	3 1	
MINEN	3 2	4 3	3 5	5 5	4 1	2 1	5 3	3 1	8 8	2 2	2 1	3 5	7 4	1 1	2 3	
INDTER	2 1	2 1	4 3	2 1	0 0	1 0	2 2	1 1	2 1	5 5	3 1	2 1	3 2	1 5	1 2	
TOUR	2 1	1 1	2 1	1 1	1 1	5 1	1 1	3 1	0 4	0 0	5 4	1 1	2 2	1 0	1 1	
MAGRP	7 5	23 17	16 10	16 20	6 4	7 3	23 20	18 13	24 35	26 10	9 5	25 20	13 11	21 32	15 9	
MAGRM	19 2	16 8	21 15	43 31	40 14	33 3	23 17	29 17	26 12	23 14	43 47	19 24	32 29	25 14	27 23	
AGRP	2 1	5 3	12 6	2 2	2 1	2 0	6 2	10 4	4 2	16 10	2 1	8 6	2 3	22 15	3 9	
AGRM	9 1	15 8	10 7	22 22	19 9	23 3	21 20	17 10	22 15	10 7	15 11	19 11	23 22	14 9	32 19	
Total	20 16	18 11	8 5	6 3	15 19	2 11	6 9	1 2	2 1	1 1	1 1	11 11	4 5	3 3	2 3	

Tableau 5.21 : Matrice des flux de type à type en % des flux entrants, 1989-2001 et 2001-2011.

On propose avec les cartes 5.138 et 5.139 une synthèse de l'orientation locale des flux. L'importance relative des migrations internationales et rurales a été diminuée (divisées respectivement par quatre et par deux) pour permettre une différenciation. Comme pour les cartes précédentes, les émigrants sont rapportés à la population de 1989, les cartes témoignent donc de l'intensité migratoire au travers de celle des couleurs. La carte en symbole permet en outre de prendre la mesure de l'émigration urbaine. On retrouve les structures pour la plupart déjà décrites : immigration claire vers Tiranë pour les centres secondaires ; mitigée entre Tiranë et l'étranger pour les plus grandes villes ; migrations rurales vers Tiranë dans la montagne de Qarishte entre Skrapar et Përmet, dans la Gora de Pogradec et de nombreux villages de Tropojë ; vers d'autres centres urbains dans les montagnes du Kurvelesh ou de Griba, de Kolonjë, de Gramsh, de la Mirditë, de Mat ou de Has ; vers les banlieues métropolitaines de Dibër et Kukës ; presque exclusivement vers la Grèce pour les régions méridionales d'Himarë, Delvinë, Sarandë, Çamëria, Dropull, Lunxhëri, Pogon et Zagorie. L'orientation à partir du plateau de Korçë, de la plaine du Shkumbin et des régions côtières apparaît plus indécise ; elle est en fait très largement tournée vers l'étranger.

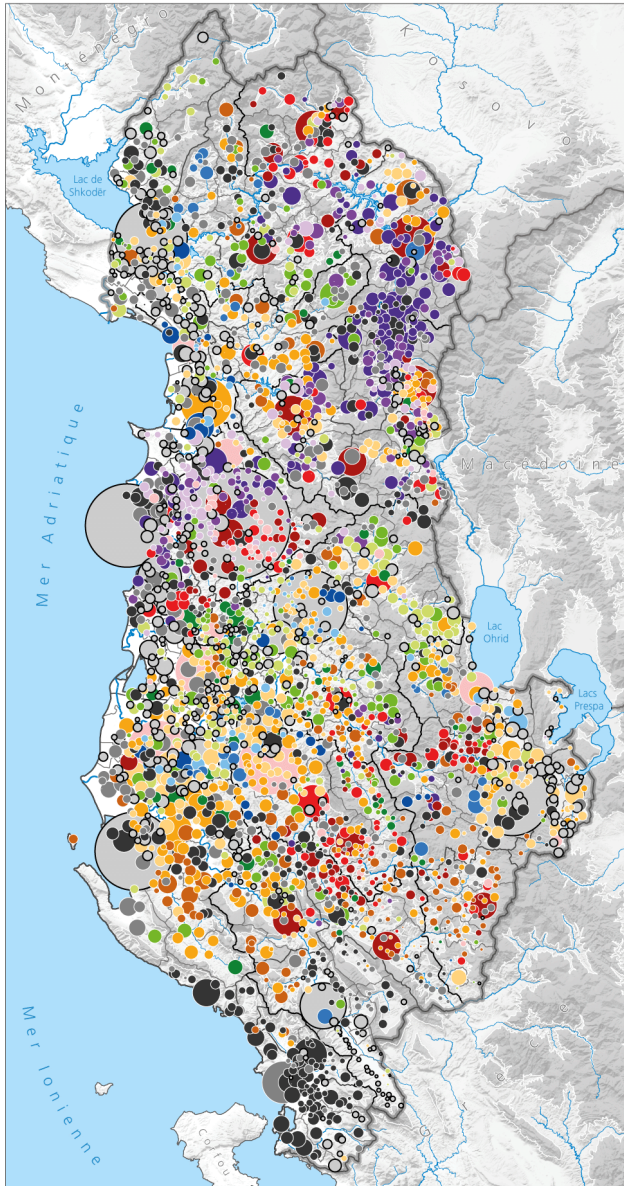
Villes et villages albanais - recensement de 2001
Grandes orientations des migrations entre 1989 et 2001



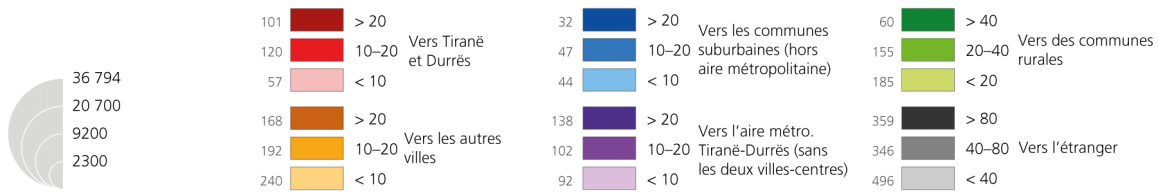
Cartes 5.132 à 5.137 : Orientations des flux migratoire, 1989-2001.

Orientation préférentielle des migrations

Villages albanais - carte en symboles



Carte choroplèthe



Emigration totale estimée

Destination du flux sortant principal, en % de la population de 1989

Sources : pour les migrations internes, recensement de 2001. Pour l'émigration estimée, recensements de 1989 et 2001

© A. Jarne 2020

Cartes 5.138 et 5.139 : Typologie de l'orientation des flux migratoires, 1989-2001.

5.6.5 Structure par sexe de la migration

Il faut dire ici quelques mots de la structure par genre des flux migratoires. La mobilité résidentielle telle que décrite par ces flux migratoires répond à différentes logiques. Parmi celles-ci, les trois principales sont les raisons familiales, économiques et liées à l'éducation. Ces motifs génèrent des flux sexuellement différenciés. Le principal motif d'ordre familial est le mariage, et traditionnellement, celui-ci implique que la femme va habiter le village de son mari, d'où une mobilité essentiellement féminine. Les déménagements liés à la volonté ou à la nécessité

d'accroître les opportunités en termes économiques concernent a priori le ménage dans son intégralité et les flux de cette nature sont globalement à peu près équilibrés entre femmes et hommes. La matrice basée sur la typologie illustre très bien cette dichotomie. Si on cumule pour la période 1989-2001 tous les types de flux présentant une plus-value en termes d'opportunités (de la montagne vers la plaine, d'un centre local vers un grand centre, de toute l'Albanie vers la zone métropolitaine, etc.), on atteint presque l'équilibre entre hommes et femmes (47 % d'hommes). Les déplacements offrant un très fort gain d'opportunité (du rural montagnard vers le métropolitain) sont même majoritairement masculins (51 %). À l'inverse, les paires origine-destination neutres ou négatives en termes d'opportunités sont très largement féminines (70 %), les déplacements entre communes rurales (à l'exclusion de la montagne vers la plaine) étant même à 78 % féminins. Les déplacements mixtes ont une forte historicité, un potentiel de changement social à travers l'urbanisation, alors que ceux majoritairement féminins et de courte distance participent essentiellement de la reproduction sociale au travers du mariage, et leur bilan migratoire tend vers zéro. Pour le principal type émetteur, les communes agricoles-mixtes de montagne, on observe un gradient du rapport de masculinité parallèle à la hiérarchie urbaine des destinations (plus la ville de destination est importante, plus la part des hommes est élevée), ainsi qu'une part masculine beaucoup plus élevée à destination du suburbain métropolitain que des petites villes.

Typologie Instat 2011 pour la période 1989-2001

Structure par sexe de la migration entre types de communes et de municipalités

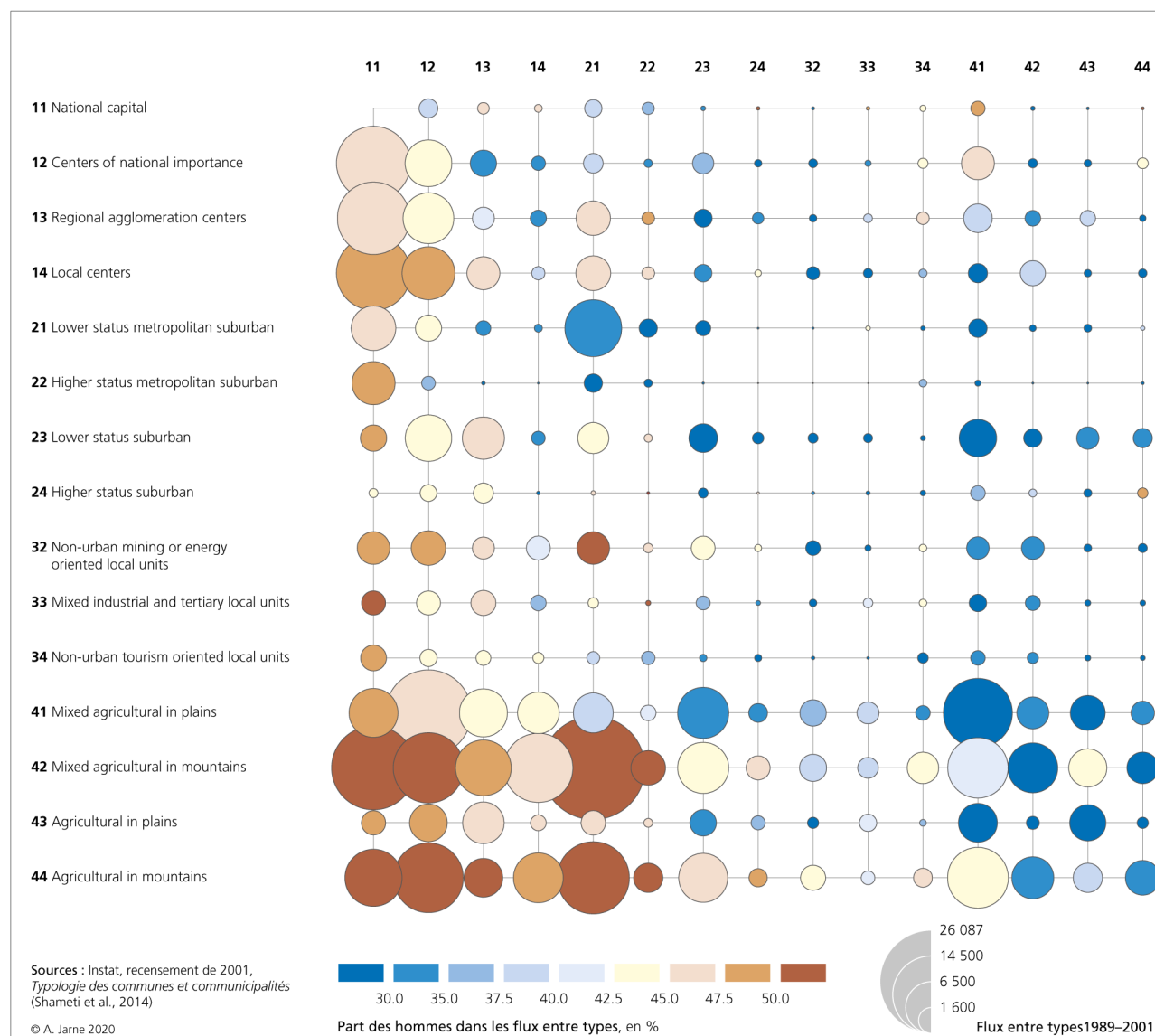


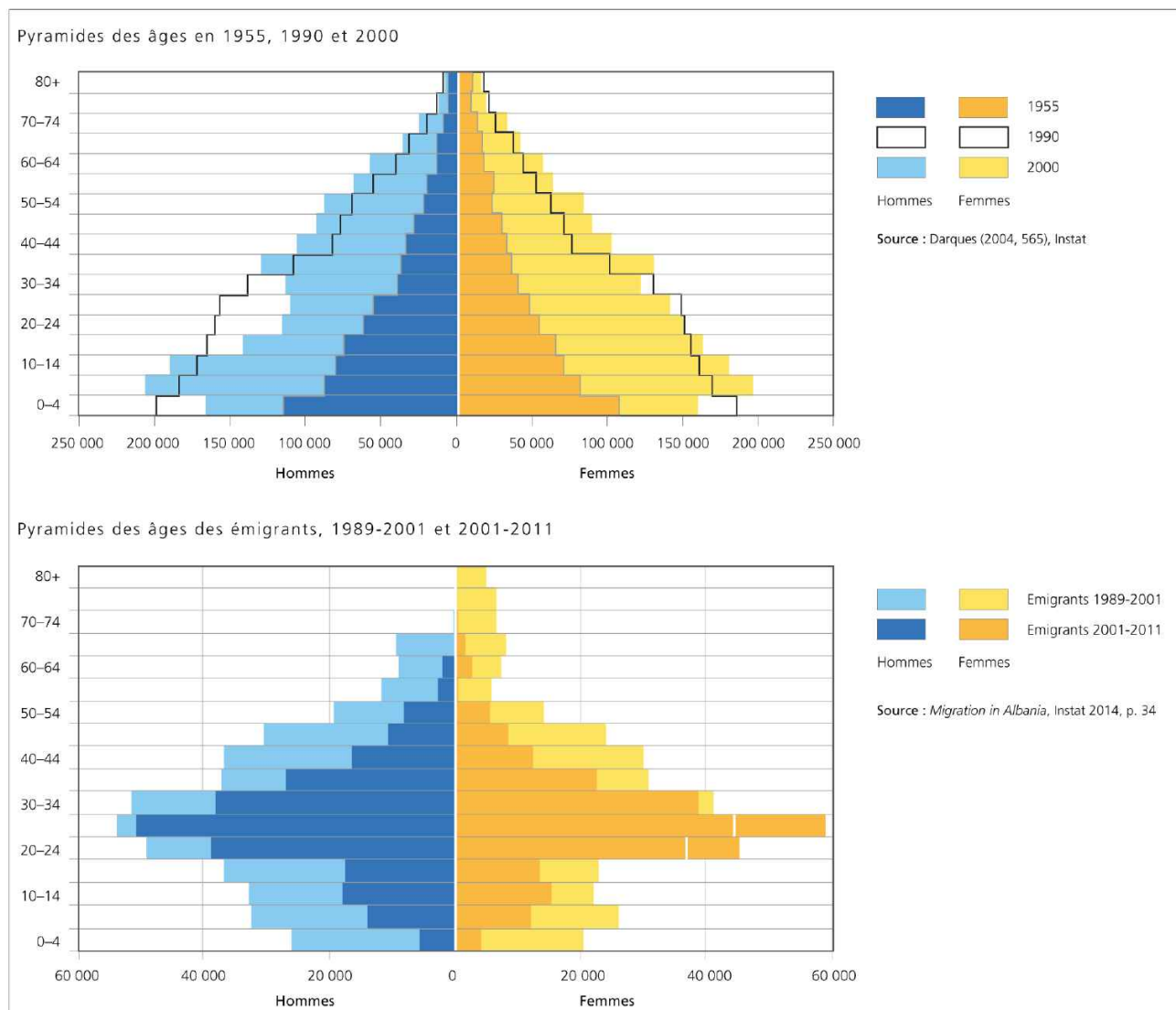
Figure 5.6 : Représentation graphique de la matrice des flux entre types de communes et part masculine, 1989-2001.

Au contraire d'une migration interne majoritairement féminine, l'émigration est elle à ce moment fortement masculine (figure 5.8), ce qu'on peut considérer comme le témoignage indirect que celle-ci occupe sur un

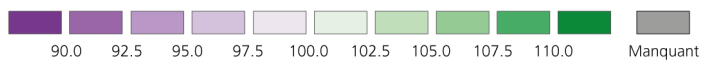
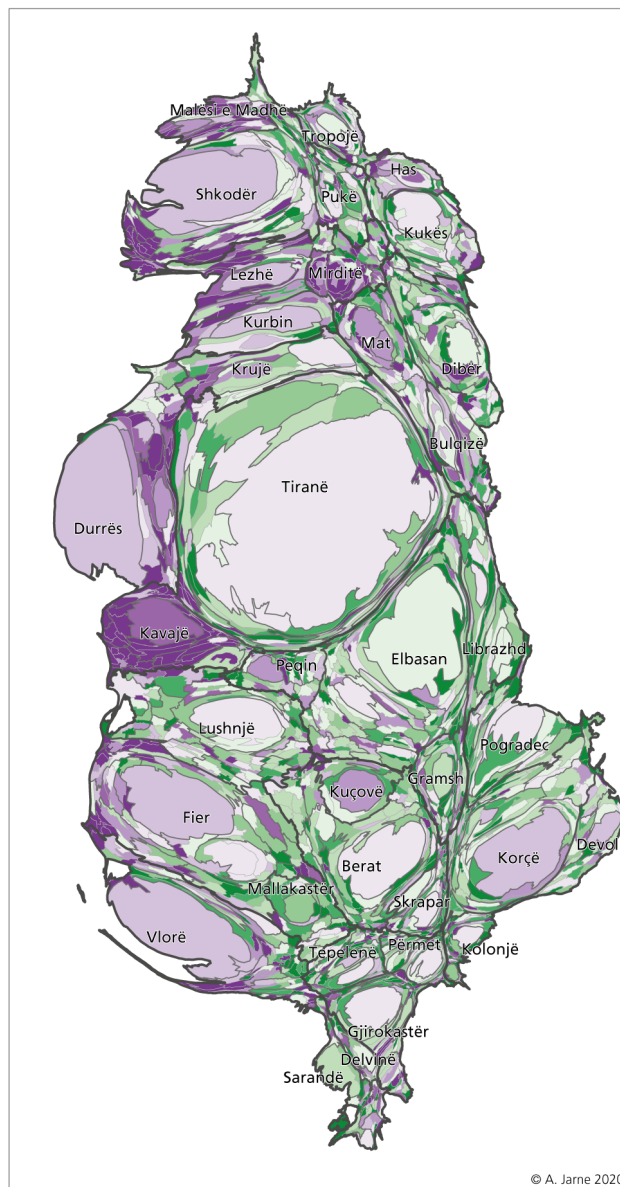
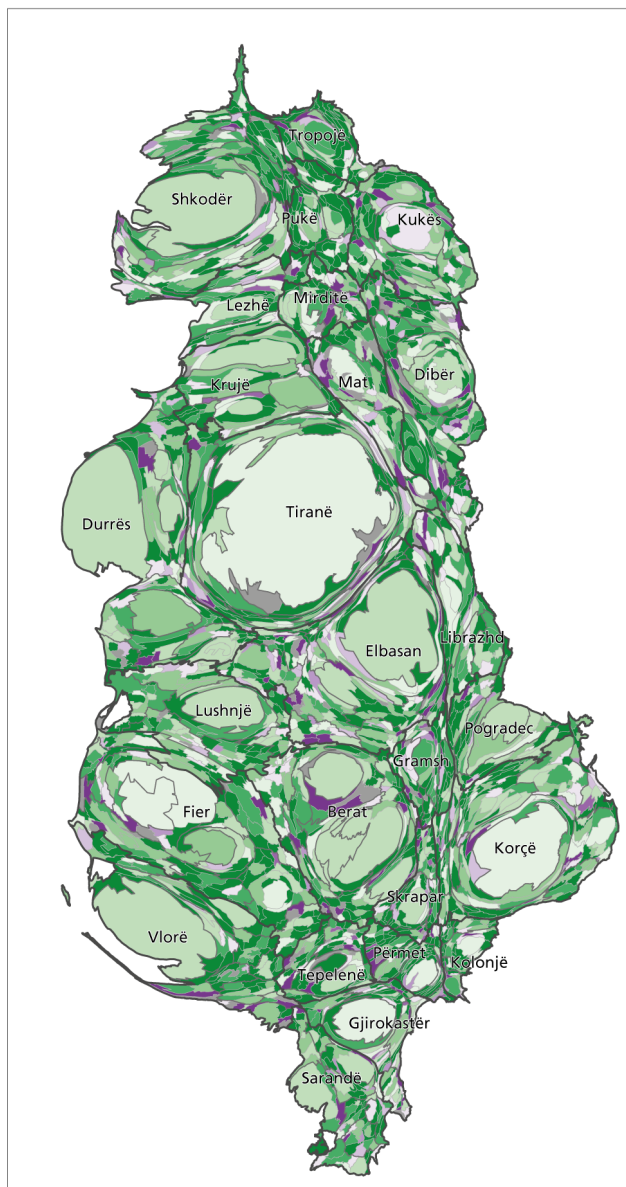
gradient d'historité une position supérieure à tout type de migration interne. Cette propension au départ supérieure chez les hommes entraîne d'importants déséquilibres démographiques. Les cartes 5.140 et 5.141 (en anamorphose pour souligner l'importante dimension urbaine du phénomène) illustrent l'extraordinaire bascule de la distribution spatiale des genres qui a résulté de la première décennie d'émigration dans les villes albanaises. La carte de gauche montre comment les trois décennies d'« égalisation » communiste et de regroupement familial ont rattrapé les déséquilibres consécutifs à la guerre et à la phase d'industrialisation et de sous-urbanisation aussi sur ce plan de la distribution spatiale des genres. La surreprésentation masculine y demeure un phénomène important dans la plupart des campagnes, mais les villes par contre ont connu en trente ans une « féminisation » qui les amène presque à une situation d'équilibre : Tiranë à 100.5 hommes pour 100 femmes en 1989, les autres grandes villes en moyenne 102.7 (tableau 5.6). La forte émigration masculine des années 1990 amène une baisse générale de rapport de masculinité (de 103 hommes pour 100 femmes en 1989 à 99.4 en 2001) qui mène les campagnes de plaines à l'équilibre et les villes à une surpopulation féminine inédite. Seule la montagne (103.2 hommes pour 100.0 femmes) demeure majoritairement masculine. C'est dans les villes (hors Tiranë) que la mutation est la plus forte (de 104 à 98), ainsi que sur les plaines côtières, lieux d'une forte émigration vers l'Italie (surtout entre Shkodër et Lezhë et aux environs de Kavajë). La très forte immigration du Sud vers la Grèce semble avoir été moins spécifiquement masculine que celle côtière vers l'Italie : la « féminisation » y est moindre. Le lien très fort entre l'émigration et la structure par sexe fait que celle-ci est parfois utilisée comme indicateur indirect de celle-là (Lerch 2016).

Albanie 1955, 1990, 2000, 2001 et 2011

Structure par sexe et par âge de la population et des émigrants



Figures 5.7 et 5.8 : Pyramides des âges de la population pour 1955, 1990 et 2000, et pour les émigrants, 1989-2001 et 2001-2011.



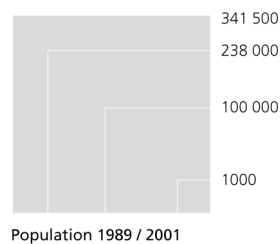
Nombre d'hommes pour cent femmes

- Districts
- Localités
- Préfectures
- Districts
- Communes et municipalités

Sources : recensement de 1989 et 2001

Limites administratives
1959

2001



Cartes 5.140 et 5.141 : Anamorphoses du rapport de masculinité avant et après les migrations des années 1990 (1989 et 2001).

5.6.6 Nouvelles tendances 2001-2011

La première décennie démocratique a vu une complète redistribution de la population albanaise dont les deux axes majeurs, l'émigration et l'urbanisation, ont été tant l'un que l'autre considérés comme exceptionnels par les observateurs⁴⁰¹. L'émigration pour sa brutalité et son ampleur unique dans un contexte européen et en temps de paix, mais aussi parce que remarquable au regard de l'exode étonnamment modeste des autres pays de l'Est après la chute du Mur (King et al. 2013, 2). Quant au retour massif de l'urbanisation après trente années de léthargie, il prend là encore une forme unique dans le concert des transitions postsocialistes européennes, celui d'une urbanisation et d'une suburbanisation sauvages et chaotiques, pudiquement qualifiées « d'informelle » car ayant le plus souvent pris la forme de l'auto-construction sur des terrains dont le statut foncier n'était pas clairement établi. Tosic par exemple (Tosic 2003, cité par Petrovic, 2004), déclinant huit types de villes postsocialistes, distingue les villes albanaises dans une catégorie à part, « proches du développement sauvage (*unregulated*) des villes du Tiers-Monde ». La seconde décennie est celle de la normalisation du développement urbain dans le contexte d'un conflit entre un secteur informel en voie de consolidation et un secteur formel qui monte en puissance (Bertaud 2006), se déclinant en particulier en nouvelles banlieues autour de Tiranë. C'est sur le front de l'émigration une certaine stabilisation des flux, leur large légalisation, leur féminisation, leur diversification, et aussi, sur la fin de la période, le début d'une migration de retour significative. Mais surtout, après une décennie de migrations internes en cascade assurant provisoirement la survie des centres urbains secondaires, les années 2010 marquent l'ascension irrésistible et sans partage de l'aire métropolitaine (Jarne et Schuler 2018). Le fait qu'historiquement la libéralisation (celle de la mobilité aussi) touche l'économie albanaise – comme les autres économies communistes – au moment historique de l'émergence des villes-mondes (Sassen 1991) a participé à produire une macrocéphalie des régions capitales (Gataloup 2015a, 150). Dans le contexte d'une trame urbaine et d'une économie particulièrement fragiles et de la forte primatie historique, bien que réfrénée, de sa capitale, l'Albanie a connu depuis 1991, et singulièrement depuis 2001, une déprise démographique généralisée au seul profit de son centre politique et économique.

Si l'on s'intéresse pour commencer à l'évolution de la population, il apparaît qu'entre 1989 et 2011, l'Albanie a perdu pas moins de 11 % de celle-ci. De 3.14 millions d'habitants recensés en 1989, elle passe à 3.07 en 2001 et 2.80 en 2011, c'est dire que la décline s'accroît entre les deux décennies (-0.19% annuels entre 1989 et 2001, -0.91% entre 2001 et 2011). Au plan régional, on peut noter les points suivants : 1) Alors que les deux décennies suivant la chute du Mur marquent pour les Balkans une stabilisation de la natalité, l'Albanie enregistre une accélération de son déclin pour aboutir actuellement au « rattrapage » de ses voisins ; 2) La brutalité, l'intensité et la durée de l'émigration sont sans commune mesure avec celles des pays voisins, si l'on excepte l'exode, dans un contexte de guerre, de Bosnie-et-Herzégovine au début des années 1990 ; 3) En terme d'évolution de la population, l'Albanie connaît une situation de déclin forte et durable comparable à celle de la Bulgarie ou de la Roumanie. Les républiques de l'ex-Yougoslavie ont soit connu un fort déclin durant les années 1990 puis une stabilisation (Croatie, Bosnie-et-Herzégovine, Kosovo), soit une certaine stabilité (Macédoine, Monténégro, Slovénie), ou alors un déclin, mais moins marqué que l'Albanie (Serbie). Les cartes 5.142 et 5.143 illustrent ce recul démographique au niveau communal, les villages n'étant pas disponibles pour le recensement de 2011⁴⁰². Les communes rurales de montagnes perdent encore 193'000 habitants en dix ans (-37%), alors que les communes rurales de plaine en perdent 142'000 (-20%). Dans les communes de montagne de la Mirditë, de Pukë ou de Skrapar, la perte moyenne annuelle s'établit au-delà de -7.5% annuels. Perdent aussi massivement (38'000 habitants) les communes non-urbaines où historiquement l'activité n'était pas exclusivement agricole (industrie, mines, énergie, tourisme ou autres services), soit -24% sur la décennie. Dans sa globalité, l'urbain (tel que défini par la typologie, incluant dont d'importantes couronnes suburbaines) gagne 100'000 habitants, le rural en perd 370'000. Mais au contraire de la décennie précédente, la croissance urbaine ne concerne plus désormais qu'un nombre très restreint de lieux. Ce qui est défini comme région métropolitaine gagne 192'000 habitants, le reste du pays en perd 461'000, ce qui signifie que l'urbain non-métropolitain est également en récession. Si on se

⁴⁰¹ Nous avons déjà eu l'occasion de décrire ces évolutions dans les publications suivantes : Jarne A., Schuler M. (2017a), « Recompositions territoriales dans l'Albanie postcommuniste : la métropole au détriment des régions? », *La population des Balkans à l'aube du XXIème siècle*, Skopje, 355-370 ; Jarne A., Schuler M. (2018), « Migrations internes et urbanisation en Albanie : de l'équilibre régional imposé à la métropole inéluctable », in Kotzamanis B., Parant A., *Regards sur la population de l'Europe du Sud-Est*, Demobalk, 313-326 ; Jarne A. (2018), « Fragmentation de l'espace urbain postsocialiste en Albanie », *Belgeo*, 4 | 2018 ; Shameti E., Dhuli E., Jahja T., Jarne A., Schuler M., Vokopola Z. (2014), *Albania Communes and Municipalities Typology*, Tiranë : Republic of Albania Institute of Statistics (Instat).

⁴⁰² L'Instat n'a pas calqué la géographie de son recensement sur la maille politique de base que constituent les villes et villages, mais a défini de manière arbitraire (selon des critères propres au recensement) des secteurs à l'intérieur du niveau supérieur, les communes et municipalités. La confusion de l'auto-déclaration d'appartenance villageoise et l'indisponibilité d'une géographie précises de frontières territoriales de ce maillage n'ont pas permis dans les opérations de post-traitement des données une attribution des ménages aux villes et villages. Ce travail est sans doute réalisable, ce qui permettrait de compléter des séries statistiques telles que produites depuis 1918 et surtout de produire des statistiques à cet échelon traditionnellement central de la vie sociale.

reporte aux taux de croissance moyens annuels par types de communes et municipalités (tableau 5.18), on voit que hors Tiranë, tous les types urbains centraux perdent de la population, ce qui n'avait pas été le cas jusque-là : les centres locaux perdent 1.8% par an, les régionaux 1.3%, même les centres d'importance nationale perdent 0.2% annuellement. Hors de la métropole, seules quelques villes « tiennent » (carte 5.63) : Sarandë, Vlorë, Lezhë, ainsi que les petites localités de Shëngjin, sur la côte, et de Koplaku, sur la route entre Shkodër et le Monténégro. Les petites « villes nouvelles » des montagnes connaissent une récession le plus souvent supérieure à la décennie précédente, les plus touchées étant les plus enclavées et/ou celles qui étaient exclusivement tournée vers l'extraction ou l'industrie (Memaliaj, Çorovodë, Selenicë, Krast, Ulzë, Rreps, Tepelenë, Fushë Arrëz, Rubik, Poliçan, Ersekë, Rubik). Plusieurs villes d'une certaine importance ont perdu la moitié ou presque de leur population en vingt ans (Delvinë, Çorovodë, Kuçovë, Tepelenë, Librazhd ou Patos). Les grands centres, si l'on exclut Durrës, perdent 6% de leur population, et Berat, le plus touché, 20%. La population de Fier et Vlorë est stable. La décreue des centres urbains est compensée dans certaines agglomérations non-métropolitaines d'une croissance dans les couronnes : c'est le cas à Shkodër, Pogradec ou Elbasan. Les communes voisines de villes qui connaissent des croissances significatives sont Shënkoll et Shëngjin dans l'agglomération de Lezhë, Aliko (Sarandë), Buçimas (Pogradec), Rrethinat (Shkodër) ou Labinot Fushë (Elbasan). La typologie de l'Instat distinguait dès sa première version (Schuler et al. 2010) les banlieues sur la base du niveau socio-économique de leurs habitants. Entre les deux décennies, un renversement s'opère, surtout dans la métropole : la croissance passe des banlieues « pauvres », celles qui concentrent l'immigration rurale, à d'autres plus favorisées, qui accueillent des projets immobiliers essentiellement destinées à reloger des habitants des centres, et dont la population passe en dix ans de 41'000 à 94'000 habitants.

Le développement du tourisme explique aussi certaines dynamiques, dans et hors de la métropole. Les flux touristiques à destination de l'Albanie atteignent à peine 30'000 personnes par an à la fin des années 1980 (Hall 2000, 35), alors que le tourisme domestique est lui plus florissant. Les deux types de tourisme sont strictement séparés. Le tourisme international dispose d'une infrastructure propre (hôtels *Albturist*) et est strictement encadré. Il n'y a visiblement pas de volonté de tirer réellement profit d'un tourisme de niche pour hauts revenus, le tourisme a plutôt vocation de propagande, l'identité nationale est fortement projetée à travers la culture matérielle (ibid.). Dès 1991 la transition difficile, l'instabilité et les violences pèjorent l'attractivité touristique et limitent le potentiel pour des investissements. Durant les six premières années (jusqu'en 1997), les investissements directs étrangers cumulés en Albanie ne se sont montés qu'à 300 millions de dollars, dont un tiers dans le secteur touristique (Hall 2000, 37). Ce « tourisme » international concerne alors presque exclusivement le personnel d'ONG ou les experts en développement (surtout Italiens et Américains) et représente environ 13'000 visiteurs en 1991, 40'000 en 1995 (ibid.). Le chaos de 1997 entraîne le pillage et la dégradation de certaines infrastructures touristiques (hôtel *Adriatiku* à Durrës, site archéologique de Butrint, etc.), pèjorant pour un temps l'image de l'Albanie et freinant les investissements touristiques. Mais la progression reprend dès les années 2000 (après la fin de la guerre au Kosovo en 1999) et grimpe rapidement à 937'000 en 2006 (Kruja 2012, 209), 2.4 millions en 2010 (ibid.), 3.6 millions en 2015 (Instat 2019, 10), 5.9 en 2018 (ibid.)⁴⁰³, 6.4 en 2019. Assez rapidement le tourisme étranger en Albanie devient un tourisme national, au sens où ce sont essentiellement des Albanais du Kosovo et des autres pays frontaliers qui constituent la majorité des visiteurs – du Kosovo : 37% en 2009, 35% en 2018 ; de Macédoine : 17% puis 11% ; du Monténégro : 7% puis 6% ; d'Italie : 6% puis 7% ; de Grèce : 6% puis 9% (Kruja 2012, 210 ; Instat 2019, 8)⁴⁰⁴. On voit que la part de Kosovars est prépondérante, mais qu'elle n'a pas augmenté avec l'ouverture de l'autoroute A1⁴⁰⁵. Alors que la volonté existait de promouvoir un tourisme durable qui aurait pu participer à soutenir un développement rural décentralisé, celle-ci a été rapidement battue en brèche par les pressions pour le développement d'un tourisme balnéaire de masse⁴⁰⁶, et qui plus est concentré sur les côtes les plus proches de la capitale, renforçant ainsi la

⁴⁰³ Ces chiffres comprennent l'ensemble des arrivées de citoyens étrangers pour motifs personnels ou professionnels. Les motifs professionnels sont très minoritaires, de l'ordre du pourcent, et parmi les motifs personnels, les vacances représentent le tiers en 2014, la moitié en 2018 (elles représentaient 75% en 2006, 68% en 2010). Une étrangeté des données publiées par Instat (2019, 10) est que les arrivées excèdent la somme des visiteurs journaliers (entre 5 et 10% du total) et des nuits passées sur le territoire, ce qui est impossible, d'autant que les touristes des pays voisins passent en moyenne près de quatre jours en Albanie, ceux d'Italie sept jours. Les données telles que publiées présentent plusieurs incohérences.

⁴⁰⁴ Ainsi le transport terrestre est de loin le plus utilisé (83% sur la période 2014-2018), et le poste frontière de Morinë (entre Prizren et Kukës, qui permet d'entrer depuis le Kosovo) est de très loin le plus courru, avec plus de deux millions de passage par an, contre moins de 700'000 à Rinas (aéroport de Tiranë) (Instat 2019, 9 et 10).

⁴⁰⁵ Cette autoroute (*Rruga e Kombit* – route de la Nation) qui permet de relier en à peine plus de deux heures le Kosovo aux plages de Durrës a vu ses premiers segments ouverts en 2009 justement, avec une exploitation complète en 2018.

⁴⁰⁶ Hall (2000, 39 et 42) identifie quatre facteurs qui ont empêché au départ un développement touristique plus harmonieux en Albanie : 1) la difficulté à désigner des zones touristiques prioritaires en raison de la dispersion du clientélisme politique ; 2) le manque de clarté des orientations politiques successives et la fusion du Ministère du tourisme dans celui du commerce (1997) ; 3) des acteurs extérieurs (du bassin méditerranéen et du Golfe), tirant avantage de la faiblesse économique de l'Albanie, ont fait pression pour développer un tourisme côtier de masse, pour lequel existait une demande en Europe centrale et orientale ; 4) la réaction aux politiques de rétention rurale et l'iconographie urbaine associée à la modernisation ont entraîné une forme de déconsidération de la ruralité, surtout dans les couches jeunes de la population.

dominance économique de la région métropolitaine⁴⁰⁷. La concentration de l'infrastructure touristique⁴⁰⁸ (trois quarts des établissements hôteliers dans quatre des douze préfectures albanaises) révèle trois pôles : le Nord autour de Shkodër (22%), le Centre (Tiranë et Durrës, 25%), la Côte ionienne (Vlorë et Sarandë : 29%). Mais la structure de l'offre n'étant sans doute pas comparable, il est très probable qu'en terme de nombre de lits la région métropolitaine vienne en tête et que l'offre du Nord soit plus en retrait qu'il n'apparaît⁴⁰⁹.

Le recensement de 2011 donne les résidences secondaires et de vacances par périodes de construction, ce qui permet de connaître l'importance, la séquence et la distribution spatiale du développement du tourisme sur la côte albanaise. Ces données reflètent bien le fait que le tourisme se développe après 2000 : le rythme de la construction de résidences secondaires s'établit à 700 par an dans les années 1990, à 3360 entre 2001 et 2005, à 3640 entre 2006 et 2011. Trois régions, les mêmes qui accueillent les plaisanciers du temps du communisme, voient leur côte se garnir de maisons de vacances après 1991 : sur l'Adriatique au nord les plages de Shëngjin, au centre celles autour de Durrës, et au sud, la Côte ionienne autour de Sarandë. Les plages centrales, proches de Tiranë, sont de très loin celles qui ont connu le bétonnage le plus spectaculaire : sur la bande littorale située sur les communes de Durrës, Rrëshbull et Golem, plus de 22'500 résidences de vacances ont été construites entre 1991 et 2011, dont la moitié entre 2001 et 2005. A Golem, ces logements représentent 92% de l'ensemble des logements construits après 2000, à Rrëshbull 61%, ce qui indique que même en l'absence de croissance de la population résidente (Golem en perd entre 2001 et 2011), ces zones sont très dynamiques. Ce phénomène s'étend vers le sud, mais dans de moindres proportions, sur les communes de Kavajë, Synej et Gosë. Au total, cette région côtière centrale compte pour 40% de la construction de résidences secondaires albanaises dans les années 1990, 70% au début des années 2000 et 50% dans les années précédant le recensement de 2011. Au nord, à Shëngjin et Velipojë (à la frontière monténégrine et dans le prolongement des *resorts* de Bar et Budva), la production de résidences secondaires débute après 2005, et les quelques 650 unités construites jusqu'à 2011 y représentent la moitié environ du nouveau parc immobilier. Quant à la Côte ionienne, la ville de Vlorë compte quelque 3800 résidences secondaires construites après 1991, Sarandë un millier, Orikum plus de cinq cents, et plus récemment (après 2005) Himarë, Aliko ou Lukovë connaissent également des niveaux de construction importants relativement à leur taille.

Les quelques données sur le tourisme intérieur (pour l'année 2017, Instat 2019, 17) soulignent l'attractivité de la Côte ionienne, destination de 35% du total des déplacements du motif « vacances et loisirs », alors que Tiranë accueille le plus grand nombre des séjours de visite aux amis et à la famille (29% du total) et des déplacements professionnels (32%). Les raisons de se rendre dans la préfecture de Vlorë sont donc avant tout touristiques (64%, contre 25% pour des visites), celles de se rendre à Tiranë sont liées à la famille (59% pour des visites, 13% pour les vacances, 28% pour des motifs professionnels et autres). Korçë et Durrës présentent des situations intermédiaires (35% pour les vacances, 50 à 60% pour les visites). Se dégage donc l'image d'un tourisme avant tout balnéaire, avant une concentration du tourisme albanais étranger sur les plages proches de Durrës, une prédilection des citoyens albanais pour la Côte ionienne, et sans doute un tourisme occidental mieux réparti dans les différents segments de l'offre touristique (offre culturelle⁴¹⁰, tourisme de plein air et de découverte), aussi en raison d'une qualité d'offre balnéaire inférieure aux pays voisins (Croatie, Grèce).

Cette attraction des littoraux, manifeste dans le domaine touristique mais également réelle pour ce qui concerne les lieux de résidence de ceux qui en ont les ressources financières, est hors de la métropolisation et de modestes extensions suburbaines autour de Shkodër et Elbasan le seul phénomène clairement inscrit dans la distribution spatiale de la croissance démographique des années 2000. Si elle est particulièrement évidente autour de Sarandë, on peut également mentionner Shënkoll et Shëngjin au nord, ainsi que Buçimas, voisine de Pogradec sur la rive sud du lac Ohrid, qui connaît une légère croissance (Pogradec et Buçimas ont aussi quelque six cents nouvelles résidences secondaires).

⁴⁰⁷ « Within restructuring processes, tourism has the potential to ameliorate uneven regional development. In practice, however, it has tended to reinforce the economic dominance of metropolitan regions, as spatial and structural distortions in post-communist economies have tended to focus activity on major urban areas in favoured regions, not least in tourism » (Hall 2004, 168).

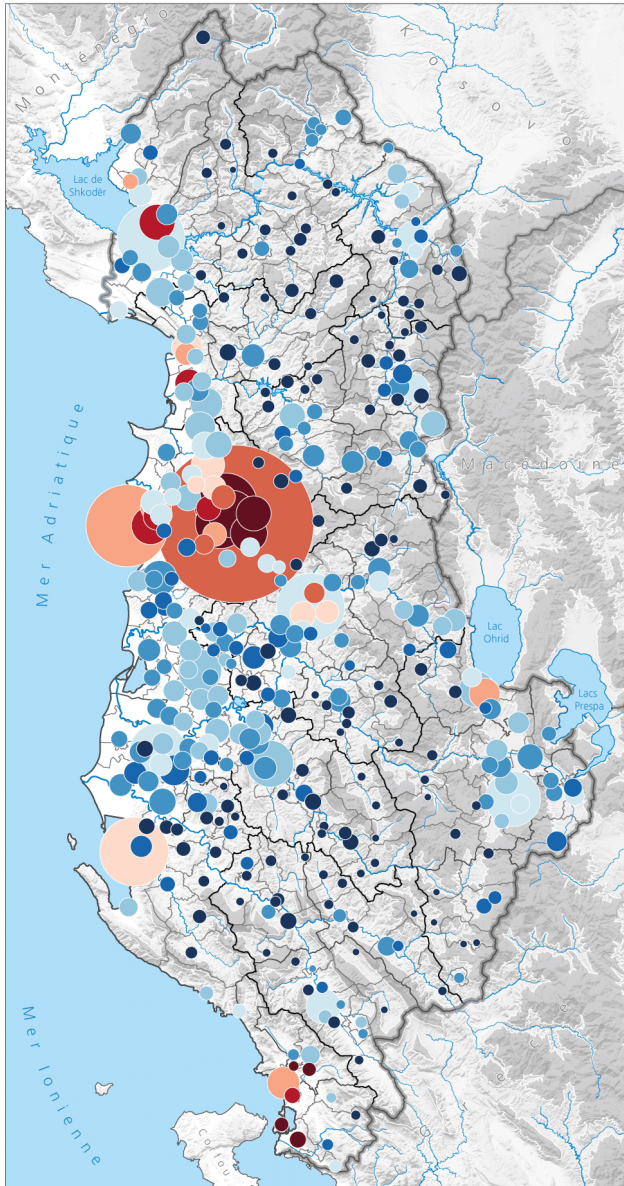
⁴⁰⁸ Kruja (2012, 211) donne 81 hôtels en 1996, 290 en 2010, le Ministère du tourisme (sur la base de données fiscales) en donne environ 1600 pour 2018 (Ministria e Turizmit dhe Mjedisit, *Turizmi në shifra për vitin 2018*).

⁴⁰⁹ Les données publiées par le Ministère du tourisme (Ministria e Turizmit dhe Mjedisit, *Turizmi në shifra për vitin 2018*) ne donnent que le nombre d'établissements, sans distinguer au niveau régional les hôtels (qui représentent globalement 65% des établissements) des logements de vacances ou des simples chambres. Les grands hôtels sont concentrés à Tiranë, Durrës, Vlorë et Sarandë, ailleurs l'essentiel consiste en établissements de plus petite taille.

⁴¹⁰ Les monuments les plus visités en 2018 sont 1) le parc archéologique Butrint tout au sud (211'500 visiteurs) ; 2) la vieille ville fortifiée de Berat (131'300) ; 3) la forteresse de Gjirokastrë (113'200) ; 4) le parc archéologique de Shkodër (102'700) ; 5) le Musée Kastriot à Krujë (73'300) ; 6) le Musée historique de Tiranë (60'900) (Ministria e Turizmit dhe Mjedisit, *Turizmi në shifra për vitin 2018*).

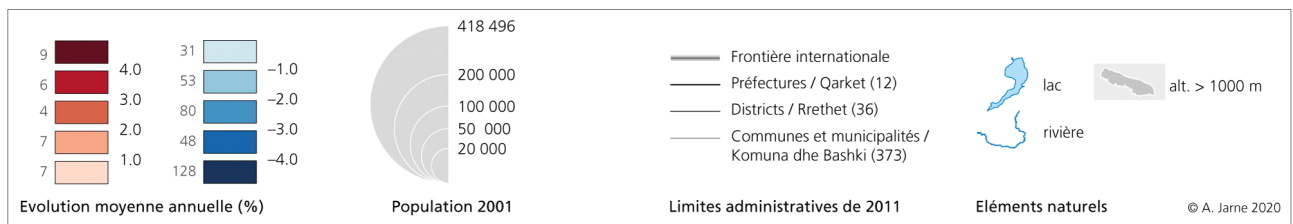
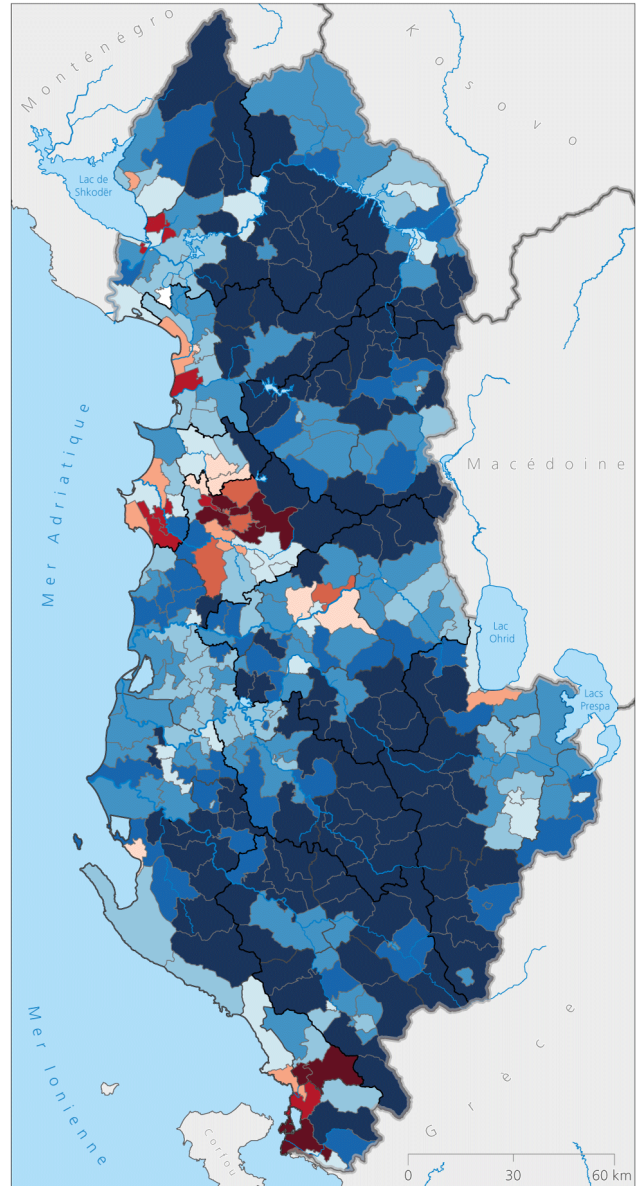
Variation moyenne annuelle de la population

Communes et municipalités albanaises - carte en symboles

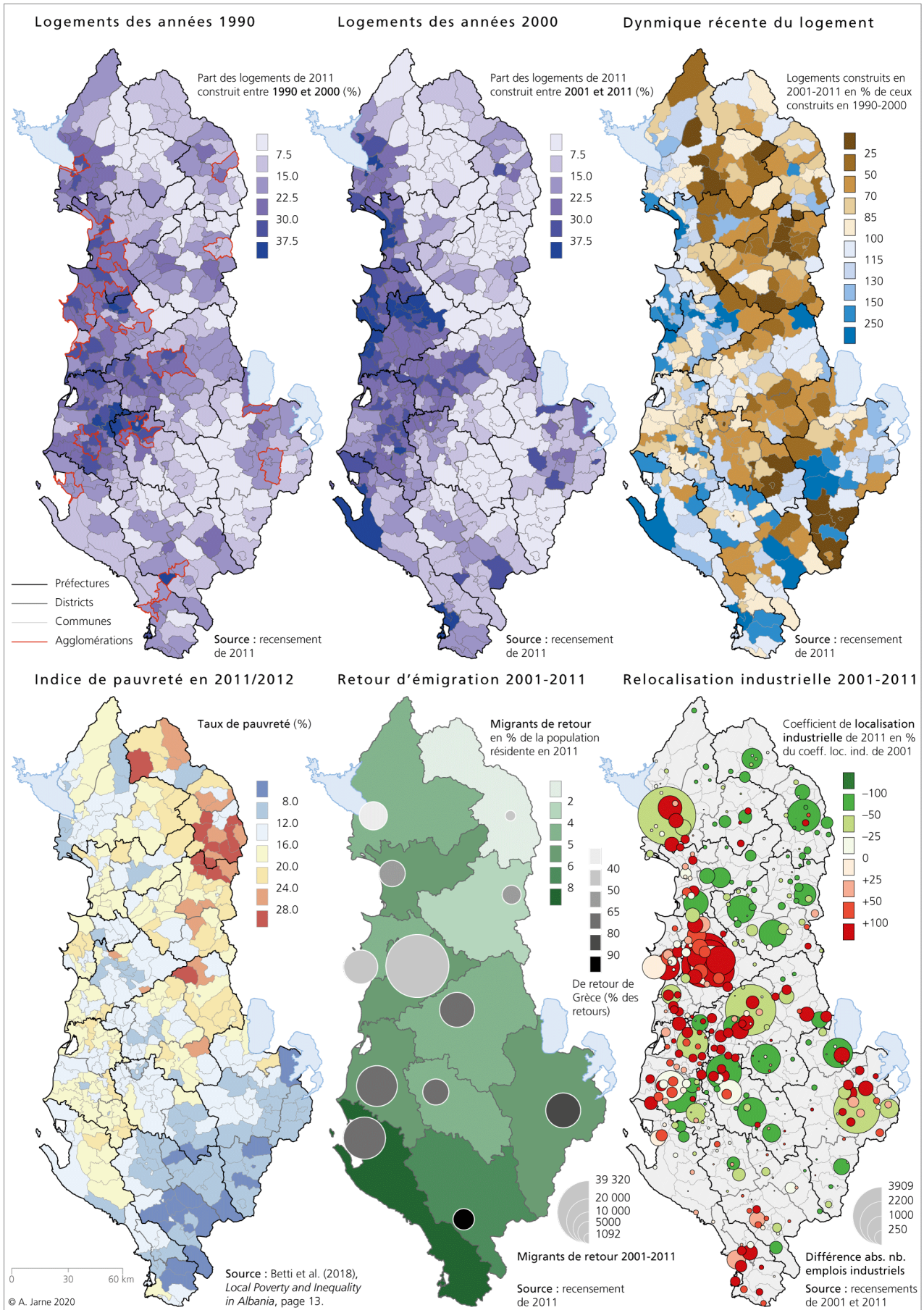


2001-2011

Carte choroplèthe



Cartes 5.142 et 5.143 : Croissance de la population, 2001-2011.



Cartes 5.144 à 5.149 : Différents aspects de la dynamique territoriale des années 2000

Le moteur principal de la différenciation spatiale des taux de croissance est bien-sûr la migration. Pour donner la mesure de celle-ci, nous disposons de plusieurs données fragmentaires issues du recensement de 2011⁴¹¹ que nous essayons ici de mettre en correspondance⁴¹². Il s'agit 1) des chiffres donnés dans la publication sur le thème des migrations (Instat 2014c) ; 2) des tableaux publiés au niveau des préfectures ; et 3) d'une matrice de commune à commune, mais qui s'avère lacunaire et ne donne pas la population qui résidait à l'étranger en 2001. On voit dans le tableau 5.22 que dans la matrice communale manquent les 96'000 personnes enregistrées en 2011 qui déclaraient résider à l'étranger en 2001, ainsi que presque 123'000 autres, soit un peu plus de 5% de la population demeurée en Albanie⁴¹³. Cette sous-déclaration est plus importante évidemment chez les personnes ayant déménagé : si l'on calcule la migration entre préfectures sur la base de la matrice communale, les chiffres sont en moyenne 11% inférieurs (et jusqu'à 15% à Gjirokastrër) à ceux officiels (taux de complétude donnés dans les colonnes 5 et 12 du tableau 5.22). Quant à la migration au niveau infra-préfectoral, elle paraît sous-évaluée dans les tableaux publiés par Instat puisqu'elle ne représente que 29'000 personnes, soit 17% seulement de ce qu'indique la matrice (168'000). On peut donc raisonnablement envisager que les mouvements entre communes ont dû concerner 415'000 personnes environ, soit 229'000 mouvements inter-préfectures (Instat 2014c, 19) et 186'000 intra-préfectures (ajout de 11% aux données de la matrice), des chiffres soit dit en passant tout-à-fait comparables à ceux de la migration internationale.

Population du recensement de 2011 selon le lieu de résidence en 2001												
Préfecture	Total	A l'étranger	En Albanie		Compl. matrice	Même lieu de résidence		Même préfecture, autre commune		Dans une autre préfecture		Compl. matrice
	Officiel	Officiel	Officiel	Matrice	%	Officiel	Matrice*	Officiel	Matrice	Officiel	Matrice	%
Berat	125'017	3'294	121'723	116'931	96.1	111'407	102'631	2'212	6'562	8'104	7'738	95.5
Dibër	115'963	1'759	114'204	109'642	96.0	108'827	98'408	731	6'795	4'646	4'439	95.5
Durrës	226'808	8'560	218'248	202'117	92.6	183'280	157'613	909	14'884	34'059	29'620	87.0
Elbasan	257'447	7'837	249'610	234'862	94.1	234'917	208'362	5'336	18'521	9'357	7'979	85.3
Fier	272'106	8'901	263'205	246'698	93.7	243'306	212'909	3'862	19'434	16'037	14'355	89.5
Gjirokastrër	64'953	3'360	61'593	57'851	93.9	58'021	52'241	733	3'208	2'839	2'402	84.6
Korçë	194'921	7'953	186'968	179'251	95.9	176'504	156'847	3'475	16'268	6'989	6'136	87.8
Kukës	70'786	1'239	69'547	64'965	93.4	67'051	58'870	525	4'361	1'971	1'734	88.0
Lezhë	116'109	4'101	112'008	102'580	91.6	93'521	79'058	4'677	10'843	13'810	12'679	91.8
Shkodër	187'111	5'555	181'556	169'975	93.6	169'093	151'490	3'293	10'362	9'170	8'123	88.6
Tiranë	650'771	31'693	619'078	595'683	96.2	504'633	445'635	2'265	49'310	112'180	100'738	89.8
Vlorë	154'966	12'154	142'812	137'381	96.2	132'135	121'330	887	7'278	9'790	8'773	89.6
Albanie	2'436'958	96'406	2'340'552	2'217'936	94.8	2'082'695	1'845'394	28'905	167'826	228'952	204'716	89.4

* Pour la donnée officielle, il s'agit vraiment du même lieu de résidence. Dans la matrice, il s'agit de la même commune.

Tableau 5.22 : Migration au niveau des préfectures, comparaison des chiffres officiels du recensement et de ceux de la matrice intercommunale

La figure 5.9 illustre le volume des flux intercommunaux selon la typologie de l'Instat pour les deux dernières décennies (en bleu : 1989-2001 ; en rouge : 2001-2011 ; la première ligne montre la taille des flux de la capitale vers tous les autres types, etc.)⁴¹⁴ On observe deux principaux types de flux entre 1989 et 2001 : des communes rurales vers les différents types urbains – centres locaux, régionaux, nationaux et capitale, ainsi que vers les banlieues de Tiranë (« *metropolitan suburban* ») – et des centres urbains régionaux et locaux vers Tiranë. Si les flux du premier type, qui correspondent à l'exode rural, en particulier celui, massif, du nord de l'Albanie vers les banlieues nord de Tiranë (Pakuqan, Kamëz), se sont largement taris dans la seconde décennie, ce n'est pas le cas de l'ample mouvement des centres de second ordre vers la région capitale : non seulement les flux vers Tiranë sont stables, voire en légère croissance, mais surtout, à ceux-ci s'ajoutent des flux à peu près équivalents vers la périphérie métropolitaine. Cette périphérie métropolitaine est le théâtre, depuis le milieu des années 2000, d'une urbanisation rapide, dense et localisée (Farkë, Dajt, Vaqarr) correspondant à l'extension de la ville de Tiranë et accueillant principalement des familles issues de celle-ci. Ainsi les flux, qu'on peut assimiler à de l'exode rural (des

⁴¹¹ Nous n'avons pas eu accès aux données individuelles du recensement de 2011, mais avons obtenu dans le cadre des analyses post-censitaires une matrice de commune à commune que nous utilisons pour les analyses qui suivent. Celle-ci compte 2.218 mio de personnes, alors que le tableau d'Instat – disponible en ligne : <http://www.instat.gov.al/en/themes/censuses/census-of-population-and-housing/#tab2>, Tab. 1.1.4 Resident population by sex, age group and place of residence on 1 April 2001) – en compte 2.437 mio et que la population albanaise âgée de 10 ans et plus est de 2.455 mio.

⁴¹² Les données telles que publiées ne permettent pas de calculs aux niveaux les plus intéressants pour notre propos, ceux des communes et de la typologie.

⁴¹³ Probablement des personnes pour lesquelles l'information de l'ancien domicile n'était pas correctement saisie au niveau communal.

⁴¹⁴ Les valeurs de référence pour ce graphique, de même que tous les chiffres cités, agrégés par types, utilisés pour la cartographie etc. sont basés sur la matrice communale. On peut donc les considérer de manière générale une douzaine de pourcents inférieurs à la réalité. On retrouve les chiffres correspondant aux % des flux entrants et sortants que représente chaque paire OD pour les deux périodes dans les tableaux 5.20 et 5.21. La représentation graphique est cependant plus parlante pour envisager la part prise par chaque type de mobilité et la réorientation des flux.

communes agraires vers de l'urbain), passent de 196'000 personnes à 76'000 (soit une baisse de plus de 60%), ceux de l'urbain régional vers le métropolitain de 52 000 à 86 000 (soit une hausse de 65 %), et ceux de l'urbain central vers les périphéries de 4000 à 48'000 (+1125 %, en distinguant le métropolitain), dont 37'000 de Tiranë vers ses banlieues. Enfin, certains flux importants sont restés presque stables : les flux entre communes agraires, de 65'000 à 5'000. Les tableaux 5.20 et 5.21 donnent la même information sous forme chiffrée. La dernière ligne du tableau 5.21, qui somme la part du total des flux entrants captés par chaque type de commune est éloquent quant à ce virage de la suburbanisation : tous les types de centres captent une part moindre de l'immigration interne dans la seconde décennie (Tiranë captait 20% des flux entrants en 1989-2001, elle n'en capte plus que 16% en 2001-2001 ; les centres nationaux passent de 18 à 11%, les régionaux de 8 à 5%, les locaux de 6 à 3%) et tous les types de banlieues une part plus élevée (quartiers métropolitaines « pauvres » de 15 à 19%, « riches » de 2 à 11%, etc.). Ces mouvements internes sont imbriqués dans un système migratoire plus large incluant la poursuite de l'émigration internationale et phénomène nouveau, surtout depuis 2008, la migration de retour.

Typologie Instat 2011

Comparaison des migrations internes entre les périodes 1989-2001 et 2001-2011

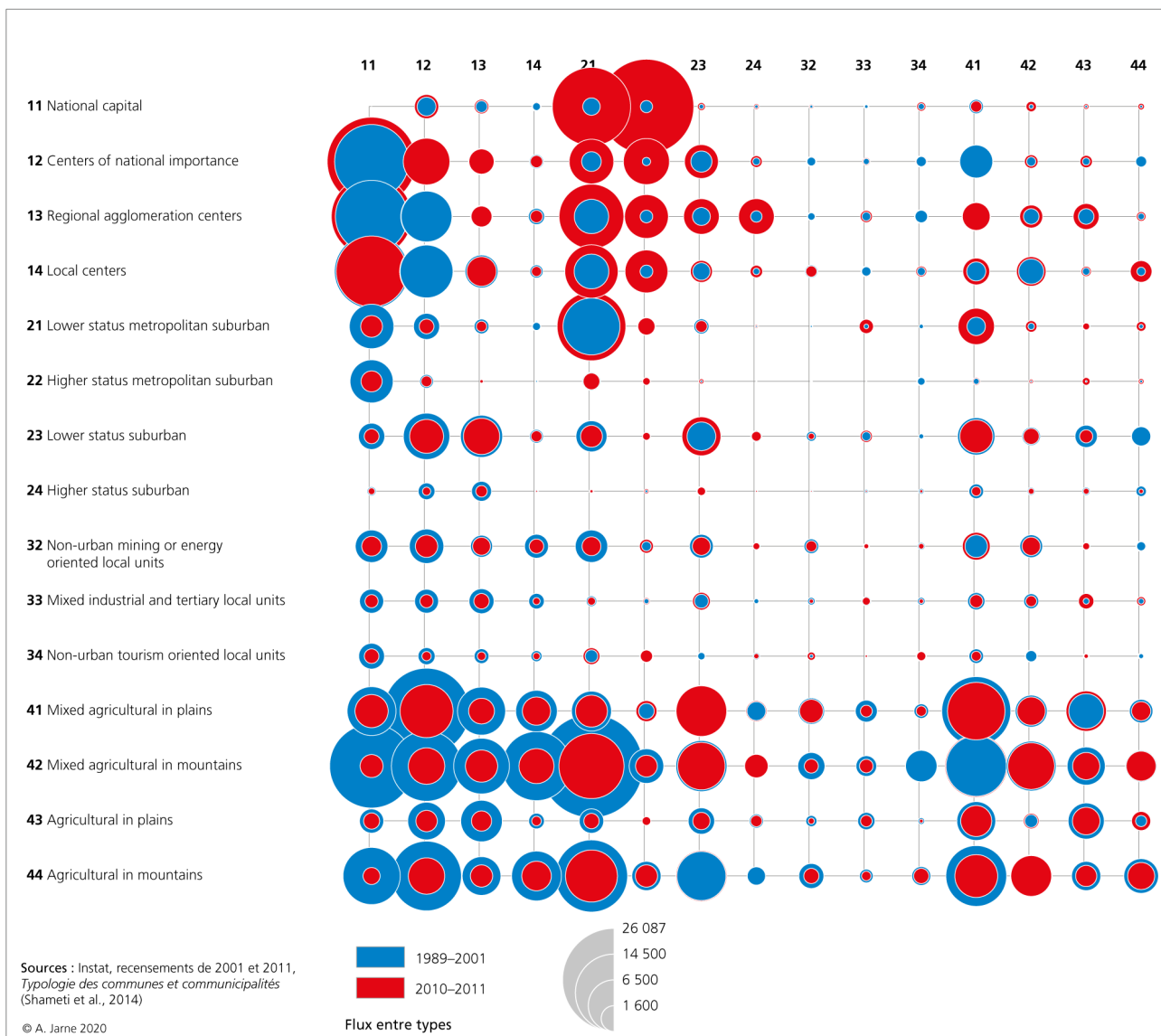


Figure 5.9 : Matrice des migrations intercommunales selon la typologie pour les périodes intercensitaires 1989-2001 et 2001-2011.

5.6.7 Migration interne, émigration et migration de retour

Le calcul indirect de l'émigration durant la décennie a été proposé par Instat en 2014 (Instat 2014c, 31-33), il donne une émigration nette de 371'400 personnes⁴¹⁵, et au total 481'600, après qu'on ait ajouté 110'200 personnes revenues au pays entre 2001 et 2011 (et qui étaient à l'étranger en 2001). Nous avons fait le même type de calculs au niveau communal uniquement pour la période intercensitaire précédente, mais ceux-ci sont altérés par les lacunes dans les données et compliqués par le fait qu'une migration de retour significative marque la fin de la décennie. Nous avons tenté de corriger au plus juste les différents problèmes qui se posent⁴¹⁶ à travers les étapes suivantes :

- 1) Les flux internes intercommunaux tels que présents dans la matrice ont été augmentés de 11% (compensation des données manquantes)
- 2) L'émigration locale a été calculée en faisant la différence entre la population présente en 2001 dans les communes et celle qui déclarait en 2011 y avoir résidé à ce moment-là. Le total est de 848'000 personnes. Si l'on soustrait la migration de retour de la période (personnes présentes en 2011 mais absentes en 2001), soit 110'200 individus (Instat 2014c, 33), ainsi que la population manquante dans la matrice (122'600 personnes), on obtient un total de 616'000 personnes. Si l'on affecte 60% de cette population « manquante » à l'émigration (et 40% à la mortalité), on obtient une émigration nette de 370'000 personnes. L'ordre de grandeur paraît très pertinent puisque Instat (2014c, 33) donne 371'000 en utilisant une autre méthode (mais sans pouvoir attribuer localement l'émigration).
- 3) Comme on ne dispose pas des données communales de la migration de retour, on en a fait une estimation basée sur a) les classes de la cartographie des « returnees » (Instat 2014, 47)⁴¹⁷, b) les totaux tels que connus par préfectures, 3) une certaine proportionnalité avec l'émigration, puisque la majorité des migrants revient d'où elle est partie (90%)⁴¹⁸.

	Population		Immigration			Emigration*					Solde migratoire				Intensité				
	2001	2011	Interne abs.	% rel.	% rural	Retour étr.**	Interne abs.	% rel.	Internat. abs.	% rel.	Total abs.	% rel.	% étr.	Interne abs.	% rel.	Total* abs.	% rel.	int.	tot.*
CAP	341	418	64	18.8	12.5	20	45	13.2	27	8.0	72	14.7	37.6	19	5.6	12	3.5	32.1	46.0
NCTR	501	492	45	9.0	40.3	24	49	9.9	65	13.0	115	20.1	56.9	-4	-0.9	-45	-9.0	18.9	36.8
RCTR	227	200	19	8.3	46.4	9	57	25.1	22	9.8	79	30.8	28.1	-38	-16.7	-52	-22.7	33.4	47.0
LCTR	142	118	11	7.7	82.4	2	46	32.2	9	6.1	54	35.6	15.9	-35	-24.5	-42	-29.3	39.9	47.3
LMSUB	234	286	81	34.5	30.1	8	21	9.2	40	16.9	61	26.7	64.8	59	25.3	28	11.9	43.7	64.1
HMSUB	41	94	47	114.3	10.9	4	3	8.0	8	20.6	12	23.1	72.0	44	106.3	39	94.7	122.3	151.9
LSUB	213	194	36	16.8	64.1	8	19	9.1	43	20.0	62	30.4	68.8	16	7.7	-18	-8.3	25.9	49.8
HSUB	43	44	9	20.7	47.6	3	2	3.5	10	22.3	11	24.5	86.5	7	17.2	1	1.8	24.2	53.4
MINEN	75	50	4	5.8	76.8	1	10	13.7	14	19.1	25	36.2	58.2	-6	-8.0	-19	-25.4	19.5	40.3
INDTER	59	38	4	6.2	47.5	3	5	8.3	15	24.9	20	35.8	75.1	-1	-2.1	-13	-22.6	14.5	43.8
TOUR	44	41	6	13.5	69.3	2	4	8.7	8	18.4	12	28.5	68.0	2	4.8	-4	-10.1	22.1	44.0
MAGRP	488	375	45	9.1	67.6	14	46	9.4	97	20.0	143	31.8	68.1	-1	-0.2	-84	-17.2	18.5	41.4
MAGRM	314	209	20	6.3	71.2	6	56	17.9	58	18.3	114	38.6	50.6	-36	-11.5	-88	-27.9	24.2	44.4
AGRP	164	129	15	9.1	76.1	3	13	7.8	31	18.8	44	29.9	70.8	2	1.4	-25	-15.3	16.9	37.9
AGRM	181	110	11	5.8	67.0	3	39	21.6	33	18.4	72	42.8	46.0	-29	-15.8	-59	-32.8	27.4	47.3
Albanie	3067	2799	415	13.5	41.5	110	415	13.5	480	15.6	895	28.8	53.6	0	0.0	-370	-12.1	27.1	46.3

Tableau 5.23 : Synthèse par types de communes et municipalités (2011) des données de la migration interne et internationale pour la période 2001-2011 (en milliers). Les colonnes avec * reposent sur l'estimation de l'émigration, celle avec ** sur l'estimation de la migration de retour. Les valeurs relatives sont calculées par rapport à l'année de départ (2001). Abréviation des types : se référer au tableau 5.18.

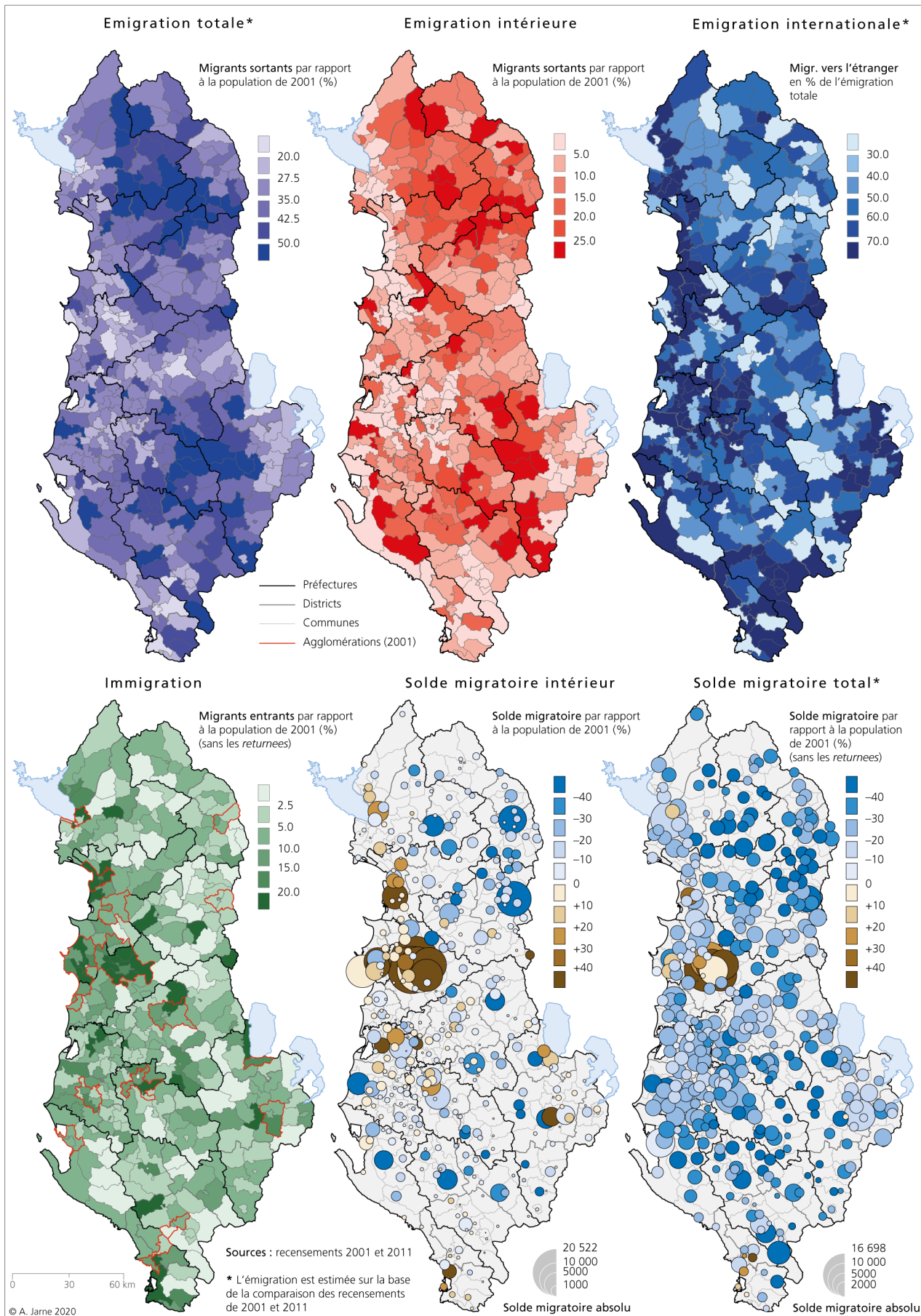
⁴¹⁵ Basé sur la population du recensement de 2001, les naissances enregistrées à l'état-civil et les décès selon les projections de population faites après le recensement de 2001 (Instat 2014c, 31).

⁴¹⁶ Aussi en raison d'un accès limité aux données. Certains des chiffres proposés ici seraient vérifiables en cas d'accès plus large aux données complètes.

⁴¹⁷ Cette carte est basée sur une donnée légèrement différente qui décrit également la migration de retour : la population qui a été absente du pays durant plus d'un an et qui y est revenue dans l'intervalle intercensitaire. Ce qui signifie que les chiffres intègrent aussi des personnes présentes en 2001, puis partie en revenues avant 2011. Le total est par conséquent un peu plus élevé (139'800 personnes), nous l'avons redressé.

⁴¹⁸ Voir l'étude sur la migration de retour publiée par Instat en 2013 (à la page 33) qui montre que seuls 10.4% de ceux qui reviennent s'établissent ailleurs qu'à leur lieu de naissance ou de résidence usuelle (figure 3). Ceux qui ne reviennent pas là d'où ils sont partis se rendent à surtout Tiranë (figure 4, p. 33).

Communes et municipalités albanaises
Indicateurs synthétiques de la migration entre 2001 et 2011



Cartes 5.150 à 5.155 : Indicateurs synthétiques de la migration entre 2001 et 2011

Le tableau 5.23 propose une synthèse complète par types de communes et municipalités. La structure spatiale des migrations nationales et internationales est donnée par les cartes 5.147 à 5.152 (comparables à celles de la décennie précédente, 5.126 à 5.131). L'émigration locale a été estimée de la même manière. L'émigration de retour, qui devient importante sur la fin de la décennie, est intégrée dans le tableau, pas dans les cartes. On observe que la migration conserve sur la seconde décennie démocratique presque la même intensité : 895'000 personnes ont quitté leur commune dans l'intervalle intercensitaire, soit presque un tiers des Albanais (28.8%). La part de ceux qui optent pour l'étranger demeure la même (soit un peu plus de la moitié), mais la composition des émigrants évolue vers une structure plus féminine (regroupement, voir figure 5.8), plus rurale (l'émigration internationale augmente en termes relatifs dans les campagnes alors qu'elle baisse en ville, elle augmente même en termes absolus dans les communes agricoles de plaine), et géographiquement plus diffuse : alors qu'elle était essentiellement un phénomène côtier et du sud, elle concerne maintenant fortement les régions centrales – autour de Berat et Kuçovë par exemple – et atteint même le Nord-Est dont les émigrants optaient jusque-là presque exclusivement pour la région capitale. Dans les grandes villes, l'émigration a baissé, et à Tiranë, elle a de plus été compensée par le retour d'émigrés dans des proportions plus élevées qu'ailleurs : globalement, ces retours équivalent à moins d'un quart des départs, et aux trois-quarts pour Tiranë. Le gradient qui voit la part de l'émigration internationale augmenter en fonction de la taille des villes demeure vrai, sauf pour Tiranë dans laquelle le phénomène de la suburbanisation occupe désormais le devant de la scène : 27'000 personnes ont quitté le centre pour l'étranger, 45'000 pour sa banlieue proche. Si on considère globalement les mouvements concernant les centres urbains, on voit que l'émigration y a le même volume que durant la décennie précédente mais que d'orientée à 75% vers l'étranger elle passe à 76% d'émigration interne. L'immigration y est en forte chute, globalement de 21 à 10%, mais de manière très marquée dans les petits centres, qui se partageaient presque 30'000 nouveaux arrivants dans la première décennie contre guère plus de 10'000 dans la seconde. Ces centralités locales héritées ont en termes d'attractivité perdu tout statut urbain : l'immigration y est plus faible que dans les communes rurales de plaine, à peine supérieure à celles de montagne. Leur bilan migratoire interne était équilibré par l'apport de villages voisins (-3%), il est désormais de -25%, soit une perte de 35'000 personnes, 40'000 si on compte l'émigration étrangère (et les retours). Ceux qui dans un premier temps avaient trouvé refuge dans ces îlots d'urbanité résiduelle ne sont pas restés : il s'agissait d'un phénomène de transition. La cartographie des soldes migratoires laisse apparaître l'atomisation des bilans positifs des centres vers les banlieues métropolitaines, le lissage de soldes globaux négatifs, dont l'intensité demeure montagnarde mais dont la masse est descendue dans les plaines, et le maintien presque exclusif des soldes internes fortement négatifs par les centres régionaux et locaux périphériques. De manière générale l'image de la migration se brouille, les contrastes s'amenuisent, les tendances se diffusent.

Dans ce contexte d'abandon des périphéries et de dissipation de la maille urbaine fine, la question de la distribution spatiale de la migration de retour revêt un intérêt particulier : celle-ci ne pourrait-elle pas – comme dans le cas historique resté présent à l'esprit des Albanais où la richesse relative des villages du Sud au début du 20^{ème} siècle est associée au capital social et économique lié à l'émigration et aux retours – atténuer les effets de la centralisation excessive qui vide les régions de leur substance ? D'une part l'envoi de fonds a permis à de nombreuses familles de survivre en demeurant au village, et d'autre part lors du retour, un certain ancrage (liens familiaux, biens immobiliers, etc.) pourrait favoriser des investissements et le déploiement d'activités sur un mode plus décentralisé, à contre-courant des dynamiques migratoires internes. Parmi les données statistiques publiées, l'une semble aller dans ce sens, celle qui dit que seuls 10.4% des migrants de retour s'installent ailleurs en Albanie que là d'où ils sont partis (Instat 2013, 33). Ceux qui changent de domicile à leur retour optent pour les régions économiquement fortes : préfecture de Tiranë, Durrës, et dans une moindre mesure Vlorë et Lezhë (la préfecture de Gjirokastër est celle qui « perd » la plus grande parties de ses retournants). Mais une large majorité revient donc d'où elle est partie (89.6%), et cet endroit est aussi le plus souvent celui de la naissance (dans deux tiers des cas). Les publications officielles donnent aussi à grosse maille la géographie des retours (carte 5.148). Elle est étroitement liée au fait que la grande majorité revient de Grèce : 62% pour la période 2001-2011, 71% sur la période 2009-2013 (ibid., 9), bien que le pays ne compte qu'environ 43% des émigrés albanais à ce moment selon les chiffres de l'OCDE⁴¹⁹. La distribution des retours met donc en valeur les préfectures du Sud surtout – les rapatriés représentaient plus de 10% de la population dans la préfecture de Vlorë en 2011, 6.3% dans celle de Gjirokastër – ainsi que celles côtières. L'image qui domine semble donc être celle d'un « retour au village ». Mais selon nos calculs⁴²⁰, une autre hypothèse émerge. En effet, si la variabilité par types de communes du rapport des retours à la population résidente est faible – le *returnees* représentent par exemple environ 5% de la

⁴¹⁹ L'évolution des retours par pays de provenance montre à partir de 2007 une augmentation générale, mais particulièrement brutale pour ceux qui reviennent de Grèce, qui sont moins de 5000 à rentrer en 2007 et près de 20'000 en 2010 (Instat 2014c, 40).

⁴²⁰ Calculs un peu fragilisés par le fait que, comme expliqué plus haut, faute d'un accès aux données, le chiffre des *returnees* par communes est une estimation. Cf. supra.

population à Tiranë, et la moitié dans les anciennes villes minières ou les villages de montagne –, la variation est beaucoup plus forte lorsqu'on compare le nombre des *retournees* à celui des émigrants (par types). 27'000 personnes avaient quitté Tiranë pour l'étranger entre 2001 et 2011, 20'000 sont revenues (74%, pas forcément les mêmes) ; 87'000 avaient quitté les villes grandes et moyennes, 33'000 sont revenues (38%) ; 219'000 enfin avaient quitté les communes rurales, seuls 27'000 y sont revenues (12%). Ce qui semble indiquer que lorsqu'on rentre au pays, on tend certes à revenir là d'où on vient, mais aussi et peut-être surtout, que si l'on a émigré directement d'une région périphérique et sans perspectives économiques, on choisit plutôt *de ne pas revenir*. Le seuil de tolérance aux difficultés vécues à l'étranger (comme la « crise grecque ») semble ainsi confronté aux perspectives économiques d'un retour projeté, et ces perspectives intègrent le niveau de développement du lieu qu'on avait quitté, puisqu'il est probable qu'on y retourne. L'autre élément qui incite à un certain pessimisme quant à un redéploiement économique via les *retournees* réside dans leur très faible capacité à investir : 92% déclaraient n'avoir investi dans aucun projet à leur retour (Instat 2013, 45). Les statistiques des transferts de fonds indiquent également que seuls 10 à 12% de l'argent reçu est investi plutôt que consommé dans les ménages, et que lorsqu'il y a investissement, le principal, et de très loin, consiste à construire une maison pour sa famille (dans 80% des cas) plutôt que d'essayer de développer une activité économique (16%) (Instat 2014c, 44). La carte 5.145 met en lumière une dynamique de la construction plus décentralisée dans la seconde décennie démocratique, avec un accent au sud à mettre en lien avec le retour des émigrés de Grèce. Les chiffres montrent la saturation des centres, la forte dynamique des périphéries suburbaines, ainsi qu'une reprise, à des niveaux naturellement bien moindres, dans les zones rurales, même à la montagne (Shameti et al. 2014, 54). Si la forme de l'urbanisation persiste, on peut voir dans ce dynamisme le risque d'investissements non durables.

5.6.8 *Sous-urbanité et ruralisation*

Si on s'intéresse maintenant un instant spécifiquement au devenir des villes, de Tiranë surtout⁴²¹, on peut d'un point-de-vue théorique évoquer la distinction entre la « ville postsocialiste » conçue comme modèle urbain, distinguée et décrite comme telle (Hirt, 2013), et cette même ville abordée sous l'angle de la trajectoire historique, c'est-à-dire des continuités/discontinuités sociales et institutionnelles entre le socialisme et le régime qui lui fait suite. Dans le second cas, la ville est abordée sous l'angle des traductions spatiales des mécanismes socio-économiques et politiques de la *transition* : suburbanisation, gentrification et ségrégation au niveau intra-urbain, ainsi qu'une intégration progressive dans l'économie globale trouvant son expression spatiale dans la métropolisation (Coudroy de Lille, 2016). Dans les années 1970, la question posée par les théoriciens de la ville socialiste portait sur la réelle spécificité de celle-ci *versus* un simple différentiel des rythmes de développement dans un processus caractérisé essentiellement et partout au 20^e siècle par l'industrialisation et la modernisation, qu'elles soient les produits du socialisme ou de l'économie de marché. Hamilton et French (1979) ont été au cœur de l'école dite historique (Hirt 2013)⁴²² pour laquelle une économie politique et des modes de production différents ont déterminé des formes et des fonctions urbaines sensiblement différentes. Si on adopte cette posture, on peut relayer certaines spécificités observables propres aux villes dites socialistes (Szelenyi, 1996, cité par Hirt, 2013) : faible urbanisation (faible part de population urbaine au niveau national), faible urbanité (moins de mixité fonctionnelle et de diversité sociale) et structure spatiale spécifique (générosité des espaces publics, importants blocs résidentiels standardisés, conglomérats industriels, etc.). La transition se décline en processus (décentralisation, développement du commerce et des services, restitutions foncières et immobilières, désindustrialisation, polarisation sociale) qui travaillent les formes urbaines héritées, produisant le plus souvent suburbanisation et métropolisation, mais aussi une augmentation de la mixité ainsi que certaines formes de ségrégation (comme la gentrification) que les États socialistes avaient souvent su contenir sans toutefois les annuler (Hamilton et French, 1979, Coudroy de Lille, 2011).

Si les États socialistes, au premier rang desquels l'Albanie, se sont bien caractérisés par une sous-urbanisation, leurs villes se distinguent donc également par un gradient d'urbanité inférieur à celui des villes de l'Ouest. Ce dernier est lié à une faible mixité sociale et fonctionnelle ainsi que, tout au moins pour l'Albanie, à la petite taille des unités urbaines, aux fortes restrictions de mobilité – internes⁴²³ et avec l'étranger⁴²⁴ – et au mauvais état des communications, aux différents dispositifs d'assignation spatiale, à la mainmise de l'État sur la production et

⁴²¹ Les chapitres 5.6.8 et 5.6.9 sont repris d'un article publié dans la revue en ligne *Belgeo* : JARNE A. (2018), « Fragmentation de l'espace urbain postsocialiste en Albanie », *Belgeo*, 4 | 2018.

⁴²² Par opposition à une école dite « écologique » qui considère simplement un retard de développement des villes socialistes.

⁴²³ Voir en particulier Sjöberg (1994).

⁴²⁴ Dès 1960, rupture avec l'URSS, puis après 1978, rupture avec la Chine, isolement diplomatique et économique.

l'allocation des logements, à une structure centralisée à bien des égards (administration, enseignement supérieur, etc.) ainsi qu'aux différents freins aux interactions sociales déployés par le pouvoir autoritaire. La question de la mobilité, notamment résidentielle, nous intéresse en particulier ici : en effet, elle contribue activement à la structuration des gradients de densité et de diversité déterminant ensemble le niveau d'urbanité. La diversité régionale d'origine des habitants est utilisée ici comme une mesure de la mixité sociale des villes.

On peut dans cette perspective considérer trois types de villes : la capitale, vers laquelle s'orientent les seuls flux significatifs (en particulier avant 1960) ; les villes existantes qui, lors de leur « socialisation », conservent leur caractère au mieux de centre régional ; les villes nouvelles ou celles qui développent une importante activité industrielle ou minière, dans lesquelles un embryon de mixité se développe qui ne survivra pas à l'effondrement des activités extractives ou industrielles qui ruineront leur maigre attractivité dès 1991. L'urbanité propre à Tiranë, si son existence est combattue d'un point de vue idéologique car contraire à la doxa de l'égalité des conditions de vie entre la campagne et la ville, demeure cependant une réalité à travers toute la période communiste⁴²⁵. La mesure des mouvements de la population durant la période communiste⁴²⁶ sur la base du recensement de 2001 montre la faible part des personnes natives d'autres provinces dans les villes albanaises. Si Tiranë a en 1989 près de 30% d'habitants natifs d'ailleurs, les autres villes en comptent en moyenne entre 5% et 15%, leur taille jouant un rôle, mais davantage encore leur localisation dans des bassins d'immigration interne. Par exemple, la diversité est quasi-nulle dans les bourgades industrielles et extractives des zones montagneuses, qui ne comptent qu'entre 1% et 5% de personnes en provenance d'autres régions albanaises. Ces petites villes se sont vidées brutalement à partir de 1997, surtout celles du Nord – comme Bajram Curri, Bulqizë, Pukë, Fushe Arrëz, Klos ou Reps – qui ont perdu la moitié ou davantage de leur population dans les quelques années qui ont suivi. À l'opposé, les villes de la plaine côtière ont connu du temps du communisme une immigration supérieure, particulièrement celles situées à proximité de Tiranë (Lezhë, Durrës, Laç surtout) ainsi que les coopératives et fermes d'État des environs (Bërshull, Kamëz, Sukth, Paskuqan). En termes de mixité (indice de Shannon appliqué aux origines régionales, section 5.5.12), la région capitale (triangle Tiranë-Durrës-Laç) se distingue absolument des autres régions d'immigration, ce qui préfigure le développement métropolitain qui marquera l'Albanie postsocialiste.

Considère le lien entre la mobilité et l'urbanité, on peut encore évoquer le cosmopolitisme de Tiranë qui, durant la période communiste, se limite à la présence temporaire de ressortissants yougoslaves (jusqu'en 1948), puis russes (jusqu'en 1960) et enfin chinois (jusqu'en 1978), « spécialistes » envoyés par les pays amis et partis sitôt ces amitiés dissoutes. Aujourd'hui, la coopération internationale draine ses experts pour des séjours de durées variables, quelques Kosovars ou retraités italiens acquièrent des biens immobiliers dans la région capitale, tout cela ne constituant pas une immigration significative.

Dès les années 1960, l'aménagement du territoire albanais avait été marqué par une volonté décentralisatrice privilégiant l'accès à la modernité dans les zones rurales au travers de l'électrification et des télécommunications, de la dotation en infrastructures scolaires, hospitalières, culturelles, de la modernisation de l'agriculture, de la lutte contre les institutions traditionnelles, etc. On pourrait parler d'une volonté d'urbanisation du monde rural. À contrario, on a assisté après 1991 à une « ruralisation » de l'urbain à bien des égards (Çaro 2013). En effet, dans un contexte de forte croissance quantitative des résidents des agglomérations urbaines dans les années 1990, on assiste au remplacement des nombreux citadins partis vers de plus grandes villes ou à l'étranger par de nouveaux arrivés en provenance de régions rurales et souvent montagneuses. La dilution de certains aspects de l'urbanité est perceptible dans l'apparition d'activités agricoles de subsistance jusqu'au cœur des villes, dans une résurgence de comportements sociaux « traditionnels » dans les banlieues informelles (« retraditionalisation », Lerch 2013), dans une baisse de qualification de la main-d'œuvre et une baisse du niveau moyen de l'éducation, etc.⁴²⁷ Pour illustrer l'importance et la manière différenciée dont ce phénomène a touché les villes albanaises, on propose un indice de « ruralisation » de celles-ci pour les deux périodes intercensitaires 1989-2001 et 2001-2011. L'indice se base sur les flux internes et sur une estimation de l'émigration⁴²⁸. Il mesure pour chaque municipalité⁴²⁹ le bilan

⁴²⁵ En témoigne, par exemple, la réticence et les stratégies développées pour se soustraire au principe de la « rotation des cadres » ou conserver un appartement à Tiranë (par exemple en divorçant), ou encore l'hypothèse d'une « diverted migration » décrite par Sjöberg, c'est-à-dire que l'immigration n'étant pas possible vers Tiranë, elle se détourne vers les coopératives agricoles situées à ses environs immédiats, qui soulignent l'attractivité propre à Tiranë.

⁴²⁶ Le recensement de 2001 donne les lieux de résidence à la naissance et en 1989. Manquent les personnes décédées dans l'intervalle et celles qui ont émigré.

⁴²⁷ La seconde partie de la typologie des communes de l'Instat (Shameti et al., 2014) propose une cartographie très fine des agglomérations urbaines albanaises qui illustre bien ces phénomènes et les ruptures marquées entre les centres et leurs nouvelles banlieues.

⁴²⁸ Les mêmes chiffres que ceux utilisés et décrits dans les parties 5.6.4 et 5.6.6. Voir en particulier les tableaux 5.19 et 5.23.

⁴²⁹ Jusqu'en 2015, l'Albanie comptait 373 communes (rurales) et municipalités (urbaines). À cette date, une importante réforme territoriale-administrative a ramené ce nombre à 61 municipalités. Ces calculs se basent sur l'ancien découpage.

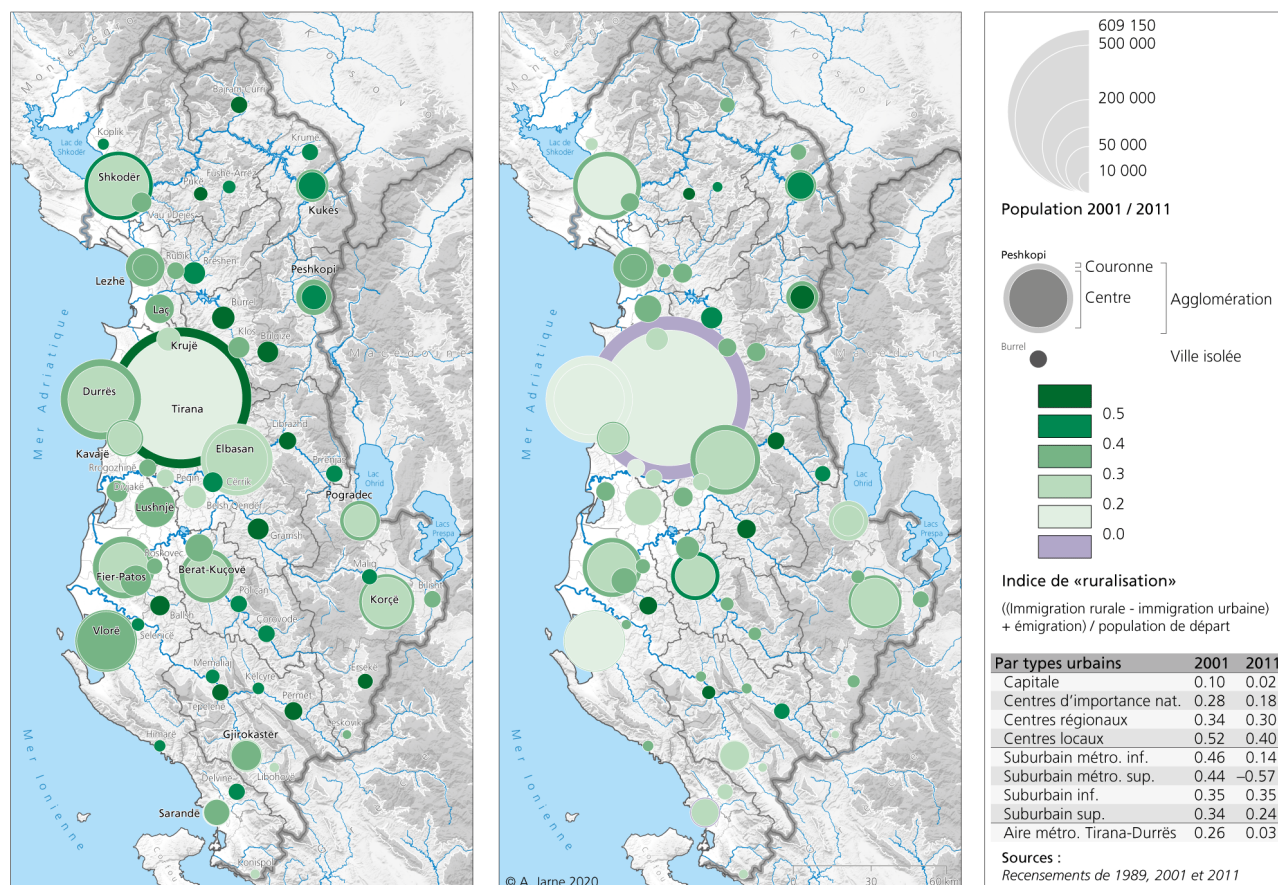
des populations urbaines (émigration interne et internationale moins l'immigration urbaine) et celui des populations rurales (immigration rurale), et rapporte la somme des deux à la population de départ.

La valeur sera élevée pour une ville qui aurait à la fois connu une large émigration et une forte immigration rurale, avec l'idée que celle-ci subit une perte de « capital urbain », et qu'elle devra « investir » pour re-fabriquer de l'urbanité avec sa nouvelle population d'origine rurale (régler les problèmes de formation, de paupérisation, d'intégration, etc.). La ville de Burrel (35 km au nord-est de Tiranë) en est l'exemple : 5500 environ de ses 11'500 habitants ont quitté la ville entre 1989 et 2001 (2/3 vers l'étranger) ; dans le même temps, elle a accueilli 5000 personnes en provenance de communes rurales pour 150 de municipalités urbaines, ce qui donne un indice exceptionnellement élevé de 0.90 ((5500-150+5000)/11'500). A l'opposé, Tiranë (à l'intérieur de sa « ligne jaune »⁴³⁰), grâce à une émigration modérée et une immigration largement urbaine (à 57%), connaît la plus faible « ruralisation » d'Albanie : elle accueille 38'000 ruraux, et gagne 14'000 urbains (37'000 départs, 51'000 arrivées), ce qui donne un indice de 0.1. Comme l'illustre la carte 5.156, le profil migratoire, et donc la « ruralisation », paraît déterminé par la position dans la hiérarchie urbaine et la position géographique, sur un gradient Tiranë-plaines côtières-régions périphériques.

Ruralisation des villes albanaises

Centres et couronnes 1989–2001

Centres et couronnes 2001–2011



Cartes 5.156 et 5.157 : « Ruralisation » des villes albanaises dans les deux premières décennies de la démocratie

L'immigration entre 1989 et 2001 représentait 37% de la population de 1989 à Tiranë et à Lezhë, 30% à Durrës, et en général entre 10% et 20% dans les autres villes, à l'exception de certains centres de régions enclavées qui ont accueilli une importante population rurale eu égard à leur taille (Peshkopi 26%, Ersekë 28%, Gramsh 34%, Ballsh 36% et Burrel 44%). Dans les grandes villes de la plaine côtière, une part importante de l'immigration s'établit au-delà de la ligne jaune, à des niveaux élevés dans les nouvelles banlieues de Tiranë (Kashar 43%, Bërshull 60%, Kamëz 225% et Paskuqan 322%), de Durrës (Rashull 53%, Sukth 62%) de Lezhë (Kolsh 55%, Shënkoll 36%) et de Shkodër (Rrethinat 31%). Cette immigration a une structure en cascade, presque

⁴³⁰ La ligne jaune est la limite à l'extension de Tiranë posée durant le communisme, elle est demeurée la limite de la municipalité jusqu'en 2015, excluant les importantes banlieues informelles des années 90.

exclusivement rurale (91%) dans les centres locaux, mixte dans les villes moyennes (65% rurale) et à dominante urbaine à Tiranë (43% rurale). Quant à l'émigration, elle est de 15% à Tiranë et culmine à 37% dans les centres locaux, avec des taux records dans les anciennes villes nouvelles implantées dans les régions montagneuses et désertées par la moitié ou plus de leurs habitants (Burrel, Pukë, Bajram Curri, etc.). La part de cette émigration à destination de l'étranger décroît avec la taille des villes : de 90% à Tiranë à 40% dans les centres locaux. La résultante en est que la ruralisation touche très fortement les petites villes enclavées (forte émigration, immigration essentiellement rurale) et les nouvelles banlieues informelles (très forte immigration rurale) ; les grands centres, quant à eux, sont le moins touchés (émigration moindre, immigration mixte). Si ces derniers gagnent même de la population dans la première décennie qui suit la chute du régime, ce n'est désormais plus le cas : leur solde migratoire rendu fortement négatif par le tarissement de l'immigration (elle diminue de moitié entre les deux derniers recensements), conjugué à la poursuite de l'émigration, n'est plus compensé par un solde naturel désormais en baisse. Les enjeux de revitalisation des centres moyens, voire de simple survie pour les petites villes dépourvues de leur fonction industrielle, sont donc réels. Mais un autre enjeu concerne les grands centres, et Tiranë au premier chef : si cette ruralisation est moindre dans les périmètres municipaux, l'immigration rurale est réelle et se concentre à l'extérieur des lignes jaunes, dans les banlieues informelles apparues dans les années 1990, produisant ainsi une ségrégation plus immédiatement observable qu'ailleurs, parce que traduite dans la statistique officielle.

Dans ces grandes « villes duales » (Poiani 2010, Prato 2016) du début des années 2000 que sont devenues Tiranë et, dans une moindre mesure, Shkodër et Durrës, débute alors la seconde phase d'urbanisation postsocialiste, à savoir un mouvement nouveau du centre vers la périphérie des villes. Mais la très forte tendance à la métropolisation⁴³¹ fait que ce phénomène est surtout spectaculaire à Tiranë. Sur 45'000 personnes qui viennent s'établir dans les nouveaux quartiers de la périphérie de Tiranë (à Dajt, Vaqarr, Kashar ou Farkë) entre 2001 et 2011, 53% viennent de la ville-centre (dans la décennie précédente, pour les principales extensions de Tiranë – communes de Kamëz et Paskuqan – seuls 2% des quelque 23'000 arrivants venaient du centre). L'indice de ruralisation fortement négatif des communes « suburbaines supérieures » indique ce mouvement. En lieu et place des maisons autoconstruites d'un, voire deux logements des années 1990, sont érigés depuis le milieu des années 2000 de grands immeubles serrés, dotés d'accès, d'équipements et d'espaces publics souvent de médiocre qualité.



Illustration 5.7 : Image de la « ruralisation » des villes albanaïses, les troupeaux paissent et cet homme tond un mouton à deux pas de la gare centrale (aujourd'hui détruite) de Tiranë (photo A. Jarne, 2008).

⁴³¹ Plusieurs travaux, cités par Coudroy de Lille 2016, p. 6, soulignent l'inachèvement de la métropolisation à l'Est. Le phénomène était criant pour l'Albanie communiste. Depuis 2000, Tiranë rattrape son retard, de manière spectaculaire pour ce qui concerne la concentration des biens et équipements au niveau national, mais également par son intégration dans les réseaux européens et mondiaux. Elle est, par exemple, depuis 2016 classée « gamma » et donc considérée « world city » par le GaWC (<http://www.lboro.ac.uk/gawc/gawcworlds.html>).

5.6.9 Tiranë : la ségrégation comme miroir des fractures régionales

On l'a vu, l'Albanie est un pays marqué par de profonds régionalismes, même si ceux-ci ont été mis sous le boisseau durant un demi-siècle de socialisme. A l'échelle nationale, les différences culturelles entre le Nord et le Sud demeurent marquantes à plus d'un titre (De Rapper, 2004). Capitale récente (1920), Tiranë, ville secondaire alors, a été choisie pour sa position centrale, d'un point de vue géographique et symbolique : elle est appelée alors à devenir la métropole de l'Albanie nouvelle, surplombant les tensions interrégionales, les loyautés claniques, cœur de l'État et foyer de la modernisation de la Nation. Dans cet ordre d'idée, l'équilibre et la mixité des représentations régionales dans la capitale sont des enjeux centraux de l'urbanité spécifique qui s'est développée au cours du siècle écoulé depuis l'Indépendance. Envisagée ainsi, l'histoire de la structure de l'apport migratoire exclusivement national qui fait passer la bourgade rurale de 12 000 habitants à l'aire métropolitaine avoisinant le million d'habitants souligne cette idée : Tiranë est un « miroir » de l'Albanie et de ses fractures, en particulier. La succession des mouvements de population et la manière dont ceux-ci structurent l'espace social dans l'aire métropolitaine Tiranë-Durrës est illustrée par trois cartes (158 à 160) un tableau (5.24) qui montrent le basculement de l'origine des migrations vers la capitale et une série de trois cartes qui montre la ségrégation qui en résulte à destination (5.161 à 5.163). Les origines ont été considérées pour cinq grandes régions pertinentes du point de vue de l'histoire des migrations internes albanaïses : i) la région capitale, à savoir les préfectures de Tiranë et Durrës ; ii) la région Nord, préfectures de Shkodër et Lezhë ; iii) la région Nord-Est (Dibër et Kukës) ; iv) la région centrale (Elbasan, Fier et les districts de Berat et Kuçovë) ; v) le Sud (Vlorë, Korçë, Gjirokastër et le district de Skrapar). Une forte migration des régions montagneuses du Sud et du Nord-Est, selon des modalités et des temporalités différentes, s'est faite en direction de Tiranë, alors que les périmètres nord et centre ont plus largement connu des migrations internes.

Vers aire métropolitaine Tiranë-Durrës en provenance de...	Période communiste (lieu de naissance- domicile en 1989)	Années 1990 (domicile en 1989 - domicile en 2001)	Années 2000 (domicile en 2001 - domicile en 2011)
Région Tiranë-Durrës , hors agglomération	16%	8%	8%
Région Nord (Shkodër, Lezhë)	7%	11%	12%
Nord-Est (Dibër, Kukës)	13%	35%	32%
Centre (Elbasan, Fier, Berat, Kuçovë)	18%	21%	28%
Sud (Vlorë, Korçë, Gjirokastër, Skrapar)	47%	24%	20%

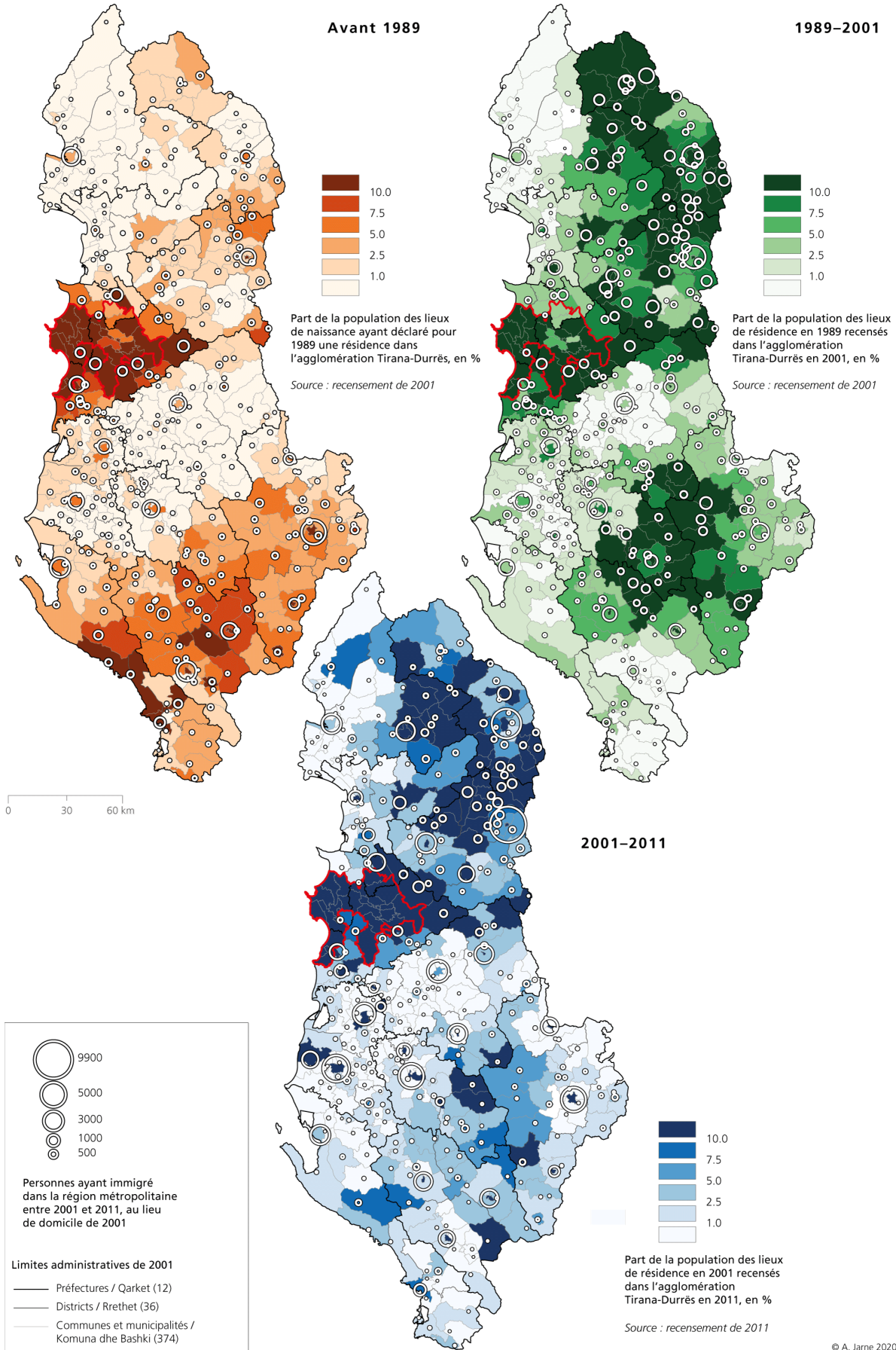
Tableau 5.24 : Parts de l'immigration vers l'aire métropolitaine Tiranë-Durrës en provenance des différentes régions d'Albanie. Sources : recensements de 2001 et 2011.

La période communiste, surtout à son début, présente cette caractéristique de la forte prééminence du Sud dans les migrations vers la capitale, au travers à la fois d'une forte immigration urbaine et d'une importante immigration rurale. Ailleurs, au centre en particulier, l'immigration est essentiellement urbaine. Ces constats s'expliquent notamment par i) la forte représentation des gens du Sud, orthodoxes en particulier, dans les élites communistes ; ii) le bouclage du régime traditionnel de migration vers l'étranger propre au Sud et sa réorientation vers la capitale, aussi en raison iii) de l'absence de centralité urbaine de premier ordre ; iv) la difficulté pour le Sud et son agriculture extensive de répondre aux besoins d'une population à fort croît démographique. Cette force de l'immigration du Sud dans la capitale durant le communisme pose la question d'une forme de déséquilibre culturel propre à cette période. Ces inégalités entre Nord et Sud (parfois ramenées à l'opposition entre Gègues et Tosques⁴³²) durant le communisme sont avérées, qu'il s'agisse de l'histoire du Parti et de ses élites, de la langue officielle telle que fixée à cette époque, et largement dominée par les apports tosques, etc. Au demeurant, on observe au niveau économique plutôt une réduction des inégalités économiques entre les régions au fil des ans⁴³³. Pour ce qui concerne les déséquilibres dans l'apport migratoire de Tiranë, il semblerait que la prééminence du Sud ait été surtout un phénomène de l'après-guerre et se soit érodé avec le temps. La segmentation en cohortes montre en effet que pour la municipalité (ancienne) de Tiranë, la part des immigrés (naissance-1989) du Sud est de 59% chez les 66-75 ans en 2001 (plus susceptibles d'avoir émigré dans les années 1950), contre seulement 36% chez les 36-45 ans (plus susceptibles d'avoir migré dans les années 1980). Toujours est-il que la Tiranë communiste demeure marquée par cet apport migratoire bien spécifique.

⁴³² Voir De Rapper (2004), pour la pertinence de cette interprétation, et Daniel (1996) ou Biberaj (1990) sur certains aspects du contenu de cette opposition.

⁴³³ Voir la démonstration de Danemark B. (1993).

Origine des migrations vers l'aire métropolitaine Tiranë-Durrës



Cartes 5.158 à 5.160 : Origine des immigrants de Tiranë pour trois périodes successives

La décennie qui suit la fin du socialisme voit un basculement de ces structures : si le Sud se tourne à nouveau très largement vers l'émigration (champs migratoires avec la Grèce voisine⁴³⁴) de même que la bande côtière (préférentiellement vers l'Italie), les régions jusque-là peu représentées dans la capitale du Nord-Est (Dibër, Kukës, Has et Tropojë) se déversent massivement sur l'agglomération. La grande majorité de ces nouveaux arrivants sont des ruraux qui s'installent dans les nouvelles banlieues « informelles » au nord de Tiranë, à Paskuqan et Kamëz essentiellement. L'autre provenance de départs massifs vers Tiranë est constituée des montagnes de Dangellia, Ostrovica, Skrapari et Opari au sud-est de Berat. Cette seconde période prend la forme d'un véritable exode des montagnes, comme en réaction à trois décennies de rétention rurale. Au contraire, la période plus récente voit reprendre les déplacements entre villes, en direction de Tiranë d'abord, mais aussi entre et vers d'autres villes importantes. Les villes de Peshkopi et de Kukës perdent chacune environ 10'000 habitants au profit de Tiranë, et les ex-villes nouvelles industrielles des régions montagneuses septentrionales (Pukë, Bulqizë, Burrel), mais aussi plus au sud (Librazhd, Gramsh, Tepelenë et Permët), se vident littéralement vers Tiranë. De ces séquences successives d'urbanisation résulte dans l'aire métropolitaine Tiranë-Durrës une forte différenciation spatiale dans la distribution, outre des origines régionales, des niveaux d'éducation, des types de logements ou de l'accès à l'emploi⁴³⁵. Les cartes qui suivent illustrent la manière dont cette immigration se répartissait vers 2000⁴³⁶ dans l'agglomération en fonction de son origine.

La première carte dessine en négatif le bassin d'immigration que constitue la plaine de Tiranë, limité sur trois de ses flancs par les reliefs et trouvant un débouché naturel pour son extension au nord-ouest vers Fushë Krujë. La seconde carte montre à quel point l'immigration du Sud est concentrée au cœur de la ville où elle représente souvent à elle seule plus de la moitié des immigrés, ainsi que dans les cités satellites anciennes (par exemple, dans le quartier du Combinat Textile Staline vers Yzberish au sud-est, plus de 60% des immigrés proviennent du Sud). Au nord, la petite ville (déclarée comme telle dans les années 1980) de Kamëz était une ferme d'État largement peuplée d'immigrants du Sud, autour de laquelle s'est étalée dans les années 1990 une mer de maisonnettes peuplée d'immigrants venus du Nord-Est. Cette vague d'immigration des années 1990 vers Tiranë voit arriver environ 150'000 nouveaux résidents entre 1989 et 2001, dont près de la moitié en provenance du Nord-Est, soit 14% de la population totale de l'aire métropolitaine en 2001. La concentration est très forte à Kamëz et Paskuqan, où les gens fraîchement arrivés du Nord-Est représentent alors plus de 55% de la population et 70% des immigrés, contre seulement 10% de la population et 30% des immigrés à Tiranë. Cette population du Nord-Est se concentre dans l'habitat dit informel. Les rares quartiers où s'est construit durant cette période de l'habitat plus central et plus dense, dans le périmètre de l'ancien Blok⁴³⁷ en particulier, n'hébergent quasiment aucune population du Nord-Est.

	Période 1989-2001								Période 2001-2011									
	Population 2001	Immigrants 89-01	% immigrants	% Tiranë	% Tiranë-Durrës	% Nord	% Nord-Est	% Centre	% Sud	Population 2011	Immigrants 01-11	% immigrants	% Tiranë	% Tiranë-Durrës	% Nord	% Nord-Est	% Centre	% Sud
Tiranë	341	89	26	-	18	10	28	19	25	418	58	14	12	12	17	33	26	
Kashar (est)	17	5	27	4	17	5	34	13	27	43	20	46	47	5	4	10	17	16
Farkë (sud)	7	2	31	3	24	1	61	7	4	23	10	46	52	9	2	10	15	13
Dajt (ouest)	8	2	18	8	31	12	32	7	10	20	11	55	63	5	4	10	8	10
Kamëz (nord)	44	22	50	2	6	11	74	3	3	67	21	32	37	7	10	39	5	2
Paskuqan (nord)	21	11	53	1	8	5	70	6	10	37	12	32	33	12	6	39	6	4

Tableau 5.25 : Immigrants à Tiranë et dans ses banlieues, par périodes et régions de provenance, au niveau des communes/municipalités d'avant 2015. Source : recensements de 2001 et 2011.

⁴³⁴ Voir par exemple Sintès P. (2010).

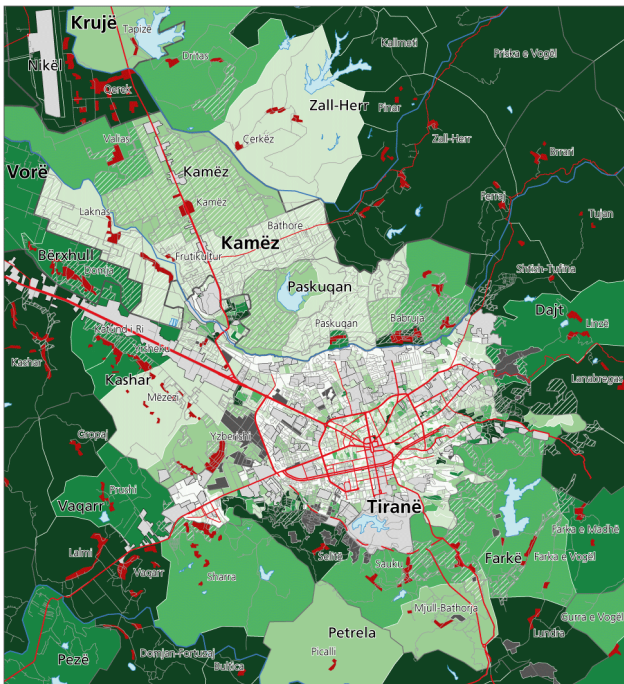
⁴³⁵ Voir l'Atlas urbain produit par l'Instat à des niveaux géographiques très fins sur la base du recensement de 2011 (Shameti et al. 2014).

⁴³⁶ Les données de 2011 ne nous ont pas été accessibles avec une finesse spatiale suffisante. Elles sont par contre visibles au niveau des communes dans le tableau 3.

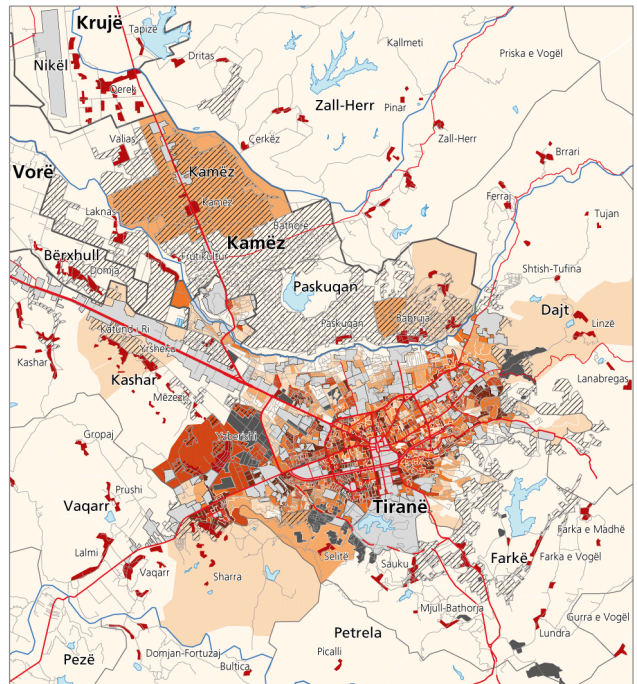
⁴³⁷ Quartier réservé à l'élite du régime durant le communisme.

Villages (hors de Tirana) et secteurs de recensement 2001 (dans Tiranë)
Distribution de l'immigration selon l'origine (naissance – 2001)

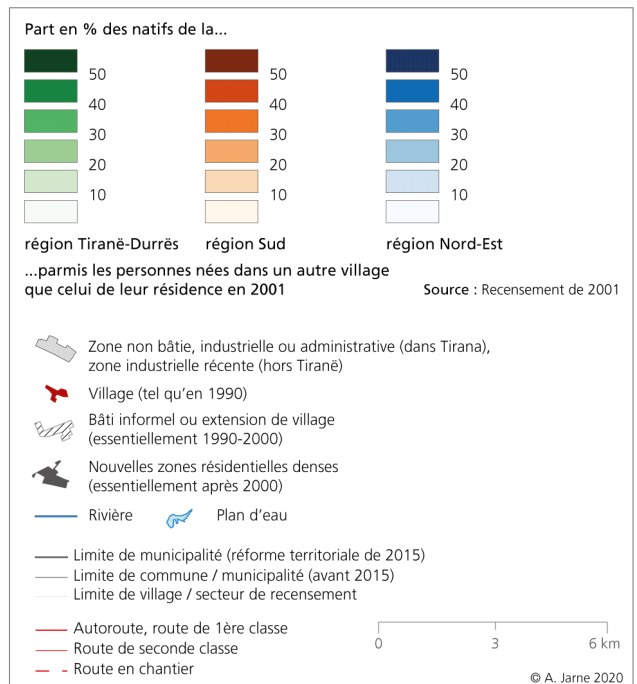
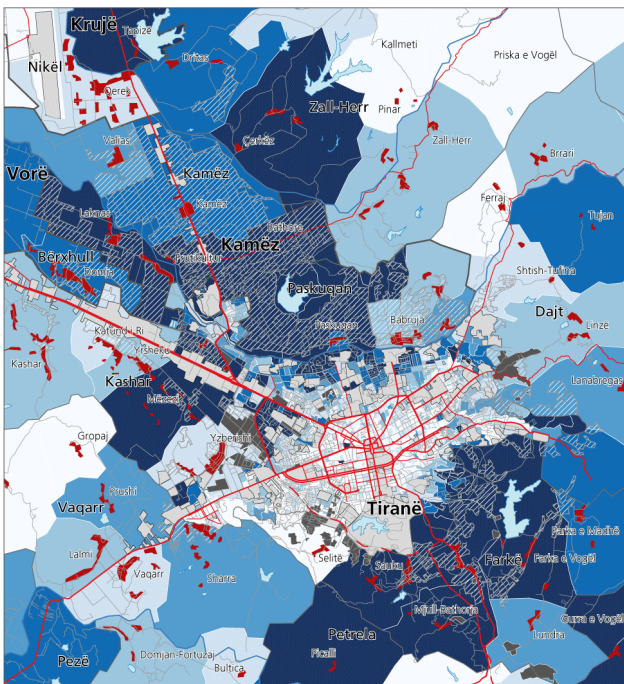
Migration interne à la région Tiranë-Durrës



Immigration en provenance du Sud



Immigration en provenance du Nord-Est



Cartes 5.161 à 5.163 : Répartition des immigrants de différentes origines dans l'agglomération de Tiranë. Source : Jarne (2018)

Au développement informel de la première décennie postcommuniste au nord et, dans une moindre mesure, au sud de Tiranë, a répondu dès le milieu des années 2000 un développement beaucoup plus compact essentiellement à l'ouest et à l'est, à Dajt, sur les flancs de la montagne du même nom. Le tableau 5.25 donne les provenances des immigrés pour Tiranë et les cinq anciennes communes qui abritent ses principales banlieues. On y voit, d'une part, à quel point les mouvements centrifuges démarrent après 2000 et d'autre part, leur concentration à l'est, à l'ouest et au sud. Le cas le plus emblématique est sans doute la plaine d'Yzberish (dans l'ancienne commune de Kashar), qui n'avait que partiellement été conquise par l'habitat informel. De grands ensembles d'une dizaine d'étages sont venus prendre place d'abord dans les interstices, puis sont venus remplacer

les petites maisons construites une vingtaine d'années auparavant. La moitié de la nouvelle population vient de Tiranë, le reste plutôt du centre et du sud du pays. Des habitants de Tiranë vont également s'établir à Kamzë et Paskuqan, mais celles-ci restent dominées par l'immigration de Dibër, Has, Kukës et Tropojë, alors que l'immigration du Sud y est nulle. Les années du début du communisme ont donc marqué durablement la composition du centre de Tiranë, tandis que celles qui ont suivi la chute du communisme ont forgé la composition de ses banlieues, le mécanisme des migrations en chaîne y étant pour beaucoup dans la perpétuation des structures de la représentation régionale héritées de ces deux moments d'intenses migrations.



Illustration 5.8 : Vue typique du tissu bâti « informel » qui s'est développé de manière rapide et désordonnée à la fin des années 1990 et au début des années 2000 surtout dans les banlieues nord, ici à Kamzë (photo A. Jarne, 2010)

Il faut, après le discours sur la diversité (celle de l'immigration), évoquer encore la densité, le second élément déterminant pour qualifier les gradients d'urbanité de la Tiranë postsocialiste. Les mesures de densité qui suivent sont essentiellement tirées du recensement de 2001 et calculées au niveau des secteurs de recensements de Tiranë (à l'intérieur de la « ligne jaune »), desquels on a retranché les zones industrielles, les secteurs administratifs, les parcs, etc. (carte 5.164). Sur la base de l'âge des immeubles et de la population enregistrée dans chacun, on peut calculer des densités de population selon la période principale de construction d'un quartier. On observe très clairement une augmentation progressive des densités au cours du temps, avec des niveaux moyens inférieurs à 180 hab./ha pour les quartiers anciens, puis des valeurs croissantes durant le période communiste, de 300 hab./ha après-guerre à souvent plus de 400 dans les années 1980. Les quartiers plus mixtes – bâti ancien clairsemé d'immeubles plus récents – ont en général des densités avoisinant les 200 hab./ha. Après 1991, ces valeurs chutent à des niveaux historiquement bas lorsque les populations venues du Nord investissent les zones agricoles, maraîchères (Allias), certains parcs et forêts (Lapraka), ainsi que les interstices de moindre importance laissés libres à l'intérieur d'un périmètre municipal généreusement doté en espaces ouverts. Ces constructions dites « informelles » sont des maisons familiales avec cour ou jardin, les densités y sont de l'ordre de 80 hab./ha. La taille moyenne des immeubles évolue de 1.6 logement/immeuble avant-guerre à 3.3 avant 1960, 5.9 entre 1960 et 1980, 4.3 dans les années 1980 et 1.7 dans les années 1990. Dans les quadrants « historiques » 1 et 4 (quartiers centraux est et ouest au nord de la rivière Lana), la densification du tissu ancien s'est faite et continue de se faire de façon progressive et ponctuelle par adjonction désordonnée d'immeubles nouveaux plutôt que par véritables chantiers de rénovation urbaine. Les fortes densités du début du communisme se déploient surtout

dans le quadrant 3 aux abords du stadium Dinamo. Puis celles des années 1960 et 1970, les plus fortement structurantes, essentiellement le long des boulevards constituant le premier périphérique (Muhamet Gjollësha, Asim Vokshi, Ferit Xhajko), ainsi qu'à l'extérieur en direction de Linza (Varri i Bamit, Porcelani), et loin à l'est aux environs du combinat textile. Dans les années 1980, et de la même façon dans les années 1990, les quartiers denses apparaissent ici et là à l'extérieur du périphérique, aux abords de la route de Kavaja ou au nord-est du secteur hospitalier dans les années 1980, puis au sud de la Lana dans les années 1990, des abords du Blok à la route de Kavaja, ainsi que dans la direction de Durrës. Puis l'habitat informel comble la presque totalité des espaces vacants. Lorsqu'à partir des années 2000 le secteur de la construction redémarre⁴³⁸, les principaux quartiers d'habitation sont érigés au-delà de la seconde couronne et des limites municipales d'alors, à plus de trois kilomètres du centre, sur les territoires des anciennes communes de Kashar, Vaqarr, Farkë et Dajt. Les deux ensembles les plus remarquables sont à l'est à Linzë (Dajt) et à l'ouest à Yzberish (Kashar). En terme de densité de peuplement, on a donc un centre relativement peu dense, une première ceinture plus compacte datant du communisme, un semis de petites maisons autoconstruites parsemées des quelques cités satellites héritées (Lapraka, Shkoza, Kombinat et Kino Studio), puis au-delà les nouveaux ensembles à forte densité. Quelques projets résidentiels significatifs se déploient également à l'intérieur de l'ancienne ligne jaune, dans des friches industrielles (partie sud du combinat de tracteurs Enver Hoxha) ou dans des espaces encore ouverts, comme l'ancien aérodrome de Tirana, dont la piste a été convertie en un long espace collectif bordé d'une rangée de tours. Les potentiels de densification sont réels, mais la difficulté de réhabiliter les zones industrielles (coûts, pollution) ou de remplacer le bâti épars (questions foncières) met sous pression les espaces publics, comme en témoignent les constructions récentes sur les anciens terrains de sport des Partisans. Le développement d'une liaison périphérique orientale, héritage partiel de l'ancien projet de 1989⁴³⁹, connectant les routes de Durrës à celle de Kavaja et tout récemment à celle d'Elbasan, favorise le développement de cités dortoirs sur une gamme allant des hautes densités sous-équipées d'Yzberish à des « *gated communities* » de luxes à la sortie sud de la ville⁴⁴⁰

⁴³⁸ Bertaud (2006) distingue 3 phases, celle strictement informelle, puis l'émergence d'un secteur formel et la consolidation du secteur informel, enfin la consolidation du secteur formel et la régularisation du secteur informel, depuis 2005 environ.

⁴³⁹ Plan directeur de 1989, voir Aliaj et al. (2003), p. 63.

⁴⁴⁰ Comme les « Rolling Hills Luxury Residences » qui se prévalent d'être les premières dans leur genre en Albanie, les plus luxueuses, qui ont élu domicile à côté d'un mall haut-de-gamme flambant neuf, le « Tirana East Gate », et d'une université privée.



Illustration 5.9 : Vue du centre (ancien Blok) vers le sud-ouest. Au premier plan, les immeubles de 4-5 étages typiques du communisme, au second plan un quartier encore proche du centre et dense des années 90, et à l'arrière-plan, les développements urbains récents qui colonisent désormais les flancs des collines autour de Tiranë, à l'est en particulier (photo : A. Jarne, 2017)

Le tableau 5.26 fait le lien entre la ségrégation selon les origines et la densité du bâti mesurée par le nombre moyen de logements dans l'immeuble de résidence. Les densités s'échelonnent selon le double gradient des contextes urbains plus ou moins centraux et des origines régionales. La densité articule la relation entre l'exclusion sociale et le projet urbain. L'habitat des populations d'origine rurales du Nord-Est est à la fois proche du centre, très peu dense, fonctionnellement très peu mixte, le foncier est morcelé, tout cela posant les problèmes du coûts relatif de l'équipement, de la non-rentabilité d'une desserte par les transports publics, de la difficulté du déploiement de projets immobiliers d'envergure, etc.

Lieu de résidence en 2001	Lieu de naissance					
	Toutes origines	Tirana-Durrës	Nord	Nord-Est	Centre	Sud
Tiranë	2.35	2.37	2.24	1.78	2.50	2.48
Kashar	1.28	1.29	1.36	1.25	1.30	1.29
Farkë	1.23	1.25	1.22	1.22	1.19	1.29
Dajt	1.34	1.33	1.29	1.27	1.52	1.50
Kamëz	1.32	1.64	1.24	1.18	1.31	1.72
Paskuqan	1.24	1.41	1.17	1.15	1.32	1.27
Total	2.15	2.22	1.99	1.48	2.37	2.39

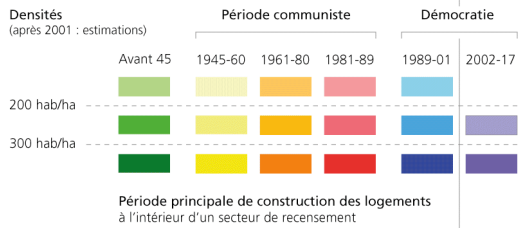
Tableau 5.26 : Densité du bâti au lieu de résidence, selon l'origine régionale (nombre moyen de logements de l'immeuble de résidence selon lieu de naissance des habitants (10 ans et plus), en 2001, pour les 6 principales communes de l'agglomération de Tiranë). Source : recensement de 2001.

Urbanisation et densité de peuplement du Grand Tirana

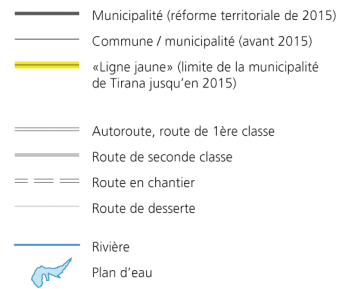
Sur la base de l'état du bâti en 2001 (recensement) complété en 2017 (cartes et photos aériennes)

Recensement de 2001

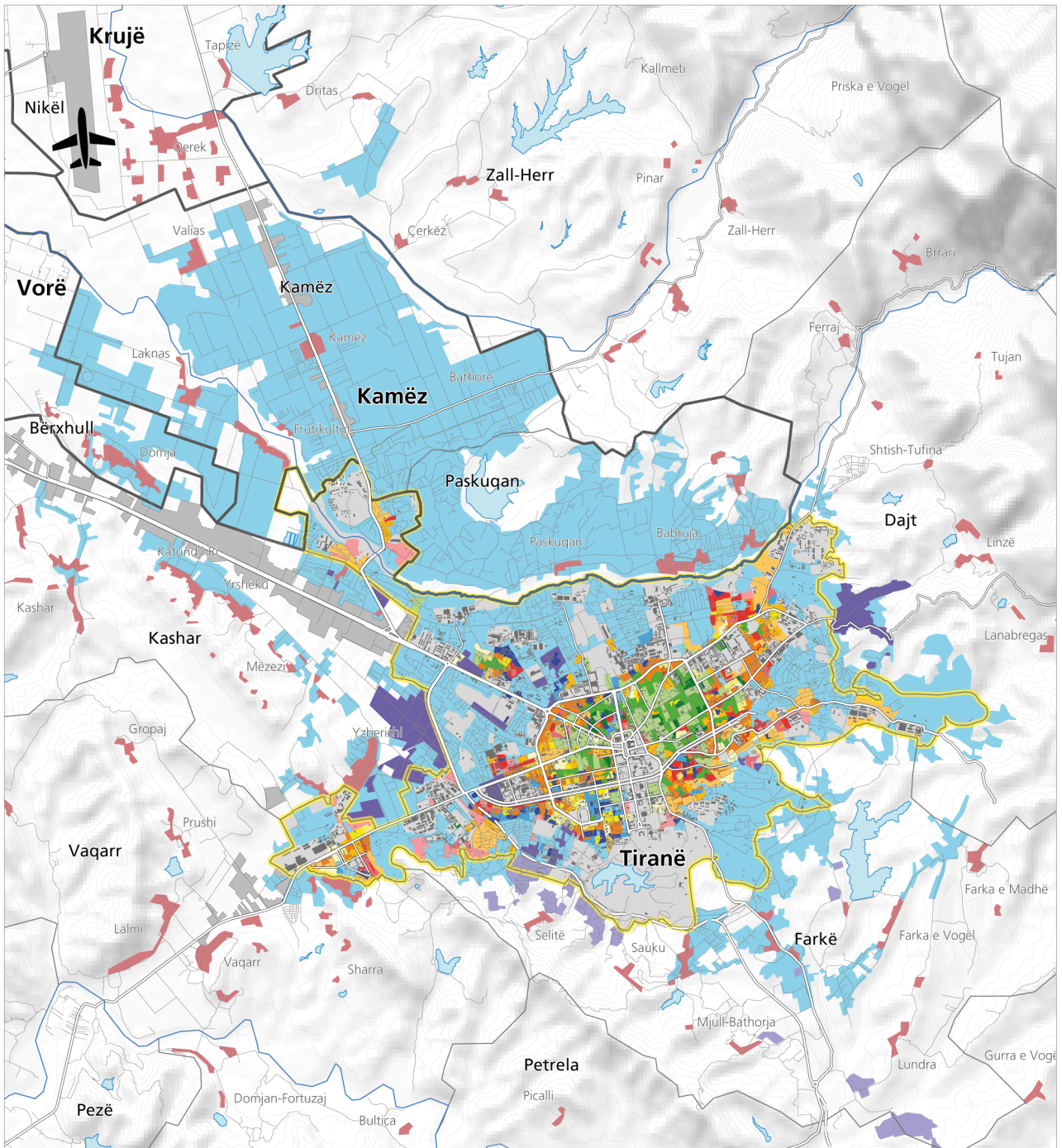
Sect. recensement de Tirana (intérieur ligne jaune)



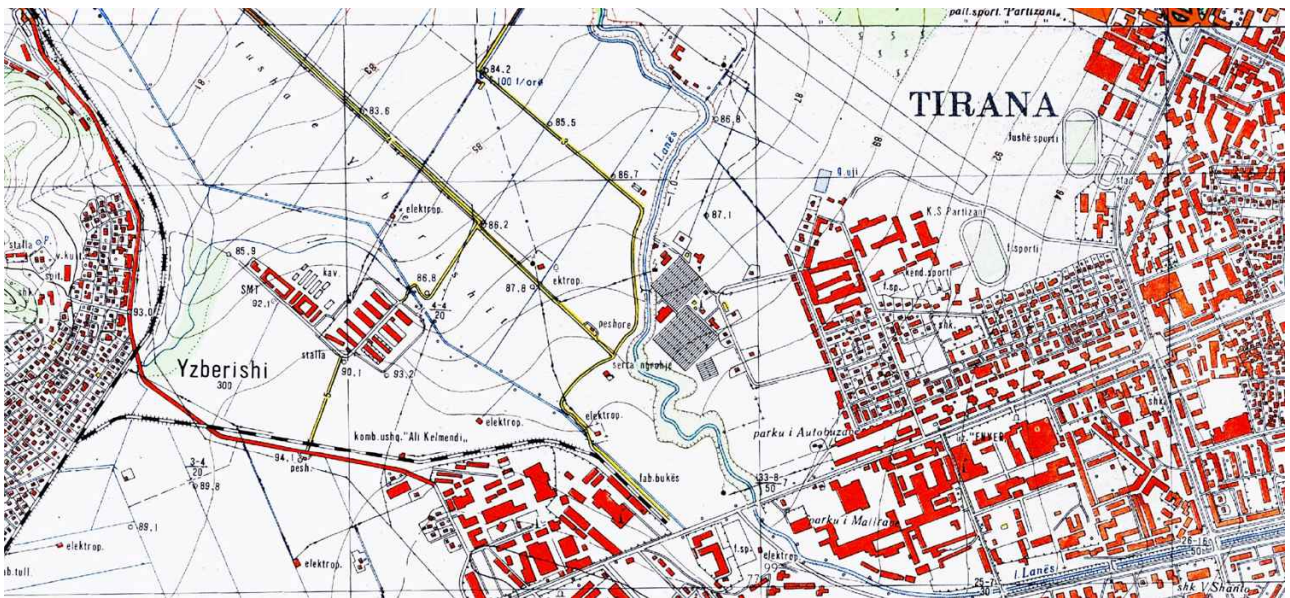
Photos aériennes (2007, 2015, 2017), cartographie topographique (avant 1991)



© A. Jarne 2020



Carte 5.164 : Phase de l'urbanisation et densité du bâti dans l'agglomération de Tiranë. Source : Jarne (2018)



Illustrations 5.10 à 5.12 : Étalement urbain dans la plaine d'Yzberish à l'ouest de Tirana (carte au 1:10'000 de 1984, photographies aériennes de 2007 et 2018 / © Autoriteti Shtetror për Informacionin Hapsinor (ASIG))

En conclusion de cette partie consacrée à Tiranë, on peut dire que la brutale immigration survenue après 1991 a complètement bouleversé la vision que celle-ci se faisait de son développement. Les plans directeurs de la fin du communisme (1989) prévoyaient un périphérique extérieur, conçu aussi comme limite du développement des 15 années à suivre. Ils prévoyaient également le prolongement de l'axe principal, le boulevard des Martyrs de la Nation, vers le nord, à travers Paskuqan et Kamëz vers l'aéroport, Durrës et Shkodër, en faisant l'accès principal à la ville. Par la suite, les planifications directrices ont eu à s'adapter à la nouvelle donne : les immenses secteurs informels. Celle menée au début des années 2000 (2002) au niveau du « Grand Tirana » reprenait l'idée du périphérique externe, y intégrant le sud de Paskuqan. L'idée du prolongement du boulevard central était également reprise, mais pour le poursuivre cette fois-ci en une sorte de périphérique supplémentaire ceignant les immenses zones informelles de Paskuqan et Kamëz pour venir se brancher sur la route de Durrës à Bërksull, intégrant les banlieues défavorisées dans l'agglomération par-delà la barrière naturelle que constitue la rivière de Tiranë. Le tronçon de la route de Durrës entre le centre et Bërksull était, quant à lui, voué à accueillir prioritairement des transports publics. Quinze ans plus tard, c'est-à-dire l'horizon que s'était fixé cette stratégie, rien de tout cela n'a vu le jour. Bien au contraire, les banlieues nord paraissent plus enclavées que jamais, suscitant cette terminologie de ville « duale ». La réforme territoriale de 2015 a institutionnalisé l'exclusion de Kamëz, en faisant une municipalité distincte de celle de Tiranë⁴⁴¹. Cela se répercute dans les projets de territoire récents pour Tiranë dont la cartographie et l'imagerie 3D peuvent désormais « omettre » ces quartiers, dans un courant général qui voit les problématiques sociales marginalisées au profit de considérations générales sur la durabilité, l'environnement, etc. Désormais dotée d'autoroutes vers l'ouest et vers le sud (Elbasan), Tiranë tourne résolument le dos à sa banlieue nord. D'une certaine manière, pour la Municipalité de Tiranë, des questions urbanistiques parmi les plus délicates se sont trouvées ainsi évacuées.

Commentée dans le sens d'une ségrégation économique, la césure Tiranë-Kamëz a aussi clairement une signification identitaire et politique, qui a trait à cette « question fondamentale de la réalité albanaise, celle de la prise en compte de la diversité régionale dans la formation de la nation et du territoire national » (De Rapper 2004, 640). Cette fracture se retrouve également dans les comportements électoraux, poussant des observateurs à assimiler la réforme territoriale à du « gerrymandering⁴⁴² », dans le sens où, par exemple, l'inclusion de Kamëz et de son vote majoritairement à droite dans la municipalité de Tiranë aurait clairement mis en danger la majorité de gauche traditionnellement portée au pouvoir dans la capitale (voir chapitre suivant). En forçant le trait, on peut dire que Tiranë, miroir des régionalismes, fragmente ces derniers dans ses territoires institutionnels, peine à les mêler dans son espace social et à les assumer dans sa manière de se projeter. Seul le champ symbolique semble investi : dernier en date des projets successifs de rénovation urbaine du centre de Tiranë, la nouvelle place Skanderbeg, rénovée en 2017, prend la forme d'un immense carré central légèrement incliné constitué de dalles de pierres naturelles venues de toutes les régions albanaises (y compris celles situées en Macédoine et au Kosovo), avec l'idée que « la place est le lieu qui transforme un groupe d'individus en une communauté »⁴⁴³.

5.6.10 Migrations et territorialisation des bases électorales

À l'intérieur du pays, avec la disparition progressive des villages de montagne et l'implosion des petites villes monofonctionnelles, le développement de ces banlieues métropolitaines est donc le phénomène marquant et durable des deux décennies postsocialistes. Comme il revêt une dimension sociale et politique majeure – celle de mettre en présence dans un même espace urbain des représentants de la mosaïque des régions albanaises – on s'arrête un instant sur la nouvelle géographie politique produite par l'expérience démocratique. On en prend pour principal marqueur la géographie des votes aux élections législatives. Le pluralisme politique se met en place au cours de l'année 1991 et voit rapidement se dessiner un bipôle dont le personnel politique est presque exclusivement issu de l'ancien parti communiste (le PPSH) : d'une part le Parti démocratique, de l'autre le Parti socialiste. Il semble que d'emblée, une ligne de fracture régionale se dessine qui structure l'adhésion dans anciens cadres davantage au PS dans le Sud, au PD dans l'Albanie centrale (Pihet 1998). Le premier scrutin a lieu dès 1991, dans un contexte où l'opposition n'a pas le temps de s'organiser au niveau national et voit son accès aux médias publics restreint. Il débouche sur une victoire « à la Pyrrhus » du PS (Biberaj 1998, 95). La participation de presque 97% est la plus élevée jamais enregistrée dans une élection multipartite en Europe de l'est (Vickers 2014, 213). La carte des résultats (5.166) montre une césure urbain-rural qui demeurera un fait isolé, comme le

⁴⁴¹ De manière systématique, les banlieues d'immigration ont été exclues, celles de la suburbanisation récentes incluses.

⁴⁴² Ce que relevait en 2016 sans citer de cas précis le rapporteur du Conseil de l'Europe (<http://www.balkaninsight.com/en/article/albanian-territorial-reform-slow-and-confusing-03-23-2016>).

⁴⁴³ Discours de l'ancien maire de Tirana et actuel Premier ministre Edi Rama lors de l'inauguration.

montrera la suite. L'opposition remporte le vote dans l'ensemble des circonscriptions des villes (ibid.) et emporte 17 des 19 sièges à Tiranë, alors que dans les campagnes, et surtout au sud, on vote socialiste, par conservatisme et aussi dans une large mesure en raison de la crainte de voir la terre privatisée. Cette géographie, qui a véritablement un sens politique, est battue en brèche dès les secondes élections en 1992, où est confirmé le caractère bipartite, où s'ébauche une alternance (le PD emporte près de 60% des suffrages), et surtout où apparaît ce qui demeure jusqu'à aujourd'hui la conformation régionale des votes : une fracture qui fait du Sud le bastion socialiste, du Nord celui des démocrates, dessinant au centre une limite fluctuant latitudinalement au gré des alternances. La carte 5.167 illustre le phénomène sur la durée. On y a considéré 7 des 8 scrutins⁴⁴⁴ organisés entre 1992 et 2017, au niveau des districts⁴⁴⁵. Dans 96% des cas ce sont les socialistes (58%) ou le Parti démocratique (38%) qui l'emportent, en seulement dix occasions (sur 252) d'autres formations ont obtenu le maximum régional de votes (hachures sur la carte), essentiellement le « parti grec » PBDNJ à Gjirokastër et Sarandë et Delvinë en 1992 et 1997, et plus récemment le Mouvement socialiste pour l'intégration d'Illir Meta, issu d'une scission du PS en 2004 et fortement implanté à Skrapar. On voit que le bastion le plus fidèle au Parti socialiste est dans la montagne méridionale, de Librazhd à Përmet, et que la grande masse de ses électeurs constitue un bloc compact dans le sud de la Myzeqe, à Berat, Tepelenë, Vlorë et Mallakastër. A l'opposé, Shkodër et Tropojë (fief du leader historique du Parti démocratique Sali Berisha) ont toujours voté à droite, de même que Has depuis 2001 et Kukës depuis 2005. Loin du bloc septentrional, le Devoll vote aussi systématiquement PD depuis 2005. Cette territorialisation des affiliations politiques est interprétée par certains comme résultant du caractère « clanique » de la société albanaise, une affirmation qui demeure difficile à démontrer : l'articulation réelle de l'organisation des clans (*fis*) avec la vie politique est peu connue⁴⁴⁶. Elle entretient certainement un lien avec l'histoire des périodes précédentes (activité des Partisans et sa mémoire plus développées au Sud, du Balli Kombetar et des monarchistes au nord⁴⁴⁷, résistance à la collectivisation au nord, opposition dialectale entre Guègues et Tosques renforcée par les options linguistiques prises par le pouvoir socialiste, etc.), mais s'est trouvée soulignée par des événements plus récents qui ont participé à figer cette configuration. L'origine des premiers leaders de l'ère démocratique (Sali Berisha de Tropojë, Fatos Nano de Tepelenë) et la composition des premiers gouvernements⁴⁴⁸ posent des jalons qui s'affirment avec la crise de 1997, où le Sud, durement touché, manque de faire sécession (foyers de la contestation dans la plupart des villes du Sud : Lushnjë, Fier, Vlorë, Berat, Përmet, Korçë et Gjirokastër). D'autres éléments, comme la sensibilité différente à la question kosovare ou la manière dont le gouvernement Berisha a géré l'afflux des immigrants nordistes à Tiranë, sont venus renforcer cette fracture.

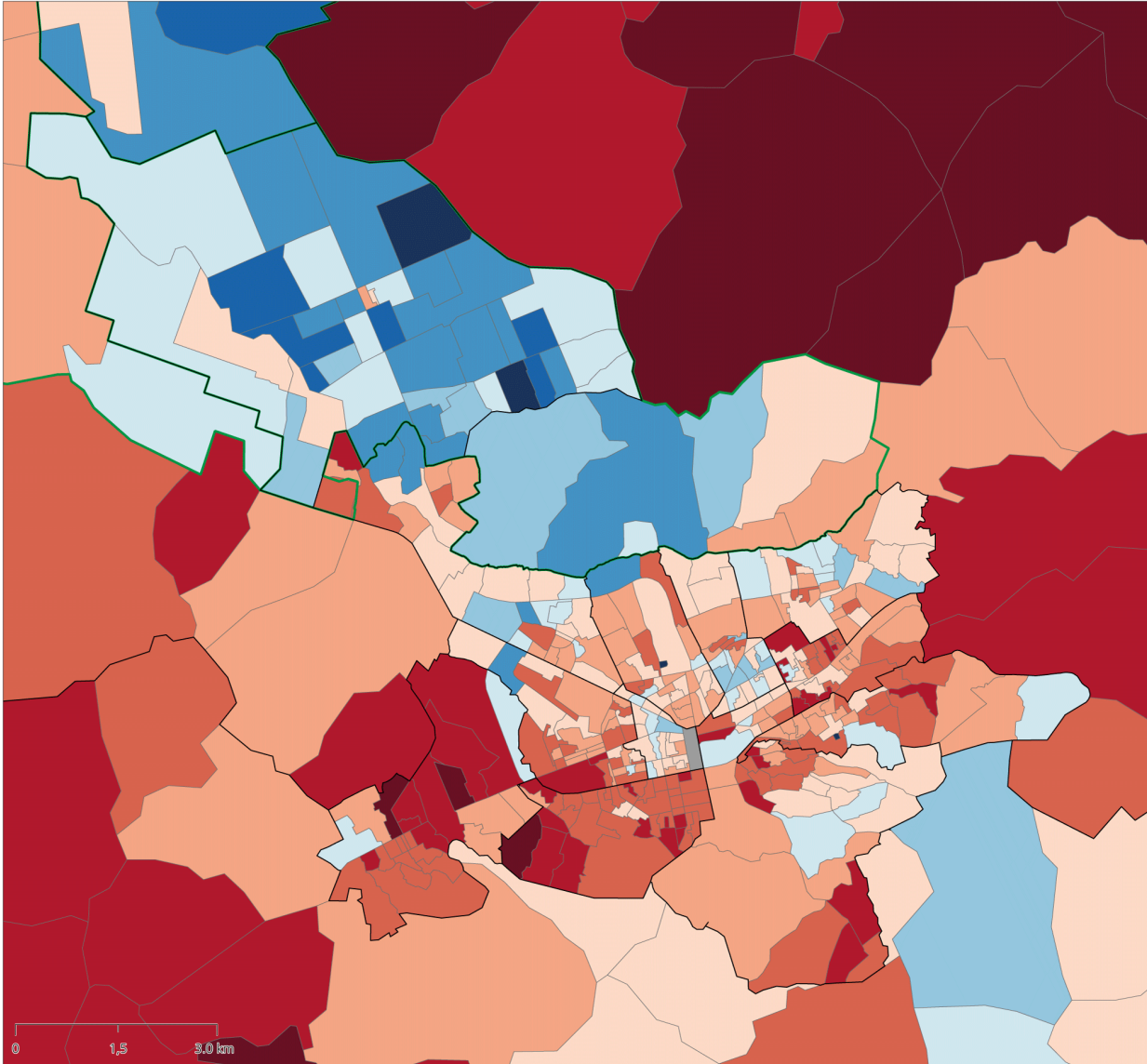
⁴⁴⁴ Après 1991, des élections législatives ont eu lieu en 1992, 1996, 1997, 2001, 2005, 2009, 2013 et 2017. On n'a pas tenu compte des celles de 1996, réputées avoir été entachées de fraudes massives (Pihet 1999, 51, Vickers 2014, 231-233).

⁴⁴⁵ On trouve le plus souvent l'information au niveau des districts, pour certains scrutins (2001, 2005) on l'a calculée ou estimée à partir des résultats des zones électorales.

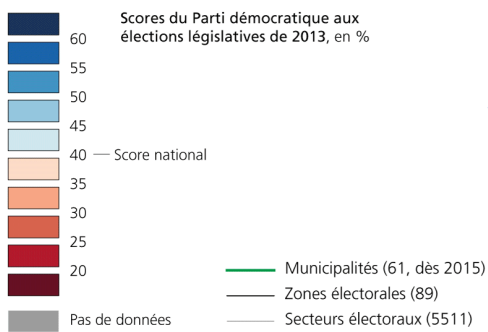
⁴⁴⁶ Pihet relayait en 1993 (48) cette remarque de Gilles de Rapper. A ce moment, Pihet observait qu'à part dans le Nord peut-être, les *fis* n'étaient déjà plus que des parentèles susceptibles d'organiser certaines formes de sociabilité traditionnelles (stratégies matrimoniales ou solidarités économiques de base), mais ne constituaient pas des groupes homogènes aptes à prendre des décisions politiques collectives (49). On peut ajouter que même dans le Nord, la fragmentation des familles par l'émigration a dû largement fissurer ce qui demeurait de l'autorité des chefs héréditaires. Si l'organisation « clanique » de la politique il y a, elle ne réfère donc sans doute pas directement aux clans ou à l'organisation sociale traditionnelle, mais davantage à l'héritage du fonctionnement autoritaire et hiérarchique du pouvoir communiste et à ses reconfigurations dans la période de transition.

⁴⁴⁷ Voir chez Pihet (1999, 53) la carte des résultats du référendum sur la forme de l'État en 1997, où Durrës, Lezhë et Shkodër enregistrent plus de 40% de votes favorables au retour de la Monarchie, Kavajë, Mat, la Mirditë et la Malësi plus de 50%.

⁴⁴⁸ Dans le gouvernement socialiste de Fatos Nano en 1997, on trouve 17 ministres originaires du Sud, un de Tiranë, un de Dibër et un de la Malësi.



Source : Commission électorale (<http://cec.org.al>)



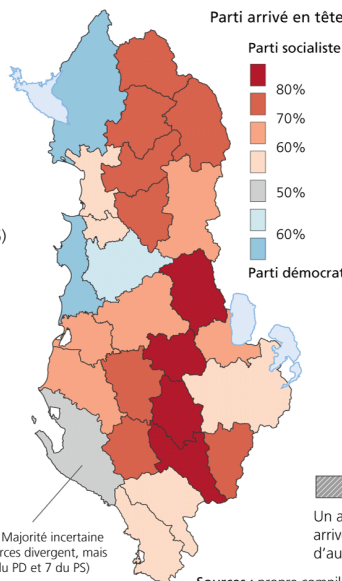
Scores des principaux partis aux élections législatives

	1991	1992	(1996)	1997	2001	2005	2009	2013	2017
PS	56.2	23.7	(20.4)	50.3	41.4	39.4	40.9	41.5	48.3
PD	38.7	57.3	(55.5)	24.1	36.9	44.1	40.2	30.6	28.9
LSI					8.2	4.9	10.5	14.3	
Autres	5.1	19.0	(24.1)	25.6	21.7	8.3	14.0	17.4	8.5

PS = Parti socialiste albanais
 PD = Parti démocratique
 LSI = Mouvement socialiste pour l'intégration

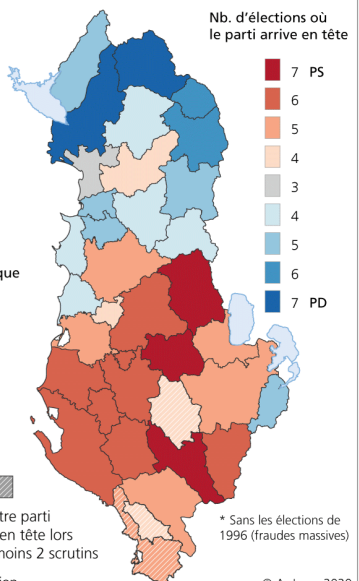
Sources : wikipedia et Commission électorale (<http://cec.org.al>)

Election législative de 1991



Sources : propre compilation

Elections législatives de 1992 et 1997-2017*



* Sans les élections de 1996 (fraudes massives)

© A. Jarne 2020

Cartes 5.165 à 5.167 : Territorialisation des bases électorales du Parti socialiste et du Parti démocratique, 1991-2017

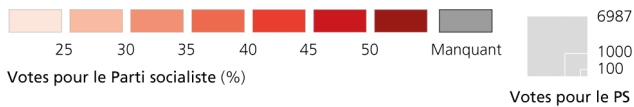
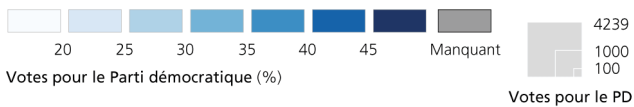
C'est au Centre, dans le triangle Lezhë-Tiranë-Lushjnjë, que se forment et se déforment les majorités. Les changements de majorité peuvent varier considérablement et se renverser brutalement. Un cas extrême est l'alternance aux élections locales entre 2007 et 2015 dans les préfectures de Tiranë et Durrës : en 2003, 22 communes et municipalités y votent à gauche, 23 à droite ; en 2007 38 à gauche, 7 à droite ; en 2011 3 à gauche et 42 à droite ; en 2015 34 à gauche et 11 à droite. Mais dans ce paysage versatile, certains traits demeurent : Tiranë et Durrës votent plutôt à gauche, les banlieues d'immigration plutôt à droite. Le vote socialiste est assez stable à Tirana (entre 50 et 60% des votes pour les coalitions centrées sur le PS), et de même à droite à Paskuqan et Kamëz (entre 50 et 70% pour les coalitions autour du PD, tableau 5.27). Ces dernières n'ont connu que des mairies de droite, alors que Tiranë n'a connu qu'une exception en 2011, lorsqu'Edi Rama, qui s'était d'abord donné vainqueur, s'est vu battu de très peu par Lulzim Basha (moins de 100 voix).

Vote PD aux él. locales	2003		2007		2011		2015	
	Mairie	Conseil	Mairie	Conseil	Mairie	Conseil	Mairie	Conseil
Tiranë	39%	45%	44%	45%	50%	50%	42%	31%
Kamëz	51%	61%	58%	60%*	55%	63%	54%	47%
Paskuqan	61%	67%	53%	64%*	57%	60%	51%	

* sans tenir compte de l'alliance nouée pour la mairie du PS avec les partis LSI, PDS, PSD et AD

Tableau 5.27 : Part de la coalition PD sur la somme coalition PD + coalition PS (à l'exclusion des autres votes)

En dépit de la forte variabilité, en particulier pour les élections à la mairie de petites communes, l'hypothèse qui lie le vote de droite à l'immigration du Nord-Est semble assez solidement confirmée par la forte corrélation entre les deux variables. En considérant les 24 anciennes communes définies par l'Instat comme appartenant à l'agglomération métropolitaine Tiranë-Durrës, la comparaison de la part des immigrés du Nord-Est dans la population en 2001 à la part des majorités obtenues par la droite sur les 8 derniers scrutins locaux donne un coefficient de corrélation linéaire $R=0.64$ ($R^2=0.41$). Le lien est plus fort à Tiranë encore : en prenant l'ancien district de Tiranë et en retranchant Baldushk et Vorë qui votent à droite malgré une faible immigration (donc sur 17 communes), on obtient $R=0.89$ ($R^2=0.79$). Les dernières élections législatives (2013 et 2017) illustrent particulièrement bien ce lien : le Parti démocratique a fait ses meilleurs scores à Kamëz, Paskuqan et dans les régions d'origine des immigrants : Kukës, Has et Tropojë, ainsi que dans le Devoll. Sur les cartes de 2013 (5.165, 5.168 et 5.169) – élection pour laquelle les archives en ligne de la Commission électorale rendent possible une cartographie désagrégée au niveau de plus de 3000 villages et districts électoraux urbains – on observe que la dimension régionale prime absolument sur toute autre. Le réservoir électoral PD constitué par la seule municipalité de Kamëz est de force comparable à Shkodër ou au Nord-Est ; de même à gauche, où le cadran sud-ouest de Tiranë (correspondant *grosso modo* à l'ancien Blok) et aussi fort que les grands bastions autour de Librazhd, Kuçovë voire même de Vlorë. La carte 5.169 situe l'enjeu dans la métropole et montre à quel point les fractures sociales et économiques entre l'urbain central et le suburbain, entre citoyens installés de longue date et immigrés récents, trouvent une traduction forte dans l'opposition presque symbolique dans le champ politique. La pose en 2015 d'une frontière municipale (ligne verte) venant séparer le bloc bleu du rouge témoigne d'une sorte de volonté de cultiver son quant-à-soi, qu'on peut interpréter comme une réaction à l'urbanisation et au développement d'une mixité trop rapides, comme une sorte d'inertie opposée au grand mouvement géohistorique de fusion des régionalismes albanais dans le chaudron métropolitain.



— Zones électorales (89) — Secteurs électoraux (5511)

Source : Commission électorale (<http://cec.org.al>)

Cartes 5.168 et 5.169 : Anamorphoses sur les résultats électoraux du PD et du PS aux législatives de 2013

5.6.11 Synthèse géohistorique

Au sortir d'une période qui avait vu – au gré des aléas géopolitiques, des menaces réelles ou supposées, et des ambitions d'un homme, d'une coterie – une idéologie universaliste se muer en un État carcéral entérinant la fossilisation des mobilités individuelles, la libéralisation brutale de cette mobilité associée aux difficultés économiques considérables auxquelles ont été confrontés individus, familles et collectivités a produit une émigration massive et une altération rapide et durable de l'ordre des coprésences sur les territoires albanais (qui constituent tout à la fois des ruptures et des opportunités). Ces nouveaux voisinages se sont imprimés dans la vie des individus – hommes partis d'abord seuls, difficultés de l'exil, « individuation » – ; des familles – éclatées spatialement, puis recomposées, rééclatées, au fil d'histoires migratoires souvent complexes impliquant par exemple tout à la fois la mobilité plus ou moins alternante de l'un des membres, permettant à terme le déplacement de la famille nucléaire en plaine, plus tard rejointe par les grands-parents, puis dont les enfants partent étudier à l'étranger, etc. – ; ils ont marqué la vie des collectivités – dépeuplement voire abandon des villages de montagne⁴⁴⁹, transfert et recomposition de réseaux de solidarités locales, hérités de structures sociales traditionnelles ou non, dans les banlieues urbaines ; ils consacrent enfin à plus large échelle, dans l'aire métropolitaine, la proximité nouvelle de populations issues des régions distantes et dont les interactions avaient jusque-là été modestes. Cette recomposition rapide opère donc à toutes les échelles, elle a une forte dimension sociale et économique. Outre la mobilité retrouvée et le réagencement des coprésences à travers l'urbanisation et la métropolisation, on peut mentionner l'émergence tardive mais décisive de cette troisième technique de maîtrise de la distance entre groupes sociaux : la télécommunication. Si le réseau téléphonique avait du temps du socialisme d'abord vocation de contrôle social, la téléphonie mobile s'est révélée tout à la fois émancipatrice des individus, garante d'un maintien du lien familial en dépit de l'éloignement, et marqueur symbolique de l'embrassement d'une société et d'une économie libérales. Dans l'appréhension dans le temps long du phénomène de la migration, son apparition constitue sans doute une rupture importante, première technologie du « migrant connecté » (Diminescu 2005), rapidement rejointe par d'autres. La médiation technologique intervient tout à la fois dans la préparation des déplacements, la conservation du lien à distance, l'intégration dans le marché du travail, etc. Plus avant, pour certains auteurs les TIC (technologies de l'information et de la communication) permettent la transformation des diasporas en « communautés transnationales » (Sampson 2003). Sans discuter ici la qualité de cette « présence connectée », on peut relever l'importance qu'elle a pris dans la société albanaise (et dans d'autres sociétés « *on the move* »), à témoin la manière dont les compagnies privées de téléphonie mobile ont marqué dès la fin des années 1990 l'espace public de leur présence quasi totémique⁴⁵⁰.

Forme de bilan provisoire des ruptures économiques – hyperfragmentation de la production agricole, effacement de l'appareil industriel décentralisé, métropolisation du tertiaire – et des migrations intenses de la transition, les cartes 5.170 à 5.172 illustrent l'émergence d'au-moins quatre Albanies : 1) la région capitale ; 2) la zone côtière ; 3) le Nord ; 4) le Sud. La première apparaît en négatif sur chacune des trois cartes (un peu moins sur celle des retraites, en raison du vieillissement de la population du centre de Tiranë) : c'est l'aire métropolitaine, où l'activité économique permet des revenus suffisants pour faire vivre la majorité des ménages. Ce n'est pas le cas ailleurs. Dans la zone côtière, haut-lieu de l'immigration interne (ainsi que sur l'axe transversal du Shkumbin et dans une moindre mesure sur le plateau de Korçë), c'est la forme de solidarité privée directe que constituent les *remittanciers* qui, s'ajoutant aux revenus de l'activité, permet la vie de 25 à 50% des ménages. On voit que le lien direct entre l'émigration ou la diaspora et la périphérie albanaise dépeuplée paraît rompu. Là ce sont des formes de solidarités indirectes (par l'intermédiaire du prélèvement fiscal) qui entrent de manière déterminante dans les revenus des ménages restés : principalement l'aide sociale dans les montagnes du Nord et du Centre, plutôt les retraites au Sud. Ce sont de manière générale les difficultés économiques des périphéries qui se perpétuent et s'accroissent : en particulier un siècle d'éloignement du Nord-Est, peut-être atténué par la mise en service d'une autoroute récemment (A1) et dont l'avenir dépendra aussi du rapprochement avec le Kosovo. La différence entre Nord et Sud est avant tout démographique. L'abaissement massif de la fécondité a tardé à atteindre le Nord. En 2011, toutes les communes de Has et Kukës voient 25 à 30% de leur population constituée d'enfants (Instat 2014a, 33), contre souvent moins de 15% au Sud (Sarandë, Dropull, Pogon). A contrario, la part des personnes

⁴⁴⁹ Instat n'a pas donné de population par villages en 2011, mais quand on voit que 600 villages avaient déjà perdu la moitié de leur population en 2001 (145 les trois-quarts) (carte 5.121), que l'hémorragie démographique s'est poursuivie dans la décennie suivante (5.143), on peut tout-à-fait concevoir comme pertinents les chiffres donnés par Agim Rrapaj qui indique qu'une enquête menée par son ONG Agrotourism Council (mai 2019) a compté 500 villages soit complètement vidés, soit dans lesquels ne résidaient plus aucune famille, seulement des personnes âgées. En relevant les résultats de l'élection législative de 2013 sur la base de la cartographie de la Commission électorale, on a en outre pu se rendre compte que près de 800 villages, essentiellement en montagne, étaient dépourvus de bureau de vote.

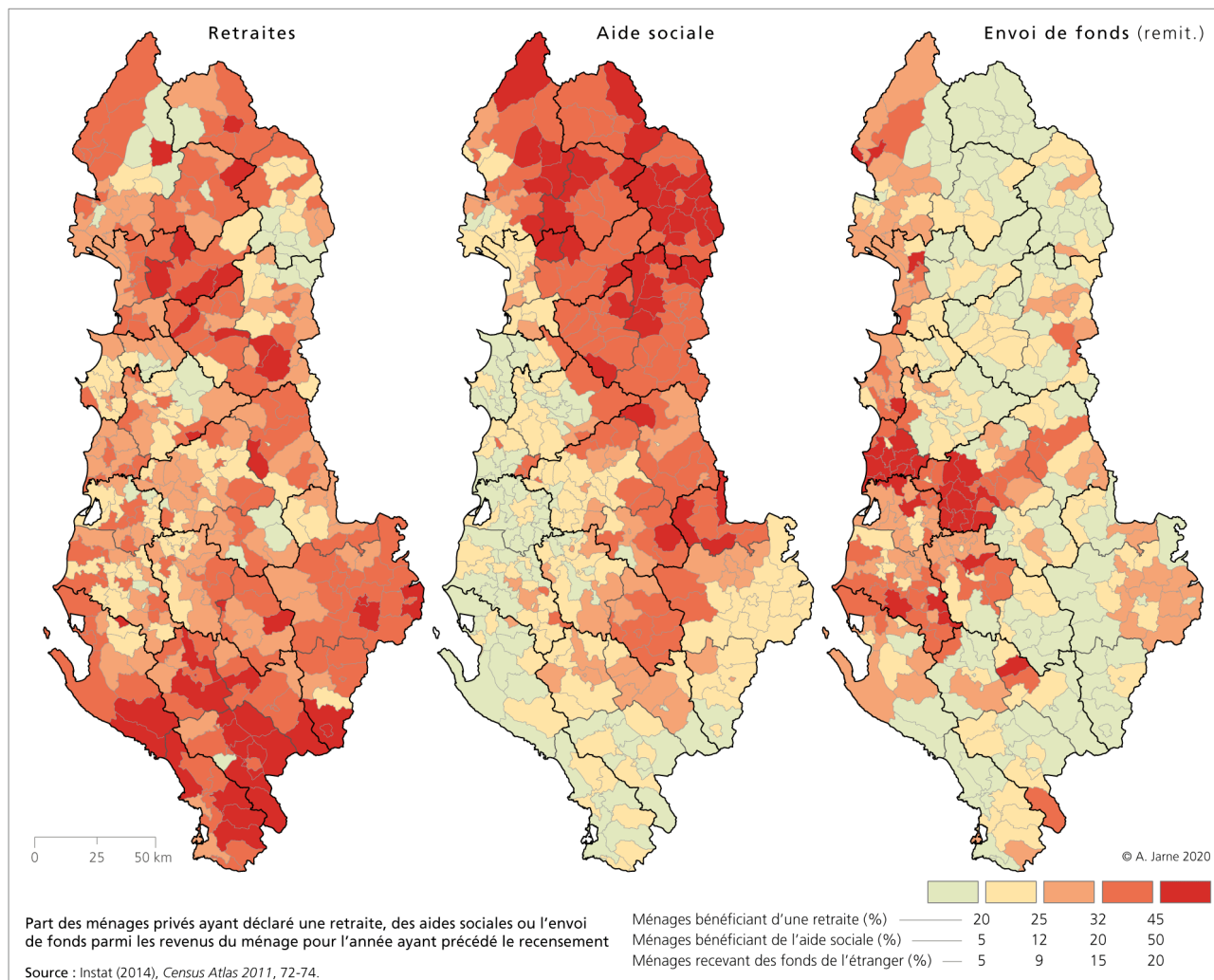
⁴⁵⁰ La « Tour Vodafone » et son restaurant sommital, au cœur de l'ancien *Blok*, ont longtemps dominé Tiranë, alors que l'aéroport accueillait les étrangers avec les grandes affiches de la même *Vodafone* ou de sa concurrente *Eagle*, présentes aussi sur d'immenses pancartes au flanc des collines entre Fushë-Krujë et la capitale.

âgées dépasse souvent 30% dans un Sud vidé de sa population active, contre seulement 5% au Nord-Est. Alors que le rapport de dépendance des jeunes tend à s'affaïsser, celui des âgés grimpe (ibid., 37-38). Le Sud apparaît ainsi sous perfusion du système des retraites (dont certaines versées par l'État grec), le reste des montagnes dans une situation de dépendance à l'aide sociale qui se résorbera vraisemblablement par la poursuite des départs et le possible renforcement des banlieues métropolitaines.

Albanie, communes/municipalités

Revenus des ménages

2011



Cartes 5.170 à 5.172 : Structure régionale du revenu des ménages

Le regard posé sur l'Albanie postsocialiste peut porter au pessimisme. On y observe nombre de ruptures et de déséquilibres : entre jeunes et vieux, communistes et opposants, Gègues et Tosques (ou Nord et Sud), ruraux et urbains, socialistes et démocrates, gagnants et perdant des politiques libérales, etc. Le tout dans un climat de faiblesse économique et de corruption endémique dont on peut, à la suite de Grataloup (2015a, 150) se demander s'il elle n'a pas son explication géohistorique. La libéralisation (celle de la mobilité aussi) a touché les économies communistes au moment historique de l'émergence des villes-mondes, ce qui peut participer à expliquer la macrocéphalie des capitales – les migrations étant plus préférentiellement orientées vers celles-ci qu'elles ne l'étaient dans les pays occidentaux aux périodes précédentes – et une concentration conjointe dans celles-ci du pouvoir à la fois économique et politique supérieure, peut-être l'un des facteurs explicatifs des niveaux élevés de corruption. D'une autre côté, la puissance qui se concentre autour de la capitale s'adosse à une représentation équilibrée des régions, fait inédit dans l'histoire albanaise moderne. Les apparentes ségrégations qui s'y affichent pourraient ne constituer que des territorialités fugaces dont aura raison – au bout d'un certain « temps de cuisson »⁴⁵¹ – la logique spatiale (celle de la proximité), faisant peut-être à terme de Tiranë le creuset

⁴⁵¹ Le « degré de cuisson » est une métaphore chinoise de l'intégration, voir Grataloup (2017, 376).

d'une véritable « albanité » ouverte sur le monde. Le dynamisme de la métropole vient progressivement combler ce « centre vide » autour duquel les Albanais, surtout ceux de l'extérieur, vivaient jusque-là leur territorialité éclatée (Deslondes et al. 1996).

Dans les conclusions de sa très complète géographie de l'Albanie publiée en 1994 (*Albania and the Albanians*, op. cit.), Derek Hall identifiait quatre potentiels importants en Albanie : 1) sa petite population, adaptable, mobile, constituant une main d'œuvre bon marché potentiellement attractive pour les investisseurs étrangers ; 2) sa situation qui permet un accès aisé à l'Europe de l'Est, de l'Ouest, au Proche-Orient et à l'Afrique du Nord, son pragmatisme religieux qui peut en faire un pont entre occident et islam ; 3) ses ressources minières, énergétiques, hydriques et agricoles qui présentent aussi un fort potentiel d'exportation ; et 4) son climat, sa côte, ses montagnes et son patrimoine culturel qui pourraient en faire une destination touristique attractive. Quinze ans plus tard, on constate que les investissements étrangers sont en légère croissance, mais concernent essentiellement la privatisation par le Gouvernement de secteurs comme la banque, les télécommunications⁴⁵², l'industrie et de manière croissante l'énergie, surtout l'hydroélectricité⁴⁵³. Dans le secteur de l'énergie, de lourds investissements initiaux sont consentis, motivés par l'exploitation des ressources naturelles. Les bénéfices pour l'économie locale sont faibles (emplois) et les inconvénients réels (en termes écologiques et surtout par la perte des terres lors de la mise en eau des barrages et de la construction des gazoducs). Si les enseignes de conseil en investissement continuent de relever la position géographique stratégique de l'Albanie, un certain dynamisme (taux de croissance de 3.7% en 2017), une main-d'œuvre jeune et bon marché et les importantes ressources naturelles, elles relèvent également que l'économie informelle demeure très enracinée (certaines estimations donnent jusqu'à 50% du PIB), que les investissements dans l'éducation sont faibles, que l'économie est peu diversifiée (encore largement agricole), que l'administration est défaillante, que les infrastructures sont insuffisantes (routes, approvisionnement en électricité), les droits de propriété mal définis et enfin que la corruption et le crime organisé continuent de sérieusement entraver l'État de droit⁴⁵⁴.

La perpétuation des grandes difficultés économiques albanaises semble participer d'une double situation d'« entre-eux » : un entre-deux temporel, celui qui voit se poursuivre cette interminable « transition » entre un état passé connu et un état futur indéfini, marqué par le libéralisme et un désir d'Europe dont l'horizon semble sans cesse reculer ; et un entre-deux géographique, tel que le définissait Violette Rey (1996), celui d'une intersection de marges, celui d'une Europe centrale et orientale « intermédiaire », dont la dynamique est dépendante, situées entre des aires centrales à dynamiques plus autonomes. Depuis que l'Albanie se situe dans cet entre-deux, soit depuis l'effacement de l'Empire ottoman, les dynamiques oscillent. « Dans l'aire de l'entre-deux, où le deux peut être multiple, l'extérieur contrecarre et gauchit les forces endogènes d'organisation, qui doivent trouver des parades ; les sociétés se façonnent à travers des perceptions où pèse toujours l'incertitude. Les paysages, fragments de temps piégés, palimpsestes juxtaposant des formes-musées, des formes d'avant-garde, des ébauches inachevées, expriment dans l'espace la particularité du rapport que les sociétés entretiennent avec le temps. Le temps historique dans l'entre-deux est celui des adversités récurrentes où le manque de durée des situations successives empêche l'accumulation et l'évolution, au profit d'oscillations et de retour à des états antérieurs ; il empêche d'oublier et invite à un vécu cyclique et discontinu du temps, plus favorable à la création comme absolue nouveauté qu'à la patiente intégration d'acquis antérieurs, toujours escamotés ou tronqués. Les interférences multiples et ce rapport au temps donnent naissance à un foisonnement de différences et à une exacerbation des altérités ; ils sont porteurs de créativité radicale, mais qui, pour s'épanouir, émigreront vers d'autres lieux plus centraux » (Rey 1996, 10). L'Albanie n'est pas encore remise de la brutalité de la dernière bascule, lorsqu'elle s'est tournée de l'est vers l'ouest et de l'économie planifiée vers l'économie de marché. Le communisme a vu un pouvoir très centralisé déployant de façon autoritaire une économie spatialement très décentralisée, produisant une forme d'homogénéité et d'indifférenciation spatiale, d'« atonie », soit typiquement le manque de diversité, de complémentarité des lieux, de fluidité des réseaux qui constituent le terreau de l'économie de marché. Si ces difficultés persistent, l'Albanie devra y faire face à l'avenir dans des conditions démographiques de moins en moins favorables en raison du vieillissement de sa population.

⁴⁵² Vodaphone Albania est propriété d'un groupe anglais, Telekom Albania faisait partie d'un groupe grec jusqu'en 2008, puis allemand et aujourd'hui bulgare, et ALBtelecom (ex Eagle) est aujourd'hui turque.

⁴⁵³ Au premier semestre 2018, plus de deux tiers des investissements concernaient le secteur de l'énergie, principalement deux projets : le Trans Adriatic Pipeline (TAP), projet de la firme suisse Axpo (aujourd'hui en association avec un groupe norvégien), qui doit connecter le gazoduc transanatolien (TANAP) à l'Italie puis au reste de l'Europe ; et une grosse centrale hydroélectrique sur le Devoll, à Moglicë, mise en service actuellement, construite par une firme norvégienne enregistrée en Hollande (Statkraft). Les investissements hollandais et canadiens sont en hausse, dans la perspective de l'exploitation des ressources albanaises en gaz et en pétrole (Albania Daily News, 26 septembre 2018).

⁴⁵⁴ Voir les sites d'information à destination des investisseurs, comme <http://www.expert-comptable-international.info> ou <https://assets.kpmg/content/dam/kpmg/bg/pdf/Investment-in-Albania-Web.pdf>

5.7 Synthèse géohistorique générale : ruptures et continuité

En guise de synthèse générale du chapitre 5, on propose d'abord de revenir sur les quatre grandes périodes de l'histoire albanaise moderne et leurs ruptures au regard des modèles géohistoriques proposés au début de ce travail, soit de celui de Durand et al. (1992, et Lévy et al., 2008) au chapitre 2.1.4 et celui de la transition mobilitaire de Zelinsky (1971) au chapitre 2.2.3. Après quoi on propose de décrire ce qui, par delà les ruptures, constitue une forme de continuité dans l'histoire moderne du peuplement de l'Albanie : le mouvement du centre de gravité démographique vers le nord-est et la baisse constante de l'altitude moyenne de résidence de la population.

5.7.1 Quatre systèmes et trois ruptures

Si l'on cherche à faire entrer le monde ottoman dans le « système de systèmes » décrit à la figure 2.1⁴⁵⁵ en comparaison de la situation ultérieure du puzzle des États, on pourrait énoncer qu'au niveau infra-impérial (l'Empire lui-même participait du *champ de forces*) celui-ci était constitué conjointement de *réseaux hiérarchisés* (commerciaux et « nationaux » – les millet) et de compartiments comme en retrait de ceux-ci (sans être bien-sûr complètement cloisonnés), un *ensemble des mondes* dont les clans des vallées nord-albanaises constituent un archétype.

La substitution à l'Empire d'une mosaïque d'États « imparfaitement nationaux » fait entrer les Balkans pleinement dans le système du *champ de forces*, à savoir le domaine des relations internationales. Le concept d'État-nation, poussé à son terme, est négateur de tout niveau géographique supérieur, fondamentalement incompatible avec toute structure trans- ou supranationale telles que l'étaient les grands empires multicommunautaires (russe, austro-hongrois ou ottoman) (Grataloup 2015b, 255). Cet épisode historique s'apparente donc pour partie à une *déconnexion*, celle des réseaux inter-régionaux ottomans qui avaient fait la prospérité de villes comme Shkodër ou Korçë. Ce moment d'affirmation territoriale des identités nationales dans les Balkans, moment de conflits et de profondes incertitudes, s'insère de manière plus générale dans une période de recul du niveau mondial et d'exacerbation d'une composante de la « multirythmie » géohistorique qu'est la dialectique entre un niveau économique plus global, plus fluide, qui a pris un large essor jusqu'en 1914, et un niveau politique, fondé sur des identités fractionnées et qui alors tendent à se renforcer. Grataloup (ibid., 255) parle d'une « autonomisation des dimensions » politiques et économiques, d'une disjonction entre un Monde économique et un polycentrisme identitaire et politique (ibid., 257).

En ces temps où les territoires dominent si clairement les réseaux, où le politique surplombe l'économique, la survie de l'Albanie ne peut tenir qu'aux relations tissées avec des États plus puissants, comme l'Autriche-Hongrie, et surtout l'Italie, avec qui l'intégration économique ira très loin, finalement sous la contrainte. Le choix par les Albanais de leur capitale est lourd de sens : Tiranë est tout à la fois géographiquement centrale, mais aussi elle s'affiche en retrait des réseaux commerciaux et d'échanges, ce dont témoigne sa très faible mixité religieuse, une exception parmi les villes albanaises. Non qu'on cherche à dire ici que l'Islam participe davantage à la définition de l'albanité que les autres religions, mais bien plutôt qu'il est significatif que ni Durrës ni Vlorë, interfaces avec l'Italie, ni Korçë, connectée à l'intérieur des Balkans, ni même Elbasan, centrale et sur un axe de première importance, n'aient été choisies. L'adoption de Tiranë est un choix politique et témoigne d'une volonté d'indépendance. A l'intérieur du pays aussi la politique s'inscrit dans ce paradigme du champ de forces : certains régionalismes s'affirment – vellétés sécessionnistes de la Mirditë, sentiment d'exclusion des régions méridionales – et la dimension des communautés religieuses revêt également un caractère structurant dans la perspective d'établir la forme du gouvernement. Les années 1930 marquent l'intégration toujours plus forte, sous l'impulsion puis la contrainte des Italiens, dans une économie transadriatique. La Seconde Guerre voit d'une part, dans un premier temps, le paroxysme de cette « intégration », puis revêt aussi pour l'Albanie une signification particulière après l'occupation au printemps 1941 de la Yougoslavie par les forces de l'Axe : le protectorat albanais prend la forme territoriale de la « Grande Albanie », ce qui, en dépit des circonstances de l'union, donne aux Albanais un précédent historique, une « inspiration » (Hall 1994, 203). La logique spatiale n'est pas différente, l'emprise territoriale si (mais pour un peu moins de trois ans seulement).

⁴⁵⁵ Dans les lignes qui suivent, on met en italique les termes repris de ce schéma et qui traduisent les quatre modèles de relations des sociétés entre elles et les interactions entre ces systèmes.

L'interprétation de la signification de la brève alliance avec l'Union soviétique dépend pour partie de l'interprétation qu'on fait de l'histoire de l'URSS elle-même : a-t-elle contribué à forger une « mondialisation alternative », fondée sur un véritable « internationalisme prolétarien », ou au contraire, ses efforts pour maintenir le Monde capitaliste à distance n'ont-ils pas provoqué avant tout une induration des identités locales ? La seconde perspective semble a posteriori mieux décrire la voie albanaise. Le désir manifesté par Krouchtchev d'augmenter l'intégration économique avec l'Albanie a été vécu par les Albanais comme une tentative impérialiste. On pourrait parler d'une *insertion* avortée. Cela évoque l'oxymore de Jandot (1994) quand il parle de « national-marxisme » à propos de l'Albanie. Cette appellation masque cependant le fait que si le régime recourt en effet au lexique de l'instrumentalisation nationaliste (voir chapitre 5.5.14), il se désintéresse par ailleurs très largement de la « question nationale » albanaise. En ce sens, c'est bien d'avantage l'État que la Nation qui est l'objet, du moins provisoirement, de toute l'attention. Alors que les réseaux ottomans avait mis en exergue certaines villes, que le nationalisme de l'avant-guerre avait promu Tiranë, l'« étatismisme » profondément idéologique qui lui succède produit une urbanisation bien spécifique – maillée, décentralisée – qui paraît alors correspondre à la seule échelle jugée pertinente : celle du territoire de l'État albanaise. Dans le jeu des échelles, ce temps (après 1960) évoque au niveau du pays un *repli*, mais à l'intérieur de celui-ci, pour les régions jusque-là enclavées qui le constituaient, au contraire une forme d'*inclusion* dans un *réseau hiérarchisé*. On peut considérer une manière d'inversion avec la période ottomane, qui prend la forme d'une profonde introversion : les « poches » alors oubliées dans les interstices d'un réseau vaste et lâche sont arraisonnées et assujetties, mais au sein d'un ensemble, l'Albanie, qui lui-même se place hors de tout réseau d'échelle supérieure.

En 1991, l'Albanie réintègre d'une part le « concert des nations », qui marque sa nouvelle *affirmation* dans le jeu géopolitique des relations internationales dont elle s'était largement abstraite au cours des décennies précédentes, mais surtout elle doit s'efforcer d'organiser son *inclusion* dans des réseaux économiques marqués dans l'intervalle par la globalisation croissante des échanges. Le *repli* de l'Albanie l'avait tenue durablement à l'écart des évolutions techniques et des habitus propres à la compétition dans la production et les échanges de biens et services. A un moment où partout la pertinence toujours accrue de l'échelle mondiale dans les flux économiques produit la métropolisation de l'urbain, l'Albanie connaît de surcroît un effondrement de son économie, un plafonnement démographique et un contexte balkanique où le morcellement et les crispations identitaires ne facilitent pas le développement d'échanges et de réseaux urbains transnationaux. La faiblesse des économies nationale et régionale participent donc à exacerber davantage encore l'importance de Tiranë en tant que relais albanais vers l'échelle mondiale. On le voit, le modèle du Durand et al. offre une clé de lecture intéressante des quatre grandes périodes de l'histoire moderne albanaise – celle de l'inclusion à l'Empire, celle du nationalisme en quête d'un État, celle du *repli*, et celle de l'intégration dans le Monde – avec quatre formes d'urbanisation successives pour partie déterminées par les échelles pertinentes propres à chaque époque. On remarque que dans le cas de l'histoire albanaise, les transitions sont constituées d'autant d'épisodes d'insertion, d'inclusion ou d'affirmation que de déconnexion ou de *repli*. Le modèle de Zelinsky, qui s'inscrit de manière plus explicite dans le paradigme de la modernisation, n'intègre pas directement la possibilité de tels mouvements de reflux – si ce n'est sous forme « d'accidents ou de circonstances exceptionnelles » (Zelinsky 1971, 229).

5.7.2 Les transitions albanaises à l'aune des modèles

Le grand tableau 5.28 est une tentative de donner à lire en parallèle les quatre grands systèmes spatiaux concernant l'Albanie au 20^e siècle et les deux modèles de transition (démographique et mobilière) que Zelinsky avait couplés dans son article de 1971. Dans la colonne de droite, on essaie d'y associer les « modèles de relations des groupes humains entre eux » établis par Durand et al. et dont la succession a été décrite dans les paragraphes qui précèdent. Dès la description d'une « société traditionnelle prémoderne » faiblement mobile, on se heurte à une réalité balkanique et albanaise où au contraire le potentiel de mobilité paraît comparativement élevé (Schmitt 2012), en raison surtout de l'institution du *kurbet* qui fait que davantage que les quelques catégories citées par Zelinsky (aristocrates, pèlerins, marchands, étudiants, soldats etc.) étaient amenés à franchir des « limites sociales importantes ». La conjugaison de la pauvreté et de l'intégration dans une vaste structure impériale, qui a aussi produit la mobilité des militaires et des administrateurs ainsi qu'une émigration précoce, participe à expliquer ce fait. Le système spatial schématisé à gauche met en valeur le réseau et les villes dynamiques grâce à leur situation sur celui-ci (comme Korçë) ainsi que Shkodër, dont la position s'est affaiblie mais qui bénéficie d'une immigration liée au recul territorial de l'Empire.

Le moment d'affirmation territoriale des identités nationales tel que décrit plus haut offre à bien des égards l'apparence d'une amorce de transition mobilière, à savoir l'urbanisation, le mouvement vers les fronts pionniers, l'émigration importante, l'immigration (le plus souvent conçue comme provisoire) de travailleurs

qualifiés – italiens, yougoslaves puis russes en la circonstance – et la construction du réseau routier qui doit permettre le développement de la mobilité interne. Mais d'un autre côté cet essor de la mobilité et de l'urbanisation demeure modeste et il n'est pas lié, comme dans le perspective de Zelinsky, au démarrage de la transition démographique et à la croissance de la population qui en résulte (ce qu'indique le découplage entre la transition démographique et celle mobilitaire dans le tableau 5.28). L'origine est plutôt à chercher dans des facteurs géopolitiques : indépendance nationale, disponibilité nouvelle de certaines terres, nécessaire développement d'une capitale qui fait qu'on assiste à une centralisation plutôt qu'à une réelle urbanisation, développement du réseau routier essentiellement lié aux ambitions d'un acteur extérieur (l'Italie), etc. On peut voir les années 1940 et 1950 comme la continuation de cette première phase de transition mobilitaire, mais avec un renversement progressif vers des forces endogènes et surtout un réel décollage démographique dès les années 1950. Ces années sont sans doute celles qui s'apparentent le plus à ce que décrit Zelinsky (concomitance des stades initiaux des deux transitions), à une exception notoire : l'émigration. Là encore, l'explication est de nature géopolitique, et du bouclage de l'émigration résulte une pression accrue sur les villes – Tiranë surtout, dans la suite de la dynamique d'avant-guerre – à laquelle le pouvoir communiste répondra en restreignant la mobilité individuelle.

On a très clairement dès le début des années 1960 une disjonction profonde entre le modèle mobilitaire et la réalité albanaise qui porte à considérer, à la suite d'Okólski (2012), que celui-ci est pensé pour le contexte occidental des économies libérales mais s'applique plus difficilement aux économies fortement centralisées et planifiées de l'Est. Dans l'approche de Zelinsky, diminution du solde naturel et de l'exode rural vont de concert. Dans l'Albanie hoxhaïenne, les politiques de mobilité se font restrictives alors même que la transition démographique est enrayée par l'adoption de politiques natalistes. Ce paradoxe semble situer les politiques familiales plutôt sur le versant nationaliste, comme un legs de la période qui précède, et celles territoriales et « anti-urbaines » plutôt sur le versant de l'idéologie marxiste, bien que qu'on puisse aussi relever leur fonction de quadrillage et de contrôle du territoire ainsi que de maintien du peuplement des zones frontalières. La croissance et la complexification de la « circulation » (la mobilité qui n'implique pas de changement de résidence, soit ici essentiellement les mouvements pendulaires), dont Zelinsky situe le *momentum* dans la troisième phase, alors que diminuent les mouvements vers les villes, apparaissent ici au contraire plutôt en amont de l'urbanisation en raison de la forte priorité donnée aux investissements industriels au détriment du logement et des infrastructures, puis tendent à décroître⁴⁵⁶. Les années 1960 à 1990 peuvent être interprétées comme un coup d'arrêt à la transition mobilitaire, mais surtout elles en bouleversent la structure : les phénomènes de sous-urbanisation et de rétention rurale vont avoir un impact fort sur la mobilité après 1991.

La période récente correspond aussi à un découplage des modèles de transition démographique et mobilitaire. Du point-de-vue de la première on se situe clairement dans la *Late Transitional Society*, marquée surtout par le déclin de la fertilité, alors que du point-de-vue de la seconde, et même si certains éléments évoquent un phasage correspondant – développement de la mobilité individuelle, rôle des métropoles –, la situation évoque plutôt la *Early Transitional Society*, soit une seconde phase d'exode rural massif (après les années 1950). Cet exode rural est largement et durablement orienté vers l'étranger et se détourne des villes albanaises (à part Tiranë), aussi parce que les distances sont courtes et le différentiel en termes d'opportunités économiques important (Skeldon 1997, Lerch 2016). Le caractère très tardif de la dénatalité et la politique si longtemps appliquée du maintien rural auront fait coïncider une seconde phase d'exode massif avec le moment historique de l'affirmation des métropoles. Le schéma du système spatial du régime de la démocratie libérale illustre – de manière un peu outrée pour signifier l'importance de cette échelle nouvelle – l'inclusion de Tiranë dans un réseau européen et mondial. Les frontières nationales conservent leur pertinence (moindre qu'à l'entre-deux-guerres) mais hors du réseau des métropoles, aucune ville n'est représentée : le niveau des échanges internationaux régionaux (économiques, coopérations ou agglomérations transfrontalières) demeure faible. Par contre, au niveau individuel et familial, les réseaux de migrants et l'envoi de fonds demeurent absolument prépondérants. Le fait qu'en Europe elle achève la dernière cette transition et que persiste sa situation de faiblesse économique tient l'Albanie à bonne distance du stade suivant envisagé par Zelinsky, l'*Advanced Society*. Celle-ci se distinguerait entre-autre par d'importants mouvements entre les villes et au sein des agglomérations, mais ceux-ci demeurent très faibles en Albanie (Instat 2014e, 99)⁴⁵⁷. On est loin aussi d'une immigration peu qualifiée telle que prévue par le modèle.

⁴⁵⁶ Ce phénomène est moins fort en Albanie qu'ailleurs (voir chapitre 5.5.4), et la décroissance de cette pendularité préurbaine n'y est pas attestée, comme c'est le cas par exemple pour la Pologne (voir Okólski, 2012).

⁴⁵⁷ Le solde pendulaire pour Tiranë, de loin la plus attractive des villes albanaises, était en 2010/11 de moins de 25'000 travailleurs venant des banlieues pour un total d'environ 180'000 emplois au centre.

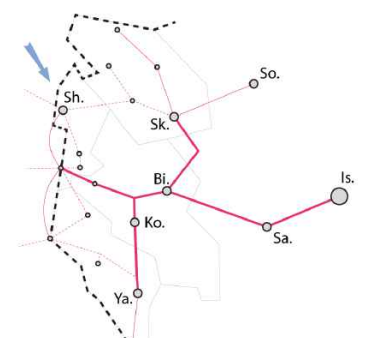
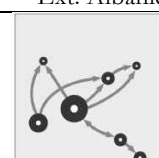
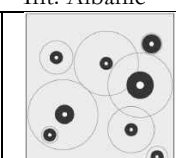
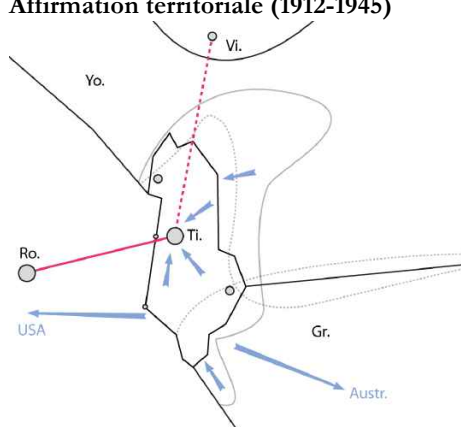
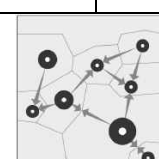
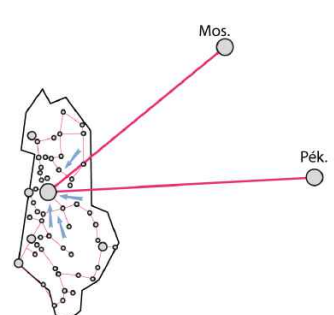
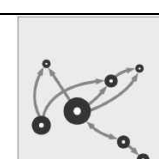
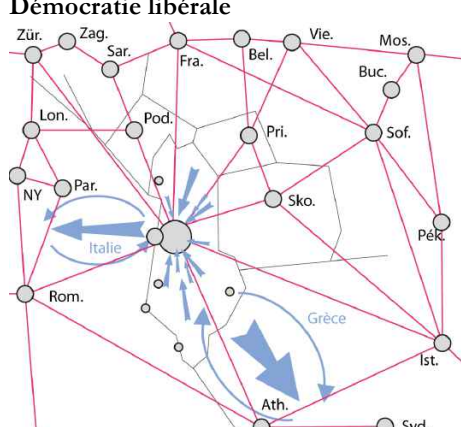
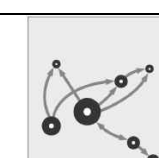
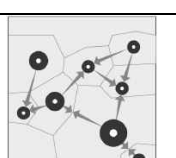
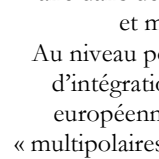
Système spatial Forme d'urbanisation	Transition mobilitaire	Transition démogr.	Modèle de relation	
			Ext. Albanie	Int. Albanie
Empire ottoman 	I Société trad. pré-moderne Potentiel de mobilité supérieur à desc. Zelinsky : migrations de travail, enrôlement, carrières administratives, émigration	A Société trad. pré-moderne Fertilité élevée, mortalité infantile élevée, mortalité générale élevée, léger excédent démographique alimente l'émigration	 Réseau hiérarchisé Au sein de l'Empire, réseaux commerciaux et nationaux (<i>millet</i>)	 Ensemble des mondes Poches de faible accessibilité déconnectées des réseaux
Affirmation territoriale (1912-1945) 	II Premier stade de transition Urbanisation, émigration lointaine, « immigration » qualifiée (italienne, yougoslave, puis russe). Amélioration progressive des conditions de la mobilité interne (réseau routier)	A En raison des conflits et des mauvaises conditions sanitaires, la mortalité demeure très élevée, surtout dans les régions enclavées	 Champ de forces Au niveau international, conflits et négociations pour définir les territoires nationaux (puis ascendant italien). Au niveau national, tractations entre les différentes régions et communautés pour dessiner le système politique	
Communisme (1945-1991) 	? Phase de recul généralisé des mobilités	B Premier stade de transition Chute de la mortalité, forte croissance nat.	 1948-1960 Tentative d'intégrer le « bloc de l'Est »	
Démocratie libérale 	II Premier stade de transition Emigration et exode rural massifs. Dynamique de métropolisation croissante	C Second stade de la transition Baisse rapide de la natalité et chute de la croissance naturelle. Avec l'émigration : décreuse démographique	 1960-1991 Repli	 Réseau urbain maillé
			 Au niveau économique, inclusion de Tiranë dans des réseaux européens et mondiaux. Au niveau politique processus d'intégration dans l'Union européenne, opportunités « multipolaires », résurgence de la question kosovare	

Tableau 5.28 : Système spatiaux, formes d'urbanisation, transitions mobilitaire et démographique dans l'Albanie moderne

On le comprend bien à l'énumération de ces « écarts au modèle » et à la mention du fréquent découplage de ses composantes démographiques et de mobilitaires, la théorie de Zelinsky est peu pertinente pour décrire l'histoire albanaise⁴⁵⁸. Comme d'autres épisodes, et ainsi que le conclut Lerch (2016), la migration albanaise des années 1990 par exemple sort clairement du cadre du paradigme de la modernisation. C'est l'enseignement qu'on peut en tirer à ce stade : si l'histoire albanaise, de par la prépotence très significative du politique et du géopolitique à plusieurs moments, dessine une trajectoire profondément originale, elle révèle aussi en creux l'historicité des modèles eux-mêmes. Celui de Zelinsky est le plus clairement modernisateur, avec sa flèche du temps univoquement orientée vers un horizon bien défini, alors que celui de Durand et al. est plus plastique, envisageant des temporalités multiples et des parcours possibles variés, des emboitements d'échelles etc. Son volet diachronique cependant repose essentiellement sur les mêmes bases : le caractère cumulatif de l'innovation technologique et un approvisionnement énergétique continu voire croissant permettant l'intensification de la mobilité et de la télécommunication, ainsi que la libre diffusion des innovations et de la mobilité dans un espace initialement discontinu mais toujours ouvert (comme celui de l'économie libérale), à l'extrême une forme d'espace anhistorique.

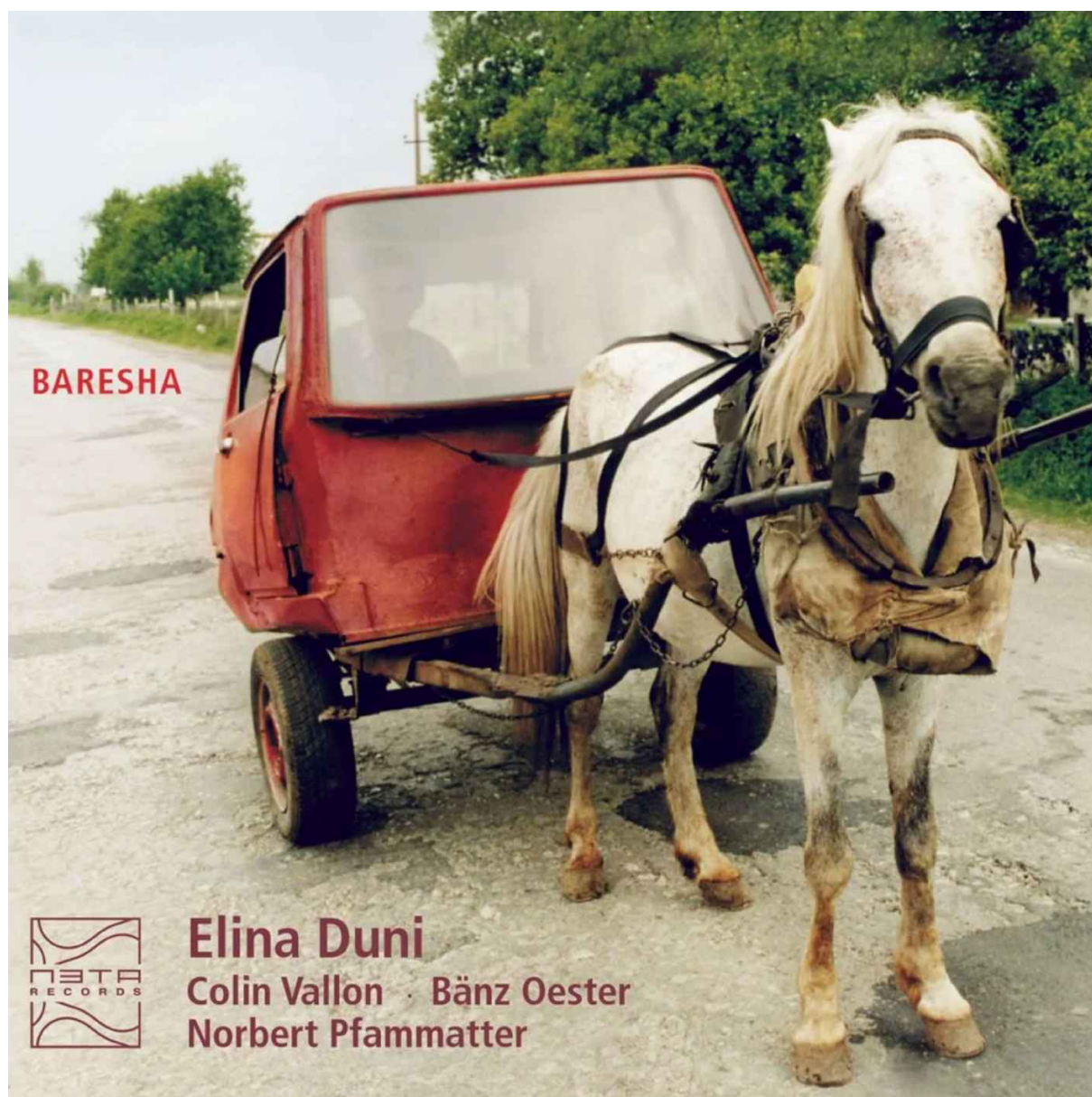


Illustration 5.13 : Cette photo prise non loin de Shkodër rend honneur au sens de l'improvisation des Albanais. Elle rappelle aussi, en montrant une sorte de « recyclage du moderne dans l'ancien », les à-coups de leur « transition mobilière ». Photo : A. Jarne (2006)

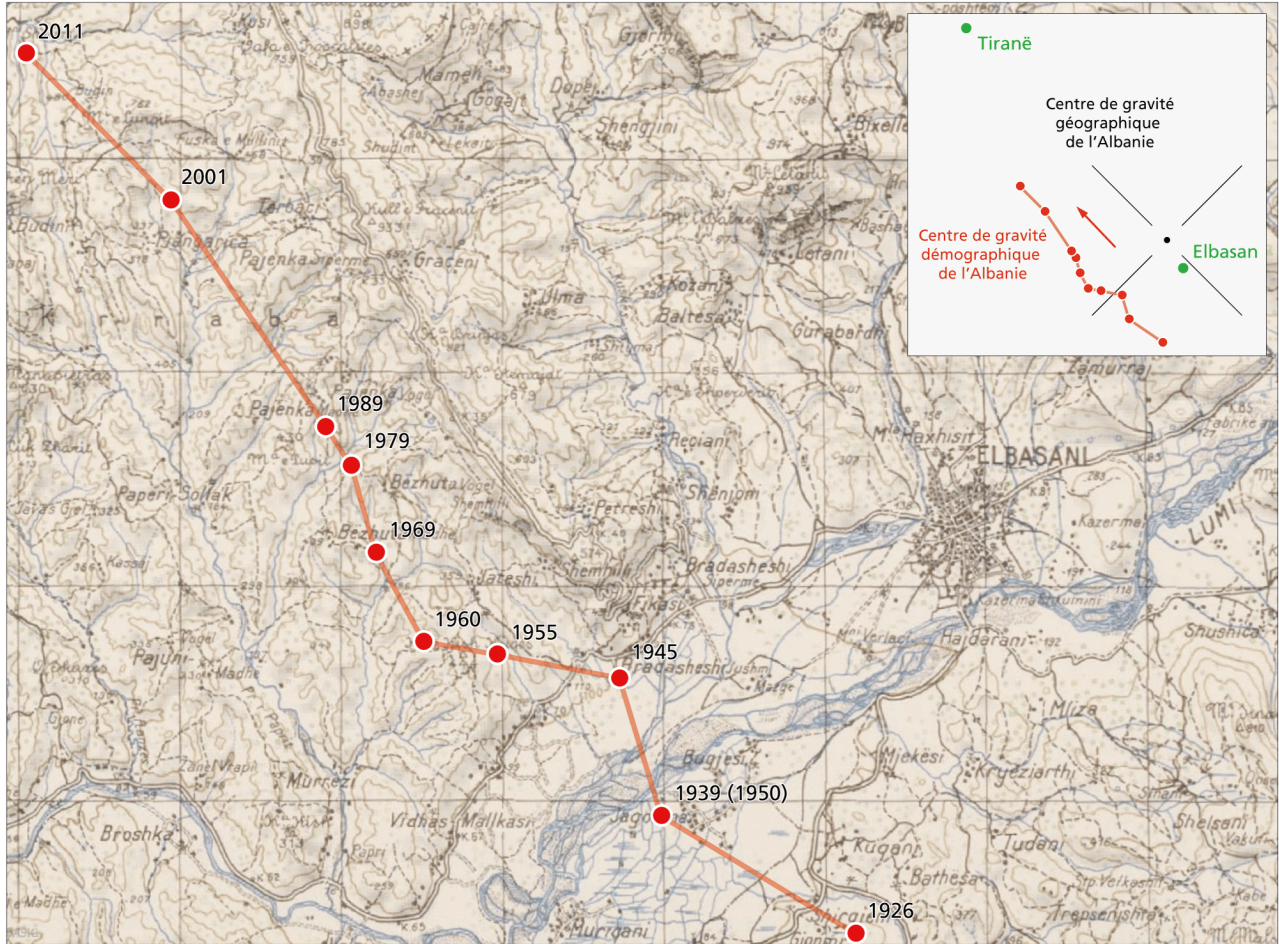
⁴⁵⁸ En 1991, dans son livre *Population mobility in developing countries : a reinterpretation*, le géographe Ronald Skeldon revient sur le modèle de Zelinsky et montre en quoi il doit être adapté pour permettre d'approcher une description du déploiement de la mobilité dans le contexte particulier des pays « en développement ». Cette déclinaison du modèle de Zelinsky est sans doute plus appropriée pour commenter l'histoire albanaise.

5.7.3 Continuité : le déplacement du centre de gravité de la population

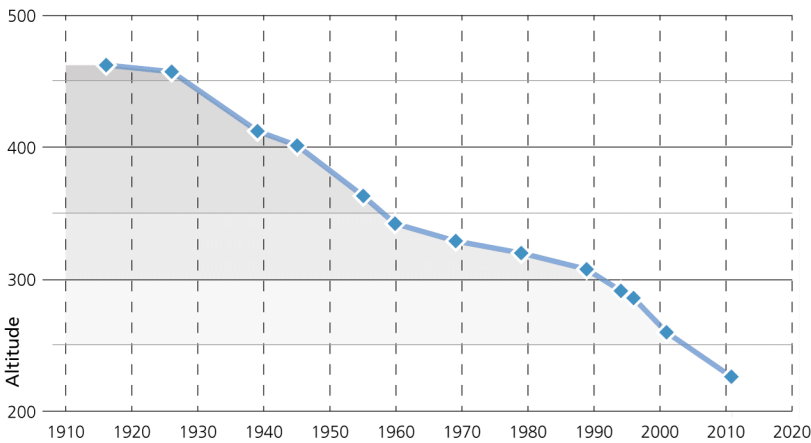
Par delà les systèmes spatiaux successifs, le rééquilibrage démographique qui marque l'Albanie au 20^e siècle est une tendance lourde qui s'inscrit dans la continuité. La carte 5.173 qui illustre le déplacement du centre de gravité de la population (calculé au niveau des villes et villages). On voit qu'Elbasan, en plus d'être sur un axe de communication historique important, est au centre de l'Albanie à la fois en termes géographiques et démographiques. Entre 1926 et 2011, soit sur un siècle environ, le centre de gravité s'est déplacé de manière continue vers la côte (de 14 kilomètres au total) et vers le nord (16 kilomètres). Cette amplitude est relativement importante, par exemple en comparaison avec un pays comme la Suisse qui avec une superficie, une morphologie et une population comparables, affiche un équilibre démographique bien supérieur : en 150 ans, le centre de gravité de la population n'y est jamais sorti d'un carré de cinq kilomètres de côté (Schuler et al. 2006). En Albanie ces mouvements connaissent leurs plus grandes intensités avant et durant la guerre (330 m/an entre 1926 et 1945) et après 1989 (près de 400 m/an). Leur intensité est logiquement décroissante entre les années 1960 (260 m/an) et 1980 (80 m/an). Le mouvement vers le nord est généralement lié au déséquilibre migratoire vers les régions centrales (le Sud émigre davantage). Mais, surtout dans les trois décennies de restriction de la mobilité (de 1960 à 1991), le déplacement important vers le nord est aussi à mettre en relation avec la diffusion de la transition démographique des plaines centrales vers le Nord-Est et les importants déséquilibres de la croissance naturelle qui en résultent (soldes beaucoup plus élevés au nord qu'au sud). On voit aussi que le phénomène ininterrompu de « littoralisation » (mouvement d'est en ouest), qui lui touche toute l'Albanie – Nord compris –, prend clairement le pas sur le déplacement vers le nord durant les premières années du communisme. Enfin pour la période contemporaine, l'accélération de la « septentrionalisation » albanaise montre que l'émigration supérieure du Sud et le solde naturel plus élevé du Nord ont un impact en termes de répartition démographique qui fait plus que compenser le grand flux migratoire interne qui bouleverse alors le visage de la région capitale : celui des montagnards du Nord-Est vers les banlieues métropolitaines.

Ce déplacement s'accompagne d'une baisse constante de l'altitude moyenne de résidence de la population. De 462 mètres en 1918, elle chute à 226 mètres en 2011. Probablement assez stable jusqu'à lors, elle amorce dans les années 1920 une chute régulière (entre 3 et 4 mètres de perte annuelle) sur tout le siècle, à l'exception d'une accalmie entre 1960 et 1989, où elle se limite à un mètre par année environ. La diminution est historiquement la plus forte à la fin des années 1950 (-4.4 mètres entre 1955 et 1960).

Déplacement du centre de gravité de la population albanaise



© A. Jarne 2020



Evolution de l'altitude moyenne de résidence de la population

Sources : dénombrements de 1913/18, recensement de 1918, registres de 1926, recensements de 1945 à 2011

Statistiques du mouvement du centre de gravité démographique et de l'altitude moyenne de résidence

Année	Altitude	Période	Alt./an	Dist. (m)	m/an
1918*	462				
1926	457	1918-1926	-0.6		
1939**	412	1926-1939	-3.4	4093	315
1945	402	1939-1945	-1.7	2493	416
1955	363	1945-1955	-3.9	2162	216
1960	342	1955-1960	-4.4	1298	260
1969	329	1960-1969	-1.4	1750	194
1979	319	1969-1979	-1.0	1571	157
1989	307	1979-1989	-1.2	806	81
2001	259	1989-2001	-4.0	4762	397
2011	226***	2001-2011	-3.4	3542	354

Perte d'altitude totale -236 m
 Perte d'altitude moyenne annuelle (1918-2011) -2.5 m/an
 Distance totale centre de gravité (1926-2011) 22'477 m
 Distance moyenne par an (1926-2011) 264 m/an

* Manquent les zones non recensées (Vlorë, Shkrapar etc.)

** Données du recensement de 1950 (domicile de jure)

*** Données au niveau communal redressées selon le facteur communal/local calculé pour 2001 (le calcul au niveau local donne des résultats plus élevés : le centre des communes est souvent à une altitude inférieure à la moyenne des localités)

Carte 5.173 et figure 5.10 : Déplacement du centre de gravité de la population albanaise et de l'altitude moyenne de résidence entre 1918 et 2011

6. Une géohistoire par les géotypes de mobilité

Ce chapitre décrit la proposition théorique qui consisterait à véritablement centrer le récit géohistorique sur les mobilités. Après avoir situé l'intérêt de l'approche (6.1), on propose dans un premier temps une mesure des gradients d'urbanité albanais, puis l'usage de ceux-ci pour mesurer l'urbanité moyenne et son évolution (6.2). On introduit ensuite le concept de « géotypes de mobilité » (6.3), et on s'efforce de donner la liste de ceux qui nous paraissent avoir opéré durant le siècle écoulé en Albanie et d'en situer l'intérêt historique (6.4). Enfin, en utilisant la différence d'urbanité entre lieu de départ et lieu d'arrivée des migrations dont les recensements ont enregistré la trace, on propose un calcul de l'historité – c'est-à-dire de la capacité à induire un changement social – de certains de ces « géotypes de mobilité ».

6.1 Construire une géohistoire sur les mobilités

Dans le chapitre précédent, on a exploité le corpus de données démographiques villageoises et la reconstitution de certains flux pour construire un récit géohistorique centré sur une succession de systèmes spatiaux et de transitions entre ceux-ci. On termine ce travail en ébauchant une autre approche, celle de la possible construction d'un récit qui s'articule autour de la mobilité de la population, celle qui permet l'urbanisation, mais pas uniquement. Il s'agit finalement de porter un regard différent sur un même objet. Lorsqu'on parle de l'urbanisation par exemple, on peut l'envisager tour à tour sous l'angle de l'établissement par l'État de structures d'encadrement territorial, ou sous celui de la nécessité économique de la concentration pour obtenir des rendements d'échelle croissants, ou encore, comme une réponse de groupes sociaux à la question de la séparation et de la distance. On considère plutôt ici la dernière approche, qui paraît de nature à enrichir le contenu quantitatif propre au corpus de cette thèse d'explications tournées vers les évolutions sociales, susceptibles d'être interprétées et rapportées aux valeurs et représentations propres à un contexte historique précis (historicité) : la mobilité (dans le sens de franchissement), ses formes, son intensité, a la partie fortement liée avec le changement social⁴⁵⁹. La proposition de Gottmann (1952) dans les années 1950 paraît ici pertinente : partant du cloisonnement de l'espace comme catégorie fondamentale, il opposait la « circulation », facteur de changement et de déstabilisation (comme c'était le cas pour l'École de Chicago), à l'« iconographie », l'ensemble des symboles et des représentations qui font l'unité d'un peuple et le lient à un territoire. L'iconographie intègre la dimension culturelle, elle évolue en symbiose avec la circulation. Par exemple, la généralisation de la circulation (mondialisation) peut susciter des effets de repli sur les iconographies (régionalismes, fondamentalismes). Si la circulation n'est pas la mobilité, elle l'intègre. On pense aussi au modèle de Wilbur Zelinsky (1971), décrit au chapitre 2.2.3, qui en parallèle au modèle classique de la transition démographique adjoignait un modèle de la « transition mobilière » (*mobility transition*). Les cinq étapes décrites correspondent à différents états des sociétés (de la société traditionnelle pré-moderne à la *Future Superadvanced Society*) et intègrent les mouvements des villes vers les campagnes (très forts dans la transition de la société pré-moderne vers la société moderne), mouvements inter- et intra-urbains, immigration et émigration, et différentes formes de circulations (de loisir, etc.) propres aux étapes plus avancées. Ces deux approches s'accordent à la conception de la mobilité dans la géohistoire, où sont associés d'une part besoin de proximité - concrétisé par le territoire – et besoin de reproduction, et d'autre part mobilité, grandes distances, dimension spatiale, avec la temporalité du changement (Grataloup 2015). Avant d'introduire une proposition conceptuelle, celle des « géotypes de mobilité », nous commençons par situer brièvement l'intérêt d'une telle approche dans le contexte albanais.

Pour ce qui concerne la perception de la mobilité dans le contexte balkanique avec une certaine profondeur historique, notre travail recèle deux biais importants. D'une part, en s'adossant aux recensements et à la cartographie du domicile qui y est enregistré, il participe de cet effet de naturalisation de l'association trop univoque faite entre les individus et ce lieu particulier, sacrifiant ainsi à cette conception réductionniste une compréhension plus fine du lien entre les hommes et leurs lieux de vie. D'autre part, en mettant un accent sur la période socialiste albanaise, il s'attache à un épisode historique qui fait figure d'exception, comme le note Schmitt (2018, 119) : « L'histoire albanaise est une histoire de migrations. Les migrations transformaient déjà l'Albanie du Moyen-Âge en une société transterritoriale. L'énorme potentiel migratoire n'a été arrêté qu'une seule fois dans une partie de cet espace et sous la contrainte, durant la dictature communiste (1945-1991) où de nombreux

⁴⁵⁹ En sociologie depuis Sorokin (Sorokin 1927, Gallez et Kaufmann 2015), le terme de mobilité désigne avant tout la mobilité sociale. Récemment, les

habitants ont dû sous la pression de l'État demeurer à leur lieu de résidence ». On peut ainsi renverser la perspective et envisager l'histoire balkanique, souvent envisagée sous l'angle des nations et des territoires, comme une histoire de migrations⁴⁶⁰ (Sundhaussen 2006 et 2013, *Geschichte Südeuropas als Migrationsgeschichte*). Ce type d'approche n'a pas les faveurs de l'historiographie balkanique, aux yeux de laquelle, et surtout dans les cas de territoires historiquement contestés, la migration revêt un caractère particulièrement négatif : chacun préfère se voir comme établi de longue date, ce qui légitime son droit à la terre⁴⁶¹. Mais si on se distancie d'une telle perspective, l'histoire des Balkans apparaît parcourue d'importants mouvements migratoires touchant tous les groupes ethniques. Cette migration connaît de nombreuses formes : migrations saisonnières des travailleurs et bergers, migration durable des artisans, mercenaires, marchands, journaliers, migrations internes à l'Empire, fuite des guerres, déportation (durant l'Empire), enfin à partir de 1877 déplacements (ou « nettoyages ethniques »), « échanges de population » ou autres « politiques de peuplement » au niveau national (Schmitt 2018, 119). La perspective nationaliste envisage essentiellement la migration comme associée à des conflits ethniques, mais c'est pourtant sans doute d'abord la migration liée au travail qui a façonné au cours de siècles la vie quotidienne dans les sociétés du sud-ouest balkanique. On pense au *kurbet*, qui constituait une forme de multirésidentialité⁴⁶², mais aussi aux groupes nomades comme les Valaques du Pinde, aux migrations saisonnières agricoles, autre multirésidentialité traditionnelle, etc. Mais aussi à l'espace particulièrement étendu de la migration des soldats, comme ceux de l'Empire, particulièrement nombreux chez les montagnards musulmans albanais, et dont la solde, les butins et les connaissances acquises permettait la vie du reste du clan au village : « Comme dans les montagnes suisses, la mobilité constituait un élément central de la survie des sociétés » (Schmitt 2018, 121). D'une certaine manière, la monarchie zogiste puis l'Albanie hoxhaïenne viennent imposer sur ce terreau de mobilités traditionnelles quantitativement importantes mais de faible historicité une modernité qui paradoxalement va plutôt restreindre les mobilités, pour des raisons autant géopolitiques qu'idéologiques. L'apparition de ces idéologies anti-mobilitaires tient autant au contexte géopolitique ayant émergé qu'au lien qu'entretiennent désormais de façon évidente mobilité et changement social. Le régime « traditionnel » de mobilité, du moins celle liée au travail, était orienté vers la reproduction sociale (Zelinsky), le régime « moderne » est largement fait d'une urbanisation croissante qui bouleverse durablement l'ordre des coprésences et des rapports sociaux, et qui exige des pouvoirs qu'ils se positionnent, ce que les Communistes surtout ont fait de manière déterminée. A la « libéralisation » de la mobilité, son explosion a parfois été interprétée comme une réaction proportionnée aux privations qui avaient précédé, et ses formes tantôt vues comme nouvelles (dans un contexte de mondialisation et de généralisation des flux transnationaux), tantôt comme héritées, comme souvent dans le cas du sud de l'Albanie. Il y aurait sans doute un intérêt à construire une géohistoire albanaise « verticale » sur des typologies de mobilité et leur devenir plutôt qu'« horizontale » sur une succession de systèmes spatiaux et les mobilités qui leur sont propres. Quelques pistes sont proposées. Tout d'abord, une définition de gradients d'urbanité caractérisant des espaces de densité et de diversité croissantes. La répartition de la population dans ces espaces donne une mesure – certes rudimentaire (mais moins que celle classique de l'urbanisation) – de la transformation, de la modernisation d'une société. Puis ces gradients sont utilisés pour donner une mesure de l'historicité de celles des mobilités connues par les recensements. Enfin nous tentons de définir un concept, celui de « géotype de mobilité », comme proposition pour une approche géohistorique à travers les mobilités.

⁴⁶⁰ Voir par exemple Sundhaussen 2006 (*Geschichte Südeuropas als Migrationsgeschichte*) et 2013 (*Geschichte des Balkanraums als Migrationsgeschichte : Theoretische Überlegungen und Herausforderungen*) ; ou Brunnbauer et al. (2009), *Gesellschaften in Bewegung. Emigration aus und Immigration nach Südosteuropa in Vergangenheit und Gegenwart*.

⁴⁶¹ La question est évidemment très sensible, ce qu'illustre Schmitt avec le cas de la publication en 2009 par l'Académie des sciences de Macédoine d'une encyclopédie où les Albanais sont décrits comme immigrés des montagnes au début des temps modernes, ce qui a presque provoqué la chute du gouvernement (Schmitt 2018, 118).

⁴⁶² Sur le fonctionnement du *kurbet*, voir par exemple P. Hristov, *The Balkan Gurbet : Traditional Patterns and New Trends*, in Vermeulen et al. (2015, op. cit.), p. 31-46.

6.2 Des gradients d'urbanité⁴⁶³

Le recours aux géotypes est particulièrement pertinent pour qualifier l'urbain, conçu comme « organisation spatiale caractérisée par le jeu du couple indissociable densité/diversité » (Lussault 2006). La valeur de l'intensité du couplage de la densité et de la diversité permet de caractériser l'urbanité sur une échelle qui mène du non-urbain à l'urbain central. Jacques Lévy (1994, 319-320) établit une liste de géotypes d'urbanité décroissante : central, suburbain, péri-urbain, infra-urbain, meta-urbain, para-urbain, auquel Lussault (2000) ajoute le péricentral, et le non-urbain, qui n'était pas traité comme tel initialement. Le suburbain et le péri-urbain se caractérisent essentiellement par un déficit de densité, le para- et le méta-urbain par un déficit de diversité, l'infra-urbain par un double déficit. Le péricentral se situe entre le central et le suburbain, alors que le non-urbain est envisagé par Lussault comme se distinguant de l'infra-urbain par « l'absence pérenne des plus petits caractères de l'urbanité, notamment spatiaux ». Cette série n'est pas sans rappeler les typologies de territoire (communales ou autres) fondées sur des variables structurelles tirées de la statistique officielle⁴⁶⁴. On y retrouve en effet le plus souvent des appellations semblables. La différence essentielle est évoquée par Joye et al. (1988), qui décrivant les options qui ont présidé à la conception de la typologie de l'Office fédéral de la statistique suisse, explicitent ses fondements, basés sur un « modèle centre-périphérie » : « D'autres distinctions auraient pu être utilisées, comme le degré d'urbanisation par exemple, mais de nombreuses études montrent que ce concept est actuellement l'un des meilleurs pour décrire l'organisation spatiale d'un pays. Il permet de prendre en compte des dimensions non seulement économiques et géographiques, mais aussi sociales et politiques » (Joye et al. 1988, 30). La vision est ici hiérarchique, avec des territoires, les centres, qui en contrôlent d'autres, les périphéries, avec une prépondérance des connotations économiques et politiques. Les géotypes de Lévy et Lussault sont davantage de l'ordre de ce Joye et al. qualifient de « degré d'urbanisation ». Ils se fondent sur « une analyse du fonctionnement et de la configuration spatiale des organisations sociales », où il n'est par exemple pas exclu qu'un gradient d'urbanité élevé n'occupe pas une position géographiquement centrale, et inversement (Lussault 2006). D'autres enfin (comme Stock et Lucas 2012, 8) considèrent que l'urbanité est la mieux définie par le cumul des propriétés, soit le « couplage » de la densité, de la diversité, de la centralité (localisation des services, accessibilité et centralité symbolique) ainsi que de la qualité de l'espace public : « Ainsi construit, le terme « urbanité » permet en effet de discriminer à la fois des gradients d'urbanité intra-métropolitains – le centre, la banlieue, le périurbain, l'infra-urbain (Lévy, 1994) –, mais aussi des degrés d'urbanité entre différents types de lieux – métropole, ville, station, village, *etc.* Chaque lieu – à quelque niveau d'échelle que ce soit – peut ainsi être envisagé selon sa qualité urbaine » (ibid.).

Nous nous référons ici aux gradients d'urbanité⁴⁶⁵ dans la mesure où ils caractérisent les espaces sur la base de leur organisation sociale, ce qui permet de qualifier en termes de changement social les mouvements des personnes entre les différents géotypes. De surcroît, cette conception graduelle de l'urbanité permet d'envisager une intensité du changement social selon l'écart entre géotypes de départ et d'arrivée de la migration, un écart important signifiant une mobilité à forte historicité, dont on peut inférer une évolution sociale potentielle et dès lors s'efforcer d'en démontrer l'actualisation. Une autre différence entre le principe des gradients d'urbanité et les typologies de territoire réside dans leur statut : théoriques, sans vocation à une définition spatiale précise ou à une couverture complète du territoire pour les premiers ; appliquées, aux catégories exclusives et au recouvrement exhaustif pour les secondes. L'intérêt de définitions spatiales et typologiques précises et complètes réside dans leurs possibles applications quantitatives, par exemple en agrégeant des indicateurs statistiques selon les types pour tester une hypothèse, comparer des espaces ou suivre leur coévolution dans le temps. Par contre, elles sont généralement appliquées à une maille unique correspondant à un niveau administratif, ce qui présente l'avantage de qualifier celui-ci, mais qui les empêche par ailleurs de détecter des différences pertinentes existant à des niveaux plus fins (par exemple à l'intérieur des limites d'une municipalité urbaine).

Les géotypes généraux et abstraits mentionnés ci-avant fonctionnent comme des types idéaux (Weber), ils peuvent être précisés en géotypes particuliers, datés et localisés (sans aller jusqu'au géon, individu géographique). Ainsi propose-t-on plus loin une série de géotypes propres à l'espace albanais, qui s'échelonnent en gradients d'urbanité, des régions rurales de montagnes jusqu'à l'hyper-centre métropolitain de Tiranë, et auxquels, grâce à

⁴⁶³ *Gradient* est utilisé ici, à la suite de Lévy et Lussault, pour désigner l'urbanité comme une notion relative, dans le sens de *degré d'urbanité*. On se rapproche donc de la définition générale de *gradient* du Larousse (« Mesure de la variation continue d'une grandeur [...] le long d'un axe privilégié, dont les extrémités sont appelées pôles »). Le gradient ainsi caractérisé ne possède pas forcément les propriétés précises qui entrent dans sa définition dans les champs des mathématiques, de la physique, de la biologie ou de la météorologie.

⁴⁶⁴ Voir la synthèse de Schneppe pour les travaux allemands antérieurs à 1970, ainsi que Schuler et Nef (1983) puis Joye et al. (1988) pour ce qui concerne la Suisse.

la finesse de la maille disponible, peuvent être rapportées les données de notre corpus. Concrètement, durant le socialisme par exemple, cette urbanisation progressive des modes de vie pouvait signifier plusieurs changements importants :

- 1) rupture plus ou moins prononcée avec la famille demeurée au village, avec le clan, avec le contrôle social patriarcal
- 2) adaptation du modèle familial, en partie sous pression idéologique, ainsi que sous contrainte imposée par la forme du bâti, la standardisation de la taille des nouveaux logements et le contrôle par l'État de leur allocation
- 3) exposition accrue au discours idéologique, aux médias
- 4) déplacement d'un centrage des relations interindividuelles et de solidarité autour de la famille, du clan ou du village, vers un centrage plus diffus intégrant aussi une classe sociale ou une génération
- 5) passage de l'intégration dans un réseau économique d'échange local ou régional à un réseau d'échange national
- 6) accès privilégié aux infrastructures d'éducation et de soins, à un éventail élargi de produits de consommation
- 7) augmentation et variétés des opportunités (professionnelles, économiques, amicales, ...)

Cette idée de gradation de l'urbain se traduit dans de nombreux indicateurs, notamment démographiques. Zana Aliaj⁴⁶⁶ donnait par exemple pour 1985 la natalité dans les villes selon leur taille :

2000 – 5000 hab.	25.1
5000 – 10 000	24.9
10 000 – 20 000	24.3
20 000 – 50 000	22.8
50 000 – 100 000	22.4
Plus de 100 000	18.1

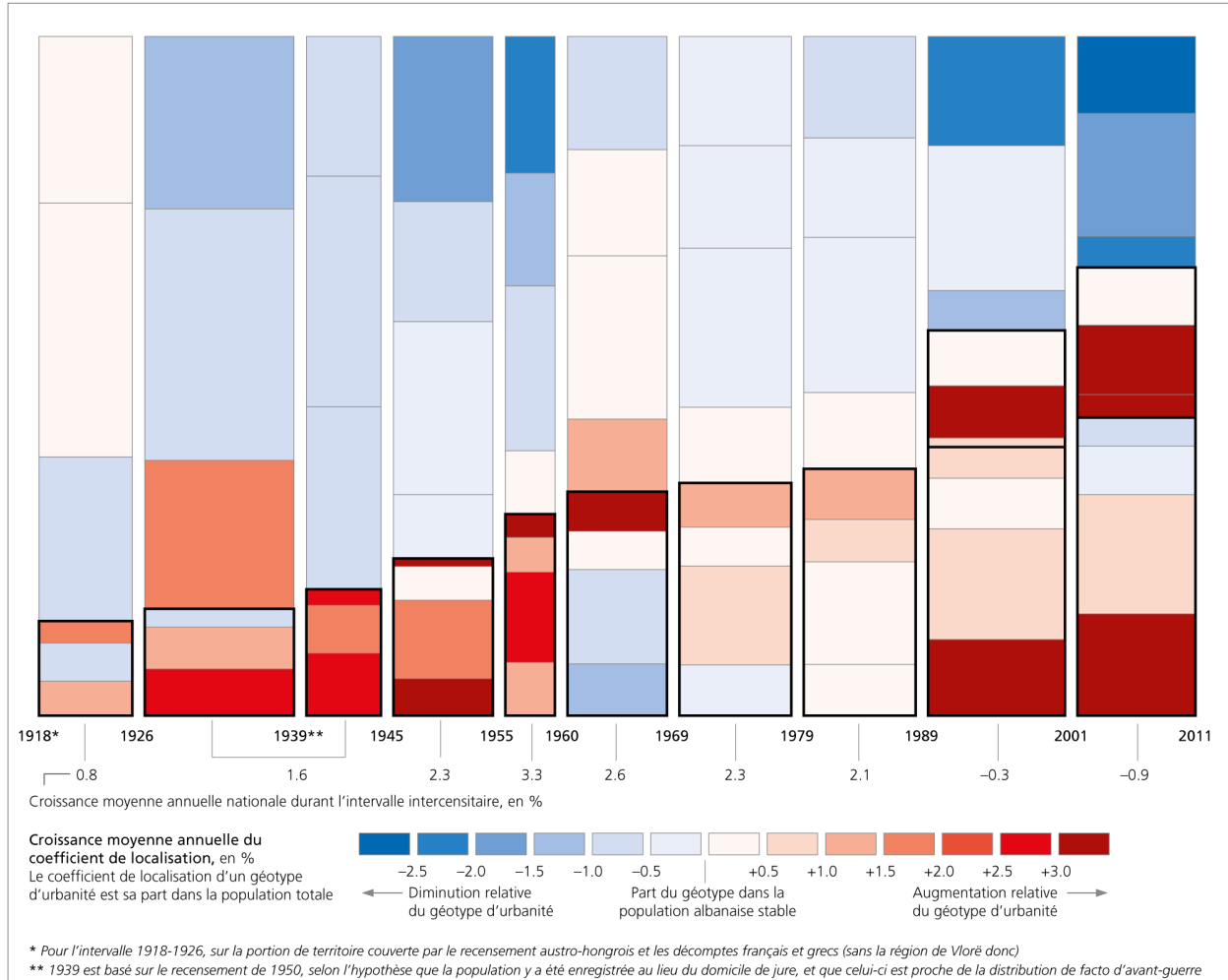
Plus récemment, Jarne et Schuler (2018, 323) observaient le même type de gradation dans l'équipement moyen des ménages, le niveau de formation etc. (à travers la typologie de communes de 2011).

La figure 6.2 illustre comment les classes des différentes typologies (chapitre 4.3) ont été empiriquement rangées selon un gradient d'urbanité croissant et mises en correspondance par-delà les différentes périodes. Entre ces périodes, les principaux changements dans la nature de l'urbain à considérer nous paraissent concerner 1) la rupture en termes de primatie dans les années 1930 ; 2) l'apparition du phénomène nouveau de la suburbanisation à partir de 1991 ; et 3) de celui de l'élévation de l'agglomération de Tiranë, ou du bipôle Tiranë-Durrës, au rang de métropole. Comme l'indique la figure 6.3, la primatie était jusque dans les années 1920 clairement partagée entre Shkodër (ancien chef-lieu de vilayet) et Korçë, qui avait bénéficié à la fin de l'Empire d'une situation favorable sur un axe important. Dès son élévation au rang de capitale nationale, Tiranë prend un ascendant qui ne se démentira plus, nous l'avons donc considérée à part dès 1945. Les deux autres villes s'inscrivent dès lors dans des trajectoires comparativement descendantes (voir figure 6.3), leurs fonctions administratives et économiques tendent à perdre en importance : on les a reléguées d'une classe, ce qui explique la perte d'urbanité de l'urbain visible sur la figure 6.4 entre 1939 et 1945. Pour la période socialiste, on a considéré la typologie au niveau des villes et villages (chapitre 4.2.1), qui ajoute la catégorie des villes nouvelles, qui fonde les différenciations en zone rurale sur l'accessibilité⁴⁶⁷ et qui permet de tenir compte d'éventuels phénomènes de concentration rurale en intégrant la taille et de la mixité des villages. La rupture des années 1990 amène le développement de fonctions métropolitaines à considérer comme une forme d'urbanité supérieure et nouvelle alors en Albanie. Quant à l'urbanité des nouvelles banlieues des années 1990 – peu denses, peu mixtes, peuplées de ruraux – on pourrait dire qu'elle est de fait faible, surtout dans un premier temps. Mais le potentiel lié à leur caractère métropolitain (qui fait leur attractivité) les situe d'une certaine façon, en termes de gradient d'urbanité, à des niveaux égaux ou supérieurs à ceux de villes « nouvelles » périphériques et déchues, comme en témoigne l'orientation de la migration.

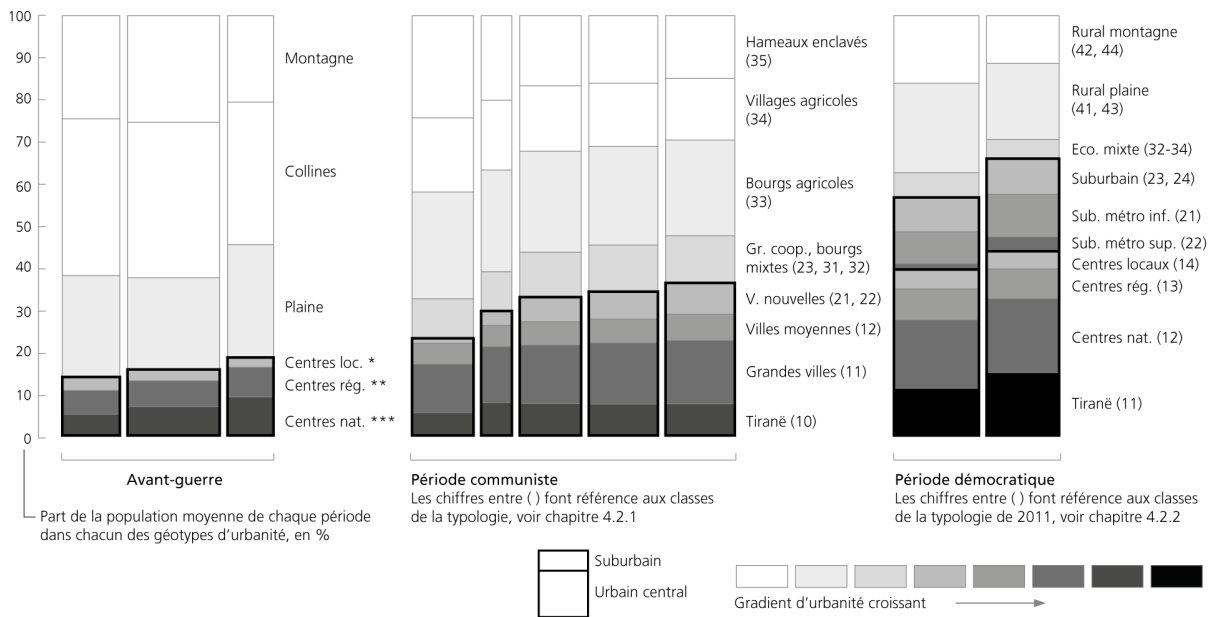
⁴⁶⁶ Alia Z., Familja socialiste dhe struktura e saj, Tiranë 1988, 130, cité par Sjöberg 1990, 195.

⁴⁶⁷ Le critère morphologique (plaine, collines et montgnes) est utilisé comme une variable secondaire dans le calcul de l'accessibilité.

Croissance relative de la population des différents géotypes d'urbanité



Clé pour la lecture des géotypes d'urbanité



* Entre 1918 et 1926, sont considérées centralités d'importance nationale Shkodër et Korçë. Entre 1926 et 1945 vient s'ajouter Tiranë. Dès 1945, la primatie est clairement à Tiranë.
** Entre 1918 et 1926, sont considérées centralités d'importance régionale Tiranë, Gjirokastër, Berat et Elbasan ; entre 1926 et 1945 Gjirokastër, Berat, Elbasan, Fier, Kavajë et Vlorë.
*** Pour les autres villes, se référer au tableau 5.7.

Figures 6.1 et 6.2 : Définition des gradients d'urbanité et leur dynamique, par périodes.

L'exercice qui consiste à porter sur une même échelle graduelle des ensembles urbains de natures si différentes est très artificiel et ne saurait être univoque. L'aspect de l'« urbanité » n'est sans doute pas le plus prégnant au moment des décisions ou des arbitrages qui engagent la vie des individus et des familles : en l'absence des perspectives économiques, on quittera une ville périphérique, fût-elle très « urbaine », pour une banlieue métropolitaine, eût-elle l'air très « rurale ». Il y a donc une difficulté dans la nécessaire dissociation du gradient d'urbanité de celui des potentialités économiques. Mais aussi, une telle comparaison s'inscrit dans un contexte très dynamique : la métropole semble offrir des perspectives, présenter des opportunités, qui même tardant à s'actualiser et ne s'accompagnant pas dans un premier temps de formes urbaines du niveau de celles-ci (« ruralisation »), exercent une attraction puissante sur des populations qui se voient désormais comme « périphériques ». Ainsi la composante des représentations de l'urbain paraît-elle une dimension géohistorique centrale à ce stade de la métropolisation accélérée, la mégapole apparaissant comme un « pôle culturel d'attraction » (Fuga 2000, 139). Cette dimension très culturelle de la métropolisation paraît claire au regard du fait que l'installation de paysans dans ou à proximité des grandes villes albanaises n'a le plus souvent pas été financée par les salaires tirés de l'économie urbaine locale, mais par ceux gagnés dans d'autres villes, Rome, Thessalonique ou Athènes (ibid. 137). Et donc, le simple différentiel d'attractivité, tel qu'il se manifeste dans la structure des migrations, ne suffit sans doute pas à définir une gradation de l'urbanité. Qu'on se place dans une perspective ou l'autre – formes et contenus urbains (densité et diversité réelles donc), capacités et potentialités économiques ou représentations de l'urbain –, la hiérarchie qu'on pourrait établir entre une centralité périphérique et une marge métropolitaine peut être renversée. On a opté pour une sorte de double gradation, de valeurs élevées et équivalentes pour le suburbain métropolitain supérieur et les villes d'importance nationale à des valeurs faibles et équivalentes pour le suburbain non-métropolitain et les centres d'importance locale. L'exercice serait probablement vain s'il n'avait valeur heuristique. Celle-ci se traduit dans la figure 6.4 qui quantifie l'évolution de l'urbanité.

6.2.1 Une mesure de l'évolution de l'urbanité

On a pondéré sur ce graphique 6.4 (les formules sont données au chapitre 6.5) la population de chaque type urbain par les gradients illustrés à la figure 6.2, ce qui donne une sorte de « taux d'urbanité » (où 100% représente une situation où l'intégralité des habitants vit dans une contexte urbain métropolitain central). Celui-ci est porté sur le graphique en regard du taux d'urbanisation, mesure classique qui distingue simplement l'urbain du non-urbain. Bien-sûr les courbes sont similaires, mais l'urbanité montre une évolution plus nuancée, puisqu'elle s'inscrit dans une logique de gradient qui confère par exemple une certaine qualité urbaine à des bourgades essentiellement agricoles de plaine, et intègre le suburbain mais sans toutefois le considérer pleinement urbain (ce qui participe à expliquer l'évolution moins nette après 1990 par rapport au taux d'urbanisation). On peut décomposer cette courbe entre « urbanité du rural » (pondération entre classes rurales) et « urbanité de l'urbain » (pondération entre types classiquement urbains). L'interprétation des tendances se fait au regard de la figure 6.1. Celui-ci constitue une synthèse de l'évolution de la répartition spatiale de la population dans les différents géotypes. Les tons de rouge indiquent que la part de la population d'une catégorie par rapport à la population totale est en augmentation, donc que la croissance y est supérieure à la croissance nationale. Le bleu indique une perte relative, ce qui peut tout-à-fait correspondre à des situations où la population augmente, mais à un rythme inférieur à la moyenne. Ainsi, lorsqu'on observe sur ce graphique pour un intervalle intercensitaire un gradient allant d'une très forte perte dans les montagnes à une perte ou un gain légers dans les villages de plaine, l'urbanité du rural est en hausse. De même dans l'urbain, lorsque les grandes villes croissent davantage que les petites, l'urbanité de l'urbain grimpe. On peut ainsi décomposer l'indicateur d'urbanité en trois : 1) gain d'urbanité dans le rural ; 2) gain d'urbanité dans l'urbain ; 3) gain d'urbanité par passage du rural à l'urbain (définition classique de l'urbanisation). A la vue du graphique (et des chiffres du tableau 6.1 sur lesquels il est construit)⁴⁶⁸, on peut donc faire un certain nombre de constats pour chacune des périodes. On observe tout d'abord une forte similitude dans les rythmes de progression de l'urbanité avant la guerre et après la chute du communisme : les rythmes de l'urbanisation y sont semblables, de même que la progression du taux d'urbanité de l'urbain. Une certaine différence existe dans le rythme de l'urbanisation du rural, beaucoup plus soutenu dans la période contemporaine, mais déjà clairement présent avant-guerre, sauf dans la période troublée d'avant 1926 où on observe un mouvement unique dans l'histoire contemporaine de « ruralisation » des campagnes. La période communiste montre naturellement un tout autre visage. La phase d'urbanisation initiale affiche les rythmes les

⁴⁶⁸ Les seuils sur le graphique (en 1945 et 1989) correspondent aux changements de typologie utilisée pour le calcul de l'urbanité. En 1989 par exemple, le taux d'urbanisation est de 36% si l'on ne considère que les centres, de 48% si l'on tient déjà compte du suburbain qui viendra s'ajouter à la définition de 2001.

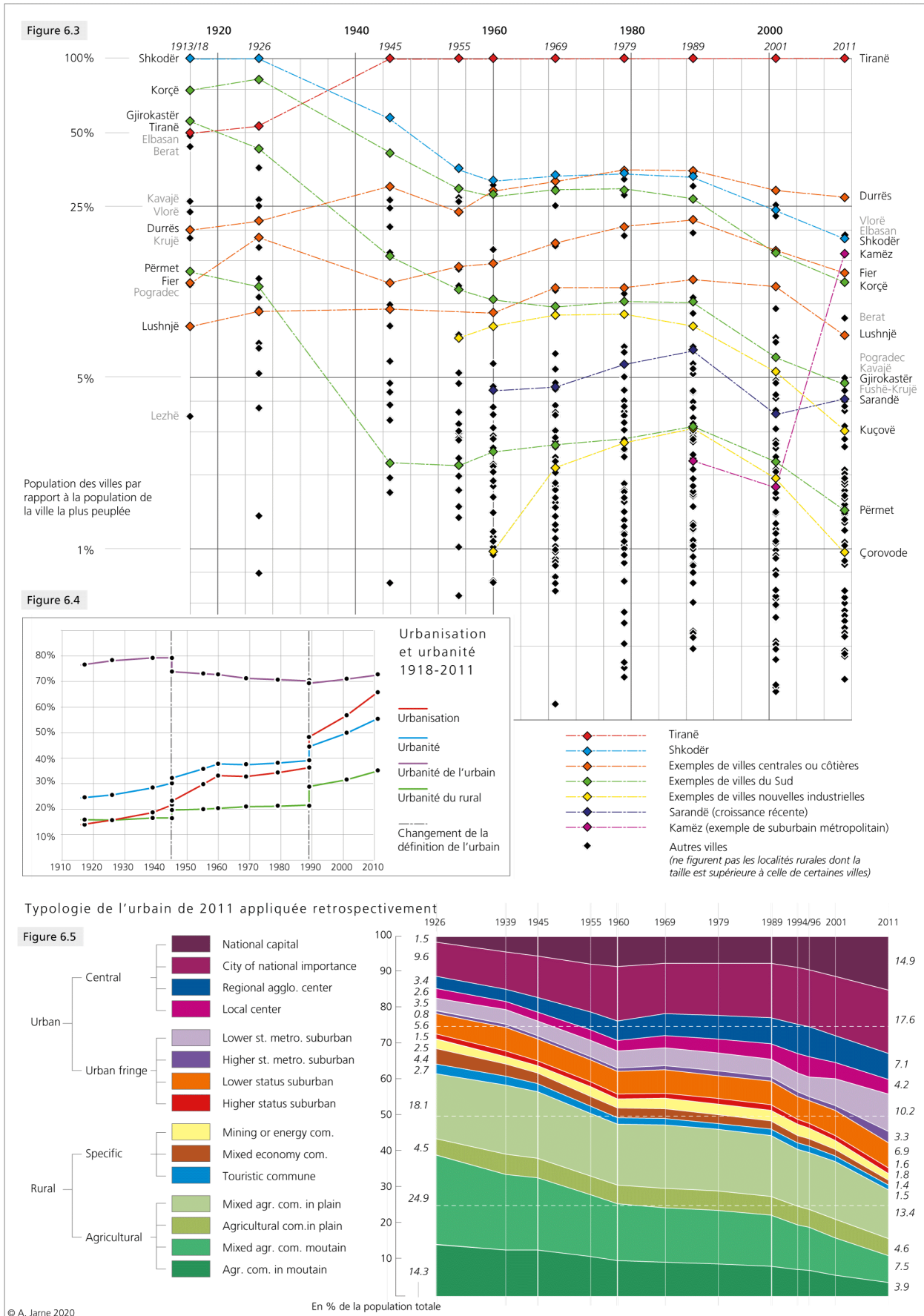
plus élevés de l'histoire albanaise, supérieurs même à ceux observés lors de la transition démocratique. De même l'urbanité augmente comme jamais, mais ces gains reposent plus largement sur la migration de populations rurales vers l'urbain : l'urbanité du rural augmente plutôt faiblement, et celle de l'urbain est en recul léger et constant sur toute la période. Après 1960, ces tendances demeurent (décentralisation de l'urbain, légers gains d'urbanité rurale), mais le taux global d'urbanité entre en stagnation durable pour les raisons que l'on sait.

	Définition de l'urbain I				Définition de l'urbain II (typologie villes et villages)						Déf. de l'urbain III (typo. communes et municipalités de 2011)		
	1918	1926	1939	1945	1945	1955	1960	1969	1979	1989	1989	2001	2011
Taux d'urbanisation	14.0	15.8	18.7	21.7	23.1	29.7	33.1	32.9	34.3	36.3	48.3	56.7	65.9
Taux d'urbanité	24.5	25.6	28.4	30.3	32.2	35.9	37.8	37.5	38.2	39.2	44.5	49.8	55.5
Taux d'urbanité de l'urbain	76.6	78.2	79.4	79.4	73.9	73.2	72.9	71.3	70.8	70.3	69.4	70.9	72.6
Taux d'urbanité du rural	16.0	15.7	16.6	16.6	19.7	20.1	20.5	21.0	21.2	21.4	29.0	31.5	35.0
Rythme de la croissance annuelle (en %)...		1918-1926	1926-1939	1939-1945	1945-1955	1955-1960	1960-1969	1969-1979	1979-1989		1989-2001	2001-2011	
... du taux d'urbanisation		16.1	14.4	27.0	28.3	23.2	-0.7	4.1	6.0		14.5	13.5	
... du taux d'urbanité		5.7	8.4	11.2	11.3	10.8	-0.8	1.7	2.5		9.9	9.6	
... du taux d'urbanité de l'urbain		2.7	1.2	-0.1	-1.0	-0.9	-2.3	-0.7	-0.8		1.9	1.9	
... du taux d'urbanité du rural		-2.1	4.3	0.1	2.2	3.4	2.8	1.0	1.1		7.3	9.1	

Tableau 6.1 : Synthèse de l'urbanisation et de l'évolution des taux d'urbanité, 1918-2011.

Les autres figures (6.3 et 6.5) donnent aussi deux visions synthétiques de l'urbanisation albanaise. Le premier reporte sur une échelle logarithmique la hiérarchie des villes à travers le siècle. Les losanges y figurent la taille de l'ensemble des villes en proportion de la ville la plus peuplée du moment (une courbe à la baisse ne signifie donc pas une baisse de population, mais une croissance inférieure à celle de la principale ville). On voit la bascule de la primatie de Shkodër vers Tiranë dans les années 1930 et le renforcement de celle-ci jusqu'au coup d'arrêt de 1960. La dispersion progressive de l'urbain résulte de l'adjonction massive de petites unités donc aucune excepté Kuçovë (Qyteti Stalin) ne dépassera jamais 5% de la population de Tiranë (en 1918, Lezhë seule comptait moins de 5% de la population de Shkodër, en 2011, 64 des 74 villes comptent moins de 5% de celle de Tiranë). On a représenté en couleurs un certain nombre de trajectoires urbaines caractéristiques (il n'est graphiquement pas pertinent de les représenter toutes). En jaune celles de Kuçovë et Çorovodë, typiques des villes nouvelles, avec une belle trajectoire parabolique de forte croissance initiale rapidement suivie d'un déclin prononcé. L'ensemble des villes connaît dans des mesures diverses ce genre de trajectoire parabolique de part et d'autre des années 1970 en raison de la stabilisation provisoire de la croissance de Tiranë. En vert, des trajectoires déclinantes typiquement représentatives des villes du Sud : Korçë qui passe de la seconde place en 1926 (19'500 habitants contre 23'800 à Shkodër) à la huitième en 2011, Gjirokastër de la troisième en 1913 à la onzième et Përmet de la onzième à la quarante-sixième en 2011. En orange, les trajectoires stables de grandes villes centrales ou côtières, en bleu clair le déclin propre à Shkodër et en bleu foncé la trajectoire de Sarandë, unique ville dont la croissance récente excède celle de Tiranë. Enfin on a figuré Kamëz, considérée ville depuis 1989, et qui est en fait une banlieue de Tiranë dont la croissance est particulièrement forte dans la dernière décennie. Le second graphique illustre simplement rétrospectivement l'évolution de la population selon les types de communes et municipalités de 2011. Bien-sûr certaines classes apparaissent anachroniques, mais cette image laisse une impression visuelle forte de cette modernisation albanaise au cours du siècle et de ses changements de rythme.

Evolution de la hiérarchie et trajectoires urbaines typiques



Figures 6.3, 6.4 et 6.5 : Graphiques de synthèse de l'urbanisation, 1918-2011.

6.3 Géotypes de mobilité : un continuum des formes possibles de mobilité

De même qu'on peut observer un continuum dans l'urbanité des établissements humains, on n'observe pas simplement une forme d'opposition binaire entre micro-mobilité et migration, mais un continuum des formes possibles de mobilité (Rosental 1999, 51). On peut mettre ce continuum au cœur de l'analyse géohistorique.

Un problème de l'approche géohistorique par les systèmes spatiaux est le primat donné aux propriétés homéostatiques – celles qui assurent le caractère de système, et sa reproduction – sur les propriétés qui font évoluer et qui transforment (traitées comme « déséquilibres », autant de menaces pour les systèmes). La « transition », l'« événement » sont les exceptions ; l'équilibre la règle. Dans le même ordre d'idée, la construction de l'objet intellectuel « système spatial » tend à arrimer ce système à des échelles privilégiées, typiquement l'échelle régionale ou nationale, pour faire des autres échelles des sous-systèmes ou des méta-systèmes. À l'extrême, l'espace y est le principe structurant, et le temps un principe subordonné, désorganisateur de l'espace. S'essayer à une géohistoire centrée sur les mobilités plutôt que sur les espaces annulerait le primat de l'espace sur le temps, et permettrait de produire, dans le même système de contraintes et sur la base du même corpus d'information, autre chose qu'une séquence de « géographies historiques » relatives à une succession de systèmes spatiaux : peut-être une véritable géohistoire ? Parmi les avantages d'une telle approche, on peut citer 1) la plus grande proximité d'avec le temps et l'espace des acteurs, leurs groupes, leurs stratégies ; 2) le dépassement du primat de l'espace sur le temps propre à l'approche par les systèmes spatiaux ; 3) le décloisonnement des échelles et l'absence de primat de l'une d'elles ; et 4) le rapatriement des éléments temporels et dynamiques au premier plan.

Comme on l'a vu plus haut, les migrations et la mobilité sont abordées par de nombreuses disciplines, et parmi les traits distinctifs des différentes approches se trouve la « spatialisation » ou non de celles-ci, avec dans l'ensemble une tendance générale à la prise en compte de plus en plus affirmée et à la théorisation de plus en plus riche de cette dimension spatiale (Simon 2006), qui d'ailleurs fait écho au « tournant spatial » observé de manière plus générale dans les sciences sociales. Pour tenter de participer de ce mouvement en dépit d'un contexte empirique peu favorable, nous proposons ici le concept intégrateur de « géotype de mobilité »⁴⁶⁹. Il nous semble en outre mobilisable dans le contexte d'une approche historique, un segment peu développé de la recherche sur les migrations (Piche 2013, 52) et la mobilité. Ce concept est dérivé de celui de géotype, comme lui il peut désigner à la manière d'un type-idéal un objet très générique – les « migrations », par exemple –, ou faire référence à un objet spécifique, en un moment et dans un espace donnés. Le géotype de mobilité peut être défini par une série de propriétés qui sont proches de celles du mouvement en général, mais avec plus d'attention portée aux espaces sociaux parcourus, franchis ou mis en relation, et avec d'autre part une identification, des représentations, une charge idéale voire symbolique qui lui sont associées, ce qui est lié à une certaine intensité, en ce sens qu'il concerne une part importante des acteurs, de manière directe ou indirecte, en un lieu et à un moment donné. Dans une perspective géohistorique, l'approche par les géotypes de mobilité consiste donc à isoler, sur la base de données, de la littérature existantes ou de témoignages, des mouvements historiques de population, liés à des événements (exodes, déplacements de population), propres à des modes de vie (nomadisme, mouvements saisonniers, espace du mariage) ou des séquences de l'urbanisation (urbanisation, suburbanisation, métropolisation), dotés de propriétés spatiales et temporelles permettant de les associer en géotypes de mobilité génériques, mais aussi d'une historicité et d'une géographicités propres à chacun (qui fait qu'on pourrait parler de géons). On peut par ce moyen essayer de contourner le morcellement de l'analyse de la mobilité (mobilité spatiale/mobilité sociale ; ou mobilité quotidienne/mobilité résidentielle/voyages/migrations, par exemple), en évoquant tout à tour des objets précis par l'entremise de certaines de leur propriétés, sans les rattacher a priori à un géotype générique, c'est-à-dire sans avoir à trancher par exemple s'il s'agit de migration ou de mobilité résidentielle, si un « champ migratoire » est à rapprocher davantage d'une migration « classique » ou de mouvements pendulaires dans un bassin d'emploi, etc. On s'autorise ainsi à parler sur une même base de toute forme de mobilité, définie chacune par toute la palette des propriétés possiblement pertinentes.

⁴⁶⁹ Terme suggéré par Jacques Lévy lors de l'examen de candidature (2016).

6.3.1 Propriétés des géotypes de mobilité

Considérant d'abord la mobilité comme franchissement d'un espace physique, un géotype de mobilité est caractérisé par une première série de propriétés spatiales et temporelles comme la distance, l'orientation, la vitesse, les étapes et séquences, la fréquence, la périodicité, la durée, les résurgences etc. Seule une infime partie des mouvements est connaissable par une enquête comme un recensement, et seule une petite partie des propriétés de ceux-ci y est donnée. Ne sont considérés que les mouvements entre domicile successifs tels qu'enregistrés à deux moments précis, généralement distants de 10 ans. Les mouvements multiples, ou le retour au lieu de départ, ne sont pas connaissables. Seuls les changements de domicile, et plus récemment, avec l'enregistrement du lieu de travail, les mouvements pendulaires, sont connus. D'autres types de données (registres paroissiaux, voir Hågerstrand pour Lund ou Rosental, enquêtes longitudinales suivant des parcours individuels ou familiaux (voir Lerch 2016), plus récemment enquêtes de mobilité pouvant inclure un suivi GPS, etc.) existent mais ne sont pas disponibles sur une base large et dans le temps long. En plus, pour l'Albanie, même cette information basique sur les flux est rare⁴⁷⁰.

Un autre type de propriété des géotypes de mobilité est leur propension à produire ou non des espaces, voir des territoires. La territorialité de formes de mobilité à haute fréquence et faible distance, typiquement les flux pendulaires, paraît acquise depuis longtemps. Mais, depuis les travaux pionniers d'Hågerstrand dans les années 1950, et surtout depuis les années 1970, cette attention à la spatialité s'est progressivement étendue à d'autres types de mobilité, comme en témoignent les désignations de « champs migratoires », « espaces migratoires », puis de « territoires circulatoires » ou « territoires de la mobilité »⁴⁷¹. L'approche des faits migratoires et de mobilité doit toujours être attentive aux réductionnismes liés à la disponibilité des données, à leur structure, voir à certains traitements stéréotypés. La dépendance vis-à-vis des modes recensement et d'enregistrement statistique a produit une segmentation implicite et rigide de l'espace, avec d'un côté l'immigration, de l'autre l'émigration. L'insatisfaction théorique a suscité progressivement « une approche plus souple des mobilités où des identités territoriales se déploient dans des contextes de multilocalisation et de multipolarité, dans des espaces de vie transfrontières à significations diverses où des dynamiques sans cesse renouvelées articulent des lieux de départ, d'implantations successives mais aussi de transits éphémères ou prolongés » (Simon 2006, 8). Ce déplacement des problématiques ne rend pas caduques les méthodes d'analyse traditionnelle qui donnent l'origine, la composition et la destination des flux (ibid.), mais propose de nouveaux outils conceptuels pour appréhender des nouvelles mobilités, ainsi que pour inviter à revisiter la perception d'anciennes mobilités ou migrations. A un premier niveau on parle d'espace migratoire pour désigner des espaces parcourus et structurés par l'ensemble des flux relativement stables et réguliers de migrants, où l'on peut dégager la spécificité d'espaces (espace d'origine, d'implantation, de transit, de rebondissement) pratiqués par chaque groupe (familial, villageois, ethnico-régional, national) dans un continuum à différentes échelles, du plus local au planétaire, et dans une perception qui s'approche de celle du migrant lui-même (ibid.).

Le terme de champ migratoire, souvent qualifié de transnational, est amené pour répondre à la spatialisation et à la complexification des migrations internationales, pour souligner les aspects constitutifs des systèmes migratoires que sont la relation, l'échange, la circulation, voire la circularité. Un champ migratoire fonctionnant sur la durée peut devenir un territoire circulatoire. Définie par Tarris (1989), « la notion de territoire circulatoire constate une certaine socialisation des espaces supports aux déplacements. Les individus se reconnaissent à l'intérieur des espaces qu'ils investissent ou traversent au cours d'une histoire commune de la mobilité, initiatrice d'un lien social original... Cette notion introduit donc une double rupture dans les acceptions communes du territoire et de la circulation. En premier lieu, elle suggère que l'ordre des sédentarités n'est pas essentiel à la manifestation du territoire ; les normes ainsi produites défont les oppositions entre hiérarchies identitaires tributaires des présences sédentaires, des références au « lieu » : exit le marquage le plus usuel entre autochtone et étranger [...] ». Et la question de l'inscription du champ migratoire, ou du territoire circulatoire, dans le temps longs, est particulièrement pertinente, en raison de la forte résilience de ceux-ci, de leur possible réactivation, de l'empreinte qu'ils laissent dans les mentalités collectives : « La mémoire longue des champs migratoires, mémoire culturelle et affective — le champ migratoire n'est pas un espace neutre, affectivement neutre — balise en quelque sorte la géographie des circulations migratoires actuelles » (Simon 2006, 24).

⁴⁷⁰ Seules les associations des domiciles de naissance/1989/2001 du recensement de 2001 et de naissance/2001/2011 du recensement de 2011, et quelques rares paires naissance/1918, nous sont connues.

⁴⁷¹ G. Simon (2006, 9) cite les géographes français R. Schwab et R. Bétéille (1974), le sociologue portugais Castro da Alméida (1974), et ses propres travaux sur l'espace migratoire (1976) et le champ migratoire international (1979).

Ces considérations, portant sur la migration, s'appliquent à la mobilité en général, invitant à dépasser la notion de flux pour envisager des espaces voir des territoires de la mobilité⁴⁷². Un géotype de mobilité pourrait donc aussi inclure l'appréhension des liens avec le contexte social d'origine, permettant de distinguer par exemple des formes de migration de travail anciennes (comme le kurbët) qui entraînaient une rupture assez profonde et une certaine dissolution des liens avec la famille et le village des formes récentes de migration de travail où, avec les nouveaux moyens d'échange et de communication (téléphone portable, internet) et les performances accrues et l'abaissement des coûts du transport, facilitant les échanges d'informations et de biens et les visites aux familles, on peut désormais pallier dans une plus large mesure à la perte de la coprésence par la mobilité et la télécommunication, bâtissant de véritables systèmes relationnels et circulatoires.

Parmi les autres propriétés des géotypes de mobilité, on peut évoquer encore l'historicité et la géographicité. La définition de l'historicité n'est pas chose aisée. Pour Jacques Lévy, il s'agit de « la dimension temporelle des sociétés, caractérisée par l'irréversibilité, l'accélération, la cumulativité et l'intentionnalité » (Dico 506). Nous avons du terme une compréhension plus restreinte, celle du caractère relatif et situé des faits sociaux, de la « situation d'un phénomène dans le temps et dans les systèmes d'une époque donnée ; forme de relativité indispensable à la compréhension des époques, des évolutions [...] » pour reprendre les mots de Roger Brunet (1992, 258). On retrouve cette compréhension de l'historicité dans le concept de « régime d'historicité » (Hartog, 2003), qui désigne les « modes d'articulation du passé, du présent et du futur », en particulier la manière dont les sociétés ou les individus conçoivent leur rapport au temps, ce qui aide à la compréhension des grandes ruptures de l'histoire, qui altèrent cette représentation du temps.   ces deux termes, Grataloup (2015, 31) propose d'adjoindre celui d'*historité* pour désigner la dialectique de la reproduction et du changement social, qui fonctionne comme une sorte de métrique de ce changement (la reproduction correspond à la faible historité, le changement à la forte). Nous reprenons à notre compte cette distinction, l'historicité désignant la spécificité du phénomène (sur une échelle allant de l'anhistoricit  comme négation du caractère particulier d'un phénomène à l'historicisme qui refuse la comparaison ou la généralisation), l'historité se rapportant au changement social, à la comparaison de l'intensité des dynamiques selon les époques. Quant à la notion de géographicité, elle a fait son apparition sous la plume de Dardel en 1953 (D. Retaillé in Lévy et Lussault 2013, 434). L'historicité parle du rapport au temps des sociétés, la géographicité de leur rapport à l'espace, à la Terre : « Les questions de la relation au cosmos, de la matérialité de l'espace terrestre y compris construit et de cette forme spécifique de contrainte que représente le rapport à la distance sont essentielles et abordées de manière assez variable par les sociétés ; toutes les cultures traitent ces problèmes universels en y apportant des réponses sous la forme de pratiques spécifiques et de « valeurs » attachées » (ibid.). La paire historicité-géographicité situe en quelque sorte la dimension culturelle des mobilités.

6.3.2 La typologie des mobilités de Petersen

La littérature compte de nombreuses propositions de classifications ou typologies des mobilités. Les dimensions qui structurent ces typologies sont propres aux différents paradigmes au sein desquels elles sont étudiées. Pour l'étude des migrations par exemple, les dimensions économiques structurent les typologies propres à la push-pull theory, le profil des ménages organisent celles de la nouvelle économie des migrations (NEM), la position des individus dans les réseaux communautaires et d'information sont au cœur des approches ancrées dans la théorie des réseaux et du capital social, etc. Dans les approches plus globales des mobilités souvent les dimensions structurantes sont moins spécifiques, comme l'amplitude et la durée des déplacements qui permettent par exemple de distinguer à un premier niveau mobilités quotidiennes, mobilité résidentielles, migrations et tourisme. Les approches historiques s'intéressent également à d'autres dimensions et interrogent plus volontiers sur le bilan du déplacement ou de la mobilité des populations en termes d'évolution et de transformation des sociétés dans le temps long, s'attachant aussi à des types de mobilité historiques exceptionnels mais à très fort impact sur les sociétés (guerres, catastrophes climatiques, conquêtes, etc.). La typologie proposée par Bade et al (2007, 37) distingue par exemple quatre grandes familles de migrations (liées aux contraintes naturelles, à l'idéologie et aux conflits, à la volonté d'amélioration des conditions de vie et   la culture), les associant à des types propres de distance, d'orientation, de durée, d'espace socio-économique de déploiement – urbain et/ou rural – et de secteur d'activité typique des migrants – agriculture, commerce/industrie, services. Parmi les classifications historiques à vocation heuristique, outre celle de Zelinsky déjà décrite et qui introduit de manière forte le facteur temporel en proposant une forme de typologie évolutive, on veut mentionner ici celle déjà ancienne de Petersen (1958) au

⁴⁷² Voir par exemple Vodoz L., Pfister Giauque B. et J melin C. (2004), « Les territoires de la mobilité. L'aire du temps », qui expose les enjeux spatiotemporels de la mobilité à l'échelle des projets d'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

motif qu'elle fait de leur caractère conservateur (*conservative*) ou transformateur (*innovative*) l'axe cardinal de la différentiation des migrations. Cette dichotomie n'est pas tout-à-fait du même ordre que l'appréciation qu'on essaie de faire ici de l'*historicité* de la migration. Petersen l'envisage plutôt sous l'angle d'un « universel psychologique » se manifestant au travers des actions de l'*agent* principal de la migration (souvent le migrant lui-même, mais parfois aussi un agent externe qui impose le mouvement) : opte-t-il pour la mobilité spatiale afin de conserver intactes les autres dimensions de son existence, ou au contraire cherche-t-il un changement ? Ce type de distinction apparaît pertinent dans une perspective historique puisque, au contraire de nombreuses autres approches, il ne fait pas du mode de vie sédentaire la norme⁴⁷³ et ne lie pas de manière univoque la migration à la volonté d'améliorer son existence, et offre ainsi un angle analytique permettant d'intégrer le nomadisme et certaines formes de multirésidentialité traditionnelles encore très présentes dans l'Albanie du début du siècle passé au même titre que les formes plus modernes de mobilité. Petersen liste quatre « classes » de migrations, puis les divise chacune en différents « types », tantôt conservateurs, tantôt transformateurs. La première classe, la « migration primitive », est celle liée à la contrainte du milieu, qui s'impose de manière différente aux sociétés selon les technologies dont elles disposent, et qui donc concerne davantage les sociétés préindustrielles. Ses formes conservatrices sont l'« errance » (*wandering*) de certaines populations préhistoriques, la « collecte » (*gathering*) des chasseurs-cueilleurs, et le nomadisme des éleveurs. La forme transformatrice de la migration primitive est la « fuite de la terre » (*flight from the land*), lorsque s'installe un déséquilibre important entre la capacité productive d'un sol et la population qui en tire sa subsistance (pression « malthusienne » d'une population en forte croissance, épisode de sécheresse, ravageurs, etc.). A l'époque moderne, cette forme de migration a la plupart du temps pris la destination des villes, souvent qualifiée alors d'« exode rural ». La seconde classe de migrations procède de l'intervention d'un acteur extérieur, l'État ou une institution sociale de même type. Celles-ci sont qualifiées de forcées (*forced*) ou encouragées (*impelled*), selon la marge de manœuvre laissée au migrant. Les formes conservatrices (pour se débarrasser du migrant) sont le déplacement de population (forcé) et la fuite (encouragée), celles innovatrices (pour utiliser la force de travail du migrant) sont respectivement la traite des esclaves (forcés) et celle des coolies (« encouragés »). La troisième classe est celle où la personne ne migre pas sous une pression sociale ou biologique forte, c'est la migration « libre » (*free migration*). Petersen y distingue les mouvements pionniers (innovateurs), souvent le fait d'une minorité cultivée, et ceux de groupes qui suivent l'exemple de ces pionniers, comme les groupes religieux émigrant aux États-Unis (conservateurs). Quand les chemins ouverts par des pionniers et ces groupes deviennent des voies établies, on peut parler de migrations de masse (*mass migration*) fondées sur des comportements collectifs. Il ne s'agirait plus alors de s'interroger sur les motivations individuelles puisqu'on aurait affaire à un mouvement de nature avant tout sociale, rendu possible par la réduction tant des distances géographiques que de l'altérité culturelle. Là, le caractère transformateur ou conservateur est lié à la destination urbaine ou rurale du déplacement (son caractère intra-national ou international n'est pas pertinent). On parle alors de migration d'urbanisation ou d'établissement (*settlement*). Par rapport à Zelinsky qui inclut tous types de mobilités, Petersen fait plus explicitement référence à la migration, sans toutefois la distinguer clairement des autres formes de mobilité⁴⁷⁴.

Relation	Migratory force	Class of migration	Type of migration	
			Conservative	Innovating
Nature and man	Ecological push	Primitive	Wandering	Flight from the land
			Ranging	
State (or equivalent) and man	Migration policy	Forced	Displacement	Slave trade
		Impelled	Flight	Coolie trade
Man and his norms	Higher aspirations	Free	Group	Pioneer
Collective behavior	Social momentum	Mass	Settlement	Urbanization

Tableau 6.2 : Typologie des migrations de Petersen (1958).

⁴⁷³ La « push-pull theory » pour ne citer qu'elle est totalement inopérante pour décrire un mode de vie nomade.

⁴⁷⁴ Il mentionne (p. 264) que considérer une simple limite de durée pour distinguer le voyageur du migrant n'est théoriquement satisfaisant, mais n'indique pas le type de différentiation qu'il considère pertinente.

6.4 Géotypes de mobilités albanais

Nous avons tenté de notre côté l'exercice qui consiste à ranger dans un tableau l'ensemble des types de mouvements (de tous types, durées, distance, etc.) que nous avons plus ou moins précisément décrits au cours du chapitre 5 dans un tableau dont les deux entrées sont l'historité d'un côté et de l'autre une évaluation des parts respectives de la dimension spatiale, territoriale ou liée au milieu dans la nature de la migration et/ou dans la décision de migrer⁴⁷⁵. Il est clair que tout type de mobilité peut être décrite tour à tour en termes de propriétés et de motivations plutôt d'ordre spatial ou territorial, parfois écologique (liées au milieu). La justification de la position d'un géotype de mobilité (ou « géon de mobilité »⁴⁷⁶) dans le tableau est donc surtout un exercice qui doit permettre de faire émerger certaines propriétés des géotypes décrits. Nous ne pouvons ici qu'ébaucher cette description afin d'évaluer en quelques sortes le caractère opératoire d'une telle approche pour la géohistoire. Un géotype de mobilité dont la composante spatiale prime est un mouvement par lequel sont recherchés avant tout des avantages en termes de proximité avec une ressource ou une activité, ou une position plus avantageuse dans un réseau (connectivité). La dimension culturelle existe, mais elle apparaît secondaire au regard des attentes en termes spatiaux, qui ont souvent une forte dimension économique. A l'inverse, la mobilité de nature plus territoriale à pour objectif premier l'exclusion ou l'inclusion d'un groupe ou d'un individu, elle résulte d'une volonté de modification d'un réglage culturel, ethnique ou politique de la distance. Enfin, la mobilité associée aux conditions bioclimatiques (qui revient à la « migration primitive » de Petersen) peut aussi le plus souvent être abordée sous l'angle culturel ou spatial. Le tableau contient donc aussi des catégories mixtes espace/territoire, espace/milieu etc. Les mobilités qu'on pourrait dire « traditionnelles » (celles de la société préindustrielle) ont souvent un lien plus fort au milieu, et une vocation plus « conservatrice » (orientée vers la reproduction sociale). Celles ou priment la dimension spatiale amènent tendanciellement (mais pas toujours) davantage le changement. En tous les cas ces différenciations demeurent interprétatives, les dimensions spatiales et territoriales, qui correspondent grosso modo à celles économiques et culturelles, sont présentes à des degrés divers dans toute forme de mobilité.

Géotypes (géons) de mobilité		Gradient d'historité croissant		
		Reproduction	→	Changement
		<i>La mobilité est avant tout tournée vers la reproduction sociale (conservatrice)</i>		<i>A travers la mobilité est recherché (ou obtenu) un changement d'état (novatrice)</i>
Espaces pertinents	Espaces, réseaux <i>L'enjeu du déplacement est avant tout spatial, sont recherchés des avantages en termes de localisation, de position sur le réseau, etc.</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Suburbanisation II • Pendularité post-industrielle 	<ul style="list-style-type: none"> • Migration de travail traditionnelle (<i>kurbet</i>) • Pendularité pré-ind. (sous-urbanisation) • Emigration saisonnière (Italie) 	<ul style="list-style-type: none"> • Urbanisation industrielle • Emigration (Italie, USA, etc.)
	Mixte espace-territoire	<ul style="list-style-type: none"> • Mobilité nuptiale • Roms et Jevgs 	<ul style="list-style-type: none"> • Champs migratoires avec la Grèce • Mobilité interurbaine (rotation des cadres) 	<ul style="list-style-type: none"> • Urbanisation classique • Villes nouvelles ind. • Métropolisation • Suburbanisation I
	Territoire <i>Déplacements plutôt liés à la différenciation des territoires, à l'inclusion / exclusion d'un groupe</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Mobilité "exo-urbaine" (relégation opposants) • Dépl. villages (barrages) • Retours d'émigration 	<ul style="list-style-type: none"> • Fuite guerres et guérillas (Serbes et Grecs) • Enrôlement 	
	Mixte territoire-milieu	<ul style="list-style-type: none"> • Pasteurs valaques • Mouvmnts saisonniers de l'agr. traditionnelle 	<ul style="list-style-type: none"> • Fronts pionniers (Myzeqë) 	
	Milieu <i>Le milieu joue un rôle important dans la motivation à se déplacer</i>		<ul style="list-style-type: none"> • Fuite des tremblements de terre 	
	Mixte espace-milieu-terr.		<ul style="list-style-type: none"> • Villages descendus 	

Tableau 6.3 : Proposition de géotypes de mobilité albanais et leur historité.

⁴⁷⁵ Ce tableau n'a pas vocation à donner une vision structurée des mobilités, il constitue plutôt une simple liste au sein de laquelle les éléments sont rangés selon deux (parmi d'autres) dimensions de leur possible interprétation.

⁴⁷⁶ Par analogie avec le géotype, objet générique, et le géon, objet particulier, les éléments portés au tableau pourraient être qualifiés de géotypes de mobilité pour les génériques (suburbanisation, pendularité postindustrielle, etc.) et de « géon de mobilité » pour ceux plus explicitement localisés, comme le champ migratoire gréco-albanais par exemple.

Commençant par l'exemple des « villages descendus », c'est-à-dire ces quelques dizaines ou centaines de villages qui ont été progressivement déplacés des coteaux ou plateaux aux piedmonts durant la seconde moitié du XIX^{ème} et le XX^{ème} siècle, leur trajectoire peut être décrite comme liée à la transformation du milieu (capacité sociotechnique de rendre cultivable la plaine et amélioration des conditions sanitaires), à la volonté de désenclavement spatial dans le contexte d'un changement progressif de l'échelle pertinente de l'économie et du commerce agricoles, ainsi qu'à la dimension plus territoriale de l'accès possible à la terre après la disparition des grands çifliks. L'historité est moyenne dans la mesure où le caractère rural de ces localités n'est pas remis en question, mais où par contre le gain d'accessibilité recèle à terme un potentiel de changement. Les quelques relocalisations de villages liées à la mise en eau de la vallée du Drin sous le communisme nous paraissent par contre dans leur nature ne receler aucun caractère spatial ni aucune historité. C'est la dimension territoriale qui prévaut : le seul acteur (auto)légitime de la transformation de l'espace est l'État central planificateur, qui impose à travers ses plans quinquennaux aux communautés la mise en œuvre verticale de principes d'aménagement décidés hors de leur sphère d'influence. On pourrait rapprocher de cette mobilité imposée les mouvements « exo-urbains » auxquels ont été astreints les opposants au régime (ou jugés tels), la *relégation* prenant la forme d'une rétrogradation dans les niveaux d'urbanité, par exemple dans des villages de confins spécialement dédiés, des camps de travail (drainage des marais) ou des bourgades minières. Cette mise à l'écart d'une hétérodoxie jugée potentiellement dangereuse relève explicitement d'une volonté de préserver les conditions choisies de la reproduction sociale. Les autres mobilités à faible historité concernent les modes de vies ruraux traditionnels, celle des éleveurs nomades ou semi-nomades (pasteurs valaques) ou des paysans de montagne soumis aux migrations saisonnières vers les plaines. Les origines de ces mouvements sont essentiellement écologiques, mais avec le temps des « chenaux » se sont creusés qui ont induit des formes de territorialité plus ou moins ancrées (clans possédant des terres en plaine) ou cycliques (arrangements entre pasteurs et cultivateurs). On peut aussi évoquer les populations de Roms et d'Égyptiens (Ashkalis ou Jevgs) d'Albanie, dont les activités traditionnelles, tournées vers le commerce et l'artisanat, conféraient à la mobilité une dimension spatiale prééminente, les stations principales étant généralement suburbaines. Une sédentarisation progressive s'observe dès les années 1930, puis leur est imposée sous le communisme, leur mode de vie constituant l'expression d'une territorialité entrant en conflit avec la conception de maîtrise et de pouvoir exclusif sur l'espace portée par l'État communiste⁴⁷⁷.

Parmi les géotypes de mobilité plus contemporains de faible historité figure sans doute la seconde phase de suburbanisation (après 2000), dans une Tiranë saturée surtout, qui voit des familles pour l'essentiel originaires du centre se reloger dans des banlieues très denses, mal équipées et mal connectées. De nombreux habitants de Tiranë, bien qu'installés dans des appartements souvent vétustes et étriqués, envisagent la perspective de déménager dans de tels quartiers à Kashar ou Dajt comme une dégradation de leurs conditions de vie. La mobilité quotidienne entre ces quartiers, ou ceux d'immigration des années 1990, et le centre – une mobilité faible en comparaison internationale en raison du taux d'activité très bas – recèle également une faible capacité de changement social, si ce n'est dans le fait qu'elle participe d'une certaine manière à actualiser le fort potentiel accumulé lors de l'arrivée de nombreux montagnards du Nord dans des banlieues certes ségréguées mais très proches du centre. Enfin on peut sans doute associer de nombreux retours d'émigration à partir de 2008 à des trajectoires socialement descendantes, économiquement contraintes, ce que semble indiquer la coïncidence temporelle avec la crise de la dette grecque ainsi que certaines statistiques d'enquête⁴⁷⁸ montrant que les raisons du retour les plus évoquées sont indépendantes de la volonté des personnes (perte d'emploi surtout), même si la généralisation n'est pas indiquée⁴⁷⁹.

Le dernier géotype de mobilité conservateur est le plus répandu de tous et concerne essentiellement les femmes : le déplacement de leur lieu de vie au moment de la mise en ménage. Peu abordé dans ce travail, ce motif est indissociable de la reproduction biologique et sociale et est certainement d'un très grand intérêt géohistorique

⁴⁷⁷ La région de Fier héberge la plus importante population rom d'Albanie, sédentarisée pour la plupart à l'époque communiste. La commune de Levan était réputée « capitale » rom d'Albanie (le quartier du 1^{er} Mai comptait jusqu'à 1400 Roms vers 2005), avant de nombreux départs vers la Grèce. Plus de 5200 habitaient alors dans différents villages et quartiers du district, dont certains portant le nom de la communauté (village de Rromët, ou Azotiku, près de l'usine d'engrais de Fier). Voir De Soto et al. (2005), *Roma and Egyptians in Albania. From Social Exclusion to Social Inclusion*, World Bank Working Paper no. 53. Voir aussi les données recueillies par l'Unicef : <http://www.sidalbania.org/template.php?lang=en&pg=roma>.

⁴⁷⁸ Dans son enquête de 2013, Instat indique (pages 49 et 50) que la principale raison des retours est la perte d'emploi (63% des cas), suivie d'autres motifs « négatifs » (problèmes familiaux, nostalgie). La perspective d'un meilleur emploi en Albanie ne concerne que 13% des répondants, celle d'investissements productifs seulement 10%. Cependant l'expérience à l'étranger est largement perçue comme un avantage (76%), bien qu'on ne sache pas si c'est plutôt en termes de perspectives ou en lien avec le fait d'avoir pu dans ce laps de temps faire vivre sa famille.

⁴⁷⁹ Lerch (2006, 20) cite la typologie de retour de Cerase (1974) qui distingue a) le retour lié à un échec dans le pays d'accueil ; b) le retour par conservatisme, planifié dès le début de son séjour ; c) le retour innovateur, effectué par des migrants fortement imprégnés par la culture du pays d'accueil et qui sont donc vecteurs de transmission d'idées et de conceptions nouvelles dans leur pays d'origine ; d) le retour des personnes retraitées.

puisqu'il traverse toute l'histoire humaine. Il est traditionnellement régi par une double définition de la distance sociale : celle minimale qui doit permettre la qualité biologique de la reproduction ; celle maximale qui doit garantir le maintien dans un niveau d'altérité acceptable par le groupe (Grataloup 2015). La mobilité sociale se traduit par une mobilité spatiale. L'Albanie connaît une large diffusion du modèle dit de la patrilocalité où c'est la femme qui quitte sa famille pour rejoindre le lieu de vie de celle de son époux. Là les données des recensements nous paraissent receler un potentiel inexploité⁴⁸⁰ que nous avons envisagé de traiter en partie dans ce travail, mais que nous nous contentons d'évoquer brièvement. Il s'agirait en premier de saisir plus avant la spatialité de la mobilité liée au mariage en regard de la complication des règles sociales qui rédisent – du moins au Nord, pour lequel on dispose de données anciennes – l'intermariage dans l'emboîtement hiérarchique des structures sociales (*Fis* (lignage) > *Kembë* (phratrie) > *Vllazni* (fratrie) > *Shtëpi* (maison)) (Doja 1999). Le groupe de base, la « maison » (*shtëpi*), est l'instance statutaire des stratégies matrimoniales. Celles-ci se dessinent dans un contexte qui exige une stricte exogamie du groupe lignager, et se traduit aussi souvent par l'exogamie villageoise, d'une part à cause de la présence, rarement exclusive mais souvent dominante, d'un groupe en un lieu, d'autre part en raison de règles interdisant toute forme de connexion préalable entre les époux (Kera et Pandelejmon 2008, 130, Gruber 2014, 234-235)⁴⁸¹. Ainsi le lien complexe entre groupe lignager et territoire se trouve-t-il probablement inscrit, et peut-être localement déchiffrable, dans la cartographie du lien entre le lieu de naissance et de mariage de celui des conjoints, généralement la femme, qui se déplace. Une telle cartographie est possible pour un échantillon de quelque 290 localités pour lesquelles les données individuelles du recensement austro-hongrois de 1918 ont été saisies par l'équipe de Karl Kaser, et dont la localisation a pu être améliorée dans le cadre de notre travail. La différenciation régionale apparaît importante (avec une endogamie plus fortement présente dans la région de Librazhd et dans le Sud, une exogamie très forte dans le Nord), et surtout, celle-ci semble évoluer de manière différente dans le temps (carte 6.1).

Cette analyse spatiale diachronique de la prévalence locale de l'exogamie villageoise (mais aussi de la patrilocalité) présente à n'en pas douter un grand intérêt. La comparaison des patterns de ce géotype de mobilité tels qu'ils se présentent en 1918 et en 1989 (avant les grandes migrations, sur la base du recensement de 2001) donnent une image de l'altération locale des stratégies matrimoniales au cours du siècle, avec peut-être le glissement d'une dimension culturelle et territoriale vers une prégnance accrue du spatial. La carte 6.1 montre une dissipation de l'endogamie urbaine⁴⁸², un relâchement de l'exogamie traditionnelle dans le Nord (lié peut-être à l'interprétation plus souple des canons, mais aussi à l'accroissement de la population et peut-être de la diversité sociale des localités), léger chez les Gashi musulmans de la région de Tropojë, plus conséquent chez les Nikaj et les Merturi catholiques plus à l'ouest, avec globalement, sans entrer dans le détail de la description, l'image d'un lissage de situations originellement très contrastées⁴⁸³. A droite (cartes 6.2 à 6.9), on voit quatre exemples locaux de comparaison diachronique des bassins matrimoniaux. Les symboles verts figurent l'origine des femmes mariées vivant au village, les rouges l'origine des hommes, les bleus indiquent l'endogamie (les deux sont nés au village). Les deux premiers villages – Trektani (Tregtani) et Shika (Shikaj) – sont voisins, mais se tournent le dos, chacun sur une rive du Drin. Trektani est exclusivement exogame et patrilocal en 1918, les femmes viennent majoritairement de Kruma (Has) au nord-est. Shika connaît une très légère endogamie, et les femmes y viennent de l'ouest (Spaçi, Iballja, Puka). Avec le temps, le bassin de Shika s'étend à Qerreti à l'ouest, et se développe également vers le sud-est, de l'autre côté de la vallée du Drin Noir, dans les villages des montagnes de Ljuma. Au contraire Trektani affiche un fort conservatisme, son bassin demeure strictement le même. Une certaine endogamie émerge avec le développement du village, quelques hommes mêmes viennent s'y marier, mais les origines des arrivants demeurent strictement cantonnées à Kruma. A l'opposé, le bassin matrimonial originellement très compact du village essentiellement catholique de Nikprenaj (aujourd'hui Lekbibaj), dont les hommes trouvaient traditionnellement des épouses dans les autres villages des territoires de Nikaj et Merturi,

⁴⁸⁰ Plusieurs articles ont été publiés sur la question et s'appuyant sur les données de 1918, mais plutôt sous l'angle démographique. Voir Kera et Pandelejmon 2008 et surtout Gruber 2002, 2008 et 2014. Aucun ne propose une approche diachronique. Dans son article de 2014 « Marriages across Religious Boundaries in Albania around the Year 1900 », Siegfried Gruber donne l'analyse la plus complète de la structure du mariage selon le recensement, mesurant entre autres l'exogamie villageoise, la patrilocalité et les mariages interreligieux.

⁴⁸¹ Ces « connexion spirituelles » interdites incluent le partage d'un même parrain (de baptême ou de cheveux, celui qui fait la première coupe), le baptême à la même eau, la liaison par un « frère de sang », etc., tous liens rendus plus probables par la proximité géographique (coexistence dans un même village).

⁴⁸² On considère généralement le mariage albanais comme endogame au niveau du groupe social ou religieux et dans les localités urbaines, exogame au niveau familial ou lignager et dans les localités rurales (Kera et Pandelejmon 2008, 131).

⁴⁸³ Il faudrait pousser plus avant l'analyse, puisqu'on a travaillé uniquement sur les couples pour lesquels on disposait d'une double information de localisation, soit 56% des 19'000 ménages éligibles de l'échantillon. Le fait que de manière générale l'information sur le lieu de naissance soit mieux connue pour ceux/celles qui sont né(e)s au village que pour ceux/celles qui viennent d'ailleurs fait que le lieu de naissance des hommes est mieux connu (72%) que celui des femmes (60%) et que l'endogamie est surévaluée. Les niveaux étonnants d'endogamie au centre et au sud-est de la zone renseignée sont donc sans doute aussi liés au défaut d'information sur les ménages exogames. La même carte en considérant exogames tous les ménages non-enseignés serait sans doute plus proche de la réalité. Les données plus récentes (1989 selon le recensement de 2001) indiquent une endogamie importante dans certaines régions (comme autour de Librazhd), mais excédant rarement 50%, à part au sud (Dropull).

explose littéralement par la suite : jusqu'à Shkodër à l'est, loin au sud et même au nord-est, vers plusieurs villages du territoire des Gashi-Shipshani (musulmans)⁴⁸⁴. Et surtout, il développe une très forte endogamie semble-t-il⁴⁸⁵. Enfin une illustration en plaine (Bushat) montre un bassin sans orientation sélective, fortement endogame en 1918 déjà, qui s'étend et s'ouvre même à une certaine matrilocalité durant le communisme, y compris en accueillant quelques montagnards (de Shkrel etc.). A travers ces quelques exemples on a voulu montrer qu'une forme de mobilité par nature très conservatrice n'en n'est pas pour autant figée dans une forme spatiale unique. Bien au contraire, sa différentiation à la fois dans l'espace et dans le temps constitue un traceur original des évolutions sociales locales, et d'une certaine manière, si son historicité est faible, son historicité ne l'est pas...

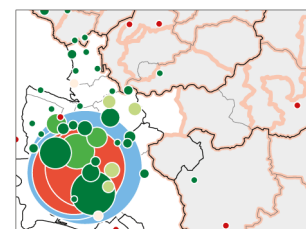
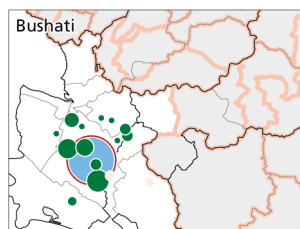
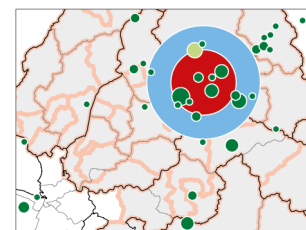
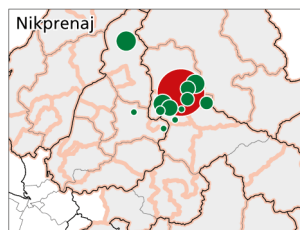
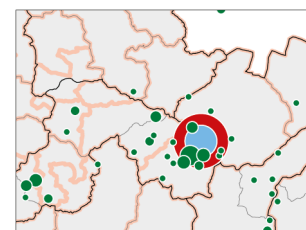
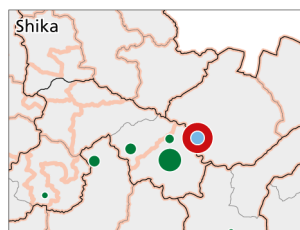
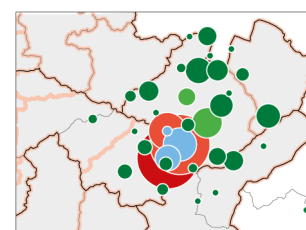
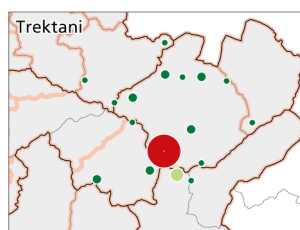
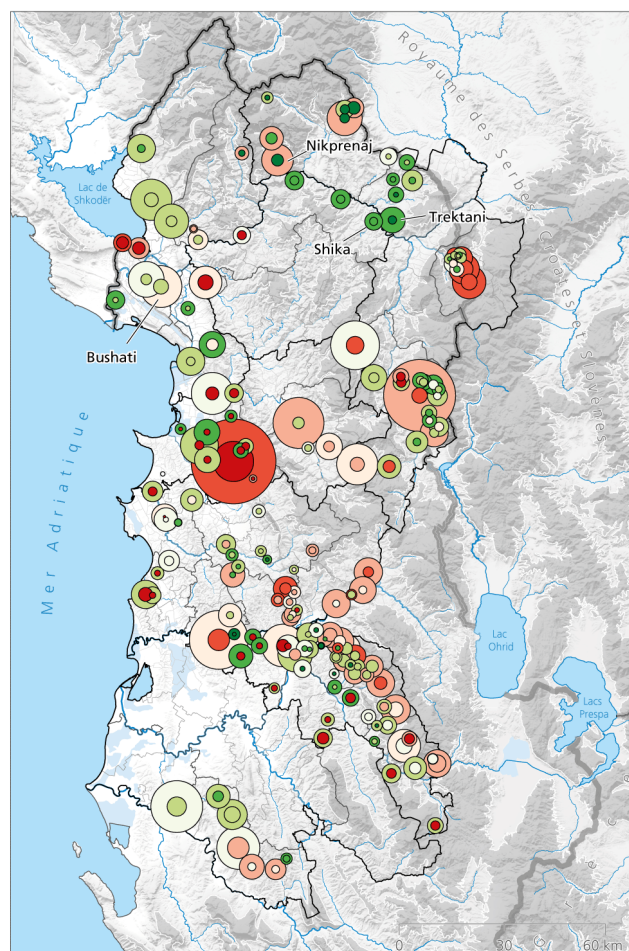
Echantillon de villages albanais

Evolution de l'endogamie villageoise

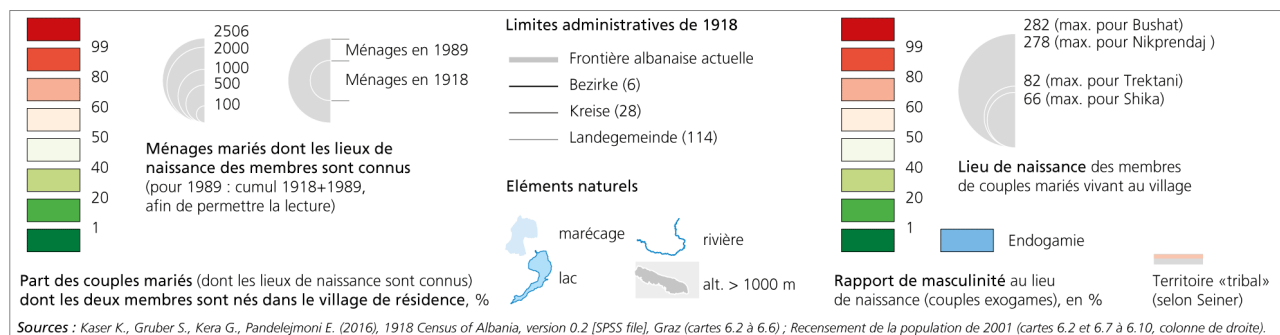
1918/1989

Evolution des bassins matrimoniaux

1918/1989



© A. Jarne 2020



Cartes 6.1 à 6.9 : L'espace de la mobilité nuptiale, un géotype à faible historicité et forte historicité.

⁴⁸⁴ En 1918, Nikprenaj comprenait un ménage musulman (9 habitants sur 390). En 1926, Selenica distingue Nikprenaj (286 catholiques) et Lekbibaj (142 catholiques, 8 musulmans). Peut-être y a-t-il un lien entre cette famille musulmane et l'extension ultérieure du bassin au territoire des Gashi.

⁴⁸⁵ Peut-être associée aussi à la différentiation des hameaux qui le constituent (Nikprenaj, Koteci, Shofra) ?

Poursuivant la lecture du tableau 6.3 vers la droite, nous trouvons des géotypes de mobilité que nous avons considérés d'historité moyenne. Parmi ceux-ci, la migration de travail. Comme le relève Schmitt (2018), c'est peut-être d'abord celle-ci qui a participé le plus à façonner les sociétés balkaniques, et dans une large mesure, par-delà la période de l'isolement, c'est elle qui continue à la faire. La dimension historique est ici aussi particulièrement intéressante : évolution de la géographie générale de ces flux au gré des crispations géopolitiques et de l'abaissement du coût de la distance, mobilisation par les nouveaux réseaux migratoires de connexions anciennes liant l'Albanie aux autres pays des Balkans ottomans, mais aussi la manière dont on se réapproprie l'espace de la mobilité en recyclant des modes de représentations qui lui préexistent et se reflètent dans une situation pourtant nouvelle (Sintès 2010, 407). On pense par exemple à l'idéalisation décrite par De Rapper (2008) du *kurbet* en Lunxhëri, dont on se rappelle comme ayant apporté une certaine opulence aux villages et une ouverture au monde à leurs habitants. La migration de travail se redéploie après 1991 dans un contexte complètement nouveau – le déversement de la population d'un pays communiste en rupture vers les démocraties libérales voisines – mais sur un terrain de représentations ancrées, et amenées à évoluer. La distinction de géotypes décrivant des émigrations plutôt saisonnières ou alors plus durables revêt un caractère assez arbitraire puisque bien souvent ces modalités différentes s'inscrivent successivement dans les parcours individuels : en commençant par aller faire la récolte des olives en Grèce voisine, on crée les conditions (réseau de connaissances, familiarisation aux conditions locales) d'une possible émigration ultérieure. Quant à la question de la territorialité, on a voulu illustrer le fait qu'à cet égard l'émigration vers la Grèce avait une signification bien différente de celle vers l'Italie : la frontière commune a laissé un contentieux ainsi que de part et d'autre d'importantes minorités ; celle grecque d'Albanie, au vu du différentiel économique, a été la première à quitter le pays, suivie des Valaques, des Orthodoxes albanophones puis des autres. Le jeu sur l'identité de l'immigrant albanais en Grèce a constitué une dimension importante du projet migratoire, ce qui n'a pas été le cas vers l'Italie, où la proximité de la côte et le capital social du migrant semblent avoir été plus déterminants.

Toujours parmi les mouvements d'historité moyenne on a rangé les mouvements alternants domicile-travail résultant de la sous-urbanisation durant la phase d'industrialisation : on a là certes une exposition du travailleur à un mode de vie et une vision du monde différents (une « prolétarisation »), mais qui va surtout de le sens de rendre possible le maintien au village (c'est le collapse industriel qui va priver nombre de familles du revenu nécessaire à leur maintien dans le monde rural). Par contre, lorsque l'installation durable dans une ville nouvelle industrielle est possible, on a alors une réelle historité, dont la dimension territoriale nous paraît se situer dans la vocation « édifiatrice » du peuple assignée par le pouvoir central à ces unités urbaines décentralisées : elles sont conçues comme les relais de la diffusion de la modernité socialiste dans les périphéries rurales, une forme de quadrillage du territoire. Un peu dans le même sens, lorsque les ingénieurs, instituteurs et divers cadres sont « invités » à se rendre dans les régions (système de la « rotation des cadres »), ils sont voulus agents de la modernisation et du changement. La mobilité produite par les guerres ou les catastrophes naturelle n'a pas de réelle historité, hors du fait que lorsque le retour est difficile (occupation, destruction), on observe souvent l'installation des réfugiés en ville. Cela n'a visiblement pas été le cas dans le Sud dans les années 1910, où après avoir été chassés par les Grecs (et les tremblements de terre, voir chapitre 5.2.1), les réfugiés semblent être rapidement rentrés et avoir reconstruit les villages. On peut cependant sans doute associer l'amorce de chaînes migratoires actives sur la durée du Kurvelesh vers Vlorë ou de Dibër vers Tiranë à de telles circonstances. La conquête de terres agricoles enfin, dès les années 1930 et surtout durant le communisme, a entraîné on l'a vu une assez faible mobilité (main d'œuvre locale, féminine surtout, disponible en abondance) et qui, s'il elle procède d'une forme « d'urbanisation rurale », possède toutefois une assez faible historité (dans le sens décrit au chapitre 6.5).

Les géotypes de mobilité qui nous semblent les plus « modernisateurs » apparaissent tout à droite du tableau. On y a distingué artificiellement une urbanisation procédant d'une rationalité d'optimisation industrielle et qui produit une mobilité dont le sens est avant tout de rapprocher la main-d'œuvre de l'outil de production – la dimension spatiale donc – d'une urbanisation dont le sens culturel ou politique est plus prégnant. La migration « classique » vers la ville avait une forte dimension sociale (accessible aux seuls bourgeois), et à plus forte raison celle vers la capitale – centre du pouvoir – par exemple, ou vers des villes conçues (entre autres, bien-sûr) comme relais de ce pouvoir. La métropole quant-à-elle, en plus de tout ceci, incarne l'irruption de l'échelle mondiale à l'accès de laquelle sont associés toutes sortes de valeurs et de représentations, un territoire lourd de sens donc, presque une enclave. La première phase de suburbanisation paraît avoir une dimension territoriale assez forte en ce qu'elle constitue l'amorce – pour la première fois – d'une représentation équilibrée des régions dans la capitale. Bien qu'aujourd'hui fragmentée et récupérée politiquement, cette représentation régionale constitue sans doute un atout pour l'avenir.

La segmentation des mobilités historiques et leur qualification est une démarche assez subjective. On essaie dans le dernier chapitre de mesurer la propriété des géotypes de mobilité qui nous paraît la plus centrale : l'historité. Cette proposition ne peut s'appliquer qu'aux mouvements pour lesquels on dispose de données, elle prolonge la démarche décrite au chapitre 6.2 en s'appuyant sur les gradients d'urbanité.

6.5 Une possible mesure de l'historité d'après les différentiels d'urbanité

L'historité est donc conçue comme dialectique du changement et de la reproduction sociale. La mobilité, la circulation, l'échange, sont eux-mêmes et intrinsèquement porteur d'historité, de changement social. On pourrait dire que si les géotypes sont caractérisés par un *gradient d'urbanité*, les géotypes de mobilité sont caractérisés par un *gradient d'historité*. La notion des gradients d'urbanité paraît ici utile pour discuter plus avant l'historité des géotypes de mobilité. On peut postuler que des géotypes de mobilité qui relient des lieux à fort différentiel d'urbanité ont un plus fort potentiel de changement social, une grande historité. Il s'agit en gros de « l'urbanisation », conçue comme le mouvement général d'une société vers d'avantage d'urbanité. Avec la notion de gradients d'urbanité, on dépasse la dichotomie classique urbain/rural en essayant d'envisager plus finement les espaces et leurs interrelations, prenant en considération par exemple des échanges entre lieux considérés ruraux ou urbains, mais constituant à l'évidence des géotypes sensiblement différents. Ce type d'approche paraît receler un certain potentiel structurant dans le contexte d'une approche géohistorique en ce sens qu'il permet de distinguer différents types de mouvements sur la base des données de flux de l'ensemble d'une population, et donc dans un premier temps d'opérer un tri pour identifier des objets de recherche qui devront ensuite être « attaqués » sous d'autres angles. La difficulté étant, comme pour le modèle de l'exode rural ou celui de la « micro-mobilité » (Poussou 1970), qu'on s'intéresse ainsi aux flux et non aux migrants. Ces derniers apparaissent comme ballottés entre différents types d'espaces, certains mouvements impliquant une forme de « déracinement », d'autres non, et comme le relève Rosental (1999, 49) : « À déplacements identiques, significations identiques [...] : l'idée d'une appropriation individuelle d'un parcours de mobilité n'est pas concevable. » En tentant de mesurer l'historité sur la base de flux ou d'états successifs du peuplement, il est clair qu'on se situe dans un registre complètement différent de celui où l'on essaie de discuter la spatialité, la territorialité, l'historicité ou la géographicité d'un géotype de mobilité. On doit donc trouver ce que Desrosières (2014, 158) qualifie de « zone de contact entre énoncés de registres différents », une certaine manière d'articuler la rhétorique et le discours statistique, une certaine interprétation (ou interpénétration).

Cet exercice de mesure de l'intensité du changement social par l'intermédiaire de flux et de géotypes peut trouver une application empirique dans notre corpus statistique. Elle repose sur une partition du territoire proche de celle produite dans les typologies de l'Instat, mais davantage orientée vers l'idée des gradients d'urbanité que vers celle des fonctions économiques, et dans une conception qui intègre davantage les différenciations spatiales de la période communiste (figures 6.1 et 6.2). On peut appliquer aux géotypes ainsi décrits les flux de la période communiste tels que reportés dans le recensement de 1989 (en s'appuyant encore une fois sur le découpage en cohortes pour essayer de reconstruire approximativement différentes périodes de l'« édification du socialisme »), et les comparer à ce qu'on obtient pour les deux décennies suivantes. On pourrait imaginer quelques équations simples où :

U = urbanité	o = origine d'un déplacement
H = historité	d = destination du déplacement
GT = géotype	pop = population
GM = géotype de mobilité	

1) Appliqué aux états successifs du peuplement, cela donne :

Niveau d'urbanité d'une population : population pondérée selon l'urbanité du lieu de résidence

$$U_{pop} = \frac{\sum_{i=1}^n pop_i U(GT)_i}{\sum_{i=1}^n pop_i}$$

Domaine de valeur théorique : 0-100, 100 signifiant que tout-le-monde vit dans le contexte d'urbanité maximale. Selon notre mesure, l'urbanité de la population est de 24 en 1918, de 55 en 2011 ; celle de la population rurale de 16 en 1918 et de 35 en 2011.

2) Appliqué aux mouvements de population, cela permet d'introduire de manière plus puissante l'historicité et la géographicité dans le discours, et donne :

L'historité d'un géotype de mobilité H(GM) : différence entre l'urbanité du géotype de destination et celle du géotype d'origine

$$H(GM)_i = U(GTd)_i - U(GTo)_i$$

Comme les géotypes d'urbanité valent ici entre 1 et 7 (8 pour la période communiste), le domaine de valeur théorique s'étend de -6 à +6, mais dans les faits on n'a pas attribué de valeur négative (un déplacement d'un lieu de forte urbanité vers un lieu de faible urbanité a été noté 0). 0 = mouvements entre géotypes même urbanité ; 6 = mouvements du géotype de plus faible urbanité vers le géotype de plus forte urbanité.

Historité des migrations (Hmigr) : moyenne pondérée de l'historité des géotypes de mobilité

$$Hmigr = \frac{\sum_{i=1}^n H(GM)_i \text{pop}(GM)_i}{\sum_{i=1}^n \text{pop}(GM)_i}$$

Domaine de valeur : 0-100, où 0 = migration exclusivement horizontale (historité nulle) ; 100 = migrations exclusivement du géotype le plus faiblement urbain vers le géotype le plus fortement urbain (historité = 6 ou 7). La valeur de l'historité est par exemple de 20 pour les migrations des années 1980 (15 pour les migrations féminines), et de près de 50 pour les migrations des années 2000.

Historité d'une période (Hper) : rapport du gain d'urbanité produit par les migrations à la population totale

$$Hper = \frac{\sum_{i=1}^n H(GM)_i \text{pop}(GM)_i}{\sum_{i=1}^n \text{pop}_i}$$

Domaine de valeur : 0-100. Même principe que pour l'historité des migrations, sauf que la population statique est ajoutée au dénominateur. La valeur de l'historité est par exemple de 6 pour les années 1980 et de 17 pour les années 2000.

Les différentes mesures de l'urbanité ont été données dans la partie précédente (6.2). On donne maintenant celle de l'historité des migrations. Fondée également sur l'appréciation empirique de l'urbanité, elle souffre des mêmes changements dans la définition de l'urbain. Nous avons d'une part calculé de manière distincte cette évolution de l'historité sur la base de la typologie des villes et villages et des cohortes pour la période communiste et sur la typologie des communes et municipalités pour les périodes récentes (le deux ne sont pas comparables)⁴⁸⁶, et d'autre part de façon harmonisée sur une base communale (en assimilant les classes suburbaines postsocialistes à des communes agricoles mixtes de plaine pour la période socialiste). L'historité (une mesure du changement social) d'un géotype de mobilité est la différence entre le niveau d'urbanité du lieu de départ et du lieu d'arrivée du déplacement. On note cette historité de 0 à 7 pour la période communiste : 1 indique un déplacement entre deux lieux d'urbanité proche – par exemple d'une petite ville nouvelle (5) à une ville moyenne (4) –, et 7 indiquant un déplacement d'un lieu d'urbanité minimale (1 = hameau enclavé) à un lieu d'urbanité maximale (8 = Tiranë). Chaque paire origine-destination de géotype à géotype est donc notée 0 à 7, comme on peut le voir sur les graphiques circulaires. Les deux premiers (figures 6.6 et 6.7) donnent les 50 flux principaux pour deux

⁴⁸⁶ La comparabilité de la mesure de l'historité des migrations entre la période communiste et celle démocratique souffre – outre du changement de définition du gradient d'urbanité – surtout de la maille spatiale différente. Pour mesurer l'urbanité récente, nous nous sommes appuyé sur le travail effectué avec Instat au niveau communal (le niveau des villes et villages demeure inexploité par la statistique récente). Nous ne voulions pas a posteriori appliquer cette maille nouvelle à la période précédente, et ne disposions pas pour celle-ci d'un découpage de même niveau. Nous avons donc travaillé à l'échelle villageoise, maille huit fois plus petite que les communes. Les effets sur les calculs sont les suivants : 1) plus la maille est lâche, plus le nombre de gens « statiques » est élevé (au niveau communal, les gens ayant changé de village à l'intérieur de la commune sont considérés statiques) ; 2) plus la maille est fine, plus l'historité est potentiellement élevée, puisqu'on peut attribuer à l'intérieur d'une commune des gradients d'urbanité différents.

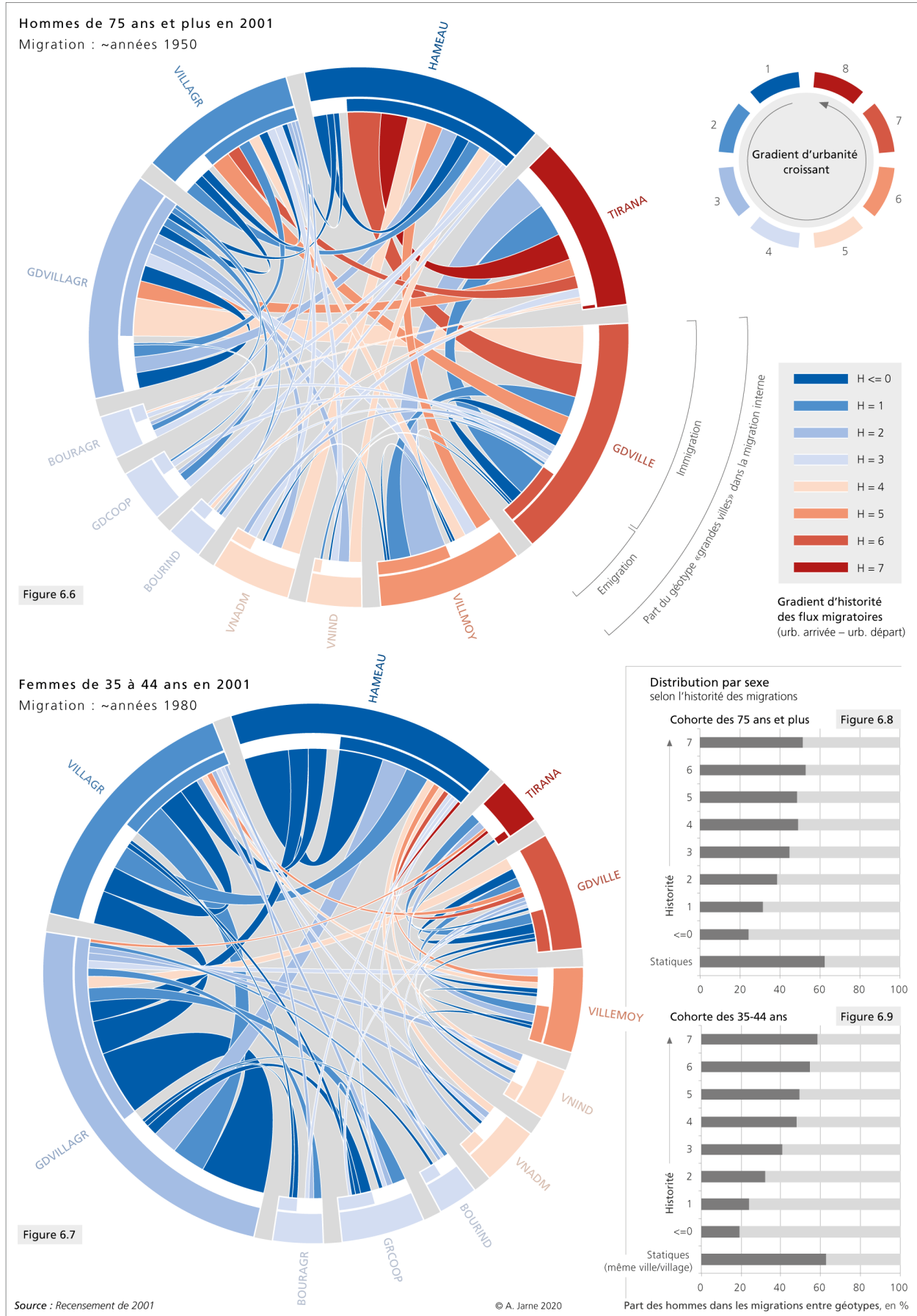
cohortes illustrant des processus d'urbanisation contrastés de la période communiste. Tout d'abord la cohorte masculine âgée de 75 ans et plus en 2001 illustre la forte historicité des migrations des années 1950 ; dessous la cohorte féminine âgée de 35 à 44 ans en 2001 est exemplaire de mouvements à faible historicité de la seconde époque communiste. Les graphiques se lisent comme suit : la circonférence est divisée en fonction de la part respective prise par chaque géotype de mobilité à la mobilité totale, et les couleurs sont attribuées de manière graduelle selon l'urbanité du lieu de départ de la migration (le passage du bleu au rouge indiquant celui du rural à l'urbain). Le sens des flux est donné par la couronne interne : proches d'un segment coloré, les flux sortants, proches d'une portion blanche, les intrants. On a représenté l'historicité de chacun des flux un camaïeu semblable à celui de l'urbanité, mais appliqué aux flux eux-mêmes. Ainsi sur la première paire de graphiques circulaire un ton de rouge foncé indique une paire OD très « urbanisante », et à l'inverse, une liaison bleu foncé indique un gain d'urbanité nul.

Une constante à toutes les périodes est le parallélisme des gradients d'historicité et de masculinité dû à la forte dominance de la patrilocalité dans la mobilité nuptiale (figures 6.8, 6.9 et 6.13). Le dégradé le plus net paraît logiquement être celui de la cohorte la plus contrainte (les 35 à 44 ans en 2001, qui n'ont pas connu l'urbanisation des années 1950, figure 6.9). Globalement la part des femmes dans la mobilité augmente à travers les cohortes, de 54% à 58.2%, et l'historicité de cette mobilité diminue mais moins que celle des hommes, ce qui permet un certain rattrapage de la sous-urbanisation féminine. Cette structure se perpétue après la chute du Mur, mais le parallélisme des gradients se fait moins net. Le caractère fortement genré de la migration de transition ne serait donc pas à interpréter comme la résurgence de comportements patriarcaux combattus par le communisme (« retraditionalisation »), mais bien plutôt comme la continuation, et même plutôt atténuée, de déséquilibres très présents tout au long de la phase de modernisation socialiste. Cette corrélation entre des variables indépendantes (le rapport de masculinité n'entre à aucun moment dans la définition de l'urbain) informe de manière indirecte sur l'historicité de l'émigration. Entre 1989 et 2001, celle-ci est, avec environ 56% d'hommes, le type de flux le plus masculin (figure 6.14) : on pourrait donc dire par analogie avec les flux internes qu'il s'agit bien d'une mobilité à très haute historicité. Cette observation s'accorde avec celles de King et Vullnetari (2012) et de Lerch (2016) qui constatent une concordance entre les données et les récits de migrants indiquant le lien structurel entre le système patriarcal et la faible émigration féminine à destination de l'étranger et de la ville : ce sont les hommes qui prennent le risque initial d'une migration de travail dans un contexte incertain, surtout au départ des régions où persiste la force de l'autorité patriarcale.

La comparaison des deux graphiques circulaires (6.6 et 6.7) illustre à quel point les flux principaux passent de migrations massives à très forte historicité des villages ruraux vers les grandes villes (ainsi qu'interurbains ascendants) pour les hommes de la cohorte âgée, à la quasi-disparition de ce type de flux pour la cohorte féminine jeune, au profit d'une migration « horizontale » (internes aux types) ou presque horizontale, entre villages de différents types ruraux. Les migrations interurbaines ainsi que les flux d'urbanisation disparaissent presque complètement. Le tableau 6.2 donne les valeurs d'historicité par sexe et pour les quatre cohortes successives. L'historicité des migrations est la moyenne pondérée de l'historicité des flux, y-compris les flux à historicité nulle (entre lieux de même urbanité) ou négative (d'une ville vers un village, comptés comme nuls). Elle résulte de la composition interne de la migration et donne le caractère plus ou moins « urbanisant » de celle-ci. Pour le calcul de l'historicité totale, on ajoute au dénominateur la population demeurée au même lieu, ce qui donne une mesure du changement social à travers la migration. Les tendances, par ailleurs déjà discutées, apparaissent clairement : 1) la migration générale est en baisse (de 44.3% de migrants à 34.3%) ; 2) l'historicité de la migration est en baisse (elle est beaucoup moins « urbanisante ») de 28 à 19⁴⁸⁷ ; et 3) l'historicité totale, qui représente l'addition des deux phénomènes, est elle en très forte baisse, de 12.2 à 6.5. Quant aux différences entre hommes et femmes, on peut les résumer en disant que les femmes déménagent plus que les hommes, que cette tendance s'accroît durant le socialisme, et que bien que leurs trajectoires soient en moyenne moins ascendantes que celles des hommes, le volume de leurs mouvements fait qu'elles produisent une part supérieure de l'historicité, et que ce phénomène va s'accroissant. Mais globalement, l'historicité de la migration arrive à son étiage historique pour la cohorte jeune, donc à la fin du socialisme : une forme d'asphyxie pour des habitants privés de mobilité...

⁴⁸⁷ Il s'agit d'une moyenne pondérée, qui vaudrait 100 si tous les flux migratoires avaient le maximum d'historicité.

Historité des migrations internes entre géotypes d'urbanité



Figures 6.6 à 6.9 : Graphiques circulaires des migrations internes entre géotypes d'urbanité durant le socialisme.

Historité des migrations (villes et villages)	Années 1950*			Années 1960*			Années 1970*			Années 1980*		
	Total	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total	H	F
Total des migrants (milliers)	59	20	39	94	32	62	113	37	76	143	38	104
Historité positive (milliers)	38	16	22	59	25	34	66	27	39	74	26	48
Historité nulle ou négative (milliers)	21	4	17	36	7	29	47	10	37	68	12	56
Restés au village (milliers)	74	46	28	126	82	44	171	110	61	273	172	101
Total (milliers)	133	86	106	221	146	169	284	184	213	416	248	309
Migrants (%)	44.4	30.3	58.2	42.7	28.1	58.5	39.8	25.2	55.5	34.4	18.1	50.7
Femmes parmi les migrants (%)			66.1			66.0			67.3			73.2
Historité des migrations (sans statiques)	28.0	38.9	22.6	26.2	36.8	21.0	22.8	32.1	18.4	19.1	29.5	15.2
Historité totale (avec les statiques)	12.2	11.4	13.1	11.1	10.0	12.2	9.0	7.9	10.2	6.5	5.4	7.7
Historité migr. H / historité migr. F			1.72			1.76			1.75			1.95
Historité tol. H / historité tot. F			0.87			0.82			0.78			0.70

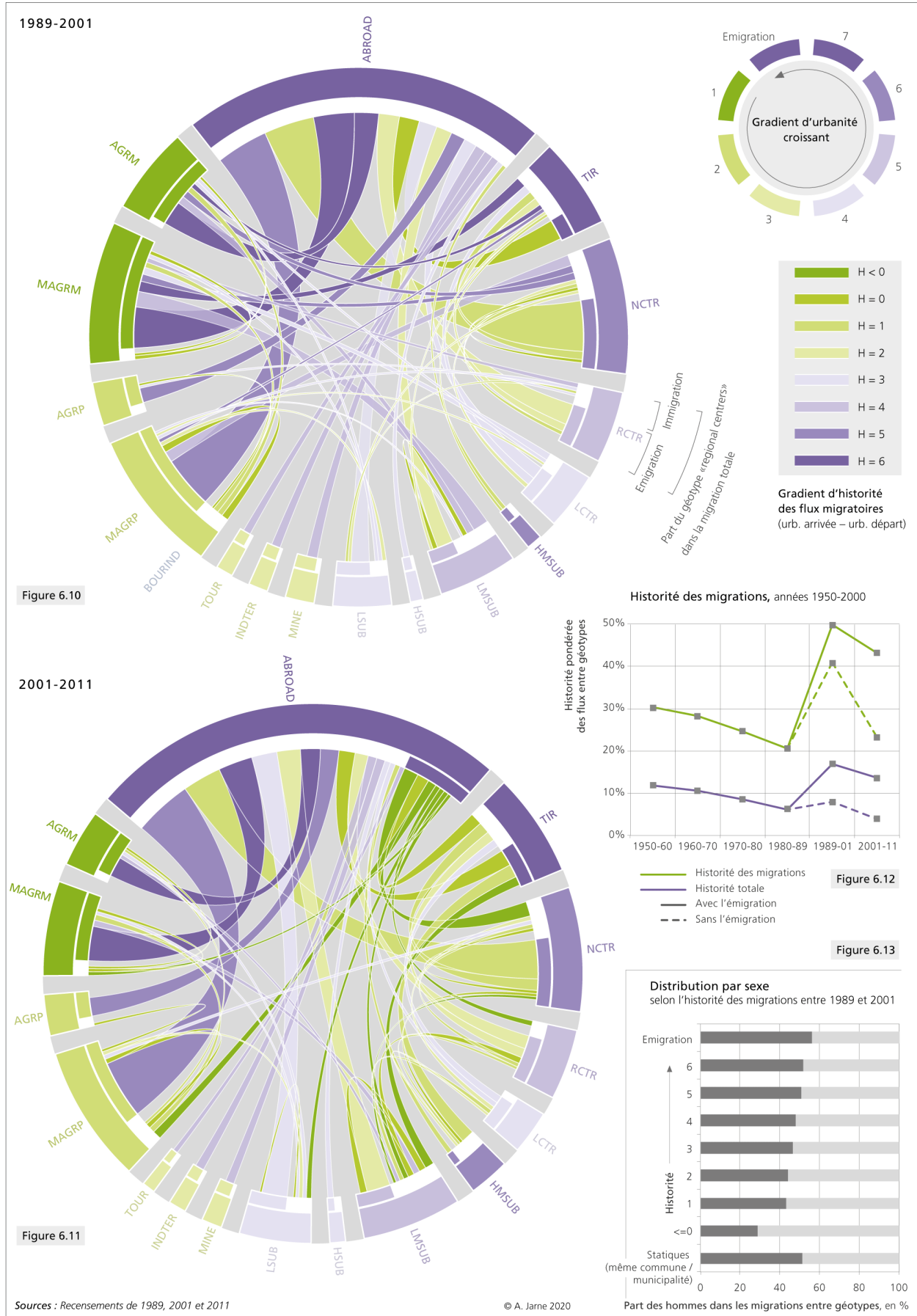
*Il ne s'agit pas de données des années mentionnées, mais de cohortes d'âge décroissant telles que recensées en 2001. Ce qui explique la faiblesse des effectifs.

Tableau 6.4 : Synthèse chiffrée de l'historité de migrations internes durant le socialisme.

Pour la mesure récente de l'historité des migrations, on a donc travaillé à l'échelle des communes et municipalités. On a aussi recalculé à cette échelle les valeurs antérieures pour permettre une forme de comparaison, même si celle-ci n'est que partiellement pertinente, puisqu'on compare la mobilité de l'ensemble de la population pour les périodes récentes à celle de cohortes théoriques de jeunes adultes (en âge de plus grande mobilité donc)⁴⁸⁸. Enfin l'émigration a également été intégrée dans les deux graphiques de flux (figures 6.10 et 6.11), ainsi que les retours pour le second. Sur ce dernier on voit apparaître une migration d'historité négative (vert foncé) constituée des retours d'émigration et de la suburbanisation métropolitaine, mais celle-ci demeure très modeste en regard de l'émigration, regardée ici comme à forte historité (violet foncé). Ces représentations permettent donc de prendre la mesure de la place de l'émigration et son caractère universel (indifférente aux niveaux d'urbanité). La petite figure 6.12 synthétise l'évolution au moyen de valeurs pondérées. La brutalité du gain d'historité des migrations surtout est spectaculaire : même sans tenir compte de l'émigration, l'urbanisation généralisée entraîne une hausse de l'indicateur de 10 points par rapport à la période historique la plus dynamique jusqu'à lors, celle des années 1950. La distribution de l'historité des flux (figure 6.14) illustre la forme très spécifique propre aux années 1990 et qu'on peut considérer comme celle de la « transition » : l'historité – même celle des flux internes – y est distribuée de manière presque uniforme, ce qui indique une verticalité de la migration à tous les niveaux d'urbanité. Si on compare à l'étalon que constitue la migration liée à l'industrialisation, on voit que dans les années 1990 la part des flux d'historité nulle est presque divisée par deux, celle des flux de forte historité (classes 1 et 2) presque doublée. La verticalité de la migration interne est donc sans équivalent historique. Dans les années 2000, la situation de la migration interne se normalise largement, s'« horizontalise », semble revenir à une certaine norme d'avant la transition (l'indice d'historité de la migration interne chute de 41 à 23, soit des niveaux équivalents à la seconde époque communiste). A la différence près que les flux internes de très forte historité ont disparu en raison de la saturation des grands centres urbains et que le reflux se matérialise dans la suburbanisation qui constitue dès lors une part importante des flux d'historité nulle (ou négative). Si la structure de la migration interne semble indiquer à certains égards la fin de la transition, l'image est naturellement toute autre si l'on tient compte de la migration internationale. Son maintien à des niveaux équivalents fait que l'historité globale n'est qu'en baisse légère (de 50 à 43).

⁴⁸⁸ Si on considère correcte l'hypothèse que la mobilité résidentielle des 65-74 ans en 2001 a essentiellement eu lieu dans les années 1960, on parle alors bien de la mobilité spécifique de jeunes adultes à ce moment-là, sans tenir compte de celle, moindre, du reste de la population. La part de migrants dans la population d'une cohorte spécifique n'est donc pas comparable avec celle de la population général, ce qui explique les valeurs étonnamment élevées du pourcentage de migrants durant le communisme en regard de celles des années 1990 et 2000. Il faudrait plutôt tester la comparaison avec les cohortes jeunes pour les périodes récentes, ce que nous n'avons pu entreprendre dans la phase de conclusion de ce travail. Par contre, on peut considérer que la structure de la migration est relativement comparable (la distribution de l'historité des flux), si ce n'est le possible biais léger que représente une concentration peut-être plus élevée aux jeunes âges des mouvements liés au mariage que des autres, ce qui entrainerait à une surreprésentation des mouvements féminins de faible historité.

Historité des migrations entre géotypes d'urbanité



Figures 6.10 à 6.13 : Graphiques circulaires des migrations internes entre géotypes d'urbanité après le socialisme

Historité des migrations (communes et municipalités)	Années 1950*	Années 1960*	Années 1970*	Années 1980*	1989- 2001	2001- 2011	
Migrants (milliers)	52	83	100	124	445 956	373 853	** ***
Historité positive (milliers)	33	49	55	59	343 854	211 691	** ***
Historité nulle ou négative (milliers)	20	33	45	65	102	161	
Restés dans la commune (milliers)	81	138	185	293	1855	1845	
Total (milliers)	133	221	284	417	2300 2811	2218 2698	** ***
Migrants (%)	39.1	37.6	35.2	29.7	19.3 34.0	16.8 31.6	** ***
Historité des migrations (sans les statiques)	30.3	28.4	24.6	20.5	40.9 49.7	23.2 43.1	** ***
Historité totale (avec les statiques)	11.9	10.6	8.6	6.1	7.9 16.9	3.9 13.6	** ***

* Il ne s'agit pas de données des années mentionnées, mais de cohortes d'âge décroissant telles que recensées en 2001. Ce qui explique la faiblesse des effectifs.

Sans compter l'émigration. *En tenant compte de l'émigration (mais sans les retours).

Tableau 6.5 : Synthèse chiffrée de l'histoire des migrations entre 1950 et 2011 (au niveau des communes et municipalités pour permettre la comparaison avant et après 1989)

Flux entre géotypes d'urbanité 1950-2011

Distribution de l'histoire des migrations

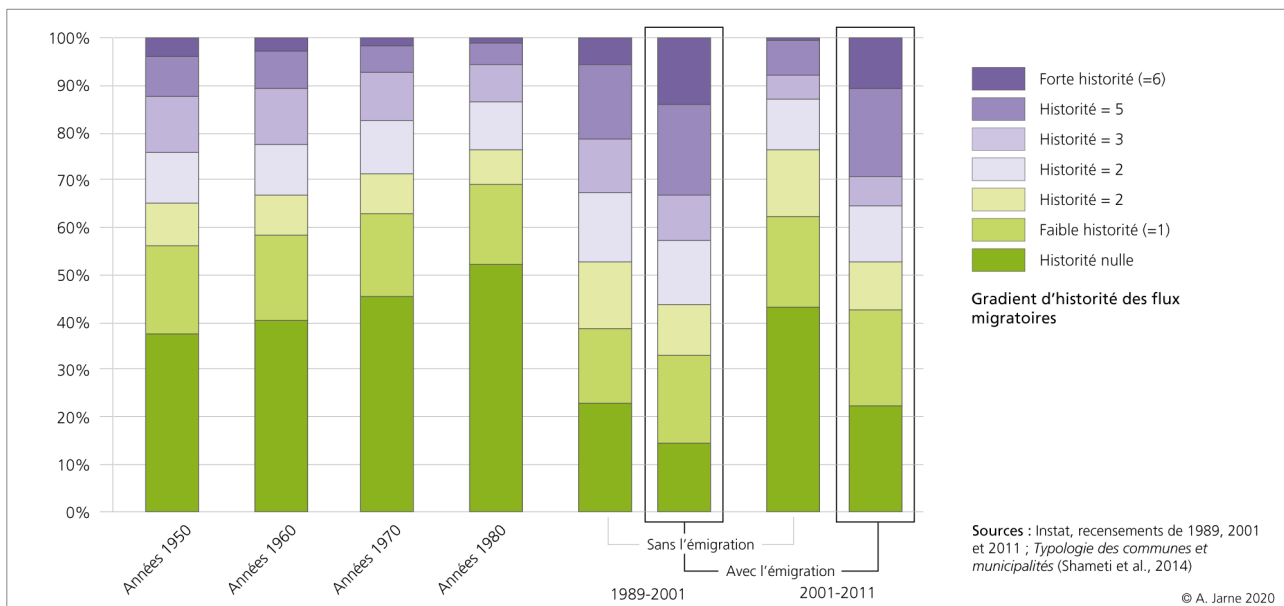


Figure 6.14 : Distribution de l'histoire des migrations entre les années 1950 et 2000

Ce type de mesure, tout en donnant en termes de résultats des informations globalement proches de simples taux d'urbanisation par exemple, propose une image nuancée de l'horizontalité ou au contraire de la verticalité de la migration à tous les « étages » de l'urbain. Par exemple la période de transition n'y apparaît pas comme une émigration et un « exode rural » monolithiques, mais plutôt comme un désir d'urbanité et de connectivité qui se manifeste à tous niveaux, entre le rural et l'urbain tels que définis traditionnellement, mais aussi à l'intérieur du rural et de l'urbain, plus sous la forme d'une percolation, certes massive, que d'un déversement...

7. Conclusions

Dans cette thèse une série d'outils méthodologiques sont développés, un discours historique consistant est tenu, des options théoriques sont proposées, le tout convergeant en fin de compte vers un unique dessein : placer l'espace au cœur d'un récit de l'histoire albanaise moderne. Parmi les nombreuses évolutions susceptibles de marquer l'histoire d'une société, l'attention a été en particulier portée sur ces deux modalités de gestion de la distance entre les groupes et les individus que sont la *coprésence* – approchée dans une perspective dynamique à travers l'étude de l'urbanisation – et la *mobilité*. L'espace en tant qu'acteur de l'histoire (avec le territoire et le milieu) est appréhendé ici dans une forme de confrontation dialectique, ou de dialogue, entre la littérature historique, géographique et démographique et une série de données statistiques originales donnant essentiellement la trame fine du peuplement aux différents moments. Le caractère fécond du dialogue repose sur l'aptitude à lire ce que ce corpus statistique peut nous dire de l'espace. L'originalité de la thèse réside justement dans la mise en capacité d'entrevoir l'espace derrière les séries de données grâce à la mobilisation inédite dans le contexte albanais d'une richesse d'échelles géographiques incluant le niveau local, autorisant la qualification fine de l'urbain, permettant de rapatrier certaines dimensions culturelles (la religion), de faire le lien au milieu et aux potentiels agricoles, à l'accessibilité, de s'affranchir des réformes territoriales etc. Ces pérégrinations scalaires et ce cumul d'observations propres aux dimensions sociales, culturelles, politiques, naturelles constituent progressivement à la manière d'une concrétion une certaine perception, une compréhension, une sensibilité aux espaces albanais. L'association de ce dispositif statistique multi-scalaire et des connaissances historiques préalables a constitué ce « pétrin heuristique », lieu de la formulation et du test d'hypothèses locales, de la mise en valeur de la dimension spatiale de certains épisodes historiques et de l'intelligence de la durée des phénomènes.

À part la finesse de la maille spatiale et la richesse des échelles, la thèse innove également, pour une approche centrée sur la statistique, par son inscription dans la durée. Y sont assemblés les aspects saillants (dans notre perspective, spatiale) des contributions essentielles que sont pour les données ottomanes (de 1830 à 1914) leur publication par Karpat (1985), pour le recensement Austro-Hongrois de 1918 le travail et les publications de Franz Seiner (1922) à l'époque et celui de Kaser et al. (2016) récemment, pour l'entre-deux-guerres le travail de Teki Selenica (1927), pour la période communiste la saisie de Bërzholi publiée en annexe de ce travail, pour la période contemporaine enfin les publications d'Instat et le travail effectué en collaboration avec ses spécialistes. Forte de cette compilation, la thèse propose une synthèse orientée de ces sources majeures, s'appuyant pour ce faire sur une littérature existante qui, sans être pléthorique, n'en n'est pas moins consistante. Il faut citer en particulier les travaux éminents de Clayer pour l'avant-guerre, de Sjöberg, de Jandot et de Hall pour les périodes suivantes. Parmi les propositions de la thèse s'inscrivant dans la continuation de ces travaux et qui nous paraissent originales, on peut mentionner l'harmonisation des données des recensements ottomans avec celles du temps de guerre (1913/1918) et celles de 1926 qui permet de décrire le caractère apparemment général de la stagnation démographique à cette période ; la cartographie de l'urbanisation des grandes villes dans les années précédant 1918 qui donne la mesure de la spécificité de l'immigration à Shkodër ; le recul de la population des plaines dans les années 1920, contraire au mouvement général inverse décrit par Tirta (1999) et qui reprend dans les années 1930 ; les hypothèses sur les évolutions locales et par religions dans le contexte des conflits des premières années de l'indépendance ; le chiffrage du différentiel d'émigration entre musulmans et orthodoxes dans le Sud des années 1930 ; l'hypothèse d'une attribution domiciliaire différente pour le recensement de 1950 et la possibilité qui en découle d'estimer les mouvements de population durant la Seconde Guerre ; la compréhension fine de l'urbanisation socialiste grâce aux typologies, en particulier dans sa composante genrée, mettant en valeur la surreprésentation masculine liée à la « sous-urbanisation » et sa progressive résorption ; la mise en lumière des patterns de la migration interne durant le communisme grâce aux données riches et inexploitées du recensement de 2001 ; le travail sur les cohortes permettant de décrire l'évolution de ces migrations ; l'élargissement et la richesse de la description du caractère multiscalair de « l'égalisation » du développement dans les années 1960-1980 ; les estimations basées sur différentes sources et permettant d'affecter localement et selon les typologies les mouvements migratoires internes et internationaux des deux premières décennies démocratiques ; le focus sur Tiranë et sur la ségrégation qui résulte des épisodes migratoires successifs ; le lien entre les migrations et la dimension politique au travers de la géographie des élections récentes. Ces quelques exemples illustrent le potentiel des données, considérant bien-sûr que celui-ci ne se résume pas à l'exploitation que nous en avons faite. Certaines des thèses développées mériteraient sans doute approfondissement, comme celle qui dit que le principe de l'attribution des domiciles du recensement de 1950, utilisé pour produire les chiffres publiés par la statistique officielle, ne correspond pas au concept habituel du domicile *de facto*, ce qu'aucun chercheur à notre connaissance n'avait détecté auparavant. Un travail dans les

archives des recensements serait nécessaire pour confirmer cette hypothèse et pouvoir prendre la plus juste mesure de son impact sur l'historiographie de l'époque (1939-1955). Une recherche supplémentaire pourrait aussi être menée sur ce qui constitue peut-être un angle mort de notre travail, et qui éventuellement permettrait de compléter ou de consolider les séries statistiques assemblées ici : notre connaissance des données de la période qui court de 1920 à 1944 environ se fonde sur des sources secondaires, il serait instructif de se confronter aux sources primaires afin de mieux comprendre les interactions entre registres et recensements de l'époque (1923 et 1930), et s'assurer que, comme l'indiquent les auteurs qui s'y sont intéressés, ces données sont effectivement difficilement exploitables dans la perspective locale qui est la notre. Il est possible également qu'existent quelque part des chiffres laissés par les administrations militaires italienne ou allemande (voir tableau 3.1).

7.1 Bref bilan des aspects méthodologiques et monographiques

La travail méthodologique présenté dans la thèse est conséquent. Il consiste en la description de l'acquisition des données et du périmètre de validité de celles-ci. Les données (au sens large) comprennent 1) les totaux locaux de population localisés précisément et sur une longue période ; 2) les clés d'agrégation intercensitaires des localités ; 3) l'appareil critique sous la forme de notes de travail et d'hypothèses (localisation, harmonisation) ; 4) l'attribution des localités à un large éventail de niveaux géographiques correspondant aux découpages administratifs successifs et à divers niveaux analytiques originaux ou repris de la littérature ; et 5) les bases cartographiques permettant la représentation de l'information à toutes les échelles voulues. Ce travail est tout à fait nouveau dans le contexte albanais, il présente l'avantage de mettre à disposition des chercheurs une information jusque-là éparpillée et difficilement accessible. A posteriori, il appert que certaines étapes du travail – comme la création des nombreux codes d'agrégation intercensitaires qui n'améliorent sans doute pas la qualité des données à la mesure de l'investissement consenti – ont été d'un rendement médiocre. Alors que certains contrôles supplémentaires par contre pourraient être effectués, comme une comparaison plus systématique avec les chiffres agrégés publiés dans les annuaires statistiques. Le sentiment cependant est globalement qu'à l'usage, ces données s'avèrent de qualité et tout-à-fait cohérentes.

Dans le cadre d'une collaboration avec Instat, un chantier est ouvert qui devrait permettre de produire les chiffres de la population à l'échelle locale pour le recensement de 2011, et grâce à l'extension du travail d'harmonisation présenté ici, de les relier si possible aux données historiques. L'effort méthodologique fourni, outre son intérêt pour l'analyse historique, va dans le sens général d'un renforcement des capacités institutionnelles de traiter les données statistiques à des niveaux spatialement désagrégés, ce qui à notre avis, si cet effort est suivi d'effets, outre l'amélioration de la connaissance du territoire, permettrait d'accroître la transparence et la maîtrise de l'information et de renforcer certaines procédures administratives ou processus électoraux. L'échéance que constitue le prochain recensement, qui aura lieu en octobre prochain (2020)⁴⁸⁹, permettra de mesurer le chemin parcouru.

Parmi les aspects méthodologiques, on peut souligner encore la richesse des définitions proposées de l'urbain (à travers les gradient d'urbanité par exemple), dans le prolongement du travail réalisé avec Martin Schuler et les statisticiens de l'Instat, mais aussi du travail de Bërxfholi et de Sjöberg pour la période communiste. La mise en cohérence de ces définitions permet une compréhension nuancée du sens à donner aux différentes phases de l'urbanisation, à la signification contextualisée de ce processus et à l'importance qu'il revêt en termes de changement social. En plus des questionnements sur les différentes catégories de l'urbain lui-même, dont la variété des trajectoires (figure 6.4) suffit à souligner la pertinence, l'innovation qui consiste à intégrer dans cette logique de gradient d'urbanité les différents types ruraux donne aussi des résultats intéressants, permettant par exemple de relever que « l'horizontalisation » qui caractérise la migration de la seconde période communiste (après 1960) s'applique aussi hors de l'urbain, de même qu'est systématiquement sensible à ces gradients d'urbanité ruraux la répartition par sexe des migrant(e)s. Cet enjeu de la caractérisation de l'urbain n'est pas caduque aujourd'hui, après qu'on a assisté à la mutation radicale de la trame et des formes urbaines en Albanie ainsi que du cadre territorial dans lequel est susceptible de s'inscrire leur définition (réforme administrative de 2015). Ce type d'approche pourrait être mis en œuvre dans d'autres contextes, dans une perspective comparative par exemple.

Ce qu'on qualifie d'« aspects monographiques » concerne le parcours géohistorique proposé dans le long

⁴⁸⁹ Probablement reporté à 2021 en raison de l'épidémie du Covid-19.

chapitre 5. Deux soucis ont guidé la rédaction des six parties qui le composent : 1) donner au lecteur les éléments de contexte nécessaires à la compréhension de la période décrite ; 2) exploiter au maximum et décrire les données statistiques existantes, surtout dans les dimensions originales qui constituent l'apport de cette thèse, à savoir le niveau local et les agrégats régionaux et typologiques, avec un focus sur l'urbanisation et les mobilités. Il s'agit bien d'un récit, une forme de dérive au fil des thèmes... Sur la question de l'exploitation des données, il nous semble être parvenu à produire un nombre intéressant d'informations nouvelles par rapport à la littérature existante, et à les mettre en lien avec celle-ci (voir ci-dessus). Si on compare le nombre des pages consacrées à chacune des périodes à leur durée, on observe une inflation progressive de 1926 à 2011, ce qui est directement lié à la disponibilité de données. A ce titre, l'entre-deux-guerres est clairement le plus pauvre (et de plus peut-être pas complètement exploité ici), et la richesse de la période communiste est partiellement liée à l'exploitation exhaustive que nous avons essayé de faire de l'enregistrement partiel de migrations antérieures par le recensement de 2001. Nous avons déjà évoqué les éléments de contenu mis en valeur dans la thèse. Comme il est clair que nous n'avons pas épuisé le potentiel des données, il reste à souhaiter que les données elles-mêmes, ou leur cartographie, donneront lieu à d'autres interprétations et hypothèses, plus locales, mieux informées, etc.

7.2 Retour sur les questions de recherche

La première de ces questions concernait l'appréciation du lien entre les modèles et l'histoire albanaise. Elle a été discutée en conclusion du chapitre 5.

La seconde, à savoir la pertinence du dispositif mis en place pour exploiter les données (harmonisation, régionalisations, typologies, cartographie) et son caractère heuristique (dans le sens de propice à la découverte) trouve, nous l'avons vu ci-avant, une réponse positive. De manière très concrète, outre la cartographie, ce dispositif s'est matérialisé dans un tableau contenant tous les totaux locaux et tous les niveaux d'agrégation disponibles. En a été fait un double usage, l'un plutôt nomothétique – observation et détection de régularités, de contrastes, de ruptures dans les taux de croissance agrégés de manière systématique (par types, régions, religions, accessibilité, zones de potentiel agricole etc.), les observations étant décrites puis rapportées aux connaissances tirées de la littérature ou d'observations antérieures pour leur donner un sens ; l'autre plutôt hypothético-déductif, fondé sur des hypothèses intermédiaires ou des intuitions dont la validation a été tentée par des calculs plus spécifiques, résultant souvent du croisement de plusieurs dimensions. Par exemple, s'il y avait des raisons de penser qu'à un certain moment l'émigration dans une région donnée devait toucher davantage les orthodoxes, et plutôt ceux des villages de montagne, le taux de croissance intercensitaire pour cette population précise a été calculé, puis comparé à celui des villages musulmans voisins, des villages orthodoxes de plaine, aux villes régionales ou aux villages de régions voisines. Outre son caractère descriptif, le chapitre cinq est ainsi émaillé de « micro-hypothèses », conçues à l'intérieur du cadre théorique du chapitre 2, et parfois confirmées par calcul. Cette approche nous semble avoir donné des résultats satisfaisants à l'aune de l'information disponible.

La troisième concerne la proposition des géotypes de mobilité. Cet aspect de la thèse est finalement plus ébauché qu'il n'est réellement développé. La principale raison en est un effort de conceptualisation peut-être insuffisant et surtout une forme d'inadéquation entre une telle approche et le corpus statistique qui se trouvait en cœur du projet et dont la préparation, l'exploitation et la description ont mobilisé l'essentiel de l'énergie disponible. On revient sur la démarche en deux temps : 1) critique de l'approche elle-même ; 2) critique des applications quantitatives de celle-ci. Dans le tableau 7.1 figure la synthèse des différences entre l'approche classique par les systèmes spatiaux et celle proposée par les géotypes de mobilité.

Géohistoire par les systèmes spatiaux	Géohistoire par les géotypes de mobilité
Primat à l'espace	Primat au temps
Vision synthétique voire systémique	Vision partielle et cumulative
Approche macro-sociale, temps politique/économique	Approche micro-sociale, temps des acteurs
Données privilégiées : séries de statistiques simultanées (exhaustives)	Statistiques longitudinales (partielles), enquêtes de terrain
Espace-temps : strates déconnectées les unes des autres, transitions	« Vecteurs » apparemment disjoints dans l'espace-temps

Tableau 7.1 : Différences entre l'approche géohistorique classique et celle par les géotypes de mobilité

Les deux grands intérêts que nous voyions à la démarche étaient 1) la plus juste place donnée au temps (dans la mobilité, l'espace est indissociable du temps) et 2) la perspective davantage tournée vers les trajectoires des acteurs, individus ou familles. L'approche par les systèmes spatiaux rabat en effet vers des explications macroscopiques de nature le plus souvent politique ou historique (voir la synthèse du chapitre 5), alors que l'approche alternative permet un ancrage dans une géographie ou une histoire plus sociales. Les inconvénients résident d'une part dans la vision apparemment partielle qui en découle – on aborde successivement différents type de mobilité, hors d'un canevas structurant comme l'est un système spatial. Mais le caractère cumulatif des observations peut permettre la mise en système de certaines de ces mobilités, ou au moins d'ouvrir des brèches explicatives par la comparaison de la synchronisation/désynchronisation de certaines mobilités, par l'observation de régularités, de récurrences, de résurgences etc. D'autre part, une telle approche doit s'appuyer à l'évidence sur d'autres sources de données que celles dont nous disposons : statistiques longitudinales s'il en existe, et surtout enquêtes de terrain permettant de pénétrer les logiques d'acteurs, la combinaison et l'enchaînement des mobilités, les logiques familiales, générationnelles, les représentations et leur impacts, etc. Cependant, en dépit de cette apparente inadéquation entre le corpus statistique et l'approche que nous nous proposons d'expérimenter, il a tout-de-même été possible de produire certaines analyses chiffrées qui nous paraissent ouvrir des pistes intéressantes.

En gros, le dispositif s'est appuyé sur l'idée que dans l'environnement qui était celui de notre étude, il était possible de construire un indicateur très simple du changement social basé sur les contextes urbains (au sens large) de résidence, et mesuré par les gradients d'urbanité. Cette approche s'inscrit dans la perspective des cadres de vie, de l'augmentation de la mixité et de la complexité sociale, des potentialités offertes par la densité et la diversité des voisinages ; il ne faut pas comprendre les gradients d'urbanité comme indiquant une *hiérarchie urbaine* dans le sens politique ou économique. Ainsi conçus, ces gradients ont permis de calculer par simple pondération l'évolution du niveau d'urbanité de la population à travers le siècle et de proposer ainsi une synthèse un peu plus fine des rythmes saccadés et différenciés des urbanisations albanaises. Mais surtout, dans un second temps, ils ont été utilisés pour mesurer l'historité de flux migratoires, considérant que plus grand est l'écart d'urbanité entre le lieu de départ et celui de la nouvelle résidence, plus grande est la transformation sociale. Cette approche permet de donner une image éclairante de l'évolution de la distribution de l'historité des flux migratoires des années 1950 aux années 2000, et elle trouve une confirmation de sa pertinence dans le parallélisme frappant des gradients d'historité et de masculinité des migrations propre aux sociétés patriarcales. Ces approches sont reproductibles dans d'autres contextes nationaux, surtout la première (pondération de la population par gradient d'urbanité), qui peut permettre de mettre en évidence une urbanisation à différents niveaux, comme dans le cas albanais où dès les années 1960 le rural « s'urbanise » et l'urbain se « désurbanise ». La seconde approche, à travers les flux, est souvent limitée dans sa profondeur temporelle : des matrices de migrations de cette précision n'existent pas depuis longtemps et l'artifice qui consiste à scinder les cohortes pour reconstituer des migrations anciennes n'est envisageable que dans des contextes de faible mobilité générale.

Mais pour répondre directement à la question 3b (chapitre 1.3.2), force est de conclure que ces tests statistiques n'entretiennent qu'un lien assez vague avec le concept même de géotype de mobilité, plus « qualitatif » dans son essence. L'étape qui consisterait à véritablement entrer la description de géotypes de mobilité n'as pas été véritablement franchie, si ce n'est peut-être pour les déplacements à destination de la capitale, traités en tant que

tels au chapitre 5.6.9, envisagés à la fois dans leurs origines, leur structuration à destination, leur temporalité et leur significations. Les autres géotypes de mobilité ne sont que survolés en regard du tableau 6.3 qui en dresse une liste non finie. A part les différents types d'urbanisation qui ont fait l'objet de quantifications, la mobilité féminine liée à la mise en ménage semble le thème le plus prometteur, d'une part parce qu'il traverse les époques, d'autre part parce que des statistiques permettraient de suivre l'évolution de sa spatialité (1918, 1989, 2001 etc.) qui traduit de manière assez directe le changement social.

La conclusion du volet théorique pourrait consister à envisager comme complémentaires les deux approches géohistoriques – par les systèmes spatiaux ou par les géotypes de mobilité – telles qu'elles ont été distinguées (peut-être de manière un peu excessive) dans cette recherche. La première approche, « classique », autorise dans un premier temps la description structurée (périodes, transitions, espaces et échelles pertinents, enjeux, etc.), une certaine compréhension des enchaînements, ainsi que la détection de mobilités historiquement durables, structurantes, pouvant constituer des géotypes de mobilité signifiants. Dans un second temps, une analyse centrée sur ces mobilités diverses permettrait de « réinjecter » du social, du temps « riche » (davantage que la simple succession) et des spatialités variées dans une approche qui sans cela demeure à un niveau de généralité pas complètement satisfaisant.

7.3 Conclusion personnelle

Un tel voyage dans des temps et des espaces inhomogènes, à travers la granularité des échelles sociales, a sa propre temporalité. C'est-à-dire qu'il est difficile de penser simultanément le local et le régional, la continuité et la rupture, le Nord et le Sud, le traditionnel et le moderne, etc. La séquence du travail ne s'est pas construite sur une rationalité de la découverte et de la compréhension du contexte – l'histoire albanaise –, elle s'est développée essentiellement autour des exigences du travail sur les données (et de manière subsidiaire sur la nécessité d'un apport théorique). L'acquisition de données démographiques historiques a ses contraintes et son agenda, qui conduisent d'abord, et pour longtemps, à « s'enfermer » dans d'innombrables questions de recherche documentaire, de définition, d'interprétation, de frontières, et ce au niveau le plus local qui soit, et pour des époques qui paraissent déjà lointaines. Ce piège de l'idiographie ne se dépasse qu'au prix du renoncement à la perfection des données, qui revient à accepter de poursuivre la construction d'un vaste édifice sur une base dont on connaît les fragilités. Parallèle à ces besognes quantitatives, la dérive (ou la sérendipité, pour utiliser un terme à la mode) souvent délectable dans la littérature géographique et historique de l'Albanie. Enfin à la confluence tardive des deux démarches, la rédaction proprement dite de cette géohistoire, qui hérite de l'un de ses affluents la rigueur et l'ascétisme du chiffre (et de la carte), de l'autre les méandres, les choix subjectifs qui mènent des lectures au récit. Dans ce processus, le « temps de l'espace » (ou la sortie de la liste des lieux) vient tardivement. D'où peut-être un manque de recul, une difficulté d'inscrire cette géohistoire dans son contexte régional (la synthèse du chapitre 5 en est la tentative) ou plus global. C'est peut-être ici que se situe la possible continuation d'un tel travail : dans la poursuite de ce mouvement qui prend sa source dans le local. Par exemple dans la perspective d'une histoire comparative des communismes européens, ou d'une saisie plus fine de l'urbanisation dans le contexte balkanique et dans la durée. Ou alors à l'inverse – détaché des contingences quantitatives mais éclairé par certains résultats de ce travail – la suite pourrait s'inscrire plutôt dans un retour au local davantage tourné vers les spatialités que vers les systèmes spatiaux, vers l'histoire sociale et les mobilités individuelles par exemple que vers les synthèses statistiques.

Annexes

I. Cartes de référence

I.1 Cartes de référence de l'annexe I

Carte I.1 : Noms régionaux et principales rivières

Carte I.2 : Limites administratives de 1918

Carte I.3 : Limites administratives de 1927

Carte I.4 : Limites administratives de 1942

Carte I.5 : Limites administratives de 1959

Carte I.6 : Limites administratives de 2001

Carte I.7 : Limites administratives de 2015

Carte I.8 : Villages, villes et agglomérations urbaines

I.2 Cartes de référence dans le corps du texte

Carte 4.5 : Grandes régions morphologiques-culturelles et division ethnographique

Carte 4.7 : Territoires tribaux du Nord albanais

Carte 4.15 : Typologie des localités durant le communisme

Carte 4.17 : Typologie des communes et municipalités de 2001

Carte 4.18 : Typologie des communes et municipalités de 2011

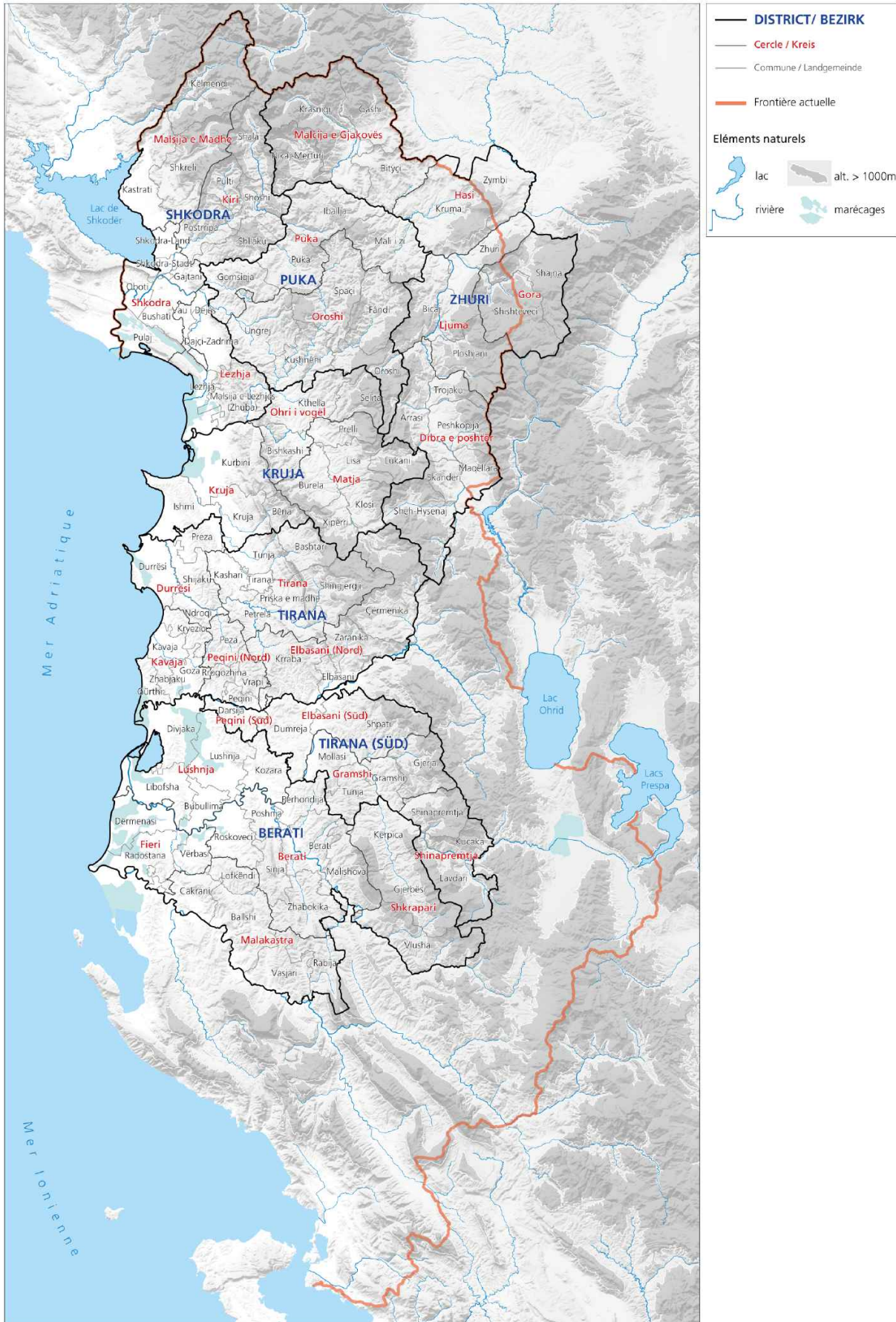
Carte 4.21 : Organisation administrative des vilayets occidentaux de l'Empire ottoman

Carte de référence
Noms régionaux et principales rivières



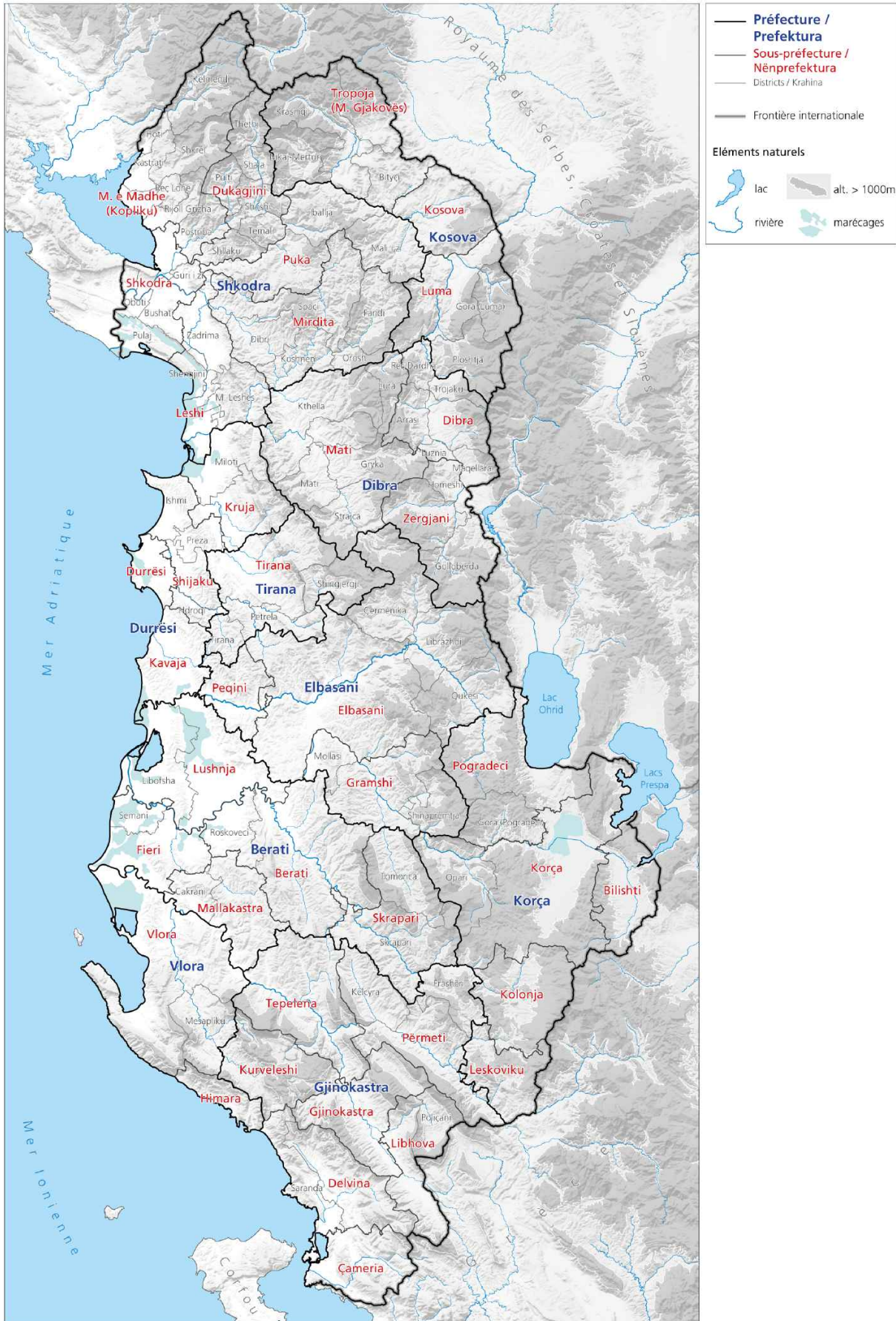
Carte de référence I.1 : Noms régionaux et principales rivières

Carte de référence
Limites administratives de 1918



Carte de référence I.2 : Limites administratives de 1918

Carte de référence
Limites administratives en 1927



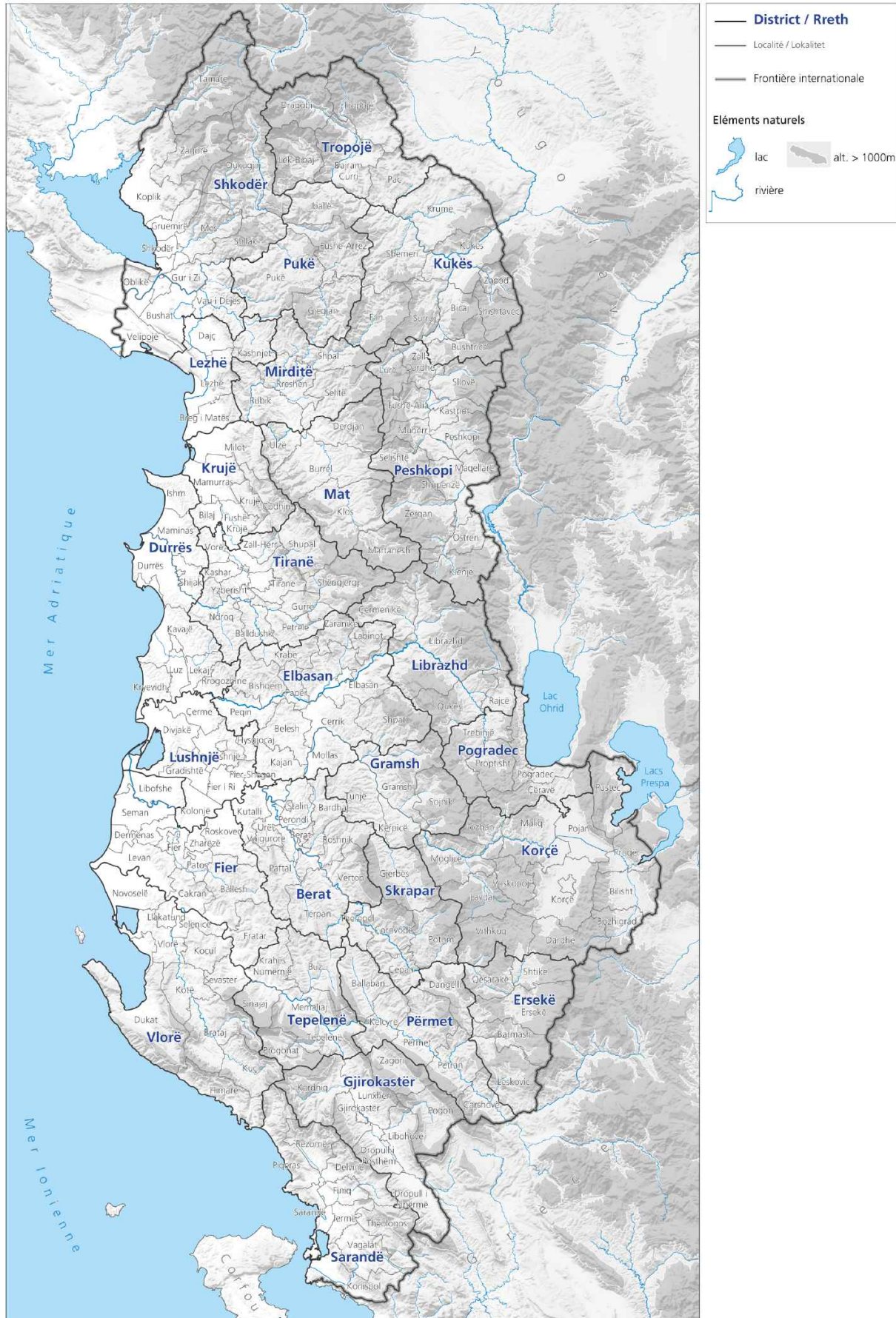
Carte de référence I.3 : Limites administratives de 1927

Carte de référence
Limites administratives en 1942



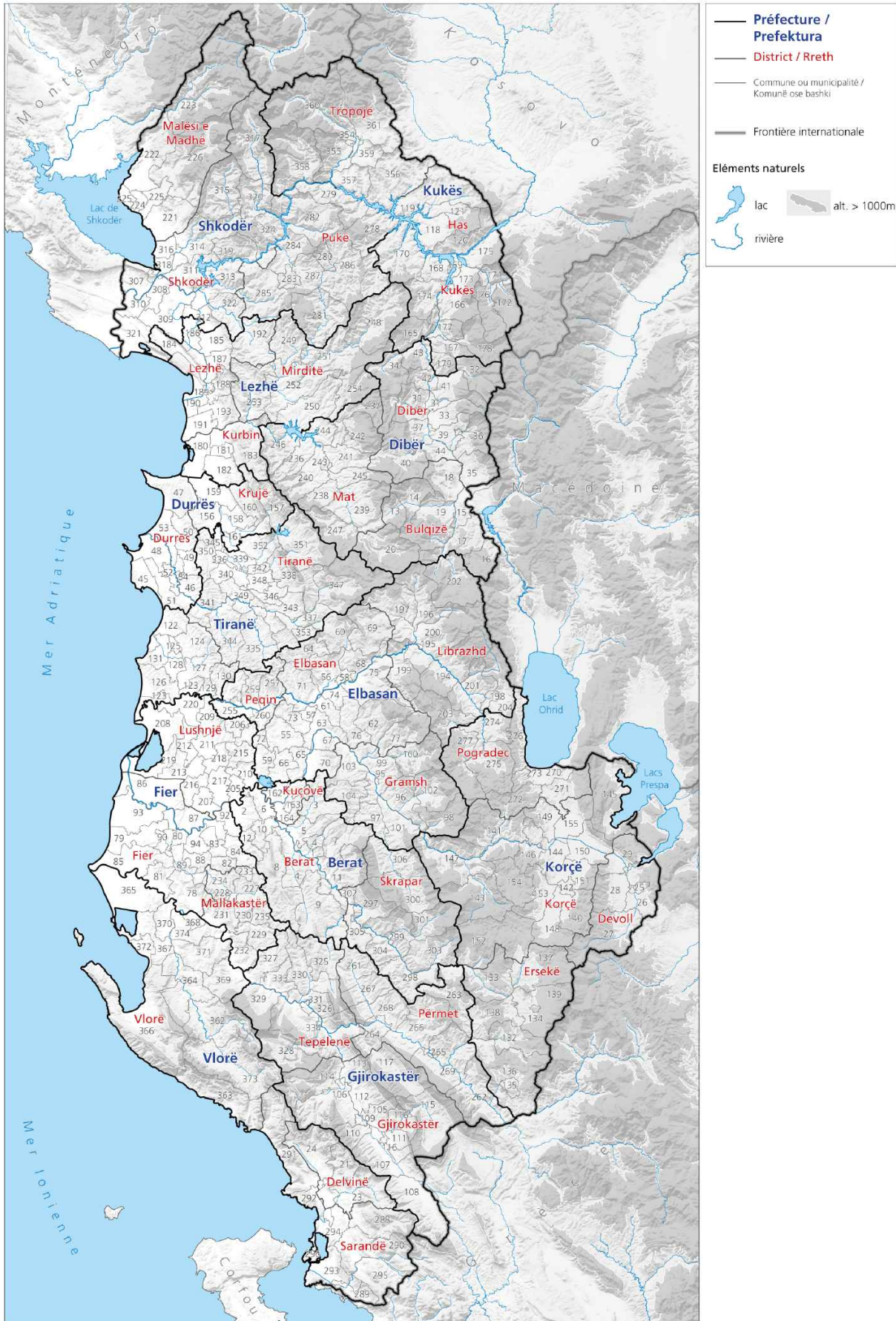
Carte de référence I.4 : Limites administratives de 1942

Carte de référence
Limites administratives en 1959



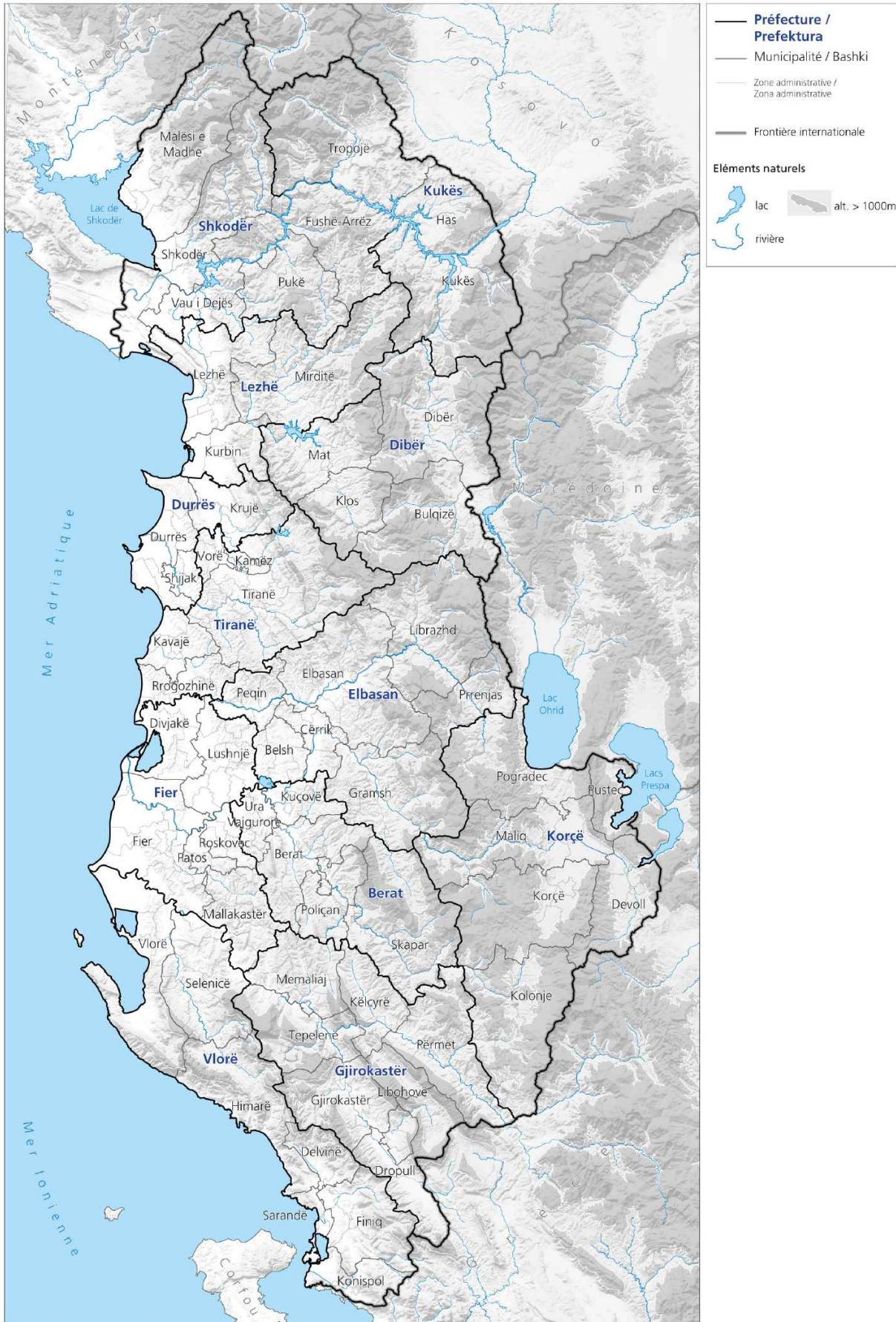
Carte de référence I.5 : Limites administratives de 1959

Carte de référence
Limites administratives en 2001



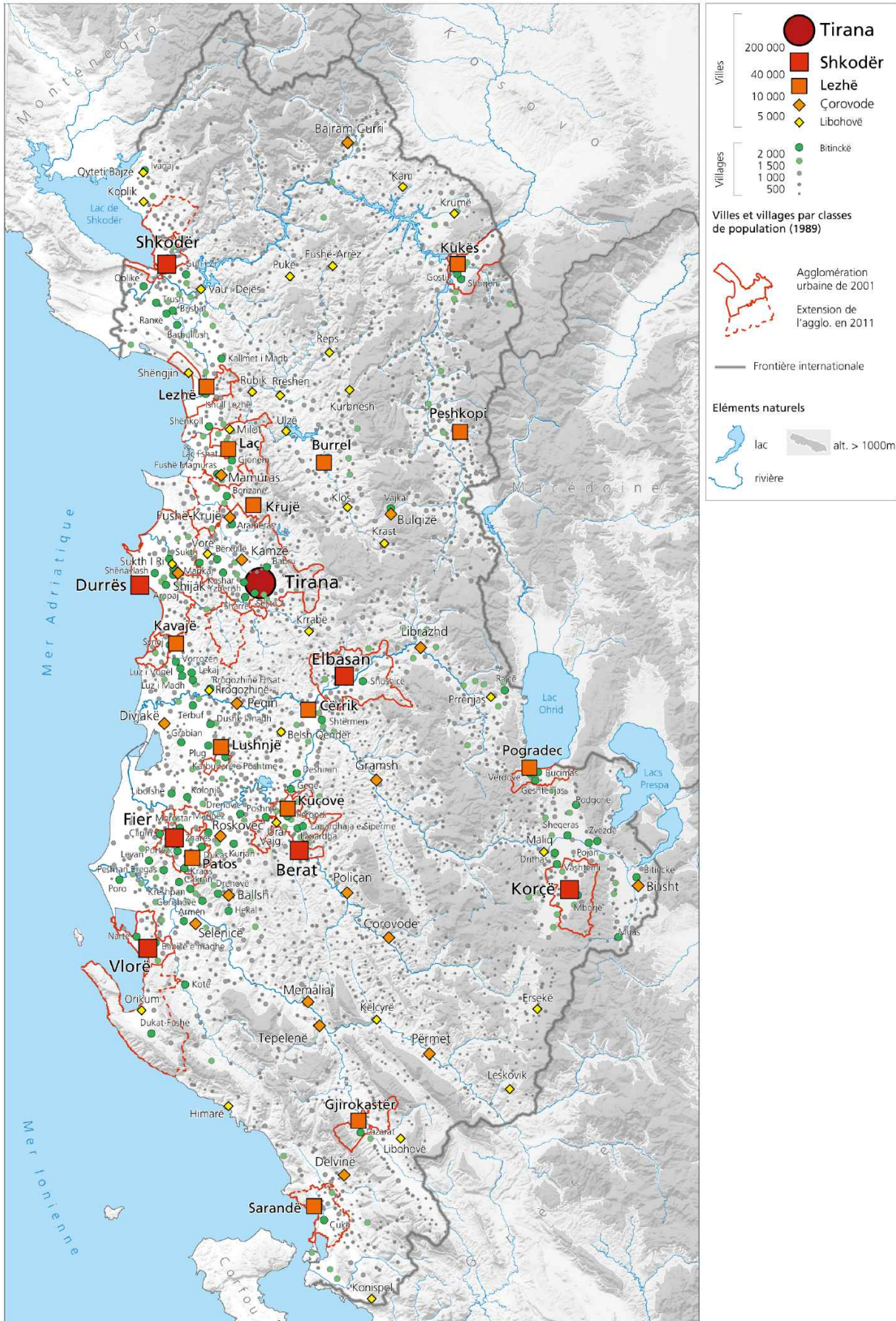
Carte de référence I.6 : Limites administratives de 2001

Carte de référence
Limites administratives dès 2015



Carte de référence I.7 : Limites administratives de 2015

Carte de référence
Villages, villes et agglomérations urbaines



Carte de référence I.8 : Villages, villes et agglomérations urbaines

II. Traduction de noms de lieux dans les différentes langues

Albanais	Classique	Turc	Italien	Grec	Serbe	Anglicisé / francisé
Berat / Berati	Antipatra / Albanorum oppidum / Pulcheriopolis					
Bitol / Bitoli		Manastir			Bitolj	Monastir
Bushat / Bushati		Bassania				
Butrint / Butrinti	Buthrotum		Butrinto			Butrint
Cetinjë / Cetinja					Cetinj	Cetinj
Çorovodë / Çorovoda		Goşince / Gousyndjéhé				
Dibër / Dibra	Uscana	Dibra			Debar	Debar
Durrës / Durrësi	Dyrrachium / Epidamnos	Draç	Durazzo			
Elbasan / Elbasani	Scampa / Albanopolis					Elbasan
Fier / Fieri						Fier
Florinë / Florina		Filorma		Florina		Florina
Gjirokastër / Gjirokastra		Ergiri / Ergheri / Arghyrocastro		Argyrocastro		Gjirokastra
Himarë / Himara	Oricum / Orikos			Chimarra		Himara
Janinë / Janina				Ioannina		Yannina
Kastorië / Kastoria		Kezriye		Kastoria		Kastoria
Kavajë / Kavaja		Kavaÿa / Kuvaya				
Korçë / Korça	Pelium	Körice / Goridjé / Goricë	Corizza	Koritsa		Kortcha
Korfuz / Korfuzi	Corcyra			Kerkira		Corfu
Kosovë / Kosova					Kosovo	Kosovo
Krujë / Kruja		Akçahisar	Croia			Kruja
Kurvelesh / Kurveleshi		Peraghet, Kourvelech				
Leskovik / Leskoviku		Lshovik				
Lezhë / Lezha	Lissus	Léch	Alessio			Lesh
Lushnjë / Lushnja		Lusne				
Ohër / Ohri	Achris / Lychnis			Okhrida	Ohrid	Ochrid
Pejë / Peja		Ipek			Peć	Petsh
Përmet / Përmeti		Permedi				
Pogon		Vestino / Poghon		Pogoniou		
Pogradec / Pogradeci		Istrova		Starova		Pogradets
Pojan / Pojani	Apollonia					Apollonia
Prishtinë / Prishtina					Priština	Pristina
Prizren / Prizreni					Prizren	Prizren
Pukë / Puka	Epicaria / Durnium	Pouka				
Radomirë / Radomira		Debreëzir				
Sarandë / Saranda	Onchesmus		Porto Edda / Santi Quaranta			Saranda
Selanik				Thessaloniki		Salonica / Salonique
Selenicë / Selenica			Selenissa			Selenica
Shëngjin / Shëngjini	Nymphaoin		San Giovanni di Medua			Shengjin
Shijak / Shijaku		Sirak / Chyak				
Shkodër / Shkodra	Scodra	Işkodra / Uskudar	Scutari		Skadar	Shkodra
Shkup / Shkupi		Ûsküb				Skopje

Strugë / Struga	Patoae			Struga	Struga
Tepelenë / Tepelena	Anticonia	Tepedelen			Tepelena
Tetovë / Tetova		Kalkandelén		Tetovo	Tetovo
Tiranë / Tirana		Tiran			Tirana
Tivar / Tivari				Bar	Bar
Tuzi		Touz			
Ulqin / Ulqini			Dulcigno	Ulcinj	Ulcinj
Vlorë / Vlora	Aulon / Avlona	Avlonya	Valona		Valona

Sources : Hall (1994, 271-272 ; Karpát (1985) ; Carte ethnographique/statistique ethnologique de l'Épire du Nord en 1913 ; Huber (1917).

III. Bibliographie

ABITZ J. (2006), *Post-Socialist City Development in Tirana*, Roskilde : International Development Studies Projects, Roskilde University.

AGORASTAKIS M., SIAPATI G., SOFIANOPOULOU K. (2006), « Internal Migration in Albania and Consequences on Population Structure », in A. Parant (éd.), *Migrations, crises et conflits récents dans les Balkans*, LADS-DemoBalk, Presses Universitaires de Thessalie, Volos, 185-200.

AGORASTAKIS M., SIDIROPOULOS G. (2007), « Population change due to geographic mobility in Albania, 1989-2001, and the repercussions of internal migration for the enlargement of Tirana », *Population, Space and Place*, vol. 13, n° 6, 471-481.

ALIAJ B. (1999), *Albania : A short History of Housing and Urban Development Models during 1945-1990*, Sofia : ENHT Conference.

ALIAJ B., LULO K., MYFTIU G. (2003), *Tirana : The Challenge of Urban Development*, Tirana : Cetis.

ALIMEHMETI F. (1986), « Mbi disa kritere metodike të projektimit të zonës periferike të Tiranës », *Bulletin i shkencave teknike* 1986 (2), 13-20.

ANCEL J. (1941), *Peuples et Nations des Balkans. Géographie politique*, Paris : Armand Colin.

ARNAUD J.-L., « Modernization of the Cities of the Ottoman Empire (1800-1920) », in Holod R., Petruciolli A. et Raymond A. (dir.), *The City in the Islamic World*, Leiden : Brill, 953-976 et 1399-1408.

BADE K. (2008) (éd.), *Enzyklopädie Migration in Europa: vom 17. Jahrhundert bis zur Gegenwart*, 2. Aufl., Paderborn : F. Schöningh.

BACKA A. (1986), *Riprodhimi i zgjeruar i produktit shoqëror në RPSSH*, Tiranë : 8 Nëntori.

BANJA H., TOÇI V (1979), *Socialist Albania on the Road to Industrialization*, Tiranë.

BARJABA K. (2000), « Contemporary patterns in Albanian emigration », *South-East Europe Review*, 3(2), 57-64.

BARJABA K. (2004), « Migration and Ethnicity in Albania : Synergies and Interdependencies », *The Brown Journal of World Affairs*, Vol. XI, Issue I, 231-239.

BÉRARD V. (1897), *La Turquie et l'hellénisme contemporain*, Paris : Félix Alcan.

BEREND I. T. (1985), « Agriculture », in KASER M. C., RADICE E. A. (éd.), *The Economic History of Eastern Europe, 1919-1975*, Volume I : *Economic Structure and Performance between the Two Wars*, Oxford : Clarendon Press, 148-209.

BERQUE A. (2015), *Écoumène*, Paris : Belin.

BERTAUD A. (2006), *Urban development in Albania : the success story of the informal sector*.

BËRXHOLI A. (1985), « Mbi disa aspektetë zhvillimit ekonomik dhe të shpërndarjes gjeografike të popullsisë dhe vendbanimeve në territorin e përfshirë nga rrethet Gjirokastër, Përmet, Tepelenë dhe Sarandë » (De certains aspects du développement économique et de la distribution géographique de la population et des localités sur le territoire comprenant les districts de Gjirokastër, Përmet, Tepelenë et Sarandë), *Studime Gjeografike* 1, Tiranë : Akademia e Shkencave e RPS të Shqipërisë, Qendra e Studimeve Gjeografike, 207-217.

BËRXHOLI A. (1987), « Aspekte të gjeografisë së popullsisë në zonat kodrinore dhe malore të vendit tonë » (Des problèmes de la géographie de la population dans les zones colinaires et montagneuses de notre pays),

- Studime Gjeografike 2*, Tiranë : Akademia e Shkencave e RPS të Shqipërisë, Qendra e Studimeve Gjeografike, 105-114.
- BËRXXHOLI A. (2000), *Regjistrimet e Përgjithshme të Popullsisë në Shqipëri. Vështrim Historik (Censuses in Albania. A Historical Perspective)*, Tiranë : Akademia e Shkencave, Qendra e Studimeve Gjeografike.
- BËRXXHOLI A., DOKA D., ASCHE H. (2003), *Atlasi Gjeografik i Popullsisë së Shqipërisë* (Demographic Atlas of Albania), Tiranë : Shtypshkronja Ilar.
- BËRXXHOLI A. (2005a), *Minoritetet në Shqipëri. Studim Demografik*, Tiranë.
- BËRXXHOLI A. (2005b), « Veçoritë e vizualimit të dinamikës së popullsië në Atlasin gjeografik të popullsiësë Shqipërisë », *Studime Gjeografike*, 15, 156-170.
- BËRXXHOLI A. (2005c), *Ristrukturimi agrar postkomunist në Shqipëri dhe implikimet e tregut të punës*, Tiranë.
- BËRXXHOLI A. (2012), « Tipologia e migrimit të brendshëm human në Shqipëri dhe ndikimet e tij në rishpërndarjen e popullsisë » (Typologie des migrations internes humaines en Albanie et son impact sur la redistribution de la population), *Revista demografia*, n° 2, 20-30.
- BIBERAJ E. (1985), *Albania and China 1962-1978 : A Case Study of a Bilateral Unequal Alliance*, Columbia University.
- BIBERAJ E. (1990), *Albania. A Socialist Maverick*, Boulder : Westview Press.
- BIBERAJ E. (1998), *Albania in Transition. The Rocky Road to Democracy*, Boulder : Westview Press.
- BICI R. (2007), *Industrializing Albania during Communism. Case Study : Elbasan 1960-1991*, Master of Arts, Budapest : Central European University History Department.
- BLACK-MICHAUD J. (1975), *Cohesive Force. Feud in the Mediterranean and the Middle East*, Oxford : Basil Blackwell.
- BLUMI I. (1999), « Hoxha's Class War : The Cultural Revolution and State Reformation, 1961-1971 », *East European Quarterly*, XXXIII, n° 3, september 1999.
- BORCHERT J. G. (1975), « Economic development and population distribution in Albania », *Geoforum* 6, n° 3-4, 177-186.
- BOURCART J. (1921), *L'Albanie et les Albanais*, Paris : Éditions Bossard.
- BOURCART J. (1922), *Les confins albanais administrés par la France, 1916-1920 : contribution à la géographie et à la géologie de l'Albanie moyenne*. Paris : Librairie Delagrave.
- BOURDELAIS P., LEPETIT B. (1986), « Histoire et espace », in Auriac F., Brunet R. (dir.), *Espaces, jeux et enjeux*, Paris : Fayard.
- BRAUDEL F. (1949), *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Paris : Armand Colin.
- BRAUDEL F. (1958), « Histoire et Sciences sociales : la longue durée », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations* 13, n° 4, 725-753.
- BRAUDEL F. (1979), *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, Armand Colin.
- BREU J. (1968), « Das Wachstum der Städte Albaniens 1923-1965 », *Mitteilungen der Österreichischen Geographischen Gesellschaft*, Wien, vol. 110.1968, 2/3, 306-314.

- BRUNNBAUER U., NOVINŠČAK K., VOSS C. (2009) (éds), *Gesellschaften in Bewegung. Emigration aus und Immigration nach Südosteuropa in Vergangenheit und Gegenwart*, Südosteuropa-Jahrbuch 48, Tutzing : Internationale Hochschulwoche der Südosteuropa-Gesellschaft.
- CALMÈS A. (1922), *Report on the Economic and Financial Situation in Albania*, for the Provisional Economic and Financial Committee, League of Nations.
- CARLETTO G. et al. (2004), *Internal Mobility and International Migration in Albania*, ESA Working Papers n° 04-13, June 2004.
- ÇARO E., VAN WISSEN L. J. G. (2007), « Migration in the Albania of the post-1990 : triggered by post-communist transformations and facilitator of socio-demographic changes », *South-East Europe Review*, 3/2007, 87-105.
- ÇARO E., BAILEY A., VAN WISSEN L. (2012), « Negotiating between patriarchy and emancipation : rural-to-urban migrant women in Albania », *Gender, Place and Culture*, vol. 19, n° 4, 472-492.
- ÇARO E. (2013), « Winners or Losers? The Adjustment Strategies of Rural-to-Urban Migrants in Tirana, Albania », *Journal of Ethnic and Migration Studies* 39, n° 3, 501-519.
- ÇARO E., BAILEY A., VAN WISSEN G. (2013), « Exploring Links between Internal and International Migration in Albania : a View from Internal Migrants », *Population, Space and Place*, John Wiley & Sons.
- CARRIÈRE P., SIVIGNON M. (1982), « Les rapports ville-campagne et l'urbanisation de l'espace et de la société en Albanie », *Ville parallèles*, n° 6, 149-165.
- Carte ethnographique / statistique ethnologique de l'Épire du Nord en 1913*, Grand quartier général hellénique, 1919.
- CARTER F. W. (1977) (éd.), *An historical geography of the Balkans*, London : Academic Press.
- CASTELLAN G. (1991), *Histoire des Balkans (XIV^e-XX^e siècle)*, Paris : Fayard.
- CATTARUZZA A., SINTÈS P. (2012), *Atlas géopolitique des Balkans. Un autre visage de l'Europe*, Paris : Éditions Autrement.
- CHALARD L. (2007), « Le dépeuplement de l'Albanie », *Le courrier des pays de l'Est* 2007/3, n° 1061, 60-68.
- CIVICI A. (1997), « La question foncière et la restructuration de l'économie agricole », in Lerin F. et Civici A. (éds), *L'Albanie, une agriculture en transition*, Montpellier : CIHEAM, 157-169.
- CIVIVI A., LERIN F. (2001), « Evolution démographique et « littoralisation » de la population », *Options Méditerranéennes*, sér. B / n° 28 – L'agriculture albanaise: contraintes globales et dynamiques locales.
- CIVICI A. (2001), « Evolution des politique foncières et dynamique des espaces ruraux en Albanie », *Terres méditerranéennes. Le morcellement, richesse ou danger ?*, Karthala, 127-144.
- CIVICI A., JOUVE A.-M. (2009), « Enchâssement social et politique de la propriété foncière dans les Balkans », in Jouve A.-M. (éd.), *Transition foncière dans les Balkans : Roumanie, Albanie, Grèce*, Montpellier : CIHEAM, 5-20.
- CLAVAL P. (1981), *La logique des villes*, Paris : LITEC.
- CLAYER N. (2001), « Islam et identité nationale dans l'espace albanais (Albanie, Macédoine, Kosovo) 1989-1998 », *Archives de sciences sociales des religions*, vol. 46, n° 115, 161-181.
- CLAYER N. (2007), *Aux origines du nationalisme albanais : la naissance d'une nation majoritairement musulmane en Europe*, Recherches internationales, Paris: Karthala.

- CLAYER N. (2008), « L'albanisation des toponymes dans l'Albanie d'entre-deux-guerres ou les méandres d'une longue construction étatique », in *Nommer et classer dans les Balkans*, De Rapper G. et Sintès P. (éds), 237-256.
- CLAYER N. (2014), « Les espaces locaux de la construction étatique à l'aune du cas albanais (1920-1939) », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2014/2, 69^e année, 415-438.
- CLAYER N. (2018a), « Les espaces supra-nationaux de la formation stato-nationale albanaise », *Monde(s)*, 2018/2, n° 14, 123-144.
- CLAYER N. (2018b), « Des marges au centre : Organisations secrètes et mobilisations dans l'espace balkanique (post-)ottoman (fin du XIX^e-début du XX^e siècle) », in BOZARSLAN H. (éd.), *Marges et pouvoir dans l'espace (post-)ottoman. XIX^e-XX^e siècles*, Paris : Karthala, 75-96.
- COMBE S., DITCHEV I., (1996) (éds), *Albanie utopie. Huis clos dans les Balkans*, Paris : Éditions Autrement.
- CORBOZ A. (2001), *Le territoire comme palimpseste et autres essais*, Paris : Éditions de l'imprimeur.
- COUDROY DE LILLE L. (2009), « Relire la ville socialiste », *Histoire urbaine*, Société française d'histoire urbaine (SFHU), 5-13.
- COUDROY DE LILLE L. (2016), « Introduction – Entre Est et Ouest : une européanisation urbaine », *Revue Géographique de l'Est*, vol. 56/n° 3-4.
- COURGEAU D. (1980), *Analyse quantitative des migrations humaines*, Collection d'anthropologie physique 2, Paris et New York : Masson.
- CUNGU A., SWINNEN J. F. M. (1999), « Albania radical agrarian reform », *Economic Development and Cultural Change*, vol. 47, n° 3, 605-619.
- DANERMARK B. (1993), « Post-war urban and regional development in Albania », *Habitat international*, 17(2), 73-90.
- DANIEL O. (1989a), « L'Albanie nouvelle : le développement d'une centralité et les problèmes de la politique régionale », Radvanyi J. (éd.), *Régions et pouvoirs régionaux en Europe de l'Est et en URSS*, Paris : Masson, 21-26.
- DANIEL O. (1989b), « Nationalité et religion en Albanie », *L'autre Europe*, cahier trimestriel n° 21-22, 268-278.
- DANIEL O. (1996), « l'Albanie libérée des légendes », *Géographie Universelle. Europes orientales, Russie, Asie centrale*, Paris : Belin-Reclus.
- DARQUES R. (2004), « L'Albanie en transition : mutations démographiques et recomposition territoriale (1989-2001) », *Espaces, Populations, Sociétés*, 2004/3, 559-579.
- DARQUES R. (2017), *Mapping Versatile Boundaries. Understanding the Balkans*, Springer.
- DEDJA T., BRAHINI F. (2006), « The Dilemma of the Revision of the Administrative and Territorial Division in Albania », *Conference on Decentralisation between Regionalism and Federalism in the Stability Pact Countries of the Western Balkans*, Tirana.
- DEGRAND A. (1901), *Souvenirs de la Haute-Albanie*, Paris : H. Welter.
- DESLONDES O., SIVIGNON M. (1995), « L'agriculture albanaise : de la coopérative agricole à l'exploitation de survie », *Revue d'études comparative Est-Ouest*, vol. 26, n° 3, 143-160.
- DESLONDES O., DE RAPPER G., ROUX M. (1996), « Les Albanais hors d'Albanie. Émigrés et minorités en Grèce, en Macédoine et en Yougoslavie », *Hérodote*, 3^{ème} trim. 1998, 20-45.
- DESROSIÈRES A. (1992), « Séries longues et conventions d'équivalence », *Genèses* 9, n° 1, 92-97.

- DESROSIÈRES A. (2014), *Prouver et gouverner. Une analyse politique des statistiques publiques*, Paris : La Découverte.
- DIAMOND J. (2000), *De l'inégalité parmi les sociétés. Essai sur l'homme et l'environnement dans l'histoire*, Paris : Gallimard.
- DJAMENT-TRAN G. (2005), « Le débat sur Rome capitale. Géohistoire d'un choix de localisation », *L'Espace géographique*, tome 34 (4), 367-380.
- DOJA A. (1998), « A propos de la diversité locale des traditions culturelles albanaises », *Ricerca Folklorica : Contributi allo Studio della Cultura delle Classi Popolari*, vol. 38, 63-74.
- DOJA A. (2007), « Morphologie Traditionnelle de la Société Albanaise », *Social Anthropology* 7, n° 1 (19 janvier 2007), 37-55.
- DOKA D. (2005), *Regionale und lokale Entwicklungen in Albanien - Ausgewählte Beispiele*, Vol. Band 24, Potsdamer geographische Forschungen, Potsdam : Universitätsverlag Potsdam.
- DOLLFUS O., BRUNET R. (1990) (dir.), « Le système Monde », *Géographie universelle. Mondes nouveaux* (tome 1), Paris/Montpellier : Belin/Reclus.
- DORLHIAC R. (2015), « La minorité grecque d'Albanie : survivance de l'hellénisme ou produit de la construction étatique albanaise ? », *Anatoli*, 6 | 2015, 59-78.
- DORLHIAC R., JESNÉ F. (2017), « Une alliance de circonstance : l'Italie et les musulmans d'Albanie (1912-1920) », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n° 141, 51-67.
- DREJTORIA E STATISTIKËS (1960), *Anuari statistikor i Republikës Popullore të Shqipërisë 1960*, Tiranë.
- DREJTORIA E STATISTIKËS (1962), *Anuari statistikor i R. P. SH. 1961*, Tiranë.
- DREJTORIA E STATISTIKËS (1964), *Vjetari statistikor i R. P. SH 1963*, Tiranë.
- DREJTORIA E STATISTIKËS (1969), *Vjetari statistikor i R P SH 1967 dhe 1968*, Tiranë.
- DREJTORIA E STATISTIKËS (1973), *Vjetari statistikor i R P SH 1971-1972*, Tiranë.
- DREJTORIA E STATISTIKËS (1984), *40 vjet Shqipëri socialiste : të dhëna statistikore për zhvillimin e ekonomisë dhe të kulturës* (40 années d'Albanie socialiste : données statistiques sur le développement de l'économie et de la culture).
- DURAND M.-F, LEVY J., RETAILLÉ D., *Le Monde : espaces et systèmes*, Presse de Sciences Po-Dalloz, 1993 (1^e éd. 1992).
- DURAND-DASTÈS F. (1984a), « Systèmes et localisations : problèmes théoriques et formels », in *Systèmes et localisations*, Avignon : colloque Géopoint.
- DURAND-DASTÈS F. (1984b), « La question 'où' et l'outillage géographique », *EspacesTemps*, n° 26/28.
- DURHAM M. E. (1909), *High Albania*, London : Edward Arnold.
- DURHAM M. E. (1920), *Twenty Years of Balkan Tangle*, London : George Allen & Unwin.
- ELISSALDE B. (2000), « Géographie, temps et changement spatial », *Espace géographique*, tome 29, n° 3, 224-236.
- ELSIE R. (2012), « Les Chams albanais de la Grèce », *Colloque international « La création de l'état albanais (1912) : contextes et réceptions de l'événement »*, Paris, INALCO, 16 novembre 2012.
- ELSIE R. (2015), *The Tribes of Albania. History, Society and Culture*, London : I. B. Tauris.

- HASLUCK M. (1954), *The unwritten law in Albania*, Cambridge : Cambridge University Press.
- FABRE A. (1980), « Socialisme et aménagements ruraux en R.P.S. d'Albanie », *Revue de géographie de Lyon*, vol. 55, n° 1, 53-68.
- FISCHER B. J. (1984), *King Zog and the Struggle for Stability in Albania*, New-York : Columbia Univ. Press.
- FISCHER B. J. (1999), *Albania at War, 1939-1945*, London : Hurst & Company.
- FRÉLASTRE G. (1982), « Les moyens de lutte contre l'exode rural en Europe de l'Est », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 258, 27-38.
- FRÉLASTRE G. (1983), *L'aménagement du territoire en Europe de l'Est*, Paris : Economica.
- FRENCH R. A., HAMILTON I (1979), *Socialist City : Spatial Structure and Urban Policy*, New York : John Wiley & Sons Ltd.
- FUGA A. (1998), *L'Albanie entre la pensée totalitaire et la raison fragmentaire*, Paris : L'Harmattan.
- FUGA A. (2000), *Identités périphériques en Albanie. La recomposition du milieu rural et les nouveaux types de rationalités politiques*, Paris : L'Harmattan.
- FUKUYAMA F. (1992), *The End of History and the Last Man*, New-York : Penguin.
- GALANXHI E., NESTURI M., THOMO L., JORGONI E., RUEDIN D. (2014), *Migration in Albania*, Tirana : Republic of Albania Institute of Statistics Instat, Swiss Agency for Development and Cooperation SDC.
- GALATY M. L., LAFE O., LEE W. E., TAFILICA Z. (2013), *Light and Shadow : Isolation and Interaction in the Shala Valley of Northern Albania*, Monumentia Archeologia (28), UCLA : Cotsen Insitute of Archeology Press.
- GALLEZ C., KAUFMANN V. (2009), « Aux racines de la mobilité en sciences sociales : contribution au cadre d'analyse socio-historique de la mobilité urbaine », in FLONNEAU M., GUIGUENO V., *De l'histoire des transports à l'histoire de la mobilité ?*, Presses Universitaires de Rennes, 41-55.
- GARCIA R. (2012), *Nature humaine et anarchie : la pensée de Pierre Kropotkine*, thèse de doctorat, ENS Lyon.
- GEÇO P. (1970), *Gjeographia ekonomike e shqipërisë*, Tiranë.
- GEÇO P. (1975), « Disa aspekte të evolucionit të qytetit shqiptare gjatë shekullit XX », *Studime historike*, viti XXIX (XII) : 4, 193-250.
- GEÇO P. (1976), « L'accroissement de la population urbaine dans le République Populaire d'Albanie et sa nouvelle répartition géographique », *Ethnographie albanaise*, Édition spéciale à l'occasion de la Conférence Nationale des Études Ethnographiques en Albanie (juin 1976), Tiranë, 19-40.
- GJERGJI A. (1976), « De l'évolution de la famille rurale contemporaine », *Ethnographie albanaise*, Édition spéciale à l'occasion de la Conférence Nationale des Études Ethnographiques en Albanie (juin 1976), Tiranë, 91-102.
- GJONÇA A. (2000), « Albanian emigration in the 1990s », in Parant A., Sardon J.-P., *Changes in the 1990s and the Demographic Future of the Balkans*, Paris et Volos : Demobalk.
- GJONÇA A. (2001), *Communism, Health and Lifestyle. The Paradox of Mortality Transition in Albania, 1950-1990*, Westport : Greenwood Press.
- GLICK SCHILLER N, BASCH L. G., BLANC-SZANTON C. (1995), « From Immigrant to Transmigrant : Theorizing Transnational Migration », *Anthropological Quarterly* 68(1), 48-63.

- GLICK SCHILLER N, WIMMER A. (2002), « Methodological Nationalism and Beyond. Nation-State Building, Migration and the Social Sciences », *Global Networks*, 2-4, 301-334.
- GODART J. (1922), *L'Albanie en 1921*, Paris : Presses Universitaires de France.
- GÖLER D., DOKA D. (2014), « 'Should I stay or should I go?' Out-migration and development in Albania – The migration-development nexus at a dangerous crossroads », *Legacy and Change. Albanian transformation from multidisciplinary perspectives*, Pichler R. (éd.), Zürich et Berlin : LIT Verlag, 69-80.
- GOTTMANN J. (1958), *La Politique des États et leur géographie*, Paris : Armand Colin.
- Grand quartier général hellénique (1919), *Carte ethnographique / statistique ethnologique de l'Épire du Nord en 1913*.
- GRATALOUP C. (1996), *Lieux d'histoire. Essai de géohistoire systématique*, Montpellier : Reclus.
- GRATALOUP C. (1999), « Villes en temporalité des configurations géohistoriques », *Travaux de l'Institut géographique de Reims*, vol. 26, n° 101-194, 201-222.
- GRATALOUP C. (2002), « Géographie historique et analyse spatiale : de l'ignorance à la fertilisation croisée », in Boulanger Ph., Trochet J.-R. (dir.), *Où en est la géographie historique ? Entre économie et culture*, Actes du colloque géographie historique et analyse spatiale (Paris, 12-14 septembre 2002), Paris : L'Harmattan, 33-42.
- GRATALOUP C. (2015a), *Introduction à la géohistoire*, Coursus, Paris : Armand Colin.
- GRATALOUP C. (2015b), *Géohistoire de la mondialisation. Le temps long du Monde* (4^e éd.), Paris : Armand Colin.
- GRATALOUP C. (2017), « Sociétés à pattes et sociétés à racines : une géohistoire des mobilités de l'Ancien Monde à demain », *Archéologie des migrations*, Paris : La Découverte, 375-384.
- GREGORIĆ BON N. (2008), *Contested Spaces and Negotiated Identities in Dhërmi/Drimades of Himarë/Himara Area, Southern Albania*, Dissertation, Nova Gorica : University of Nova Gorica Graduate School.
- GRUBER S. (2001), *Die Albanische Volkszählung von 1918. Dokumentation der Datenbank*, Manuskript, Graz.
- GRUBER S. (2002), *Regional variation in marriage patterns in Albania at the beginning of the 20th century*, Social Science History Association Annual Meeting, St. Louis.
- GRUBER S (2004), *Migration in Albanien am Anfang des 20. Jahrhunderts*, site web, http://www-gewi.uni-graz.at/seiner/deutsch/projekt_migration.html.
- GRUBER S. (2005), « Occupational migration in Albania in the beginning of the 20th century », *Proceedings of the XVI International Conference of the Association for History and Computing*, 136-142.
- GRUBER S. (2008), « Household Structures in Urban Albania in 1918 », *The History of the Family* 13, n° 2, 138-151.
- GRUBER S. (2014), « Marriages across Religious Boundaries in Albania around the Year 1900 », *Intermarriage throughout History*, Cambridge Scholars Publishing, 232-251.
- GURI F. (2008), *Marché et politiques foncières dans la zone littorale albanaise (le cas de la zone Durrës- Kavaja)*, thèse de doctorat en économie, CNRS LAMETA.
- GURI F., CIVICI A., JOUVE A.-M. (2011), « Est-ce que l'extrême égalité sociale est un objectif à atteindre ? Le cas des réformes agraires en Albanie », *New Medit* 1/2011, 25-34.
- GURI F., JOUVE A.-M., DASHI E. (2014), « L'impact de l'exode rural sur les stratégies d'utilisation du foncier agricole dans les Nord-est albanais », *New Medit*, 1/2014, 22-30.

- GUXHO N. (1976), « La décomposition physique de la famille patriarcale à la campagne et l'influence de ce processus dans les relations familiales », *Ethnographie albanaise*, Édition spéciale à l'occasion de la Conférence Nationale des Études Ethnographiques en Albanie (juin 1976), Tiranë, 103-112.
- GUXHO N. (1985), *Zhvillimë në strukturën socialklasore në fshat*, Tiranë : 8 Nëntori.
- GUY N. C. (2008), « Linguistic boundaries and geopolitical interests : the Albanian boundary commissions, 1878-1926 », *Journal of Historical Geography*, 34 (2008), 448-470.
- HÄGESTRAND T. (1970), « What about people in regional science ? », *Regional Science*, 24, 7-24.
- HALL D. R. (1990), « Housing Policy in Albania », in SILINCE J. A. A., *Housing Policies in Eastern Europe and the Soviet Union*, London : Routledge, 359-392.
- HALL D. R. (1994), *Albania and the Albanian*, London : Pinter.
- HALL D. R. (1996), « Albania : Rural Development, Migration and Uncertainty », *GeoJournal* 38, n° 2 (s. d.), 185-89.
- HALL D. R. (1999a), « Representation of Place : Albania », *The Geographical Journal*, vol. 165, n° 2, 161-172.
- HALL D. R. (1999b), « Rural diversification in Albania », *GeoJournal* 46, 283-287.
- HALL D. R. (2000), « Tourism as Sustainable Development ? The Albanian Experience of 'Transition' », *International Journal of Tourism Research*, 2, 31-46.
- HALL D. R. (2004), « Rural Tourism Development in Southeastern Europe : Transition and the Search for Sustainability », *International Journal of Tourism Research*, 6, 165-176.
- HARTOG F. (2003), *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris : Le Seuil.
- HEMMING A. (2009), « Migrant identity on display : the xhiro in Rrëshen », *Southeast European and Black Sea Studies*, vol. 9, n° 4, 575-588.
- HEMMING A., KERA G., PANDELEJMONI E. (2012), *Albania : Family, Society and Culture in the 20th Century*, Münster : LIT Verlag.
- HEMY G. W. (1967), *An Economic Survey of Albania. Part 2 - Atlas*, Warrington : J. Crosfields & Sons Limited.
- HENSELL S. (2012), « Albanien als Familienstaat. Zur Genealogie des bürokratischen Feldes in Südeuropa », Grigore M.-D., Dinu R. H., Živojinović M. (éd.), *Herrschaft in Südosteuropa. Kultur- und sozialwissenschaftliche Perspektiven*, Göttingen : V+R Unipress, 97-117.
- HIRT S. (2013), « Whatever Happened to the (Post)socialist City? », *Cities* 32(1), 29-38.
- HOXHA E. (1980), *Les Khrouchtchéviens. Souvenirs*, Tiranë : 8 Nëntori.
- HUBER R. (1917), *Empire ottoman. Division administrative*, dressé d'après le Salnamé de 1899/1917.
- HUNTINGTON S. (1996), *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, New York : Simon & Schuster.
- HUPCHICK P., COX H. E. (2008), *Les Balkans. Atlas historique*, Paris : Economica.
- HUTCHINGS R. (1990), « The Infrastructure of the Albanian Economy », Altmann F. L. (éd.), *Albanien im Umbruch. Ein Bestandsaufnahme*, München : Oldenbourg, 139-170.
- INSTAT (2002), *The population of Albania in 2001. Main findings of the population and housing census*.

- INSTAT (2012), *Population and Housing Census 2011*.
- INSTAT (2013), *Return Migration and Reintegration in Albania 2013*.
- INSTAT (2014a), *Albania 2011 Census Atlas*, Census 2011 thematic publication.
- INSTAT (2014b), *A new urban-rural classification of Albanian population. The EU geographical typology based on grid data*, Census 2011 thematic publication.
- INSTAT (2014c), *Migration in Albania*, Census 2011 thematic publication.
- INSTAT (2014d), *Albania. Population and population dynamics. New demographic horizons ?*, Census 2011 thematic publication.
- INSTAT (2014e), *Albania. Commuting from home to work*, Census 2011 thematic publication.
- INSTAT (2015a), *Youth in Albania. Challenges in changing times*.
- INSTAT (2019), Albania. Tourism in figures.
- JACOB-ROUSSEAU N. (2009), « Géohistoire/géo-histoire : quelles méthodes pour quel récit ? » *Géocarrefour*, n° 84/4, 211-216.
- JANDOT G. (1981), *Hiérarchie urbaine en R.P.S. d'Albanie. Une image spatiale de l'édification du socialisme?*, thèse de doctorat, Montpellier : Université Paul Valéry.
- JANDOT G. (1984), « La planification de l'aménagement du territoire », *La planification en Albanie (1944-1984)*, cahier de PINEAS n° 2, Paris : Librairie Le Point du Jour.
- JANDOT G. (1994), *L'Albanie d'Enver Hoxha*, Paris : L'Harmattan.
- JARNE A., SCHULER M. (2017a), « Recompositions territoriales dans l'Albanie postcommuniste : la métropole au détriment des régions? », *La population des Balkans à l'aube du XXIème siècle*, Skopje, 355-370.
- JARNE A., SCHULER M. (2017b), « Historical Map of Albanian Villages : a Tool for Harmonizing Census Data throughout the 20th Century », *Acta Geobalkanica*, 3 (1), 17-26.
- JARNE A., SCHULER M. (2018), « Migrations internes et urbanisation en Albanie : de l'équilibre régional imposé à la métropole inéluctable », in Kotzamanis B., Parant A., *Regards sur la population de l'Europe du Sud-Est*, Demobalk, 313-326.
- JARNE A. (2018), « Fragmentation de l'espace urbain postsocialiste en Albanie », *Belgeo*, 4 | 2018.
- JOYE D., SCHULER M., NEF R., BASSAND M. (1988), *Le système des communes suisses. Approche typologique du modèle centre-périphérie*, Berne, IREC, OFS, OFAT.
- KALEMAJ I. (2013), *Visualizing Virtual Borders : Identity Territorialization Shifts and "Imagined Geographies" in the Albanian case*, thèse de doctorat, Budapest.
- Le Kanun de Lekë Dukagjini* (2001), traduit de l'Albanais par Christian Gut, Pejë : Dukagjini Publishing House.
- KARACZAY C. (1842), « Geographical Account of Albania, Extracted from a Manuscript of Count Karaczay », *The Journal of the Royal Geographical Society of London*, vol. 12, 45-75.
- KARECO T., SKËNDERI E. (1987), « Aspekte të ndryshimeve gjeografike në lëvizjet mekanike të popullsisë » (Problème des changements géographiques dans les mouvements mécaniques de la population), *Studime Gjeografike 2*, Tiranë : Akademia e Shkencave e RPS të Shqipërisë, Qendra e Studimeve Gjeografike, 149-156.

- KARPAT K. H. (1985), *Ottoman population 1830-1914 : demographic and social characteristics*, Madison, Wis. : Univ. of Wisconsin Press.
- KASER K. (2001), « Economic Continuities in Albania's Turbulent History », *Europe-Asia Studies*, vol. 53, n° 4, 627-637.
- KASER K. (2014), « Family and kinship in Albania : Continuities and discontinuities in turbulent times », *Legacy and Change. Albanian transformation from multidisciplinary perspectives*, Pichler R. (éd.), Zürich et Berlin : LIT Verlag, 97-116.
- KASER K., GRUBER S., KERA G., PANDELEJMONI E. (2016), *1918 Census of Albania*, version 0.2 [SPSS file], Graz.
- KAUFMANN V. (2014), *Retour sur la ville : mobilité et transformations urbaines. Espace en société. Logique territoriale*, Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes.
- KERA G., PANDELEJMONI E. (2012), « Marriage in urban Albania (during the first half of the twentieth century) », *The History of the Family*, vol. 13, n° 2, 126-137.
- KING R., VULLNETARI J. (2003), *Migration and Development in Albania*, Brighton : University of Sussex, Development Research Centre on Migration, Globalisation and Poverty, Working Paper C5.
- KING R. (2004), « Albania : interrelationships between population, poverty, development, internal and international migration », *Méditerranée*, 103 (3-4), 37-48.
- KING R., MAI N. (2008), *Out of Albania : From Crisis Migration to Social Inclusion In Italy*, Berghahn Books.
- KING R. (2012), « Theories and Typologies of Migration : An Overview and a Primer », *Willy Brandt Series of Working Papers in International Migration and Ethnic Relations*, 3/12.
- KING R., MAI N., SCHWANDER-SIEVERS S. (2013) (éd.), *The New Albanian Migration*, Eastbourne : Sussex Academic Press.
- KODDERITZSCH S. (1999), *Reforms in Albanian Agriculture. Assessing a Sector in Transition*, World Bank Technical paper n° 431.
- KOLA H., ZENELI G. (2008), *Enhancing Tenure Security Through Support to the Communities to Improve the Laws on Transfer of State Public Property (Forest and Pasture) to the Communes*, Final Report, Tiranë.
- KOROVILAS J. (1999), « The Albanian economy in transition : the role of remittances and pyramid investment schemes », *Post-Communist Economies*, 11(3), 399-415.
- KROPOTKIN P. A. (1907), *Fields, factories, and workshops ; or Industry combined with agriculture and brain work with manual work*, New-York : Putnam.
- KRUJA A. (2012), « The Impact of Tourism Sector Development in the Albanian Economy », *Economia. Seria Management*, vol. 15, issue 1, 204-218.
- LAÇI S. (1997), « Caractéristiques de la population albanaise », *Options Méditerranéennes*, sér. B/n° 15 « Albanie, une agriculture en transition », CIHEAM, 59-67.
- LAFE E. (2001), *Fjalor i emrave gjeografikë të Republikës së Shqipërisë* (Dictionnaire des noms géographiques de la République d'Albanie), Tiranë : Akademia e Shencave e Shqipërisë.
- LAWSON C., MCGREGOR J. A., SALTMARSH D. K. (2000), « Surviving and Thriving : Differentiation in a Peri-Urban Community in Northern Albania », *World Development* 28, n° 8 (août 2000), 1499-1514.

- LELAJ O. (2013), « 'From peasants to workers' : An outline of the proletarianisation process during state-socialism in Albania », *Social Practices and Local Configurations in the Balkans*, Tiranë : UET Press, 41-64.
- LEPETIT B. (1986), « Espace et histoire. Hommage à Fernand Braudel », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations* 41, n° 6, 1187-1191.
- LEPETIT B. (1988), *Les villes dans la France moderne (1740-1840)*, Paris : Albin Michel.
- LEPETIT B. (1989), « L'histoire quantitative : deux ou trois choses que je sais d'elle », *Histoire & Mesure* 4, n° 3, 191-99.
- LEPETIT B. (1992), « Séries longues, histoire longue », *Genèses* 9, n° 1, 102-106.
- LERCH M., WANNER P. (2006), *Les transferts de fonds des migrants albanais. Facteurs déterminant leur réception*, Etudes du Forum suisse des migrations (SFM) n° 45.
- LERCH M. (2013a), « Urbanisation et transition de la fécondité en Albanie », *Revue Quetelet*, vol. 1, 1, 73-93.
- LERCH M. (2013b), « Patriarchy and Fertility in Albania », *Demographic Research*, Vol. 29, Art. 6, 133-166.
- LERCH M. (2014), « The Role of Migration in the Urban Transition : A Demonstration from Albania », *Demography*, August 2014, 51(4), 1527-1550.
- LERCH M. (2016), « Internal and International Migration Across the Urban Hierarchy in Albania » Springer : *Population Research and Policy Review*, Volume 35, Issue 6, 851-876.
- LERIN F., MARKU S. (2011), « Mobilité spatiale et développement en Albanie : enseignement de la transition post-communiste et enjeux d'avenir », *Actes de la IV^{ème} Conférence internationale de démographie des Balkans*, INED.
- LÉVY J. (1999), *Le tournant géographique : penser l'espace pour lire le monde*, Mappemonde, Paris : Belin.
- LÉVY J. et al. (2008), *L'invention du Monde. Une géographie de la mondialisation*, Paris : Presses de Science Po.
- LÉVY J., LUSSAULT M. (2013) (éds), *Dictionnaire de la géographie [et de l'espace des sociétés]*, Nouv. éd. rev. et augm., Paris : Belin.
- LEWIS J. W. (1971) (éd.), *The City in Communist China*, Stanford University Press.
- LLAGAMI M., JARNE A., GALANXI E., SHAMETI E., BIANCHINI R. (2004), *Albania. Census Atlas 2001*, Population and Housing Census, Tirana : Instat.
- LOUCHEZ E. (1984), « La planification en Albanie : bilan et perspectives », *La planification en Albanie (1944-1984)*, cahier de l'INEAS n° 2, Paris : Librairie Le Point du Jour.
- LOUIS-JARAY G. (1913), *L'Albanie inconnue*, Paris : Hachette.
- LOUIS-JARAY G. (1914), *Au jeune royaume d'Albanie. Ce qu'il a été = Ce qu'il est*, Paris : Hachette.
- LUSSAULT M. (2006), « Ville », in MESURE S. et SAVIDAN P. (dir.), *Le dictionnaire des sciences humaines*, Paris : PUF, 1218-1226.
- MAI N., SCHWANDNER-SIEVERS S. (2003), « Albanian migration and new transnationalisms », *Journal of Ethnic and Migration Studies* 29, n° 6 (1 novembre 2003), 939-948.
- MAGNUSSON L. (1992), « Housing and housing policies in Albania », in Turner B., Hegedus J., Tosics I., *The Reform of Housing in Eastern Europe and the Soviet Union*, London and New-York : Routledge, 10-18.

- MARCHAND O., THÉLOT C. (1991), *Deux siècles de travail en France : population active et structure sociale, durée et productivité du travail*, INSEE études, Paris : Institut de la statistique et des études économiques.
- MATHIAN H., SANDERS L. (2014), *Objets géographiques et processus de changement. Approches spatio-temporelles*, London : ISTE Editions.
- MAUREL M.-C. (1996), « Temps de décollectivisation », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 26, n° 3, 5-13.
- MÈHILLI E. (2017), *From Stalin to Mao. Albania and the Socialist World*, Ithaca : Cornell University Press.
- MEKSI E., IAQUINTA P. (1991), « Aspects de l'évolution démographique en Albanie », *Population*, 46^e année, n° 3, 679-692.
- MEKSI E., DALLA ZUANNA G., (1996), « La mortalité générale en Albanie (1950-1990) », *Population*, vol. 49, n°3, 607-635.
- MESPOULET M., PORTER T. M. (2008), *Construire le socialisme par les chiffres : enquêtes et recensements en URSS de 1917 à 1991*, Paris : Institut national d'étude démographiques.
- MÉTAIS S. (2006), *Histoire des Albanais. Des Illyriens à l'indépendance du Kosovo*, Paris : Fayard.
- MICHAIL D. (2009), « Working here, investing here and there : present economic practices, strategies of social inclusion and future plans for return among the Albanian immigrants in a Greek-Albanian border town », *Southeast European and Black Sea Studies*, vol. 9, n° 3, 539-554.
- MIHAILOVIC K. (1972), *Regional Development : Experience and Prospects in Eastern Europe*, Paris : Mouton.
- MISJA V., VEJSIU Y. (1985), *Demographic Development in the People's Socialist Republic of Albania*, Tirana : 8 Nëntori.
- MISJA V., VEJSIU Y., BËRXHOLI A. (1987), *Popullsia e Shqipërisë (Studim demografik)*, Tiranë : Universiteti i Tiranës 'Enver Hoxha'.
- MISJA V, NAÇO V. (1987), « Problemet e zhvillimit gjeografike-ekonomik gjatë periudhës së ndërtimit socialist » (Des problèmes du développement géographique-économique lors de la période de l'édification socialiste), *Studime Gjeografike 2*, Tiranë : Akademia e Shkencave e RPS të Shqipërisë, Qendra e Studimeve Gjeografike, 51-61.
- MORICONI-EBRARD F. (2004), « La 'caporalisation' des réseaux urbains dans les pays de l'Est », *Revue Regards sur l'Est*, www.regard-est.com.
- MORICONI-EBRARD F. (2008), « Dynamiques du peuplement », in Lévy, Jacques, *Echelles de l'habiter*, La Défense : Puca, 257-355.
- MORIN E., LE MOIGNE J.-L. (1999), *L'intelligence de la complexité*, Paris : L'Harmattan.
- MÜLLER D., MUNROE D.-K., « Changing Rural Landscapes in Albania : Cropland Abandonment and Forest Clearing in the Postsocialist Transition », *Annals of the Association of American Geographers*, 98(4), 855-876.
- MURRAY P., SZELÉNYI I. (1988), « L'anti-urbanisme des États socialistes », *Les annales de la recherche urbaine* 38, 23-30.
- NOPCSA B. F. (1910), *Aus Šala und Klementi : Albanische Wanderungen*, Zur Kunde der Balkanhalbinsel 1, Reisen und Beobachtungen 11, Sarajevo : D. A. Kajon.
- NOWACK E. (1921), « A contribution to the Geography of Albania », *Geographical Review*, vol. 11, n° 4 (Oct., 1958), 503-540.

- OKÓLSKI M. (2012), « Spatial Mobility from the Perspective of the Incomplete Migration Concept », *Central and Eastern European Migration Review*, vol. 1, n° 1 (Dec. 2012), 11-35.
- OMARI L., POLLO S. (1988), *Histoire de la construction socialiste en Albanie (1944-1975)*, Académie des Sciences de la RPSA, Institut d'Histoire.
- PAPAJORGJI H. (1985), *Struktura socialklasore e klasës sonë punetorë*, Tiranë : 8 Nëntori.
- PARGOIRE J. (1898), « Géographie administrative », *Échos d'Orient*, tome 2, n° 3, 95-103.
- PETERSEN W. (1958), « A General Typology of Migration », *American Sociological Review*, vol. 23, n° 3 (Jun., 1958), 256-266.
- PETROVIC M. (2005), *Cities after socialism as a research issue*. Discussion papers (South East Europe series), DP34, Centre for the Study of Global Governance, London School of economics and political science.
- PICHÉ V. (éd.) (2013), *Les théories de la migration*, Paris : INED.
- PIGUET E. (2014), « Les théories des migrations. Synthèse de la prise de décision individuelle », *Revue européenne des migrations internationales* Vol. 29, n° 3 (20 janvier 2014), 141-161.
- PIHET C. (2000), « Le fait urbain en Albanie », *Feuilles de Géographie* IX–2000, Université d'Anger.
- PIHET C. (1998), « Élections et partis en Albanie : une lecture géographique », *Hérodote*, 3^{ème} trim. 1998, 46-61.
- POJANI D. (2009), « Urbanization of Post-communist Albania : Economic, Social and Environmental Challenges », *Debatte : Journal of Contemporary Central and Easter Europe*, 17 : 1, 2009, 85–97.
- POJANI D., BUKA M. (2015), « From camaraderie to detachment : The effect of changing built environment forms on neighborhood relations in a post-communist context », *Cities*, vol. 49, 66-75.
- POPESCU S. (2004), « Les Français et la République de Kortcha (1916-1920) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 213, 77-87.
- POPESCU S. (2015), « L'Albanie dans la Politique Étrangère de la France, 1919-juin 1940 », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, 2015/1, n° 41, 121-126.
- Portrait of Albania* (1982), Tiranë : 8 Nëntori.
- PRATO G. (2017), « Views of Migrants and Foreign Residents : A Comparative European Perspective », *Migration of Rich Immigrants. Gender, Ethnicity and Class*, Palgrave, 179-198.
- RACINE J.-B. (1993), *La ville entre Dieux et les hommes*, Paris-Genève : Presses Bibliques et Universitaires-Anthropos-Economica.
- DE RAPPER G. (2002), « Espace et religion : chrétiens et musulmans en Albanie du Sud », *Études balkaniques. Cahiers Pierre Belon* 9, 17-39.
- DE RAPPER G. (2003), « La Lunxhëri : émigration et frontière ethnique en Albanie du Sud », *Geographies*, n° 5 (2003), 98-113.
- DE RAPPER G. (2004), « Les Guègues et les Tosques existent-ils ? L'opposition Nord/Sud en Albanie et ses interprétations », *Espaces, Population, Sociétés*, 2004/3, 625-640.
- DE RAPPER G. (2006), « La 'biographie' : parenté incontrôlable et souillure politique dans l'Albanie communiste et post-communiste ». *European Journal of Turkish Studies. Social Sciences on Contemporary Turkey*, n° 4 (2 janvier 2006).

- DE RAPPER G., SINTÈS P. (2006), « La question des terres en Albanie du Sud : Enjeu national, enjeu social », *Actes du colloque d'Athènes*, Athènes : École française d'Athènes.
- DE RAPPER G. (2008), « Religion in post-communist Albania : Muslims, Christians and the concept of 'culture' (Devoll, South Albania) », *Anthropological Notebooks*, Slovenian Anthropological Society, 2008/14 (2), 31-45.
- DE RAPPER G. (2008b), « Musulmans convertis et chrétiens autochtones en Albanie du Sud », in *Nommer et classer dans les Balkans*, De Rapper G. et Sintès P. (éds), 351-368.
- DE RAPPER G., SINTÈS P. (2008), « Faire et défaire les frontières du mariage. Échanges matrimoniaux entre la Grèce et l'Albanie : le cas de la région de Gjirokastër », *Vivre et tracer les frontières dans les mondes contemporains*, Colloque organisé par le Centre Jacques Berque, Tanger, 31 janvier, 1^{er} et 2 février 2008.
- RAVENSTEIN E. G. (1885), « The laws of migration », *Journal of the statistical Society*, 48, 167-227.
- RECLUS E. (1905-1908), *L'Homme et la Terre*, Paris : Librairie universelle, 6 vol.
- REY V. (2010), « Les Balkans, lecture d'un espace 'd'entre-deux' », *Anatoli*, 1 | 2010, 45-56.
- RIBEIRO G. (2012), « La genèse de la géohistoire chez Fernand Braudel : un chapitre de l'histoire de la pensée géographique », *Annales de Géographie*, 4/2012 (n° 686), 329-346.
- RUGG D. S. (1994), « Communist Legacies in the Albanian Landscape », *Geographical Review* 84, n° 1, 59-73.
- SCHMITT O. J. (2018), *Die Albaner. Eine Geschichte zwischen Orient und Okzident*, München : C. H. Beck.
- SCHNYTZER A. (1982), *Stalinist Economic Strategy in Practice : The Case of Albania*, New-York : Oxford University Press.
- SCHULER M. (1984), *Abgrenzung der Agglomerationsräume in der Schweiz 1980/Délimitation des agglomérations en Suisse 1980*, Lausanne : IREC, Berne : OFS.
- SCHULER M., PERLIK M., PASCHE N. (2004), *Non-urbain, campagne ou périphérie – où se trouve l'espace rural aujourd'hui ?*, Berne : Office fédéral du développement territorial.
- SCHULER M., DESSEMONTET P., JOYE D. (2005), *Les niveaux géographiques de la Suisse*, Neuchâtel : OFS.
- SCHULER M., DESSEMONTET P., JEMELIN C., JARNE A., PASCHE N., HAUG W. (2006), *Atlas des mutations spatiales de la Suisse*, Zurich : NZZ Libro.
- SCHULER M., JARNE A., SHAMETI E. SEFERKOLLI L. (2010), « Typology of Communes and Definition of Agglomerations in Albania », *Socio-demographic Statistics in Albania*, Tirana : Instat, Neuchâtel : Federal Statistical Office, Swiss Cooperation Office Albania, 129-159.
- SEINER F. (1922), *Ergebnisse der Volkszählung in Albanien in dem von der österr.-ungar. Truppen 1916-1918 besetzten Gebiete* (Schriften der Balkankommission, Linguistische Abteilung, vol. XIII), Vienna und Leipzig.
- SELENICA T. (1928), *Shqipria më 1927 = L'Albanie en 1927*, Tiranë : Shtypshkronja Tirana.
- SHAMETI E., DHULI E., JAHJA T., JARNE A., SCHULER M., VOKOPOLA Z. (2014), *Albania Communes and Municipalities Typology*, Tirana : Republic of Albania Institute of Statistics (Instat).
- SHKODRA Z. (1988), *La ville albanaise au cours de la Renaissance nationale (1831-1912)*, Tirana : Académie des sciences de la RPS d'Albanie, Institut d'histoire.
- SIKOR T., MÜLLER D., STAHL J., « Land Fragmentation and Cropland Abandonment in Albania : Implications for the Roles of State and Community in Post-Socialist Land Consolidation » ; *World Development*, vol. 37, n° 8, 1411-1423.

- SIMON G. (2006), « Migrations, la spatialisation du regard », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 22, n° 2, 9-21.
- SINTÈS P., DE RAPPER G. (2006), « Composer avec le risque : la frontière sud de l'Albanie entre politique des États et solidarités locales », *Revue d'études comparatives Est-Ouest* 37, 4, 243-271.
- SINTÈS P. (2010), *La raison du mouvement. Territoires et réseaux de migrants albanais en Grèce*, Paris : L'atelier méditerranéen.
- SINTÈS P. (2015), « Conflits sans fins à la frontière gréco-albanaise ? », *Hérodote*, 2015/3, n° 158, 76-92.
- SIVIGNON M. (1970), « Quelques données démographiques sur la République Populaire d'Albanie », *Revue de géographie de Lyon*, vol. 45, n° 1, 61-74.
- SIVIGNON M. (1975), « Tirana et l'urbanisation de l'Albanie », *Revue de géographie de Lyon*, vol. 50, n°4, 333-343.
- SIVIGNON M. (1977), « Itinéraire de géographie rurale en Albanie », *Méditerranée*, 2^{ème} série, tome 28, 1/1977, 3-17.
- SIVIGNON M. (1983), « Évolution de la population de l'Albanie », *Méditerranée*, 3^{ème} série, tome 50 : 4, 37-42.
- SIVIGNON M. (1987), « Les disparités régionales en Albanie », *Bulletin de la Société Languedocienne de Géographie*, tome 21 : 1-2, 97-103.
- SIVIGNON M. (2005), « Le politique dans la géographie des Balkans : Reclus et ses successeurs, d'une Géographie universelle à l'autre », *Hérodote*, 2005/2, n° 117, 153-182.
- SIVIGNON M. (2009), *Les Balkans. Une géopolitique de la violence*, Paris : Belin.
- SJÖBERG Ö. (1989), « A note on the regional dimension of post-war demographic development in Albania », *Nordic Journal of Soviet and East European Studies*, 6(1), 91-121.
- SJÖBERG Ö. (1990), « Urban Albania : Developments 1965-1987 », Altmann F. L (éd.), *Albanien im Umbruch. Ein Bestandsaufnahme*, München : Oldenbourg, 171-224.
- SJÖBERG Ö. (1992a), *Rural change and Development in Albania*, Oxford : Westview Press.
- SJÖBERG Ö. (1992b), « Underurbanisation and the Zero Urban Growth Hypothesis : Diverted Migration in Albania », *Geografiska Annaler* 74(1), 3-19.
- SJÖBERG Ö. (1994), « Rural Retention in Albania : Administrative Restrictions on Urban-bound Migration », *East European Quarterly*, vol. 28, n° 2, 205-233.
- SJÖBERG Ö. (1999), « Shortage, Priority and Urban Growth, Towards a Theory of Urbanisation under Central Planning », *Urban Studies*, 36/13, 2217-2236.
- SKELDON R. (1990), *Population Mobility in Developing Countries : a Reinterpretation*, London and New-York : Belhaven Press.
- STAHL P. H. (1986), *Household, Village and Village Confederation in Southeastern Europe*, New-York : Columbia University Press.
- STAHL J., SIKOR T. (2009), « Rural Property in an Age of Transnational Migration : Ethnic Divisions in Southeastern Albania », *Anthropologica*, vol. 51, n° 1, 95-107.
- STARK H. (1994), « La question albanaise », *Politique étrangère*, n° 1-1994, 209-222.

- SUNDHAUSSEN H. (2013), « Geschichte des Balkanraums als Migrationsgeschichte : Theoretische Überlegungen und Herausforderungen », *Godišnjak/Jahrbuch 2013*, 42, 203-214.
- SWIRE J. (1971), *Albania : The Rise of a Kingdom*, New-York.
- TEICH G. (1969), « Das albanische Dorf. Ein Betrag zum Problem der Existenz patriarchalischer Strukturen in einer sozialistisch organisierten Gesellschaft », in Ronnenberger F., Teich G. (éd.), *Von der Agrar- zur Industriegesellschaft. Sozialer Wandel auf dem Lande in Südosteuropa*, Darmstadt : Hoppenstedt & Co.
- THIBAUT, S. (2013), « Système », in Lévy J. et Lussault M., *Dictionnaire de la géographie [...]*, Paris : Belin, 973-975.
- THIESSE A.-M (1999), *La création des identités nationales. Europe, XVIII^e-XX^e siècles*, Paris : Seuil.
- TIRTA M. (1999), « Migrime të shqiptarëve, të brendshme dhe jashtë atdheut (vitet '40 të shek. XIX-vitet '40 të shek. XX) », *Etnografia Shqiptare 18*, Tiranë : Akademia e Shkencave e Shqipërisë, Instituti Kulturës Popullore.
- THOMAS W. I., ZNANIECKI F., TRIPIER P., GAUDILLAT Y. (1998), *Le paysan polonais en Europe et en Amérique : récit de vie d'un migrant (Chicago, 1919)*, Essais & recherches. Sciences sociales, Paris : Nathan.
- TOSICS I. (2003), « City Development in Central and Eastern Europe since 1990 : The impact of Internal and External Factors », *Globalisation and Transformation in Eastern and Central European Cities*, New York : The United Nations University.
- TRIX F. (2001), *The Albanian in Michigan*, East Lansing : Michigan State University Press.
- URRY J. (2000), *Sociology beyond Societies. Mobilities for the twenty-first Century*, Londres : Routledge.
- VAKO P., DIBRA J. (1965), « La population de l'Albanie d'après les recensements de 1955 à 1960 », *Population*, 1965, 253-64.
- VAN STOKKUM L.-K. (2014), *Albania : The role of North-South divisions for the country's EU integration*, Master Thesis, Universiteit van Amsterdam.
- VEJSIU Y. (1981), *Aspekte të zhvillimit industrial dhe të transformimeve demografike në RPSSH*, Tiranë : Universiteti i Tiranës, Fakulteti i Ekonomisë.
- VEJSIU Y., BËRXHOLI A. (1987), « Aspekte të strukturës dhe shtrirjes gjeografike të popullsisë në vendin tonë » (Aspects de la structure et de l'extension géographique de la population de notre pays), *Studime Gjeografike 2*, Tiranë : Akademia e Shkencave e RPS të Shqipërisë, Qendra e Studimeve Gjeografike, 63-72.
- VERMEULEN H., BALDWIN-EDWARD M., VAN BOESCHOTEN R. (2015) (éds), *Migration in the Southern Balkans. From Ottoman Territory to Globalized Nation States*, IMISCOE Research Series, Springer Open.
- VICKERS M. (2014), *The Albanians. A Modern History*, London : I. B. Tauris.
- VOELL S. (2003), « The Kanun in the City. Albanian Customary Law as a Habitus and Its Persistence in the Suburb of Tirana, Bathore », *Anthropos* 98, n°1 (2003), 85-101.
- VON HAHN (1854), *Albanesische Studien*, 3 vol., Jena.
- VON LUCKWALD E. (1942), *Albanien. Land zwischen gestern und morgen*, München : Bildband.
- VULLNETARI J. (2007), *Albanian Migration and Development : State of the Art Review*, Imiscoe Working Paper n°18.
- VULLNETARI J., KING R. (2011), *Remittances, Gender and Development*, I.B.Tauris, London.

- VULLNETARI J. (2012), *Albania on the move : links between internal and international migration*, IMISCOE Research, Amsterdam : Amsterdam University Press.
- VULLNETARI J. (2012b), « Women and Migration in Albania : A View from the Village », *International Migration*, vol. 50, n° 5, 169-188.
- VULLNETARI J. (2015), « Albania Seasonal Work Migration to Greece: A Case of Last Resort? », in *Migration in the Southern Balkans. From Ottoman Territory to Globalized Nation States*, Vermeulen H., Baldwin-Edwards M., Van Boeschoten R. (éds), 143-160.
- DE WAAL C. (1995), « Decollectivisation and total scarcity in High Albania », *The Cambridge Journal of Anthropology*, vol. 18, n° 1, 1-22.
- DE WAAL C. (2004), « Post-socialist Property Rights and Wrongs in Albania : An Ethnography of Agrarian Change », *Conservation and Society*, 2(1), 19-50.
- DE WAAL C. (2005), *Albania : Portrait of a Country in Transition*, London : I. B. Tauris.
- WALLERSTEIN I. (1984), *Le système Monde du XV^e siècle à nos jours*, Flammarion.
- WHEELER R. (1998), « Past an Present Land Tenure Systems in Albania : Patrilineal, Patriarchal, Family-Centered », *Working Paper*, n° 13, University of Wisconsin-Madison.
- WHITAKER J. (1968), « Tribal Structure and National Politics in Albania, 1910-1950 », *History and Social Anthropology*, 253-287.
- WOODS C. H. (1918), « Albania and the Albanians », *Geographical Review*, vol.5, n° 4, 257-273.
- ZAVALANI T., DURHAM M. (1944), « Resources of Albania », *Geography*, 29(3), 80-85.
- ZELINSKY W. (1971), « The Hypothesis of Mobility Transition », *Geographical Review*, vol. 61, n° 2 (Apr. 1971), 219-249.
- ZEZZA A., CARLETTO G., DAVIS B. (2005), « Moving away form poverty : a spatial analysis of poverty and migration in Albania », *Journal of Southern Europe and the Balkans Online*, 7:2, 175-193.
- ZHELYAZKOVA A. (2000), *Albanian Identities*, International Centre for Minority Studies and Intercultural Relations (IMIR).
- ZICKEL R., IWASKIW W. R. (1994) (éds), *Albania. A country study*, Washington D. C. : Federal Research Division, Library of Congress.
- ZOJZI R. (1976), « L'ancienne division régionale ethnographique du peuple albanais », *Ethnographie albanaise*, Édition spéciale à l'occasion de la Conférence Nationale des Études Ethnographiques en Albanie (juin 1976), Tiranë, 7-18.

IV. Attributs de la base de données de populations locales

Ce tableau donne la liste des attributs disponibles de la base historique des populations locales : 1) tout d'abord les différents codes et noms propres à chacune des sources ainsi que les codes utilisés pour l'harmonisation ; 2) les attributs de localisation (coordonnées, altitude, etc.) ; 3) la liste des niveaux institutionnels historiques auxquels il est possible de rapporter les populations villageoises ; 4) les différentes typologies mobilisées pour l'analyse ; 5) la population et autres attributs disponibles dans les différentes sources (sexe, ménages, etc.) ; 6) les codes d'agrégation intercensitaires qui permettent la cartographie désagrégée tenant compte des groupements de villages évoluant au fil des recensements.

Codes des villages	
Code ZC	ZC pour « zone cadastrale ». Code de la zone cadastrale tel que donné par l'Instat aux villages avant le recensement de 2001. Les villages ont été numérotés par ordre alphabétique de 1 à 3xxx par l'office du cadastre. On observe parfois des divergences entre ces codes tels qu'utilisés par Instat et ceux visibles sur la couche des zones cadastrales sur le portail cartographique national, de manière ponctuelle ou alors de manière systématique pour des unités ajoutées peu avant le recensement de 2001, pour lesquelles il n'y a pas eu de coordination, Instat reprenant une numérotation à partir de 4000, alors que le cadastre numérotait à la suite (3xxx). Les divergences sont normalement documentées en note. Toutes les unités historiques identifiées sont reliées par ce code aux résultats du recensement de 2001, y compris celles non-localisées mais associables à un village localisé. Les unités historiques non-localisées n'ont pas de CodeZC.
Code ZC5	Code Instat augmenté d'un digit pour permettre d'ajouter des anciens villages disparus/fusionnés. On agrège ensuite selon les 4 premiers digits. Les codes à partir de 60000 sont dans l'actuel Kosovo ; les codes à partir de 70000 dans l'actuelle Macédoine du Nord ; 80000 au Monténégro (à part le 85170) ; 90000 en Grèce ; 99997 n'ont pas de population ; 99998 sont des doublons ; 99999 ne sont pas localisés. Ce à quoi on ajoute des codes à 6 chiffres pour les unités mentionnées dans des sources anciennes et pour lesquelles on n'a trouvé en général ni localisation ni correspondance avec d'autres recensements : Épire à partir de 100000 ; Seiner à partir de 200000 ; Confins à partir de 300000, Selenica à partir de 400000. Il y a quelques codes chez Selenica (400200 à 400203) qui désignent des villages non-localisés mais dont on sait qu'il se sont agrégés à Fier par la suite, ainsi que d'autres hameaux dont on sait à quels villages ils sont associés mais sans pouvoir les localiser précisément (400118 à 400123). La population de ces hameaux doit être agrégée à celle de leur village grâce aux codes ZC. Les codes à 7 chiffres sont réservés dans les fichiers de points aux hameaux du recensement autrichien. Le code à 5 chiffres doit faire référence à un polygone de la carte de base.
Code Austr.	Codification propre au recensement autrichien de 1918. Codes à 7 positions (par exemple 112100) : 1 donne la préfecture, 1 et 2 le district, 1 à 3 la commune, 1 à 5 le village, 1 à 7 le hameau.
Code Épire	Codification du dénombrement de l'Épire du Nord (par exemple L5) : initiale du kaza, numérotation (K=Korytza ; S=Starovo ; C=Colonia ; A=Argyrokastron ; H=Chimarra, D=Delvinion ; L=Leskovikion ; T=Tepeleion ; P=Premeti ; Po=Poghoniou, Ph=Philiates).
Code Confins	Codification du dénombrement des Confins albanais (par exemple DKC100) : initiale du district, numérotation (DKV=Korça (ville) ; DKC=Korça (campagne) ; DB=Bilisht ; DO=Ostravica ; DT=Tomorica ; ZN=Zone neutre gréco-albanaise ; DP=Pogradec ; Dpi=Pirk ; DS=Shkumbi ; DL=Lenja).
Noms des villages	
Noms Instat	Noms des villes et villages dans les listes d'Instat en 2001
Noms AB	Noms des villes et villages dans la saisie d'Arqile Bërxfholi
Noms austr.	Noms des villes et villages dans le recensement autrichien de 1918
Noms Épire	Noms des villes et villages dans le dénombrement de l'Épire du Nord
Noms Confins	Noms des villes et villages dans le dénombrement des Confins albanais

Localisation	
Coordonnée X	Coordonnée X du centre de la localité principale du village (WGS84 ou Pulkovo)
Coordonnée Y	Coordonnée Y du centre de la localité principale du village (WGS84 ou Pulkovo)
Altitude	Altitude du centre de la localité principale du village
Pente moyenne	Pente moyenne sur la superficie attribuée au village
Superficie	Superficie du polygone représentant le territoire du village / de la ville
Niveaux institutionnels (seul. ceux couvrant l'ensemble du territoire, à l'exclusion de ceux du temps de guerre donc)	
Kaza 1881/82	Codes et noms des kaza selon le recensement ottoman de 1881/1882 (35)
Sandjak 1881/82	Codes et noms des kaza selon le relevé de l'Épire du Nord de 1913 (11)
Vilayet 1881/82	Codes et noms des kaza selon le relevé de l'Épire du Nord de 1913 (4)
Kaza 1913	Codes et noms des kaza selon le relevé de l'Épire du Nord de 1913 (11)
Dist/terr 1913	Codes et noms des districts et territoires selon le relevé des Confins albanais de 1918 (12)
Rég. Nat. 1913	Codes et noms des régions naturelles selon le relevé des Confins albanais de 1918 (17)
Bezirk 1918	Codes et noms des district du recensement austro-hongois de 1918 (7)
Kreiz 1918	Codes et noms des cercles du recensement austro-hongois de 1918 (28)
Landgde 1918	Codes et noms des communes du recensement austro-hongois de 1918 (114)
District 1927	Code et noms de districts chez Selenica ainsi que la distinctions entre sous-préfectures (districts centraux) et krahina (districts ordinaires) (104)
Sous-préf. 1927	Code et noms des sous-préfectures chez Selenica (39)
Préfecture 1927	Code et noms des préfectures chez Selenica (10)
Communes 1942	Code et noms des communes en 1942, distinction communes/municipalités (206)
Sous-préf. 1942	Code et noms des sous-préfectures en 1942 (40)
Préfectures 1942	Code et noms des préfectures en 1942 (10)
Localités 1959	Code et noms des localités en 1959 (214)
Districts 1959	Code et noms des districts en 1959 (26)
Communes 2001	Code et noms des communes en 2001, distinction communes/municipalités (374)
Districts 2001	Code et noms des districts en 2001 (36)
Préfectures 2001	Code et noms des préfectures en 2001 (12)
Zones adm. 2015	Code et noms des zones administratives en 2001 (373)
Municipalités 2015	Code et noms des municipalités en 2001 (61)
Préfectures 2015	Code et noms des préfectures en 2015 (12)
Typologies	
Typo. villages	Typologie des villages pour la période communiste (3 ; 11)
Typologie 2001	Typologie des communes et municipalités du recensement de 2001 (6 ;14)
Typologie 2011	Typologie des communes et municipalités du recensement de 2011 (8 ; 15)
Statut urbain	Statut urbain selon date d'acquisition (10)
Religion	Appartenance confessionnelle selon relevé de 1927 (4 ; 12)

Potentiel agr.	Potentiel agricole selon typologie de Zavalani (5)
Accessibilité	Accessibilité moyenne durant la période communiste (10)
Pente	Classes de pente (3)
Altitude	Classes d'altitude (5)
Population des villes et villages	
Pop. EN 1913	Population et religion selon le relevé de l'Épire du Nord
Pop. Confins 1918	Population selon le relevé des Confins albanais
Pop. Austr. 1918	Population, sexe, ménage, religion, ethnicité, activité selon le recensement austro-hongrois
Population 1926	Population et religion selon le relevé des registres de Selenica
Population 1945	Population par sexe au recensement de 1945 selon le relevé d'Arqile Bërxfholi
Population 1950	Population par sexe au recensement de 1950 selon le relevé d'Arqile Bërxfholi
Population 1955	Population par sexe au recensement de 1955 selon le relevé d'Arqile Bërxfholi
Population 1960	Population par sexe au recensement de 1960selon le relevé d'Arqile Bërxfholi
Population 1969	Population par sexe au recensement de 1969 selon le relevé d'Arqile Bërxfholi
Population 1979	Population par sexe au recensement de 1979 selon le relevé d'Arqile Bërxfholi
Population 1989	Population par sexe au recensement de 1989 selon le relevé d'Arqile Bërxfholi
Population 1994	Population et ménages selon les registres
Population 1996	Population et ménages selon les registres
Population 2001	Population par sexe (+nombreuses autres variables) au recensement de 2001
Codes d'agrégation intercommunes	
Agrégation 18-26	Code permettant l'agrégation au plus petit dénominateur commun entre les enregistrements locaux de 1913/18 et 1926 (permet en outre d'afficher les [dans le tableau de données)
Agrégation 26-45	Code permettant l'agrégation au plus petit dénominateur commun entre 1926 et 1945
Agrégation 26-45	Code permettant l'agrégation au plus petit dénominateur commun entre 1926 et 1945
Agrégation 45-50	Code permettant l'agrégation au plus petit dénominateur commun entre 1945 et 1950
Agrégation 50-55	Code permettant l'agrégation au plus petit dénominateur commun entre 1950 et 1955
Agrégation 45-55	Code permettant l'agrégation au plus petit dénominateur commun entre 1945 et 1955. Créé en raison de l'attribution différente du domicile en 1950 (<i>de jure</i>)
Agrégation 55-60	Code permettant l'agrégation au plus petit dénominateur commun entre 1955 et 1960
Agrégation 60-69	Code permettant l'agrégation au plus petit dénominateur commun entre 1960 et 1969
Agrégation 69-79	Code permettant l'agrégation au plus petit dénominateur commun entre 1969 et 1979
Agrégation 79-89	Code permettant l'agrégation au plus petit dénominateur commun entre 1979 et 1989
Agrégation 89-01	Code permettant l'agrégation au plus petit dénominateur commun entre 1989 et 2001

V. Base de donnée historique des populations locales

La description des sources et l'acquisition de la base de donnée historique des populations locales albanaises font l'objet d'une présentation détaillée dans le chapitre méthodologique (chapitre 3 « Méthodologie : Recensements, frontières, cartographie »). Les difficultés liées à la spatialisation sont abordées au 3.3 et 3.4, celles liées à l'harmonisation au 3.5. L'annexe IV donne la définition de différentes variables disponibles.

Les tableaux tels que publiés ici contiennent l'information essentielle (le reste est listé à l'annexe IV). L'unité de base est la ville ou village (tel que présent au moins une fois dans l'une des sources). Y sont donnés les totaux de population pour chaque année de recensement ou dénombrement (12 occurrences), ainsi que la population féminine lorsque disponible (dès 1945). Les données sont rangées selon l'organisation territoriale actuellement en vigueur (12 préfectures, 61 municipalités, 373 secteurs administratifs, voir 4.5.4). Cette présentation est proche de celle proposée par Bërxfholi à l'époque de sa saisie, elle en diffère par l'ajout des recensements plus anciens et plus récents et par l'ordre de présentation, puisque dans l'intervalle a eu lieu la réforme territoriale-administrative (2015). Sont absentes des tables les localités problématiques, essentiellement des villages qui n'ont pas pu être localisés (une centaine chez Selenica, dont beaucoup sans population, une cinquantaine chez Seiner) ou qui ont été identifiés comme des doublons (surtout chez Selenica), ou qui alors sont aujourd'hui situés hors d'Albanie (environ 70 cas).

Un système d'accolades donne l'essentiel de l'information sur les différents groupements de villages et hameaux lors des décomptes successifs (voir 3.5.1). Ces accolades sont obtenues automatiquement sur la base des codes d'agrégation, et n'apparaissent évidemment que lorsque les différents hameaux qui constituent un village (selon la définition statistique en vigueur à un moment donné) sont à la suite dans le fichier. L'ordre d'apparition des villages a donc été optimisé pour permettre la création d'un maximum d'accolades. Cependant, il n'est pas possible de les représenter dans deux cas au moins : 1) des villages comptés ensemble sont ultérieurement distribués dans des unités administratives distinctes ; 2) l'évolution des groupements successifs est telle qu'elle empêche de disposer l'un sous l'autre les hameaux, par exemple A-B-A-B lors d'un recensement et A-B-B-A lors du suivant. Ce type d'inconciliabilité est particulièrement fréquent entre l'organisation du recensement austro-hongrois et celle des suivants ; nous n'avons donc pas tenu compte de celle-là pour déterminer l'ordre des villages. Ajouté au fait que le recensement de 1918 repose sur une base villageoise en généralement plus agrégée, cela explique certaines accolades « dans le vide » pour cette série de données. De manière générale, ces cas sont détaillés en note.

Pour ce qui concerne la graphie des noms des villages, la hiérarchie suivante a été observée (si la première option existe, elle est retenue, autrement on passe à la suivante etc.) : graphie de Bërxfholi > Selenica > Seiner > Confins > Épire. Lors de la compilation des notes, il est apparu que les noms de la transcription de la saisie de Bërxfholi contenaient de nombreuses erreurs. Sur le principe, la toponymie de Bërxfholi s'appuie visiblement directement sur la cartographie de l'époque communiste tandis que les toponymes utilisés à l'Instat sont repris en général des zones cadastrales. Mais le problème est surtout lié à la transcription, difficile, des noms tels qu'écrits à la main par Bërxfholi. Un survol rapide de la cohérence a été effectué, et lorsque des différences significatives existaient entre les différents noms, cela a normalement fait l'objet d'une correction voire d'une note (avec mention des différentes variantes ou des évolutions de la graphie, et référence aux cartes topographiques également). Le travail sur la graphie doit être poursuivi, d'abord en comparant les différentes versions aux données officielles actuelles (celles de la couche des noms géographique de l'ASIG), puis en relevant les cas problématiques dans ces dernières (ils existent).

Pour ce qui concerne enfin les appels de notes, ils apparaissent à droite du nom des villages. Ils sont organisés par préfecture et dans l'ordre d'apparition des villages dans le fichier. Les notes elles-mêmes sont données à l'annexe VI.

Village Code	Nom	Note	1913 Epire	1918 Korçë	1918 Kuk	1926 Selen.	Census 1945 Pop. Fem.	Census 1950 Pop. Fem.	Census 1955 Pop. Fem.	Census 1960 Pop. Fem.	Census 1969 Pop. Fem.	Census 1979 Pop. Fem.	Census 1989 Pop. Fem.	Census 2001 Pop. Fem.						
1 Préfecture de Berat																				
2 Municipalité de Berat																				
1 Secteur administratif de Berat																				
31240	Berat	1.1			9120	8681	12309	5974	14943	6754	19868	9290	26793	13430	35939	17857	46210	22728	44040	21842
31241	Gorica	1.2			9006	8504	12309	5974	14943	6754	19868	9290	26793	13430	35939	17857	46210	22728	44072	19782
40030	Uznovë	1.3			114	177														
5 Secteur administratif de Otljak																				
28480	Otljak	1.4			1342	1779	2970	1439	4214	2035	5052	2528	7169	3532	9315	4585	11867	5760	12288	6268
28330	Orizaj				103								554	281	595	295	697	342	685	336
23810	Laparadha	1.5			754	631	1164	565	1608	837	1924	955	2617	1285	3392	1659	2219	2079	2304	1167
23830	Laparadha e Sipërm	1.6															2096		1975	1012
30980	Qereshnik				284		447	220	531	262	615	318	821	393	1119	545	1423	694	970	493
10800	Balibardhë				131	196	86	209	209	96	182	88	226	107	264	120	268	119	130	70
15870	Dushnik				123	144	258	126	423	161	470	238	822	414	1118	566	1650	811	1826	932
27230	Moravë				284	520	543	265	767	348	839	410	1193	598	1564	778	1878	897	2503	1288
36760	Ullinjaz	1.7			78	55	132	67	218	117	279	144	514	249	761	384	1005	503	892	453
39550	Vodeza e Sipërm	1.8			14	50	25		105	47	110	54							202	106
7 Secteur administratif de Roshnik																				
31950	Roshnik	1.9			1028	1584	2386	1178	2930	1423	3123	1470	3739	1733	4638	2252	5720	2746	4599	2330
31940	Roshniku / Vogël				180	159	180	86	274	136	297	137	414	194	490	234	573	393	556	263
12350	Bogdani / Poshtëm	1.10			172	286	424	210	285	148	305	153	351	162	452	221	557	276	489	239
12360	Bogdani / Sipërm								241	115	280	130	350	169	375	169	374	183	232	123
14450	Dardhe				303		586	285	380	190	358	162	369	172	425	202	336	162	196	101
31300	Qafe-Dardhe	1.11							330	148	402	187	509	238	650	324	780	392	372	187
20950	Karkanjuz				310	263	364	176	446	208	532	245	624	282	808	377	1063	505	802	410
39560	Rabjak	1.12																	214	117
22420	Kostreni / Madh	1.13					433	208	281	132	267	127	342	161	410	197	513	236	146	75
22430	Kostreni / Vogël	1.14			192	318			217	102	235	113	252	111	283	132	261	112	514	268
22431	Histagasi	1.15			56															
26940	Mirmias				100	112	117	60	128	65	130	66	172	82	242	170	392	193	295	146
29140	Perisnake				95	112	183	101	223	122	186	88	188	83	246	112	234	105	134	69
38120	Vojnik				23	43	99	52	122	57	131	62	168	79	257	114	411	189	433	222
8 Secteur administratif de Sinje																				
34560	Sinje				4089	4015	5176	2536	5678	2803	5868	2919	6840	3295	7611	3566	8290	3816	5021	2602
26300	Mbolan				406	387	359	182	318	150	250	123	266	123	306	129	372	179	295	152
26290	Mbjeshave				244	212	270	126	343	161	354	172	392	195	451	216	534	256	328	169
28520	Pafjal				102	508	747	352	803	378	827	407	1171	569	1141	554	1167	566	640	348
32510	Sadovice				595	475	452	235	428	215	431	216	423	207	470	214	559	266	470	238
20610	Kamcisht				382	336	202	103	288	131	199	104	220	100	212	96	246	114	170	89
26340	Mbreshtan	1.16			188	138	196	94	239	113	230	117	170	134	353	178	419	209	307	149
16870	Galline				632	491	672	332	682	321	690	334	694	323	824	385	939	435	749	399
24370	Levan	1.17			163	154	171	87	246	120	271	125	328	172	429	208	522	271	392	184
37260	Velcan				312	267	398	190	411	208	408	200	292	292	620	292	692	316	422	218
28410	Osmenzeze				604	506	698	344	750	379	817	419	919	431	983	459	410	448	211	108
28400	Osmenzeze e Re	1.18			461	357	426	202	539	273	580	296	741	365	897	413	964	434	193	108
27120	Mollisht						305	153	427	234	477	240	528	254	452	195	583	176	146	77
29860	Plashniku / Vogël	1.19																		

Village Code	Nom	Note	1913	1918	1918	1926	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001		
			Epire	Korçë	Kuk	Selen.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.
4 Secteur administratif de Velabisht																							
39540	Starove	1.20			1073	1811	2437	1157	3008	1405	3806	1778	4324	2110	6018	2889	8068	3952	11011	5335	10981	5678	
37220	Velabisht		236		163	321	158	423	206	546	277	628	309	829	392	1040	497	1359	676	1489	759		
25700	Mallinat				110	166	78	207	110	238	110	272	131	314	149	449	219	968	483	699	359		
12170	Bilce				135	250	130	265	134	288	149	339	161	731	348	902	438	1133	531	1391	703		
12171	Çorbaxhiasi	1.21			17																		
15590	Drobanik				177	229	110	239	119	227	115	278	142	412	209	568	285	715	351	655	347		
37590	Vetermik		242		193	265	130	304	153	405	209	565	289	716	347	892	449	1071	513	1013	529		
31650	Remanice		71		60	106	51	134	69	217	119	273	141	345	170	421	210	492	232	625	318		
17370	Gjeronen	1.22	23		88	95	46	160	68	290	117	277	129	364	184	510	249	704	343	666	347		
11100	Barðhaj / Ri	1.23														288	129	237	127				
37300	Veleshnje	1.24	347		238	266	129	307	150	412	210	413	201	517	248	569	269	705	345	644	326		
37301	Mali / barðhë	1.25	51		42																		
28660	Palikesht				103	92	124	54	66	154	79	219	116	266	136	322	151	404	189	364	204		
15610	Duhanas	1.26				323	426	189	496	226	755	259	671	303	897	1257	605	1659	803	1479	770		
21920	Bregas	1.27																		189	96		
27 Municipalité de Kuçovë																							
162 Secteur administratif de Kuçovë																							
23100	Kuçove	1.28	272	288	833	2382	833	1585	765	7821	3775	10993	5305	13994	6856	17216	8437	21709	10588	18038	8783		
23100	Kuçove		272	2382	833	2382	833	1585	765	7821	3775	10993	5305	13994	6856	17216	8437	21709	10588	18038	8783		
3 Secteur administratif de Lumas																							
25250	Lumas		1174	1543	2910	1450	3164	1485	3422	1730	3934	4775	2311	4775	2311	6356	3050	7822	3724	6196	3174		
25400	Luzaj		235	166	485	242	560	272	584	286	659	319	726	328	1081	529	1644	802	1369	709			
29010	Pellumbas	1.29	129	121	218	108	246	115	254	120	312	158	421	211	662	318	916	438	762	386			
21230	Katundas				20	59	27	84	42	84	42	94	50	94	46	137	66	121	56	59	31		
39020	Zelevizhde	1.30			71	125	68	146	76	146	77	93	41	117	64	150	81	73	34				
11410	Belesove		106	115	204	96	217	99	225	122	221	113	294	136	298	141	299	136	274	150			
26510	Mendrake		177	168	272	133	325	141	210	97	206	94	227	103	303	141	351	164	281	153			
33600	Sheqez		113	130	220	119	229	112	398	195	654	324	502	243	629	294	751	349	715	357			
11090	Barðhaj	1.31	192	162	195	92	216	97	248	123	291	146	361	185	466	215	617	282	589	307			
28820	Pashtraj		88	97	137	75	153	80	156	84	170	95	200	103	275	136	331	157	217	115			
38100	Vodez	1.32			61	282	138	177	85	176	85	110	54	445	219	588	294	779	382	698	338		
22690	Krekez		134	116	196	98	227	110	269	130	305	152	390	188	493	244	592	290	441	224			
22270	Korritez		102	128	66	143	72	176	84	176	84	202	96	216	103	303	144	404	207	341	171		
162 Secteur administratif de Kozare																							
22570	Kozare	1.33	709	1104	1881	913	2530	1250	2687	1355	3123	4227	1994	5822	2776	7182	3431	6609	3314				
19430	Havaleas		242	202	413	204	429	212	465	226	502	245	1031	483	542	263	631	312	612	300			
19431	Fier-Kozara	1.34	87	62	27	11	118	54	140	72	168	83			1079	501	1552	755	1745	906			
16110	Ferras-Kozare	1.35	87	96	213	103	185	89	214	109	263	133	173	80	363	172	214	98	211	107			
37980	Vlashuk				114	116	212	99	286	139	290	140	335	180	475	235	578	286	705	340			
40910	Demollare	1.36																					
32540	Salc-Kozare		127	96	222	107	261	130	251	122	282	140	308	151	180	82	384	176	493	232			
16130	Fier-Mimar	1.37			177	117	60	425	216	402	209	425	218	735	351	579	266	608	286	266			
40330	Zdrave	1.38																		220	116		
16990	Gege		50	186	93	316	166	390	200	592	278	1536	756	2007	948	1419	685	2007	948	1419			
15580	Drize		182	296	131	354	156	485	236	373	185	485	236	596	273	651	301	757	362	614	319		
16390	Frasher	1.39	123	195	105	219	116	236	126	314	149	324	154	304	154	304	154	304	154	304	154		

Village Code	Nom	Note	1913 Epire	1918 Korçë	1926 Selen.	Census 1945 Pop.	Census 1945 Fem.	Census 1950 Pop.	Census 1950 Fem.	Census 1955 Pop.	Census 1955 Fem.	Census 1960 Pop.	Census 1960 Fem.	Census 1969 Pop.	Census 1969 Fem.	Census 1979 Pop.	Census 1979 Fem.	Census 1989 Pop.	Census 1989 Fem.	Census 2001 Pop.	Census 2001 Fem.
164 Secteur administratif de Perondi																					
29180	Perondi				2200	3648	1833	3961	1943	3360	1661	3933	1940	5727	2736	7151	3436	8688	3860	10691	5483
25480	Majejate	1.40			1022	1553	768	1800	893	1497	746	1768	897	2434	1182	2956	1437	2226	1843	2257	1137
18010	Goraj	1.41			323	502	259	585	296	550	275	674	319	871	405	1193	550	1587	1661	1817	933
37230	Velagosht		322	323	279	446	234	502	236	534	263	554	278	654	304	872	427	742	813	1297	675
39730	Polovine	1.42	280		226	500	260	283	148	779	377	937	446	1234	589	1490	715	1725	843	1329	701
35610	Tapi		88		88	499	242	670	313	779	377	937	446	1234	589	1490	715	1725	843	1999	1009
35611	Tapija e Vogël				174																
32270	Rreth-Tapi	1.43			88	148	70	121	57	148	70	121	57	534	256	640	307	747		1479	777
44 Municipalité de Poliçan																					
302 Secteur administratif de Poliçan																					
30190	Poliçan	1.44	4056		196	272	143	323	157	402	199	380	184	2409	944	6217	3078	8961	4396	6623	3329
35840	Terpan				3183	3997	1986	4924	2273	4722	2339	4977	2415	5937	2776	7307	3424	7907	3751	3668	1863
35720	Teman		336		254	276	181	425	183	465	218	426	204	440	201	530	239	627	286	227	119
28790	Paraspaur		361		322	386	183	429	198	468	218	476	213	542	250	657	312	696	338	396	203
38130	Vokopole	1.45			177	218	95	266	113	328	162	313	147	421	213	504	253	510	246	245	119
15010	Dodovec				376	462	231	524	235	478	246	378	225	573	267	732	332	785	369	356	170
31630	Rehove		217		229	270	126	302	135	322	163	392	204	446	208	527	251	670	304	253	130
39170	Zhabokike		192		206	218	102	219	101	204	102	221	117	299	152	359	187	386	191	93	44
14170	Corogjaf		375		300	392	189	449	199	448	216	476	235	598	276	677	302	654	299	120	64
29850	Plashniku i Madh		670		530	500	252	855	398	465	225	553	263	614	286	864	409	383	435	100	48
25130	Lugas	1.46																		198	99
39300	Zhitomi i Madh		195		487	677	330	769	366	482	238	506	239	621	277	734	322	943	426	701	364
39310	Zhitomi i Vogël																			326	162
36190	Tozhar		28		176	342	172	389	198	413	210	438	220	550	261	661	304	829	379	491	267
28720	Panarit	1.47			126	149	74	167	88	151	82	131	75	165	73	203	90	225	101	47	22
11 Secteur administratif de Vertop																					
37540	Vértop		1682		3076	3283	1622	4001	1905	4159	2084	4473	2134	6403	3055	6611	3173	7917	3758	7402	3837
37541	Malishova	1.48			287	201	101	240	116	185	95	238	122	249	125	266	125	340	159	369	177
26320	Mbrakull				200	142	67	203	97	312	147	360	174	1575	781	804	396	1137	543	1480	730
20800	Kapinove				605	727	373	823	396	861	429	769	363	814	416	897	414	925	420	634	337
39090	Zgerbonje	1.49			240	435	208	486	237	424	228	392	158	479	215	599	284	669	330	401	209
38080	Vadice	1.50	25		167	140	67	298	154	297	164	406	214	524	268	691	342	918	435	972	517
16780	Fushe-Peshtan	1.51						217	101	324	152	436	208	659	310	895	439	735	534	774	406
12700	Bregas	1.52																		452	263
29350	Peshtan	1.53			238	216	113	239	118	306	148	323	155	393	175	509	237	637	302	525	272
15400	Drenove	1.54	124		89	126	60	145	69	139	72	146	70	177	88	212	109	234	105	258	141
25430	Lybeshe		357		408	527	276	544	270	534	287	565	282	606	289	663	309	659	310	564	303
36060	Tomar		651		537	769	357	806	347	777	362	838	388	927	444	1075	518	1276	620	601	292
40740	Tomar i Vogël	1.55																		372	190
54 Municipalité de Skrapar																					
299 Secteur administratif de Çorovodë																					
14200	Çorovodë	1.56	426	3000	58	20313	10067	23113	10799	22581	11137	21309	10434	26016	12069	31705	15275	37670	17829	23222	11782
40110	Zhaban	1.57						291	130	912	396	1329	589	3301	1471	5159	2553	7501	3696	6755	3359
					58			291	130	912	396	1329	589	3301	1471	5159	2553	7501	3696	6634	3300
																				121	59

Village	Code	Nom	Note	1913	1918	1918	1926	Census 1945	Census 1950	Census 1955	Census 1960	Census 1969	Census 1979	Census 1989	Census 2001				
				Epire	Korçë	Kuk	Selen.	Pop.	Pop.	Pop.	Pop.	Pop.	Pop.	Pop.	Pop.				
								Fem.	Fem.	Fem.	Fem.	Fem.	Fem.	Fem.	Fem.				
297 Secteur administratif de Bogovë																			
40120		Bogove	^{1.58}		463	463	1371	1765	861	1895	921	2203	1033	2426	1211	3163	1391	1899	949
28110		Novaj					380	395	184	426	212	254	113	331	150	477	127	269	138
20000		Japras	^{1.59}													196		55	26
20330		Kakruke	^{1.60}				97	176	81	207	101	375	178	474	225	822	378	566	276
15000		Dobruzhe	^{1.61}				209	348	164	443	212	461	218	360	162	413	184	189	97
29200		Perparim														228		63	34
11160		Barqullas					603	382	195	376	185	404	192	431	195	491	230	295	148
28040		Nishove						302	161	235	110	479	216	572	353	264	347	100	47
32740		Selan					82	162	76	208	101	230	116	258	126	272	125	192	104
298 Secteur administratif de Cepan																			
426				426	1718	1718	2593	1278	3001	2680	1339	2435	1145	2715	1277	2972	1405	1551	798
13660		Cepan					212	287	134	357	174	379	177	435	201	518	251	336	180
27560		Muzhake					111	208	96	230	117	178	85	156	92	190	87	117	62
31900		Rog					59	102	57	100	55	102	41	135	57	153	74	132	62
38670		Zabazan					142	245	116	266	136	275	131	297	140	136	145	68	33
38680		Zabazani / Ri	^{1.62}													172		128	71
12160		Blezence					86	164	91	112	54	134	66	171	75	180	81	90	48
25710		Mallind					111	123	65	141	78	104	49	148	73	173	91	56	26
33090		Sevrami / Madh					264	441	210	267	139	209	109	218	118	215	106	64	31
33100		Sevrami / Vogël	^{1.63}													210	106	98	50
31120		Qeshibes					162	183	104	162	74	211	91	208	85	151	105	34	16
20310		Kakos	^{1.64}				74	101	55	101	52	62	33	78	9	78	19	9	9
35250		Stranec					163	248	119	231	115	146	74	170	73	158	71	100	52
30500		Pristhe					243	360	167	377	178	380	173	457	202	499	216	233	119
27570		Muzhencke					91	131	64	159	82	131	60	135	66	139	72	76	39
300 Secteur administratif de Gjerbes																			
934				934	2041	2041	2557	1247	2989	1405	3161	1431	3137	3614	1732	3995	1851	1823	924
17290		Gjerbes					255	401	178	545	250	639	298	709	336	918	450	576	287
17291		Davidhi					50												
26450		Melove					277	342	179	419	203	318	165	413	194	378	183	139	75
26451		Përenjasi	^{1.65}				65												
38890		Zaloshnje					289	359	162	422	205	436	196	502	227	586	281	298	153
36660		Ujanik					70	129	68	304	153	181	90	178	90	154	72	15	7
18370		Gradec					101	144	67	146	64	126	56	115	55	125	58	58	28
35200		Strafjcke					150	237	115	280	122	284	123	342	157	355	166	175	91
37850		Vishaj					63	127	60	154	77	108	47	151	66	140	63	35	18
11020		Barc					177	175	87	204	105	286	105	313	186	235	123	114	59
11030		Barci / Siperm	^{1.66}				150									148		33	12
23040		Kuc					132	209	109	195	92	225	104	280	130	287	138	60	28
16330		Floq	^{1.67}				64	142	70	180	88	219	100	264	118	306	140	152	81
40490		Rehove	^{1.68}				101												
18550		Gremsh					155	150	76	149	80	125	62	144	71	155	77	75	36
17500		Gjogovice					98	142	76	126	67	155	79	203	102	208	100	93	49
301 Secteur administratif de Leshnjë																			
343				343	1038	1038	1978	967	2263	1057	1794	902	1624	1994	972	2042	961	915	482
24230		Leshnje					206	244	109	284	131	200	98	238	122	250	118	124	66
18180		Gostrenske	^{1.69}				217	101	278	124	262	112	143	311	143	323	162	192	91
36620		Turbahove					135	191	97	171	97	131	71	169	75	277	137	173	98
20790		Kapinove					119	235	116	274	133	208	107	226	143	322	154	91	48
22660		Kraste	^{1.70}				20	221	114	189	86	184	94	223	103	153	76	60	30
22850		Krushove	^{1.71}				144	257	119	274	115	173	88	229	109	134	57	25	14
16030		Faqekuq	^{1.72}				123	369	181	442	213	213	102	242	122	110	56	25	14
37380		Vlshje					246	244	130	230	120	230	118	306	155	473	201	250	135

Village Code	Nom	Note	1913	1918	1926	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001		
			Epire	Korçë	Selen.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.
303 Secteur administratif de Potom																						
30370	Potom		631		2004	2823	1441	3169	1497	2741	1377	2254	1110	2452	1132	2884	1333	3153	1457	1574	830	
17350	Gjergjave			344	344	472	235	510	234	532	272	420	207	463	211	533	246	630	301	460	241	
22220	Koprencke			153	153	210	117	242	120	246	124	185	88	218	89	259	117	300	133	175	100	
40500	Dyrmish	1.73		220	286	145	370	370	177	325	167	238	117	373	173	484	218	456	203	173	92	
17060	Germej			59	86	38	58	58	23	51	26	48	24	198	94	235	101	227	101	51	21	
37880	Visocke			97	133	64	164	164	73	179	82	156	79	198	94	235	101	227	101	106	61	
30760	Qafë			145	190	91	138	71	136	78	109	98	81	81	43	74	34	109	94	34	15	
19490	Staravecke	1.74		241	318	161	376	376	179	337	174	284	145	364	177	423	196	461	217	114	56	
19491	Helmas		70	73	105	60	108	108	54	76	37	35	12	364	177	423	196	461	217	114	56	
19492	Teqe Elmësit	1.75	1																			
10690	Bocke		560	609	655	334	787	787	367	558	268	512	255	543	253	645	318	686	324	438	232	
26420	Mečke			63	180	103	214	214	110	171	93	84	41	106	45	119	51	102	38			
40720	Nikallare	1.76			98	47	120	120	54	130	56	100	44	106	47	112	52	100	46	23	12	
304 Secteur administratif de Qendër-Skrapar																						
39460	Zogas		2926		4480	2225	4476	4476	2224	4543	2254	4476	2211	5330	2484	6245	2985	7407	3521	4861	2468	
20350	Kalanjas			37	103	47	91	91	35	119	54	138	75	169	76	229	104	313	155	188	102	
14850	Dhores	1.77		33	90	46	107	107	47	96	47	117	61	205	91	82	36	106	45	90	52	
30170	Polene			204	246	125	272	272	120	254	115	215	103	236	105	221	105	249	128	141	68	
28440	Osaje			47	67	31	82	82	36	76	37	79	42	77	35	107	53	111	55	76	41	
18560	Grepcke			113	192	87	217	217	92	224	106	209	93	216	88	275	121	311	142	196	94	
24640	Liqeth	1.78		146	189	89	192	192	89	240	118	222	103	255	125	332	154	390	181	208	99	
32000	Rehovice	1.79		155	177	89	222	222	106	208	104	209	101	246	104	324	143	410	188	129	68	
34760	Slatinje			129	172	94	207	207	101	113	58	132	71	144	74	154	79	138	67	77	40	
13850	Cerave			84	195	91	196	196	94	131	71	145	76	149	67	146	68	145	67	72	38	
37310	Veleshnje	1.80		128	151	76	143	143	64	132	59	132	61	128	60	154	70	152	71	64	31	
28030	Nishice			161	231	116	255	255	116	251	130	264	130	315	138	344	155	354	167	216	110	
13730	Cerenisht			44	125	61	80	80	39	91	48	91	46	189	101	208	116	319	159	243	121	
27390	Munushir	1.81		89	129	63	148	148	68	167	84	185	92	273	128	387	181	432	219	355	175	
33220	Sharove	1.82																				
31380	Radesh			443	537	274	561	561	258	534	263	472	237	681	332	680	338	711	338	488	241	
22260	Kartë	1.83			125	53	157	157	72	96	47	90	41	109	53	109	53	77	36	40	19	
27180	Mollas			292	422	202	451	451	221	437	221	350	184	359	176	446	215	487	241	275	139	
18350	Gradec			158	220	121	283	283	137	232	122	220	108	282	128	272	135	265	135	146	72	
35310	Strara			150	266	131	307	307	133	285	129	302	147	239	105	301	146	548	252	272	133	
37560	Verzhazhe	1.84		479	641	323	738	738	343	693	354	724	345	833	387	791	381	945	427	489	254	
40830	Orrizaj																					
13420	Buziaq	1.85		34	37	16	55	55	25	130	68	184	93	184	89	223	115	279	144	196	102	
305 Secteur administratif de Vendreshë																						
37390	Vendresha e Madhe	1.86		533	1294	723	860	2026	974	2051	1025	2149	1059	2293	1045	2576	1229	2893	1386	1911	973	
19790	Ibrallare	1.87																				
37400	Vendresha e Vogël																					
37410	Vendresha e Malit																					
23890	Lavdar			92	87	43	84	84	37	90	46	110	49	139	62	116	52	127	61	102	49	
35000	Spathare			300	372	192	443	443	212	468	229	507	245	443	204	474	214	538	248	294	160	
35960	Therpej			328	478	239	515	515	273	569	290	482	247	517	245	628	313	749	376	554	282	
37040	Vale			41	113	55	140	140	67	130	68	184	93	182	95	233	122	238	118	134	72	

Village Code	Nom	Note	1913 Epire	1918 Korçë	1926 Selen.	Census 1945 Pop.	Census 1945 Fem.	Census 1950 Pop.	Census 1950 Fem.	Census 1955 Pop.	Census 1955 Fem.	Census 1960 Pop.	Census 1960 Fem.	Census 1969 Pop.	Census 1969 Fem.	Census 1979 Pop.	Census 1979 Fem.	Census 1989 Pop.	Census 1989 Fem.	Census 2001 Pop.	Census 2001 Fem.
306 Secteur administratif de Zhepë																					
30260	Zhepe		1092	104	1738	2394	1188	2493	1181	2804	1386	2738	1335	3241	1531	4092	1983	4544	2161	1933	999
18600	Grievë			189	183	254	129	212	102	171	86	149	68	157	65	224	107	248	121	88	40
30350	Postene		121		97	148	69	151	72	150	67	122	56	635	318	332	166	349	172	142	74
22500	Kovcanj		96		75	118	57	142	65	138	73	148	80			252	118	271	125	67	34
14190	Corrotat		108		85	169	83	130	69	148	81	162	90	174	90	217	102	256	123	149	84
18880	Gurazez		111		110	134	63	131	68	185	94	173	85	205	90	249	119	285	124	125	60
13880	Cerice	1.88	104		128	178	89	193	92	208	98	226	106	271	129	330	159	402	196	277	132
24280	Leskove		155		155	230	112	245	113	247	115	291	133	355	165	450	218	521	246	253	140
36250	Trebel					300	147	298	139	565	279	362	174	428	204	526	251	374	201	109	57
24950	Luadh	1.89																		35	19
15710	Duncke				54	68	36	82	38	82	38	97	45	111	52	125	56	111	45	13	4
32370	Rromas				111	143	68	151	63	163	77	190	88	242	109	246	118	242	129	101	50
35850	Terrave				73	115	53	118	52	121	60	118	58	135	59	259	122	302	180	161	93
14970	Dobrenje		45		171	186	98	219	109	255	126	315	157	360	171	320	163	419	205	187	91
13240	Burranjë	1.90	59		53			56	22							137	78	143	77	43	24
34070	Shpatanj				147	177	88	191	91	178	97	171	84	168	79	179	82	192	89	63	38
58 Municipalité de Urë Vajgurorë																					
10 Secteur administratif de Urë Vajgurorë																					
36820	Ura Vajgurorë	1.91			1497	2037	1044	2434	1211	2701	1310	3487	1662	4986	2398	6654	3229	8815	4408	9181	4662
18960	Guri / Bardhe	1.92			65	96	50	99	52	287	101	657	279	1956	922	2955	1428	4289	2052	5500	2757
12000	Bistrovica	1.93			329	535	277	570	273	548	275	560	287	688	323	902	427	893	635	569	289
20750	Konizbalte		103		179	295	146	360	183	398	192	468	206	611	226	611	304	726	349	754	396
28810	Pashalli		168		192	275	148	396	182	427	211	578	257	593	300	706	341	905	430	1227	627
34660	Skrevan				316	362	178	502	228	507	263	567	297	624	304	795	404	978	468	795	412
34661	Fieri i vjetër	1.94																			
38140	Vokopole	1.95	380		418	474	245	507	293	415	225	384	204	389	184	326	149	368	180	336	181
12 Secteur administratif de Cukalet																					
14270	Cukalet		410		1090	1470	736	1663	814	1859	924	2194	1090	2820	1378	3685	1771	4620	1994	4057	2080
15150	Donofros		299		179	261	132	301	151	492	259	569	293	675	329	817	398	957	476	701	353
10160	Allambres				533	707	357	747	358	810	400	959	462	1276	631	1706	819	1637	763	1137	599
39960	Kratine	1.96																			
13950	Cete	1.97																			
34730	Stanice		111		95	143	66	176	84	203	94	230	115	255	128	354	170	454	227	400	200
2 Secteur administratif de Kutalli																					
23490	Kutalli		2215		2128	3610	1744	4265	2025	4624	2305	5258	2585	6808	3236	8667	4186	10497	5100	11755	5999
35040	Saepur		157		159	273	134	344	157	347	160	388	175	588	259	946	442	1371	658	1479	758
15420	Drenovic	1.98	539		163	292	145	352	171	410	206	443	228	583	280	808	384	637	286	598	308
32560	Stamatice		218		577	848	402	1009	464	1099	556	1215	587	1241	597	1614	796	2076	1025	2682	1375
30030	Pobrat	1.99	325		184	328	150	403	185	443	201	487	233	983	458	1236	602	1360	660	1656	827
31730	Reres-komarak		56		289	567	274	633	314	726	371	873	439	1114	542	1406	708	1652	816	1629	834
31731	Rerëza	1.100	140		79	173	174	392	181	409	201	437	216	602	292	823	385	987	456	1170	597
30610	Protoduar		80		133	111	55	129	60	125	65	157	74	200	98	170	88	142	68	96	53
18050	Gorican	1.101	134		88	219	108	287	143	305	159	344	170	431	207	627	302	834	419	940	483
18060	Gorican-Chirim	1.102	396		292	478	247	567	281	642	327	700	357	872	410	1006	473	1194	598	1317	661
25570	Malas-Breg		103		103	121	55	149	69	118	59	214	106	194	93	225	103	244	114	188	103

Village Code	Nom	Note	1913 Epire	1918 Korçë	1918 Kuk	1926 Selen.	Census 1945 Pop.	Census 1945 Fem.	Census 1950 Pop.	Census 1950 Fem.	Census 1955 Pop.	Census 1955 Fem.	Census 1960 Pop.	Census 1960 Fem.	Census 1969 Pop.	Census 1969 Fem.	Census 1979 Pop.	Census 1979 Fem.	Census 1989 Pop.	Census 1989 Fem.	Census 2001 Pop.	Census 2001 Fem.
6 Secteur administratif de Poshnje																						
30320	Poshnje		489			1564	2681	1292	3355	1619	3539	1777	4050	2011	5210	2556	6684	3243	8104	3959	8649	4355
39950	Polizhan	1.103				343	559	264	685	331	904	455	1120	558	1426	706	1592	766	2143	1040	1933	980
14050	Ciflik	1.104				56	160	79	188	88											275	155
14051	Musagajasi	1.105				115	377	193	548	277	609	324	696	365	760	384	804	387	850	407	931	452
14052	Kikiasj	1.106				59																
10520	Arrez					76																
10930	Banaj					118	159	66	285	129	316	154	329	175	366	183	463	230	483	237	582	299
16820	Gajde	1.107	111			172	280	131	323	155	342	169	386	184	593	290	750	366	927	449	1088	556
35550	Malas-Grope		114			84	151	75	180	84	247	119	281	131	372	179	476	219	655	326	703	327
33570	Sheq-Gajde		50			115	229	110	333	167	282	139	305	148	242	112	279	130	681	341	790	395
19530	Hinge		126			127	182	90	193	90	162	73	200	98	267	125	402	199	501	253	545	281
23010	Kuc					140	331	161	344	165	374	191	414	199	558	282	716	356	837	404	861	424
10040	Agim	1.108				82	120	53	133	56	138	64	171	79	244	120	327	164	443	219	382	213
																	357	175-2106	284	137-73	275	140
			71516			79008	89261	44641	94777	45889	102216	49488	112602	55945	144143	70785	182815	89127	222765	106588	189854	95168
2 Préfecture de Dibër																						
7 Municipalité de Dibër																						
38 Secteur administratif de Peshkopi																						
29320	Peshkopi	2.1	913			893	2006	681	1427	659	2524	1091	3514	1562	5625	2641	7634	3758	12320	6036	14017	7012
30 Secteur administratif de Arras																						
10430	Arras		2143			1779	2201	1096	2545	1221	2601	1316	2909	1460	3810	1856	5231	2563	6653	3203	5168	2652
21780	Koder-Leshe	2.2				450	469	229	474	232	343	176	377	197	480	249	547	277	657	307	531	270
23940	Lazrej	2.3									202	105	220	117	278	151	526	279	634	324	545	272
34530	Sina e Eperme		433			373	555	274	606	285	597	313	653	323	842	397	1151	540	532	252	416	213
34540	Sina e Poshitem		466			347	502	240	541	249	343	163	396	190	517	235	715	343	966	464	767	390
14020	Cidhnë										210	100	244	116	349	167	475	223	583	268	430	224
18760	Grykë-Nokë					358	210	121	410	207	417	218	482	240	628	286	857	401	1126	537	1005	514
18840	Guri I Zi	2.4	794			344	465	232	514	248	489	241	537	277	716	371	960	500	1170	588	795	406
31 Secteur administratif de Fushë Çik																						
16610	Fushë-Çidhnë	2.5	847			1286	1572	812	1649	752	1734	917	1959	1049	2586	1328	3320	1648	4066	1955	4203	2122
12260	Bllicë					480	584	301	590	229	675	373	746	408	1016	537	1302	653	1597	765	1562	800
23660	Laçej		655			520	606	316	628	313	613	313	690	363	871	432	1121	549	1375	650	1521	759
31690	Renz		192			133	196	103	221	111	222	115	249	133	362	185	450	230	527	267	582	301
32 Secteur administratif de Kala e Dë																						
13710	Ceren		2135			1463	2193	1099	2369	1122	2486	1213	2702	1327	3488	1738	4828	2303	5385	2696	4003	1980
29970	Ploshtan		330			237	362	185	361	167	400	197	455	223	654	320	876	413	1055	525	699	333
29971	Dodaj	2.6	336			229	497	252	551	257	538	264	604	298	764	377	1045	512	1106	558	852	412
31420	Radomirë	2.7	111			112					1040	502	1104	536	1346	688	1906	917	705	568	655	344
23190	Kullas	2.8				599	907	458	994	487											458	196
35700	Tëjes	2.9																			645	326
36700	Ujë Mirë	2.10																			427	221
34400	Shullan	2.11	119			116	160	80	171	81	206	104	226	111	321	149	436	202	492	237	332	162
37170	Vashtëj		148			170	267	124	292	130	302	146	313	159	403	204	565	259	497	261	352	170

Village Code	Nom	Note	1913	1918	1926	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001		
			Epire	Korçë	Kuk	Selen.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.
15210	Dovolani																					
40160	Gradec	2.30																				
15910	Erebarë																					
19510	Herbel	2.31																				
18500	Grazholan																					
30260	Popllimarë	2.32																				
36 Secteur administratif de Mëlan																						
26400	Mëlan																					
11440	Bellovë																					
13750	Cerjan																					
31320	Rabdisht																					
38710	Zagrad																					
11340	Begjunc	2.33																				
36390	Trepçë																					
18590	Grevë	2.34																				
19830	Ilnicë																					
28960	Pejëkë																					
29760	Pjećë																					
36380	Tren	2.35																				
37 Secteur administratif de Muhurr																						
16680	Fushë-Muhur																					
27300	Muhur	2.36																				
19720	Hurdhë-Muhur	2.37																				
13060	Bulac																					
34140	Shqarath																					
36960	Vajmedhej																					
32260	Reth-Kala																					
39 Secteur administratif de Tomini																						
36050	Tomini																					
12820	Brezhdan																					
38980	Zdajan	2.38																				
13980	Çetush																					
15020	Dohoshisht																					
29580	Pilaf																					
31550	Rashnapojë																					
30230	Pollozhan																					
32750	Selan																					
36880	Ushitelencë																					
10730	Bahutë																					
33990	Shimcan																					
39420	Zimur																					
35090	Staradhec	2.39																				
40 Secteur administratif de Selishtë																						
32890	Selishtë	2.40																				
32910	Selishtë e Epërme																					
20190	Kacni																					
25160	Lukan																					
27440	Murrë	2.41																				
30800	Qafë-Murrë	2.42																				

Village Code	Nom	Note	1913	1918	1926	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001		
			Epire	Korçë	Selen.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.
41 Secteur administratif de Silovë																						
34770	Silovë		2386	1785	1785	2885	1488	2920	1405	2826	1433	3193	1669	4588	2312	5634	2773	6303	3032	4448	2262	
34771	Ratkej	2.43	246	302	302	366	206	404	201	342	178	348	184	433	223	631	303	732	345	469	259	
20480	Kallë		132	L	L	307	149	139	64	161	86	200	108	373	187	314	144	394	193	332	166	
37990	Vleshë		146	108	108	307	149	403	191	390	199	403	215	769	363	612	302	616	298	394	189	
38790	Zallë-Kallis	2.44	344	227	227	336	165	203	102	224	118	410	209	410	209	524	262	564	262	385	195	
14890	Diplakë		128	96	96	127	66	134	63	138	69	169	85	220	117	300	159	339	167	286	139	
28610	Pallaman		238	171	171	265	134	281	129	218	110	201	107	308	157	461	231	520	255	320	139	
34750	Silatinë		384	300	300	337	171	395	191	372	188	450	233	559	280	694	345	768	378	494	257	
34420	Shumbat		464	336	336	534	272	531	252	559	267	646	335	876	458	1183	581	1321	629	1083	557	
37420	Venishë		135	99	99	183	98	188	94	201	107	250	122	321	162	418	207	490	239	380	195	
36460	Trojak		169	146	146	206	109	242	118	226	114	239	127	319	156	497	239	559	266	355	166	
42 Secteur administratif de Zall Dard																						
38770	Zallë-Dardhë		1490	3040	3040	2837	1452	2276	1092	2032	1019	2254	1129	2874	1430	3830	1849	4373	1860	2154	1114	
33530	Shënlleshen		457	1245	1245	530	266	571	264	548	266	542	265	670	337	856	412	1008	491	474	243	
27840	Nezhaj	2.45	L	L	L	193	102	L	L	160	81	181	94	230	102	321	153	416	201	223	121	
34930	Soricë	2.46	L	L	L	149	74	168	81	149	74	168	81	241	118	483	231	381	175	227	110	
23860	Lashkize	2.47	361	1112	1112	975	493	527	248	402	198	470	237	551	282	723	347	449	474	250	126	
30840	Qa	2.48	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	
25150	Luglaj		287	268	268	343	192	365	186	353	188	397	207	560	286	761	377	870	413	63	32	
26530	Menesh	2.49	L	L	L	307	150	305	149	307	155	442	221	489	255	640	303	696	312	169	84	
35660	Tartaj	2.50	L	385	415	489	249	508	245	338	171	379	183	472	227	473	224	452	256	256	138	
43 Secteur administratif de Zall Rec																						
38810	Zall-Rec		1438	1670	1670	1722	847	2180	1062	1487	744	1754	886	2643	1308	3355	1638	3958	1878	1944	990	
35930	Tharkë	2.51	L	L	L	L	L	L	L	425	213	453	245	593	292	815	395	859	420	518	260	
19730	Hurdhë-Rec	2.52	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	
11110	Baradhaj-Rec	2.53	590	L	L	729	362	527	248	231	116	245	119	190	88	280	124	329	158	139	72	
15340	Draj-Rec	2.54	L	L	L	386	186	392	173	408	202	485	241	592	274	787	367	515	413	303	150	
30780	Qafë-Draj	2.55	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	
18890	Gjurë-Rec		331	L	L	477	236	446	247	116	58	129	60	287	154	320	162	392	202	281	141	
22610	Kaj-Rec		249	288	288	130	63	405	191	307	155	442	221	489	255	640	303	696	312	169	84	
27740	Ndershene	2.56	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	265	128	236	117	67	32	
3 Municipalité de Bulqizë																						
13 Secteur administratif de Bulqizë																						
13120	Bulqizë	2.57	787	L	L	706	358	756	365	1971	172	1525	350	2132	864	3503	1711	6493	3097	8780	4315	
36940	Vajkal		L	L	L	706	358	756	365	770	393	892	447	1204	571	1606	769	2219	1044	1674	846	
14 Secteur administratif de Fushë Bulqizë																						
16600	Fushë-Bulqizë	2.58	2043	2352	2352	1844	937	1971	953	1952	1023	2385	1127	2834	1387	3544	1717	4216	2027	4156	2042	
15790	Dushaj		717	L	L	611	304	597	287	595	319	754	352	940	471	1174	569	1356	634	1443	718	
15320	Dragua-Bulqizë		679	L	L	618	325	683	329	649	334	746	370	843	418	998	497	1204	597	1189	582	
21690	Kaçaj		L	L	L	297	139	305	142	320	154	468	185	232	474	233	578	287	739	355	659	
15 Secteur administratif de Gjoricë																						
17630	Gjoricë e Epërme	2.59	1238	1419	1419	2199	1099	2288	1147	2568	1322	2889	1487	3672	1818	4459	2128	5027	2377	5335	2703	
17640	Gjoricë e Poshtëm	2.60	620	420	420	697	354	736	356	948	472	1029	526	1267	600	1498	708	1779	843	1957	998	
40020	Cerenec i Epërm	2.61	333	310	310	633	303	617	305	654	352	760	393	995	519	1195	599	1228	595	1344	673	
13720	Cerenec i Poshtëm	2.62	L	L	L	285	L	319	164	397	203	494	248	657	322	867	420	1012	490	478	231	
37620	Vicëht		L	L	L	333	166	356	180	335	171	371	186	445	210	535	232	599	264	662	330	
25010	Lubalesh		229	229	229	249	134	260	142	234	124	235	134	308	167	364	169	409	185	348	184	

Village Code	Nom	Note	1913 Epire	1918 Korçë	1918 Kuk	1926 Selen.	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001	
							Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.
16 Secteur administratif de Trebisht																						
21550	Klenjë					455	3229	1831	3794	1869	2964	1691	3323	1810	3336	1842	2937	1554	3079	1490	1579	779
17430	Gjinovec	2.63				406	417	234	480	236	436	236	470	256	476	266	301	172	476	261	131	26
36280	Trebisht-Balaj	2.64				2003	740	411	958	467	675	397	846	457	864	483	843	451	873	438	531	249
36290	Trebisht-Çelebi	2.65					340	182	378	187	291	174	362	191	360	202	434	218	485	229	356	179
36300	Trebisht-Muçinë	2.66				191	183	108	234	115	199	101	161	86	115	58	52	20	75	29	29	16
37490	Vërnice	2.67																				
20 Secteur administratif de Martanesh																						
22670	Krastë	2.68		1878		1956	2124	1144	2349	1199	2288	1208	2883	1330	3556	1586	4531	2166	6421	3144	3546	1787
26430	Mëçu	2.69																				
17540	Gjon	2.70					682	372	778	399	680	373	783	411	1493	517	949	461	736	668	473	249
35110	Stavec			1878							184	89	198	90	205	97	447	209	470	97	97	263
29260	Peshk					1956	260	132	268	144	401	200	474	227	561	281	702	338	690	337	507	263
24100	Lenë						679	366	747	380	575	315	954	359	799	428	1070	523	1101	530	304	156
27700	Ndërfushës	2.71																			357	180
37000	Val	2.72					503	274	556	276	448	231	474	243	498	263	583	295	491	240	103	52
17 Secteur administratif de Ostren																						
28460	Ostren I Madh	2.73		609		2885	4341	2373	5011	2457	4441	2428	4884	2710	5409	2890	6894	3425	7260	3542	4855	2452
28470	Ostren I Vogël	2.74				155	989	554	1228	598	929	502	961	540	1089	566	1351	665	1309	657	1081	565
31450	Radovesh					276	325	188	382	183	353	180	379	199	455	237	606	286	635	301	373	181
21950	Kojavec										181	93	204	112	226	124	365	191	350	175	227	119
23970	Lejçan	2.75				545	560	307	503	248	386	224	442	268	455	259	487	234	559	262	301	150
28370	Orzhanove	2.76									211	107	239	124	269	135	377	184	409	207	264	128
28250	Okshtun I Madh	2.77		609		744	547	292	527	264	270	133	282	150	242	124	282	140	341	164	105	50
28360	Oreshnjë	2.78									301	158	325	171	331	182	379	201	301	162	98	47
36540	Tuçep	2.80				230	281	158	321	162	286	165	330	192	406	222	535	266	589	278	336	167
24750	Lidomeriçë					368	315	165	313	148	301	167	318	173	341	181	447	229	554	303	555	257
28850	Pasinkë	2.81					124	59	138	65	129	69	130	68	141	60	168	76	153	69	115	65
35750	Tërbaç					115	277	133	263	121	245	116	318	160	419	217	513	262	541	236	383	207
18 Secteur administratif de Shupenzë																						
34440	Shupenzë			3000		3259	3437	1715	3767	1911	3753	1916	4143	2086	5161	2524	6431	3112	7424	3561	6875	3413
37950	Vlashaj			159		139	176	88	186	87	297	154	354	176	427	211	508	242	659	324	604	288
12290	Boçevë	2.82		235		190	299	159	316	168	350	178	397	200		78	173	84	203	92	161	78
19580	Homesh	2.83		608		463	564	284	578	289	612	308	651	312	1319	638	1016	498	1217	594	1386	694
28230	Okshtinë	2.84				232	316	150	330	161	416	213	472	247	633	303	773	374	874	432	1085	541
22540	Kavashicë	2.85				292	335	178	378	193	331	173	361	192	404	196	466	228	488	232	386	195
39470	Zagaj	2.86		274		430	269	128	295	147	275	143	315	150	394	191	519	238	611	297	453	234
35330	Sfushaj			173		195	184	93	198	93	169	82	164	83	230	106	303	143	360	172	295	149
36080	Topojan			254		245	245	123	280	142	305	152	323	154	379	181	486	243	523	249	380	180
26230	Mazhicë	2.87		275		281	307	152	305	157	263	141	294	159	357	184	441	228	465	224	345	172
17700	Gjuras			359		378	356	160	478	265	378	180	405	201	516	260	711	344	808	371	628	319
12220	Bllacë			287		320	295	151	319	156	265	138	294	151	355	176	435	214	461	213	351	179
19 Secteur administratif de Zerqan																						
39060	Zerqan			4228		3912	4061	2142	4287	2149	4243	2212	4504	2418	5280	2773	6450	3187	7370	3584	6168	3012
18240	Gadvi			575		597	603	300	605	311	676	337	620	349	671	365	711	347	699	346	577	281
22620	Krajë			248		179	198	103	209	105	200	109	241	132	286	154	315	159	357	172	337	146
28980	Peladhi			373		339	365	196	394	200	351	192	359	192	400	202	535	250	605	280	526	244

Village Code	Nom	Note	1913 Epire	1918 Korçë	1926 Selen.	Census 1945 Pop.	Census 1945 Fem.	Census 1950 Pop.	Census 1950 Fem.	Census 1955 Pop.	Census 1955 Fem.	Census 1960 Pop.	Census 1960 Fem.	Census 1969 Pop.	Census 1969 Fem.	Census 1979 Pop.	Census 1979 Fem.	Census 1989 Pop.	Census 1989 Fem.	Census 2001 Pop.	Census 2001 Fem.
34780	Smolik		244	242	286	146	312	173	353	185	488	253	472	243	557	282	210	111			
35820	Ternove e Vogël	2.88	705	718	728	380	687	348	737	388	812	433	1057	528	231	110	160	75			
34910	Sopot	2.89	719	118	686	384	747	383	766	405	881	442	1114	536	1051	621	985	509			
34911	Gurishta (Sopo)	2.90																			
38860	Zall-Sopot	2.91	493	399	434	243	445	240	521	294	624	341	804	419	246	648	325				
35270	Strikçan	2.92	206	165	152	79	180	102	201	110	238	130	286	142	299	139	295	153			
38870	Zall-Strikçan	2.93	493	438	488	248	508	252	552	278	681	346	918	449	1061	545	1021	485			
34810	Sofraçan	2.94																			
37060	Valkaradhë		10653	11958	10664	5318	12317	6163	13019	6718	16803	8300	20632	10145	25044	12212	22198	11033			
22 Municipalité de Klos																					
239 Secteur administratif de Klos																					
21610	Klos	2.95	4973	6006	4463	2271	5049	2634	5783	3043	7565	3787	9613	4795	11667	5626	10489	5260			
11370	Bejn		565	684	514	262	572	291	658	350	1102	537	1004	501	1187	570	1036	513			
29900	Pleshë		182	234	208	103	346	177	418	213	585	287	705	343	1024	485	913	451			
13910	Cërrije	2.96	531		421	220	460	238	513	268	638	302	879	436	1168	569	921	451			
28870	Patin		708	1606	669	307	488	239	546	280	706	325	954	447	1088	513	921	453			
33490	Shëngjin	2.97																			
11640	Bërshin	2.98																			
21640	Klos		1325	1549	544	248	586	318	711	373	728	389	859	446	880	420	481	252			
29820	Plan i Bardhë	2.99			649	355	693	360	748	412	587	490	1130	587	1214	602	598	323			
14490	Dars		515	551	447	227	430	217	465	220	656	317	475	239	873	432	921	467			
16440	Fshat		274	324	239	121	312	140	362	165	390	197	792	389	497	241	501	237			
16510	Fullqet		533	589	502	287	673	363	772	410	954	481	1099	554	1325	650	1300	655			
36800	Unjate		139	219	113	60	158	91	175	102	246	131	297	146	340	157	370	187			
11380	Bel	2.100	201	250	157	81	171	91	193	103	246	133	335	172	446	223	418	189			
238 Secteur administratif de Gurrë																					
32330	Rrypë	2.101	2117	1751	1839	937	2632	1369	2282	1208	3002	1497	3834	1878	4725	2325	4373	2183			
19080	Gurra e Madhe		1533	1380	1286	650	851	449	985	523	1251	628	1551	771	1065	526	972	480			
26990	Mishtër	2.102																			
34390	Shulbatër	2.103	181	128	70	283	156	82	174	87	193	91	254	125	315	153	403	203			
15070	Dorn	2.104	109	109	109	53	448	237	156	85	236	117	297	137	343	161	298	148			
19090	Gurra e Vogël		294	371	316	164	544	285	599	320	779	392	987	494	1235	609	1074	545			
245 Secteur administratif de Suç																					
35340	Suç	2.105	1437	1357	1823	903	1999	869	2123	1060	2562	1255	2962	1463	3801	1882	3609	1780			
23120	Kujtim	2.106			332	158	560	283	839	388	1027	498	1024	503	916	448	966	455			
34600	Skenderbej	2.107																			
23340	Kurdari	2.108	1437	1357	1491	745	1212	461	1014	534	1535	757	1938	960	1772	874	619	301			
23370	Kurqelaj	2.109					227	125	270	138					452	221	462	248			
247 Secteur administratif de Xibër																					
38610	Xibër-Muriz	2.110	2126	2844	2539	1207	2637	1291	2831	1407	3674	1761	4223	2009	4851	2379	3727	1810			
38600	Xibër-Hanë	2.111	871	1152	1044	484	955	285	651	314	1040	471	1113	547	1323	652	903	469			
18950	Guri i Bardhë	2.112	746	920	911	446	987	493	1029	534	1200	612	1903	886	1395	1007	598	259			
29450	Petralbë	2.113																			
33800	Shkallë	2.114	247	358	261	114	284	142	324	166	430	204	424	211	566	288	494	228			
21490	Ketë		262	414	323	163	307	157	334	162	424	211	518	245	566	288	494	228			

Village	1913	1918	1926	Census 1945	Census 1950	Census 1955	Census 1960	Census 1969	Census 1979	Census 1989	Census 2001		
Code	Note	Epire	Korçë	Kuk	Selen.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.
37 Municipalité de Mat													
243 Secteur administratif de Burrel													
13260 Burrel	2.115					21500	9309	22298	10569	28853	13910	37066	17960
40430 Fshat Burrel	2.116					2141	755	2577	1031	4321	2069	8008	4015
236 Secteur administratif de Baz													
11290 Baz						1854	928	2179	1046	2587	1306	3297	1622
16590 Fushë Baz	2.117					1195	608	1343	678	1602	828	1151	588
32280 Reth Baz	2.118												
15500 Dritë	2.119												
20920 Karicë	2.120					659	320	836	368	985	478	1227	590
237 Secteur administratif de Derjan													
14680 Derjan						2334	1169	2674	1302	3284	1540	3951	1870
10970 Barbullej	2.121					707	369	747	378	986	471	1183	570
36870 Urxallë	2.122					465	243	552	275	670	313	803	367
38850 Zall-Gjoçaj	2.123					151	74	191	98	263	126	325	155
17490 Gjocaj						321	154	390	192	485	234	608	283
15630 Dukagjin						422	199	451	203	470	207	572	268
15631 Mesuci	2.124												
23780 Lami / Madh						268	130	343	156	410	189	460	227
240 Secteur administratif de Komsj													
22130 Komsj	2.125					2614	1179	2510	1286	3254	1615	4070	1982
38820 Zall-Shoshaj	2.126					491	194	291	151	633	307	764	386
26880 Midhë	2.127					314	85	189	94			329	161
17050 German	2.128					596	321	746	406	1007	520	1243	602
21750 Kodërcere	2.129												
32870 Seltëz	2.130												
16360 Frankth						630	275	621	308	784	382	791	383
11270 Batëre Madhe	2.131					583	304	663	327	830	406	988	484
11260 Batëre Vogël													
16460 Fushë-Burrel	2.132												
242 Secteur administratif de Macukull													
14570 Dejë Macukull	2.133					2434	1238	2833	1382	3786	1776	4708	2204
25450 Macukull						1345	680	1607	773	2236	1045	2829	1323
34150 Shqefen						267	142	309	144	384	179	305	137
33310 Shëlli						822	416	917	465	1166	552	1090	522
37700 Vig	2.134											484	222
241 Secteur administratif de Lis													
24660 Lis						3537	1723	3792	1860	4832	2328	5757	2776
17190 Yjallish	2.135					1047	539	1189	601	1425	686	1287	609
34030 Shoshaj						428	215	503	234	1301	641	921	479
39860 Zenisht	2.136					752	377	490	220	795	380	795	380
13190 Burgajet						753	377	490	220	1028	495	1103	548
37790 Vinjoll						539	217	476	241	706	328	749	347
25780 Mallunxë						298	146	306	148	372	178	450	225

Village	1913	1918	1926	Census 1945	Census 1950	Census 1955	Census 1960	Census 1969	Census 1979	Census 1989	Census 2001											
Code	Note	Epire	Korçë	KuK	Selen.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.							
244 Secteur administratif de Rukaj																						
32460 Rukaj	2.137			2115	2627	2169	1085	2414	1154	3015	1525	3138	1599	4506	2171	5488	2561	4293	2241			
23620 Laç				634	515	459	233	510	253	633	316	368	193	543	269	925	431	808	425			
36840 Urajë	2.138				187	300	148	373	170	413	200	543	257	661	300	777	348	933	509			
12880 Bruç				131	176	129	67	113	59	248	141	274	147	421	213	613	320	806	417			
32220 Rremull				805	1014	843	413	956	436	1015	504	1146	573	1476	706	909	437	1034	497			
30440 Prell				346	460	438	224	462	236	435	220	547	278	670	318	792	367	819	426			
30441 Zmaqj	2.139			199	275											792	367	843	394			
246 Secteur administratif de Ulëz																						
36750 Ulëz	2.140			1234	1420	1462	725	1585	766	3571	792	2595	1063	2283	1105	2556	1218	2726	1297	2064	1028	
21980 Kokerthok				264				546	276	285	146	205	95	269	127	269	123	283	128	145	69	
13310 Bushkash	2.141			493	1420	1462	725	1039	490	455	141	510	240	594	292	710	350	748	373	619	287	
25300 Lundrë	2.142																			257	118	65
35190 Stojan	2.143			175						565	174	647	311	800	384	952	437	769	349	550	295	
35191 Brjia				173																		
35192 Hataj	2.144			129						209	65	241	133	257	133	245	117	254	244			
25460 Madhesh																						
29968 30707 60768 28720 62153 30573 80893 41431 106618 52166 63511 31021 82028 40254 104444 51446 129818 63538 154888 75776																						
12024 13035 30929 14002 30470 14979 44393 22479 63511 31021 82028 40254 104444 51446 129818 63538 154888 75776																						
4322 5448 18775 8072 16142 7936 26765 13092 41704 20380 52107 25870 66368 32911 83897 41420 98792 48362																						
4175 5175 17986 7694 15273 7515 25579 12534 39870 19536 49184 24488 66368 32911 82719 40838 98792 48362																						
147 273 789 378 869 421 1186 558 1834 844 2923 1382 66368 32911 82719 40838 98792 48362																						
1592 1438 2339 1171 2570 1272 6660 1964 3183 1585 4504 2133 5886 2835 6857 3228 7587 3655																						
492 465 617 328 658 343 738 388 811 420 1484 661 1171 551 1702 775 1752 850																						
25900 Manëz 25901 Kadratorja 23090 Kuçokë 10380 Armath 10381 Irmathi 12430 Borçë 19240 Hamallaj 19241 Gjënza 20650 Kamberos 31370 Radë 31371 Synej Shinapre. 33830 Shkallë																						
3.3 3.4 3.5 3.6 3.7 3.8 3.9 3.10 3.11																						
671 352 548 200 430 201 2478 1176 4604 2167 3782 1803 7663 3730 9582 4707 13093 6411																						
35420 Sukthi / Ri 36900 Vadaradhë 19250 Hamallaj 23210 Kullë 40040 Perlat 32410 Rushkull																						
3.12 3.13 3.14 3.15 3.16																						
174 90 166 79 162 67 149 60 68 28 2478 1176 4604 2167 761 371 3175 1542 4077 2012 4824 2291																						
906 454 983 664 1367 664 2100 1037 1459 735 1651 840 725 319 1191 559 814 378 1427 668 2293 1149																						

3 Préfecture de Durrës

10 Municipalité de Durrës

Village Code	Nom	Note	1913	1918	1926	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001	
			Epire	Korçë	Kuk	Selen.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.
47 Secteur administratif de Ishëm																					
24530	Likmetaj	3.17			2669	3222	1607	3600	1742	3687	1795	3915	1866	4999	2429	6181	3027	7183	3467	6755	3433
21470	Kërushaj	3.18			1063	432	206	497	228	452	228	468	247	595	303	686	330	778	380	605	291
20780	Kapidanaj				1440	656	345	742	368	762	352	650	319	762	379	849	416	1031	488	771	380
17710	Gjuricaj				250	339	164	391	174	356	163	325	149	382	175	438	219	500	254	447	231
23750	Lalëz					523	261	591	282	647	296	691	350	885	427	1109	535	1212	582	1126	589
23751	Rrolla	3.19			143	193	96	227	123	239	126	224	105	417	199	563	272	611	299	766	388
23320	Kuratën	3.20			37	344	183	385	204	404	213	590	219	660	336	904	464	1170	560	1260	650
12040	Bizë	3.21			160	245	117	270	131	310	152	352	174	442	212	587	281	686	328	685	346
15220	Draç				110	151	76	162	81	196	105	249	124	319	153	383	192	520	264	542	271
33650	Shetaj				216	339	159	335	151	321	160	360	179	537	245	662	318	675	312	553	287
48 Secteur administratif de Katund IRI																					
21170	Katund IRI	3.22			1268	1304	1124	3524	1712	3533	1770	3970	1937	5641	2741	7646	3677	10108	4778	10942	5296
20090	Jubë	3.23			415	299	439	209	261	570	279	605	288	797	385	987	465	1266	604	1543	717
11980	Bisht-Kamzë	3.24				99	51	65	37	605	304	570	289	853	426	953	459	1071	515	1071	505
31840	Rihia	3.25												373	172	208	102	414	197	955	508
31020	Qerret	3.26						346	173	434	222	478	238	827	392	1432	685	1405	659	1084	493
40170	Fllakë	3.27				231	109	254	127	271	143	271	128					1215	562	566	301
15950	Erzen	3.28																1573	1795	862	
35410	Sukth	3.29				853	847	1670	809	1653	822	2046	994	2791	1366	3434	1668	2400	1889	2357	1123
40770	Adriatik	3.30																		869	444
51 Secteur administratif de Rashbuil																					
32150	Rashbuil	3.31			1834	1824	3700	1828	4204	2116	2682	6135	3086	10995	5278	10700	5266	12191	5938	17719	8619
10310	Arapaj	3.32				89	384	170	251	687	347	890	427	1029	494	1318	623	1660	809	1965	979
33390	Shënavlash	3.33			284	240	548	254	603	867	419	1307	651	1675	808	1881	888	2147	1022	4095	2013
25910	Manshuri	3.34			391	323	1138	552	1284	1503	759	1390	685	1944	924	2221	1092	2397	1143	3768	1819
32360	Romanat				273	282	475	249	516	273	834	1055	549	1144	524	1366	712	1694	852	2398	1111
12560	Bozaxhias				242	317	163	369	184	430	218	503	254	624	301	685	352	689	352	610	294
25740	Lig Xhafzotaj	3.35			353	349	470	242	498	526	271	574	290	938	464	1104	546	1215	602	1204	601
					291	307	368	198	417	219	423	416	230	3155	1518	1551	759	1766	851	3142	1534
26 Municipalité de Krujë																					
160 Secteur administratif de Krujë																					
22810	Krujë	3.36			11475	11355	8966	19390	9513	22608	11870	27432	13213	34876	17402	45940	22342	58265	28000	63517	31722
11180	Barkanesh				4178	4272	6313	3080	2854	5398	2744	6631	3180	7684	3795	9887	4862	13746	6599	13075	6539
29570	Picragë				3861	4027	5928	2889	2626	5107	2592	6254	2980	7172	3541	9607	4723	13011	6340	12333	6146
40320	Brrët				127	108	121	61	139	70	110	133	74	145	77	280	139	525	259	195	96
					136	95	134	67	182	89	181	244	126	367	177	280	139	525	259	547	297
					54	42	130	63	136	69											
158 Secteur administratif de Fushë Krujë																					
16640	Fushë-Krujë	3.37			1402	1199	2629	1283	2900	3525	1783	4806	2281	7670	3938	11145	5464	15321	7451	18441	9215
16650	Fshat Fushë-Krujë	3.38												2117	1094	3075	1536	7266	3562	7039	3424
10420	Arameras	3.39				783	1511	746	1640	958	464	1758	801	1286	699	1629	758	1322	618	2781	1434
19340	Hosan									986	512	1036	517	1485	750	2252	1094	2263	1075	3460	1753
25370	Luz						201	102	245	293	150	349	167	437	231	1183	578	695	346	749	365
19210	Hallil	3.40			203	96	388	178	440	520	267	720	324	807	412	1064	557	1315	657	1579	796
23850	Larushk				126	82	118	61	130	61	135	69	77	512	265	675	329	1020	495	1037	523
					265	238	411	196	445	633	321	795	395	1026	487	1267	612	1440	698	1796	920

Village Code	Nom	Note	1913	1918	1926	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001		
			Kuk	Korçë	Selen.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.
156 Secteur administratif de Bubq																						
12940	Bubq	3.41	1563	249	1657	2529	1299	2846	1414	3043	1555	3358	1710	4178	2134	5475	2621	6488	2967	6173	2986	
11850	Bilaj		241	247	311	361	188	384	193	472	239	543	278	677	331	882	436	1045	501	1034	487	
12990	Budull		532	522	813	413	413	891	426	961	496	930	464	1195	579	1428	658	1800	837	1657	795	
26210	Mazh e Madhe		175	189	189	355	178	403	186	410	197	439	214	555	270	696	338	725	257	751	390	
26220	Mazh e Vogël		128	177	223	113	250	250	123	272	136	304	152	253	183	462	213	596	266	437	226	
25770	Mall Kuç		122	163	339	178	384	384	205	309	159	326	168	444	224	610	293	781	371	703	335	
27420	Murqimë		116	128	159	82	176	91	206	206	107	268	142	366	184	495	234	592	276	615	286	
157 Secteur administratif de Cudhi																						
14260	Cudhi-Zall	3.42	1657	349	1561	1879	904	2045	961	1943	963	2472	1126	3034	1555	3674	1707	4409	2085	3848	1983	
14250	Cudhi-Kamt	3.43				453	219	485	239	199	98	254	107	244	116	292	127	517	229	309	161	
40300	Krai i Madh	3.44								266	135	333	165	370	182	466	219	499	236	267	142	
28090	Noje		177	180	281	213	106	223	104	123	70	288	138	586	294	422	215	499	239	518	267	
40310	Shqezë	3.45				337	164	371	176	367	173	470	196	611	328	727	374	854	431	568	280	
33980	Shkretë		202	217	171	81	190	190	86	213	110	239	125	297	149	370	174	445	214	449	229	
12910	Bruz-Zall	3.46		427	427	575	271	590	274	195	94	217	100	268	127	356	116	412	194	363	188	
12900	Bruz-Mal		446							394	193	457	202	508	238	691	320	786	360	616	323	
32180	Rranxë	3.47	43	40	40	130	63	186	82	186	90	214	93	150	121	350	162	397	182	289	145	
32181	Kumartha	3.48	72	52																		
32182	Fraveshi	3.49	68	53																		
159 Secteur administratif de Kodër Thumanë																						
21820	Kodër-Thumanë	3.50	1268	276	1196	2883	1389	3618	1751	4669	2282	6610	3237	7972	3922	10096	4928	11754	5701	13051	6515	
35990	Thumanë			223	460	194	460	568	274	870	430	1891	936	1194	608	1567	756	1822	886	1706	807	
18400	Gramzë	3.51			130	63	337	337	148	434	206	562	269	829	395	989	491	1150	570	1446	757	
12470	Borizanë		526	511	1010	506	1113	537	537	1246	616	1354	673	1819	936	2779	1385	3181	1547	3394	1728	
12471	Miçioni	3.52	56	66																		
14750	Derven		174	172	630	315	679	324	324	754	383	741	379	1059	514	1292	651	1527	794	1807	862	
13320	Bushnesh		236	173	315	148	550	274	908	444	444	884	470	987	494	1142	553	1225	616	962	495	
15620	Dukagjin / RI	3.53			137	70	123	67	67	190	77	376	161	416	195	436	191	601	289	1148	591	
35430	Sukth-Vendas	3.54			201	93	248	127	127	267	126	246	110	374	157	432	197	464	221	391	197	
40670	Miliskë	3.55			51															142	73	
161 Secteur administratif de Nikel																						
27950	Nikel		1407	203	1470	2048	1011	2255	1104	4030	2543	3555	1679	4338	2058	5663	2760	6547	3197	8929	4484	
35620	Tapizë	3.56		225	301	147	340	162	162	425	203	598	236	770	347	1023	489	1219	591	1787	896	
37830	Virjon		172	148	146	78	167	84	84	219	112	208	110	274	134	357	170	434	215	579	280	
30960	Qerek		350	339	378	180	387	182	182	574	277	728	347	863	425	1119	549	1360	659	1707	857	
30961	Kalmastreci	3.57		28																		
31830	Rinas			182	123	48	125	59	59	1374	1232	412	180	422	201	456	240	533	269	636	326	
39080	Zezë		123	118	207	115	314	263	134	263	135	314	159	423	204	586	282	646	313	839	432	
13180	Buran		129	116	116	61	136	69	69	150	74	152	80	222	113	371	176	350	164	363	183	
27340	Mukje	3.58	129	116	111	57	119	61	61	238	123	183	101	181	83	178	83	312	147	410	198	
23330	Kurcaj		248	225	284	138	316	159	159	323	165	350	181	422	199	571	292	734	363	708	352	
52 Municipalité de Shijak																						
6469			6317	1028	1234	11558	5752	12293	6081	13892	7082	15675	7932	21611	10534	26361	12933	30178	14608	26774	12687	
52 Secteur administratif de Shijak																						
33690	Shijak	3.59	1028	1234	2610	1325	2605	1294	1294	3265	1719	4241	2179	6002	2960	7688	3792	9459	4642	8097	3923	

Village Code	Nom	Note	1913	1918	1926	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001		
			Epire	Korçë	Selen.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.
46 Secteur administratif de Gjepezaj																						
17270	Gjepezaj	3.60			1268	2300	1128	2383	1131	2412	1207	2730	1351	3828	1844	4491	2195	5083	2427	5041	2434	
19310	Hardhishtë	3.61		6	428	212	501	243	519	258	537	263	713	330	870	406	941	421	1101	546		
19311	Kakollvoza	3.62		62	362	167	373	173	369	173	459	219	650	300	831	391	1019	485	1194	569		
14110	Çizmeli			63	126	58	121	53							218	110	225	114	245	126		
15900	Eminas (Vogël)	3.63		125	255	131	138	61	152	75	170	87	412	204	212	110	265	130	264	128		
24520	Likesh	3.64		121	191	94	224	107	247	124	296	145	423	209	479	229	500	245	462	215		
34300	Shtrezë			124	116	62	189	78	213	106	191	98	241	116	383	201	352	237	362	157		
33110	Shahinaj			124	158	88	169	92	170	87	191	98	241	116	316	157	324	143	233	125		
33660	Shetel	3.65		124	168	92	199	107	227	132	265	134	273	137	296	151	305	150	265	121		
				341	450	214	469	217	515	252	566	284	777	373	886	440	1052	502	915	447		
49 Secteur administratif de Maminas																						
25850	Maminas			1465	2583	1325	2909	1474	3052	1550	3384	1732	4335	2117	5023	2466	5339	2561	4629	2130		
21010	Karrec			214	398	208	451	222	529	273	540	277	699	340	823	417	893	440	751	339		
37960	Vlashaj			124	250	130	304	162	313	156	355	175	502	237	626	299	621	288	630	282		
21000	Karpen	3.66		100	174	84	192	96	211	106	223	111	280	135	362	176	436	218	432	204		
12330	Badinak			96	174	84	192	96	211	106	223	111	280	135	362	176	436	218	432	204		
26750	Metallaj			179	263	137	283	151	284	148	311	151	402	199	401	186	327	152	267	111		
11860	Bilalas			156	255	131	279	139	283	144	331	172	367	190	354	182	409	204	367	174		
32450	Rubjekë			100	217	107	243	120	280	144	373	205	490	235	554	269	604	292	545	239		
				496	855	436	961	481	959	487	1031	538	1315	648	1534	746	1560	734	1227	589		
54 Secteur administratif de Xhafzotaj																						
38520	Xhafzotaj			2597	4065	1974	4396	2182	5163	2606	5320	2670	7446	3613	9159	4480	10297	4978	9007	4200		
29780	Pjezë	3.67		610	943	442	984	492	1609	791	1244	616	3561	1695	2909	1400	3372	1625	3423	1641		
29781	Mernaj	3.68		271	360	165	368	189	375	189	450	215	1963	967	671	322	782	362	812	381		
32250	Rrethi			41	55																	
32550	Sallimonaj	3.69		394	724	348	808	397	800	402	910	472	1720	867	1720	867	1793	877	1012	460		
22550	Koxhas	3.70		415	763	386	807	399	990	504	1176	592	1833	893	1833	893	2038	1004	1756	800		
19140	Gjuçaj	3.71		462	657	323	736	367	704	361	778	392	1185	594	1242	606	1409	677	1085	518		
12420	Barakë			99	148	70	158	71	145	82	141	71	737	357	214	110	241	109	288	124		
				305	470	240	535	267	540	277	621	312	737	357	570	282	662	324	631	276		
4 Préfecture de Elbasan																						
15686 55881 75645 107613 53606 117745 57174 145316 70641 173279 83799 211231 103046 284756 138191 361036 175945 362736 183663																						
11 Municipalité de Elbasan																						
117 24483 26035 37779 18880 42156 20569 58078 27596 71140 34367 79978 39560 114712 55855 146675 71562 157393 79610																						
58 Secteur administratif de Elbasan																						
10102 10235 14701 7160 16492 8267 29218 13286 38035 18187 39094 19535 61136 29712 80650 39739 86148 43277																						
15890 Elbasan 4.1 10102 10235 14701 7160 16492 8267 29218 13286 38035 18187 39094 19535 61136 29712 80650 39739 86148 43277																						
56 Secteur administratif de Bradashesh																						
12580	Bradashesh	4.2		1721	2249	1142	2920	1389	3492	1745	4022	1974	5199	2527	7149	3471	8656	4245	10332	5225		
21240	Katund I Ri	4.3		363	564	269	584	261	640	299	785	365	1011	492	1488	752	1851	923	2152	1068		
23460	Kusarth	4.4					426	200	705	351	787	393	742	369	1011	511	1248	632	2362	1210		
10790	Baltëza e Sipërm	4.5																				
22560	Kozan			313	370	193	444	205	506	248	582	270	745	357	941	462	1165	550	1396	742		
20830	Karakullak			39	43	26	46	25	43	24	48	24	60	24	86	37	125	60	144	73		
24320	Letan			43	76	42	96	52	132	69	173	88	247	123	282	140	324	153	374	189		
34190	Shtemaj			83	105	73	164	84	178	95	193	97	276	131	382	190	460	234	429	217		
36740	Ullëm			72	114	51	122	53	132	60	146	63	188	86	269	139	316	161	320	155		
16210	Fikas			101	85	45	102	50	102	54	119	61	127	66	167	79	189	89	204	95		
29480	Petresh			112	99	59	121	67	138	71	157	80	183	87	196	96	227	117	192	89		
				112	140	71	160	79	182	90	198	99	246	119	348	168	391	196	362	178		

Village Code	Nom	1913 Note	1918 Epire	1918 Korçë	1926 Selen.	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001	
						Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.
33540	Shëmhill		86	72	148	80	152	80	171	87	216	106	383	136	323	163	309	151			
33710	Shijan	4.6	181	120	148	75	187	106	221	124	287	150	328	163	380	185	417	201			
31610	Reçan		61	57	74	39	93	49	111	59	127	66	179	88	216	107	268	132			
18850	Gurabardh		89	96	125	57	162	76	181	86	203	89	218	106	301	152	266	131			
60 Secteur administratif de Fuarë																					
12620	Branesh		1217	1452	2051	1095	2422	1168	2716	1327	3092	1498	3819	1851	4180	1983	3568	1831			
12030	Bixëllajë		66	64	85	45	110	46	118	48	184	82	208	102	256	116	264	141			
30410	Preça e Sipërm		215	227	358	181	413	202	466	234	583	285	714	338	762	351	693	371			
30400	Preça e Poshtëm		35	62	76	36	103	41	118	54	148	72	192	99	250	114	187	96			
16950	Çerujë	4.7	102	88	120	61	137	63	155	84	195	96	232	106	273	122	258	140			
22280	Korë		359	385	477	298	519	242	620	260	488	227	620	296	613	286	517	259			
27140	Mollaçlesh		184	223	271	140	308	140	366	172	414	201	520	259	603	304	574	282			
41050	Stafaj	4.8	256	318	552	279	621	294	742	376	891	438	1084	527	1170	569	814	409			
21450	Kraba e Vogël		85	85	112	55	131	57	155	73	189	97	249	124	253	121	176	89			
64 Secteur administratif de Gracen																					
18340	Gracen		1091	987	1260	616	1373	637	1910	926	2037	933	2608	1202	3089	1468	2909	1541			
29810	Plangaricë		66	52	80	37	79	35	113	55	149	71	185	56	226	115	187	95			
35770	Tërbaç		139	122	167	81	197	89	230	107	288	138	379	168	502	236	471	247			
12320	Bodin		118	97	139	76	149	76	165	81	205	96	259	121	328	151	328	172			
33460	Shëngjin		141	128	124	56	131	56	167	78	195	88	258	124	308	149	292	143			
17670	Gjorm		66	71	88	45	101	49	121	56	166	73	204	98	245	119	268	137			
28550	Pajëngë		69	81	91	42	94	41	309	160	405	208	181	93	219	110	169	82			
25830	Marmël	4.9	125	116	142	69	153	71	158	68	210	69	247	125	254	121	191	107			
15160	Dopaj	4.10	367	320	429	210	469	220	551	273	695	334	895	417	772	467	758	425			
62 Secteur administratif de Gjinar																					
17420	Gjinar		1458	1659	2007	994	2198	1047	2497	1207	3002	1443	3815	1830	4630	2211	4658	2393			
14740	Derstijë	4.11	383	421	515	253	424	207	533	265	615	304	794	392	966	465	908	479			
37050	Valesh	4.12	335	374	415	210	479	231	548	267	658	333	875	410	997	294	433	218			
26110	Maskarh	4.13																			
20230	Kaferr	4.14																			
28830	Pashtresh	4.15	221	280	323	147	353	163	374	179	465	207	531	241	610	287	590	301			
25170	Lukan	4.16	54	66	77	41	93	46	126	58	137	58	137	59	188	92	183	98			
24810	Lieshan	4.17	308	328	474	233	508	237	556	263	698	337	919	460	847	651	756	391			
30020	Pobrat	4.17	109	134	114	62	130	63	147	78	177	85	199	92	235	110	231	116			
35260	Sterstan		48	56	89	48	79	39	94	48	109	47	145	66	168	76	153	85			
39370	Xibresh	4.18																			
61 Secteur administratif de Gjerjjan																					
17320	Gjerjjan		906	847	1553	772	1823	879	2675	1326	3231	1563	4602	2232	5711	2787	6386	3160			
17590	Gjonnë	4.19	430	318	480	218	546	237	696	349	615	304	1241	596	1265	624	1358	671			
21480	Këshqjellias	4.20		81	143	74	194	97	405	208	565	279	760	378	928	474	1117	547			
13020	Bujaras	4.21	168	116	182	100	229	114	298	153	379	188	498	250	601	291	523	266			
21850	Kodër-Burajias	4.22	130	83	190	97	212	105	317	139	399	192	502	242	669	313	689	333			
27410	Muriquanë	4.23	178	249	363	195	405	218	261	122	653	301	826	400	980	593	1240	627			
35890	Thanë	4.24			195	88	237	108	698	355	620	299	775	366	1013	492	1230	589			
68 Secteur administratif de Labinat-Fushë																					
23550	Labinat-Fushë	4.25	975	807	1746	878	1752	856	2245	1162	3489	1708	3807	1860	4747	2272	5573	2865			
17850	Goaolësh	4.26	159	425	90	46	825	410	906	449	615	302	793	384	982	484	1276	633			
26540	Mengël	4.27	525	542	429	210	469	220	557	273	653	301	589	298	802	379	1230	648			

Village Code	Nom	Note	1913	1918	1926	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001		
			Epire	Korçë	Selen.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.
18650	Griqani i Sipërm	4.28				196	104	189	93	248	128	283	139	375	182	571	290	370	444	450	244	
18660	Griqani i Poshtëm																			512	244	
38640	Xibrakë					206	108	188	94	227	125	336	155	400	197	525	258	650	308	711	381	
69 Secteur administratif de Labinot Mal																						
23560	Labinot-Mal	4.29	3006	3209	4182	2220	4388	2176	4181	2191	4681	2379	5164	2642	6279	3175	7562	3547	8629	3504		
18990	Gur i Zi		698	831	993	538	1128	586	936	499	1193	566	1278	659	1602	816	1925	952	2088	1064		
33060	Sëricë		232	254	288	149	330	116	342	174	358	179	454	227	522	262	693	328	590	315		
23790	Lamollë	4.30	167	143	232	126	257	134	235	130	268	139	335	177	435	233	536	240	556	279		
11510	Benë	4.31	105	131	184	92	194	94	178	93	183	105	247	127	285	141	337	153	324	163		
30770	Qafë	4.32							747	403	821	429	865	436	982	487	1011	471	713	376		
31000	Qerret	4.33							534	281	550	283	502	261	614	315	683	348	589	290		
25140	Lugaxhi	4.34							406	199	429	212	449	216	597	291	786	381	659	319		
34000	Shëmil	4.35							785	412	879	466	1034	539	1242	630	832	674	671	363		
15480	Dritas	4.36	1804	1850	2343	1245	2479	1246											411	226		
																			228	109		
71 Secteur administratif de Papër																						
28760	Papër	4.37	1012	874	1596	782	1765	839	1791	828	2121	1031	3269	1565	5103	2507	7019	3423	8080	4093		
28770	Papër-Sallak																		752	385		
37020	Vllas	4.38	109	66	103	54	118	61	113	54	157	75	244	117	305	141	360	178	430	221		
25110	Lugaj	4.39																	592	294		
12850	Rrashkë		95	144	210	91	224	97	233	107	236	115	452	222	618	304	749	378	951	476		
27430	Murras		113	87	175	83	190	86	181	68	190	87	277	124	419	210	334	170	769	385		
37650	Vidhas-Hasgjel		77	83	148	79	147	75	118	58	89	44	99	40	143	67	216	102	191	97		
37640	Vidhas	4.40	248	217	312	146	382	177	492	223	619	305	843	396	1184	570	1471	711	1877	957		
10850	Ballëren																		786	398		
36770	Ullishtas	4.41																	401	209		
28570	Pajunë		225	114	202	116	215	117	215	110	243	128	290	152	391	208	336	158	364	194		
12070	Bizhatë		61	49	97	52	110	48	100	45	106	52	173	88	223	110	259	117	264	132		
19990	Jatesh		84	64	95	44	108	52	109	54	113	56	137	65	185	82	258	117	192	98		
74 Secteur administratif de Shirqian																						
33760	Shirqian		513	866	1330	643	1619	774	2202	1075	2906	1452	4054	2008	5352	2635	6675	3269	7848	4023		
11280	Bathës		150	114	148	75	263	121	389	184	624	298	863	423	1116	536	1340	658	1577	809		
13030	Bujqën		56	48	85	37	101	44	118	55	235	117	321	162	471	229	616	289	777	394		
19910	Jagodinë																		1257	626		
23280	Kurqan		205	178	322	161	309	155	348	176	417	212	563	277	751	375	864	422	1159	588		
22960	Kryezjarrth		102	116	217	113	258	135	303	158	322	176	725	358	993	493	1325	662	1329	666		
27030	Mjakës																		607	319		
			36	145	72	185	88	88	265	136	352	176	428	211	646	319	866	422	1142	621		
75 Secteur administratif de Shushicë																						
34450	Shushicë		385	1083	2103	1077	2396	1152	2700	1344	3106	1539	4000	1959	5453	2634	7157	3462	8690	4409		
33270	Shecan	4.42																	3010	1527		
27060	Milëzë		385	387	499	264	575	282	602	317	652	340	762	383	926	442	1099	521	1072	534		
19190	Hajdaran	4.43																	1118	565		
38270	Vreshtras	4.44																	475	259		
16720	Fushëbulli	4.45																	899	435		
37180	Vosjan	4.46																	941	487		
30210	Polis i Vogël	4.47																	222	159		
30220	Polis-Vale	4.48																	484	289		
																			457	471		

Village Code	Nom	Note	1913 Epire	1918 Korçë	1926 Selen.	Census 1945 Pop.	Census 1945 Fem.	Census 1950 Pop.	Census 1950 Fem.	Census 1955 Pop.	Census 1955 Fem.	Census 1960 Pop.	Census 1960 Fem.	Census 1969 Pop.	Census 1969 Fem.	Census 1979 Pop.	Census 1979 Fem.	Census 1989 Pop.	Census 1989 Fem.	Census 2001 Pop.	Census 2001 Fem.
76 Secteur administratif de Tregan																					
36330	Tregan	4,49				1118	841	1599	761	2020	997	2097	853	2286	1105	3090	1544	3870	1891	4152	2120
39580	Kyçik	4,50	185	214	409	531	286	273	135	614	333	599	129	454	220	744	385	968	482	718	369
12130	Blerimas	4,51																			
33740	Shënavlash		236	293	380	320	150	365	171	368	175	349	165	404	186	466	214	584	271	515	270
12060	Bizhdan	4,52	55	51	380	58	28	68	34	82	40	91	46	119	56	146	81	168	86	191	100
14070	Cikallesh		63	58	42	84	42	103	49	102	47	109	51	146	64	220	98	262	122	289	154
20180	Kaçivel	4,53	108	110	113	56	138	66	66	166	82	170	86	181	89	207	97	266	136	277	132
27270	Muçan		68	80	111	49	90	133	57	136	60	159	77	215	108	333	170	482	235	560	288
33730	Shilbatër		166	117	174	90	188	94	94	205	101	235	110	314	149	415	207	487	233	306	163
40890	Gurish	4,54																		169	84
36400	Trepshisht		155	131	168	90	90	204	99	227	102	242	120	277	140	354	183	402	202	378	186
36550	Tudan		47	64	97	50	50	127	56	120	57	143	69	176	93	205	109	251	124	240	123
77 Secteur administratif de Zavalan																					
38950	Zavalinë		117	1014	1274	1345	660	1525	713	1466	715	1672	805	2061	1074	2499	1202	2729	1265	2220	1169
32980	Selte	4,55	341	409	380	456	234	508	245	514	254	589	280	717	325	784	366	466	389	447	218
20670	Kamiçan		252	380	261	340	168	366	170	302	136	348	161	476	228	628	314	696	340	534	282
20030	Jaronishhtë	4,56	191	261	279	131	336	157	157	327	165	344	174	381	289	481	229	517	233	423	222
27850	Nezhan		130	112	148	72	170	82	82	188	103	226	115	260	131	308	156	330	157	252	145
13270	Burrishhtë	4,57	100	112	122	55	55	145	59	135	57	165	75	227	101	298	137	328	146	283	153
																		392		281	149
1 Municipalité de Belsh																					
55 Secteur administratif de Belsh																					
11470	Belsh Qendër	4,58	1372	1787	1787	2914	1452	3497	1725	2990	1595	3643	1765	4941	2667	8222	4021	10901	5138	12162	6158
11460	Belsh		1142	1448	1448	2210	1116	2621	1308	400	301	506	255	1953	937	869	424	1193	580	905	453
13670	Cepe															819	410	527	253	572	278
30820	Qafë-Shkallë	4,59														609	299	817	408	947	473
35070	Stanaç	4,60																321		380	184
33930	Shkoze	4,61														846	435	769	553	848	426
36470	Trojas									351	172	342	167			1480	711	1130	571	1105	559
33870	Shkëndijë	4,62								737	351	935	448	2416	1450	1649	810	861	414	1107	571
18390	Gradishtë	4,63																980	458	1047	559
25980	Marinë	4,64																944	462	1104	562
34240	Shtih	4,65																358	11	389	182
15810	Dushk	4,66				145	67	158	72							629	298	1017	469	987	500
32720	Seferan		230	339	339	559	269	718	345	764	380	972	485	572	280	751	360	948	461	978	501
59 Secteur administratif de Fierzë																					
16160	Fierzë	4,67	247	235	235	356	170	476	236	548	272	911	425	2661	1268	3112	1498	4482	2175	3157	1585
19300	Haradhax	4,68												1215	591	1027	482	1427	679	996	496
13860	Gërraqë	4,69	57	44	44	161	70	252	125	346	174	522	242	514	258	524	272	746	372	769	318
22370	Kosovë		190	191	191	195	100	224	111	202	98	389	183	776	360	1360	642	1671	816	773	372
65 Secteur administratif de Grekan																					
18530	Grekan		662	595	595	1257	622	1570	753	1785	856	2028	985	2609	1259	3412	1643	4345	2133	4363	2165
19040	Gurras		107	112	112	136	59	326	151	355	167	386	176	516	240	755	350	947	461	1089	520
14780	Deshiran		94	370	370	663	329	713	355	810	385	976	472	1263	609	1731	835	2201	1076	1979	1011
32230	Rrenasi		82	113	113	273	127	327	142	378	186	373	183	467	234	489	237	561	270	651	319

Village Code	Nom	Note	1913 Epire	1918 Korçë	1918 Kuk	1926 Selen.	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001			
							Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.
66 Secteur administratif de Kajan																								
20260	Kajan				665	702	821	109	210	109	210	109	210	109	210	109	210	109	210	109	210	109	210	
15540	Drizaj	4.70			89	143																		
26580	Mëthojë																							
15280	Dragat	4.71			299	294			304	143	388	182	375	190	336	168	390	195	989	466	904	583	814	417
24680	Liçaj	4.72																						
17440	Gjumak	4.73																						
15310	Dragat-Dumie	4.74							527	270	606	298	615	297	868	410	705	315	956	457	1215	1011	632	322
36630	Turbull	4.75			242	233			177	88	199	92	203	96	266	119	361	158	531	240	667	320	692	364
17530	Gjolenë	4.75			35	32			312	155	340	164	363	188	427	221	594	295	742	371	877	440	807	413
13940	Çestijë	4.76							122	56	124	56	174	77	246	120	305	141	416	207	517	257	564	279
72 Secteur administratif de Rrasë																								
32130	Rrasë e Sipërm				333	538	387	782	387	922	409	1051	476	588	1173	535	1526	700	1922	959	2001	1027	259	
32120	Rrasë e Poshtëm				333	408	387	782	387	922	409	1051	476	588	1173	535	1526	700	1922	959	2001	1027	259	
33240	Shegas	4.77				130																		
18970	Guri Bardhë	4.78																						
4 Municipalité de Cërrik																								
57 Secteur administratif de Cërrik																								
13890	Cërrik	4.79			578	692																		
13891	Beliku	4.80			219	264																		
63 Secteur administratif de Gostimë																								
18200	Gostimë				1526	1666	1388	2886	418	170	326	116	497	252	681	354	1058	542	1300	629	1715	833	1788	897
17740	Gjyralë				183	203			511	265	618	301	780	384	994	491	1369	652	1301	669	1605	758	1515	795
13570	Çartalloz	4.81																						
34200	Shtëpaj				429	487			557	256	643	293	731	360	916	461	1239	615	1547	753	1898	889	2504	1288
34470	Shushicë	4.82			100	107			145	80	159	82	165	86	182	97	218	109	297	158	361	177	386	192
34220	Shtërmën				519	521			833	418	986	468	1174	585	1454	724	1779	863	2120	997	2522	1178	2722	1324
25590	Maiesej				151	199			422	199	477	232	805	406	781	396	1167	561	1471	727	1791	852	1392	698
67 Secteur administratif de Klos																								
21630	Klos	4.83			634	731	1034	502	1034	502	1148	546	1338	651	1608	789	2092	1041	2954	1382	3474	1668	3578	1828
21631	Haxhijasi	4.84			121	102			235	117	236	109	305	145	391	186	509	237	681	328	803	372	919	477
32990	Selvas				79	103			155	75	172	87	180	91	227	117	240	154	376	168	500	239	625	337
31220	Qyrikan				138	156			192	90	200	95	225	111	260	133	345	177	421	218	472	240	567	286
25230	Lumas	4.85			51	66			84	43	102	53	127	63	160	80	240	119	388	163	425	207	465	243
30750	Qafjë	4.86			115	120			142	70	170	76	186	84	180	82	166	65	225	98	233	113	141	71
16300	Floq				88	115			122	59	152	74	171	89	211	101	372	182	435	205	626	311	403	197
40880	Trunç	4.87																						
10950	Banjë	4.88				69			104	48	116	52	144	68	179	90	220	107	428	202	415	186	195	97
70 Secteur administratif de Mollas																								
27170	Mollas				1894	2252	1168	2428	523	251	611	295	702	367	878	482	1355	672	1678	805	1200	1108	6936	3542
14520	Dasar	4.89			405	474																		
32940	Sellite				534	603			540	267	466	295	657	331	802	395	949	468	1171	576	1349	646	1455	751
24590	Linas				326	316			407	200	466	225	529	277	606	298	791	368	973	478	1130	550	1269	651
20700	Komunah				242	357			279	131	312	146	330	175	409	196	529	242	688	307	797	357	892	483
15300	Dragat Sulovë				387	502			304	143	388	182	375	190	336	168	207	102	505	241	485	238	325	161
36090	Topojan	4.90							375	176	454	213	478	229	491	231	555	267	729	360	720	359	353	185

Village Code	Nom	Note	1913 Epire	1918 Korçë	1918 Kuk	1926 Selen.	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001	
							Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.
73 Secteur administratif de Shalës																						
33130	Shalës			550	770	469	847	410	863	681	1034	507	1493	706	3034	1444	4716	2301	5353	2617	6123	3121
24490	Liçaj	4.91																				
23390	Kurtallia	4.92																				
38620	Xibrakë		68	147	89	48	89	48	225	110	249	123	299	142	498	243	804	419	1073	551	1011	511
38560	Xherifë	4.93	75	70	159	72	221	104	220	106	305	145	220	106	305	145	429	209	535	265	579	298
21900	Kodras		38	84	116	56	143	62	129	51	156	59	239	104	350	159	349	186				
8088			10518	13119	18066	8859	19802	9688	19632	9489	25824	12095	34116	16141	43515	20599	35750	18183				
16 Municipalité de Gramsh																						
450			450	384	384		994	428	1463	674	3334	1495	5301	2578	7706	3699	10533	5354				
18420	Gramsh	4.94																				
96 Secteur administratif de Kodovjat																						
21880	Kodovjat	4.95	1594	1418	1497	2153	1014	996	2111	996	2208	1099	2121	1086	2672	1234	3632	1723	4651	2116	3580	1874
12660	Bratllë		135	162	123	157	73	77	165	77	190	86	217	100	306	143	411	197	561	269	392	204
13080	Bulçar		120	131	131	152	81	85	175	85	170	91	183	93	216	99	285	130	342	156	198	105
21540	Kishtë		88	89	91	131	64	72	141	72	162	85	212	115	255	123	334	160	403	192	356	195
21970	Kokëli		240	204	307	480	243	411	200	472	218	411	380	179	411	187	520	241	625	298	438	219
30330	Pasnovisht		113	95	69	93	47	49	105	49	100	50	110	54	158	72	193	93	218	104	115	59
33280	Shelcan		183	152	221	245	110	119	286	144	286	144	330	172	338	165	397	186	410	188	271	148
11650	Bërsniku Poshtëm	4.96	33280	109	110	190	96	220	113	149	76	123	149	76	123	87	245	123	282	141	171	86
11660	Bërsniku Sipërm	4.97	150	184	167	154	80	95	181	95	184	95	107	80	286	123	360	154	386	175	565	286
26070	Mashan	4.98	161	116	104	117	61	70	135	70	148	83	206	103	290	145	494	247	682	323	582	313
12860	Broshitan		151	121	123	168	83	83	179	83	169	76	158	75	137	53	183	87	250	124	202	107
38910	Zamisthtë	4.99	83	55	51	266	76	43	94	43	107	58	69	39	85	37	210	105	305	146	196	108
102 Secteur administratif de Kukur																						
23170	Kukur		1776	2051	2103	3078	1525	1609	3283	1609	3309	1648	3321	1617	3737	1778	5047	2405	5941	2834	4034	2038
38290	Vreshitas	4.100	130	532	764	1028	514	505	1044	505	1004	511	990	512	1093	546	1464	721	1439	693	1089	558
34790	Snosëm		230	252	202	365	178	182	383	182	395	196	442	220	395	182	584	301	724	370	462	226
34840	Sojnik		430	416	456	486	246	294	504	294	520	265	570	245	638	319	799	393	758	348	329	170
27330	Mukaj	4.101																				
31860	Rmath		190	151	120	215	101	121	252	121	260	122	242	112	224	100	419	174	439	193	289	138
18630	Gribë		383	379	366	490	243	257	552	257	578	283	561	276	741	340	960	449	892	421	705	360
22010	Kelaj	4.102																				
31560	Rashitan		225	163	158	226	109	111	253	111	249	124	214	106	321	147	375	166	370	168	283	149
18490	Grazhdan		188	158	195	268	134	139	295	139	303	147	302	146	325	144	446	201	531	283	370	179
97 Secteur administratif de Kushovë																						
23470	Kushovë		864	1265	590	1341	604	604	1374	652	1399	663	1586	745	1883	806	2184	1030	2834	1352	688	
12720	Bregas	4.103	115	212	100	200	102	90	205	106	229	113	264	123	385	171	448	199	440	211	326	167
17280	Gjerogjinë	4.104		213	83	56	20	21	45	21	67	28	61	26	61	26	221	221	241	218	149	75
12790	Bersnik		139	199	85	199	85	80	205	80	196	90	178	81	164	78	180	82	197	88	126	71
15700	Dumbras																					
36780	Ulovë	4.105	88	103	53	121	58	73	151	73	160	81	148	77	175	92	180	90	250	121	137	64
34940	Sotirë		209	252	129	254	119	119	254	119	255	124	260	126	319	147	368	178	404	191	292	153
21430	Kërpicë		100	145	62	167	68	68	167	68	144	54	158	66	171	85	204	11	229	104	115	58

Village Code	Nom	Note	1913	1918	1918	1926	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001		
			Epire	Korçë	Kuk	Selen.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.
98 Secteur administratif de Lenie																							
24130	Lenie	4.106	1692	903	871	1757	1961	1005	477	2298	1151	2350	1079	2601	1217	3084	1473	2601	1217	3084	1473	1587	809
11800	Bicaj	4.107																					
23310	Kuratë	4.108																					
18310	Grabovë e Sipërm	4.109	388	393	461	432	532	270	619	310	305	140	490	213	369	180	490	213	369	180	202	97	
18300	Grabovë e Poshtëm	4.110	401	407	432	424	424	219	504	247	512	247	647	283	576	267	647	283	576	267	279	134	
37080	Valh	4.111																					
99 Secteur administratif de Pishaj																							
29670	Pishaj	4.112	731	1402	1714	2454	1194	2692	1273	2181	1056	4274	2069	5698	2787	7794	3839	5698	2787	7794	3839	6351	3245
13620	Cekin	4.113	263	132	118	153	77	181	95	166	83	455	222	598	288	604	303	598	288	604	303	532	271
31030	Qerret	4.114			368	438	200	468	225	140	59	187	92	224	109	287	137	224	109	287	137	224	122
36240	Trashovicë	4.115				158	79	172	79	140	59	211	99	282	132	478	241	282	132	478	241	375	193
21670	Koçaj					94	43	122	56	163	78	729	364	1240	626	1150	559	1240	626	1150	559	140	77
33370	Shëmërizë		51	61	61	83	39	95	41	188	94	261	124	318	157	210	105	318	157	210	105	174	86
28450	Osmeth	4.116	151	119	119	149	80	172	80	188	94	261	124	318	157	210	105	318	157	210	105	174	86
18910	Gurrëzi																						
13920	Cërnjë		62	76	102	92	44	103	45	84	35	251	134	323	164	493	241	323	164	493	241	531	269
37780	Vinë		137	127	116	161	77	170	77	183	88	153	71	146	72	196	102	146	72	196	102	179	88
15560	Drizë					112	146	160	69	176	90	303	148	363	174	494	244	363	174	494	244	386	200
14090	Cingar i Sipërm	4.117				153	140	202	105	223	114	299	148	438	217	218	247	438	217	218	247	207	103
40570	Cingari Poshtëm	4.118																					
16860	Gallat	4.119		214	160	124	70	131	68	145	76	218	102	268	129	345	167	268	129	345	167	393	193
22490	Kotarr					178	94	172	88	134	68	158	75	221	113	334	174	221	113	334	174	336	176
17360	Gjegjovinë	4.120		57	40	50	20	45	22	67	28	102	46	161	83	236	113	161	83	236	113	198	105
35300	Strar	4.121	121	203	201	234	108	253	117	276	130	349	173	438	217	218	247	438	217	218	247	207	103
24650	Liras	4.122																					
35870	Tenvol		148	126	143	198	95	232	106	236	113	286	135	370	172	462	217	370	172	462	217	396	213
100 Secteur administratif de Porocan																							
30290	Porocan	4.123	823	1054	1285	2199	1195	1810	849	1777	851	1448	703	2435	1164	2820	1358	2435	1164	2820	1358	2044	1019
24800	Lieshaj	4.124		337	388	1165	682	542	261	612	295	688	335	887	426	623	310	887	426	623	310	390	190
17310	Gjerë		172	145	162	252	127	260	127	497	254	417	199	511	246	532	250	511	246	532	250	390	204
20140	Kabash		158	223	271	271	128	254	112	249	116	344	171	441	211	439	206	441	211	439	206	385	201
19560	Holtes	4.125	493	349	464	511	258	754	349	419	186	442	200	596	281	668	330	596	281	668	330	449	222
101 Secteur administratif de Skënderbegas																							
34610	Skënderbegas		1022		1316	1920	932	2064	985	2092	1053	2186	1003	2785	1245	3417	1434	2785	1245	3417	1434	2215	1129
40210	Zenelas	4.126			358	481	238	545	266	617	312	716	325	878	409	915	422	878	409	915	422	325	162
19330	Harunas	4.127																					
40200	Shembërdhenji i Sipërm	4.128			292	191	90	235	106	245	109	219	102	269	134	185		269	134	185		226	112
12150	Bletëz	4.129	120		131	166	80	194	97	126	60	187	84	269	134	185		269	134	185		130	68
12151	Teqe Sheperdhenit	4.130																					
16710	Fushëz	4.131																					
23230	Kullallias		28			177	71	184	71	191	79	221	99	364	125	182		364	125	182		141	72
37630	Vidhan		168			145	62	129	58	135	69	140	65	160	73	230	110	160	73	230	110	114	55
27640	Nartë		56		127	167	88	172	90	190	95	225	96	289	131	383	174	289	131	383	174	326	173
27641	Nart e poshtëm	4.132																					
15930	Ermerij	4.133	210		172	263	134	260	129	233	145	227	102	300	136	360	165	300	136	360	165	204	102
22470	Kotkë		230		115	178	94	172	88	167	86	168	78	235	101	322	153	235	101	322	153	140	66
24150	Lemnunshë		110		45	152	75	60	28	65	34	85	37	102	46	119	63	102	46	119	63	86	43
34490	Siman	4.134	100		76			113	52	123	64	146	72	188	90	200	99	188	90	200	99	113	60

Village Code	Nom	Note	1913	1918	1918	1926	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001		
			Epire	Korçë	Kuk	Selen.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.
103 Secteur administratif de Sult																							
35460	Sult			1137	1138	1138	1168	560	641	1377	641	1204	593	1246	623	1337	641	1740	822	2231	1064	1397	709
26260	Marrek	4.1.35		218	241	310	250	128	135	279	135	203	100	188	91	219	106	271	136	356	165	227	109
15800	Dushk	4.1.36		368	310		145	67	107	221	107	168	88	192	99	256	123	339	164	444	177	115	53
23160	Kukuçovë			78	83		94	43	45	104	45	108	48	122	60	150	70	213	97	363	177	128	68
23520	Kutëragarë			102	76		151	66	73	171	73	146	65	190	107	178	94	190	98	314	154	168	90
21840	Zhigujë-Kadër	4.1.37		116	128		200	102	109	224	109	224	116	230	107	240	109	328	144	177	219	209	106
39120	Zhigujë-Fushë																						
15600	Dufshan			169	153		192	95	103	226	103	203	100	143	73	134	64	176	82	205	89	166	82
18540	Grekan	4.1.38		86	147		136	59	69	152	69	152	76	181	86	160	75	223	101	271	121	143	77
104 Secteur administratif de Tunjë																							
36580	Tunjë	4.1.39		1401	1445		1868	883	995	2138	995	2365	1157	2150	1041	2457	1146	2994	1394	3687	1752	2657	1318
40220	Tunjë e Re			313	291		356	172	198	434	198	401	198	359	180	408	196	561	272	719	349	373	186
15850	Duzhë			150	124		184	90	107	221	107	251	116	196	100	233	107	288	138	353	168	237	120
19940	Jancë-Qendër	4.1.40		309	349		474	232	251	525	251	455	233	426	214	459	216	517	227	377	240	178	87
19950	Jançë-Mal																					141	75
19850	Irmaj			149	173		217	99	104	234	104	243	116	243	114	278	131	419	198	572	285	333	168
29230	Prenjas			154	179		197	82	106	239	106	260	122	242	112	336	150	294	137	185	85	92	48
19880	Plepas	4.1.41																				99	44
21140	Katërlin	4.1.42																				157	78
28160	Oban	4.1.43																				149	74
32640	Sarasel			40	56		98	49	53	114	53	139	67	177	81	166	75	210	95	268	120	215	109
25020	Lubinjë			286	273		342	159	176	371	176	301	142	292	143	348	171	405	188	475	241	497	238
32 Municipalité de Librazhd																							
5344			2389	5344	14315		18551	9395	9795	19560	9795	21679	11006	26539	13184	29915	14655	37365	18401	46660	22574	41867	21331
195 Secteur administratif de Librazhd																							
24460	Librazhd	4.1.44		596	3480		4621	2211	2437	5032	2437	5648	2733	6850	3243	6887	3320	9921	4823	12801	6220	11575	5945
24480	Librazhd-Qendër	4.1.45								203	106	801	379	961	310			663	315	784	372	416	228
10460	Arrëz	4.1.46																				253	138
10630	Babjë	4.1.47		722	430		605	244	275	606	275	727	333	760	354	838	382	1161	575	1555	770	1540	784
15170	Dorrës	4.1.48			530		645	345	401	722	401	710	369	876	457	1073	524	1392	692	1964	971	1932	960
36030	Togëz	4.1.49																280	140	514	259	380	204
15270	Dragostunjë	4.1.50		404	418		544	273	278	601	278	638	319	691	355	909	458	1224	588	1556	748	1746	928
24470	Librazhd-Katund																					790	394
17150	Gizavesh			437	500		865	397	332	680	332	908	433	655	323	655	323	885	441	1126	552	1384	704
30870	Qarrishë			308	308		396	194	199	431	199	486	226	539	276	772	332	945	432	1124	535	487	240
34990	Spatharë			317	416		416	189	228	489	228	538	226	563	269	730	363	877	428	1075	533	1178	593
23510	Kuturman			596	540		581	288	306	654	306	692	339	773	378	947	461	1246	593	1542	731	1050	546
25970	Marinaj	4.1.51																				419	226
194 Secteur administratif de Hotolisht																							
19670	Hotolisht		1263	1453		2004	1001	1076	1076	2232	1076	2509	1232	3003	1433	3516	1724	4764	2289	6090	2898	6341	3301
13390	Buzgarë		225	316		406	204	215	215	473	215	539	255	732	314	744	343	985	447	1320	611	1350	735
14430	Dardhë		63	63		70	31	35	35	81	35	92	38	108	49	135	61	129	68	53	28	88	43
22000	Kokrevë		68	93		115	59	71	71	137	71	151	78	179	92	205	105	317	159	489	232	517	258
37250	Vehtëan		216	230		304	162	172	172	331	172	372	169	378	190	472	245	629	312	802	397	790	400
38430	Vulçan		112	110		162	74	74	74	175	74	207	101	243	124	330	168	445	225	580	294	624	316
38590	Xhyrë		338	351		475	250	270	270	520	270	588	303	662	340	834	406	1150	562	1467	711	1561	799

Village Code	Nom	Note	1913 Epire	1918 Korçë	1918 Kuk	1926 Selen.	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001			
							Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.
196 Secteur administratif de Lunik																								
25310	Lunik			533	1979	536	1979	2935	1527	3344	1595	3179	1613	3815	1804	4077	1981	2552	5186	2552	5925	2840	4129	2139
15410	Dranovicë	4.152						673	345	702	338	739	378	1023	413	925	451	570	1162	570	1350	661	1098	561
22410	Kostenjë			533	562	562	729	405	936	442	735	380	840	421	435	208	208	264	536	264	577	279	397	211
24330	Letëm				590	590	785	394	900	424	884	430	1012	483	1264	600	600	549	1135	549	1284	630	896	453
22300	Kosharisht	4.153																	490	231	460	214	184	93
30480	Preval				291	291	402	198	431	201	450	221	499	253	651	322	322	429	827	429	932	433	531	282
39130	Zgoshhti						346	185	375	190	371	204	441	234	527	272	272	359	722	359	982	466	843	441
197 Secteur administratif de Orenjë																								
28290	Orenjë		3924	3789	4721	2495	4721	2495	4880	2464	4513	2447	5349	2681	5230	2686	3690	7249	3690	8486	4215	6373	3202	
18870	Gurakuq		466	420	471	268	471	268	516	283	604	326	613	326	721	392	471	877	471	984	526	761	371	
10890	Balgjim	4.154		1065	1200	1200	1561	841	1638	821	1534	864	1696	938	668	368	368	852	443	860	427	630	302	
31820	Rinas	4.155													443	227	227	463	232	541	265	364	181	
16320	Floq		489	370	412	215	412	215	427	212	461	237	486	259	607	324	383	743	383	920	463	788	409	
16520	Fumarës		570	490	659	340	659	340	555	285	576	304	689	342	859	411	568	1152	568	1454	719	1275	645	
27820	Neshitë		467	492	637	315	637	315	693	330	663	358	1099	411	337	158	201	437	201	526	245	280	140	
26780	Mëxixë	4.156													187	103	138	260	138	277	136	151	82	
38990	Zdrqish-Kartund		867	817	981	516	981	516	1051	533	675	358	766	405	919	449	574	1129	574	1365	657	911	459	
39000	Zdrqish Verrri	4.157															724	366	724	366	928	460	407	
199 Secteur administratif de Polis																								
30200	Polis	4.158	291	1537	1988	975	1988	975	1902	939	2011	1005	2542	1201	2845	1398	1808	3750	1808	4485	2107	4515	2319	
33260	She	4.159													274	180	175	360	175	426	196	404	205	
18210	Gostinë	4.160													190	82	249	110	341	156	314	163		
19100	Gurshpat	4.161									383	191	440	225	545	265	740	348	926	427	965	474		
37710	Vllan	4.162									515	246	565	269	683	307	905	432	1070	499	1152	615		
26960	Mirakë		291	308	567	267	567	267	538	294	550	300	622	308	773	388	482	237	512	232	398	209		
202 Secteur administratif de Steblevë																								
35120	Steblevë		2077	2282	1186	486	2282	1186	2570	1284	2450	1316	2764	1454	3234	1683	1658	3250	1658	3855	1814	1718	850	
24770	Liragë	4.163									899	475	926	520	1118	570	503	1010	503	1043	504	89	47	
12500	Borovë	4.164									159	99	220	106	268	139	450	230	583	294	472	246		
38690	Zabzun	4.165									470	260	499	276	601	315	594	300	665	334	281	130		
27290	Muglicë	4.166									626	320	777	372	665	354	578	315	663	331	446	213		
30540	Pradan	4.167													181	90	176	85	206	97	3	2		
32700	Sebisthtë	4.168									296	162	342	180	401	215	442	225	509	254	337	170		
41 Municipalité de Peqin																								
258 Secteur administratif de Peqin																								
29080	Peqin	4.169	7075	6753	10235	5059	6753	10235	9966	5064	12443	6546	14385	7039	19156	9280	11952	24567	11952	31275	15194	32964	16480	
1608			1608	1563	2317	1150	2317	1150	1923	940	3069	1569	3492	1749	4728	2308	2887	5830	2887	6568	3201	7267	3508	
1608			1608	1563	2317	1150	2317	1150	1923	940	3069	1569	3492	1749	4728	2308	2887	5830	2887	6568	3201	7267	3508	
256 Secteur administratif de Karinë																								
20930	Karinë		723	639	875	434	639	875	1027	500	1105	567	1285	632	1638	785	891	1891	891	2474	1164	1893	953	
21290	Kazijë		130	93	168	85	166	85	166	82	202	102	241	111	325	155	488	240	488	240	643	314	893	452
32380	Prozej	4.170	81	63	90	45	106	48	101	52	120	63	157	74	202	101	213	464	213	464	215	125	58	
30550	Progëm	4.171	63	61	79	40	101	50	115	64	128	66	167	85	167	85	197	93	228	99	142	73		
34510	Sinemetaj		81	61	109	48	109	48	109	47	124	62	153	77	184	87	204	90	262	110	173	95		
15360	Drangaj	4.172	88	91	75	36	144	75	135	75	135	75	157	87	207	102	244	123	338	175	270	132		
16960	Garunjë e Vogël		89	84	128	66	156	79	182	95	182	95	200	94	240	109	75	31	280	123	280	123	126	

Village Code	Nom	Note	1913 Epire	1918 Korçë	1918 Kuk	1926 Selen.	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001	
							Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.
255 Secteur administratif de Gjoçaj																						
17480	Gjoçaj			1374	1194	1563	752	1619	764	2136	1066	2538	1226	3189	1518	4245	2030	5630	2698	6379	3245	
11120	Barðhas	4.173			156	263	124	281	128	410	204	473	227	562	258	658	320	901	442	952	483	
13630	Çelhakaj				135	169	81	252	126	340	187	430	206	544	260	733	362	958	461	943	453	
19370	Hasmasaj	4.174			229	249	119	252	128	322	164	337	162	599	282	498	222	623	280	877	467	
19371	Hasmashej e vllakve	4.175			129																	
12180	Blimas	4.176																				
23380	Kurtaj				217	204	104	191	92	235	118	285	148	356	173	168	70	433	217	373	188	
37150	Vlashaj				246	397	192	431	190	503	235	594	274	637	307	865	428	1057	516	1164	571	
32390	Rumbullak				160	194	89	212	100	229	113	277	139	343	171	457	214	557	263	694	355	
12750	Bregas	4.177			143	130	43	97	45	142	70	148	67	148	67	183	86	235	105	220	123	
257 Secteur administratif de Pajovë																						
28560	Pajovë			1775	1668	2787	1372	2537	1242	2887	1453	3271	1648	4151	2028	5271	2587	6875	3232	7961	4007	
18720	Grykesh i madh			244	229	258	119	296	137	341	168	430	215	605	296	820	392	1075	503	1351	704	
11950	Bishqem			61	188	294	141	267	138	340	174	381	192	493	242	496	245	686	340	870	425	
11960	Bishqem-Fushë	4.178		481	450	705	359	757	370	937	471	1007	502	1283	615	1300	643	720	861	704	353	
24180	Leqit	4.179																				
28920	Paulesh																					
23930	Lazarej			166	130	149	75	176	84	206	106	250	135	325	162	395	206	545	279	839	414	
19390	Hospiraj			156	152	226	118	269	136	299	158	345	174	439	225	435	208	563	275	678	337	
19380	Hasnjak	4.180		30		249	119									569	298	454	225	340	169	
13650	Çengelaj			69	82	220	110	162	84	208	101	231	121	361	170	475	231	635	315	794	397	
16930	Garunë e Paprit			169	149	317	147	214	99	205	96	232	117	288	139	363	173	451	212	455	233	
13480	Cacabazë			329	288	369	184	396	194	351	179	395	192	357	179	418	191	491	222	486	267	
13481	Kraba	4.181		70																		
259 Secteur administratif de Bërparim																						
29210	Bërparim	4.182		1281	1180	1745	869	1832	1126	1992	1302	2370	1083	3355	1634	4562	2221	5754	2958	5076	2570	
16890	Galush	4.183		84	76	87	43	106	53	123	65	177	87	249	122	387	189	510	449	588	297	
24710	Lisnejë	4.184		231	206	66	34	335	153	374	179	406	196	531	253	702	335	459	436	303	150	
11770	Bicaj			109	91	156	75	143	74	151	78	179	94	246	127	324	159	402	187	385	203	
13610	Çaušhaj			51	36	84	37	93	43	99	48	114	51	154	73	226	108	267	120	277	152	
16070	Fatish	4.185		200	158	115	66	132	303	140	385	191	487	250	674	353	837	427	725	345		
14160	Çopanaaj	4.186		33	33	366	182	68	32	82	40	93	45	132	63	194	93	243	123	305	164	
16920	Garunjë e Madhe			240	214	294	141	319	147	320	150	381	182	511	237	660	304	349	158	250	118	
10560	Arëvend	4.187																				
17380	Gjevor			106	101	161	83	196	102	212	105	244	120	309	147	423	204	496	238	257	115	
21910	Kodras	4.188		85	87	156	77	155	77	171	90	225	121	256	125	316	165	404	202	377	181	
24900	Lolaj	4.189		143	148	123	58	141	60	162	72	182	90	266	123	379	174	553	253	698	370	
36860	Uruçaj					83	45	90	50	101	58	108	61	130	71	173	85	222	108	204	100	
21150	Katësh			32	30	54	28	54	32	57	32	70	36	84	43	104	52	129	66	104	53	
260 Secteur administratif de Shezë																						
33670	Shezë e Madhe			314	509	948	482	1028	492	1254	589	1429	701	2095	1007	2768	1336	3974	1941	4388	2197	
33680	Shezë e Vogël	4.190		115	111	122	57	135	62	172	84	205	96	291	130	340	155	476	229	536	274	
21030	Kortheq	4.191			116	250	117	273	130	323	157	415	202	530	256	696	329	926	445	787	174	
28970	Pakisht			144	194	418	229	448	221	551	246	570	279	790	388	1109	536	1450	703	1433	693	
36230	Trash	4.192		55	88	158	79	172	79	208	102	239	124	323	155	434	221	619	314	726	368	
10090	Alginaj	4.193												161	78					279	136	
18780	Grykesh i Vogël	4.194														189	95	224	114	233	120	

Village Code	Nom	Note	1913	1918	1918	1926	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001		
			Epire	Korçë	Kuk	Selen.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.
45 Municipalité de Prrrenjas																							
198 Secteur administratif de Prrrenjas																							
29200	Prrrenjas	4.195	285	222	297	5455	612	304	662	316	788	385	1504	656	3885	1754	4055	1966	5560	2689	6643	3361	
29250	Prrrenjas Fshat	4.196					421	214	458	224	568	281	1257	538	2710	1182	2489	1203	3535	1729	4334	2186	
32160	Prashtan		63		86	191	90	204	92		220	104	247	118	358	160	482	228	528	252	536	282	
201 Secteur administratif de Qukës																							
31200	Qukës-Shkumbin		2581		3035	3576	1876	4085	1948	4598	2176	5279	2387	6349	3127	8198	3992	10127	4912	1515	759	1711	864
31210	Qukës-Skënderbej		528		646	434	239	480	252	560	299	741	250	804	410	1142	569	1515	759	886	424	854	453
15460	Dritaj	4.197	125		100	183	90	196	89	265	125	265	128	374	180	481	226	636	300	636	300	655	337
11690	Bërzeshtë	4.198	1350		1240	486	247	613	282	635	314	754	357	889	447	606	297	765	367	765	367	681	351
19050	Gurrë	4.199																					
16020	Fonjë	4.200				347	190	383	193	354	181	449	224	577	282	757	362	894	429	894	429	1028	531
20960	Karkavec	4.201				374	202	410	215	412	222	571	265	643	318	853	417	1141	565	1222	606	1222	606
29690	Pishkash	4.202			478	619	314	688	324	1044	358	1057	434	1197	574	1471	726	1777	839	1071	535	1071	535
29700	Pishkash-Verrri																						
26560	Mnik	4.203																					
34680	Skroskë	4.204	578		571	705	369	896	389	878	450	965	479	1288	620	1685	806	1989	974	774	398	774	398
204 Secteur administratif de Rajcë																							
32030	Rajcë		2069		1943	2851	1417	3305	1556	3906	1769	4563	2060	5392	2630	7075	3433	9384	4532	10116	5211	10116	5211
34620	Skënderbej	4.205	1298		1248	1777	891	729	344	1221	426	1196	548	1508	730	1996	952	2741	1313	2741	1313	3151	1627
11080	Barthaj	4.206																					
35520	Sutan	4.207	280		250	451	218	497	226	541	272	813	305	819	393	1072	524	1548	777	1823	918	1823	918
22480	Kotodesh		338		285	421	204	458	210	474	238	541	266	695	349	912	456	1178	562	1144	605	1144	605
36830	Uroké		153		160	202	104	201	106	228	127	343	149	348	172	455	221	619	305	732	376	732	376
203 Secteur administratif de Stravaj																							
35220	Stravaj		157		180	1423	720	1644	782	2382	1131	2169	995	2612	1257	3651	1792	4106	1978	3359	1697	3359	1697
16060	Farrët				180	429	223	464	224	595	259	353	187	742	347	1001	493	1077	531	1077	531	792	413
34160	Shqiponjë	4.208				421	219	500	231	640	302	1098	447	934	445	761	364	876	406	876	406	765	396
34890	Sopot					292	140	354	169	652	313	365	174	451	219	728	355	851	415	732	360	732	360
16810	Gajerr	4.209																					
35210	Stranik		157		281	138		326	158	495	257	353	187	485	246	617	312	706	351	610	305	610	305
5 Préfecture de Fier																							
12 Municipalité de Fier																							
80 Secteur administratif de Fier																							
16120	Fier	5.1	2536	1493	4422	7286	3719	8909	4072	15296	7600	22637	11167	27522	13354	39097	19619	52257	25887	52257	25887	56164	27658
16121	Brostar Ferko	5.2	187		187																		
16122	Metalli	5.3	58		164																		
16123	Sheq i madh	5.4	306		226																		
16124	Sheq i Vogël	5.5	176		152																		
16125	Celigradi	5.6	75		160																		
16126	Brostar dhima	5.7	241		208																		
16129	Bishanaka	5.8			74																		
400200	Shkoza	5.9			443																		
400201	Kisha	5.10			350																		
400202	Pasha	5.11			390																		

Village Code	Nom	Note	1913 Epire	1918 Korçë	1918 Kuk	1926 Selen.	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001		
							Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.
400203	Fier Cifçi	5.12				296																	
400204	Bejlik	5.13				322																	
78 Secteur administratif de Cakran																							
13510	Cakran	5.14	4199	2144	3909	1275	5592	2787	6677	3271	6690	3392	8184	4143	10284	5533	13404	6544	15786	7517	14799	7582	
39600	Flog	5.15			46																		
39590	Cakran iri	5.16																					
13410	Buzëmadh		21		520		675	348	955	504	784	408	982	517	1401	695	1656	808	1813	861	1417	696	
13411	Gjonçi	5.17			21																		
13412	Murtajosi	5.18			21																		
13413	Tojkani	5.19			6																		
19260	Hambar		66		246	108	246	108	252	107	240	117	348	173	413	205	447	208	531	247	489	238	
19261	Shingjergji	5.20			11																		
19262	Qesari (ambar)	5.21			87																		
38160	Varibop		364		545	262	545	262	644	306	662	330	855	441	1336	663	1606	767	1951	923	2233	1134	
37920	Vjosë	5.22			80		230	118	280	135	289	149	362	177	492	247	500	247	501	249	538	260	
22740	Kreshpan		1277		687		1043	528	1243	612	1265	624	1476	732	1071	1012	2452	1209	2083	988	1961	1006	
17620	Gjorgos	5.23																					
38280	Vreshhtas		683		240		370	189	454	226	484	247	563	292	828	404	1044	531	1283	647	1182	611	
18110	Gorishovë		74		448		812	404	914	441	926	482	1091	552	1517	748	1817	908	2152	1030	1820	923	
17580	Gjonçë	5.24			37		126	56	149	68	166	70	288	142	345	180	420	199	459	204	412	208	
79 Secteur administratif de Dërmena																							
14710	Dërmenas		1408		1551		3618	1817	4449	2244	4363	2176	4832	2420	6084	2980	7799	3908	10294	4994	10048	5000	
30150	Pojan	5.25			107		297	156	469	237	522	258	544	269	783	374	946	545	1291	625	1538	764	
30151	Sopi	5.26					732	373	816	456	851	429	943	466	1175	566	1289	630	1391	666	1226	586	
30380	Povelçe	5.27			99																		
14510	Darëzeza Re	5.28																					
22880	Kryegjatë		50		81		118	60	183	87	180	93	179	97	194	94	144	70	82	47	100	51	
19410	Havaleas		61		76		147	78	167	83	248	113	237	122	339	175	435	213	475	238	450	216	
19690	Hoxharë		75		73		102	45	281	129	354	157	455	209	446	202	529	260	598	297	556	274	
31430	Radoshtë	5.29			272		834	413	869	416	713	344	878	426	1084	522	1319	658	1499	750	1555	755	
31431	Radoshtëna e Dhi	5.30			52																		
35450	Sulaj		193		139		304	169	397	205	369	187	401	203	540	261	611	294	591	271	511	257	
19280	Hamil		50		100		294	118	347	164	447	233	387	197	515	262	786	388	658	316	764	409	
19281	Zhovari	5.31			69																		
27250	Muçaj		104		121		246	126	289	143	279	146	370	194	281	144	298	144	312	152	288	147	
10910	Baltëz	5.32			178		544	279	631	324	400	216	438	237	727	380	688	337	829	384	1001	517	
81 Secteur administratif de Frakull																							
16340	Frakull e Madhe	5.33	1060		984		1910	938	2324	1127	3567	1702	4216	2103	5698	2713	7059	3471	8727	4206	8679	4312	
16350	Frakull e Vogël	5.34	173		227		443	225	543	267	569	256	603	311	858	432	1127	557	1490	720	1589	777	
10010	Adë	5.35	336		112		350	172	442	216	518	233	592	284	582	284	744	357	971	474	969	459	
10011	Bunaca	5.36					270	131	311	158	314	153	263	135	788	284	1101	542	695	330	811	395	
33560	Sheq Musalala	5.37	37		42		136	66	148	69	176	85	200	99	1922	956	2277	1094	633	297	590	283	
12730	Peshtan Bregas	5.38	341		241		345	164	396	185	1117	566	1525	751	1922	956	2277	1094	2827	1367	2687	1389	
20220	Kofaraj	5.39	173		121		223	115	264	128	281	144	448	223	1193	578	1450	732	1649	791	952	480	
39610	Genven	5.40			37		143	65	220	104	222	91	224	110	355	179	360	189	462	227	478	240	
21080	Kashisht	5.41			54																		
21081	Kallimi i Result	5.42																					

Village Code	Nom	Note	1913 Epire	1918 Korçë	1926 Selen.	Census 1945 Pop.	Census 1945 Fem.	Census 1950 Pop.	Census 1950 Fem.	Census 1955 Pop.	Census 1955 Fem.	Census 1960 Pop.	Census 1960 Fem.	Census 1969 Pop.	Census 1969 Fem.	Census 1979 Pop.	Census 1979 Fem.	Census 1989 Pop.	Census 1989 Fem.	Census 2001 Pop.	Census 2001 Fem.
86 Secteur administratif de Libofshë																					
24430	Libofshë		3304	749	801	3083	1591	4556	2166	5007	2568	5890	2930	7788	3775	8199	3955	9236	4458	8333	3986
24431	Rrethi Libofsha	5.43	67																		
32300	Rrethi Libofshë	5.44	132	119	119	206	95	776	310	797	410	830	414	1075	522	1308	643	1394	658	1500	760
32301	Çipilaka (Eibasan)	5.45	85	66	66																
32302	Petoshani	5.46	97	80	80																
32303	Kalkondasi	5.47		52	52																
32304	Hasalli	5.48	286	61	61																
37090	Vanaj	5.49	95	89	89	208	91	495	219	426	214	489	246	1210	586	1320	629	1411	665	1104	522
39630	Gozhdarasi	5.50	32	50	50	178	91	270	135											127	53
39631	Gozhdarani	5.51	129	94	94	284	198	421	212	453	235	531	269	566	279						
39640	Daulias	5.52	154	154	154																
39641	Rrunggaj e vjetër	5.53	61	47	47																
39642	Rrunggaj e re	5.54	45	36	36																
10050	Agimi	5.55	305	281	281	291	139	380	193	1015	514	1316	643	919	447	1039	498	1190	579	962	457
10051	Resomani	5.56	90	75	75																
10052	Gremkuçi	5.57	73	59	59																
10053	Rystemani	5.58	123	112	112																
26730	Metaj		257	229	229	251	129	329	168	301	167	412	211	459	223	596	281	598	289	480	214
19420	Havaleas	5.59	83	84	84	293	150	280	127	357	179	354	169	391	181	258	135	252	120	248	127
19400	Hasturkas	5.60	140	138	138	191	96	222	102	305	161	358	192	451	220	528	257	604	296	586	273
19401	Iriqasi	5.61	60																		
10020	Adriatik	5.62	135	131	131	211	124	219	117	267	134	377	183	349	171	263	137	274	140	299	141
27720	Ndërmenas		150	149	149	222	118	261	133	258	118	258	121	736	354	1036	499	1126	526	1006	487
27721	Hadani	5.63	110	66	66																
85 Secteur administratif de Levan																					
24360	Levan	5.64	2609	157	106	4008	1982	4525	2265	4529	2204	6180	3146	9413	4598	10855	5234	13700	6471	11549	5539
24361	Levani i Shabanit	5.65	170	80	80																
24362	Jaruha	5.66	13																		
16090	Ferras	5.67	227	123	123	351	171	326	156	491	239	551	266	774	369	951	465	1380	676	1180	597
29380	Peshanti i Madh	5.68	985	859	859	1337	690	1561	768	492	249	673	434	1030	489	1165	556	1365	648	685	352
29390	Peshanti i Vogël		88	95	95	249	127	234	125											543	263
34360	Shtyllas		122	64	64	72	32	90	43	430	196	626	308	1034	499	1453	704	1543	736	996	509
11920	Bishan		102	82	82	185	93	198	99	305	148	342	164	480	251	566	276	646	316	581	265
11230	Bashkim	5.69	39	108	108	356	159	291	143	291	147	396	187	467	214	554	268	596	277	520	244
11231	Mernkani (Fikthi)	5.70	93	69	69																
12300	Boçovë		155	128	128	490	240	572	330	657	321	486	240	669	351	842	401	1025	487	934	412
26060	Martinë	5.71	126	119	119	253	125	364	178	367	176	392	196	375	178	984	482	586	538	507	233
29681	Pishë		112	120	120	240	117	243	110	609	295	641	312	920	429	984	482	1082	538	901	398
30860	Qorr	5.72	168	153	153	300	152	385	193	347	179	384	188	963	465	1138	539	836	671	786	364
30861	Fierëza Rova	5.73	52	45	45																
87 Secteur administratif de Mbrostar																					
26360	Mbrostar	5.74	1812	146	141	2765	1380	3869	1860	4368	2126	5356	2633	5740	2806	7669	3652	8252	3968	8521	4276
37520	Vërri		272	240	240	364	185	432	206	1098	545	1657	821	1361	665	2407	1149	2662	1295	2542	1308
37521	Gjokalli	5.75	117							1267	614	1394	691	1080	527	989	410	910	433	890	437
37522	Hismetani	5.76		44	44																

Village	Code	Nom	Note	1913	1918	1918	1926	Census 1945	Census 1950	Census 1955	Census 1960	Census 1969	Census 1979	Census 1989	Census 2001
				Epire	Korçë	Kuk	Selen.	Pop.	Pop.	Pop.	Pop.	Pop.	Pop.	Pop.	Pop.
								Fem.	Fem.	Fem.	Fem.	Fem.	Fem.	Fem.	Fem.
37523 Rrethi Koçoja			5.77			191	181								
36950 Vajkan					176	161		176	203	92		512	739	1011	1030
29440 Pëtove					171	193		491	1109	510	400	1031	1338	1520	1630
29441 Çakajasi-Petova			5.78		36	29									795
20500 Kallim i Madh			5.79		536	527		736	358	909	1052	895	1103	1123	1360
20510 Kallim i Vogël			5.80		167	143		242	125	295	409	861	1093	1026	1069
554															554
89 Secteur administratif de Portëz					1394	1205		2368	1172	3022	1718	4835	6481	8374	8711
30310 Portëz					69	51		280	136	338	299	1021	1233	1612	2511
30311 Balteza h. bej			5.81		63	94									1267
26370 Mbyet					102	77		201	97	222	162	397	420	614	763
30000 Plyk					102	77		323	163	379	233	658	819	1013	977
22650 Kraps					421	363		718	370	1187	470	1286	1987	2073	1952
28910 Patos fshat					471	341		521	249	559	346	1019	1289	1618	1555
23740 Lalar					235	210		325	157	337	208	454	733	894	953
500															500
90 Secteur administratif de Qendër Fier					1112	1397		3169	1641	3297	2361	5449	7364	9907	8659
14140 Çlirim			5.82		71	77		325	167	305	1945	1325	1729	2136	2012
27320 Mujalli					226	287		472	252	577	288	640	570	548	539
27321 Nikasi			5.83		58	64									252
14530 Daullas					57	40		257	136	287	104			913	502
18510 Grecalli					58	296		559	285	624	257	482	1392	1469	675
18511 Grembi Hasan			5.84		47	48									314
10030 Afrim i Ri			5.85		129	176		351	173	417	155	736	724	668	307
36910 Vadhizë								249	130	320	155	736	724	668	145
36911 Radoshitina e Bele			5.86					208	102	352	211	470	514	716	694
39340 Zhupan			5.87		66	45		373	195	308	166	1796	2435	1724	1685
15570 Drizë					400									1733	840
40190 Romët			5.88					239	125						613
40180 Drizë-Myrtezak			5.89					385	206	427	436				469
242															242
93 Secteur administratif de Topojë					1486	1539		2569	1300	3062	1831	5053	5677	6569	5494
36120 Topojë			5.90		70	102		351	162	571	716	820	1002	1314	1160
36121 Shin Pjetër Sak.			5.91		35	72									570
36122 Rrethi Starreja			5.92		21	33									
16550 Fushë			5.93		79	56		305	176	342	170				
16551 Topoja Stefani			5.94		89	81							705	826	628
33000 Seman					231	267		577	286	506	319	1127	1289	1485	303
17520 Gjakalli			5.95		61	77		290	147	199	179	424	364	226	678
33580 Sheq Marinhas			5.96		124	133		193	89	216	247	687	926	1133	210
33581 Marinhas Mesheq			5.97		47	79									107
39650 Sheq			5.98		112	83		197	106	219	104				397
33010 Seman i Ri			5.99		51	129		157	85	180	92	1010	1005	1160	144
33011 Marka Deshpoti			5.100		88	68									68
33012 Bufasi			5.101		31	14									883
33013 Kërkuqasi			5.102		172	107									445
39660 Kavaklli			5.103		139	135		220	109	490	211				559
18740 Grykë			5.104		136	103		279	140	339	159	985	386	425	271
190															190
8 Municipalité de Divjakë					6531	6908		10954	5491	11888	5700	12298	30084	14566	42412
21389															21389
208 Secteur administratif de Divjakë					2036	2114		3077	1652	3246	1593	3333	8113	3914	9478
14920 Divjakë			5.105		886	818		1509	786	1685	836	1644	4279	2050	5326
14921 Kulari			5.106		198	174									2559
27000 Mizë					127	140		291	141	318	140	854	1077	1233	5764
700															700

Village Code	Nom	Note	1913 Epire	1918 Korçë	1926 Selen.	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001	
						Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.
38480	Xenqë		103	111	111	212	118	260	133	221	112	274	136	400	186	440	221	490	242	500	231
17080	Gërmenj / Madh	5.107	180	277	277	261	188	201	94	236	120	269	132	504	236	462	222	496	238	676	343
39790	Hallvaxhias		52	45	45	76	40	72	32	88	39	102	44	175	83	211	98	215	101	297	150
17090	Gërmenj / Vogël	5.108	137	165	165	167	89	169	89	131	59	174	87	187	79	200	98	226	105	270	110
11930	Bçukas	5.109	115	206	206	152	83	134	64	171	75	224	100	265	126	367	181	427	206	473	254
12710	Bregas	5.110	34	143	143	72	46	139	69	164	84	207	103	437	207	344	165	227	109	508	269
39800	Dushk-Cam	5.111	72	64	64	84	46	88	49	98	55	136	72	180	86	219	109	228	113	340	174
39210	Zharrec		132	114	114	182	89	180	87	231	112	283	141	408	211	514	252	610	298	747	389
212 Secteur administratif de Grabian																					
215	364	286	150	310	148	184	83	263	115	2100	1020	2524	1232	3803	1542	4862	2520				
18270	Grabian		154	176	176	198	107	206	98	184	83	263	115	2100	1020	2524	1232	3803	1542	4862	2520
39820	Staravec	5.112																			
18271	Plemreja	5.113	61	52	52																
16100	Ferras	5.114		136	136	88	43	104	50												
213 Secteur administratif de Gradishtë																					
1966	2002	3345	1640	3836	1734	3818	1904	4768	2331	6127	2928	7222	3427	8455	4054	8939	4472				
18380	Gradishtë		226	226	226	382	177	493	222	329	165	377	198	571	268	722	335	933	430	1077	546
18381	Shingjergji	5.115	59	54	54																
16200	Fier-Seman		182	215	215	270	141	309	153	314	158	490	233	518	241	661	313	724	346	814	399
10670	Babunjë		238	207	207	501	236	521	248	549	275	673	330	845	395	937	434	1105	524	765	387
39830	Babunjë e Re																				
18820	Gungas		76	80	80	352	164	348	168	279	141	333	156	355	182	421	215	432	211	460	227
35030	Spolate	5.116	329	249	249	403	194	449	219	414	198	501	237	601	287	755	362	956	465	1050	527
21350	Këmishtaj		202	174	174	270	126	321	146	457	215	569	266	805	354	990	462	1301	635	1185	565
21351	Zajman-Këmisht.	5.117	34	38	38																
26630	Mërtish		361	340	340	586	294	691	326	721	354	896	435	1368	674	1432	688	1570	751	1493	740
26631	Kurjakasi	5.118	46	50	50																
26632	Shinapremtja	5.119	64	30	30																
34860	Sopëz		117	122	122	234	126	242	13	344	176	312	151	426	208	494	230	557	262	573	288
18040	Goricaj		223	217	217	347	182	462	239	411	222	617	325	638	319	810	388	877	430	972	504
18042	Senëz-gore	5.120	35																		
219 Secteur administratif de Remas																					
954	1002	1481	717	1670	835	1786	873	2360	1154	3057	1429	3884	1869	5499	2170	5712	2938				
31660	Remas	5.121	113	141	141	249	128	288	147	277	138	317	152	467	217	755	363	684	322	695	367
31661	Pervasi	5.122	71																		
18830	Guri	5.123	93	93	93	174	79	193	95	199	91	422	203	638	302	822	382	1036	491	942	459
18831	Shinkollasi	5.124	13	26	26																
20840	Karavasta		291	272	272	418	193	467	223	493	242	569	272	650	298	706	341	708	311	747	385
20850	Karavasta e Re	5.125				93	44	96	47	98	50	86	42								
39840	Adriatik	5.126																			
22890	Kryekuq		185	256	256	228	112	275	136	347	152	452	228	635	302	810	400	1042	505	1151	592
20640	Kamenicë		18	13	13	133	70	159	91	164	98	229	118	291	126	343	165	414	203	498	265
27280	Mucias		128	100	100	186	91	192	96	208	102	285	139	376	184	448	218	678	338	608	298
27281	Çakaçias	5.127	42	72	72																
220 Secteur administratif de Tërbuf																					
1360	1426	2765	1332	2826	1390	3177	1543	4228	1942	5849	2905	8341	4124	10512	5187	11983	5970				
35780	Tërbuf	5.128	278	333	333	429	221	460	229	665	328	759	390	1794	921	3329	1621	4071	1977	4693	2460
13820	Çermë Proshkë		149	95	95	256	132	266	137	278	138	292	144	967	467	693	332	1295	657	1535	687
13821	Çermë Pasha	5.129	422	509	509	721	357	885	431	692	342	779	383	919	461	1026	514	1932	977	2314	1132
40400	Çermë Shkumbin	5.130	264	252	252	447	215	466	217	523	237	624	298	1230	606	1465	760	1567	778	1436	688
33410	Shënpërmetë	5.131	89	56	56	269	91	371	182	427	214	604	283	712	334	764	363	1027	490	1297	637
35470	Sulzotaj		158	181	181	352	177	378	194	330	152	399	130	227	116	504	252	620	308	708	366
35471	Nova	5.132																			

Village Code	Nom	1913	1918	1926	Census 1945	Census 1950	Census 1955	Census 1960	Census 1969	Census 1979	Census 1989	Census 2001
		Note	Korçë	Selen.	Pop.	Pop.	Pop.	Pop.	Pop.	Pop.	Pop.	Pop.
33 Municipalité de Lushnjë												
218 Secteur administratif de Lushnjë												
25360	Lushnjë	5.133			8103	7254	10488	15464	22057	26187	35136	37860
32680	Savër		┌		5678	2700	4033	12529	18085	22033	29821	32572
20870	Karburnarë e Poshtëm	5.134	┌	1353	1683	856	1903	2119	2881	2782	3686	3879
1179	Lushnjë				2203	989	1903	2119	2881	2782	3686	3879
205 Secteur administratif de Allakaj												
10180	Allakaj				2203	1071	2899	14448	4097	4437	5230	5492
36170	Toshkëz				166	72	239	123	415	475	240	294
39250	Zhelizhar				342	172	461	274	918	1062	1251	1397
14610	Delisufaj				546	266	709	338	759	843	452	903
11820	Biçakaj i Vjetër				315	152	461	233	591	658	779	908
24500	Lifaj i Ri				349	175	427	215	615	642	786	777
14280	Cukas i Ri	5.135			74	168	185	107	210	230	194	217
26170	Mazhaj	5.136			95	43	159	82	246	195	143	398
					255	120	258	134	343	326	155	318
206 Secteur administratif de Ballagat												
10810	Ballagat				1448	732	1517	773	2195	2758	3714	3431
17720	Gjuçaj	5.137			234	119	254	127	379	555	253	784
17770	Gjuçaj				300	151	383	190	568	833	411	970
20010	Jazexhijas				198	107	192	98	248	331	158	202
25870	Manasufaj				142	69	140	77	240	303	147	400
38630	Xibrakë	5.138			83	49	98	53	160	216	114	229
16940	Garunjas				174	90	121	66	179	230	301	253
					317	147	329	162	421	290	135	492
207 Secteur administratif de Bubullimë												
12950	Bubullimë				4449	2235	4445	2208	5222	5620	2723	6027
15960	Eskaj				1421	724	1204	624	1373	1420	715	1683
17550	Gjonas				365	174	342	172	448	491	232	521
19220	Hallaj				120	111	278	125	292	397	191	209
19840	Imshhtë				409	244	562	280	650	594	283	602
20600	Kamçishtë				1077	543	1012	479	1009	1147	543	1304
20601	Godoleshi	5.139			493	244	589	290	741	744	337	729
29660	Pirrë				387	195	473	238	723	827	423	891
209 Secteur administratif de Dushk												
15820	Dushk i madh	5.140			837	579	1222	948	5033	6320	3100	8006
15830	Dushk-Peqin	5.141			398	183	353	178	1490	1783	867	2311
22180	Konjat				89	40	123	58	245	375	181	507
18410	Gramsh				387	183	656	333	936	1259	615	1463
39150	Zhamë-Jshat				145	78	177	90	329	315	145	420
39160	Zhamë	5.142			224	163	224	163	550	667	335	945
35900	Thanasaj				203	95	261	126	483	626	310	798
210 Secteur administratif de Fier Shegan												
16150	Fier-Shegan				2899	1449	3462	1843	5294	6946	3313	7880
21680	Koçaj				153	72	215	107	942	1196	565	1047
10980	Barbullimjë				213	96	256	134	352	464	272	501
22380	Kosava e Vogël	5.143			442	222	398	289	733	946	470	1162
14080	Cinar				366	183	399	199	621	850	397	971
32730	Sejmenas				154	70	173	79	388	482	245	528
35910	Thanë	5.144			135	67	132	69	207	233	111	272
14290	Cukas i Vjetër				120	195	296	150	390	517	251	600
27460	Muriz-Kazarë				311	175	331	176	333	382	181	351
					146	71	192	94	245	234	104	256

Village Code	Nom	Note	1913 Epire	1918 Korçë	1918 Kuk	1926 Selen.	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001	
							Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.
31050	Qerreti i Ri						195	95	213	98	248	113	281	135	228	102	600	294	440	215	290	148
40380	Bicakaj i Ri	5.145				133	75	143	84	154	83	148	85	236	120	239	109	278	137	196	100	100
31060	Qerreti i Vjetër			129		322	164	366	181	417	217	518	269	538	271	748	355	683	318	821	399	821
20040	Jeta e Re	5.146		122		134	71	171	87	207	111	282	137	433	202	519	231	739	364	847	424	424
211 Secteur administratif de Golem																						
17890	Golem i Madh			781		697	1624	811	1820	868	1823	906	2918	1350	3813	1729	4462	2166	5476	2627	6191	3192
39810	Golem i Vogël	5.147		352		260	268	129	327	151	580	283	720	356	856	411	741	362	1389	682	1052	546
33250	Shegan			299		234	357	181	431	210	459	239	539	279	666	330	619	302	780	376	653	338
10200	Alpendaj	5.148		46		40	261	135	310	144	215	101	254	128	358	177	510	259	589	287	741	386
10201	Alpendaj Peqin	5.149		46		48																
19180	Hajdaraj			84		57	95	45	105	46	124	58	144	68	173	77	210	97	286	132	493	247
29990	Plug	5.150					511	254	445	215	445	225	1261	519	1760	734	2020	964	2432	1150	2676	1381
214 Secteur administratif de Hygjiokaj																						
19750	Hysgjokaj			595		607	1489	764	1662	809	1469	741	1581	794	1983	977	2576	1262	3322	1603	3139	1608
40390	Kupas	5.151		313		269	456	224	526	254	571	288	654	324	993	499	1132	549	1699	798	1419	746
23980	Lekaj	5.152				168	250	130	279	139	285	141	168	102	244	126	370	179	370	179	315	156
23420	Kurtinë			190		170	326	176	354	177	351	180	414	213	497	228	637	321	857	437	831	423
13540	Çanakaj			92			169	87	156	77	156	83	189	100	249	124	334	160	396	189	365	183
215 Secteur administratif de Karbunarë																						
20880	Karbunarë	5.153		329		932	1085	534	850	399	1530	750	1904	922	2778	1294	4648	2285	5511	2658	5356	2727
21100	Babaj e Re	5.154															1097	549	1209	593	1186	611
35080	Stan-Karbunarë					333													789	401	911	448
27200	Mollas	5.155		75		74	125	61	151	72	177	86	402	194	534	243	919	447	495	221	524	272
21060	Kasharaj			69		79	135	70	162	80	168	89	273	132	543	253	430	216	581	277	511	253
39100	Zgjanë	5.156		42		57	117	51	136	55	156	68	183	80	282	125	404	195	517	252	561	287
10770	Balaj	5.157				157	135	70	266	133	266	133	305	146	406	184	558	251	663	303	607	324
27450	Muriz-Peqin			81		79	112	48	134	61	131	63	164	83	175	127	335	175	341	168	303	162
34630	Skllaj	5.158		62		62	340	176	119	58	112	56	131	65	163	73	364	168	463	219	414	210
11810	Bicakaj																210	105	274	135	246	118
216 Secteur administratif de Kolonjë																						
22070	Kolonjë			1578		1270	2569	1399	2864	1402	3314	1606	4048	1886	4879	2387	5749	2814	6967	3187	7099	3545
10330	Ardënicë			235		225	430	204	368	181	468	222	837	327	1170	556	1647	813	2148	1036	2160	1073
12010	Bitaj			169		171	314	176	349	183	412	193	368	199	635	319	754	356	891	419	1018	528
32090	Rapëz Sektor	5.159		108		105	240	116	315	158	300	142	404	169	454	224	440	210	418	205	356	177
32080	Rapëz Fshat										87	34	105	50	180	86	344	169	574	284	424	216
18130	Garre			320		240	280	142	289	139	417	183	650	282	461	227	366	189	406	435	835	410
25270	Lumth			214		167	432	213	491	229	495	250	472	243	555	269	689	336	896	450	532	268
11970	Bishqethëhm			139		293	250	135	317	158	351	180	333	169	376	178	399	192	499	250	532	268
33120	Shakuj	5.160		281		69	458	232	542	265	584	306	645	338	753	386	780	395	760	377	758	358
217 Secteur administratif de Krujë																						
22870	Krujë Sipërm			2829		2685	3863	1908	4401	2110	4852	2443	5703	2830	6813	3280	7624	3661	8849	4252	9000	4524
22860	Krujë Poshtëm			480		454	628	313	740	367	850	440	1013	520	1295	654	1358	666	1549	741	1483	756
16140	Fieri i Ri	5.161		526		464	657	329	789	392	815	417	924	467	1191	585	1287	632	1430	679	1440	739
39360	Zhyrnë			238		228	322	167	329	141	408	205	444	231	630	314	770	379	890	432	885	441
32400	Rrupaj			116		143	185	83	219	104	231	114	289	137	370	177	427	218	474	246	459	210
24510	Lifaj i Vjetër			150		133	212	115	308	135	275	146	308	149	351	160	414	195	544	268	556	283
20200	Kadaj			191		166	347	167	391	180	452	218	440	211	562	269	667	303	779	354	885	442
27890	Ngurrëz e Madhe			101		89	182	68	161	78	162	84	188	94	219	103	263	110	316	149	314	160
27891	Kosembëjani	5.162		312		307	339	171	389	178	649	324	987	493	907	443	965	454	1139	539	1285	647
27900	Ngurrëz e Vogël			242		241	292	138	328	159	331	169	463	218	481	201	534	252	631	304	580	288

Village Code	Nom	Note	1913	1918	1918	1926	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001			
			Epire	Korçë	Kuk	Selen.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.
10470	Arrëz	5.163		271	┌	255	399	199	460	215	373	178	342	168	457	211	447	213	468	229	482	251		
17240	Gjazëj	5.164			└		300	158	327	161	306	148	305	142	350	163	492	239	629	311	631	307		
36 Municipalité de Mallakastër																								
228 Secteur administratif de Ballsh																								
10900	Ballsh	5.165		243	┌	179	428	185	393	196	755	357	919	438	1697	754	4518	2282	6655	3322	9154	4712		
227 Secteur administratif de Arantias																								
10270	Aranitas	5.166		2583	┌	1874	2310	909	2552	1196	2596	1299	2686	1346	3392	1582	4280	2076	5270	2548	4530	2367		
28690	Panxhor	5.167		805	┌	670	838	185	941	441	928	456	893	455	1085	524	1381	692	1534	742	1428	748		
14240	Cucen	5.168		541	┌	341	┌	437	228	┌	455	226	534	286	┌	866	415	┌	1103	530	┌	1485	726	
20380	Klenjë	5.169		87	┌	71	┌			┌	65	32	77	37	┌							203	108	
14010	Cfir			359	┌	319	469	213	491	231	433	224	455	225	490	226	635	300	847	408	587	313		
26760	Metall			238	┌	174	217	107	250	108	430	210	430	210	556	256	707	329	824	374	592	321		
229 Secteur administratif de Fratar																								
14380	Damës	5.166		2979	┌	1800	2438	1252	2869	1370	2818	1483	3035	1582	3939	1958	4732	2342	5576	2514	4593	2300		
16800	Godurovë	5.167			┌		690	355	┌	2430	1159	583	320	688	371	480	1217	595	1728	843	1480	738		
11350	Bejarë	5.168		2961	┌	1486	725	362	┌		837	435	857	447	1120	568	1380	696	1291	609	942	115		
25560	Malas	5.169			┌		673	360	┌		760	407	780	412	921	467	1108	545	1222	573	1121	571		
22700	Kremenarë			18	┌	314	350	175	439	211	421	214	458	233	593	292	607	302	581	286	279	149		
230 Secteur administratif de Greshicë																								
18570	Greshicë	5.170		1208	┌	714	962	469	1132	514	1096	544	1167	633	1534	744	1875	901	2166	1040	1899	967		
18580	Greshicë e Re				┌		764	384	┌	1132	514	┌	1167	633	┌	1534	744	┌	1875	901	┌	1007	504	
231 Secteur administratif de Hekal																								
19450	Hekal	5.171		432	┌	1628	1967	1004	2342	1134	2587	1254	2833	1390	3654	1708	4400	2125	5325	2509	4412	2215		
27150	Mollaj			275	┌	1098	1335	688	┌	1613	787	1486	755	1613	782	1979	912	2353	1127	2857	1346	2324	1214	
21600	Klas			76	┌	281	285	136	332	162	398	199	446	222	585	283	675	332	756	357	592	305		
31910	Romës	5.172		81	┌	249	347	180	397	185	490	196	484	245	717	345	889	438	1108	529	988	445		
232 Secteur administratif de Kutë																								
23500	Kutë	5.173		887	┌	1972	2233	1119	2774	1319	2520	1268	2597	1330	3236	1605	3703	1812	4194	2028	3356	1702		
10240	Anëbreg			302	┌	702	741	368	941	455	852	431	936	484	1177	580	1391	677	1286	636	1144	592		
14220	Corrush			467	┌	751	913	476	┌	1119	549	┌	979	509	┌	610	┌	1317	637	1214	574	795	404	
15550	Drizarë			118	┌	519	579	275	714	315	669	323	682	337	842	415	995	498	1139	551	858	426		
233 Secteur administratif de Ngracan																								
27870	Ngracan	5.174		532	┌	440	612	319	685	312	729	372	822	410	957	445	1137	523	1253	584	1030	544		
31800	Riban			403	┌	341	467	249	510	231	554	287	635	316	691	322	808	367	892	423	692	359		
234 Secteur administratif de Qender N																								
15660	Dukas			129	┌	99	145	70	175	81	175	85	187	94	266	123	329	156	361	161	338	185		
37890	Visokë			3821	┌	2453	3585	1765	4106	1974	4410	2131	4989	2440	6327	2934	8067	3907	9984	4775	8776	4511		
11430	Bellshovë			179	┌	93	199	101	202	98	219	107	248	118	287	142	452	221	575	265	721	376		
39850	Belistan	5.175		388	┌	277	465	231	442	266	611	301	728	336	1000	458	1158	578	1373	665	1160	590		
40130	Drenovë Fushë	5.176		┌	855	┌	550	┌	865	398	┌	870	400	┌	1271	586	┌	1529	731	┌	1817	835	736	398
21040	Kash	5.177		┌	941	┌	520	┌	816	364	┌	925	445	┌	1393	638	┌	1836	884	┌	2420	1173	1578	823
36890	Usojë			190	┌	192	269	133	318	155	329	171	340	175	394	188	496	236	648	320	649	337		
23840	Lapulec	5.178		253	┌	125	230	119	229	108	223	114	237	129	277	125	402	191	474	224	434	235		
				456	┌	395	465	236	531	259	459	227	545	272	683	325	850	424	971	478	848	421		

Village Code	Nom	1913 Note	1918 Korçë	1918 Kuk	1926 Selen.	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001	
						Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.
235 Secteur administratif de Selitë																					
	32930 Selitë	5.179																			
	24860 Lofënd			390	282	259	128	296	134	298	138	347	163	445	200	564	270	712	349	556	278
	27880 Ngancijë							172	78	192	82	229	111	277	124	368	169	423	200	374	195
	23880 Lavidan			169	109	206	102	235	114	284	146	228	121	300	148	412	203	571	266	571	296
				1208	849	1045	550	1393	675	1483	757	1606	817	1842	855	2315	1074	2563	1193	1779	947
				805	511	641	347	744	364	678	336	739	359	868	388	1082	490	932	455	738	376
				292	156	243	123	304	161	319	162	369	189	449	210	573	261	618	281	486	264
				111	182	161	80	345	150	486	259	498	269	525	257	660	323	667	305	345	190
				3634	4018	6094	3015	6356	2964	10184	4840	14120	6739	21160	10085	26252	12786	33806	16242	31743	15973
40 Municipalité de Patos																					
88 Secteur administratif de Patos																					
	28900 Patos	5.181																			
	15670 Dukas	5.182																			
	23290 Kuqar			310	332	533	268	603	299	642	320	1276	470	1623	753	2283	1103	3226	1581	3229	1611
	31720 Rrësh			367	336	707	353	592	288	920	451	1249	648	1835	927	1360	653	1347	632	857	434
	10940 Banaj	5.183																			
	25940 Margëllic			132	142	220	113	224	103	375	168	468	233	753	368	760	369	913	455	750	367
	32490 Rusinjë			96	96	108	56	136	66	184	97	197	103	243	122	288	151	273	133	142	73
	24110 Grizë	5.184		74	114	188	90	185	83	169	84	238	118	363	187	391	195	726	343	1068	549
				1223	1372	1687	850	1983	887	2728	1396	3306	1622	4482	2120	5019	2432	6450	3112	6754	3444
	32500 Ruzhidie			302	293	371	177	333	174	497	218	540	248	698	306	882	416	972	457	834	436
	34570 Siqecë			279	266	310	169	567	192	385	203	470	240	583	290	713	346	781	365	530	281
	17730 Gjynanorë			237	196	319	159	386	196	441	229	508	249	678	306	864	419	968	447	945	479
	17731 Mashkullara	5.185		75	70																
	39620 Drenie	5.186		160	142	221	115	228	109	248	125	314	166	410	218	487	254	487	253	410	194
	21110 Kasnicë			170	405	466	230	469	216	212	112	268	138	307	148	431	197	543	185	458	245
				1204	1385	2155	1046	2302	1084	2728	1396	3306	1622	4482	2120	5019	2432	6450	3112	6754	3444
94 Secteur administratif de Zharëz																					
	39220 Zharës			230	241	496	240	524	245	498	232	709	352	1537	753	1891	929	2405	1179	1810	945
	39670 Fshat i Ri	5.187		77		140	72	187	97	211	111	294	142								
	16380 Frashër	5.188		107	227	267	130	319	146												
	16381 Rrethi/Num. Bej	5.189		119	159																
	37430 Verbas	5.190		136	118	296	155	176	80	817	441	855	417	1160	541	476	222	651	324	802	408
	33610 Sheqishë			291	430	637	296	719	332	732	364	871	433	1206	566	1314	658	1619	786	1517	781
	11420 Bellinë			244	210	319	153	377	184	470	248	577	278	579	260	736	338	927	435	1061	528
				549	5912	8203	3724	9871	4579	10834	5419	12654	6242	18108	8710	21752	10363	24545	12083	26382	13273
48 Municipalité de Roskovec																					
91 Secteur administratif de Roskovec																					
	31960 Roskovec	5.191																			
	19920 Jagodine	5.192																			
				314	576	1013	454	1195	542	1546	734	2159	1034	3840	1849	4851	2343	6015	2666	5939	2868
				199	432	484	244	526	244	772	352	1384	657	3547	1706	4851	2343	5565	2666	5484	2636
				377	581	270	298	669	298	774	382	775	377	293	143			450	455	232	232
				321	2073	2576	1131	3101	1396	3250	1620	3746	1825	5184	2470	6035	2870	6916	3294	7319	3768
	23260 Kuman			314	415	202	202	489	234	535	260	609	298	886	421	1110	531	1470	705	1847	952
	25990 Marinëz			321	609	942	455	1443	721	1240	635	1443	721	1990	921	2035	954	2158	1025	2085	1045
	37670 Vidhishtë			302	302	394	198	480	229	554	281	688	331	955	460	1245	589	1553	748	1873	965
	24970 Luar			848	825	276	276	1017	479	921	443	1006	475	1353	668	1645	796	1735	816	1514	806
				228	1352	2028	992	2444	1156	2616	1322	2892	1442	3910	1849	4857	2247	5904	2891	5201	2575
84 Secteur administratif de Kurjan																					
	23360 Kurjan			228	529	912	451	1180	567	1229	629	1303	642	1790	840	2168	1034	2684	1321	2128	1092
	27860 Njefear			483	483	616	302	684	323	742	383	859	453	1138	569	1365	603	1481	734	1531	736

Village Code	Nom	Note	1913 Epire	1918 Korçë	1918 Kuk	1926 Selen.	Census 1945 Pop.	Census 1945 Fem.	Census 1950 Pop.	Census 1950 Fem.	Census 1955 Pop.	Census 1955 Fem.	Census 1960 Pop.	Census 1960 Fem.	Census 1969 Pop.	Census 1969 Fem.	Census 1979 Pop.	Census 1979 Fem.	Census 1989 Pop.	Census 1989 Fem.	Census 2001 Pop.	Census 2001 Fem.
26280	Mbërs	5.193				136	200	94	227	105	244	120	289	143	442	202	549	249	647	301	605	310
38050	Vlosh					204	300	145	353	161	401	190	441	204	540	238	775	361	1092	535	937	437
92 Secteur administratif de Strumë																						
35320	Strumë					1911	2586	1147	3131	1485	3422	1743	3857	1941	5174	2542	6009	2903	5710	3232	7923	4062
35321	Matka	5.194				481	728	371	1032	506	975	515	1091	554	1473	718	1914	916	1357	1131	2427	1260
35322	Cifliku Strum	5.195				162																
10300	Arapaj	5.196				112	228	107	267	120	288	149	310	142	385	185	421	199	499	227	1120	588
10301	Çomlekani	5.197				46																
35370	Suku i Poshëm					72	1304	521	1448	682	630	311	768	385	1467	735	1647	800	1434	710	1621	825
35380	Suku i Spërm					79	326	148	384	177	412	195	555	287	744	372	1062	503	1298	613	1431	709
37370	Velmish					259											965	485	1122	551	1324	680
83905			83905		4972	91138	80347	38154	97787	47761	89549	45232	95589	47750	113888	55890	133514	65036	157046	74627	112804	56852
22879			22879			20681	17940	9012	20822	10147	21889	10371	24350	11879	28806	14478	35139	17418	42072	20470	33041	16672
6 Préfecture de Gjirokastrë																						
15 Municipalité de Gjirokastrë																						
109 Secteur administratif de Gjirokastrë																						
17460	Gjirokastrë	6.1				10184	9371	5045	9968	4904	12322	5477	14111	6614	15166	7839	19376	9748	24207	11956	20601	10280
10580	Asim Zeneji	6.2				495	393	178	468	233	877	305	777	418	1133	573	1184	588	1288	616	1224	621
10530	Arshi Lengo	6.3									519	105	404	220	588	304	643	323	663	313	584	302
22770	Krinë	6.4				146	106	53	131	68	114	59	133	73	192	95	118	61	181	81	67	37
36220	Tronoshishtë	6.5				79	76	36	107	51	75	43	71	35			73	31			60	31
32630	Saraqinishtë					270	211	89	230	114	169	98	169	90	191	93	185	90	199	99	145	71
112 Secteur administratif de Lumshëri																						
37010	Valare	6.6				2612	1695	736	2215	1104	1763	966	1697	918	2718	1314	3229	1570	4133	1943	2820	1487
21330	Kellëz	6.7				313	201	85	215	112	188	105	167	93	376	183	392	191	787	356	925	481
31140	Qestorat					279	140	59	177	93	138	78	146	80	281	138	324	167	335	164	114	49
14840	Dhoksat					289	208	88	294	142	213	114	191	105	323	155	425	210	536	258	259	133
26950	Mingul	6.8				224	144	69	173	82	140	74	103	53			166	87			64	34
28100	Nekovë	6.9				296	178	69	231	117	134	70	162	86	451	216	400	197	696	316	298	165
15920	Erind	6.10				650	302	137	486	235	306	169	325	183	358	185	406	200	429	201	464	249
17230	Gjat					170	160	57	211	113	168	94	160	96	200	104	191	92	230	115	71	36
20320	Kaloz					188	176	80	208	107	207	110	214	103	247	113	288	133	355	167	281	156
20940	Karjan					203	186	92	220	103	269	152	229	119	307	143	362	174	437	221	277	147
113 Secteur administratif de Odrine																						
23570	Labovë e Mëdhe	6.11				1487	599	263	789	389	514	297	808	422	1107	542	1261	609	1446	703	561	299
23600	Labovë e Vogël	6.12				621	163	70	234	122	211	125	236	118	406	196	223	101	244	114	104	51
10230	Andon Poçi	6.13				513	125	52	179	80							206	104	222	104	37	23
19710	Hundëkuq	6.14											271	148	330	165	410	206	512	261	263	141
35790	Tërbaq	6.15				151	155	72	164	82	153	82	170	88	202	100	238	112	274	134	87	47
114 Secteur administratif de Picar																						
29560	Picar	6.16				2148	1852	909	2453	1125	2081	1065	2236	1143	2830	1385	3190	1567	3301	1587	1656	849
34210	Shtëpëz					622	515	242	643	309	631	324	714	376	904	455	1016	508	1144	556	747	402
22060	Kolonjë					172	186	93	206	96	223	114	255	120	312	150	331	156	361	170	152	87
17920	Golem	6.17				356	397	201	463	225	403	212	463	231	571	290	681	346	737	358	465	224
20770	Kaparrjel	6.18				998	626	311	963	418	674	348	634	336	840	403	962	469	926	441	264	121
							128	62	159	77	150	67	170	80	203	87	200	88	133	62	28	15

Village Code	Nom	Note	1913 Epire	1918 Korçë	1918 Kuk	1926 Selen.	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001	
							Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.
24840	Livinë		132			151	170	66	208	107	201	116	233	128	272	142	303	153	333	156	325	161
22780	Krioner	6.34	188			212	236	106	273	133	217	115	222	112	270	133	294	144	301	191	312	152
34950	Satirë	6.35	1050			946													338		356	170
115 Secteur administratif de Poļiçan																						
30180	Poļiçan		5632			5264	3460	1297	4631	2371	2605	1672	2419	1488	2344	1223	2193	1125	2474	1220	907	452
34640	Skore	6.36	560			1536	617	233	914	467	465	294	395	227	473	237	455	237	555	280	207	93
34870	Sopik		1630			751	366	150	481	231	302	180	317	190	342	103	333	166	398	196	77	41
13590	Çatistë		487			680	720	266	875	467	547	367	492	308	422	236	418	214	464	228	66	31
26150	Mavrojër	6.37	98			88	93	35	119	60	73	57	92	61								
19540	Hlomo		760			776	522	172	697	359	417	264	366	227	391	237	306	164	407	200	48	29
32810	Selçkë	6.38	447			321	215	88	269	127	170	96	169	96	166	85	165	70	152	69	56	25
7430			7430			9452	12027	5856	13984	6621	12988	6607	13106	6557	15275	7255	17817	8578	20292	9564	10686	5454
21 Municipalité de Këlçyrë																						
264 Secteur administratif de Këlçyrë																						
21310	Këlçyrë	6.39	1660			2570	2732	1231	3313	1632	2822	1593	3159	1679	3323	1641	3678	1831	4590	2198	3419	1742
21320	Fshat-Këlçyrë																					
26350	Mbrezhdan		710			789	819	339	1138	563	769	450	652	377	602	311	524	270	446	200	154	84
25630	Malëshovë	6.40	1047			521	409	165	613	313	461	275	280	158	226	116	238	118	188	90	33	18
24550	Limar		936			493	424	179	510	244	233	143	189	101	193	96	235	153	254	118	63	34
24551	Kala	6.41				25					103	76	90	49			51	20				
24270	Leskaj	6.42				322	356	149	409	199	332	199	230	125	266	138	265	130	223	104	14	10
261 Secteur administratif de Ballaban																						
10840	Ballaban					2536	3327	1638	3940	1827	3669	1831	3501	1738	4122	1948	4876	2341	5391	2546	2170	1103
28930	Pavar	6.43				336	387	188	301	157	279	160	248	130	236	135	296	142	297	132	381	192
37810	Vinokash	6.44				281	195	94	233	119	215	107	215	105	239	109	275	127	310	148	71	36
37820	Vinokash-Fushë						163	71	218	104	207	111	194	108	139	73	137	90	206	94	152	84
22110	Kamarak		67			83	83	35	90	42	115	61	117	57	160	75	190	85	238	118	116	53
26180	Mazhan		288			288	427	228	459	206	484	223	447	203	588	278	730	337	490	226	231	120
22160	Kondas	6.45																				
30670	Psar		154			154	178	87	220	109	201	110	236	129	252	123	275	121	279	121	138	67
10880	Ball		143			143	210	104	234	105	257	122	230	107	234	116	282	149	258	134	116	61
20270	Kajçë		358			358	455	228	505	230	427	208	381	199	411	202	436	218	444	209	169	86
36160	Toshkëz		230			230	310	145	313	139	249	123	203	101	234	111	276	125	322	163	75	37
11550	Beaqqaraj	6.46							153	72	154	70	174	87	275	126	332	184	391	183	90	44
12930	Bubës	6.47				448	605	305	1008	471	595	284	572	266	649	292	756	351	832	404	264	139
40460	Bubësi i Dytë	6.48				231	314	153			381	200	386	196	432	196	531	245	562	259	188	93
268 Secteur administratif de Dishnicë																						
21260	Katundishite		1793			2204	2940	1468	3375	1589	3053	1516	3056	1502	3773	1784	4493	2134	4829	2235	2289	1186
17020	Gerdas	6.49				653	906	462	982	449	944	451	924	453	1256	592	1438	676	773	682	371	190
21940	Kodrishtë	6.50																				
11320	Beduqas	6.51																				
36040	Tolar		73			200	250	126	305	139	279	143	255	112	315	151	180	94	241	120	163	84
28730	Panarit	126	143			143	136	73	162	71	157	82	155	79	225	101	246	110	274	128	70	38
31790	Riban	144	84			84	122	63	156	73	113	51	168	60	190	88	209	97	217	100	198	99
37130	Varobop	79	83			83	79	45	63	27	65	32	93	42	126	52	160	81	177	89	88	49
202	23300 Kuqar	202	145			145	231	115	272	131	252	123	241	126	291	132	351	158	385	170	96	50
26610	Mertinjë	162	87			87	132	66	169	82	146	79	150	79	144	70	171	87	180	88	44	24
38540	Xhanaj		117			129	216	97	242	114	250	122	215	106	217	99	235	109	252	121	113	57

Village Code	Nom	Note	1913 Epire	1918 Korçë	1918 Kuk	1926 Selen.	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001	
							Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.
16410	Fratar		522			341	444	220	541	256	409	214	367	195	445	219	481	228	488	226	119	64
33020	Senican		161			132	169	73	191	103	181	93	178	97	182	96	210	104	250	116	195	108
33021	Velqishti	6.53	55			16																
24290	Leskovec	6.54	76			98	141	69	159	79	143	76	161	87	201	100	265	130	277	104	93	39
267 Secteur administratif de Sukë			1284			2142	3028	1519	3356	1573	3444	1667	3390	1638	4057	1882	4770	2272	5482	2585	2808	1423
35400	Sukë	6.55	126			287	380	185	392	182	471	231	523	262	720	359	376	193	415	202	345	167
18070	Gorice		89																			
24990	Luarë	6.56									170	67	193	86	229	101	215	124	288	135	33	20
16470	Fshat i ri	6.57																				
31870	Rodeni					290	459	220	506	254	447	231	422	206	449	206	479	220	504	238	234	117
35640	Taroninë	6.58																				
30070	Podgaran		380			503	626	325	711	320	649	322	621	298	817	381	967	466	871	553	426	215
30080	Podgaran Fushë	6.59																			217	120
36690	Ujmirë	6.60																			155	77
39280	Zhepove		434			459	695	346	800	379	852	403	819	390	1017	450	1092	504	1257	603	446	232
33330	Shehq	6.61				61	101	59	105	45	109	44	113	50			149	62	152	60	69	36
36110	Topojan		255			307	472	239	503	238	365	185	406	197	496	231	447	205	424	194	116	58
14590	Dellaj	6.62															179	97	272	135	72	37
14180	Çorogunj					235	295	145	339	155	381	184	293	149	329	154	381	164	217	96	65	35
31 Municipalité de Libohovë			6812			7406	5719	2534	7065	3591	4866	2755	4562	2498	5585	2855	5849	2917	6553	3237	4616	2346
111 Secteur administratif de Libohovë			1850			2593	1612	763	1908	956	1233	650	1265	667	2299	1102	2037	984	2536	1227	2317	1185
24440	Libohovë	6.63	1850			2593	1612	763	1908	956	1233	650	1265	667	2299	1102	2037	984	2536	1227	2317	1185
116 Secteur adm.de Qendër Libohovë			1677			1783	1508	687	1786	919	1280	709	1374	743	1597	858	2320	1190	2563	1268	1583	801
23590	Labovë e Sipërm	6.64					732	279	378	196	506	303	465	267	480	276	253	143	274	150	168	85
23580	Labovë e Poshtëm		700				271	93	372	197							252	141	252	119	149	79
35350	Suhë		163			218	266	115	313	165	281	159	344	186	401	199	394	194	419	207	198	94
35130	Stegopul	6.65	344			337	168	62	220	116	134	79	147	89	175	98	182	94	163	85	57	29
13110	Bulo	6.66															487	235	622	300	302	164
15440	Drimo	6.67																			75	30
27810	Nepravishhtë	6.68	470			329	524	301	503	245	359	168	418	201	541	285	752	383	680	332	634	320
27811	Nepravishhta e posht.	6.69				167																
117 Secteur administratif de Zagori			3285			3030	2599	1084	3371	1716	2353	1396	1923	1088	1689	895	1492	743	1454	742	716	360
28050	Nivan		293			349	213	77	288	157	193	116	171	90	146	68	117	53	130	55	97	51
33550	Sheper		650			529	544	240	737	379	410	241	288	173	303	170	216	114	259	125	121	64
22150	Konckë		156			159	154	57	204	108	155	97	153	90	129	74	133	69	116	54	49	23
39680	Vithkuq	6.70	94			93	79	32	115	56	63	39	66	36								
19630	Hoshëve		513			467	350	147	445	218	311	199	241	151	251	144	238	128	203	102	90	39
15200	Dashnice		122			137	130	65	171	66	142	74	122	61	118	57	121	56	108	94	49	26
39230	Zhej		612			529	463	193	604	309	486	266	385	215	366	188	245	117	219	105	73	33
24820	Liar	6.71	272			219	194	88	185	104	185	105	129	76							93	52
36130	Topovë		287			288	241	101	318	164	205	128	208	110	181	98	211	107	133	70	57	28
27670	Ndlëran	6.72	286			260	231	84	277	155	203	131	160	86	195	96	211	99	193	85	132	72
38 Municipalité de Memaliaj			1408			8874	11212	5765	12752	6016	14419	6557	15755	7672	20764	9712	25607	12231	31352	13568	18958	9568
331 Secteur administratif de Memaliaj																						
26460	Memaliaj	6.73					1875	583	2948	1304	1875	583	2948	1304	4433	1928	5117	2496	7079	3313	4748	2331
							1875	583	2948	1304	1875	583	2948	1304	4433	1928	5117	2496	7079	3313	4748	2331

Village Code	Nom	Note	1913	1918	1918	1926	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001	
			Epire	Korçë	Kuk	Selen.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.
326 Secteur adm. de Fshat Miamalaj																						
26470	Miamalaj Fshat	6.74	1408		1393	1578	800	2151	964	2073	865	1866	962	2501	1211	2959	1440	3876	1107	2564	1314	
37190	Vasjar	6.75	300		369	291	145	503	243	303	154	355	173	505	248	683	342	1374	104	949	481	
13740	Cërrilë	6.76								166	85	227	117	353	167	380	193	338	164	294	150	
26980	Mirimë	6.77	264		431	527	257	660	319	850	288	470	256	577	292	599	283	447	221	244	125	
14390	Damës	6.78	580		400	458	236	559	252	511	263	431	216	479	227	577	273	148	74	136	69	
20490	Kallëmb																					
21070	Keshisht																					
13430	Byfish																					
325 Secteur administratif de Buz																						
13350	Buz			915	1821	2329	1198	2584	1203	2891	1383	2734	1331	3302	1557	3900	1834	4397	1945	1682	856	
10700	Badër	6.79			401	193	100	224	114	474	227	222	111	301	137	362	170	443	221	200	95	
23410	Kurtjez	6.80								120	57	189	89	223	101	263	130	218	114	98	48	
17930	Golemaj	6.81						398	194	263	120	242	116	298	141	350	172	346	158	120	66	
13360	Kalemaj	6.82				349	168			237	109	332	101	278	120	331	150	322	159	114	59	
10510	Arrëz e Vogël				200	193	100	222	104	338	135	306	138	357	173	437	219	469	224	245	123	
33140	Shalës	6.83			255	327	176	338	135	359	158	306	138	357	173	437	219	469	224	245	123	
38500	Xhafaj	6.84		454	482	515	264	574	272	387	192	393	199	412	200	469	211	505	231	179	99	
17810	Glavë				231	179	93	181	82	210	104	221	112	277	133	350	162	410	201	96	51	
32820	Selckë					162	85	182	83	173	79	193	96	254	126	338	161	407	198	103	53	
32830	Selckë e Vogël					382	289	341	168	377	197	360	182	383	181	393	177	144	69	144	69	
22100	Komar	6.85																				
11060	Barthaj																					
330 Secteur administratif de Luftinjë																						
19900	Izvar	6.86		970	2683	3704	1902	3947	1953	3586	1787	3982	1980	4901	2346	6491	3075	7738	3486	3881	1975	
25070	Luftinjë	6.87		345	384	447	237	478	224	492	246	545	276	640	315	956	470	1254	608	594	302	
25080	Luftinjë e Sipërm	6.88		176	517	354	179	362	173	423	208	497	241	662	307	824	382	594	272	358	192	
32060	Rrapaj	6.89				348	170	354	168	363	183	371	182	470	224	611	236	524	239	451	226	
31330	Rabia			352	373	473	240	531	382	448	220	426	210	476	227	630	308	652	314	217	112	
17820	Glavë e Vogël	6.90						459	208	166	82	168	89	204	94	302	148	360	188	138	67	
25950	Maricaj				249	417	216	459	208	205	99	327	157	364	168	453	202	473	213	171	85	
39910	Dervishaj	6.91																				
10500	Arrëza e Madhe				385	475	253	529	231	512	260	498	252	538	282	614	297	598	281	341	179	
36930	Vagalat	6.92								136	75	145	74	174	92	208	98	239	123	121	63	
36180	Tosk-Martello	6.93			281	456	224	494	239	98	47	161	76	239	109	367	195	475	253	307	157	
39180	Zhapopike	6.94		97	494	380	200	392	172	416	201	531	263	749	355	1029	497	1252	581	345	184	
10820	Ballaj	6.95																				
39190	Zhapopike e Sipërm					354	183	348	156	327	166	313	160	385	173	497	242	342	187	129	69	
24960	Luadh	6.96																				
327 Secteur administratif de Krahës																						
22590	Krahës	6.97		2205	2049	2316	1201	2688	1251	2577	1240	2537	1247	3427	1612	4368	2040	5096	2217	3738	1911	
25190	Lulëzim	6.98		230	626	460	240	544	249	512	242	537	272	610	282	698	324	847	411	615	306	
22600	Krahës i Sipërm					305	163	335	156	384	134	327	156	460	233	552	267	660	322	484	244	
39320	Zhulaj			1092	191	203	115	248	113	267	127	282	105	574	246	841	399	716	349	605	301	
24350	Levan	6.99		564	412	412	211	476	232	505	258	415	218	471	238	629	284	631	292	264	135	
10190	Allkomenaj			87	205	197	97	247	115	126	62	133	69	272	125	328	141	281	124	174	94	
20410	Kallvac			75	512	617	307	714	335	672	365	697	360	849	394	1011	475	654	577	497	248	
29190	Pëparim	6.100																				
24240	Leshnjë	6.101																				
38550	Xhoxhaj			157	103	122	68	124	51	111	52	146	67	191	94	309	150	310	142	125	72	

Village Code	Nom	Note	1913 Epire	1918 Korçë	1918 Kuk	1926 Selen.	Census 1945 Pop.	Census 1945 Fem.	Census 1950 Pop.	Census 1950 Fem.	Census 1955 Pop.	Census 1955 Fem.	Census 1960 Pop.	Census 1960 Fem.	Census 1969 Pop.	Census 1969 Fem.	Census 1979 Pop.	Census 1979 Fem.	Census 1989 Pop.	Census 1989 Fem.	Census 2001 Pop.	Census 2001 Fem.
333 Secteur administratif de Qesarat																						
31110	Qesarat			882	148	928	1285	664	1382	645	1417	699	1688	848	2200	1058	2772	1346	3166	1500	2345	1181
19800	Iliras	6.102		185	148	148	273	142	310	147	337	161	426	224	600	278	741	350	493	226	411	207
10210	Armanikaj						106	59	126	61	126	62	133	61	178	82	215	107	232	103	61	32
36020	Toç			373	355	355	446	219	454	212	492	250	537	263	724	353	872	425	747	350	639	333
10250	Anëvjosë	6.103					282	148	286	133	235	112	351	183	413	206	554	273	613	295	280	140
22340	Koshtan			221	225	225	178	96	206	92	227	114	241	117	285	139	390	191	396	187	202	110
20620	Kamçisht			103	126	126	10137	4648	12784	6279	11451	5755	13077	6078	14494	7026	16397	7788	19666	9465	15067	7536
42 Municipalité de Përmet																						
265 Secteur administratif de Përmet																						
2824			2824	2788	2788	2788	1346	640	1918	947	2369	1012	3391	1499	4286	2094	5257	2607	7313	3623	7726	3821
29170	Përmet	6.104					1346	640	1918	947	2369	1012	3391	1499	4286	2094	5257	2607	7313	3623	7726	3821
262 Secteur administratif de Carçovë																						
3212			3212	2536	416	2536	1512	671	1901	938	1907	970	1877	991	2389	1147	2540	1103	2754	1307	1578	804
13560	Carçovë	6.105					223	128	141	82	553	181	299	152	428	170	446	192	607	282	380	210
13561	Messoria	6.106					230	97	177	87	186	99	136	68	133	66	140	73	160	84	71	38
13562	Perati	6.107					153	58	217	112	215	135	288	159	336	181	363	137	385	198	190	86
13563	Serani	6.108					109	46	411	205	142	88	174	96	208	104	243	120	276	133	166	80
38020	Vilaha-Psiloterë	6.109					154	71	196	97	146	77	162	81	178	86	130	59	140	60	76	39
38021	Vlahi	6.110																				
38022	Avorçani	6.111																				
11880	Biovzhëdë						240		177	87	186	99	136	68	133	66	140	73	160	84	71	38
39270	Zhepe	6.112					254		217	112	215	135	288	159	336	181	363	137	385	198	190	86
15230	Dreçove						138		411	205	142	88	174	96	208	104	243	120	276	133	166	80
19810	Illar-Munushitr	6.113					151	69	169	74	102	56	117	53	212	93	238	112	258	119	198	101
19811	Munushitri	6.114					54															
19812	Melani	6.115																				
19813	Furka	6.116																				
19814	Toraniku	6.117																				
35240	Strëmbec	6.118					352	84	375	178	324	195	412	223	521	257	571	209	559	260	287	150
28990	Pëllumbar	6.119					99	45	136	68	119	69	147	80	211	99	230	111	211	96	132	66
20730	Kanikal						141	73	79	35	120	70	142	79	162	91	179	90	158	75	78	34
263 Secteur administratif de Frashër																						
3234			3234	2049	302	2049	1907	956	2310	1109	2325	1203	2017	1040	2215	1094	2331	1128	2711	1294	813	432
16370	Frashër						196	106	241	110	320	172	322	156	306	140	254	119	429	195	48	29
16371	Sëlenista	6.120					232	97	320	168	252	134	191	106	196	100	184	87	164	72	39	22
28220	Ogren-Kostrec	6.121					375	202	364	165	348	178	330	170	322	159	381	192	428	210	183	98
28221	Kostreci	6.122																				
18220	Gostivisht	6.123					122	54	161	81	258	133	120	53	182	95	186	92	208	107	162	81
26850	Migan						450	200	546	269	499	251	400	203	405	204	449	215	495	246	100	47
37440	Vërgjëst	6.124					90	51	115	54	126	67	113	63	227	113	262	123	324	163	81	41
37441	Gostomicka	6.125																				
37442	Kablara	6.126																				
22720	Kreshove						227	113	273	135	255	132	257	133	322	154	368	174	398	181	107	61
35490	Soropull						215	133	290	127	267	136	284	156	255	129	247	126	265	120	93	53
269 Secteur administratif de Petran																						
4060			4060	3595	302	3595	2479	1123	3065	1515	2093	1141	2368	1127	2506	1212	2722	1283	2950	1410	2226	1133
29460	Petran						26	17	46	27	26	17	46	27	261	125	109	49	222	101	239	129
29461	Musukari	6.127					86	41	92	42	142	63	237	101	261	125	109	49	222	101	239	129
17410	Gjinakar	6.128					265	122	323	159	226	116	169	79	303	150	234	117	275	129	99	50
24190	Leshnicë	6.129					77	33	163	84	239	122	317	145	363	172	124	62	143	71	132	66
24340	Leus	6.130					234	107	280	136	239	122	317	145	363	172	124	62	143	71	132	66
31150	Qillarishë						295	234	107	280	239	122	317	145	363	172	124	62	143	71	132	66

Village Code	Nom	Note	1913 Epire	1918 Korçë	1918 Kuk	1926 Selen.	Census 1945 Pop.	Census 1945 Fem.	Census 1950 Pop.	Census 1950 Fem.	Census 1955 Pop.	Census 1955 Fem.	Census 1960 Pop.	Census 1960 Fem.	Census 1969 Pop.	Census 1969 Fem.	Census 1979 Pop.	Census 1979 Fem.	Census 1989 Pop.	Census 1989 Fem.	Census 2001 Pop.	Census 2001 Fem.
11540	Bënjë-Novosele	6.131	209			160	181	77	242	122	131	81	134	71	122	61	122	64	124	70	89	41
11541	Novosele	6.132	179			127																
11542	Vinjahu	6.133				47																
11543	Grabëri	6.134	42			39																
10710	Badilonjë	6.135	592			544	355	150	440	222	302	152	374	149	384	180	448	204	495	230	273	143
10711	Mailbartha	6.136	25			46																
14630	Delvinë	6.137	310			154	187	109	103	53	83	45	70	41	85	40	62	30	46	22	32	18
14631	Isgari		225			188																
20570	Kalladh		147			170	211	89	262	130	252	160	337	180	405	195	423	202	387	183	257	127
25320	Lupçkë		289			203	188	80	239	128	123	72	114	59	81	38	72	33	36	17	9	5
28210	Ogdluan		172			173	103	39	108	55	112	68	86	46	90	40	86	39	92	42	68	35
36320	Lipivan-Trebozishte	6.138	218			180	190	78	291	137	198	117	213	120	132	69	132	62	103	50	74	35
36321	Lepivani	6.139	166			169																
36350	Tremisht		107			114	160	78	201	90	131	66	119	58	132	65	116	55	96	53	49	24
12310	Badar	6.140	106			94	81	37	105	48							115	68	225	99	207	106
24610	Lipë		218			213	135	66	170	82	154	79	198	78	148	77	131	57	153	79	249	125
266 Secteur adm. de Qendër Piskovë																						
29720	Piskovë	6.141	3315			3504	2893	1258	3590	1770	2757	1429	3424	1421	3098	1479	3547	1667	3938	1831	2724	1366
28500	Pacomit		154			178	158	77	198	101	172	84	342	140	246	109	342	158	466	224	395	197
12920	Buhal		664			615	402	166	451	226	197	105	217	87	258	124	319	156	364	173	285	142
12921	Sfrati	6.142	20												185	93	199	88	225	102	176	86
22350	Kosine		416			243	220	86	300	152	219	106	506	174	430	215	514	253	642	305	533	265
31530	Rapçkë	6.143	290			190	145	73	223	105	208	106	245	116	275	133	333	155	369	171	223	115
27110	Mokrize-Zleushe	6.144	69			59	165	83	205	98	139	64	161	63	169	67	183	80	147	65	127	51
27111	Zlencka	6.145	102			89																
23480	Kutal		172			195	159	69	213	100	311	164	754	215	303	148	331	165	457	213	323	168
40470	Kosove		539			488	398	147	461	232	249	146	205	109	252	127	242	115	224	99	121	69
22390	Gostinisht	6.146	46			60	75	33	79	40	63	27	41	26			36	17			8	4
19680	Horave		482			355	306	126	430	211	217	118	166	83	148	66	158	76	136	63	32	16
28200	Odrïcan					86	212	82	251	131	132	84	98	63	72	40	109	46	117	48	42	24
31310	Raban					55	134	71	167	78	238	120	169	83	210	98	209	97	202	99	102	48
28530	Pagri					50	108	52	101	48							51	21	109	49	90	47
10140	Alipostivan		62			50	89	42	108	52	100	47	97	42	116	51	136	63	160	77	83	39
12490	Boroçke					150	211	106	239	116	254	120	169	83	193	89	175	83	162	74	84	46
18290	Grabove	6.147	130			130	25	10	38	20	160	89	172	89	169	78	139	62	115	53	100	49
10370	Argovë	6.148	169			125	86	35	126	60	98	49	82	48	72	41	71	32	43	16		
			10037			10708	8580	4289	11297	5472	10297	5273	9842	4951	13539	6506	16531	7965	19356	9717	13446	6797
55 Municipalité de Tepelenë																						
334 Secteur administratif de Tepelenë																						
35740	Tepelenë	6.149	617			324	435	291	460	223	1100	527	1913	913	3661	1729	4834	2402	6980	3417	6539	3249
332 Secteur adm. de Qendër Tepelenë																						
15650	Dukaj		5488			4944	4154	2023	5317	2612	4988	2581	4305	2192	5447	2613	6525	3073	6843	3585	4255	2196
36610	Turan	6.150	250			477	443	215	516	260	564	280	568	273	771	365	848	342	928	427	655	352
25820	Marmaj	6.151	710			340	328	155	451	207	444	216	506	257	613	306	759	374	680	342	342	178
11490	Bëmçë	6.152	165			91	122	60	155	74	150	74	210	104	328	148	498	255	638	264	453	237
32520	Salari		250			543	368	187	502	236	351	175	238	115	197	84	239	108	245	104	207	110
15290	Dragat		580			853	613	318	818	387	697	357	613	310	872	434	1029	504	823	381	221	109
11300	Beçisht		152			209	188	96	246	122	238	127	313	164	365	174	465	218	541	256	312	154
26800	Mezhogran		410			142	147	83	164	84	216	111	206	100	343	142	440	213	407	201	270	133
29360	Peshtan		680			544	454	235	549	251	689	352	394	186	394	186	453	199	503	240	235	132
19610	Harmovë		750			274	359	144	617	315	314	181	278	150	277	136	293	135	289	138	160	84
						406	454	225	493	243	491	262	412	231	635	332	809	400	826	403	516	252

Village Code	Nom	Note	1913	1918	1918	1926	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001	
			Epire	Korçë	Kuk	Selen.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.
24050	Lekël		687			497	159	75	261	139	179	99	147	88	191	90	202	97	217	104	167	81
21730	Kodër		144			109	75	36	85	45	300	165	132	62	104	52	128	58	220	101	167	89
25410	Luzat		710			459	390	194	460	249	355	182	344	165	357	164	362	170	420	198	312	164
329 Secteur administratif de Lopësi																						
34520	Sinanaj					1936	1623	882	2125	975	1893	939	1873	948	2196	1079	2578	1254	2601	1314	1259	651
		6.153				[221	[183	[153	[349	[155	[361	[185	[401	[209	[477	[229	[515	[234	[608	[286	[340	[179
34521	Mahumj/maj					108																
26130	Matohasanaj					509	481	240	581	259	485	237	458	221	554	272	678	347	631	312	278	149
15180	Dorëz	6.154				219	167	88	197	89	162	81	146	74	152	76	129	58	129	58	28	12
14800	Dhëmbjan					802	713	355	899	424	781	388	755	387	852	423	1044	517	1064	574	528	268
23610	Lab-Martalloz					77	79	46	99	48	104	48	113	57	161	79	212	98	169	84	85	43
328 Secteur administratif de Kurvelesh																						
30570	Pragomat					3504	2368	1093	3395	1662	2316	1226	1751	898	2235	1085	2594	1236	2932	1401	1393	701
24040	Lekdash					1315	868	376	1410	687	877	484	653	343	912	442	1023	494	1183	562	643	335
19130	Gusmar					630	209	96	356	166	205	103	152	79	151	77	159	78	174	85	129	58
28070	Nivicë					1025	631	305	759	376	674	342	506	262	814	405	631	300	752	366	289	138
31770	Rexhinë					396	291	139	347	173	266	146	226	110			302	144	279	133	123	64
7 Préfecture de Korçë																						
25 Municipalité de Korçë																						
142 Secteur administratif de Korçë																						
22230	Korçë	7.1	15453	23243	19491	24602	11904	25831	12962	25831	15421	31833	19282	45109	22674	52625	26376	63623	31701	55017	26964	
			15453	23243	19491	24602	11904	25831	12962	25831	15421	31833	19282	45109	22674	52625	26376	63623	31701	55017	26964	
151 Secteur adm. de Qendër Bulqarac																						
13100	Bulqarac	7.2	3182	3800	3756	5092	2486	6012	2848	5816	2938	6833	3366	8348	4131	9505	4717	10042	5178	10322	5228	
25210	Lumalas		320	423	427	801	415	965	475	991	497	1240	562	1377	658	1532	742	1714	855	1795	907	
11890	Biranj		76	106	101	146	77	153	64	162	81	213	107	285	134	293	139	353	156	447	231	
26410	Meļan		188	231	185	295	166	341	163	346	173	410	205	454	236	502	246	594	289	639	334	
30300	Poradine		326	384	354	422	207	549	236	552	267	647	318	833	404	905	454	977	792	774	388	
33180	Shamoll	7.3	932	1001	962	934	502	1102	537	866	440	985	503	1219	616	1484	755	1008	437	1375	689	
11450	Belorta		249	284	287	371	201	457	232	427	229	524	273	777	388	889	453	1002	484	1036	529	
23070	Kuç i Zi		285	358	351	527	270	610	290	548	279	589	296	593	309	699	358	818	423	724	359	
11010	Barç		215	175	249	353	173	432	197	438	227	483	236	595	285	744	363	910	437	1066	549	
14030	Çiflig	7.4	300	205	210	309	161	371	188	338	189	390	195	488	278	625	292	691	332	806	410	
25600	Malavec	7.5	104	106	136	136	60	162	69	180	82	205	100	257	120	293	139	302	141	193	96	
27830	Neviçisht	7.6	232		254	286	149	346	161	302	150	340	168			474	248	550	279	517	271	
153 Secteur administratif de Voskopj																						
38180	Voskopj	7.7	2949	3209	2617	3577	1962	4249	2036	3838	1976	3948	1976	5156	2538	5404	2654	5947	2891	4840	2471	
14730	Dërsnik	7.8	558	796	141	860	445	953	452	933	478	986	503	1263	629	1505	738	1719	833	1588	809	
30160	Polenë	7.9	575	682	570	633	397	744	353	683	359	698	337	840	418	1076	544	1281	629	995	514	
37770	Vinçan		566	423	389	479	248	549	253	399	206	478	247	553	273	570	272	577	276	570	290	
18170	Goskave e Sipërm	7.10	352	416	259	350	185	424	208	424	213	442	220	481	232	460	228	443	266	453	228	
18160	Goskave Poshtëme	7.11	407	416	391	432	250	567	273	508	258	501	249	605	288	743	361	879	432	785	396	
14400	Damjanec		187	230	257	318	166	371	174	320	162	329	158	840	418	445	218	476	243	211	107	
154 Secteur administratif de Voskopjë																						
38190	Voskopjë		3212	1541	2221	2059	1094	2783	1345	2657	1357	2720	1328	3248	1562	3659	1738	3757	1786	2219	1157	
33750	Shipskë	7.12	1568	?	397	208	118	537	263	475	243	562	279	556	291	622	298	818	408	684	361	
22840	Krushovë	7.13	276	250	160	274	149	321	164	292	160	301	151	318	149	277	119	228	99	138	79	
			236	196	236	239	113	282	133	258	132	226	117	278	134	312	161	200	95	55	31	

Annexe V - Base historique des populations locales

Village Code	Nom	Note	1913 Epire	1918 Korçë	1918 Kuk	1926 Selen.	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001	
							Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.
143 Secteur administratif de Lekas																						
17600	Gjonomadh		420	353	165	659	520	265	643	308	714	355	640	302	809	388	900	434	891	432	492	248
23900	Lavdar		712	742		769	818	449	1000	477	918	467	991	479	1287	600	1548	726	1620	752	850	438
24010	Lekas		3341	1975	1253	3342	3278	1787	4080	1921	2973	1625	3072	1516	3870	1825	4506	2114	4560	2159	862	436
24011	Calavranasi	7.14	243	178			290	140	358	156	291	151	306	142	516	227	524	257	542	268	136	63
26000	Marian	7.15	199	4		126	235	131	287	138	234	141	261	149	395	199	462	219	431	199	147	77
17560	Gjonbabas		366		206	376	277	162	379	187	270	159	301	147	412	186	452	225	435	206	62	28
19020	Gurrëmujas			255	184	328	359	209	358	131	313	173	329	163	393	190	460	211	436	213	94	50
19021	Mouyassli	7.16	293																			
33920	Sikozani	7.17	402	192	115	337	393	229	493	235	294	167	297	154	382	181	449	211	441	212	72	36
38490	Xerjë	7.18	225	143	120	185	316	164	321	143	289	152	334	160	432	207	562	258	542	259	112	57
38491	Pumenira	7.18	53	61	58																	
38492	Odenas	7.19		14																		
36560	Tudas		240	59	47	130	195	107	258	123	180	100	218	102	257	115	290	135	267	125	39	22
17340	Gjërgjevice	7.20	785	446		737	615	359	861	413	410	236	464	229	543	273	635	305	493	225	49	25
23910	Lavdar	7.21	142	112	43	126	88	53	93	47	60	31	74	36					212	96	15	8
40260	Popovine	7.22	21	78	49	24	69	34	106	50	49	24	42	19								
12870	Brozovec	7.23	70	82	60	172	122	51	80	38	89	45	95	47	180	83	180	84	192	95	37	18
26270	Mazrek	7.24	89	34	150	260	319	148	486	260	494	246	351	168	360	164	492	209	569	261	99	52
26271	Mistrasi e Kasollet	7.25		229	53	120																
26272	Opari	7.26	188	88	61	83																
152 Secteur administratif de Vithkuq																						
37900	Vithkuq		5087	2335	3586	3829	2280	4742	5101	2458	4742	2452	5002	2526	4851	2324	5107	2495	5354	2561	2707	1409
24260	Leshnje		778	950	1000	1022	496	1268	605	1599	775	1599	1815	889	1148	566	1084	531	1053	481	740	387
17200	Gjanc	7.27	296	122	92	176	99	92	197	92	179	97	184	102	283	139	266	127	231	114	195	99
25030	Lubonjë	7.28	424	222	241	230	119	267	131	268	136	136	245	122	261	131	246	131	255	123	77	41
31620	Rehovë		790	501	479	54	283	690	324	627	323	473	622	309	705	330	738	340	819	401	618	314
31930	Roshanj		169	69	129	208	102	113	239	113	190	96	226	113	274	127	349	164	498	236	206	107
36260	Trebiçë		119	15	68	258	132	144	69	148	79	127	65	125	59	59	143	65	157	70	41	24
18280	Grabackë	7.29	859	56	51	95	53	53	99	50	108	55	121	56	151	71	176	85	214	106	55	29
36420	Treskë	7.30	296	56	29	133	75	75	151	80	155	87	176	94	195	94	225	114	254	127	61	32
21270	Stratobërdhë	7.31	411	45	42	67	38	71	94	43	71	35	101	54	65	29	112	54	114	55	49	28
28710	Panarit	7.32	321	45	63																	
34370	Shyllë	7.33	334	56	1109	1067	615	1463	724	944	534	534	1058	558	965	478	1045	520	1025	499	442	224
13640	Çemericë	7.34	198		115	171	87	88	191	88	137	74	104	50	397	162	418	211	412	203	168	92
		7.35			102	253	128	109	228	109	166	92	140	73	106	53	153	82	158	68	33	18
148 Secteur administratif de Mollaj																						
27160	Mollaj	7.36	2219	2293	2429	2809	2067	2914	3218	1493	2914	1482	3153	1609	3770	1827	4753	2295	5450	2565	3863	1959
16310	Flog		422	394	412	544	284	284	622	292	563	292	608	307	1007	507	1407	712	1870	925	1495	750
30710	Pulhë		700	632	701	769	389	898	404	841	412	412	927	463	958	450	1184	566	1238	564	575	292
36680	Ujë Bardhe	7.37	249	297	314	195	99	355	182	211	387	211	369	190	412	209	490	231	541	247	413	196
20630	Kamenice		213	188	226	347	798	242	104	144	71	194	97	234	108	286	130	294	133	133	86	44
			635	782	776	954	497	1101	511	511	979	496	1055	552	1159	553	1386	656	1507	696	1294	677
140 Secteur administratif de Drenovë																						
14460	Drenovë		4953	4839	4857	3695	1998	4283	5113	2523	4283	2108	5620	2740	6865	3355	7904	3881	8396	4072	5743	2864
27220	Morave	7.38	683	868	789	666	369	666	931	478	1079	472	1579	745	1548	750	1770	870	1902	923	851	414
400122	Kasollë e mborjes	7.39	683	1083	1135	1150	612	612	1452	698	1256	637	1679	816	790	376	952	472	1201	587	805	390
12280	Boboshticë		1680	1177	1060	675	377	1125	558	588	302	831	409	818	401	401	1145	562	1163	554	348	182
400123	Kasolle e Bobosh	7.40			148	341	160	202	436	202	491	235	486	229	626	308	695	337	714	345	684	352
30880	Qatrom		241	282	294	341	160	202	436	202	491	235	486	229	626	308	695	337	714	345	684	352
30881	Salikhas	7.41																				

Village Code	Nom	Note	1913 Epire	1918 Korçë	1918 Kuk	1926		Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001	
						Selen.	Pop.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.
31570	Ravonik		117	275	269	260	143	368	202	443	253	549	279	639	302	853	449	567	274	639	302	853	449
36600	Turan		49	69	94	154	70	175	83	198	100	228	118	245	127	241	126	245	127	233	118	241	126
15380	Dardhë		1500	1085	1014	449	267	326	177	404	188	264	128	210	110	74	32	210	110	204	108	74	32
6 Municipalité de Devoll			16836	17543	23547	26043	13326	26488	13359	27510	13760	31436	15340	34913	16991	34641	17437	34913	16991	38607	18812	34641	17437
25 Secteur administratif de Bilisht			1641	2044	2253	2838	1204	2838	1204	2837	1373	3491	1544	4058	1998	5528	2737	4569	2254	5528	2737	6729	3300
11870 Bilisht			7.42	2044	2253	2838	1204	2837	1373	3491	1544	4058	1998	5528	2737	6729	3300	4569	2254	5528	2737	6729	3300
26 Secteur administratif de Qendër-Bilisht			2145	1856	4161	5482	2847	6743	3216	6252	3211	7360	3585	8182	3940	7448	3781	8182	3940	8782	4215	7448	3781
12020 Bitnckë			281	1038	1038	1304	674	1548	744	1522	787	1755	860	2026	977	2087	1056	2026	977	2219	1062	2087	1056
36370 Tren			666	697	845	960	495	1190	577	1076	545	1255	603	1335	620	1305	663	1335	620	1467	695	1305	663
38720 Buzëliqen			7.43		44	98	46	117	56	165	86	187	82	202	88	177	94	202	88	224	99	177	94
37500 Vernik			7.44		480	361	194	421	202	393	200	419	198	390	175	223	111	390	175	365	172	223	111
37870 Vishoçice			380	420	480	593	313	781	386	757	416	896	447	1007	504	733	353	1007	504	1049	517	733	353
23050 Kuç			193	173	196	257	132	305	147	324	177	410	215	423	203	410	210	423	203	470	228	410	210
30240 Paloske			625	566	580	673	352	856	399	658	332	724	341	840	404	901	481	840	404	913	428	901	481
20810 Kopshitce			7.45		431	605	314	745	335	701	360	885	436	989	486	1061	508	989	486	1061	508	844	429
36440 Trestenike					67	547	278	672	316	601	293	688	335	816	408	648	327	816	408	837	415	648	327
23350 Kurile					67	84	49	108	54	117	61	141	68	154	75	120	57	154	75	177	91	120	57
28 Secteur administratif de Hoçisht			5112	5420	5462	5404	2858	7025	3430	5168	2509	5697	2840	6551	3183	7144	3499	6551	3183	7144	3499	5869	2964
19550 Hoçisht			7.46	1758	1960	1384	751	1834	900	1211	623	1417	688	1481	725	1394	697	1481	725	1599	795	1394	697
18330 Grace			7.47	307	388	451	229	587	278	511	268	578	272	670	317	630	300	670	317	764	378	630	300
10590 Baban			742	824	947	1107	576	1427	700	1190	588	1411	683	1603	773	1405	726	1603	773	1777	857	1405	726
35280 Strapan			390	367	342	397	214	477	229	411	210	525	253	615	295	549	287	615	295	657	299	549	287
15880 Ercmenik			225	266	256	351	185	419	196	415	215	518	252	606	298	523	259	606	298	663	325	523	259
29220 Përparimaj			7.48	475	592	536	274	784	433	469	231	497	234	611	301	522	268	611	301	605	355	522	268
12540 Borsh			7.49	43	55	33	17	39	19	50	22	72	34	74	34	88	44	74	34	106	62	88	44
14100 Çipan			357	424	432	533	272	682	276	499	237	509	348	743	367	662	337	743	367	787	394	662	337
12600 Bradvice			673	409	490	321	177	417	219	213	104	77	42	60	32	5	3	60	32	21	11	5	3
18450 Grapsh			476	462	291	163	163	359	180	220	115	186	99	182	78	91	43	182	78	184	85	91	43
29 Secteur administratif de Progër			2837	3140	3697	4068	2102	4963	2335	4486	2308	5192	2514	5666	2773	6124	3049	5666	2773	6124	3049	5228	2619
30560 Progër			1023	1038	1076	1016	563	1278	614	882	476	783	458	909	451	830	424	909	451	947	462	830	424
25890 Mançurisht			337	373	363	408	213	495	228	416	214	483	240	667	334	695	349	667	334	748	379	695	349
13550 Cangonj			400	584	493	666	339	768	357	822	434	981	487	1107	552	1066	525	1107	552	1241	606	1066	525
29590 Pilur			404	473	461	512	259	654	306	600	333	710	342	843	393	783	384	843	393	843	393	783	384
38220 Vranisht			673	608	583	798	379	958	438	840	411	1112	540	2255	1076	1270	649	2255	1076	1492	782	1270	649
11830 Bickë			64		69	92	53	119	63	138	72	142	77	153	71	88	44	153	71	148	73	88	44
31510 Rakickë			7.50		626	512	264	617	292	430	220	539	255	496	241	231	103	496	241	443	223	231	103
34380 Shyec					26	64	32	74	37	158	74	206	90	232	119	194	97	232	119	262	131	194	97
27 Secteur administratif de Miras			5101	5083	7974	8251	4315	10197	4891	7953	4069	8707	3990	9945	4841	11029	5312	9945	4841	11029	5312	9367	4773
26970 Miras			7.51	1151	1271	1559	783	1891	887	1216	594	1543	737	1763	868	2041	1017	1763	868	2095	1006	2041	1017
13960 Çete			7.52		767	673	343	830	377	386	188	449	213	536	262	432	230	536	262	589	285	432	230
37680 Vidohove			466	522	534	728	362	831	383	631	315	718	343	805	396	645	332	805	396	822	391	645	332
31290 Qytzë			468	483	507	292	138	353	181	252	152	228	136	177	94	50	25	177	94	116	62	50	25
34550 Sinice			487	483	589	403	242	506	258	347	194	282	141	232	141	80	41	232	141	193	95	80	41
27960 Nikolicë			110	53	218	127	68	442	222	130	64	100	49	109	55	16	10	109	55	112	52	16	10
26570 Merikulas			400	447	534	595	314	764	373	680	344	720	369	839	410	1059	553	839	410	966	460	1059	553
30250 Pongare			483	458	458	652	333	760	359	592	298	627	318	807	371	935	482	807	371	910	436	935	482
12570 Braçanij			382	233	446	631	339	753	363	578	307	561	296	608	293	690	336	608	293	728	355	690	336
22320 Koshnicë			189		286	282	153	326	155	300	133	355	164	441	212	392	199	441	212	506	234	392	199

Village Code	Nom	Note	1913 Epire	1918 Korçë	1918 Kuk	1926 Selen.	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001	
							Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.
14960	Dobrenj		210	265		307	343	188	446	221	393	210	403	196	478	230	555	264	635	308	521	263
16270	Fitore	7.53	163	180		205	205	91	231	99	222	105	232	110	295	134	318	152	327	156	306	159
39380	Ziçit		661	645		738	548	310	603	311	455	250	410	219	476	228	467	225	463	217	343	180
17760	Gjyres	7.54	341	257		301	203	110	257	128	188	101	166	91	131	62	122	58	116	60	80	38
35440	Sul		741	847		813	1010	541	1204	574	979	505	947	505	1084	539	1207	603	1351	658	1134	571
23 Municipalité de Kolonjë			23417	3027		17448	17443	8554	19365	9359	17910	8771	17311	8541	18649	9043	21085	10141	24781	11903	17161	8694
134 Secteur administratif de Ersekë			214			201	698	194	481	224	962	420	1599	712	2397	1134	3303	1661	4626	2297	5499	2735
15940 Ersekë			214			201	698	194	481	224	962	420	1599	712	2397	1134	3303	1661	4626	2297	5499	2735
135 Secteur administratif de Leskovik			2415			2210	1341	438	1402	639	1451	604	1386	615	1600	870	1950	925	2378	1140	1991	1027
24300 Leskovik			2337			2210	1341	438	1402	639	1451	604	1386	615	1600	870	1950	925	2378	1140	1991	1027
24301 Melesini			78																			
139 Secteur administratif de Qendër Ersekë			4850	408		4220	4265	2225	5256	2582	4323	2184	4319	2159	4631	2238	4910	2354	5703	2751	3996	2037
35100 Starie			755			532	684	293	875	406	672	344	561	288	624	323	675	333	765	362	592	308
11360 Bejkove			140			107	129	68	149	76	154	81	185	78	166	78	186	96	222	124	161	79
30660 Psar			206			133	144	78	166	87	166	81	184	85	215	109	232	114	302	151	267	134
32840 Selenicë			406	228		333	416	216	465	216	382	181	438	224	510	249	556	271	669	332	494	243
22730 Kreshovë			199	180		211	245	135	362	180	184	93	181	91	192	91	205	99	211	102	148	67
18230 Gostivisht			793			772	767	383	835	416	648	356	638	333	707	336	699	337	710	340	416	217
24120 Lëngës						130	115	64	155	70	120	73	103	59	115	53	106	48	142	71	48	22
20130 Kabash						566	78	42	80	44	91	46	108	56	117	56	123	60	155	75	97	51
12510 Borove			716				138	73	351	179	221	124	328	154	210	92	245	113	333	159	202	92
35580 Taç-Qendër			510																		228	119
35560 Taç i Poshtëm						350	314	176	338	169	385	185	388	172	438	205	525	244	642	304	236	120
21890 Kodras							110	59	115	58	105	59	107	61	140	76	168	81	181	76	133	72
35570 Taç i Sipërm			570			175	232	130	271	147	362	117	261	137	306	150	309	146	447	221	352	186
31640 Rehovë			608			144	571	333	681	344	506	285	550	287	597	278	576	264	563	263	391	207
17570 Gjanc			369			108	184	93	245	108	197	93	191	87	210	101	208	100	246	113	121	63
30530 Pradan			186			159	138	82	168	82	130	66	96	47	84	41	97	48	115	58	110	57
136 Secteur adm. de Qendër Leskovik			4640			3624	2793	1290	2635	1270	2039	1042	1707	838	1567	760	1569	747	1520	730	857	433
30010 Pobicë			262			138	92	54	117	53	59	29	52	23	107	53	50	20	47	25	42	21
30011 Kugeshti			16			7																
30012 Sandrapori			45			4																
17800 Glinë			243			73	26	13	86	44	39	18	57	16	49	24	105	46	103	46	35	18
17000 Cërcke			258			211	110	67	159	71	112	58	140	58	119	59	84	35	94	47	93	45
31360 Radat			195			154	118	62	115	53	79	39	52	44	62	39	50	24	74	38	10	3
31440 Radovë			201			191	140	81	150	72	77	44	41	25	69	37	47	25	50	26	22	10
30340 Postenan			440			449	201	132	302	153	156	95	99	52	69	37	79	39	76	40	47	22
23870 Lashove			415			376	177	105	227	110	145	80	104	60	106	52	79	39	62	35	29	13
29340 Peshtan			318			205	717	98	181	84	105	54	75	37	62	33	69	39	62	35	29	13
29341 Zgoraleci			190			171																
30060 Padë			329			390	344	194	393	185	344	178	342	166	285	146	312	137	253	104	160	79
30061 Hosecka			95			101																
22520 Kovashicë			208			182	101	68	122	62	65	43	56	34	106	52	36	19	26	13	2	1
22521 Kreshova			185			112																
38260 Vrepaçkë			230			227	194	95	212	101	301	117	286	140	300	145	370	182	381	184	148	84
17070 Gërmenj			253			142	190	114	289	145	227	113	127	67	114	38	84	41	66	28	26	16
31340 Radanj			665			395	298	149	159	80	256	130	205	78	207	95	219	110	223	112	133	64
17450 Gjerokarë			92			96	85	58	123	57	74	44	71	38	43	26	64	30	65	32	18	9

Village Code	Nom	Note	1913	1918	1918	1926	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001	
			Epire	Korçë	Kuk	Selen.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.
138 Secteur administratif de Novoselë																						
28140	Novoselë		2487			1083	1307	672	1497	735	1548	771	1475	731	1614	736	1701	768	1842	853	666	349
26690	Mësjckë		755			466	425	222	496	243	450	226	435	217	480	223	521	237	565	269	166	95
20250	Kagjinas		175			161	203	107	239	119	251	121	248	124	252	124	269	134	287	141	224	114
39200	Zharkan		366			61	68	38	71	39	79	45	94	50	131	63	161	68	162	71	153	81
37910	Vitisht		261			73	70	39	137	69	109	50	115	58	69	32	69	27	77	33	12	6
33700	Shijan	7.73	135			61	65	32	71	36	74	40	75	42	72	35	77	33	92	43		
20210	Kaduc	7.74	289			51	77	41	64	34	95	48	100	56	99	53	98	46	69	30	19	8
14700	Dermar		203			103	128	67	127	64	257	134	140	62	156	60	166	67	187	86	50	23
26330	Mbreshhan		86			37	59	30	63	29	72	32	73	31	120	44	69	36	104	44	7	5
29710	Piskal		76			31	121	51	148	62	93	42	98	44	96	42	117	51	141	63	35	17
			141			39	91	45	81	40	68	33	97	47	139	60	154	69	158	73	1	
132 Secteur administratif de Barmash																						
11190	Barmash		2567			1717	1770	947	1955	979	1698	878	1607	849	1523	764	1608	782	1633	772	791	405
24250	Leshenjë		679			465	413	234	495	253	501	249	412	243	421	226	433	219	461	221	249	119
33170	Shalës		221			91	153	78	165	81	156	79	188	89	188	86	190	92	195	92	23	15
10350	Arrëz		425			520	315	188	428	213	246	143	179	91	135	69	102	44	94	44	63	33
18250	Gazhdarazhdë		135			210	244	101	165	93	86	51	76	39	54	26	51	27	25	14		
32600	Sanjollan		43			49	38	21	55	24	50	25	74	37	58	41	59	30	63	29	63	32
20690	Kamnëk		144			94	123	69	134	69	161	81	164	82	188	83	185	84	206	93	140	77
11530	Bëhëz		147			94	150	78	155	79	178	92	187	98	232	117	279	142	290	144	181	90
31410	Radimisht		289			88	168	87	180	85	181	92	227	113	163	78	197	92	176	72	30	19
31500	Rajan		368			82	122	69	137	64	92	48	84	49	84	38	80	35	81	39	29	16
			116			24	44	22	41	18	47	18	26	8			32	17	42	24	13	4
137 Secteur administratif de Mollas																						
27190	Mollas		3128	2157		2761	3258	1757	3971	1887	3807	1838	3389	1713	3275	1574	3756	1822	4628	2204	2595	1316
34650	Skorovot		217	145		167	202	112	210	105	86	53	69	36	64	32	62	24	68	28	54	30
31170	Qinam		250	160		236	417	224	430	216	479	227	434	233	528	264	605	299	740	357	561	292
38070	Vodice	7.75	262	354		394	327	185	437	190	282	152	294	155	299	149	282	140	301	152	157	76
30830	Çafëz		709	390		555	624	324	724	326	655	288	608	282	624	329	863	419	997	487	652	329
19480	Helimës		74	52		96	175	80	182	84	273	96	184	92	234	121	267	128	286	133	180	90
34230	Shtikë		412	355		430	403	238	556	270	358	198	296	163	317	145	294	132	391	189	130	63
29060	Pepellash		126	106		114	155	80	157	70	176	79	135	63	138	70	152	74	131	63	41	21
39690	Kazel	7.76	39	33		47	70	40	66	36	47	25	59	37	43	23	34	18	10	4		
13340	Butke		107	14		61	98	51	320	157	742	333	652	312	80	42			113		68	36
11750	Bezhan	7.77	485	269		282	262	146	295	148	197	107	136	79	119	61	158	91	70	74		
26910	Milec		103	58		78	158	84	151	75	132	83	141	72	180	81	220	100	253	121	41	23
12550	Boshanj		90	62		91	135	73	163	81	172	92	193	95	199	95	214	100	246	108	136	74
12270	Blush	7.78	254	159		210	232	120	280	129	208	105	188	94	172	87	153	71	160	75	115	53
133 Secteur administratif de Çlirim																						
14120	Çlirim	7.79	3116	462		1632	2011	1031	2168	1043	2082	1034	1829	924	2042	967	2288	1082	2451	1156	766	392
31280	Qytezë	7.80	99			90	61	25	61	28	46	18	73	35	53	24	58	24	77	36	25	13
31100	Qesarakë		214	28		134	152	79	156	76	129	67	108	55	122	57	112	53	122	57	70	35
20560	Kallanj		278	53		144	212	107	245	116	333	168	208	104	218	102	240	120	259	131	110	59
32860	Selenicë e Pishës		295	45		188	183	85	228	106	193	75	189	96	237	118	240	112	231	104	42	19
24980	Luaras		941	207		473	520	280	630	308	530	271	462	234	478	228	451	207	480	231	175	76
24090	Lenckë	7.81	225	54		58	79	36	95	43	75	40	95	46	124	55	146	64	160	76	44	26
23400	Kurtëz		234			148	153	74	169	80	261	137	171	97	185	98	206	99	222	102	45	27
28310	Orgockë	7.82	270			105	95	54	118	62	65	41	69	39			48	24	70	35		
31180	Qinam-Radovickë		141			105	417	224	153	74	141	68	151	81	189	91	205	102	169	76	36	15
31460	Radovickë		266			110	166	84	160	79	148	69	148	69	255	108	174	79	188	85	9	7
30680	Psar i Zi		153	75		92	139	67	147	66	149	70	155	68	181	86	211	99	237	111	112	61

Village Code	Nom	Note	1913	1918	1918	1926	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001	
			Epire	Korçë	Kuk	Selen.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.
35 Municipalité de Maliq																						
146 Secteur administratif de Maliq																						
25730	Maliq	7,83	886	1067	1063	18974	27121	13634	31024	14979	34561	17041	39737	19497	48912	23516	56404	27293	64508	31309	53184	27047
16670	Maliq-fshat		10	15	34		1253	646	1341	651	2854	1316	3749	1669	5026	2406	5681	2725	6732	3268	5655	2816
22020	Kolanec		41	27	54		96	44	126	61	1441	530	2214	891	3189	1552	3230	1559	3906	1914	3894	1913
17840	Gocë		292	381	363		328	191	433	213	215	168	312	161	472	213	774	374	915	443	877	446
17750	Gjyras	7,84	42	40	40		195	88	108	53	144	79	133	64	127	55	151	65	201	91	128	67
11840	Bickë		128	130	131		196	112	208	111	232	122	117	260	120	330	159	362	176	176	136	73
29980	Plovisht	7,85	214	237	214		289	135	299	139	274	143	262	141	306	156	387	188	426	211	130	65
29981	Bosj	7,86	134	203	195		149	76	167	74	214	108	211	102	205	88	253	115	280	125	88	47
24450	Libonik		109	127	136		271	139	319	146	458	220	650	302	783	342	1000	477	11392	5541	11212	5781
15530	Drithas	7,87									2259	1041	3603	1710	1629	797	1906	919	2282	1089	2555	1036
37160	Vashtermi		64	158	160		497	242	634	299	817	407	1066	531	1304	624	1466	721	1794	884	1975	998
30050	Poceste		359	400	428		862	405	1001	464	1044	528	1257	633	1583	783	1846	908	2176	1074	2064	1047
35530	Symiz		146	178	154		239	121	292	135	351	173	449	221	516	237	560	269	721	363	813	424
21590	Kioçë		179	202	219		284	145	332	166	412	174	412	219	512	259	531	268	618	292	675	358
33950	Sikozë		100	151	150		182	97	223	116	215	114	210	98	259	117	324	115	350	159	126	69
21340	Këmbëthekër		150	150	172		203	95	212	95	303	99	219	107	251	131	282	140	234	113	93	46
11560	Beras		47	143	164		259	124	301	138	290	143	326	130	371	165	409	182	411	191	150	85
38970	Zhoq		148	161	226		267	137	309	163	298	156	302	152	400	198	477	245	505	250	178	97
26490	Mëmel		65	45	55		66	33	66	33	72	38	57	26	149	69	161	76	145	71	22	12
39700	Manastirec	7,88	43	53	70		81	40	83	46	56	28	57	26	149	69	161	76	145	71	22	12
141 Secteur administratif de Gore																						
39500	Zvarisht		4682	3524	4123	763	5062	2511	5574	2692	5212	2625	5352	2693	6086	2901	6944	3373	7283	3536	3153	1623
15040	Dolan	7,89	1070	202	215		353	168	346	169	348	177	345	163	399	181	494	229	774	377	210	112
24930	Lozhan		164	157	180		276	133	333	157	306	148	173	131	162	79	132	162	342	186	159	77
24940	Lozhan I/ri	7,90	327	368	380		347	171	381	185	436	214	432	223	532	259	654	314	661	324	321	167
33050	Senishë		65	62	85		85	43	117	52	49	22	39	28	76	39	84	48	44	21	302	149
36430	Treshovë		125	168	180		311	171	325	172	301	158	300	151	276	141	330	156	327	153	169	86
35230	Strelcë		137	226	232		222	104	275	131	217	99	217	107	276	132	302	152	287	142	127	68
33150	Shalës	7,91	1070	733	891	173	876	440	986	471	917	459	1041	511	1143	552	1272	630	1049	537	531	262
32790	Selcë		237	161	181		384	175	276	126	308	161	294	152	338	172	397	195	397	183	99	52
37270	Velcan		399	301	362		454	235	528	260	469	241	525	263	609	297	625	333	718	352	185	94
26700	Mesmal	7,92	240	225	259		347	171	381	185	436	214	432	223	532	259	654	314	661	324	357	186
26010	Marijan	7,93	140	143	167		172	94	240	110	234	141	261	149	204	104	240	110	246	115	55	24
30930	Qenckë		148	128	197		225	109	268	130	287	146	310	157	371	161	428	187	451	202	218	121
10640	Babjan		125	101	151		198	79	181	84	157	75	150	70	163	78	173	73	171	78	88	48
15050	Dolanec		134	120	148		186	96	219	105	167	82	176	84	197	93	231	111	260	124	63	37
27090	Moçan		149	51	82		89	38	81	38	71	34	74	38	108	55	126	66	121	61	44	21
27010	Mjaitës	7,94	152	168	175		214	110	257	124	231	113	227	114	253	112	282	125	333	155	161	84
147 Secteur administratif de Moglicë																						
27100	Moglicë		2949	2923	3279	2633	3869	1972	4356	2062	4101	2060	4139	2036	4692	2217	5579	2643	5805	2811	2210	1143
27101	Lesheci	7,95	460	600	514	523	552	269	641	294	627	302	592	295	734	355	864	410	932	449	480	245
18000	Gopesh		242	285	272		244	120	279	136	285	143	315	156	411	207	453	221	536	270	303	149
14940	Dobërçan		205	154	154		187	92	215	98	236	109	277	117	314	134	423	194	457	213	59	29
25750	Maliq i Oparit		74	88	81		92	55	103	39	103	50	93	44	124	57	135	66	144	71	44	24
19010	Gurkuq	7,96	129	106	98		116	59	136	46	133	74	137	76	142	74	157	77	177	93	40	21
11130	Bardhës	7,97	87	69	68		89	39	101	48	97	50	105	55	113	53	153	74	150	71	35	17

Village Code	Nom	Note	1913	1918	1918	1926	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001	
			Epire	Korçë	Kuk	Selen.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.
39050	Zërec			300	257	297	435	209	503	234	489	225	510	236	618	276	772	371	839	412	292	156
15780	Dushar		468	390	328	499	627	321	745	363	491	240	429	206	536	251	648	303	671	319	237	125
36140	Torovec		130	71	55	116	104	54	113	58	127	65	109	58	95	41	110	50	123	65	9	6
34090	Shpatmal	7.98	66	88	63	92	96	50	109	52	102	55	118	68	120	66	133	60	136	63	18	8
29370	Peshitan		215	150	125	160	191	93	203	105	247	129	250	113	254	114	271	132	265	137	77	44
25200	Lumaj	7.99				128	195	99	201	95	220	108	251	126			473	226	265	133	116	62
39710	Kodras	7.100	92																		66	31
30620	Protopapë		250	64	112	76	191	97	181	95	118	106	97	58	383	182						
28430	Osajë		78	110		103	107	93	111	52	110	54	144	66	151	74	169	76	209	94	69	34
19110	Gurshajpe	7.101	208		230	282	289	150	324	161	357	170	349	166			532	249	605	284	292	155
19111	Gjinikasi	7.102	65	16		29																
39720	Kucakë	7.103	48	90	71	85	102	53	100	46	102	53	83	44	467	218						
27990	Nikollare	7.104	224	209	205	187	252	119	291	140	257	127	280	152	230	115	286	134	296	137	73	37
155 Secteur administratif de Vreshitas																						
38300	Vreshitas	7.105	904	863	1054	2050	1044	2648	1306	2784	1396	2784	3456	1694	6758	3278	7866	3828	9498	4635	8578	4325
33590	Sheqeras	7.106				343	170	405	206	432	214	521	262	2049	972	2149	1052	2581	1268	2010	994	
12740	Bregas	7.107	22													692	329	822	406	976	493	
30100	Podgorie		882	863	1054	1707	874	2018	999	2151	1081	2689	1308	2895	1429	3386	1657	4024	1960	3724	1899	
149 Secteur administratif de Plog																						
29650	Plog		324	118		376	769	374	863	410	907	450	1108	566	1347	627	1602	737	1776	844	1984	1017
19000	Gurishitë	7.108																			183	92
39530	Zvirinë		189	229		75	506	236	541	240	765	310	730	365	1016	498	999	483	1127	546	1134	583
24080	Leminot		71	66		110	294	139	339	153	354	165	409	190	493	227	598	296	749	350	745	396
31090	Qershize	7.109	129	159		196	251	115	330	189	304	149	330	165	403	195	476	231	529	262	85	44
20280	Kakac		175	180		228	270	130	394	179	319	160	395	195	491	235	609	296	718	339	508	269
34170	Sqitias	7.110	130	113		154	279	130	370	173	520	227	303	142	520	227	647	303	757	350	815	414
37360	Veliternë		61	141		150	110	54	159	73	231	119	295	142	382	191	476	241	559	268	904	461
34960	Sovjan		403	266		395	707	375	893	495	981	489	1072	544	1392	690	1570	783	1799	851	2020	1021
28150	Novosellë		33	151		57	95	47	94	48	148	66	137	69	178	86	193	91	249	117	218	117
12960	Bubaq		67	76		92	85	39	111	47	95	43	85	39	105	51	126	61	97	47	18	9
150 Secteur administratif de Pojan																						
30140	Pojan		4695	5553	5492	8052	4111	8920	4362	8362	4239	9107	4589	11787	5730	13483	6591	15255	7452	13737	6933	
18860	Shëngjergj	7.111	1000	1431		1503	1838	935	2208	1087	2038	1041	2423	1187	2966	1446	3313	1616	3730	1791	3612	1851
28340	Orman	7.112					327	158	395	205	334	160	379	191	515	243	620	293	682	323	616	307
39520	Zvezdë		635	694		721	1355	698	1492	716	1515	763	1334	701	1726	867	2021	1009	2216	1101	1847	896
22750	Kreshpanj		84	64		69	115	62	151	71	160	79	196	95	236	113	269	128	301	146	313	155
29840	Plase	7.113	1222	501		564	849	421	909	421	715	352	784	374	995	478	1203	577	1474	729	1204	611
29841	Plasa e Sipërm	7.114	859			711																
39030	Zëmbllak		612	802		723	1357	719	1232	596	1025	530	1058	566	1288	640	1466	739	1664	839	1483	733
13210	Burimas	7.115	303	293		327	446	221	511	234	439	238	508	256	721	334	783	364	929	446	722	361
29020	Pendavinije		164	274		283	409	209	454	229	432	220	476	248	538	253	580	278	605	296	511	273
35830	Tërrovë		229	221		231	282	139	284	136	290	141	291	148	340	180	340	180	324	186	324	160
31990	Rov		67	67		101	67	27	60	28	187	100	240	123	311	161	367	190	387	195	314	160
32210	Rëmbec		379	347		259	665	351	819	433	795	401	897	446	1073	510	1227	599	1381	668	1276	661
43 Municipalité de Pogradec																						
2488	18132		19304	27841	13604	30785	15298	30043	14584	30785	15298	35292	17170	45247	21904	56720	27487	71446	34615	70471	35864	
273 Secteur administratif de Pogradec																						
30130	Pogradec	7.116	2489	2489	2527	4862	1900	4275	2075	5643	2632	7764	3602	9751	4781	12692	6214	19272	9457	23762	11851	
23762 11851																						

Village Code	Nom	Note	1913 Epire	1918 Korçë	1918 Kuk	1926 Selen.	Census 1945 Pop.	Census 1945 Fem.	Census 1950 Pop.	Census 1950 Fem.	Census 1955 Pop.	Census 1955 Fem.	Census 1960 Pop.	Census 1960 Fem.	Census 1969 Pop.	Census 1969 Fem.	Census 1979 Pop.	Census 1979 Fem.	Census 1989 Pop.	Census 1989 Fem.	Census 2001 Pop.	Census 2001 Fem.
276 Secteur administratif de Udenisht																						
36650	Udenisht		938	3607	1614	360	2014	1070	2490	1209	2321	1198	2623	1299	3339	1605	4176	1987	5254	2529	6062	3110
26480	Mentëlisht		203	888	301	301	405	205	546	267	545	267	642	313	838	396	1090	516	1371	652	1911	1015
13930	Çervenakë		106	297	132	132	192	91	214	93	199	89	211	96	379	132	337	166	376	194	272	137
29730	Piskupat		210	347	123	123	149	81	167	85	184	94	213	104	262	123	356	158	470	224	536	261
24570	Lin	7.117	69				787	440	1068	514	872	477	946	475	1009	543	1035	500	1059	499	1054	555
13170	Buqezë																189	87	216	103	265	133
277 Secteur administratif de Buçimas																						
12980	Buçimas	7.118	888	3607	3192	888	4005	2059	4755	2333	4279	2113	5136	2526	7166	3604	9007	4419	11656	5713	13322	6790
36640	Tushemisht		194	888	270	270	202	110	1164	582	1052	561	1364	654	1554	793	1963	981	2408	1180	3160	1597
29280	Peshkëpi	7.119	297	297	105	105	200	105	240	120	217	112	247	124	270	129	311	146	285	132	182	97
19030	Gurras	7.120	347	347	280	280	386	204	477	235	346	170	450	221	747	363	973	438	1262	611	1435	746
17110	Gëshitenjas	7.121	711				843	426	1020	485	741	352	900	459	1701	893	2180	1081	2667	1327	2482	1243
10680	Bahçallëk	7.122																			437	226
31670	Rmenj	7.123	591		523	505	695	350	785	387	756	397	892	455	1191	582	1449	708	1869	922	2109	1059
37450	Vërdave		579		505	505	733	366	814	402	983	432	1063	507	1325	661	1740	878	2729	1326	3115	1618
278 Secteur administratif de Çërravë																						
1352	Çërravë		313	2251	2359	399	3423	1723	3699	1787	3808	1926	4305	2131	5782	2735	7424	3642	8804	4244	8801	4538
14420	Dardhas	7.124	368	368	375	375	548	289	617	303	635	330	706	359	840	408	1031	500	1328	627	1611	836
35290	Strapçkë	7.125	250	250	241	241	357	186	399	204	379	195	433	221	574	285	747	368	954	470	1027	530
30460	Prenisht	7.126	133	401	162	162	198	91	220	109	235	118	199	104	204	100	242	131	221	112	117	64
14670	Derdushë	7.127	160	421	197	197	281	144	347	183	292	145	238	118	285	130	332	159	368	182	119	61
28420	Osnat		195	296	295	295	442	240	495	258	516	257	510	248	607	282	711	343	553	261	235	122
24020	Lekas	7.130																			104	56
27930	Nice		289	269	324	324	393	194	466	222	371	188	357	178	444	184	408	190	373	181	250	132
35160	Stërkanjë	7.131	92	90	100	100	113	49	139	62	118	61	113	50	122	50	186	85	177	72		
279 Secteur administratif de Dardhas																						
14420	Dardhas	7.128	368	1863	2018	375	2717	1389	3121	1547	2926	1476	2937	1458	3541	1664	4223	2051	4773	2278	3120	1632
35290	Strapçkë		250	250	241	241	357	186	399	204	379	195	433	221	574	285	747	368	954	470	1027	530
30460	Prenisht	7.129	133	401	162	162	198	91	220	109	235	118	199	104	204	100	242	131	221	112	117	64
14670	Derdushë		160	421	197	197	281	144	347	183	292	145	238	118	285	130	332	159	368	182	119	61
28420	Osnat		195	296	295	295	442	240	495	258	516	257	510	248	607	282	711	343	553	261	235	122
24020	Lekas	7.130																			104	56
27930	Nice		289	269	324	324	393	194	466	222	371	188	357	178	444	184	408	190	373	181	250	132
35160	Stërkanjë	7.131	92	90	100	100	113	49	139	62	118	61	113	50	122	50	186	85	177	72		
275 Secteur administratif de Trebinjë																						
36270	Trebinjë		3801	3801	4416	270	5290	2735	5831	2863	5670	2961	5883	2926	6620	3242	7657	3646	8002	3792	4541	2340
29490	Pevelan	7.132	267	267	201	201	200	110	218	109	222	120	246	130	278	142	898	411	754	337	528	265
13990	Çezmë e Madhe	7.133	303	303	344	344	353	185	377	176	369	193	341	164	466	216	580	261	554	245	134	70
14000	Çezmë e Vogël	7.134	270	270	294	294	436	224	462	228	463	250	451	244	556	274	615	282	568	260	252	128
19600	Hondisht		271	271	343	343	466	238	512	239	478	256	497	245	619	289	713	350	740	338	388	204
32770	Selcë e Sipërm		230	230	226	226	229	113	227	107	215	117	239	124	316	167	502	244	388	191	163	78
24790	Litëngë		186	186	360	360	535	267	575	291	695	357	446	218	344	172	280	139	182	82	87	46
29910	Pleshisht		360	360	415	415	477	250	550	281	502	258	528	237	628	318	707	342	734	353	482	249
19620	Hoshtecë	7.135	382	382	358	358	386	189	414	205	341	189	404	204	481	240	390	187	640	309	375	199
39040	Zëmcë		?	?	90	90	126	60	143	62	126	58	362	178	172	88	238	119	282	139	118	64
30360	Potqozhan		593	593	461	461	460	252	491	247	422	226	460	236	440	227	492	232	429	218	309	159
25720	Malinë		156	156	165	165	215	118	228	119	222	115	239	124	291	147	347	165	351	167	159	81

Village Code	Nom	Note	1913 Epire	1918 Kuk	1926 Selen.	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001	
						Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.
20420	Kallvaç					385	195	435	211	425	216	464	224	542	262	615	306	706	348	567	283
15720	Dunicë					673	344	766	366	783	393	812	401	1025	487	929	439	947	460	543	279
18940	Guri i Bardhë	7.136													351	169	432	206	304	166	
274 Secteur administratif de Propisht																					
30590	Propisht		2173	2117	80	3407	1683	3630	1748	3724	1826	4115	2035	5384	2575	6810	3294	8233	4037	6874	3515
37530	Verri		62			131	68	142	72	174	83	224	100	286	115	336	153	481	216	414	207
31890	Rodakal i Sipërm	7.137	337	333		127	67	143	71	161	85	186	99	233	110	294	135	382	187	428	210
31880	Rodakal i Poshtëm					320	153	318	163	340	161	385	188	376	270	764	376	925	464	929	476
19590	Homez		199	208		282	129	286	134	330	167	387	197	528	268	678	347	778	378	772	407
34720	Slabinjë		324	319		552	278	585	274	590	287	693	393	477	221	656	307	822	405	714	362
34850	Somatinë		22	44		104	54	110	53	120	49	126	60	169	72	220	93	274	126	256	125
22760	Kriçkovë		145	141		214	108	225	113	225	118	231	121	334	170	393	194	425	214	398	205
32800	Selcë e Poshtëm		210	230		328	166	310	161	444	111	313	161	367	173	444	214	550	264	356	194
19570	Homçan		294	242		358	191	393	194	400	213	420	207	508	253	618	309	725	373	501	251
17950	Gollik		98	59		137	73	160	84	165	85	201	104	279	130	322	147	445	208	402	214
32900	Selishtë	7.138																		104	51
34740	Slatinë		340	320		290	131	311	132	312	144	377	182	480	230	468	231	534	282	316	155
38880	Zalltore	7.139				230	109	284	131	287	140	269	133	355	168	607	289	234	107	293	154
11170	Barbaradhë	7.140	142	141														458	222	132	69
277 Secteur administratif de Velçan																					
37280	Velçan	7.141	1010	1061		2123	1045	2242	1022	2414	1166	2529	1193	3664	1698	4731	2234	5452	2565	3989	2088
13370	Buzahishte	7.142	628	800		989	481	1147	523	1173	564	1201	582	1607	773	1946	910	1606	741	1252	653
34100	Shpellë	7.143				152	62	164	67	235	107	333	136	531	225	185	79	626	295	589	307
11940	Bishnice	7.144																		118	68
24910	Losnik		139			241	111	261	115	249	114	280	128	339	161	452	218	831	392	602	325
33040	Senishte					311	171	222	102	295	149	267	125	363	159	404	190	491	238	312	177
23730	Laktesh		243	261		430	220	448	215	462	232	448	222	585	273	784	378	945	446	701	348
20060	Jollë	7.145																		130	69
47 Municipalité de Pustec																					
145 Secteur administratif de Pustec																					
24620	Pustec	7.146	1954	1954		2259	1228	2674	1324	2363	1224	2710	1385	3213	1602	3635	1750	4134	1976	4152	2182
14880	Diellas	7.147	515	515		565	330	705	354	651	341	697	369	788	413	941	473	1035	502	1030	548
23690	Lajthize	7.148	68	68		398	216	378	183	232	112	265	123	320	146	371	161	464	211	499	254
38930	Zaroshkë	7.149				84	56	111	65	129	68	149	80	157	89	182	93	215	111	209	111
13760	Cerjë	7.150				201	114	204	103	226	127	247	123	307	159	317	146	322	146	333	184
18100	Goricë e Vogël	7.151	98	98		175	82	194	104	204	107	250	132	308	155	308	152	297	149	281	147
18090	Goricë e Madhe	7.152				201	102			93	46	108	52	210	94	271	119	352	156	346	179
20450	Kallamas	7.153	290	290		289	150	352	154	381	186	448	220	369	179	406	202	489	235	527	280
17970	Gollomboç	7.154	472	472		346	178	377	189	173	89	217	112	239	111	587	285	661	321	668	345
8 Préfecture de Kukës																					
28 Municipalité de Kukës																					
169 Secteur administratif de Kukës																					
23150	Kukës	8.1	39826	40595		48968	23931	54480	25423	55617	26480	62038	29983	84487	39803	112415	53634	146051	69845	111393	55742
23220	Kullë Lumë	8.2	20396	21870		26878	13351	30058	14065	31343	14719	33659	16491	46052	21659	61333	29142	79747	38715	63786	32039
18190	Gostil	8.3	469	413		1326	605	1402	645	4270	1290	3452	1493	7602	2838	11033	5416	16555	8331	17157	8486
15430	Drimas	8.4	213	189		1017	453	1060	480	3896	1107	3018	1273	6979	2548	9495	4650	13511	6524	16621	8215
			7																	293	140
			249	224		309	152	342	165	374	183	434	220	623	290	1538	766	2165	1397	332	168
																				2165	1397
																				586	270
																				204	103

Village Code	Nom	1913 Epire	1918 Korçë	1918 Kuk	1926 Selen.	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001	
						Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.
170 Secteur administratif de Malizi																					
33350	Shëmmëri			2553	2712	2639	1255	2937	1330	2790	1308	3571	1592	4770	2310	5191	2458	6917	3206	5017	2576
34180	Shtanë			135	144	198	96	219	103	358	133	494	175	523	247	693	324	950	462	805	406
34181	Simoni			168	164	167	70	177	75	180	84	198	96	248	123	467	214	625	296	586	299
29420	Petkaj			267	233	244	113	275	124	267	130	288	152	416	190	406	190	491	221	416	227
26830	Mëgullë			433	350	416	207	476	229	137	75	180	93	220	119	275	132	341	160	375	187
13530	Çam			110	54	110	54	150	59	221	98	262	119	172	80	59	26	228	103	216	116
16970	Gëdhesht													202	107	330	164	338	164	206	111
29740	Pishtë			263	258	235	125	258	124	259	128	273	123	334	147	569	280	595	319	340	173
37201	Vau-sposit				229																
37200	Spas			234	226	321	147	326	144	305	148	319	154	381	186			109		45	20
33720	Shikaj			304	259	301	137	333	145	325	150	413	200	561	273	708	356	793	347	329	170
15640	Dukagjin			135	173	137	64	172	85	145	76	172	85	736	366	281	131	327	156	216	111
20390	Kalimash			412	388	332	160	357	156	377	184	701	267	641	302	949	426	1467	674	1023	529
22900	Kryemadh			202	180	178	82	209	97	216	102	271	128	336	170	454	215	653	604	460	227
166 Secteur administratif de Bicaj																					
13280	Bushat			2642	2607	3154	1552	3476	1621	3598	1772	3654	1875	4830	2354	6449	3127	8348	4058	7022	3559
11780	Bicaj			1596	1587	800	382	947	428	857	386	744	373	1014	501	1353	668	1818	896	1573	782
28390	Osmanaj					282	133	334	154	293	143	294	154	403	200	585	276	410	205	412	204
27550	Mustafaj					503	257	544	254	339	166	356	188	415	208	565	276	343	162	332	162
35860	Tershanë									165	75	197	98	260	126	374	174	466	219	385	191
16790	Gabrice					200	91	230	105	213	107	235	117	295	131	406	190	529	253	384	196
27620	Nargë			438	434	509	254	584	286	554	294	593	310	766	383	1053	529	1500	756	1530	777
22040	Kolesian			608	586	714	363	837	394	667	332	671	345	963	465	1167	571	1347	652	961	501
15090	Domaj					146	72			256	137	276	148	313	151	397	195	418	201	126	69
177 Secteur administratif de Ujmisht																					
25350	Lusën			2043	1969	2492	1237	2711	1229	2165	1073	2440	1231	3228	1556	4341	2069	4970	2370	2913	1498
38750	Zall			789	758	887	458	1013	478	512	269	586	307	750	363	974	464	1075	525	671	357
25790	Malqenë			1254						380	196	427	210	573	285	771	368	891	430	495	248
31740	Resk							1698	751	485	244	552	280	727	343	1025	498	1204	576	172	84
36710	Ujmisht				1211	1605	779			349	154	377	193	476	232	655	302	809	376	331	161
35680	Tejdrine																			374	196
34590	Skavicë									439	210	498	241	702	333	916	437	991	463	206	110
175 Secteur administratif de Tërthore																					
27240	Morinë			1476	1314	1688	825	1817	861	1889	881	2165	1016	2532	1246	3914	1934	5472	2667	4056	2067
11140	Bardhac			398	365	452	241	508	230	462	229	498	222	552	268	783	387	947	451	630	333
11141	Ademi			256														692	622	557	261
11150	Bardhac i Ri			423	415	448	203	504	238	439	207	542	264	646	328	927	475	542	516	507	254
17260	Gjegjan			200	200	278	138	293	131	236	119	313	132	279	139	638	311	1076	516	619	310
11760	Breglumë			399														1539	751	1162	607
29120	Përbreg				334	510	243	512	262	752	326	812	398	1055	511	1566	761	676	327	581	302
173 Secteur administratif de Shtiqën																					
34250	Shtiqën			1034	1002	1019	499	1150	528	1170	570	1397	697	1723	826	2903	1411	3755	1834	3777	1909
22710	Krenx			1034	1002	1019	499	1150	528	1170	570	1397	697	1723	826	2903	1411	3755	1834	3777	1909
39740	Mufaj																			170	95
17180	Gjallicë																			347	166
21790	Lumë																			1185	573

Village Code	Nom	Note	1913 Epire	1918 Korçë	1926 Selen.	Census 1945 Pop.	Census 1945 Fem.	Census 1950 Pop.	Census 1950 Fem.	Census 1955 Pop.	Census 1955 Fem.	Census 1960 Pop.	Census 1960 Fem.	Census 1969 Pop.	Census 1969 Fem.	Census 1979 Pop.	Census 1979 Fem.	Census 1989 Pop.	Census 1989 Fem.	Census 2001 Pop.	Census 2001 Fem.
171 Secteur administratif de Zopot																					
38920	Zapot	8.27				1401	711	1632	799	1528	761	1683	835	1970	918	2548	1208	3245	1561	2957	1472
22310	Kosharisht	8.28	142	118	1274	179	99	246	114	178	95	184	99	199	88	220	112	273	132	212	114
28580	Pakisht		64	81	114	74	38	96	44	79	40	114	43	110	52	146	69	195	98	197	100
28300	Orgjost	8.29	127	156	276	175	104	228	117	171	93	177	95	193	87	253	110	339	161	338	161
28280	Orickël		176	276	324	252	124	324	155	297	154	362	179	448	214	630	294	740	350	863	423
11400	Bele		74	79	94	53	53	109	56	105	52	110	55	143	66	196	91	263	129	270	130
24890	Lofme	8.30	319	291	273	286	140	352	157	340	153	360	188	425	205	576	275	780	365	562	287
			273	273	273	341	153	277	156	358	174	376	176	452	206	527	257	655	326	515	257
176 Secteur administratif de Topojan																					
36100	Topojan		1035	1096	2177	1005	2247	1081	2247	1081	2247	1081	2247	1081	2247	1081	2247	1081	2247	1081	2247
38510	Xhaferaj		537	599	513	264	583	285	587	287	587	287	587	287	587	287	587	287	587	287	587
36590	Turaj				260	131	278	133	299	155	314	147	860	430	516	228	400	733	344	544	284
12770	Brekije		371	395	364	181	410	195	447	219	479	232	513	257	663	332	624	460	660	403	206
28000	Nirçe		127	102	179	84	208	99	235	123	822	395	938	447	1114	557	1448	698	888	1161	579
167 Secteur administratif de Bushtricë																					
13330	Bushtricë		1451	1530	1288	638	1464	680	1528	734	1694	866	1955	1037	2623	1289	3293	1584	3621	1712	1881
17330	Gjegjë	8.31	268	392	498	247	683	266	635	285	635	332	859	421	1115	545	1228	600	836	404	404
26140	Matranxhë		183	187	245	133	289	146	264	132	267	142	142	160	400	197	406	203	270	144	144
37730	Vile		202	206	171	88	192	98	183	103	217	112	234	111	304	142	304	142	256	139	139
11210	Barruc		647	640	323	170	389	185	366	176	414	200	550	271	616	292	752	356	566	285	285
34060	Shpat	8.32	222	422	257	129	286	124	293	149	261	140	289	150	805	388	306	264	155	88	62
178 Secteur administratif de Grykë e Cajë																					
16450	Fshat	8.33	985	1279	1288	638	1464	680	1528	734	1694	866	1955	1037	2623	1289	3293	1584	3621	1712	1881
13500	Cajë		301	259	320	171	389	188	417	185	448	211	448	211	561	275	772	380	734	353	644
13501	Matragji i qafës	8.34	109																		
13380	Buzemadh		255	278	323	170	389	185	366	176	414	200	550	271	616	292	752	356	566	285	285
33880	Shkimaq	8.35	222	422	257	129	286	124	293	149	261	140	289	150	805	388	306	264	155	88	62
179 Secteur administratif de Kalls																					
20400	Kalls	8.36	1489	1555	1542	790	1712	787	1694	866	1955	1037	2623	1289	3293	1584	3621	1712	1881	933	933
17120	Gështenjë		1489	1555	1542	790	1712	787	1694	866	1955	1037	2623	1289	3293	1584	3621	1712	1881	933	933
19070	Gurrë																				
30390	Prahliisht																				
172 Secteur administratif de Shishtave																					
33790	Shishtavec		1950	3136	3439	1879	4146	2047	3490	1857	3493	1842	4045	2120	5420	2126	6871	3316	5871	2847	2847
28120	Novosejë		554	902	1042	590	1295	640	994	530	867	472	926	460	969	474	1433	692	1276	582	582
22050	Kollavoz		497	658	826	428	949	465	854	447	905	463	1059	589	1435	208	1814	874	1543	758	758
34320	Shtreze	8.37	133	262	332	172	386	183	361	185	402	192	402	192	674	329	906	419	588	300	300
12480	Bojfe	8.38	120	140	165	91	190	91	210	102	241	110	300	142	593	287	595	288	482	220	220
28350	Oreshkë	8.39	426	426	719	408	913	463	637	369	580	354	639	378	841	427	1001	492	991	497	497
13830	Cernaletë	8.40	88	127	146	76	176	81	179	87	221	114	261	125	365	182	502	252	466	225	225
			132	171	209	114	237	124	255	137	277	137	341	169	543	219	620	299	525	265	265
174 Secteur administratif de Surroj																					
35510	Surroj		737	714	1038	525	1097	532	1121	575	1279	632	1614	784	2078	1010	2846	1387	1950	999	999
16530	Fushare	8.41																			
31190	Qinamek	8.42																			
10110	Allaj	8.43																			

Village Code	Nom	Note	1913 Epire	1918 Korçë	1918 Kuk	1926 Selen.	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001	
							Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.
165 Secteur administratif de Arrën																						
10440	Arrën				672	616	803	372	880	384	899	414	1003	468	1265	622	1758	798	2551	1195	981	507
10450	Arrëz	8.44			672	616	803	372	880	384	409	189	433	198	535	254	724	331	943	456	333	167
11200	Barrë										311	141	350	167	520	242	687	314	536	245	217	117
35690	Tejmallë	8.45																	339	149	196	114
38350	Verrë										179	84	220	103	210	126	347	153	417	196	145	67
168 Secteur administratif de Kolsh																						
22080	Kolsh				685	653	908	453	997	460	790	378	902	434	1226	574	1917	918	2110	1027	1591	821
25840	Marmëz				282	217	292	143	331	154	285	148	349	164	421	206	725	335	1074	505	592	313
27590	Myc-Marmëz	8.46			403	436	496	247	523	237	268	125	298	136	412	186	294	138	609	309	611	300
17 Municipalité de Has																						
121 Secteur administratif de Krumë																						
22820	Krumë	8.47			621	403	1245	544	945	431	1224	598	1421	679	1973	965	4298	2087	6465	2910	6378	3118
16830	Gajrep	8.48			490	286	793	326	719	327	661	337	763	382	1180	600	1402	692	1503	732	1462	752
13490	Cahan	8.49									165	74	183	72	150	65	216	103	291	148	160	80
27310	Mujaj	8.50									189	85	211	97	271	122	346	161	467	216	252	138
38730	Zahrisht				131	117	212	108	226	104	209	102	264	128	372	178	541	258	802	364	652	312
29830	Plani i Potës	8.51									240	110									133	68
118 Secteur administratif de Fajzë																						
15990	Fajzë	8.52			977	976	1174	588	1279	610	1303	646	1521	748	3246	1566	3494	1787	4836	2551	4132	2040
38210	Vranisht				411	427	455	228	507	236	533	266	667	336	861	425	982	463	1431	697	1556	766
36340	Tregtan				458	453	593	297	642	310	353	178	376	181	491	227	693	463	687	352	637	311
12780	Brenage	8.53																				
26740	Metaliaj	8.54									286	138	329	171	381	195	539	262	715	352	846	417
24630	Liqeni i kuq				108	96	126	63	130	64	131	64	149	60	563	272	100	46	195	96	167	80
120 Secteur administratif de Gjinaj																						
17400	Gjinaj				1322	1349	1389	694	1585	735	1125	559	1263	608	1499	741	2050	992	2632	1294	1649	829
30730	Pus i thate				201	146	247	126	281	133	264	125	285	128	313	145	457	218	689	323	423	226
30731	Bruti	8.55			146	157	185	89	211	91	218	118	259	135	315	190	426	217	509	256	346	162
27600	Myc-Has				199	171	120	63	143	69	147	76	181	94	202	102	279	137	388	199	274	138
15100	Domaj				123	127	146	72	153	77	141	68	166	78	195	97	272	141	327	179	281	135
30120	Pogaj	8.56			119	113	161	80	186	91	143	70	138	66	180	80	265	113	294	141	48	24
30121	Shalqini	8.57			112	94	530	264	611	274	212	102	234	107	294	127	351	166	425	196	277	144
21520	Kishaj				422	530	2948	1475	3397	1595	2967	1453	3559	1702	4309	2027	5842	2806	7612	3613	7501	3699
119 Secteur administratif de Gollaj																						
17880	Gollaj				2340	2230	2948	1475	3397	1595	2967	1453	3559	1702	4309	2027	5842	2806	7612	3613	7501	3699
27970	Nikolaj				321	274	430	225	464	225	441	219	568	271	714	359	1077	538	1475	690	1498	732
40230	Bardhaj	8.58			349	364	417	212	470	229	449	230	530	267	631	301	863	420	1092	518	1081	555
29500	Perollaj				150	144	139	76	164	82	219	113	255	127	318	149	439	212	532	250	425	203
37940	Vilqehene				410	395	533	253	604	276	474	220	562	260	667	304	940	435	1286	591	1209	593
24310	Letaj				173	182	231	108	339	154	327	153	393	172	407	187	647	305	597	290	637	317
29100	Peraj	8.59			71	80	63	26											243	126	242	121
39110	Zigjec	8.60			82	110	51		121	57	115	62	125	60	150	66	189	97	250	122	283	135
14990	Dobrunë				130	125	163	89	154	81	144	62	145	67	178	75	203	91	261	121	237	112
30850	Qarr				115	91	128	65	149	69	145	74	202	97	273	134	355	163	487	229	466	242
19500	Helshan				341	353	432	215	611	274	380	188	448	221	539	248	699	333	847	412	871	411
22440	Kostur				198	222	302	155	321	148	273	132	331	160	432	204	430	212	542	264	439	223

Village Code	Nom	1913 Epire	1918 Korçë	1918 Kuk	1926 Selen.	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001	
						Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.
57 Municipalité de Tropojë																					
354 Secteur administratif de Bajram Curri																					
13470 Bajram Curri		8.61	14170	13767	15334	7279	17655	8505	20615	9755	27408	12845	35398	16820	44759	20762	7378	3552	27947	14017	
16170 Fierzë		8.62	1007	843	1008	463	1303	620	1463	667	1751	807	4202	2036	4044	1918	1906	904	2331	893	434
15770 Dushaj							187	82	208	88	263	112	359	152	162	79	152	162	190	79	162
36200 Téplan			303	208	695	325	477	229	516	234	558	249	672	298	655	308	487	228	487	228	228
14560 Degë			314	258	313	138	312	145	351	159	465	221	601	298	619	309	383	193	383	193	193
12760 Breqlumë		8.63	390	377	1008	463	374	178	388	186	465	225	608	300	674	318	406	206	406	206	206
355 Secteur administratif de Fierzë																					
12830 Brisë		8.64	3052	3495	3794	1805	3917	1802	3727	1818	1964	5076	2424	5585	2585	6213	2883	2709	1384	2709	1384
32530 Saicë			116	151	151	70	183	89	209	95	240	104	264	121	280	126	95	52	95	52	52
28650 Palc			259	150	285	129	311	145	341	163	445	215	574	280	610	307	185	90	185	90	90
29110 Peraj		8.65	326	319	213	98	248	111	256	128	298	154	384	195	313	133	92	52	313	133	133
29111 Msere		8.66					385	181	460	216	554	262	598	269	693	327	318	154	318	154	154
29112 Kapiti		8.67		221																	
17610 Gjonpepoj		8.68	355	361	1260	600	914	410	511	240	594	270	556	251	805	361	375	194	375	194	194
24030 Lekbibaj		8.69	390	150	452	206	462	216	499	229	610	286	963	435	978	467	444	223	444	223	223
400121 Nikprenaj		8.70		286																	
35880 Tetaj			254	288			273	133	310	135	364	183	365	178	516	250	312	150	312	150	150
33430 Shëngjeraj		8.71	181	119	340	170	312	137	190	95	214	104	220	105	218	103	134	74	134	74	74
14320 Curraj i Poshtëm			147	197	150	79	175	81	218	102	279	140	316	150	367	163	225	125	225	125	125
11740 Bëtosh			236	262	260	128	283	130	234	113	309	137	344	160	353	163	170	80	170	80	80
30970 Qerrec-Mulaj		8.72					257	128	248	122	323	162	364	178	308	146	134	68	134	68	68
14310 Curraj i Epërm			588	720	683	325	759	355	597	292	741	357	706	314	772	500	225	122	225	122	122
360 Secteur administratif de Margegaj																					
25930 Mgreaj		8.73	1524	1347	2200	1006	2175	1009	2203	1046	2343	1119	3237	1535	4114	1963	4751	2351	3177	1599	1599
16740 Fushë-Lume			258	202	331	151	335	148	365	176	395	186	620	302	1086	554	688	333	688	333	333
21700 Kocanaj		8.74	203	179	279	123	279	125	316	151	361	175	481	236	799	460	680	335	680	335	335
28780 Paqë																					
34040 Shoshan			386	325	454	226	458	215	407	201	492	239	642	296	835	391	1006	485	614	323	323
12590 Bradoshnicë			73	213	82	42	76	38	118	61	116	57	115	60	132	61	162	69	79	40	40
15250 Dragobi			399	265	542	258	556	272	510	246	513	256	597	293	690	331	740	338	397	213	213
13700 Cerem			106	115	311	124	308	138	297	131	265	121	282	131	358	160	317	143	120	59	59
37030 Valbonë			99	48	201	82	163	73	190	80	201	85	309	141	326	153	379	179	194	100	100
31470 Rragam													191	76	250	112	262	123	122	62	62
359 Secteur administratif de Lugaç																					
24850 Lugaç			320	251	881	427	743	348	1284	636	1703	850	2443	1187	2511	1222	4767	2260	2413	1210	1210
40050 Rragam		8.75			320	167	305	152	483	258	629	327	786	382	1163	574	1158	541	460	232	232
31780 Rrëzëmal		8.76																	430	214	214
25420 Luzhë			320	251	431	197	438	196	310	152	440	223	582	275	652	313	693	348	60	32	32
13050 Bukove		8.77			130	63	181	90	261	128	595	308	696	335	825	378	153	78	488	245	245
19930 Jah-Salilh		8.78					310	136	373	172	480	222	1398	647	1398	647	822	409	822	409	409
355 Secteur administratif de Bujan																					
13010 Bujan		8.79	2266	1685	2184	1024	2438	1103	2333	1136	2553	1259	3615	1628	3956	1897	5575	2374	3297	1642	1642
12230 Bllatë		8.80	945	812	707	340	741	345	393	199	437	231	749	344	845	412	812	397	586	278	278
15030 Dojan		8.81	244						410	207	452	212	807	341	655	304	907	434	779	387	387
26020 Markaj		8.82		243	368	168	411	184	458	215	466	218	615	284	735	355	835	406	543	264	264
31970 Rosufe		8.83		239											227	97	227	97	150	82	82

Village Code	Nom	Note	1913 Epire	1918 Korçë	1926 Selen.	Census 1945 Pop.	Census 1945 Fem.	Census 1950 Pop.	Census 1950 Fem.	Census 1955 Pop.	Census 1955 Fem.	Census 1960 Pop.	Census 1960 Fem.	Census 1969 Pop.	Census 1969 Fem.	Census 1979 Pop.	Census 1979 Fem.	Census 1989 Pop.	Census 1989 Fem.	Census 2001 Pop.	Census 2001 Fem.
18610	Gri		309	241	296	127	273	138	404	196	504	251	606	289	401	210					
18620	Gri e Re	8.84	365	381	177	177	422	192	563	245	711	336	759	372	499	250					
24070	Lëkurtaç		403	432	212	377	185	434	477	218	506	239	537	262	339	171					
32880	Sellimaj	8.85	1760	1895	1922	942	1566	741	2765	1318	3943	1866	4732	2070	2093	1055					
356 Secteur administratif de Bytyç																					
28490	Pac		235	238	290	132	279	139	344	169	578	270	615	301	329	159					
14230	Corré-Velaj	8.86		58																	
14231	Vilaj	8.87		183																	
39290	Zherke	8.88	186	355	183	94	147	68	167	77	283	136	306	153	174	50					
37930	Vlad		309	174	253	126	185	93	194	99	211	96	245	104	97	92					
11610	Berishë	8.89	467	86	421	209	349	146	430	221	899	421	557	260	166	87					
11611	Shëngjergji	8.90		88																	
37860	Visoc	8.91		58																	
26080	Mash			96																	
26081	Rausha	8.92		59																	
39440	Zogaj	8.93		236	253	131	250	126	361	172	1413	698	345	167	168	87					
30650	Prush	8.94	252						284	126											
21370	Kepenek		154	104	140	73	115	64	179	82	224	102	222	108	146	74					
20590	Kam-Fshat		157	103	91	46	241	105	623	253	136	62	145	69	88	43					
24140	Leniq			57	153	61															
13440	Kam	8.95																			
361 Secteur administratif de Tropojë																					
36490	As	8.96	3688	3881	3048	1463	4543	2207	4866	2312	6301	2905	7299	3354	5381	2694					
39940	Kojel	8.97	557	216	962	436	1324	646	869	424	1032	491	1199	558	435	211					
37610	Vicidal	8.98		712																	
20110	Kasaj																				
16980	Gegaj		665	572			113	48	458	207	473	208	659	298	592	289					
12970	Bucaj		399	419			443	210	587	265	568	271	571	277	354	178					
28750	Papaj		314	365	160	67	530	250	602	271	644	296	714	350	566	286					
11330	Begaj		248	231	192	91	235	105	280	124	391	169	424	186	339	181					
27610	Myhejan	8.99	179	147	216	125	165	89	155	75	256	115	290	127	252	124					
22510	Kovac	8.100	398	991	293	147	288	140	331	162	348	158	532	240	441	217					
34430	Shamic Ahmetaj	8.101					177	89	153	85	217	98	254	124	282	127					
21460	Kërnajë	8.102	286	122	159	79	257	140	446	223	609	262	692	308	560	280					
40018	Zhenaj	8.103		106																	
33860	Shkëlzen	8.104	98		119	60	112	60	118	61	197	97	224	106	104	55					
10620	Babime		544		947	458	592	299	731	354	535	254	531	245	384	187					
34900	Sopot	8.105																			
35180			34757	44300	21641	54912	27204	64865	32054	126583	62317	162298	78901	155904	76426						
9 Préfecture de Lezhë																					
30 Municipalité de Lezhë																					
189	Secteur administratif de Lezhë		14683	13078	17047	8205	23026	11820	27232	13761	48157	23594	62001	30196	66390	32391					
24410	Lezhë	9.1	724	1637	1167	524	1609	779	2458	1179	6890	3385	10348	5053	14420	7066					
190	Secteur administratif de Shëngjin		1532	1334	1316	659	2021	1066	2672	1277	5493	2702	6973	3372	6807	3235					
31260	Shëngjin	9.2	29	14	44	13	34	12	472	166	1636	781	2065	988	2172	1031					
25690	Mali i Shëngjinit				84	39	225	116	129	68	208	98	246	118	26	11					
19870	Ishull Shëngjin	9.3	522	325	436	220	535	281	697	346	1340	692	1931	959	2022	971					
19860	Ishull Lezhë		432	459	667	345	1118	576	1502	750	1930	953	2495	1191	2258	1055					
21800	Kodër-Mulliri	9.4																			

Village Code	Nom	Note	1913	1918	1926	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001		
			Epire	Korçë	Kuk	Selen.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.
25680	Mali i Rencit			549	536	85	42	256	121	306	141	433	213	379	178	236	116	30	15			
193 Secteur administratif de Zejmen																						
39010	Zejmen		623	1142	1455	753	2165	1158	2589	1341	3975	1959	4746	2295	6637	3064	6713	3349				
36410	Tresh	9.5	219	350	369	201	479	265	573	309	945	495	1084	532	1206	583	1250	607				
30630	Pruell			135	235	111	284	137	398	199	914	447	1064	518	1459	722	1468	709				
35020	Spiten	9.6		76	168	80	339	178	424	217	652	303	908	426	1155	575	1298	633				
11680	Berzanë		404	459	96	48	109	54	138	73	192	94	212	103	252	122	139	75				
29950	Pllanë	9.7			587	313	776	427	862	447	1076	528	1263	608	1534	575	1650	848				
26040	Markatomaç	9.8													823	383	801	421				
194 Secteur administratif de Shënkoll																						
33510	Shënkoll	9.9	1862	1075	1900	503	3509	1764	3526	1694	4861	2375	5423	2630	6408	3050	8894	4288				
16850	Gajush	9.10		985	420	192	648	308	761	379	861	434	1142	564	495	239	375	172				
31810	Rrile	9.11					548	288	528	275	1073	530	709	334	766	357	1187	572				
10990	Barbullojë	9.12																				
35590	Tale	9.13			378	185	588	291	641	317	991	487	631	302	832	416	1063	485				
10150	Allk	9.14			260	126	596	307	581	213	609	283	595	287	550	256	1981	1008				
18790	Grykë-Lumi	9.15		90																		
184 Secteur administratif de Balldren																						
10860	Balldren		1482	274	786	381	1149	598	1377	699	1935	848	3692	1789	5972	2841	7203	3483				
10870	Balldren i Ri	9.16		198	208	93	342	165	425	205	742	295	1560	748	530	240	705	344				
17830	Gocaj	9.17			185	96	264	139	308	156	603	292	706	354	797	393	731	344				
40360	Mali i Kakarqit	9.18			294	154	400	219	482	252												
20290	Kakarq		373	76	99	38	143	75	162	86	590	261	704	338	824	414	289	136				
36150	Torovcë	9.19																				
25620	Malecaj	9.20																				
21770	Kollçakaj	9.21		854																		
187 Secteur administratif de Kallmet																						
20530	Kallmet i Madh	9.22	1088	1080	1375	721	1513	749	963	501	1054	568	1778	887	2241	1108	2065	1000				
20540	Kallmet i Vogël								486	275	472	257	811	394	1028	911	1041	535				
32020	Rraboshhtë		354	347	504	266	606	332	692	363	907	454	1100	551	1334	696	1191	596				
256600	Mërqi	9.23	311	290	420	220	532	279	636	330	801	409	980	482	1187	543	1196	628				
185 Secteur administratif de Blinisht																						
12200	Blinisht		1583	1455	1991	1050	2260	1193	2558	1316	3235	1601	4038	2142	4736	2330	4238	2027				
29640	Piraj	9.24		568	642	357	421	220	450	233	559	283	631	362	822	420	844	430				
36500	Troshan	9.25	405	382	511	250	604	309	638	325	865	437	1161	569	1393	678	1115	509				
16240	Fishtë		219	198	264	144	320	173	326	168	489	232	589	292	637	317	512	246				
22630	Krajin		192	159	272	141	200	98	424	220	429	223	534	276	614	309	518	238				
10960	Baqëli	9.26	91	102	159	81	176	88	239	122	301	148	390	194	444	205	450	204				
21870	Kodhel		108	106	143	77	165	85	186	92	235	101	317	142	383	175	432	216				
186 Secteur administratif de Dajç																						
14340	Dajç		301	353	479	251	602	306	667	343	890	450	1111	564	1294	637	1357	696				
14341	Saraj i Dajçit	9.27	100																			
17160	Gjadër		242	190	227	114	309	158	427	223	1261	615	1537	718	1706	821	1221	545				
18430	Gramsh		241	213	263	148	321	167	385	204	501	246	632	313	739	356	705	339				
25440	Mabë	9.28		287	302	296	415	206	426	218	517	262	652	323	800	371	816	393				
15330	Dragushë				162	77	212	106	242	149	295	149	340	184	413	211	363	167				
22460	Kotër		125	133	154	80	202	97	231	107	282	126	356	172	446	211	460	229				
39480	Zojs		65	43	73	43	112	61	143	68	181	79	203	88	253	108	261	126				

Village Code	Nom	Note	1913 Epire	1918 Korçë	1926 Selen.	Census 1945 Pop.	Census 1945 Fem.	Census 1950 Pop.	Census 1950 Fem.	Census 1955 Pop.	Census 1955 Fem.	Census 1960 Pop.	Census 1960 Fem.	Census 1969 Pop.	Census 1969 Fem.	Census 1979 Pop.	Census 1979 Fem.	Census 1989 Pop.	Census 1989 Fem.	Census 2001 Pop.	Census 2001 Fem.
192 Secteur administratif de Ungrej																					
36790	Ungrej				2260	2917	1481	2610	1285	3112	1658	3908	2008	3737	1890	5059	2424	5806	2773	3840	1929
21090	Kashnjet	9.29	388		300	365	203	368	191	481	268	567	281	529	244	723	342	885	412	585	291
17470	Gjabadhaj	9.30	295		862	761	379	601	302	288	159	380	205	303	161	393	186	483	224	236	116
20430	Kallvac		469			356	185	355	175	428	224	559	275	585	283	765	356	822	353	503	251
32110	Rras-Burë	9.31			370	489	249	430	204	475	242	623	315	540	285	760	356	879	441	639	326
39410	Zimaj	9.32												563	291	765	387	510	472	342	163
16430	Fragen		230		226	331	160	239	105	257	140	361	190	334	175	429	214	497	238	246	128
20550	Kallver		275		253	257	121	247	118	337	174	319	159	362	177	468	225	504	243	363	185
35390	Sukaxhi		367		249	358	184	370	190	455	244	581	305	521	274	756	358	819	390	580	296
188 Secteur administratif de Kolsh																					
22030	Kolç	9.33	1253		950	1562	781	1744	869	1761	913	2223	1135	2585	1277	3316	1551	3680	1740	3599	1760
17210	Gjash		74		75	88	45	101	46	100	55	138	74	206	105	249	113	340	156	290	146
20170	Kaçinarë				106	158	81	184	94	178	102	207	112	278	147	323	169	352	166	347	173
28860	Patalej	9.34				81	47	86	50	106	57	119	59	150	73	96	42	106	52	155	81
23770	Lalm	9.35			94	120	62	142	76	133	69	141	78	180	93	314	155	429	206	244	113
37320	Velë	9.36	543		81	171	86	178	87	175	95	207	112	237	128	299	152	299	143	339	172
25880	Manati	9.36			137	177	88	187	97	156	88	151	79	225	114	271	124	276	135	140	70
25881	Fildani	9.37	636		163	493	243	558	278	913	447	1260	621	1309	617	1184	523	1377	644	1266	618
18750	Grykë	9.38			73	274	129	308	141							580	273	501	238	818	387
29 Municipalité de Kurbin																					
181 Secteur administratif de Laç																					
23640	Laç	9.39	371		302	984	495	1251	630	1554	770	2069	998	7717	3465	13722	6824	18761	9169	19424	9567
23650	Laç Fshat	9.40			302	984	495	1251	630	1554	770	1701	816	2246	1097	4166	2181	5869	2881	3250	1578
182 Secteur administratif de Mamurras																					
25860	Mamurras	9.41	1080		1140	2876	1409	3404	1697	3961	1965	4749	2272	8611	4038	11716	5829	14826	7039	16131	8099
34110	Shpërdhet	9.42	296									1487	679	2904	1361	4514	2230	5759	2819	5507	2711
34111	Zheja e Poshtme	9.43	205		62					1092	526			979	476	1219	704	1687	778	518	256
16760	Fushë Mamurras	9.44			355	1404	682	1831	917	994	511	1133	559	1613	740	2015	936	2723	1304	4223	2106
39760	Drojë	9.45																		556	275
39240	Zhejë	9.46			182	528	257	607	309	661	338	749	381	1213	562	1809	903	1746	842	1816	958
21200	Katund i Ri	9.47	73		71	130	63	88	44	105	55	123	59	162	76	218	102	272	121	292	156
33360	Shënnjëri		506		470	814	407	878	427	1109	535	1257	594	1740	823	1941	954	2427	1175	2878	1458
17680	Gjonëm	9.48																			
183 Secteur administratif de Milot																					
26930	Milot	9.49	2518		2351	3439	1613	4122	2019	5197	2340	5714	2784	7008	3371	8011	4140	11316	5249	11163	5525
16770	Fushë-Milot	9.50	699		672	1252	508	1526	751	2371	1019	2527	1237	2520	1218	2345	1420	1728	843	1774	859
25810	Mali-Milot																	1596	771	1791	872
25800	Mali i Bardhë	9.51			280	391	204	510	247	537	262	650	308	913	427	1139	578	1366	661	1470	745
40340	Malibardh i Sipërm		329																		
34690	Skuraj	9.52	357		314	314	167	352	178	552	179	392	201	526	273	644	313	677	313	607	293
16880	Gallatë		181		133	143	59	141	51	117	54	185	86	245	111	640	299	358	160	330	169
32950	Selita		305							223	119	285	139	353	175	Me Gallatë		523	254	370	180
17030	Gërnac	9.53																		307	164
37800	Vinjalë		283		281	247	125	260	123	265	130	330	153	527	234	765	345	398	177	392	207
37801	Dauila Kapok	9.54	47		42																
34410	Shullaz	9.55	148		145	461	238	584	303	688	341	755	370	1108	540	1445	667	1547	730	1440	726
40350	Prozhmë	9.56																		255	128
14580	Delbnisht				272	349	169	466	229	206	110	265	144	308	165	390	201	427	203	446	227
33910	Ferr-Shkopet	9.57	169		212	282	143	283	137	238	126	325	146	508	228	643	317	665	315	242	120

Village Code	Nom	Note	1913 Epire	1918 Korçë	1926 Selen.	Census 1945 Pop.	Census 1945 Fem.	Census 1950 Pop.	Census 1950 Fem.	Census 1955 Pop.	Census 1955 Fem.	Census 1960 Pop.	Census 1960 Fem.	Census 1969 Pop.	Census 1969 Fem.	Census 1979 Pop.	Census 1979 Fem.	Census 1989 Pop.	Census 1989 Fem.	Census 2001 Pop.	Census 2001 Fem.	
39770	Shkopet		L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L	L
180 Secteur administratif de Fushë Kuqe																						
16730	Fushë Kuqe	9.58																				
33320	Adriatik	9.59	59																			
28890	Patog	9.60																				
18120	Gorre																					
18900	Gurëz	9.61	1093	119	119	2252	1121	2501	1249	735	378	1245	641	2268	1118	1682	865	1711	869	1653	745	
			15376	17767	17767	17702	8798	18597	9026	19216	9318	22464	10875	31891	15082	40953	19920	50439	25012	36667	17929	
39 Municipalité de Mirditë																						
252 Secteur administratif de Rrëshen																						
32240	Rrëshen	9.62	2395	2547	2495	1247	2871	1435	702	966	392	1042	487	1421	634	2694	1300	4080	1958	5456	2650	
35630	Tarrazh	9.63																				
20050	Jesull	9.64																				
33640	Sheshaj	9.65																				
16660	Fushë-Lumith	9.66																				
21810	Kodër-Rrëshen	9.67	878	446																		
25340	Lurth	9.68																				
27690	Ndër-fushas																					
27680	Ndër-fan																					
17130	Gëziq		991	154	155	74	196	97	136	293	153	356	186	442	216	563	270	580	266	529	290	
25520	Malaj																					
25530	Malaj Epërm	9.69	526	516	732	362	702	369	465	384	202	465	247	692	341	868	410	686	533	464	207	
35730	Tenë	9.70																				
13040	Bukëmirë	9.71																				
			130																			
253 Secteur administratif de Rubik																						
32440	Rubik	9.72	1839	2612	1336	2777	1416	3300	1541	578	167	573	228	1548	659	1964	917	2577	1263	6842	3276	
16180	Fierzë		110	122	66	150	80	169	87	169	83	169	83	452	220	607	307	699	345	314	145	
13140	Bulshizë		151	245	122	238	118	360	109	355	181	355	181	459	231	580	277	647	294	160	73	
16010	Fang		33	296	151	329	172	272	153	256	138	256	138	459	231	580	277	647	294	505	241	
16011	Bulgëri	9.73	772	120																		
32140	Rastik	9.74	182	213	108	210	108	207	118	275	144	275	144	360	181	418	176	482	230	458	220	
21250	Katun d'i Vjetër	9.75	199	212	111	233	129	373	216	425	234	425	234	543	276	695	339	771	378	624	282	
27370	Munaz		116	168	80	177	88	273	142	367	167	367	167	294	142	375	177	429	212	374	173	
32190	Rreja e Zere	9.76	78	116	57	141	71	173	87	216	109	216	109	325	169	391	196	465	220	399	202	
32200	Rreja e Velës		300	282	415	210	424	208	391	196	162	465	236	583	312	781	382	856	402	660	317	
37210	Vau Shkëzës		180	147	73	143	71	115	62	147	76	147	76	197	104	277	144	296	142	238	110	
37211	Kryezezi	9.77	897	150																		
24720	Livadhëz	9.78																				
32290	Rreth i Sipërm		129	108	59	220	108	239	122	150	82	175	89	377	191	423	210	555	270	367	180	
254 Secteur administratif de Selitë																						
31230	Kurbnesh	9.79	1643	2301	2016	983	2252	1038	2294	1087	3186	1409	4238	1907	5139	2507	5415	2628	2330	1250		
39870	Kurbnesh Fshat		339	469	435	201	257	119	242	123	857	261	1379	464	947	401	931	455	180	94		
26590	Merkurth																					
23270	Kumbull																					
25060	Lufaj	9.80	281	337	306	149	367	173	370	184	433	221	491	284	667	353	626	305	422	217		
25061	Lufaj i Poshtër	9.81																				
11070	Bardhaj	9.82	192	239	183	91	247	122	297	147	373	183	338	162	405	199	524	263	295	142		
24060	Lëkundë		283	371	315	162	340	164	326	165	448	214	576	277	668	304	319	152	149			
38740	Zois		256	553	381	178	447	192	427	167	348	199	585	289	810	384	337	169	169			
22980	Kthelle e Epërme	9.83	292	332	396	202	354	168	385	191	419	216	585	287	805	421	771	391	407			

Village Code	Nom	Note	1913 Epire	1918 Korçë	1918 Kuk	1926 Selen.	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001	
							Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.
250 Secteur administratif de Kthellë																						
29160	Përlat Qendër			2039	1117	1076	1208	1167	2599	1277	488	249	2530	1255	3661	1778	4510	2195	5534	2707	671	321
35940	Tharr	9.84																				
29150	Përlat i Epërm	9.85																				
36480	Trojes	9.86																				
33230	Shebe		347	364	800	370	184	390	365	175	501	181	413	214	577	289	662	327	752	362	351	177
30600	Prosek	9.87				823	390	709	709	335	641	314	745	362	1035	502	1315	634	1070	803	889	438
32420	Trushkull																					
36670	Ujë	9.88																				
34310	Shtrezë	9.89									272	153	256	138	402	207	433	211	484	244	186	89
248 Secteur administratif de Fan																						
16000	Fani	9.90		3170	3824	3608	1779	3911	1842	3807	2109	4437	2260	5578	2746	7023	3514	8978	4364	5699	2869	
34330	Shtrengaj	9.91			786																	
11900	Bisakë		570	584	584	650	323	701	343	314	165	377	193	457	225	468	240	608	285	322	161	
21620	Klos									402	271	485	256	637	329	777	390	979	479	467	233	
22140	Konaj		304	271	271	445	232	462	237	482	251	548	278	659	325	845	408	549	263	286	143	
21210	Katund i Ri	9.92																				
33450	Shëngjin	9.93		357	312	439	223	443	210	464	242	541	278	678	342	833	418	950	474	462	219	
29430	Petoq	9.94																				
38830	Zai Xhuxhe	9.95	1121	1070	1070	863	407	873	396	403	203	459	233	772	338	740	372	568	269	373	168	
38570	Xhuxhe	9.96								480	348	579	294	512	246	1006	511	697	340	369	182	
14470	Dardhas	9.97																				
35980	Thirrë	9.98				381	180	378	164	346	169	387	195	590	298	732	347	659	328	246	119	
19440	Hebe									313	152	348	171	257	131	490	260	662	356	471	225	
32590	Sang	9.99																				
15130	Domgjon		818	801	801	830	414	1054	492	603	308	713	362	1016	512	1132	568	1460	700	563	297	
17170	Gjakëz	9.100																				
27380	Munellë																					
251 Secteur administratif de Rreps																						
31710	Reps	9.101		2579	3560	2958	1477	2413	1180	2455	1202	3297	1454	4437	1988	5727	2681	6775	3901	3580	1763	
12210	Blinisht																					
23200	Kullaxhi	9.102		880	825	533	269	562	281	282	138	409	181	466	233	623	286	1101	537	929	454	
29330	Pshqeshi									254	111	323	171	688	256	505	244	540	857	302	158	
26100	Mashërkorë	9.103				219	106	239	113	189	93	470	115	298	156	336	176	365	181	283	125	
18930	Zajs / Guri i Bardhe	9.104								257	133	316	152	477	234	661	304	778	378	228	109	
18931	Shënmëri	9.105																				
18770	Gyker Oros		1166	1059	1386	699				243	126	289	160	458	241	537	268	552	263	210	102	
24420	Lëgjin	9.106																				
13130	Bulshar							1079	531	427	234	503	255	507	231	580	288	669	325	123	120	
29800	Planet	9.107																				
27730	Ndershenë									169	88	202	92	202	100	298	152	340	179	203	96	
27790	Nënshejt									159	71	176	76	177	87	234	113	239	124	124	63	
23680	Lajthiej									224	98	287	88	512	143	392	139	373	173	97	49	
21860	Kader-Spaç					581	297	338	172	251	110	322	164	412	202	636	260	644	319	281	144	
19120	Gurth-Spaç	9.108		533		239	106															
249 Secteur administratif de Kaçinar																						
20160	Kaçinare		1581	1456	1612	809	1774	838	1774	1362	704	1635	820	2525	1166	3102	1525	3818	1817	2916	1472	
10490	Arëz									497	256	576	285	710	285	837	408	622	295	453	233	
33420	Shëngjeraj									234	121	304	149	410	201	525	257	681	325	622	303	
34350	Shtuf	9.109								170	88	219	112	490	245	506	264	638	319	408	211	

Village Code	Nom	Note	1913 Epire	1918 Korçë	1918 Kuk	1926 Selen.	Census 1945 Pop.	Census 1945 Fem.	Census 1950 Pop.	Census 1950 Fem.	Census 1955 Pop.	Census 1955 Fem.	Census 1960 Pop.	Census 1960 Fem.	Census 1969 Pop.	Census 1969 Fem.	Census 1979 Pop.	Census 1979 Fem.	Census 1989 Pop.	Census 1989 Fem.	Census 2001 Pop.	Census 2001 Fem.
23530	Kushnen	9.1.10			607		321	164	358	170	122	56	143	72	227	102	321	150	497	223	349	170
34480	Simon					336	305	144	354	162	339	183	393	202	688	333	913	446	721	357	579	279
34130	Shperdhëzëj	9.1.11			227																263	139
10 Préfecture de Shkodër																						
53 Municipalité de Shkodër																						
318 Secteur administratif de Shkodër																						
33900	Shkodër	10.1			21852	24730	35463	16368	34831	17073	39355	18991	44072	22025	53078	26322	65774	32789	81140	39988	83273	40937
33901	Taraboshi	10.2			197	23785	34335	15839	33638	16502	38564	18572	43305	21602	52165	25848	64734	32262	79920	39392	82131	40395
200002	Ajasma	10.3			353																	
200003	Aira e Madhe	10.4			1062																	
200004	Bahçelleku	10.5			417																	
200005	Dudasi	10.6			1293																	
200006	Mahalla e ré	10.7			414																	
200007	Ndocaj	10.8			996																	
200008	Parruca e katholicke	10.9			952																	
200009	Parruca e muslimanve	10.10			777																	
200010	Perashi i poshtërm	10.11			1580																	
200011	Perashi i Sipërm	10.12			1444																	
200012	Qafa	10.13			341																	
200013	Rusi i madh	10.14			3152																	
200014	Rusi i Vogël (i kthallit)	10.15			1178																	
200015	Rusi i Vogël (i muslim)	10.16			4004																	
200016	Tabaku	10.17			126																	
200017	Tepja	10.18			669																	
200018	Top-hana	10.19			1930																	
33770	Shirokë				535	509	531	273	654	296	407	220	390	213	514	255	654	322	880	419	851	398
39450	Zogaj				432	436	597	256	539	275	384	199	377	210	399	219	386	205	340	177	291	144
307 Secteur administratif de Ana Malit																						
28170	Obilke	10.20			2096	2179	3085	1590	3185	1587	3037	1504	3227	1567	4069	2038	4724	2368	5573	2742	4815	2243
28171	Gramshi				37	636	800	389	836	408	890	434	948	436	1201	592	1649	825	2356	1136	2327	1084
10650	Babot				101	132	186	98	199	96	210	102	221	107	273	140	275	150	158	88	121	50
27400	Muriqan				428	424	638	349	696	358	715	368	734	376	917	466	1080	548	1076	535	975	433
37330	Vellinaj	10.21			104	102	154	74	176	93	137	67	157	76	170	80	184	87	350	176	297	147
34340	Shtuf				89	95	102	49	112	49	121	53	131	57	193	94	188	82	162	76	136	66
15350	Dramosh				308	310	356	185	391	198	414	209	439	221	453	231	440	219	308	157	140	70
28180	Obilikë e Sipërm				282	276	480	251	392	197	423	213	457	230	485	242	521	256	687	336	439	203
37070	Vallas				84	85	119	57	116	53	127	58	140	64	180	88	190	99	134	74	101	57
37660	Vidhgane				76	119	142	80	148	77	142	80	148	77	197	105	197	102	159	71	118	59
308 Secteur administratif de Bërdicë																						
11570	Bërdicë e Madhe	10.22			2080	1982	3064	1559	3527	1724	3814	1925	4168	2020	5204	2528	5976	2870	7107	3437	7428	3738
11580	Bërdicë e Mesme				1032	1020	453	225	529	267	542	274	601	218	864	404	1052	500	1367	653	1306	631
11590	Bërdicë e Poshtërm						444	223	560	270	549	271	585	287	722	369	803	401	1146	548	1230	602
25650	Mali Hebej						188	96	233	118	249	119	308	155	390	190	460	220	572	277	545	252
36520	Trush				890	811	1312	667	1405	677	1651	829	1737	876	2116	1032	2399	1150	2437	1186	2657	1373
11480	Beltojë				158	151	234	119	296	149	309	171	368	202	439	212	521	251	632	317	768	402
310 Secteur administratif de Dajç																						
14350	Dajç	10.23			2013	1749	2756	1449	3218	1565	3929	2123	4119	2106	5100	2487	6001	2923	7273	3556	5603	2455
32580	Samrisht i ri				419	447	657	344	682	304	890	461	1024	503	1173	593	1410	698	1790	891	1191	499
					132	172															457	186

Village Code	Nom	Note	1913 Epire	1918 Korçë	1918 Kuk	1926 Selen.	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001	
							Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.
32570	Samrshit	10.24			156	120	497	255	552	277	582	316	551	338	782	376	927	450	575	554	441	194
11390	Belaj			73	66	142	75	147	80	108	192	108	182	103	205	111	212	109	261	132	268	112
25640	Mali i Gjymtit	10.25		136		72	29	125	53	114	55	132	66	173	88	169	82	129	64	64	24	24
29040	Pentur			123		105	55	272	133	357	182	414	195	468	205	591	270	737	341	737	341	591
32430	Rrushkull			108	101	159	82	136	62	225	111	228	120	238	130	280	143	285	146	247	105	247
27500	Mushan	10.26			177	188	373	194	467	219	482	234	510	252	747	358	915	433	1093	513	959	441
27501	Gramshi	10.27			33																	
14480	Darragjat	10.28		234	202	230	130	217	118	319	272	299	158	378	200	454	250	544	281	294	139	139
35360	Suka-Dajç			208	77	183	104	202	112	233	122	246	122	341	157	361	166	435	205	347	152	152
33780	Shirq			247	256	338	181	418	207	535	262	533	249	595	269	682	322	883	429	746	329	329
311 Secteur administratif de Gur i Zi																						
18980	Guri i Zi			3459	2844	3951	2015	4450	2161	4659	2378	5308	2692	6594	3216	8036	3954	9531	4680	9531	4680	9531
20080	Juban			547	569	743	369	851	412	840	416	988	498	1266	614	1737	865	2138	1058	2138	1058	2138
16900	Gançolle			582	563	782	421	862	452	910	490	994	522	1217	620	1532	786	1785	909	1785	909	1785
23020	Kuç			98	83	149	75	151	77	178	96	204	106	270	120	320	157	381	184	381	184	381
31680	Renc	10.29		233	190	431	215	319	170	343	185	390	208	503	244	651	318	765	363	765	363	1084
16840	Gajtan			109	127	124	70	145	79	143	81	172	96	215	112	273	133	326	153	326	153	347
31480	Ragarn	10.30		203	188	340	168	398	190	410	194	492	242	658	325	810	410	989	505	989	505	951
33290	Sheldi			430	283	525	273	553	269	536	270	601	293	724	350	907	437	889	439	889	439	695
26240	Mazrek	10.31			799	171	307	494	239	500	242	541	262	711	319	644	304	779	368	779	368	293
26241	Meshkalli	10.32			157																	
39900	Shpor-Maliq	10.33			82																	
314 Secteur administratif de Postribë																						
26650	Meç			2763	3015	3530	1765	4168	2007	4080	1966	4374	2102	6443	3053	8029	3834	9655	4553	9655	4553	8922
15260	Dragoç			117		162	80	223	100	262	117	290	130	385	174	474	225	625	301	625	301	504
12400	Boks	10.34		299		485	249	591	287	580	278	709	340	939	451	1168	529	1433	669	1433	669	1639
23180	Kullaj	10.35		545	1477	365	187	388	192	453	224	529	248	719	347	840	392	1006	452	1006	452	1067
27490	Mysellim			206		239	128	263	132	270	126	348	175	450	209	533	247	636	293	636	293	603
15450	Drisht			455	1204	280	144	516	265	617	317	738	379	939	466	1135	575	1351	636	1351	636	709
36810	Ura e Shitrenjtë	10.36				513	264	515	264	519	266	523	268	680	318	898	442	1036	490	1036	490	683
36811	Ndreçada	10.37			125																	
15110	Domën			252		381	183	450	203	467	211	484	218	598	285	826	403	976	467	976	467	815
34010	Shakotë			124		163	74	184	81	180	79	184	82	195	91	253	113	262	108	262	108	177
34011	Deraj	10.38		58		153	71	143	63	139	61	136	61	224	107	289	147	372	191	372	191	231
37760	Vilëz	10.39		137		283	136	328	148	315	142	302	137	316	132	430	186	548	262	548	262	429
30430	Prekal			212	209																	
315 Secteur administratif de Puit																						
30110	Pog			2478	1965	2030	839	2641	1219	2145	1060	2437	1117	3487	1556	3858	1789	4134	1922	4134	1922	2422
21510	Kir	10.40			106	144	72	151	71	165	78	156	73	183	85	241	121	314	156	314	156	164
21511	Palukaj	10.41			538	119	645	302	679	305	582	263	632	293	734	314	886	419	1002	478	1002	478
21512	Gjergozaj	10.42			30																	
21513	Petalushi	10.43			59																	
21514	Lekgjoraj	10.44			119																	
38530	Xhan			438		263	131	525	240	500	287	540	243	597	268	544	262	549	259	549	259	420
17690	Gjuraç				244	263	131	244	125	351	164	378	176	439	203	159	69	471	204	471	204	296
17691	Bok	10.45			141																	
29790	Plan	10.46		982	199	493	195	849	381	376	186	552	255	628	276	1034	469	744	344	744	344	346
12890	Bruçaj	10.47		520	652	273	39	652	381	376	186	552	255	702	322	772	354	821	378	821	378	371
26820	Mgullë	10.48			174	212	100	193	97	171	82	179	77	204	88	222	95	233	103	233	103	141

Village	Code	Nom	Note	1913	1918	1926	Census 1945	Census 1950	Census 1955	Census 1960	Census 1969	Census 1979	Census 1989	Census 2001								
				Epire	Korçë	Selen.	Pop.	Pop.	Pop.	Pop.	Pop.	Pop.	Pop.	Pop.								
316 Secteur administratif de Rrethinat																						
14950 Dobraq					3468	1040	2559	1243	1349	2844	1349	1695	4223	2119	6376	3090	8751	4278	11426	4991	15337	7696
18690 Grude e Re					354	334	518	249	279	565	279	327	797	405	998	464	1275	618	1766	835	2125	1035
34280 Shtoj i Ri	10.49						78	39	188	188	86	188	100	365	1051	517	1476	712	1866	901	2508	1239
18800 Guç e Re							262	126	303	303	130	336	154	442	217	344	464	1401	670	1641	875	
34290 Shtoj i Vjetër	10.50						149	76	199	199	97	197	91	194	88	278	135	544	255	612	305	
19650 Hot i Ri	10.51						282	141	404	195	342	172	391	198	573	275	883	427	1157	553	1354	688
39490 Zues	10.52						206	100	237	118	240	117	242	119	456	221	790	407	1150	559	1525	761
17900 Golem	10.53						334	162	347	173	443	213	285	701	509	244	606	285	748	388	748	388
12090 Bleran	10.54						401	203	518	251	540	271	675	352	837	424	1019	514	1167	561	1703	839
11050 Bardhaj					1777		329	147	430	193	559	290	674	357	959	466	1309	644	680	333	829	417
317 Secteur administratif de Shalë																						
40010 Breg-Lumi	10.55				3058	2569	3268	1633	1996	4247	1996	4468	2131	2204	5494	2572	5836	2811	6229	2669	3214	1619
27910 Nicaj-Shalë	10.56						138	67	649	311	353	163	358	166	537	237	513	253	703	338	183	84
38420 Vuksanaj							134	68	649	311	353	163	358	166	537	237	513	253	703	338	183	84
28940 Pecaj							569	295	147	79	122	59	124	56	152	69	201	100	252	116	128	65
10000 Abat							302	152	268	124	249	122	245	131	306	149	369	182	369	173	187	97
24000 Lekaj							185	90	523	251	588	277	614	304	766	374	631	320	644	307	383	180
35970 Theth	10.57						973	483	1097	510	991	467	966	437	1246	574	1191	555	990	437	298	150
35971 Ded Ndreaj	10.58																					
35972 Nikajinaj	10.59																					
35973 Grunësi	10.60																					
35974 Gjeçaj	10.61																					
35975 Gjeçaj	10.62																					
27710 Ndërhyshaj	10.63																					
17140 Girmaj							782	387	756	354	479	236	692	325	854	394	1302	623	1035	476	205	103
27770 Nën-Mavriq							185	91	391	184	403	202	423	213	464	221	496	240	497	233	585	301
24920 Lotaj																					503	255
320 Secteur administratif de Shosh																						
27752 Çelaj	10.64				1163	926	838	382	1392	652	1331	629	1437	671	1684	773	1892	881	2092	955	1151	605
27754 Mekshaj	10.65																					
27750 Ndreaj	10.66						194	68	630	297	449	220	472	222	550	252	648	318	727	350	400	209
27751 Pepaj	10.67																					
27753 Pyllaj	10.68																					
27920 Nikaj-Shosh							131	65	142	58	227	102	262	120	330	154	364	159	429	184	310	154
27921 Cilikoku	10.69																					
28590 Palaj							279	129	309	141	345	157	355	158	403	184	436	202	509	224	298	175
28592 Ndrejinaj	10.70																					
29070 Pepsunaj	10.71						86	47	158	82	146	69	167	84	185	85	185	88	173	84	81	39
400124 Gjocaj	10.72																					
29071 Molla	10.73																					
12640 Brashte							148	73	153	74	164	81	181	87	216	98	259	114	254	113	62	28
321 Secteur administratif de Velipojë																						
37340 Velipojë	10.74				1061	611	1812	903	2245	1142	2523	1268	2862	1441	3459	1718	4529	2263	6820	3356	5537	2579
30720 Pulaj							459	238	601	313	619	326	694	345	793	396	1090	543	1764	840	1288	601
25000 Luarj							68	25	212	108	169	84	212	108	225	112	324	169	383	177	501	254
17990 Gomsiqe	10.75						206	96	289	144	422	171	421	193	522	243	599	299	445	228	397	179
10750 Baks i Ri	10.76																					
31590 Reç i Ri	10.77																					
13580 Ças																						
31600 Reç-Pulaj							151	82	281	152	345	191	414	223	433	216	527	256	783	391	254	121
13581 Krraqj	10.78																					

Village Code	Nom	Note	1913	1918	1918	1926	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001		
			Epire	Korçë	Kuk	Selen.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.
25670	Mali Kolaj	10.79				11	422	216	511	1013	511	633	326	789	402	1023	520	789	316	624	309	345	159
10760	Baks-Rjoll	10.80					506	246				329	170	332	170	463	231	628	327	431	224	445	212
14 Municipalité de Fushë Arrëz																							
280 Secteur administratif de Fushë Arrëz																							
16560	Fush-Arrëz	10.81					781	354	829	372		1222	549	1960	630	2067	1012	3253	1556	4808	2288	4090	2058
16570	Fush-Arrëz	10.82				432	568	257	605	277		829	385	1507	407	1511	740	1653	772	2863	1371	2780	1371
25220	Lum'ardhe	10.83										160	57	181	93	244	128	344	167	374	165	259	135
26860	Micoj	10.84				183	215	97	224	95		233	107	272	130	312	144	375	174	323	143	187	103
278 Secteur administratif de Bleirim																							
16280	Flet					262	251	316	331	173		377	182	428	203	539	259	669	303	860	386	367	199
38470	Xath	10.85				180	206	198	208	92		191	85	285	106	314	146	420	197	497	227	253	128
23250	Kulumbri	10.86				202	206		131	51		128	55	153	70	194	95	217	108	258	129	103	52
12100	Blerim	10.87						175	67	26		54	28	74	37	316	165	205	95	286	128	104	56
36510	Truen	10.88				176	144	168	195	91		163	80	179	89	217	119	280	133	322	148	138	66
30900	Qibik	10.89										156	79	176	83	284	103	325	156	434	219	347	158
14440	Dardhë					490	442	166	88	97		377	192	425	209	550	249	623	276	830	400	554	278
282 Secteur administratif de Iballë																							
19760	Iballë					2104	2049	2320	1142	1135		2427	1154	2736	1257	3590	1627	4349	2028	4692	2266	2689	1405
32610	Sopac					866	848	902	418	448		940	465	1039	485	1121	525	1432	685	1625	803	900	458
24380	Lëvosh	10.90										169	79	187	89	218	102	267	119	345	157	218	114
11620	Berishë e Vogël					1017						319	146	374	179	524	246	587	277	516	248	459	227
11630	Berishë Vendi	10.91						1015	518			275	134	323	161	389	173	459	197	596	269	352	194
11600	Berishë e Epërme											261	122	289	121	384	164	438	199	426	212	188	101
34020	Sipal							182	101			185	86	203	85	277	125	345	167	427	171	208	117
26640	Mërtur					221	205	221	105	116		278	122	321	137	403	171	532	250	543	262	220	121
279 Secteur administratif de Fierzë																							
16190	Fierzë					1976	1979	2261	1094	1136		2378	1144	2630	1280	3409	1589	4906	2244	5023	2288	2544	1278
30270	Poravë					339	335	372	178	193		423	196	479	236	582	278	1312	579	834	388	391	188
26921	Apri e Koqe	10.92				278	81	330	160	161		349	170	383	189	540	259	742	349	795	362	389	206
26920	Miliska					180	200	247	120	120		260	117	261	121	315	152	436	195	531	243	220	119
13000	Bugjan					417	359	428	207	220		447	225	504	246	638	275	804	372	942	439	395	201
40070	Gralish																					115	52
21960	Kokëdodë					176	154	176	79	84		181	82	192	88	262	107	299	133	356	151	197	102
10540	Arst					144	155	170	81	93		196	97	216	100	256	118	350	163	444	208	158	77
26810	Mëzi	10.93				222	231	282	146	139		285	143	335	173	453	224	530	260	649	318	485	237
10260	Apripa e Gurrit					220	283	256	123	126		237	114	260	127	363	176	433	193	472	179	194	96
286 Secteur administratif de Qafë Mali																							
30740	Qafë Mali					1356	849	2021	958	922		2478	1125	2838	1396	3841	1756	4882	2274	6016	2827	3762	1877
10400	Armiraj	10.94				364	294	508	238	268		578	285	634	303	900	401	1169	557	1709	806	1028	524
35050	Srtiqe	10.95				283		328	168	156		335	170	371	182	471	211	642	294	414	183	227	114
27130	Moilekuqe	10.96						138	62			140	67	159	72	157	74	184	93	320	152	144	75
23700	Lajthizë	10.97						90	43			113	56	127	64	157	74	167	73	206	88	126	69
25260	Lumbaradhë	10.98				143		303	154	167		377	134	425	218	356	175	499	244	610	293	374	187
36530	Tuç					71	63									441	167	557	247	553	283	181	78
22950	Kryezi					495	492	654	293	331		935	413	1122	557	1516	728	1664	766	1898	879	1218	617
39880	Orosh	10.99																				287	132

Village Code	Nom	1913 Epire	1918 Korçë	1918 Kuk	1926 Selen.	Census 1945 Pop. Fem.	Census 1950 Pop. Fem.	Census 1955 Pop. Fem.	Census 1960 Pop. Fem.	Census 1969 Pop. Fem.	Census 1979 Pop. Fem.	Census 1989 Pop. Fem.	Census 2001 Pop. Fem.
34 Municipalité de Maliësi i Madhë													
224 Secteur administratif de Koplik													
22200	Koplik	10.100		1429	1388	1050	1211	1508	1675	1622	1656	2448	3126
12440	Boriç i Madh	10.101	482	511	521	261	473	224	608	1041	1372	1315	1736
12450	Boriç i Vogël	10.102			122	58	186	215	237	120		485	466
18710	Gru mirë				540	214	1084	370	444	241	762	927	582
18640	Grillë	10.103	205	37	145	65	201	274	315	140	417	645	681
28270	Omaraj	10.104	153	1037	162	79	233	115	335	171	348	380	266
38150	Varfë		212		239	118	585	437	520	253	837	1045	700
38151	Irashi	10.105	63										
32170	Rresh	10.106	102	94	99	51		253	330	159	547	799	852
32171	Kullat e Rrashit	10.107	122	103									
23430	Kurt	10.108	1417	1058	275	132	289	337	557	257	344	329	275
24580	Linaj-Eksh-Leporush	10.109			677	331	817	396	736	364	1105	1293	881
40410	Kërraj	10.110											170
22990	Ktosh				353	177	815	411	967	483	627	888	496
17660	Gjorm				258	135			484	241	1305	763	664
18700	Gruadë Fushë				445	125	259	128	389	191	631	710	210
14650	Demiraj				173	87	709	344	886	438	1038	1421	1255
26680	Mushqerrë		1050	1070								558	292
41060	Balshaj	10.111			167	87	184	92			654	623	260
36970	Vajushë								387	193	320	297	515
222 Secteur administratif de Kastrot													
40420	Bojzës	10.112	3112	3435	5222	2669	6318	3180	6520	3219	8732	10408	8460
19890	Ivanaj		1519	1607	361	165	311	158	610	259			952
10100	Allaj				577	314	607	319	696	364	1288	2034	823
30450	Premal	10.113		81	346	184	407	205	779	380	1064	1060	983
18360	Gradec				368	186	495	260	456	231	749	835	301
19980	Jaran				319	178	379	197	396	197	575	704	496
29770	Pjetroschan				462	269	522	269	633	329	919	1092	704
19640	Hot				581	289	1074	533	959	483	991	1222	1047
19641	Kollaj	10.114		60									
31540	Rapsh	10.115	58		362	162	526	267	566	247	678	642	613
38410	Vukpalaj		322		588	291	557	275	572	285	576	600	504
18020	Goraj-Budish	10.116	233		437	237	444	217	449	239	587	578	453
18021	Budishi	10.117	216										
21120	Kastrat	10.118	543	993	588	287	610	298	404	205	681	632	575
12670	Bratosh		221		233	107	386	182	404	205	624	590	396
223 Secteur administratif de Kelmend													
35600	Tamarë		253	4659	3159	1608	2898	1402	2832	1361	4819	5290	4739
12840	Brojë		380		352	182	386	182	444	206	408	606	509
22580	Kozhinjë	10.119			425	224			190	84	159	138	167
38390	Vukël	10.120	714	1065	775	408	777	391	648	307	935	999	967
27940	Nikç	10.121	305	749	293	145	333	148	301	134	393	438	343
32780	Selcë		600	1845	699	354	769	384	708	353	906	1009	923
24170	Lëpushë	10.122							351	184	438	414	367
37480	Vermosh		254	1000	615	295	633	297	696	342	1076	1171	981

Village Code	Nom	Note	1913 Epire	1918 Korçë	1926 Selen.	Census 1945 Pop.	Census 1945 Fem.	Census 1950 Pop.	Census 1950 Fem.	Census 1955 Pop.	Census 1955 Fem.	Census 1960 Pop.	Census 1960 Fem.	Census 1969 Pop.	Census 1969 Fem.	Census 1979 Pop.	Census 1979 Fem.	Census 1989 Pop.	Census 1989 Fem.	Census 2001 Pop.	Census 2001 Fem.
225 Secteur administratif de Qendër-Koplik																					
22210	Koplika i Sipërm	10.123				425	201	827	390	816	408	963	472	1321	643	1594	726	1642	770	1291	631
14930	Dobër	10.124				151	77							363	172	463	228	588	280	466	223
12380	Palvar					257	132											911		570	273
40730	Boçiç-Palvar	10.125				199	115							419	212	786	398			555	269
20100	Jubicë	10.126				365	188							369	183	438	215	527	265	430	207
20680	Kamic-Fllakë	10.127				202	127	559	273	578	292	604	283	731	359	856	437	936	483	741	356
20470	Kalldran	10.128				155	74							517	244	586	286	668	324	565	268
35150	Sterbeq	10.129				340	174	337	156	357	180	448	210	396	179	417	194	485	232	459	213
24870	Lohjë e Poshtërn													599	287	663	299	733		474	219
226 Secteur administratif de Shkrel																					
14540	Dedaj	10.130				352	173	355	176	4689	2401	5283	2627	6436	3101	7412	3563	7490	3709	5020	2437
12370	Bojë					708	360	393	204	368	185	430	213	549	270	579	274	575	338	455	248
13450	Bzhetë					660	324	371	279	262	128	472	245	432	206	526	254	580	276	363	169
13460	Bëzhet-Makaj	10.131				286	119	310	129	347	170	377	189	502	251	575	277	444	211	334	161
38340	Vrith					488	264	430	221	336	196	576	264	476	229	542	268	585	297	522	259
38370	Vuç-Kurtaj					190	91	246	123	237	127	280	147	335	176	362	187	329	135	130	63
38700	Zagore					804	400	858	415	848	432	864	448	1026	484	1219	579	1185	566	826	395
30790	Çofçë-Gradë	10.132				463	236	520	255	812	410	845	406	999	460	1239	590	975	469	464	219
31580	Reç					218	117	943	467	419	208	452	235	779	381	672	329	1085	538	825	410
31700	Repishtë	10.133				337	153	339	144	329	149	360	153	418	207	472	239	451	231	122	56
21990	Kok-Papaj					270	122					207	87	207	87	406	183	370	169	320	147
24880	Lohjë e Sipërm	10.134				313	172	289	144	293	157	336	179	363	183	411	201	412	212	256	118
7428						8690	4233	9583	4550	10259	5116	11959	5944	14989	7152	19803	9447	24944	11780	19435	9757
46 Municipalité de Pukë																					
283 Secteur administratif de Pukë																					
30690	Pukë	10.135				886	374	789	363	1094	488	1428	649	2051	999	3432	1648	4709	2304	4579	2278
30700	Pukë	10.136				796	333	554	255	976	428	1289	576	1865	900	2216	1036	3028	1484	3251	1612
23710	Lajthizë	10.137				90	41	96	44	118	60	139	73	186	99	208	107	251	125	200	107
281 Secteur administratif de Gjeqjan																					
17250	Gjeqjan					286	127	2507	1176	2527	1248	2920	1439	4096	1944	5311	2537	6887	3208	5814	2973
15060	Darr					212	107	230	107	298	138	305	132	402	171	555	248	730	315	643	344
17870	Gojan i Vogël	10.138						230	107	248	127	256	140	288	140	370	176	508	252	577	294
17871	Gojani	10.139																			
32100	Rras	10.141				564	277	617	289	416	214	514	257	696	335	930	450	1166	538	944	468
23540	Kushnen					151	75	128	56	123	63	153	82	226	122	258	126	244	112	218	103
33940	Shkozë	10.142				345	176	206	107	168	76	198	100	365	155	442	214	528	253	386	208
21500	Kimzë					332	160	353	163	292	154	224	117	301	150	418	207	692	332	409	205
20440	Kallvar	10.143				356	185	114	52	114	52	180	86	221	108	273	132	327	162	275	137
26720	Mesul					250	120	288	134	211	95	333	149	482	229	639	322	836	395	578	291
1367						1631	799	1719	823	1845	953	2097	1046	2552	1209	3016	1397	3474	1658	2381	1194
12680	Breg	10.144				332	152	391	175	372	187	434	216	371	170	490	228	668	329	601	311
25280	Lumëzi													264	137	300	151	308	155	193	98
32070	Rape	10.145				242	116	389	183	266	132	298	141	383	171	466	213	639	290	479	252
32071	Hadraj	10.146																			
32072	Rrype	10.147																			
20120	Kabash					409	213	460	235	372	187	434	216	470	227	524	235	503	223	272	130
12390	Buhot					65	34	326	182	326	182	355	186	306	151	341	163	318	161	238	116
26380	Meçe	10.148				169	85	166	92	166	92	181	88	206	96	224	108	252	124	80	34

Village Code	Nom	Note	1913 Epire	1918 Korçë	1926 Selen.	Census 1945 Pop.	Census 1945 Fem.	Census 1950 Pop.	Census 1950 Fem.	Census 1955 Pop.	Census 1955 Fem.	Census 1960 Pop.	Census 1960 Fem.	Census 1969 Pop.	Census 1969 Fem.	Census 1979 Pop.	Census 1979 Fem.	Census 1989 Pop.	Census 1989 Fem.	Census 2001 Pop.	Census 2001 Fem.
11790	Bicaj		181	311	283	311	149	338	163	176	89	212	109	315	149	382	174	458	224	347	178
12190	Blinisht		105	103	104	103	50	141	67	167	84	183	90	237	108	289	125	328	152	171	75
284 Secteur administratif de Qelëz																					
30920	Qelëz		396	465	323	465	239	498	247	522	262	610	298	851	412	1125	544	1319	642	1173	593
15860	Dushnez	10.149	73	81	92	81	39	84	38	85	45	93	45	110	53	142	73	186	91	100	49
26870	Midhtë	10.150	357	407	343	407	200	407	190	342	168	393	211	296	141	414	202	514	242	189	99
40060	Qaf Mugu	10.151																		132	58
13300	Bushat									184	87	207	105	298	146	436	202	476	214	314	163
13400	Buzhalë		96	65	109	65	35	73	35	82	42	94	47	113	50	167	79	178	83	160	91
14550	Dedaj		142	166	146	166	88	182	97	182	97	215	107	284	144	367	173	431	199	313	154
24390	Levrushk		91	53	53	75	30	81	33	84	37	94	44	131	65	182	90	184	85	141	70
36730	Ukth		91	71	79	71	28	82	33	83	40	97	48	116	58	136	63	176	96	163	79
31070	Qerret i Vogël		106	100	123	100	54	108	54	111	61	127	67	161	67	180	85	196	89	125	65
285 Secteur administratif de Qerret																					
31040	Qerret i Madh		338	423	2876	2459	1227	3053	1461	3118	1588	3584	1838	3930	1864	4895	2354	6214	2869	3851	1891
25090	Luf-Plan	10.152								470	249	498	261	570	271	689	335	681	334	487	235
15760	Dush	10.153	407	379	392	379	173	178	72	174	78	195	92	242	115	348	170	422	197	150	77
20980	Karmë			255	260	255	123	86	39	92	46	105	55	116	61	131	66	129	43	36	23
21300	Kçire		626	689	641	689	347	749	362	697	343	671	319	808	357	1641	777	1378	628	466	236
29920	Plet	10.154																367	158	300	136
25050	Luf									542	279	743	410	592	296	655	312	811	383	443	206
22290	Korhpuhtë		411	135	648	135	67	759	368												
22291	Tajkodra	10.155	120		298					296	152	407	209	398	188	569	280	744	314	407	179
20240	Këfllajë		168			578	288	615	291	629	327	644	323	872	414	411	199	478	223	335	166
17980	Gomsiqe							198	95	218	114	321	169	332	162	451	215	536	258	388	194
38360	Vrith		246		272																
			12884	14483	11327	14483	7112	16488	8064	17303	8757	19036	9261	26649	12206	32166	15356	40802	19622	38095	18849
59 Municipalité de Vau i Dejës																					
313 Secteur administratif de Vau i Dejës																					
14660	Vau i Dejës	10.156	2580	1739	2223	1739	857	2412	1200	3300	1731	2923	1453	5891	2300	6254	3050	8302	3982	9430	4823
23630	Laç-Qyrsaci	10.157	167		149					314	157	410	197	2008	348	1589	780	3258	1601	3667	1819
23631	Qyrsaqi	10.158	61		58																
400120	Sursaqi	10.159			36																
23632	Lisni	10.160	74		65																
23633	Vjerdha	10.161	133		100																
27020	Mjedë		509		521	567	292	720	370	838	428	800	417	1504	747	1453	711	1494	689	1454	787
34980	Spatharë		126	170	119	170	90	178	89	171	87	200	100	277	146	332	179	369	180	320	159
33340	Sheqet		203	245	227	245	127	244	129	264	145	334	168	517	280	630	323	898	436	974	513
20150	Kaçë	10.162	211	188	205	188	94	248	127	724	450	372	187	895	445	591	301	845	402	996	500
27630	Narash		105	173	100	173	83	241	106	492	232	247	124			587	274	106		997	524
20970	Karmë		318					180	84	245	115	280	131	333	161	413	165	513	275	525	270
20971	Mëllloja	10.163	133		137																
15750	Dush	10.164						259	121	252	117	280	129	357	173	659	317	819	399	212	112
40000	Gomsiqe	10.165	405		506															285	139
40001	Doçi	10.166	135																		
309 Secteur administratif de Bushat																					
13290	Bushat		4698	6327	4051	6327	3243	7509	3697	8052	4091	8499	4090	11576	5589	13753	6703	17714	8598	17185	8296
32050	Ranxë	10.167	1130	1404	956	1404	718	1621	793	903	475	950	493	1118	537	1437	699	2000	947	1678	807
33890	Shkëzë		275	245	265	245	127	355	171	481	242	450	215	1960	945	1830	922	2487	1239	2036	933
29930	Plezhë		201	158	183	158	80	237	116	277	141	201	155	377	188	439	229	495	245	505	238
22360	Kosmaç		500	728	475	728	386	822	426	928	476	944	486	1190	582	1436	699	1686	829	1893	948

Village Code	Nom	Note	1913 Epire	1918 Korçë	1918 Kuk	1926 Selen.	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001	
							Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.
35060	Stajke				426	474	595	311	738	359	813	405	910	455	1202	577	1468	741	1930	960	2178	1099
10570	Ashte			117	120	217	101	273	132	306	156	335	170	398	190	543	257	722	345	726	336	
29870	Plepan	10.168																	534	262	495	235
26440	Mëgushë			402	401	643	314	745	345	849	453	893	422	1182	553	1478	702	1807	875	1819	913	
23140	Kukël	10.169		302	59	119	53	148	69	326	160	415	211	565	271	491	221	514	242	524	245	
25660	Mali i Jushtit							642	315	523	254	586	278	884	434	1047	513	1224	586	599	274	
16480	Fshat i Ri	10.170														525	247	665	311	652	329	
40580	Haten	10.171																		271	126	
11000	Barbullush	10.172		1125	1118	1414	736	1609	798	1773	881	1818	702	2109	1026	2426	1178	2976	1441	3021	1426	
312 Secteur administratif de Hajmel																						
19200	Hajmel			631	609	800	428	1004	520	2232	1147	2249	1247	2940	1445	4031	1987	5056	2479	5418	2695	
14820	Dheu i Lehtë	10.173								840	431	888	449	1144	580	1576	795	1901	923	1980	1013	
29750	Pistul			165	153	187	93	218	106	292	143	296	148	358	171	440	212	598	296	498	232	
28510	Paçram			201	156	245	133	261	137	242	133	185	99	234	113	302	141	466	222	830	411	
27780	Nënshtat			524	498	594	309	632	321	641	328	867	447	918	438	1279	620	1538	768	1509	737	
319 Secteur administratif de Shllak																						
38400	Vukjakaj	10.174		575	102	1310	577	1504	673	1221	556	1758	807	2435	1104	3377	1368	3980	1838	1703	858	
38401	Gegaj	10.175			167	199	95	215	103	189	95	203	104	272	132	856	199	1303	611	321	157	
40660	Palaj	10.176								100	49	93	46	135	55	182	90	227	111	152	79	
28600	Palaj-Gushte	10.177				72	31	63	28	94	42	141	63	188	92	263	129	239	109	54	31	
11500	Benë				133	424	60	124	62	236	118	450	225	166	77	236	115	354	169	220	106	
39970	Kroni i Maadh					176	82													183	91	
11040	Barçolle	10.178		391	351	397	180	465	210	463	210	463	213	528	240	631	291	683	307	195	104	
39980	Vukaj			250	102	549	264	393	179	350	161	350	161	346	104	436	211	517	235	166	78	
36720	Uk-Bhaj																			103	54	
324 Secteur administratif de Temal																						
22090	Koman			1505	1467	1310	577	1504	673	1221	556	1758	807	2435	1104	3377	1368	3980	1838	1703	858	
30990	Qerret			189	168	199	95	215	103	189	95	203	104	272	132	856	199	1303	611	321	157	
10480	Arrë			124	127	89	40	89	39	100	49	256	111	355	166	437	210	400	180	245	118	
10481	Dushmani	10.179		651	151	151																
37720	Vilë					151	79	181	81	171	76	171	76	356	169	287	135	287	130	178	99	
35710	Telum	10.180		75	70	97	37	104	42	200	84	201	84	251	111	319	141	384	168	73	44	
39990	Kllagen					94		95	38											45	22	
25510	Maibajj-Kajvall					153	49	219	91	204	85	190	89	250	110	308	146	329	156	103	49	
25511	Kajvalli	10.181				86																
36070	Toplanë			131	343	493	195	431	198	434	201	503	234	628	269	725	318	553	373	430	218	
36071	Gjanishaj	10.182		104	34																	
36072	Kashnjeti	10.183		19																		
33070	Sernë	10.184		123																		
322 Secteur administratif de Vig Mnele																						
37690	Vig			1364	1315	1735	886	1725	850	1568	800	1922	965	2411	1178	3026	1437	3712	1796	3146	1556	
27070	Mnele e Maathe	10.185		440	352	497	242	514	238	548	276	762	383	775	369	987	463	1270	597	1082	552	
27071	Kullaziu	10.186		720	510	1238	644	1211	612	590	302	612	308	991	479	1260	599	1507	731	1239	606	
27080	Mnele e Vogël																					
27081	Gryka e Gjadrit	10.187		204	349					430	222	548	274	645	330	779	375	935	468	825	398	

Village Code	Nom	Note	1913 Epire	1918 Korçë	1926 Selen.	Census 1945 Pop. Fem.	Census 1950 Pop. Fem.	Census 1955 Pop. Fem.	Census 1960 Pop. Fem.	Census 1969 Pop. Fem.	Census 1979 Pop. Fem.	Census 1989 Pop. Fem.	Census 2001 Pop. Fem.
11 Préfecture de Tiranë													
56 Municipalité de Tiranë													
348 Secteur administratif de Tiranë													
36010	Tirana	11.1	63599	10383	12595	59950	51383	108183	136275	156011	190173	238057	341453
36011	Shkzoza	11.2	142	132	142	59950	51383	108183	136275	156011	190173	238057	341453
338 Secteur administratif de Dajt													
34260	Shtish-Tufinë		2462	123	102	208	243	289	410	5318	6415	7538	8486
36570	Tujan		128	136	136	165	73	193	87	294	942	1228	1357
12630	Brrar		150	159	170	80	176	83	223	116	312	429	202
16080	Ferraj		121	116	148	75	164	89	199	144	305	429	202
24600	Linjë		196	192	242	128	259	127	369	270	726	862	2069
24601	Shëmini	11.3	68	68									
30510	Priskë e Madhe		450	469	609	293	646	309	812	379	952	1167	1190
35500	Surrel		201	188	230	109	268	121	426	201	470	554	775
23800	Lanabregas		86	92	113	56	234	102	376	184	413	509	629
23801	Shtëpanza	11.4	49	55									
33810	Shkallë		179	183	270	127	299	139	344	170	350	376	254
30810	Qafmollë		208	214	332	159	287	153	289	151	315	442	210
14500	Darshen		179	178	243	123	257	137	318	169	531	504	328
32760	Selbë		221	221	251	127	291	141	364	119	584	601	389
27480	Murth		103	97	156	85	165	85	180	92	232	220	160
352 Secteur administratif de Zall Herr													
38780	Zall-Herr	11.5	1552	1407	2039	1025	1847	892	2240	1085	4421	5375	7409
15490	Dritas	11.6	300	230	309	156	341	168	434	219	721	1004	1388
15491	Çerrexhijasi	11.7	267		120	66	142	69	182	81	580	283	849
13770	Çekrezë	11.8											
31160	Qenam		297	211	272	144	173	86	290	143	1076	966	2233
20520	Kallmet		109	114	131	69	144	76	139	68	250	286	296
19290	Herraj		291	326	381	189	413	197	256	115	427	205	252
29610	Pinarë		206	199	248	123	226	98	191	105	334	371	431
30520	Priskë e Vogël		82	77	109	55	123	64	147	77	192	214	158
31390	Radhesh												
343 Secteur administratif de Petreilë													
27350	Mullet		2381	2178	2914	1459	3120	1549	3675	1933	4953	5625	5842
29470	Petreilë		303	273	380	177	384	196	575	298	660	742	884
35170	Stërmas		641	596	741	377	748	370	696	361	811	395	784
29540	Picalitë		58	60	137	69	146	71	168	86	339	372	500
33500	Shënkollë		277	269	304	148	315	154	375	183	438	203	407
33501	Demixhi Petrelë	11.9	73	63	73	38	129	68	168	92	141	136	49
19060	Gurra e Madhe		49	34									
40540	Gurra e Vogël		172	121	234	123	253	119	333	170	493	623	455
14330	Dajos	11.10											
40530	Barbas	11.11	102	96	126	63	138	70	148	79	461	618	405
16220	Fikas	11.12	82	56	112	57	119	59	126	66	377	185	223
40550	Mangullitë	11.13	88	90	155	77	164	85	183	106	377	453	448
30910	Qeha	11.14	45	34	56	30	53	26	71	41	306	176	108
40560	Shytaj	11.15	70	62	64	33	77	40	103	54	160	343	229
19460	Hekal		67	58	69	40	86	48	105	54	307	148	170
22940	Kryezi		82	85	111	49	127	59	182	89	307	392	408
			120	118	170	84	174	80	193	98	294	356	301

Village Code	Nom	Note	1913	1918	1926	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001		
			Epire	Korçë	Selen.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.
29130	Përcallësh			94	105	103	52	132	61	122	67	147	71	178	88	195	89	180	83	124	68	
15730	Durishtë			58	58	79	42	93	46	94	52	102	55	110	56	131	69	106	53	85	43	
346 Secteur administratif de Farkë																						
16040	Farka e Madhe	11.16		1396	1296	2687	953	2431	1203	3476	1693	5756	2737	7791	3701	10875	3198	1449	1150	2082	1069	
16050	Farka e Vogël	11.17				741	361	842	408	544	273	1027	486	1826	867	562	282	678	342	514	268	
25290	Lundër			213	174	195	90	228	117	307	162	456	227	633	293	818	379	818	379	999	512	
27040	Mjull-Bathore	11.18		166	179	248	134	294	148	343	175	714	346	917	442	1256	605	1635	796	840	461	
32660	Sauk			273	264	422	208	477	225	525	247	564	269	838	392	1090	516	1873	873	408	214	
32920	Selitë	11.19		193	163	1081	160	345	154	417	208	908	426	1827	853	2986	1420	4160		433	215	
351 Secteur administratif de Zall Bastar																						
38760	Zall-Dajt	11.20		3917	3350	3898	1994	4320	2146	4785	2392	5562	2738	6625	3237	7660	3787	7660	3787	7413	3713	
38840	Zall-Bastar	11.21				304	162	331	177	340	180	372	194	562	282	678	342	678	342	514	268	
11240	Bastar i Miesëm	11.22		905	910	1058	551	1160	582	535	286	608	315	640	323	756	373	756	373	966	481	
11250	Bastar-Muriz	11.23								296	156	342	179	343	176	464	245	484	251			
37750	Vilizë			441	442	505	251	597	290	534	268	619	312	780	390	965	461	1117	560	1174	586	
26520	Mëner i Epërm	11.24		666	575	655	328	739	366	372	184	451	225	586	289	772	380	889	428	380	190	
11710	Besh			138	104	124	66	157	84	170	93	180	97	208	114	238	107	256	124	225	121	
14360	Dajt			70	81	114	57	123	59	123	59	139	61	155	72	184	89	155	115	197	99	
33480	Shëngjin i Vogël			160	167	199	97	203	89	348	162	410	182	220	101	425	206	582	277	300	153	
32960	Selita e Malit			601	618	697	353	769	382	581	290	614	304	750	371	574	267	376	174	367	197	
337 Secteur administratif de Bërzhitë																						
11700	Bërzhitë			1598	1542	2068	1033	2243	1072	2688	1233	2792	1385	3460	1709	4936	2147	5463	2656	5437	2770	
14980	Dobresh			223	204	269	137	333	168	392	191	501	252	607	305	829	417	829	417	897	447	
19770	ibë e Sipërm	11.25		188	154	255	125	257	118	316	149	352	171	527	275	940	475	727	777	830	409	
29000	Pëllumbas	11.26		124	118	174	79	191	82	210	94	228	104	297	140	406	201	481	235	455	241	
26900	Mirajos-Grmë			82	73	144	73	167	83	176	96	207	114	262	131	289	141	261	137	251	123	
26901	Mihajon	11.27																				
23450	Kus			46	47	58	31	84	37	74	39	78	40	98	47	118	52	121	55	111	61	
16420	Fravesh			155	150	161	72	204	104	235	120	258	130	310	154	369	190	360	180	211	101	
21580	Klojë			247	263	366	189	384	179	385	189	439	215	492	232	624	301	717	354	581	312	
29270	Pashkashesh			84	112	167	90	178	90	195	99	200	97	245	116	271	119	280	119	219	108	
25100	Lugë-Shalqizë	11.28		53	40	145	77	141	68	176	90	197	103	212	101	252	110	242	112	234	122	
25101	Luga	11.29		47	50																	
32010	Rozaver			119	114	153	69	166	69	153	70	190	95	245	114	228	105	182	84	87	45	
353 Secteur administratif de Krrabë																						
31250	Krrabë	11.30		349	332	397	189	421	200	1103	413	1266	561	1700	824	1872	927	2392	1182	2493	1256	
34710	Skuterë			179	145	205	102	220	110	891	307	1012	435	1050	510	1050	528	1440	717	1433	707	
27520	Mushqeta			170	187	192	87	201	90	212	106	254	126	323	153	384	182	443	219	496	262	
335 Secteur administratif de Baidushk																						
10780	Baidushk			2141	1789	2347	1167	2813	1356	2771	1338	3094	1551	3942	1881	5026	2445	6020	2922	5526	2848	
27360	Mumajës			219	140	289	154	322	158	295	154	308	157	630	317	758	376	1052	516	543	271	
16540	Fushas	11.31		119	120	169	80	188	92	181	29	204	102	270	130	344	174	301	150	307	166	
16541	Alltata	11.32		48	58	189	91	305	145	316	160	331	161	363	166	522	245	756	349	755	407	
40510	Balishaban			154	140	185	91	196	98	169	86	293	115									
34050	Shpat	11.33		128	106	137	58	136	62	168	79	209	93	209	93	290	133	340	162	329	162	
19880	Isuf-Muçaj	11.34		119	90	141	74	202	100	195	109	132	122	297	144	333	167	385	191	428	83	
27530	Mustafa-Kaçaj			127	98	120	67	204	112	202	118	238	127	299	149	394	189	487	237	502	243	
27531	Boja	11.35		79	56																	
27532	Dushkani	11.36		49	21																	

Village Code	Nom	Note	1913	1918	1926	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001		
			Epire	Korçë	Kuk	Selen.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.
21660	Koçaj			74	62	94	47	102	47	100	54	112	59	239	127	305	156	371	177	346	176	
20340	Kakunjë		131	97	143	74	157	78	171	90	181	96	226	111	300	145	300	178	365	191		
37580	Veskëqi		89	67	165	74	171	75	162	77	181	83	222	94	304	143	393	183	353	182		
40520	Parret	11.37	60	46																	313	
33520	ShënKoll	11.38	185	192	224	115	257	125	261	123	300	138	368	167	461	220	530	267	229	117		
38240	Vrap		427	381	325	159	380	170	399	185	406	190	542	245	699	339	758	374	572	296		
34080	Shpat i Sipërm	11.39			166	83	177	88	184	91	240	122	277	138	316	158	280	138	320	168		
347 Secteur administratif de Shëngjergj																						
33440	Shëngjergj	11.40	3633	2720	4352	2231	4733	2317	4894	2450	5187	2722	5479	2665	5521	2675	5778	2835	3899	1965		
37510	Verr		389		1755	896	1914	929	1553	729	610	364	816	403	707	357	473	228	509	262		
36850	Urë		1531						107	52	655	311	597	293	589	295	896	445	566	291		
12050	Bizë	11.41							370	186	598	304	618	283	646	296	617	298	531	273		
13220	Burimas	11.42	732	725	927	499	1001	512	1048	538	1161	594	1198	593	1161	545	1333	679	977	485		
33470	Shëngjin i Madh			374	371	188	425	217	428	218	466	343	428	209	446	219	450	221	346	175		
15970	Fqesh		97	96	103	55	100	52	118	64	125	69	92	49	100	49	110	54	107	53		
15980	Fag		283	288	426	202	463	219	465	229	520	261	676	331	686	338	674	322	375	181		
28800	Përpunjë		76	75	112	57	111	53	120	60	137	67	169	76	169	76	142	61	99	42		
36990	Vakumone		200	216	277	141	309	148	317	152	362	168	383	169	380	178	301	147	228	118		
15080	Dornjë	11.43	109	120	111	48	126	51	140	68	149	73	196	96	168	78	148	70	71	37		
14690	Derjë		216	225	270	145	284	136	228	154	304	168	306	163	259	142	183	86	90	48		
349 Secteur administratif de Vaqarr																						
10170	Allglatë		1752	2049	2370	1168	2884	1380	3018	1492	3841	4745	2270	6077	2935	7720	3655	7720	3655	7732	4013	
10320	Arbanë		198	159	188	93	216	109	185	88	201	100	247	127	301	155	345	164	461	175		
13150	Bullicë		183	173	213	112	274	135	285	143	290	144	288	136	266	121	325	149	365	189		
14410	Dornjan-Forruz	11.44	90	100	243	120	281	132	311	158	322	148	416	192	541	266	663	313	782	403		
	Dornjan	11.45	150	116																		
18670	Gropaj		116	450	146	79	160	84	177	97	209	111	271	140	322	156	389	196	440	215		
23760	Lalmi		126	132	169	84	212	101	246	120	338	164	453	219	622	299	744	359	1151	623		
30640	Prush		148	168	240	121	266	132	260	132	301	152	391	187	505	254	652	317	858	466		
37120	Vaqarr		145	156	262	127	304	151	363	190	750	306	632	297	881	426	1145	533	1520	775		
37840	Vishaj		203	212	262	120	310	143	310	142	347	165	444	205	551	266	606	266	650	338		
33210	Sharrë		393	383	565	271	655	305	680	331	837	405	1240	590	1751	830	2459	1176	1162	589		
340 Secteur administratif de Kashar																						
38660	Yzberish		1697	1643	2706	1315	2810	1357	3319	1657	4523	2136	6563	3109	8210	3990	10969	5248	17382	8855		
26790	Mëzez		225	217	507	232	605	271	846	403	1110	516	1242	580	1158	562	1378	650	3994	2022		
38650	Yrshek		179	168	276	131	341	161	375	177	542	261	831	401	1103	532	1565	733	2185	1127		
21190	Katund i Ri	11.46																				
21050	Kashar		794	795	1158	582	1266	624	1279	634	1479	719	1857	865	2304	1103	2795	1334	3347	1708		
23440	Kus		241	208	316	149	113	49	127	62	152	70	216	91	323	146	414	209	420	196		
26250	Mazrek		124	143	222	114	246	126	239	128	289	149	369	178	489	231	605	257	711	376		
344 Secteur administratif de Pezë																						
29530	Pezë Helmës		2039	1978	2049	996	2718	1319	2233	1159	2852	1281	2999	1416	3883	1865	4653	2232	5059	2615		
29520	Pezë e Vogël		156	151	134	64	140	65	147	74	335	91	240	119	490	238	746	355	1698	881		
37140	Varrash		266	225	222	97	296	147	270	148	331	172	461	219	541	261	649	311	734	367		
37141	Çoçaj	11.47	246	228	224	111	227	116	259	144	265	148	288	140	297	144	403	214	391	203		
25500	Maknor-Çaush		70	74	206	105	476	230	251	132	290	143	345	156	393	177	450	214	421	198		
25501	Çaushi	11.48	83	82																		
29510	Pezë e Madhe		302	286	309	160	423	220	357	202	396	219	489	235	644	297	886	405	847	451		
15190	Dorëz		199	178	229	113	267	128	276	132	311	148	372	161	306	141	304	140	143	88		
18680	Grori	11.49	140	174	127	55	184	78	206	94	382	84	201	93	197	93	176	82	45	26		
18520	Greçë		172	157	210	102	220	109	206	103	231	124	247	120	296	152	273	130	239	125		

Village Code	Nom	Note	1913	1918	1918	1926	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001	
			Epire	Korçë	Kuk	Selen.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.
28540	Pojanë-Ballashen				84	93	245	119	350	156	261	130	311	152	356	173	411	205	448	218	319	162
28541	Pojana	11.50			108	119																
17780	Gjuzë-Sulkondaj	11.51			115	108	143	70	135	70							308	157	318	163	222	114
341 Secteur administratif de Ndraq																						
27760	Ndraq	11.52			2821	2667	3626	1781	3685	1912	4102	2088	4544	2308	5828	2927	7020	3500	8268	4087	7004	3431
38960	Zborge				539	860	574	287	757	363	693	359	765	388	1120	547	1416	711	1853	941	1549	707
21410	Kërcukje				205		276	132	248	107	312	157	325	196	389	196	466	233	356	186	188	101
39350	Zhurje				525	577	668	349	714	364	672	357	675	329	675	329	621	299	579	274	366	180
23670	Lagje e Re				65	62	170	48	140	64	161	76	170	79	204	94	235	114	394	197	432	203
29620	Pinet				325		329	158	152	72	395	201	428	218	567	290	751	395	980	504	801	364
32670	Sauqet	11.53			181	170	248	123	241	127	259	129	291	149	267	185	486	244	579	286	478	217
13520	Çallë-Barëzezë				219	215	292	153	151	128	339	171	404	204	543	253	574	267	630	288	491	267
13521	Çallë	11.54			216	202	369	192	407	206	397	202	452	232	627	312	825	416	872	429	974	510
33630	Shesh				79	81																
16910	Gërbillesh				246	253	315	156	332	166	418	212	507	256	708	350	757	370	948	455	643	329
26550	Mënik				100	143	206	101	335	219	234	119	264	136	369	193	459	233	472	229	423	200
					121	104	179	82	208	96	222	105	263	131	359	178	430	218	605	298	659	353
					1735	1310	1885	766	1765	888	4219	1873	5836	1851	7533	3596	9913	4813	12061	5793	63670	32794
19 Municipalité de Kamëz																						
339 Secteur administratif de Kamëz																						
20660	Kamëz	11.55			1576	1152	1623	654	1430	721	3714	1647	5077	1509	5814	2767	7643	3682	8589	4144	42615	21982
39920	Bathore				579	406	480	162	744	408	2830	1216	3636	1432	3690	1760	5231	2511	5437	2672	6104	3119
23720	Laknas				381	221	229	98	116	54											16892	8752
16490	Vallas				243	203	484	213	570	259	884	431	1441	77	997	481	1306	641	1890	870	4769	2494
40930	Frutikulurë	11.56			373	322	430	181							1127	526	1106	530	1262	602	10066	5177
38800	Zall-Mëner	11.57																				
13090	Bulçesh	11.58																			1091	529
																					737	379
342 Secteur administratif de Paskuqan																						
28840	Paskuqan	11.59			159	158	262	112	335	167	505	226	759	342	1719	829	2270	1131	3472	1649	21055	10812
39930	Paskuqan Fushë				40	51	102	44	147	73	240	88	395	174	446	208	409	200	621	300	3978	1993
40970	Paskuqan Kodër																				2994	1564
10660	Babru	11.60			119	107	160	68	188	94	265	138	364	168	1273	621	1861	931	2851	1349	3313	1682
40940	Kodër e Kuqe	11.61																			2738	1416
41030	Shpat	11.62																			2242	1181
40950	Fushë-Kërcukë	11.63																			1891	982
41020	Kodër-Babru																				946	480
					12396	13643	19659	9977	20755	10521	26886	12785	30173	13636	37501	18324	45163	22075	53996	26131	50246	23152
20 Municipalité de Kavajë																						
125 Secteur administratif de Kavajë																						
5453	Kavajë	11.64			5453	6307	9672	4863	9191	4640	12757	5837	14189	6910	17628	8705	20882	10372	25156	12255	24776	11884
131 Secteur administratif de Synej																						
35540	Synej				1739	1916	2431	1278	2733	1363	3992	1851	4527	2029	5063	2458	6583	3212	8225	4017	6645	2778
40790	Bukaq	11.65																			1827	731
32310	Rrikaj				143	105	208	118	276	127	300	140	342	168	465	227	544	261	661	321	584	252
32311	Dautaj	11.66			28	17																
19170	Hajdaraj				310	304	499	258	536	261	555	283	648	312	865	435	1064	528	1341	661	983	420
29090	Peqinaj	11.67			38	217	115	52	114	51	568	296	654	332	749	366	947	459	1197	603	1314	576
32040	Rrakull	11.68			204	223																
32041	Shingjergji				520	559	780	421	876	457	1141	453	956	482	1104	528	1476	723	1866	912	1387	568
10720	Bago																					

Village Code	Nom	1913 Epire	1918 Korçë	1918 Kuk	1926 Selen.	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001	
						Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.
122 Secteur administratif de Golem																					
22910	Kryemëdhënj			1855	2021	2941	1492	3361	1662	3756	1931	4527	2056	5724	2808	6613	3185	7802	3758	7912	3619
36000	Tilaj			160	162	261	127	222	104	256	158	316	170	436	214	527	260	636	315	921	435
17910	Golem	11.69		226	240	372	199	395	203	859	350	1187	385	518	258	661	325	780	396	1437	704
32710	Seferaj			395	458	610	308	696	343	662	327	667	336	782	368	916	440	900	438	1491	198
20990	Karpen	11.70		219	195	452	212	516	235	391	187	419	196	823	402	893	436	1385	674	1323	562
40240	Karpen i Ri	11.71						192	96	211	187	419	196								
39400	Zikhdhaj			233	230	331	174	365	183	417	226	439	226	555	273	669	320	674	311	378	182
20710	Kanaparaj			178	165	214	107	244	117	242	117	268	131	560	277	464	232	908	437	377	169
40250	Aganas	11.72		83	99	178	92	167	89	141	75	230	117			296	146			474	207
17940	Golemas			254	271	281	151	303	160	277	146	255	128	302	142	353	169	413	204	274	123
31010	Qeret	11.73		107	66	242	122	261	132	300	158	327	171	1211	614	1204	559	1215	562	1445	684
31011	Herberti	11.74			135																
128 Secteur administratif de Luz i Vogël																					
25390	Luz i Vogël			1437	1435	2253	1132	2550	1201	3298	1628	3752	1031	5089	2429	6413	3070	7711	3666	6603	2898
38170	Vorazën			656	663	942	481	1085	517	1684	861	1882	141	2518	1213	3244	1563	3722	1771	3105	1353
11310	Bedën			555	608	943	469	1039	493	1087	519	1233	597	1697	818	2206	1062	2584	1231	2212	971
11311	Maskarashi	11.75		46	20	169	78	190	74	240	107	309	137	364	162	441	205	821	395	664	285
12120	Blerimaj	11.76		33	47	199	104	236	117	287	141	328	156	510	236	522	240	584	269	622	289
124 Secteur administratif de Helimës																					
19470	Helmas			1912	1964	2362	1212	2920	1455	3083	1538	3178	1610	3997	1924	4672	2236	5102	2435	4310	1973
39390	Zikularaj			373	394	535	285	515	288	646	322	673	337	864	416	976	458	1095	511	875	397
24670	Lis-Patros			83	96	118	60	145	69	149	72	155	75	196	90	154	68	181	83	101	51
34270	Sitodhër			191	213	278	139	326	154	303	152	288	148	359	165	458	217	492	228	296	146
13970	Çetë			108	112	188	99	215	105	241	119	303	152	319	157	471	243	615	295	590	266
19150	Habilaj-Memzotaj	11.77		159	156	235	125	259	127	280	143	299	155	592	291	420	200	461	229	690	304
19151	Memzotaj	11.78		72	70	120	63	146	79	145	74	179	86	335	164	291	144	346	175	477	217
14150	Çallakë	11.79		49		176	90	269	137	280	147	252	131			383	188	577	275	558	260
22930	Kryezi			213	220	284	143	325	163	290	145	282	126	408	189	264	124	376	179	244	109
14060	Çikallesh			249	245	281	133	337	155	326	156	295	160	364	181	412	198	420	206	240	108
				283	252	147	75	383	178	423	208	452	240	560	271	843	396	539	254	239	115
				7954	7709	11818	6112	12644	6339	13901	7001	16691	8215	22210	10681	27995	13585	33914	16397	27933	12890
49 Municipalité de Rrogozhinë																					
129 Secteur administratif de Rrogozhinë																					
32340	Rrogozhinë	11.80		753	697	1142	537	1136	556	1962	959	2805	1378	4157	2026	5441	2720	6882	3372	7071	3457
32350	Rrogozhinë Fhsat					1142	537	1136	556	1962	959	2805	1378	1875	916	2369	1186	2902	1418	3698	1878
130 Secteur administratif de Sinaballaj																					
34500	Sinaballaj	11.81		1173	1025	1465	715	1529	731	1768	967	2049	1023	2389	1165	2737	1297	3079	1461	1945	994
21930	Methasonaj	11.82		202	160	225	106	244	115	320	164	370	187	453	216	554	271	739	363	832	422
19350	Hasdushk			54	45	86	43	103	49	103	56	127	65	175	92	213	109	344	157	131	64
19270	Hemenraj			59	59	82	42	103	54	219	177	251	130	274	140	295	141	180	87	65	39
19271	Memallaj	11.83		137	139	186	89	222	105	225	107	257	123	276	131	253	124	423	207	200	98
21650	Koçaj-Sheshaj	11.84		67	58	100	68	218	106	247	121	286	141	381	188	427	188	301	140	133	62
21651	Sheshanji	11.85		105	100	143	68	218	106	247	121	286	141	381	188	427	188	301	140	133	62
35950	Tharor	11.86		51	61																
31980	Rostej			189	165	232	114	268	133	264	148	310	154	318	148	396	184	480	227	203	106
16290	Filballjië			178	144	182	90	202	90	204	99	228	112	235	113	275	128	280	124	160	85
14370	Damarkaj			80	54	268	134	81	40	97	52	130	67	162	81	168	77	189	92	122	63
				51	40	61	29	88	39	89	43	90	44	115	56	156	75	143	64	99	55

Village Code	Nom	Note	1913 Epire	1918 Korçë	1918 Kuk	1926 Selen.	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001		
							Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.
126 Secteur administratif de Kryevidh																							
31750	Reeth-Greth	11.87		2093	2143	25	264	213	3480	1876	1944	3598	1781	4355	2099	5596	2669	7052	3427	8616	4119	6413	2809
31751	Grethi	11.88		52	25	147	268	135	3940	1944	344	178	598	284	648	295	1216	582	1381	490	358	163	
28880	Patk-Milat	11.89		175	147		268	135	306	150	314	157	374	176									
28881	Patku	11.90		87	76		268	135	306	150	314	157	374	176									
28882	Sheiku	11.91		65	74		268	135	306	150	314	157	374	176									
39140	Zhabjak			42	94		389	210	429	206	495	244	589	277	1256	590	1609	761	1127	1169	1026	438	
35010	Spile	11.92		336	333	60	140	74	88	161	177	91	449	226	589	295	393	187	427	760	348		
15120	Domën			71	60	538	878	460	967	484	284	138	332	149	404	200	889	429	619	303	371	163	
34970	Spanesh			496			426	226	450	218	461	211	516	237	680	317	1349	682	1167	591	856	355	
35140	Stërëbeg			218	201	60	169	72	88	181	190	96	234	121	1459	689	1315	642	1576	747	436	180	
33200	Shardushk			66	325	325	570	301	682	333	668	332	715	357									
22920	Kryevidh	11.93		66	57		376	185	420	199	285	149	367	179									
22921	Shalej-Shosha			94	153		376	185	420	199	285	149	367	179									
10830	Ballaç			2814	2917	352	696	1902	3921	2028	4064	2040	4644	2350	6064	2977	7738	3822	9022	4449	7246	3234	
127 Secteur administratif de Lekaj																							
23990	Lekaj	11.94		150	133	60	192	99	228	120	362	176	408	205	520	248	603	314	728	377	616	261	
19320	Harizaj	11.95		380	370	62	432	234	515	266	549	292	554	297	691	340	806	397	949	462	937	465	
17040	Gërmenj			136	131	119	161	85	192	95	207	103	353	178	284	137	608	290	680	320	370	171	
38900	Zambishtë	11.96		119	106	89	118	57	134	61	126	60	142	67	154	71	187	77	212	92	109	62	
27050	Milk			326	348	107	1377	722	1508	738	1073	542	1228	616	1648	819	2024	984	2448	1204	2076	872	
28240	Okshunë			107	104		156	78	127	55	195	96	249	133	319	165	431	234	490	264	498	210	
25380	Luz i Madh			1121	927	743	863	450	940	476	540	273	486	243	1828	843	1637	771	1926	907	708	311	
18150	Gosë e Madhe	11.97		181	167	160	668	366	604	331	1007	514	1242	583	694	330	1594	730	2078	990	1672	752	
21400	Kërçukaj			160	165		274	140	313	144	332	154	430	204	528	237	658	298	893	431	930	440	
20580	Kallush	11.98		37	74		230	126	261	129	147	70	183	93	954	434	1138	520	1418	668	1110	511	
37740	Vijë-Ballaj	11.99		3393	3722	5352	2711	2711	5618	2576	6341	2890	7126	3442	10980	5079	13654	6752	18133	8726	23815	11982	
37741	Bashtova			1398	1433	400	663	324	762	368	446	220	533	253	1165	565	1779	903	2873	1420	3591	1746	
61 Municipalité de Vorë																							
350 Secteur administratif de Vorë																							
31270	Vorë	11.100		226	194	92	312	160	422	212	464	164	336	164	365	187	320	164	337	175	456	650	
21830	Kodër-Vorë	11.101		66	58	59	93	48	89	50	76	46	80	44	655	320	933	456	1376	650	752	394	
40080	Prcar	11.102		145	178	179	472	212	257	122	273	141	337	167	440	215	599	288	834	393	1020	525	
26050	Marqipnet			179	198	382	249	122	220	100	211	97	241	116	302	152	408	213	420	213	284	147	
33190	Sharrgë			382	383		520	254	571	70	617	307	658	332	1384	653	1668	832	2043	975	2588	1373	
17510	Gjakaj			1464	1796	2196	1145	1145	2295	1143	2681	1085	2593	1315	3526	1525	3880	1918	4538	2163	4521	2216	
25960	Marikaj	11.103		736	972	980	516	516	1129	555	708	353	769	394	885	422	1152	560	1347	633	750	372	
40980	Gjeç-Kodër	11.104		160	81	160	81	81	207	436	207	436	207	436	207	436	207	436	207	436	207	436	207
40990	Ndërmerjetës	11.105																					

Village Code	Nom	Note	1913 Epire	1918 Korçë	1918 Kuk	1926 Selen.	Census 1945 Pop.	Census 1945 Fem.	Census 1950 Pop.	Census 1950 Fem.	Census 1955 Pop.	Census 1955 Fem.	Census 1960 Pop.	Census 1960 Fem.	Census 1969 Pop.	Census 1969 Fem.	Census 1979 Pop.	Census 1979 Fem.	Census 1989 Pop.	Census 1989 Fem.	Census 2001 Pop.	Census 2001 Fem.	
10060	Ahmetaq						401	203	439	231	955	244	610	326	831	412	1065	520	1379	669	849	410	
41000	Breg-Shkozë	11.106					655	345	727	357	582	281	734	364	821	410	879	456	900	440	436	219	
28620	Palaaq		526	569																	577	265	
336 Secteur administratif de Bërnxull																							
11670	Bërnxullë	11.107	531	493			605	305	827	410	1164	538	1395	683	2061	941	2399	1165	3415	1670	6736	3381	
41010	Mukaj	11.108					508	260	703	349	884	419	1100	514	1433	660	1654	799	2024	971	2373	1183	
15140	Dornjë		79	43			97	45	124	61	280	119	295	169	628	281	745	366	1391	699	355	176	
12 Préfecture de Vlorë																							
60 Municipalité de Vlorë																							
372 Secteur administratif de Vlorë																							
38040	Vlorë	12.1	78964	89515	50949	111799	55382	121944	60066	147771	70654	182698	89654	215071	105787	264768	127518	116165	56322	71662	35030	77652	37890
367 Secteur administratif de Qendër-Vlorë																							
11730	Bestrovë						5310	2661	6016	2927	6832	3370	7374	3590	9785	4755	12031	5789	14248	6769	10496	5305	
10600	Babicë e Mache		221	172	88	192	88	216	109	126	384	186	554	270	676	309	554	270	676	309	625	326	
10610	Babicë e Vogël		261	49			426	194	188	80	513	258	548	253	1349	670	1644	828	2255	1102	2752	1439	
28380	Hoshimë		323	38			426	226	433	221	460	247	518	272	642	313	698	333	777	380	687	356	
28381	Zgurati	12.2																					
28382	Skrapari	12.3																					
20740	Kaminë	12.4	1208	1311	659	1507	724	1510	753	1455	697	1798	844	1763	811	1935	904	1313	647	1313	647		
21420	Kërkovë		166	252	113	265	120	269	119	300	135	416	195	586	279	699	336	585	318	585	318		
27650	Nartë		1396	1801	931	2156	1055	2163	1098	2310	1167	2547	1300	2939	1429	3294	1537	1013	462	1013	462		
33620	Sherishë	12.5	129	159	68	191	88	244	120	321	162	399	180	841	382	1033	492	889	429	889	429		
28700	Panaja		232	158	75	405	209	458	227	627	268	717	334	871	422	1048	483	1048	556	1048	556		
38580	Xhyberinë		196	159	73	169	83	270	129	262	126	346	168	472	226	616	308	761	358	761	358		
39510	Zverec		261	446	234	510	256	541	284	603	306	715	337	836	397	1013	497	242	110	242	110		
32690	Sazan	12.6																					
366 Secteur administratif de Orikum																							
28320	Orikum	12.7					4257	2171	5343	2980	4033	2066	4880	2451	5999	2996	7311	3561	8565	4047	6376	3006	
15690	Dukat-Fushë	12.8					2544	1304	3426	2063	2694	1376	2504	1313	3128	1552	3495	1700	2604	1815	1878	880	
15680	Dukat		1840																		885	431	
36210	Tragjas	12.9	1092	1149	585	1373	650	889	451	947	493	1062	530	1102	551	1154	559	1154	559	733	345		
31400	Rradhimë		405	564	282	544	267	450	239	421	238	476	233	539	259	703	323	703	323	691	341		
365 Secteur administratif de Novoselë																							
28130	Novoselë		2563	3706	1803	4721	2299	5278	2584	6224	2979	8664	4202	12376	5995	13455	6508	10640	5203	10640	5203		
16250	Fitore	12.10					462	207	472	213	604	296	940	426	1004	489	1368	655	1671	781	1151	560	
10120	Aliban		241	446	226	547	277	565	275	683	319	752	340	866	418	1105	524	1378	657	1104	546		
10070	Alëmi	12.11																					
11910	Bishan		221	387	188	613	298	648	314	696	334	1056	503	1257	616	886	431	886	431	926	480		
26890	Mifal		180	402	207	442	228	457	238	506	248	669	336	1486	706	1822	858	1790	877	1790	877		
30280	Porò	12.12					252	117	303	141	613	280	729	364	1006	488	1939	940	2325	1187	863	398	
30281	Gryka-Pisha	12.13																					
14620	Dëllënjë		98	162	77	201	96	245	119	283	135	383	178	517	257	576	283	576	283	357	156		
14600	Delisufaj	12.14	254	295	142	750	361	515	256	537	271	655	337	660	322	1995	959	1596	807	1596	807		
36450	Trevllazër		554	897	433	912	440	991	506	1050	541	1387	689	1623	802	1995	959	1596	807	1596	807		
13790	Cerkovinë		200	308	157	387	197	531	249	474	207	682	330	522	249	626	300	593	286	593	286		
34670	Skrqofinë		155	95	49	94	48	109	51	326	134	204	94	423	187	533	256	449	219	449	219		

Village Code	Nom	Note	1913 Epire	1918 Korçë	1918 Kuk	1926 Selen.	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001	
							Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.
370 Secteur administratif de Shushicë																						
34460	Shushicë	12.15																				
24760	Liakatund																					
11720	Beshisht																					
18260	Grabjan																					
13160	Bunavi																					
15520	Drihtas	12.16																				
26390	Mëkat	12.17																				
13680	Çepat																					
31850	Risilli																					
5085																						
5 Municipalité de Delvinë																						
21 Secteur administratif de Delvinë																						
14640	Delvinë	12.18																				
10920	Bamatat																					
35180	Shtar	12.19																				
37100	Vanë	12.20																				
32480	Rusan																					
38000	Vilhat																					
23960	Leftnor																					
20890	Kakadhq																					
34920	Sopot	12.21																				
2070																						
24 Secteur administratif de Vergo																						
37460	Vergo																					
35670	Tatart																					
20360	Kalashë																					
20361	Kongoci	12.22																				
16700	Fushë-Vërrë																					
33030	Senicë																					
22190	Kopaçez																					
28640	Qafë-Dardhë	12.23																				
10740	Bajkaj	12.24																				
10741	Izassi	12.25																				
12391																						
13 Municipalité de Finiq																						
22 Secteur administratif de Finiq																						
16230	Finiq																					
14130	Çlirim	12.26																				
40750	Finiq 2	12.27																				
13230	Buronjë	12.28																				
38320	Vrian																					
20820	Karahaxhi																					
12110	Blerimas	12.29																				
12690	Bregas	12.30																				
2950																						
290 Secteur administratif de Livadhja																						
24730	Livadhja	12.31																				
34880	Sopik	12.32																				
28740	Pandolejmon	12.33																				
23240	Kulluricë	12.34																				
24780	Lizart	12.35																				

Village Code	Nom	Note	1913 Epire	1918 Korçë	1918 Kuk	1926 Selen.	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001	
							Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.	Pop.	Fern.
20370	Kalcat	12.36	105			143	196	89	219	113	196	119	208	113	266	132	243	123	231	109	60	25
21720	Kodër	12.37	320			349	382	206	459	235	428	235	480	261	614	311	600	306	597	290	192	91
23950	Lefter Talo	12.38	86			122	163	93	184	93	194	95	202	109	188	101	198	101	168	89	31	18
36920	Vaghalat	12.39	156			264	374	189	444	216	460	244	613	329	754	378	958	472	1039	477	348	169
18470	Grave	12.40	187			200	299	143	366	178	370	183	419	224	533	267	577	273	643	313	135	69
31130	Qesorat	12.41	125			145	173	86	223	108	443	146	336	182	420	214	511	237	618	287	236	120
22120	Komat	12.42	110			104	143	77	155	80	167	91	203	112	265	136	305	154	280	129	117	65
21020	Karroq	12.43	365			294	330	180	488	224	488	219	600	314	668	321	636	317	668	321	170	86
18480	Grazhdan	12.44	260			339	490	273	639	309	445	238	496	265	595	313	623	305	596	279	498	239
39430	Zmirec	12.45	150				237	101	290	149	289	162	330	173	387	199	440	213	474	225	388	193
288 Secteur administratif de Dhivër																						
14830	Dhivër	12.46	3745			4381	4074	2343	4958	2444	4079	2305	4395	2345	5081	2643	5501	2700	5474	2648	1595	784
32470	Rumanxë		55			190	65	35	64	33	58	32	68	35	96	47	121	62	120	53	30	20
26500	Memoraq		45			71	96	50	114	56	142	75	159	81	201	98	233	103	237	112	67	32
27660	Navaricë	12.47	210			184	328	156	341	155	313	154	328	165	423	201	468	225	476	235	334	168
14720	Dërmish		45			48	69	32	65	30	107	48	152	82	344	156	419	193	541	238	192	96
24220	Leshnicë e Sipërm		642			663	636	390	825	402	591	355	593	330	1370	762	564	284	506	243	102	49
24210	Leshnicë e Poshtëm		930			1033	780	460	1148	567	757	469	770	457	1370	762	717	377	597	306	123	60
19960	Janicat		78			110	96	39	130	66	113	62	109	64	120	63	117	58	93	44	25	11
39890	Lujsat		34			54	69	32	85	41	82	41	72	37							7	4
13780	Cerkovicë		194			246	436	312	335	163	289	170	342	141	476	249	509	252	589	278	146	66
33400	Shëndre	12.48	280			256	258	147	339	162	289	151	310	164	402	203	476	229	462	219	104	56
25610	Malçan		220			339	264	140	306	142	248	136	280	146	294	158	312	149	299	143	56	25
25611	Theollogo	12.49				213																
294 Secteur administratif de Aliko																						
10130	Aliko		1164			1626	2363	1198	2868	1442	3106	1652	3665	1928	4923	2479	5920	2911	6778	3254	2668	1352
31490	Rahullë	12.50	150			311	395	204	492	242	527	276	629	335	793	407	973	468	1168	561	479	232
13600	Çauş		110			113	181	101	195	90	212	100	247	125	316	153	352	172	365	168	125	55
27800	Neohar	12.51	85			45	29	14	98	48	127	67	156	84	208	116	259	130	272	123	126	64
36360	Tremul		105			37	92	41	98	50	109	57	131	67	161	78	184	91	209	103	89	41
29940	Pllakë	12.52	82			148	195	101	264	135	230	129	264	142	641	319	435	213	479	230	192	104
20020	Jermë		135			191	233	116	310	157	307	163	324	165	373	185	426	212	458	220	49	28
20021	Kalyvia	12.53	65																			
38450	Vurgu Iri	12.54	165			91	120	58	181	79	191	96	217	105	368	185	368	185	447	223	180	99
19230	Halo		52			133	176	104	212	119	217	124	283	162	319	166	339	180	329	161	140	76
15470	Dritës	12.55	85			129	119	54	150	72	140	71	182	89	242	125	290	156	299	153	113	55
14300	Çukë	12.56	130			228	497	243	556	278	690	371	825	436	1354	663	1650	791	2066	989	902	455
23 Secteur administratif de Mesopotam																						
26710	Mesopotam		3977			4150	3522	1896	4904	2444	3950	2098	4038	2154	4856	2472	5039	2465	5006	2395	1320	676
20900	Kardhikaq		111			142	226	115	279	140	286	165	352	177	510	243	547	259	625	293	312	154
28950	Pecë		210			268	201	103	298	151	189	103	195	93	168	86	208	110	102	102	79	45
27580	Muzinë	12.57	530			241	242	127	327	147	225	119	235	117	206	102	195	91	165	77	82	41
14860	Dhrovjan		1630			615	319	165	531	254	325	186	230	114	222	108	209	105	105	71	41	41
22790	Krongji		180			1486	799	480	1265	615	625	383	594	352	678	385	611	325	579	289	102	51
37240	Velahove		80			202	215	120	252	135	219	129	232	129	230	125	259	133	220	109	46	23
37241	Muçepoli	12.58	80			80	115	55	251	127	142	77	168	88	180	90	163	80	143	74	36	22
400125	Mullamusa	12.59	63			18																
24740	Livine		205			167	274	141	342	172	319	172	357	188	448	220	491	243	442	213	114	59
12610	Brajlat		125			116	120	68	158	79	166	90	193	108	225	115	216	106	223	113	37	18
11990	Bistricë	12.60	130			155	129	68	157	73	145	76	162	86	226	99	242	124	343	166	157	78
34580	Sirakat		130			155	129	68	157	73	145	76	162	86	226	99	242	124	343	166	157	78

Village Code	Nom	Note	1913 Epire	1918 Kuk	1926 Selen.	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001	
						Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.
22400	Kostar		150		202	247	138	300	148	482	160	322	172	333	169	327	144	307	139	39	19
16260	Fitore	12.61	110		134	197	101	149	101	202	112	247	123	294	135	337	151	334	156	43	23
22640	Krane		175		203	307	150	371	190	461	241	522	283	763	400	860	425	858	396	146	73
10340	Ardhasovë		48		96	131	65	224	112	164	85	180	93	212	111	244	111	239	112	43	22
18 Municipalité de Himarë			13228		18539	16898	9098	22853	11433	17648	9522	16566	8974	19118	9605	16121	7989	23151	11191	9983	5010
363 Secteur administratif de Himarë			6518		8043	7487	4191	9964	4934	7984	4437	7221	4020	8043	4147	4995	2388	9341	4465	3278	1601
19520	Himarë	12.62	1000		1786	2069	1121	3986	1920	2633	1341	2524	1325	2895	1441	1667	813	4601	2233	1390	695
29600	Piur		473		508	483	267	750	362	578	306	435	227	584	295	283	121	538	239	129	64
23110	Kudhës	12.63	295		508	484	268	726	346	467	283	580	326	778	397	402	184	759	268	247	110
30940	Qeparo		1200		1120	814	470	1134	581	815	489	866	517	1028	542	530	235	444	554	110	48
30950	Qeparo-Fushë	12.64																			
38440	Vuno		1600		1479	882	535	1080	560	838	491	706	404	745	402	344	116	504	268	240	111
19820	Illaz	12.65																			
14810	Dhërmë	12.66	1400		1817	2053	1131	1385	700	1934	1115	1601	923	1545	835	1358	724	586	688	286	130
17390	Gjilekë	12.67																			
28630	Palasë		550		682	702	399	903	465	719	412	509	298	468	235	411	195	328	166	165	94
373 Secteur administratif de Hore Vranisht			2130		5795	5007	2665	7155	3691	5039	2712	4731	2515	5445	2724	4872	2494	5760	2814	3556	1798
38230	Vranishtë		1180		1191	1024	530	1363	647	1081	571	1126	591	1376	680	1493	746	1510	729	915	477
23060	Kuç				1772	1627	891	2452	1343	1659	916	1476	802	1609	809	829	492	821	813	505	237
23080	Kuçburonjë	12.68																			
12410	Bolenë		950		993	812	415	1157	591	764	404	754	403	901	451	932	460	883	432	504	239
20460	Kallarot				552	536	292	711	387	510	275	433	231	490	254	530	272	573	276	300	158
35760	Tërbaç				1287	1008	537	1472	723	1025	546	942	488	1069	530	1088	524	1178	564	886	466
291 Secteur administratif de Lukovë			4580		4701	4404	2242	5734	2808	4625	2373	4614	2439	5630	2734	6254	3107	8050	3912	3149	1611
25180	Lukovë		410		470	529	295	672	334	800	342	629	346	895	355	1034	516	1872	911	460	242
12530	Borsh	12.69	1100		937	674	334	860	419	773	366	1080	577	1431	690	1022	491	1213	570	804	412
30890	Qazim Pali	12.70				70	27									697	342	796	373	410	225
16500	Ferrë		250		448	559	298	693	329	489	260	460	230	415	202	364	190	392	210	173	95
650	14210 Çorras		650		556	514	286	730	370	526	292	371	200	367	188	302	152	301	151	77	39
29630	Piqeras		750		798	658	336	926	429	580	343	540	313	761	411	788	406	917	443	292	140
32650	Sasaj		250		173	186	104	229	107	183	98	217	115	232	110	215	112	280	138	72	36
33380	Shënavasi	12.71	310		458	425	215	612	289	460	246	479	240	602	301	958	475	1381	680	453	216
33381	Hontostevon	12.72	55																		
28060	Nivicë	12.73	805		861	789	347	1012	531	814	426	838	418	927	477	874	423	898	436	408	206
24 Municipalité de Konispol			5070		4770	6401	5183	6594	3330	5172	2762	6021	3007	8914	4449	10004	5010	11708	5723	7197	3598
289 Secteur administratif de Konispol			2000		1451	2156	1117	2183	1121	1542	844	1809	937	1981	991	2226	1137	2676	1323	2230	1101
22170	Konispol	12.74	2000		1378	1922	999	2045	1049	1308	721	1585	825	1721	860	1905	967	2207	1089	2017	997
14040	Çiflig	12.75			73	234	118	138	72	234	123	224	112	260	131	321	170	469	234	213	104
295 Secteur administratif de Markat			2350		2201	2986	3434	2861	1422	2429	1272	2414	1169	2825	1467	3269	1660	3582	1747	2713	1328
26030	Markat	12.76	750		515	858	466	803	418	631	332	596	298	704	353	688	345	716	341	457	221
14900	Dishat	12.77			183	222	112	220	99	207	109	213	110	240	120	283	137	294	126	220	109
37550	Vërvë	12.78	150		325	304	153	255	128	255	141	277	152	302	155	330	171	348	164	241	128
33160	Shalës	12.79	750		442	707	369	587	289	543	278	518	206	782	396	998	511	1137	579	1055	518
28010	Ninat	12.80	500		317	425	218	415	206	388	192	344	168	283	185	460	226	524	255	362	175
19970	Janjar	12.81	200		419	470	216	581	282	405	220	466	235	514	258	510	270	563	282	378	177

Village Code	Nom	Note	1913	1918	1918	1926	Census 1945		Census 1950		Census 1955		Census 1960		Census 1969		Census 1979		Census 1989		Census 2001		
			Epire	Korçë	Kuk	Selen.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.	Fem.	Pop.
293 Secteur administratif de Xarrë																							
38460	Xarrë	12.82	720			1118	1259	632	105	220	113	232	124	450	219	1472	705	1617	794	1971	947	2254	1169
38310	Vrinë	12.83	110			135	206	105	5	69	34	148	70	419	174	680	340	745	367	975	492	896	458
27470	Mursi	12.84	610			72	85	458	1092	559	821	452	929	508	1476	719	1607	780	1887	905	538	338	
33820	Stkallë	12.85				154	133	64	169	81			480	227	480	227	540	272	617	309	186	96	
50 Municipalité de Sarandë																							
			367			1021	2016	859	1777	864	3880	1595	6616	2658	8585	4076	13860	6786	20843	10144	17087	8784	
292 Secteur administratif de Sarandë																							
32620	Sarandë	12.86	315			1021	1938	826	1777	864	3880	1595	6616	2658	8585	4076	13095	6414	18991	9272	15247	7804	
32621	Lykourézi	12.87	60				1560	662	1495	747	3444	1393	6043	2397	7405	3523	10757	5281	15673	7685	12536	6387	
33300	Shelegar	12.88																		154	277	144	
	17220	Gjashhtë	20			35	263	116	187	80	274	130	364	163	523	245	2338	1133	1738	829	1785	926	
	26771	Pali	70			168																	
	26770	Metaq	55				115	48	95	37	162	72	209	98	657	308			1426	758	649	347	
296 Secteur administratif de Ksamil																							
			52				78	33											765	372	1852	872	
	22970	Ksamil	52				78	33											765	372	1852	872	
51 Municipalité de Selenicë																							
368 Secteur administratif de Selenicë																							
			250			16497	18040	9054	20704	9855	21380	10593	24067	11827	33668	16042	39238	18758	45746	21387	28918	14505	
32850	Selenicë	12.93				451	760	382	961	483	3182	1476	3829	1833	5407	2637	5797	2858	6824	3337	3949	1958	
374 Secteur administratif de Armen																							
10390	Armen		2574			2574	2702	1333	500	1236	587	230	113	1100	522	1551	729	1764	823	2125	998	1287	
10391	Baro	12.94				38																	
26670	Mesarak	12.95					439	233	520	276	515	263	542	271	692	318	899	426	1113	532	302	147	
20860	Karburnarë		355			355	675	336	219	407	703	346	797	360	1053	489	1282	614	1501	711	997	525	
31920	Rromës	12.96				631	535	264	644	318	694	350	811	384	998	466	1277	608	1470	715	1175	603	
36310	Treblavë		499			499																	
36311	Ali Muçi	12.97				90																	
25040	Lubonjë		87			87																	
29550	Picor		227			227																	
371 Secteur administratif de Vllahinë																							
38010	Vllahinë	12.98	3087			3087	3776	1880	3636	1063	4276	2057	4559	2221	6915	3215	8390	3980	9893	4680	5887	2903	
21710	Kocul	12.99				453	445	225	1676	145	617	279	622	296	922	426	1072	508	1340	625	1082	543	
26620	Mërtroj		548			548	544	280	607	284	607	312	695	345	1276	513	1051	511	986	471	326	170	
31760	Rexhepoj		420			420	523	247	420	407	607	284	630	325	868	424	1158	540	1123	519	424	211	
19160	Hadëraj		305			305	341	169	479	230	594	289	590	280	736	351	579	263	600	266	222	121	
25760	Mailleq		249			249	387	186	479	230	594	289	590	280	736	351	649	304	819	388	446	236	
17100	Gërrec		174			174	226	109	252	121	214	110	242	118	372	226	429	205	479	229	306	135	
29410	Petë	12.100																					
22800	Kropisht		397			397	433	220	471	225	450	230	480	222	595	128	550	258	702	338	197	86	
37600	Vezhdanisht		227			227	224	107	274	131	301	135	309	140	545	259	572	275	572	258	247	121	
29290	Peshkëpi		170			170	260	135	297	135	492	239	596	300	608	291	878	419	1184	594	976	435	
29030	Penkovë		144			144	393	202	187	76					251	127	302	156	305	146	269	117	

Village Code	Nom	Note	1913 Epire	1918 Korçë	1918 Kuk	1926 Selen.	Census 1945 Pop.	Census 1945 Fem.	Census 1950 Pop.	Census 1950 Fem.	Census 1955 Pop.	Census 1955 Fem.	Census 1960 Pop.	Census 1960 Fem.	Census 1969 Pop.	Census 1969 Fem.	Census 1979 Pop.	Census 1979 Fem.	Census 1989 Pop.	Census 1989 Fem.	Census 2001 Pop.	Census 2001 Fem.
369 Secteur administratif de Sevaster																						
33080	Sevaster					3282	3575	1781	4552	2262	3806	1924	3998	2036	4830	2332	5617	2694	6092	2895	3410	1783
24400	Lezhan	12.101				1328	1626	842	1955	1012	930	479	836	414	996	467	1228	595	1428	702	800	422
17960	Golimbas					326	319	143	384	171	423	211	459	233	572	275	785	380	811	396	343	183
15840	Dushkarak					362	357	171	438	210	459	228	514	268	640	322	683	336	794	363	623	326
33960	Shkozë					434	533	267	657	329	456	232	500	250	644	306	532	247	884	424	586	306
26200	Mazhar	12.102				320	114	55	373	180	327	164	300	158	421	205	785	379	517	235	223	120
29960	Plaçë					253	274	134	342	167	260	130	276	143	346	173	407	198	375	175	243	127
10220	Amanicë					259	352	169	403	193	411	213	475	245	480	219	532	239	594	272	320	162
364 Secteur administratif de Kotë																						
22450	Kotë	12.103				2625	3304	1634	3608	1737	3483	1732	3799	1840	5233	2494	6265	2938	7788	3261	5064	2505
33840	Shkallë-Marovë														211	98	1590	751	2080	996	1045	509
26160	Mavrovë					679	770	366	902	428	957	476	940	451	1434	686	850	403	628	297	400	202
18810	Gumenicë					449	442	221	503	233	467	225	536	265	644	311	754	364	760	356	348	169
19740	Hysoverdhë					91	136	66	175	80	127	62	216	105	209	100	180	79	188	96	117	53
23820	Lapartha					305	305	149	374	178	354	177	367	181	471	218	491	231	565	264	359	192
26190	Mazhar	12.104				82	295	148	132	61	124	68	137	58	172	74	161	62	147	66	91	43
36980	Vajzë					572	620	307	758	380	773	388	798	392	1054	498	1053	490	1122	508	745	386
38090	Vadicë					90	96	51	121	57	107	49	126	62	164	79	161	60	187	80	125	57
15240	Drashovicë					357	640	326	643	320	574	287	679	326	874	430	1025	498	1284	598	999	490
362 Secteur administratif de Brataj																						
12650	Brataj		250			4478	3923	2044	5328	2722	4491	2332	4632	2340	5688	2735	6440	3092	7144	3407	4901	2473
24160	Lepenicë					712	631	339	879	423	720	386	716	375	910	442	1043	513	1108	538	772	401
17650	Gjarm					276	238	129	324	160	262	131	302	147	404	194	475	219	580	275	487	237
37290	Velçë					479	510	246	618	291	603	300	738	365	993	487	1201	587	1393	671	1135	557
31520	Ranicë					713	766	382	894	420	805	414	803	394	947	439	1025	469	1085	499	730	374
25550	Malas	12.105				600	579	294	749	532	609	331	675	361	829	405	685	334	557	260	370	191
37470	Vermik	12.106				469	325	177	416	202	296	165	231	132	269	131	269	121	235	206	102	47
26660	Mesaplik	12.107	250			175	158	88	547	260	442	224	438	212	568	275	857	429	946	464	641	323
26120	Marogjin					452	384	218	501	241	404	215	354	170	301	135	407	187	461	212	264	133
11220	Bashaj					602	332	171	400	193	350	166	375	184	467	227	478	233	579	282	400	210

VI. Notes de la base de donnée historique des populations locales

Ces notes ne constituent pas un produit abouti. Il s'agit des notes portées par Arqile Bërxfholi à son manuscrit, auxquelles sont ajoutées les notes de travail prises lors de la digitalisation de la carte et de l'harmonisation des données. Après l'assemblage des ces différentes notes, les contrôles – relecture, vérification (le contenu de certaines notes mixtes peut être contradictoire, d'autres peuvent refléter un état antérieur du travail), nettoyage des toponymes, voire une partie de l'harmonisation linguistique (certaines des notes de Bërxfholi, à l'origine rédigées en albanais, demeurent en anglais, tout le reste est en français) – a été partiellement réalisé, mais n'a pu être finalisé dans les délais. Il s'agit donc d'un état intermédiaire, déjà riche, qui pourra être complété et amélioré pour une éventuelle publication, ou utilisé pour mieux comprendre les problèmes actuels d'attribution de certains hameaux et villages aux municipalités et de définitions des frontières.

Dans ces notes, différents acronymes réfèrent aux sources mobilisées :

AB	Arqile Bërxfholi (pas mentionné systématiquement, lors de divergences uniquement)
AJ	Alain Jarne (pour exprimer une hypothèse alternative à celle d'une autre source)
ASIG	Autorité d'État pour l'information géospatiale
BK	Byron Kotzamanis, auteur pour Instat d'une liste des villages de 1989 et de leur population
CA	Cartographie albanaise (années 1970-1980, 1:10'000 et 1:25'000)
CI	Cartographie italienne (années 1930-1940, 1:50'000).
EL	Edmond Lekaj (qui a aimablement transmis une couche des villages pour suivi saisie cadastrale)
GM	Google Maps
INSTAT	Institut national de statistique
OSM	Open Street Map (contient le répertoire toponymique GeoNames)
RA	Recensement autrichien (liste des localités et hameaux selon Seiner (1922) et Kaser at al. (2016)
RF	Recensement français (dénombrement des Confins albanais publié par Bourcart en 1922)
RG	Recensement grec (carte de l'Épire du Nord)
SE	Selenica (noms et populations des villes et villages tels que publiés en 1927)
ZC	Zones cadastrales (1 ^{ère} saisie) telles que publiées par l'ASIG sur le portail cartographique national

Le contenu et le style rédactionnel des notes sont hétérogènes. On y trouve à la fois des informations générales ou historiques sur les localités (en particulier sur les villes, les villages récents, disparus, ou habités par des minorités), la nature des groupements lors des recensements, les problèmes de graphie et de localisation, les doutes sur les emprises territoriales, des hypothèses sur des erreurs possibles dans les différentes sources, etc. Parfois, lorsque l'écheveau est trop difficile à démêler, les limites de l'harmonisation proposée sont mentionnées, plus rarement des pistes pour poursuivre le travail sont indiquées (comme dans le cas de Mali Kolaj à Balldren/Velipojë). Les notes dont le style est le plus abscons ont vocation à signaler un problème, et appellent à revenir aux différentes sources (statistiques, toponymiques et cartographiques), qui sont généralement mentionnées.

Pour certaines années, on disposait de sources statistiques différentes, parfois divergentes. C'est le cas pour 1918 (données publiées par Seiner (1922) au niveau des villages, échantillon de données individuelles saisi par Kaser et al. (2016)), pour 1926 (données saisies par Bërxfholi et numérisée par Dorina Sharra, notre propre saisie dans le livre original (Selenica, 1927)) et pour 1989 (données saisies par Bërxfholi, tableau produit par Instat/Kotzamanis). Ces données peuvent diverger, soit du fait d'erreurs, soit parce que la conception ou l'interprétation n'est pas la même. Par exemple pour 1989, BK est plus fin spatialement, nous l'avons généralement utilisé pour les populations totales. Mais AB donne lui le nombre des femmes. Dans les cas où AB avait fusionné deux villages, on donne la population totale pour chacun selon BK, mais par contre, l'un apparaît avec la population féminine totale, l'autre apparaît sans aucune femme. Normalement, les accolades permettent de comprendre, sauf dans certains cas de flou dans l'attribution des populations villageoises au sein des unités administratives (mentionnés en note). Dans les notes, AB parle souvent de nouveaux villages apparus après 1992, mais nombre d'entre-eux figurent déjà dans les données de 1989 telles que transmises par BK.

La compréhension de l'histoire territoriale et statistique des localités albanaises est appelée à évoluer encore, les notes présentées ci-après reflètent un état provisoire de cette connaissance, qui doit beaucoup au travail d'Arqile Bërxfholi.

1. Notes pour la préfecture de Berat

- 1.1** Très ancienne ville. Chef-lieu de sandjak à la fin de l'Empire ottoman, puis capitale de préfecture. Dans l'organisation administrative actuelle, Uznovë est intégré la ville de Berat, c'est pourquoi les populations sont comptées ensemble pour toutes les années. AB a compté Uznovë dans Berat (177 hab.). Différence de population avec BK pour 1989 (BK: 42957 / AB: 46210). Probablement manque-t-il Uznovë chez BK. Berat a les ZC 8501, 8502 et 8503, le code ZC 3124 est normalement celui de Kupasi (Hysgjokaj), qui a reçu le 4039 par l'Instat.
- 1.2** Gorica est le nom du quartier de Berat situé de l'autre côté de l'Osum, compté à part par les Autrichiens.
- 1.3** Absent chez AB, compté dans Berat.
- 1.4** Dans RA, un village nommé Morava (7211900) contient le hameau de Oriza (7211902). Ottlak est un nouvel établissement de la période communiste qui pour un temps englobe l'ancien Orizaj (ou Orizja selon CI). Les deux sont comptés séparément dès 1979.
- 1.5** S'appelait Lapardhaja (SE). 1989: AB avait compté ensemble les deux Lapardha. Corrigé sur base BK. Le décompte des femmes de 1989 est celui des deux Lapardha.
- 1.6** Devient un village en 1992. Etait jusque-là un quartier de Lapardhaja. Loi de 2014: Lapardha I et Lapardha II.
- 1.7** Autrefois appelé Virjoni (jusqu'en 1950).
- 1.8** Après 1960 est compté avec Vodëz (3810), dans la municipalité de Kuçovë. Redevient un village en 1992. Ce village est situé en altitude, à équidistance des villages de plaine d'Ullinjas et de Vodëz (e Poshtme). Il s'appelle bien Vodëz e Sipërme sur CI, mais est associé à Ullinjas (ancien Virjoni) sur CA. Probablement originalement lié à Vodëz, il a semble-t-il été intégré dans la coopérative d'Ullinjas durant le communisme. Il n'a pas aujourd'hui de zone cadastrale propre (avec Ullinjas).
- 1.9** Chez AB, somme (799) pour 1989 de la population des deux Roshnik (3195 et 3194). Corrigé.
- 1.10** Certaines années un seul village nommé Bogdan.
- 1.11** Autrefois quartier du village de Dardhe. Faisait partie du district de Gramsh. Visiblement faux chez BK (en comparaison avec 1994 et 1996, plausibles).
- 1.12** Apparaît comme village (à partir de Karkanjozi) après 1992.
- 1.13** Certaines années un seul village nommé Kosren. Codes visiblement inversés par rapport à ZC. Anciennement Kosreni (SE, RA) plutôt que Kostreni.
- 1.14** Dans certains cas avec Kostren i Madh. Codes visiblement inversés par rapport à ZC.
- 1.15** Hisiagasi (RA) ou Hisakas (CI) est un hameau de Kosreni compté à part par les Autrichiens.
- 1.16** Erreur de somme en 1926 : plutôt 591 (d'après 1945)?
- 1.17** D'abord appelé Levani Plak (SE) ou Lenavi i Plakut (RA).
- 1.18** Apparaît comme village (à partir de Osmenzeza) après 1992.
- 1.19** Reprend en 1989 une partie de la population de Plashniku i Madh? Avec 29850 Plashniku i Madh avant 1945 (municipalité de Terpan).
- 1.20** Manque en 1989 chez BK.
- 1.21** Çorbaxhiasi (SE, CI) ou Çorbasi (RA) est un village disparu, situé dans un méandre de l'Osum entre Vodica et Uznovë, sur le territoire de Bilça.
- 1.22** Anciennement hameaux de Kulla (RA) ou Kullalahiu (CI) et de Arpaxhias (CI).
- 1.23** Séparé du village de Gjerovan après 1980 selon AB, mais plutôt de Zhitomi e Vogël (3931, aujourd'hui dans la municipalité de Terpan).
- 1.24** Faux chez BK en 1989, vraisemblablement croisé avec 3731 (même nom).
- 1.25** 7260600 des Autrichiens. Disparu (ruines sur orthophotos).
- 1.26** Supprimé le Kodras (Instat 2001). Je pense que Kodras = Duhanas (en bas). OSM donne Kodras au nord de Duhanas, alors que Bregas (en haut) s'est séparé en 1992. Données agrégées de cette manière, se reporter aux originaux si nécessaire. Bregas reçoit le code que l'Instat a donné à Kodras (je me réfère aux ZC et à BK).
- 1.27** Issu de Duhanas en 1992 selon AB, semble n'exister nulle-part.
- 1.28** Pendant l'occupation italienne (1939-1943) a été appelé Borgo Sostanzio Ciano (AB). Après 1953 et jusqu'en a été nommé Qyteti Stalin. Production pétrolière dès 1925 (appelée "Petrolia" sur CI), 272 habitants dénombrés en 1926, 2382 en 1945. Devient Qyteti Stalin en 1951 et jusqu'en 1991.
- 1.29** Autrefois appelé Semuraj (CI), Sëmurani (Selenica, RA).
- 1.30** Manquant en 2001.
- 1.31** Jusqu'en 1950, était appelé Hajdarbejasi (SE, RA)
- 1.32** 1960 probablement faux (= V. i Sip.).
- 1.33** Très grande confusion (noms inversés sur cartes topo, noms visiblement croisés entre RA et SE, discrédances entre EL et ZC, pas de Fier Kozara chez AB, pas de Fier Mimar chez SE, etc. Il paraît difficile de reconstituer l'histoire pour les ZC 2257, 1611 et 1943, 4033 et les villages de Kozara, Fier Kozara, Fier Mimar, Ferras Kozara, Havaleas et Zdrave. Fusionner pour carto.
- 1.34** Fier Kozara, plus tard avec Havaleas (ou Kozara vraisemblablement en 1969).
- 1.35** 1612 dans ZC. Pour Instat (2001), 1612 désigne la ville de Fier.
- 1.36** Apparaît au recensement de 2001.
- 1.37** Il y a une ZC 3966 à côté (avec un ancien village Fusha Gjatë dont on ne trouve trace) qui correspond à l'Instat à Kavaklli, à l'autre bout de la plaine. Sur CA, les deux ZC sont attribuées à Fier Mimar. Comprend aussi le 4033 Zdrave.
- 1.38** Ancien quartier de Fier-Mimar. Distinct après 1992.
- 1.39** Autrefois aussi appelé Frasher Qelepër (SE, RA).

- 1.40** Ancien quartier de Perondi. Distinct après 1992.
- 1.41** Goraj du CA, mais anciennement Gorani (RA, SE) ou Goranji (CI).
- 1.42** Apparaît entre 1926 à 1950 et après 1992. Les autres années, avec Velagosht. Etranges fluctuations, et possible inversion avec Velagosht en 2001? ZC 2179 (chez EL aussi). Devrait plutôt être dans le secteur administratif de Kozare (selon limites administratives de l'ASIG).
- 1.43** Plusieurs années avec Tapija. Pop. 1989 attribuée à 1004 Agim par AB. Faux. On la recrée par extrapolation linéaire, on donne la différence à 1004 Agim.
- 1.44** Se développe sur le site du petit village de Poliçan. Statut urbain en 1967, peut-être en 1969.
- 1.45** Il est aussi appelé Vokopola de Skrapar. Inversé avec 3814 par rapport à ZC.
- 1.46** Séparé de Zhitom i Madh après 1992. AB le dit issu de Zhitom I Madh, il semble plutôt issu de Plashniku I Madh. Pas sûr de la localisation. Présent déjà chez BK en 1989.
- 1.47** Dans les documents de 1926 et 1945 apparaît dans le district de Tepelenë et non dans celui de Berat.
- 1.48** Ancien village sur les hauts de Vërtop (CI). 7220900 des Autrichiens, disparu, pas de trace sur orthophoto.
- 1.49** Shkropon (CI), Skronbonja (SE).
- 1.50** Vodicë était le village du haut. Le site actuel principal s'appelait Qahjajasi (CI).
- 1.51** Ancien quartier du village de Peshtan, à part après 1945.
- 1.52** Vraisemblablement issu de Fushe-Peshtan. Je ne mets rien sur la carte. Il y a un Breku dans le 7213202. Avec Fusha (1678) pour faire Fushe-Peshtan.
- 1.53** AB donne un Kodras issu de Peshtan en 1992 (p 1.5 + note 36). Rien sur la carte. Supprimé.
- 1.54** ZC inversée avec Drenovic (1542).
- 1.55** Apparaît au recensement de 2001.
- 1.56** Nouveau centre d'habitation depuis 1950. Çorovode (Cerevoda) est un hameau visible avant-guerre sur les cartes italiennes. Le hameau voisin de Zhaban (Giavani), qui compte 58 habitants en 1926 et 121 en 2001, est compté le reste du temps avec Çorovode. Statut urbain en 1958.
- 1.57** Giavani sur CI. Le reste du temps, probablement compté dans Çorovode.
- 1.58** Il ne s'agissait d'abord que d'un centre administratif et de commerce local. Premiers habitants après 1992. En 2005, il y avait 124 habitants. Il y a des différences entre BK et AB sur la définition des villages de ce secteur administratif, ce qui a pour conséquence que la population totale (BK plus précis) et celle féminine (selon AB) correspondent mal.
- 1.59** Ancien quartier de Novaj. BK (Instat) le donne déjà en 1989, apparaît après 1992 selon AB.
- 1.60** AB semble avoir compté Kakruka et Kalaja ensemble.
- 1.61** Ancien quartier de Dobruzhe. Distinct après 1992. Localisé d'après ZC et OSM.
- 1.62** Ancien quartier de Zaberzan. Distinct après 1992 (1989 chez BK).
- 1.63** Jusqu'à 1945 avec Sevrana.
- 1.64** Après 1960 et jusqu'en 1992 avec Qeshibesh (3112), commune de Cepan.
- 1.65** Par la suite dans Melove (Milova).
- 1.66** Ancien quartier de Barcit i Siperma. Village distinct après 1992 (1989 chez BK).
- 1.67** Teqe entre Floq et Kuçi. Chez les Français on trouve Floq et Teqe Floqit, pas Rehove.
- 1.68** Aussi visible dans les statistiques sous le nom de Floq-Rehove jusqu'en 1992 (Rehova Floq chez SE).
- 1.69** Gostëncka (CA), Gostencka (CI).
- 1.70** Anciennement aussi appelé Bersake. Deux hameaux: Birsaka et Krasi sur CI.
- 1.71** Krushova e Skraparit (RF).
- 1.72** Manque dans RA.
- 1.73** Était connu sous le nom de Lapan (CI), Lapan Dosti ou Dosti e Lapan. Devient Dyrnish après 1992.
- 1.74** Helmës-Staraveckëa à l'Instat. Ensemble dès 1969.
- 1.75** Habitant de la teqe recensé par les Français.
- 1.76** Divergence code Instat (4072) et ZC (2798). On ne garde que le 4072 Instat (donné à Potom), on laisse tomber le 2798 Instat (27 hab. en 2001, donné à Qendër Piskovë). Peut-être compté deux fois. Instat a inversé 2798 et 4072. 4072 est donné dans la commune de Potom (Berat, 303/3107), mais c'est en fait 2798 Nikollare qui s'y trouve (ZC). Instat met le 2798 dans la commune de Qendër Piskovë (Gjirokastër, 266 / 2796).
- 1.77** Manque dans RA.
- 1.78** Devient un village après 1950. Auparavant quartier de Grepcke.
- 1.79** Est aussi appelé Rehovica de Skrapar.
- 1.80** Probablement faux chez BK en 1989, croisé avec 3730.
- 1.81** Est aussi appelé Monoshtiri (CA, CI) ou Monastir (CI).
- 1.82** Apparaît en 1970 comme un nouvel établissement d'une coopérative agricole déjà établie.
- 1.83** On peut éventuellement attribuer, comme AB, la pop. du Koritëza de Selenica à double, à Korite (2226) et Korritez (2227).
- 1.84** Ancien quartier de Verzhzhes appelé Arizaj. Devient un village appelé Orizaj après 1992.
- 1.85** Pour les années 1955-1960 avec Verzhzhe.

- 1.86** *Inversé dans ZC avec 3740.*
- 1.87** *Quartier du village de Vale, s'en distingue après 1992. Pas sûr localisation (d'après ZC).*
- 1.88** *Dans RF, le village appelé Tomorica semble correspondre à Cerice (ou Çerica), si l'on en croit la carte géologique de Bourcart.*
- 1.89** *Partie du village de Trebel nommée Trebla-Luath. Compté comme village dès 1989.*
- 1.90** *Anciennement appelé Borana. Durant quelques années a été considéré comme un quartier du village de Dobrenj. Visiblement faux chez AB.*
- 1.91** *Sur le site de l'ancien village de Qelbësira devenu Guri i Bardhë (la pierre blanche). Comptés séparément dès 1955, ensemble en 2001. Statut urbain reçu d'abord en 1962, puis à nouveau en 1970 (Sjöberg 1990, 223). Ura Vajgurore signifie "le pont du pétrole": c'est là que l'oléoduc de Petrolia (Qytet Stalin, Kuçovë) franchit l'Osum.*
- 1.92** *Autrefois appelé Qelbësira. Absent du recensement de 2001.*
- 1.93** *Chez AB, contient la population attribuée à 1395 Cete par BK (466 pers.). Corrigé*
- 1.94** *Hameau disparu ou fusionné avec 3466 Skrevan.*
- 1.95** *Appelé Vokopola de Berat.*
- 1.96** *Jusqu'en 1992, le village était un quartier d'Allambrez. 3956 ds ZC.*
- 1.97** *Jusqu'en 1992, le village était un quartier d'Allambrez. Chez AB, attribué à 1200 Bistrovica pour 1989.*
- 1.98** *ZC inversée avec Drenove (1540).*
- 1.99** *Jusqu'en 1955 aussi appelé Vojvode. AB faux?*
- 1.100** *Hameau disparu ou fusionné avec 3173 Reres-Komarak.*
- 1.101** *Anciennement appelé Goriçani i Pashajt (RA)*
- 1.102** *Anciennement appelé Goriçain Xhahil. Pop. manquante en 1989 chez BK.*
- 1.103** *Quartier de Poshnje. Parfois compté comme village indépendant.*
- 1.104** *D'abord appelé Çiflik Pashje (SE). Contient aussi les anciens villages de Musagajas et Kikias.*
- 1.105** *Hameau disparu ou fusionné avec 1405 Ciflik.*
- 1.106** *Hameau disparu ou fusionné avec 1405 Ciflik.*
- 1.107** *Précédemment appelé Malas Dejas (SE) ou Malas Raja Gropa (RA).*
- 1.108** *Ancien secteur de la ferme d'Etat "Partizani" selon AB. Mais Partizani est à Tapi, pas ici. Il donne 1031 pour 1989 (somme de rreth Tapi et d'Agim: faux. AB donne 997 pour 1979, inclut probablement la pop. de Rreth Tapi. Plus probablement issu de Kuç. Attribué artificiellement une partie de la pop de Rreth Tapi en 1979, puis recalculé le nb de femmes (AB donnait 490 en 79, 500 en 89).*

2. Notes pour la préfecture de Dibër

- 2.1** *Le village de Peshkopi devient au début des années 1920 capitale de la préfecture de Dibër (statut urbain) après la perte de la ville de Dibra, en Macédoine.*
- 2.2** *Ex territory of the village Arras, with the same name. Separated as a village of its own in 1950.*
- 2.3** *Ex territory of the village Mustafë named Lazrej. Separated as a village of its own in 1980*
- 2.4** *Ex territory of Grykë-Nokë named Poshnjar. Separated as a village of its own in 1980. La ZC dit que 1884 vient plutôt de Mustafaj. Il y a un Pashnjani (CI/CA) côté Grykë (cf. note AB).*
- 2.5** *Previously called Fushë-Aliej or simply Fushë. Peut-être avec 34420 Shubat en 1918.*
- 2.6** *Hameau disparu ou fusionné avec 2997 Ploshtan.*
- 2.7** *ZC: Radomirë = 3570.*
- 2.8** *Ex territory of the village Ceren named Radomirë-Ceren. Separated as a village of its own in 1990. RA : 5421301 Çernjeva.*
- 2.9** *Ex territory of the village Radomirë named Radë separated as a village of its own in 1980 with the name Tejë. RA : 5421305 Teja.*
- 2.10** *Ex territory of the village Radomirë named Derbaç. Separated as a village of its own in 1980 with the name Ujëmirë. RA : 5421302 Dobraçi.*
- 2.11** *Faux en 1927 chez AB. A Il a confondu avec Shullani (Maqellara).*
- 2.12** *Territory of Fushë-Kastriot. Separated as a village of its own, a new village after 1990.*
- 2.13** *Separated as a village of its own, a new village after 1980. Kuke e poshtë (CI).*
- 2.14** *In 1969, included in the village Kastriot*
- 2.15** *Previously called Vakufi (RA, SE), appears with this name in some of the years. Vakufi (RA, CI).*
- 2.16** *Territory of Sohodoll. Separated as a village of its own, a new village after 1980.*
- 2.17** *Actually the village Lam-Lurë is included, with 11 habitants in 1945.*
- 2.18** *Ex territory of the village Gurë-Lurë named Hot. Separated as a village of its own with the name Arth after 1990*
- 2.19** *Ex territory of the village Arrë-Mollë named Sumaj. Separated as a village of its own in 1980*
- 2.20** *Erreur AB : a réattribué le Vlashaj de Homeshi.*
- 2.21** *Appears included in the village Magellarë in 1969*

- 2.22** *In 1969, formed one single village with "Bllatë e Epërme", named "Bllatë".*
- 2.23** *Previously called Allabej, used to include the village Podgoricë too.*
- 2.24** *Appears included in the village Burim in 1969.*
- 2.25** *Previously called Kurt-Beg. It appears with this name during some years. In 1969, it includes the village Ceren.*
- 2.26** *In 1969 it also included the village Ceren*
- 2.27** *Macédoniens.*
- 2.28** *Macédoniens.*
- 2.29** *Previously called Obok. It appears with this name during some years. In 1969, it includes the village Pocestë.*
- 2.30** *Ex territory of the village Devolan. Separated as a village of its own in 1990.*
- 2.31** *Macédoniens. En 1969, avec Erebarë (1591).*
- 2.32** *En 1969, avec Grazholan (1850).*
- 2.33** *Separated as a village of its own in 1950. Avant, avec 29320 Peshkopi (RA).*
- 2.34** *1926 faux chez AB, plus plausible chez Selenica. En 1989, AB donne 1405 à Grevë, 0 à Tren. On a donné les valeurs de BK.*
- 2.35** *En 1979 et 1989, avec Grevë (1859).*
- 2.36** *Separated as a big village of its own only in 1945 and then reappears in 1990.*
- 2.37** *Ex territory of Muhur. It appears eventually as a village of its own, or as part of Fushë-Muhur*
- 2.38** *In some of the years, (1926, 1945, 1969), it is included on the village Bezhden.*
- 2.39** *Zone cadastrale 2019 mal placée?*
- 2.40** *Ex territory of the village Selishtë. Separated as a village of its own in 1990. Localisation hasardeuse.*
- 2.41** *Ex territory of the village Qafë-Murrë. Separated as a village of its own in 1990.*
- 2.42** *1926 : Etrangement, nom proche de Mursi (2747) et même total... Erreur?*
- 2.43** *Hameau disparu ou fusionné avec 3477 Sllovë.*
- 2.44** *Does not appear as a village in 1926. Avant 1945 : peut-être avec Kalis (20400).*
- 2.45** *In 1926 and 1950 part of Zall-Dardhë. AB donne 452 en 1989, BK 416.*
- 2.46** *Sorica, Shënllësh, Tartaj for many years do not appear as villages of their own but as part of Zall-Dardhë.*
- 2.47** *In 1926 was called Vilë (AJ: plutôt Dardha); in 1945 Lashkizë-Tartor. Pour 1926, AB donne 1014, ce qui correspond à la somme de Lashkize, Qana et Menesh.*
- 2.48** *Territory of Lashkiza named Qan. Separated as a village of its own in 1990*
- 2.49** *D'après ZC, Menesh pourrait être Vila.*
- 2.50** *Ancien nom: Fartari (CI, SE).*
- 2.51** *Ex territory of Zall-Reç. Separated as a village of its own in 1990.*
- 2.52** *During the years 1926-1960, included with Zall-Reç*
- 2.53** *In 1926, included with Zall-Reç*
- 2.54** *During the years 1926-1960 its part of Zall-Reç AB donne 892 en 1989.*
- 2.55** *Ex territory of Zall-Reç. Separated as a village of its own in 1990.*
- 2.56** *Before 1969 included with Gjurë-Reç.*
- 2.57** *L'importante ville minière de Bulqizë compte déjà 1971 habitants en 1955, mais comme souvent, le statut urbain tel que publié dans la gazette officielle (Gazeta Zyrtare) apparaît un peu plus tard (en 1958). Elle se développe de part et d'autre de la vallée sur le territoire du village de Vajkal (compté à part), alors que l'ancien village de Bulqizë, situé légèrement en aval, devient Fushë Bulqizë (Bulqizë de la plaine).*
- 2.58** *In 1926 the population is given for the whole villages under the name "Malësi e Bulqizës". Before the villages were called Fushaj, Dragun, Dushaj, Shytaj, Koçaj, they also took the name "Fushë Bulqizë". Ancien nom : Leparaku (dans zc 1579 Dushaj, mais attribué à Fushë Bulqizë (CA).*
- 2.59** *Bukureshti i madh (Garica) (RA).*
- 2.60** *Bukureshti i Vogël (RA), Ksollat (CI).*
- 2.61** *A village until 1992. At first the village Gjoricë was pronounced Gorricë, while the village Viçisht was pronounced Velçsht. Macédoniens.*
- 2.62** *Macédoniens.*
- 2.63** *Macédoniens.*
- 2.64** *Macédoniens.*
- 2.65** *Macédoniens.*
- 2.66** *Macédoniens.*
- 2.67** *Macédoniens.*

- 2.68** *Etablissement des ouvriers d'une mine de chrome sur les hauts du village de Gjon, lui-même décompté dès 1945 (auparavant compté avec Peshk). Les baraquements apparaissent en 1970 selon Sjöberg (1990, 216), mais probablement l'exploitation commence-t-elle avant, puisque la population de Gjon double entre 1960 et 1969 (de 783 à 1493) puis chute en 1979 (943), année où Krastë apparaît dans les tabelles (780 habitants). Statut urbain en 1979.*
- 2.69** *Separated as a village of its own, from the village Peshk after 1992. Localisation hasardeuse, incohérences dans totaux de population.*
- 2.70** *AB donne 1359 en 1989, c'est la somme de Melcu et Gjon selon BK. Note AB fausse, Gjon plutôt tiré de Mëlcu?*
- 2.71** *Separated as a village of its own, from the village Val after 1992.*
- 2.72** *For the year 1926 the population is included in the integrity of the commune Martanesh, with 1956 habitants. While for 1945,1950 the village Stavec is included in the village Gjon*
- 2.73** *Macédoniens. AB semble avoir inversé les deux Ostren.*
- 2.74** *Macédoniens.*
- 2.75** *Macédoniens. Selenica donne 54 musul., mais 545 total. AB 347. 1945: 560.*
- 2.76** *In the years 1945, 1950, it includes Leçan, and in 1945 it also includes Kojavec. Macédoniens.*
- 2.77** *Macédoniens.*
- 2.78** *In the years 1926, 1945, 1950, ex territory of Okshtuni I Madh.*
- 2.79** *Macédoniens*
- 2.80** *Macédoniens.*
- 2.81** *In 1926, territory of Lladomeric. Macédoniens.*
- 2.82** *In 1969 it's part of the village Homesh*
- 2.83** *Ancien nom : Skanderija (donné par Selenica sans valeur).*
- 2.84** *RA : Niroshi (Okshetina).*
- 2.85** *Erreur de copie d'AB.*
- 2.86** *CA donne bien Zogaj.*
- 2.87** *Femmes 1979 : AB donne 428, plutôt 228. RA : Qafazi (Mazhici).*
- 2.88** *Until 1980 there was only one village: Ternovë. Ternova e Vogël was its territory, named Kurtaç.*
- 2.89** *AB donne 1257 pour Sopot, rien à Zall Sopot. C'est le seul pour lequel on n'a pas trouvé d'équivalent : attribué Sopot. Voir aussi Gurishta (Sopo), p. 512.*
- 2.90** *Hameau disparu ou fusionné avec 3491 Sopot.*
- 2.91** *Ex territory of the village Sopot, separated after 1992.*
- 2.92** *AB donne 860 pour Strickan, rien à Zall Strickan.*
- 2.93** *Ex territory of the village Strikçan, separated after 1992.*
- 2.94** *RA : 5140600 Karmishta. D'après Elsie, Tribes of Albania (p. 311).*
- 2.95** *Situé au bord de la rivière Mat, le site de Klos comprenait anciennement quelques maisons comptées avec des villages situés sur les hauteurs (Dullinjas, qui deviendra Klos Katund, ou plus vraisemblablement Bejn). Apparaît en 1979, urbain depuis 1971. Aurait du être le terminus d'une voie ferrée au départ de Milot, dont la construction, entreprise en 1989, est abandonnée en 1994 (les mines ont fermé) alors que le gros oeuvre est réalisé (terrassément, ouvrages d'art). Seul le tronçon Milot-Rrëshen sera brièvement mis en service, entre 1995 et 1997.*
- 2.96** *It was a territory of the village Patin in 1926.*
- 2.97** *Territory of the village Klos. Separated as a village of its own in 1992. AJ : plutôt issu de 2887 Patin? CI : Shegjan, CA : Shergjum (?).*
- 2.98** *It was a territory of the village Patin in 1926, 1945.*
- 2.99** *For the year 1926, included in the village Klos, as its territory. RA : Sufaj.*
- 2.100** *157 en 1945, 201 en 1917. Quelle valeur est la bonne?*
- 2.101** *Ex territory of the village Gurrë. Separated during many years. Plutôt avec Gurra e Madhe, mais le hameau de Koçaj est sur Gurra e Vogel.*
- 2.102** *Ex territory of the village Gurrë. Separated during many years.*
- 2.103** *Ex territory of the village Gurrë. Separated during many years.*
- 2.104** *Ex territory of the village Gurrë. Separated during many years.*
- 2.105** *Probablement dans Kurdari en 1926. AB lui a donné la population de 1250700 Mësuçi, intégré par la suite dans 1563 Dukagjin.*
- 2.106** *Ex territory of Kurdari, known as "Kurdari e Poshtme", separated as a village after 1980.*
- 2.107** *Ex territory of Kurdaria, named Mastresh.*
- 2.108** *Kurdaria used to include all the villages that were separated after.*
- 2.109** *Ex territory of Kurdarija, named Tuma. Separated in 1955 when the industrial center was constructed, and later in 1980.*
- 2.110** *Avec Xibër-Hane (RA : Xipërri).*
- 2.111** *RA : Hanej.*
- 2.112** *En 1989, AB donne 0 à Shkalle, 2092 à Guri i Bardhë.*
- 2.113** *Ex territory of Guri i Bardhe, in the "Perroi i Dishit" valley, named in italian "Paetralba", separated as a village of its own in 1992; Laskaj? (RA / CI)*

- 2.114** *In 1979 and 1989, part of "Guri i Bardhe". Separated as a village of its own in 1992.*
- 2.115** *Burrel existait auparavant comme village. Il est recensé en 1918 (384 habitants) et en 1926 (358). A la fin des années 1930, une prison y est construite, qui deviendra célèbre sous le communisme. En 1945, 1139 personnes parmi lesquelles seulement 236 femmes sont dénombrées à Burrel, soit un surplus de presque 670 hommes (probablement des prisonniers, leurs gardiens et peut-être des ouvriers). En 1955 et 1960, la population de ce qui est désormais une ville est comptée avec celle du village (Fshat Burrel). Dès 1969, les populations sont distinguées (639 habitants au village en 1969). La limite géographique entre ville et village est difficile à tracer. Chef-lieu de la sous-préfecture de Mat à l'entre-deux-guerres, statut urbain au milieu des années 1950.*
- 2.116** *In the years 1955, 1960 it was included in the town Burrel. Attention : également 1325 dans le district deKomsia. On utilise 4043. ZC 3959. 1325 chez BK. Confus.*
- 2.117** *Part of the village Baz until 1992.*
- 2.118** *Part of the village Baz until 1980.*
- 2.119** *Ex territory of the village Karicë named Ferrë-Karicë. Separated as a village of its own after 1992.*
- 2.120** *1469 en 1989 chez AB, rien à Drite.*
- 2.121** *830 en 1989 selon AB, rien à Urxalle.*
- 2.122** *Part of the village Derjan. Separated in 1950 then merged again until 1992 when it's separated again.*
- 2.123** *Separated as a village of its own in 1945. Ex territory of the village Gjocaj.*
- 2.124** *Hameau disparu ou fusionné avec 1563 Dukagjin.*
- 2.125** *RA: 1211100 Muzhakaj. Population 1926 AB douteuse.*
- 2.126** *Separated as a village of its own from the village Shoshaj after 1980. Avec 24660 Lis avant 1945, puis 34030 Shoshaj jusqu'en 1979.*
- 2.127** *Territory of Komsia. During some of the years the data is given as for Komsia, sometimes Komsia is also represented as territory of Muzhakë. 1926 : Pourquoi pas chez AB? Pourquoi Komsia (2213) =424?*
- 2.128** *AB donne 1243 en 1989, rien à Kodërcere.*
- 2.129** *Ex territory of German village, same nomination. Separated as a village of its own after 1992.*
- 2.130** *Ex territory of the village Frankth named Selitë-Frankth. Separated as a village of its own after 1975.*
- 2.131** *AB donne 1089 en 1989, rien à Batër e Vogel.*
- 2.132** *Ex section of the industrial center named "31 july" before. Lekaj -> district Burrel. Avec Burrel? Pas sûr.*
- 2.133** *Ex territory of Macukull, separated as a village of its own after 1992. Rien en 1989 chez AB.*
- 2.134** *Part of Macukull for many years. Plutôt part de Shëlli (d'après CA et logique démographique).*
- 2.135** *Separated as a village of its own after 1970, apart from the village Shoshaj*
- 2.136** *3959 chez EL.*
- 2.137** *In the years 1945 and 1950, part of the village Laç*
- 2.138** *Before it was named "Kulla e Pashës".*
- 2.139** *Hameau disparu ou fusionné avec 3044 Prell (CA, ZC).*
- 2.140** *Existait auparavant comme hameau du village de Bushkash, puis de Kokerdhok (1950). Apparaît en 1955 lors de la construction du barrage et de l'usine hydro-électrique Karl Marx avec 2057 habitants, pour revenir à 415 en 1989. Statut urbain au plus tard en 1958.*
- 2.141** *En 1918, la commune s'appelle Bishkashi (1310000), la localité de Shtogu (1310500) en fait partie. Puis la localité s'appelle Bushkash et la commune Ulzë.*
- 2.142** *Trouve sur aucune carte, seulement chez EL et sur <http://alb.geonamebase.com/>. En 1989, AB donne 511 pour Madesh, rien à Lundrë.*
- 2.143** *Hameau disparu ou fusionné avec 3519 Stojan.*
- 2.144** *Hameau disparu ou fusionné avec 3519 Stojan.*

3. Notes pour la préfecture de Durrës

- 3.1** *After 1992, ex-village Spitallë (population at the bottom of the table) was united with the town of Durrës .*
- 3.2** *In 1979, included in the town of Durres. Donné le code 8517 (ZC).*
- 3.3** *Considéré ville (Bashkia) de 1996 à 2015 [https://de.wikipedia.org/wiki/Manza_\(Albanien\)](https://de.wikipedia.org/wiki/Manza_(Albanien)).*
- 3.4** *Hameau disparu ou fusionné avec 2590 Manëz.*
- 3.5** *Previous to 1950, the village was called "Kuçi I Shijakut." AB a confondu avec 2303. Il s'agit ici d'une partie de 2590 Manëz (OSM).*
- 3.6** *Il y a dans RA un Ermathi (1120400) qui compte 83 musulmans et 89 catholiques. Donc pas doublon.*
- 3.7** *Hameau disparu ou fusionné avec 1038 Armath.*
- 3.8** *Previous to 1950, the village was called "Borçë e Kuqullinit."*
- 3.9** *Previous to 1950, the village was called "Hamalla e Madhe."*
- 3.10** *Hameau disparu ou fusionné avec 1924 Hamallaj.*
- 3.11** *Hameau disparu ou fusionné avec 3137 Radë (ZC).*

- 3.12** Commune previously called "Sukth Ismaila-Shijak" or "Sukth II." Sukth I Ri – Sukth i Ri (la nouvelle Sukth) correspond à la partie village de Sukth (qui conserve le même nom) située sur la rive droite de l'Erzen et devenue ville après 1992. La baisse brutale de la population en 1969 est liée au fait que les villages voisins ne sont plus comptés avec Sukth.
- 3.13** Until 1960, together with Sukth I Ri, it was called Ish Sukth Ismaila. RA : Sukëth Ismajla.
- 3.14** Previously called "Hamalla e Vogël".
- 3.15** Dans RA, il y un doublon semble-t-il entre 1120300 et 4130900. On prend le second (plus de pop.), bien que moins pertinent pour l'attribution niv. sup.
- 3.16** Ex territory of the village Kullë called "Çifliku i ri" previous to 1945.
- 3.17** Previously called Ishëm.
- 3.18** Previously called Kurtash.
- 3.19** Hameau disparu ou fusionné avec 2375 Lalëz.
- 3.20** Village descendu.
- 3.21** Faux chez AB en 1926 à mon avis.
- 3.22** Acclaimed inhabited after 1945. Présent sur carte CI années 1930-40, pas dans Selenica en 1926.
- 3.23** Previously called Juba e Dushkut. Développé entre 1926 et 1940? Faux chez AB : décalage chet Selenica.
- 3.24** Became a new village in 1945, later called Rinia. Développé entre 1926 et 1940?
- 3.25** Note AB manquante. Développé entre 1926 et 1940?
- 3.26** Named Qerret-Fllakë in 1945. AB donne 1405 à Qerret.
- 3.27** Named Qerret-Fllakë in 1945.
- 3.28** Lost the property of a village in 1945, and re-became one in 1992.
- 3.29** AB donne 3973 en 1989 pour Erzen, 0 pour Sukth.
- 3.30** Separated from Sukth as a village of its own in 1992. Position inconnue, placé au nord de Sukth. Fusionner avec Sukth et Erzen.
- 3.31** Previously also called Rrashbull-Arapaj. Compté avec Arapaj en 1918.
- 3.32** Compté avec Rashbull en 1918.
- 3.33** After 1960, also called Verri.
- 3.34** Selenica donne 334 au total en 1926, mais 234 musul. 234 au total plus vraisemblable.
- 3.35** Became a village of its own in 1955, called Section "Maliq Muço." After 1990, it was called Lig Xhafzotaj. Probablement avec 38520 Xhafzotaj avant 1969.
- 3.36** Ville ancienne. Rôle de capitale au Moyen Âge, simple chef-lieu de kaza à la fin de l'Empire.
- 3.37** Auparavant un village, pas toujours distingué des villages voisins de Hasan et Arameras (808 habitants en 1918, puis 783 (1926), 1511 (1945). En 1955 et 1960, une certaine confusion dans le décompte d'Arameras, de Fshat Fushë-Krujë et de Fushë-Krujë. En 1960, 1758 habitants sont attribués à Fshat Fushë-Krujë, dont près de la moitié habitent la "ville". Statut urbain en 1967 (ferme d'Etat).
- 3.38** Correspond à la localisation du village de Zalaj (RA, 1130506).
- 3.39** Acclaimed as a new town habitat after 1955, alike with the village Arameras. In 1969, it included the population of the village Fushë-Krujë.
- 3.40** Previously called Zgërdhesh. In 1969, it included a territory calles Kroj Fokës. Kroj Fokës est l'ancien Kakarriqi.
- 3.41** Faux chez AB en 1926.
- 3.42** A village until 1950. Ancien nom : Cullini (RA), Çedhini (SE).
- 3.43** Comptés avec Cullini en 1918. .
- 3.44** Separated from Cudhi-Kamt in 1992. Comptés ensemble en 1918 (Cullini).
- 3.45** Separated from Mafsheqi as a village of its own in 1992. Appelé Katundi sur Google Maps?
- 3.46** Used to be a village until 1950. Celamje sur carte italienne.
- 3.47** With village Bruz. Villages de Dusha (110300), Frallesi (111040) et Kumardha (1110500) en 1918.
- 3.48** Hameau disparu ou fusionné avec 3218 Rranxë.
- 3.49** Hameau disparu ou fusionné avec 3218 Rranxë.
- 3.50** Became a new village in 1955, under the name Drita.
- 3.51** Previously called Kulla e Kumit.
- 3.52** Disparu, aujourd'hui dans 1247 Borizanë (CA).
- 3.53** Became a village in 1945, with a population that originated from Mirdita.
- 3.54** La valeur pour 1926 pourrait plutôt aller dans 1140500 (110503 Sukhti, Milot).
- 3.55** Became a village of its own in 1990, with a population that originated from Malesia e Pukës. Probable erreur (semble ne pas exister).
- 3.56** Village de Begej, partie de Nikla (1131200) en 1918.
- 3.57** 1131502 des Autrichiens. Hameau disparu ou fusionné avec 3096 Qerek.
- 3.58** Le hameau de Greps est sur Burani selon CA, sur Mukaj selon ZC, sur Nikel selon RA.
- 3.59** Statut de ville au recensement de 1923.

- 3.60** *On lui a attribué le village de Rezkaki pour 1918 (4142000).*
- 3.61** *Previously called "Ardhishtë."*
- 3.62** *Hameau disparu ou fusionné avec 1931 Hardhishtë.*
- 3.63** *Previously called Eminas, or Maminas I Vogel. In 1969, it included the population of the village Çizmeli.*
- 3.64** *Chez SE, on trouve aussi Lykeshi, sans données.*
- 3.65** *Previously called Shesh-Lugu (AB), Shoteli (RA), Shatorre (CI), Sheteli (CI). AB semble avoir confondu avec 3363 Shesh.*
- 3.66** *BK 1989 probablement faux.*
- 3.67** *Previously called Pjeshbër (AB). SE : Pjeshkëza. In 1969, it included the population of Rreth.*
- 3.68** *Se fond dans 2978 Pjezgjë après-guerre (CA) (contradictoire avec ZC, qui le donne à 3236 Rromanati).*
- 3.69** *In 1969, it was included in the population of Xhafzotaj.*
- 3.70** *Pas tenu compte des ZC, trop bizarres.*
- 3.71** *In 1969 included with the population of Koxhas. AB a confondu avec 1772.*

4. Notes pour la préfecture d'Elbasan

- 4.1** *Ville ancienne dans la vallée du fleuve Shkumbin. Chef-lieu de sandjak sous l'Empire, de préfecture depuis l'Indépendance.*
- 4.2** *Inclus la ZC 3965 Metalurgji, non habitée.*
- 4.3** *Firstly named Mozgë (Mozga chez SE).*
- 4.4** *AB a attribué deux fois le Kusha de 1926.*
- 4.5** *The village Baltëz is separated in two villages on the 1969 data recording (Posthme / Sipërme)*
- 4.6** *Firstly named Shën Gjon (RA : Shingjoni), changed at the beginnings of the XXe century*
- 4.7** *AB a donné la valeur de Cërruje (Gramsh) (1392).*
- 4.8** *Issu de 2714 Mollagjesh (ZC).*
- 4.9** *En 1989, AB donne 1025 à Mamël, 0 à Dopaj.*
- 4.10** *Ex territory of the village Memël, separated as a village of its own after 1992*
- 4.11** *Compté avec Gjinari en 1918. AB donne 497 en 1989.*
- 4.12** *Le hameau Pojoni (CI) de Valeshi devient Valeshi, le lieu indiqué Valeshi (CI) devient vraisemblablement Maskarth (EL, Geonames). AB donne 612 en 1989.*
- 4.13** *Ex territory of the village Lleshan, separated as village of its own after 1995 Note Arqile: pas sûr, plutôt ancien hameau de Valesh. AB donne 0 en 1989*
- 4.14** *Ex territory of the village Lleshan, separated as village of its own after 1995. Note Arqile: pas sûr, plutôt ancien hameau de Valesh. AB donne 0 en 1989.*
- 4.15** *1926 : AB a confondu avec Pertreshi (Selenica).*
- 4.16** *AB donne 1354 en 1989.*
- 4.17** *AB donne 0 en 1989.*
- 4.18** *Ex territory of the village Lleshan, separated as village of its own after 1995 AB donne 0 en 1989.*
- 4.19** *Avec Gjergjan en 1918 (d'après pop).*
- 4.20** *Ex territory of the village Gjonmë, separated as village of its own after 1992.*
- 4.21** *Village descendu.*
- 4.22** *Village descendu.*
- 4.23** *AB donne 1235 en 1989 : il a faussement ajouté la pop. de Keshtjell qui doit en fait être attribuée à Gjergjani.*
- 4.24** *Old name: Belik L'ancien nom n'est pas Belik (AB) mais Meraja e Gjatë (CI), mais cela signifie qu'il était probablement compté avec Belik (1389) par les Autrichiens et en 1926.*
- 4.25** *AB donne 220 pour 1926. Avec 2356 Labinot-Mal en 1926.*
- 4.26** *Le hameau du bas (CA) est aujourd'hui dans 2654 Mëngel.*
- 4.27** *Hameau de Zamurraj (CI) / Hameau Samur de Godoleshi (CA) (montagne) plus banlieue est de Elbasan.*
- 4.28** *Compté en deux villages dès 1989.*
- 4.29** *AB distingue deux Labinot. Somme équivalente.*
- 4.30** *Ancien nom : Praganithë (AB), Prapanika (SE, RA).*
- 4.31** *AB a doublement compté pop. Shëmill en 1950. Supprimé.*
- 4.32** *Hameau de Shëmil en 1955. Prob. faux chez BK en 1989.*
- 4.33** *Hameau de Shëmil jusqu'en 1955.*

- 4.34** AB reprend probablement la valeur de Luga (SE). Il l'a déjà attribuée à 2511 Lugaj et 2510 Lugë-Shaliqinasi! Plus de pop avant 1955: on laisse vide.
- 4.35** Probablement compté avec Lugaxhija jusqu'en 1979.
- 4.36** Selon ZC, OSM et EL.
- 4.37** Il est devenu un village distinct après 1965 et la création de la gare.
- 4.38** AB a redonné la population de 3705 Valeshi.
- 4.39** 1926 : valeur présente une seule fois chez SE, mais attribuée deux fois par nous, ici et à 2510 Lugë-Shalqiz. C'est assez confus : il y avait un Lugaj de l'autre côté de la plaine à Thana (Meraja e Gjatë), mais la ZC est là, alors qu'aucun Lugaj n'est visible sur CA/CI (seulement sur OSM). Supprimé les valeurs de 1945, probablement données à double par AB (avec 3702).
- 4.40** Became a village of its own in 1970. With workers of the ex-NBSH (Ndermarrjes Bujqesore Shtetërore, Entreprise agricole d'État). Visible sur CA 1:10'000.
- 4.41** Village distinct après 1980, issu de l'ancienne NBSH (ferme d'État).
- 4.42** 1960 : AB donne 34 femmes, plutôt 340.
- 4.43** Inversion en 1994 (Hajdaran - Fushëbulli)?
- 4.44** Separated from Polisi i vogël as a village of its own after 1980 Carte 1:10'000. Note AB prob. fausse : plutôt associé à Hajdaran.
- 4.45** Inversion en 1994 (Hajdaran - Fushëbulli)?
- 4.46** Separated as a village of its own after 1970.
- 4.47** Avec Polisi (3020) avant 1945?
- 4.48** Separated from Polisi i vogël as a village of its own after 1980
- 4.49** Village déplacé vers la plaine. Femmes en 1960 : douteux.
- 4.50** Separated from Tregani as a village of its own after 1992. Tregani (Kuçykës) sur CA.
- 4.51** Separated from Tregani as a village of its own after 1992. Ou alors hameau Plak du village 3374 Shënevlashi.
- 4.52** Les ZC de Bizhdan et Kaçivel semblent avoir été inversées.
- 4.53** 1989 manquant chez BK.
- 4.54** Probablement hameau de 3373 Shilbatër (CI).
- 4.55** 1926 : erreur AB?
- 4.56** 1926 : Faux chez AB, a compté des catholiques décalés chez Selenica.
- 4.57** Issu de Zavalinë en 89.
- 4.58** Separated as an inhabited center after the 1979 Ancien village important (1142 habitants en 1918), devenu ville en 1979 selon Bërxfholi. Pas mentionnée comme ville par Sjöberg (1990). Belsh et Belsh Qendër sont comptés séparément dès 1979.
- 4.59** Separated as inhabited center after 1979. Before it was part of the village Belsh
- 4.60** Separated as inhabited center after 1992, ex territory of the village Shkozë
- 4.61** Separated as inhabited center of its own after 1960. Often registered as included in the village Belsh En 1989, AB donne 1090 à Shkozë, 0 à Stanaj.
- 4.62** Separated as inhabited center of its own before 1989.
- 4.63** Separated as inhabited center of its own after 1950
- 4.64** Appears in the year 1926, then the data disappears, until 1989 it was part of Gradishtë
- 4.65** Separated as a village of its own after 1985, separated from Gradishta
- 4.66** Pour 1926, s'il correspond au 4230600, il est au nord de la Shkumbin, district de Krraba (RA). Hypothèse: à l'est de 2753 Mustafa Koçaj.
- 4.67** Also known as Rapisht-Belsh, separated as a village of its own after 1960
- 4.68** Also known as Rapisht-Belsh, separated as a village of its own after 1960
- 4.69** Attribué à 400 Elbasan, pour correspondre à Doja.
- 4.70** Ex territory of the village Dragoti, separated as village of its own after 1992. Plutôt retranché de Kajan (2026), peut-être de Seferanaj (3272).
- 4.71** AB donne 1215 en 1989.
- 4.72** Ex territory of the village Dragoti, separated as village of its own after 1985. AB donne 1538 en 89.
- 4.73** Ex territory of the village Dragoti (Dumie), separated as village of its own after 1992.
- 4.74** Il est apparu pour la première fois en tant que secteur de l'entreprise agricole en 1960. Il s'appelait Dragot Fermë. AB donne 2119 en 89.
- 4.75** Manque dans RA. Je ne sais pas où AB a trouvé la valeur pour 1926.
- 4.76** Ancien nom de Çestijë : Haxhi Aljani (SE, CA).
- 4.77** Ex territory of Rasa e Sipërme, separated as a village of its own after 1992. Ferhataj sur CA. Lieu-dit Shegës au nord-ouest.
- 4.78** Ex territory of Rasa e Sipërme, separated as a village of its own after 1992. Beqiraj sur CA.
- 4.79** Cërrik existant comme village au début du siècle : 358 habitants (1918) puis 428 (1926). Confusion avec les territoires des villages voisins de Beliku et Thana. Disparaît des tables en 1945 et 1950. Statut urbain au milieu des années 1950. En 1918 et 1926, avec 3589 Thanë. Cërrik s'est déployé vers l'est, recouvrant l'ancien territoire de Beliku, qui auparavant était compté avec Thanë, encore plus à l'est. Très confus. Il y avait un village "Bejluku" (6110200) à cheval sur Cërrik, 2559 Malesej et 3422 Shtërmën, disparu ensuite. Attribué à Cërrik.

- 4.80** *Village disparu, près de Cërrik, à cheval sur plusieurs villages. D'après le volume de pop. correspond probablement au Bejliku 6110200.*
- 4.81** *Issu de Gjyralë en 2001.*
- 4.82** *Shushica e Vogël (CA), Shushica e Kadiut (SE, RA), Sush e Kacani (CI).*
- 4.83** *Ancien nom : Murathejas (AB), Murat Bej (SE), Murat Bejasi (RA, CI)*
- 4.84** *Hameau disparu ou fusionné avec 2163 Klos.*
- 4.85** *Ancien nom : Kadipashaj (AB, RA, SE).*
- 4.86** *Probablement faux chez BK en 1989.*
- 4.87** *Village indépendant après 1992, issu de 1095 Banjë.*
- 4.88** *Il y a une ZC 1095 bizarre au nord-ouest.*
- 4.89** *Selon OSM (Desar) et ZC (1452 Desar). Sur le site des anciens villages de Muzotaj et Muçaret (CI).*
- 4.90** *Probablement compris dans Dragot Sulovë (1530) en 1926, comme c'était le cas en 1918. S'appelle Drangonasi en 1926 (CI).*
- 4.91** *Ex territory of Shalsi, separated as a village of its own after 1980*
- 4.92** *Ex territory of Shalsi, separated as a village of its own after 1980. Blata sur CA.*
- 4.93** *Ancien nom : Allaj Beja (AB, RA, SE) , Allaj Begu (CI, CA).*
- 4.94** *Avant-guerre, Gramsh était partagé en deux hameaux, l'un au bord du Devoll, l'autre sur les hauteurs. Ensemble ils comptaient 384 habitants (1918), puis 368 (1926) et 438 (1945). Centre de la sous-préfecture de Gramsh. En 1955 et 1960, la population de la nouvelle ville de Gramsh comprend encore celle du hameau du haut, comptée à part seulement depuis 1969 (187 habitants, 287 en 1989). Statut urbain en 1960.*
- 4.95** *Village déplacé vers la plaine.*
- 4.96** *Bësnik was one village, until 1989, then it was divided. Anciens noms : Bresniku (RA, SE).*
- 4.97** *Mahalla e Sipërme (RA). Oublié par AB en 1989?*
- 4.98** *Village déplacé vers la plaine. Mashani (CA), Mashqani (RA, SE), Mashkan (RF).*
- 4.99** *Zamsha (CA/CI), Zamshi (RA,RF), Zëmsha (SE)*
- 4.100** *Separated as a village of its own after 1989, from Griba. Plutôt issu de Kukur (CA).*
- 4.101** *Separated as a village of its own after 1989, from Sojniku. ZC 2733 Mukaj. Sojniku (Lugu) sur CA.*
- 4.102** *Separated as a village of its own after 1989, from Griba. Oublié par BK en 89?*
- 4.103** *First name Bregas-Gjeraqinë, they were divided after 1950*
- 4.104** *Bregas était plutôt en-haut, le hameau devenu Gjeraqinë, puis après en-bas. Dans RA, c'est le hameau de Delveni qui donne son nom, puis après celui, voisin, de Gjeraqinë.*
- 4.105** *Je ne sais pas d'où viennent les 300 de AB en 1926 : on a 103 en 1945 dans une commune où tout croît.*
- 4.106** *Ancient name : Shën e Prëmtë (RA, RF), Shinapremtja (SE, RA).*
- 4.107** *Separated from Lenie as a village of its own after 1980.*
- 4.108** *Separated from Lenie as a village of its own after 1980.*
- 4.109** *Grabova Kristjan (RF, RA, SE).*
- 4.110** *Grabova Turk (RF), Grabova Myslimane (RA), Grabova Muham. (SE). Les deux villages ne sont pas immédiatement voisins.*
- 4.111** *Separated from Lenie as a village of its own after 1980 Issu de 1830 Grabova selon RA, de 1266 Bratila selon CA (s'il s'agit bien du hameau appelé Taragjini), de 2413 Lenie (Shinapremtja) selon AB.*
- 4.112** *New village, created with NBSH workers, before 1989.*
- 4.113** *Separated as a village of its own from Koçaj, before 1989. Plutôt issu de Çekini.*
- 4.114** *Peut-être compté avec Gramsh en 1955 et 1960.*
- 4.115** *Mis avec Gramsh en 1918 et 1926, pas sûr du tout. Drashovica (CI).*
- 4.116** *Separated from Ostneth as a village of its own before 1989*
- 4.117** *Separated into two villages after 1992.*
- 4.118** *Ancien nom Shtrazë (CI) ou Shtratëz (CA).*
- 4.119** *Nom semble-t-il inversé avec 1736 Gjergjovinë sur CI.*
- 4.120** *Village descendu.*
- 4.121** *At first one only village, divided in 1992. Correspond au hameau de Shtrori (Zhamsi) sur CA.*
- 4.122** *Correspond au hameau de Shtrori Poshtëm sur CA.*
- 4.123** *Village qui s'est étendu vers la plaine. Cette partie correspond aux hameaux de /BaramajBajrami et Vilë (RA, CA).*
- 4.124** *Hameaux comptés ensemble jusqu'en 1979. Celui-ci correspond à Poroçani i Sipërme (CA).*
- 4.125** *Comprend les territoires orientaux de Poroçanj : Poroçan i Poshtëm (AB, CA, CI), Poroçan i Zi (CI, RF), Çekrezaj (CI, CA).*
- 4.126** *Ex territory of Skënderbegas, separated after 1992*
- 4.127** *Separated as a village of its own after 1980, from Shembërdhenji i Sipërm*

- 4.128** *Il y a clairement une confusion avec 1215 Bletëz : c'est la même ZC, comptée ensemble. Seul le 1215 sur la carte. En fait, Shëmerdhej i Siperm (CI) est devenu Bletëza (CA).*
- 4.129** *Ancient name : Shëmitër Il y a clairement une confusion avec 4020 : c'est la même ZC, comptée ensemble. Je n'ai mis que le 1215 sur la carte.*
- 4.130** *Hameau disparu ou fusionné avec 1215 Bletëz.*
- 4.131** *Separated as village of its own, before 1980, from Shëmitër (Bletëz).*
- 4.132** *Hameau disparu ou fusionné avec 2764 Nartë.*
- 4.133** *Rëmeji, Remen, Irmath, Ermenji, Irmaj, Armenj, ...*
- 4.134** *Anicen nom : Sqimari (RA, SE, CI), Shqimar (RF).*
- 4.135** *Mazrrek est Darzeza (CA), Dardhëzeza (RA, SE). Probablement compté avec Dushku (Sult selon AB).*
- 4.136** *Je ne sais pas où AB trouve ce Dushk à Mollas. Plutôt compter avec 2626.*
- 4.137** *Separated after 1992 (1989 en fait).*
- 4.138** *Le village de Gorica (6230204) faisait partie de Dragoti (6230200), puis de Grekani (ZC).*
- 4.139** *Separated after 1992 (1989 en fait).*
- 4.140** *Separated after 1992 (1989 en fait).*
- 4.141** *Separated as a village of its own after 1980, from Irmaj*
- 4.142** *Separated as a village of its own after 1950, from Irmaj. Ancien nom : Leshar, plutôt avec 2651 Mendraka (RA).*
- 4.143** *Separated as a village of its own after 1980, from Katërlin*
- 4.144** *Le centre de l'ancien village de Librazhd est 6 kilomètres au nord-est dans la montagne, décompté dès 1926 par Selenica (500 habitants). Par la suite il devient Librazh Katund (synonyme de fshat, village). Dès 1950 apparaît Librazhd Qëndër, sur le site d'un hameau appelé auparavant Balloni, à 3 kilomètres au nord-est de la future ville. En 1955 apparaît Librazhd (la ville) dans la vallée, au bord du Shkumbin. Statut urbain en 1960. Confusion entre les villages de Librazhd Katund (2447), Librazhd Qëndër (2448) et Librazh (2446).*
- 4.145** *Attribué à Qëndër Librazhd (200) par Instat et à Librazhd (195) par AB. Confusion entre les villages de Librazhd Katund (2447), Librazhd Qëndër (2448) et Librazh (2446).*
- 4.146** *Attribué à Qëndër Librazhd (200) par Instat et à Librazhd (195) par AB.*
- 4.147** *Attribué à Qëndër Librazhd (200) par Instat et à Librazhd (195) par AB.*
- 4.148** *Attribué à Qëndër Librazhd (200) par Instat et à Librazhd (195) par AB.*
- 4.149** *Separated as a village of it's own from the ex NB after 1970. Issu de 1517 Dorrës?*
- 4.150** *Attribué à Qëndër Librazhd (200) par Instat et à Librazhd (195) par AB.*
- 4.151** *Separated as a village of it's own from the village Polis after 1992. Plutôt séparé de 2351 Kuturman. Karaj sur CA.*
- 4.152** *Separated as a village of it's own after 1960, ex territory of the village Lunik. Plutôt séparé de 2241 Kostenje.*
- 4.153** *Separated as a village of it's own after 1979, ex territory of the village Letëmi.*
- 4.154** *Separated as a village of it's own after 1960, ex territory of the village Gurakuq*
- 4.155** *Separated from Neshtë in 1960 Plutôt issu de Gurakuq.*
- 4.156** *Separated as a village of it's own after 1960, ex territory of the village Gurakuq. Ancien nom : Mla Albrahim (CI). Plutôt issu de 2782 Neshtë.*
- 4.157** *Separated after 1965*
- 4.158** *1989 : AB a échangé avec She.*
- 4.159** *Separated as a village of it's own from the village Polis after 1950. Sheu et Qengjera sur CI.*
- 4.160** *Separated as a village of it's own from the village Polis after 1950*
- 4.161** *Separated as a village of it's own from the village Polis after 1950*
- 4.162** *Separated as a village of it's own from the village Polis after 1950*
- 4.163** *Separated from Stebleva in 1950.*
- 4.164** *AB faux pour 1926? Macédoniens.*
- 4.165** *Macédoniens.*
- 4.166** *Ex territory of Zabzun, separated after 1992. D'après CA, plutôt issu de 2825 Okshtuni i Madh. Manque en 1989 chez AB.*
- 4.167** *Separated as a village of its own after 1945, from Zabzun.*
- 4.168** *Macédoniens*
- 4.169** *Statut de ville au recensement de 1923. Terminus de la première étape de la construction du réseau ferré (1947). AB donne 3942 pour 1960, Breu (1968, 308) et annuaires stat. donnent 3492, plus plausible aussi du point-de-vue du sex ratio. Corrigé.*
- 4.170** *Erreur AB en 1926.*
- 4.171** *Erreur AB en 1926.*
- 4.172** *Rien chez AB en 1926.*
- 4.173** *New inhabited center, after 1950.*
- 4.174** *Il y a un Hasmashaj e Vllakve (RA, 6310800, 129 pers.) dont je ne sais que faire. Pour 1926, AB l'a attribué deux fois (aussi à 1937).*
- 4.175** *Hameau disparu ou fusionné avec 1937 Hasmashaj.*

- 4.176** *New inhabited center, after 1950. Voir CA 1:10'000, nouveau quartier d'Hasmashaj.*
- 4.177** *Ancient name Sallbegaj (CA, RA, SE).*
- 4.178** *Pris en compte dès 1989.*
- 4.179** *Separated as a village of its own after 1992 from the village Bishqem*
- 4.180** *Separated as a village of its own after 1992 from the village Haspiraj Visiblement oublié par AB en 1989. Pour 1926, la pop. saisie par AB (229) est plutôt celle de Hasmasaj.*
- 4.181** *Hameau disparu ou fusionné avec 1348 Cacabezë.*
- 4.182** *Ancient name Mahmut Aga (RA, SE). Erreur AB en 1989?*
- 4.183** *Erreur AB en 1989?*
- 4.184** *Separated as a village of its own after 1980 from the village Garunjë e madhe. Plutôt de Galushi. Erreur AB en 1989?*
- 4.185** *Erreur AB en 1989?*
- 4.186** *1945 : vérifier (pas ds PDF).*
- 4.187** *Separated as a village of its own after 1992 from the village Garunjë e madhe. Erreur AB 1989? Voir CA 1:10'000.*
- 4.188** *Ancient name Hoxhaj*
- 4.189** *Compté avec Uruçaj en 1918 et 1926. Lolaj-Uruçaj (RA), Lolaj aruçaj (SE).*
- 4.190** *The village Shezë was separated after 1992. Plutôt tiré de Korthnek, d'après la population (Shezë e Vogël situé entre les deux villages).*
- 4.191** *Pas trouvé dans RA.*
- 4.192** *1926 : Erreur AB.*
- 4.193** *Separated as a village of its own after 1970 from the village Grykesh. Pas trouvé dans RA. Plutôt avec 3715 Vlashaj, dans la commune voisine de Gjocaj.*
- 4.194** *Separated as a village of its own after 1970 from the village Grykesh. Avec 1872 Grykesh i Madh, qui se trouve dans la commune voisine de Pajovë. Suivent chez AB des notes numérotées 114 à 117, ni saisies ni traduites par DS, dont on ne sait pas à quoi elles s'appliquent.*
- 4.195** *Localité de mineurs créée en 1958, ville dès 1962. Décompte distinct de Prrenjas et de Prrenjas Fshat dès 1969.*
- 4.196** *AB reprend probablement valeur de Prrenjas / Tunjë. Il y a un Prejas attribué à Pult par Selenica, mais Pult est catholique, c'est donc une erreur. On attribue donc ses habitants à Prenjas / Qukësi, c'est vraisemblable avec ce qui précède et ce qui suit.*
- 4.197** *Ancient name Manastirë (AB), Manstirec-Mokrës (RF), Manastireci (SE).*
- 4.198** *Separated in 1945.*
- 4.199** *Separated as a village of its own from the village Bërzeshtë after 1970.*
- 4.200** *Voisin de Pishkashi (2969), AB l'a certainement pris pour alimenter Fanjë, on le fait aussi (totaux cohérents). Non! : pop. comptée dans Bërzeshtë (1169).*
- 4.201** *Ex territory of Fanja until 1945, separated after.*
- 4.202** *Separated in two parts after 1940.*
- 4.203** *Separated at the beginning of 1992, from the village Skroskë Logu (CI), Kunja (CA).*
- 4.204** *On trouve aussi un Strocka (Qukësi) 705 hab. Doublon? 705 hab. en 1945.*
- 4.205** *Separated from Rajca in 1950.*
- 4.206** *Séparé de Rajca en 1980. Plutôt séparé de Skënderbej.*
- 4.207** *Separated from Rajca in 1950.*
- 4.208** *Separated from Sopot 1970. Plutôt séparé de Farrët.*
- 4.209** *Separated from Farrët in 1970. Plutôt séparé de Sopot.*

5. Notes pour la préfecture de Fier

- 5.1** *In the years 1950-2000, the villages : Sheq i Madh, Sheq i Vogel, Celigrad, Bishanake, Fier Cifci, Mbrostar i fierit, Mbrostar Dhime, were adjoined to Fier. In every record the population of these villages has been added to that of Fier. Le code ZC 3356 devrait être celui de Sheq i Madh / i Vogël, il a été attribué par Instat à Sheq Musalaj, qui selon ZC fait partie de 1001 Ada. Valeur 1989 BK douteuse (n'a peut-être pas compté les villages voisins).*
- 5.2** *Viillage fusionné pour créer 1612 Fier. Présent dans RA et SE.*
- 5.3** *Viillage fusionné pour créer 1612 Fier. Présent dans RA et SE.*
- 5.4** *Viillage fusionné pour créer 1612 Fier. Présent dans RA et SE.*
- 5.5** *Viillage fusionné pour créer 1612 Fier. Présent dans RA et SE.*
- 5.6** *Viillage fusionné pour créer 1612 Fier. Présent dans RA et SE.*
- 5.7** *Viillage fusionné pour créer 1612 Fier. Présent dans RA et SE.*
- 5.8** *Viillage fusionné pour créer 1612 Fier. Présent chez SE.*
- 5.9** *Viillage fusionné pour créer 1612 Fier. Présent chez SE.*

- 5.10 *Village fusionné pour créer 1612 Fier. Présent chez SE.*
- 5.11 *Village fusionné pour créer 1612 Fier. Présent chez SE.*
- 5.12 *Village fusionné pour créer 1612 Fier. Présent chez SE.*
- 5.13 *Village fusionné pour créer 1612 Fier. Présent chez SE.*
- 5.14 *As years went by, new villages have appeared from its territory.*
- 5.15 *Separate from Cakran after 1992. Brahimaj (CI). CA le donne dans Buzëmadh, mais d'après les données, était bien associé à Cakran. Floq n'a pas de ZC, Instat lui a donné le code 3960 qui est le code de Kazia, à côté de 1512 Domën.*
- 5.16 *Separated from Cakran after 1992. S'appelle aussi Korçeraj chez BK avec le code 2224. La ZC 3959 est Fshat Burrel. Confus.*
- 5.17 *Hameau disparu ou fusionné avec 1341 Buzëmadh.*
- 5.18 *Hameau disparu ou fusionné avec 1341 Buzëmadh.*
- 5.19 *Hameau disparu ou fusionné avec 1341 Buzëmadh.*
- 5.20 *Hameau disparu ou fusionné avec 1926 Hambar. Dans fichier RA mais pas recensé. Population donnée musulmane par SE, mais c'est une église orthodoxe sur la carte.*
- 5.21 *Hameau disparu ou fusionné avec 1926 Hambar.*
- 5.22 *Ancien nom : Ahmetbejas (AB) ou Ahmet Bejasi (RA, SE).*
- 5.23 *Neighborhood of Kreshpanit, became a village after 1985. Hameaux de Vejzaj (RA) ou Sh. Dale Veizi (CI), de Muskai (CA, CI) et de Xhemaj (CA).*
- 5.24 *L'ancien Glonçë (RA, CI) est dans 1341 Buzëmadh (13411), le nouveau s'appelait avant Selishtë (RA, CI).*
- 5.25 *The village of Pojan and the village of Sopi. Village of Sopi does not figure as a village of its own anymore. Pojani Çifçi (RA).*
- 5.26 *Dans zone cadastrale 3015 Pojan, aujourd'hui disparu.*
- 5.27 *Became a new village after 1975. Attribué à Pojani, pas sûr.*
- 5.28 *Village separated from Gramsh, first adjointed to Povelçe. After 1992 it was separated and called Darezezë.*
- 5.29 *Villages : Radostine Farko, Radostine e Zeze, Radostine Bejler, are now included in Radostine. Radostina Bej plutôt dans 3691 Vadhëza.*
- 5.30 *Hameau disparu ou fusionné avec 3143 Radostinë.*
- 5.31 *Village orthodoxe disparu. Aujourd'hui dans 1928 Hamil.*
- 5.32 *Il y avait deux villages de part et d'autre de Fier : Baltëza Hysen Bej au sud-est est devenu 3031 Portez, Baltez Kotja au nord-ouest (RA, SE, Kotej sur CI) est devenue 1091 Baltëz.*
- 5.33 *Ancien nom : Frakulla Pahaj (RA, SE, CI). Attribution RA douteuse : plutôt 732 que 733.*
- 5.34 *Ancien nom : Frakulla Abdul Bej (RA, SE, CI). Attribution RA douteuse : plutôt 732 que 733.*
- 5.35 *Became a village of its own 1950. The village Adë of the the commune Frakull has also been called Adë-Bunac. Anciens Hada et Bunaca disparus, seul demeure le hameau de Murtez. Attribution RA douteuse : plutôt 732 que 733.*
- 5.36 *Hameau disparu ou fusionné avec 1001 Adë.*
- 5.37 *Les ZC donnent 3356 pour les Sheqi de la banlieue est de Fier. Celui-ci n'a pas de ZC (dans 1001 Ada).*
- 5.38 *Dans 2938 Peshtan i Madh (commune de Peshtan) jusqu'en 1950 probablement (RA).*
- 5.39 *Anciennement Trocaj (CI). Attribution RA douteuse : plutôt 732 que 733.*
- 5.40 *Pas de ZC, inclus dans 2022 Kafaraj.*
- 5.41 *In 1926 it included the villages of Kallm Resul and Kallm Kashisht. Kallm i Resulit a disparu ensuite.*
- 5.42 *Hameau disparu ou fusionné avec 2108 Kashisht.*
- 5.43 *Hameau disparu ou fusionné avec 2443 Libofshë.*
- 5.44 *In the village of Rreth Libofshe are included the villages of Rreth Libofshe, Rreth Mumir Bej, Ciplake, Gram Koci, Stan Libofshe, Kolkonolas. L'ancien Reth Libofsha (CI) fait partie de Libofsha, le nouveau Rreth Libofsha est l'ancien Ciplaka.*
- 5.45 *Hameau disparu ou fusionné avec 3230 Rreth Libofshë.*
- 5.46 *Disparu. Plus tard, 3230 Rreth Libofshë. Etait dans Semani, avec détournement de la rivière, se retrouve dans Libofsha.*
- 5.47 *Hameau disparu ou fusionné avec 3230 Rreth Libofshë. 52 orthodoxes.*
- 5.48 *Hameau disparu ou fusionné avec 3230 Rreth Libofshë.*
- 5.49 *The village of Vanaj has included the village of Gogolas. Avec 5006 Gogolani.*
- 5.50 *Confusion avec Gogolani (CA vs OSM). ZA de Pezë Helmësi. Avec 3709 Vanaj. C'est la position de 3963 Gozhdaras selon OSM??*
- 5.51 *Position incertaine, confusion avec Gogolani. Probablement disparu ou fusionné avec 3963 Gozhdaras.*
- 5.52 *The village of Daullas of Libofshe also includes the villages of Daullas Mimar, Rungaje and Rungaje e Madhe. Faux en 1926 chez AB?*
- 5.53 *Hameau disparu ou fusionné avec 3964 Daullas.*
- 5.54 *Hameau disparu ou fusionné avec 3964 Daullas.*
- 5.55 *Previously called Çifliku i Madh. Also includes the village of Rusaman.*
- 5.56 *Resomani (SE), Rosomani (CI, RA), Rusaman (AB). Fusionné avec 1005 Agimi.*
- 5.57 *7441700 des Autrichiens. Fusionné avec 1005 Agimi.*
- 5.58 *Hameau disparu.*

- 5.59 1926 : vérifier. Plus plausible chez AB. Il a peut-être intégré Rystemani?
- 5.60 SE donne des musulmans, RA donne des orthodoxes. J'ai opté pour des orthodoxes, selon l'éventuel doublon Astrukanji.
- 5.61 Hameau disparu ou fusionné avec 1940 Hasturkas.
- 5.62 Previously called Ahbejas (AB), Alibejani (SE, RA, CI).
- 5.63 Hameau disparu ou fusionné avec 2772 Ndërmenas.
- 5.64 It includes the two villages of Levan Samar dhe Levan Shaban.
- 5.65 Hameau disparu ou fusionné avec 2436 Levan.
- 5.66 Hameau disparu ou fusionné avec 2436 Levan.
- 5.67 Feras Vjosa (RA).
- 5.68 Le village principal de l'ancien Peshtan i Madh (CI) est devenu Peshtan Bregas (1273).
- 5.69 Previously called Fikth-Rreth ou Rreth i Boçovës (CI, RA).
- 5.70 Hameau disparu ou fusionné avec 1123 Bashkim.
- 5.71 L'ancien Martinë a disparu (CI), c'est désormais Pish-Poro ou Poro qui porte ce nom (CA fausse?). Oublié par AB, étrangement attribué à Vlore par Selenica (de l'autre côté de la Vjosa, mais du bon côté par rapport à l'ancien méandre).
- 5.72 Plus tard probablement dans Pisha (CA: Pisha (Poro)). Poro e Fierit sur CI, à ne pas confondre avec Poro (3028, Poroja sur CA), sur l'autre rive de la Vjosë, préfecture de Vlorë.
- 5.73 Village disparu.
- 5.74 Vraisemblablement compté à double par les Autrichiens.
- 5.75 Hameau disparu ou fusionné avec 3752 Vërri. Distingué d'avec 17520 Gjokalli : pas dans le même district.
- 5.76 Hameau disparu ou fusionné avec 3752 Vërri. Le 7411200 n'est pas habité, alors que 7452200 n'est pas dans la bonne commune (61 musul.).
- 5.77 Hameau disparu ou fusionné avec 3752 Vërri.
- 5.78 Hameau disparu ou fusionné avec 2944 Pëtvovë.
- 5.79 Previously called Kallmi i Maliqi.
- 5.80 Previously called Kallmi i Shahinit
- 5.81 Hameau disparu ou fusionné avec 3031 Portëz. Ancien nom : Balteza Hysejn Bej (RA, SE, CI).
- 5.82 Previously called Zhavar, adjointed to Murtajas. Murtajasi (CI, RA).
- 5.83 Village disparu par la suite, trou dans ZC.
- 5.84 Gremi (CA). Pas sûr. Aussi dans RA.
- 5.85 Became a village of its own from the village of Afrim, previously called Qenasi. Afrim adjointed Fier.
- 5.86 Hameau disparu ou fusionné avec 3691 Vadhizë.
- 5.87 Manque dans RA.
- 5.88 Village of gypsies. Became a village in 1992. Communauté Rom établie au sud de Fier, entre la ville et l'usine d'engrais chimiques ("Azotika"). Mentionnée et localisée dans l'étude de l'Unicef de la communauté Rom albanaise (<http://www.sidalbania.org/template.php/?lang=al&pg=roma>).
- 5.89 D'après CA 1:10'000.
- 5.90 Includes the villages of Tropoje Qerim, Tropoje Stefan, Shen e Premte and Gryke. Contrairement à la note d'AB, Gryke (1874) ne fait pas partie, ni Shen e Premte (1655), mais Rethi Starvreja si.
- 5.91 Hameau disparu ou fusionné avec 3612 Topojë.
- 5.92 Hameau disparu ou fusionné avec 3612 Topojë.
- 5.93 Anciennement divisé en deux hameaux, Topoja Stefani et Shën Pjeter Kosta (RA, SE, CI).
- 5.94 Hameau disparu ou fusionné avec 1655 Fushë.
- 5.95 Includes the village of Gjokshi Rina. Distingué d'avec 17521 Gjokalli : pas dans le même district.
- 5.96 SE donne une fois 133 une fois 183 (1926), les Autrichiens 124.
- 5.97 7311400 des Autrichiens, disparu (ne reste que le cimetière), à situer peut-être dans 7312500 Sheq Marinas (3358).
- 5.98 Includes the village of Sheq Ramadanit, Seq Ramaj, Kamare.
- 5.99 Previously called Shterpasi (RA, SE).
- 5.100 Disparu. Maintenant territoire de Seman i ri (3301, CA), anciennement Shterpas.
- 5.101 Disparu. Maintenant territoire de Seman i ri (3301, CA), anciennement Shterpas.
- 5.102 Partie de Kavakliu selon note AB. Plutôt de Seman i Ri selon ZC.
- 5.103 Previously called Kerkutas. La ZC 3966 est attribuée à Zdrave, numérotée 4033 par Instat.
- 5.104 Previously called Gryka Murizi (SE, RA).
- 5.105 Gros village agricole (1084 habitants en 1918), reçoit le statut urbain tardivement, après 1992 (1995 probablement). Attribué à Libofsha, plus au sud.
- 5.106 Hameau disparu ou fusionné avec 1492 Divjakë.

- 5.107** Ancien nom Germëni Çoku (RA, SE).
- 5.108** Selon https://geographic.org/geographic_names/. Ancien nom : Çërma Gjirmani (RA), Germaj Pasha (SE).
- 5.109** Ancien nom : Çërma Bishcukësi (RA).
- 5.110** Previously called Shenkallas with two neighborhoods, Shenkallas Pjeter and Shenkallas Sako. Peut-être le Gjinoruku des Autrichiens.
- 5.111** Attention : s'appelle Dusk i Madh sur CA, le même nom que 1582, de l'autre côté du marais. Peut-être erreurs d'interprétation, en particulier pour 1926.
- 5.112** Became a village of its own after 1992. Pas sûr.
- 5.113** Plus tard dans 1827 Grabian, disparu dans un lac.
- 5.114** Includes the villages of Ferras Naco and Ferras Lumth. L'ancien Ferras (CI) se retrouve semble-t-il dans Sopëz (commune de Gradishtë) selon ZC et CI, le nouveau Ferras (selon ZC) est une zone gagnée sur les marais qui s'appelle Gradishta sur CA.
- 5.115** Localisation incertaine (peut-être au sud-est de 1838 Gradishti).
- 5.116** Attribué à Lushnje, plus vraisemblablement à Libofsha.
- 5.117** Localisation incertaine, supposition fondée sur le nom. Mis au sud de la rivière, où il y a une église (musulmans au nord). Hameau disparu ou fusionné avec 2135 Këmishtaj.
- 5.118** Possiblement avec Mërtishi (2663, 7442600).
- 5.119** Village orthodoxe disparu.
- 5.120** Hameau disparu ou fusionné avec 1804 Gorica.
- 5.121** Probablement erreur d'attribution dans RA : plutôt dans 742 que 744.
- 5.122** Hameau disparu ou fusionné avec 3166 Remas.
- 5.123** AB a faussement donné la pop de Gare (Lushnja).
- 5.124** Hameau disparu ou fusionné avec 1883 Guri. Pas sûr : pop. musulmane (SE), église orthodoxe (CI).
- 5.125** Previously called Çakajas, with two neighborhoods: Çakajas Petove and Çakajas Karatprak. Localisation incertaine. Note AB s'applique plutôt à 2728 Muçias, dont Çakaja était un hameau.
- 5.126** Previously called Ahbejas. Chiffres AB probablement repris de 1002 Adriatik. S'appelaient plutôt Dailan (CI).
- 5.127** Dans RA, on trouve 7420100 Çakajasi à Divjakë (27281, 42 hab.) et 7440700 Çakajasi-Petova, près de Petovë (Libofshë) (29441, 36 hab.). Correspond chez SE à Çakajas karatoprak/Çakajas Petove (qui associe faussement les deux dans le nom) et Çakajas Petove. AB attribue le premier à Karavasta e Re, il est plutôt à associer à Muçias (CA).
- 5.128** Previously called Cifligu I Madh. AB a faussement attribué le Çërma Çiflik de Selenica a Tërbuf (qui n'existait pas encore), ça doit en fait probablement aller dans 4040. J'ai attribué la pop 1926 à 1380/4040. Le fait qu'il y ait de la pop. en 1945 pose problème : d'où vient-elle??
- 5.129** ZC 2271. N'existe pas à l'Instat, est compris dans 1382 Çërme Proshkë. Le 2271 est attribué par Instat à Krence (Shtiqen). Attention lors du passage en code 5 chiffres.
- 5.130** Instat a faussement donné un code 4040, c'est en fait probablement le 1380 Çërmë e Çiflik (CA(CI) / Poshtme (CA 10'000) / Shkumbin (CA 10'000). Bien que la ZC soit 1380, je laisse 4040, pour correspondre au fichier individuel Instat.
- 5.131** Previously calle with two neighborhoods Shen e Premte Elmas and Shen e Premte Petraç. Pas trouvé trace des ces hameaux. Shinapremtja Imlaqi (RA, SE).
- 5.132** Hameau de 3547 Sulzotaj (CI) listé à part par RA, sans données. Disparu ensuite.
- 5.133** Petite ville ancienne dans le nord marécageux de la Myzeqe. Simple chef-lieu de kaza à la fin de l'Empire.
- 5.134** Inversion avec Karbunare (2088) chez AB et BK. Scindé en plus après 1926 entre Karbunarë e Poshtme et Karbunarë, pas dans la même commune.
- 5.135** 95 en 1945. Çukas i Ri était plutôt compté avec Çukaj i Vjetër.
- 5.136** Ancien nom: Maxhani (RA, SE).
- 5.137** Incertain.
- 5.138** 174 en 1945. Xibraka (CI), Xhilvrraka (RA), Dzibraka (CA), Zibraka (SE).
- 5.139** Probablement partie de Kamçisht et 7410700 autrichien. Hameau disparu ou fusionné avec 2060 Kamçishtë.
- 5.140** Gagné sur le lac Terbuf.
- 5.141** Faux chez AB en 1926.
- 5.142** Became a village of NB after 1950, the same as Dushku I Madh.
- 5.143** Avec Kosovë (2237).
- 5.144** 1926 : Est donné deux fois, une fois à Libofsha, une fois à Lushnja.
- 5.145** Anciennement Thikas i Ri.
- 5.146** Previously called Ciflig i Ri i Lushnjes (AB), Cifliku i ri (AB, SE).
- 5.147** Previously called Golem Ciflik I Lushnjes. ZC 3983?
- 5.148** Prende Sipërme (Allprendaj Lushnjë) (CI)
- 5.149** Hameau disparu ou fusionné avec 1020 Allprendaj. Prende Poshteme (Allprendaj Peqin) (CI)
- 5.150** Probablement faux chez AB : il a repris Pluk? Existait en 1926? <http://www.bksh.al/gsd/collect/revistaa/tmp/010011.html>
- 5.151** La ZC est 3124, qui est le code de Berat à l'Instat. Compé avec Balaj en 1926 et 1950. Ensemble, appelés Balan Kupasi (RA, SE).

- 5.152** Manque dans RA.
- 5.153** Confusions avec Karbunare e Posht. (2087) chez AB et BK. Scindé après 1926 entre Karbunarë e Poshtme et Karbunarë, pas dans la même commune.
- 5.154** Became a village after 1985. Ex neighborhood of Stan Karbunare.
- 5.155** Previously called Murtajas.
- 5.156** Zhama (RA).
- 5.157** Probablement compté avec Kupas (ex. Balan Kupasi, 4039) en 1926 et 1950.
- 5.158** 1996 pas plausible.
- 5.159** Previously called Shengjergj. Note AB douteuse. Rapëz Sektor correspond à l'extension du village de Rapëz sous forme d'une ferme d'Etat (NB 29 Nëntori Saver, dotée de SMT).
- 5.160** Anciennement Shakulla (RA, SE).
- 5.161** Previously called Fier-Veizbej. Si on donne crédit à la note d'AB, il s'agit de l'ancien Fier Veisbej (SE et RA 7451500).
- 5.162** Ce n'est pas Kasembejani à mon avis (plus au sud). S'appelait Bathishte, partie de Kadi Pashaj (CI). AB s'est trompé, probablement aussi pour les années suivantes.
- 5.163** Arreza of this commune was previously called Kadipashaj.
- 5.164** Previously called Kasem Bejas. Plutôt les marges de l'ancien Bathishte (CI), devenu Gjaza, ferme d'Etat NB 29 Nëntori (CA).
- 5.165** Ballsh est un village décompté dès 1918, centre de la sous-préfecture de Mallakastër. Il reçoit le statut urbain après 1960 selon Bërxfholi, en 1970 selon Sjöberg (1990, 212). Vérifier : 1926 reporté faux depuis AB.
- 5.166** AB a faussement attribué la population en 1926 (en fait 1439 Damës).
- 5.167** Became a village of its own after 1950, ex part of the village of Damës
- 5.168** 1926 : Probablement la population des 5 villages 1135 Bejarë, 1438 Damës, 2802 Ninesh, 2556 Malas et 1680 Godurovë. Ai mis les villages de Fratar (CA) dans Ninesh, à cause de CI.
- 5.169** Became a village after 1992. Donné dans Fratar par AB, en fait plutôt dans Zhulaj (3932). Correspond au hameau Zhulaj (Peçaj) (CA) selon ZC.
- 5.170** Village parfois compté en deux hameaux : Greshicë d'une part (hameaux de Musaj, Sankaj et Hajdinaj selon CA, ancien Kuçari (RA) ou Kuçer (CI)), Greshicë e Re d'autre part (Dulaj, Bakiaj, Liçaj, Senganj).
- 5.171** Became a village of its own after 1950.
- 5.172** Village descendu en plaine.
- 5.173** Became a village of its own in 1985, before it was part of Corush. Pas de ZC. Situé d'après Brekaj (RA) qui pourrait correspondre à Corushi (Bregas).
- 5.174** Chez BK, existe aussi avec le code 4014, dans la commune de Ruzhdie (82), dans un autre district mais voisine.
- 5.175** Became a village of its own after 1992. Partie de Belishovë, localisé d'après OSM.
- 5.176** Faux chez AB en 1926.
- 5.177** Became a village of its own after 1992.
- 5.178** Selenica donne 305 musulmans, et 395 total. Quid?
- 5.179** Became a village of its own after 1985, de Gjerbës.
- 5.180** Hameaux de Bardhanj et Mushanj (CI).
- 5.181** Ville pétrolière sur un site nouveau à proximité du village de Dukas. Statut urbain au milieu des années 1950.
- 5.182** Très vraisemblablement fausse somme chez Selenica, reportée chez AB.
- 5.183** For the past years, it does not figure as its own village in records. Avec Rrërës (RA, CA).
- 5.184** Previously called Lenginasi (CA), ZC s'appelle Lenginas-Grize.
- 5.185** Hameau disparu ou fusionné avec 1773 Gjynaqarë.
- 5.186** ZC 3962 est à Kashar. En réalité ZC 1537. Drenova (CI), Drenia (SE), Andrenija (RA), Drenija (CA).
- 5.187** Previously called Novosela (CA), Nevosela (RA). Pas de ZC, inclus dans 3922 Zharës.
- 5.188** Ancien nom : Frasheri Shelqishta (RA, SE).
- 5.189** Hameau disparu ou fusionné avec 1638 Frashër.
- 5.190** For a period of time it was called Bashki.
- 5.191** Village décompté dès 1926 (199 hab.), ferme d'Etat devenue ville en 1969.
- 5.192** Sometimes called "Plepas". Sometimes it does not figure as a village of its own in records, but as a part of Roskovec.
- 5.193** Manque dans RA.
- 5.194** Hameau disparu ou fusionné avec 3532 Strumë.
- 5.195** Hameau disparu ou fusionné avec 3532 Strumë.
- 5.197** Hameau disparu ou fusionné avec 1030 Arapaj.

6. Notes pour la préfecture de Gjirokastër

- 6.1 Ancienne ville. Chef-lieu de sandjak dans le vilayet de Ioannina à la fin de l'Empire, de préfecture après l'indépendance.
- 6.2 Separated as a village of its own in 1953, with population from Kurvelesh
- 6.3 Separated as a village of its own in 1964, with population from the suburbs. Created as an ex departement of the NB Muzafë Asqeri.
- 6.4 Often Krinë-Tronoshishtë is given as one village.
- 6.5 Granoussista (RG), Tranoshishta (SE).
- 6.6 Created as a new inhabited village after 1960, as an ex departement of NB Valare.
- 6.7 Somme fausse chez Selenica.
- 6.8 Inversé avec 2810 par rapport à ZC.
- 6.9 Inversé avec 2695 par rapport à ZC.
- 6.10 Sometimes in the population of Erindi is also included the population of Valare, before it was separated as a village of its own.
- 6.11 RG : Méga-Lambovon
- 6.12 RG : Micro-Lambovon
- 6.13 New village with armëni population. Founded in 1987 and separated in 1989/Fshat i ri me popullësi armëni. Alors pourquoi apparaît dès 1960?
- 6.14 RG : Hontoukouki.
- 6.15 RG : Trimbouki.
- 6.16 Village descendu de 900 à 300m
- 6.17 Il y a chez Selenica un Golemi (Kurvelesi) sans population, et aussi un Pisha (ça ressemble à Picar) (Kurveleshi) avec 998 musulmans, qui correspond probablement.
- 6.18 In 1926, the data is given with Golem N'existait pas en 1926.
- 6.19 Ex territory of Zhulat, separated in 1989
- 6.20 RG : Moschohori
- 6.21 RG : Paliocastron
- 6.22 In some years, the village Çepunë appears as part of Plesat
- 6.23 Ex territory of Çepunë named Zenelaj. Separated as a village of its own in 1989
- 6.24 Separated as a new village of its own after 1992 with population from Lazarat and others.
- 6.25 RG : Kalogorantzi.
- 6.26 RG : Kato-Episcopi.
- 6.27 RG : Ano-Episcopi.
- 6.28 Georghoutsades (RG), Gjergucati (SE).
- 6.29 RG : Krasta-Filaki.
- 6.30 Separated as a village of its own, ex territory of the village Selo
- 6.31 Ancien nom : Ajo Nikollë (Saint-Nikolas), Aghios Nicolaos (RG). Contient l'ancien village de Katouna (RG/CI) / Katundi.
- 6.32 Hameau disparu ou fusionné avec 1551 Dritë.
- 6.33 Separated as a new village, in 1970, as center of the agricultural cooperative.
- 6.34 The village Krioner was also named Kako Goranxi (SE), Kagoghorantzi (RG).
- 6.35 Manque chez AB (probablement problème de scan).
- 6.36 RG : Scoriades.
- 6.37 Sometimes on the demographic statistics, Hlomo-Mavrojër is given as one only village. Mavroghéron (RG).
- 6.38 Erreur AB en 1926? 1945: 21. Attribution district probablement fausse chet SE : Libhova.
- 6.39 New inhabited town, proclaimed after 1950 Lieu stratégique et de commerce, contrôle les gorges dont elle tire son nom: recensée comme "Klissoura" (du latin clausura, qui a donné cluse) par les Grecs en 1913 qui y dénombrent 1990 habitants. Puis en 1926 (420), 1945 (724), 1955 (924) et 1960, la population du bas (la ville du nouvelle) et du haut ("Castello" sur la carte italienne) sont comptées ensemble. Statut urbain en 1963. A partir de 1969 sont distingués Këlcyrë (la ville) et Fshat Këlcyrë (908 habitants en 1969, 1446 en 1989).
- 6.40 RG : Malësovon.
- 6.41 Parfois compté seul, parfois avec 24550 Limar.
- 6.42 Probablement avec 1520 en 1918 (Doshnicë sur CI).
- 6.43 Included with the village Ballaban between 1926-1945.
- 6.44 In 1926, there was one only village named Vinokash-Fushë . They might appear in different documents respectively as Vinokash 1 , Vinokash 2.
- 6.45 Ex territory of the village Mazhanj named Kreshave . Separated as a village of its own in 1982. CA : Kreshave+Kondasi.
- 6.46 Between 1926-1945 included with the village Bubësi i dytë.

- 6.47** *Also named Bubësi i Sipërm, while Bubësi i dytë was also named Bubësi i Poshtëm.*
- 6.48** *Bubës II, ou Malas (BK, OSM).*
- 6.49** *Ex territory of Katundishte. Separated as a village of its own after 1992 Les sources divergent, mais la mettent avec Panarit (soit sur Shtikë, soit sur Çëpan)*
- 6.50** *Ex territory of Katundishte. Separated as a village of its own after 1992*
- 6.51** *Ex territory of Katundishte. Separated as a village of its own in 1979*
- 6.52** *Also known as Bënja Veshnja ou Bënja e Dishnicës.*
- 6.53** *Hameau disparu ou fusionné avec 3302 Senican.*
- 6.54** *Probablement erreur en 1926 chez AB (1945: 141). 1989 : BK plus plausible.*
- 6.55** *Il y a toujours eu deux villages, Suka (CA) ou Suca (CI) et Gorica (CA) ou Gorizza (CI). Comptés à part par les Grecs et par les Albanais dès 1979, ensemble le reste du temps (Suk Gorica chez SE et sur CI).*
- 6.56** *New village. Appears in 1955.*
- 6.57** *Ex territory of Rodenj. Separated in 1950.*
- 6.58** *New village. Separated as a village of its own after 1992. Ex center of the agricultural cooperative. Localisation selon OSM.*
- 6.59** *Territory of the village Podgoran. Separated after 1992.*
- 6.60** *Territory of the village Podgoran named Bakollar (CA). Separated as a village of its own in 1989.*
- 6.61** *In some years, 1950-1969, it is included with the village Zhepovë.*
- 6.62** *Ex territory of the village Topojan named Delilaj. Separated as a village of its own in 1979.*
- 6.63** *Ferme d'Etat installée dans une bourgade comptant déjà 1850 habitants en 1913. Devient une ville en 1968.*
- 6.64** *Deux villages, Labovë e Sipërme et Labovë e Poshtëm (Gliabova i Madh et Gliabova i Voghel sur CI), comptés ensemble par RG (Lambovon), par SE (Labov' e kryeqit) puis entre 1955 et 1969.*
- 6.65** *RG : Stégopolis.*
- 6.66** *Created as a habited center, with population of the mountain Suburbs, as a departement of the NB Muzafë Asqeri, after 1975. Bulo plutôt issu de Libohovë, Drimo de Muzafë Asqeri.*
- 6.67** *Separated as a village of its own after 1985, ex departement of the NB Nepravishtë. Bulo plutôt issu de Libohovë, Drimo de Muzafë Asqeri*
- 6.68** *1926 : Somme = 496, pas 596.*
- 6.69** *Hameau disparu ou fusionné avec 2781 Nepravishtë.*
- 6.70** *In the latest demographic statistics it is given as one unique village : Vithkuq-Hoshteve. Pas de ZC.*
- 6.71** *AB a vraisemblablement faussement attribué la population à 1979 au lieu de 1989.*
- 6.72** *Dërani (t13) chez dans RG.*
- 6.73** *La ville de Memaliaj a été construite sur un site vierge dans un méandre à proximité du village du même nom. La population du village a toujours été comptée à part (300 habitants en 1913, 243 en 1955, 1374 en 1989). Statut urbain au milieu des années 1950. Repris population 1989 chez BK.*
- 6.74** *Repris population 1989 chez BK.*
- 6.75** *Sometimes given as territory of Vasjar.*
- 6.76** *Ex territory of Cërrilë, named Cërrilë-Maricaj. Separated as a village of its own after 1992. Repris population 1989 chez BK.*
- 6.77** *Ex territory of the village Damës named Damës Kallëmb. Separated as a village of its own after 1989.*
- 6.78** *Ex territory of the village Vagalat named Bylish, of Luftinjë commune. Separated as a village of its own after 1992. Avec 3618 Tosk-Martellos puis 3693 Vagalat.*
- 6.79** *Ex territory of the village Buz named Badër. Separated as a village of its own after 1992. BK: 743 (!) en 1989.*
- 6.80** *Separated as a village of its own after 1950; ex territory of the village Buz.*
- 6.81** *Ex territory of the village Buz, separated as a village of its own after 1950.*
- 6.82** *Included in the village Buz in 1926. Oublié par AB en 1989?*
- 6.83** *Manque dans RA.*
- 6.84** *Probablement faux chez AB en 1926.*
- 6.85** *Ex territory of 2508 Luftinjë (commune voisine de Luftinjë), separated as a village of its own after 1989.*
- 6.86** *Descendu en plaine (700>300).*
- 6.87** *Ai inversé les deux Luftinjë par rapport aux ZC : plus conforme à CI et plus logique en termes de données.*
- 6.88** *In 1926; included with Luftinjë.*
- 6.89** *Ex territory of the village Luftinjë named Rrapaj. Separated as a village of its own in 1989*
- 6.90** *Avant 1955, compté avec Gllavë (1781).*
- 6.91** *Ex territory of Maricaj named Dervishaj. Separated as a village of its own after 1992. Curieusement pas directement voisins, séparés par 3850 Xhtaj, mais CA indique bien Maricaj.*
- 6.92** *In 1926-1950 included with the village Maricaj. Plutôt avec Tosk-Martellos (Vagalat s'appelle Tosk Martalloz i Posthëme sur CI).*
- 6.93** *SE : Martallozi Tasli.*

- 6.94** *In 1926 there was only one village Zhapopikë. RA et CI : Zhabokika e Tepelenës.*
- 6.95** *Ex territory of Zhapopike e Sipërme. Separated after 1992.*
- 6.96** *Ex territory of Zhapopike e Sipërme named Canaj. Separated after 1992*
- 6.97** *In 1926, it also includes Krahës i Sipërm.*
- 6.98** *New territory of the village Krahës. Separated after 1992.*
- 6.99** *RA : Levani i Cirok.*
- 6.100** *Territory of Kalivac named Bozanaj. Separated after 1992.*
- 6.101** *Territory of Kalivac named Leshnjë. Separated after 1992.*
- 6.102** *Territory of the village Qesarat named Prrenjas. Separated as a village of its own after 1980. Serjan Prenjasi (CI), Serjani (RA).*
- 6.103** *Territory of the village Taç named Shehaj. Separated as a village of its own after 1980.*
- 6.104** *Përmet serait constitué de 3 zones cadastrales (Përmet, Nb Përmet 1; Nb Përmet 2 (EL, ZC)).*
- 6.105** *Çarshova était en altitude (850), à mi-pente, il a été reconstruit au bord de la Vjosa. RG : Tsarësovon.*
- 6.106** *85 personnes chez les Grecs, puis disparaît après 1926. Ensuite avec 1356 Çarçovë.*
- 6.107** *15 des Grecs, disparu ensuite, on peut le mettre dans 1356 Çarçovë (ZC).*
- 6.108** *Village disparu (comme son voisin Perati), désormais dans ZC 1356 Çarçovë.*
- 6.109** *Two villages: Vllaho and Pillostër, with greek minority population. Sur CI, Vlahos et Avorisciane, puis disparus. D'après carte Epire (Valovista = Psiloterà?).*
- 6.110** *Hameau disparu ou fusionné avec 3802 Vllaho-Psilloterë.*
- 6.111** *Hameau disparu ou fusionné avec 3802 Vllaho-Psilloterë.*
- 6.112** *Xheppas (CI), Zëppa (RG), Zhepa (CA).*
- 6.113** *Two small villages : Iljar with 53 inhabitants and Mushtir with 54 inhabitants in 1926. Han Mërcek (CI).*
- 6.114** *Hameau disparu ou fusionné avec 1981 Iljar-Munushtir.*
- 6.115** *Hameau disparu ou fusionné avec 1981 Iljar-Munushtir.*
- 6.116** *Hameau disparu ou fusionné avec 1981 Iljar-Munushtir.*
- 6.117** *Localisé d'après la carte de l'Epire du Nord. Bien qu'actuellement dans la ZC 3524 (Stermbec), l'endroit s'appelait Fusha e Furkes sur CI, du nom d'un village aujourd'hui disparu, Furkë (CI). Il est donc probable que ce que le dénombrement grec appelle Toraniku est en fait Furka.*
- 6.118** *Strëmbec (CI) et Pellumbar (CI) inversés sur CI.*
- 6.119** *Strëmbec (CI) et Pellumbar (CI) inversés sur CI.*
- 6.120** *Hameau disparu ou fusionné avec 1637 Frashër.*
- 6.121** *There are two villages : Ogren with 250 inhabitants and Kostrec with 86 . With the reduction of the population, Kostrec was listed in the statistics with Ogren.*
- 6.122** *Hameau disparu ou fusionné avec 2822 Ogren-kostrec.*
- 6.123** *1926 : Faute AB! = personnes attribuées chez Selenica.*
- 6.124** *Erreur AB? 90 en 1945.*
- 6.125** *Hameau disparu ou fusionné avec 3744 Vërçisht.*
- 6.126** *Hameau disparu ou fusionné avec 3744 Vërçisht.*
- 6.127** *Disparu, pas dans ZC, ruines sur orthophoto.*
- 6.128** *Faux chez AB en 1926.*
- 6.129** *RG : Lissitsa.*
- 6.130** *RG : Eléoussa.*
- 6.131** *There are two villages : Bënjë with 160 inhabitants and Novoselë with 127 . With the reduction of the population, they were listed as one only village.*
- 6.132** *Hameau disparu ou fusionné avec 1154 Bënjë-Novosele.*
- 6.133** *Hameau disparu ou fusionné avec 1154 Bënjë-Novosele.*
- 6.134** *Hameau disparu ou fusionné avec 1154 Bënjë-Novosele.*
- 6.135** *Malimbardi des Grecs. Dans les hauts des pâturages de Badelonja (1071), mais on y trouve une zone cadastrale sans code, donc village abandonné.*
- 6.136** *RG. Délvinaki.*
- 6.137** *Hameau disparu ou fusionné avec 1463 Delvinë.*
- 6.138** *There are two villages : Lipvian with 169 inhabitants and Trebozishte with 180 . With the reduction of the population, they were listed as one only village. Village oublié sur CI.*
- 6.139** *Village oublié sur CI. Hameau disparu ou fusionné avec 3632 Lepivan-Trebozishte.*
- 6.140** *Probablement faux chez AB en 1926.*
- 6.141** *New village, as departement of the ex NB Frutore. Separated as a village in 1964.*

- 6.142** Hameau disparu ou fusionné avec 1292 Bual.
- 6.143** Piscali (CI).
- 6.144** There are two villages : Mokrice with 59 inhabitants and Zelushe with 89 . With the reduction of the population, they were listed as one only village. Avec Zlencka.
- 6.145** Hameau disparu ou fusionné avec 2711 Mokrizë-Zleushe.
- 6.146** Kossov-Gosnisht chez EL, Kiossova et Gosnisti sur la carte italienne, Selenica a ajouté faussement un Gostivishti sans pop. AB a attribué deux fois la même pop., ne correspond pas avec 1945.
- 6.147** AB s'est probablement trompé : il a attribué Graboperi (SE; 39) / Crambova (RA; 42) qui sont en fait sur 1154 (11543) Grabovë (CI). D'après les effectifs, il a sans doute fait la même erreur pour 1945 et 1950. 1037 compris dans 1829 selon ZC.
- 6.148** Figure sur CA dans ZC 1829. Mais il existe une ZC 1037 dans laquelle est Iljar-Munushtir (1981). D'après l'attribution de commune, c'est la ZC qui est fautive. Compté avec 1829 Grabovë en 2001.
- 6.149** Statut urbain attesté dans tous les recensements depuis 1923, mais pas mentionnée comme ville dans la réforme de 1949 (Sjöberg 1990, 222).
- 6.150** Population 1989 reprise chez BK.
- 6.151** Territory of the village Turan, named Mamaj, separated as a village of its own after 1992. Population 1989 reprise chez BK.
- 6.152** Population 1989 reprise chez BK.
- 6.153** Hameau disparu ou fusionné avec 3452 Sinanaj. Mamogjinaj sur la carte albanaise, avec Sinanaj, attribué code AB 5002. Mahmugjinaj sur carte italienne.
- 6.154** Faux chez AB en 1926, 219 plus vraisemblable.

7. Notes pour la préfecture de Korçë

- 7.1** Village ancienne, chef-lieu de sandjak dans le vilayet de Monastir, très dynamique à la fin de l'Empire. Chef-lieu de préfecture, seconde ville albanaise à l'indépendance, huitième aujourd'hui.
- 7.2** RG : Bouigarëtsi.
- 7.3** Comprends les anciens Çiflik Shamoll (RF, CI) et Çiflik Sejta (SE, CI). Semble manquer dans RG.
- 7.4** Was also named Orman Çiflik.
- 7.5** Attribué deux fois dans RF (aussi à Moschopole).
- 7.6** Semble manquer dans RG.
- 7.7** Chez BK, code 4027.
- 7.8** Chez BK, code 4029.
- 7.9** Chez BK, code 4028. Village du haut disparu (Polena), hors ZC, au profit de village du bas (Shkoza). Village descendu.
- 7.10** RG : Kato-Ghoskova.
- 7.11** RG : Ano-Ghoskova.
- 7.12** SE les donne faussement musulmans, d'après CI, ils sont orthodoxes, ce qui est exact.
- 7.13** RF : Krushova Oparit.
- 7.14** Hameau disparu ou fusionné avec 2401 Lekas.
- 7.15** Grosse différence en 1989 entre AB et BK. SE : Marjani e Kassolat.
- 7.16** Hameau disparu ou fusionné avec 1902 Gurrëmuja.
- 7.17** In the village Xjerë, was also included the village Denas, named Punëmirë for some years, with 58 inhabitants in 1926 Faute AB en 1926 : somme Xerjë + Punëmira.
- 7.18** Hameau disparu ou fusionné avec 3849 Xerjë.
- 7.19** Hameau disparu ou fusionné avec 3849 Xerjë.
- 7.20** Donné chef-lieu par le RF.
- 7.21** Parfois compté dans 1287 Brozdovec. 200 chez AB 1926? 88 en 1945. RF et SE : Lavdar i Oparit.
- 7.22** Le village s'appelaient traditionnellement Karabanjos (RF, RG (Karpagniozi), SE, RA), il porte semble-t-il aujourd'hui le nom du hameau d'en bas : Popovina (CA, CI). Karabanjov-Lavdari sur CA. Compté avec Brozdovec (ou manquant?) en 1969 et 1979.
- 7.23** SE : Brozdoveci e Kasoll.
- 7.24** Was also named Mazrek Oparit (AB). En 1926, villages de Mazrek et Misrasi ensemble chez AB, distincts chez Selenica. La somme fait 260+120=380. Il faut y ajouter Opari (83 chez Selenica).
- 7.25** Hameau disparu ou fusionné avec 2627 Mazrek. SE: Misrasi e kasollet.
- 7.26** Hameau disparu ou fusionné avec 2627 Mazrek.
- 7.27** AB faux en 1926?
- 7.28** 1945: 540?
- 7.29** RG donne 296, Selenica 29, AB 248.
- 7.30** For some years was also named Manëza

- 7.31** *For some years was also named Ndiriçim*
- 7.32** *Hameau disparu ou fusionné avec 2127 Stratobërdhë.*
- 7.33** *RF : DKC92 ou DO21?*
- 7.34** *Manque dans RA et RG, présent sur carte Bourcart au nom de Hasankjoj (Shtula).*
- 7.35** *Manque dans RA, RF et RG, manque clairement sur carte Bourcart.*
- 7.36** *Anciens noms : Dvoran (RF, SE, CI, CA), Tepexhik/Tépétzik (RF/RG).*
- 7.37** *The ancient name is Bellodovë (CA, CI, RF, RG, SE).*
- 7.38** *New inhabited center, created for the workers of the colliery of Mbrajë-Drenovë, by 1960.*
- 7.39** *Hameau disparu ou fusionné avec 26310 Mborjë.*
- 7.40** *Hameau disparu ou fusionné avec 12280 Boboshticë.*
- 7.41** *Hameau disparu ou fusionné avec 3088 Qatrom.*
- 7.42** *Gros village rural (1641 habitants en 1918), devient centre de sous-préfecture durant l'entre-deux-guerre. Statut de ville au recensement de 1923.*
- 7.43** *Ancient name : Zagradeci (CI, RF, SE).*
- 7.44** *Macédoniens (<https://exit.al/en/2017/03/31/the-anti-albanian-chauvinism-of-macedonian-media/>).*
- 7.45** *Trou chez Selenica : AB a repris la valeur au-dessous, mais parfaitement plausible, garder AB?*
- 7.46** *RF donne Gracë comme ville: probable décalage d'une ligne, Hoçisht est à ce moment considéré comme ville (plus par la suite).*
- 7.47** *Semble manquer dans RF.*
- 7.48** *The ancient name is Vërlen.*
- 7.49** *AB le donne avec Çipan, plutôt avec Verlen.*
- 7.50** *BK faux en 1989.*
- 7.51** *The ancient name is Bozhigrad.*
- 7.52** *Ex territory of the village Miras (Bozhigrad), separated as a village of its own in 1950.*
- 7.53** *The ancient name is Shënkollas, it is still used sometimes.*
- 7.54** *BK faux en 1989.*
- 7.55** *Considérée urbaine dès 1958. 214 habitants en 1913, 201 en 1926.*
- 7.56** *Statut de ville au recensement de 1923, puis plus par la suite. Retrouve ce statut en 1958 (Sjöberg 1990, 217).*
- 7.57** *Localisé d'après la carte de l'Epire du Nord. Hameau disparu ou fusionné avec 2430 Leskovik.*
- 7.58** *RF : Selenica e Kolonjë.*
- 7.59** *Faute copie AB (1926). RF : Krëshova e Kolonjë.*
- 7.60** *Probablement avec 3556 Taçi en 1926.*
- 7.61** *Separated as a village of its own of the center of the agricultural cooperative after 1992. Il semblerait d'après la carte d'Epire du Nord qu'il s'agisse de Bantsista. Ancien Evrenezasi (CI)?*
- 7.62** *Probablement avec 3556 Taçi en 1926. CI : Kosdras.*
- 7.63** *La localisation est celle de Térhova (RG) sans aucun doute (carte d'Epire du Nord), mais ils donnent 369 Hellènes, alors que Selenica donne 144 musulmans...*
- 7.64** *Hameau disparu ou fusionné avec 3001 Pobickë.*
- 7.65** *Hameau disparu ou fusionné avec 3001 Pobickë.*
- 7.66** *AB le donne avec Postenan, plutôt manquant.*
- 7.67** *Zguralec sur GM.*
- 7.68** *Hameau au sud de Peshtan, ensuite dans 2934 Peshtan. Sgouralëtsi des Grecs. Voir www.citymaphq.com/albania/qarku_i_korces/zguraleci.html.*
- 7.69** *Hameau disparu ou fusionné avec 3006 Podë.*
- 7.70** *Probablement le Kressovon des Grecs, à associer à un village voisin. Hameau disparu ou fusionné avec 2252 Kovashicë.*
- 7.71** *RG : Vrentsikon.*
- 7.72** *RG : Yarakari.*
- 7.73** *Shijan-Goroshijani (CA), correspond sans doute au Siani des Grecs. Ce village devait manifestement exister et manque totalement sur la carte italienne!!*
- 7.74** *Ancien nom : Rajan (CI).*
- 7.75** *D'après la carte d'Epire du Nord, ce pourrait être Tsëriila (RG).*
- 7.76** *Absent du recensement de 2001.*
- 7.77** *Absent du recensement de 2001.*
- 7.78** *RG : Pilloussi.*
- 7.79** *Created in the territory of the village Shënmërtit. Shën-Mertiri (CI).*

- 7.80** Manque dans RF, prob. dans zone neutre.
- 7.81** AB donne 130 en 1926, ce qui est manifestement faux.
- 7.82** Absent du recensement de 2001.
- 7.83** Le village de Maliq et celui voisin de Krastafilaku comptent respectivement 10 et 41 habitants (1913), 15/27 (1918), 34/54 (1926). En 1945 ils sont comptés ensemble (96), puis en 1955 apparaît la ville de Maliq (fondée en 1950 sur le site de l'ancien Krastafilaku), alors que Fshat Maliq conserve 215 habitants (1955), et 915 en 1989.
- 7.84** Très probablement faux chez AB (a repris 1776).
- 7.85** With Plovisht, there's also included the village Bos, which had 32 inhabitants.
- 7.86** Hameau disparu ou fusionné avec 2998 Plovisht.
- 7.87** Ex territory of the village Vloçisht, until 1960 the population was included on Vloçisht's data.
- 7.88** RG : Monstirëtsi-Goras.
- 7.89** Also named "Shqiponjë" in some years. A Starovo dans RG.
- 7.90** New village, ex territory of the village Lozhan. Separated as a village of its own based on the village Kronj. Le site de Kroshnishti (CA)/Krasnishti (RF)/Krosnisti (RG) est abandonné, on ruine sur orthophoto. Un site s'est développé en bas, de l'autre côté de la rivière (Lozhan i Ri, OSM).
- 7.91** Separated as a village of its own in 1989.
- 7.92** Ancien nom : Kroussiova (RG), Krushova (SE), Krushova Gorës (RF).
- 7.93** RF : Compté deux fois, dans Starovo et Korçë.
- 7.94** Ancient name Gribec, which is still used sometimes. SE : Grebeçi. Semble manquer dans RG.
- 7.95** Hameau disparu ou fusionné avec 2710 Moglicë.
- 7.96** Ancien nom : Vrëpcka (CI), Vrepcka (CA), Vrëpcka (RG), etc.
- 7.97** Ancient name Doravec. L'ancien nom est plutôt Rosoveri (RA, CA, CI) ou Rassover (RG).
- 7.98** Ancient name Varvarë.
- 7.99** Ancient name Pulahë, ou Pulaki (RA).
- 7.100** Le no. correspond à la ZC de Pulaha, hameau de l'ancien Gurkuqi (l'autre étant Protopapa).
- 7.101** Gurshqipe (CA) est au sud du village, c'est l'ancien Ghinikassi (RG) ou Gjnikas (RF), même ZC que Popçishti (CA, CI, RA) / Popisti (RG).
- 7.102** Hameau disparu ou fusionné avec 1911 Gurshqipe.
- 7.103** Zone cadastrale ne correspond pas (ZC : 3972 Daias)
- 7.104** Village descendu, les églises sont en haut.
- 7.105** Avec 2808 Nishavec. AB donne 2* la population pour 1926 et 1945, on ne la laisse qu'à Nishavec.
- 7.106** Ancient name Nizhaver. Note AB douteuse : zone gagnée sur le lac de Maliq.
- 7.107** Ancient name Pojan i Sipërm (?), Koritë (CA, CI, RG).
- 7.108** Ex territory of Pirc, separated as a village of its own in 1989.
- 7.109** Ancien nom Çeveshnik (AB), Çereshnik (RF, SE), Tsévésnik (RG). CA donne déjà Qershiza. Pour 2001, probablement confusion avec Qërshize 3108.
- 7.110** Ancien nom Çaushtia (CI), Çaushtia (RF, SE), Tsaoulsli (RG).
- 7.111** In 1945 was included in Pojan, for some years was named Gurabardh.
- 7.112** In 1926 with Pojan.
- 7.113** Was known as 2 villages : Plasë e sipërme and Plasë e Poshtme
- 7.114** Les Français avaient recensé 859 personnes, il n'en reste rien aujourd'hui, des traces sur l'orthophoto et une petite église. Wikipedia : Most of the aromanians who settled in 1910-1930 around Bucharest are from Plase. RF : Plasa kolibe.
- 7.115** Ancient name Gallobërdë.
- 7.116** Pogradec (Starova) est une petite ville ancienne sur la rive sud du lac Ohrid, chef lieu du kaza de Starova dans le sandjak de Korçë, puis centre de district.
- 7.117** New village, created after 1970 as a sectory of the construction of the railroad.
- 7.118** The ancient name is Starova (CI, SE, RF).
- 7.119** 1926 : erreur AB.
- 7.120** L'ancien nom Zagoriçani (CI, SE) ou Zagorçani (RF).
- 7.121** The ancient name is Zërvaska (CI, RF, SE).
- 7.122** Ex territory of Gëshntenjas, separated as a village of its own after 1992. Localisation : OSM.
- 7.123** 1989 : 1869 plus vraisemblable (AB donne 1669) en raison du sex ratio.
- 7.124** Ex territory of Çërrava, separated as a village of its own after 1992. Localisation : OSM.
- 7.125** Separated as a village of its own after 1980. Cf. CA 1:10'000.
- 7.126** The ancient name is Bratomirë.
- 7.127** Ex territory of the village Alarup, separated as a village of its own after 1992.

- 7.128** *The ancient name is Bëragozhda (CI, RF, SE).*
- 7.129** *L'ancien nom est Verçuni (CI, RF, SE), Vërtoun (RG).*
- 7.130** *Ex territory of the village Osnat, separated on its own after 1989.*
- 7.131** *Absent du recensement de 2001, probablement oublié (aucun village voisin ne voit sa population augmenter).*
- 7.132** *1979 : AB le donne avec Guri Bardhe, mais c'est avec Trebinjë.*
- 7.133** *Ancien nom : Çezmë poshtme*
- 7.134** *Ancien nom : Çezmë sipërme*
- 7.135** *RF : Ostica.*
- 7.136** *Ex territory of the village Dunicë, separated on its own in 1979.*
- 7.137** *Deux hameaux comptés ensemble en 1918 et 1926, puis séparément.*
- 7.138** *Ex territory of the village Golik named Ballkuq, separated as a village of its own after 1992.*
- 7.139** *Ex territory of Verri, named Zalltore, separated on its own in 1989. Plutôt avec 3474 Slatinë. Anciennement Torrës (CI), puis Zall Torra (CA).*
- 7.140** *L'ancien nom est Debrovë (CI, CA) ou Dëbrova (RF). Agrégé avec Zall-Tore et Sllatinë entre 1969 et 1989 pour avoir des chiffres plausibles.*
- 7.141** *Velçan Mokrra (CI) ou Velçani Mokrës (CA).*
- 7.142** *Anciens hameaux de Velçan – Malit (CA), Hykollarë (CI, CA), Krëhër (CI) – devenus village en 1989.*
- 7.143** *In 1926, included with Velçan.*
- 7.144** *Ex territory of Velçan named Bishnicë, separated in 1979 as a village of its own. Plutôt ancien territoire de Shpellë.*
- 7.145** *Avant 1969, très probablement avec 2479 Llënga (dans la commune voisine de Trebinjë). Comprend les hameaux de Zgalo (CA) / Zgallo (CI) et Iolla (CA).*
- 7.146** *L'ancien nom est Pustec (CI : Posteci, SE : Pushteci). Entre 1973 et 2013, devient Liqenas (AB, CA). Puis reprend son nom de Pustec, qui est aussi celui de la commune (secteur administratif). Macédoniens.*
- 7.147** *The ancient name is Shulin (AB), Shullini (CI). Macédoniens.*
- 7.148** *Macédoniens.*
- 7.149** *Macédoniens.*
- 7.150** *Macédoniens.*
- 7.151** *Sometimes included in Goricë e Madhe. Macédoniens.*
- 7.152** *Macédoniens.*
- 7.153** *The ancient name is Bezmisht (AB), Bezunishta (SE). Macédoniens.*
- 7.154** *Macédoniens.*

8. Notes pour la préfecture de Kukës

- 8.1** *Kukës devient capitale de la préfecture de Kosovë en 1925 (statut urbain). Kukës i Vjeter (l'ancienne Kukës) était située à la confluence du Drin i Zi (Drin noir) et du Drin i Bardhë (Drin blanc). Dès 1962 commence sur une butte voisine la construction de Kukës i Ri (la nouvelle Kukës). A la fin des années 1970, suite à la construction d'un barrage à Fierzë, Kukës i Vjeter est immergée.*
- 8.2** *Kullë Lumë is a new village, ex section of the Agricultural Enterprise. Built after 1980 on the territory called Kulla e Lumës.*
- 8.3** *Absent du recensement de 2001. 1989 : chiffres BK plus plausibles.*
- 8.4** *Drimas, new village. Ex section of the Agricultural Enterprise, constructed after 1980. Issu de 2759 Myc-Mamëz (CI : Mushi, CA : Myçi), dans la commune voisine de Kolsh.*
- 8.5** *Hameau disparu ou fusionné avec 3418 Shtanë.*
- 8.6** *Disparu dans le Liqeni Fierzë.*
- 8.7** *It was also included the village Vau Spas, with 299 inhabitants, which was inundated after 1970 by the lake of Fierza, same as the village Spas, which was reconstructed replacing the old one after 1992.*
- 8.8** *L'essentiel du village était au bord du Drin, cette partie a plus ou moins disparu.*
- 8.9** *Ex territory of the village Bicaj. Separated as a village of its own after 1950.*
- 8.10** *Ex territory of the village Mustafaj. Separated as a village of its own after 1980.*
- 8.11** *RA : Xhabrica.*
- 8.12** *AB a donné deux fois la valeur de 1510 Domnaj. 1509 fait plutôt partie d'Ujmishti en 1926 (comme en 1918).*
- 8.13** *Ex territory of the village Lusene named Zall-Peposhaj. Separated as a village of its own after 1950.*
- 8.14** *Separated as a village of its own after 1992 out of village Resk. Confus : villages de Malqenë, Resk, Ujmisht, Tejdrine et Skavicë agrégés.*
- 8.15** *During some years it was called Tejdrin. For the years 1926, 1945 etc. the population is given for the whole zone. Note AB fausse: Ujmisht est à l'est du Drin, Tejdrin à l'ouest.*
- 8.16** *It was included on the village Resk until 1950.*

- 8.17** *It was a village until 1992. Anciennement Xhahi et Ademi. Bardoc I dans liste légale de 2015.*
- 8.18** *Hameau disparu ou fusionné avec 1114 Bardhoc.*
- 8.19** *Bardoc II dans la liste légale de 2015.*
- 8.20** *Peut-être plutôt 1733?*
- 8.21** *New village constructed after 1980 as a section of the Agricultural Enterprise.*
- 8.22** *AB a confondu avec Bregu Bardhë. Podbreg (CI, RA), Perbreg (SE).*
- 8.23** *RA : Stiçni.*
- 8.24** *Separated as a village of its own after 1992. Ex territory of the village Nang of the commune Bicaj with the same name. Ce village a reçu de l'Instat le 2271 qui est en fait la ZC de Cermë Pasha. On laisse le code 2271, pour faire le lien avec les données individuelles. Avant 1994, compté dans le village de Nanga, commune voisine de Bicaj.*
- 8.25** *Separated as a village of its own after 1980. New village.*
- 8.26** *New village, constructed after 1980 as a section of the Agricultural Enterprise ok Kuksi.*
- 8.27** *Gorani (Macédoniens). La Gora (de Luma, à ne pas confondre avec celle de Pogradec) est le fief des Gorani, qui parlent une langue slave d'origine bulgare. 9 villages en Albanie, 19 au Kosovo et 2 en Macédoine.*
- 8.28** *Gorani (Macédoniens).*
- 8.29** *Gorani (Macédoniens).*
- 8.30** *Oublié en 1926 chez AB.*
- 8.31** *Attribution incertaine.*
- 8.32** *Separated as a village of its own after 1992. Ex territory of Skavica named Halil. Note AB vraisemblablement fausse. Shpat est issu de Barruc (GM), c'est l'ancien village de Gjashen (CI).*
- 8.33** *Gorani (Macédoniens).*
- 8.34** *Hameau disparu ou fusionné avec 1350 Cajë.*
- 8.35** *Oublié en 1926 chez AB.*
- 8.36** *It appears on 1926's data and maps as a regional geographical unit, but the populations of the villages are not given. For the years 1945-1950 the data is given under the name of Kalis. The village Koder Geshtenjas is separated after 1992.*
- 8.37** *Gorani (Macédoniens). Dans la Gora de Luma (parfois faussement attribué à celle de Pogradec).*
- 8.38** *Gorani (Macédoniens). 719 en 1945, SE donc plus plausible que AB pour 1926.*
- 8.39** *Gorani (Macédoniens).*
- 8.40** *Gorani (Macédoniens).*
- 8.41** *The village Fushare is separated from the village Qinamake in 1989. De Surroj plutôt.*
- 8.42** *Separated as a village of its own after 1950.*
- 8.43** *Separated as a village of its own after 1960.*
- 8.44** *Separated as a village of its own with the name Arrez-Tmolla. AB confond avec 1041 Arran Imolli. En fait constitué de deux hameaux : Bara (CA) et Domë (CA, RA), ou Nome et Arçë (CI).*
- 8.45** *Separated from Arrëza after 1980.*
- 8.46** *Ne figure pas sur la carte italienne. Vient peut-être plus tard, AB a attribué faussement la même population qu'à Myc-Has, faisait en fait alors partie de 2584 Mamëz (Mamzi autrichien). CI : Mushi, CA : Myçi.*
- 8.47** *Centre de la préfecture de Kosovë entre 1921 et 1925 (Sjöberg 1990, 217), ouverture d'une ferme d'Etat puis statut urbain en 1972 (Sjöberg) ou un peu plus tard, après 1975 (Bërxfholi). Dès 1979, décompte distinct de deux Krumë, la ville et le village.*
- 8.48** *Separated as a village of its own after 1992. Ex territory of the village Krumë. Probablement au pied de la montagne du même nom (ainsi que visible sur OSM). Différent de EL. Ai attribué pour 1989 la pop. donnée par BK, mais AB donne 0 habitants.*
- 8.49** *Separated as a village of its own after 1950, from the village Krumë.*
- 8.50** *Separated as a village of its own after 1950.*
- 8.51** *Separated as a village of its own after 1992. Ex territory of Zahrishit.*
- 8.52** *Built for the inhabitants of the inundated regions. Separated as a village of its own after 1969. 1989 : chiffre BK plus plausible.*
- 8.53** *Separated as a village of its own after 1965, ex territory of Tregtan.*
- 8.54** *Separated as a village of its own after 1965, ex territory of Tregtan.*
- 8.55** *Aujourd'hui disparu dans le lac de Fierzë.*
- 8.56** *Chez Seiner, compté avec 5320500 Gorozhupi, actuellement au Kosovo.*
- 8.57** *Ancien village au bord du Drin noir à la frontière du Kosovo, peut-être disparu sous le lac de Fierzë. Proche de 3012 Pogaj.*
- 8.58** *Separated as a village of its own after 1965, with Bardhe, ex territory of the village Qorr. En fait hameau de Perrolaj.*
- 8.59** *Compté avec Peraj entre 1950 et 1979.*
- 8.60** *Probablement manquant en 1926.*
- 8.61** *Ancien village de Kolqecaj (553 habitants en 1918, 370 en 1926). Reçoit le nom de Bajram Curri en 1952, le statut de ville en 1958.*

- 8.62** *Fierzë reçoit le statut de ville en 1982 (1979 selon Bërzholi). C'est la ville des ouvriers du barrage du même nom qui héberge 1962 habitants lors du premier décompte en 1979. Elle est construite à l'aval du barrage, en face (de l'autre côté du Drin) de l'ancien village qui conserve le même nom.*
- 8.63** *Ancient name Raja.*
- 8.64** *Probablement manquant en 1926.*
- 8.65** *L'emprise est très différente de celle proposée par EL, mais sur CA, les hameaux de la vallée de Vrana sont indiqués comme appartenant à Peraj.*
- 8.66** *Hameau disparu ou fusionné avec 2911 Peraj.*
- 8.67** *Hameau disparu ou fusionné avec 2911 Peraj. Religion pas donnée pour 1926. Nikaj-Mertur est essentiellement catholique.*
- 8.68** *Le hameau principal (CA) s'appelait autrefois Bushati, et était sur Lekbibaj (RA, 554601).*
- 8.69** *S'appelle semble-t-il Nikprenaj dans RA, et on trouve les deux noms chez SE.*
- 8.70** *Nikprenaj est probablement un ancien nom d'une partie de 2403 Lekbibaj.*
- 8.71** *1926 : AB a confondu avec 1161 (celui-ci est catholique, l'autre musulman).*
- 8.72** *Separated as a village of its own after 1960. There are two territories of Curraj i Epërm : Cereq and Mullaj.*
- 8.73** *Separated as a village of its own after 1992 from the village Jah Salih of the commune Llugaj. Jah Salih vient elle-même de 1347 Kolgecaj/Bajram Curri.*
- 8.74** *Separated as a village of its own after 1992 from the village Kocanj. It is sometimes used to indicate the agricultural enterprise and sometimes for the village.*
- 8.75** *New village, constructed as center for the miners.*
- 8.76** *New village, constructed after 1980 with the Agricultural Enterprise.*
- 8.77** *D'après ZC. Associé à Luzha sur CA, Domish sur CI.*
- 8.78** *New village, of the Fruticultural Enterprise of Bajram Curri.*
- 8.79** *En 1918, l'actuel Bujani (CA) s'appelle Fang (CI), et Bunjaj est sur Gria... Confus.*
- 8.80** *Separated as a village of its own after 1992. Ex territory of Markaj. Absent du recensement de 2001, probablement déjà compté dans Dojani. Plutôt issu de Dojan (d'après population).*
- 8.81** *AB a attribué la population de Dodaj, qui est en fait le 29971 (5420500).*
- 8.82** *Etonnant que ce soit musulman. Pas de signe religieux sur la carte.*
- 8.83** *Separated from Markaj in 1989 with the name Rosuë. Rosuë est Resuja sur CA, avant ça s'appelait Ahmagjokaj (RA) / Amagjokaj (CI), qui faisaient partie de 5531100 Pjani i Epër, alors que Markaj était dans Bunjaj (5530200). Région confuse. On suppose que Pjani i Epër est Plan Bunjaj.*
- 8.84** *Separated as a village of its own after 1989 from the village Gri. Absent du recensement de 2001. Probablement déjà compté dans Gri.*
- 8.85** *Geg-Hysenaj (SE, CI) semble regrouper les villages de Gjonaj (CI), Selimaj et le futur Lekurtaj. Population étrangement basse...*
- 8.86** *Viliqi est attribué à 5510600 par RA, mais il fait plutôt partie de 5510500. On lui a donné le 5510599 au lieu du 5510602.*
- 8.87** *Hameau disparu ou fusionné avec 1423 Corrë-Velaj. 5510502 et 551602 de RA.*
- 8.88** *Gerka sur CI, Xherkja dans RA et SE.*
- 8.89** *1926's population is given for the regional level, not by villages. AB a confondu avec le Berisha d'Iballa. Radogoshi (CA/RA/CI) est un hameau de Berisha. Contient Shëngjergji, innondé.*
- 8.90** *Hameau disparu ou fusionné avec 1161 Berishë.*
- 8.91** *Separated as a village of its own after 1992 from the village Berishë.*
- 8.92** *Hameau de Berisha (RA).*
- 8.93** *Erreur AB en 1926?*
- 8.94** *Prush est l'ancien Zogaj, à l'est, et le nouveau Zogaj (à l'ouest) s'appelait Hajdar Mataj. Jusqu'en 1979, les chiffres doivent être attribués à Prush.*
- 8.95** *Etablissement de mineurs (chrome) construit à proximité du village de Kam (devenu Kam Fshat). Apparaît dans les tables en 1969, 940 habitants en 1989, se vide ensuite (77 habitants en 2001). Statut urbain tardif, après 1992 semble-t-il (Bërzholi). Aussi appelé Bytyç (Instat etc.) ou Kam Qytet (EL).*
- 8.96** *Previously called Tropojë and it was the center of the Prefecture.*
- 8.97** *Separated as a village of its own after 1992.*
- 8.98** *Mejdani fait partie de Vicol (CA). Les Autrichiens ont compté tout Tropoja d'un coup, Selenica autrement, etc. Région compliquée que nous avons agrégée.*
- 8.99** *C'est le Mekjani des Autrichiens, Muhejani sur CA. AB ne l'a pas trouvé. Hameau de Gosturani sur Muhejani selon CA, sur Kernaja selon RA.*
- 8.100** *Pas sûr. D'abord situé à Hoschaj (sur CI), puis déplacé à Kovacica (CI, CA). Population SE surprenante.*
- 8.101** *Shumica et Hakmataj sur CI, dans Kovaçi (RA).*
- 8.102** *Hameau de Brahaj sur Kernajë selon CA, sur Shkëlzen selon ZC.*
- 8.103** *Pas localisé, mais il y a un Zenaj (5520605) dans 5520600 / 21460 Kernaja.*
- 8.104** *The data some times includes the whole zone, the village Shkëlzen was previously named Berbat*
- 8.105** *Ancient name Hasej (AB), Hasej (RA).*

9. Notes pour la préfecture de Lezhë

- 9.1** Ancienne ville, simple chef-lieu de kaza à la fin de l'Empire. Devient en 1992 centre d'une nouvelle préfecture qui soustrait à Shkodër la Mirditë et à Durrës le Kurbin autour des villes de Laç et Mamurras. Aussi appelée Alessio (CI).
- 9.2** Petit port décompté dès 1918 (29 hab.), statut urbain probablement en 1961, aujourd'hui vouée au tourisme balnéaire. Aussi appelée San Giovanni (ou San Giovanni di Medua).
- 9.3** On y a intégré la partie nord du secteur non-attribué à une zone cadastrale à l'est Lezhë, le sud étant attribué à Lezhë (sur la base de la digitalisation qui avait été faite des secteurs de recensement urbains de 2001).
- 9.4** Selon CA 1 :10'000 et ZC.
- 9.5** Village descendu. Aussi Troshani (SE), Trështi (RA). Curieusement, le lieu de l'ancien village (Treshi, CI) sur le versant se trouve aujourd'hui dans la ZC de 3502 Spiten, seule la partie gagnée sur les marais constituant le territoire de l'actuel Tresh.
- 9.6** Village complètement descendu.
- 9.7** Probablement le Përdhâna/Pëdhana (RA, SE), le voisin Bërzanë correspondant à l'ancien Berxana/Berzani.
- 9.8** Devient un village en 1989. Auparavant était un hameau du village de Gajush (aujourd'hui dans le secteur administratif voisin de Shënkoll).
- 9.9** Les données correspondant à la plaine appelée Breg Matja (AB, Bregu i Matit sur CI), y compris Markatomaj (aujourd'hui dans le secteur administratif voisin de Zejmen), sont enregistrées en 1918 sous le nom de Gajushi, en 1926 et sous le nom de Bregu i Matjes.
- 9.10** Ancien village de Gajushi, qui occupait le centre de la plaine marécageuse (aujourd'hui probablement en tous cas les ZC 2604 et 3181 Rrilë) ainsi que probablement toute le reste la plaine (voir SE p. 494). La ZC actuelle (1685 Gajush) occupe le sud de l'ancien Gajushi, lieu-dit Gajushi i Zejmenit (CI).
- 9.11** Lieu de l'ancien village de Gajushi (CI).
- 9.12** Probablement issu de Rrila.
- 9.13** Dans ZC, il y a un Tale 2 (3968). CI, RA : Talja.
- 9.14** Le village d'Allk était à l'origine au sud du fleuve Mat, mais la disparition d'un ancien méandre a divisé son territoire. L'actuel village d'Allk correspond à la plus petite partie de l'ancien Allk, celle qui était dans la boucle du méandre et qui se retrouve aujourd'hui au nord de la rivière, passant de Kurbin à Lezhë. Cette portion du village a été appelée Talez pendant longtemps, la population était comptée avec celle de Tale (AB). Avec la disparition de l'ancien méandre, la population de la partie sud de l'ancien Allk a été comptée d'abord sous le nom d'Allk (1955 et 1960), puis fondue dans 1673 Fushë Kuqe (voir la note correspondante).
- 9.15** Gryka e lumit dans RA, sans population. Sans doute le Preçaji de SE (lieu-dit « Ded Preç Siku » sur CI).
- 9.16** Devient un village en 1989. Auparavant était un hameau du village de Balldren.
- 9.17** Issu de Kakariq (CI).
- 9.18** Issu de Kakariq (CI).
- 9.19** Nouvelle zone résidentielle construite au début des années 1970, peuplée par les habitants provenant de la zone montagnarde de Lezhë après l'aménagement de la zone de marécage.
- 9.20** Nouveau village séparé depuis les années 1970, de même que Torovicë.
- 9.21** A l'origine, toute la population de la colline qui borde le marais de Kakarriq au sud-ouest était sans doute comptée ensemble sous Mali Kolaj : le RA donne sous 3440300 Mali i Kolaj la population importante de 854 habitants. Par la suite une certaine confusion s'installe. SE donne un Mali i Kolaj à 11 habitants (!). Le problème est aussi que l'ancien Mali Kolaj a été divisé et se trouve aujourd'hui à cheval sur les préfectures de Lezhë et Shkodër, et que le secteur ne fait pas l'objet d'une cartographie des ZC. Il faudrait revoir la logique de toute la région, soit 2177 Koljakaj et 2562 Malecaj à Balldren (Lezhë), ainsi que 2567 Mali Kolaj, 1076 Baks-Rjoll et 1075 Baks i Ri à Velipojë (Shkodër).
- 9.22** Kallmet i Mad et Kallmet i Vogël : parfois ensemble (1918, 1926, 1945, 1950, 1969), parfois distincts (1955, 1960, 1979, 1989, 2001).
- 9.23** Village descendu.
- 9.24** Avant 1950, compté avec Blinisht.
- 9.25** 1926 : erreur AB.
- 9.26** Baqli (CA, SE) Baqëli (CI), Baçli (RA).
- 9.27** Saraji i Dajçit (RA) correspond probablement au hameau Zeznjan (CI), compté avec Dajçi dès 1926.
- 9.28** SE donne 264 orthodoxes : ce sont plutôt des catholiques (cf. aussi Seiner). CI, RA, SE : Baba ; CA : Maba.
- 9.29** En 1926, sont comptés sous Kashnjeti les habitants de Kashnjet, Gjobardhaj et Kalivaç.
- 9.30** En 1918, compté à part comme Kashnjeti-Kaftalli (au nord de la rivière Gjadrit). Aussi donné par SE en 1926, mais sans population. Dès 1955 s'ajoute un hameau du nom de Gjobardhaj (CI : Gjon Bardha), auparavant compté avec Kalivaç, pour former Gjobardhaj.
- 9.31** Pour 1926, AB donne 370, ce qui est plausible (391 en 1918, 489 en 1945), mais il a repris la même valeur que pour le Rras de Ggegjan (3210), pas loin. CI : Ranzë.
- 9.32** Ancien quartier du village Rras i Butë appelé Zimaj. Village depuis 1992.
- 9.33** Le village Kolç, de la commune du même nom, préfecture de Lezhë, s'appelait antérieurement « Logoreç-Kolç » (AB). On trouve en effet Logoreci dans RA, mais rien sur CA ou CI. AB a probablement inversé Kolç et Patalej en 1989.
- 9.34** Probablement inversé avec Kolç en 1989
- 9.35** Ancien nom : Lalm Lushaj (AB).
- 9.36** Sur CI, le village d'en bas est Fildanë, celui d'en-haut Manatia. Après, c'est l'inverse : le hameau de Fildanë (CI) en plaine qui se développe et prend le nom de Manatia.
- 9.37** En 1926 SE compte à part Fildani (RA : Fixhani), le hameau de plaine de Manatija situé alors en altitude.

- 9.38** Ancien quartier du village Barbullojnë, défini comme village à part entière en 1992.
- 9.39** Laç est un village déjà existant en 1918 (RA : Laçi-Sebastja). La ville de Laç apparaît pour la première fois au recensement de 1960, le village devient Laç Fshat. Le statut de ville est donné en 1965. Industrie métallurgique, cuivre, phosphates. Après 1989, compter ensemble Laç et Laç Fshat : il y a des différences bizarres d'une année sur l'autre, laissant supposer une frontière fluctuante. AB (note 57) : dans l'enregistrement de l'année 1969, dans la région de Kurbin, se crée le village Laç-Gurra, avec une population 1988/965 habitants, qui ensuite fut réintégré à la population de Laç. De même pour le village d'Alle, de population 418/203 habitants. Ce village apparaît également en 1989 et disparaît par la suite. AJ : Laç-Gurra pourrait bien, au-moins pour partie, être dans Laç Fshat (CA/ZC).
- 9.40** Laç (Sanxhak) pour Instat en 2001. Voir la note de 2693 Milot. Peu clair.
- 9.41** Ferme d'Etat Skënderbeu devenue ville en 1972, décomptée comme village dès 1918. Décompte distinct dès 1969 entre Mamuras, Fushë Mamuras et Shpërdhet. Mamurras sur CI, ZC et à l'Instat, Mamuras sur CA et chez AB.
- 9.42** Le recensement de 2001 donne en plus Shperdet 1 (3412) et Shperdet 2 (3975).
- 9.43** Partie occidentale de l'ancien Zhej intégrée ensuite dans 3411 Shpërdhet.
- 9.44** Lieu d'immigration Kosovare (CI : Tokët i Emigranteve).
- 9.45** Ancien place d'arme avant 1990, nouveau lieu résidentiel après 1992. Avec Fushë Mamuras (EL).
- 9.46** L'ancien village avait trois hameaux (RA), puis deux (SE). Celui d'en-bas (Zhej i Poshtëm) passe plus tard à Shpërdhet, alors qu'apparaît un Katund i Ri à Zhej. Un peu compliqué, et pas conforme à ZC.
- 9.47** Ancien quartier du village Zheja i Sipërm, défini comme village à part entière sous le nom de Katundi i Ri en 1992.
- 9.48** CI : Gjonëmi et Stanet e Gjormit (!). Instat, ZC : Gjorm ; AB, CA : Gjonëm.
- 9.49** Village compté dès 1916, devenu urbain en 1969, avec décompte distinct de Milot, Fushë Milot (Milot de la plaine) et Mal Milot (Milot de la montagne) dès 1989.
AB (note 56) : Dans la zone de Fushë Milot, se crée le village Daull-Lugazeqi avec 125/61 et 142/70 habitants, disparaît plus tard. De même pour le village Sanxhak, qui en 1960 avait 368/182 habitants, et fut l'origine de la ville de Laç (AJ : pour Sanxhak, donnée inscrite dans 2364 Laç).
- 9.50** Ancien quartier du village Mal Milot, défini comme village à part entière en 1992.
- 9.51** Village descendu.
- 9.52** SE : On trouve aussi Skuraj (Miloti), 428 catholiques.
- 9.53** Ancien quartier du village Vinjollë, défini comme village à part entière en 1992 (AJ : 1989 déjà). CI : Granas, RA : Gjornoci, CA : Garnaci, Instat : Gernac.
- 9.54** Hameau disparu ou fusionné avec 3780 Vinjollë. Daul-Lakapaqej sur CI, Daulla dans RA, Daulla kapok chez SE.
- 9.55** L'ancien village de Shullaz (CI, RA, SE) était au pied de la colline en bordure de plaine, son territoire est semble-t-il intégré aujourd'hui dans 2580 Mali i Bardhë (ZC). L'actuel 3441 Shullaz correspond à la plaine à l'ouest de l'ancien village, appelée alors Stanet e Shullanit (CI).
- 9.56** Ancien hameau du village Shullar nommé Prozhnaj (CA), défini comme village à part entière en 1992. Chez BK, aussi code 4035. ZC 2580.
- 9.57** Ancien nom : Ferrskuraj (CA), Feras Skuraj (SE), Ferra-Skuraj (RA) ; Nom actuel : Ferr-Shkopet (AB, Instat, ZC). Le village immédiatement à l'est s'appelle Skuraj, celui au sud Shkopet.
- 9.58** La commune Fushë Kuqe était une zone de marécage jusqu'en 1926. Certaines familles s'y sont installées, venues du Kosovo et des zones montagneuses. La population était comptée comme faisant partie du village Gurëz (2711 personnes). De même en 1950. Ensuite on y a construit de nouveaux villages.
Dans les enregistrements de 1955 et 1960 dans la région de Kurbin, dans la commune Fushë Kuqe, est également mentionné un village nommé Allk, nom de la zone proche de la rivière Mat, avec respectivement une population de 976/485 et 520/250 habitants. Ce village disparaît plus tard (voir note 1015 Allk).
- 9.59** Ancien nom : Shllinza (CA), 59 catholiques dans RA, puis plus rien jusqu'en 1969. Adriatik apparaît sur OSM.
- 9.60** Ancien nom : Shllimza. L'ancien nom du lieu où se trouve actuellement le village « Fushë kuqe », s'appelait quant à lui « Daullas Zogapepi ». Oublié par AB en 1989 ? Il dit qu'il est tiré de Shllinza, mais en fait plutôt de Fushë Kuqë (CA), si l'on en croit la position OSM et de Plazh i Patokut (CA).
- 9.61** Dans les enregistrements des années 1955 et 1960 la population du village Fuqë Kuqe se sépare de celle de Gurrëzi.
- 9.62** Centre administratif de la Mirditë, ancien village devenu ville en 1961.
- 9.63** 1926 : AB a donné la population de 22291 Tejkodra. CI : Tarash. Compté à part de Rreshën dès 1955.
- 9.64** Défini comme village à part entière en 1989. Ancien quartier du village Tarazh nommé Jesull (CI : Yexulli).
- 9.65** Ancien quartier de Tarazh appelé Zalli i Lanës. Village à part entière en 1960. CI : Shheshaj.
- 9.66** Ancien quartier de Tarazh appelé Zeçovaj, village à part entière en 1960. AJ : Déjà Fushë-Lumthi sur CA, intègre selon ZC l'ancien hameau de Tarazh appelé Kaçorraj.
- 9.67** En 1918, la population des six villages voisins est enregistrée sous Rrshëni (878 habitants). SE donne Kodra e Rshenit (446 habitants). AB : Village à part entière depuis 1926, ensuite rattaché à Rrëshen pendant quelques années, à nouveau séparé en 1950. AJ : Compter ensemble Rrëshën et Kodër Rrëshen.
- 9.68** Compté à part dès 1955, dans Rrëshen auparavant.
- 9.69** Défini comme village à part entière en 1992 (AJ : 1989), ancien quartier du village Malaj, nommé « Malaj i Epërm ».
- 9.70** Ancien quartier du village Malaj, défini comme village à part entière en 1955.
- 9.71** En 1918, compté dans 2120300 Ndërfandëna (2768 Ndërfan). Valeur AB pour 1926 = erreur ?
- 9.72** Village décompté dès 1926. Mine de cuivre. Statut urbain dès 1962. La ville nouvelle de Rubik a été construite proche de la rivière Fani, sur le site du village de Bulshiza, alors que le village de Rubigu (CI) se trouvait un peu plus à l'est, semble être devenu Katund i Vjetër (2125).

- 9.73** *Thana Bulgerit (CA/CI), Bulgëri (RA). Centre de l'ancienne commune, à mi-pente (600m). Désormais dans 1601 Fangu, au bord de la Fani (140m).*
- 9.74** *1926 : erreur AB.*
- 9.75** *Anciennement Robigu (RA), Rrubigu (CI).*
- 9.76** *C'est le Rreja d'en-bas, dans la commune de Kryezezi dans RA, ce qui explique sans doute le « e zezë ». SE donne en plus un « Reja » avec la même population que Reja e Vëles. Probable doublon, il ne faut probablement que prendre le Reja e Zezë.*
- 9.77** *Hameau disparu ou fusionné avec 3721 Vau i Shkezës. 3230200 des Autrichiens.*
- 9.78** *Peut-être avec 1304 Bukmirë en 1926.*
- 9.79** *Mines en service dès 1956, urbain depuis 1962. Décompte distinct de Kurbnesh et de Kurbnesh Fshat dès 1979.*
- 9.80** *Faux en 1926 chez AB. SE donne Lufaj i Epër et Lufaj i Poshtër.*
- 9.81** *Présent chez SE, pas de chiffres. Disparu ou fusionné avec 2506 Lufaj.*
- 9.82** *Le village Bardhaj, de la commune Selitë, s'appelait auparavant Bozhiqi (SE) ou Bozhiqa (CI, RA).*
- 9.83** *Kthellë e Sipërme selon Instat et ZC.*
- 9.84** *Défini comme village à part entière en 1980, ancien quartier du village Qerlat i Epërm nommé Tharrë. Sur CA : hameau de Hasanaj et Ndreaj.*
- 9.85** *Perlat i Sipërm selon Instat et ZC.*
- 9.86** *AB : Ancien quartier du village Qerlat i Epërm, défini comme village à part entière en 1992. AJ : Localisation OSM, frontières très incertaines !*
- 9.87** *Défini comme village à part entière en 1992, ancien quartier du village Prosek.*
- 9.88** *Les villages Ujë et Shtrezë étaient probablement comptés d'abord avec Proseku, puis distincts mais comptés les deux ensembles entre 1955 et 1989 (CA : Uj-Shtresa).*
- 9.89** *Compté à part de Uj-Shtretza (CA) en 2001.*
- 9.90** *Pas sûr du statut du Fandi de Selenica.*
- 9.91** *Shtrungaj a été séparé de Bisakë en 1992.*
- 9.92** *Ancien quartier du village Konaj, nommé Bathore, défini comme village à part entière en 1989.*
- 9.93** *Avec enclave de Firra (2110501) (RA).*
- 9.94** *Ancien quartier du village Shëngjin, nommé Shëngjin Petoq, défini comme village à part entière en 1989.*
- 9.95** *Séparé de Xhuxhë en 1950. RA : On localise le 2110600 Xhuxhaj en bas, à cause de CI. Par la suite en haut (CA).*
- 9.96** *Bishza (CI). Pour le complexe Zal Xhuxhe + Xhuxhe, Seiner donne 1121, alors que Selenica donne 1070 pour « Gjuga » et 900 pour « Xhuxha ». Vu la légère baisse de population dans les villages voisins, on considère que c'est un doublon et on ne compte pas les 900 de Xhuxha.*
- 9.97** *Ancien quartier du village Xhuxhë, nommé Xhuxhë Dardhas, défini comme village à part entière en 1989.*
- 9.98** *RA : Thera (Kodra e kuqe), CI : Thira.*
- 9.99** *Ancien quartier du village Domgjon, nommé Sang i Domgjonit, défini comme village à part entière en 1989.*
- 9.100** *Les villages Gjakës et Munellë, villages à part depuis 1992, sont des anciens quartiers du village Domgjon.*
- 9.101** *Hameau du village de Blinisht devenu ville en 1970 selon Bërxholi (absent chez Sjöberg) suite à l'ouverture de mines de cuivres à proximité. La population culmine à 1101 habitants en 1989.*
- 9.102** *Erreur AB 1926.*
- 9.103** *CI : Mashtrokora, RA : Mashterkeri.*
- 9.104** *Ancien quartier du village Mashdenova, nommée Vorpaj, défini comme village à part entière en 1992. ZC 3948. Originellement code 4044 pour Zajs (BK), mais je lui donne le 1893 qui est celui utilisé par Instat en 2001 pour compter ensemble Zajs et Shenmëri.*
- 9.105** *AJ : Absent du recensement de 2001. Possède le code ZC 3335, faussement attribué par Instat à Shënmëri (3335, préfecture de Kukës, commune de de Malzi). Probablement avec 1893 Zajs/Guri i Bardhe. Note AB étrange : Ancien quartier du village Grykes Spaçit, nommée Plagëzë défini comme village à part entière en 1992.*
- 9.106** *Ancien quartier du village Bulshas, nommée Lëgjin, défini comme village à part entière en 1992.*
- 9.107** *Défini village à part après 1926, puis à nouveau en 1992. Dans ce secteur, les groupements de villages sont fluctuants et difficiles à reconstituer.*
- 9.108** *1918 : C'est la population de tout le cercle (« Krahina »), englobant probablement les populations de Koder Spaç (2186), Guri Bardh (1893), peut-être Dom (1507), etc. Aujourd'hui dans Rejs (=Orosh), avant dans Spaçi. On n'en tient pas compte pour les évolutions intercommunales.*
- 9.109** *Ancien quartier du village Kaçinar nommé Shtuf, défini comme village à part entière en 1989.*
- 9.110** *Présent deux fois chez AB. Le village est exactement sur la frontière entre Pukë et la Mirditë. Kushnen semble avoir été partagé entre deux après avoir été compté ensemble en 1918 et 1926, en plus, à cheval sur deux communes de 2001. 2353 est le site principal, l'autre 2354.*
- 9.111** *Ancien quartier du village Simon, nommée Zalli i Kaçimarit i Simonit, défini comme village à part entière en 1989. En 1918, probablement compté dans 2120300 Ndërfândëna (2768 Ndërfan) qui compte un hameau appelé Mnega, possiblement correspondant à Munega (CI, CA).*

10. Notes pour la préfecture de Shkodër

- 10.1** *Ville ancienne et principale centralité du Nord albanais. Chef-lieu de vilayet dès 1867, plus importante ville du territoire de l'Albanie actuelle à la fin de l'Empire ottoman. Chef-lieu de préfecture après l'Indépendance.*
- 10.2** *Quartier de Shkodër, comptés séparément dans RA.*
- 10.3** *Quartier de Shkodër, comptés séparément dans RA.*
- 10.4** *Quartier de Shkodër, comptés séparément dans RA.*
- 10.5** *Quartier de Shkodër, comptés séparément dans RA.*
- 10.6** *Quartier de Shkodër, comptés séparément dans RA.*
- 10.7** *Quartier de Shkodër, comptés séparément dans RA.*
- 10.8** *Quartier de Shkodër, comptés séparément dans RA.*
- 10.9** *Quartier de Shkodër, comptés séparément dans RA.*
- 10.10** *Quartier de Shkodër, comptés séparément dans RA.*
- 10.11** *Quartier de Shkodër, comptés séparément dans RA.*
- 10.12** *Quartier de Shkodër, comptés séparément dans RA.*
- 10.13** *Quartier de Shkodër, comptés séparément dans RA.*
- 10.14** *Quartier de Shkodër, comptés séparément dans RA.*
- 10.15** *Quartier de Shkodër, comptés séparément dans RA.*
- 10.16** *Quartier de Shkodër, comptés séparément dans RA.*
- 10.17** *Quartier de Shkodër, comptés séparément dans RA.*
- 10.18** *Quartier de Shkodër, comptés séparément dans RA.*
- 10.19** *Quartier de Shkodër, comptés séparément dans RA.*
- 10.20** *Hameau disparu ou fusionné avec 2817 Oblike.*
- 10.21** *Associé à Muriqan (RA).*
- 10.22** *Les différents hameaux de Bërdicë sont comptés ensemble dans RE et SE, distinctement ensuite.*
- 10.23** *Separated as a village of its own after 1992 from the village Samrishit.*
- 10.24** *1926 : erreur AB.*
- 10.25** *Ancien village de Shtira (3440600) : ruines sur orthophoto (sur la colline).*
- 10.26** *Chez Selenica, on trouve Mushani et Muzhani (139/121), avec des totaux légèrement différents. Ne garder que Muzhani?*
- 10.27** *Hameau disparu ou fusionné avec 2750 Mushan.*
- 10.28** *Région ethnographie serbe-monténégrine de Vraka : voir 2827 Omaraj. Graphie slave : Derignjat.*
- 10.29** *AB plus plausible pour 1926 (431 en 1945).*
- 10.30** *Erreur d'attribution 1926 : Mal i Zi aul ieu de Gur i Zi??*
- 10.31** *Population publiée par Seiner (799) probablement fausse : les fiches individuelles donnent 394 habitants, plus plausible.*
- 10.32** *Disparu ensuite dans Mazrek (2624).*
- 10.33** *It only appears in 1926 and after 1992.*
- 10.34** *Erreur d'addition en 1926.*
- 10.35** *Kulaj e Rashit donné ici par AB, plutôt 32171.*
- 10.36** *AB a pris la valeur d'Urë (Shëngjergji, près de Tirana). Probablement faux.*
- 10.37** *Peut-être le Nermolles au nord de 3140800 Vukaj. Hameau disparu ou fusionné avec 3681 Ura e Shtrenjtë.*
- 10.38** *Hameau disparu ou fusionné avec 3401 Shakotë.*
- 10.39** *3140303 était dans 2624 Mazrek, est désormais sur 3776 Vilzë.*
- 10.40** *The number of inhabitants for the year 1926 includes all the other villages that don't appear as separated villages.*
- 10.41** *Hameau disparu ou fusionné avec 2151 Kir.*
- 10.42** *Hameau disparu ou fusionné avec 2151 Kir.*
- 10.43** *Hameau disparu ou fusionné avec 2151 Kir.*
- 10.44** *Hameau disparu ou fusionné avec 2151 Kir.*
- 10.45** *Hameau disparu ou fusionné avec 1769 Gjuraj. Gjuraj-Boksi sur CI.*
- 10.46** *S'appelait Thana (SE) ou Thani (CI/RA) (aussi Plandi (RA)), est devenu Plani (CA).*
- 10.47** *Ancien nom : Suma (CI, RA, SE).*
- 10.48** *Intégré dans Plandi en 1918.*
- 10.49** *Ancien nom : Ksollat e Mohaxhervert (CI).*

- 10.50** *Peut-être dans Vraça en 1926? Gucia e Re (CA 1:10'000).*
- 10.51** *Avec Stoj avant.*
- 10.52** *Attribué bizarrement à Rrethinat (ZC, Instat), devrait plutôt être dans Ana e Malit.*
- 10.53** *Compté dans Shkodra-Stadt en 1918. Separated as a village of its own from the village Bardhaj after 1992. AB a oublié la population de Bleran en 1989.*
- 10.54** *Compté dans Shkodra-Stadt en 1918.*
- 10.55** *Separated as a village of its own after 1992, ex center of this zone. Avant avec Nicaç (2791).*
- 10.56** *Donnés musulmans bien qu'il y ait un cimetière chrétien sur CI et que ce soit chrétien en 1918 : probable erreur de SE, je corrige.*
- 10.57** *Donné comme "Krahina". On arrive à 571 au lieu de 808 chez AB.*
- 10.58** *Hameau de 3597 Theth, compté séparément en 1926. Ndreaj (CI).*
- 10.59** *Hameau de 3597 Theth, compté séparément en 1926.*
- 10.60** *Hameau de 3597 Theth, compté séparément en 1926.*
- 10.61** *Hameau de 3597 Theth, compté séparément en 1926.*
- 10.62** *Hameau de 3597 Theth, compté séparément en 1926.*
- 10.63** *Separated as a village of its own after 1955. Ex territory of the village Theth with this same name. It disappears in 1979, 1989 and appears again after 1992. Entre 1960 et 1969, bizarres fluctuations entre Theth et Ndërhyasaj.*
- 10.64** *Hameau disparu ou fusionné avec 2775 Ndreaj.*
- 10.65** *Hameau disparu ou fusionné avec 2775 Ndreaj.*
- 10.66** *Ancien village de Ndrëgjinaj (3150800) partagé ensuite entre Ndreaj et Palaj.*
- 10.67** *Hameau disparu ou fusionné avec 2775 Ndreaj.*
- 10.68** *Hameau disparu ou fusionné avec 2775 Ndreaj.*
- 10.69** *Hameau disparu ou fusionné avec 2792 Nikaç-Shosh.*
- 10.70** *120 chez les Autrichiens, probablement ensuite dans 2859 Palaj.*
- 10.71** *Probablement Gjutetëza e Shoshit auparavant (selon Prelë Milani, Shoshi, gjeografia..., p. 137, <https://issuu.com/lufastudio/docs/shoshi>). Ce village est donné dans Gjocaç par RA.*
- 10.72** *Pesumaj s'appelait visiblement Gjocaç en 1918, le Gjocaç de SE fait probablement partie de Pesumaj.*
- 10.73** *Hameau disparu ou fusionné avec 2907 Pesumaj.*
- 10.74** *L'attribution des villages dans la commune de Velipoj est globalement problématique. In 1926's statistics for the region of Shkodra it is also given a figure of 1927 inhabitants for Pulaj (today the commune of Velipojë), for the villages that do not appear as such.*
- 10.75** *Created after the irrigation engineering of the zone, with the creation of the NB, and mostly after the 1979's earthquake with inhabitants originally from these villages. Also, the villages Baks i ri, Reç i ri and Ças. Gomsiqe e Re selon Instat et CA.*
- 10.76** *Anciennement hameaux de Baksi (CI), Gaduçi (CI) et Sukat e Vezirit (CI, RA, SE), ce dernier étant le nom utilisé pour le village dans RA et SE.*
- 10.77** *Grande confusion entre Reç i Ri, Reç-Pulaj et Gomsiqe. Reç i Ri (Mali i Reçit) avec Luarzi (3440200) en 1918, intégré dans Reç (3158) ensuite (d'après CA) ou indépendant sous le nom de Reç i Ri (AB).*
- 10.78** *Avec 2500 Luarzi, mais sur territoire moderne de Ças (1358), tirée elle-même de Luarzi.*
- 10.79** *Ancien territoire villageois aujourd'hui partagé entre deux municipalités (l'une dans la préfecture de Lezhë, l'autre sur Shkodër). Voir la note de 2177 Koljakaj, sect. adm. de Balldren, municipalité de Lezhë.*
- 10.80** *En 1950, peut-être compté dans le village 2568 Mali i Rencit de la commune de Shëngjin.*
- 10.81** *Baraquements de mineurs (mines de cuivre) installés dès 1949 à proximité du village du même nom, statut urbain en 1962. Décompte séparé dès 1979.*
- 10.82** *Visiblement un problème entre 1960 et 1979 entre Fushë Arrëz et FA Fshat.*
- 10.83** *Confusion : ZC donne 2526, qui est pour Instat le Lumhi i Bardhë de Qafë Mali. RA : Lumarlla, CI : Lumardh.*
- 10.84** *It also appears on some old notes under the name Lumbardhë.*
- 10.85** *Zams (CI).*
- 10.86** *Eventuellement doublon avec 3847 Xathi (voisins).*
- 10.87** *Ancien nom : Sakati (RA, CI, CA).*
- 10.88** *Comprend deux hameaux de Qibik (CA) : Pruni et Truni. Valeurs de RA et SE enregistrées sous "Truniti".*
- 10.89** *Pas de Qibik chez SE (Truniti).*
- 10.90** *Le village compte plusieurs hameaux : Ludrica, Lëvosh, Harap (CI, CA). En 1918 compté sous "Lundrica", ensuite sous "Lëvosh". Manque en 1926 (dans "Berisha" probablement).*
- 10.91** *La manière de compter les villages voisins de Berishë est variable entre 1918 et 1955, elle se stabilise ensuite*
- 10.92** *Hameau disparu ou fusionné avec 2692 Miliska.*
- 10.93** *Faux chez AB en 1926.*
- 10.94** *Declared as a separated village in 1989. The complete pronunciation is : Aremirë. Ex territory of the village Srriqe named Arat e Mira.*
- 10.95** *L'ancien nom est Sërriqja (CI, RA, SE), dont le centre s'appelait Trojti (CI).*

- 10.96** Aussi possiblement manquant en 1945, 1950, 1960 et 1969.
- 10.97** AB le donne deux fois (2371 et 2370). Par rapport aux ZC, les codes des deux Lajthizë sont inversés à l'Instat (2001).
- 10.98** Peut-être le 400107 Lisna (CA: Lumbardhi (Lisnak)), donné sans population par Selenica.
- 10.99** Separated as a village of its own after 1992. Ex territory of the village Kryezi named Oroshi (CA) ou Orosht (CI).
- 10.100** Centre de la sous-préfecture de Malësia e Madhe à l'entre-deux-guerres, 1429 habitants en 1918. Statut urbain en 1984.
- 10.101** Région ethnographique serbe-monténégrine de Vraka : voir 2827 Omaraj. Graphie slave : Stari Borič.
- 10.102** Région ethnographique serbe-monténégrine de Vraka : voir 2827 Omaraj. Graphie slave : Mladi Borič.
- 10.103** Région ethnographique serbe-monténégrine de Vraka : voir 2827 Omaraj. Graphie slave : Grilj.
- 10.104** Région ethnographique abritant des Serbes-Monténégrins (voir <https://en.wikipedia.org/wiki/Vraka>). Est réputée comprendre les villages de 1244 Borič i Madh, 1245 Borič i Vogël, 1448 Darragjat, 1864 Grillë, 2068 Kamic-Fllakë, 2318 Kullaj, 2827 Omaraj. Les orthodoxes semblent avoir été comptés séparément en 1926, par exemple, Boriçi ne compte que des catholiques. Probablement que le chiffre donné pour Omaraj représente la somme des orthodoxes serbes/monténégrins répartis dans les différents villages. Graphie slave : Omara.
- 10.105** Hameau disparu ou fusionné avec 3815 Varfë.
- 10.106** Région ethnographique serbe-monténégrine de Vraka : voir 2827 Omaraj. Rrash-Kullaj selon Instat, graphie slave : Raš i Kula.
- 10.107** Hameau disparu ou fusionné avec 3217 Rresh. Région ethnographie serbe-monténégrine de Vraka : voir 2827 Omaraj.
- 10.108** En 1918 et 1926, comprend la population de tout le secteur qui s'appelle alors Rrijolli (CI, RA, SE) et dont Kurte est le centre. Comprend sans doute les futurs villages de 2343 Kurt, 2458 Linaj-Eksh-Leporush, 3079 Qafë-Gradë et 3170 Repisht. 2343 Kurt-Kurtaj selon Instat et CA.
- 10.109** Voir 2343 Kurt (Rrijolli).
- 10.110** Sud de Linaj-Eksh-Leporush (toponyme "k. Kerajt" sur CA 1:10'000).
- 10.111** Issu de Ktosh. Pas sûr, mais sur CA on trouve "Fusha Belçës", et en plus, la population de Ktosh a très fortement chuté entre 1996 et 2001.
- 10.112** This is not the population of the town Bajza, which was declared as such much later, after 1992. It includes all the population of the province of Bajza (= probablement Yvanaj + Jerani + Vukpalaj). Bajzë devient une ville après 1992. Le village d'Ivanaj a été partagé en deux dès 1945 pour créer Bajzë au centre, mais ce toponyme n'apparaît sur aucune carte topographique, entretenant une certaine confusion dans le décompte des populations (comptées ensemble en 1979 et 1989). Pour 1926, AB a additionné la population de Kastrot et de Hotej.
- 10.113** Separated as a village of its own in 1989, ex territory of Kastroti. Same for the village Goraj-Budishtë. Centre d'Aliaj (selon EL, geonames).
- 10.114** Hameau disparu ou fusionné avec 1964 Hot.
- 10.115** Constitué des hameaux de Rapsh (CI : Rrapësha) et Starje (CI : Stare). 3154 Rapsh-Starje selon Instat. Peut-être le Rrânxa e veshit du RA?
- 10.116** Anciennement Goraj et Budisha distincts.
- 10.117** Hameau disparu ou fusionné avec 1802 Goraj-Budish.
- 10.118** Also the population for Kastroti in 1926 it is not only for that village, it also includes others. AB le donne avec Vukpalaj, surprenant.
- 10.119** Attribué à 3320100, incertain.
- 10.120** Chiffres globalement très élevés chez Selenica : peut-être des villages comptés à double, ou des erreurs d'attribution.
- 10.121** 1918: 305; 1926: 149 / 749; 1945: 293. Vukli: 1918: 714; 1926: 1065; 1945: 775. Peut-être AB faux, confondu 1 avec 7.
- 10.122** Issu de Selcë (mention "Gropa e Selcës" sur CI).
- 10.123** For Kopliku i Sipërm it is given the population of 1926, where the population of some other villages is included. Kopliku i Sipërm peut-être compté dans Kopliku en 1926.
- 10.124** Peut-être avec Kopliku, peut-être manquant.
- 10.125** Peut-être avec Kopliku, peut-être manquant.
- 10.126** Peut-être avec Kamic-Fllakë, peut-être manquant.
- 10.127** Kamicë (CI). Graphie slave : Kamenica. Voir aussi 5007 Vraka. Buz-ujit chez SE, ce qui selon CA correspond à Kamenica, Jubica, Sterbeq et Kalldrun.
- 10.128** Peut-être avec Kamic-Fllakë, peut-être manquant.
- 10.129** Peut-être avec Kamic-Fllakë, peut-être manquant.
- 10.130** AB a faussement attribué le Dedaj de Pult.
- 10.131** Selon OSM.
- 10.132** Anciennement Reçi i Sipërm? Voir 2343 Kurt (Rrijolli).
- 10.133** Voir 2343 Kurt (Rrijolli).
- 10.134** D'après ZC. Logique, mais ne correspond pas à noms CA/CI ni à limites administratives.
- 10.135** Ancienne bourgade, 583 habitants en 1918 (avec le village voisin de Lajthizë), puis 445 (1926) et 796 (1945). Dans les années 1950 et 1960, un seul Pukë, puis dès 1979, distinction entre la population urbaine et celle du village (1008 habitants en 1979, 1430 en 1989). Statut urbain en 1958. Confusion entre Pukë et Qyteti Pukë. Compter ensemble.
- 10.136** Confusion entre Pukë et Qyteti Pukë. Compter ensemble.
- 10.137** ZC et BK donnent 2370 pour Lajthizë Puke, Instat donne 2371. Le code Instat a été donné, probablement faux, pour garder la cohérence avec le fichier individuel. AB le donne deux fois (2371 et 2370).
- 10.138** Trois Gojani chez Selenica, un seul chez Autrichiens. Ancien nom : Gojani i poshtër.
- 10.139** Hameau disparu ou fusionné avec 1787 Gojan i Vogël.

- 10.140** Ancien nom : Gojani i epër.
- 10.141** AB l'a attribué à 3210 et 3211, c'est plutôt 3211.
- 10.142** Présent deux fois chez AB. Le village est exactement sur la frontière entre Pukë et la Mirditë. Kushnen semble avoir été partagé en deux après avoir été compté ensemble en 1918 et 1926, en plus, à cheval sur deux communes de 2001. 2353 est le site principal, l'autre 2354.
- 10.143** Kalivareni (CA).
- 10.144** 1268 Breg Lumzi selon Instat, qui pourtant décompte à part Lum i zi.
- 10.145** Rrapja (RA, Rrapaj (SE), Rapja (CA).
- 10.146** Hameau disparu ou fusionné avec 3207 Rape.
- 10.147** Hameau disparu ou fusionné avec 3207 Rape.
- 10.148** Attribué à 2240700 Kabashi, mais pas sûr. 2638 Vabac Mece selon Instat.
- 10.149** SE : Millaj.
- 10.150** Distingué de 2687 Midhë en 2001.
- 10.151** Bushat is separated as a village of its own in 1955.
- 10.152** Separated as a village of its own in 1992. Ex territory of the village Qerret named Plan.
- 10.153** L'ancien village de Dush séparé en 3 (dans Vau i Dejës et Qerrët), ainsi que Gomsiajë, ancien village (RA) qui réapparaît.
- 10.154** Separated as a village of its own in 1992. Ex territory of the village Qerret i Vogel named Pleti. Qerret i Vogel est effectivement donné sur CA, mais le village est loin, dans une autre commune (Qelës). Plutôt avec Kçira, en dépit de CA.
- 10.155** Hameau disparu ou fusionné avec 2229 Korthpulë. AB l'avait attribué faussement à 3563 Tarazh.
- 10.156** Vau i Dejës était le nom d'un village ancien. A la suite de la construction du barrage et de l'usine hydroélectrique (entrée en service en 1973), l'ancien village de Qyrsaçi a été immergé, ses habitants ont été déplacés dans un hameau de Vau i Dejës du nom de Laç pour former Laç-Qyrsaçi. Cette localité est aujourd'hui partagée en deux, la partie ouest portant le nom de Vau i Dejës. Cette confusion explique que les deux localités sont généralement comptées ensemble.
- 10.157** Chez BK, ancien code pour Vau i Dejës.
- 10.158** Partie de Laç disparue dans le lac de Gomsiajë.
- 10.159** Ressemble beaucoup à Qyrsaçi : peut-être ont-ils comptés à part musulmans et catholiques ?
- 10.160** Hameau disparu ou fusionné avec 2363 Laç-Qyrsaçi.
- 10.161** Hameau disparu ou fusionné avec 2363 Laç-Qyrsaçi.
- 10.162** Kaç et Narash peut-être inversés chez BK 1989.
- 10.163** Disparaît lors de la mise en eau de Drin.
- 10.164** L'ancien village de Dush séparé en 3 (dans Vau i Dejës et Qerrët), ainsi que Gomsiajë, ancien village (RA) qui réapparaît.
- 10.165** Separated as a village of its own after 1992. New inhabited center near the lake of Vau i Dejës with inhabitants originally from Gomsiaja e Pukës, of the highland villages around the lake. Also named Gomsiaja e Poshtme. Il y a une confusion entre le Gomsiaje du bas et celui du haut. Sur la carte italienne, c'est le bas qui est indiqué comme Gomsiaja, Dusha sur CA, celui d'en haut n'a pas de nom sur CI, et Gomsiaja e Epërme sur CA. D'après la rivière, R. e Gomsiajë. Note AB douteuse. Existait en 1918, 1926, ...??
- 10.166** Hameau disparu ou fusionné avec 4000 Gomsiaje.
- 10.167** CI : Rranza-Kryebushati. Avec Bushat en 1918 et 1926.
- 10.168** Separated as a village of its own in 1989, auparavant avec 3652 Trushi, dans la commune de Bërdicë. New village created after the earthquake in 1979 in the region of Shkodra Kolaj (Trushi).
- 10.169** Recensement de 2001 : dans la commune de Barbullush (323), fusionnée ensuite avec Bushat.
- 10.170** Separated as a village of its own in 1979, from Mali i Jushit. Recensement de 2001 : dans la commune de Barbullush (323), fusionnée ensuite avec Bushat.
- 10.171** Separated as a village of its own after 1992 from Mali i Jushit, with the nomination Hotej. Recensement de 2001 : dans la commune de Barbullush (323), fusionnée ensuite avec Bushat.
- 10.172** Recensement de 2001 : dans la commune de Barbullush (323), fusionnée ensuite avec Bushat.
- 10.173** Dheu i Lehtë appears as a village of its own in 1955. Ex territory of the village Hajmel named Dheu i Lehtë or Lagje e Sipërme.
- 10.174** 3840 Vukjakaj-Gegaj selon Instat (et loi de 2015).
- 10.175** Hameau disparu ou fusionné avec 3840 Vukjakaj.
- 10.176** This is not the population of the village Gushtë, it includes all the commune Shllak. AB avait un Gushtë à Shllak (p. 10.5) : sans doute faux, supprimé. Situation de Palaj et Gushtë très confuse.
- 10.177** The villages Sermë and Palaj-Gushtë appear as such after 1992. Palaj et Gushtë sont comptés parfois ensemble, alors qu'ils sont sur deux communes différentes (Temal et Shllak). Pas de Zc.
- 10.178** Peut-être le Preshkollaj de SE. On ne trouve pas Preshkollaj sur les cartes, et pas Barcolla chez Selenica. La population est plausible - 391 (RA), 351 (SE), 397 (1945) -, et ça a l'air catholique d'après symboles. On se fie à la vague homophonie. De plus, le RA donne 1 musulman et 390 catholiques, ce qui est très plausible.
- 10.178** Hameau disparu ou fusionné avec 1048 Arrë.
- 10.180** 3571 Telume-Kllogjen selon Instat, qui pourtant compte séparément. C'est le nom porté sur CA. Telumja (CI), Teluma e Dushmanit (RA).
- 10.181** Hameau disparu ou fusionné avec 2551 Malagji-Kajvall.

- 10.182** *Peut-être Bibgjoni (CA, CI), mais plutôt dans 3150400 : il y a un Mahalla (3150403) qu'on trouve sur CI. Hameau disparu ou fusionné avec 3607 Toplanë.*
- 10.183** *Hameau disparu ou fusionné avec 3607 Toplanë.*
- 10.184** *The village Sermë appear as such after 1992. Aussi en 1918. Entre-temps, dans Toplane.*
- 10.185** *Vaste village composé de deux hameaux mal définis, compté ensemble en 1918, 1945 et 1950.*
- 10.186** *Hameau disparu ou fusionné avec 2707 Mnelë e Madhe.*
- 10.187** *Hameau disparu ou fusionné avec 2708 Mnelë e Vogel.*

11. Notes pour la préfecture de Tiranë

- 11.1** *Tirana was declared a town and the capital of Albania according to the decision of Lushnja's Congres in 1920.*
- 11.2** *Intégré par la suite dans Tirana. Héberge l'usine de tracteurs "Kombëtar autotraktor Enver Hoxha".*
- 11.3** *Hameau disparu ou fusionné avec 2460 Linzë.*
- 11.4** *Pas donné par AB pour 1926. Shtupanza (CI), Shtepoza (RA), Lanabregas-Shtepëza (CA). Hameau disparu ou fusionné avec 2380 Lanabregas.*
- 11.5** *Apparaît deux fois chez AB, ici et à Zall-Bastar. Supprimé de Zall-Bastar.*
- 11.6** *Ancien nom : Leonaj. Le hameau de Korredxhias/Çerrexhijasi (15491) passe de Çerkes-Morina (Tirana) à Dritas/Topize (Durrës).*
- 11.7** *Hameau disparu ou fusionné avec 1549 Dritas.*
- 11.8** *Dans RA, il y a un Mura à Zall Herr (Mura=Burrāj?), qui devient Çerkes-Morina sur CA, et Çekrese chez AB. 272 en 1945.*
- 11.9** *Shënkoll-Demirxhiasi sur CA. Hameau disparu ou fusionné avec 3350 Shënkollë.*
- 11.10** *Separated from Gurra as a village of its own after 1992.*
- 11.11** *ZC ne correspond pas. Faux chez AB en 1926.*
- 11.12** *Sur CA, les deux villages s'appellent Fikas-Mangulli.*
- 11.13** *Semble-t-il oublié par AB, qui l'a associé à Fikas pour 1926.*
- 11.14** *Qehajasi (RA, SE).*
- 11.15** *En 1969, 1979 et 1989, compté avec 3091 Qeha. A l'origine deux villages, mais CA donne Qeha-Shytaj et la zone cadastrale est la même.*
- 11.16** *Constitué de deux hameau comptés parfois ensemble, parfois non. Le hameau central s'appelle Shkalla e Sipërme (CA, CI), c'est sous ce nom que sont enregistrées les données de 1918.*
- 11.17** *Farka e Vogël fait partie de Farka e Madhë sur CA, avec pour hameau principal Daçi (CI), qui correspond au hameau de Daça (RA).*
- 11.18** *Mënjollë Bathorja (CA).*
- 11.19** *Was also named Selita e Vogël (RA) or Selita e Poshtme (SE).*
- 11.20** *Ancient name Shupalli (RA, SE).*
- 11.21** *Separated as a village of its own after 1950, ex territory of the village Bastar. Same for the village Bastar-Muriz. Inclut Perkolaj selon ZC, alors que selon CA, Perkolaj fait partie de Vilza (également dans RA, CI).*
- 11.22** *Inclut Mariezej (RA), qui bascule ensuite dans Zall Bastar et Vrrsht Bastarë (RA) (Bastar Murriz actuel). Probablement faux.*
- 11.23** *Absent du recensement de 2001.*
- 11.24** *Pour 1926, AB donne Buxhiqi (257 habitants), un village qu'on n'a pas pu situer.*
- 11.25** *Separated as a village of its own after 1992, ex territory of the village Ibë with this name.*
- 11.26** *Plumasi (RA, SE).*
- 11.27** *Hameau disparu ou fusionné avec 2690 Mihajas-Cirmë.*
- 11.28** *AB a attribué trois fois la valeur de Luga (SE) : 50. C'est plausible de la donner ici et à 2511 Lugaj.*
- 11.29** *Hameau disparu ou fusionné avec 2510 Lugë-Shalqizë.*
- 11.30** *Etablissement nouveau, mine de lignite à flanc de montagne. Statut urbain en 1958 (Sjöberg 1990, 215). Perd son statut urbain en 1967 (Breu 1968, 312).*
- 11.31** *Ancien nom Balhaxhijasi (RA, SE) ou Balhaxhi (CI). Contient aussi l'ancien Alltata.*
- 11.32** *Plus tard dans 1654 Fushas (CA).*
- 11.33** *Difficile de dire si c'est l'actuel Shpat ou Shpat i Sipërm.*
- 11.34** *ZC 3975.*
- 11.35** *Hameau disparu ou fusionné avec 2753 Mustafa-Kočaj. Bajeza (CI).*
- 11.36** *Hameau disparu ou fusionné avec 2753 Mustafa-Kočaj.*
- 11.37** *Separated as a village after 1992. Ex territory of Vrap i named Kostanj. Plutôt ex-territoire de Shënkolli (1693) du nom de Parret (CA 1:10'000).*
- 11.38** *3352 Shënkoll-Paret selon Instat.*
- 11.39** *Faisait anciennement partie de Vrap i (4440806) avec pour nom local Ramush (CI) ou Ramushej (RA).*

- 11.40** *Shëngjergji was separated as an own region in 1926. It was separated as a village of its own after 1950. with 4304 inhabitants. In 1926, 1945 and 1950, Shëngjergji and Vërria appear as a single village (Vërria est donné comme nom des deux villages sur CA).*
- 11.41** *New inhabited center for the workers of the Sharra building site, constructed in the 70's. Absent du recensement de 2001.*
- 11.42** *Ancien nom : Shëmrija (CI, RA, SE).*
- 11.43** *Also named Domjë e Malit.*
- 11.44** *ZC ne correspond pas.*
- 11.45** *Hameau disparu ou fusionné avec 1441 Damjan-Fortuz.*
- 11.46** *New village, separated after 1960 as an ex section of the agricultural (frucultural) enterprise.*
- 11.47** *Localisé selon GM. Pas sûr. Hameau disparu ou fusionné avec 3714 Varrosh.*
- 11.48** *Village disparu, comme 4420800 Moknari tout proche. Descendu en plaine pour former Maknor-Çaush (2550).*
- 11.49** *Village descendu.*
- 11.50** *Fusionné pour former 2854 Pojanë-Ballashen.*
- 11.51** *Gjuze-Sulkondaj (RA, SE). Autrefois deux hameaux selon CI : Sulaj i Sipërm (Gjuze) et Sulaj i Poshtëm (Sulkondaj). Devient Gjuslikane sur CA, Gjysylkanë à l'Instat (2001).*
- 11.52** *Ndroqi Pazari (bazar de Ndroq, RA, SE).*
- 11.53** *1926 : peut-être Çoçaj.*
- 11.54** *Hameau fusionné pour former 1352 Çaljë-Barëzë.*
- 11.55** *Importante ferme d'Etat "Ylli i Kuq" (l'Etoile rouge) proche de Tiranë, qui connaît une importante immigration dès les années 1950 (en particulier du Sud) et devient une ville en 1989.*
- 11.56** *Separated as a village of its own after 1992.*
- 11.57** *In the statistics it appears with the name Mëner. Apparaît deux fois chez AB, à Kamzë et à Zall-Bastar. Est à Zall-Bastar.*
- 11.58** *AB le donne à Kamzë, il est à Zall-Bastar. Peut-être le Myneri i Epër de 1918.*
- 11.59** *Pour Paskuqan, on a pris 2284 pour le centre historique (pas conforme à ZC), puis Kodër pour les environs, et ensuite Fushë pour la partie ouest. Interprétation incertaine. Ancien nom : Patza-Kuqani (CI) ou simplement Patza (RA, SE).*
- 11.60** *The inhabitants used to call it Babëri*
- 11.61** *The villages : Paskuqan-Fushë, Kodra e Kuqe, Shpat, Fushë-Kërçukë, Kodër-Babru, Paskuqan-Kodër were separated as villages of its own after 1992, as a consequence of the installation on these territories of a population coming from the north-est of Albania, after 1990.*
- 11.62** *Selon OSM.*
- 11.63** *Localisation très incertaine.*
- 11.64** *Kavajë est une ancienne ville à l'extrême nord de la Myzeqe, chef-lieu de kaza puis de district. Sommaton fausse chez Selenica pour 1926. ZC 8551 et 8552.*
- 11.65** *Separated as a village of its own after 1992. Ex territory of Synej named Bukaq*
- 11.66** *D'après les ZC et contrairement à la note d'AB, Dautaj ne se trouve pas joint à Blerimaj (1212), mais à Rrikaj (3231).*
- 11.67** *Separated as a village of its own after 1950. Ex territory of the village Domën, commune de Kryevidh.*
- 11.68** *Shingjergji était le village principal dont Rrakull était un hameau (CI). Durant le communisme, ils fusionnent et prennent le nom du hameau, Rrakul.*
- 11.69** *Ancient name Mali i Robit (CA). Separated as a village of its own after 1992.*
- 11.70** *Faux chez AB en 1926.*
- 11.71** *Compté à part entre 1945 et 1960, le reste du temps avec Karpen.*
- 11.72** *ZC 3961.*
- 11.73** *Prend le nom de Qerret dans les années 1950, auparavant comprenait les villages de Herbert (compté à part en 1926), Stan i Ri (CI) et Hensi (CA). Est de le Teferiçi de RA et SE (geonames).*
- 11.74** *Herbert (CI), Qerreti (CA). Village construit par Lady Carnarvon pour les réfugiés kosovars (Zavalani 2015, p. 205).*
- 11.75** *Intégré plus tard dans Bedeni (1131).*
- 11.76** *Previously named Bullutaj. In this village, were also included some families like the Dautajs, Dervishajs etc.*
- 11.77** *They are two different villages : Habilaj and Memzotaj as an ex territory of Habilaj. 1915 Habilaj selon Instat.*
- 11.78** *Hameau fusionné pour former 1915 Habilaj-Memzotaj.*
- 11.79** *Also known on the statistics with the name Leshtej-Çollakë (aussi RA, SE).*
- 11.80** *La ville nouvelle de Rrogozhinë reprend la partie basse du territoire du village de Rrogozhinë (753 habitants en 1918, puis 697 (1926), 1142 (1945), 1962 (1955) et 2805 (1960). Dès 1969, comptés séparément, Fshat Rrogozhinë conservant la moitié de la population environ (1875 habitants en 1969, 2902 en 1989). Statut urbain en 1958. Importante usine de coton.*
- 11.81** *Kodrresej (CA).*
- 11.82** *For a period named Kodrresej. Ex territory of the village Hasdush. 2193 Kodrresej selon Instat. Met-Hasanaj (RA, SE).*
- 11.83** *Hameau disparu ou fusionné avec 1927 Hemenraj.*
- 11.85** *Hameau disparu ou fusionné avec 2165 Koçaj-Sheshaj.*
- 11.86** *Anciens noms Rrushasi (CI), Hasmallija (RA, SE, CI).*

- 11.87** Pour Kryevindh ont été considérées les valeurs 1989 de BK.
- 11.88** Hameau disparu ou fusionné avec 3175 Rreth-Greth.
- 11.89** They are two different villages, derived from the big village Greth. Milot with 164 inhabitants and Patku with 74 inhabitants. Also the village Harizaj of the commune Lekaj represents two villages : Harizaj and Kryeluar. Miloti a plutôt 76, et non 164 comme dans note AB.
- 11.90** Hameau disparu ou fusionné avec 2888 Patk-Milot.
- 11.91** Village disparu. Shelgjet sur CI.
- 11.92** Le village de Domën est constitué de trois hameaux : Domëni, Elmadhaj et Kaziaj (CI) ou Domni, Elmadhi et Kazia (CA). Outre 1512 Domen existe une ZC 3960 Kazie. A celle-ci ne correspond aucun enregistrement ni chez AB, BK, ni à Instat. Instat (2001) a attribué ce code 3960 à Floq (hors ZC), près de 1351 Cakran.
- 11.93** Hameau disparu ou fusionné avec 2292 Kryevindh.
- 11.94** They are two different villages, derived from the big village Greth. Milot with 164 inhabitants and Patku with 74 inhabitants. Also the village Harizaj of the commune Lekaj represents two villages : Harizaj and Kryeluar.
- 11.95** Hameau disparu ou fusionné avec 1932 Harizaj.
- 11.96** Anciennement aussi appelé Zanaj (CI).
- 11.97** Les fluctuations de population indiquent que les frontières sont peu claires entre les villages contigus de Gosë e Madhe, Gosë e Vogël et Kërçukaj. Parfois comptés ensemble, parfois séparément.
- 11.98** Was also named the village Ballaj i Ri, or Bashtovë when in 1979 the agricultural enterprise was constructed. Sphati (Vila) (CI)
- 11.99** Kryefusha (Bashtova) (CI) a disparu lors de la bonification de la plaine, dans 3774 Vilë-Ballaj.
- 11.100** Ferme d'Etat devenue ville (statut urbain en 1970). Auparant village de l'autre côté de la plaine, décompté dès 1918. Dès 1955, décompte séparé de l'ancien village (qui devient Muçaj) et de Vorë. En 2001 s'ajoute Kodër Vorë.
- 11.101** Separated as a village of its own after 1992. Ex territory of Vora named Kodër-Vorë
- 11.102** Separated as a village of its own after 1960. Ex territory of Vora named Picar. ZC 3974.
- 11.103** Il n'y a pas de Preza dans RA, mais un Gjeçaj (4130600) orphelin. Comme plus tard apparaît dans la commune de Prezë un Gjeç-Kodër (4098), on en déduit que Gjeçaj = Prezë. Ce qui donne 736 hab.en 1918, 972 en 1926, 980 en 1945. Comme AB, on considère les 1972 de SE comme peu plausibles, on donne 972.
- 11.104** The villages Gjeç-Kodër, Ndërmjetës, Breg-Shkozë, ex territories of the village Prezë and Palaq, were separated as villages of their own after 1992.
- 11.105** Localisation : <https://en.wikipedia.org/wiki/Ndërmjetës>. Incertain, partie sud de la ZC de Fushë Prezë.
- 11.106** Avant : dans Ahmetaq.
- 11.107** Village descendu.
- 11.108** Separated as a village of its own after 1992. Ex territory of Bërxullë named Mukaj (CA).

12. Notes pour la préfecture de Vlorë

- 12.1** Ville portuaire ancienne du sud de l'Albanie. Simple chef-lieu de kaza à l'époque ottomane, capitale de préfecture et troisième ville albanaise en 2011. Avec Durrës, celle des villes anciennes qui a le plus progressé dans la hiérarchie des villes albanaises au cours du siècle d'indépendance.
- 12.2** Hameau fusionné avec 2838 Hoshtimë.
- 12.3** Hameau disparu ou fusionné avec 2838 Hoshtimë.
- 12.4** Somme fausse chez Selenica.
- 12.5** Ancien nom : Qishbaradha (SE) ou Qyshbardha (CI).
- 12.6** It is a reference for the island Sazan, which served as a military garnison previously, and after 1960 many familys of the serviceman were installed. Absent du recensement de 2001.
- 12.7** Ancient archaeology center and military garnison of the navy. At the beginning of the 50's, 20th century Statut urbain au plus tard en 1963, apparaît dans le recensement de 1960. Auparavant compté avec le village de Dukat.
- 12.8** Part of the village Dukat, constructed on the land of Dukat. On the census, the data is given for both of the villages.
- 12.9** Village descendu, Tragjasi i Vjetër abandonné.
- 12.10** New village, constructed during the 60's as a section on the Agricultural Enterprise. A proximité de l'ancien Idrizi (SE) ou Çifliq Idrizi (CI), disparu.
- 12.11** Also constructed as a section of the Agricultural Enterprise in the 70's.
- 12.12** Sometimes it is included with Pish Poro. Erreur AB en 1926? 252 en 1945. Poroja sur CA.
- 12.13** Donne son nom à Zhuk-Grykpisha (CA) devenu Delisufaj (1461), mais dans ZC 3028 Poro. Disparu en tant que tel.
- 12.14** The ancient name is Zhukë. Disparu en tant que tel. Zhuk-Grykpisha sur CA. Delisufaj est un petit hameau disparu.
- 12.15** New village constructed during 1970 as a section of the Agricultural Enterprise.
- 12.16** Ancien nom : Mekati i I rë (CI, SE) (=Mékati 1)
- 12.17** Ancien nom : Mekati i II të (CI, SE) (=Mékati 2)
- 12.18** Statut de ville au recensement de 1923. RG : Délvinion.

- 12.19** *Created as a new village in 1960, as a sector of the Agricultural Enterprise with a population coming from Arra. AJ : Quel est cet Arra, le 1043 situé à Dibër?*
- 12.20** *Separated as a village of its own on 1950.*
- 12.21** *The ancient name is Varfaj. Localisé sur la base de la note de Bërxfholi. On trouve Varfaj sur CA à côté de 2396 Lefterohori, mais rien sur CI. Dans SE, il y a un Varra (ressemble à Varfaj), mais qui compte 374 habitants (contre 153 à Sopot/Varfaj en 1945). Peut-être aussi est-ce le Vrissi du RG, Vrissi étant un ruisseau qui passe là, mais lui ne compte que 15 habitants (dont 14 juifs).*
- 12.22** *Hameau disparu ou fusionné avec 2036 Kalasë. RG : Kogosti.*
- 12.23** *The ancient name is Palavli (RG, SE, CI, CA).*
- 12.24** *Appeared in 1926 as a concentration of nomad farmers. Counted as a new village in 1969. Peut-être à proximité de l'ancien Izassi (RG).*
- 12.25** *Incertain : sur CI on trouve à côté de 1074 Bajkaj une mention Bregu i Issàsut.*
- 12.26** *The ancient name is Matomarë. Si c'est exact : 34 habitants orthodoxes en 1926 (SE).*
- 12.27** *Nouvelles constructions sur orthophoto.*
- 12.28** *L'ancien nom est Mavropulli sur CA, RG et SE. Pas de ZC.*
- 12.29** *Ancien nom : Shiani (CA). Shijani de SE. Blerimas ne se repeuple qu'en 1955.*
- 12.30** *Anciennement Vromero (CI, RG) ou Vranero (SE), Uji i Qelbët selon AB.*
- 12.31** *Grécophones. Hoxhaj (CI) = ancien nom de Livadhja.*
- 12.32** *Orthodoxes albanophones.*
- 12.33** *Chams musulmans.*
- 12.34** *Grécophones.*
- 12.35** *Grécophones.*
- 12.36** *Grécophones. Figure deux fois chez Selenica : Kalcati (170) et Kallcati (143); vérifier.*
- 12.37** *The ancient name is Kalivja Pasha. Grécophones. 1926 : AB semble avoir confondu avec Lefter Talo (2395).*
- 12.38** *Ancien nom : Haderagaj (CI) ou Hajdar Aga (SE), Grécophones. Confusion chez AB avec Kodër / Kaliva Pasha (2172).*
- 12.39** *Grécophones.*
- 12.40** *Grécophones.*
- 12.41** *Grécophones.*
- 12.42** *Grécophones.*
- 12.43** *Grécophones.*
- 12.44** *Grécophones.*
- 12.45** *Grécophones.*
- 12.46** *Village hellénophone, brûlé en 1881 et 1912.*
- 12.47** *RG : Avaritsa.*
- 12.48** *Aghios-Andreas (RG)*
- 12.49** *Village disparu. Pas mentionné par les Grecs.*
- 12.50** *AB donne la population, trop importante, de Rapuçi (315 hab. en 1926) pour Rahullë. Il faut bien considérer, selon sa note, Kalveshushi (SE, ou Kolivia Sush, AB).*
- 12.51** *Ancien nom : Kasemallaj bej (SE), Kassim-Alibey (RG), Casim Alaibey CI).*
- 12.52** *The ancient name is Memushbej. These names are the names of the ex lords of these villages, owners before 1945.*
- 12.53** *Hameau disparu ou fusionné avec 2002 Jermë.*
- 12.54** *Ancien nom Kainourghio (RG), Chenurio (CI) ou Qenurjo (SE). Blerimasi (nom de Vurgu i Ri sur CA) ne se repeuple qu'en 1955. Hameau voisin de Capanne, disparu, mentionnée sur CI.*
- 12.55** *The ancient name is Karalibej (SE, CI).*
- 12.56** *Est donné dans Saranda (loi de 2014).*
- 12.57** *Nom selon SE, CI. Murzina.*
- 12.58** *Dans Velahove (3724) (ZC). Muçopoli chez SE.*
- 12.59** *Sur la carte de l'Epire du Nord, on dirait que Mullamusa est là où il y a Muçopoli. Peut-être est-ce le même?*
- 12.60** *New village constructed by the end of the 60' on the ex building site of the dam of Bistrica Avec 1261 avant.*
- 12.61** *The ancient name is Ymer Efendi (SE) ou Omer-Efendi (RG).*
- 12.62** *Centre de la sous-préfecture d'Himarë à l'entre-deux-guerres, statut urbain en 1969.*
- 12.63** *RG : Coudëssi.*
- 12.64** *Separated as a village of its own after 1992. Previously it was part of the village Qeparo.*
- 12.65** *Separated as a village of its own in 1989, ex territory of the village Vuno named Ilias.*
- 12.66** *RG : Drymades.*

- 12.67** Separated as a village of its own after 1992, ex territory of the village Dhërmi.
- 12.68** Partie nord du village de Kuç distinguée de celui-ci dès 1989.
- 12.69** Village musulmans ayant accueilli des réfugiés chams (Vickers 2002, 7).
- 12.70** Separated as a village of its own on the years 70', section of the Agricultural Enterprise (fruits), ex territory of the village Borsh. Sur CA : Fusha e Borshit.
- 12.71** In some of the censuses it has been named Përparim. RG : Aghios Vassilios.
- 12.72** Hameau disparu proche de 3338 Shënavasil. Hundesova sur CI. Ruines sur orthophoto.
- 12.73** Aussi appelé Nivicë-Bubari (SE, CI, CA).
- 12.74** Bourgade agricole devenue ville en 1968. Chams musulmans.
- 12.75** Çiflik est habité d'Albanais orthodoxes, d'Aroumains, d'Albanais musulmans et de quelques Grecs.
- 12.76** Chams musulmans
- 12.77** Chams musulmans
- 12.78** Chams musulmans
- 12.79** Chams musulmans
- 12.80** Chams musulmans
- 12.81** Chams musulmans
- 12.82** Orthodox Albanian majority, Muslim Albanian Chams (200) that arrived from northern Greece in the 1920s and 1940s, a combined population of Aromanians and Greeks (50) and some Romani.
- 12.83** Vrinë is a new village established during the communist period and is populated by Muslim Albanians (400), Orthodox Albanians (318) and Greeks (300).
- 12.84** Mursi is inhabited by an Orthodox Albanian majority, alongside a few Muslim Albanians and Greeks.
- 12.85** Peut-être le Perdhikar de SE. Ne figure pas sur CI, mais à côté on trouve une "Fusha Kare". Mais le village n'est pas encore visible sur CI. Plutôt des populations établies à partir de la Seconde Guerre. Shkallë is inhabited by an Aromanian majority, alongside a few Muslim Albanians and Greeks and also contains a few families of Muslim Romani originally from Filiates, Greece who were expelled in 1944-1945.
- 12.86** Capitale du district de Sarandë depuis 1957. La ZC 3262 correspond au code 4057 de l'Instat (Cingari). 8641 selon Instat, qui a aussi un 8642 Saranda 2.
- 12.87** Le Lykourëzi du RG correspond sans doute à la Kalaja e Lekursit de CI : 60 habitants ont alors été recensés dans ou autour de cette citadelle qui domine Sarandë.
- 12.88** Separated as a village of its own after 1992, new village.
- 12.89** Peut-être avec Metoqi (2677). Bas de l'actuel village de Metoq
- 12.90** Village intégré plus tard dans 2677 Metoq (ZC).
- 12.91** Separated as a village of its own in 1945. New village constructed for the agricultural enterprise workers. Pas sûr : on trouve un Metohi dans RG (1913), qui correspond probablement à Metoqi, village présent sur CI (avant-guerre donc). Par contre, le Metoqi de CI est sur le territoire actuel de 3832 Vrion sur la commune de Finiq, et le nouveau Metoq correspond au bas de la commune de Gjashtë, appelé Metogjashta par SE, et surtout à l'ancien Pali, au milieu de la grande plaine agricole de l'actuel Metoq.
- 12.92** New village founded in 1960, with the construction of the Agricultural Enterprise-Fruits. Il y avait déjà un village avant-guerre appelé Capanne sur CI. Peut-être le Sayanni du RG.
- 12.93** Ancien village (451 habitants en 1926, 760 en 1945) devenu ville en 1958, haut-lieu de l'extraction du bitume.
- 12.94** Correspond peut-être au Boreçi (CA) / Morec (CI) à proximité d'Armen. Pas sûr du tout.
- 12.95** Separated as a village of its own after 1992. Ex territory of the village Armen.
- 12.96** Selenica donne 631 ou 361, AB a choisi 361, on donne 631, plus plausible (675 en 1945).
- 12.97** Peut-être le Muçale (CI) à proximité de Treblovë.
- 12.98** Separated as a village of its own after 1979.
- 12.99** Erreur de somme chez Selenica.
- 12.100** Separated as a village of its own after 1960.
- 12.101** Separated as a village of its own after 1950. Ancien nom : Belushi (CI).
- 12.102** Has also been called Mazhari i Sevasterit.
- 12.103** Separated as a village of its own after 1960 as a section of the Agricultural Enterprise, new village.
- 12.104** Grosse différence avec AB pour 1926. 402 est la somme des deux Mazhar, vraisemblablement une faute de AB. SE : Mazharalapartha.
- 12.105** Separated as a village of its own after 1992, ex territory of the village Ramicë.
- 12.106** Absent du recensement de 2001, mais une ZC : 3747.
- 12.107** Deux hameaux principaux : Shalës et Mesapliku. Durant le communisme, apparaît sous le nom de Shalës (CA), avant et après sous celui de Mesapliku (SE, ZC, Instat).